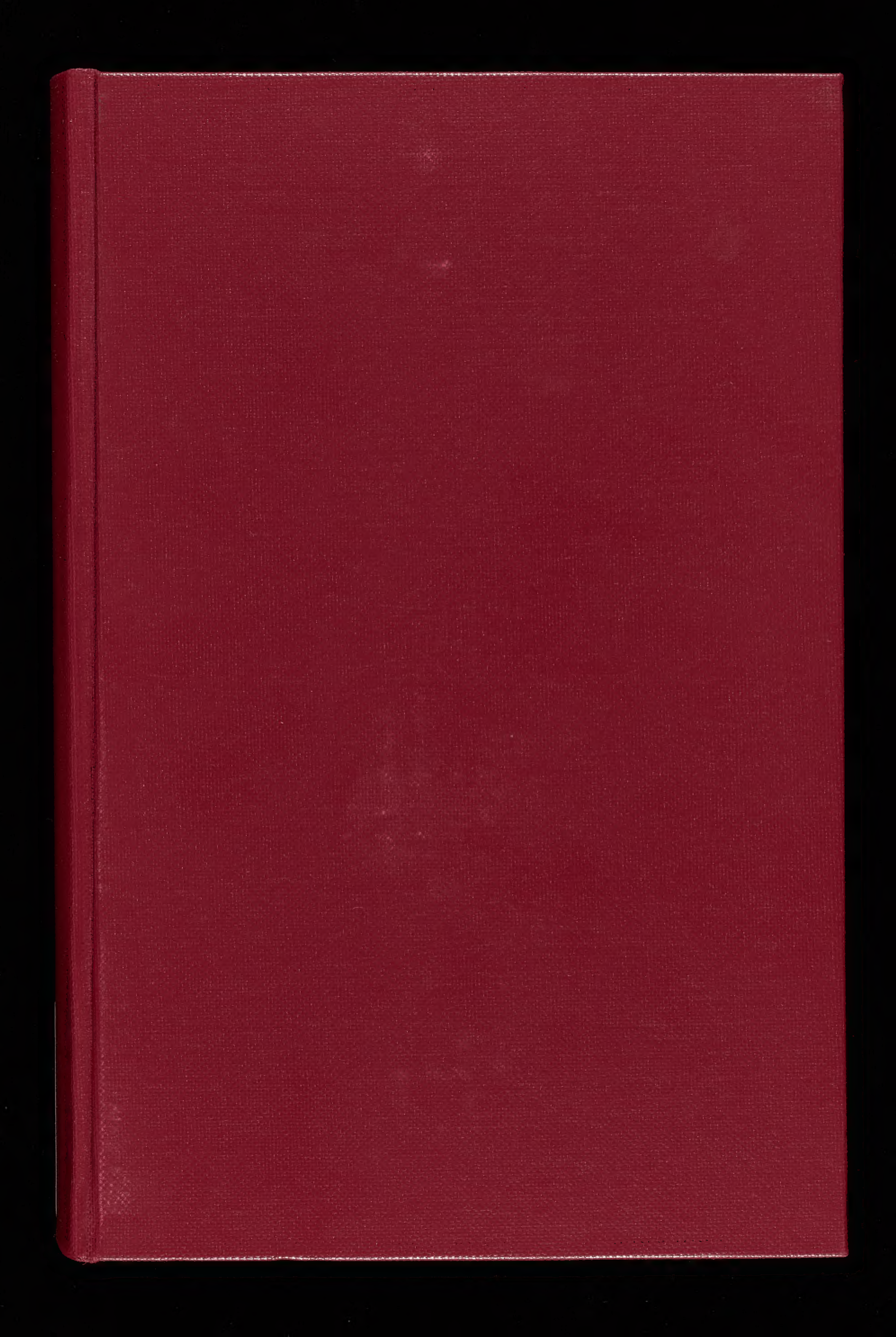
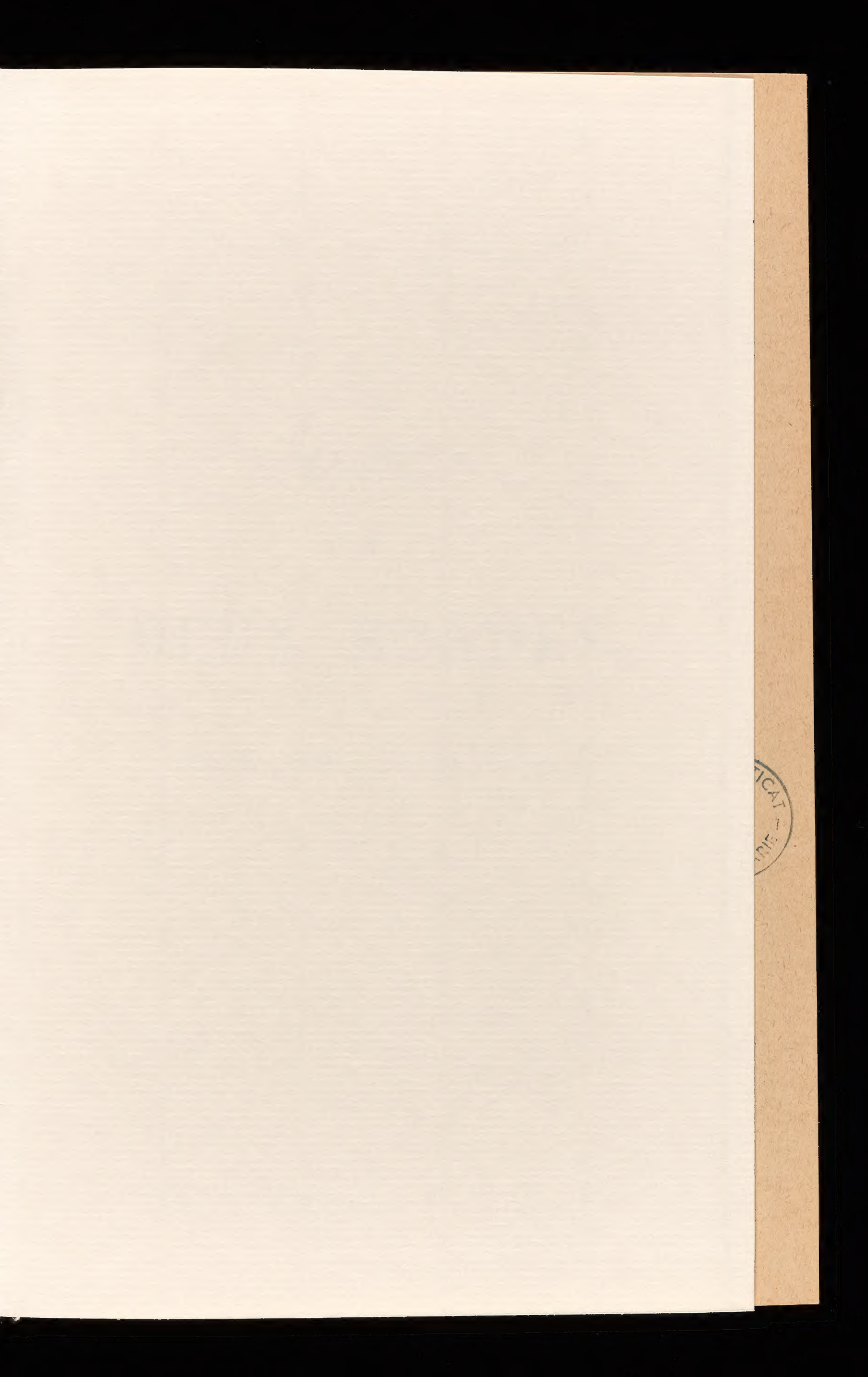




REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXVII° ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE



REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXVII[e] ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

TOME QUARANTE-DEUXIÈME



PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1917

DU CONSULAT A L'EMPIRE

LETTRES D'UNE MÈRE A SA FILLE (1)

I

DE CONSTANTINOPLE AUX TUILERIES

Après dix années durant lesquelles la vie de société avait été interrompue, sans que les élémens qui l'avaient formée pussent se rencontrer ou se rejoindre, un jour vint où les sermens de haine à la Royauté parurent périmés et où les Français, du moins la majorité d'entre eux, aspirèrent à une forme d'existence qui fût décente, correcte et agréable. On n'avait point assisté sans dégoût aux fantaisies de luxe grossier où se portaient les nouveaux riches; on s'était indigné aux scandaleux débordemens du dictateur; on s'était moqué des ladreries bourgeoises de quelques gouvernans du jour et de l'étalage que faisaient de leurs exactions certains gouvernans de la veille; on était las d'émeutes, las de cortèges sanguinaires, las de coups d'État, las de mépris et las de haine. Mais était-ce une

(1) *Correspondance inédite de Mme Carra-Saint-Cyr avec sa fille, Mme Charpentier. Mss.* — Cf. Comte de Fazi du Bayet, *Les généraux du Bayet, Carra-Saint-Cyr et Charpentier.* Correspondances et notices biographiques. — A. Dry, *Soldats ambassadeurs*, t. I. — *Galerie militaire*, par Babié et Beaumont, t. I. — Chuquet, *Mayence.* — Ch.-L. Chassin, *La Vendée patriote*, t. III. — *Les pacifications de l'Ouest*, t. I. — Peltier, *Paris.* — Barras, *Mémoires.* — Caudrillier, *La Trahison de Pichegru.* — Cugnac, *Campagne de l'armée de réserve*, t. II. — *Lettres et documens pour servir à l'histoire de Joachim Murat* (1767-1815), t. II et suiv., etc.

raison pour qu'on se plût soudain à une existence réglée en tous les détails, hiérarchisée au point que nul ne pût faire un pas hors de sa place, et que la fantaisie fût sévèrement bannie — au moins celle qui se révélerait au dehors; car le diable n'y perd rien? Quel sentiment éprouvèrent alors, pour accepter ou subir cette vie, les hommes et les femmes appelés à participer au nouveau régime?

Que ceux de l'ancien qui retrouvaient leurs habitudes, leurs façons, même leurs places et qui servaient d'instituteurs ou de précepteurs, considérassent cette révolution comme une revanche, rien de plus naturel. Le maître avait changé, mais l'antichambre demeurait, et c'était l'essentiel. Que, à quelques degrés au-dessous, des anoblis, tout barbouillés encore de la savonnette de monsieur leur père, s'efforçassent à s'instruire de gestes qu'ils n'avaient jamais faits et, haussés par un coup du ciel aux premiers emplois, prissent une joie infinie, eux qui étaient de finance tout juste, à singer les gens de cour, comment s'en étonner? Ils allaient se pénétrer si intimement de leur rôle, que nul ne les égala en ingratitude, et que leurs trahisons furent aussi bien réglées que les plus célèbres. Mais les autres, petits nobles ou bourgeois qui s'étaient, dès le début, jetés dans le mouvement, qui devaient leur fortune et leurs grades à la chute du trône et à la proscription des privilégiés, comment admirent-ils un renversement aussi complet de leur politique? Comment se prêtèrent-ils à ce qui les écartait davantage de ce qui avait paru leur idéal? Comment se plièrent-ils à l'étiquette, à son formulaire, ses obligations et ses puérilités? Comment sacrifièrent-ils sur ces autels nouveaux la divine Liberté, au nom de laquelle ils avaient échangé le despotisme nominal d'un tyran couronné contre le despotisme effectif d'un tyran à bonnet rouge? surtout la divine Égalité qui les avait remplis d'aise en ravalant au-dessous d'eux tout ce qui fut au-dessus? Comment s'y prirent-ils pour concilier leurs actes de la veille et ceux du lendemain, pour oublier si vite les opinions qu'ils avaient professées, les sermens qu'ils avaient prêtés, voire les crimes qu'ils avaient commis?

Il suffit sans doute qu'ils crussent prendre dans la société nouvelle le rang que possédaient dans l'ancienne les aristocrates tant jalousés et qu'ils eussent la conviction d'occuper leurs places et de remplir leurs fonctions. Peut-être ne regar-

dèrent-ils pas aussi loin. On les appelait : ils estimèrent que cela était naturel, juste et décent. Ils vinrent, et du premier coup s'établirent dans des positions, comme disait Joséphine, qui leur agréaient à miracle, — à miracle, peut-on dire, car quels drames ne fallait-il pas qu'on eût traversés pour que ce changement de personnel se fût accompli !

A vrai dire, ces fortunes ne seyaient pas à tous. Des hommes, il s'en rencontrait vraiment d'impossibles et, peut-on dire au propre, d'indécrottables. Ils venaient de très bas, s'étaient élevés par un continuel effort de courage qui ne permettait point de leur disputer les grades, mais jamais ils n'avaient pu se former, se procurer les élémens d'une éducation. Il fallait bien qu'ils fussent les premiers aux honneurs, ayant été les premiers à la peine, mais devait-on souhaiter qu'ils s'abstinssent de parler, d'écrire et de remuer, car à chaque coup ils eussent rendu leur gloire ridicule. Il leur fallait un champ de bataille et non pas un salon.

Quant aux femmes, si elles ont paru plus aptes que les hommes à se former, c'est que la plupart n'étaient ni de même origine ni de même souche que leurs maris. Sauf trois ou quatre exceptions (Augereau, Lefebvre, Moncey, Fouché), la plupart des personnages en vue qui avaient été mariés avant ou pendant la Révolution, avaient divorcé et avaient convolé à des femmes jeunes, jolies, bien élevées (Davout, Lannes, Clarke, etc.); les autres, très jeunes en possession de hauts grades et de gros traitemens, avaient recherché des jeunes filles qui de près ou de loin tenaient à Bonaparte, à Joséphine ou à leurs familles; elles étaient la plupart jolies, assez pauvres, et formées à des manières. On s'écarta pour leur céder la place et près d'elles vinrent se grouper les femmes tenant par quelque côté à l'ancien régime, qui avaient émigré, et étaient rentrées des premières, ou celles qui avaient traversé la tempête prisonnières ou suspectes, ou celles encore qui avaient échappé dans leur province aux dénonciations. Assurément convenait-il, pour que les unes et les autres figurassent dans la hiérarchie nouvelle, qu'elles fussent nées de familles honorables, d'une bourgeoisie sortable, qu'elles eussent acquis de la politesse, sinon des formes, qu'elles eussent reçu une instruction qui, au moins en histoire, en géographie et en orthographe, leur procurât un minimum de connaissances; — enfin qu'à défaut d'une religion arrêtée, à laquelle elles

crussent et qu'elles pratiquassent, — ce qui arrivait, — elles fussent résolues à une conduite décente et à l'horreur du scandale. Le reste était affaire à leur conscience et à leurs maris.

Par une conséquence des engagemens nouveaux de la Société, cette jeunesse et cette beauté des jeunes mariées, cette ardeur et cet enthousiasme des nouveaux époux provoquèrent et assurèrent une floraison de la race qui jamais, semble-t-il, ne se produisit avec cette vivacité, cette étendue et cette publicité. Ce fut là une caractéristique des temps du Consulat, par quoi fut d'autant plus accusée la stérilité de Joséphine et aggravé son ennui.

Comme ces femmes avaient beaucoup à faire entre leurs grossesses, leurs devoirs, leurs obligations et leurs plaisirs, même leurs enfans, elles n'avaient guère de temps pour noter au jour le jour ce qui se passait sous leurs yeux, les beautés ou les lacunes du spectacle auquel elles étaient conviées; quant aux jugemens qu'elles ont portés après vingt ans de remise et deux à trois révolutions, ils sont troubles, équivoques et suspects, et ils flairent la valetaille chassée. Restent les correspondances : certes, mais comme il faut qu'elles soient intimes, suivies, autorisées, et si elles sont publiées, complètes! Il n'y a pas que les interpolations qui déshonorent, il y a les suppressions qui interloquent. Ces correspondances, encore faut-il qu'elles émanent de femmes assez notables pour qu'elles participent à tout et pénètrent partout, assez ménagères pour qu'elles se plaisent à des détails de toilette et de maison et qu'elles apportent de leur vie quotidienne un tableau suffisamment animé. Bien sûr, on ne prétend pas à Mme de Sévigné; on se contente avec une jolie petite Française, désireuse de plaire et de s'amuser, qui regarde autour d'elle et qui sait rendre ce qu'elle voit. Il lui conviendra d'être prudente, car outre qu'elle n'entend pas que ses lettres soient retenues par le Secret des postes, elle ne voudra nuire à la carrière d'aucun des siens; aussi s'abstiendra-t-elle de politique, ce qui lui épargnera des sottises; mais n'aura-t-elle pas, au milieu des bavardages de santé et de famille, les nouvelles de la société, les récits des dîners dont elle prend sa part, des bals où elle danse, et, pour peu qu'elle tienne au monde officiel, la chronique de la Ville et de la Cour? Ainsi se trouvera-t-on, sans que la petite dame s'en soit doutée et parce qu'elle a laissé naturellement courir sa plume, en possession d'un

tableau peint sur nature, avec des couleurs toutes fraîches posées au premier coup. Et que dire si ce tableau représente, durant les trois années les plus brillantes et les plus intéressantes peut-être du dernier siècle, une société et un gouvernement en transformation, évoluant d'une forme républicaine déjà fortement atténuée à la forme monarchique intégralement restituée?

Telles sont les lettres écrites, de floréal de l'an XI (mai 1803) aux premiers jours de l'an XIV (octobre 1805), par une mère à sa fille, — des temps de l'organisation du Consulat à vie jusqu'à ceux du couronnement de Milan.

*
* *

La mère, Mme Carra de Saint-Cyr, — Jeanne-Armande-Félix Pouchot, — appartient à une famille distinguée du Dauphiné, dont était un Pouchot capitaine au régiment de Béarn, lequel, après avoir servi avec honneur en Italie, en Flandre, en Allemagne et en Amérique, périt misérablement en Corse dans une embuscade. Elle était la nièce de Joseph Pouchot, curé de la Tronche, qui fut élu en 1791 évêque constitutionnel de l'Isère. Mlle Pouchot, qu'on appelait Pouchot de Solières, a reçu, à Grenoble même, une instruction dont témoignent son écriture et son style. A quinze ans, en 1786, elle a épousé Annibal-Jean-Baptiste Aubert du Bayet, qui en a alors vingt-neuf et qui est capitaine au régiment de Bourbonnais. Cet Annibal est né à la Nouvelle-Orléans où son père servait avec le grade de major dans les troupes que le Roi entretenait en Louisiane. Après la cession de la colonie à l'Espagne, M. du Bayet s'est retiré à Grenoble après avoir successivement obtenu le grade de brigadier, une gratification de 2400 livres, une pension de 800 et le grade de maréchal de camp (1780). Il n'a donc point eu à se plaindre de la monarchie. Son fils, Annibal, qui a été pourvu d'une lieutenance dans le Bourbonnais, a été employé dans la guerre d'Amérique, s'y est distingué et à son retour est passé capitaine. A Grenoble, son père lui a ménagé ce mariage avec Mlle Pouchot, laquelle, l'année suivante, lui a donné une fille, nommée au baptême Félix-Constance-Euphrosine.

Lorsque éclata la Révolution, Aubert du Bayet ne parut point d'abord très fixé sur la voie qu'il suivrait, et il débuta dans la politique par une retentissante brochure contre les

Juifs. Converti, assure-t-on, par le prince de Broglie, il s'agita assez pour être élu « président du Collège électoral du département de l'Isère, » — ce qui lui permit d'élire pour évêque l'oncle de sa femme — et, ensuite, le 28 août 1791, député à l'Assemblée législative. On discerne mal le rôle qu'il y joua, plutôt d'un royaliste constitutionnel, mais avec des nuances : tantôt il préconise les mesures qui ne peuvent manquer d'amener la guerre, tantôt il propose une loi sur le divorce ; il combat successivement les Girondins, les anarchistes et les fédérés. Il est modéré presque constamment, sauf sur les questions religieuses où il divague; pour ce qui est du militaire, il est nettement patriote, il entend sauver les drapeaux des anciens régimens; il défend La Fayette, il insiste pour l'envoi aux frontières des gardes nationaux et des fédérés qui encombrent Paris et qui l'oppriment. En juillet, il est élu président, et c'est son chant du cygne. Il ne paraît plus que rarement après le Dix Août; et c'est pour réclamer, comme amendement au nouveau serment de haine à la royauté, le serment de ne souffrir jamais qu'aucun étranger donne des lois à la France. Après le Dix Août, « il vint se placer, dit l'un de ses biographes, dans les rangs de ses collègues condamnés comme lui à la nullité, et il échappa par son silence aux proscriptions. » Il ne brigua point d'être élu à la Convention et réclama d'être employé aux armées : il le fut. Rentré capitaine en octobre 1792, il fut promu lieutenant-colonel au 42e régiment ci-devant Saintonge, employé comme chef de brigade pour commander à Worms, de là envoyé à Mayence par Custine, nommé général de brigade, le 2 avril 1793, par le conseil de guerre, et chargé, comme tel, de remplacer le général Meusnier qu'il ne pouvait faire oublier.

Après la capitulation, il fut accusé, mis en arrestation, conduit à Paris, innocenté sur le témoignage de Merlin de Thionville, accueilli avec honneur par la Convention, embrassé par le président, — et il resta suspect. On l'envoya en Vendée avec la garnison de Mayence, et il fut d'abord battu à Clisson. Bien qu'il eût presque aussitôt pris sa revanche à Saint-Symphorien, il fut dénoncé par Maribon-Montaut et rappelé par Bouchotte, ministre de la Guerre. Il devait paraître à six heures du soir à la barre de la Convention; à cinq, Bouchotte le fit arrêter, incarcérer à l'Abbaye; son affaire était bonne.

Il le savait et se préparait en lisant les *Nuits* d'Young. A sa

femme restée à Grenoble avec sa fille Constance, il écrivait des lettres orgueilleuses, où il attestait son dévouement à la République, les services qu'il lui avait rendus et sa gloire : « Fier de la pureté de mes principes et, j'ose le dire, de mes actions civiques, j'attends sans crainte, disait-il, le résultat des mesures du gouvernement. » Mais, comme il savait quel serait probablement ce résultat, car on était aux grandes fournées, il insistait pour assurer le sort de sa femme et de sa fille. Il les aimait; d'une façon déclamatoire et emphatique, mais avec une sincérité qui n'est point sans attendrir. « Tu veux, chère maman, écrivait-il, que j'écrive à notre Constance; tu sens bien que c'est m'inviter à une fête bien douce. Je dois cependant te dire mon secret : je désire que l'objet le plus cher, le plus sacré au cœur de notre fille, soit sa gentille et tendre maman dont elle a reçu le jour en déchirant si cruellement le sein, et moi, bonne amie, qui te rendis mère dans un âge où peut-être j'aurais dû ménager ta délicate constitution, puis-je assez t'aimer? Non, mon Armande, crois que tout ce que l'âme humaine a perçu de tendres sentimens, la mienne en est pénétrée pour toi. Aime ton ami, ton mari, à jamais ton amant, et il ne sera jamais malheureux, même dans les fers. »

Cet amour, il le prouvait en faisant ses comptes, en récapitulant son actif et son passif, en recherchant ses dettes, en constatant que sa fortune personnelle était si fortement atteinte qu'il n'en restait à peu près rien. « Je sors des affaires publiques, disait-il non sans orgueil, avec une fortune délabrée, tandis que tant de gens s'y enrichissent. » Il reste les biens de Mme Dubayet; il veut les lui conserver par un divorce de forme qui la mettra, ainsi que Constance, à l'abri de toute recherche. C'est alors une procédure si commune qu'elle en est devenue suspecte. Les femmes d'émigrés divorcent en masse, avec esprit de retour peut-être; mais combien, lasses d'espérer dans l'avenir, chercheront une consolation dans le présent! Dans les prisons, l'on est moins pressé par les terribles lois et l'on espère toujours. Cette idée de derrière la mort n'apparaît guère et, d'ailleurs, comment la réaliser? Sans s'inquiéter de ce point, pourtant essentiel, Annibal revient constamment à sa proposition : « Si un jour, bien loin peut-être, mon innocence et mes services reconnus, je recouvre la liberté pour laquelle j'ai tant combattu, alors plus tendrement empressé que jamais, je pro-

clamerai en traits de feu et ton mérite et tes vertus; je t'épouserai de nouveau au milieu de nos amis quand, devant Dieu et dans mon cœur, je n'aurai jamais cessé d'être ton ami et ton mari. »

Mme Dubayet a le mérite de refuser : sans doute, cette pompe oratoire et l'opinion qu'Annibal a de lui-même fontelles impression sur son cœur. En tout cas, ses refus sont formels et réitérés. Elle lui dit qu'il ne l'aime point, puisqu'il pense à se séparer d'elle et que c'est bien assez qu'elle lui obéisse lorsqu'il lui enjoint de rester à Grenoble, de ne point venir à Paris pour tenter de le voir. Elle l'aime : cela arrive.

Dubayet est bien inspiré lorsqu'il se tient coi et ne réclame point sa mise en jugement. Bien que noble, législateur et général, on l'oublie à l'Abbaye et, après la chute de Robespierre, dès le 17 thermidor (4 août), il est relâché et, le 22 (8 août), il est réintégré dans son grade; il vient à Grenoble, passe quelques semaines avec sa femme, mais apprend que sa mise à la retraite a été prononcée le 4 fructidor (22 août). Or, il veut se battre, fût-ce comme volontaire ou comme aide de camp de Kléber. On pense à l'envoyer à Lille, à Strasbourg, aux Indes orientales avant de lui confier l'armée des côtes de Cherbourg, et on l'a pour cela promu général de division. En envoyant à sa femme un portrait en miniature, relativement ancien, il lui écrit : « Tu feras ajouter sur le collet une seconde broderie et le médaillon de vétéran à la seconde boutonnière du côté gauche. » C'est tout pour annoncer sa nouvelle dignité : il n'en parle point, mais il l'immortalise.

De ces détails de son uniforme, il passe à la toilette de sa femme : il sait qu'elle est coquette et il s'efforce, en lui racontant ce qui se porte dans le beau monde, de la consoler de ne l'avoir pas appelée à Paris : « J'ai été au bal, lui écrit-il, exprès pour pouvoir te rendre compte de la mise la plus élégante. La voici : généralement, on porte des chemises de linon-batiste avec des manches, une ceinture de laine, lilas, gros rouge ou verte, entourée d'un liséré d'or ou d'argent. Un vêtement à la mode aussi : on le plisse sur les deux épaules, les deux bouts passent en avant, font le tour par derrière de la taille et viennent se nouer devant. Quelques élégantes ont aussi un ruban de laine rouge, brodé en argent ou or, qu'elles entrelacent dans leurs cheveux relevés par derrière à la romaine. Tous les souliers

sont d'une venue, sans talons : beaucoup y ajoutent une faveur qui les retient aux pieds en formant différens contours au bas de la jambe; cette manière est jolie... On voit beaucoup de gazes brillantes sur les têtes ; mais je n'en aime pas l'effet. En voilà, je crois, bien assez pour un général d'armée. »

Ainsi s'efforce-t-il de calmer les justes ressentimens d'une Grenobloise qui, depuis quatre mois que son mari réside à Paris, a vainement sollicité d'y faire un séjour. Aussi « Armande a remplacé le père Duchêne dans ses grandes colères, » et Dubayet fait le niais lorsqu'il lui écrit : « Je ne sais pas trop pourquoi cette belle citoyenne se fâche tout rouge. » Elle lui fit grâce pourtant, quoique, au dire de Barras, bon juge, « il fût peut-être un peu léger dans sa vie privée; » pourquoi il la tenait à Grenoble. Ayant décidément triomphé de ses détracteurs, — dont le principal, le représentant Maribon-Montaut, venait d'être décrété d'accusation, — « le général en chef de l'armée des côtes de Cherbourg, » comme il signait ses lettres à son épouse, porta, le 7 floréal an III (26 avril 1795), son quartier général à Alençon. Il succédait à Hoche qui n'avait point voulu garder, au milieu des négociations entreprises pour la pacification de la Vendée, le commandement de deux armées, mais qui donnait l'impulsion. Des opérations de détail telles que le combat de Château-Neuf, le 25 messidor (3 juillet 1795), la mort de Cadou, l'arrestation de plusieurs chefs, le rétablissement des communications entre Alençon, le Mans, la Flèche et Angers n'eussent point forcé la renommée, mais Annibal employa les bons moyens. Dès la nouvelle de la victoire de la Convention sur les sectionnaires parisiens, il écrivit à son ancien collègue Letourneur que, s'ils avaient vaincu, « son plan était fait pour tirer la Convention d'affaire. Par ses dispositions, en deux jours, Paris était aux abois sans tirer un coup de fusil, et la Convention triomphante était rendue à son indépendance et faisait rentrer dans le néant les hordes scélérates des Royalistes qui, depuis longtemps, feignent de proclamer la souveraineté du peuple pour mieux lui donner un maître. »

Lue à la Convention, cette lettre classa au premier rang des amis du régime celui que son attachement à la Constitution de 91 et son plaidoyer pour La Fayette avaient rendu suspect et que sa défense de Mayence et ses campagnes en Vendée n'avaient pu réhabiliter. Il est vrai qu'il était avec Barras en

des termes qui révélaient une intimité particulière. Ce fut Barras qui, moins d'un mois après, lui annonça sa nomination au ministère de la Guerre : « Arrive vite ici, lui écrivit-il, nous faisons de la bonne besoigne parce que nous aimons tous avec chaleur la République. Je t'embrasse et je t'attends. »

S'il n'eût fallu que des phrases pour terrasser la coalition et rétablir les armées, le nouveau ministre de la Guerre y eût excellé. Il lança une proclamation où il exaltait le républicanisme des officiers généraux ; une autre où il recommandait « l'ordre et l'économie dans toutes les branches de l'administration de cette vaste république ; » une autre où il faisait un redondant appel aux vertus citoyennes : « que la tiédeur s'enflamme, s'écriait-il, que l'égoïsme disparaisse, que l'amour de la liberté domine ! » Cela était à merveille, mais son ministère manquait de partout. « Aujourd'hui, écrivait-il, le 14 frimaire (5 décembre), j'ai voulu connaître, d'après la promesse du ministre des Finances, ce que je pourrais avoir en numéraire de la Trésorerie nationale. Il devait m'être donné cinq millions 500 000 livres; cependant, ils n'ont pu me promettre que 600 000 livres pour demain. Mais comment me les donneront-ils? ils n'ont pas pu encore envoyer les 300 000 livres qui étaient si urgemment nécessaires pour Luxembourg. » Les embarras étaient immenses, mais Dubayet s'occupait d'abord à célébrer, dans une feuille que subventionnait le ministère, le *Courrier de Paris*, les actes de son administration. « Lui-même envoyait aux rédacteurs de quelques feuilles périodiques le plan des articles qu'il désirait faire insérer. » « Toujours empressé, dit un de ses biographes, de démentir les bruits fâcheux qui pouvaient affliger les républicains et relever le courage abattu de tous les ennemis de la Patrie, il offrait, le 26 brumaire an IV (17 novembre 1795), aux deux Conseils, le tableau de la situation imposante de nos armées. » Il faut entendre, pour la contre-partie, les proclamations des généraux, entre autres de Bonaparte. De même, il annonçait le 7 frimaire (28 novembre) que « le général Pichegru, si cher à nos soldats et à la République, était toujours à la tête de son armée et que ce favori de la victoire n'avait point été destitué ni mérité de l'être. » Cela n'était pas bien sûr et il y avait imprudence à se porter garant d'un homme déjà justement suspect. Chargé uniquement de la partie administrative, endossant les responsabilités sans

assumer l'autorité, prête-nom de Carnot, qui entendait diriger seul les opérations militaires, le ministre de la Guerre ne tarda pas, au milieu d'embarras qu'il ne pouvait surmonter (1), à souhaiter sa retraite, mais il était résolu à ne point partir les mains vides. Le système des compensations était pratiqué bien avant qu'Azaïs en eût fourni une théorie. Barras a écrit : « Aubert Dubayet était peu propre au travail du cabinet. Il se jugea et fit fort bien de préférer au ministère l'ambassade de Constantinople. Elle offrait carrière à son imagination. Lui aussi croyait qu'il était possible d'opérer quelque amélioration chez les Turcs et d'implanter la civilisation en Orient. »

En réalité, le Directoire faisait coup double : il se débarrassait d'un ministre incapable et il le donnait pour successeur à M. de Verninac qui avait demandé son rappel parce que le traité qu'il avait négocié avec la Porte n'avait point été agréé par le gouvernement. On avait pensé à Pichegru qu'une ambassade eût renfloué. Par là, il aurait été enlevé aux intrigues où il se débattait, il eût réorganisé l'armée turque, l'eût dirigée au besoin contre les Russes et les Autrichiens. Et puis, à quoi serviraient les ambassades, en temps de république, si elles ne faisaient une monnaie d'échange et ne paraient point des exils avantageux? Le Directoire peupla les légations de généraux disgraciés devenus gênans ou tout le moins suspects. Cela ne lui réussit point pour l'ordinaire.

Dubayet, quand le Directoire lui offrit l'ambassade de Constantinople, vit le ciel ouvert. Il se crut pour le moins vice-empereur des Turcs, et il se destina à leur bonheur : « Organe d'un peuple magnanime, avec quelle douce émotion, disait-il, je présenterai à un peuple ami les nouveaux gages d'une alliance mutuelle et indissoluble ! Ambassadeur de la République, avec quelle assurance imperturbable je déploierai en même temps la dignité de son gouvernement et la majesté de sa puissance ! »

Pour quoi il réclama une escorte qui faisait une petite armée ; une maison militaire composée de deux généraux et deux capitaines ; une mission spéciale où figuraient un chef de

(1) On a tenté de faire un mérite à Dubayet de la nomination de Bonaparte à l'armée d'Italie. Ministre le 12 brumaire an IV (2 novembre 1795), entré en fonctions le 24 brumaire (15 novembre), remplacé le 19 pluviôse (8 février 1796), Dubayet ne put influer sur une nomination qui est en date du 4 ventose (23 février) ; c'était d'ailleurs un objet réservé au Directoire, dont chacun des membres se vanta par la suite d'avoir découvert le conquérant de l'Italie.

brigade, deux capitaines du génie, trois capitaines d'infanterie, une compagnie d'artillerie légère avec trois pièces de huit et deux obusiers. Un ancien archidiacre, député du clergé aux États généraux, défroqué, marié et devenu fondeur de canons, Pampelonne, avait, quelques mois auparavant, été envoyé à Constantinople avec soixante-dix artistes et maîtres ouvriers, pour installer une fonderie, un atelier d'affûts, de construction et de réparation de fusils, une poudrerie et une salpêtrière. Tout cela relevait de la mission : le général Bonaparte avait failli y être employé.

Seulement la mer était fermée : pas plus que Pampelonne, Dubayet ne put rejoindre son poste par les voies habituelles. Ayant reçu le 16 germinal (5 avril) son audience de congé du Directoire, il mit quinze jours à gagner Grenoble où il s'arrêta près de sa femme et de sa fille qui devaient prochainement le rejoindre ; de là, il gagna Toulon où il arriva le 16 floréal (5 mai); mais, quel que fût son désir d'aborder majestueusement à Constantinople avec « ses deux frégates, » il dut se borner à quelques promenades en mer, ponctuées par l'échange d'inoffensifs coups de canon avec les croisières anglaises, et il reçut, le 22 messidor (10 juillet), l'ordre de rejoindre son poste par terre en prenant par Venise et l'Albanie.

Le voyage dura près de trois mois, du 24 messidor (12 juillet) au 1er vendémiaire an V (1er octobre 1796). Dubayet arriva à son poste plein de prétentions vaniteuses et d'inquiétudes despotiques qui les unes et les autres tournaient au délire. L'accueil qu'il avait reçu du pacha de Bosnie avait encore exaspéré le goût qu'il avait pour la pompe, les honneurs et les discours et l'on pouvait s'attendre qu'il réclamerait pour son entrée, en qualité d'ambassadeur, des distinctions extraordinaires. Il excédait tout le monde, à commencer par Verninac, son prédécesseur, qui avait fait beaucoup de besogne, négocié un traité, obtenu l'envoi en France d'un ambassadeur, et qui pour récompense était rappelé. Quant à son personnel, il l'avait égrené le long de sa route. D'Avignon, il écrivait : « Je me suis un peu brouillé avec mon maître d'hôtel et mon secrétaire, ces citoyens m'ont mis le marché à la main et j'ai accepté. » De son aide de camp, le chef d'escadron Caulaincourt (celui qui fut duc de Vicence, grand écuyer, ambassadeur en Russie), il écrivait dès lors : « J'ai de puissans motifs de mé-

contentement contre le citoyen Caulaincourt; ses principes politiques ne sont pas en harmonie avec les miens, et si enfin l'exagération est un défaut, du moins faut-il aimer la liberté avec vérité et chaleur. » En route, les choses s'aggravèrent au point qu'il parut décidé à renvoyer en France cet officier de vingt-trois ans, « jeune, fat et présomptueux; » il le donna en effet pour maréchal des logis à l'ambassadeur que la Turquie envoyait à Paris : c'est ce qu'il appelle « une commission brillante, » mais, ajoute-t-il, « notre divorce n'en est pas moins fait pour la vie. » Il se mit en bataille rangée contre Pampelonne et tous les officiers faisant partie de sa mission. « Quant à mes alentours, écrit-il, j'ai douloureusement éprouvé que j'avais fait des ingrats; aussi en est-il résulté que je renvoie journellement ceux que j'avais emmenés. »

Des deux généraux qui formaient sa « maison militaire, » l'un, Antoine Menant, était sa créature très humble. Né à Lyon en 1762, entré au service en 1778 dans Brie-infanterie, resté dans les bas grades jusqu'en 1791, élu alors lieutenant par le bataillon de Rhône-et-Loire, pris pour aide de camp par Dubayet en 1793, passé sur la demande de celui-ci adjudant chef de bataillon, puis adjudant chef de brigade, général de brigade en l'an IV lorsque Dubayet fut ministre de la Guerre en l'an III, il n'alla pas plus loin et fut retraité à vingt-deux ans huit mois et vingt jours, dès que le Consul, libre de ses mouvemens, purifia l'armée des avancemens révolutionnaires. Il vivait fort bien sous la Restauration avec ses 2000 francs de pension. Sa carrière est le plus frappant exemple du favoritisme tel qu'il se trouva pratiqué sous la République.

Quant à l'autre, qui avait reçu, pour accompagner Dubayet, le titre de premier secrétaire d'ambassade, Claude Carra de Vaux de Saint-Cyr, il appartenait à une famille originaire de Picardie, venue au XVIIe siècle dans le Lyonnais où elle accéda à la bourgeoisie et se trouva anoblie, à la fin du XVIIIe siècle, par des petites charges; elle était représentée alors par trois fils : Carra de Vaux, Carra de Saint-Cyr et Carra de Rochemure. Claude Carra de Saint-Cyr, né en 1756, sous-lieutenant dans Bourbonnais-infanterie en 1774 avec Dubayet, lieutenant en premier en 1782, capitaine en 1785, avait été commissaire des Guerres de 1785 à 1792 où il avait pris sa retraite. En janvier 1793, il s'engagea au 2e bataillon des volontaires de Rhône-et-Loire et

alla bientôt retrouver Dubayet avec lequel il était des plus liés depuis la guerre de l'Indépendance qu'ils avaient faite ensemble. Il servit avec Dubayet au Rhin et dans l'Ouest. Dubayet destitué et emprisonné, il se retira du service, entreprit des affaires de commerce qui prospéraient; à l'appel de son ami libéré et reprenant du service, il abandonna tout et accourut : « Tu sauras, écrit Dubayet à sa femme le 3 nivôse an III (23 décembre 1794), que Saint-Cyr, dont le commerce était monté et qui se trouvait à la tête de trois associations, quitte tout et vient avec moi faire le coup d'épée sur la brèche de Mayence. » Deux mois plus tard, le 21 ventôse (11 mars 1795), il était dans l'état-major de Dubayet adjudant chef de bataillon; après trois autres mois, adjudant chef de brigade (25 prairial-13 juin); après quatre autres mois (14 vendémiaire an IV-9 octobre) général de brigade : tous les grades en sept mois, sans une action de guerre! Au ministère, il fut, comme directeur du personnel, l'*alter ego* de Dubayet et il ne pouvait manquer de l'accompagner en Turquie; mais le voyage ne lui fut point favorable. A peine était-on arrivé en Dalmatie que Dubayet écrivait à sa femme : « Saint-Cyr a pris des travers qui me déplaisent fort et que l'habitude de l'indulgence et d'une vieille amitié me font encore supporter, mais je te déclare que ma patience est à bout. » Un mois plus tard, il écrivait que « Saint-Cyr, son ami de vingt-cinq ans, avait envers lui des torts impardonnables et qu'il allait se séparer de lui définitivement. » Il le conserva pour son entrée à Constantinople, mais presque aussitôt, il l'envoya résider en Valachie près de l'Hospodar, en attendant qu'il l'expédiât sur France. « Ce Saint-Cyr » est devenu sa bête noire, « ce Saint-Cyr » l'obsède. De même Castéra, encore un camarade de Bourbonnais. C'est Dubayet qui, l'ayant connu sous-lieutenant, ayant fait avec lui les campagnes d'Amérique, l'a appelé à faire partie de sa maison militaire comme capitaine aide de camp, quoiqu'il fût démissionnaire du 9 mai 1792; il l'a donc emmené en Turquie, mais, arrivé à Péra, il lui a imposé, le 20 thermidor an V (7 août 1797), une mission à Corfou.

Au reste, il ne choisissait pas; il suspectait tout le monde; c'était Pampelonne l'ex-Constituant, c'étaient les officiers de la mission que, les uns après les autres, il forçait à regagner la France; le général ambassadeur ne pouvant supporter qu'il y eût à Constantinople un agent du prétendant, le sieur Chal-

grin, « un scélérat » qui « portât l'audace jusqu'à arborer sur son chapeau cette couleur blanche, signal de l'ingratitude, du parricide et de l'assassinat; » il annonçait officiellement « qu'il était bien résolu à lui courir sus et à le tuer dans les rues de Péra. » Il portait dans ses négociations avec les Turcs la même aménité et traitait *militairement* toutes les affaires. « En affaires, écrivait le citoyen Pampelonne, c'est un enfant et un enfant gâté. » Au moins, s'il était aigri contre l'univers entier, restait-il content de soi, tel que lorsqu'il avait été désigné pour Constantinople. En ce temps-là, il écrivait : « J'ai commandé avec gloire les armées de la République; j'ai mis le militaire sur un tout autre pied, étant ministre de la Guerre; j'aurais pu être directeur; je suis nommé à l'ambassade la plus intéressante de l'Europe; il ne me reste plus qu'à mourir les armes à la main en combattant pour la Liberté! »

On eût pu espérer de l'arrivée de Mme Dubayet, que le général semblait souhaiter infiniment, quelque tranquillité à l'ambassade. Raison majeure pour qu'il fût en bons termes avec son épouse : « Depuis six ans, écrivait-il, je n'ai vu ma famille que deux mois. » Il avait donc réclamé une frégate ou deux pour amener Mme Dubayet et sa fille et ce fut là l'occasion d'aigres correspondances avec le ministre de la Marine, Truguet, qui préférait employer à des services de guerre les vaisseaux de la République. En fructidor an V (août 1797), après la chute de Truguet, Mme Dubayet, accompagnée de sa fille, s'embarqua à la fin sur la frégate *la Sérieuse*, mise à sa disposition par l'amiral Bruix. Elle débarqua en vendémiaire an VII (fin septembre 1797) et trouva un homme en lutte avec le peu qui restait de Français, incapable de se contrôler et de suivre les affaires, moins encore de se conformer aux ordonnances des médecins. Moins de deux mois après son arrivée, le 15 frimaire (5 décembre) Dubayet fut pris d'une mauvaise fièvre, « fièvre bilieuse, putride, inflammatoire et milliaire, » qui l'emporta en onze jours.

Ruffin, le drogman, qui, à travers toutes les vicissitudes, conservait à l'ambassade la tradition française, s'était hâté d'aviser Saint-Cyr pour qu'il vînt de Bucarest prendre la gérance. Quelque diligence qu'il fît, il n'arriva qu'après l'inhumation solennelle et laïque de Dubayet dans les jardins du palais de France, près d'un arbre de la liberté, planté jadis par Descorches.

Saint-Cyr, malgré sa brouille avec Dubayet, s'empressa d'adresser au ministre des Relations extérieures une pompeuse oraison funèbre de « son père, son protecteur, son ami de vingt-cinq ans. » Il entreprit moins de gérer l'ambassade, tâche dont Ruffin s'acquittait mieux que lui, que de s'ériger en avocat de la citoyenne Dubayet. Il appuya avec une éloquence pénétrée les demandes, au moins inusitées, qu'elle présentait au Directoire. Rien moins que de se poser presque en émule de M[me] la maréchale de Guébriant. « La santé de la citoyenne ambassadrice, extrêmement altérée par les veilles et les suites de cet événement, écrivait-il, me détermine à vous prier, citoyen ministre, de l'autoriser à prolonger son séjour à Constantinople aussi longtemps que sa santé et ses affaires pourraient l'exiger. » Moyennant qu'elle habitât le palais de France et qu'elle y gardât maison montée, elle se contenterait de la moitié du traitement de son mari, — qui était de 150 000 livres. Saint-Cyr n'avait point osé aller jusque-là avec le ministre, mais il prit revanche avec Rewbell et, en attendant les réponses de Paris, il établit la citoyenne ambassadrice et sa fille comme les représentantes officielles de la République. Ayant à remercier le capitan pacha des marques de sympathie qu'il avait chargé Ruffin de témoigner à la citoyenne Dubayet et à la jeune Constance, « je crus devoir, écrit-il, répondre à tant de marques d'intérêt en lui présentant Constance. » Il la mena donc avec lui chez le pacha, vêtue en homme et accompagnée des citoyens Fleurat et Ruffin et du général Menant; elle fut placée sur le sopha entre ces deux derniers. Le pacha, qui, pendant la conférence, regardait souvent la jeune Constance et faisait remarquer au citoyen Ruffin combien elle ressemblait à son père, dit en riant à ce secrétaire interprète : « On voit bien que vous n'êtes qu'un homme de plume et de paix, peu curieux des belles armes : cette enfant est réellement la fille d'un héros; elle a toujours les yeux fixés sur mes sabres appendus au lambris, et elle ne fait que pousser le général Menant pour les lui faire admirer. » Le capitan pacha invita l'ambassadrice à le voir sortir en pompe par la porte d'Andrinople pour prendre le commandement de son armée, et à visiter, quand elle voudrait et autant de fois qu'il lui plairait, le vaisseau amiral qui était en rade. L'audience se termina par des présens de châles et de mousseline

des Indes pour chacun des visiteurs, les plus belles pièces étant destinées à Mme Dubayet.

Celle-ci ne manqua pas de profiter de l'invitation que Saint-Cyr avait su rappeler au capitan pacha, et, au jour fixé, — trois mois après la mort du général, la veuve éplorée, vêtue en homme ainsi que sa fille, — deux jolis petits garçons, en vérité ! — grimpait l'échelle; elle fut reçue à la coupée par le capitaine de pavillon, goûta au café et au chocolat, visita le navire de bout en bout, et, au départ, reçut un salut de sept coups de canon. Il y avait de quoi tourner une tête solide : ces honneurs, cette vie somptueuse, ce palais, ce train, cette liberté de costume qui pouvait bien surprendre les Turcs peu habitués à de pareils travestissemens, tout devait enivrer la charmante petite Dauphinoise, sevrée de plaisirs depuis toujours. Sans doute trouvait-elle jadis, dans des bals de campagne, sous les auspices de son beau-frère Bruno, à exercer le goût qu'elle avait pour la danse, et sautait-elle fort bien, sans s'interrompre, de cinq heures jusqu'à neuf heures du lendemain. Sans doute, connaissant comme elle était coquette, Dubayet, pour lui faire prendre patience, lui décrivait-il plutôt mal que bien les toilettes des merveilleuses et lui envoyait-il même quelque ajustement; mais qu'était cela pour rassasier une fringale de plaisirs ? Elle n'avait pas vingt-huit ans, cette jolie dame, toute mignonne, qui, depuis qu'elle était née, n'avait quitté Grenoble que pour venir à Paris guetter l'occasion pour Constantinople. Si, seule de tous les entours de Dubayet, elle n'avait pas eu part à ses colères, — ce qui n'est point démontré, — au moins avait-elle enduré son caractère, et elle ne pouvait que se sentir libérée. Seulement, le beau rêve d'être ambassadrice ne pouvait durer toute la vie, et Talleyrand y mit fin; eu égard aux circonstances, il traita largement la veuve de Dubayet. Régulièrement, les appointemens du général eussent dû être arrêtés au jour de sa mort, le 17 frimaire an VI (7 décembre 1797); ils furent prolongés, pour Mme Dubayet, de deux mois et demi, et arrêtés au 30 pluviôse (18 février 1798). Elle reçut, pour frais de retour, ceux mêmes qui eussent été alloués à son mari. Si, par la suite, elle eut quelques difficultés avec le département pour le règlement des objets précieux que Dubayet avait reçus en compte pour les distribuer sur sa route, c'est qu' « Annibal le Mississipien » était prodigue et magni-

fique, à preuve qu'à défaut de présens du Gouvernement, il donnait ce qu'il avait de plus beau dans son bagage, les pistolets de Versailles qu'il tenait du Directoire et qu'il offrit au pacha de Bosnie.

Ce fut seulement en messidor an VI (28 juin 1798) que Mme Dubayet et Constance, accompagnées de Saint-Cyr et de quelques Européens qui profitaient des escortes, quittèrent Constantinople. On voyagea à petites journées, si bien qu'on mit plus d'un grand mois pour gagner Vienne, un autre pour rentrer à Paris. Après un tel voyage fait en compagnie, on est brouillé à mort ou accommodé pour la vie. Ce fut le dernier parti qu'adopta Mme Dubayet ; mais d'abord qu'elle fut rentrée à Paris, elle exécuta les ordres du Mississipien en plaçant Constance chez la citoyenne Campan, à l'Institut de Saint-Germain. Là, cette jeune personne de douze ans allait perdre sans doute ses façons garçonnières. « Élève Constance en bonne républicaine, avait écrit Dubayet dans une lettre qui peut passer pour un testament. Exige avec fermeté qu'elle fasse bien ses études. Voilà le moment, ma bonne amie, où tu peux faire aller de front les maîtres à danser, de forte et d'écriture. Bientôt tu lui donneras un maître de dessin et, avec tous ces moyens de rendre aimable ta fille, je désire que tu soignes le travail de l'aiguille qui la préparera à être une femme républicaine. » Tout cela, — sauf peut-être le travail de l'aiguille, — se trouvait réuni à Saint-Germain. Il fallait se presser si l'on voulait exécuter, en ce qui concernait Constance, les volontés de son père. N'avait-il pas écrit : « Tu sauras que je songe à la marier à quinze ans ; déjà j'ai trouvé son mari... » Au fait, n'était-ce pas l'âge où Mme Dubayet s'était mariée et pouvait-elle dire à son mari qu'elle s'en fût mal trouvée ?



On ne saurait nier que, sur les destinées de Constance et même sur celles de sa mère, cette entrée en pension influa considérablement. L'Institut de Saint-Germain a joué pour la restauration d'une société un rôle d'autant plus important qu'il a unifié, par l'éducation, des élémens fort différens et qui ne se fussent sans doute pas rencontrés autrement. Il a été l'école préparatoire du monde nouveau. Il y avait à Saint-Germain des filles de noblesse, des filles de finance, des filles de bourgeoisie ;

il y avait ce qui tenait au général Bonaparte, sa belle-fille, ses nièces, ses sœurs, tout son monde. Était-ce là ce qui avait mis Mme Campan à la mode ou bien l'air qu'elle se donnait d'avoir jadis été de la Cour, familière de la Reine, du Roi, de Mesdames, ayant préparé sur chacun une anecdote où elle jouait le beau rôle, — pour compenser sans doute celui qu'on lui attribuait? En fait, ainsi que tout son apparentage, elle sortait de cette domesticité intérieure du souverain, d'où certains étaient partis pour monter aux grandes charges, mais où la plupart se repassaient héréditairement des places profitables, sinon honorifiques, que mettaient tout à part la confiance des maîtres et la fidélité des serviteurs. A la vérité, si cette fidélité était suspectée, — comme ce fut le cas pour Mme Campan, — rien de l'honneur ne subsistait, moins que rien.

On était mal renseigné et combien de gens avaient intérêt à ce qu'on ne le fût pas mieux, Mme Bonaparte au premier rang! Ce fut par Mme Campan et par l'Institut de Saint-Germain que Mme Aubert-Dubayet fit sa connaissance. Quant à Constance, ce fut là qu'elle rencontra Caroline, Pauline et Christine Bonaparte, Hortense et Stéphanie de Beauharnais, Stéphanie Tascher, les filles ou les sœurs des généraux Clarke, Macdonald, Leclerc, Victor, Oudinot, un monde, le nouveau monde, celui qui, demain, presque tout de suite après l'acte libérateur de Brumaire, surtout après la victorieuse campagne de Marengo, allait devenir l'unique monde. Ces jeunes femmes toutes jolies, gracieuses, élevées selon les formules de l'ancienne société, épousées généralement pour leur grâce, leur joliesse ou leur beauté par les grands du nouveau régime, auraient, sous les auspices de Mme Bonaparte, charge et mission de donner le ton, d'introduire, dans les salons rouverts, les prestiges de l'éducation qu'elles avaient reçue à Saint-Germain et qui, à soi seule, était la contre-révolution.

Ayant ainsi placé sa fille pour le mieux de son avenir, ayant réglé les affaires d'argent de l'ambassade, Mme Dubayet s'occupa de ses affaires de cœur, et pouvait-elle faire mieux qu'unir sa destinée à celle de cet admirable ami qui lui avait fait connaître des splendeurs qu'elle n'eût jamais imaginées? A peine si elle avait trente ans, Carra Saint-Cyr en avait quarante-cinq, mais c'était le même âge que Dubayet. Sans doute était-il borgne, mais c'était d'une blessure de guerre reçue en Amérique; sans

doute n'était-il encore que général de brigade, mais ses manières, son éducation, sa douceur, son amour valaient bien une étoile. Constance déjà l'appelait son petit père et le traitait en « parrain. » Tout était donc pour le mieux et, le 10 brumaire an VIII (31 octobre 1799), Mme Dubayet se mua en Mme Saint-Cyr.

La lune de miel, s'il était convenable qu'il y en eût une, fut brève, Carra Saint-Cyr ayant été désigné pour un emploi de général de brigade à l'armée de réserve. Il n'y était pas encore arrivé, le 10 floréal (30 avril 1800), mais le 10 prairial (30 mai) il était à Ivrée en possession d'un commandement indépendant : il correspondait directement avec le chef de l'état-major général, avec le commandant en chef et même avec le Premier Consul; il s'en tirait à merveille, même n'ignorait-il pas les moyens de se faire bien venir. Ainsi écrivait-il à Bonaparte à la fin d'un rapport, de style et de tournure tout militaires : « Je ne peux pas me dissimuler, citoyen Consul, que le poste qui m'a été confié par le général en chef ne soit très délicat et peut-être au-dessus de mes forces, mais puisse-t-il au moins me donner l'occasion de vous convaincre de mon sincère et entier dévouement ! »

Incorporé ensuite dans la division Monnier, qui faisait partie du corps de Desaix, il prit une part active à la bataille de Marengo à la tête de 700 hommes de la 19e légère : « il enleva le village de Ceriolo à la face de l'armée ennemie au moment même où l'armée était en retraite; il opéra la sienne en ordre, soutenu seulement par la 70e de ligne, » et fut cité par Monnier pour son talent et son sang-froid. Son nom ne figura pas au bulletin, mais le Premier Consul l'avait retenu. Aussi bien, Mme Carra Saint-Cyr était à présent des habituées des Tuileries, et sa fille, durant que Caroline Bonaparte était à Saint-Germain, avait acquis ses bonnes grâces. Sans doute fut-ce à Caroline Murat qu'elle dut son mariage.

Élevé au commandement en chef de l'armée d'observation du Midi et des troupes françaises stationnées dans la République cisalpine, le général Murat, qui avait porté son quartier général à Milan le 2 fructidor an IX (2 août 1801), y avait trouvé et conservé pour chef d'état-major le général Charpentier. Ce Charpentier appartenait à une de ces familles que de petites charges élevaient par degrés à certaines apparences de

noblesse. Il se préparait, avant la Révolution, à succéder à son oncle, lieutenant général au bailliage de Soissons. A l'appel de la patrie, il s'engagea dans le 1er bataillon des volontaires de l'Aisne, fut élu capitaine, passa dans les états-majors et était adjudant général lorsqu'il eut mission d'apporter à la Convention les drapeaux de la garnison autrichienne de Luxembourg. Envoyé en Italie au mois de frimaire an VII (novembre 1798) pour mener des renforts à Scherer, il fut promu général de brigade sur le champ de bataille le 6 germinal (30 mars 1799). Après un court séjour en France motivé par une blessure reçue à la bataille de Novi, il revint à Milan, après Marengo, comme chef d'état-major de Brune d'abord, puis de Moncey. Il resta avec Murat dont il avait mérité la confiance, comme celle de ses prédécesseurs, par une régularité, un ordre et une intelligence remarquables. De plus homme de bonne compagnie et agréable de sa personne! Caroline, qui souhaitait être entourée de femmes françaises, désirait qu'il se mariât et elle s'en occupa. « Je suis fâché, écrivait le général à son beau-frère le 3 brumaire an XI (25 octobre 1802), que vous n'ayez point fait la connaissance du général Murat comme vous en aviez l'occasion. Il vous aurait sûrement bien accueilli. Il me comble de considération et de fortune. Il songe aussi à me faire faire un mariage très brillant : mais sur ce dernier sujet, je suis sans inquiétude. Avec la place et la fortune que j'ai, on trouve toujours à se bien marier. » Mme Murat avait pensé d'abord à une nièce de Decrès, le ministre de la Marine; puis à la fille de Barbé-Marbois le ministre du Trésor, — celle qui épousa le fils aîné du consul Lebrun. Mais « Charpentier n'ayant pu faire le voyage de Paris, cette proposition n'a pas eu de suite. » Aussi bien, « plus le moment du mariage approche, écrivait-il, moins je désire me marier, et si l'on pouvait toujours rester garçon, je l'aimerais mieux. » Mais sa mère et tout le monde conspiraient pour ses noces. Sa mère et son beau-frère vinrent à Paris pour voir la jeune Constance. Ils chantèrent comme de juste sa grâce et ses vertus. Elle eût commencé, au gré de son père, à monter en graine, car elle allait sur ses seize ans. Les préliminaires furent brefs; en ce temps-là, on vivait double, — comme en campagne. Murat et Caroline, qui n'avaient pu assister au mariage, prétendirent mettre dans la corbeille un présent peu banal, une étoile. « J'apprends, écrit Murat au Premier Consul le 4 floréal

an XI (24 avril 1803), le mariage du général Charpentier : c'est un brave homme qui a plus de solidité que de brillant, c'est un homme sûr. Je désirerais bien, mon général, que vous lui donniez le grade de général de division pour son cadeau de noce. Je regarderais cette faveur comme une marque nouvelle de l'intérêt et de l'estime que je sais que vous me portez. » Charpentier ne l'obtint qu'un an plus tard, le 26 fructidor an XII (16 février 1804); tout de même, — était-ce pour Aubert-Dubayet, Carra Saint-Cyr, Charpentier ou Constance? — le Premier Consul, Joséphine, Hortense, la plupart des généraux présens à Paris, Gouvion Saint-Cyr, Junot, Lefebvre, Soult, les deux consuls et les ministres signèrent au contrat. La noce eut lieu à Maisons où les Saint-Cyr avaient une jolie habitation et Mme Louis y dansa tout son soûl, — elle s'en souvenait deux ans plus tard. Cette résidence suburbaine (quatre lieues de Paris) n'était pas sans compliquer la vie, car Mme Saint-Cyr n'en perdait ni un bal ni un dîner, et Saint-Cyr n'en était pas moins assidu à son devoir; c'était affaire de temps et de chevaux.

A peine quelques jours donnés à la lune de miel, Charpentier et sa petite femme partirent pour Milan. A la vérité, ils devaient s'arrêter à Grenoble où habitait la famille paternelle et maternelle de Mlle Dubayet et faire ainsi le voyage de noces de l'ancien temps, celui qui avait pour objet la présentation et la visite obligatoire aux parens et aux amis des deux familles.

Mme Saint-Cyr, dès le 23 floréal (13 mai 1803), s'empresse d'écrire à sa « bien chère petite fille » pour lui donner des conseils, lui faire des recommandations, l'exhorter à devenir « une femme intéressante et agréable ; » elle invite ses seize ans un peu futiles à des lectures instructives. Mais à la mère le monde fait assez de bruit pour qu'il en fasse presque autant à la fille. « Depuis ton départ, ma chère Constance, écrit-elle, Saint-Cyr m'a fait aller et venir sans cesse. Je partis samedi soir. Le lundi, nous fûmes déjeuner chez le général Soult, à sa campagne (1). Au retour, je m'arrêtai à Saint-Cloud, mais on était à Malmaison. Je revins ici mardi et mercredi soir, je retournai à Saint-Cloud où il y avait assemblée assez nom-

(1) Villeneuve-l'Étang.

breuse. On me demanda si j'avais reçu de tes nouvelles et les larmes étaient toujours prêtes à s'échapper de mes yeux en répondant que non. Il n'y a rien de nouveau pour ce qui nous concerne (1). Il faut prendre patience malgré soi, mais toujours même bon accueil très aimable. Il y avait ce jour-là la nouvelle mariée Mme Caffarelli (2). Elle est très belle et très grande, mais quoique ayant été élevée à Paris, elle n'a pas encore la tournure parisienne. Cela vient assez vite!... »

Le général Saint-Cyr avait espéré qu'il serait employé en Italie et qu'il y retrouverait sa chère Constance, mais il avait compté sans le Premier Consul et sans la rupture de la paix d'Amiens : « Voilà, écrit-il le 30 floréal (20 mai), toutes nos espérances de réunion évanouies. J'ai reçu l'ordre de me rendre à Bayonne, et c'est bien loin du pays où nous aurions aimé à nous diriger. Je vais donc doubler de zèle dans les fonctions qui me sont confiées pour être en droit ensuite de demander la destination qui nous rapprochera de toi et de ton mari. » Il allait être employé à Bayonne à l'un des six camps dont le Premier Consul avait ordonné la formation pour constituer sur les côtes une armée puissante et prête à marcher contre l'Angleterre (25 prairial-14 juin). Il désigna, de Namur, le 16 thermidor (4 août), les troupes qui y devaient figurer. Saint-Cyr devait les précéder et les attendre.

Ce départ redoubla la tristesse qu'avait causé à Mme Saint-Cyr celui de sa fille et dès lors commencent les plaintes sur l'absence de lettres; mais la délicieuse Armande ne pouvait passer sa vie à se lamenter. « J'ai été à Paris cette semaine, écrit-elle le 10 prairial (30 mai), à Villeneuve-l'Étang chez Mme Soult (3), qui m'a chargée de te faire ses complimens; j'ai été à Saint-Cloud; j'ai vu Mme Bonaparte qui me demanda de tes nouvelles,

(1) Un emploi de général de brigade et le grade espéré de général de division.

(2) Mlle Julienne d'Hervilly : « Cette jeune dame a été présentée dimanche à Mme Bonaparte. » *(Journal des Débats)*. Elle était la seconde fille de Louis-Charles, comte d'Hervilly, colonel de la cavalerie de la Garde constitutionnelle, maréchal de camp en 1792, blessé le 16 juillet 1795 à Quiberon, mort de ses blessures le 14 novembre suivant, et de Louise de La Cour de Balleroy. Auguste Caffarelli, aide de camp du Premier Consul, était frère de Maximilien, blessé mortellement à Saint-Jean d'Acre, de Philippe, mort à Quiberon, de Joseph, préfet maritime à Brest, de Charles, préfet du Calvados et de l'Aube, de Jean-Baptiste, qui fut évêque de Saint-Brieuc.

(3) Jeanne-Louise-Élisabeth Berg, épousée en 1789 par Nicolas-Jean-de-Dieu Soult, alors caporal.

ainsi que Mme Louis (1) et Mme Lauriston (2). Mme Savary (3) qui était là, ainsi que beaucoup d'autres, ne me dirent rien de toi. J'avais pris congé de Mme Bonaparte, croyant pouvoir entreprendre bientôt mon voyage de Grenoble, mais des affaires me retiendront ici plus longtemps que je ne croyais, et alors j'y retournerai un soir, car j'y étais allée un matin. J'ai vu aussi Mme Macdonald (4) qui me parla beaucoup de toi et me chargea de te dire bien des choses. »

Cependant Constance est arrivée à Milan et elle fait sa cour. A la fin, elle écrit. « Ta lettre, lui répond sa mère le 15 prairial (4 juin), m'a fait grand plaisir parce que je vois que tu es contente, à part l'ennui que te cause la partie de cartes. Tu vois que j'avais bien raison quand je te disais qu'il fallait qu'une femme sût jouer. La plus grande partie des femmes ne joue que par complaisance, mais comme on joue de l'argent, il faut le savoir défendre. Est-ce le réversis ou le whiste? Tu ne me dis rien de la réception que t'a faite Mme Murat. Est-ce *très bien* ou *comme ça?* Il serait à propos, je crois, que tu écrives à Mme Louis. Tu te rappelles qu'elle t'a promis que, de deux lettres, elle t'en répondrait une. Il y a près de quinze jours que je n'ai vu Isidore (5). Elle me pria bien de te dire qu'elle ne t'a pas oubliée. Elle attend de tes nouvelles avec une grande impatience... J'avais appris par Mme Soult que Mme Murat avait accouché (6) et Murat en donnant cette nouvelle à la Cour avait écrit que Madame sa femme serait à Paris dans quarante jours. J'avais été fâchée de cela, mais comme tu n'en parles pas, peut-être n'est-ce pas vrai? Les modes ne varient pas beaucoup et

(1) Madame Louis-Hortense de Beauharnais.

(2) Claudine-Antoinette-Julie Le Duc, mariée en 1789 à Jean-Alexandre-Bernard Law de Lauriston, alors lieutenant d'artillerie. Mme de Lauriston était une des quatre dames nommées pour accompagner l'épouse du Premier Consul.

(3) Marie-Charlotte-Félicité de Faudoas Barbazan avait épousé le 27 février 1802 le colonel Savary, aide de camp du Premier Consul.

(4) La seconde. La première, née Jacob, mourut en 1797 laissant deux filles. — Celle-ci, née Montholon, épouse en premières noces du général Joubert, s'était mariée le 26 juin 1802 et mourut en 1804.

(5) Isidore-Eugénie Petiet, fille de Claude-Louis Petiet, ministre de la Guerre après Dubayet, et de Anne-Françoise-Guillemette Leliepvre du Bois de Pacé, née en 1788, épousa Louis-Pierre-Alphonse de Colbert Chabanais, nommé par la Restauration général de brigade.

(6) Mme Murat était accouchée le 16 mai 1803, d'un fils qui reçut les noms de Napoléon-Lucien-Charles-Joseph-François. Ce fut le prince Lucien Murat, mort le 10 avril 1878 sans postérité.

c'est toujours la même mise. Les toilettes du soir à Saint-Cloud sont presque toutes en crêpe. J'ai vu travailler Mme Louis et Mme Bonaparte à des robes de crêpe brodées à bouquets détachés unies. Cela fera de très jolies robes d'été.

« On parle d'un voyage du Premier Consul...

« Tâche de savoir si M. et Mme Murat ont reçu les lettres que nous leur avons écrites au moment de ton mariage. »

Mme Saint-Cyr n'était pas mal informée. Murat écrit le 6 prairial (26 mai) : « J'espère que vous ne serez pas fâché, mon général, que j'accompagne Caroline qui se propose de venir prendre sa petite et laisser à maman son nouveau-né. » Les événemens ne le permirent pas : « Mme Caroline est rétablie, écrit Murat le 6 messidor (25 juin), et mes enfans sont en route pour Paris depuis deux jours. » Caroline elle-même ne partit qu'au milieu de thermidor (juillet).

Cela faisait une grande occupation à Maisons, où Mme Saint-Cyr ne négligeait rien pour se tenir bien en cour. « J'ai fait un petit séjour à Paris cette semaine, écrit-elle à sa fille le 20 prairial (9 juin). En y arrivant, on me remit une grande lettre adressée à Saint-Cyr et c'étaient des billets pour le cercle qui avait eu lieu la veille. Il y en avait pour Saint-Cyr et pour moi et pour Mlle Aubert-Dubayet. Je fis demander aux Tuileries si Mme Bonaparte y était ou était retournée à Saint-Cloud. Alors, je fus voir le général et Mme Soult. Ils allaient repartir pour la campagne. Ils me dirent que Mme Murat serait dans un mois à Paris. Je ne croyais plus à ce voyage puisque tu ne m'en avais pas parlé, mais il se confirme là-haut.

« Je suis revenue hier au soir de Paris et j'y retourne demain. A trois heures, j'irai voir Mme Louis et, le soir, j'irai à Saint-Cloud. C'est cela avoir du courage, aller sans Saint-Cyr et sans toi, mais je sens qu'il ne faut pas avoir l'air, aux yeux de beaucoup de gens, de m'être tout à fait retirée. D'ailleurs, il faut qu'on se rappelle de nous *(sic)*, car les absens ont toujours tort.

« Écris à Mme Louis et mets quelque chose de bon pour Mme Bonaparte. »

A son gendre Charpentier, qui l'avait invitée à venir s'établir à Milan, près de sa fille, pendant que Saint-Cyr serait à Bayonne, elle écrit (24 prairial-13 juin) : « J'ai été deux fois à Saint-Cloud depuis le départ de Saint-Cyr. J'ai demandé s'il n'y avait rien de nouveau. On m'a répondu : *Non, il faut attendre.*

Le Premier Consul part cette semaine. Le général Soult le suit, et, pendant ce temps, Mme Soult va en Allemagne dans sa famille. Mme Bonaparte m'a demandé si Constance était grosse. J'ai répondu que je n'en savais rien. J'espère bien que vous ne me le laisserez pas ignorer, je désire tant être grand'maman ! »

En attendant, elle se prépare à rejoindre Saint-Cyr à Bayonne, plutôt aux environs, un négociant ayant prêté au général une maison de campagne charmante, à proximité de la mer, avec une vue fort jolie. De là où ira-t-il ? Peut-être en Portugal ? Alors, elle sera du voyage. « Je me crève les yeux, écrit Saint-Cyr, sur tous les ouvrages qui traitent de l'Espagne et du Portugal. J'espère ne pas en être pour mes frais et que le gouvernement ne veut pas me faire prendre racine ici, ce serait le dernier endroit que je choisirais. » Et puis n'y serait-il pas oublié ?

« Je t'ai mandé dans les temps, écrit Mme Saint-Cyr le 8 messidor (27 juin), la réponse que m'avait faite Mme Bonaparte au sujet de l'avancement de ta *toutoute* (1). Il n'y a rien de nouveau. Je présume que si le grade doit être accordé, ce ne sera qu'à l'organisation définitive du camp qui se forme à Bayonne et dont il a le commandement provisoire. Ainsi, patience... Il y a longtemps que je savais le voyage de Mme Murat. J'ai été voir avant-hier Mme Soult qui m'a priée de te dire qu'elle est très fâchée contre toi. Tu lui avais promis de lui écrire, et tes lettres sont encore à venir. Tu mécontentes bien du monde, comme tu vois : Mme Louis, Mme Soult et Isidore, en voilà bien trois. Mme Soult part aujourd'hui pour l'Allemagne, son pays, pendant que le général accompagne le Premier Consul... Il n'y a que Mme Talhouet (2) et Mme Rémusat (3) qui aient accompagné Mme Bonaparte pour le voyage. Ces dames ont fait beaucoup de dépenses, entre autres Mme Talhouet, qui a fait faire un trousseau neuf.

« Mme Carion m'a apporté à voir tes robes. Malgré mes recommandations, il ne s'en trouve pas une simple pour le

(1) Saint-Cyr. Mme Saint-Cyr est *Memelle*.

(2) Élisabeth-Françoise Baude de la Vieuville, mariée le 12 juin 1783, à Louis-Céleste-Frédéric de Talhouet, l'une des quatre dames accompagnant Madame Bonaparte.

(3) Claire-Élisabeth-Jeanne Gravier de Vergennes, mariée en 1796 à Augustin-Laurent Rémusat, préfet du Palais en 1802; l'une des quatre dames de Madame Bonaparte. Elle a laissé des mémoires.

matin chez toi, mais elles sont jolies à mon goût. Il y en a une bleue avec une garniture de mousseline qui m'a plu assez; une robe en gaze de coton — Mme Carion dit que cela se lave comme du linge, — la garniture toute petite, en fleurs et feuilles, est jolie, et une en taffetas blanc broché. Elle a une guirlande de petites roses jaunes pour garniture; elle ajoute à cela les chemisettes de crêpe et de mousseline parce qu'elles sont très décolletées derrière et boutonnent sur l'épaule. »

Mais, malgré les soins qu'elle prend de sa fille, Armande s'ennuie. Elle aspire à rejoindre l'un au moins des êtres qui lui sont chers : « Voici mon plan de voyage, écrit-elle le 10 messidor (29 juin). Je compte toujours partir pour Bayonne très incessamment. Je resterai avec Saint-Cyr tant qu'il sera dans cette ville. S'il recevait une destination pour faire la guerre activement, alors, ma chère petite, tu me verrais partir comme le vent et me rendre dans tes bras où, je crois, j'étoufferais du plaisir de te voir et de t'embrasser. Je m'en irai en poste, j'avais eu le projet de faire ce voyage à petites journées avec mes vieilles jumens, mais je serais trop longtemps en route. » Elle s'ennuiera jusque-là, bien qu'elle ait avec elle son beau-frère Carra Devaux (1) qui lui tient fidèle compagnie et qu'elle rend esclave. « Quelquefois, écrit-elle, nous allons avec M. Devaux jusqu'aux bord de la Seine pour faire baigner ma Spitz. Tu es bien ingrate en parlant de Spitz. Tu ne m'en as pas encore demandé des nouvelles. Saint-Cyr me l'a laissée pour me tenir compagnie, mais elle a un penchant si naturel pour les hommes qu'au défaut de Saint-Cyr, elle me préfère mon beau-frère. Cependant elle couche dans ma chambre et me garde bien, je t'assure. Si je fais le voyage de Milan, elle sera des nôtres...

« Il n'y a pas de grands changemens dans les modes. Les robes de très grande parure sont en tulle de couleur brodées en or ou en argent. Les moins élégantes, c'est du crêpe.

« Il m'est impossible, ma bien chère petite, de te donner mon portrait à présent. Mes facultés ne me le permettent pas, mais je puis très aisément te satisfaire pour la petite chaîne de mes cheveux que tu désires. Il y a trois jours, je me suis fait tondre. C'est-à-dire que mes cheveux sont coupés à la Titus et, en les mettant de côté, je pensais à t'en faire quelque chose.

(1) Le frère aîné de Saint-Cyr, ancien officier au régiment d'Orléans, né en 1755, marié en 1778 à Antoinette-Césarine des Roys.

Ainsi, tu auras une croix et une chaîne jusqu'à ce que je puisse te satisfaire pour le portrait. Tu porteras cela en souvenir de moi. »

Le 19 messidor (8 juillet), elle est sur son départ, mais il survient des contrariétés : « J'espérais, dit-elle, en vendant mes quatre chevaux, m'en aller en poste, mais n'en trouvant rien à Paris, je m'en vais à petites journées, ce sera bien ennuyeux et bien long, mais qu'y faire?... Je vais demain à Paris pour finir mes derniers arrangemens. Je paierai les souliers à Coppe : il y en a vingt-quatre paires à 7 livres qui font 168 livres... Tu sauras que l'on porte beaucoup de chapeaux, tous avançant singulièrement sur la figure. Ils seyent assez bien. On les fait de crêpe, de taffetas et d'organdi. J'en emporte à Bayonne de toutes les sortes, mais je ne les prends pas chez Mlle Despaux parce que, pour la province, cela n'en vaut pas la peine et que je les paie bien moins cher... C'est tout ce que j'emporte, avec une robe de taffetas ronde pour la route. Je n'ai rien fait faire de neuf depuis ton départ...

« Tu sauras que le général Pino (1) n'a pas pu me remettre lui-même ton portrait. C'est son aide de camp, et, en entrant, il m'a fait un compliment, c'est qu'il ne m'aurait jamais prise pour ta mère, mais bien pour ta sœur. Je suis accoutumée à ces sortes de choses et je ne renoncerais pas pour tout au monde au titre de mère de ma bien-aimée Constance. Il m'a dit encore que tu te portais très bien, que tu étais bien aimée à Milan, que tu t'amusais beaucoup, que tu n'avais qu'un seul regret, celui d'être éloignée de nous. J'ai appris par je ne sais plus qui que Mme Murat avait différé son voyage, je t'en félicite de tout mon cœur, car je me peignais la solitude où tu te serais trouvée et j'en avais beaucoup de chagrin.

« Depuis le départ du Premier Consul (2), on ne sait rien du tout ici. On croit assez généralement qu'il y a un grand projet de descente en Angleterre. Si, par hasard, Saint-Cyr y était pour quelque chose, tu me recevrais, n'est-ce pas? Je compte

(1) Dominique Pino, né en 1760, avait pris parti pour la cause française en Italie et était devenu général en moins de deux ans. Soupçonné ensuite de complot, il eut une attitude singulière; puis il parut se livrer entièrement aux Français et le Premier Consul lui confia en 1802 le commandement de la Romagne, puis le ministère de la Guerre.

(2) Pour le Nord et la Belgique. — Départ le 5 messidor (24 juin), retour le 23 thermidor (11 août).

là-dessus et je m'arrange de manière que, si cela arrive, c'est de Bayonne que je partirai pour aller t'embrasser, te croquer, t'étouffer dans mes bras ; enfin, je ne sais pas ce que je ne ferai pas. »

Le départ approche. « J'ai été avant-hier, écrit Mme Saint-Cyr le 22 messidor (4 juillet), faire mes adieux à Mme Petiet. Isidore est bien fâchée de ce que tu ne lui écris pas. Elle m'a chargée de te dire que ton myrte dément bien tes sentimens pour elle, car il est superbe. La mère et la fille dînaient ce même jour chez Cambacérès. De là, je fus chez Mme Louis, qui me demanda comment tu te trouvais à Milan et qui m'observa que tu ne lui avais point écrit, malgré tes promesses. Tu as vraisemblablement des raisons pour ne pas écrire, à cette dernière surtout... Mme Neÿ part aujourd'hui pour la Suisse (1). Adèle n'est pas encore mariée (2). »

Voilà *Memelle* en route, le 26 messidor (15 juillet), à cinq heures et demie du matin, dans la petite voiture attelée de trois bons chevaux de poste, le cocher conduisant en main les chevaux de voiture. Carra Devaux lui sert de chevalier, et Spitz monte la garde. On va d'une traite à Orléans, et l'on passe même la nuit pour gagner Tours, ce qui est une grande fatigue. De là, en treize heures, à Poitiers ; bref, la carrossée arrive à Bayonne le 3 thermidor (22 juillet), à minuit, — huit jours seulement ! — et cela semble extrêmement rapide. « Elle est venue, écrit Saint-Cyr, beaucoup plus vite que la poste, et toutes ses lettres pour m'annoncer son départ et sa marche ne me sont parvenues que le lendemain de son arrivée. » Et « jamais elle ne fut mieux; déjà elle monte très bien à cheval, et nous avons fait ce matin deux lieues, et elle n'est pas fatiguée ; cependant, ce n'est que la seconde fois qu'elle a commencé. » « Je suis allée à Biarisse, petit village à une petite lieue d'ici, écrit de son côté Mme Saint-Cyr. C'est là où, au mois d'août, il vient beaucoup de monde prendre les bains de mer. Il y avait déjà des baigneurs et des baigneuses; tout est pêle-mêle. » Dès qu'elle est arrivée, commencent les réceptions. « De toutes les femmes qui me sont venues visiter, écrit Armande, il n'y en a

(1) Où son mari était ministre plénipotentiaire et ambassadeur extraordinaire. On écrivait Neÿ et il semble qu'on prononçait Neye. C'est ainsi que l'écrit Mme Saint-Cyr, Aglaé-Louise (Églé) Auguié, mariée, en juillet 1802, à Michel Neÿ.

(2) Adèle Auguié, la sœur de Mme Neÿ, mariée plus tard à M. de Broc. Elle mourut tragiquement à la cascade de Grézy, en 1813.

pas de jolie, mais il y en a deux qui sont beaucoup plus petites que moi. Ainsi tu dois penser ce qu'elles doivent être. » Et les dîners, les soupers, les bals de se succéder; même on verse diverses fois dans les fossés, car on se sert de chevaux d'artillerie dont les conducteurs sont ivres. Il y a des soirées charmantes, terminées par de jolis ambigus; il y a des lancemens de gabarres, et surtout des tours de valse. La société est nombreuse, les femmes sont aimables et faciles, on reçoit beaucoup, on est toujours en fête, et Mme Saint-Cyr est ravie. Pour faire pendant à sa chienne, le négociant qui lui donne l'hospitalité lui offre une perruche, puis un perroquet de prise, qui se trouvait sur un navire anglais de deux millions, ensuite un singe et puis une macaque. Enfin, on est à merveille pour Armande. « C'est une drôle de ville que Bayonne, écrit-elle. La société y est agréable, mais chaque femme y a son amant en titre, et tout le monde sait cela. Pour moi, j'ai été bientôt au courant de toutes les petites intrigues par Saint-Cyr d'abord et par les aides de camp. » Cependant le camp s'accroît; le corps d'armée est porté à dix-sept mille hommes; on attend un lieutenant général; le général Saint-Sulpice (1) prendra le commandement de la cavalerie; on ne doute pas que Saint-Cyr ne soit promu. Cela se passe d'ailleurs fort simplement, et c'est Devaux qui l'annonce à la belle-fille de son frère, un jour où le ménage Saint-Cyr est allé à Dax pour une fête. « Notre armée, écrit-il, s'augmente tous les jours; le général de division Dorsner (2) est arrivé avant-hier pour commander l'artillerie. Le général Augereau (3) est en route pour venir prendre le commandement en chef de cette armée; il aura deux généraux de division sous lui : mon frère, *qui vient d'en avoir le grade*, en est un; je ne sais pas encore le nom de l'autre ni celui du chef d'état-major. » Devaux précise le lendemain que le général Augereau sera rendu au premier jour et apporte avec lui, pour Saint-Cyr, les lettres de général de division.

Mais Mme Saint-Cyr ne sera pas à la réception. Constance réclame sa mère. Elle est enceinte, sa santé est altérée, ses

(1) Raymond-Gaspard Bonardi de Saint-Sulpice, né en 1761, général de division, marié à Antoinette Poursin de Grandchamp.

(2) Jean-Philippe-Raymond Dorsner, sous-lieutenant en 1781, général de division en 1795, retiré en 1806, mort en 1829.

(3) Pierre-François-Auguste Augereau, plus tard maréchal d'Empire, duc de Castiglione.

nerfs sont en désarroi. Tout de suite le voyage est décidé. « Je vous confie à tous deux ma bonne Armande, écrit le général le 4 vendémiaire an XII (27 septembre 1803). Ayez-en bien soin, il m'en coûte de m'en séparer et ses enfans pouvaient seuls obtenir ce sacrifice. Elle se mettra en route vers le 15 octobre (vieux style) (22 vendémiaire), pour se rendre directement à Grenoble, sans passer par Lyon; elle séjournera huit à dix jours dans sa famille, et c'est de là qu'elle vous écrira pour vous annoncer au juste la date de son arrivée. » Elle demande seulement que le général Charpentier envoie au-devant d'elle un de ses aides de camp pour le passage du mont Cenis. Et puis, mille prétextes, mille raisons la retardent. A certains points de vue, elle n'en paraît point fâchée. « Le retour de Murat en Italie a été, écrit-elle le 18 brumaire (10 novembre), démenti dans les journaux. Il va présider le Conseil électoral du département du Lot. Ainsi, il paraît que son voyage sera différé pour longtemps. Je n'en suis pas fâchée, parce que la présence de Mme Murat à Milan aurait dérangé nos *aparte*. » En fait, elle ne part de Bayonne pour Grenoble que le 21 frimaire (13 décembre), étant restée deux mois sans nouvelles de sa fille. Devaux l'accompagne, avec sa femme de chambre, son domestique, sa chienne et son perroquet. Elle pense être à Grenoble le 3 nivôse (25 décembre), et il lui faudra trois jours de Grenoble à Lans-le-Bourg. De fait, elle n'arrive que le 7; elle attend des nouvelles de Milan pour se remettre en route, et elle n'est pas rendue à destination avant les premiers jours de pluviôse, juste à temps pour apprendre la promotion de Charpentier au grade de général de division (26 pluviôse — 16 février 1804).

Ce fut à Paris, où il avait été rappelé pour participer à l'expédition d'Angleterre, que Saint-Cyr apprit les couches de sa belle-fille. Elle avait eu, le 9 floréal (29 avril), un garçon dont Murat fut parrain avec l'*Impératrice*, car, entre temps et durant que Constance accouchait d'un garçon, la France, sans douleur, faisait un empereur.

Frédéric Masson.

(A suivre.)

DEGAS ET L'IMPRESSIONNISME

Plus tard, beaucoup plus tard, quand les historiens chercheront à tracer le tableau de la vie sociale et intellectuelle en Europe, à la veille de la grande catastrophe, — comme on a cherché à reconstituer les « derniers jours de Pompei, » — sans doute ils noteront que jamais la passion pour les objets d'art n'avait été si furieuse, jamais les enchères si folles qu'aux alentours de 1914. Et cela partout, à Paris comme à New-York et à Berlin. L'année 1912 surtout et le début de l'année 1913 furent marqués par une ruée inouïe de collectionneurs vers les ventes. Quelques heures avant l'orage, il y a ainsi des oiseaux et des insectes qui redoublent d'activité pour remplir de trésors leurs greniers. Parmi les chiffres grandissans qui faisaient pâmer d'aise le monde de la « brocante » et paraissaient un suprême triomphe du Beau à ceux qui confondent l'Art et l'Argent, un chiffre flamboya aux derniers jours de 1912. Un tableautin moderne, représentant une scène de genre, des *Danseuses à la barre*, venait d'atteindre 435 000 francs! Il n'est pas sans exemple, mais il est rare de voir, du vivant de l'artiste, une pareille somme jetée sur son œuvre. Elle atteint parfois un chiffre supérieur, mais l'auteur, d'ordinaire, n'est plus là depuis longtemps pour s'en réjouir, et l'on ne peut que porter des lauriers à sa tombe. Cette fois, l'artiste était encore de ce monde, mais si peu, si invisible, si indifférent, si taciturne, si absent de tout en plein Paris, et même en plein Montmartre, que les officieux qui coururent épier sur son visage les signes de quelque transport mégalomane en furent pour leurs

frais. On n'en put tirer nul témoignage de plaisir. Le bruit courut alors que c'était un grand philosophe. On aurait pu s'en aviser plus tôt, car il n'avait jamais manqué de l'être, mais 435000 francs font à une figure un cadre qui, pour la foule, rend ses vertus plus évidentes. De ce jour, le nom d'Edgar Degas, — car c'est lui que je veux dire, — fut connu de la foule. Il l'était depuis trente ou quarante ans, déjà, des artistes et des amateurs. On savait que ce prestigieux artiste, très âgé, la vue très affaiblie, presque aveugle, ne pouvait plus accroître sa production. Et cela ne nuisait pas au succès des ventes où on se la disputait. Il vient de mourir ; il vient de quitter ce monde où son art tenait tant de place et sa personne si peu. Les historiens, après avoir noté l'apothéose du vieux maître, se demanderont peut-être à quoi elle était due. Ils verront bien les mérites de sa peinture, — ils ne sont pas de ceux qui s'évaporent sous l'action du temps, — mais peut-être trouveront-ils entre eux et le succès qui les consacra quelque disproportion... Nous qui sommes plus près du phénomène, nous pouvons en rechercher les causes avec moins de chances d'erreur. Serait-ce par ses sujets et par ses idées que l'art d'Edgar Degas a mordu, à ce point, sur la sensibilité contemporaine? Ou par son dessin et sa couleur, par la nouveauté de son accent, ou par tout cela tout ensemble et par une coïncidence singulière entre tout cela et les curiosités et les appétits psychologiques de notre génération? Peut-être.

I

Il y a quelque quarante ans, à l'une de ces expositions d' « indépendans » ou d' « impressionnistes » qui se faisaient rue Le Peletier et déchaînaient chez les amateurs une hilarité à peu près universelle, je me rappelle qu'un artiste, classique autant qu'on peut l'être, après avoir considéré ces visages safran, ces ombres lilas, ces eaux écarlates, ces sous-bois rutilans, ces périssoires jaunes, ces figures balafrées de taches de soleil et de reflets verts qui faisaient ouvrir tout grands mes yeux d'enfant, dit à côté de moi, lentement et gravement : « Il y a quelque chose à prendre là... » Ce mot m'est souvent revenu à la mémoire, quand j'ai entendu citer celui de Degas : « *On nous fusille, mais on fouille nos poches!* » Sous une forme

brève et cinglante, c'est, là, toute l'histoire de l'Impressionnisme. Elle ne justifie pas toutes les théories, ni toutes les extravagances de cette école; seulement elle montre que les gens réfléchis d'alors n'en méconnaissaient pas l'apport utile et qu'ils comptaient bien en profiter. Mais l'artiste qui fit le mot est précisément le seul auquel il ne s'appliquait pas. On a très peu « fusillé » Degas, même à cette époque; il n'a point du tout excité l'hilarité, et peu les sarcasmes de la critique. Cham, par exemple, qui ne manquait pas une occasion de clouer Manet au pilori, ne s'occupait pas de lui. Et, non plus, ses ennemis ne lui ont guère emprunté : ce sont ses amis qui lui doivent. Toute une école de dessinateurs elliptiques et d'observateurs implacables est sortie de lui : ce furent ses jeunes compagnons d'alors ou ses admirateurs. C'est qu'en effet Degas n'était pas un « impressionniste; » son succès n'est pas leur succès, leurs épreuves n'ont pas été ses épreuves, et son œuvre, au lieu de montrer, comme la leur, la réalisation incomplète d'espoirs trop vastes et de trop intransigeantes théories, nous offre le spectacle de la perfection dans un cercle d'art restreint et de recherches volontairement limitées.

Comment donc se trouvait-il dans cette bagarre? Un peu comme un passant qui est pris dans une manifestation. Il est révolté par les « brutalités de la police. » Il s'insurge, il frappe, il crie, il est conduit au violon, et, si l'émeute triomphe, au pouvoir, sans avoir jamais été du parti qui a manifesté. A la fin de l'Empire, la police, dans l'Art, c'était l'Institut : il faisait bonne garde autour du *Salon*, où ne pouvait pénétrer une technique nouvelle, un sentiment imprévu qu'avec d'infinies précautions. Les Manet, les Boudin, les Jongkind n'y pénétraient guère. A ce moment, un ami de Gustave Moreau, un admirateur des vieux maîtres, qui s'était longuement formé en copiant Poussin ou Ghirlandajo, mais qui se mettait maintenant à peindre la vie moderne, s'approcha des artistes maltraités par le jury. C'était Degas. Il voyait refusées des œuvres qui, sans être des chefs-d'œuvre, décelaient des recherches intéressantes, pendant que les *Salons* et les musées s'encombraient de fades répétitions du passé, de redites de moins en moins personnelles, de pastiches de plus en plus édulcorés. Ces pastiches lui paraissaient non pas seulement une inutilité, mais une injure et une incompréhension des anciens maîtres. Il n'éprou-

vait pas un enthousiasme sans mélange pour l'Impressionnisme, mais il ressentait un vigoureux mépris de l'art académique. Très fier, très indépendant, il se sentait porté, aussi, par une sympathie instinctive, vers ceux qui ne demandaient rien à l'estampille officielle. Ce n'était pas, là, une question d'esthétique : c'était une question de caractère. Quand son concours fut sollicité, il ne le refusa pas. En 1874, à la première exposition d'impressionnistes, salle Nadar, il mit ses œuvres en même temps que Claude Monet, Cézanne, Sisley, Pissarro, Rouart, Berthe Morisot, Renoir. Dans la plupart des manifestations qui suivirent, il demeura leur compagnon fidèle. On prit ainsi l'habitude d'associer son nom au leur. Il recueillit, par ricochet, une part des injures qui leur étaient destinées, puis des apothéoses. Vu dans les mêmes expositions, il fut recherché par les mêmes amateurs; il passa donc dans les mêmes collections, puis dans les mêmes salles de ventes, enfin dans les mêmes salles de musées. En 1894, quand on discuta l'entrée du legs Caillebotte au Luxembourg; en 1900, lorsque M. de Tschudi fit, pour le musée de Berlin, avec des deniers privés, les acquisitions d'impressionnistes qui déchaînèrent un si beau vacarme, Degas se trouva parmi les objets du litige. Et c'est ainsi qu'il fut « impressionniste » comme il aurait pu être « végétarien » et comme il fut effectivement « nationaliste : » cela n'avait aucun rapport avec sa peinture.

Toutefois, puisqu'il a longtemps porté cette étiquette, a fait partie de ce groupement, et vraisemblablement continuera d'y être confondu par l'histoire, il est bon de marquer les rapports que son art pouvait avoir avec l'impressionnisme et en quoi il en différait, d'autant que l'aventure qui lui arriva lui est commune avec beaucoup d'autres. En effet, quand on lit des textes, on voit que Manet, Whistler, Boudin, Jongkind, Lépine, Cals, Fantin-Latour, sont des « impressionnistes; » mais quand on voit leurs œuvres, on n'aperçoit pas ce qu'elles ont de commun avec celles de Claude Monet, Renoir, Sisley, Pissarro, Berthe Morisot, Cézanne et tous ceux qui, selon la formule adoptée, ont « éclairci la palette » contemporaine. Car les premiers n'ont rien éclairci du tout. Ils sont souvent noirs, toujours gris, et si leurs ombres ont des finesses atténuées, ils ne présentent nullement ces effets rutilans de soleil, cette vibration de couleurs vives et crues qui distinguent les seconds. Rien n'est plus

différent d'un Renoir qu'un Whistler, ni d'un Sisley qu'un Fantin-Latour, ou qu'un Cals d'un Claude Monet. Un passant non averti n'aura jamais l'idée de les mettre dans le même sac. Pour les y mettre, il faut élargir la définition de l'impressionnisme et ne plus parler d' « éclaircissement de la palette » ni de « lumières reflétées, » de « division du ton, » ni même de « plein air : » il faut abandonner toute notation spécifique de l'art de peindre et appeler de ce nom l'art de tous ceux qui, pour une raison ou pour une autre, étaient en lutte avec l'Institut et rompaient avec la tradition académique. Mais alors tout le monde y rentre : Géricault comme Delacroix, Corot comme Courbet, Millet lui-même et, jusqu'à un certain point, Fromentin et pourquoi pas Cazin?... tous ceux qui ne peignaient point des Achilles, des Patrocles, mais la vie moderne, ou abandonnaient le paysage historique et composé pour peindre la campagne de France, comme ils la voyaient. Seulement, une définition aussi étendue et flottante n'est plus une définition : c'est une indéfinition, et pour avoir voulu dire trop de choses, on ne sait plus ce qu'on dit.

Pour qu'un qualificatif serve à quelque chose dans le langage, il faut qu'il attribue une qualité propre à l'objet qu'il qualifie. Il faut que cet objet le possède et que les autres ne le possèdent pas. Il faut ainsi qu'une définition soit à la fois un lien et une frontière, qu'elle unisse et qu'elle sépare, qu'elle unisse ensemble ce qu'elle vise et qu'elle le sépare de ce qu'elle ne vise pas. Il faut donc que les termes qui la composent soient assez généraux pour convenir à tout ce qu'elle évoque, mais assez spécifiques pour ne pas évoquer autre chose en même temps. Sans quoi, on ne voit pas bien à quoi elle peut servir et pourquoi les critiques et les artistes se sont donné la peine de créer le mot : impressionnisme, si c'était pour ne rien y mettre dedans... Or, si l'on réduit l'École nouvelle aux termes qui caractérisent ses chefs et qui les caractérisent seuls, à l'exclusion de leurs devanciers, et ainsi leur rendent cette justice qu'ils ont apporté véritablement à l'art un accent et un procédé nouveaux, on trouve que ces termes sont au nombre de trois : la prédominance de la couleur sur la ligne, la vivacité colorée des ombres et la formation des tons vifs par la juxtaposition de couleurs crues, l'œil de loin faisant le mélange. On trouve ces caractéristiques dans toutes leurs œuvres les plus fameuses,

celles qui ont imprimé, dans notre œil, le prototype de cette peinture, et il est impossible de les trouver réunies chez aucun de leurs devanciers, en France, du moins. C'est donc bien le trait qui les distingue des autres et les fait se ressembler entre eux.

D'où vient donc la confusion habituelle? De ceci que le mot « impressionniste » a eu et a conservé, à travers toutes les discussions, deux sens très différens : un sens large qui est le premier en date et que lui a conservé le public, et un sens étroit que lui donnèrent plus tard les artistes et qui, seul, sert à le reconnaître. Avant 1870, le mot « impressionniste, » sorte de quolibet, désignait, en bloc, tous les indépendans, les révoltés, les refusés de 1863 qu'on connaissait fort bien, puisqu'on leur avait ouvert un *Salon* spécial, et ce terme venait d'une de ces toiles inintelligibles comme sujet, que l'auteur avait fini par intituler *Impression*. D'une façon générale, et en réaction contre les thèmes classiques et la facture « léchée » de l'Institut, ces jeunes peintres choisissaient leurs sujets dans la vie moderne, souvent triviale, parfois un peu canaille; ils n'appuyaient pas le contour et affichaient une facture large, heurtée, « truellée, » parfois au couteau à palette, toujours avec de grosses brosses, sans nul souci du détail, et quand on leur demandait lequel des anciens maîtres trouvait grâce devant eux, ils répondaient : Franz Hals. Après 1870, c'est-à-dire après le séjour de Monet, Sisley et Pissarro à Londres, c'est une tout autre couleur qui prévaut : « impressionnisme » veut dire lumière, vibration intense, interéchange de reflets entre les différens objets, éclat de couleurs juxtaposées presque crues, dans une facture de tapissier mêlant ses laines. C'est pour les uns une cacophonie, pour les autres un éblouissement, et quand on demande aux nouveaux venus s'ils ont un dieu parmi les anciens, ils répondent : Turner. Mais la foule, qui avait été très frappée par la facture large, heurtée, « bâclée, » du moins le croyait-elle, et par la trivialité des sujets des Indépendans de 1863, conserva le nom d'impressionnisme à tout ce qui offrait ces caractères, quelle que fût leur technique chromatique, parce que les caractères que je viens de dire étaient ceux qu'elle percevait le mieux. Tandis que les artistes, un peu plus précis dans leur discours, s'habituaient à considérer comme tels, surtout, les « luministes » et les « divisionnistes, » ceux qui avaient réellement « éclairci la palette. »

J'ai cité le voyage à Londres comme le tournant décisif de cette évolution picturale. C'est qu'en effet il y a bien des indices que Claude Monet, Sisley et Pissarro en ont rapporté sinon leur talent ou leurs dons d'observation, qu'ils tenaient de la nature, sinon leur exécution qu'ils acquirent par eux-mêmes, du moins le principe de leur coloris. Il y a, d'abord, ceci que Ruskin, alors très écouté en Angleterre, enseignait depuis de longues années « le plein air, de la première à la dernière touche » et la production des teintes vives par la juxtaposition de couleurs pures, sans mélange, enfin la théorie que « les ombres mêmes sont des couleurs et peut-être de plus vives couleurs que les lumières, » — ce qui est bien le signalement des peintres impressionnistes. A vrai dire, il se peut qu'ils n'aient pas lu Ruskin, ni causé avec ses disciples. Mais ils visitaient les musées, et nous voyons, par leurs lettres, qu'ils étudiaient chez Turner les « recherches du plein air, de la lumière et des effets fugitifs » et que la facture de Watts et de Rossetti les impressionnait grandement. Or, il est facile de marquer, chez Turner et chez Watts, si apaisés et assourdis qu'ils soient par le temps, les touches ou les filamens de couleurs crues, qui ont servi d'exemples pour la « division du ton. » On peut, à la rigueur, supposer que nos impressionnistes avaient, déjà, en eux, l'idée de ce procédé nouveau. Mais il y a l'examen de leurs œuvres. Or, à l'examen des œuvres de Monet, de Pissarro et de Sisley, avant leur voyage à Londres, on voit que leur gamme colorée était celle des Corot, des Manet, des Courbet, des Boudin, et qu'après ce voyage, ils ont peint dans la gamme très haute, très claire qui les distingue. Et ceci est décisif.

Maintenant, lequel de ces caractères généraux ou spécifiques de l'Impressionnisme retrouve-t-on dans l'œuvre de Degas? Aucun. Que doit-il à la théorie du plein air, des lumières reflétées, de la division du ton? Rien. Où a-t-il été chercher la nature dépouillée de toute convention, l'humanité de tout artifice, la figure sans pose et sans fard? A l'Opéra. Il a peint les êtres les plus artificiels qui soient au monde, sous une lumière factice ou sous un jour tamisé, dans une gamme très modérée, grise et fine. Pourtant, il est vrai que son œuvre a étonné, interloqué et même scandalisé les classiques par sa modernité aiguë et provocante; il est vrai, aussi, que la critique a entrepris, récemment, de nous le présenter comme un « classique » renouant

les plus pures traditions de l'École française. Il y a bien des contradictions là-dedans. Pour les éclaircir, il n'est que de regarder son œuvre.

II

D'abord, les sujets. Ils sont toujours très « modernes, » sauf quelques négligeables essais du début. Mais ils sont fort particuliers et ne se présentent pas d'eux-mêmes à la vue de tout le monde. Il faut généralement payer quelque droit d'entrée pour voir les lieux où se déroulent les actions chères à Degas : une salle de spectacle, les coulisses, le pesage ou l'enceinte des courses, un cirque, un café-concert. Les scènes de ses principaux chefs-d'œuvre, le foyer de la danse pendant les répétitions, les classes de ballets, sont inaccessibles, même en payant, au commun des mortels. On est donc obligé de le croire sur parole et de louer la véracité du narrateur sans avoir été jamais témoin des faits racontés. On en juge par analogie avec ce qu'on a pu voir, ou entrevoir ailleurs, et c'est très légitime, mais c'est la preuve qu'il y a eu « choix. » La théorie moderniste que l'art ne doit pas choisir ses sujets, comme l'art classique ou l'art romantique, mais les prendre au hasard, tels que les offrent la nature et la vie, se trouve immédiatement démentie par cette volonté expresse de s'enfermer dans un lieu interdit au public, à un moment où des figures, costumées de façon spéciale, y font des gestes rares et appris. Jamais classiques et romantiques n'ont fait choix d'un sujet plus étroitement circonscrit et la plupart de nos contemporains n'ont pas vu davantage ces scènes bien « modernes, » je veux dire les répétitions de ballets, qu'ils n'ont vu les *Horaces* prêtant leur serment, ou *le Massacre de Scio*.

Ce sont, là, ses sujets topiques. Il en a parfois d'autres, qui sont à proprement parler des études : telles, ses *Suites de Nuds de femmes se baignant, se lavant, se séchant, s'essuyant, se faisant peigner*, ou des scènes de mœurs sur les frontières de l'humorisme, telles que *l'Absinthe*, la *Chanteuse verte*, les *Deux Repasseuses*, ou même des anecdotes, comme l'*Intérieur*. Il a même fait quelques portraits, c'est-à-dire le portrait d'un bouquet de fleurs, auprès duquel, pour meubler le coin du tableau, il a mis une tête de femme. Mais ce ne sont pas, là, les visions

qu'évoque le nom d'Edgar Degas. Celles qu'il a créées en ce sens qu'elles n'auraient point, sans lui, la place qu'elles ont dans l'art, ce sont ses évocations de la vie théâtrale : Le *Foyer de la danse*, la *Répétition d'un ballet sur la scène*, les *Classes de danse*, la *Danseuse dans sa loge*, les *Fauteuils d'orchestre*, la *Danseuse étoile* ou la danseuse saluant le public, son bouquet à la main, c'est-à-dire des sujets tirés d'un monde tout artificiel.

Ses modèles sont, par là même, des produits très spéciaux de la civilisation contemporaine, de son luxe, de son entraînement, de sa misère et sa déchéance physiologique : des jockeys, des filles, des ballerines surtout. Ce n'est plus la danseuse, Muse ou Grâce, de l'artiste classique, de Mantegna, par exemple, aux formes robustes, saines, pleines, qui danse lentement, comme elle mange, comme elle boit, comme elle chante, par plaisir, laissant ses membres prendre, à leur aise, les attitudes que lui dictent sa grâce naturelle et son besoin de mouvement. C'est la danseuse par force, par ambition, par misère, — et par besoin de repos. C'est surtout la danseuse par dressage. Elle est bien près de la saltimbanque. C'est le « rat d'opéra, » mince, nerveux, chlorotique et affamé, avec ce « populacier museau » que le maître lui-même, dans un de ses sonnets, a chanté. De là, une anatomie et une myologie très particulières, que Degas a grand soin d'étudier et de mettre en relief. Au lieu de voiler sous un contour, non pas conventionnel, mais d'une vérité générale, les déformations professionnelles de la Danseuse, il les dégage et les souligne, marquant, par là, mieux que ses devanciers, des vérités particulières. Il fait pointer les coudes, bomber le cou-de-pied, saillir les omoplates et les barres de la clavicule, enfler les jambes développées par un exercice incessant. Il montre les bras en baguettes, la poitrine resserrée, le front étroit et têtu, le teint chlorotique, toutes les pauvretés physiologiques de l'apprentie-étoile, telles qu'elles lui apparaissent exposées à la lumière crue et blafarde de la rue Le Peletier. Le modèle chez lui est donc aussi spécial que le sujet. On a beaucoup plaisanté les artistes académiques, autrefois, parce qu'ils se croyaient obligés d'aller chercher leurs modèles sur les marches du Pincio ou aux alentours de la place Pigalle, dans une race particulière d'Italiens habitués à poser. « Ce n'est point là, leur disait-on, l'humanité vraie. » On n'aperçoit pas en quoi la ballerine l'est davantage; on aperçoit

au contraire, tout de suite, ce qu'elle a de plus artificiel et de factice que la Transtévérine ou la bergère de Subiaco. On appelle souvent « vrai » en art ce qui contredit le précédent mensonge de l'art.

Même le cheval, chez Degas, est très particulier à notre époque : c'est le cheval de course, tout en pattes, fait comme un lévrier, produit d'une sélection rigoureuse et d'un entraînement prémédité. Comme le lévrier, il a l'air de ne toucher le sol, du bout de ses longues jambes suspendues, que par une condescendance extrême pour les lois de la pesanteur, auxquelles les autres êtres sont misérablement assujettis. Certes, il est « vrai, » mais les percherons de Rosa Bonheur sont vrais aussi et plus fréquemment rencontrés dans nos campagnes de France que le gagnant du Grand Prix. Le cheval de Degas n'est donc ni le cheval « nature, » ni le cheval fréquent : c'est l'artificiel et l'exceptionnel.

Comment ces sujets choisis et ces modèles rassemblés sont-ils mis en cadre? D'une façon très nouvelle et qui a vivement surpris quand elle a paru. Presque jamais la figure principale n'est au milieu du tableau; parfois elle est mise dans un coin, en pénitence; il arrive même qu'elle est coupée en deux par le cadre. C'est de la composition centrifuge, c'est-à-dire diamétralement opposée à la composition classique. Par ce moyen, la scène semble avoir été prise sur le vif, au hasard, sans aucun groupement prémédité. C'est la vie même, dit-on. C'est la vie, en effet, mais point telle que, naturellement, l'œil humain la place dans le champ de sa vision. Car notre œil se fixe de lui-même, par une pente invincible, sur ce qui l'intéresse le plus, sur la figure vivante par exemple, dans un espace vide, et non pas sur un point de cet espace vide. Or, dès l'instant qu'il se fixe sur une figure ou un groupe de figures, elles se placent au milieu de son champ visuel, c'est-à-dire au milieu du cadre que le regard découpe dans l'espace, et non pas sur les bords. C'est, là, une loi physiologique, à laquelle n'échappe pas plus un homme du xxe siècle que n'y échappait l'homme des cavernes ou un élève de Poussin. Pour y échapper, il faut maîtriser son regard, le détourner de ce qui l'attire, le fixer sur ce qui ne l'appelle pas, c'est-à-dire composer artificiellement sa vision. On obtient, ainsi, un morceau de nature, tel que peut le prendre un kodak enregistrant au jugé, sans viser, ce qui passe

dans le champ de l'objectif. C'est ce qu'a fait Degas et peut-être est-ce bien l'objectif, en effet, qui lui en a donné l'idée. Car ce dessinateur tout personnel ne méprisait pas plus les conquêtes de la science que ne les eût méprisées un Léonard de Vinci ou tout autre grand Renaissant. Il était même passionné de photographie. Il en faisait en plein air, à l'intérieur; il en recherchait avidement les effets de nuit, à la lumière. Il est même curieux de noter que le grand principe de la photographie : le *contre-jour*, est devenu l'une des habitudes chères à Degas. Je ne veux pas dire qu'il se soit jamais servi de l'appareil pour dessiner, — l'ingénuité de son trait est trop évidente, — mais ce que la photographie a révélé de mal connu dans le geste et le mouvement n'a pas été perdu pour lui. Une autre caractéristique de sa mise en cadre est que, par un parti pris évident, il place presque toujours son point de fuite très haut, en dehors du tableau. On dirait ainsi qu'il voit les choses et les gens du haut d'une échelle, les lignes du parquet montant éperdument vers le haut du cadre; il est l'homme qui peint les planchers, ou pour mieux dire, les « planches. » C'est très naturel, lorsque c'est de danseuses qu'il s'agit et qu'on peut supposer le spectateur dans une loge plongeant, du regard, sur la scène. Ce l'est moins, lorsqu'il s'agit de scènes d'intérieur ou même de répétitions de ballet dans les salles de leçons, mais c'est un moyen de développer des groupes nombreux sans les enchevêtrer, et surtout de montrer les « pas » de la danseuse dans ses nuances et ses minuties. Pour la même raison que le portraitiste se place plus bas que son modèle, parce que c'est la tête qu'il étudie, Degas se place plus haut parce qu'il étudie les pieds.

Et alors, rien ne se perd des mouvemens nouveaux qu'il s'est donné la mission de nous révéler. Il peut paraître étrange qu'à notre époque, après que tant de milliers d'yeux pendant tant de siècles ont épié les gestes de l'homme et que tant de mains se sont appliquées à les reproduire en image, il y en ait encore d'inédits. Cela est pourtant. Les exercices d'assouplissement en vue de la danse, l'étude minutieuse des « pas, » les paraboles des bras, tout ce qu'on pourrait appeler la gymnastique de la grâce, enfin ces merveilles d'acrobatie esthétique où triomphe l'« étoile, » voilà des mouvemens qui n'avaient pas trouvé leur interprète. Sans doute, la danse elle-même avait été

mille fois représentée. C'est depuis longtemps, c'est depuis toujours que l'artiste a été séduit par cette musique des gestes. On a même parfois la surprise d'en voir les figures qu'on croit les plus modernes, ou, si l'on veut, les plus « décadentes, » dans des monumens anciens, comme, par exemple, la petite statuette antique du cabinet des Médailles. Mais les gestes particuliers auxquels oblige l'étude préparatoire du ballet : l'exercice de la barre, la marche lente sur les pointes, les flexions jusqu'à terre, tout cela était aussi peu connu que les mouvemens justes du cheval au pas, au trot ou au galop. Degas nous l'a révélé. Ses danseuses ne se tiennent pas dans une attitude définie, comme les Camargos du XVIIIe siècle. Les pieds picotent le plancher, les mains semblent prendre appui sur l'air, les coudes pointent, les tailles se cambrent dans le tourbillon lumineux des gazes, et le pas rapide, saccadé comme un *pizzicato*, semble amener, d'une seule glissade, la ballerine jusqu'au bord de la rampe. C'est l'illusion même du mouvement.

Ce mouvement ou ce passage d'une attitude à une autre, d'un état à un état différent, Degas le saisit non seulement dans l'action, mais dans le repos. Ses rats d'opéra offrent des observations plus subtiles encore dans l'immobilité que dans le ballet. Il a noté les mines surprises, un peu décontenancées, de la figurante parée de façon nouvelle, qui continue, dans son déshabillé, les gestes qu'elle faisait toute vêtue, qui a froid, qui frissonne, qui se fatigue, qui bâille et qui s'ennuie, le mélange saugrenu des gestes récemment appris et des gestes qu'elle n'a pas encore eu le temps de désapprendre, la grâce un peu niaise, l'application puérile, et le sérieux imperturbable de tout ce petit monde remuant de libellules en classe, médusé par un gros bourdon, grondeur et distributeur d'amendes, qu'est le régisseur, le passage de l'état de concierge ou de fruitière à l'état d'« étoile, » la chenille au moment où elle devient papillon, toute une modulation subtile et un instant rare, que les autres peintres avaient négligé de saisir.

De dessin plus vrai, plus serré, plus caractéristique de la dissemblance précise entre une attitude et une autre, il n'y en a pas dans toute l'École française. L'œil le plus pénétrant est servi par la main la plus sûre. Il n'y a pas deux traits interchangeables, il n'y a pas un point mort. Aussi, devant ce prodige de vie qu'est un *Ballet* de Degas : « C'est cela ! voilà qui est

vrai! voilà la nature! » s'écrie-t-on. Mais on se trompe. C'est bien d'une vérité criante, mais ce n'est pas la nature : c'est le comble de l'artifice. Il n'y a pas, dans toute la peinture académique, une attitude aussi peu dictée par la nature, ni si difficile à garder que celle de la *Danseuse sur une pointe*, par exemple. Ce n'est pas la vérité totale sur la femme, même moderne : c'est une des modalités innombrables dont se compose l'être vrai et certainement la moindre en quantité, la moins répandue sur la surface du globe. Le « rat d'opéra » est une exception, au même titre que le Peau-Rouge ou le Botocudo. Mais cette exception intéresse infiniment le Parisien, le dilettante mondain, le psychologue de coulisse et de fumoir. Elle est suggestive de nombreuses théories sur le transformisme social et l'éternel féminin, un thème à dissertations prolongées : pour tout dire, le seul thème où le discoureur ne lasse jamais son auditoire et n'est jamais considéré comme un bavard. Toute observation juste sur un pareil sujet le frappe donc comme une vérité profonde, éternelle, comme le prototype même de la vérité. Tel, le geste chez Degas. Le succès en art, comme en littérature, ne tient pas au mérite intrinsèque de l'œuvre : c'est trop évident quand on considère que l'œuvre ne changeant pas, le succès change et peut croître ou diminuer à l'infini. Une œuvre réussit, bonne ou mauvaise, quand elle coïncide avec un sentiment, ou satisfait une curiosité. Celle-ci a coïncidé. Tandis que les artistes admiraient le tour bref et discret dont l'artiste résumait son observation, l'impeccable sûreté de son dessin, son modelé digne d'un sculpteur, les abonnés de l'Opéra s'intéressaient aux ébats enfantins, aux mines surprises, indécises, embarrassées et pourtant effrontées de ses modèles. Ils étaient sans doute sensibles à ce que l'observation du maître a de spécifiquement esthétique, car l'intérêt qu'on prend à un sujet développe à la longue le sens de l'observation ; mais si Degas avait dépensé son génie à observer et à rendre les gestes vrais du faucheur, du puddleur, du mineur ou du souffleur de verre, il est probable que les Parisiens eussent mis beaucoup plus de temps à s'apercevoir qu'un grand observateur leur était né.

Quand ils s'en aperçurent, ils allèrent un peu loin. Les critiques virent, là, non seulement une juste peinture de mœurs, mais une diatribe, un réquisitoire contre la Femme et le théâtre.

Degas, s'il faut en croire Huysmans, avait voulu « implacablement rendre la déchéance de la mercenaire abêtie par de monotones sauts. » Car il était « de ces esprits supérieurs qui peignent ce milieu qu'ils abominent, ce milieu dont ils scrutent les laideurs et les hontes. » Bref, c'était « une attentive cruauté, une patiente haine » qui avait armé son bras des crayons du pastel. Voilà qui est bien douteux. Degas, lui-même, s'il a lu ces lignes, n'a pas dû être médiocrement surpris en apprenant, par la voie de la presse, que c'était la haine de la femme qui l'avait acheminé vers les coulisses de l'Opéra... Disons tout simplement que c'était une curiosité d'artiste. Le moraliste, chez lui, ne venait qu'après, s'il venait... Il était amusé, comme tout œil sensible aux nuances nouvelles de la vie moderne, par les poses, les prétentions, les gestes et les reflets de celles qu'il appelait : « les petites concierges que j'aime, filles de Terpsichore. » Et comme, ces gestes, nul ne les avait fixés avant lui, il les fixait : voilà tout.

Les figures ainsi choisies, groupées, mises en place et dessinées, comment les éclaire-t-il? Comme elles le sont dans la réalité, c'est-à-dire de la façon le plus artificielle du monde. C'est à quoi, fatalement, aboutit toute recherche simultanée du « moderne » et du « vrai. » Le signe distinctif de la « modernité » étant souvent l'artifice, et le trait le plus spécifique de notre époque étant la substitution des agens mécaniques aux agens naturels, plus on veut donner avec acuité la sensation de la vie moderne, plus on est amené à figurer des artifices. Ainsi, de l'éclairage au gaz, à l'électricité, à l'acétylène, aux vapeurs de mercure. Sur la scène, par exemple, l'éclairage des figures est doublement faux : en couleur et en valeur, c'est-à-dire par la teinte même de la lumière et par l'incidence du rayon lumineux. Qu'il tombe de la herse ou qu'il jaillisse de la rampe, il frappe la figure tout autrement que la lumière naturelle. Il aplanit des reliefs très sensibles, modèle avec vigueur d'imperceptibles méplats, enflamme ce qu'il touche comme une torche, laisse des points dans une ombre complète, bref, brouille et trahit les formes humaines dans un miroitement continuel d'indiscrétions, d'exagérations et de mensonges, comme un commérage mondain. Degas est le sorcier de ces sortilèges lumineux. Il les manie comme nul autre. Les gazes feuilletées, pailletées, allumées en tournoyant aux feux de la rampe, les

pénombres subtiles des portans et des rideaux, le mouchetage et la bigarrure des reflets venus de tous les côtés à la fois, contradictoires et heurtés, n'ont jamais trouvé interprète si fidèle. Il donne la sensation exacte de tous ces mensonges de la lumière. Il est parfaitement naturel devant ce qui n'est pas la nature et rend avec une intense vérité ce qui n'est pas vrai.

Enfin, il a le don le plus nécessaire, le plus inexplicable, et le plus incommunicable du peintre : le don du coloriste. La couleur, chez lui, se confond souvent avec la valeur. Celle-ci est tellement juste et fine que, quelle que soit la couleur qu'elle exalte, mesure, dose ou assourdit, pourvu qu'elle soit légère, elle chante harmonieusement. Même dans le monochrome, on sent le coloriste, comme on sent un poète, même dans la prose. De fait, un de ses chefs-d'œuvre, — qui est un chef-d'œuvre, — la *Répétition d'un ballet sur la scène*, au Louvre, est presque un monochrome. Mais ce n'est pas là toute la qualité de sa couleur ; elle en a de plus éclatantes : ses roses, ses noirs, ses jaunes, ses blancs sont exquis et font penser aux meilleures sonorités de l'École espagnole. La finesse de l'œil ne peut être dépassée. Quant à la main, elle est d'une habileté prodigieuse. Sa facture a changé plusieurs fois. De lisse qu'elle était au début, elle est devenue plus vive, parfois même emportée. Dans le pastel, surtout, elle a quelque chose de mobile, de léger, d'impétueux, qui fait plus d'une fois penser à l'un des maîtres qu'il adorait, à La Tour. Degas se définissait lui-même : « un La Tour canaille. » Pour exagéré que soit le mot, dans sa modestie, il nous définit parfaitement ses ambitions de coloriste et le côté le plus séduisant de son art.

C'est, en effet, un art essentiellement français et français du XVIIIe siècle, c'est-à-dire fait de mesure, de tact, de notes justes, de touches discrètes, de légèreté, d'esprit. Il y a tel tableau de Lancret, *le Colin-Maillard* par exemple, qui est à Stockholm, où l'on sent que commence la recherche du geste et du pas, de l'inflexion nuancée, que poursuivra Degas. Sauf dans une ou deux figures de *Blanchisseuses*, et sa scène *Au café* de la salle Caillebotte, au Luxembourg, l'expression n'est jamais appuyée. Il s'arrête toujours en deçà du point précis où l'accident dépasserait le type, où l'observation deviendrait ironie. Quelquefois, il ne s'arrête pas de beaucoup... Un pas imperceptible, et ses imitateurs sont dans la caricature, où il n'est pas, où il ne glisse

jamais et précisément la sensation du danger où il est de tomber, où il ne tombe pas, est exquise et un régal des plus délicats.

Je crois que je viens de dire quelques-unes des qualités classiques de l'École française. Degas serait-il donc un classique? Il ne l'est ni par ses sujets, ni par ses modèles, ni par sa composition, ni par son éclairage, mais nous venons de voir qu'on ne saurait l'être davantage par le dessin, par la mesure et par l'esprit. Quand on considère tout ce qui, dans un tableau, est l'extérieur de l'art de peindre, on dit : c'est un novateur, c'est un révolutionnaire, et l'on n'a pas tort. Quand on serre de près les caractères spécifiques, on dit : c'est un traditionaliste, et l'on a raison. C'est la différence des points de vue qui fait la différence des jugemens. Classique, Degas ne l'est peut-être pas, mais français, de la bonne tradition française, il l'est à coup sûr.

Au total, cet art fait de dons exceptionnels, mais aussi d'une intelligence très habile à s'en servir, offre ce double et précis caractère d'être nouveau sur tous les points et d'être voulu. Il n'est pas étendu, il se limite à quelques ambitions seulement : le dessin ne porte que sur des modèles que l'artiste a pu étudier à loisir, les effets d'éclairage sont ceux qu'il a pu vérifier indéfiniment, les modulations de la couleur ne sont pas cherchées au delà d'une gamme qu'il possède parfaitement. Et, aussi, il n'a pas de point faible. Ce n'est donc pas l'essor spontané du génie, puissant, généreux, débordant dès sa jeunesse, abordant tous les rêves, poursuivant toutes les grandeurs, c'est l'adaptation lente d'un talent très souple, aux fins limitées qui peuvent le mieux lui convenir. En effet, nul plus que Degas n'a tâté, tâtonné, essayé *quid ferre recusent, quid valeant humeri*, avant d'entreprendre son œuvre. Mais s'il s'est cherché longuement, il s'est entièrement trouvé et pleinement réalisé. Son originalité est complète, — ce qui prouve qu'il n'est pas nécessaire d'ignorer pour découvrir. Il connut fort bien les maîtres, tous les maîtres. Il copia Poussin, copia Ghirlandajo, copia Rembrandt, admira Delacroix, adora M. Ingres, écouta Gustave Moreau, — et fit du Degas. Il n'admirait pas moins ce qu'a dit tel ou tel vieux maître, mais ce qu'il a dit est dit; si l'on parle après lui, c'est pour dire autre chose. Il admira le grand art, et peut-être bien en eût-il fait, s'il se fût senti la force d'en faire; mais ce qu'il ne voulait pas, c'était faire du petit grand art, comme beaucoup de ses contemporains. Plutôt que d'être infé-

rieur aux maîtres dans l'art supérieur, il préféra franchement s'en tenir au « genre, » et comme il était supérieur au « genre, » il le grandit jusqu'au caractère.

III

Un tel art suppose une longue vie. Si Degas était mort à quarante ans, son œuvre ne serait pas née. On prête à Hokousaï ce mot : « A soixante-dix ans, j'ai commencé à entrevoir ce que c'est que le dessin. Si j'arrive à cent-dix ans, il n'y aura rien chez moi, ni un point ni une ligne, qui ne soit vivant. » Chez Degas la formation, pour être plus rapide, n'en est pas moins très lente. Elle suppose les moyens d'attendre. Comme Puvis de Chavannes, il a vécu assez pour se bien connaître lui-même et, comme chez Puvis, le souci du pain quotidien ne vint jamais dicter, hâter ou interrompre son œuvre. Tous deux furent de grands artistes placés dans les conditions matérielles et sociales de « l'amateur. » Tous deux devinrent originaux parce qu'ils eurent le temps d'observer les maîtres et de démêler ainsi, méthodiquement, ce que les maîtres avaient laissé d'inexprimé. Leurs dons naturels étaient grands, leurs efforts personnels plus grands encore, mais les circonstances favorables de vie et de milieu où ils se trouvèrent furent indispensables à leur développement.

A Degas elles n'ont pas manqué. Né en 1834, à Paris, d'une famille riche, où se trouvent, déjà, des amateurs d'art, conduit enfant à Naples, revenu jeune homme à Rome, entouré, dès les premiers éveils de la curiosité, par de belles choses et de beaux exemples, habitué de l'Italie et des musées avant d'être initié à la vie moderne, c'est un prédestiné de la peinture. On ne signale pas, en lui, la vocation violente qui brise les obstacles : il n'y a pas d'obstacles. Lettré, mondain, voyageur, il est soustrait par la diversité des horizons et par le bon sens et la finesse critique de ses proches aux exagérations des théoriciens d'ateliers. Il va et vient d'un maître à l'autre, sans aucune chaîne matérielle, ni morale, et d'un spectacle populaire à un spectacle mondain, sans connaître les entraves des commandes, ni de la célébrité. Ses thèmes ne lui sont imposés par rien. Assidu des coulisses de l'Opéra où il est introduit et accompagné par les plus spirituels observateurs des mœurs contemporaines, il

voit lentement se former devant ses yeux les tableaux qu'il va peindre. Il n'expose sa première œuvre topique de ce genre qu'en 1872, à trente-huit ans; il n'est célèbre que vers 1889. Peu lui importe d'ailleurs : il sent qu'il progresse... Un succès plus rapide l'emprisonnerait peut-être dans une formule. Souvent un artiste est pris dans son succès comme le ver à soie dans son cocon : il en meurt. Degas, au contraire, comme Hokousaï, met, année par année, plus de vie dans son trait. Le temps travaille pour lui.

C'est sans doute en pensant à tout cela qu'il dit, un jour, à un jeune artiste pressé d' « arriver : » « De mon temps, monsieur, on n'arrivait pas! » parole toujours citée et grandement admirée par la critique, mais qui n'offre aucun sens intelligible à quiconque sait l'Histoire de l'Art, « arriver » ou n' « arriver point » n'ayant jamais été un critérium du génie. Il se peut que le génie ne s'imposât pas vite au temps d'Edgar Degas, mais le temps d'Edgar Degas n'est pas le seul, dans la suite des siècles, où l'on ait fait de la bonne peinture, et dans le temps où l'on a fait la meilleure, au temps de Raphaël et de Michel-Ange, on « arrivait, » on arrivait vite, on arrivait à vingt ans... Voilà ce qu'aurait pu répondre au maître tardigrade le jeune « arriviste » et encore eût-il pu ajouter ceci qu'il était loisible au fils de banquier qu'était Degas, d'attendre soixante-dix ans pour vivre de son pinceau, mais qu'à ce prix-là on ne pourrait guère citer d'artiste, même parmi les plus grands, qui eût pu peindre... Le mot le plus admiré d'Edgar Degas est donc le seul mot prudhommesque et vain qu'il ait jamais prononcé...

Car nul n'était moins prudhommesque, ni sentencieux que son auteur. En le peignant comme un juge armé d'un code et de balances esthétiques, en faisant de lui une réincarnation de M. Ingres, la légende l'a tout à fait déformé. L'homme a été aussi mal défini que l'œuvre. Ou plutôt, l'image qu'en a donnée la légende est le résultat d'un risible malentendu. Comme Degas ne se tenait pas à la disposition du public, on en conclut qu'il avait horreur du monde. Il avait horreur de la foule, ce qui est un peu différent, et refusait énergiquement de monter sur les tréteaux, en quoi précisément il se montrait homme du monde. De même, parce qu'il ne se précipitait pas dans les bras de tous ses admirateurs, on en conclut qu'il n'avait pas d'amis, quand c'était précisément parce

qu'il en avait, de choisis et de fidèles, qu'il ne ressentait aucune curiosité des indifférens. Au reste, il ne croyait pas que l'admiration pour une œuvre donnât au public des droits sur l'ouvrier, ni qu'il fût l'obligé de quiconque criait « bravo! » devant ses *Danseuses*. Enfin, les critiques et les amateurs qui faisaient son éloge dans une langue obscure et furibonde lui faisaient proprement horreur, et c'est pour eux, surtout, qu'il a émis l'aphorisme fameux : « Les lettrés expliquent l'Art sans le comprendre. » Même célèbre, il croyait avoir le droit de causer sans phonographe, de se promener sans kodak, d'ouvrir sa porte sans qu'un interviewer se glissât dans son atelier. Voilà à quoi se réduisait sa misanthropie. Mais tout cela n'était qu'une défense. En fait, Degas n'était distant que pour les artistes, — ceux, du moins, que leur qualité d'esprit n'avait pas fait entrer dans son intimité. Il n'était rogue et renfrogné que « dans le service, » si l'on peut dire, quand on s'adressait à lui comme à un « maître, » ou à un confrère, ou à un fabricant de peinture... Au demeurant, l'homme était sociable comme un homme du XVIII[e] siècle, spontané, prime-sautier, impétueux et tendre. C'est le hasard qui l'a fait le confrère des habitués du café Guerbois : il aurait dû aller à Ramponneau : ses vrais contemporains étaient Chardin, La Tour, Fragonard, les Encyclopédistes; ses joies, la causerie alerte, le commerce épistolaire, la chronique de l'Œil-de-Bœuf. Le nom qu'on lui donnait au dehors, *Monsieur* Degas, s'il évoque un aspect de pontife ou de bourgeois empesé, est exactement le dernier qui lui convînt. Pas plus qu'un rapin ou un impressionniste, Degas n'était un doctrinaire ou un bourgeois.

C'est seulement dans les dernières années qu'il se mit à ressembler au portrait que la légende avait tracé de lui et qu'il mérita le nom d' « ours gris » dont il aimait jadis, lui-même, à s'affubler. Et cela fut l'effet des seules circonstances. Sa vieillesse fut triste, comme celle de presque tous les observateurs ironiques de la vie : Hogarth, Gillray, Robert Seymour, Daumier, Gavarni, Traviès. Presque aveugle, la vue trop affaiblie pour travailler encore, il ne peignait ou ne dépeignait plus que par des « mots. » On ne savait trop ce qu'il était devenu, mais de temps en temps, un artiste à la mode, promenant allégrement, dans les salles du *Salon* ou sur l'avenue de Villiers, sa gloire satisfaite, se sentait transpercé par un trait barbelé, venant on

ne sait d'où, tombé du ciel, semblait-il, émis par un sagittaire mystérieux... On s'informait, on prononçait, tout bas, avec terreur, le nom de Degas... C'est lui qui avait dit, jadis, d'un jeune nourrisson des muses académiques, subitement adonné aux plus folles intempérances chromatiques de l'impressionnisme : « Le Pompier qui a pris feu ! » Jusqu'à la fin, il décocha des traits semblables. On en avait une peur atroce. On lui en prêta qu'il ne fit pas, mais il en fit que d'autres s'attribuèrent : ainsi, l'équilibre se rétablit.

Pourtant, l'homme n'était pas méchant et l'ami était sûr. Mais la haute idée qu'il avait de l'art lui rendait insupportables les prétentions et les inutilités des faux artistes. L'art n'est utile qu'à la condition d'être tout à fait supérieur : une œuvre secondaire ne vaut pas la plus humble besogne ouvrière, puisqu'elle ne remplit pas le rôle utile à la vie que la besogne remplit. Ce point de vue, qui est le vrai, n'est que difficilement admis par nombre de gens qui envisagent, là, une carrière ou un débouché dans le monde. Celui qui s'y tient est une énigme.

Degas s'y tenait. Nature très fine, hypersensible, cuirassée d'ironie, comme les scarabées le sont de corne, pour moins sentir les heurts du chemin, ne prenant nul plaisir aux plaisirs des raffinés par trop de raffinement, ni des vaniteux par trop d'orgueil, ennuyé des théories, fatigué des personnes, exact mensurateur des esprits et des cœurs, se servant de son crayon comme d'une jauge, de ses yeux comme d'un scalpel, il demeurait, pour ses confrères, l'objet d'un étonnement prodigieux. Nul plus que lui ne s'éloignait du type convenu de l'artiste parisien, tel que l'étranger se le figure : fastueux et sportif, tenant une palette d'une main, un fleuret de l'autre, les cœurs à ses pieds. Nul n'était plus désintéressé. Souvent, dans ces dernières années, quelque grand trafiqueur d'art frappait à sa porte, les poches pleines de bank-notes, les mains avides, avides surtout d'emporter les figurines que le maître modelait. Il s'en retournait les poches toujours pleines, les mains toujours vides, parfois avec quelque sarcasme collé sur l'échine.

L'étonnement des confrères redoublait. Lorsqu'au milieu de décembre 1912, à la vente Henri Rouart, son tableau des *Danseuses à la barre* atteignit 435 000 francs sur une demande de 200 000, et son pastel *Chez la modiste* 82 000 francs, comme on le félicitait : « Que voulez-vous que cela me fasse ? dit-il, je

suis comme le cheval qui a gagné le Grand-Prix : il n'a jamais que son picotin d'avoine. » Ce propos ne recélait aucune amertume : Degas n'en désirait pas plus. Quant à l'admiration qu'on pouvait ressentir pour son œuvre, il ne l'évaluait pas d'après le chiffre des achats. Il savait fort bien qu'il y a plus de désir spontané chez le modeste acheteur des débuts que chez le riche collectionneur de la fin. Si un amateur paie une œuvre d'art 400 francs, c'est qu'elle lui plaît; s'il la paie 400 000, c'est qu'elle a plu à d'autres. Le peintre des *Danseuses* ne prêtait pas la moindre attention à ces contingences. C'était l'ermite ou le religieux de l'art, à la manière française, c'est-à-dire sans austérité, sans extase, sans sermon, et avec un bon estoc par-dessus son froc, mais avec une foi et un détachement pareils à ce qu'on imagine chez Ugo van der Goes ou l'Angelico.

Ainsi, à mesure que son œuvre se répandait, il se rembûchait dans une retraite plus profonde; plus il avait d'admirateurs et de disciples, plus il se sentait isolé. C'est qu'il l'était au sens « bourgeois » du mot : l'un après l'autre, disparaissaient ses amis de la première heure, une à une se taisaient les voix dont le timbre l'avait charmé. Et ce hautain esprit, qu'on croyait insensible ou indifférent aux émotions vulgaires, était bien plus attristé par la solitude assise à son foyer que distrait par la gloire. *Nothing but fame!* cette légende navrante d'un des plus beaux dessins de Dana Gibson eût été sa plainte, s'il s'était plaint. Dans les derniers temps de sa vie, il ne parlait presque plus. Il allait et venait dans sa chambre; parfois, il interrompait sa promenade et son silence pour demander tout à coup : « Et un tel? » — « Mort... » était-on obligé le plus souvent de répondre. — « Ah! » Et il reprenait sa promenade. On eût dit qu'il comptait les disparus et attendait un certain nombre mystérieux pour les rejoindre. « En scène pour le III! » cris de jadis, fièvre des coulisses, effluves des salles surchauffées, monde artificiel et brillant, vie haletante, fardée, toute en attitudes et en « mots, » tornade de vibrions lumineux, tout ce qu'évoquent à nos yeux les visions qu'il a fixées disparaissait dans le silence et dans l'ombre. Et l'on voyait surgir, derrière le beau et impassible visage du vieillard, la figure qu'Holbein met derrière toutes ses figures, celle qu'on oublie, qui n'oublie pas.

Robert de la Sizeranne.

LES VOIX DU FORUM (1)

II (2)

LA VINGT-TROISIÈME HEURE

VIII

L'hiver avait passé, puis le printemps joyeux et clair. Un juillet torride avait éloigné de Rome tous ceux qui en pouvaient sortir. Cependant Remigio n'avait pas quitté sa maison de la place Navone, ni presque l'étroit enclos de son cabinet de travail. Le paysage exotique des fontaines du Bernin, la façade baroque de Sainte-Agnès formaient l'horizon où se reposaient ses yeux lorsque par hasard il les levait du dedans au dehors. Mais c'était surtout au dedans, et au dedans de soi-même qu'il vivait; ses visites à la villa Forba étaient devenues de plus en plus rares; il lui semblait que Cristina se détachait de lui, — ou bien était-ce lui qui se détachait de Cristina?

Ce matin, le bruit des voix des marchandes de légumes et de fruits qui tenaient marché sous ses fenêtres montait jusqu'à lui; c'était un murmure continuel et agité dont il ne se préoccupait point et qui ne dérangeait en rien ses pensées. Il lisait. Il lisait, accoudé sur sa table, une main au front. En face de lui, Gino classait dans des dossiers des papiers épars.

Ces deux hommes, que liait une fraternelle communauté d'idées, ne se ressemblaient d'aucune manière. Gino, de

(1) *Copyright by* Jean Bertheroy, 1917.
(2) Voyez la *Revue* du 15 octobre.

quinze ans moins âgé, n'avait ni la complexion robuste, ni la force expansive de son illustre « patron. » Il était mince, modeste, effacé. Une enfance maladive avait laissé sur ses traits l'empreinte de la débilité; mais un front magnifique sous des cheveux abondans et juvéniles, un regard profond et méditatif montraient que chez lui l'intelligence l'emportait sur la matière, rompait l'équilibre des forces; il était de ceux dont on dit communément que la lame use le fourreau. Il semblait brûlé, desséché par cette flamme intérieure qui vivait dans sa frêle armature. Très grand, il courbait les épaules d'un mouvement naturel qui le pliait au travail; on sentait que les sports, la culture physique, la vie au grand air lui étaient inconnus; il devait les mépriser, comme un moine en cellule qui possède l'Univers par la seule aspiration de l'esprit.

— Voilà, dit Remigio en repoussant un peu le livre qu'il lisait, voilà qui semble avoir été écrit hier!

— Toujours Machiavel? fit Gino sans s'étonner.

— Toujours! Son œuvre n'est-elle pas le bréviaire de tous ceux qui ont cherché à comprendre quelque chose dans les arcanes ténébreux de la politique, dont il a fait une science positive, en même temps qu'un art subtil? Cet homme en vérité fut grand, moins encore par la connaissance qu'il avait acquise de ce qu'il appelait « l'égout du cœur humain » que par l'intuition singulière qu'il eut de l'avenir. Écoutez ce qu'il mandait à la Seigneurie de Florence le 31 août 1502 : « Nous sommes à la fin d'une ère, *à la vingt-troisième heure;* nous assistons à un grand travail. » Alors la puissance féodale touchait à son terme, et l'effort du peuple allait créer une forme nouvelle du pouvoir. Aujourd'hui c'est la même chose, et les rôles seuls sont changés; nous assistons aussi à un grand travail; nous sommes à la vingt-troisième heure : que sortira-t-il de cet enfantement, de ces douleurs, de ces commotions surhumaines?... S'il était là, le solitaire de San Cassiano pourrait peut-être nous le dire!

— Peut-être! Mais ne croyez-vous pas qu'il eût ajouté à son *Prince* un chapitre définitif si, comme nous, il avait pu voir ce réveil de la barbarie dans le monde, le droit des peuples violé, les pactes entre les nations méprisés, la force brutale déchaînée avec une audace inconnue jusqu'à ce jour? La vingt-troisième heure c'est bien cela, et après ce sera la nuit...

Remigio plaça sur les épaules de cet inquiet ses deux mains robustes :

— Homme de peu de foi! Vous tremblez pendant la tempête! Les roulemens répercutés du tonnerre vous déconcertent, et vous êtes semblable à ces fauves dans les déserts ouatés de silence qui se terrent au fond de leurs antres pour ne pas entendre ces bruits insolites. Mais nous, nous avons mieux à faire que de nous boucher les oreilles et de nous enfermer dans le désert! Nous avons à défendre notre race contre la contagion du mal, à empêcher la folie du mal, la folie de la guerre, de nous atteindre. Je compte que vous m'aiderez dans cette tâche. Ne m'avez-vous pas promis un jour de me prêter toute votre énergie, d'être un second moi-même?

Il embrassait Gino de son étreinte. Celui-ci, les épaules courbées, la tête abandonnée, connaissait à cet instant les délices de l'amitié pure; il reprenait courage. Adulte, il recevait un nouveau baptême. Une grâce de régénération faisait refleurir en lui les vertus latentes. Il se sentait prêt à affronter l'inconnu.

— Ah! s'écria-t-il, je vous suivrai jusqu'au bout, pourvu que vous me montriez le chemin.

— Travaillons! dit Remigio. Nous avons encore quelques minutes avant que j'ouvre ma porte aux indifférens.

Dehors, le murmure confus du marché augmentait sans cesse. Autour des beaux éventaires les femmes se pressaient, et, ne pouvant tout prendre, contenaient dans leurs prunelles l'éclat velouté des fruits et des fleurs. En pyramides, en gerbes, en couronnes, c'était l'or et l'incarnat des abricots, la pourpre des pêches glorieuses, le vert opulent des poivrons et des prunes, et tant de roses, de jasmins et de narcisses que des fillettes aux pieds diligens avaient descendus le matin des hauteurs Albaines! Tout cela formait un immense tableau coloré et dégageait une odeur vivace, un goût de jeunesse et de fraîcheur. Aucune note disparate; rien ne choquait le regard. Marchandes et acheteuses, sous des costumes divers, portaient les mêmes traits harmonieux, sans dégénérescence apparente; toutes semblaient descendre de ces Junons, de ces Minerves ou de ces Dianes qui dans les vestibules des Musées, au seuil des villas urbaines, accueillaient la vie d'un sourire amical et fier. Et les plus vieilles, qu'elles fussent coiffées du rectangle de velours

grossier, ou du chapeau de fines dentelles, échangeaient des regards rendus bienveillans par tout ce qu'elles avaient appris de la cruauté ou de la douceur des choses...

Dix heures sonnaient aux horloges de Sainte-Agnès quand Alda sortit de l'église; chaque jour à pareille heure elle traversait la place pour rentrer dans la maison de son père. Mais elle s'arrêtait en chemin : elle se savait attendue. Ce rendez-vous tacite se renouvelait quotidiennement; tantôt c'était autour de la grande fontaine, ou près du collège des Innocens ou devant la façade du palais Pamphili que Bernard guettait sa venue; et, dès qu'il l'apercevait, descendant les degrés du portique, il s'avançait à sa rencontre, empressé, joyeux et plein d'une amoureuse audace.

Depuis son retour de Vienne, il avait tellement changé! Il avait pris le regard et les manières d'un homme. Ce n'était plus l'adolescent capricieux et versatile qu'elle avait connu naguère. Quand il lui tendait la main et qu'il pressait la sienne, elle comprenait que maintenant il était sorti de la période qui précède l'affranchissement de la volonté. La camaraderie de leurs jeunes années s'était transformée en un sentiment délicieux, fait d'un indéfinissable mélange de sécurité et d'incertitude. Ils étaient sûrs de leur mutuelle affection, mais ils ignoraient ce qu'elle leur réservait pour l'avenir. Jamais ils n'avaient échangé aucune promesse, aucun aveu; ils se contentaient de se voir le plus souvent possible, le matin sur cette place grouillante de monde, l'après-midi à la villa Forba, ou dans quelque promenade aux entours de Rome. La plus grande liberté leur était laissée; ils en usaient ingénument, allégrement, sans scrupule ni arrière-pensée gênante. L'intimité de leurs parens leur servait pour ainsi dire de tutelle; il ne serait pas venu à l'esprit d'Alda qu'elle pouvait courir un risque auprès de Bernard, même lorsque leur tête-à-tête se prolongeait dans la solitude; le trouble de l'amour n'avait pas encore envahi son cœur, et sa jeune sagesse, déjà avertie, la mettait à l'abri d'une surprise des sens. Quant à Bernard, il éprouvait une douce fierté de la confiance qu'Alda lui témoignait; ce n'était point un flirt, ni une intrigue qu'il cherchait auprès d'elle. Elle le séduisait justement par cette dignité simple, cette belle fraîcheur d'âme qui la rendait si différente des autres jeunes filles qu'il avait rencontrées dans le monde cosmopolite

où il fréquentait d'habitude. Et il accourait vers elle d'un élan toujours plus vif.

Ce matin, elle portait une robe de charmeuse blanche qu'elle mettait sans doute pour la première fois; ses cheveux d'un blond roux sur cette blancheur opaque la faisaient d'or et d'ivoire, chryséléphantine, et infiniment précieuse. Elle descendait entre les colonnes du portique et, d'un regard circulaire, le cherchait sur la vaste place agonale qui avait gardé la forme du cirque sur lequel on l'avait élevée. Les eaux jaillissantes, l'architecture mouvementée de l'église, l'animation du marché fleuri, tous les jeux de la lumière et des sons, se portaient comme lui au-devant de cette apparition charmante et la saluaient d'un chœur unanime. En réalité, Bernard ne voyait qu'elle et s'enivrait de la prescience que c'était lui seul qu'elle voyait. Ils furent bientôt l'un près de l'autre; leurs mains se touchèrent; Alda avait enlevé ses gants; ses doigts, fins et lisses, donnèrent au jeune homme l'impression d'un effleurement de baisers; il tressaillit. Mais il reprit vite sa quiétude ordinaire. D'un pas raisonnable, il marchait silencieux à côté d'elle. Qui donc aurait pu s'apercevoir de ce fugitif émoi? Ils s'enfoncèrent dans la foule autour des éventaires embaumés.

Que de roses, que de jasmins, que de narcisses!... Alda dit en souriant :

— Il aura fallu la nuit entière pour les cueillir. Cette grande nuit de clair de lune!... Avez-vous remarqué comme le ciel était beau? C'était un immense dôme de cristal dans lequel les constellations semblaient nager.

— Oui, dit Bernard, j'ai voulu lire comme d'habitude avant de me coucher; puis à minuit j'ai ouvert ma fenêtre et j'ai eu honte de ma pauvre petite lumière électrique devant cette splendeur des astres.

— Moi, reprit-elle, je n'ai pu dormir. J'ai fait la veillée avec les étoiles. Je songeais à tant de choses! On ne se figure pas ce que l'esprit peut devenir agile quand il entre en communication avec l'infini. C'est une surprise semblable que doivent éprouver les aviateurs quand ils s'élèvent à des hauteurs insoupçonnées; encore sont-ils esclaves de leur appareil, tandis que le rêve serait de s'envoler corps et âme aussi loin, aussi haut que monte le désir.

Bernard la plaisanta avec gentillesse ;

— Seriez-vous de l'école de nos futuristes? Ceux-ci prétendent sérieusement que des ailes dorment dans la chair de l'homme.

— Pourquoi pas? fit-elle sans s'étonner.

Cette hypothèse les amusa un instant; mais les fleurs réelles et tangibles tentaient Alda. Elle s'empara de tout ce que ses bras pouvaient tenir, laissant à Bernard le soin de payer son emplette.

— Je vais en mettre dans toute la maison! Père est comme moi : il adore les roses et les narcisses. Quant à Gino, je crois bien qu'il est indifférent à toutes les beautés de la nature.

— Qu'aime-t-il donc? demanda Bernard.

— Les idées! Non pas celles qui restent à l'état de lettre morte, de rêverie inutile, mais celles qui ont un visage, une bouche, des bras, des jambes, qui se répandent à travers le monde pour le bien de l'humanité. Je ne crois pas qu'il aime autre chose dans la vie, ou, du moins, c'est ce qu'il préfère.

Ils étaient arrivés devant la maison étroite et haute que Remigio Benté occupait. Cependant ils ne se séparèrent pas encore. Curieux, Bernard regardait les fenêtres dont les vitres égales luisaient d'étage en étage. Il dit :

— Vous allez me trouver bien indiscret : je cherche à deviner à travers laquelle de ces vitres vous contemplez, la nuit, les étoiles.

— Ce n'est pas indiscret. Vous voyez le petit belvédère qui surmonte le toit tout au milieu? Ma chambre se trouve exactement au-dessous. De là, je puis contempler tout à mon aise le ciel, l'horizon lointain, et même les clochetons chinois de Sainte-Agnès.

— Et même les clochetons chinois de Sainte-Agnès? répéta Bernard en riant. En vérité, je ne pense point que ce soit là ce qui vous enchante. N'est-ce pas une saillie commune parmi les Romains que d'assurer que, si le Nil de la grande fontaine détourne la tête, c'est pour ne point apercevoir cette architecture tourmentée, ces tourelles qui ressemblent à des pagodes, et ces anges qui s'élancent dans le vide pour y dérouler les armes des Pamphili?

— Eh bien! moi, je l'aime, cette architecture dont on médit volontiers. Elle me plaît par sa bizarrerie, par sa folie de vouloir se mettre en marche, de rompre avec l'immobilité éternelle

de la pierre. En plein jour, elle peut paraître incohérente. Mais si vous l'aviez vue, cette nuit! L'église montait dans le clair de lune, elle allait vraiment au-devant des astres. Si c'est une gageure qu'a faite celui qui l'a bâtie, eh bien! rendons-lui justice : il a réussi le tour de force!

Ses roses appuyées à la ceinture, elle se renversait un peu en arrière. Bernard admirait sa souple cambrure, la belle attache de son cou d'ivoire, et cette douce lumière qui des yeux mi-clos tombait sur le pur visage. Il aurait admiré au surplus la façade baroque de l'église, l'exotisme exaspéré des fontaines, et tout ce qui entourait la beauté matinale d'Alda, si elle l'eût exigé. Il ne se décidait pas à prendre congé d'elle. Soudain des gamins envahirent la place; courant et criant tous ensemble, ils offraient aux passans les journaux fraîchement imprimés qui contenaient les nouvelles :

— La guerre! La guerre!

C'était donc vrai? Il y avait donc la guerre quelque part? Quelque part, là-bas sur les confins de la France et de la Belgique, on se battait, on s'entre-tuait; le sang coulait; la souffrance se multipliait de minute en minute?...

Alda et Bernard l'avaient oublié.

IX

L'antichambre dans laquelle Remigio faisait attendre ses visiteurs était la plus vaste pièce de la maison; elle avait des allures de cour arabe, avec un grand palmier au centre et, à l'entour, des sièges anciens recouverts de cuir de Cordoue. Malgré ses proportions majestueuses, il était rare qu'elle ne fût pleine aux heures des audiences; quelquefois même les « cliens » débordaient jusque sur le palier de l'escalier où ils tenaient des conversations à voix basse et où ils allumaient leur cigare. Ils savaient que la matinée s'écoulerait là tout entière pour dix minutes d'entretien avec le puissant patron, qu'ils venaient consulter ou solliciter.

Aujourd'hui l'affluence était plus considérable encore et la qualité des gens plus notoire. Deux ou trois soutanes à liséré rouge tranchaient sur l'uniformité des vêtemens civils; il y avait certainement, parmi ces hommes décorés qui se pressaient dans les angles, des sénateurs et des députés de Monte-

Citorio; il y avait des officiers en tenue bourgeoise et des membres de l'aristocratie romaine que l'on reconnaissait à leur façon de se tenir à l'écart, silencieux et dignes, presque menaçans. Sur la banquette circulaire qu'ombrageaient les palmes du grand dattier, des hommes plus jeunes étaient assis; ils échangeaient des paroles brèves, tout en observant les entrées et les sorties des visiteurs; ce devait être une commission de l'un des groupes les plus actifs de la politique dissidente, les nationalistes, ou les démocrates qui possédaient dans la presse des organes influens et se vantaient de diriger les courans de l'opinion. Pas de femmes, pas une seule! Gino allait et venait entre les groupes, faisant patienter ceux-ci, essayant d'éliminer ceux-là : tâche ingrate et qu'il n'aimait point; il l'accomplissait néanmoins avec une conscience et un tact dont Remigio le félicitait en souriant, lorsqu'ils se retrouvaient en tête à tête après ces réceptions fatigantes.

L'un des « Monsignori » s'était approché. Fin et prudent, il voulait savoir quelles étaient les idées de l'illustre Benté sur la marche future des événemens. Il feignait de n'en avoir aucune lui-même et répétait après chaque phrase : « Dieu seul peut savoir ce qu'il adviendra de nous! — Sans doute, répondit enfin Gino; mais alors, Excellence, pourquoi vous donner tant de peine? A votre place, je m'en remettrais uniquement à la sagesse divine. — Oui, oui, dit le prélat en agitant un peu sa main violette, ce serait plus simple en effet; mais nous ne sommes pas fatalistes à la manière des musulmans; nous professons que, si Dieu gouverne le monde, il écoute aussi les prières de ses créatures; nous devons donc prévoir la tempête, afin de le supplier de la détourner de nos voies. N'est-il pas vrai? » Malgré ces invites, Gino restait secret; il quitta le diplomate en soutane, pour aller faire prendre patience à un autre haut personnage, qu'il avait reconnu parmi les nouveaux arrivans : c'était un prince tchèque que l'on disait très bien en cour, et chez lequel Remigio fréquentait quelquefois; de stature élevée, le monocle à l'œil, la moustache brillante, il alliait à son allure hautaine un certain bon garçonnisme qui le rendait sympathique dès les premières paroles échangées. « Eh bien! cria-t-il à son interlocuteur, le rêve a pris fin! L'hydre de la discorde s'est réveillée et souffle son poison à travers le monde. Les peuples frères, quelle utopie! Du jour où il y eut deux

frères sur la croûte terrestre, il y eut déjà l'envie et la haine : Caïn et Abel! Vous aurez beau faire, vous n'empêcherez pas le premier meurtre d'avoir contenu en soi toute l'histoire du genre humain! » Il parlait haut, avec le dessein évident d'être écouté; sa voix sonore traversait la vaste antichambre et se cognait aux angles des parois comme une balle élastique; mais soudain il se tut : la porte venait encore de s'ouvrir, et cette fois c'était une femme qui entrait, précédée par le vieux concierge romain, à l'uniforme chamarré. Elle portait une voilette blanche dont les broderies épaisses masquaient entièrement son visage, et sa démarche, hiératique aussi, défiait les curiosités. Elle fut s'asseoir dans un fauteuil, tout près du cabinet où se tenait Remigio. Certainement elle devait être assurée d'être reçue la première. Le grand silence qui s'était établi tout à coup ne semblait pas la gêner. Elle seule maintenant paraissait à l'aise au milieu de tous ces hommes inquiets et nerveux, que sa présence rendait plus fébriles. — Que venait-elle faire ici? De quelle mission était-elle chargée? On l'avait vue glisser sa carte en arrivant : quel nom portait cette carte? Quelle physionomie recouvrait ce voile attaché avec une élégance toute mondaine et qui était là cependant comme un rempart inviolable entre le monde et celle qui le portait? Ce ne pouvait être quelque idée galante qui l'amenait; l'heure n'était point à la galanterie, à l'amour; l'heure était aux pensées graves, aux préoccupations douloureuses. La péninsule, du Nord au Sud, avait frémi lorsqu'avait éclaté la guerre entre l'Allemagne et la France; une angoisse indicible étreignait les cœurs. Jamais le ciel latin, le ciel des antiques triomphes, n'avait paru aussi sombre, jamais l'horizon aussi douteux. Engagée dans la Triplice, l'Italie serait-elle obligée de suivre les Germains dans leurs entreprises funestes? Le peuple se révoltait à cette idée; mais que savait-on de ce qui se passait dans les hautes sphères où se décident la vie et la mort des peuples?

La visiteuse inconnue, après une brève attente, avait franchi le seuil du cabinet de Remigio. Alors les conversations reprirent. Personne n'ayant l'indiscrétion de se livrer à des commentaires, ce fut un échange de paroles insignifiantes en apparence; les groupes s'isolaient de plus en plus; les différences d'opinions et de sentimens se marquaient dans ces apartés où chacun réservait sa pensée secrète.

Cependant, le prince tchèque, laissant tomber son monocle, avait fait un signe à Gino : « N'est-ce point la comtesse Cristina de Lodatz qui vient de nous obliger à lui céder le pas? Ou je me trompe fort, ou cette femme est appelée à jouer un rôle prépondérant dans les actions qui se préparent. J'ai eu occasion de la rencontrer autrefois à Vienne ; elle ressemble étrangement à certaine autre Cristina, Trivulce de Belgiojoso, qui fut l'un des apôtres les plus agissants de l'indépendance italienne, et que le gouvernement s'empressa d'ailleurs d'exiler. Ces créatures-là sont dangereuses, surtout lorsqu'elles sont belles, et votre grand patron ferait sagement de s'en méfier. »

Puis, sentant que peut-être il était allé trop loin, il ajouta plaisamment :

— Vous autres Romains, vous avez toujours cru aux Égéries, aux Sibylles et aux Sirènes. La femme est à la base de votre politique réaliste et sentimentale... Mais, après tout, ces choses ne me regardent point.

Remigio avait accueilli son amie en levant les bras au ciel. Certes, il était heureux de la revoir ; encore eût-il préféré que ce fût ailleurs et dans un autre moment. Elle avait remonté son voile et lui montrait son visage ardent, tourmenté. Cette expression violente dérangeait l'harmonie habituelle de ses traits et leur enlevait ce qui leur restait de jeunesse. Le costume sévère qu'elle portait pour passer plus facilement inaperçue, achevait de changer son apparence.

— Ah ! s'écria-t-il, pourquoi êtes-vous venue ici ce matin, alors que tant de gens m'attendent? Il fallait m'appeler! au premier signe, je serais accouru vers vous.

— C'était précisément ce que je ne voulais pas, répondit Cristina posément. Je tenais à vous voir ici, dans le milieu même de votre action, et sans perdre une minute de plus.

Il comprit et s'inclina. Il savait que, lorsqu'elle était ainsi, avec ce pli sévère entre les yeux, rien ne pouvait la faire changer de résolution. Il se raidissait lui-même, afin de garder sa volonté intacte. Allaient-ils tous deux se trouver en antagonisme et se découvrir ennemis? Quelle surprise lui réservait cette visite inattendue? Cristina semblait avoir oublié leur intimité ancienne ; à peine, distraitement, lui avait-elle serré le bout des doigts ; elle ne voulait sans doute se servir que d'armes

loyales, sans user de son charme féminin ni de l'attrait de leurs souvenirs. Il se sentait plus troublé qu'elle, plus profondément divisé et ému. Cette tête si chère, si belle encore quoique redoutable, il aurait aimé la prendre entre ses mains et lui faire redire tout ce qu'elle avait exprimé autrefois de tendresse et de douceur, il aurait aimé retrouver ces puérilités délicieuses qui reposent des longs soucis. Mais Cristina ne l'entendait pas de la sorte ; elle était venue dans un autre dessein, dans un dessein pareil à celui des solliciteurs dont l'antichambre était pleine. Il s'agissait pour elle de gagner Remigio à la cause qu'elle défendait.

— Vous me connaîtriez bien mal, dit-elle enfin, si vous pouviez supposer que je resterais indifférente ou inactive quand, jusqu'au plus obscur de ses enfans, l'Italie tout entière vit des heures d'anxiété terrible. Ne vous êtes-vous pas demandé ce que je ferais pour le bien de ma patrie et comment je remplirais mon devoir ?

— Le devoir des femmes, reprit Remigio, doit se juxtaposer au nôtre. Il consiste surtout à prêcher la concorde et l'union, à apaiser les querelles, à contribuer à resserrer les liens de la grande communauté humaine.

— Voilà qui serait parfait s'il n'y avait pas ce fait brutal : la guerre ! Remigio, des hauteurs où vous planez, vous ne pouvez vous imaginer tout ce qui se passe en dehors des milieux officiels, ni quelle pression formidable est exercée sur l'opinion pour l'amener à accepter de suivre l'Autriche et l'Allemagne dans le conflit. C'est un immense filet jeté sur nous avec toutes sortes d'appâts et de ruses. On nous tente par l'or, par les paroles captieuses, par les promesses séduisantes. On nous offre tout ce que nous pouvons souhaiter... Du haut en bas de l'échelle sociale, les effets sont calculés selon le résultat que l'on attend. Brutalement ou câlinement on fait le siège de chaque conscience. Pas un salon, pas une salle de théâtre ou de cinéma, où l'élément impur ne se glisse... et pendant ce temps vous autres, les penseurs, les philosophes, vous croyez encore au bienfait de vos théories humanitaires, et vous laissez le venin s'infiltrer de plus en plus dans la nation.

« Eh bien ! j'aime mieux écouter le peuple ! Descendez dans la rue, interrogez le premier ouvrier se rendant à son travail, et demandez-lui ce qu'il pense de la contrainte odieuse que nous

subissons ; il vous répondra : « Trente et Trieste ! » Ceux-là ont d'autres espoirs, d'autres ambitions ! Remigio, nous avons décidément cessé de nous comprendre.

— Dites plutôt, Cristina, qu'un nuage obscur passe entre nous ; mais il se dissipera, ce nuage, et vous reconnaîtrez que la même divine lumière nous attire, la divine lumière de l'Amour !

— Je ne le crois point, fit-elle.

Cependant pouvait-elle échapper tout à fait aux emprises de l'homme qui si longtemps l'avait subjuguée ? Debout devant elle, Remigio la considérait avec une sorte de stupeur muette, comme un enfant que l'on n'ose gronder parce qu'on le chérit trop égoïstement. Elle se jeta dans ses bras.

— Ah ! murmura-t-elle, ce n'est pas le sang versé qui cause les plus cruelles blessures ; les plus cruelles blessures, ce sont celles que fait en nous le regret de ce que l'on a perdu !

Elle pleurait maintenant, détendue et tout amollie contre sa poitrine. Il baisa ce front brûlant derrière lequel couvait un terrible feu.

— Nous ne pouvons nous séparer ainsi, dit-il. Cristina, permettez-moi d'aller vous retrouver ce soir.

— Ce soir, mon ami, je ne serai pas à la villa Forba. C'est le samedi de la comtesse Alvirando, et j'ai plusieurs raisons de n'y pas manquer.

Puis, se ravisant tout à coup :

— Pourquoi n'y viendriez-vous pas aussi ? Vous êtes certainement sur la liste des invités ; et, d'ailleurs, ses réceptions sont ouvertes.

— Je le sais, hésita Remigio. J'ai fréquenté son salon alors que je me faisais encore une loi de figurer dans ces parades mondaines ; mais je n'y trouve plus aucun intérêt, je l'avoue, et j'ai complètement renoncé à cette perte de temps inutile.

— Vous avez tort ! On apprend quelquefois plus de choses autour d'une coupe d'asti que dans le cabinet d'un ministre. Allons ! faites un effort ! Venez ce soir chez Donna Alvirando ; vous ne vous en repentirez point.

— J'irai donc, dit Remigio, quand ce ne serait que pour vous obéir.

Ils se regardèrent, satisfaits l'un de l'autre. Leur indestructible amitié les avait une fois encore sauvegardés du piège que

tendent, entre les gens qui s'aiment, les passions belliqueuses de l'esprit. Et le visage de Cristina avait retrouvé sa grâce. Elle abaissa rapidement son voile pour retraverser l'antichambre.

Dans la nuit claire semée d'étoiles, le palazzo Alvirando formait comme une constellation plus brillante qui de loin attirait les regards. Malgré l'ancienneté de ses murailles élevées au plus beau moment de l'architecture civile de la Renaissance, il paraissait frais et nouveau, adapté au goût moderne et magnifiquement organisé pour des réceptions luxueuses. Remigio, en montant les degrés fleuris du péristyle que drapaient des pentes de velours rouge, se rappelait le temps déjà lointain où il y était entré pour la première fois. Il y menait sa jeune femme, qui bientôt devait le laisser veuf, après avoir mis Alda au monde. Il venait de faire ses débuts dans la vie politique et il commençait à compter parmi les personnalités en vue de la société romaine. Sans doute, si ce grand deuil n'avait pas assombri sa vie, n'eût-il pas renoncé aussi complètement aux relations mondaines ; mais sa liaison avec Cristina, loin de le jeter vers le monde, l'en avait éloigné au contraire, en lui apportant tout ce qu'il pouvait souhaiter. Il avait travaillé ; il s'était complu dans la méditation et dans l'étude, et il s'étonnait de se retrouver ce soir vieilli, seul et illustre entre ces rampes étincelantes. Cependant des personnes le reconnaissaient et s'empressaient autour de lui. On le félicitait, on semblait tirer bon augure de son retour dans l'un des salons les plus influens de la capitale. Bien qu'on fût au milieu d'août, les réceptions de Donna Alvirando continuaient à être suivies par tous ceux que les inquiétudes de l'heure empêchaient de courir aux villégiatures habituelles; cet été ne ressemblait pas aux autres : la saison restait dans Rome ; et dans Rome se trouvaient toutes les attractions, toutes les informations dont on était avide. Les partis s'observaient. On vivait dans une perpétuelle attente. Qui donc aurait préféré les délices des plages en vogue à cet air enfiévré, excitant, chargé d'électricités contraires?

Quand Remigio pénétra dans la vaste galerie sur laquelle s'ouvraient les pièces d'apparat, il chercha Cristina des yeux; mais elle n'était pas arrivée encore. Il aperçut la maîtresse de la maison dont la beauté blonde et opulente, ornée de lourds joyaux, contrastait avec le type plus sévère des autres femmes,

La comtesse était d'origine germanique; mais, née et élevée en Italie, elle n'avait changé ni d'habitudes, ni de langage en épousant l'héritier de l'antique famille Alvirando. Dans ce cadre purement latin, parmi les chefs-d'œuvre de l'art classique, elle se sentait aussi à l'aise que l'était son mari, et tous deux, très unis, assurait-on, très aimés de leurs amis innombrables, ils formaient un couple d'élite auquel rien ne manquait pour être heureux.

Au salut du nouvel arrivant Donna Alvirando répondit par le plus flatteur des sourires. Elle lui tendit la main, comme si elle l'eût vu la veille et s'informa avec intérêt de la santé de sa fille :

— Il aurait fallu me l'amener, dit-elle; je sais que vous ne l'avez pas encore présentée dans le monde, mais j'aurais été heureuse de lui servir de marraine en cette occasion.

Cependant le salon se remplissait peu à peu; une impression d'élégance, que n'altérait nulle fausse note, sortait de cette réunion choisie, comme l'odeur fine d'un bouquet. Un bruit discret de paroles, une animation contenue, bien qu'incessante, accompagnait les rites en usage parmi ces favoris de la fortune; chaque fois qu'un nouvel arrivant apparaissait à l'entrée de la galerie, et que son nom était lancé avec une emphase retentissante, il se faisait un petit silence; on le regardait s'avancer; on jugeait d'un coup d'œil la valeur sociale qu'il représentait; et, si c'était une femme, on savait aussitôt le chiffre des diamans et des perles qu'elle portait sur ses épaules ou au diadème de sa chevelure. Tout à coup Remigio, qui causait avec un diplomate étranger, éprouva un petit émoi : Cristina venait d'entrer. D'un regard de ses yeux cillés elle le saluait au passage, tout en se dirigeant vers Donna Alvirando. Elle marchait avec cette souplesse, cette eurythmie qui lui donnaient tant de grâce. Sa tête fière, passionnée et changeante, prenait une expression inattendue d'être sertie par le feu des pierreries précieuses. Le décolleté de son buste ne ressemblait point à celui des autres mondaines présentes; il était plus chaste et plus audacieux à la fois, et traçant une ligne onduleuse autour de la gorge, en épousait exactement les contours; la beauté de ses bras nus égalait celle de la Junon Lucinienne; elle les laissait tomber doucement le long de sa taille, sans embarras comme sans recherche. « Ah! se disait Remigio, pourquoi faut-il que le

temps, en passant entre nous, nous ait aussi profondément séparés? Nous sommes sur les deux rives opposées du fleuve qui s'élargit à mesure qu'il court vers son engloutissement. Comment pourrions-nous jamais nous rejoindre? »

L'arrivée de Cristina avait ramené les invités au centre brillant des salons. Maintenant les conversations se faisaient plus générales; les élémens divers se rapprochaient. Un personnage, que la maîtresse de la maison semblait entourer d'égards particuliers, se tenait debout sous le grand lustre qui jetait une profusion de gerbes lumineuses; il parlait avec un accent légèrement exotique d'autant plus inattendu sur ses lèvres que la langue dont il se servait était plus pure et plus choisie. Grand, mince, blond, les yeux lumineux, la moustache en brosse, il appartenait à cette catégorie d'hommes richissimes que leur fortune rend à peu près semblables extérieurement dans tous les pays. Il avait été difficile à première vue de déterminer sa nationalité exacte. On aurait même pu le croire Italien, si précisément il n'eût protesté aussi haut de son amour pour l'Italie, de son admiration pour les artistes, pour les écrivains, pour les savans de la Péninsule.

— Vivre autre part qu'à Rome, déclarait-il, c'est vivre en exil. Là seulement on possède toutes les ressources de la sensibilité et de l'intelligence. Ailleurs, ces sensations ne se perçoivent que par rayonnemens successifs; à Rome, on les ressent ensemble et dans leur plénitude. C'est la raison pour laquelle j'ai élu domicile dans cette ville admirable que j'aime entre toutes et qui est devenue ma véritable patrie. Si Dieu le permet, j'espère y réaliser avant peu un projet qui me tient beaucoup au cœur.

Quel était donc ce projet? On se le demandait de groupe en groupe. Seuls, certains privilégiés le savaient déjà et le racontaient à voix basse. Il s'agissait d'établir un grand parc d'aviation derrière le vaste domaine que le milliardaire venait d'acquérir sur la Ripetta, ancienne demeure seigneuriale qui jadis étendait jusqu'au Tibre ses chênes verts, ses bosquets, l'enchantement de ses jardins paradisiaques. Tout cela était tombé à l'abandon, et maintenant tout cela allait reprendre une vie nouvelle, grâce au miracle de l'or qui allait changer en ruche bourdonnante cette désuétude. On disait que le principal des travaux était terminé et que dans quelques mois, quelques

semaines peut-être, Rome serait dotée d'une force d'expansion de plus. D'ailleurs, ces initiatives étaient fréquentes et de tous côtés une activité merveilleuse se manifestait. On assistait à une renaissance des énergies, à une surtension de la volonté humaine.

Intéressé, Remigio écoutait ces propos. Il éprouvait une curiosité bienveillante à l'égard de l'étranger qui de sa fortune faisait un si noble usage; il eût aimé le féliciter. Mais Cristina s'était rapprochée de lui, confidentielle :

— Vous ne connaissez pas ce grand seigneur généreux qui nous couvre de sa protection, comme tant d'autres? Ils sont légion ceux qui s'autorisent du culte qu'ils prétendent rendre à notre patrie pour y implanter leur domination. Ils se disent Romains d'adoption et citoyens du monde. Prenons garde! Les corneilles prophétiques du Capitole avaient appris au temps des derniers empereurs cette phrase lapidaire : « Tout est pour le mieux! » et bientôt après, Rome tombait aux mains des Barbares. Ne soyons pas, comme ces oiseaux menteurs, imprudens et aveugles. Ne répétons pas la phrase lapidaire.

Elle souriait derrière son éventail, qu'elle agitait nerveusement sur ses cils baissés.

Remigio avait compris.

X

Depuis son retour à la villa Forba, Bernard avait modifié le train de ses habitudes, en même temps que l'axe de ses sentimens était changé. Il avait renoncé aux distractions turbulentes et il évitait de se retrouver avec ceux de ses camarades dont les idées étaient séparées des siennes. Il avait même conscience qu'entre sa mère et lui une opposition semblable s'élevait de plus en plus, malgré l'étroite affection et la douce intimité du passé. D'ailleurs Cristina, lancée désormais dans le tourbillon de l'existence active, restait peu à la maison. Bernard ne la voyait guère qu'aux heures des repas; encore arrivait-elle en retard, presque toujours, et hérissée de préoccupations étrangères. Ils échangeaient en hâte quelques paroles, puis Cristina repartait dans l'auto, laissant son fils absolument libre de disposer de lui-même, comme si elle eût eu à dessein de ne le point gêner et de s'effacer de sa vie pour céder la place à une autre.

De fait, Alda occupait maintenant toutes les pensées du jeune homme. Elle aussi jouissait d'une liberté à peu près complète, à laquelle tout concourait : la saison, les circonstances et surtout sa situation de demi-orpheline qui de bonne heure l'avait faite maîtresse de ses actes. Comment d'ailleurs ces deux adolescens, renouant la chaîne de leurs jeux anciens, ne se seraient-ils pas rapprochés? Ils avaient repris, sans y songer, le tutoiement de leurs jeunes années; ils se sentaient fraternels, joyeusement fraternels, en confiance, avec quelque chose de plus chaleureux et de plus tendre. Leurs rendez-vous quotidiens les conduisaient chaque jour un peu plus loin de leur point de départ. C'était un enchantement pour eux d'aller ainsi à la découverte hors des Portes, ou dans cette grande Rome dont on n'a jamais fini de connaître les beautés. Alda était un délicieux guide; mais Bernard, dans ces courses errantes, cherchait plutôt que le plaisir d'étudier des lieux célèbres, celui de surprendre les émotions du cœur de sa petite compagne. Elle lui apparaissait à la fois simple et secrète, naïve et profondément sagace. Et il apercevait en même temps dans le fond de son propre cœur une infinité de nuances qu'il ignorait encore. Ainsi cette curiosité passionnée qui fait le fond et presque la raison d'être de l'amour les poussait toujours davantage à se rapprocher l'un de l'autre.

L'avant-dernier dimanche de septembre ils étaient retournés à leur promenade favorite. C'était cette colline basse de l'Aventin sur laquelle se cachait le couvent où Alda avait été élevée, parmi les bosquets et les vignes qui y subsistaient encore. Là elle retrouvait l'âme fraîche de ses souvenirs, et mille douceurs ingénues qu'elle faisait partager à Bernard. Leurs plus belles confidences, c'était là qu'ils les avaient échangées, le long du vicolo charmant bordé de poivriers et de lauriers-roses qu'ils suivaient pour arriver au plateau désert. Autour d'eux le grand silence de l'été planait sur la ville que le soleil enluminait de touches précieuses. Ils s'asseyaient côte à côte près des jardins de Sainte-Sabine, ou à l'ombre du Prieuré de Malte; le miracle de leur jeunesse leur rendait fraternelles les ombres formidables du passé. Ils soulevaient sur leurs épaules le poids de ces ombres géantes. Ils s'aimaient. Ils étaient heureux.

Ce jour-là ils s'étaient attardés davantage dans leur course, comme s'ils ne devaient plus revenir. Les anciennes vignes des

Borghèse et des Pamphili étaient déjà vendangées et tous les bosquets portaient sur leurs feuillages les chaudes couleurs de l'automne. Un vent lourd labourait la colline. Alda, oppressée, avait pris le bras de Bernard :

— Il faut rentrer, maintenant. Je crains qu'un orage ne nous surprenne.

Mais le jeune homme l'avait rassurée :

— Non ! Non ! Regarde : le ciel est bleu de tous les côtés. Nous avons le temps de redescendre jusqu'à la vieille muraille d'Aurélien, et nous reviendrons par le fleuve.

— Comme tu voudras ! dit Alda.

Elle acceptait allègrement de courir ce risque avec lui. Bien mieux, sa crainte se changeait en un sentiment de plaisir, une sorte de plaisir capiteux et presque sensuel dont elle n'avait pas encore éprouvé l'impression. Elle s'appuyait davantage sur le bras de son camarade d'enfance. Elle parlait plus vite, plus haut, le front dans le vent déchaîné :

— Ce n'est pas le *ponente*, le cher *ponentino*, qui caresse si doucement les tempes. Est-ce le sirocco? Je ne le pense point! Ce doit être le grand souffle embaumé qui vient des montagnes Albaines. Sens-tu les parfums violens qu'il nous apporte?

— Oui, dit Bernard. Je sens surtout l'odeur de tes cheveux qui me grise.

Lui aussi recevait de cette heure ardente un trouble inexprimable. Tout à coup, loin, au-dessus de la coupole de Saint-Pierre, un éclair ouvrit la nue de son triangle de feu, et aussitôt le fracas du tonnerre retentit, ébranlant la ville sur ses bases.

— Nous voilà pris ! constata Alda en riant.

A grosses gouttes chaudes, la pluie s'était mise à tomber, tandis que le soleil frappait l'horizon de ses reflets de cuivre. On eût dit un vaste incendie allumé là-bas, et qui se propageait peu à peu, gagnant le faîte des monumens. Tout était tumulte et embrasement; de minute en minute, les forces dévastatrices prenaient possession de l'étendue. Bernard comprit qu'il ne pouvait tarder davantage de mettre Alda à l'abri du cyclone qui se préparait. Plus il la sentait brave et insouciante à son bras, plus il avait conscience du devoir sacré qui lui incombait. Mais entre ces jardins et ces églises solitaires, où trouver un refuge dans lequel on pourrait passer quelques heures en sécurité? Il se rappela brusquement avoir dîné un soir en compagnie de

quelques camarades dans une auberge confortable située sur l'autre pente de la colline. Comment l'avait-il oublié? C'était l'époque où il cherchait à dissiper le vague ennui qui pesait sur l'aube de ses vingt ans; ainsi il avait fait le tour de presque tous les cabarets de Rome; et celui-là, il s'en souvenait maintenant avec une présence d'esprit inattendue. Il revoyait la salle basse, décorée de fresques mythologiques, la loggia qui la précédait, et jusqu'à une petite vasque de bronze où deux dauphins affrontés laissaient couler de leurs naseaux une eau écumante...

C'était là qu'il fallait entraîner Alda. Ensemble ils coururent dans l'averse qui redoublait; l'incendie de la ville s'éteignait sous ce déluge grandissant; des ténèbres montaient de partout, tandis qu'à travers l'air assourdi toutes les cloches, languissamment, annonçaient l'office des vêpres.

— C'est ici! dit enfin Bernard.

Dans la salle basse, l'électricité était allumée; des fleurs dans les vases, des fruits dans les coupes, sur les consoles; un air de bien-être et de fête... Ils se sentirent délivrés tout à coup. Alda secoua ses cheveux mouillés et sa jupe ruisselante. Elle riait de nouveau, amusée de l'aventure.

— Vois-tu? assurait-elle à Bernard, il fallait ce contretemps pour que nous songions à prendre le thé ensemble!

Pour la première fois en effet, ils étaient assis face à face autour de la petite table nappée de guipure où fumait la théière dorée. Leur intimité se faisait plus étroite d'être resserrée dans un endroit clos, si banal qu'il fût. La salle était vide; auprès de la fenêtre, dont les stores étaient à demi baissés, ils causaient familièrement. Un rêve de doux avenir naissait pour eux de ce tête-à-tête imprévu : charme de la vie commune, sécurité d'une affection partagée. Qu'importent dès lors la tempête et les hasards perfides menaçant chaque existence? Songeaient-ils à cela tous les deux, tandis qu'ils beurraient les tartines de seigle et portaient à leurs lèvres le liquide parfumé? Leurs regards se disaient tant de choses!... Leur jeunesse était si enivrée, si crédule!... Ils étaient sûrs que cette heure resterait dans leur mémoire, quelle qu'en fût la suite mystérieuse et inéluctable.

Cependant, paternel, le maître de l'auberge leur avait apporté des figues noires et du vin doré. Ce couple charmant l'intéressait : étaient-ce de très jeunes époux ou des amoureux, à la veille de s'appartenir? Tout de suite il avait discerné que si Ber-

nard n'était pas un vrai Romain de Rome, Alda devait porter dans ses veines le sang latin pur de tout mélange; il devinait en elle cette sève ancienne et vivace qui nourrissait autrefois les moelles de la plèbe Aventine, et qui maintenant épanouissait sa fleur dans cette jeune bourgeoise élégante et affinée. Moins marquée de noblesse que Bernard, moins dégénérée et alanguie, elle composait avec lui un accord excellent et semblait compléter ce qui lui manquait. Tous deux attablés à ce guéridon étroit comme devant la vie à venir, ils ne pouvaient manquer de toucher ceux qui apercevaient leur jeunesse, leur gaieté ou leur mélancolie.

Restés seuls dans la salle tiède, tandis qu'au dehors l'orage achevait d'épuiser ses dernières conflagrations, très vite ils étaient redevenus sérieux. Bernard interrogeait son amie et s'étonnait de ne rien connaître encore de ses aspirations secrètes.

— Tu ne t'es jamais éloignée de Rome? Je suis sûr que tes plus grandes promenades ont été celles que nous avons faites ensemble. Est-ce que tu n'as pas envie par instans de voir des horizons, des choses et des êtres nouveaux?

— Non! avoua Alda. Pour quoi faire? Il me semble qu'il me faudra longtemps avant d'avoir épuisé toutes les ressources qui s'offrent ici à l'imagination. Vivre dans Rome, c'est vivre dans l'Univers entier : c'est posséder le plus beau des patrimoines.

— Ma mère le prétend aussi, dit Bernard avec une moue de lassitude. Mais moi, ce n'est pas mon avis! C'est avec des formules comme celle-là qu'on annihile ses facultés et qu'on renonce à prendre sa part du progrès et de l'effort des autres. Il faut au contraire élargir le cercle de ses connaissances, étudier, observer le plus qu'on peut. Si tu voulais, Alda, nous pourrions plus tard voyager beaucoup ensemble.

— Oh! Bernard, tu n'y penses pas!

Elle avait rougi et le regardait, les paupières vacillantes. Il comprit qu'il venait d'outrepasser les limites de l'aimable liberté dont ils jouissaient bénévolement, et il resta interdit, n'osant s'expliquer davantage. Comment, dans l'abandon de ce tête-à-tête, avait-il pu commettre une pareille incorrection qui bouleversait la fille de Remigio et dépassait sa propre pensée? Était-ce donc qu'à son insu il l'associait si étroitement à des projets

depuis longtemps caressés? Était-ce que sans elle il ne pouvait plus concevoir l'idée d'un bonheur ou simplement d'une satisfaction quelconque? Occupait-elle déjà une si large place dans sa vie?...

— Alda, fit-il après un silence; si je t'ai froissée, pardonne-moi.

Gentiment elle lui tendit la main. Mais une gêne légère demeurait sur son front.

— Il faut vite rentrer; l'orage est fini, déclara-t-elle.

Ils se levèrent et partirent sans achever de vider les coupes où le vin pétillant était versé.

XI

Comme ce jardin était triste, et comme ces roses étaient languissantes! Remigio, en suivant l'allée qu'il avait parcourue tant de fois, songeait à ce qu'aurait pu être sa vie, si Cristina ne l'eût pas abandonné. Alors leur effort eût été commun; leurs joies et leurs angoisses eussent été communes; ils se seraient mutuellement soutenus devant l'orage, dont la menace grondait et se rapprochait.

Mais cette femme, qui pendant longtemps avait été pour lui une énigme attirante et merveilleuse, cette Erinnys endormie, s'était réveillée tout à coup; maintenant elle se dressait contre lui et opposait sa force à la sienne; ils étaient, sinon deux ennemis, du moins deux adversaires en lutte; et chacun d'eux travaillait à détruire l'œuvre de l'autre et à contrarier ses desseins.

Comme ce jardin était triste et comme ces roses étaient languissantes! L'hiver avait passé sur les feuillages persistans des cèdres et sur les tendres verdures; il leur avait laissé une expression de mélancolie que les premiers soleils du printemps n'avaient pas encore effacée. Ce qui était charme jadis était aujourd'hui douleur et crainte, ce qui était volupté et espoir n'était plus que regrets et nostalgie. Remigio s'étonnait que l'amour ne fût pas encore déraciné de son âme; il aurait préféré la haine à cette lente agonie de l'amour; il aurait préféré une franche blessure à cette fissure invisible par laquelle s'écoulait ce qui lui restait de passion et d'ardeur. Ne plus jamais voir Cristina, ne plus l'entendre, ne plus rien souhaiter de ce qu'elle

lui avait donné autrefois, voilà ce qui eût été pour lui l'état excellent; mais il jugeait qu'il avait encore une mission à remplir auprès d'elle; il ne se résignait pas à perdre cet ascendant qu'il avait cru exercer sur sa volonté, alors que c'était seulement sur ses sens qu'il régnait en maître. Pourrait-il maintenant la convaincre et l'émouvoir, la retenir et la reprendre?... Il en doutait. Voilà pourquoi le chemin lui paraissait morne : c'était celui du désenchantement et de la désillusion. . . . .

Cependant, cette démarche était nécessaire; ne pas la tenter eût été une faiblesse qu'il se serait reprochée plus tard, comme il se reprochait déjà de n'avoir pas su profiter mieux des précieuses ressources morales que pendant de longues années l'amitié de Cristina lui avait offertes. Comment avait-il vécu si vite, si inconsidérément, sans jamais s'arrêter assez de temps auprès d'elle pour que leurs âmes profondes pussent se rencontrer et s'unir? Comment s'était-il contenté de si peu, alors que tant d'infini lui était proposé? Il se souvenait des reproches muets de Cristina, de ses attentes, de ses larmes et de ses sourires. Elle avait souffert sa passion totale; elle lui avait sacrifié les heures flamboyantes de sa seconde jeunesse. Et c'était seulement ce matin, dans ce jardin attristé par l'hiver, qu'il s'apercevait de l'égoïsme inconscient avec lequel il avait reçu ce don magnifique. Les statues de marbre tremblaient sous la caresse des feuillages; les eaux jaillissantes chantaient dans les vasques; tout cela lui imposait le retour vers ce qu'il avait perdu.

En entrant dans la maison, il alla droit à l'atelier où elle le recevait d'habitude. Mais beaucoup de choses y étaient changées, et il ne revit pas le portrait commencé, que jamais il n'avait pu finir. La vaste pièce avait perdu ce caractère d'intimité qui la faisait charmante autrefois; les sièges plus nombreux, les objets familiers écartés, témoignaient qu'on y devait tenir des réceptions fréquentes. — Ne disait-on pas d'ailleurs et de tous côtés que la villa Forba était devenue le centre de l'agitation interventionniste, et que c'était chez la comtesse de Lodatz que les plus ardens partisans de la guerre se réunissaient? Les journaux, les brochures, qui traînaient sur les tables confirmaient la réalité de ces bruits; ils étaient tous de l'opinion militante et remplaçaient les belles reliures d'art, les

figurines de bronze, les vases chargés de fleurs dont la maîtresse de la maison aimait naguère à s'entourer. Une atmosphère presque hostile, de la froideur et du silence, voilà ce que les conciliabules secrets avaient laissé entre les lourdes tentures où jadis se jouaient les impondérables fluides de la tendresse ou de l'amour.

Cristina, prévenue de la présence de Remigio, s'était hâtée de venir le rejoindre. Malgré l'heure matinale, elle portait un costume de ville et semblait prête à sortir ; elle avait l'air belliqueux d'une Diane ou d'une Amazone disposée pour le combat. Pourtant elle sourit, en tendant la main à Remigio :

— Est-ce en ami, ou en ennemi, que vous venez?

— C'est en ami, assura Remigio. Je ne puis me résoudre à croire que nous pourrions jamais devenir des ennemis.

— Même si nous nous rencontrions des deux côtés de la barricade?

— Oh! dit-il, descendriez-vous dans la rue? Je ne le pense point ; la place de la comtesse de Lodatz n'est pas là!

— Pourquoi pas? suggéra-t-elle.

Elle réfléchit un instant et reprit avec plus de calme :

— Ce sera la révolution ou la guerre. Des barricades, on en a déjà dressé dans les rues de Rome, et la police a fermé les yeux ; elle est presque gagnée à notre cause, elle marchera avec nous. Nous ne tolérerons pas que l'argent de l'Allemagne, la caisse noire de ses ambassadeurs cherche plus longtemps à corrompre les élémens sains de la nation. Nous voulons repousser le filet visqueux qui nous enveloppe et dont les mailles finiront par nous étrangler. Nous voulons respirer librement. Pour cela, c'est la guerre ; et, si ce n'est pas la guerre, c'est l'émeute.

— Vous tenez à ce que le sang coule?

— Oui, pour l'honneur de l'Italie et de Rome.

— Alors, fit Remigio, je n'ai plus rien à vous dire.

Il redoutait une plus longue dispute, et surtout il souffrait trop de leur profond dissentiment. Un malaise le prenait, une sorte de honte de la trouver si virile, si agressive... Mais elle se fit caressante tout à coup :

— Restez! supplia-t-elle.

— Pourquoi? Pourquoi resterais-je? Ne comprenez-vous

pas que c'est fini, que nous ne pouvons plus nous entendre? Ne vaut-il pas mieux nous dire adieu pour toujours?

— Non ! pas encore! Écoutez-moi, Remigio : vous êtes bon, vous êtes juste, et vous avez du génie. Oui, votre génie, je l'ai senti à travers vos lèvres autrefois; je l'ai respiré comme une plante vivace dont le parfum subsiste, malgré les intempéries des saisons diverses, et je crois en cette ardeur qui est en vous, qui vous élève et vous presse et vous conduira où nous vous attendons. Il n'est pas possible que vous restiez indéfiniment attaché à des idées dont vous avez dû reconnaître l'impuissance. Vous les aimez, ces idées, parce qu'elles sont belles; mais elles ont la beauté de la mort; elles sont inertes et glacées.

— Je sais, répondit Remigio, que l'on accuse les idées d'être impuissantes, lorsqu'elles sont arrêtées dans leur marche. Mais elles ont en elles une force impérissable : elles sont éternelles comme la divinité. Regardez dans le passé! Vous verrez que les philosophies les plus lumineuses sont celles qui ont subi le plus d'éclipses et que l'on avait cru pouvoir rejeter dans l'oubli. Elles percent à nouveau les ténèbres; elles sortent du sépulcre, douées d'une vie surnaturelle.

Cristina eut un geste d'impatience :

— En attendant, écoutez les cris de ceux qu'on massacre, les cris des faibles et des innocens! Pouvez-vous admettre que le mal soit impuni? Et ne songez-vous pas que votre justice reste illusoire si vous n'armez pas son bras? La justice doit tenir le glaive comme dans la fresque de notre divin Raphaël d'Urbino. Elle ne plane pas dans les nuées; elle abaisse ses yeux vers la terre; elle voit de quel côté vient le crime et elle frappe. Qui donc oserait la retenir?

Remigio s'émut à son tour :

— La justice n'a pas besoin de nous pour accomplir son œuvre; son glaive, ce n'est pas nous qui le forgeons. Nous ne pouvons ni hâter, ni éviter ses coups, pas plus que nous ne hâtons ni n'évitons la mort ou la vie, ni aucune des lois qui commandent à notre destin. Ne cherchez pas à me faire renier ces doctrines, Cristina; les événemens d'aujourd'hui, loin de m'en détacher, m'y fixent au contraire davantage.

Puis il lança tout à coup l'argument qu'il croyait décisif :

— Vous voulez la guerre! Avez-vous pensé à votre fils? Vous aviez rêvé pour lui un avenir harmonieux et doux. La

guerre, si nous la provoquions, détruirait sans doute ce rêve.

Cette fois, Cristina avait pâli; cependant, elle résista encore :

— Mon fils! Dieu le préservera sans doute! N'est-il pas trop jeune pour affronter le danger? Mais s'il en était autrement, j'accepterais sans murmurer, comme je donnerais ma propre chair et mon sang pour le salut de la patrie.

— Ah! fit Remigio, je vois que rièn ne saurait vous atteindre. Tout est changé en vous, Cristina! Il n'y a plus de place dans votre cœur pour la tendresse.

— Vous vous trompez, répliqua-t-elle; ce que j'ai aimé, je l'aime toujours; et c'est en cela que consiste mon sacrifice...

Ils se séparèrent. Remigio avait hâte de s'éloigner. Il comprenait qu'en cette lutte elle devait être la plus forte. Lui qui avait médité les leçons répétées de l'histoire, il savait que, dans les grandes crises, la femme surgissait, plus exaltée que l'homme, plus farouche dans son patriotisme, plus amante de l'absolu. D'avoir été tenue sans cesse pour inférieure et vassale de l'homme, d'avoir souffert ce long servage, d'avoir refoulé en elle les sentimens héroïques, elle se libérait tout à coup, telle la vapeur trop longtemps contenue dans un vase clos s'échappe en brisant les obstacles.

Cristina serait-elle l'une de ces héroïnes déchaînées? Remigio calculait avec effroi la mesure de l'action qu'elle aurait sur le peuple, le jour où, poussée par la marche des événemens, elle prendrait contact avec lui. Elle était belle, elle était éloquente, elle avait l'ascendant de la passion, — ascendant irrésistible. — Il avait senti lui-même sa résolution se troubler devant cette audace. Elle lui avait dit : « Vous viendrez à nous! » Et il en avait frémi. Maintenant, il fuyait la Sibylle aux paroles fatidiques, l'Érinnys endormie et qui s'était réveillée. Il rentrait chez lui, décidé au renoncement, et il se répétait la parole de l'apôtre : « J'ai trouvé la femme plus amère que la mort. »

XII

Dans leur auberge du Mont Aventin, Bernard attendait Alda. Toute la semaine, ils n'avaient pu se voir qu'à la hâte, contrariés par les circonstances adverses. Mais aujourd'hui, c'était dimanche, — le premier dimanche d'avril! Ils s'étaient promis

la joie de passer une heure ensemble dans ce lieu qui leur restait cher depuis qu'un orage les y avait jetés, désemparés et palpitans comme des oiseaux tombés du nid.

Arrivé longtemps avant l'heure, le jeune comte de Lodatz essayait de mettre en ordre ses sentimens. Durant l'année qui venait de s'écouler, il avait vécu avec une intensité singulière. Il ne s'était pas arrêté un instant sur le seuil de son âme pour en interroger les échos lointains. Il ne savait bien qu'une seule chose : c'est qu'il aimait Alda plus qu'il n'avait jamais aimé personne. Mais à côté de cette passion naissante et fougueuse, combien de désirs confus persistaient! Que de goûts anciens, de sourdes exigences, de devoirs même il trouvait enchevêtrés dans le jardin de son âme, pareils à des plantes indestructibles au pied de ce bel arbre en fleurs! Ces complications l'irritaient; il eût souhaité se connaître simple et droit, comme l'étaient la plupart de ses camarades, comme Alda l'était elle-même! Tout enfant, il avait subi la fatigue d'être double, de ne jamais rien éprouver qui ne fût combattu en lui par d'autres instincts. Maintenant qu'il aimait Alda, il eût voulu lui appartenir tout entier, sans aucune divergence. Pourquoi n'y parvenait-il point? Serait-ce qu'il ne l'aimait pas assez? Pourtant, il était occupé d'elle uniquement. Il n'avait pas de meilleur plaisir que ce plaisir innocent de la rejoindre et de courir avec elle l'école buissonnière lorsqu'ils pouvaient tous deux fuir la monotonie des jours. Sans coquetterie, sans autre arme que sa confiance ingénue, elle l'attirait et le retenait sans cesse. Et jamais encore il n'avait osé lui avouer son amour. Il était retenu par l'effroi de rompre le charme qui les assemblait, et surtout par une sorte de scrupule, une humilité de conscience, qui lui faisait craindre de n'être pas digne qu'elle le payât de retour. Peut-être redoutait-il aussi d'enchaîner si tôt sa liberté? Peut-être les plantes vigoureuses, indestructibles, luttaient-elles en lui contre les racines de l'arbre nouveau qui menaçait de les gêner dans leur course souterraine? Bernard n'entrevoyait tout cela que vaguement. Inhabile à pousser plus loin cet examen, il prit le parti d'aller au-devant d'Alda sur la route solitaire.

Dehors, il secoua ses inquiétudes; il ne pensa plus à lui-même, mais à celle qu'il attendait; d'avance il la saluait avec allégresse, il l'évoquait de toute la puissance du désir : image délicieuse, claire jeune fille aux cheveux dorés, sœur du prin-

temps et de l'espoir... Mais comme elle tardait à venir ! Il se reprochait de n'être pas allé la prendre place Navone pour la conduire jusqu'ici. Pourquoi ne l'avait-il pas fait ? Il avait voulu raffiner sur son plaisir en lui donnant ce rendez-vous lointain qui ajoutait l'émotion de l'imprévu à celle qu'ils éprouvaient toujours quand ils se retrouvaient ensemble. Si cependant Alda ne venait point, si quelque empêchement l'avait contrainte de rester à la maison, il comprenait que ce serait pour lui plus qu'une déconvenue ordinaire, un gros, un très gros chagrin... C'était donc qu'il ne pouvait se passer d'elle, de sa voix, de son regard. C'était donc qu'il n'aurait désormais aucune joie avant de l'avoir associée étroitement à sa vie.

Il s'était arrêté pour scruter des yeux les entours de la colline. La ville brillante dans le soleil semblait lui sourire et l'inviter à se distraire dans sa beauté magnifique et diverse. Mais, sans Alda, Rome ne parlait pas à son cœur. Il n'avait cessé de se sentir un étranger parmi les œuvres de ce génie latin qui n'était pas celui de sa naissance ; il n'avait point le culte du passé, non plus que l'enthousiaste foi chrétienne ; les temples en ruines et les basiliques triomphantes lui paraissaient également éloignés de sa sensibilité ; et les grands paysages linéaires des campagnes, les pins grêles sur l'éperon avancé des monts, les cèdres glorieux qui faisaient de hautes tours de verdure, isolées sur le désert de la plaine, — ces grands paysages classiques et purs l'attristaient, s'il était seul à les contempler. — Qu'Alda vienne et aussitôt tout changerait d'aspect, tout se peuplerait d'enchantemens.

Il aurait voulu savoir à quel mobile elle obéissait en l'acceptant pour compagnon de tous ses instans de loisir ; de même qu'il s'estimait indigne de son amour, il ressentait comme une jalousie réflexe contre lui-même qui parfois lui faisait souhaiter qu'elle ne l'aimât point, et qu'elle l'abandonnât pour un autre. Il en souffrirait atrocement, mais son inquiétude morale cesserait sans doute, en même temps qu'il renoncerait à la chimère du bonheur. De telles idées absurdes l'envahissaient lorsque, comme en ce moment, il se retrouvait en face de ses doutes et de ses perplexités, sans aucune certitude à quoi il pût se raccrocher... Alors il avait envie de fuir, de disparaître. Il cédait à l'attrait de ce vertige qui l'appelait du fond de l'infini.

Un berger menait ses chèvres broutiller le long de la route ; il devait être de l'âge de Bernard ; mais, plus chétif, il avait encore l'air d'un enfant. Tandis que les bêtes capricantes se suspendaient aux épines du chemin, il chantait. Sa voix était juste et pleine ; il ne la donnait pas tout entière et se contentait de conduire les phrases musicales avec une ardeur passionnée. Bernard s'approcha pour entendre les paroles de cette bucolique. Le dos appuyé à un arbre, les yeux fixés sur la ville étincelante, le jeune berger reprenait son refrain. Mais cette bucolique était un hymne guerrier ; c'était l'hymne de Maméli, dont les paroles sortaient de ses lèvres :

Frères, ô frères, l'Italie s'est réveillée !
Avec le casque de Scipion elle s'est orné la tête.
Dieu fit la Victoire esclave de Rome.
Pour voir ta chevelure, ô Victoire,
Nous sommes prêts à la mort...

Une extase tendait le visage de ce pâtre transformé en héros de l'avenir ; ses yeux pleins de songe semblaient s'éveiller d'un long sommeil ; il n'apercevait même pas Bernard qui, à quelques pas de lui, l'écoutait. Entre ces deux jeunes hommes montaient, comme une fumée épaisse et noire, le souvenir des revendications anciennes, les rancunes, les ressentimens que les siècles avaient amassés. De ce feu de la haine qui brûlait toujours, la fumée épaisse et noire montait, formait une colonne asphyxiante, infranchissable... Bernard s'éloigna ; la voix ardente répétait à l'orée du chemin :

Pour voir ta chevelure, ô Victoire,
Nous sommes prêts à la mort...

Alda, dès qu'elle fut assise en face de Bernard dans la salle de l'auberge où le thé leur avait été servi, remarqua sa pâleur et la dépression qui altérait ses traits. Elle l'interrogea affectueusement :

— Est-ce parce que je me suis laissé mettre en retard que tu es triste ?

— Pour cela et pour autre chose, répondit-il en essayant de plaisanter.

— Il ne faut pas m'en vouloir, poursuivit-elle. J'étais partie

de la maison bien exactement; l'auto m'a conduite jusque devant Sainte-Sabine; je suis descendue pour venir à pied jusqu'ici; mais, comme je passais à quelque distance du couvent où j'ai été élevée, j'ai entendu les cloches... Cela m'a rappelé tous les chers souvenirs de mon enfance, tant de puérils bonheurs que j'ai goûtés là... Alors il a fallu que je me détourne de mon chemin. Ces cloches, c'était comme un appel. Je suis entrée, j'ai revu mes maîtresses anciennes et quelques-unes de mes compagnes; j'ai refait avec elles le tour du jardin, où les buis et les myrtes sont taillés en niches pour les statues de la Vierge et des saints... Les minutes se sont écoulées si vite!... Il ne faut pas m'en vouloir.

— Je ne t'en veux pas, Alda. Pendant que tu retrouvais ainsi tes souvenirs, moi aussi je pensais au passé; je cherchais à démêler exactement ce qui subsiste en moi de ces influences déjà lointaines, et quelle part elles ont dans mes sentimens d'aujourd'hui.

— Et qu'as-tu découvert?

Bernard eut un geste de lassitude :

— Ne me le demande pas. En ce moment, je ne puis voir clair en moi-même. J'aurais besoin d'une lumière plus haute, et cette lumière me fait défaut. Oh! je suis très malheureux!

Alda le regarda avec une compassion véritable :

— Mon pauvre Bernard! Si je pouvais te venir en aide... Tu sais que je t'aime comme une sœur aime son frère.

— Comme une sœur! répéta lentement Bernard.

Ils restèrent muets un instant, poursuivis par la même inquiétude. Alda avait posé sur la table ses bras nus; une grappe de glycine, qu'elle avait cueillie en chemin, était tombée de son corsage et s'allongeait entre ses coudes; cela formait un tableau frais et charmant, un pastel délicat dont les tendres nuances ravissaient les yeux; cependant Bernard détournait la tête, et tout à coup deux larmes descendirent sur ses joues pâles; avant qu'il eût eu le temps de les essuyer, Alda s'était élancée vers lui :

— Tu pleures? Voilà l'effet de mes paroles! Tu veux donc que je sois malheureuse et triste à mon tour?

Elle lui avait pris les mains, et les tenait élevées à la hauteur de son front. Elle tremblait un peu; il comprit qu'elle était prête à fondre aussi en sanglots. Cela lui rendit le

courage qu'il avait perdu, et il se mit en devoir de la consoler :

— Ce n'est rien! Nous sommes deux enfans! Nous sommes plus déraisonnables que lorsque nous courions ensemble après les papillons, et que notre plus grand plaisir était de leur rendre la liberté, dès que nous avions pu les tenir un instant entre nos doigts. T'en souviens-tu?

— Oui, je m'en souviens... Pourvu que ce ne soit pas là l'image prophétique de notre vie!

Elle n'osa pas achever sa pensée; mais Bernard voulut de nouveau la rassurer :

— Il ne faut pas t'inquiéter de mon sort. Je donnerais volontiers toutes mes chances de bonheur pour que les tiennes se réalisent entièrement.

— Ah! s'écria-t-elle, comment pourrais-je goûter la moindre joie si je te savais affligé?

Cette fois, ils s'étaient compris, et leurs yeux enfiévrés se prenaient déjà.

— Alda! ô ma chérie! s'écria Bernard transporté.

Puis, d'une voix plus sourde, il ajouta :

— C'est donc vrai que tu m'aimes autrement qu'une sœur aime son frère? Que tu m'aimes comme une fiancée aime celui à qui elle doit appartenir? Mais serai-je capable de te donner le sort que tu mérites? Si j'allais tromper ton espoir?...

A peine entendait-il les paroles qu'il prononçait. C'étaient les paroles d'Alda qu'il voulait entendre encore. Elle dit, les lèvres à son oreille :

— Promets-moi seulement que tu n'auras plus aucune raison d'être triste.

— Aucune, puisque tu veux bien accepter mon amour.

Comme le soleil chasse les nuages amassés dans le ciel, les aveux qu'ils venaient d'échanger avaient chassé les ténèbres de son âme : à présent, il ne doutait plus de lui-même; il était toute joie, puissance et ardeur. Le front rayonnant, il serrait Alda contre sa poitrine.

— Alors, c'est bien vrai? Nous allons devenir des époux?

Cette étreinte, la première, avait éveillé les pudeurs de la vierge frémissante. Elle se déroba et jeta un regard apeuré autour d'elle.

— Nous ne devons pas rester ici davantage, Bernard!

Maintenant, nous ne serons plus libres de nous rejoindre comme avant.

— Pourquoi donc? Au contraire! Ne sommes-nous pas d'accord?

Mais elle lui montrait un visage grave et troublé.

— Maintenant que nous savons... balbutia-t-elle.

Il se tut. C'était vrai qu'entre eux tout allait être changé. Un danger les guettait, dont ils avaient conscience; ils avaient perdu l'innocence délicieuse de leur intimité; ils étaient devenus le jouet et la proie facile de l'amour. Tous leurs gestes, tous leurs entretiens prenaient une signification différente; et leur loyauté naturelle ne les garantissait que mal contre ce piège dans lequel leur jeunesse était attirée comme l'alouette au miroir.

— Écoute, reprit Bernard après avoir réfléchi un instant, j'irai ce soir même trouver ton père, je lui ferai part de notre résolution, et je lui demanderai de l'approuver. Nous pourrons alors continuer à nous voir sans scrupule jusqu'au moment où il nous sera donné de nous unir. Dieu veuille que ce soit bientôt!

De nouveau son front s'était assombri; il enveloppait Alda d'un regard chargé d'alarme :

— Si j'allais te perdre! Si le vent de la guerre qui souffle si fort au-dessus de nos têtes allait m'emporter loin de toi! Ah! comme je voudrais être sûr que rien ne nous séparera jamais!

— Aie confiance, Bernard. La tempête s'éloignera sans nous atteindre. Que de fois j'ai entendu mon père l'annoncer! Il te le répétera ce soir encore. Nous devons avoir foi dans la sagesse de ses prévisions.

— Aucun homme n'est infaillible, murmura Bernard en soupirant.

Maintenant il était pressé de courir place Navone et de fixer son destin. De nouvelles angoisses venaient furtivement l'assaillir. Il prévoyait quelque résistance de la part de Remigio Bente : consentirait-il si aisément à se priver d'Alda? Ne trouverait-il pas prématuré ou irréalisable ce projet né en dehors de lui et qui peut-être contrarierait ses vues? La voiture qui emportait les deux amoureux n'allait pas assez vite au gré de Bernard. Mais quand il aperçut la façade de Sainte-Agnès et les trois fontaines, il eut peur tout à coup et devant la porte il

hésitait à descendre. Ce fut Alda qui le poussa dans la maison :

— Monte vite ! Je t'attends ici.

Les minutes s'écoulaient. Blottie dans l'angle de la porte, Alda regardait sans les voir les promeneurs, dont les silhouettes pressées remplissaient la vaste place. Ce qui venait de se passer entre elle et Bernard la laissait dans un état d'exaltation qu'elle n'avait jamais connu. C'était une transposition soudaine de ses sentimens. Elle avait cru l'aimer et elle l'avait aimé en effet sans nulle inquiétude et dans une complète assurance. Leur affection avait grandi avec eux, comme eux, à mesure qu'ils passaient de l'enfance à l'adolescence; et seuls leurs goûts, leurs manières de se divertir s'étaient transformés. Du moins, c'était cela qu'elle avait cru, et c'était cela qui lui avait permis d'entretenir avec Bernard une liaison aussi étroite. Il avait fallu l'incident d'aujourd'hui, la tristesse qu'elle avait surprise dans l'âme de son compagnon, pour qu'elle s'aperçût de son erreur; il avait fallu le choc de cette émotion pour lui révéler cette vérité double, cette vérité éclatante : leur mutuel et irrésistible amour. Et tout ce qui survivait en elle des puérilités de l'âge d'innocence avait été dévoré comme de l'herbe séchée par ce grand feu, par cette flamme haute dont tout son être était embrasé. Ce jour était celui de son baptême d'amour : que cet amour devînt joie ou douleur, elle le porterait désormais imprimé dans sa poitrine : elle en garderait le signe qui ne pourrait s'effacer.

Que ces minutes étaient longues ! Pendant qu'elle attendait, blottie dans l'angle de la porte, là-haut se prononçaient des paroles décisives. Bernard allait reparaître, et tout de suite elle lirait sur son visage l'annonce de son destin. Sans doute les deux hommes échangeaient-ils des considérations d'ordre positif; — une chose aussi sérieuse ne pouvait être traitée à la légère. N'était-ce pas déjà un indice favorable que leur conversation se prolongeât ? Le refus net eût été plus prompt ; l'acceptation comportait des explications ou des réserves... Alda se disait aussi que son père était trop bon pour éloigner d'elle le bonheur qui lui était offert... Malgré ces encouragemens qu'elle se donnait à soi-même, elle tremblait de voir redescendre Bernard et d'avoir à lui dire adieu, — car ce serait un adieu sans rémission ! Ce serait une espérance morte avant d'avoir été cueillie.

Elle avait baissé la tête; elle n'osait plus faire un mouvement. Par quel moyen Bernard se retrouva-t-il devant elle? Il la contemplait avec ferveur, comme un dévot une pieuse image. Alors elle comprit et se jeta dans ses bras. Ils restèrent ainsi muets et divinement heureux avant d'avoir échangé aucune parole.

Cependant Alda s'était mise à l'interroger fiévreusement; elle aurait voulu savoir tout ce qui avait été dit; mais Bernard doucement se déroba :

— Ne me demande rien! Je pars demain pour le château de Lodatz, et c'est à mon retour seulement que nous aurons le droit de nous dire fiancés. Tu veux bien m'attendre jusque-là?

— Ah ! dit-elle, je t'attendrai, Bernard! Je t'attendrai autant qu'il faudra!

Le temps pour elle n'existait plus; la distance même était abolie; elle allait vivre dans l'absolu, dans l'éternité de l'amour.

XIII

Avec le poète Silvio et le musicien Angelo Ralli, Cristina revenait de Gênes. Tous trois avaient assisté à la journée de Quarto où l'on avait inauguré le monument des Mille, ces héros de la rédemption italienne. Le train qui les ramenait à Rome suivait la côte déchirée de récifs. Entre les gouffres noirs des tunnels, la mer lumineuse se montrait dominée par les pâles verdures des oliviers et des citronniers; elle montait à l'assaut des falaises qu'elle laissait nues et ruisselantes; puis un peu plus loin, vers le large, elle redevenait immobile; à peine apercevait-on sur sa surface la légère trémulation des vagues frappées de soleil.

Cristina jouissait d'être emportée par le vertige de cette course à travers la lumière et l'ombre; chaque fois que le paysage éblouissant reparaissait, elle se penchait à la portière comme pour aller au-devant de lui, tandis que Silvio, debout derrière elle, répétait le cri des voyageurs retrouvant les flots du bien-aimé rivage : « Thalassa! Thalassa! »

A l'autre extrémité du wagon, Angelo Ralli gardait le silence; il avait fermé les yeux, et l'on aurait pu le croire en-

dormi, si par instant il n'eût balancé la tête, comme pour suivre le mouvement d'un rythme intérieur.

Cristina, d'un geste, le désigna à Silvio :

— Regardez-le! Le voilà ressaisi par le démon, ou par le dieu, de la musique! Ce qu'il voit au dedans de lui, ce qu'il entend, est encore beaucoup plus beau sans doute que ce que nos sens perçoivent.

— Oui, dit Silvio; il traduit en une symphonie impérissable l'admirable manifestation à laquelle nous venons d'assister; et certes elle était digne de servir de thème à son génie; — mais comment rendre tout ce qu'il y eut dans cette foule d'idéalité passionnée et de mystique ferveur? Cela ne dépasse-t-il pas les moyens dont il dispose?

— Vous devriez l'essayer, vous, Silvio. La poésie se prête à plus de vérité. Les mots ont plus de signification que les sons.

— Ils ont moins d'âme! répondit Silvio songeur. Puis écrire en ce moment, je ne le pourrais pas. Je suis trop troublé, trop dispersé. Je suis le grain de sable emporté dans un tourbillon. — Plus tard peut-être... Aujourd'hui je ne veux connaître que les vers de notre chantre immortel, Carducci. — Que n'est-il là encore!

— Ah! dit Cristina, il a tout dit, tout prévu; il a été notre prophète, en même temps que notre guide; à lui revient d'abord l'honneur des journées telles que celle-ci.

Et, comme l'on entrait sous la longue voûte de la Spezzia, elle récita de sa voix vibrante :

Les arcs de la colline attendent des triomphes,
Non plus les triomphes des Césars,
Mais ton triomphe à toi, ô peuple d'Italie,
Que tu remporteras sur les peuples barbares,
Sur les monstres dont ta justice
Enfin délivrera les mondes et les races.
O Italie! ô Rome! On verra ce jour-là
Le ciel redevenu plus pur sur le Forum,
Des chants clameront : Gloire! Gloire!
Et l'azur infini entendra ces accens.

Entre le resserrement des murs épais, la voix de Cristina prenait une sonorité magnifique, qui dominait le lourd halète-

ment de la machine. Silvio comprenait que l'amour exalté de la patrie remplissait à lui seul cette sensibilité de femme, et qu'il n'y avait plus de place en elle pour aucun autre sentiment. Si jamais il avait eu l'espoir de s'en faire aimer, il y renoncerait tout à fait à cette heure. Lui-même n'avait de désir, de volonté, que pour ce triomphe dont Carducci hâtait la venue.

L'éblouissement de la mer encore une fois vint les surprendre. Ils se turent. Dans le port, au fond du golfe, les bateaux de la marine royale se balançaient frémissans, prêts à prendre le large et à affronter les grandes luttes de l'espace. Une force se dégageait de leur armature nerveuse et fine, une fierté aussi et une impatience pareille à celle des coursiers ardens, trop longtemps retenus loin des combats. Sous leurs croupes légères, de petites vagues alliciantes se pressaient, les harcelaient d'innombrables coups de fouet d'écume pour les forcer à rompre leur chaîne, tandis que la grande voix de Poseidon les appelait au milieu de cette mer des sirènes qui fut son premier royaume et où se cachent encore les Enchanteresses aux chevelures vertes et aux yeux pâmés.

— Voilà ce que nous avons pu réaliser en un demi-siècle, dit Angelo Ralli, s'arrachant tout à coup à sa contemplation intérieure. Une nation qui possède de telles sources de régénération serait mille fois coupable de ne pas aller jusqu'aux conséquences de son effort.

— Elle ira ! clama Silvio avec le geste du serment. Ce que nous n'avons pu obtenir aujourd'hui, nous l'aurons demain plus glorieusement encore ; au lieu que ce soit les plus fougueux d'entre nous, ce sera l'Italie entière qui se lèvera pour réclamer son droit à l'affranchissement.

— Hélas ! soupira le musicien, j'en sais d'irréductibles parmi les partisans de la paix. — La paix ! Ils ont cru en faire une divinité intangible ; mais c'est une divinité dont le culte est aboli ; nous avons renversé ses derniers autels, parce que c'est seulement sur ces débris que s'élèvera la nouvelle harmonie du monde. Voilà ce qu'ils n'ont pas encore compris, ceux qui préfèrent la paix à la guerre et la servitude à la liberté.

Cristina avait pâli. Elle songeait à Remigio, et elle ne doutait pas qu'en parlant de la sorte Angelo n'y songeât aussi. Cette opiniâtreté du grand homme qu'elle n'avait pas réussi à enta-

mer lui causait une irritation d'orgueil en même temps qu'une profonde douleur. Elle n'aimait pas y arrêter son esprit. Mais elle ne pouvait tout à fait se soustraire à des souvenirs dont les fils invisibles se trouvaient si étroitement mêlés à la trame de ses jours. Que Remigio ne se fût pas laissé convaincre, qu'il ne l'eût pas suivie jusque dans sa complète évolution vers des idées combatives, elle ne s'en étonnait pas, car elle le savait profondément attaché à des principes différens : elle ne s'en étonnait pas, elle en souffrait seulement, et, dans des momens comme celui-ci, elle en éprouvait un regret si violent que des larmes lui montaient aux yeux. Quelle force perdue pour la cause qu'elle soutenait! Elle se représentait Remigio haranguant la foule sur le rocher de Quarto, et lui jetant les immortelles paroles d'espérance. Elle le voyait acclamé, béni, porté en triomphe... Au lieu de cela, que faisait-il à cette heure? Il se bouchait les yeux pour ne pas voir, les oreilles pour ne pas entendre. Enfermé dans son cabinet de travail, il rédigeait sans doute une de ces pages admirables, mais inutiles, dans lesquelles il exaltait l'utopie de l'amour universel; mais l'amour se dérobait, fuyait, honteux de sa défaite. L'amour avait failli à sa tâche de réconciliation. Plus que jamais les peuples se séparaient, se dressaient les uns contre les autres pour mieux marquer les frontières de chaque patrie; et c'est ainsi qu'ils reprenaient conscience de leur force morale et de leur véritable grandeur. Cristina ne pouvait admettre une autre thèse; n'avait-elle pas elle-même sacrifié son bonheur intime à cette conviction qui l'emportait bien au delà des limites qu'elle avait prévues? A mesure que le train se rapprochait de Rome, elle sentait augmenter en elle la puissance d'enthousiasme qui la dominait. Encore un peu de temps, se disait-elle, encore quelques semaines, quelques jours peut-être, et les destins de l'Italie seront accomplis. Personne n'osera plus s'opposer à ce grand élan qui soulèvera toute la nation aussi irrésistiblement que les flots de la mer sont soulevés par les vents en furie de l'équinoxe.

. . . .

Ce jour-là, Remigio était rentré chez lui, décidé à n'en plus sortir jusqu'à la fin de la crise. Il ne lui restait rien à tenter pour éloigner le danger au-devant duquel son pays semblait courir. Cependant il espérait encore... Mais Gino ne partageait

pas son espoir. Plus mêlé que le maître aux mouvemens profonds des masses, il avait déjà compris que les digues seraient rompues si elles continuaient plus longtemps à opposer leur obstacle à cette poussée irrésistible. Vers le soir, il était descendu dans la rue; le long du Corso et sur la place du Peuple, il avait entendu les chants frénétiques, les menaces et les anathèmes. Cette nuit de mai, idéalement pure au ciel, devenait sur la terre une nuit de malédiction et de fureur.

Gino ne savait comment traduire ces impressions à celui qui l'attendait. Lentement il remonta l'escalier et devant la porte du cabinet de travail il hésita un instant, puis il entra. Assis devant sa table, Remigio poursuivait une lecture commencée. Son visage avait repris le calme des jours anciens; à peine releva-t-il la tête quand Gino s'approcha de lui.

— Oh! mon ami, soupira-t-il, combien l'on est heureux de se réfugier dans la compagnie des sages, lorsqu'on en est réduit comme nous à ne rien pouvoir contre la folie qui emporte l'humanité à sa perte!

Il sourit tristement et continua :

— Vous souvenez-vous de ce que raconte Machiavel, alors qu'il vivait pauvre et en disgrâce dans sa retraite de San Casciano? Durant le jour, il travaillait à défricher sa terre, ou bien il se mêlait aux rouliers qui fréquentaient l'hôtellerie du grand chemin, jouant aux cartes et s'encanaillant avec eux, et vêtu comme eux d'habits sordides. Mais, vers le soir, il se dépouillait de ces vêtemens couverts de poussière et de boue; il revêtait ses habits de cour et, habillé ainsi décemment, il pénétrait dans sa bibliothèque comme dans un sanctuaire; là il retrouvait ses amis, les grands auteurs de l'antiquité avec qui il conversait fort avant dans la nuit; il les interrogeait sur leurs actions et ne craignait pas, assure-t-il, de leur en demander compte. Reçu par eux avec bonté et bienveillance, il oubliait ses chagrins, sa misère, et même la mort qui l'attendait. J'essaye de faire comme lui!

Gino s'inclina sans répondre. Il devinait tant de souffrance et de désillusion sous la sérénité voulue de Remigio! Cette sorte de stoïcisme n'était chez lui qu'à fleur d'âme; elle cachait mal tout ce qui sanglotait de douleur au fond de cet être généreux qui avait fait un impossible rêve. Que lui en restait-il maintenant?... Que demain la guerre fût déchaînée, et il se sentirait

isolé dans la plus affligeante solitude morale. Du moins Gino se jurait-il de ne le point abandonner.

Deux journées s'écoulèrent encore dans l'incertitude; le 16 au matin, Gino descendit aux nouvelles avant que Remigio fût levé. Il traversa la place Navone pour se rendre à la Consulta; les journaux n'avaient pas encore paru; mais il savait que là où il allait il serait renseigné à coup sûr. Il marchait vite, sans regarder les rares passans qui avançaient comme lui, le front baissé, dans cette radieuse aurore. Les cloches des églises sonnaient les premiers offices; une lumière rose et tendre colorait le sommet des édifices. A la hauteur de la Fontaine de Trévi, il heurta quelqu'un qui le salua d'un bonjour retentissant. Le manteau romain flottant à l'épaule, le tricorne en bataille, la soutane écourtée, c'était le Père Semenoti dont la forte carrure lui barrait le chemin. Gino se souvenait d'avoir rencontré à cette même place quelques années auparavant le grand orateur populaire, qui lui avait annoncé en termes prophétiques ce qui se passait aujourd'hui. Lui aussi s'en souvint apparemment, car il se hâta de s'écrier :

— Eh! bien, m'étais-je trompé? Ne vous avais-je pas esquissé d'avance cette page de notre histoire? Si vous courez aux informations, vous pouvez vous arrêter ici : le sort en est jeté. *Alea jacta est!* Voilà plus d'une semaine que notre ambassadeur à Vienne a remis au gouvernement autrichien une note de rupture dénonçant le pacte de la Triplice; l'Italie a repris sa liberté; elle va en faire usage pour se battre. Ce soir, la nouvelle sera publique, et vous entendrez les cris de triomphe de la multitude. Les gens de la ville ont entraîné ceux des campagnes qui résistaient encore. Tous verseront leur sang avec l'instinct profond d'accomplir un devoir sacré.

— Pourtant, remarqua Gino, c'était précisément sur ces hommes des campagnes, sur ces paysans que l'on comptait pour faire contrepoids à l'esprit belliqueux des citadins. S'ils ont cédé, ne le regretteront-ils pas un jour?

— N'en croyez rien! Leurs âmes sont admirables. Ils ont hérité les plus belles vertus de leurs ancêtres qui reprenaient la bêche après avoir manié le javelot. Crédules, je le sais bien, et superstitieux aussi!... Tenez, je gage que celui qui arrive par la Stamperi va s'agenouiller devant le grand Neptune de la

Fontaine pour lui demander la « benedizione, » comme s'il était devant le Père éternel!

Un vieillard s'avançait en effet, poussant une petite charrette de légumes qu'il allait vendre au marché. Il fit comme avait dit le prédicateur. Posément il arrêta sa charrette, puis il s'agenouilla devant l'image du dieu marin qui, du fond de sa niche, présidait à l'effusion des ondes jaillissantes. Le vieux trempa un doigt dans la vasque et se signa largement; ce que voyant, Gino se prit à sourire.

— Ne riez pas! dit le Père Semenoti un peu ému, et soyez sûr que la bénédiction demandée sera tombée sur le front de ce juste : Un acte de foi n'est jamais perdu.

Le soleil s'était couché sur une Rome plus frémissante qu'aux temps des grands triomphes des Césars. On eût dit que tout le passé de la Ville éternelle débordait les eaux convulsées du Tibre et se précipitait sur les rives où un peuple en délire acclamait la volonté de ses chefs. Une fois encore l'irrédentisme avait gagné sa cause; le souffle des beaux espoirs patriotiques renversait les derniers obstacles. « La guerre! la juste guerre! La revendication pour les provinces séparées! Trente et Trieste! L'Istrie! » Ces mots chantaient sur les bouches, mêlés aux hymnes de gloire. Et la foule montait au Capitole avec des flambeaux et des étendards. Autour de la statue de Marc-Aurèle, la Rome antique voyait la nouvelle Rome s'assembler comme pour prendre à témoin le plus sage des empereurs de la fidélité de ses sentimens; et selon les strophes de Carducci, « à travers le Forum silencieux, dressée sur la colline fatidique, elle tendait ses bras de marbre à sa Fille libératrice. » Les trois palais de Michel-Ange, la rampe de l'Ara-Cœli étaient secoués par les échos des voix innombrables, et de tous côtés des manifestans nouveaux accouraient se joindre à ceux qui déjà remplissaient ces vastes espaces. Bientôt le cortège se mit en marche; on allait au Quirinal saluer le premier soldat d'Italie, l'héritier de la monarchie de Savoie. Le long des rues, les maisons étaient pavoisées; des gens aux fenêtres jetaient des fleurs. Des roses rouges tombaient, lancées par les mains des femmes, et venaient s'écraser sur la chaussée comme de larges gouttes de sang. C'était le symbole mystique, le signe que bientôt dans ce prin-

temps empourpré la vie des jeunes héros s'effeuillerait sanglante et fraîche, sans lendemain. Et l'ivresse redoublait. Les chants couvraient au loin le Colysée baigné d'une lumière blonde, et s'engouffraient jusque entre les tombeaux de la voie Appienne. Ne fallait-il pas réveiller les morts dans leurs sépulcres et leur annoncer la résurrection?

La vingt-troisième heure, l'heure suprême, avait sonné..... Remigio le savait et, de son cabinet de travail, il entendait, lui aussi, mugir et se rapprocher le formidable cortège. Il était près de minuit; Gino l'avait en vain supplié de se retirer pour aller dormir; Remigio ne voulait pas s'éloigner. Quelque chose de plus fort que sa tristesse le retenait là, derrière ces persiennes closes, à travers lesquelles, tout à l'heure, il verrait passer la foule romaine, cette foule composite faite de l'élite et de la plèbe, des patriciens et des artisans, tous les élémens confondus. Il attendait, pâle, anxieux, tournant entre les cloisons, pareil à un fauve enchaîné. Tout à coup le cortège déboucha à l'angle de la place Navone; il vit les drapeaux, les torches, les faces brillantes dans le clair-obscur, des yeux élargis, des lèvres ouvertes.... Il y avait des vieillards qui marchaient les premiers, et c'étaient les sénateurs du royaume; puis la masse ondoyante des éphèbes prêts pour la mort. Une femme s'avançait à leur tête, le buste enveloppé dans les plis de la bannière tricolore; des rayons bleutés voltigeaient autour d'elle; son bras étendu indiquait le chemin; en passant, elle leva le front vers les persiennes closes derrière lesquelles tremblait une vague lumière : — et Remigio reconnut Cristina qui semblait mener toute cette foule à la victoire.

JEAN BERTHEROY.

(La troisième partie au prochain numéro.)

ESQUISSES CONTEMPORAINES

ALBERT DE MUN

II [1]

L'ŒUVRE DE DÉFENSE RELIGIEUSE ET DE DÉFENSE NATIONALE

Le sceau du christianisme a, pour les desseins divins, frappé notre nation, dans son berceau, d'une marque ineffaçable, qui la distingue entre toutes les nations, et qu'elle a, durant quatorze siècles, portée sur tous les chemins de sa merveilleuse épopée, des champs de Tolbiac aux plaines de Patay, depuis la conversion d'Henri IV jusqu'à la grande réconciliation du Concordat, *étonnant le monde au penchant des abîmes, par des sursauts libérateurs qui, toujours, quelles que fussent ses épreuves ou ses fautes, la ramenaient, pleine de vie, vers ses destins providentiels.*

Cela, c'est le miracle français (2).

C'est en 1907, à Bordeaux, en réponse à un discours où M. Clemenceau, à Amiens, évoquait, après Renan, le *miracle grec*, qu'Albert de Mun prononçait ces paroles véritablement prophétiques. Depuis cinq ans, menacé d'une angine de poitrine, il avait dû, sur l'ordre formel des médecins, renoncer à

(1) Voyez la *Revue* du 15 octobre.
(2) *Combats d'hier et d'aujourd'hui* (Lethielleux), t. II, p. 178.

la parole publique et se condamner à un « dur, très dur » silence. C'était le moment où toutes les causes auxquelles il avait voué sa vie couraient les plus graves périls. Il avait lutté, comme il aimait à le dire, « pour Dieu, » « pour la patrie, » « pour le peuple. » Et voici que l'on se détournait des urgentes réformes sociales pour satisfaire d'odieuses passions politiques; voici que l'idée même de patrie, attaquée et sapée de toutes parts, semblait sur le point de se dissoudre; voici que le christianisme subissait de la part de ses adversaires officiels le plus rude assaut qu'il eût peut-être soutenu depuis l'époque révolutionnaire. Obligé de quitter la tribune au moment où sa parole eût été le plus utile, Albert de Mun n'abandonna pas la lutte; il ne désespéra pas plus de lui-même qu'il ne désespéra du pays qu'il voulait servir. D'orateur il se fit journaliste, et, sur ce nouveau terrain, il prépara de son mieux « les sursauts libérateurs » qu'il s'obstinait à prédire.

I

En pure perte, put-on croire longtemps. C'est une douloureuse période de notre histoire intérieure que celle qui s'étend de 1898 à 1911, et l'on voudrait bien, aujourd'hui surtout, pouvoir rayer d'un trait de plume ces quatorze années où les Français non seulement « ne s'aimaient pas, » mais semblaient prendre plaisir à user dans les discordes civiles les énergies latentes qu'ils allaient bientôt avoir à utiliser contre l'éternel ennemi d'outre-Rhin. Jamais, en effet, « les deux Frances » ne s'étaient heurtées aussi violemment; jamais ce que l'on a justement appelé « la troisième France, » la France laborieuse et silencieuse, qui est proprement la France éternelle, n'avait moins fait sentir sa survivance à l'étranger railleur ou inattentif... Je n'ai garde de vouloir réveiller de lointaines et fâcheuses querelles, et je n'y insisterai pas plus qu'il ne convient. Mais, d'autre part, ce serait trahir la mémoire d'Albert de Mun que d'atténuer ou de dissimuler le rôle considérable qu'il y a délibérément joué.

Disons tout d'abord que si, sur tel ou tel point de détail, il a pu, comme il arrive à tous les polémistes, se tromper ou se méprendre, forcer la mesure et dépasser le but, son attitude dans l'ensemble a été singulièrement généreuse, sage et clair-

voyante. Les six ou huit volumes où il a recueilli ses campagnes de presse ne sont pas seulement un éloquent réquisitoire contre la politique sectaire où nous avons failli sombrer et qui a accumulé tant de ruines; ils sont aussi un solennel avertissement patriotique à ceux qui travaillaient imprudemment à désunir l'âme française en face d'ennemis toujours prêts à profiter de nos moindres fautes. S'il a si vaillamment soutenu le combat « inégal » « où l'honneur l'engageait, » c'est qu'il en voyait admirablement l'enjeu et la portée. « Ce combat, disait-il, ce n'est pas un choc d'ambitions rivales, ce n'est pas une bataille de partis, *ce n'est pas seulement, j'ose le dire, quelle que soit l'ardeur de ma foi, une lutte religieuse : c'est la lutte pour la vie nationale* (1). » L'avenir n'allait que trop lui donner raison.

S'explique-t-on maintenant pourquoi il est intervenu dans « l'Affaire maudite, » comme il l'appelait lui-même, avec l'éclat que l'on sait? Ce n'est point, comme on l'a prétendu, par une suite toute naturelle de l'affection très tendre qui l'unissait au Père du Lac. C'est tout simplement parce qu'à travers les polémiques passionnées de l'heure présente, il voyait venir, ce qu'il eût voulu éviter à tout prix, « les violences de la guerre religieuse. » Et en même temps, les abominables campagnes auxquelles il assistait contre l'armée lui faisaient craindre la désorganisation de notre puissance militaire au profit et, probablement, grâce aux « ressources » de nations rivales trop intéressées à notre déchéance. Sur ce dernier article la lumière n'est pas faite encore. Mais n'est-il pas vrai que les événemens récens éclairent singulièrement ceux d'autrefois? Si dans cette sorte de conspiration à peu près unanime de l'opinion européenne que nous avons alors tous sentie autour de nous, l'histoire future ne reconnaissait et ne dénonçait pas la main et les procédés habituels de l'Allemagne, nous en serions prodigieusement surpris.

Faut-il également chercher l'influence allemande, — influence occulte et insoupçonnée de ceux qui la subissaient, — dans la longue campagne d'anticléricalisme qui a suivi « l'Affaire? » Il est possible, et l'on se souvient que l'influence bismarckienne n'a pas été entièrement étrangère aux premières

(1) *Combats d'hier et d'aujourd'hui*, t. I, p. 179.

luttes religieuses de la troisième République. S'il y a un de nos voisins auquel nous ayons, à nos dépens, appris à appliquer le *Is fecit cui prodest,* c'est bien celui qui s'était promis de nous supplanter dans le monde. Quoi qu'il en soit, il est incontestable que ces luttes fratricides, en nous désunissant, en nous affaiblissant à l'intérieur, en détournant notre attention des événemens du dehors, nous livraient pieds et poings liés aux tentatives de l'étranger, et que ceux qui ont tout mis en œuvre pour nous en épargner l'épreuve ont très sagement rempli leur devoir d'excellens Français.

C'est ce qu'a fait avec sa générosité et son ardeur habituelles Albert de Mun. La loi sur les associations, dans laquelle il voyait trop justement une préface nécessaire à de prochaines persécutions religieuses, n'a pas eu d'adversaire plus résolu. Allant un jour au fond du débat avec une franchise passionnée, il montrait dans l'âpre conflit qui, durant tant d'années, devait mettre tant de Français aux prises, « la lutte éternelle entre les ambitions de la raison et la nécessité de la foi. » « Cette lutte, ajoutait-il, est aussi vieille que le monde, elle durera autant que lui. » Et, affirmant « qu'un tel conflit ne se dénoue pas par des lois et ne s'apaise pas avec des mesures de police, » il défendait fort habilement ses coreligionnaires de caresser pareille ambition. « Mais non ! disait-il, en s'adressant à ses adversaires. L'entreprise que vous méditez est au-dessus des forces de tous les partis, *et du mien comme des autres, si jamais, parvenu au pouvoir et tenté par la logique de ses doctrines, il s'y essayait, oublieux des leçons de l'expérience.* » Au nom même de ce libéralisme, il revendiquait pour les âmes croyantes le droit « d'accomplir, par le don de soi-même, la loi fondamentale du christianisme. » « Ne cherchez pas ailleurs, s'écriait-il dans un très beau mouvement, le secret de la vie religieuse : il est là, à des profondeurs où les lois et les gouvernemens ne peuvent atteindre, où s'alimente sa source intarissable et d'où s'élancent sans trêve, vers le monde tourmenté d'ambitions, de révoltes et de passions, vers le monde refroidi par l'égoïsme, labouré par la misère et la souffrance, ces hommes et ces femmes qui ont renoncé à lui demander ses joies pour lui donner leurs exemples de pauvreté volontaire, de chasteté héroïque, d'obéissance réfléchie, de dévouement sans récompense humaine, quelquefois payé par l'outrage et

par le mépris, et qui font ainsi, dans le sacrifice de leur liberté, le dernier, le plus magnifique, le plus décisif usage de la liberté elle-même. » Mais comme des considérations de ce genre, si justes et si éloquentes qu'elles fussent, étaient trop métaphysiques ou trop mystiques pour agir sur une Chambre française, l'orateur, dévoilant toute sa pensée, faisait appel à un ordre de sentimens et d'idées qui aurait dû emporter toutes les résistances :

Pour nous, — déclarait-il, — puisqu'on nous offre de nouveau le combat, nous y retournons avec une très ferme résolution, mais aussi avec une très grande tristesse. *Et cette tristesse n'a pas seulement pour objet des hommes et des choses qui nous sont chers et que vous menacez ; elle a d'autres causes, et plus profondes encore : c'est une tristesse patriotique.*

Au-dessus des disputes, des passions, si vous voulez, des excès de tous les partis, il y a un fait qui domine l'histoire de ces dernières années. *C'est l'immense, l'universelle aspiration de ce pays vers l'apaisement et la réconciliation.* C'est le désir impérieux de voir enfin les cœurs se rapprocher et les volontés s'unir dans le service de la patrie, dans le commun dévouement à sa grandeur.

Au milieu de cette variété que j'ai dite, des idées, des opinions, des croyances, qui divisent nos générations, il semble qu'à la place de l'unité des intelligences et des âmes, désormais brisée, qu'aucune force humaine ne peut rétablir, grandisse et se fortifie toujours davantage le sentiment, le besoin, la nécessité de la concorde patriotique. Dans l'écroulement de toutes les institutions du passé, dans le déchirement des liens qu'elles avaient formés, l'idée de la patrie devient chaque jour plus puissante, et, par un secret instinct, la foule embrasse plus étroitement son image sacrée, comme la cité romaine le palladium antique, pour lui demander de rétablir entre les citoyens l'harmonie rompue : et c'est là, dans ce concours de tous au bien public que peut se rencontrer seulement cette unité morale que vous cherchez vainement dans les lois et dans les décrets (1).

Hélas! ces nobles accens, s'ils provoquèrent des « applaudissemens répétés, » ne touchèrent ni les esprits, ni les cœurs. Après la loi sur les associations, ce fut toute la série des mesures, à la fois illégales et injustes, contre les congrégations

(1) *Discours et écrits divers*, t. VII, p. 261, 241-242, 267-268.

religieuses; ce fut ensuite tout ce qui prépara, accompagna et suivit la loi de séparation, douloureux épisodes d'une histoire qui ne nous est que trop présente, et dont je ne voudrais pas remuer ici les cendres mal éteintes. Puisse l'histoire de demain réparer une partie des ruines que nous avons imprudemment, de nos propres mains, accumulées sur notre sol! Albert de Mun ne verra pas ces réparations nécessaires : il les aura du moins préparées par l'excellence des conseils et des avertissemens qu'il nous aura prodigués; surtout, il aura tout fait pour nous épargner l'amertume des déboires dont il prévoyait la longue succession.

Quand on vient de lire la suite des quelques rares discours ou allocutions, et surtout des innombrables articles qu'il a intitulés *Combats d'hier et d'aujourd'hui*, on reste émerveillé de tout ce qu'il a dépensé là, d'éloquence, de verve, d'habileté dialectique, de ferme bon sens, de justes pressentimens, d'ironie vengeresse. Ses adversaires ont la force pour eux; mais lui, il a la raison, l'équité, une partie croissante de l'opinion, et l'avenir. Il sait bien qu'il sera, — provisoirement, — vaincu; mais il se bat pour l'honneur, pour libérer son âme et toutes celles qui vibrent à l'unisson de la sienne, pour agir sur certains esprits non prévenus et sur certaines consciences; il se bat enfin « pour Dieu » et « pour la France; » et les coups qu'il porte, si quelques-uns s'égarent parfois dans le vide, font souvent de rudes blessures. Blessures tout idéales, dira-t-on : oui, peut-être, à en juger par l'effet immédiat; mais sait-on jamais l'influence exacte qu'exerce toute parole sincère, même sur ceux qui l'ont tout d'abord repoussée? En tout cas, à le voir défendre pied à pied, la plume à la main, ses positions avec une vigueur, un sang-froid, une maîtrise qu'ils pouvaient lui envier, les contradicteurs d'Albert de Mun ont dû plus d'une fois se féliciter que la tribune lui fût interdite : ils auraient sans doute triomphé quand même, mais peut-être moins aisément, et tel de leurs triomphes aurait fort bien pu paraître, aux yeux mêmes de leurs amis, assez peu glorieux.

Ce vaillant lutteur n'a jamais connu le découragement, mais il a plus d'une fois connu l'amertume. Si bien trempé que l'on soit, on se lasse de toujours combattre, et d'échouer toujours, ou tout au moins de ne jamais toucher du doigt les résultats de son effort. Un jour, — c'était le 1er janvier 1908, —

jetant un rapide coup d'œil sur l'année écoulée, il se livrait à un « examen de conscience » mélancolique. La loi de séparation avait développé ses premières conséquences. « L'écroulement de l'antique édifice où s'abritait l'Église de France » n'était pas pour lui « la pire des douleurs. » « Qu'il ait pu s'accomplir, avouait-il, dans la froide indifférence d'une nation subjuguée, voilà la tristesse indicible... c'est le grand deuil et l'humiliation dernière. Je n'ai point, depuis Metz, éprouvé plus amèrement la honte d'une défaite sans gloire (1). » Et certes, cette tristesse est infiniment respectable. Mais l'expression n'en est-elle pas un peu excessive? Ne révèle-t-elle pas de la part de son auteur, avec une certaine puissance d'illusion, une disposition d'esprit insuffisamment réaliste? Admirable chrétien, d'une fidélité et d'une docilité spirituelles à toute épreuve, Albert de Mun avait quelque peine à se dégager de certaines formes consacrées par un long usage. Il prenait son mot d'ordre à Rome, et il s'y tenait avec une énergie sans défaillance. Il avait toujours été ainsi. Il nous raconte que tout jeune, au moment des discussions sur l'infaillibilité pontificale, il avait échappé à l'influence de Mgr Dupanloup, alors dominante dans sa famille. « Je me sentais, par tendance naturelle, nous dit-il, et peut-être par habitude de la discipline militaire, plus porté vers la simple obéissance (2). » Plus tard, quand Léon XIII lui demanda le sacrifice de ses idées royalistes, et plus tard encore, quand le même Léon XIII l'invita « assez vivement » à renoncer à son projet d'organiser un parti catholique, il s'empressa de déférer à ces invitations, « ayant, disait-il, envers le Pape, l'obéissance facile et joyeuse (3). » Rien assurément de plus légitime. Mais avouons, d'autre part, que cette disposition, poussée un peu loin, n'est pas très conciliable avec le goût des initiatives et des essais d'adaptation. Bref, à la foi d'Albert de Mun, il manquait un peu de cette inquiétude qui est, dans l'ordre intellectuel et religieux, ce qu'est le scrupule dans l'ordre moral, et qui, si elle a ses périls, a bien aussi son charme et sa puissance. Et peut-être aussi n'a-t-il pas senti

(1) *Combats d'hier et d'aujourd'hui*, t. III, p. 7 et 8.
(2) *Ma vocation sociale*, p. 6.
(3) *Combats d'hier et d'aujourd'hui*, supplément à la 1re série, p. 265-266. Albert de Mun avoue pourtant ailleurs (*Combats*, t. V, p. 169), que, dans le second cas, « ce fut un coup très rude. » Ce le fut aussi dans le premier.

aussi fortement qu'on aurait pu le souhaiter cette merveilleuse faculté d'évolution que possède l'Église et par laquelle, sans jamais cesser d'être elle-même, elle se plie de siècle en siècle aux circonstances les plus diverses, s'accommode des régimes les plus opposés et poursuit inlassablement son œuvre d'apostolat.

Des réflexions de cette nature, si elles avaient été plus familières à l'esprit d'Albert de Mun, auraient-elles suffi à lui faire atténuer la violence un peu intransigeante des anathèmes qu'il a prononcés contre la loi de séparation et contre ceux qui l'ont trop facilement acceptée? Je ne sais. Mais comme il n'était pas l'homme des longues imprécations stériles, il se ressaisissait bien vite, et à l'indifférence religieuse générale qu'il avait si douloureusement constatée, et qui semble l'avoir surpris plus que de raison, il s'empressa de chercher un remède. Négligeant d'ailleurs, comme à son ordinaire, le côté intellectuel du problème, il en envisagea avec une virile loyauté le côté social. Il se retrouvait là sur son terrain, il y rencontrait d'actifs et dévoués collaborateurs. L'un d'eux, Mgr Gibier, le généreux évêque de Versailles, avait dit : « Le peuple ne connaît pas le clergé... Quand le clergé comprendra-t-il qu'il ne lui serait pas difficile de gagner le cœur du peuple, s'il le voulait sérieusement? » Albert de Mun commentait avec chaleur ces trop justes paroles qui faisaient écho à des idées qu'il avait souvent exprimées lui-même : « Je voudrais voir, s'écriait-il dès 1892, je voudrais voir dans tous les diocèses de France un certain nombre de prêtres choisis, jeunes, actifs, intelligens, étudiant les questions sociales et se préparant à pouvoir les traiter devant un auditoire populaire, étudiant les questions agricoles et pouvant en entretenir les paysans, étudiant les questions économiques et pouvant fonder des sociétés de crédit, des associations ouvrières, n'étant pourvus ni de cures, ni de vicariats, ne recevant pas de traitement de l'État, et libres ainsi de tous liens avec l'administration, montant droit au peuple pour le réconcilier avec l'Église (1). »

A cette réconciliation, dont il ne voulait pas désespérer, « n'aimant point, disait-il, à s'asseoir longtemps sur les ruines, » Albert de Mun a travaillé jusqu'au bout avec un beau

(1) *Discours et écrits divers*, t. V, p. 129-130.

courage. Ne pouvant plus collaborer par ses discours aux lois sociales qui venaient en discussion à la Chambre, il y collaborait par ses articles, soutenant et légitimant les réformes heureuses, les provoquant souvent, tâchant d'y intéresser l'opinion, mettant au service de tous les hommes de bonne volonté son autorité et son expérience. Il était plus écouté qu'il ne l'avait jamais été. Les ironies ou les injures dont on l'avait accablé jadis se faisaient plus rares. On finissait par rendre justice, même dans certains milieux qui lui avaient été longtemps hostiles, non seulement à l'élévation et au désintéressement, mais encore à la justice de quelques-unes au moins de ses idées. C'est qu'il n'était plus un isolé comme il l'avait été à ses débuts. A la longue, son action s'était fait sentir, même à ses adversaires ; ses doctrines, approuvées d'ailleurs et adoptées par la plus haute autorité morale qui soit au monde, avaient recruté d'ardens prosélytes. Il avait derrière lui, et avec lui, toute une jeunesse de « chrétiens sociaux, » celle-là même qui organisait les *Semaines sociales*, qui suivait librement ses inspirations et se réclamait de son exemple. Grâce en partie à lui, il devenait de plus en plus difficile de dire et de croire que l'Église se désintéressait du peuple. « Et vraiment, disait-il un jour, moi qui rêve pour mon pays le retour complet à la foi chrétienne, et qui, dans ma carrière, ne me suis attaché fortement qu'à cette seule idée (1)... » Si ce noble rêve doit se réaliser un jour, par son œuvre sociale, Albert de Mun en aura hâté l'avènement.

II

Il l'aura hâté plus peut-être encore par son œuvre patriotique. De tout temps, il s'était passionnément préoccupé des questions concernant la défense nationale. Comme tous les hommes de sa génération, il avait connu la France si grande, si glorieuse, si respectée, qu'il ne se consolait pas de la voir déchue de ce rang unique. Soldat, gentilhomme, chrétien, il l'aimait, si l'on peut dire, d'un triple amour ; ou plutôt encore, toutes les ardeurs de sa grande âme se fondaient pour elle dans une tendresse hautement religieuse. La mission providentielle

(1) *Dicours et écrits divers*, t. VII, p. 265.

de la France, c'était pour lui, nous l'avons vu, une de ces vérités d'évidence qu'on ne discute même pas. Aussi, de quel cœur, dès qu'il en a le pouvoir, il se propose de travailler au relèvement de la patrie vaincue ! Dès son entrée à la Chambre, il ne perd pas une occasion d'intervenir dans les débats où l'intérêt national lui paraît engagé : les expéditions coloniales, les lois militaires, lui inspirent des discours à la fois si compétens et si élevés, que, plus d'une fois, il réussit à rallier la presque unanimité non seulement des applaudissemens, mais des votes. C'est dans un discours, dont quelques parties sont d'ailleurs discutables, sur le projet de loi militaire de 1887, qu'en évoquant la charge épique de Sedan, il obtenait le plus beau triomphe oratoire de toute sa carrière parlementaire. C'est dans un discours, admirable de tout point, sur le maintien de nos droits historiques à Madagascar, qu'il parvenait à grouper autour de lui 450 suffrages contre 32. Et il était très justement fier de ce succès. « Il s'était fait, disait-il plus tard, il s'était fait dans la Chambre un grand courant de patriotisme qui avait entraîné presque tout le monde, éteignant pour un moment les dissentimens, les divisions de parti, les discordes politiques. On n'avait eu devant les yeux que l'honneur national et la tradition française. » Et il ajoutait : « C'est un des meilleurs souvenirs de ma vie publique que d'avoir pu, ce jour-là, contribuer en quelque chose à cet acte d'union patriotique (1). »

Cependant, les années passaient, et, à mesure qu'elles s'écoulaient, elles apportaient au patriotisme un peu jaloux, mais si clairvoyant d'Albert de Mun, plus d'un sujet d'alarme ou d'inquiétude. Notre désunion intérieure allait croissant ; l'idée de patrie était en butte à des attaques insidieuses ou cyniques ; le pacifisme faisait chaque jour de nouvelles recrues ; l'armée, moins respectée qu'autrefois, voyait son organisation âprement discutée par les théoriciens socialistes. En même temps, nos amitiés se modifiaient ; des alliances, des ententes nouvelles s'esquissaient, s'élaboraient dans le mystère des chancelleries, dont on n'apercevait pas toujours très nettement la raison d'être, — nous l'avons vue depuis, — et auxquelles notre amour-propre devait consentir plus d'un sacrifice. D'autre part, les orages s'amoncelaient au delà du Rhin : d'année en année,

(1) *Discours*, t. III, p. 344-345. — Cf. p. 189-209.

l'insolence et les exigences de la puissance d'orgueil et de proie augmentaient, devenaient plus difficiles à satisfaire. L'avenir était trouble, et l'on conçoit que d'année en année, fort de son autorité et de son expérience, Albert de Mun ait cru devoir multiplier les avertissemens et les conseils.

Il se plaignait un jour de l'obscurité voulue et silencieuse dans laquelle, depuis le traité de Francfort, s'enveloppait notre politique étrangère, et, servi par son sûr instinct, il en dénonçait admirablement la « raison profonde : »

Depuis trente-huit ans, disait-il, *nous portons le poids d'une défaite invengée. C'est notre grande faiblesse.* Les nations, pas plus que les individus, ne demeurent impunément, aux yeux du monde, frappés d'une brutale injure.

La cruelle meurtrissure de 1870 ne saurait être comparée à aucune autre. L'Autriche, après Sadowa, perdit son rang en Allemagne ; la Russie, après Moukden et Tsoushima, fut atteinte dans sa puissance militaire. Nous, nous avons laissé aux mains de l'ennemi un morceau de notre chair, et cette plaie, toujours saignante à notre flanc, *nous marque du stigmate des vaincus, en même temps qu'elle nous humilie comme un public aveu d'impuissance* (1).

On ne saurait plus fortement dire. Oui, c'est bien là, — nous nous en rendons compte aujourd'hui plus clairement que jamais, — la cause unique du mal qui, quarante-quatre ans durant, a empoisonné toute notre histoire nationale. Nos divisions intérieures, nos absurdes querelles, même, — surtout peut-être, — notre anticléricalisme, les timidités, les gaucheries, les réticences de notre politique extérieure, tout ce malaise où nous vivions était un fruit de la défaite. Nous avions été vaincus, et nous ne nous consolions pas de nous être laissé battre ; nous n'étions plus une puissance de premier plan, et nous n'étions pas résignés, comme l'Autriche, à n'être qu'un « brillant second ; » il y avait contradiction entre la réalité d'aujourd'hui et notre rêve, un rêve qui avait été la réalité d'hier et qu'un secret pressentiment nous avertissait devoir être la réalité de demain. Et nous attendions, las, amers, impatiens et inquiets tout ensemble, l'heure du destin que nos scrupules d'humanité nous interdisaient de provoquer.

En l'attendant, cette « heure décisive, » que longtemps il a

(1) *Combats d'hier et d'aujourd'hui*, t. III, p. 175-176.

désespéré de jamais voir, Albert de Mun refrénait comme il pouvait son impatience. Elle s'échappait quelquefois : son sentiment très vif et volontiers ombrageux de la fierté nationale s'accommodait mal des concessions, des faiblesses peut-être, des timidités et des prudences de la diplomatie. Non, certes, qu'il fût incapable de se contenir : il l'a bien prouvé au moment de Fachoda, lorsqu'il renonça, par patriotisme, à une interpellation que l'on jugeait dangereuse. Non qu'il poussât à la guerre : comme nous tous, il se serait reproché de prendre, à cet égard, une responsabilité quelconque ; mais il n'en avait pas peur et il la croyait inévitable. « Ah ! l'horreur de la guerre ! s'écriait-il. Comment pourrais-je l'oublier ? Oui, la guerre est horrible, source de larmes et de douleurs, féconde cependant, source aussi de grandeur et de prospérité. C'est l'histoire du monde et la leçon des siècles. Il y a, pour les nations comme pour les hommes, des épreuves nécessaires à leur force (1). »

Ces vérités, qui nous sont aujourd'hui douloureusement familières, choquaient alors, — c'était en 1910, — plus d'une oreille trop pacifiste. Albert de Mun pressentait qu'il devenait urgent de les rappeler. Les alertes succédaient aux alertes. La question marocaine, à peine posée, s'annonçait grosse de complications internationales. Le péril que recouvraient ces complications, personne ne l'a mieux vu, ni plus clairement dénoncé qu'Albert de Mun. « Le Maroc, écrivait-il, le Maroc, si longtemps inconnu, commençait à laisser deviner ses ressources et ses richesses. L'Allemagne, poussant ses commerçans sur tous les points du monde, les jetait sur ses rives. Elle y rencontrait les nôtres, les premiers par le nombre et les transactions. *L'orgueil germain décida qu'il serait le maître, là comme partout. Sous l'affaire marocaine, comme sous toutes celles qui agitent l'Europe à l'heure présente, il y a la prétention germanique à l'omnipotence. Le geste de Tanger n'eut pas d'autre signification* (2). »

A cette prétention croissante, Albert de Mun sentait bien que, sous peine d'une irrémédiable déchéance, il nous faudrait, tôt ou tard, résister par la force ; et peut-être, dans le fond de son cœur, s'applaudissait-il, puisqu'il fallait en venir là, que l'orgueilleuse et brutale et maladroite Allemagne prît comme

(1) *Combats d'hier et d'aujourd'hui*, t. V, p. 216.
(2) *Id.*, t. III, p. 148 149.

à tâche d'exaspérer notre dignité et d'entretenir ou de réveiller en nous les sentimens qui devaient un jour nous dresser, d'un élan unanime, contre son insolente et agressive audace. Et surtout, vieil Africain qu'il était, il se réjouissait que sa chère Afrique eût été choisie par la Providence pour être comme le champ de manœuvres et d'expériences d'où notre jeune armée allait s'élancer, quand il lui faudrait courir sus aux Barbares. Cette affaire marocaine dont beaucoup, parmi nous, méconnaissaient l'intérêt et la nécessité, il en avait, dès la première heure, conçu toute la portée, et il employa tous ses efforts à faire partager sa conviction au public. Je ne décide pas si la méthode d'action rapide et hardie qu'il préconisait n'était pas préférable à la méthode plus lente, parfois un peu timide et indécise, qu'on a employée. Mais, même s'il était prouvé qu'il eût tort sur ce point, — avouerai-je, tout profane que je sois, que je suis tenté de lui donner raison? — comme il faut lui savoir gré de ses campagnes de presse pour appuyer notre intervention, « au risque d'un désaccord toujours pénible avec plusieurs de ses amis, » et cela « non pas seulement parce que le drapeau était engagé, mais parce qu'il l'était, à ses yeux, pour une cause juste et nationale! » Et définissant à ce propos son dessein et son effort, il disait :

Dès le premier jour, quand s'est réveillée la question marocaine, j'ai essayé de montrer *qu'elle était une question algérienne, française par conséquent*. J'en ai cherché les origines dans notre histoire d'Afrique, à l'heure où, après l'Isly, le traité de 1845, au lieu de la trancher, la posa comme une menace pour l'avenir en laissant l'Algérie sans frontière, et sa sécurité sans garantie.

J'ai répété, chaque fois que les circonstances m'ont amené à exprimer mon opinion, qu'assurément ce serait une entreprise téméraire d'essayer la conquête du Maroc, mais *que nous ne pouvions, sans trahir notre propre cause, nos intérêts les plus essentiels, l'abandonner à une autre puissance européenne*, permettre à aucune d'entre elles d'y établir une prépondérante influence (1).

C'était là un programme très sage et très fier, et Albert de Mun s'y tenait obstinément fidèle. Pour le remplir, il se sentait soutenu, plus qu'il n'avait coutume de l'être, par la conspira-

(1) *Combats d'hier et d'aujourd'hui*, t. IV, p. 192.

tion de l'opinion publique. Les provocations allemandes nous réveillaient enfin de notre long sommeil pacifique. Nous recommencions à comprendre tout le sens de cette parole de Prévost-Paradol dans *la France nouvelle :* « Il n'y a point de milieu pour une nation qui a connu la grandeur et la gloire, entre le maintien de son ancien prestige et la complète impuissance. » Une jeunesse nouvelle se levait, dont Albert de Mun saluait avec une joie tremblante les impatiences et les ardeurs. « Elle est lasse, disait-il, de notre deuil stérile. Elle attend, inconsciente du besoin qui la tourmente, au lieu des glas funèbres, des appels de clairon. Qui les sonnera (1)? » Et ailleurs : « On dirait qu'un renouveau de foi patriotique s'est allumé dans les âmes. Est-ce bien cela? Je l'écris en tremblant (2). » Mais d'autres fois il ne tremblait pas. Saluant un jour, à propos d'un monument inauguré sur le plateau d'Illy, les héros de Sedan, il s'écriait : « Quand on parle d'eux, mon cœur de vingt ans se remet à battre dans ma vieille poitrine, pareil au sang du cheval de troupe réformé par l'âge, qui bondit dans ses veines à l'appel de la trompette. » Et se retournant vers « les jeunes soldats de son régiment toujours aimé, » il leur adressait un « confiant hommage : » « L'école, disait-il, est toujours ouverte, *conservant à la France sa réserve de* « *braves gens.* » *Quand l'heure sonnera,* ils répondront comme Galliffet : « Tant qu'il en restera un. »

L'heure ne devait plus beaucoup tarder à sonner. Après Tanger, Algésiras, Casablanca, — Agadir. Cette fois, la mesure était comble.

Le coup d'Agadir, a écrit Albert de Mun, le coup d'Agadir avait frappé, comme la baguette magique, le cœur de la France engourdie. En un moment, elle fut debout; ses fils, ranimés, se regardèrent dans les yeux, et reconnurent le visage ancestral. Il y eut un cri, qui courut comme un choc électrique : « En voilà assez! »

Vous souvenez-vous? Cet été, au milieu de l'angoisse qui nous étreignait, quelle joie soudaine, et, chez nous autres, les vieux, quel orgueil rajeuni! Et vous devinez bien ce que je pense, au fond du cœur : vous le pensez aussi. Jamais heure ne fut plus propice! La brutalité germanique avait mis tout le monde à nos côtés! La nation était prête! Au lieu de cela... Ah! il faut enfermer cette douleur!

(1) *Pour la Patrie* (Émile-Paul), p. 196-197.
(2) *Id.*, p. 171, 207, 222.

Et il consentait bien à l'enfermer, cette douleur peut-être un peu impatiente; mais il voulait en garder la mémoire. « *La guerre*, disait-il, *impossible hier, est là qui nous guette.* » Et il croyait de son devoir de dire à ses compatriotes toute la vérité. « Je vois et j'entends, déclarait-il, et c'est assez. Je vois que, derrière le Rhin, on travaille sans trêve, sans défaillance, avec cette vigueur que donnent à l'action l'unité de direction, la permanence des volontés. Je vois que les lignes de transport se multiplient *vers la frontière de la Belgique et du Luxembourg*, que les dirigeables, que les flottes d'aéroplanes se construisent avec une activité fiévreuse, que, demain, ils auront partout leurs ports d'attache organisés : je vois que, derrière les canons, se massent les caissons automobiles, prêts au ravitaillement... (1). » Hélas! il voyait, ou prévoyait trop bien; et comme on aurait dû l'écouter davantage! Au reste, quand on relit aujourd'hui les deux volumes qu'Albert de Mun a intitulés *Pour la patrie* et *l'Heure décisive*, et où il a recueilli ses articles de 1912 et de 1913, on ne peut s'empêcher d'être frappé de la hauteur patriotique de vues, de la finesse de sens politique, de la justesse prophétique de vision dont ils témoignent. Si la guerre de 1914 a surpris un trop grand nombre d'entre nous, c'est qu'ils n'avaient pas assez lu et médité ces pages qui auraient dû résonner à leurs oreilles comme l'appel viril du clairon d'alarme. Et si les événemens nous ont trouvés militairement moins prêts que nous n'aurions dû l'être, c'est que « ces articles passionnés qui paraissaient appeler la guerre, à force de la prévoir (2) » n'avaient pas eu, au Parlement et dans les conseils de nos gouvernans, tout le retentissement qu'ils auraient dû avoir.

Une première fois, la diplomatie, — une diplomatie peut-être trop habile, et dont certains procédés allaient être bientôt sévèrement condamnés, — réussissait à écarter, ou plutôt à ajourner le conflit. Ce fut, on se le rappelle, au prix de concessions que nous avions le droit de trouver injustifiées et douloureuses.

Après bien des années d'un silence tristement involontaire, Albert de Mun remonta à la tribune pour présenter, sur les longues négociations engagées et subies par le gouvernement

(1) *Pour la Patrie* (Émile-Paul), t. IV, p. 146.
(2) *Id.*, t. V, p. 214.

français, toutes les justes réserves que lui inspirait sa fierté patriotique. La Chambre lui fit, à plusieurs reprises, d'enthousiastes ovations, le couvrit d'applaudissemens, mais rejeta sa motion. Jamais échec parlementaire ne fut plus glorieux : tous les cœurs étaient visiblement avec l'orateur; mais il n'est pas rare, en France, que la raison soi-disant politique désavoue les suggestions de la sensibilité. Albert de Mun en fit une fois de plus l'expérience; mais il avait rempli tout son devoir, et quand il lança son fameux cri : « Ah! messieurs les ministres, il faut que vous lui rendiez grâce avec nous à ce généreux pays! *Il vous a sauvés de vous-mêmes!* » il dut sentir, à l'accueil qui lui fut fait, qu'il avait libéré l'âme française et préparé les réparations futures.

Ce n'était point une illusion. De tous les points de la France les lettres affluent, lui prouvant qu'il a touché juste, que « la France ne veut pas périr, qu'elle ne veut pas être livrée, qu'elle ne veut plus être humiliée. » « Ma plume et ma parole, écrit-il, sont à son service. » Et à la chute du ministère Caillaux, il ouvre une campagne pour saluer et encourager « le réveil du pays. » Campagne toute patriotique, et exclusivement patriotique, en dépit des vœux que lui adressent certaines des innombrables lettres qu'il recevait. « Quelques-unes, déclare-t-il, m'appellent sur le terrain politique. *Je ne m'y laisserai pas attirer. L'heure est trop poignante.* C'est quelque chose comme celle d'il y a quarante et un ans, quand la patrie rassembla tous ses fils, sans distinction de croyances ou d'opinions, sans souci des mains qui tenaient le drapeau. » Noble attitude, en vérité, et qui, avec une générosité à laquelle on ne répondit pas toujours, préludait à cette « union sacrée » où nous vivons depuis plus de trois ans. Un de ces articles est précisément intitulé : *l'Union nécessaire*, et il est une réponse à une parole fameuse sur la survivance séparatrice de la question religieuse.

Oui, — concluait éloquemment Albert de Mun, — la question religieuse sépare nos âmes. Ce n'est que trop vrai. Mais, dans ce déchirement douloureux, où tant de cœurs ont saigné, quelque chose reste debout, qui les unit malgré tout, quelque chose de sacré qu'il n'est pas permis de livrer aux disputes et aux passions. *Il reste la France !* C'est à elle qu'il faut penser. C'est d'elle qu'il faut parler (1).

(1) *Pour la Patrie* (Émile-Paul), p. 205, 289.

Noble langage en vérité, et qui, faisant écho au mot historique du duc d'Aumale, traduit admirablement la pensée profonde d'Albert de Mun, celle qui, par-dessus toutes les divergences doctrinales, toutes les oppositions politiques, a fait l'unité intime de sa vie. Ayant eu, d'ailleurs, « par d'irrécusables témoignages, la certitude de correspondre à la pensée nationale, » il poursuivait sans défaillance la tâche qu'il s'était assignée. Il se défendait de pousser à la guerre. « Que la diplomatie s'efforce de la conjurer, disait-il, je le veux, pourvu que ce soit sans rien sacrifier de l'honneur national, pourvu que ce soit, surtout, en fortifiant les amitiés fécondes, non en poursuivant des rapprochemens stériles. *Timeo Danaos...* » Il redoutait par-dessus tout les promesses d'amitié protectrice par lesquelles on essayait d'endormir notre bonne foi et de nous faire contracter des marchés de dupes. De quelque côté qu'il tournât les regards, il apercevait des causes d'inévitables conflits et des raisons d'inquiétude, et il les énumérait avec une pressante insistance, Surtout, il voyait poindre à l'horizon, entre l'Angleterre et l'Allemagne, un duel fatal, formidable, auquel, bon gré mal gré, nous ne pourrions pas rester étrangers. « Une politique de funestes abandons et de criminels oublis, écrivait-il un peu sévèrement, nous a réduits à n'être, dans le conflit des deux empires, que le champ clos où se fera le heurt décisif. Nous y trouverons la mort ou la résurrection, selon que nous l'aurons voulu. »

Et il ne se trompait pas, puisque, dans la pensée allemande, la guerre déchaînée en 1914 ne devait être que la première étape de cette lutte titanesque. Et il se trompait moins encore en dénonçant les signes précurseurs et les raisons profondes de l'agression germanique, les difficultés économiques et financières de l'empire voisin, les prédications belliqueuses d'outre-Rhin, « les préparatifs grandissans, et, *sur notre propre sol, l'envahissement pacifique préludant à l'invasion guerrière* (1). » Sinistres symptômes, s'ils n'avaient eu leur consolante contre-partie dans la fierté, l'ardeur, la résolution dont étaient animées les générations nouvelles. Ces sentimens virils, dans ses enquêtes sur l'état moral du pays, Albert de Mun les avait partout rencontrés. Il s'en réjouissait, et la confiance

(1) *Pour la Patrie* (Émile-Paul), p. 289, 305.

renaissait dans son âme. « La nation, déclarait-il, est tout entière travaillée par le sentiment de la patrie. C'est la conclusion de ce livre et c'est aussi, pour la France, la consolation suprême et la suprême espérance. »

Cependant les événemens se précipitaient. Après Agadir et l'affaire du Congo, la guerre italo-turque; après l'affaire de la Tripolitaine, la guerre des Balkans; après le traité de Londres et celui de Bucarest, les nouvelles lois militaires et les armemens précipités de l'Allemagne. « L'heure décisive » approchait : il fallait s'y préparer. De l'avoir vu avec une admirable netteté, d'avoir dépensé, à proclamer cette vérité nécessaire, tout ce qu'il y avait en lui d'activité, de haute raison, d'éloquence, — n'eût-il fait que cela dans sa longue carrière d'homme public, Albert de Mun eût mérité qu'on saluât en lui l'un des plus grands Français de notre temps. Qu'on relise, par exemple, l'*Avant-Propos* de son avant-dernier volume : on y trouvera, en six pages, un exposé de la situation politique internationale, qui, pour l'exactitude des faits, — au moment où elle était écrite, — la vigueur ramassée et suggestive des formules, la justesse des pressentimens, serait digne d'être placé à côté des rapports diplomatiques les plus fameux de notre *Livre Jaune*. Quel merveilleux ambassadeur, se dit-on, en relisant ces pages, eût fait Albert de Mun, si l'on avait su utiliser toutes ses aptitudes! Il est vrai qu'en ces années d'avant-guerre, il avait un autre rôle, plus utile peut-être, à jouer : celui d'éclairer et de redresser l'opinion, que tant de sophismes intéressés ou aveugles risquaient d'égarer encore. Et ce rôle, il le jouait avec une ardeur et une autorité admirables. Il se dérobait à toutes les intrigues parlementaires qui, hélas! suivaient leur cours. « Résolument, il écartait loin de sa pensée, de sa parole, de ses écrits, non seulement toutes les préoccupations de parti, mais toutes les récriminations, tous les ressentimens, même les plus légitimes : il ne songeait qu'à la patrie. » Il se contentait d'être une sorte de ministre ou de fondé de pouvoirs de la conscience nationale.

La guerre est inévitable; elle est virtuellement conditionnée et exigée par l'état actuel de l'Europe; elle est voulue moins par les princes que par les peuples. Comme un fruit mûr qui tombe de l'arbre, elle se détachera, elle fondra sur nous à

l'heure fixée par le destin. Il faut regarder cette éventualité bien en face et s'y préparer avec courage. Unissons-nous, oublions tout ce qui nous divise; formons un seul faisceau de toutes nos énergies nationales ; ne laissons inemployée aucune de nos forces matérielles et morales. Fortifions notre armée et resserrons nos alliances. — C'est à ces quelques idées, toujours les mêmes, qu'Albert de Mun revenait sans cesse dans ces articles « écrits sans apprêt, avec son cœur qui était plein. » Idées qui, à l'épreuve des faits, se sont trouvées d'une douloureuse et profonde justesse, et qui, peut-être, n'appellent qu'une seule réserve.

« L'Europe tout entière, disait-il, incertaine et troublée, s'apprête pour une guerre inévitable, dont l'heure lui est cachée, dont la cause immédiate lui demeure encore ignorée, mais qui s'avance vers elle, avec l'implacable sûreté du destin, tandis qu'à tâtons elle cherche à l'éviter. » Sans nier le moins du monde les raisons générales et lointaines, les raisons nationales et ethniques du grand conflit qui s'approchait, il était, ce semble, un peu téméraire d'en affirmer l'inexorable fatalité. Oui, certes, il y avait, entre 1911 et 1914, dans le monde, d'innombrables et d'inquiétans germes de guerre, et qui ne demandaient qu'à s'épanouir; mais cette moisson sanglante n'aurait-elle pas pu avorter? Là encore, n'y a-t-il pas eu des responsabilités personnelles, individuelles, qu'il ne faut point cesser de dénoncer? « Si la guerre doit éclater, écrivait encore Albert de Mun, ce sera l'irrésistible mouvement des peuples, la poussée formidable des races qui l'aura déchaînée, ce ne sera pas la volonté des chefs d'État (1). » Est-ce absolument exact? Et les deux sinistres empereurs n'auraient-ils pas pu se dérober à « l'irrésistible mouvement » de leurs peuples? S'ils avaient été humains? S'ils avaient été sages? S'ils avaient su résister aux pressions de leur entourage, aux suggestions de leur cupidité et de leur orgueil, les événemens n'auraient-ils pas pu suivre un autre cours plus pacifique?

Vains rêves que tout ceci; et puisque aussi bien les libres passions princières sont, à leur manière, des « fatalités » historiques, Albert de Mun a eu raison au total de parler d'une guerre inévitable et d'en rappeler infatigablement la pensée à

(1) *L'Heure décisive*, p. 211, 178, 67.

ses lecteurs. Au reste, parmi ses appréhensions et ses inquiétudes, de joyeuses consolations lui venaient, lui apportant la preuve qu'il ne prêchait pas dans le désert. Non seulement la jeunesse, par « l'accueil chaleureux » qu'elle réservait à ses vibrans articles, « soutenait son labeur » et « récompensait son effort. » Mais même dans les milieux politiques, il y avait quelque chose de changé. Au ministère qui avait, tant bien que mal, — et plutôt mal que bien, — paré le « coup d'Agadir, » en avait succédé un autre qui, en plus d'une circonstance, s'était montré particulièrement soucieux de la fierté et de la dignité nationales. Les Chambres avaient porté à la première magistrature du pays l'homme que l'instinct populaire leur avait désigné comme étant le plus capable, dans les difficiles conjonctures présentes, de présider aux destinées de la France, et le nouveau Président, à peine installé à l'Élysée, encourageait ses ministres à proposer le rétablissement de la loi de trois ans. Cette loi, qui nous a probablement sauvés d'un désastre, n'a pas eu, dans l'opinion et dans la presse, d'avocat plus chaleureux, plus persuasif qu'Albert de Mun, ni ses adversaires de contradicteur plus compétent, plus vigoureux, plus pressant. Sans lui, je n'ose dire, n'en sachant rien, que cette loi de salut national n'eût point été votée; mais qu'il ait contribué à la faire voter, à créer en sa faveur, dans l'esprit public, une atmosphère de confiance et de lucide résolution, c'est ce qui me paraît indéniable. Au terme de sa campagne, l'auteur de *l'Heure décisive* pouvait se rendre le témoignage qu'il avait très efficacement travaillé à l'œuvre de défense nationale, et que, en partie grâce à lui, la France était « prête, quels que fussent les événemens, à remplir fièrement la mission qu'elle tient de sa glorieuse histoire. »

III

28 juillet 1914. Albert de Mun est à Roscoff. Depuis cinq jours, l'universelle tension diplomatique créée par l'odieux ultimatum de l'Autriche à la Serbie tient les esprits en suspens; les nouvelles s'aggravent; l'attitude de l'Allemagne est énigmatique et inquiétante; on s'attend d'un instant à l'autre à la déclaration de guerre autrichienne. Albert de Mun écrit un

article, qu'il intitule : *L'Heure a-t-elle sonné?* et peu après, il part pour Paris.

Elle était sonnée, en effet, l'heure de « l'horrible rencontre » qu'il était « bien loin de souhaiter, » mais dont il avait prédit l'inévitable échéance. Et alors commence cette admirable campagne de presse qui laissera dans la mémoire de tous les Français un impérissable et si pur souvenir. Deux mois durant, les articles quotidiens d'Albert de Mun sont littéralement, — le mot est de M. Bourget, — « le battement même du cœur du pays. » Aux heures d'incertitude, de doute et d'angoisse, ce sont ces quelques pages de prose qui, — dans combien de foyers anxieux! — vont entretenir et renouveler la flamme sacrée de la confiance et de l'espoir. Personne en France ne désespère, puisqu'Albert de Mun espère toujours. Plus jeune, plus vibrant et plus actif que jamais, ce vieillard de soixante-treize ans, malgré la maladie, malgré l'âge, malgré les émotions du citoyen et du père, — il avait trois fils à l'armée, — prodigue généreusement les derniers jours d'une vie qu'il abrège, il le sait, mais qu'il veut user noblement. Tous les aspects de son âme et de son talent, unis, fondus ensemble et réconciliés, exaltés et transfigurés par les circonstances, s'expriment alors avec une largeur, une intensité, une liberté d'accent qu'il n'a encore jamais atteintes. Il est resté soldat, et il éprouve comme une juvénile allégresse à se battre une dernière fois pour ce fier pays qu'il a tant aimé. Il est profondément chrétien, et l'ardeur de son patriotisme légitime et utilise toutes les formes de sa piété : il retrouve, pour la France missionnaire du Christ, les sentimens mêmes qu'une Jeanne d'Arc avait déjà pour elle. Il est orateur et apôtre; et chaque matin, du haut de sa tribune de *l'Écho de Paris*, c'est la foule immense des familles françaises qu'il harangue, auxquelles il prêche la patience, le courage et l'espoir. Il est gentilhomme, et comme jadis ses ancêtres étendant leur tutelle protectrice sur le petit peuple des alentours, lui, c'est tout le peuple de France qu'il défend contre les assauts du doute et des mortelles défaillances. C'est un croisé enfin; et quelle croisade, dans notre longue histoire, est comparable à celle que nous menons depuis trois ans contre les éternels barbares, les héritiers légitimes de la païenne Germanie? Comprend-on maintenant toute la beauté et toute l'ampleur du rôle qu'a joué Albert de Mun pendant les deux premiers mois

de la guerre? Toute sa vie et toute son œuvre aboutissaient à cette heure unique où, sans l'avoir cherché, il s'est révélé comme notre héraut national.

L'heure, — déclarait-il en débutant, — l'heure n'est plus aux longs articles dans le silence et la réflexion : il n'y a de place que pour l'action. Chaque jour, autant que je le pourrai, je noterai ici les battemens de nos cœurs. Puisque, *douleur poignante, le vieux soldat ne peut plus être dans le rang*, tandis que va se jouer la partie suprême attendue depuis quarante-quatre ans, peut-être pourra-t-il servir encore utilement la patrie avec la seule arme qui reste à son bras vieilli (1).

Jamais patrie n'aura été mieux servie. Je ne sais ce que penseront de cette suite d'articles ceux qui viendront après nous. A nous autres il est bien difficile de les juger avec toute l'impartialité souhaitable. Nous les avons trop vécus! Ils font désormais partie de nous-mêmes. Toute notre vie nous y retrouverons le vivant écho des émotions, des espérances, des angoisses par lesquelles nous avons tous passé au cours de ces semaines tragiques où se décidait le sort du pays. Et quand, plus tard, nous voudrons raviver nos souvenirs, faire renaître, avec notre âme d'autrefois, les sentimens qui l'agitaient, ce sont ces derniers articles d'Albert de Mun que nous voudrons relire.

Quand nous les relisons d'ailleurs aujourd'hui, à plus de trois ans déjà des événemens qui les ont inspirés, ils nous paraissent aussi beaux qu'au premier jour. Aucune rhétorique. Aucune recherche de pensée ou d'expression. L'éloquence la plus spontanée, la plus simple, la plus jaillissante. Le lyrisme le plus direct, le moins concerté, le plus dédaigneux des procédés qu'il y ait peut-être dans notre langue. C'est véritablement une âme, — et quelle âme, haute, généreuse et profonde! — qui s'exhale et se livre tout entière.

Voyez d'abord avec quels accens, lui qui, toute sa vie, a si souvent rêvé de l'unanimité française, et qui voit enfin son rêve réalisé, il nous crie, « le jour sacré » du 4 août, « son émotion profonde, sa poignante admiration, sa fierté patriotique » :

Rien ne s'est vu de si beau, de si grand dans notre histoire. Tous ces hommes debout, frémissans d'enthousiasme, emportés par un

(1) *La guerre de 1914*, p. 8.

superbe élan de dévouement à la patrie, de confiance en son bon droit, de passion pour sa grandeur et son indépendance, oubliant pour elle, en une minute, toutes les discordes de la veille, et réconciliés dans l'unanime amour de la France, ce fut un spectacle sans pareil (1).

Ah! il n'a pas besoin de nous dire qu'il « a assisté à ce spectacle, unique dans les fastes d'un peuple, le cœur battant, les yeux pleins de larmes, » nous le connaissons assez pour savoir que ce dut être là l'un des plus beaux jours de sa vie. Et, même si nous n'en avions pas dans ses articles le vivant témoignage, nous devinerions que les événemens des premiers jours de la guerre, la violation du Luxembourg, de la neutralité belge, l'entrée en ligne de l'Angleterre, la provisoire abstention italienne, la méthodique et calme perfection de la mobilisation française, les premiers combats de Belgique et d'Alsace ont eu dans Albert de Mun le plus fièrement ému, le plus saintement enthousiaste des spectateurs. Il prodigue à l'armée belge, « troupe de héros, avant-garde volontaire de la civilisation, contre la ruée des barbares, » l'hommage chaleureux et reconnaissant de son admiration fraternelle. Et puis, le 8 août :

Mulhouse est pris! Comprenez-vous, à ces trois mots, vous les jeunes, et vous-mêmes, entrés dans la vie depuis quarante ans, comprenez-vous, à ces trois mots, quel coup au cœur, quel sursaut de tout notre être, pour nous, les vieux, les vaincus de 1870?...

La revanche! Mot vibrant, si longtemps refoulé dans nos âmes, et qu'il nous était défendu de crier tout haut. Le voilà qui retentit, comme un espoir désormais possible, d'un bout à l'autre du pays. C'est donc vrai! Nous pouvons espérer, avant que Dieu nous rappelle, voir ce grand retour de justice et de gloire. *Et vous, mes camarades, vous dont les restes illustres reposent sous la terre où vous êtes tombés, frappés d'une mort doublement cruelle, puisqu'elle n'avait pu, du moins, sauver la patrie, est-ce que, dans vos tombes de hasard, que laboure, depuis tant d'années, le travail des vivans, est-ce que vos os n'ont pas tressailli d'un frémissement soudain, au bruit de la grande nouvelle* (2)?

On se rappelle ce que disait Chateaubriand, à propos du mouvement final de l'*Oraison funèbre du prince de Condé*, « qu'à ce dernier effort de l'éloquence humaine, les larmes de l'admi-

(1) *La guerre de 1914*, p. 34.
(2) *Id.*, p. 54-55.

ration ont coulé de ses yeux, et le livre est tombé de ses mains : » à propos de cette page, digne de Bossuet, on serait tenté d'en dire autant.

Et nos premiers succès, en se succédant, suggéraient au vieux soldat qu'était Albert de Mun, avec de superbes paroles de confiance, d'ardentes, de palpitantes visions de batailles :

Ah ! comme je vis avec vous, comme je sens vos cœurs battre, mes camarades, en ces jours d'attente solennelle ! *Je vous vois là*, en contact avec l'ennemi, à quelques kilomètres de lui, écoutant le bruit des combats avancés, guettant, calmes et tout de même excités, l'heure proche de la bataille. Les aéroplanes parcourent le ciel, vont et viennent; *les chevaux sont sellés et paquetés*. Et, demain, tout à l'heure, pendant que j'écris, peut-être, le canon va tonner sur toute la ligne. Alors, comme le 4 août 1870, à quatre heures du soir, devant Borny, vous vous lèverez tout droit, officiers et soldats, en criant : « Vive la France ! » Et nous qui vivons, *les yeux rivés sur vos gestes lointains*, qui vivons le cœur serré d'angoisses, *parce que nos fils sont parmi vous*, mais l'âme frémissante, parce que vous êtes la patrie en armes, nous vous répondrons d'ici par le même cri évocateur de gloire : « Vive la France ! »

Mais en attendant les chocs décisifs, les heures se traînaient, lentes, fiévreuses, angoissées. « Le temps a passé, et maintenant, c'est l'attente, lourd manteau jeté sur nos pensées, que nous traînons partout, dans l'activité des fonctions diverses où nous essayons de servir la patrie. » Pour nous aider à les passer, ces heures « solennelles et poignantes, » Albert de Mun, qui les vivait comme nous, plus dangereusement peut-être, trouvait les réflexions et les mots les mieux appropriés à notre anxieuse impatience. Il énumérait nos motifs d'espérer ; il nous prêchait le sang-froid; « mères douloureuses, épouses tragiques, fiancées torturées, » il les exhortait au dur sacrifice de la maîtrise de soi et du silence. A ceux qui partageaient ses croyances il rappelait les promesses de la vie éternelle et la mission providentielle de la France. « Et puis enfin, il y a Dieu, disait-il, Dieu qui a rassemblé nos cœurs divisés, qui a permis le fol emportement de l'orgueil allemand, qui a conduit le merveilleux renversement des calculs germaniques. Il y a Dieu et Jeanne d'Arc !... Ce n'est pas en vain qu'après cinq siècles, l'image de Jeanne béatifiée est revenue planer sur la patrie,

comme sur la cité romaine le palladium antique! » Un autre jour, il rappelait « la protection séculaire de la Vierge Marie, sur notre patrie bien-aimée. » « Élevons, s'écriait-il, nos âmes chrétiennes et françaises vers la mère des douleurs et des espérances... » Et, se tournant vers ceux qu'en d'autres temps ce langage aurait pu surprendre et faire sourire : « D'autres me liront, écrivait-il, sans s'étonner *de cette explosion de mes pensées intimes.* Je leur dirai, bien qu'ils ne partagent pas ma foi, les mêmes et viriles paroles. Vous aussi, grandissez vos âmes à la hauteur de la patrie. Elle vous demande plus qu'à vos fils. Eux, ils donnent leur vie, dans l'enthousiasme du combat, vous, vous donnez la vôtre, dans le silence de l'attente et le devoir ignoré (1). »

Il donnait, lui, la sienne sans compter. Son article quotidien n'était que la moindre de ses « œuvres de guerre ; » il se dépensait dans une foule d'utiles besognes de charité et de dévouement patriotique. Il avait, dès les premiers jours, d'accord avec le gouvernement, organisé son bataillon sacré, ces aumôniers militaires, dont on ne saurait s'exagérer la part d'action dans le merveilleux moral de nos troupes, et donc dans les victoires françaises. « Ce sera la plus belle œuvre de ma vie, » déclarait-il dans l'un de ses derniers articles. La plus belle? Je ne sais ; mais probablement la plus pratiquement utile, et, dans l'ordre spirituel, la plus lointainement efficace. Si, comme nous l'espérons tous, la « mentalité » populaire en France est changée après la guerre, les aumôniers volontaires y auront largement contribué, et, par l'esprit d'apostolat et de sacrifice dont ils auront fait preuve, l'une des plus hautes pensées d'Albert de Mun se prolongera, se réalisera peut-être après lui.

Non content enfin de soutenir et de réconforter les Français de l'arrière, il s'adressait aussi *Aux soldats :* tel est le titre d'une « proclamation » qu'il publiait dans le *Bulletin des armées*, et qui dut, à la veille des grandes batailles, exalter et redresser, sur le front, bien des courages. Cet « ancien » parlait si bien le fier langage militaire, élevé, précis et simple qui convient à l'héroïsme français! Il disait si bien, en termes si chaleureux, si forts, si émus, tout ce qu'il y avait à dire, tout ce que chaque

(1) *La guerre de 1914*, p. 64, 50, 67.

petit soldat, en partant pour la guerre, s'était dit, dans le secret de son âme, pour s'expliquer la grandeur de son sacrifice !

L'honneur est grand, — déclarait-il, — de vous parler, à cette heure où vit en vous toute l'âme de la France. Il est grand surtout pour le vétéran de la guerre douloureuse, dont le cœur, meurtri par l'inoubliable blessure, bat à grands coups, d'espérance et de fierté, en saluant les vengeurs de la patrie.

Qui de vous, depuis le général en chef jusqu'au simple soldat, ne porte en lui, gravée par l'histoire de sa race, l'image de la patrie, *terre des pères, ensemble sacré de nos demeures et de nos champs, mère des vivans et gardienne des morts*, chérie d'un instinctif et puissant amour!...

Cependant, l'heure des rencontres formidables approchait. L'occupation de Bruxelles, l'invasion allemande dans le Nord-Ouest de la Belgique, Morhange, Charleroi, la retraite, l'invasion de la France : autant de dates et d'événemens douloureux, et que nos premiers succès ne nous faisaient point prévoir. L'attitude d'Albert de Mun est alors admirable. Jamais il n'a mieux mérité ce titre de « ministre de la confiance nationale » qu'il se donnait plus tard à lui-même. Si grave que soit la situation, il se défend de désespérer. Toutes les raisons précises et positives que nous pouvons avoir de croire à un prochain retour de fortune, et à la victoire finale, il les ramasse en un faisceau saisissant, il les commente avec une vivacité d'intuition, une vigueur persuasive qui vont porter la foi et l'espoir dans les esprits les plus troublés, les cœurs les plus inquiets. Sans nier le moins du monde les faits acquis, sans en diminuer le caractère douloureux, il les ramène à leurs proportions véritables dans l'ensemble des opérations, dans la situation générale. Il corrige et redresse les imprudences et les fausses manœuvres que les pouvoirs publics, dans leurs communiqués, dans leurs informations officieuses, ont plus d'une fois commises. Il relève les courages abattus, il exalte les volontés faiblissantes; il parle à chacun le langage qu'il peut le mieux entendre. A tous il rappelle, au nom même de « nos enfans » qui comptent sur nous, le grand, l'imprescriptible devoir de la courageuse patience.

Croit-on, s'écrie-t-il, que je ne souffre pas, ayant mes fils et mes proches dans l'action, et que je ne compatis pas de toute mon âme à

l'atroce angoisse de tous ceux qui souffrent avec moi? Mais quoi! *la guerre est l'école de la souffrance et du sacrifice.* Ils souffrent aussi, là-bas, nos enfans, loin de tout, coupés de toutes nouvelles, exposés aux fatigues et aux combats de chaque jour! Nous leur demandons pourtant la silencieuse acceptation du devoir héroïque. Ils ont le droit de compter sur la nôtre (1).

Et à mesure que le danger se rapproche et s'aggrave, que les nouvelles des atrocités germaniques se précisent, — Badonviller, Étain, Louvain, — la voix d'Albert de Mun se fait plus indignée, plus pressante, plus impérieuse. « Les lettres qu'il reçoit chaque jour, par monceaux, l'encouragent par la pensée qu'il donne une voix à tant d'âmes étouffées d'inquiétude. » Il sent que, par sa plume de journaliste, il remplit l'un des plus hauts, des plus importans services publics du pays. Il se dit « heureux de pouvoir encore donner à la France quelque chose de sa vie. » Le mot de Wellington à Waterloo : « Tenir, tenir jusqu'à la mort » est sa devise, et celle dont il ne cessera de nous vanter l'efficace. Mais la foi ne l'abandonne pas. Quand, le 2 septembre, il quitte, afin de poursuivre librement son œuvre, Paris pour Bordeaux, les dernières paroles qu'il nous laisse, en guise d'adieu, sont les suivantes : « Nous ne voulons pas mourir. Prenons le moyen de vivre. Il n'y en a qu'un, c'est de tenir bon, quoi qu'il arrive, *avec la confiance chevillée dans le cœur.* »

Et pourtant, « Paris était menacé par *eux!* » Sombre pensée, il l'avoue, mais qui ne parvient pas à entamer la foi, réaliste et mystique tout ensemble, qu'il a dans le salut de la France. « Entendant la voix mâle du chef qui commande à la résistance, écrit-il, je sens, comme il y a un mois, mon âme exaltée dans la confiance. » Il « pense plus que jamais » ce qu'il pensait et disait dès l'arrivée des Allemands sur la Somme, à savoir : « qu'une armée qui tenterait une manœuvre semblable, *laissant sur son flanc des forces puissantes et organisées*, commettrait une folie dont elle serait sûrement châtiée. » Et voilà que peu à peu l'événement lui donne raison. Voilà que s'engage, dans les meilleures conditions possibles, la bataille décisive qui va sauver Paris et refouler le Barbare. Pendant qu'elle s'engage, pendant qu'elle progresse, semblable au prophète hébreu qui, du haut de la montagne sainte, soutenait par ses prières le

(1) *La guerre de 1914*, p. 99.

courage de ses troupes, Albert de Mun prie, prêche la sérénité, l'espoir, et, par tous les moyens en son pouvoir, réchauffe, exalte, tonifie la confiance française. L'un des premiers, le premier peut-être, il proclame ce qui est devenu, depuis, une vérité d'évidence : « Il y a eu, déclare-t-il, dans l'histoire, des retraites illustres à l'égal des victoires. Celle qui, depuis Charleroi, contient la marche de l'envahisseur, quand le détail en sera connu, comptera dans ces exemples fameux. » Et, prononçant, à l'égard de nos vaillans défenseurs, les chaudes paroles de gratitude qui traduisent la pensée de la France, il s'écrie : « Je voudrais que le pays le comprît tout entier, et que, de son sein, s'élevât vers ses glorieux soldats, un cri de reconnaissance et d'amour. Je voudrais, surtout que là-bas ils eussent, ces sauveurs de la patrie, ces héros de la civilisation, la certitude que la France admire leur œuvre et la comprend (1). » La France tout entière n'allait pas tarder d'applaudir à cet hommage...

Bordeaux, 12 septembre 1914. — Comment dire? Quels mots trouver? Ils sont en pleine retraite, et sur la gauche, entre Reims et Soissons, cette retraite est une déroute... Ah! il faut s'imaginer cela, le tableau tragique et d'une grandiose horreur... *Ça y est...* Les canons s'empêtrent dans la marche en arrière, les chevaux tombent, les voitures s'entassent. *Hardi les enfans! Poussez!* « Tout est vôtre, » comme criait Jeanne d'Arc aux siens le jour de Patay.

Alors, comprenez-vous la joie, l'ivresse, l'orgueil! c'est la poursuite. *La poursuite des Allemands sur le sol français!* Imaginez l'enthousiasme, la griserie. Plus de fatigue, plus de regards à ceux qui tombent! Il faut les atteindre, ramasser les traînards, couper les traits des canons, et, surtout, les empêcher de repasser la Marne, qui paraît là, tout près, au bout du champ de bataille.

Ah! la belle histoire! *Et dire que nous ne sommes pas là, nous les vieux, les vaincus, les victimes*, pour jouir de cette revanche, attendue depuis quarante-quatre ans!

Et le lendemain :

Notre victoire! Enfin il est permis de les écrire, ces mots glorieux et libérateurs, qu'hier encore, imaginant la poursuite, je n'osais prononcer tout haut, tant l'école de la guerre nous a rendus rebelles aux prompts enthousiasmes...

(1) *La guerre de 1914*, p. 101, 119, 143, 147, 152.

Ah! il a raison, notre Joffre, de nous ouvrir enfin les lèvres, afin que nous puissions crier notre victoire. Elle est plus grande, sans doute, que nous ne la mesurons nous-mêmes. Demain verra de grandes choses (1).

Demain ne vit pas toutes les grandes choses qu'escomptait Albert de Mun. Demain vit commencer cette interminable guerre de tranchées qui allait mettre à une si dure épreuve la patience française. Albert de Mun eut, comme nous tous, quelque mal à s'y faire. Mais la grandeur du but à atteindre le préservait de toute lassitude et lui servait à bander toutes les énergies, à relever tous les courages. La bataille de la Marne était à peine achevée qu'il écrivait : « L'Allemagne joue sa vie comme nous. Ces parties-là ne se règlent pas en un jour, ni en une bataille. » Obstinément, il replaçait sous nos yeux le *Delenda Carthago* qui devait être, selon lui, l'unique solution raisonnable de cette guerre effroyable : « la destruction de la puissance germanique, » c'était pour lui un axiome, dont aucun sophisme ne devait dénaturer la clarté. « Nous subissons, malgré nous, disait-il, une guerre affreuse et sans merci, nous versons, par tous les pores, le sang de la patrie. Il faut que ce soit pour assurer aux générations qui viennent un siècle de paix, de repos et de prospérité. Elles ne le trouveront que dans le définitif écrasement de l'ennemi qui, depuis quarante ans, piétine notre cœur (2). » Cette farouche résolution est devenue celle de tous les Français, et nul n'aura plus fait qu'Albert de Mun pour nous l'implanter dans le cœur.

A cet épuisant régime d'émotions et de labeur, son cœur s'usait, et des crises, chaque jour plus fréquentes, l'avertissaient du péril. Il n'en avait cure, se dérobant aux conseils de prudence, se refusant à suspendre ou diminuer son effort. Il voulait aller jusqu'au bout de son devoir, et le devoir pour lui confinait à l'héroïsme. Au reste, que lui importait d'abréger sa vie ? Son œuvre n'était-elle pas achevée ? N'avait-il pas eu l'honneur de collaborer de toute son âme au « miracle français » dont il avait été le généreux prophète ? N'avait-il pas, de ses yeux de chair,

(1) *La guerre de 1914*, p. 174, 175, 181.
(2) *Id.*, p. 185, 227.

vu la victoire qu'il n'avait cessé de prédire? Ne pouvant mourir sur le champ de bataille, pouvait-il souhaiter une plus belle mort de soldat que de tomber, la plume à la main, pour son pays? Un soir d'octobre, son article du lendemain achevé, la mort le prit doucement, l'enlevant à la tendresse des siens, au respect et à l'admiration reconnaissante de la France entière. Ce fut un deuil national. Il n'avait plus d'adversaires, et ceux qui le combattaient la veille ne furent pas les derniers à lui rendre hommage. Bordeaux lui fit de magnifiques funérailles. Académiciens, ministres, sénateurs, députés, ambassadeurs, le Président de la République en personne, tout ce qui représentait et aimait la France se donna rendez-vous derrière son cercueil. Chacun sentait qu'une des grandes voix de la patrie venait de s'éteindre. Les douleurs individuelles s'élargissaient et s'épuraient dans la religieuse émotion collective. On songeait à l'harmonieuse unité de cette existence, si pleine de hautes pensées et de bonnes œuvres, à cette noble fin de chevalier chrétien et français, qui avait toute la vertu et tout le sens agissant d'un symbole. On se disait que, même achevée, cette vie était encore créatrice d'union, d'énergie, de sacrifice et d'espoir. Au dire de tous les assistans, ces sentimens se lisaient sur tous les visages de la grande foule anonyme et recueillie qui se pressait autour de cette tombe. Et le mot qu'il fallait dire a été prononcé par un soldat, répondant à un camarade qui demandait à connaître le héros de ce long cortège : « C'est M. de Mun, celui qui consolait nos mères. »

VICTOR GIRAUD.

LA RIVE GAUCHE DU RHIN [1]

II

L'OPPOSITION A LA PRUSSE ET LES FLUCTUATIONS DE LA POLITIQUE FRANÇAISE (1848-1870)

I. — LA RÉVOLUTION

On connaît les faits généraux de la Révolution allemande de 1848. A Berlin, l'émeute éclata le 18 mars et mit en péril la monarchie, de telle sorte que le roi convoqua une Assemblée qu'il chargea de voter la constitution promise depuis 1815. Mais cette Assemblée fut dissoute le 10 novembre par le ministère de réaction Brandenbourg, et Frédéric-Guillaume IV, de sa propre autorité, octroya à ses sujets le statut qu'ils lui réclamaient : les articles du 6 décembre, très fortement modifiés en 1849, ne furent appliqués que le 31 janvier 1850. D'autre part, les aspirations unitaires provoquèrent la réunion à Francfort d'un Parlement constituant qui tenta d'organiser l'Allemagne en un État fédératif. Ce Parlement de Francfort, réuni le 18 mai 1848, créa un pouvoir central provisoire, le Vicariat d'empire, auquel fut appelé l'archiduc Jean d'Autriche; la Diète, qui représentait les princes, fut abolie, et les députés rédigèrent

(1) Voyez la *Revue* du 1er octobre.

une constitution allemande qu'ils votèrent le 28 mars 1849. Tous les États germaniques devaient être groupés sous le sceptre d'un empereur, assisté de ministres responsables. La question était pourtant de savoir si l'Autriche ferait partie de cette combinaison : dans ce cas, on fonderait la grande Allemagne, tandis que, si elle en était exclue, seule était possible une petite Allemagne. Les partisans de celle-ci l'emportèrent. Le 28 mars, le roi de Prusse fut élu empereur, mais il refusa la couronne et la constitution le 3 avril, ne voulant pas tenir son pouvoir du peuple. Le Parlement de Francfort, réduit à quelques députés, se retira à Stuttgart où il fut dispersé. L'insurrection se déchaîna en plusieurs points de l'Allemagne, à Dresde, surtout en Bade et dans le Palatinat. Elle fut écrasée, et l'on rétablit l'ancienne Diète le 10 mai 1850.

Ces événemens, qui ont attesté la profonde désunion des États germaniques, ont eu leur répercussion ou leur théâtre sur la rive gauche du Rhin. La fermentation y commence aussitôt que se répandent les nouvelles de Paris. Le 27 février 1848, Trèves réclame une constitution. Le 2 mars, Cologne s'agite à la voix des ex-lieutenans Anneke et Willich, du médecin Gottschalk, et de François Raveaux. Le 5, Aix-la-Chapelle manifeste, et, quelques jours après, Bonn et Düsseldorf prennent position. Dans la Révolution de Berlin, les Rhénans jouent un rôle considérable, car, dès le début de mars, Cologne et trente-quatre autres villes de la région ont envoyé au roi une députation chargée de défendre le point de vue libéral. D'un bout à l'autre de la crise, les démonstrations se succèdent : il s'agit pour nous d'en montrer le sens et la portée.

Divers symptômes pourraient faire croire que les populations de la rive gauche ont été animées par la passion unitaire et qu'elles se sont senties profondément allemandes. Il est vrai qu'un agitateur comme Robert Blum et un teutomane comme Venedey, tous les deux Rhénans, ont été députés à Francfort. Il est exact qu'en maints endroits le lied pangermaniste de Arndt, *Was ist des Deutschen Vaterland*, a été chanté par la foule; que le drapeau de la grande Allemagne, noir, rouge et or, a été arboré sur les édifices municipaux à Aix-la-Chapelle, Bonn, Düsseldorf, Cologne, Trèves, et ailleurs encore; que les comités électoraux de la rive gauche ont réclamé la création d'une flotte nationale; que l'archiduc Jean a joui d'une grande

popularité dans les villes; enfin que la constitution de Francfort a été accueillie avec le plus vif enthousiasme dans tout le pays.

Pourtant il faut éviter de s'exagérer la valeur de ces manifestations. Venedey et Robert Blum n'ont pas représenté au Parlement germanique la cité qui les a vus naître : ils tenaient leur siège, l'un de Giessen, l'autre de Leipzig. Au contraire, Aix-la-Chapelle, Trèves et Cologne élisent des députés qui s'appellent W. Smets, L. Simon, et Raveaux. Le premier a chanté la gloire de Napoléon. Le second était républicain et mourut en exil après avoir été condamné à mort pour sa participation aux troubles de 1849. Le troisième, fils d'un Français qui sous l'Empire occupait les fonctions de garde-magasin à la citadelle de Deutz, avait été compromis dans l'émeute de 1846; c'est sur sa proposition que l'Assemblée de Francfort vota, le 27 mai 1848, la motion qui donnait la prééminence à la future constitution allemande sur toutes les constitutions des États particuliers, et cela au moment où la monarchie des Hohenzollern annonçait l'intention d'accorder aux sujets du roi le statut promis en 1815 : dans cette intervention de Raveaux nous ne pouvons voir qu'un acte de défiance vis-à-vis de la Prusse. Tranchons le mot : dans la vallée du Rhin la Révolution de 1848 est antiprussienne, et cela constitue l'un de ses caractères les plus évidens.

Elle est violemment antiprussienne. Comme telle, elle cache ses tendances séparatistes sous des dehors unitaires, par une apparente contradiction qu'il est facile d'expliquer. En effet, du moment que les populations font effort pour échapper à la tyrannie qui les écrase, il est naturel qu'elles cherchent un appui dans le pouvoir qui s'oppose le plus directement à celui de leurs maîtres. De là les démonstrations que nous avons énumérées en faveur de la cause dite « nationale. » Pourtant chacune de celles-ci, avant tout, est dirigée contre Berlin et la monarchie des Hohenzollern. Que dans l'amour que l'on témoigne à la cause allemande il entre, selon les circonstances, quelque parcelle de sincérité, voilà qui n'est pas dénué de vraisemblance, mais cet amour n'a jamais que la valeur d'un élément accessoire : la haine de la Prusse, toujours, est le sentiment qui domine.

Catholiques et démocrates s'entendent merveilleusement pour la même œuvre de libération. Ils ont le même programme, en somme, celui que présentent les libéraux à Francfort. Mais

justement ce programme est en contradiction avec les principes les plus chers au gouvernement prussien. Le 12 avril 1848, à la réunion de Wörrstadt, qui prépare les élections au Parlement germanique, les Rhénans demandent la réduction des armées permanentes, la diminution du nombre des fonctionnaires, la suppression des privilèges de la noblesse, la séparation des Églises et de l'État, l'indépendance mutuelle de l'école et de la religion, l'abolition de la censure, la liberté individuelle garantie, le droit de réunion et d'association. Toutes ces revendications sont dictées par le souvenir cuisant des maux soufferts depuis 1815; elles sont autant de coups droits portés à une monarchie où la noblesse, les fonctionnaires et l'armée sont les agens de la plus dure tyrannie, où l'État confond ses intérêts avec ceux d'une certaine confession, où les franchises civiques sont systématiquement refusées par une administration autoritaire et brutale.

Les catholiques ne dissimulent pas leur alliance avec les démocrates. Ils l'avouent même hautement au Congrès de Mayence, en octobre 1848, et ils en donnent comme raison qu'ils ne devaient pas repousser les armes nécessaires à leur défense. Le peintre Lasinsky, dans le discours qu'il prononce, expose pourquoi son parti a embrassé la cause de l'unité allemande et soutenu la politique de Francfort. « Quelques jeunes gens qui possèdent la confiance du peuple, dit-il, se mirent en devoir de tracer un programme : parmi eux il y avait quelques ennemis de l'Église, mais nous n'avions pas à choisir. Au moment du naufrage, tout le monde, amis et ennemis, se cramponne à la planche de salut. » Rhénan lui-même, il laisse parfaitement entendre que son catholicisme est surtout fait d'opposition à la Prusse, et il énumère les outrages subis pendant de longues années de servitude : « Aucun pays n'a plus souffert de la domination du fonctionnarisme prussien que la vallée de la Moselle. C'est grâce à cette oppression que cette riche contrée se trouve presque dans la misère... Rien d'étonnant dans la virulence de mon langage. Nous autres Trévirois, nous fûmes pendant des années honnis comme des vagabonds, des pèlerins paresseux. Pour nous défendre, nous sollicitâmes du gouvernement de fonder un organe. On nous répondit injurieusement que le besoin ne s'en faisait nullement sentir. Jusqu'à cette heure nous n'avons rien obtenu. C'est pourquoi nous avons perdu toute confiance dans les pouvoirs séculiers. » Les autres

orateurs rhénans exhalent les mêmes rancunes et font eux aussi le procès de l'administration prussienne. Lenning, chanoine à Mayence, sa ville natale, et Hardung, conseiller au tribunal de Cologne, rappellent avec indignation l'infâme traitement qu'a dû subir l'archevêque Droste.

On voit déjà ce qu'il faut penser de l'affirmation de K. Schurz, selon laquelle le mouvement unitaire de 1848 aurait raccommodé les Rhénans avec la Prusse. Si l'on recherche ce qui se produit dans la région pendant cette période, il apparaît clairement que la question nationale passe au second plan et qu'il s'agit avant tout de ruiner la puissance prussienne. Le gouvernement de Berlin s'en rendit d'ailleurs parfaitement compte : sa crainte de voir la province rhénane lui échapper fut telle qu'au cours de l'année 1849 il en nomma gouverneur le « prince Mitraille » en personne : le futur Guillaume Ier vint alors s'établir à Coblence.

Une première phase est celle qui s'étend des premiers jours de mars au début de juin 1848; elle embrasse le soulèvement initial, les répercussions des événemens de Berlin, les élections, toute l'agitation que provoque la réunion de l'Assemblée de Francfort. Viennent ensuite quelques manifestations isolées. Un dernier groupe de faits prend place au moment où Frédéric-Guillaume IV refuse la couronne impériale et dans les semaines qui suivent. Quoique les monographies publiées soient peu nombreuses et qu'elles présentent de fortes lacunes, — souvent intentionnelles, — elles nous en disent assez pour que nous soyons pleinement édifiés.

A Aix-la-Chapelle, au mois de mars 1848, la population tourne sa colère contre le 34e régiment d'infanterie dont les hommes sont recrutés en Prusse, à Dantzig et à Elbing. Le 15 avril, les habitans prennent d'assaut le poste de garde sur le marché; le 16, ils assiègent la caserne; le 17, ils attaquent les troupes à coups de pierres; les soldats tirent et tuent deux personnes, tandis qu'une charge de dragons fait quarante prisonniers. Les membres du Landtag-uni, dès les premiers jours de la fermentation révolutionnaire, par l'intermédiaire du président supérieur de la province, ont supplié le roi d'accorder sans retard au peuple pleine et entière satisfaction, sous peine de voir éclater partout des conflits sanglans. C'est l'armée prussienne qui est l'ennemie, et de Trèves à Emmerich, le sentiment

universel applaudit à l'humiliation qui lui est infligée pendant les troubles de Berlin. A Bonn, où Kinkel le 18 mars tient un grand discours sur les marches de l'hôtel de ville, à Crefeld, à Clève, à Coblence, ailleurs encore, seule la crainte d'une fusillade fait reculer les manifestans. Aussi la haine qu'inspirent les soldats de Frédéric-Guillaume IV en est-elle accrue. Elle rejaillit sur la maison royale : Pierre Reichensperger raconte qu'il a assisté à Coblence, sur le Florinsmarkt, à une réunion populaire où le « prince Mitraille, » violemment pris à partie comme chef de la camarilla antidémocratique, a été déclaré déchu du trône. L'agitation, dans la ville de Cologne, revêt le même caractère : au début de mars, Raveaux provoque une pétition demandant l'abolition des armées et l'armement du peuple; des manifestations ont lieu; elles sont dispersées par les troupes prussiennes qui arrêtent les orateurs; l'opinion exaspérée ne voit plus de recours qu'en la république. Aussi la joie est-elle immense lorsque l'on apprend la défaite de la monarchie; dans les cafés, dit Brüggemann, ce ne fut qu'un cri : « La Prusse est brisée, et la royauté de Berlin est morte. »

A Trèves, dès que le mouvement se dessine, le gouvernement s'empresse de faire partir le 30e régiment d'infanterie, recruté dans le pays, et de le remplacer par le 26e dont les hommes sont originaires de l'Est. Pour leur défendre le passage, la foule ferme les portes; mais les troupes les enfoncent, font quelques décharges et passent. Alors l'indignation est à son comble; on parle de chasser les soldats « étrangers; » on forme une garde civique pour les mettre en échec, et on donne l'assaut à la maison d'arrêt où l'on délivre quelques pauvres diables emprisonnés par l'administration pour vol de bois. Dans une grande réunion tenue le 26 mars, un républicain nommé Grün fait en termes impétueux le procès de la monarchie prussienne. Le 2 mai, après les élections, un nouvel accès de fureur soulève le peuple contre le 26e régiment; des barricades surgissent, des coups de feu sont échangés, il y a deux morts parmi les habitans.

Düsseldorf connaît des journées pareilles. Le début de mars se passe dans un malaise général et l'on sent gronder la révolte. Elle éclate lorsque les nouvelles de Berlin arrivent. Aussitôt les auberges s'emplissent d'une foule en fête qui acclame la déroute royale et chante des chansons séditieuses; on promène

les couleurs allemandes et on les hisse à l'hôtel de ville; des cortèges parcourent les rues, torches allumées, au milieu des salves de fusils et de pistolets. Tandis que l'incendie illumine le ciel du côté de Neuss, et que le mouvement se propage à Mülheim, à Lübbecke, à Gütersloh et à Elberfeld, les troupes de la garnison sont insultées, sifflées, poursuivies par des cris injurieux : « *Preussen! Saupreussen!* Prussiens! Cochons de Prussiens! » Le gouvernement alors concentre de forts contingens, mais, comme la situation politique est très mauvaise, il diffère sa répression, et les soldats se retirent après avoir fait des sommations impuissantes. La population et l'armée se défient mutuellement : *Saupreussen,* clament les uns, et les autres répondent en chantant l'hymne connu : « *Ich bin ein Preuss; kennt ihr meine Farben?* Je suis Prussien; connaissez-vous mes couleurs? » Les civils, la nuit, tuent ou blessent les soldats attardés.

Mayence n'est pas moins troublée. C'est une forteresse fédérale, où tiennent garnison des Autrichiens, des Badois, des Hessois, et des Prussiens. Ces derniers sont exécrés. Le 22 mars, deux artilleurs qui se rendent au casino militaire sont entourés par les habitans aux cris de « Mort aux Prussiens! » Les Mayençais organisent des quêtes pour les Polonais persécutés par la monarchie des Hohenzollern, et les journaux, la *Mainzer Zeitung* comme le *Mainzer Demokrat,* attaquent avec véhémence le roi Frédéric-Guillaume IV, le despotisme militaire et bureaucratique de son gouvernement. Au mois de mai, le sang coule. Citoyens et soldats prussiens se battent le 19, le 20, le 21 et le 22, d'abord à coups de poings, puis les armes à la main. Les Mayençais chantent un chant de circonstance, où ils invoquent l'aide des chefs révolutionnaires :

Hecker, Struve, Zitz und Blum,
Kommt und bringt die Preussen um!

« Accourez, Hecker, Struve, Zitz et Blum, accourez et écrasez les Prussiens! » Il y a des victimes des deux côtés : 4 soldats sont tués et 25 grièvement blessés; 5 citoyens sont blessés, dont 3 grièvement. Les Prussiens désarment aussitôt la garde nationale : le 23, leur chef fait occuper les remparts par la garnison et braque ses canons sur la ville; ses hommes blessent encore un marchand de beurre et tuent un jeune garçon. Telle fut cette émeute ou *Preussenkrawall* qui laissa d'amères rancunes.

De juin 1848 à avril 1849, les passions s'assoupissent un peu. Pourtant les sentimens ne changent pas, et il suffit, pour s'en convaincre, de suivre les événemens qui se déroulent dans la seule ville de Cologne. En août a lieu la fête du sixième jubilé séculaire de la fondation de la cathédrale. On a organisé une grande cérémonie où l'on a convié le Parlement de Francfort, ainsi que le vicaire de l'empire, et à laquelle Frédéric-Guillaume IV, comme souverain de la province, n'a pu se dispenser de promettre sa présence. Comme il faut s'y attendre, la population manifeste en l'honneur de l'unité allemande. L'archiduc Jean descend le Rhin, suivi du Parlement, débarque à Cologne où la garde nationale lui rend les honneurs, et répond au discours du bourgmestre : « Vous avez nommé, dit-il, la cathédrale de Cologne le symbole de l'unité allemande; elle l'est : elle doit l'être! L'œuvre que nous devons accomplir pour le salut de l'Allemagne, notre patrie, doit être grande, gigantesque comme votre cathédrale elle-même. »

Pendant ce temps, le roi de Prusse était en route. Il avait fait savoir qu'il arriverait à Düsseldorf le 14 août. Quelques membres de la municipalité auraient voulu qu'on s'abstînt de le saluer au nom de la ville; néanmoins, une députation se rendit à la gare. La garde civique prit les armes, mais avec des effectifs très réduits, car un grand nombre d'hommes avaient refusé d'obéir aux ordres donnés. L'accueil fut tel que le roi poursuivit immédiatement son chemin, au milieu des coups de sifflet et des injures. Le soir, sur la place du Marché, bourgeois et militaires prussiens en vinrent aux mains, et un soldat du 13e régiment fut tué : c'est à peine si l'on put éviter une bataille rangée entre la troupe et la garde civique.

A Cologne, Frédéric-Guillaume IV n'eut pas une réception beaucoup plus chaude. L'archiduc Jean se porta à sa rencontre au milieu des acclamations. « Quelques minutes après, nous dit Charles de Sainte-Hélène, lorsqu'il revint avec le roi de Prusse à sa gauche, tous deux à pied, ainsi que leur suite, je n'ai pas entendu un seul : Vive le roi! » L'humiliation, constate le même auteur, fut sans précédent, et d'autres manifestations marquèrent la haine que les Colonais vouaient à la Prusse.

Dans les derniers jours de septembre, leur mécontentement détermina un sérieux conflit. L'autorité avait résolu d'arrêter le référendaire Becker, chef de peloton à la 9e compagnie de la

garde civique, Wachter son capitaine, Schapper, correcteur d'imprimerie, et Moll, président par intérim de l'Union des Travailleurs. Elle avait mis la main sur Becker et Schapper, mais les autres lui avaient échappé; la population, furieuse, avait dévalisé les boutiques des armuriers et démoli les échafaudages de la cathédrale pour construire des barricades. Alors la police voulut réquisitionner 1 000 hommes de la garde nationale pour s'emparer de Wachter et de Moll, mais le bourgmestre refusa de signer l'ordre qu'on lui présentait. Le commandant de la place fit donc appel aux troupes prussiennes et menaça de bombarder la ville. Après quelques bagarres pendant lesquelles des coups de feu furent échangés, l'ordre se rétablit. Le 26 au matin, les barricades étaient détruites, l'état de siège proclamé, la garde civique dissoute et désarmée, tandis que les soldats patrouillaient dans les rues d'un air provocateur, sous la protection de canons mis en batterie à Deutz. Ces scènes tumultueuses n'accrurent pas le loyalisme des habitans.

Nous approchons du dernier acte du drame. Le refus par Frédéric-Guillaume IV d'accepter la couronne impériale détermine l'insurrection des pays rhénans. A Cologne, la municipalité convoque des délégations des autres villes de la région pour délibérer. La terreur de retomber sous le joug abhorré est telle que l'on est prêt aux dernières résolutions. L'assemblée déclare donc qu'elle accepte la constitution de Francfort, somme la Prusse d'en faire autant et formule les plus graves menaces. Le gouvernement répond en décrétant la mobilisation totale du corps d'armée rhénan. A Cologne, les mesures sont si bien prises que la population est tout de suite impuissante. Mais partout, les hommes de la landwehr refusent d'entrer au dépôt. De Bonn, Kinkel combine un coup de main sur l'arsenal de Siegburg et il échoue dans sa tentative. En revanche, à Iserlohn et à Elberfeld, les insurgés sont maîtres de la situation pendant quelques jours. A Düsseldorf, c'est le tocsin qui donne le signal de l'émeute. Des barricades se dressent, surmontées du drapeau rouge. Non contents de fusiller les Prussiens, bourgeois et ouvriers leur lancent des pierres, des tuiles, des immondices et les insultent. Au bruit des cloches qui sonnent sans désemparer, les troupes amènent du canon et prennent d'assaut les barricades de la Kommunikation et de la Flingerstrasse. Le 10 mai, tout est fini : vingt citoyens ont été tués, beaucoup

ont été blessés, et l'autorité procède à de très nombreuses arrestations. Pendant ce temps, dans la région de la Moselle, l'agitateur Grün force et pille la citadelle de Prüm avec l'aide d'hommes de la landwehr révoltés qui verront fusiller trois des leurs le 14 octobre dans les fossés de la forteresse de Sarrelouis.

Mais ce ne sont là que de brefs épisodes. Alors que les restes du Parlement de Francfort se sont réfugiés à Stuttgart où ils ont constitué une régence de cinq membres parmi lesquels figurent Schüler, de Deux-Ponts, et Raveaux, la résistance, encouragée par ces libéraux irréductibles, se transporte en Bade et dans le Palatinat. Les révolutionnaires ennemis de la Prusse, et qui ont été refoulés du Nord par les troupes de Frédéric-Guillaume IV, se rassemblent dans le Sud. Leur armée se monte bientôt à 30 000 hommes environ. Elle embrasse la presque totalité des forces badoises et les contingens du Palatinat soulevés contre la Bavière, auxquels se sont réunis beaucoup de Rhénans sujets de la Prusse; à Mayence, où l'on n'a pas oublié l'émeute de mai, Zitz forme sept compagnies de Hessois qui se joignent aux insurgés. Malheureusement, cette armée ne possède qu'un armement défectueux, elle est peu instruite, et quelques semaines suffisent pour qu'elle soit complètement vaincue.

Nous avons prouvé que la Révolution de 1848, dans la vallée du Rhin, a revêtu un caractère nettement antiprussien. Il nous reste maintenant à démontrer qu'elle a eu des tendances françaises, et nous le ferons sans peine, encore que les chefs du mouvement aient été contraints à une certaine discrétion et qu'au delà de nos frontières les historiens modernes passent le plus souvent sous silence tout ce qui blesse leur patriotisme ombrageux. D'une façon générale, on peut dire que les démocrates avancés ont souhaité le secours de la France, et qu'en elle seule, justement parce qu'elle s'était constituée en République, ils ont vu la force active capable de faire triompher leurs idées. Quel devait être le prix de son intervention? La rive gauche du Rhin sans doute, car nul n'ignorait en 1848 à quel point les populations arrachées à la France en 1815 détestaient la tyrannie prussienne. Le sacrifice eût semblé mince, s'il avait été compensé par une aide efficace. Assurément, quelques révolutionnaires ont marqué une certaine réserve : il s'en est même trouvé pour écrire que la seconde République accorderait

aux démocrates allemands son plein concours sans songer à en retirer le moindre avantage. Jusqu'à quel point étaient-ils sincères dans cette affirmation? Jusqu'à quel point ne cherchaient-ils pas à mettre d'abord leurs compatriotes devant le fait accompli, sauf à leur faire accepter plus tard la solution qu'ils entrevoyaient déjà? On peut se le demander, quand on voit que cette idée est défendue par W. Schulz, un Hessois de Darmstadt, originaire par conséquent d'un pays où l'on était alors francophile, ancien officier de la Confédération du Rhin en 1812, réfugié politique à Nancy en 1832, député à Francfort en 1848, et l'un des irréductibles qui se retireront à Stuttgart. Croit-il vraiment, comme il l'écrit, que la France défendrait volontiers l'Allemagne contre la réaction septentrionale et renoncerait à tout profit? Ou bien ne faut-il pas prendre ses déclarations comme une demande d'intervention doucement suggérée, et W. Schulz, en fin de compte, ne se rallierait-il pas au programme d'un Heinrich Laube à la même date : *Freiheit mit Mass, Einigung des deutschen Vaterlands, auch mit Opfern*, ce qui se traduit ainsi : Liberté avec mesure, unité de la patrie allemande, *même au prix de sacrifices?* Il est permis de le croire.

Notre abstention nous fit le plus grand tort. Notre défection, — pour rendre exactement la pensée publique, — suscita contre nous quelques rancunes et un peu de mépris, et la circulaire de Lamartine aux agens diplomatiques de la France à l'étranger causa dans les milieux libéraux une amère déception : « La guerre, disait ce document en date du 2 mars 1848, n'est pas le principe de la République française, comme elle en devint la fatale et glorieuse nécessité en 1792. La République française n'intentera la guerre à personne. Elle ne fera point de propagande sourde et incendiaire chez ses voisins. » Que cette décision ait été extrêmement sage et qu'elle ait épargné à la France un désastre en lui évitant une lutte contre l'Europe coalisée, voilà qui est l'évidence même, mais beaucoup de démocrates allemands ne voulurent pas s'en rendre compte.

La rive gauche du Rhin nous attendait et les faits parlent clairement. La députation qui se présente devant Frédéric-Guillaume IV, au début de mars 1848, le menace de sécession s'il n'accorde pas la constitution promise. A Cologne, nous dit K. Schurz, on chante *la Marseillaise* dans les rues et les bras-

series, ce que confirme O. Hartmann, qui nous indique d'un mot les tendances secrètes de cette agitation : « Surtout dans le pays rhénan, écrit-il, dont les habitans se sentaient Prussiens par obligation *(Musspreussen)*, les nouvelles de Paris eurent un effet foudroyant... On menaça de se réunir à la France. » A Trèves, les hommes qui jouent un rôle pendant toute cette période sont animés de sympathies pour nous. L'agitateur Grün, qui organise la manifestation du 26 mars, a longtemps habité Paris où il a des amitiés politiques. Deux jours avant, quand on a formé la garde nationale, c'est Recking, dont le grand-père était maire de la ville sous Napoléon, qui en a pris le commandement. Sur les véritables sentimens de la région mosellane, le discours prononcé par Lasinsky au congrès catholique de Mayence, malgré ses formes enveloppées, jette un jour fort cru. La voix de ce peintre s'élève contre la Prusse, et ses plaintes ont une portée politique : « *Nous confinons à la France, à la Lorraine et au Luxembourg*. Les gens des bords de la Moselle, et à Trèves en particulier, sont taciturnes, mais ils pensent beaucoup et profondément. *L'oppression conduit le peuple à toutes les extrémités.* »

Désire-t-on un aveu plus net encore? A Mayence, la *Mainzer Zeitung* qui, le 30 mars 1848, a sommé la chambre hessoise de déclarer au roi de Prusse que le peuple rhénan ne voulait rien savoir de lui, et qui multiplie ses attaques contre le « prince Mitraille, » imprime ces mots décisifs à la date du 4 mai : « Dans la vallée du Rhin, l'aversion pour la France disparaît de jour en jour, en même temps que s'évanouit la confiance en l'Allemagne. » Lorsque Frédéric-Guillaume IV a refusé la couronne impériale, le congrès des municipalités rhénanes réuni à Cologne vote une résolution qui contient cette phrase : « Les soussignés, pour conclure, expriment leur conviction que, si l'on ne veut pas tenir compte de leurs remontrances, la patrie court les plus graves dangers, que ces dangers peuvent même aller jusqu'à mettre en péril l'existence de la Prusse telle qu'elle est présentement constituée. » Le vote est du 5 mai 1849. Quelques jours plus tard, le Palatinat et Bade se soulèvent. C'est vers la France que se tournent les insurgés. C'est à elle qu'ils demandent des officiers et des armes. Mais elle ferme ses frontières et interdit même l'exportation par la Suisse. Les négociations continuent pourtant, mais nous ne répondons que

par un refus à un dernier appel : « La tentative du gouvernement provisoire, écrit Paul Flathe, de placer le Palatinat sous le protectorat de la France, fut repoussée à Paris. »

Il nous reste à dresser le bilan de la Révolution allemande. Elle n'a pas été complètement vaine, et la Prusse elle-même a dû faire des concessions. Pourtant, celles qu'elle a consenties l'ont été avec tant de restrictions, et elles ont donné si peu le sentiment qu'elles étaient définitives, que le pays rhénan a persisté dans sa farouche opposition. A Berlin, les partis réactionnaires avaient parfaitement compris que Frédéric-Guillaume IV, en rompant avec le Parlement de Francfort, leur donnait la victoire. En conséquence, ils réclamèrent aussitôt la suppression de la constitution et le retour aux anciennes formes de gouvernement. Le roi ne voulut pas revenir sur sa parole, mais il résolut de modifier le statut octroyé de telle sorte que la Prusse demeurât monarchie conservatrice, et il publia la loi électorale des trois classes ou *Dreiklassenwahlgesetz* du 30 mai 1849, encore en vigueur aujourd'hui, qui assurait à la couronne un Landtag docile. Les libéraux, indisposés par cette mesure, signifièrent qu'ils s'abstiendraient dans les élections. Ce fut donc une chambre réactionnaire, réunie à Berlin, qui fut chargée de reviser la constitution du 5 décembre 1848. Quelques-unes des libertés conquises subsistèrent. Tous les Prussiens étaient proclamés égaux devant la loi. Les tribunaux d'exception et les peines administratives étaient supprimés, les jurys criminels promis même pour les affaires de presse, l'indépendance des juges assurée, les conflits de compétence remis à la décision d'une cour spéciale, tous leurs droits de police et de juridiction enlevés aux grands propriétaires terriens. Conformément aux indications données par le Parlement de Francfort, la monarchie prussienne reconnaissait le libre exercice du culte catholique, l'autonomie de l'Église, l'indépendance des évêques dans leurs rapports avec les fidèles; elle se désistait de toute participation à l'administration des diocèses, soit quant aux personnes, soit quant aux biens. De plus, d'autres articles établissaient le droit de réunion, l'abolition de la censure en matière de presse, l'interdiction des fiefs, des majorats et des privilèges fiscaux. Enfin, les recettes et les dépenses de l'État devaient être rendues publiques par un budget qui serait soumis à l'approbation des députés.

Mais le Landtag à qui incombait la revision avait supprimé pour l'armée l'obligation de prêter serment à la constitution, et la haute direction de l'Église évangélique était remise à la couronne. Quoiqu'ils eussent obtenu une certaine indépendance confessionnelle et que la surveillance de leurs écoles primaires eût été confiée au clergé catholique, les Rhénans se rendaient parfaitement compte que la Prusse était toujours la même et que les concessions religieuses avaient leur source dans le désir d'enrôler les prêtres au service de la réaction. D'inquiétantes réserves ménagées dans le texte, quelques lacunes que devaient combler des règlemens futurs, tout cela inspirait à la population des sentimens de grave insécurité. On aimait à dire que la tyrannie russe était plus franche que l'oppression prussienne. Surtout, on savait que le souverain avait personnellement pesé sur les décisions du Landtag, et que, sur sa demande expresse, de nouvelles restrictions avaient été votées. Le malaise s'accrut encore lorsque la constitution fut promulguée et que le Roi prêta serment : « La constitution, dit-il, est née dans une année que la fidélité des générations futures voudra effacer de l'histoire de Prusse à force de larmes, et partout encore elle porte le stigmate de son origine. Amendée comme elle l'est, cependant, je puis la jurer. Je le puis, dans l'espoir que l'on me rendra possible de gouverner avec elle. »

Le ministère Manteuffel, formé le 6 novembre 1850, s'efforce de mater la démocratie avec l'aide des orthodoxes protestans qui décidément sont les maîtres. Les conservateurs prussiens, acharnés dans l'assouvissement de leur vengeance, profitent de l'ordonnance du 5 juin 1850, qui limite à nouveau la liberté de la presse, pour entamer de nouveaux procès, et, en même temps, ils poursuivent tous les délits politiques commis pendant la Révolution. Nombreuses sont les condamnations dans le pays rhénan. La *Gazette de Trèves* est supprimée et la *Gazette de Cologne*, qui va bientôt se résoudre à devenir définitivement l'avocat de la Prusse, se sent en péril. A Berlin, la *Gazette de la Croix* reproche aux journaux rhénans de fausser l'opinion et de la franciser. Le 16 août 1851, Frédéric-Guillaume IV passe à Cologne. Outré de l'opposition que son gouvernement rencontre, il répond à une délégation de la municipalité par un flot de paroles comminatoires : « Je ne suis pas venu pour vous faire des complimens, mais pour vous dire la vérité et toute la

vérité. Je sais que vous êtes très sensibles sur le chapitre de votre presse. Mais il est nécessaire que cesse votre aveuglement. Il ne laisse naître ni confiance ni attachement, mais il crée la discorde dans la ville et dans l'État. Tâchez de bannir cet esprit d'hostilité. Faites en sorte de vous améliorer... Il est temps que cela finisse, ou bien c'est moi qui vous corrigerai ; j'en ai la volonté, et les moyens. Veillez à vous amender à bref délai. Sans quoi nous ne resterons pas bons amis, et je vous garantis que j'aurai recours aux mesures les plus rigoureuses. »

Ce discours résume exactement la situation. Il prouve qu'après trente-six années de domination, la Prusse n'est pas plus avancée qu'au premier jour. D'une façon générale, les populations rhénanes n'ont pas encore accepté le destin que leur ont imposé les traités de 1815. Mais à ce moment un fait important se produit, et Napoléon III, en France, devient empereur. Son règne, avant la catastrophe de 1870, va fournir à la résistance de nouveaux alimens.

II. — LE SECOND EMPIRE

Pendant cette période, tandis que la Hesse et la Bavière font preuve d'une certaine indulgence à l'égard des survivances françaises, la Prusse, malgré tous les indices qui pourraient faire croire à la précarité de sa domination, s'efforce de s'implanter sur la rive gauche du Rhin : tant qu'elle occupe ces riches territoires, elle y lève des impôts qui profitent à tout le royaume, et elle y trouve des recrues qu'elle incorpore dans son armée. Elle ne change donc rien à ses méthodes ; elle agit sur l'opinion par l'enseignement et par une presse qu'elle subventionne ; elle inonde le pays sous le flot de ses immigrans, qu'elle appelle *Kulturträger* ou porteurs de civilisation ; elle tente de germaniser la Wallonie et décrète en 1863 la suppression absolue du français dans les actes administratifs du cercle de Malmédy ; elle remplace le 14 avril 1851 notre code pénal par de nouveaux textes qui, en donnant satisfaction aux Rhénans, préparent une invasion plus complète de la législation prussienne, et qui ne resteront en vigueur que pendant dix-neuf années.

Malgré l'oppression qu'ils exercent politiquement, les ministères successifs ne négligent pas l'organisation matérielle et économique de la province dans la même mesure qu'ils le

faisaient avant 1914 en Alsace-Lorraine. Les villes se développent, on y perce des rues nouvelles, on y construit des monumens d'utilité publique. Le réseau des routes s'accroît et de nouveaux ponts sont jetés sur les fleuves. La navigation du Rhin devient de plus en plus intense : alors qu'en 1838 le mouvement des marchandises n'était que de 12 870 656 quintaux métriques, il atteint en 1860 le chiffre de 102 091 432 quintaux transportés en 91 135 voyages. L'on crée aussi un service de vapeurs sur la Moselle, de Metz à Coblence. De grandes lignes de chemins de fer sillonnent la province, courent le long des fleuves, mettent le pays en relations avec la Westphalie et Berlin, avec la Hollande, la Belgique et la France.

L'essor industriel et commercial, aussitôt qu'il a commencé, ne se ralentit plus. Sans doute on constate une période de misère et de renchérissement de la vie qui s'étend de 1853 à 1857. Le cercle de Trèves n'y échappe pas plus que les autres, et pourtant, rien que dans la ville, le nombre des tanneries s'augmente de huit entre 1849 et 1858. Les statistiques prouvent que, dans les années qui ont suivi la Révolution, de nombreuses usines se sont ouvertes et que de nouveaux commerces ont pris naissance. C'est vers 1860 que l'on commence la fabrication des vins mousseux. La province exploite des carrières; elle possède des filatures, des verreries et des forges ; elle produit des tissus, du papier, des armes, des articles en fer-blanc, de la fonte et de l'acier, des matières chimiques, des cordes, beaucoup de cuir apprêté, du chocolat, bien d'autres marchandises encore. Or, sur plus de soixante-dix maisons rhénanes qui participent à notre exposition de 1867, il y en a au moins quarante qui ont été fondées après la Révolution. Toutes ensemble, elles occupent plus de 50 000 ouvriers dont 9 500 appartiennent à l'usine Krupp.

Il est bien évident que toute cette prospérité industrielle attire à la monarchie quelques dévouemens. D'autre part, une conquête qui remonte déjà à des dizaines d'années emporte avec elle, du fait qu'elle dure, des adhésions toujours plus nombreuses. Les faveurs dont un gouvernement dispose, les profits dont il est la source, les places qu'il est maître de distribuer, tout cela provoque des capitulations. Il y eut donc des conversions et il était fatal qu'il en fût ainsi. S'il fallait donner un exemple de ces ralliemens, je choisirais volontiers celui du poète Simrock.

Il était né à Bonn en 1802 dans une famille où l'on ne parlait que le français, et son père, comme il le raconta en 1874 à L. Kaufmann, était un admirateur enthousiaste de Napoléon. Étudiant en 1818 dans sa ville natale, puis en 1822 à Berlin, il devint en 1823 auditeur, puis référendaire au service de la Prusse. Une poésie qu'il écrivit sur la Révolution française de Juillet le fit chasser de son emploi. Alors il s'adonna à l'étude de la vieille littérature germanique dont il traduisit en allemand moderne les plus anciens monumens. Professeur ordinaire à l'Université de Bonn dès 1850, il était désormais notre adversaire, et il agit par son enseignement sur plusieurs générations d'étudians.

Pourtant de telles conversions demeurèrent assez rares. C'est qu'en effet rien n'était changé dans l'attitude de la Prusse à l'égard des populations annexées. La guerre religieuse, sourde et hypocrite, ne cessa jamais. Les demi-libertés, accordées par la constitution, sont peu à peu subrepticement retirées, et toutes les vexations provoquent de l'irritation, souvent des manifestations hostiles.

La population est toujours française, non seulement dans les régions annexées par la Prusse, mais encore en Hesse et dans le Palatinat, et elle le demeurera pendant toute la durée du second Empire. En 1857, sur la demande du roi Maximilien de Bavière, Riehl écrit un gros volume sur le Palatinat. Comme il ne peut décemment crier à son protecteur le peu de loyalisme qu'il a constaté, il essaye de nier, ou bien il trouve des palliatifs et des formules consolantes. Selon lui, il est faux de penser, comme on le raconte, que les habitans de la région veulent devenir Français; ils ne se soucient ni d'être Français, ni d'être Prussiens, ni même d'être Allemands ou Bavarois; ils sont tout bonnement du Palatinat, et c'est comme tels qu'ils se sentent Bavarois ou Allemands. Pourtant, au milieu de ces déclarations, d'autres se font jour qui les démentent. Passant dans un cimetière juif, l'auteur y a vu des pierres tombales récentes, sur lesquelles l'écriture hébraïque était accompagnée de sentences françaises. Il remarque que les décrets et arrêtés français de grande voirie sont encore en vigueur dans tout le pays, que c'est de la Constitution de l'an III que les habitans font dater l'organisation politique de leur province, et qu'ils demeurent très attachés à tout ce que la France leur a apporté.

Partout sur la rive gauche, l'opinion est la même. En Prusse rhénane, elle s'est exprimée très clairement par l'attitude des populations lors des fêtes du cinquantenaire. « Une chose à remarquer, écrit notre ministre à Francfort en 1865, c'est que les seuls pays qui nous soient restés attachés sont ceux qui ont le plus souffert pendant les grandes guerres du commencement de ce siècle. C'est le Palatinat et une partie des provinces rhénanes; c'est surtout la ville de Mayence. » Ces affirmations sont tout autre chose que l'illusion d'un visionnaire ou la fantaisie d'un diplomate étranger qui veut plaire à ses chefs. Reculot, en effet, ne pèche que par trop de modération. Pendant tout le règne de Napoléon III, la France reste la grande patrie des Rhénans. Ils affluent chez nous. Les Hessois forment à Paris une importante colonie. Les ouvriers du Palatinat y sont très nombreux. Les jeunes filles de Trêves et de la Moselle y viennent chercher des places. Si les aveux enveloppés de Riehl ne paraissent pas assez probans, il y a d'autres textes, témoignages très nets de ceux des contemporains qui sont le mieux en situation de juger. En 1866, au moment où la guerre va éclater entre l'Autriche et la Prusse, Clovis de Hohenlohe ne se fait aucune illusion sur les sentimens des Bavarois rhénans, « peuple sans caractère, écrit-il dans ses *Mémoires*, et qui supporterait très bien de passer à la France. » L'année précédente, l'Université de Bonn a délibéré sur la question de savoir si elle devait créer une chaire pour un professeur de littérature française moderne. Elle s'y est refusée, après avoir pris connaissance d'un rapport du professeur Simrock, un rallié qui connaît bien ses compatriotes : « Pourquoi, déclare-t-il, avons-nous besoin d'un troisième maître, quand des hommes comme Diez et Delius s'occupent bien suffisamment de la langue et de la littérature françaises? Encourager l'étude de la langue et de la littérature françaises aux dépens de l'allemand est chose périlleuse justement aux bords du Rhin, où les sympathies françaises n'ont pas encore disparu. »



De ce qui précède se dégage cette conclusion que les populations rhénanes ne sont animées d'aucun loyalisme germanique. Elles ne le sont pas à cause de leur aversion naturelle pour la Prusse, mais aussi parce que, dans l'opinion allemande

comme dans l'opinion européenne, Napoléon III jouit d'un immense prestige. Du fait qu'il règne, le statut de la rive gauche ne semble pas définitif. Il le semble si peu qu'à chaque instant les voix les plus diverses, amies ou ennemies de la France, en soulignent le caractère provisoire; car il suffit d'une visite de quelque Bonaparte à Berlin, ou d'un congrès de monarques, ou d'une démarche d'ambassadeurs, pour qu'aussitôt les journaux se demandent si l'on n'a pas discuté la question d'une cession prochaine, ou si même l'accord n'a pas été signé.

La popularité du second Empereur est extraordinaire, non seulement dans nos quatre départemens d'avant 1815, mais encore dans tous les États de l'ancienne Confédération du Rhin. D'abord, on voit en lui le souverain le plus puissant de l'Europe continentale, et la fabuleuse prospérité de la France éblouit l'Allemagne encore pauvre. C'est la France qui a organisé pour la première fois le pays rhénan; c'est d'elle que tout le progrès est sorti; c'est elle qui a donné la première impulsion au développement commercial et industriel de la région : sans doute décuplerait-elle encore la richesse, comme elle le fait chez elle, si les traités de Vienne étaient abolis. A Napoléon III s'attache aussi un intérêt sentimental : on sait qu'il parle couramment l'allemand, que son éducation est allemande, et qu'avant d'avoir vécu à Arenenberg, en Suisse, il a fait ses études en Bavière, au gymnase d'Augsbourg. Enfin et surtout il est un Bonaparte, le neveu et l'héritier du Grand Empereur, de celui-là même qui a été le vainqueur d'Iéna et le Protecteur de la Confédération du Rhin, que l'on a vu passer dans l'éclat de sa gloire à Cologne et à Mayence en 1804, à Düsseldorf en 1811.

Or, la restauration bonapartiste s'effectue en pleine période de culte napoléonien. Depuis 1815, d'innombrables poètes allemands ont chanté le Corse invincible, adversaire de la Prusse haïe, génie bienfaiteur de l'Allemagne occidentale et méridionale, champion du libéralisme, vengeur des peuples opprimés. A l'avènement du second Empereur, un long frémissement secoue toute l'ancienne clientèle germanique de la France. Les vétérans de la Grande Armée, westphaliens, badois, hanovriens, würtembergeois, bavarois, saxons et rhénans, peut-être constitués, à en croire Mansfeld, en une vaste fédération,

envoient aux Tuileries des adresses de fidélité. Des groupes depuis longtemps ont été formés dans toutes les villes de la rive gauche : celui de Mayence, en 1852, fait partir pour Paris son drapeau, accompagné d'une délégation, pour féliciter Napoléon III; dans cette même ville, jusqu'en 1870, nos vieux soldats, torches allumées, en bicorne et en manteau sombre, c'est-à-dire dans leur uniforme français ou dans une tenue qui le rappelle, ne manqueront jamais de monter une faction, le jour de la Toussaint, devant le monument qu'ils ont fait élever au cimetière à la mémoire de leurs camarades défunts. Une de ces sociétés existe à Cologne, une autre à Coblence : on y célèbre régulièrement le 5 mai et le 15 août.

Heine, le premier, a déclaré que les deux Napoléon ne sont qu'un seul et même homme, un être surnaturel appelé à sauver le monde et à libérer l'Allemagne des restes de la Sainte-Alliance. Une foule de publicistes reprennent cette thèse, et dessinent du second Empereur une figure idéale, avec des traits empruntés à la physionomie du vainqueur d'Austerlitz. Napoléon III a du génie; il est l'égal de son oncle et de Jules César, le plus profond politique de son temps, un économiste remarquable, un général hors ligne, enfin un héros complet. Souverain moderne, il donne à l'Italie l'indépendance et bat le tsar ami de la Prusse réactionnaire; il est le soldat de la révolution et en même temps le ministre des volontés divines : « L'homme providentiel qui gouverne la France, écrit Mansfeld, a une mission tracée qu'il lui sera donné de remplir. Tout, en effet, dans sa vie, nous montre le mortel prédestiné. » Or, cette mission consiste à orienter la France dans ses voies de jadis : « Elle joue un rôle de premier plan, écrit en 1860 un anonyme (1). Il semble que les temps de Louis XIV et de Napoléon pourraient bien revenir. » En d'autres termes, elle doit reconstituer l'ancienne Confédération du Rhin, et, pour prix de la protection qu'elle accordera aux États du Sud contre la Prusse, ceux-ci lui abandonneront la rive gauche. Les deux voyages que fait en Allemagne Napoléon III, le premier à Stuttgart en 1857, le second à Bade trois années plus tard, attestent son immense popularité. Il est accueilli par des foules en délire, aux cris poussés en français de : « Vive l'Empereur! » et les

(1) *Der Congress in Baden-Baden*, p. 4.

troupes qui le reçoivent déploient en son honneur les drapeaux de 1809, ornés de l'aigle impériale.

Lui, d'ailleurs, veut reprendre en Allemagne la place qu'y occupait le fondateur de sa dynastie. Il rallie autour de son trône les vétérans de la Grande Armée en créant la médaille de Sainte-Hélène, qui sera portée jusque dans les régions les plus lointaines du Hanovre et de la Saxe. Il a également le dessein de recouvrer les quatre départemens rhénans. Pour se les faire attribuer, Sybel raconte qu'il aurait proposé à lord Clarendon, lors du Congrès de Paris, une révision de la carte d'Europe. Au mois d'août 1857, à Osborne, il serait revenu à la charge auprès de la reine Victoria. En janvier 1866, il aurait pressenti sur le même sujet l'ambassadeur prussien. Quant aux démarches faites par Benedetti après Sadowa, elles sont dans toutes les mémoires.

La situation, dans les mois qui précèdent la guerre de 1866, est donc la suivante : d'une part, une Prusse haïe et redoutée, mais qui marche de toutes ses forces à la conquête de l'Allemagne; de l'autre, de petits États exaspérés contre elle, et qui se sont rejetés du côté de l'Autriche; enfin, au-dessus des deux partis, la France, dont l'intervention doit amener la victoire de celui qu'elle voudra bien soutenir. Les deux camps se disputent son aide et lui offrent les provinces rhénanes pour prix de ses services. Or, Napoléon III hésite, prête l'oreille aux ouvertures qui lui sont faites, mais reste énigmatique et muet jusqu'au moment où, à la dernière minute, il se décide à pencher faiblement pour l'Autriche. Ici commence une douloureuse histoire.

A Berlin, personne n'ignore que la rive gauche du Rhin est demeurée très française de sentimens. Guillaume Ier lui-même s'en rend compte, encore qu'il soit fort peu disposé à abandonner les territoires annexés par son père en 1815. Après les fêtes commémoratives d'Aix-la-Chapelle, il est repassé par Francfort; il y a rencontré Savigny, son ministre auprès de la Diète, et lui a exprimé tout son mécontentement de l'accueil qu'on lui a fait. Le comte de Reculot, qui nous représente là-bas, résume cette conversation, puis il ajoute : « Sa Majesté a témoigné le regret que M. de Bismarck ne l'eût pas accompagnée. L'année dernière, l'on avait attribué la réception assez froide faite au roi à la présence de ce ministre : cette année il

n'est pas venu, et l'attitude de la population a été presque hostile. » Donc, depuis qu'il avait été nommé gouverneur de la province rhénane en 1849, le roi n'avait pas conquis le cœur des annexés, au contraire de sa femme, la reine Augusta, qui leur avait marqué quelques prévenances. Cela, Guillaume Ier le savait, et Bismarck aussi. Dans ses *Pensées et Souvenirs*, où il récrimine sans cesse contre l'esprit français de sa souveraine, celui-ci résume une lettre qu'il a reçue, en 1863, du comte de Recke-Volmerstein : comme le roi avait formé le projet de venir cette année-là assister à un *Dombaufest*, des Rhénans ralliés lui écrivirent pour le supplier de n'en rien faire et de déléguer la reine, « qui serait reçue avec enthousiasme. » D'ailleurs, l'expérience de Bismarck remontait au temps de sa jeunesse, quand il était référendaire au gouvernement d'Aix-la-Chapelle.

Depuis longtemps il a donc envisagé la cession éventuelle de la rive gauche, et il est prêt à y consentir, si ce sacrifice lui assure notre bienveillance. Non pas qu'il l'ait jamais avoué officiellement, car au contraire il l'a toujours nié, mais ses idées étaient de notoriété publique et elles provoquaient de continuelles allusions. Il n'en faisait pas mystère en particulier : les preuves sont là, abondantes et formelles; elles se renforcent de jour en jour, à mesure que les documens sortent des archives. Les motifs qui le déterminent sont les suivans : les provinces rhénanes résistent toujours à la domination prussienne; elles ne sont pas protestantes, mais catholiques; elles défendent toujours âprement les conquêtes qu'elles doivent à la Révolution française et à l'Empire; elles sont loin de Berlin et privées de communications rapides avec le centre de la monarchie. Le plan de Bismarck est donc celui-ci : il abandonnera ces populations rebelles, pourvu que le territoire de la Prusse se groupe autour de la capitale en une masse compacte; il lui suffira pour cela, avec l'assentiment de la France largement désintéressée, d'annexer la Saxe et le Hanovre ainsi que la Hesse : alors les possessions des Hohenzollern s'étendront sans interruption de Tilsitt à la ligne du Mein.

Il a manifesté ses intentions au diplomate saxon von Nostitz, au temps où il n'était encore que ministre à Francfort, puis, en 1863, au général Fleury. En 1864, il s'est efforcé, dans des conversations avec l'ambassadeur britannique, de prévenir une

alliance anglo-française : Londres ne pouvait rien offrir à l'Empereur pour payer son aide contre la Prusse, sinon la rive gauche que Napoléon III serait obligé de conquérir par une guerre coûteuse : « Celui qui peut donner les provinces rhénanes à la France, c'est celui qui les possède. Et le jour où il faudrait courir l'aventure, c'est nous qui pourrions mieux que tout autre marcher avec la France en commençant non pas par lui promettre, mais par lui donner un gage pour son concours. »

Au moment où les premières difficultés s'élèvent entre l'Autriche et la Prusse, Bismarck éprouve notre ambassadeur à Berlin, mais sans rien préciser, car la situation n'est pas encore critique : il sait, dit-il, quelle compensation nous réclamerions de lui (1). En octobre 1865, il part pour Biarritz, où il a une entrevue avec l'Empereur. Il a entamé des négociations avec l'Italie en vue d'une alliance, dans l'espoir peut-être de paralyser ainsi la France, ou tout au moins de l'incliner vers la Prusse. Il signe avec elle la convention militaire du 8 avril 1866, et alors, comme les agens italiens sont restés à Berlin, des conversations s'engagent qui sont du plus haut intérêt. Il est prêt à céder, s'il le faut, toute la rive gauche, et il le laisse entendre à Barral, ministre de Victor-Emmanuel auprès de Guillaume Ier. « On est excessivement préoccupé, écrit Barral, des négociations très actives qui se poursuivent entre la France et l'Autriche pour désintéresser l'Italie, et qui seraient allées jusqu'à l'offre de la ligne du Rhin à la France. A l'observation que je lui ai faite sur le danger d'une pareille offre par une puissance allemande, Bismarck m'a répondu par un mouvement d'épaules, indiquant très clairement que, le cas échéant, il ne reculerait pas devant ce moyen d'agrandissement. » Cette dépêche est du 6 mai 1866, et elle est confirmée par un mémoire du général Govone en date du 7.

Pourtant, poussé dans ses retranchemens, le futur chancelier, par un véritable marchandage, cherche à conserver la plus grande partie du territoire rhénan. Le 22 mai, Govone résume un nouvel entretien. Il a pressé Bismarck de s'entendre avec Napoléon III, dont les désirs sont connus de toute l'Europe. Son interlocuteur alors a invoqué les répugnances de son roi,

(1) Sur les idées de Bismarck relativement à la rive gauche du Rhin, cf. *les Origines diplomatiques de la guerre de 1870-1871*, et La Marmora : *Un po' più di luce sugli eventi politici e militari dell' anno 1866.*

qui consentirait difficilement à céder des régions allemandes. Il semble bien cependant qu'il ait précisé ses offres, car de Paris, Nigra peut écrire le 31 mai que la Prusse serait disposée à accorder à la France tout le pays situé entre la Moselle et le Rhin. Le résumé d'une nouvelle entrevue qui a lieu quelques jours après confirme les renseignemens de Nigra. Une fois de plus Bismarck met en avant son roi, et il ajoute que lui-même veut conserver Cologne et Mayence. Mais il fait bon marché du Palatinat, de l'Oldenbourg, et des possessions prussiennes situées au sud de la Moselle, car il est « moins Allemand que Prussien » *(io sono meno tedesco che prussiano.)* Ce pas franchi, il s'adresse à Benedetti qui se dérobe et il lui fait à peu près les mêmes propositions. Il est à ce moment impatient d'avoir une réponse de nous et il le sera jusqu'à la dernière minute, car il chargera le 11 juin le général hongrois Türr de partir pour Paris avec mission de le renseigner sur les intentions de la France et de faire à l'Empereur des offres de territoire, offres dont l'étendue d'ailleurs est restée ignorée, rien n'ayant transpiré de l'entretien que le général eut avec le prince Napoléon.

Il est donc bien évident que nous aurions obtenu de Bismarck tout ce que nous aurions désiré, si nous avions voulu prêter l'oreille à ses sollicitations et le suivre dans ses marchandages. Nous ne l'avons pas fait parce que nos intérêts nous entraînaient bien plus du côté de l'Autriche et des États du Sud. Au début de juin, la question du reste est déjà tranchée, puisque c'est avec Vienne que nous négocions : en d'autres termes, à Paris, le courant austrophile représenté par Drouyn de Lhuys l'a emporté, sous une forme sans doute trop modérée, mais du moins conformément aux aspirations de notre clientèle allemande. Le pacte secret du 23 juin, conçu dans un esprit tout passif, nous fait encore la partie belle. Par l'article premier, le gouvernement français s'engage à conserver la neutralité absolue et à tâcher d'obtenir celle de l'Italie. Par l'article 2, si l'Autriche est victorieuse en Allemagne, elle promet de céder la Vénétie à Napoléon III. Enfin le dernier article prévoit le cas où l'Empereur voudrait placer son mot dans le débat : « Si les événemens de guerre changeaient les rapports des puissances allemandes entre elles, le gouvernement autrichien s'engage à s'entendre avec le gouvernement français avant de sanctionner les rema-

niemens de territoire qui seraient de nature à déranger l'équilibre européen. »

Cette convention est complétée par une note additionnelle qu'éclairent elle-même les correspondances diplomatiques. « Les ministres autrichiens, écrit notre ambassadeur à Vienne, ont déclaré qu'ils attachaient le plus grand prix à ce que, au moins dans la note additionnelle, il fût dit que la France ne s'opposerait pas aux accroissemens territoriaux de l'Autriche (1)... Le gouvernement autrichien n'aurait aucune objection à élever contre un remaniement territorial qui ferait des provinces rhénanes un nouvel État indépendant. Au surplus, il se mettra d'accord avec la France. » Quand l'accord a été signé, notre ambassadeur en définit ainsi la portée : « Dans l'état actuel des choses, nous sommes sûrs que, si la guerre éclate, la Vénétie nous est cédée pour prix de notre neutralité et de nos bons offices en Italie, et, si la guerre, en se développant, amenait une situation nouvelle dans laquelle il nous fût avantageux de prendre une part plus active, rien ne nous empêche de le faire. Ce n'est certainement pas l'Autriche qui se plaindra de nous voir entrer en campagne et qui s'opposera aux acquisitions que les événemens pourraient nous procurer. » Traduisons donc : si, pour payer notre neutralité, on nous promet l'indépendance de la rive gauche, — sous un régime d'ailleurs à propos duquel nous serions consultés et qui ne serait peut-être que transitoire, — l'annexion immédiate serait la conséquence de notre intervention armée. Nous sommes donc garantis.

Or, toutes les négociations conduites par la France avant Sadowa participent du même esprit. Il est très notable qu'elles ont considéré comme à peu près exclue l'hypothèse d'une action militaire. Si le gouvernement impérial a signifié que les circonstances pourraient le contraindre à tirer l'épée, c'est là une éventualité qu'il croyait improbable, et en fait, il n'a pris aucune disposition pour y préparer notre armée, épuisée par la campagne du Mexique. L'Empereur, dès ce moment malade et désireux de tranquillité, se croyait le maître de l'heure. Sa conviction, comme celle du reste des milieux officiels, était que l'Autriche, deux fois plus peuplée que la Prusse, serait victorieuse. Lorsque les deux adversaires seraient à bout de forces,

(1) Elle songe à reprendre la Silésie, comme le prouve une conversation du colonel italien Driquet avec Moltke. Cf. La Marmora, *op. cit.*, p. 222.

et dans le cas d'une lutte très dure, Napoléon III s'interposerait comme arbitre. Il donnerait à l'Italie le territoire vénitien, à l'Autriche la Silésie, au Danemark le Schleswig ; il garantirait l'indépendance des États secondaires et ainsi se les attacherait ; il permettrait à la Prusse de s'agrandir dans le Nord et recevrait la rive gauche pour prix de ses bons offices : sa médiation assurerait la grandeur de l'Empire et le bonheur de l'Europe, sans que la France eût été contrainte à se battre.

C'était là une erreur totale et qui nous fit négliger nos intérêts les plus sacrés. Jamais occasion ne fut plus propice en effet de reprendre les provinces rhénanes. Elles nous attendent. Dès que la guerre devient probable, l'opposition relève la tête et tente de susciter à la Prusse des difficultés intérieures. Il semble bien qu'elle ait pris part aux assemblées qu'organise au mois de juin le *Nationalverein* en diverses localités du Palatinat et de la Hesse, afin de protester contre la politique agressive de Bismarck. Mais elle est mal à l'aise dans ces démonstrations à tendances pangermanistes, et elle agit pour son propre compte. Les conseils municipaux envoient à Berlin des adresses en faveur de la paix. Dix-sept chambres de commerce font parvenir au roi une pétition collective contre la guerre. Les habitans de Dortmund, Duisbourg, Elberfeld, Barmen, Crefeld, Düsseldorf et Cologne étalent leur hostilité dans un document presque comminatoire : « Nous nous sentons obligés en tant qu'hommes indépendans de déclarer publiquement que, malgré tout le dévouement du peuple au souverain bien de la patrie, l'enthousiasme indispensable à une lutte véritable pour les intérêts allemands lui fait défaut. » C'est bien pis encore quand la Prusse lance ses ordres de mobilisation : alors les soldats de la réserve et de la landwehr refusent de monter dans les trains militaires, et les autorités doivent les y forcer en faisant intervenir d'autres troupes. Ketteler, l'évêque de Mayence, prend parti pour les rebelles et publie une lettre très violente où il reconnaît que les hommes obéissent de mauvaise humeur et sans aucun enthousiasme. Quelques jours auparavant, l'archevêque de Cologne a écrit au roi dans le même sens. Dans la campagne, les curés prêchent contre Bismarck.

Les sentimens des Rhénans s'analysent sans aucune difficulté. D'abord, entre la Prusse luthérienne et l'Autriche catholique, leur choix est vite fait en faveur de cette dernière : il

suffit d'ailleurs qu'elle soit l'ennemie de la Prusse. En outre, les rancunes accumulées depuis 1815 portent leurs fruits, et l'on refuse d'autant plus de travailler à la grandeur des Hohenzollern exécrés que l'on se sent soutenu par la coalition presque unanime de l'Allemagne. Enfin il semble inutile de se battre pour Guillaume Ier, du moment qu'à la fin de la guerre, avant peut-être, Napoléon III prendra possession du pays tout entier.

Car, de quelque façon que l'on envisage l'attitude de la France, soit qu'elle ait jugé à propos de s'entendre avec la Prusse, soit qu'elle ait signé une convention avec l'Autriche, dans les deux cas, le résultat du conflit semble devoir être celui que nous venons de dire. Il n'y a pas à se méprendre sur les vœux de la population, encore que certains faits paraissent prouver le contraire. Sans doute, certaines assemblées populaires, celles du 3 juin à Oberingelheim et du 17 à Mayence, ont voté des ordres du jour par lesquels elles exprimaient l'intention de s'opposer à l'annexion par la France d'une partie quelconque du territoire allemand ; mais ces réunions, convoquées par le *Nationalverein*, outre qu'elles ont dû se composer surtout de ralliés et d'immigrés, présentaient une trop bonne occasion de narguer la politique prussienne pour que l'opposition francophile s'en désintéressât. La lettre de l'archevêque de Cologne ne doit pas nous tromper davantage. Son auteur, écrivant au roi de Prusse pour le détourner de la guerre, invoque cet argument que les Français, à la faveur des hostilités, pourraient bien s'emparer de la rive gauche : c'est là, dit-il, ce qui indispose l'opinion et provoque la résistance des réservistes rhénans. Mais l'archevêque Melchers, dignitaire du royaume, pouvait-il donner à ses remontrances une autre forme ou excuser par d'autres motifs l'insubordination de ceux dont il était le chef spirituel ? Il semble bien que non.

Nous avons d'autres témoignages. Le 22 juin 1866, notre ministre à la Haye indique qu'à Luxembourg les soldats rhénans qui y tiennent garnison se plaignent de leur gouvernement, expriment le vœu de se voir remplacés par des troupes françaises et crient déjà : « Vive l'Empereur ! » Sur la rive gauche, la délivrance semble prochaine. Bismarck en effet, parce qu'il n'a pu obtenir l'assurance de la coopération impériale, nous a abandonné tacitement tout le pays. C'est à l'intérieur de l'Allemagne qu'il a décidé de faire porter son effort militaire : il

compte y trouver une victoire qui lui accordera de larges compensations pour la perte du Rhin. La rive gauche est à nous si, comme il s'y attend, nous voulons la prendre. A plusieurs reprises le rappel des troupes royales est signalé aux Tuileries par nos agens. De Strasbourg, où il commande, le général Ducrot assiste à cette retraite : « Les Prussiens, écrit-il, étaient si bien convaincus que la rive gauche du Rhin devait être la compensation légitime, pour nous, de leur agrandissement en Allemagne, qu'ils avaient tout évacué, et qu'ils n'avaient même pas laissé dans les casernes les porte-manteaux et les crochets destinés à recevoir les effets militaires. » A la même époque, des lettres arrivent du pays rhénan au journal würtembergeois le *Beobachter* et lui fournissent les mêmes renseignemens : Bismarck désarme les forteresses et rappelle ses troupes.

De Trèves à la frontière de Hollande, on s'apprêtait donc à recevoir les Français. Tous les espoirs nourris depuis 1815, déjoués une première fois en 1830, puis encore en 1848, allaient se trouver réalisés. En avril 1868, le général Ducrot devait s'entendre dire que les populations, si elles avaient alors été appelées à disposer d'elles-mêmes, eussent voté à l'unanimité en faveur de la France : le nombre des opposans n'eût pas dépassé 1 pour 100. Mais lui-même n'avait pas besoin de ces affirmations pour être convaincu. A Strasbourg, en 1866, il était parfaitement averti de l'état de l'opinion. Les rapports officiels parvenus à cette époque soit à la préfecture, soit au siège de la division, attestaient que le suffrage universel devait nous être favorable. Ce qu'il y avait de plus significatif, c'est que beaucoup de familles rhénanes, pour éviter les désagrémens inséparables de toute invasion, s'étaient réfugiées non pas en Prusse ou dans les États situés sur la rive droite du Rhin, mais sur notre propre territoire, en Alsace et en Lorraine, afin de se mettre sous la garde de ceux qu'elles considéraient comme de légitimes protecteurs.

Or la France conserva son attitude passive. A la nouvelle de Sadowa, qui consterna les milieux officiels, Drouyn de Lhuys insista dans le sens d'une action immédiate. L'Empereur réunit le conseil des ministres, signa le décret de convocation des Chambres et proposa de mobiliser 250 000 soldats. Mais Rouher et La Valette s'opposèrent à ce projet en représentant que l'expédition du Mexique avait désorganisé l'armée. La Valette affirma que le maréchal Randon ne disposait que de 40 000 hommes,

et encore sans munitions suffisantes. Napoléon persista d'abord dans sa décision, puis se montra un peu ébranlé, enfin leva la séance sans indiquer qu'il avait pris une résolution définitive. On ne fit rien. Tout se borna à la publication par le *Moniteur*, le 5 juillet, d'une note qui annonçait que l'Empereur avait demandé aux rois de Prusse et d'Italie une suspension d'armes. Les deux monarques accueillirent un peu fraîchement cette proposition de médiation, d'où pourtant sortirent plus tard les préliminaires de Nikolsbourg.

La guerre continua jusqu'au 22 juillet. Pendant toute cette période, le pays rhénan se trouva dépourvu de troupes, et Bismarck fut à la merci de la France. Notre ministre à Hanovre l'avait signalé le 29 juin. De Vienne, Gramont, notre ambassadeur, pressait notre gouvernement d'agir : « La Prusse est victorieuse, mais épuisée. Du Rhin à Berlin, il n'y a pas 15 000 hommes à rencontrer. Vous pouvez dominer la situation par une simple démonstration militaire. » Telle était aussi l'opinion du général Ducrot. Mais écoutons le principal intéressé, Bismarck lui-même, meilleur juge encore. Il a avoué au Reichstag, le 16 janvier 1874, le péril qui le menaçait alors : « Quoique la France, a-t-il dit, eût peu de soldats, un contingent français eût suffi à transformer en une excellente armée les nombreuses troupes du Sud, qui étaient très bonnes, mais peu organisées. Nous aurions été forcés de couvrir Berlin et d'abandonner tous les avantages conquis en Autriche. »

Diplomatiquement, notre situation n'était pas moins favorable. Dans les monarchies méridionales, l'exaspération était à son comble. Un mot d'ordre courait : « Plutôt Français que Prussiens. » Le général Ducrot signale que les rois de Würtemberg et de Bavière, ainsi que le grand-duc de Hesse écrivirent des lettres autographes à l'Empereur pour solliciter son secours. De ces démarches faites afin d'obtenir l'intervention française, la plus connue est celle de Beust. Il quitta Vienne le 9 juillet, et notre ambassadeur, le lendemain, fit connaître son départ en ces termes : « L'empereur François-Joseph avait espéré que, en cédant la Vénétie à la France, en acceptant sa médiation, en rendant l'empereur Napoléon arbitre du sort de son empire, l'Empereur se serait mis avec lui contre ses ennemis... Aujourd'hui que l'inefficacité des lettres, des messages, des pourparlers paraissait démontrée, il était nécessaire de savoir sur quoi

l'on pouvait compter de la part de la France; en un mot, le moment était venu de demander à l'empereur Napoléon s'il était disposé à appuyer sa parole par l'envoi d'un corps d'armée sur le Rhin et l'envoi d'une flotte à Venise. »

Beust remplit en effet sa mission, mais sans aucun résultat. « M. Rouher, écrit le général Ducrot, a été lui aussi un instant l'arbitre des événemens après Sadowa; mon ami M. de Beust a été chargé, par la Saxe et les États du sud de l'Allemagne, de se rendre auprès de l'empereur Napoléon pour réclamer son intervention. Il a rejoint l'empereur à Vichy. Il est resté là quatre jours, attendant une audience. Il passait son temps entre M. Drouyn de Lhuys et M. Rouher, qui lui tenaient un langage tout à fait opposé. » Le premier parlait d'intervention sûre, le second de neutralité. Beust repartit sans avoir obtenu l'audience qu'il demandait. Il s'en alla à Darmstadt; « Nous ne devons plus compter sur la France, dit-il au grand-duc de Hesse; l'empereur des Français est très malade, tellement malade que je ne sais pas s'il s'en remettra; ses ministres ne s'entendent pas. A vrai dire, il n'y a plus de gouvernement; il faut nous tirer d'affaire comme nous le pourrons, chacun pour son propre compte. »



Ce fut donc la paix, la paix de Prague, qui consolidait la Prusse dans ses possessions et lui en assurait de nouvelles; ce traité créait la Confédération de l'Allemagne du Nord et s'accompagnait de conventions militaires conclues avec les États du Sud. De tous ces événemens notre prestige sortit assez amoindri. Le mauvais effet produit par notre inaction s'augmenta encore dans la suite. Notre diplomatie, à la cour de Hesse par exemple, prit à tâche de décourager les espoirs que notre ancienne clientèle mettait encore en nous. On vit avec une pénible surprise l'opposition libérale du Corps législatif refuser de « transformer la France en caserne. »

De telles manifestations oratoires ne contribuèrent pas à accroître la confiance que les opprimés mettaient en notre secours. Sur la rive gauche du Rhin, Sadowa a pour conséquence de renforcer et d'augmenter le parti prussien. Nos partisans découvrent moins ouvertement leurs opinions; les ralliés affirment plus énergiquement les leurs; certains enfin nous

abandonnent, et les élections du 7 novembre 1867 sont plus favorables que par le passé à la monarchie des Hohenzollern. Napoléon III n'est-il pas trop vieux et trop las pour montrer quelque vigueur? L'Empereur a trompé l'espoir des populations, tout comme Louis-Philippe et la seconde République. Et alors, s'il est décidé à ne pas agir, pourquoi s'acharner dans une opposition dont on ne tirera aucun bénéfice? Ne vaudrait-il pas mieux faire capituler la haine, s'accommoder d'une domination qui dure depuis cinquante années, et dont rien n'annonce la fin prochaine? « Si la France, déclare en 1868 un Rhénan au général Ducrot, n'est pas assez forte, assez résolue pour nous prendre sous son patronage, pour nous ouvrir les bras, nous nous jetterons dans ceux de la Prusse, de cette nation jeune et pleine de sève, à laquelle semble appartenir l'avenir. Mais que la France fasse preuve de force et de volonté, et c'est vers elle que nous entraînera tout naturellement le courant de nos sympathies et de nos intérêts. »

Pourtant il ne faut rien exagérer. Il ne s'agit encore que d'une diminution de notre influence, non pas, et à beaucoup près, d'une faillite totale de notre crédit. Malgré la timidité de sa politique militaire, la France passe toujours pour avoir une armée très solide. Elle n'a pas été battue sur les champs de bataille, et elle conserve un prestige intact, celui qu'elle a retiré de ses victoires de Crimée et d'Italie. Il ne manque pas d'ailleurs, dans les provinces rhénanes, de survivans de la prodigieuse épopée pour comparer les maigres succès de la Prusse aux éclatans triomphes du premier empereur. La monarchie des Hohenzollern, quelle que soit son énergie offensive, paraît toujours faible : elle a profité d'un concours exceptionnel de circonstances; elle a eu un bonheur qui ne se reproduit jamais deux fois. De plus, elle est pauvre, et l'on ne voit pas bien comment elle pourrait s'enrichir. La France, au contraire, est toujours opulente, pleine de capitaux en production : ses grands travaux et ses emprunts témoignent de son incomparable prospérité. Les Rhénans prennent part à notre Exposition de 1867. Désireux de se confirmer dans l'idée que nous sommes toujours la « grande nation, » ils accourent en foule à Paris, ils y admirent les élégances françaises et constatent notre richesse, puis ils retournent chez eux en emportant les portraits de Napoléon III, de l'impératrice et du prince impérial. Clara

Viebig l'a noté : « Il fallait convenir que Napoléon n'était pas un imbécile. N'avait-il pas attiré, par sa splendide Exposition, tous les potentats dans son pays, afin qu'ils lui fissent pour ainsi dire la cour? M. Schnackenberg n'avait pu se résoudre à rester chez lui... Il tombait encore en extase quand il décrivait comment il avait vu l'Impératrice en voiture dans l'avenue des Champs-Élysées, vêtue d'une robe de soie mauve, ses cheveux d'or roux illuminés par un rayon de soleil, et, à côté d'elle, le prince Loulou, en culottes et en bas rouges, avec la croix de la Légion d'honneur sur sa veste de velours. Paris! Paris!... c'était la capitale du monde! Beaucoup de bourgeois de Düsseldorf avaient suivi l'exemple des Schnackenberg : il était de bon ton d'avoir été à Paris cette année-là. »

Quand on pense à toutes ces choses, le doute disparaît et l'on excuse les pires fautes. Même l'autorité personnelle de Napoléon III, bien qu'affaiblie, survit à la crise. La maladie avait été la cause de l'inaction impériale; tout au plus pouvait-on admettre que la santé de l'Empereur était toujours très atteinte; mais cela ne signifiait pas que l'on se fût trompé et qu'il n'eût pas le génie qu'on lui avait attribué. Il restait malgré tout qu'en 1866, il avait tenu en mains les destinées de l'Europe. La tourmente finie, on se reprit à espérer : l'affaire avait été mal engagée, la surprise trop rapide; une autre fois, — bientôt, on le pensait, — les circonstances seraient plus favorables, et la France, directement provoquée, ne manquerait pas d'agir. Les acclamations frénétiques qui accueillent Napoléon III au mois d'août 1867, comme il traverse la gare de Stuttgart pour se rendre à Salzbourg où il va conférer avec François-Joseph et Beust, retentissent profondément dans les provinces rhénanes.

En effet, comme le dit le premier ministre hessois Dalwigk, rien n'est encore perdu pour nous. Avec un peu d'énergie et de volonté, il nous est possible de tout sauver. Les catholiques sont ulcérés. Sans doute, sous le coup de Sadowa, Ketteler, l'évêque de Mayence, publie une brochure intitulée : *L'Allemagne après la guerre de 1866*, dans laquelle il déclare qu'il accepte le fait accompli. Avait-il espéré que les vainqueurs feraient bon usage de leur victoire? Il se peut, comme il se peut aussi qu'il ait été déconcerté par l'événement et qu'il ait voulu racheter son attitude jusque-là antiprussienne, soucieux avant

tout de ce qui pouvait être utile à l'Église. Mais la conduite de Ketteler lui-même se chargera plus tard de démentir ces déclarations. Certes, le clergé allemand a montré parfois quelque défiance à notre égard, à cause de notre alliance avec l'Italie, ennemie du Saint-Siège. On avait vu quelques années auparavant un prêtre westphalien, Janssen, privat-docent à l'Université de Bonn, dénoncer violemment nos vues sur le Rhin. Mais Sadowa, dans l'opinion catholique, fut ressenti comme un véritable désastre. Auguste Reichensperger, de Coblence, ne trouva que ces mots en apprenant la nouvelle : « On a bien de la peine à s'accommoder de pareils décrets de Dieu. »

Or, les tendances clairement exprimées par la Prusse, dès son entrée en campagne, et bien plus après sa victoire, ont vite fait de lui aliéner les catholiques. Au moment où la guerre allait éclater, la *Gazette générale de l'Allemagne du Nord* avait représenté le conflit imminent comme une guerre de religion dirigée contre les adversaires de l'Église évangélique. Après la défaite de l'Autriche, qui est en même temps celle de la France, comme s'acharnent à le démontrer les publicistes protestans, il est bien évident que la Prusse s'érige en soldat du luthéranisme. Le langage des journaux bismarckiens inquiète les catholiques. Des personnalités comme Bluntschli, Baumgarten, Holtzendorff reprennent le rêve d'une Église nationale et parlent d'abolir les concessions établies par la constitution de 1850 : « Le thème de la supériorité des protestans sur les catholiques, écrit Kiessling, soit dans des livres ou des conférences, soit dans des sermons ou des articles, a été traité *usque ad nauseam*, entre 1866 et 1870. » Les années qui s'écoulent entre les deux guerres sont donc remplies par une lutte sourde des deux confessions. Dans la vallée du Rhin, l'exaspération est à son comble, et les journaux ennemis de Bismarck mènent une violente campagne en faveur du Pape, poursuivant sous cette forme détournée la guerre qu'ils ont déclarée à la bureaucratie berlinoise. Entre la Prusse et nous, quels que soient les reproches qu'ils puissent adresser à la politique de Napoléon III, les catholiques les plus décidés ont fait leur choix.

Dans les États du Sud, de très forts partis espèrent encore que notre intervention anéantira bientôt les effets de Sadowa. Bade est à peu près complètement inféodé à Berlin ; mais en

Würtemberg et en Bavière les ministères Varnbüler et Hohenlohe rencontrent une forte opposition. L'on en revient toujours au plan des années précédentes : que la France tire l'épée pour sauver les monarchies méridionales ; alors la rive gauche lui appartiendra, et peut-être même pourra-t-elle reconstituer à son profit la Confédération du Rhin. Cette combinaison se dessine dans un entretien du grand-duc de Hesse avec le général Ducrot, en 1868. A ce moment, la Hesse a déjà dû céder à la Prusse ses postes et télégraphes, et Bismarck, par un coup de force, vient de mettre la main sur l'administration de l'armée. Le grand-duc a lui-même mandé à Darmstadt le commandant de notre sixième division militaire, et, le considérant comme un des personnages les plus considérables de France, il lui adresse une prière instante. Il souffre de voir ses troupes obéir à une autre autorité que la sienne. Il sait qu'en cas de guerre la première chose que fera la Prusse, ce sera de les lui enlever pour en disposer comme elle le jugera bon, ce sera de les disperser de telle façon qu'elle les ait en sa puissance, sans révolte possible. Il s'indigne de voir les couleurs prussiennes s'étaler, en face de son palais, sur les bâtimens de la poste. Il n'a donc qu'un seul recours, c'est la France. Il rappelle les souvenirs de la Confédération du Rhin, parle des aigles du premier Empire que ses régimens ont conservées comme de précieuses reliques, évoque la fidélité de ces Hessois qui ont été nos derniers alliés après nos désastres d'Espagne et de Russie. Est-il possible que nous l'abandonnions? Il souhaite la guerre, la guerre que nous ferons contre la Prusse. Il nous accorde tout ce que nous voudrons, si nous consentons à le sauver, et il nous promet d'avance les territoires qu'il possède sur la rive gauche du Rhin, dans l'espoir que nous lui trouverons ailleurs une compensation. « Venez, dit-il à Ducrot, je resterai seul au milieu de mon peuple, qui est et restera toujours mien. Je vous attendrai, je me livrerai sans hésitation entre vos mains, je me confierai à la générosité de votre Empereur ! Qui sait? C'est peut-être vous, général, qui me ferez prisonnier. Vous ne me maltraiterez pas trop, n'est-ce pas?... »

Il est certain que, dans le pays rhénan, l'on n'a éprouvé aucune joie à revoir l'armée des Hohenzollern campée à nouveau dans les territoires qu'elle avait évacués au moment de Sadowa. A beaucoup l'avenir paraît sombre, et un certain

Enger, de Cologne, l'écrit, en janvier 1867, à Napoléon III : « En suite des événemens de l'année passée, l'on saurait à peine douter que les provinces rhénanes n'aient rien à espérer de notre gouvernement actuel. » Pour toutes les contrées qui s'étendent au nord de l'Alsace-Lorraine, le long de notre frontière, c'est encore aux dépositions du général Ducrot qu'il faut se reporter si l'on veut être renseigné sur les aspirations populaires. Ce n'est pas seulement vers Rastadt, Carlsruhe, Darmstadt et la Forêt Noire qu'il a dirigé son enquête; il a fait aussi des voyages à Gemersheim, Landau, Mayence, Trêves. Son activité, qui l'a fait accuser d'espionnage par les Allemands, lui a tout au moins donné une connaissance très précise de l'état de l'opinion. S'il a recueilli des doléances provoquées par notre abstention de 1866, si même on lui a laissé entendre que notre attitude passive poussait en fin de compte les habitans à accepter le joug prussien, ceux-là mêmes qui lui ont adressé leurs plaintes n'ont pas manqué d'appeler notre intervention : l'arrivée des troupes françaises provoquerait immédiatement la volte-face des résignés.

Très significative est la profession de foi faite au général par un avocat mayençais qui parle au nom de tout le pays, en avril 1868. Cet avocat déclare qu'il est l'interprète de ses compatriotes, sujets de la Prusse, de la Hesse, ou de la Bavière. Tous pensent comme lui, médecins, notaires, négocians, gens éclairés des villes et des campagnes. Il ne fait que répéter ce qui se dit dans les cercles, dans les brasseries, sur les places publiques et dans les réunions intimes : « Si vous le désirez, je vous remettrai la liste de tous les notables du pays, de tous ceux qui, par leur caractère, leur position, leur fortune, jouissent de quelque influence; vous pourrez les interroger, les faire interroger, et vous verrez qu'il n'y a qu'une manière de voir et de penser parmi nous. »

L'interlocuteur du général atteste les souvenirs toujours vivans de la domination française. C'est à la France que les Rhénans doivent leur émancipation matérielle et morale. C'est la Révolution qui les a organisés; c'est l'Empire qui a développé leur commerce, qui leur a apporté le Code civil et les libertés du citoyen. A cet éloge de la France s'oppose l'affirmation que les Rhénans ne sont pas Allemands, qu'ils ne partagent nullement les sentimens germaniques, que les habitans de la rive gauche

ne se marient pas de l'autre côté du fleuve et qu'ils n'y envoient pas leurs enfans. Ils ne sont de cœur ni Hessois, ni Bavarois, ni Prussiens; ils souffrent au contraire d'avoir été séparés par les traités de 1815 et livrés en otages à des États différens qui les exploitent, sont incapables de les protéger et ne leur donnent aucune des satisfactions morales dont ils ont besoin. Les aspirations du peuple tendent à l'unité de la rive gauche, mais pour vivre, il faut de plus faire partie d'une grande nation, assez forte pour défendre les intérêts du pays. Cette nation n'est pas la Prusse, qui écrase ses malheureux sujets rhénans sous sa tyrannie fiscale et militaire. Il n'y a de salut que dans le retour à la France, conformément à ce que conseillent la géographie et l'histoire. Mais pour provoquer cette solution, puisque tous les pourparlers diplomatiques n'ont amené aucun résultat et que les victoires prussiennes ont consolidé l'œuvre de 1815, on ne peut espérer que dans une guerre. Vienne donc la guerre !

Cet entretien se complète par d'autres constatations que fait le général Ducrot en personne pendant ce même séjour à Mayence, où il s'arrête quand il revient de Darmstadt. C'est le grand-duc de Hesse qui l'a engagé à visiter cette ville, en ajoutant que les sentimens français, toujours vivaces, y ont pris encore plus d'intensité depuis que les Prussiens, après Sadowa, sont les seuls à y tenir garnison. Le général, qui est accompagné d'un capitaine parlant l'allemand, en est vite convaincu : « Quant au peuple, écrit-il, c'est-à-dire aux ouvriers et aux paysans, ils affichent avec une extrême violence leur haine contre les Prussiens. Ces gens, disent-ils en parlant d'eux, ne sont pas à leur place ici ; ils n'ont rien à faire de ce côté du Rhin ; nous espérons bien que les Français viendront nous aider à nous en débarrasser un jour ou l'autre... »

Or, à ce moment, Napoléon III a déjà entamé des négociations avec l'Autriche. Au mois d'août 1867 il se rend à Salzbourg, et au mois de novembre François-Joseph vient en France. En 1869, les deux empereurs contractent des engagemens mutuels dont l'existence nous est connue par la correspondance échangée en janvier 1873 entre Beust et Gramont, et par les révélations de celui-ci. Au début de 1870, les états-majors établissent un plan de mobilisation et un plan de campagne ; l'archiduc Albert est envoyé en mission à Paris, et le général Lebrun fait le

voyage de Vienne. La participation de l'Italie étant admise, Italiens et Autrichiens opéreront leur jonction en Bavière, tandis que les Français formeront deux armées, l'une destinée à pénétrer dans l'Allemagne du Sud, l'autre à entrer dans le Palatinat et à envahir la rive gauche du Rhin.

La seule condition que l'on exige de nous, — et de ce que nous ne l'avons pas remplie, nos alliances se sont trouvées nulles, — c'est que nous prenions résolument l'offensive dès le premier jour, surtout que nous passions sur la rive droite du fleuve, de façon à déterminer tous les États méridionaux à abandonner la Prusse. Le grand-duc de Hesse l'avait déjà recommandé au général Ducrot. François-Joseph le répète au général Lebrun. Il ne peut déclarer la guerre en même temps que Napoléon III, mais si celui-ci apparaît dans le sud de l'Allemagne non pas en ennemi, mais en libérateur, alors l'Autriche sera obligée de faire cause commune avec la France.

Ainsi, au moment où nous allons nous retrouver devant notre ennemie de 1813, je veux dire devant la Prusse, nous possédons de fortes chances de succès. Nous sommes en présence d'un adversaire assurément redoutable, mais que la moindre défaite peut abattre complètement en le privant des auxiliaires que la crainte seule réunit autour de lui. L'enjeu du conflit est évident. Si nous sommes vaincus, nous serons contraints de renoncer à cette rive gauche du Rhin que nous avons dû céder à la chute du premier empereur, malgré le vœu des populations. Que nos armes au contraire remportent des avantages rapides, et Sadowa est aboli avec toutes ses conséquences. Du même coup, en corrigeant les traités de 1815, nous rétablissons sur le grand fleuve notre domination toujours regrettée. Il semble bien que nous touchions au but.

JULIEN ROVÈRE.

(A suivre.)

LA BELLE FRANCE[1]

PORTRAITS DE CHEZ NOUS

SŒUR IGNACE

Tous les touristes un peu familiarisés avec les sites de la Haute-Alsace connaissent le bourg de Willer, l'un des centres d'excursions les plus fréquentés des Vosges. On y monte en quelques heures au grand ballon de Guebviller, au Molkenrain d'où l'œil va des Alpes à la Forêt-Noire, et l'on n'y est pas très loin du fameux Hartmansweillerkopf dont tant de combats devaient ensanglanter les crêtes. Des vallons boisés et rocheux débouchant les uns dans les autres, des tunnels d'où s'allongent des voies ferrées, des ponts sur des torrens, des fermes dans la montagne, une rivière serpentante et fraîche, des usines et des moulins, tel est ce beau pays de Willer et de ses environs où l'industrieuse et jolie Thurr, dont la vallée porte le nom, coule pittoresquement de Saint-Amarin à Moosch et de Moosch à Bishwiller, pour s'en aller vers l'historique petite ville de Thann, dominée par la ruine de son vieux château et parée de son clocher gothique.

Il y a une quarantaine d'années, peu de temps après la guerre de 1870, l'un des moulins du pays était la propriété des Roesch. Ils y vivaient heureux, avec leurs cinq enfans, un fils et quatre filles, dont deux étaient jumelles, et il y avait cependant

(1) Voyez la *Revue* du 1er septembre.

une ombre sur leur vie. Français dans l'âme, ils ne se consolaient pas d'être Allemands de fait, et leur bonheur, d'autre part, devait peu durer. Mme Roesch mourait en 1876, son mari ne tardait pas à la suivre, et les enfans se trouvaient orphelins. Un de leurs oncles, l'abbé Roesch, se chargeait alors de leur éducation, et les envoyait en pension en France. Puis, le temps passait, chacun suivait sa voie, et une trentaine d'années plus tard, à l'approche de 1914, le fils, entré dans les Ordres, était professeur à Quito, dans la République de l'Équateur, au collège des Jésuites, l'aînée des filles mariée en Lorraine, la seconde prématurément retournée à ses parens dans le petit cimetière de Willer, et les deux autres, les jumelles, Religieuses du Divin Sauveur. L'une de ces dernières était la Sœur Ignace, dont la charité devait rester légendaire, et réservée à un si tragique avenir. Mme Roesch, en mourant, avait prononcé ces paroles rapportées sur un de ces touchans *memento* en usage dans les familles pieuses : « Mon Dieu, je vous fais le sacrifice de ma vie, faites de moi ce qu'il vous plaira, mais protégez mes enfans! » La destinée les avait tous conduits singulièrement loin du moulin de Willer, mais la prière de la mère n'avait pas été entièrement inexaucée, et Sœur Ignace devait même revenir, un jour, rendre son dernier soupir bien près du clocher où avaient sonné son baptême et le glas paternel et maternel.

Longtemps avant la guerre, la maison des Sœurs de la rue Bizet était renommée à Paris pour la perfection de ses services. La maîtrise de la chapelle n'était pas au-dessous du reste, et on y remarquait, dans les chœurs, une voix qu'on aurait presque prise pour une voix d'homme. C'était celle de Sœur Ignace, et sa charité, d'un caractère tout viril, malgré la tendresse de sa nature et la profonde bonté de son cœur, n'était pas sans s'accorder avec ce timbre plutôt mâle, qui marquait et soutenait les chants. On la citait volontiers pour sa vaillance gaie et forte que rien ne pouvait jamais déconcerter, et qui avait plus d'une fois aidé la Mère Supérieure, par les temps de persécution et d'épreuves, à sortir des passes difficiles.

— Allons, ma mère, lui disait-elle avec son invariable bonne humeur et une petite pointe de familiarité qui n'excluait pas le respect, allons, ne vous alarmez pas... C'est sans importance, ce n'est rien... Le bon Dieu va arranger ça!...

Presque toujours, en effet, le bon Dieu « arrangeait ça, » et

personne ne savait aussi comme elle mettre les malades sur la route du rétablissement par sa manière à la fois rassurante et plaisante de les remonter. De taille et de corpulence moyennes, avec une expression d'indulgence et de franchise au fond de ses yeux bleus légèrement bridés et comme un peu narquois, dans une figure qui aurait été moqueuse si le sourire n'en avait pas été aussi bon, elle tenait d'habitude, en vous parlant, ses deux mains tranquillement posées l'une sur l'autre entre sa ceinture et sa poitrine, et les remuait seulement d'un petit geste optimiste qui semblait aussi vouloir arranger les choses.

— Allons, disait-elle au patient, ça va mieux, ça va s'arranger... La figure est bonne, c'est bon signe... Le bon Dieu va vous tirer de là!...

Il y avait déjà vingt ans qu'elle était rue Bizet, lorsque le couvent se trouva transformé en ambulance au moment de la mobilisation. Elle y restait alors encore une année, pendant laquelle, après avoir été la Providence des malades, elle devenait celle des blessés, et rien ne donnera mieux l'idée de l'action et du charme de sa charité que le témoignage même de l'un d'eux, et de l'un des plus terriblement éprouvés en même temps que du plus illustre. A la veille de quitter l'établissement où il avait recouvré la vie, et qu'elle venait de quitter pour une ambulance du front, le général Gouraud lui exprimait sa reconnaissance dans une lettre où la gratitude se cachait sous la plaisanterie, comme si le bien, avec Sœur Ignace, devait toujours s'accompagner d'enjouement, et lui parlait, notamment, d'un certain « général Gustavin » sous la croix duquel on reconnaît sans peine une bonne Sœur Gustavine, aimablement secourable, elle aussi, aux douleurs des mutilés.

« Chère Sœur Ignace,

« Je m'empresse de vous remercier de votre bonne lettre du 4 septembre.

« Je suis désolé que ce petit bombardement ait obligé à l'évacuation de l'hôpital de Moosch, où vos Sœurs et vous soignez si bien nos chers soldats. J'espère que nos succès sur les crêtes vous permettront bientôt de recouvrer votre hôpital.

« Le fromage sera-t-il arrivé à temps pour que vous ayez pu le distribuer à vos blessés ?

« J'ai à vous donner les meilleures nouvelles de votre ami

le général Gustavin. Non seulement il m'a soigné avec le dévouement et la bonté que vous lui connaissez, mais sa compagnie, pendant ces longues heures de réclusion, m'a été bien précieuse, et sa gaîté, aussi bien que ses soins, a certainement contribué à mon rapide rétablissement.

« Aussi, j'estime qu'en face de résultats aussi remarquables, le général Gustavin mériterait d'être promu au grade supérieur. Je remets la chose entre vos mains.

« Je compte quitter dans une dizaine de jours la rue Bizet pour aller dans le Midi, puisque ce mois de septembre n'est pas très chaud. Ce ne sera pas sans émotion que je quitterai cette chère rue Bizet où j'étais arrivé mourant, et d'où je partirai en assez bon état, grâce en grande partie à vos Sœurs. Aussi garderai-je de leur rayonnante charité un éternel souvenir.

« Veuillez agréer, chère Sœur Ignace, l'expression de mes sentimens très respectueux.

« Général Gouraud. »

Cette lettre était du 7 septembre 1915, et depuis deux mois, en effet, Sœur Ignace était à Moosch, tout à côté de son village, à quelques minutes de Willer, dans le joli coin d'Alsace où elle était née, et qu'avait reconquis la France. Un riche propriétaire du pays y avait fondé un hôpital pour les ouvriers de la région, et la construction venait d'en être achevée à la déclaration de guerre. On y avait établi une ambulance, confiée à l'Ordre du Divin Sauveur, et Sœur Ignace venait d'y être envoyée pour y apporter l'impulsion qu'elle savait donner partout. Arrivée au début de l'été, elle s'était retrouvée ainsi avec les beaux jours dans la vallée de son enfance, où le fracas du canon et des obus remplaçait maintenant le bruit des usines et le fredonnement des moulins.

Aussitôt à l'hôpital, elle y apportait l'ordre et la vie, et la direction n'avait pas tardé à lui en être à peu près laissée quand elle annonçait, le 12 août, à ses Sœurs de la rue Bizet, qu'il « y avait des taubes sur Moosch, » et leur écrivait, une quinzaine de jours après, un peu inquiète, malgré la solidité de sa bonne humeur : « Bien chère Sœur Séraphine et bonne Mère Théobaldine, quelle aventure ! Figurez-vous, on était en train d'opérer et de travailler, quand tout d'un coup éclatent des obus... Oui, messieurs les Boches ont inventé, et nous ne savons

pas par quel droit, de venir bombarder la ville de Moosch. Ah! si vous aviez vu ce manège! Ils en ont lancé huit, dont deux n'ont pas éclaté. Il y a eu quatre blessés, dont deux civils, et quelques maisons un peu abîmées... Aussi, déménagement complet. On a immédiatement descendu les malades à la cave, les plus malades au réfectoire des Sœurs, et tous ceux qu'on pouvait évacuer ont été renvoyés sur Bussang. Ils étaient si malheureux! Il y en a eu plusieurs qui ont pleuré!... Je termine, car il est tard, minuit, et je suis bien fatiguée... »

Même sous les bombes et les obus, l'un des soucis de Sœur Ignace était d'être privée de « retraite. » Aussi, racontait-elle à ses Sœurs de Paris comment elle s'en dédommageait, et leur écrivait-elle, avec sa gaîté ordinaire : « Nous nous sommes payé une petite fête bien religieuse pour la Nativité... Messe chantée, *Reine des Cieux, Sancta Maria, Reste avec moi, Magnificat...* Après l'Évangile, un sermon en français sur la sainteté. C'était si simple, mais si bienfaisant! » Un nuage, pourtant, assombrissait la solennité, et elle continuait : « Après la messe, on nous a amené un blessé nageant dans son sang. Ce pauvre s'est suicidé! Vous ne vous figurez pas combien c'était pénible de le voir se débattre... Il avait une maladie nerveuse, et surtout des idées noires. Espérons que le bon Dieu lui fera miséricorde. Je plains de tout mon cœur sa pauvre femme et sa petite fille... » Mais les obus pleuvent de plus en plus drus, et elle note alors, dans ses lettres suivantes, leur fréquence toujours plus grande : « Dimanche, il en est tombé treize, mardi quinze, et c'est curieux comme on s'y fait. D'un côté, bombardement et, peu de temps après, musique dans la cour de l'hôpital... On ne conserve plus que les blessés inévacuables, les deux étages supérieurs sont vides et, à la moindre alerte, on les descend à la cave qui est assez bien installée. Nous y avons même une salle d'opérations... » Puis, quelques jours après : « Quelle canonnade!... Jeudi soir, on a opéré jusqu'à deux heures et demie du matin, et vendredi jusqu'à trois heures... Jamais nous n'avons vu autant d'hommes abrutis et à bout comme ces pauvres malheureux. Ils faisaient peine à voir. Aussi, ma chère Sœur Séraphine, je me suis couchée hier sans adoration, lecture et deux chapelets de moins... Il est onze heures du soir, et je suis éreintée... »

Malgré le bombardement, et les incessantes arrivées de

mutilés et de mourans, elle n'en maintenait pourtant pas moins l'ordre et l'entrain dans l'établissement. Jamais démontée, et redonnant du cœur aux plus découragés, rendant le sourire aux plus souffrans, elle était même allée jusqu'à organiser une chorale où elle s'amusait à faire chanter aux blessés allemands, mêlés aux nôtres, ce refrain qu'ils répétaient sans le comprendre :

Nous les aurons,
Nous les aurons !

Chaque jour, cependant, le bombardement augmentait d'intensité et, le 4 janvier, il était d'une si grande violence qu'elle écrivait dans la journée à Sœur Séraphine : « Aujourd'hui 4, on peut se tenir prêt à rendre compte à Dieu... » Le matin, en voyant se succéder les enterremens, et passer les cercueils enveloppés du drapeau, entre les hommes qui marchaient fusils bas, elle avait déjà dit, avec sa bravoure habituelle :

— Moi, je demande à être enterrée comme les soldats, et je veux aller en cimetière militaire... Allons, avait-elle ajouté en regardant encore défiler un cortège funèbre, puisque tout le monde doit mourir, il va falloir nous confesser tous aujourd'hui !

Une heure plus tard, les Allemands commençaient un feu terrible, l'hôpital semblait prêt à s'écrouler, les carreaux des maisons volaient en éclats et, vers cinq heures, la nuit tombée, on frappait à la porte de l'ambulance. C'étaient deux religieuses de l'École dont l'une avait reçu un éclat de bombe en faisant sa classe ; et Sœur Ignace, après l'avoir pansée, ne voulait pas laisser les deux femmes s'en aller seules. Elle priait Sœur Isaïe de les reconduire avec elle, et les quatre religieuses se mettaient en route deux par deux, en se tenant à quelque distance, afin de ne pas former groupe. Elles s'étaient bientôt perdues de vue dans l'obscurité, et tout à coup, à quelques pas de Sœur Isaïe et de celle qu'elle accompagnait, un obus éclatait avec un épouvantable fracas, en les couvrant de terre et de cailloux. Tout étourdies mais ne se sentant pas blessées, et supposant qu'il en était de même de leurs compagnes, craignant en même temps d'autres explosions, elles entraient se mettre à couvert dans une cave voisine où se trouvaient déjà d'autres personnes,

et où se réfugiaient aussi des soldats. Sœur Isaïe leur demandait s'ils n'avaient pas rencontré deux Sœurs, mais ils n'en avaient aperçu aucune, et elle commençait à se rassurer complètement, lorsqu'un chasseur arrivait en disant qu'une religieuse venait d'être blessée près de la fontaine, sur la place de la mairie. Tout angoissée, Sœur Isaïe quittait alors précipitamment la cave, demandait au chasseur de la conduire sur la place, et là, à côté de la fontaine, distinguait en effet une ombre allongée par terre, au milieu d'un groupe. Elle s'approchait aussitôt de cette forme immobile et noire, y reconnaissait Sœur Ignace, l'appelait, se jetait à genoux, lui parlait, croyait l'entendre soupirer, et envoyait le chasseur chercher immédiatement un prêtre et un médecin... Mais tout était fini, et Sœur Ignace ne donnait déjà plus signe de vie. Elle venait d'expirer, et l'automobile sanitaire, qui ne tardait pas à arriver, ne rapportait plus qu'un cadavre à l'ambulance.

Il est très rare qu'une mort fasse vraiment verser des larmes à une foule, mais dans tout Moosch, à la nouvelle de celle de Sœur Ignace, il ne se trouva personne pour rester les yeux secs. On la couchait sur un lit tendu de blanc, parmi les cierges et les fleurs, dans sa robe et dans sa cape noires, et ses mains jointes, ses yeux clos, son rosaire, ses lèvres qui semblaient presque remuer encore, lui donnaient l'air de prier. Puis, le dernier jour se levait, et le cortège, précédé de six prêtres-soldats, la menait au champ du repos comme on y mène les héros. A la foule des officiers et des troupes, à la garde d'honneur avançant fusils bas, on aurait pu croire au cortège d'un chef militaire, sans les symboliques et virginales guirlandes de fleurs blanches dont le cercueil était orné. Comme elle l'avait souhaité le matin même de sa mort, on la conduisait au cimetière militaire, où l'attendait sa tombe entre celles de deux officiers; on plantait dessus la croix de bois, on y attachait la cravate de tulle blanc, et la belle et tragique vallée, où devaient bien dormir encore quelque part, sous les roulemens du canon, quelques anciens échos du moulin de Willer, assistait aux plus émouvantes funérailles qu'aient peut-être jamais vues les hommes!

Quelques jours après les obsèques, un planton venait à l'hôpital, et remettait un pli à la Supérieure. Elle en reconnaissait tout de suite l'écriture, y lisait en même temps : *Ouvert par l'autorité militaire*, et c'était, en effet, une lettre de Sœur

Ignace à l'une de ses amies d'Amérique, pleine de trop cruelles réalités pour n'avoir pas été alors interceptée au départ, mais trop caractéristique pour ne pas être maintenant donnée ici.

A Mrs F... M... A BOSTON

Moosch, le 31 décembre 1915.

« Ma toute chère et bonne amie,

« Malgré que je sois très en retard pour vous offrir tous mes vœux de bonne et heureuse année, je le fais d'autant plus chaudement... Si vous saviez quelle triste fin d'année nous avons passée! Depuis le 22 décembre, et nous sommes le 31, on n'a pas arrêté d'attaquer, de contre-attaquer, et de bombarder la vallée, mais c'est surtout les 22, 23, 24 et 25 que c'était le plus fort. C'est tout dire quand, dans quarante-huit heures, on peut compter 1 095 blessés Français et 54 Allemands qui ont passé chez nous. Vous ne pouvez pas vous figurer une chose aussi épouvantable que le spectacle que nous avions nuit et jour sous les yeux. Il y en avait de couchés partout, dans les corridors, dans les escaliers et dans les chambres entre les lits; partout des brancards. Et alors il fallait entendre ces plaintes, ces cris, ces pleurs, etc. Que d'opérations, d'amputations, de trépanations, et combien nombreux ceux blessés aux poumons comme notre bon F... Le Hartmannsweillerkopf est une vraie nécropole, et ce n'est pas fini. Ici, à l'hôpital, en dix jours, nous avons eu 78 morts. Alors, jugez!

« Nous avons, comme automobilistes ou conducteurs, rien que des Américains de bonne famille qui s'étaient engagés volontairement pour la durée de la guerre. Ils sont vraiment bien admirables et bien courageux. Eux qui aiment bien le confortable, ils ne l'ont pas, ou plutôt sont privés de tout. Ces jours derniers, un d'eux, de vingt ans, n'est plus revenu; un obus l'a tué net sur une route, où il passait depuis tant de temps, et que son cher frère est obligé de parcourir plusieurs fois journellement. Il a été cité à l'ordre de la Division, et a reçu la croix de guerre. Pauvre petit! Combien il l'a méritée!

« Si je vous disais que rarement j'ai vu des amies aussi gentilles et dévouées que les petites Américaines. Il y a mesdames W..., L... et quantité d'autres qui me sont bien dévouées, et

tout cela grâce à votre délicate attention... Voilà quatre fois qu'on me dérange, et je suis en train d'écrire sur la table d'opérations, et il est minuit, le 1er de l'An.

« Vous m'excuserez de vous écrire aussi mal que cela, mais je dors debout...

« Votre grande amie,

« Sœur Ignace. »

UN EMPLOYÉ DE COMMERCE

Georges Condom appartenait à une de ces vieilles familles de dignes et modestes fonctionnaires comme on en voyait tant autrefois honorer la France, et comme elle en comptait encore au moment de la guerre, malgré tout ce qui avait si gravement altéré sa physionomie morale. Dans des situations peu rétribuées, mais auxquelles s'attachait une considération spéciale, elles s'estimaient assez dédommagées de la médiocrité relative de leur vie par la respectabilité qu'elles en retiraient, et se transmettaient fidèlement, d'une génération à l'autre, comme une vocation d'autorité, de désintéressement et de devoir. Les Condom étaient de cette race de bons serviteurs du pays, et en conservaient toutes les traditions. M. Condom exerçait les fonctions de directeur d'hospice, son père en avait occupé d'analogues dans la même administration, et son grand-père et un de ses oncles avaient appartenu à l'Université. Père de deux fils, il aurait pu les croire destinés à suivre sa voie, mais les nouvelles conditions de la vie générale, aussi bien que de la vie administrative, les en avaient détournés. L'aîné faisait son droit, le poussait jusqu'au doctorat, et Georges, le second, entrait dans le commerce.

Le jeune Georges, dès son enfance, s'était tout de suite annoncé pour un vaillant. Il avait fait sa première communion à Forges-les-Bains, où son père dirigeait l'Hôpital et l'Orphelinat, et le curé, la veillé de la fête, ayant demandé à ses petits communians de nettoyer eux-mêmes les abords de l'église, trop négligés par l'édilité, Georges, immédiatement, les réunissait tous, prenait le commandement de la petite équipe, et mettait lui-même tant de cœur à la besogne qu'il rentrait tout fourbu chez ses parens. Il avait tout juste la force de se rendre le lendemain à la cérémonie, et n'assistait même pas

au dîner de famille donné le soir en son honneur. A quelque temps de là, un incendie éclatait dans le pays, le personnel de l'Hôpital accourait avec la pompe de l'établissement, les habitans aidaient à la manœuvre, et on remarquait alors, parmi ceux qui s'exposaient le plus, un petit garçon dont l'adresse et le courage faisaient l'admiration de tous. C'était le petit Condom, qui venait d'avoir ses treize ans !

A dix-sept ans, ses études terminées, il se décidait pour la carrière commerciale, se plaçait d'abord dans une maison de gros, y faisait son apprentissage, et entrait ensuite aux Magasins du Louvre, comme vendeur au rayon de la jupe. Quatre ans après, il allait faire son service militaire à Lunéville, au 8e Dragons, d'où il revenait maréchal des logis. Employé modèle, il avait été aussi un parfait dragon. Si excellent soldat qu'il se fût montré, il n'en avait pas moins cependant toujours regretté son état, et le brillant sous-officier de cavalerie, aussitôt son temps fini, s'était hâté de redevenir l'actif vendeur d'auparavant, lorsque, le 2 août 1914, la mobilisation le reprenait encore à son métier, et l'envoyait à la frontière lorraine, dès la première heure de la guerre.

Georges Condom avait toujours eu le culte de la famille, et son père et sa mère dont il avait été la joie, son frère le docteur en droit qu'il appelait son « grand savant, » sa jeune sœur qu'il appelait toujours sa « petite sœur, » lui étaient profondément chers. Aussi ne leur faisait-il pas ses adieux sans déchirement, mais n'en laissait rien paraître.

— Allons, ne pleurez pas, disait-il gaiement à sa mère et à sa sœur au moment de la séparation, il ne m'arrivera rien de fâcheux... Cette guerre, voyez-vous, il fallait absolument la faire, et il vaut mieux en finir une fois pour toutes... Après, nous serons tranquilles et heureux !...

A peine à son régiment, il était nommé adjudant, et faisait avec ce grade toute la campagne de Lorraine. Renvoyé ensuite à son dépôt, et affecté à la remonte, il supportait mal son éloignement de la bataille, réclamait instamment son retour au feu, et finissait par recevoir la mission de former un groupe léger appelé à s'y rendre aussitôt instruit. Un accident, la veille du départ, avait bien failli le retenir. Un pan de mur s'était écroulé sur lui dans un incendie et l'avait blessé assez sérieusement, mais il voulait quand même suivre ses hommes, et peu s'en

fallait encore, à quelques jours de là, qu'il ne trouvât la mort à son arrivée au front. Chargé d'une reconnaissance de nuit, et parti seul avec son ordonnance, il tombait dans une embuscade. Heureusement, il s'en tirait avec un coup de baïonnette dans la manche de sa tunique, et l'ordonnance en était quitte pour un coup de crosse à la tête. Plus tard, il était de la grande attaque de septembre, et réchappait encore, comme miraculeusement, à l'explosion d'une marmite. Puis, il passait en Haute-Alsace, dans les parages fameux de l'Hartmansweillerkopf, et là, aussitôt rendu dans ces terribles et célèbres défilés, il était nommé sous-lieutenant.

Avec sa nature toute en élans, il avait très vite conquis l'affection et l'admiration de ses chefs comme de ses soldats, et l'un de ses camarades, le lieutenant de Tauriac, avec qui il s'était lié d'une de ces héroïques et tendres amitiés de guerre comme il s'en noue entre frères d'armes dans l'habitude de la vaillance et du dévouement en commun, devait un jour dire de lui, dans une lettre toute pleine elle-même de noble générosité : « Quand je suis arrivé au groupe léger, j'ai tout de suite été frappé par ce visage sympathique, ce cœur d'enfant vaillant et généreux qui se donnait tout entier dans une poignée de main. » Tout de suite, et tout entier, c'était bien ainsi en effet que se donnait Georges Condom, non seulement à l'amitié, mais au devoir, et il allait bientôt encore le faire une fois de plus. Il venait d'être détaché aux chasseurs à cheval, pour y former un autre groupe léger, sur le modèle de celui des dragons, quand, aux premiers jours de mars 1916, son capitaine recevait l'ordre d'enlever un ouvrage allemand. Comme l'affaire devait être particulièrement difficile, le capitaine redemandait son sous-lieutenant aux chasseurs, et Condom répondait à l'appel avec d'autant plus d'enthousiasme qu'il s'agissait d'un coup plus hardi et plus périlleux. Il allait falloir attaquer, se battre, exposer sa vie, enlever une position, et il accourait avec joie, mais songeait aussi à ses vieux parens, à son frère le « grand savant, » à sa sœur, sa « petite Alice, » à tous les siens, et leur écrivait alors, avant la bataille :

« Mes très chers parens, vous m'excuserez d'être pour vous la cause d'un gros chagrin, car si vous recevez jamais cette lettre, c'est que j'aurai eu la gloire de mourir au champ d'honneur.

« A l'heure où j'écris cette lettre, nous sommes tout près de

tenter un coup audacieux sur un ouvrage boche. Cette action, très bien comprise et habilement menée par M. le capitaine Lacroix, mon chef d'unité, doit réussir, mais bien entendu il doit y avoir de la casse.

« Eh bien! soyez absolument persuadés, mes chers parens, que c'est avec joie que je fais le sacrifice de ma vie, car je sais que c'est beaucoup pour la France et un petit peu pour vous que je tomberai : pour cette France que j'aime tant, pour vous qui partagez cet amour et à qui je dois tant!

« Je tiens, mes très chers parens, à vous remercier de tout mon cœur de tout ce que vous avez fait pour moi. Vous avez été des parens modèles, et je meurs en vous vénérant.

« Je n'ai rien de bien spécial à vous demander à cette dernière heure. Le peu de bricoles que j'ai sera pour vous des petits souvenirs, bien modestes du reste.

« Je dis adieu à ma gentille et très aimée petite Alice, qui a toujours été si bonne et mignonne avec son grand Georges. Je regrette de ne l'avoir pas fait danser plus souvent, mais j'espère que le Bon Dieu lui réserve de longs jours de bonheur!

« Je fais mes adieux à mon grand savant Paul, un homme qui comprendra mieux peut-être le calme absolu avec lequel je vous écris. Adieu, mes chers parens, adieu à toute la famille, adieu à tous mes amis!

« Je désire que rien de spécial ne soit fait pour mon corps, égal dans la mort comme tous mes compagnons tombés avec moi. Je vous défends de porter le deuil plus longtemps que la stricte nécessité pour les convenances.

« Je meurs pour Dieu, pour la France, pour tous les vivans!

« Votre fils très affectionné et reconnaissant,

« Georges Condom,
« *sous-lieutenant au 8e dragons.* »

Puis, il écrivait au lieutenant de Tauriac pour le charger de prévenir sa famille, le priait de remettre cette dernière lettre aux siens, lui demandait pardon de la peine qu'il lui donnait, et ajoutait : « Je vous aimais beaucoup, cher monsieur de Tauriac. Je sais que vous êtes un homme ayant un moral élevé, et c'est pourquoi je vous demande ce dernier service... Que personne ne me regrette, moi qui ne me regrette pas moi-même! »

C'était le 6 mars et, le 8, la position allemande était enlevée. Le coup de main, bien conduit, avait eu un plein succès, et le sous-lieutenant Condom, selon l'expression même du capitaine Lacroix, avait déployé, d'un bout de l'attaque à l'autre, « la plus magnifique désinvolture. » Allant continuellement de peloton en peloton, et revenant tranquillement renseigner son chef entre ses allées et venues, il restait le dernier sous le feu, à la tête de son groupe, pour protéger le repli des autres. L'opération terminée, il voulait même retourner faire une dernière patrouille dans les tranchées prises, pour bien s'assurer que rien n'y était resté, mais y renonçait sur un ordre formel, et revenait seulement encore une fois en arrière, sous la fusillade qui ne discontinuait pas, pour diriger les groupes qui rapportaient les morts et les blessés, quand une balle l'avait frappé...

Il était tombé... C'était fini...

LE CAPITAINE DE VISME

Le 25 février 1916, par une mauvaise journée de neige et de boue, le 146e d'infanterie s'arrêtait, dans l'après-midi, à Chaumont-sur-Aire, petite localité de la Meuse, à moitié chemin de Bar-le-Duc et de Verdun. En route depuis deux jours, les hommes, malgré leur entrain, n'étaient pas fâchés de se reposer un peu, mais leur repos devait être court, et à cinq heures, ou dix-sept heures selon le nouveau style, le commandant de la 3e compagnie du bataillon de mitrailleurs, le capitaine Jacques de Visme, venait inscrire lui-même sur le cahier d'ordres : *Appel à 19 heures. Réveil à 23 heures 15. Départ à 0 heure 30. Les sous-officiers coucheront avec leurs hommes.* Un contre-ordre, dans la soirée, retardait, il est vrai, le départ du régiment, dont le transport devait avoir lieu en camions-autos, mais rien n'était changé pour les compagnies de mitrailleuses. Elles devaient toujours faire l'étape à pied, et à vingt-trois heures quinze, comme l'avait indiqué l'ordre, le réveil sonnait pour elles. Une heure plus tard, par une nuit noire, « une nuit d'encre, » a dit un témoin, sous une pluie glacée qui pénétrait les os, le bataillon quittait Chaumont-sur-Aire.

Entré d'abord dans les dragons en quittant Saint-Cyr et Saumur, d'où il était sorti brillamment, le septième de la première école et le premier de la seconde, le capitaine de Visme

avait renoncé à la cavalerie pour s'engager dans l'infanterie, et ne commandait sa compagnie que depuis un mois. Agé de vingt-cinq ans, appartenant par sa famille à la haute société protestante de Paris, de mâle et beau visage, de nature délicate et d'âme religieuse, il donnait à tout le monde une impression de charme, de sensibilité et de finesse. Un de ses camarades écrivait de lui dans une lettre : « Il m'a témoigné tout de suite, presque sans me connaître, une si bonne confiance que l'on s'aimait déjà. Je n'étais alors que sous-officier, et il me traitait déjà en égal... Jacques devint vite pour moi le cœur où l'on aime à s'épancher. Quoique de religion différente, seul sujet dont nous n'ayons jamais parlé ensemble, nous sympathisions en tout... J'allais souvent le voir dans sa chambre, et j'ai trouvé sur sa table certains livres de piété dont l'usure prouvait un usage fréquent... » Un autre aimait à rappeler la fougue avec laquelle, au sortir de l'École, ils entraînaient ensemble leurs chevaux, et comment ensuite, dès la guerre, ils faisaient des reconnaissances d'où ils avaient failli souvent ne pas revenir. Il ajoute : « C'était un brave, et nous aimions à causer de guerre ensemble. Nous nous comprenions et nous nous aimions. » Aimer la guerre et ses compagnons de guerre, tout le capitaine de Visme était là! Son changement d'arme avait été pour lui un véritable drame intérieur. Passionné pour la cavalerie, mais n'y trouvant pas l'activité désirée, désolé d'y laisser des camarades auxquels il s'était attaché de cœur, mais décidé à tout pour servir comme l'y poussait son impatience du combat, il avait vivement souffert de quitter son corps et ses hommes, mais n'en annonçait pas moins avec triomphe à ses parens son passage au 146ᵉ, et sa nomination de capitaine de mitrailleurs. Un mois plus tard, son régiment recevait l'ordre de se rendre à une destination gardée secrète, et gagnait alors Chaumont-sur-Aire, pour être transporté de là sur un autre point en camions-autos, pendant que le bataillon de mitrailleurs devait continuer sa marche à pied.

Personne, parmi les soldats, ne savait où l'on allait, mais le colonel, au moment du départ, avait confié à son entourage :

— A vous, je ne vous le cacherai pas, nous sommes appelés à une mission de sacrifice complet... Les Allemands avancent avec une artillerie formidable, et nous n'avons rien!

A cette heure sombre, et dans cette nuit glaciale, les mitrail-

leurs du 146e partaient donc pour une marche au martyre, et l'une des plus écrasantes qu'ait eu à fournir une troupe. Les officiers, heureusement, avaient la pleine confiance des soldats, mais pas un d'eux ne la possédait comme le capitaine de Visme. L'espèce de tendresse guerrière qu'il éprouvait pour ses hommes l'avait vite rendu leur idole et, par un de ces gestes dont il avait le don, sachant combien l'étape allait être dure, il avait résolu de la faire à pied comme eux, et donné son cheval à son ordonnance, qui devait le monter à sa place.

On s'était donc mis en route aussitôt après minuit. Le vent soufflait, il pleuvait, les pieds glissaient dans la boue, il faisait tellement sombre qu'on ne reconnaissait même pas ses voisins, et la colonne, dans cette obscurité, avançait d'abord en silence. Puis, un vieux sergent entonnait la rengaine :

Un éléphant se balançait
Sur une assiette de faïence...

Alors, la troupe reprenait les couplets, et marchait au rythme de la chanson...

On marchait déjà ainsi depuis plus de six heures lorsque le jour commençait à poindre. On distinguait alors peu à peu les formes, le pays se dessinait, les silhouettes se précisaient.

Vers neuf heures, la colonne atteignait Souilly. On mangeait, on se reposait, puis l'ordre était donné de repartir. Plongeant dans les vallons, ou regagnant les plateaux, la route traversait un panorama magnifique, et le bataillon, à deux heures de Souilly, croisait des groupes de gens en fuite. Ils disaient s'être sauvés de Verdun, et la colonne devinait alors où elle allait, quand toute une suite d'ordres et de contre-ordres venaient encore compliquer sa marche. Ou bien, à une croisée de chemins, on prenait à droite, mais pour faire bientôt demi-tour, retourner sur ses pas, et prendre une autre direction. Ou bien, on coupait tout à coup à travers champs, à destination de crêtes et de petits bois où l'on espérait camper, mais on n'avait pas fait cinq cents mètres qu'un contre-ordre arrivait encore, et qu'il fallait de nouveau revenir en arrière, pour se remettre à suivre la route, dont le ruban se déroulait à l'infini.

— C'est long ! finissait par grogner quelqu'un.

— Bah ! répondait le sergent à la chanson de l'éléphant, ça ne sera jamais si long que les impôts !

Le jour, vers cinq heures, commençait cependant à baisser, et on s'arrêtait, à la nuit, dans une localité du nom de Regret. Les compagnies faisaient la soupe, et le capitaine de Visme félicitait la sienne. Il payait à chacun un quart de vin, encourageait ses hommes, et leur annonçait qu'ils allaient coucher à Verdun, à la caserne Marceau... Puis, le bataillon repartait encore, entendait bientôt tonner le canon, et ne tardait pas à croiser des régimens qui semblaient revenir du combat.

On leur criait alors au passage :

— Eh! là-bas... Vous venez de Verdun?

— Oui.

— C'est loin, Marceau?

— Quatre kilomètres...

Une heure ensuite, seulement, on n'apercevait pas encore Marceau, et d'autres troupes, passant toujours, répondaient de même aux mêmes interpellations. Néanmoins, on marchait de bon cœur, le canon tonnait de plus en plus, et, au pied d'une côte, où l'on continuait à rencontrer des troupes, les hommes leur criaient encore :

— Et Marceau?

On leur répondait enfin :

— C'est là-haut...

Il y avait plus de vingt heures qu'ils étaient en marche, et la route, à leur arrivée, se retrouvait aussi boueuse, la boue aussi glissante, la pluie aussi glacée, l'obscurité aussi noire qu'au départ. Quelques hommes, malgré leur courage, avaient dû rester en chemin, d'autres pleuraient de souffrance, tous tombaient de lassitude, et la caserne était si encombrée qu'on ne voulait pas d'abord les recevoir. Devant l'insistance, et presque la violence, du capitaine de Visme, on consentait cependant à les loger, et ils pouvaient enfin, un peu avant minuit, écrasés de fatigue et de sommeil, s'étendre sous un abri. Mais ils n'y reposaient pas depuis trois heures que le colonel faisait appeler les capitaines, et leur disait, vers deux heures du matin :

— Messieurs, vos hommes ont déjà fait une marche terrible... Considérez-vous pourtant comme possible de les remettre encore en route, pour engager le combat à cinq kilomètres d'ici?

— Mon colonel, lui répondait le plus ancien du grade, le

capitaine Barryat, ce n'est pas possible humainement, mais au 20e corps, ça peut se faire!

Alors, les compagnies, qu'on allait réveiller, repartaient encore, se trouvaient en ligne avant l'aube, et là, sous une tempête d'artillerie, criblaient elles-mêmes l'ennemi de leur mitraille, repoussant le flot allemand qui ne cessait de s'élancer, pour se briser contre leur feu. La bataille durait six jours, et le capitaine de Visme y était blessé dès le début, mais ne voulait même pas paraître le sentir. Allant et venant dans la tourmente, mettant la main à l'installation des pièces, assurant le tir, entraînant ses hommes, prudent pour eux sans l'être pour lui-même, il était partout, se dépensait partout, et tombait, le sixième jour, foudroyé par une balle, sans une plainte et sans un cri... Le soir même, le fort était repris, et le colonel et le commandant attestaient, par leurs lettres à sa famille, pour quelle large part il avait été, depuis Chaumont, dans le miracle de la marche et dans celui du combat.

Un jour, à quelques semaines de là, le capitaine Augustin Cochin, qui devait aussi laisser un si grand souvenir, et qu'une amitié héroïque liait à de Visme, se trouvait en permission à Paris, et racontait les péripéties de la bataille.

— Et Jacques? lui demandait-on... Comment avait-il accueilli la nouvelle de cette mission de sacrifice annoncée par le colonel?

— Mais il en avait paru content, répondait Cochin.

— Et, en arrivant à Verdun, après cette marche de vingt heures?

— Oh!... Il était frais comme la rose, et seulement un peu peiné à cause de ses hommes... (1).

UN PRÊTRE-SOLDAT

Jean-Maurice Portas était né à Périgueux le 11 novembre 1885. Son père, originaire des environs, avait d'abord été cultivateur à Saint-Orse, et s'y était marié. Obligé ensuite de renoncer à la terre, il était venu s'établir au chef-lieu où, tout en n'étant pas sans bien, il entrait comme manœuvre à la Compagnie d'Orléans. Plus tard, avec sa dot et celle de sa

(1) Le frère du capitaine de Visme, l'adjudant Pierre de Visme, du 127e d'infanterie, était également tué, le 3 septembre 1916, à Maurepas.

femme, il avait acheté un petit terrain derrière le Carmel, entre Saint-Martin et le faubourg du Toulon, s'y était fait bâtir une maison, et devait l'habiter jusqu'à sa mort.

Le jeune Maurice était un enfant particulièrement docile et doux, mais d'une sensibilité extrême, et qui se troublait et pleurait au moindre mot. Aucun élève, au pensionnat Saint-Jean, n'était cependant aussi aimé des autres, car aucun ne s'oubliait pour eux d'aussi bon cœur. Unanimement désigné un jour par ses petits camarades pour la mention d'honneur à décerner au plus méritant, lors d'une tournée du Frère visiteur, il en avait rougi jusqu'au blanc des yeux, et fondu tout à coup en larmes. Puis, la visite ayant prolongé la classe, et sa mère lui ayant demandé un peu sévèrement pourquoi il rentrait si tard, il lui en avait donné la raison, mais avec un si grand trouble, et tellement bouleversé, qu'elle en était restée elle-même tout émue.

Mme Portas avait un cousin germain curé à Beaussac, joli village du canton de Mareuil-sur-Belle, et le petit Maurice n'avait pas encore dix ans qu'il déclarait déjà vouloir se faire prêtre comme son oncle l'abbé Geneste. Toute sa joie était d'aller le voir avec sa mère, et tout son rêve de venir vivre un jour au presbytère. Aussi, après sa première communion, les Portas avaient-ils consenti à l'envoyer chez leur parent, qui se trouvait désormais chargé de son éducation, et pouvait juger à loisir de l'enfant confié à sa direction. De cœur tendre et d'âme délicate, mais timide, et toujours prêt, selon l'expression même de son oncle, à se « recoquiller » au moindre reproche, comme ces fleurs qui se referment au moindre nuage, il préférait la retraite à toutes les camaraderies, ne demandait qu'à être seul, et ne restait en même temps jamais inoccupé, faisant de la menuiserie et de la peinture, s'amusant à dresser des bêtes, et remplissant ainsi tous ses instans. Avec cela, détestant le travail des champs, et extraordinairement peureux ! Il avait même fallu pratiquer entre sa chambre et celle du curé un guichet qui restait ouvert toute la nuit. Autrement, il n'aurait jamais pu dormir. Son oncle lui donnait des congés pour aller voir ses parens, et son père et sa mère l'engageaient alors à les prolonger un peu, mais il s'y refusait toujours, et leur répondait gravement que, devant un jour être prêtre, il ne pouvait pas rester chez eux passé le temps permis. L'abbé Geneste l'avait déjà ainsi comme pensionnaire depuis

plus d'un an, quand il avait été nommé curé de Lanquais, dans le Bergeracquois, où le suivait le petit Maurice, de plus en plus dominé par sa vocation.

Le 11 novembre 1901, le jour même de ses seize ans, Maurice Portas perdait son père. Il était alors, depuis un an, à l'école cléricale de Périgueux, et sa mère, devenue veuve, se retirait à Lanquais chez son cousin, où le jeune homme continuait lui-même à venir passer ses vacances et ses congés. Tous les deux ans, l'oncle, la mère et le fils allaient en famille à Notre-Dame de Lourdes, et Maurice se trouvait toujours comme transformé par ces journées de pèlerinage, où il montrait un entrain et une expansion extraordinaires. Enfin, il était entré au séminaire et, en 1910, était nommé vicaire à Nontron. Il avait alors vingt-cinq ans. Grand, élancé, toujours un peu timide, mais plein de bonne grâce, d'apparence frêle, mais vaillant, d'une bonté simple et d'une modestie vraie sous lesquelles se cachait une énergie douce, il avait plu tout de suite à la population. L'archiprêtre l'avait chargé du patronage des jeunes gens et, chaque année, certains d'entre eux partant pour le régiment, où ils allaient faire leur service militaire, comme il avait lui-même fait le sien, il ne cessait pas pour cela de les conseiller et de les suivre, leur écrivait fréquemment, et les lettres par lesquelles il leur continuait ainsi ses directions mettent particulièrement bien en relief sa physionomie ecclésiastique.

Le caractère le plus marquant de cet apostolat par correspondance est d'abord ce qu'il a de pressé et de bref. Les plus étendues de ses recommandations n'ont pas vingt lignes. D'autres n'en ont que cinq ou six. On dirait déjà des instructions envoyées d'un champ de bataille. Ce qu'on y remarque ensuite, c'est la sensibilité, la délicatesse des conseils, et ce qu'ils ont de doucement, mais de tenacement impérieux. Il y est répété, à chaque instant : « Il faut... On doit... C'est le devoir... » Sous l'affection et la tendresse, on sent bien vraiment le directeur. Enfin, on y est à la fois frappé par leur piété et leur familiarité. C'est le ton d'une camaraderie mystique, mais celui d'une camaraderie.

Il écrit ainsi à l'un de ceux que suivait plus spécialement sa sollicitude : « C'est pénible, mon cher ami, de quitter les siens. Mais ne sommes-nous pas faits pour cela les uns et les autres? N'est-ce pas aussi en prévision de ces éloignemens que

le bon Dieu a mis dans l'amitié une telle source de courage et d'énergie qu'à elle seule elle est capable d'empêcher le découragement, même aux heures les plus noires? Il te faut donc envisager crânement la vie en face... » Dans une autre lettre : « Il me semble que tu prends un peu de courage, malgré tes heures noires. Tu as encore besoin de réagir pour cela. Je compte sur toi... Te voilà donc dans un patronage. Tant mieux! Et membre du... Deux fois tant mieux! Et conférencier. Vingt fois tant mieux! Aie beaucoup confiance en ton directeur. Il nous faut à tous, mon cher ami, une personne à qui nous puissions tout dire. Il faut qu'elle soit près de nous, car parfois on n'a pas le courage d'écrire et on a la force de parler. Avec cela, et les prières de tous tes amis, en route!... » Et, quelque temps après : « A peine le temps de griffonner au crayon sur un papier quelconque. Ta mère vient de me dire que tu ne viendras pas à Noël. Il faut que tu viennes... Fais l'impossible pour cela, ne serait-ce qu'un jour. Tes parens seraient trop tristes... » Dans l'un des billets suivans : « Ta mère et ton père te font dire de leur écrire. Ne te fais pas prier, ils sont si contens quand ils reçoivent un mot de toi! Dis-leur ce que tu fais et, si tu es fatigué ou si tu t'ennuies, tu n'es pas obligé de le mettre... » Une autre fois, il insiste pour lui faire encore demander une permission : « Je rentre, et j'ai juste le temps de te demander de venir le 15. Il le faut pour tes vieux qui veulent te voir. Voici cinq francs pour le voyage. Inutile d'en parler. Cela rentre dans tes économies. Tu manifesteras ta reconnaissance par une bonne prière... Bon courage, mon petit Fernand. Le bon Dieu n'abandonne jamais. Il éprouve, mais c'est pour fortifier le caractère... » Et ailleurs : « Eh bien! que fais-tu? Veux-tu te dégourdir? Tu t'es laissé pincer par tes idées noires. Allons! Expédie-moi tout cela loin de ton esprit et de ton cœur. J'attends une lettre de toi. Il me la faut sans tarder. Et puis, pas de fausse honte! Tu sais combien je t'aime, et une hésitation me ferait de la peine... » Et il lui recommande encore instamment, quelques jours après : « Il faut que tu viennes à Pâques. Tes parens ont besoin de te voir. Il faut les contenter, un désir des parens est un désir que j'appellerais volontiers sacré. Tâche d'obtenir la permission... Ta mère voulait te répondre, mais c'est un bien gros travail pour elle. Alors, je me suis chargé de la commission, et j'en profite pour t'embrasser... »

Dès la déclaration de guerre, l'abbé Portas était lui-même rappelé sous les drapeaux, et trouvait alors, malgré toute sa tendresse filiale, la force de partir pour le front sans aller embrasser sa mère, afin de lui éviter le déchirement des adieux. Il avait fait son service au 250e d'infanterie, d'où il était revenu avec les galons de sergent-fourrier, et les raisons qui lui avaient toujours valu partout tant de sympathies lui avaient également gagné celles des soldats. Aimé des jeunes gens de son patronage au point qu'on pouvait l'en dire adoré, il avait aussi conquis très vite l'affection et le respect des hommes de sa compagnie, et vivait d'ailleurs avec eux sur le pied d'une assez libre camaraderie. Beaucoup, en le retrouvant dans la vie civile, continuaient même à l'y tutoyer comme au régiment, et son lieutenant, aux manœuvres, ne l'appelait jamais familièrement que « le curé, » tout en le respectant beaucoup, et en lui servant même quelquefois la messe.

— Où est le curé? demandait-il en plaisantant.

Et il s'amusait à ajouter :

— Nous n'avons rien à craindre... Nous avons un curé avec nous en cas d'accident...

La popularité du fourrier Portas remontait donc assez loin, et datait de ses premiers galons, mais devait encore grandir avec la guerre. Sa vaillance au combat n'avait d'égal que le dévouement avec lequel il se jetait à genoux auprès des blessés et des mourans pour les secourir ou les absoudre, et tant de bravoure et de charité touchaient les âmes les plus dures. On le trouvait toujours aussi prêt à exercer son ministère qu'à faire le coup de feu et, dès les premiers jours de la guerre, il était nommé sous-lieutenant, à la bataille de Bapaume. Sur le point de commencer sa messe lorsque était arrivé l'ordre de partir, il avait aussitôt quitté ses ornemens, rejoint son poste, et son commandant de compagnie écrivait quelques jours après, à l'archiprêtre de Nontron : « C'est sur ma proposition, et pour sa belle conduite sur le champ de bataille de Bapaume que votre vicaire, M. l'abbé Portas, a été nommé sous-lieutenant. Il a fait bravement son devoir sur la ligne de feu comme sous-officier, mais il l'a fait aussi comme prêtre. Il avait promis les secours de la religion à ceux qui les lui demanderaient ou l'avaient prié de les leur porter. Sous une pluie de balles, il allait d'un blessé à l'autre, encourageant celui-ci, recueillant de

celui-là le dernier soupir, le suprême adieu aux êtres chéris. Il n'a pas été blessé, mais il a fait tout ce qu'il fallait pour l'être. »

Le régiment, le lendemain de la bataille, s'arrêtait à Frévent, où l'école libre était réquisitionnée pour loger la troupe. Le fourrier Portas venait prendre possession de l'établissement, et la directrice et ses sous-maîtresses ne pouvaient s'empêcher de s'intéresser à l'air fragile et doux de ce grand et mince sous-officier, dont la sollicitude pour le soldat avait comme quelque chose de maternel. Elles voyaient ensuite arriver les hommes, et sa patience, au milieu de leurs réclamations, ne leur causait pas moins d'admiration. Plusieurs d'entre eux semblaient assez grossiers, et d'autres avaient même d'assez mauvaises figures, mais tous, lorsqu'ils lui parlaient, le regardaient avec déférence. En apprenant qu'il était prêtre, elles insistaient pour l'inviter le soir à leur table, et remarquaient d'abord la profonde tristesse que lui avaient laissée les terribles visions de la veille. Puis, il devenait moins taciturne, leur parlait de sa paroisse et de son pays, de Lanquais, de sa mère, de son oncle le curé, et la directrice, le jour suivant, écrivait à Mme Portas : « Madame, j'ai eu l'honneur et le bonheur hier de recevoir M. Portas, sergent-fourrier du 250e... De suite, je remarquais l'intérêt qu'il portait à ses hommes et le bien-être qu'il désirait pour eux, et je ne fus pas très étonnée quand l'adjudant me dit tout bas qui il était. Vous pouvez être fière, madame, d'avoir un tel fils, et toutes, ici, nous avons été profondément touchées de son égalité d'humeur, de la bonté qu'il témoigne à tous et de son oubli complet de lui-même. Son souvenir ne s'effacera pas de notre mémoire... Arrivé dimanche à trois heures de l'après-midi, il nous a quittées le lundi à cinq heures du matin. Nous avons voulu le soigner comme vous l'auriez fait vous-même, mais nous avons dû insister longtemps avant de réussir à lui faire accepter un lit et un repas. »

Un mois plus tard, le 250e se battait dans la Somme, et l'un des jeunes gens du patronage de Nontron recevait cette carte du front : « *Dans une tranchée, face à l'ennemi.* Merci, mon petit Antonin, de toutes tes lettres. Elles sont vraiment bien bonnes, et j'y puise beaucoup de courage pour accomplir chaque jour mon devoir. Ce sera une grande consolation et joie pour tous de penser que, par tes lettres, tu aides ton petit sous-lieu-

tenant à servir la Patrie. Prie toujours bien, fais des sacrifices, rien de tout cela n'est perdu, et songe que, bien souvent, pendant le jour, ou la nuit en sentinelle, ma pensée et mon cœur vont vers vous tous que je désire tant revoir. Embrasse tous les camarades pour moi, et remercie tous ceux qui m'ont écrit... Bonjour à ta famille. Je t'embrasse. »

Le régiment, à ce moment-là, occupait, au bord de l'Avre, au pied de Villers-les-Roye, des tranchées établies dans les champs, à proximité d'un petit bois. Les sorties contre les Allemands étaient fréquentes, et le sous-lieutenant Portas y faisait toujours, comme à Bapaume, « tout ce qu'il fallait » pour être tué, mais sans être jamais atteint, semblait même comme invulnérable, et commençait à s'en divertir, en criant quelquefois dans la fusillade :

— Ah! les maladroits!... Ils ne savent pas tirer... Si ça continue, je serai obligé, après la guerre, de cribler moi-même mon habit de balles, pour qu'on ne m'accuse pas d'avoir fait l'embusqué!...

Les balles et les obus ne devaient pas cependant toujours l'épargner et, le 6 octobre, il disparaissait dans une alerte de nuit, sans que les récits de sa mort aient jamais bien concordé, ni que son corps ait même jamais été retrouvé.

Vers le milieu de la nuit, d'après certains témoins, un soldat cycliste rencontrait, après l'attaque, les restes de la compagnie dans une tranchée de seconde ligne, et demandait aux hommes s'ils avaient beaucoup souffert.

— Oh! oui, lui répondaient-ils.

Ils ajoutaient :

— Tenez, le sous-lieutenant Portas a été tué, le voilà!...

Et ils lui montraient un mort étendu au fond de la tranchée... On venait alors, au jour, pour reconnaître le corps, mais ni le mort, ni les hommes n'étaient plus là.

D'après d'autres témoins, le lendemain même du 6, un homme avait annoncé à sa mère qu'il venait d'assister aux derniers momens de l'abbé Portas, mais l'homme était mort lui-même lorsqu'on lui avait écrit pour lui demander des détails. D'autres racontaient aussi avoir vu le vicaire tué à bout portant en refusant de se rendre, d'autres qu'ils l'avaient vu se repliant blessé vers le bois, et d'autres qu'il était tombé dans le bois même, blessé, mais faisant encore face à l'ennemi. Il leur sem-

blait toujours, disaient-ils, l'apercevoir, dans la demi-lueur de la nuit, agitant ses grands bras pour essayer de les rallier, puis se retournant pour tirer, quand ils avaient tout à coup cessé de l'entendre, et ne l'avaient plus aperçu...

Un jour, peu après cette disparition, des permissionnaires débarquaient à la gare de Périgueux, en rencontraient un autre qui repartait pour le front, et les premiers demandaient au second :

— Dis donc, tu te rappelles bien Portas, le curé?

— Oui, le sous-lieutenant... Eh bien?

— Il est mort...

A cette nouvelle, le permissionnaire pâlissait, regardait un instant ses camarades sans pouvoir leur dire un mot, et fondait tout à coup en larmes.

FAMILLES DE FRANCE.

J'ai entendu raconter à un religieux :

— Il arrive fréquemment que, dans mon ministère, une pauvre enfant me dise à la fin de l'entretien : « Mon père, priez pour mes frères... J'en ai quatre, j'en ai cinq, j'en ai six à la guerre. » Un jour, l'une m'a même dit : « J'en ai sept! »

De ces frères, pour qui tremblaient ainsi leurs sœurs, combien ne seront pas revenus! Combien seront morts loin de tout secours, martyrs innombrables et ignorés, en murmurant seulement, à leur dernier soupir, le nom de leur mère et celui de leur pays! Combien de maisons, pleines de joie et de jeunesse avant le cataclysme, et dans le vide et le silence desquelles ne sont plus que des femmes en noir, des vieillards et des enfans!

Vers le milieu de mai 1916, le député de Cholet, M. Jules Delahaye, visitait sa circonscription. On était aux journées les plus terribles de Verdun, et parmi les femmes et les veuves, venues pour lui exposer leurs besoins ou lui raconter leurs deuils, il voyait se présenter une vieille paysanne en coiffe, une femme Brémond, veuve d'un petit propriétaire de Saint-Christophe-du-Bois, qui lui disait avec une douleur profonde :

— Monsieur, nous avons eu, mon mari et moi, six enfans, quatre garçons et deux filles, et tous nos fils sont partis pour la guerre... Brémond et moi, monsieur, nous avons été élevés dans l'amour de la France, et nos fils ont été élevés comme

nous. Ils ont été fiers de partir, comme nous en avons été fiers pour eux. Dès le début, malheureusement, l'un d'eux, notre cadet, est tombé à la bataille de la Marne, et j'en ai éprouvé tant de chagrin que mon mari me l'a reproché. Il me disait : « Ne sois pas aussi triste... C'est un honneur pour notre enfant d'être mort comme il est mort... » Et puis, peu de temps après, nous en avons eu un second tué, et mon mari m'a dit encore : « Ne pleure pas tant, il faut montrer du courage ! » Ensuite, seulement, nous en avons eu un troisième si gravement blessé qu'il a été comme perdu... C'était trop, et mon mari, alors, en est tombé tout d'un coup. Il restait des journées devant la cheminée, sans rien dire, à regarder les cendres. Un jour, il s'est couché, et il est mort sans maladie... Ainsi, monsieur, j'ai déjà perdu deux enfans, même trois, j'ai perdu aussi mon mari, et il ne me reste plus qu'un fils, mon aîné, qui est sergent et se bat à Verdun. Eh bien ! monsieur, j'ai lu dans un journal que lorsque des parens avaient eu deux fils tués à l'ennemi et qu'ils en avaient encore un au feu, ils pouvaient demander que celui-là soit mis un peu à l'arrière, et je suis venue pour vous prier de me dire comment il faut faire ma demande... De ces hommes-là, voyez-vous, il faut tâcher d'en conserver la race !... »

M. Delahaye rédigeait la demande de la mère, et les larmes, lorsqu'il la lui lisait, coulaient sur la figure immobile et ridée de la veuve... Puis, elle gardait le silence, comme si quelque chose l'avait tout à coup gênée, et disait, en effet, après avoir hésité :

— Mon Dieu, monsieur, je réfléchis que mon fils ne connaît pas ma démarche... Il serait peut-être mécontent, s'il lisait la lettre comme elle est là... Et, cependant, je voudrais qu'il vive... Alors, monsieur, pourriez-vous mettre que je demande bien toujours de le retirer de Verdun, mais seulement lorsque la bataille sera finie !...

Dans nos villes et nos villages, combien d'humbles familles auront ainsi donné jusqu'à la dernière goutte de leur sang ! Elles sont légion, elles ont sauvé la France, et l'historien ne saura jamais leurs noms... Mais il en est aussi d'illustres ou de connues, et qui peuvent dire comme les obscures : « J'ai donné cinq, six, huit, dix de mes enfans à la Patrie ! » Celles-là non plus ne sont pas rares, et la première à citer sera celle des Castelnau, du vainqueur de Lorraine et de ses cinq fils,

Trois sont tombés au champ d'honneur, et les autres servent toujours... Ce seront aussi les frères Cochin, Jacques, Augustin et Jean. Marié, père de deux enfans, et mobilisé comme officier d'état-major, Jacques n'a de repos qu'après avoir obtenu le commandement d'une compagnie d'infanterie, et tombe à l'assaut du Xon, frappé d'une balle dans la tempe. On le retrouve au sommet de la colline, le bras encore tendu dans le geste de la charge, avec sa canne et ses gants dans la main! Homme d'étude et d'érudition, auteur d'importans travaux historiques, Augustin est tué à Verdun. Sous-lieutenant, lieutenant, puis capitaine, six fois blessé, mais se refusant toujours au repos ordonné par les médecins, il tombe en menant ses hommes à l'attaque, avec son bras cassé dans un appareil en plâtre! Jean commande le *Papin* et fait sauter les torpilleurs autrichiens, coule leurs mines flottantes, et se jette lui-même à la nage pour aller couper leurs crins! Ce seront encore les cinq du Paty de Clam, et leurs cousins, les sept Daras. Retraité, et voyant sa demande de réintégration traîner en d'interminables longueurs, le lieutenant-colonel du Paty de Clam s'engage, à soixante ans, comme simple chasseur à pied, et rejoint son bataillon à la frontière lorraine, où il accepte toutes les fatigues des hommes de troupe, quand le général le retire enfin du rang pour lui confier des missions. Trois mille fuyards refluent, épouvantés, sur Étain, et il faudrait arrêter leur fuite, leur rendre le moral, tâcher de refaire un corps de tous ces élémens débandés. Du Paty de Clam s'en charge, part avec cent gendarmes, et c'est fait en quelques heures, par la seule magie de l'ascendant, du sourire et de l'autorité! Les hommes l'écoutent, se reforment, et l'acclament. Puis, il faudrait aussi conduire des renforts à une destination difficile, leur faire franchir l'Argonne à travers des combats et des embuscades, et du Paty de Clam s'acquitte encore de la tâche. Alors, on lui rend un régiment et, le 30 octobre, le 117e enlève sous sa conduite le Quesnoy-en-Santerre à la baïonnette. Il n'a ni clairon, ni tambour, mais ne s'embarrasse pas pour si peu et, ne pouvant faire battre ou sonner la charge, il la chante. Une mauvaise couverture sur les épaules pour mieux cacher son grade à l'ennemi, il entonne, de tous ses poumons : *Y a d'la goutte à boire là-haut, y a d'la goutte à boire!* Les soldats reconnaissent sa voix, il les entraîne

et, leur montrant le village avec un fusil allemand ramassé par terre, il chante toujours, à gorge déployée : *Y a d'la goutte à boire là-haut, y a d'la goutte à boire!* On le suit de plus en plus, l'élan gagne, la troupe reprend le refrain, on marche, on court, on charge, et la place, le soir, est à nous. Objet de l'une les plus belles citations parues à l'Ordre de l'Armée, nommé officier de la Légion d'honneur, blessé, âgé, mal guéri, il succombera aux suites de ses blessures, et mourra de son héroïsme, mais l'héritage en sera recueilli par ses fils, qui semblent, tous les quatre, le recevoir chacun tout entier! Trois fois cité à l'ordre de l'armée, trois fois blessé, chevalier de la Légion d'honneur, Jacques du Paty de Clam, capitaine de chasseurs à pied, est amputé d'une jambe. François du Paty de Clam, capitaine de hussards, est cité à l'ordre de son régiment pour vingt mois de bravoure et de « merveilleux allant. » Blessé, et cité à l'ordre de la brigade, Charles du Paty de Clam sauve son bataillon en se couchant sur une caisse de grenades, pour y faire matelas de son corps et l'empêcher de prendre feu. Commandant de l'*Archimède*, Michel du Paty de Clam est enlevé par une lame en torpillant un transport autrichien, et sombre dans sa victoire... Et voici l'admirable liste des Daras... Georges est prisonnier, et Maurice trois fois blessé. Un troisième, l'aîné, Henri, est amputé d'une jambe et chevalier de la Légion d'honneur. Un quatrième, Charles Daras : la mâchoire fracassée et chevalier de la Légion d'honneur. Un cinquième, Louis Daras : tué à l'ennemi. Un sixième, Pierre Daras : dix-huit ans et tué à l'ennemi. Et le septième, Michel Daras : englouti dans un torpillage en veillant au salut de sa troupe. Il meurt, mais il a sauvé ses hommes!

Nobles familles, et qui devaient l'exemple, mais qui le donnent magnifiquement, et que va cependant dépasser encore celle des de Maistre!

Au général baron de Maistre, arrière-petit-fils d'un maréchal de camp d'Henri IV et chef des barons de Maistre, ou des de Maistre de France, il est resté trois fils de ses nombreux enfans, Armand, capitaine de cavalerie, Emmanuel, capitaine d'artillerie, André, sous-lieutenant de réserve, et la mort du troisième a la beauté de l'épopée. En avant de sa section, il l'exhorte au combat, quand une balle le frappe à la hanche. Sans fléchir, il poursuit son exhortation, tombe foudroyé par une seconde

balle, et ses camarades, la bataille terminée, annoncent sa fin en ces termes :

— Ses dernières paroles ont été : « Je vais me porter en avant »... Son dernier geste a montré le ciel, où il est, et l'ennemi!

Le baron Yvan de Maistre, frère du général, a eu quatorze enfans, parmi lesquels quatre fils, Bernard, Jacques, Joseph et Pierre, et trois d'entre eux accomplissent exploits sur exploits. Parti pour prendre Javrecourt, le lieutenant Bernard de Maistre reçoit une première balle en traversant une zone battue par un feu terrible, n'en tient pas compte, porte le sac d'un de ses hommes plus grièvement blessé que lui, continue à entraîner sa troupe, entre dans le village à la baïonnette, y reçoit une seconde balle, refuse toujours de la prendre au sérieux, est nommé capitaine, et tombe, un an plus tard, en Lorraine, en ralliant sa compagnie, à la tête de laquelle il se bat jusqu'à sa dernière cartouche. « Il est mort face à l'ennemi, écrit un des officiers de son régiment, en héros, en Français, et le fusil à la main! » Le capitaine Joseph de Maistre, quatre fois cité pour son « cran superbe, » et resté légendaire à la fois comme dragon et comme fantassin, accumule, à Verdun, témérités sur témérités. N'ayant plus avec lui, au Bois-Camard, qu'une poignée d'hommes contre tout un gros d'Allemands, il se rue sur eux malgré leur nombre et, le revolver au poing, un gourdin dans l'autre main, les tue, les assomme, et les met en déroute. Puis, après Verdun, c'est Sailly-Saillisel, où il crie à ses soldats : « En avant, c'est pour la France! » et tombe criblé de mitraille, à quelques pas de la tranchée ennemie. Servant dans les dragons au début de la guerre, et déjà de toutes les audaces, il avait, à ce moment, un émule dans un de ses cousins, dragon et lieutenant comme lui, de Maistre comme lui, et s'appelant comme lui Joseph. Également célèbres pour la fougue de leurs raids, et l'un et l'autre de la même brigade, tous les deux du même grade, de même nom, de même prénom, et de même héroïsme, ils étaient alors les deux Joseph de Maistre! Héroïque aussi, le lieutenant Pierre de Maistre, chevalier de la Légion d'honneur, cité comme ses aînés à l'ordre de l'armée, et gravement blessé dans une attaque! Héroïque, le jeune brigadier Baubiet, de Maistre par sa mère, neveu des trois précédens, et tué à dix-huit ans sur ses pièces! Héroïque enfin, le

vieux colonel Henry de Maistre, blessé à Gravelotte quarante-quatre ans auparavant, retraité comme son frère le général, mais ayant réussi à reprendre du service, et y succombant d'épuisement, pendant que son fils, le lieutenant Louis de Maistre, se distingue brillamment dans les batailles de Champagne!

Et, cet élan à servir, les hommes ne sont pas seuls à le suivre dans la famille. Comme leur frère le baron Jacques, qu'une infirmité empêche de porter les armes, mesdemoiselles Geneviève et Jeanne de Maistre se dévouent avec lui au soin des blessés sous les bombes, dans leur ambulance de Vauxbuin, et ne cessent d'y affronter tous les dangers du front, ainsi qu'en témoigne, avec la citation à l'ordre de l'armée, la croix de guerre avec palme attachée à leur corsage d'infirmières!

Maintenant, voici les comtes de Maistre, ou les de Maistre de Savoie. Descendans ou neveux du grand Joseph de Maistre, ils vont être plus prodigues encore des leurs que les premiers, et les soldats de carrière, les martyrs du devoir, les blessés, les morts, vont même sembler, chez eux, ne plus pouvoir se compter!

Au plus fort de la persécution antimilitariste, le comte Rodolphe de Maistre a donné sa démission de capitaine de cavalerie, et vit, depuis dix ans, retiré en Normandie, dans son château de Beaumesnil, lorsque la guerre éclate. Il demande aussitôt sa réintégration, l'obtient, est nommé commandant, chevalier de la Légion d'honneur, cité à l'ordre du régiment, et ses deux fils aînés, Joseph et Henri de Maistre, se distinguent en même temps chacun dans son armé. Sous-officier de dragons, Joseph fait toute la campagne de Belgique, perd son cheval dans une fondrière à l'affaire de Saint-Vincent-Rossignol, n'échappe aux Allemands qu'en traversant la rivière à la nage, se cache dans les bois, rallie en route des hommes partis pour se rendre, et les ramène avec lui dans nos lignes. Henri, mobilisé comme sergent, est gravement blessé dès le début de la campagne, guérit, repart, est nommé sous-lieutenant, et blessé de nouveau à l'Hartmansweillerkopf, où il reste aux mains de l'ennemi avec les débris de son régiment. Il avait reçu sa première blessure dans une reconnaissance de nuit et, rampant alors au fond d'une tranchée, d'où il cherchait à voir dans la tranchée voisine, il y apercevait les Allemands, faisait un signe

à ses hommes, leur recommandait le silence, et recevait une balle, mais ne bronchait pas, quand un de ses soldats en recevait une à son tour, et ne pouvait s'empêcher de gémir.

— Chut! lui murmurait de Maistre, tu vas nous faire découvrir... Tais-toi, ça ne fait pas de mal... Je viens d'en recevoir une, je le sais bien!...

Oncle et grand-oncle du comte Rodolphe et de ses enfans, le comte Eugène de Maistre a eu, parmi les siens, Pierre, Xavier, Maurice et Béatrix; et, à cinquante-deux ans, le Père Pierre de Maistre, professeur à l'Université de Beyrouth, part comme aumônier militaire, pendant que ses deux frères, les commandans Xavier et Maurice de Maistre rentrent en activité. Affreusement brûlé par les jets de liquides enflammés, le commandant Maurice de Maistre est fait prisonnier, jeté dans un camp de représailles, en subit toutes les horreurs, et son fils, pendant ce temps-là, s'engage à dix-huit ans, comme le font également ses trois cousins germains, les fils de Béatrix, sœur de son père et de ses oncles, les jeunes de la Chevasnerie, dont l'un sera tué, un autre gravement blessé, et le troisième deux fois trépané. Puis, ce sont les fils du comte François de Maistre, André, Joseph, Jean et François-Benoît. Déclaré inapte, André, malgré tous les obstacles, parvient à entrer dans les transports, et fait les campagnes les plus dures, la Belgique, Verdun, la Somme. Frappé du plus cruel des deuils par la mort de sa jeune femme, et père de cinq enfans, Joseph, lieutenant de dragons, et l'émule en hardiesse de l'autre Joseph de Maistre, ne passe pas, en trois mois, une seule journée sans livrer un combat ou faire une reconnaissance. Terrassé à la fin par un éclatement de marmite, laissé pour mort, sauvé par son ordonnance, nommé capitaine, trois fois proposé pour la Légion d'honneur, trop abîmé pour remonter en selle, il entre dans l'aviation, et se fait des ailes de ses infirmités. Blessé et prisonnier, le quatrième, François-Benoît, est emmené dans un camp d'Allemagne, et Jean, le troisième, réformé d'abord comme André, admis ensuite dans un bataillon de marche, puis blessé comme Joseph et François-Benoît, ne veut quand même pas rester inutile, et passe, lui aussi, dans les services aériens. Des ailes! Des ailes! Il voudrait pouvoir voler lui-même à l'ennemi, mais ne le pourra pas, aidera du moins à la lutte autant que le lui permettront ses forces, et deviendra *dépanneur*. Il ira, sous les

balles et sous les bombes, délivrer les avions en panne, leur rendre la volée et leur rouvrir l'espace!

Aucune lecture ne va au cœur comme ces lettres de héros pieusement recueillies par les leurs, ou ces récits de leur vie et de leur mort par un père, un frère ou un ami, où l'âme des disparus semble s'être enfermée pour y parler encore à ceux qui restent. Saintes et précieuses plaquettes de famille comme *La Mort du Chef* ou les *Lettres* de Jacques et d'Augustin Cochin, et l'une des plus émouvantes est celle qui porte à la fois pour titre et pour dédicace : *A mon cher petit-fils Henri de Maistre, tombé glorieusement pour la France à l'assaut de Souchez, le 25 septembre 1915. Père A. du Bourg.* Le vieillard, dont la main bénissante a tracé ces lignes si tendrement paternelles, est le vénérable Dom du Bourg, supérieur des Bénédictins de Paris, ancien officier retiré dans les Ordres, et grand-père des trois fils du comte Ignace de Maistre. Le premier, Joseph, est blessé, et le second, Henri, celui qui doit mourir, envie gaîment à son « grand, » dans une vaillante et charmante lettre à leur mère, la gloire d'avoir reçu « le baiser de l'obus, » mais l'aura bientôt reçu lui-même, et c'est alors que l'aïeul lui dédiera les quelques pages de larmes et de fierté, qu'il signe comme en tremblant : *Ton bon papa*. Le noble petit héros n'avait pas vingt ans, mais un vengeur se lève déjà pour lui dans son jeune frère François, qui n'en a pas dix-huit, et s'engage dans le régiment où vient de tomber son aîné!

Du Bourg, de Laubier, Dartige du Fournet, Plan de Sieyès de Veynes, tous ces noms, dans ce glorieux tableau familial, doivent encore se ranger autour de celui de Maistre. Deux fois blessé, à Bagatelle et à Verdun, Michel du Bourg, neveu de Dom du Bourg, et de Maistre par sa mère, quitte la cavalerie pour les chasseurs à pied, pendant que son frère Charles fait d'abord campagne au Maroc, où il est de tous les raids, pour s'engager ensuite dans l'aviation où il va se broyer une jambe dans une chute de deux mille mètres. Leur mère, pendant ce temps-là, Mme du Bourg, gagne elle-même la médaille d'infirmière sous les bombes à Bar-le-Duc, et leur cousin Gabriel entraîne ses dragons partout! Neveux du Père Dominique de Maistre, les deux frères de Laubier et leur cousin Dartige du Fournet ont l'enthousiasme du péril. Six officiers se présentent à leur colonel comme volontaires pour l'aviation, et Léon de

Laubier est des six. Ensuite, deux seulement d'entre eux, en voyant s'abattre un avion, et le pilote et l'observateur broyés sous leur appareil, maintiennent leur candidature, mais Léon de Laubier est des deux. Dieudonné, son cadet, s'engage à dix-sept ans, est nommé brigadier, maréchal des logis, cité à l'ordre du régiment, puis de la division, et va chercher, sous la mitraille, les blessés qu'il ramène sur ses épaules. Quant au jeune Dartige, il est si pressé de courir au feu qu'il invente un nouveau genre de désertion, la désertion héroïque. Il trompe ses chefs, trompe son oncle le jésuite à l'autorité de qui il est confié, saute en fraude dans un train à destination du front, se jette enfin dans la bataille, est blessé au visage, à la main, à la poitrine, perd un doigt, a le corps et la figure zébrés de cicatrices, mais ne s'en porte pas plus mal, et ne tient toujours pas en place, dès qu'il n'est plus en danger!

Cinq fils au front, et qui semblent, tous les cinq, moins relever quelquefois de l'histoire que de la légende, c'est le bilan de famille du marquis de Sieyès de Veynes, cousin germain du comte François de Maistre. Capitaine de réserve, grièvement blessé aux Éparges, et réduit par sa blessure à quitter l'infanterie, l'aîné, Jean de Sieyès, passe dans l'aviation, y multiplie les exploits, et disparaît dans un combat, en incendiant un Drachen. Il survit, mais tombe en Hanovre, où il est retenu prisonnier. Également capitaine, le second, Joseph de Sieyès, accourt de Chine où l'a surpris la guerre, passe de la réserve dans les coloniaux, est blessé en Champagne, et rejoint sa compagnie sans avoir pris le temps de guérir. On lui propose de la quitter pour passer dans l'État-major, mais il refuse. Il s'est attaché à ses soldats comme ils se sont attachés à lui, ils l'aiment comme il les aime, et il tombera à Belloy-en-Santerre, victime de sa fidélité à ses hommes. Ayant reçu l'ordre d'occuper avec eux un emplacement trop terriblement périlleux, il a voulu l'occuper seul, afin d'exécuter l'ordre, mais les a mis, en même temps, à l'abri de l'extermination! Le troisième est Jacques de Sieyès. Vingt-trois ans, capitaine et chevalier de la Légion d'honneur, il a livré combats sur combats, obtenu citations sur citations, reçu blessures sur blessures. Un bras cassé par un éclat d'obus, l'autre par une balle, une jambe broyée par une bombe, il lui reste cependant encore assez de lui-même pour pouvoir se faire aviateur, et il y laisse

encore deux de ses doigts, mais ne vole qu'avec plus d'entrain, avec ses bras brisés, sa jambe coupée et sa main mutilée, aux Drachens et aux Fokkers. Une nouvelle citation à l'ordre de l'armée témoigne alors, une fois de plus, de l'admiration qu'il excite, et de la main, ou de la demi-main qui lui reste, il écrit à sa mère, entre ses envolées, des lettres pleines de foi religieuse et de gaîté. Xavier est le quatrième. Médaillé militaire, blessé, deux fois cité pour ses coups de main, il a vingt ans, et le cinquième, Bernard, qui en a dix-sept, veut s'engager dans les hussards, mais est réformé au corps, parvient à passer dans l'artillerie, doit aussi la quitter à la suite de ses blessures, se réfugie alors comme ses trois frères encore vivans dans la guerre aérienne, et sera mitrailleur là-haut. Ne pouvant plus, ni les uns, ni les autres, servir et se battre sur terre, ils s'en vont se battre et servir dans l'espace. Des ailes, des ailes, des ailes! est comme le cri de la famille, et l'héroïque défilé n'est pas encore clos! Arrière-petits-fils de Marie, d'Anne et de Jeanne de Maistre, les de Toytot, les de Buttet, les de Surigny, les de Foras, se trouvent aussi au rendez-vous du devoir et de l'immolation. Le capitaine Pierre de Toytot : mort au champ d'honneur! Le capitaine Xavier de Buttet : blessé et prisonnier de guerre! Le lieutenant Humbert de Buttet : blessé et prisonnier de guerre! Le capitaine Louis de Buttet : mort au champ d'honneur! Le capitaine Pierre de Surigny : mort au champ d'honneur! Le capitaine Rodolphe de Foras : mort au champ d'honneur!

Si remplie de ces glorieux exemples que soit déjà ainsi, dans ces années de cataclysme, l'histoire d'une famille illustre, il en est cependant encore un sans l'évocation duquel elle resterait incomplète.

Vers 1904 ou 1905, le comte Barle de Foras émigrait de Savoie avec ses enfans pour le Canada. Quelques années auparavant, son père, le comte Amédée, avait occupé la charge de grand maréchal à la Cour de Bulgarie, et sa petite fille, la petite Ferdinande, la première née du comte Barle, avait eu le roi pour parrain. Le prince, malheureusement, faisait ensuite abjurer le Catholicisme à son fils Boris pour le culte schismatique, et le vieux comte Amédée ne se regardait plus comme autorisé par l'honneur à rester à son service. Sans vouloir même s'arrêter à ce qu'une rupture avec son souverain allait

lui faire perdre, il n'hésitait pas à rompre, se résignait d'avance aux épreuves qui ne pouvaient manquer de lui advenir, et l'exode de ses enfans, pour les régions perdues où ils s'étaient expatriés, n'en avait été que la conséquence.

Puis, le temps avait passé, et les de Foras se faisaient à la vie d'Amérique, lorsque le coup de tonnerre de la guerre leur arrivait dans leur exil. Le comte Barle avait dix enfans, et Ferdinande, leur aînée, la filleule de l'apostat, sentait alors se réveiller en elle toutes ses générosités héréditaires. Ses frères étaient partis défendre leur pays, ses oncles étaient comme eux sur les champs de bataille, des Anglaises et des Canadiennes s'engageaient elles-mêmes pour le service des blessés, et sa résolution était vite prise. Elle s'engagerait comme elles, et rien ne l'arrêterait, ni les difficultés, ni la longueur du voyage, ni les prières ni la tendresse même de ses parens ! Et elle s'embarquait pour la France, se rendait à l'ambulance de Dinard où l'envoyait la Croix-Rouge, et où sa foi, sa jeunesse et sa race accomplissaient des prodiges. Mais elle allait y perdre sa santé, y contractait un mal qui ne lui pardonnait pas, et mourait à Genève, le 19 décembre 1915, décorée dans ses derniers jours de la Médaille d'Or des épidémies, entourée de l'affection de parentes accourues à son appel, et martyre de sa charité !

Fors l'Honneur nul souci... C'est la vieille devise des de Maistre, et ils ne devaient pas y forfaire. Du vieux blason de famille, et des pages immortelles de l'écrivain-prophète, toute une tribu héroïque devait se lever ainsi dans les descendans, les neveux et les porteurs mêmes du nom ! Après le génie du premier, les vertus et la foi des autres ! Après le plus riche héritage de vérité, la plus riche abondance de sang joyeusement donné !

MAURICE TALMEYR.

LES ANZACS

L'HÉROÏQUE ODYSSÉE DES NÉO-ZÉLANDAIS

Ils habitaient les solitudes herbeuses des antipodes. La longue distance, la nature même des choses devaient les tenir en dehors de nos conflits. Et, cependant, ils sont montés, un jour, par milliers dans des navires qui les emmenèrent loin de leur sol natal. Ils ont traversé un océan et deux mers, défendu le canal de Suez, lutté contre la Turquie dans les sables du Sinaï et au détroit de Dardanus, non loin de l'antique Troade; ils sont allés briser les assauts des Arabes fanatiques qui voulaient faire du Grand Senoussi le nouveau maître de l'Égypte; ils ont, au galop de leurs chevaux rapides, enlevé cette citadelle d'El Arish où, en 1800, Kléber négociait avec les Anglais. Hier, ils versaient leur sang en Picardie; ils sont, aujourd'hui, parmi les plus héroïques soldats de la bataille des Flandres.



Isolées dans un océan où les compétitions des puissances pour s'assurer des bases navales étaient incessantes, visées par l'expansion japonaise, témoins des intrigues allemandes aux îles Samoa, ne pouvant guère compter sur la mère patrie (on sait que la Nouvelle-Zélande est, depuis 1907, rattachée à l'Angleterre en qualité de Dominion,) les deux îles du Pacifique avaient compris de bonne heure la nécessité de se donner une

solide organisation militaire. Elles y avaient réussi, et c'est lord Kitchener qui, bien avant la guerre actuelle, reconnaissait la valeur de l'armée néo-zélandaise, et proclamait la haute qualité de ses élémens. Le mois d'août 1914 trouva donc le pays dans un état de préparation à la guerre qu'eussent pu lui envier tous les autres dominions, y compris le Canada lui-même.

Dès qu'elle apprit que le gouvernement de Londres s'engageait avec la Russie, la France et la Belgique contre les pays germaniques, la Nouvelle-Zélande donna un splendide exemple d'union sacrée. Avant l'heure fatale, le 31 juillet 1914, lorsque M. Massey, premier ministre, annonçait à la tribune de la Chambre des représentans qu'il venait d'offrir à la métropole de lui envoyer un corps expéditionnaire, d'un même mouvement tous les députés se levèrent et entonnèrent l'hymne national. L'opposition, par la bouche de son leader, sir Joseph Ward, affirma son loyalisme : elle soutiendrait de tout son pouvoir le gouvernement dans sa difficile tâche. Lorsque, le 5 août, la guerre fut déclarée, une manifestation spontanée de la foule rassembla dix mille personnes pour acclamer la mère patrie.

Sans qu'aucun appel eût encore été adressé à la population, d'eux-mêmes les hommes s'offraient en masse. Dans la seule ville d'Auckland, — la vieille cité entourée du prestigieux décor de ses soixante-dix pics rangés comme une garde d'honneur, — il y avait mille engagés quelques heures après l'annonce officielle de l'intervention britannique. Dès le 20 août, les six mille hommes promis à la métropole étaient rangés l'arme au pied avec un équipement parfait. Cependant, d'autres effectifs, déjà, attaquaient les îles allemandes du Pacifique (1). L'enthousiasme gagna la population tout entière et les Maoris eux-mêmes, antiques maîtres des îles et anciens adversaires des Anglais, réclamèrent leur place dans l'armée. La tribu des Ngaputis, notamment, à l'instigation de son chef Kawiti, se montra d'une particulière ardeur, tirant argument auprès des autorités de ce qu'on permettait bien aux Hindous de s'engager. Aussi dut-on former un premier groupe de cinq cents Maoris.

(1) Voyez la *Revue* du 1er décembre 1915.

***

Justement préoccupés de l'hygiène de leurs troupes, les Néo-Zélandais établirent leur camp dans un endroit des plus salubres. Ce fut la petite ville de Featherston, à faible distance de Wellington, la capitale du pays. Sous les ombrages des monts Rimutaka, on vit pousser, comme autant de champignons venus en l'espace d'une nuit, des centaines de petites maisons basses en planches auxquelles travaillèrent aussitôt mille charpentiers. Trois cents habitations, plusieurs kilomètres de rues bordées de théâtres, de clubs, de cantines et de cafés formaient le cœur de la nouvelle cité. Les Anzacs se plurent à noter que leur camp couvrait cinquante acres et qu'il ne fallut pas moins de trente mille kilos de clous pour assembler leurs nouvelles demeures. Fervens du billard, ils s'assurèrent vingt-huit jeux où les carambolages se succédèrent sans fin. Chaque cuisine nourrissait seize cents hommes qui se répandaient dans seize réfectoires immenses. Les dortoirs furent l'objet de soins tout particuliers : les abords et l'intérieur en étaient, la nuit, éclairés par trois mille lampes électriques. Bientôt, le service postal fonctionnait avec une remarquable régularité.

L'instruction des troupes se poursuivit active et méthodique. Autour du camp, tranchées, ouvrages de campagne, étaient établis d'après les méthodes les plus récentes par des instructeurs venus du front occidental. Dans le camp de Papawai, artilleurs et mitrailleurs, signaleurs et tirailleurs, s'exerçaient au milieu de champs remplis de lance-bombes et de blockhaus ; puis, leur entraînement terminé, par groupes de deux mille hommes, ils gagnaient la ville de Trentham.

Bientôt devait se poser le problème de la conscription. Pendant les premiers mois, le comité de guerre britannique n'avait demandé que neuf cents soldats de renfort mensuel. A la fin de 1915, devant la résistance croissante de l'Allemagne, il réclama une contribution de deux mille cinq cents hommes par mois. Malgré quelques opposans travaillistes, la loi militaire que proposa le colonel Allen, ministre de la Guerre, fut votée, le 10 juin 1916, par trente-quatre voix contre quatre, aux acclamations de la Chambre entière.

L'arme est forgée maintenant, nous pouvons suivre les Néo-Zélandais sur les champs de bataille.

EN ROUTE POUR L'ÉGYPTE

La Nouvelle-Zélande commença par se débarrasser de son plus proche adversaire en conquérant les îles Samoa, petite colonie allemande qui, à vrai dire, ne pouvait offrir aucune résistance. Mais la maîtrise du Pacifique appartenait, alors, à l'escadre de l'amiral von Spee que l'on savait dans la région. Or, le convoi qui transportait le corps expéditionnaire néo-zélandais vers l'Égypte devait faire la première partie du voyage sous la seule protection de trois petits croiseurs. Aussi, la traversée jusqu'à la Nouvelle-Calédonie fut-elle périlleuse. A Nouméa, le convoi reçut de toute la colonie française un accueil triomphal, tandis qu'il y rejoignait le croiseur de bataille *Australia* et le croiseur cuirassé français *Montcalm.*

Après une escale au Fiji, nos nouveaux alliés s'emparèrent, sans coup férir, du port d'Apia dans l'île Upolu (1), dont la population allemande fut déportée. Le colonel Logan fut nommé gouverneur. Puis il fallut remplacer les autorités germaniques déchues; c'est ainsi, rapporte le *Times*, que l'on vit de simples soldats devenir juges de paix ou collecteurs d'impôts : ils devaient, plus tard, abandonner volontairement ces places de tout repos pour rejoindre au combat leurs camarades de Gallipoli.

Embarquer pour l'Europe le corps expéditionnaire néo-zélandais, tandis que les corsaires ennemis tenaient encore le Pacifique, ne fut pas une petite affaire. On dut organiser une garde sérieuse autour des douze vapeurs de commerce affectés au transport des premiers huit mille hommes.

Le départ eut lieu de Wellington, en grand mystère, à la fin du mois d'octobre. C'était dans le silence de la nuit. Seul, le bruit d'une houle légère troublait la paix de ce coin du détroit de Cook. Le long des jetées qui font face à Blenheim, des masses sombres se détachaient. Au large, immobiles mais empanachés d'étincelles, plusieurs croiseurs anglais avec, au milieu d'eux, un colosse d'acier. L'alliance anglo-japonaise commençait à jouer sur ce point extrême du globe. Le grand croiseur de bataille *Ibuki*, jaugeant 14 600 tonneaux, filant

(1) Là résida longtemps le célèbre romancier Robert-Louis Stevenson, auquel le regretté Teodor de Wyzewa a consacré des pages que n'ont pas oubliées nos lecteurs.

21 nœuds et portant quatre 305, s'apprêtait à protéger le convoi contre le *Gneisenau* allemand et ses deux 110. Soudain, des coups de sifflet percèrent la nuit. Les grands corps silencieux et immobiles se mirent à creuser l'eau de leurs doubles hélices. L'un après l'autre, ils lâchèrent leurs amarres... Quand, le lendemain, la population s'éveilla, le port de Wellington était vide : elle ne vit plus les larges vaisseaux gris qui avaient emporté son premier tribut à cette interminable guerre.

Après cinq jours de navigation, le convoi vint toucher le port d'Hobart et ce fut un spectacle grandiose que celui de ces vaisseaux battant pavillon de guerre qui se détachaient sur le lointain mont Wellington coiffé de neige resplendissante. Quittant la capitale tasmanienne, les Néo-Zélandais laissèrent le golfe des Tempêtes qui se confond, au loin, avec la mer australe et vinrent, au large d'Albany (1), faire leur jonction avec les autres escadres qui, désormais, devaient accompagner, à la fois, les troupes australiennes et néo-zélandaises.

Dès lors, formé de trente-deux navires, le convoi déroula sa théorie mouvante empanachée de noir sous la garde d'une escadre où se mêlaient les pavillons d'Angleterre et du Japon. Les jours et les nuits passèrent, réservant au commandant des heures d'angoisse. C'est qu'il savait que des croiseurs ennemis rôdaient sur ces mers; il savait surtout que se trouvait quelque part, embusqué, l'*Emden*, le fameux corsaire qui rendait ces parages terriblement dangereux.

Les craintes de l'amiral parurent bientôt justifiées. Les navires marchaient vers Colombo, lorsque, en plein océan Indien, au large de Sumatra, soudain, les hommes qui flânaient sur les ponts virent le croiseur australien *Sidney* quitter l'allure pacifique pour le branle-bas de combat. Aussitôt, il s'éloigna à toute vapeur vers un petit archipel connu sous le nom d'îles Coco ou Keeling. C'était à 3 800 kilomètres de toute terre importante. Quelques rares habitans vivent sur cette terre perdue aux plages frangées d'argent que surplombe la verdure d'une ceinture de cocotiers. Un radiotélégramme venait de signaler aux gardiens du convoi la présence de l'*Emden*, et c'était à la poursuite du corsaire que partait le croiseur australien.

(1) Albany est le port principal de l'Australie sud occidentale. C'est une escale entre Melbourne et la West-Australia.

Sous le commandement du capitaine von Muller, l'*Emden* s'était approché des îles Keeling, luttant contre les vents et la houle, pour détruire le poste de T. S. F. qui s'y trouvait : ce qu'il fit, mais trop tard heureusement! Un piquet de marins envoyés à terre vint bien s'emparer des fonctionnaires anglais, mais pas avant que ceux-ci eussent lancé un dernier radio qui devait causer la perte de l'agresseur. Tandis que le mât de T. S. F. s'abat et que les Allemands, à coups de hache, en déchiquettent les débris, un groupe de pionniers cherche à couper les trois câbles sous-marins qui réunissent l'île à Perth, Batavia et Rodriguez. Un seul est découvert et mis hors de service. A 9 heures 20, l'ennemi regagnait son bord et l'*Emden* s'éloignait.

Cependant, le *Sidney* approche. A 9 heures 40, il ouvre le feu, recevant lui-même une vigoureuse réponse de l'ennemi. A 11 heures 20, mâts et cheminées de l'*Emden* sont rasés, et le corsaire s'en vient échouer sur le sable qui ourle l'île qu'il avait quittée peu de temps auparavant. Tandis que le *Sidney* s'écarte pour sauver les passagers du vapeur anglais *Buresk*, la dernière victime de l'*Emden*, celui-ci se raidit dans un suprême sursaut d'énergie. A 16 heures 30, le capitaine Glossop somme les Allemands de se rendre. Von Muller refuse. Le croiseur australien couvre, alors, l'ennemi d'un rideau d'acier : cinq minutes à peine s'écoulent et l'*Emden* hisse le drapeau blanc. Il avait eu 8 officiers et 111 hommes tués, plus 56 blessés. Le *Sidney* ne comptait que 16 marins hors de combat.

La destruction de l'*Emden* était le premier fait d'armes de la marine australienne : ce fut un magnifique succès.

Le convoi continue son voyage, atteint Aden, remonte la Mer-Rouge et rencontre au canal de Suez les premiers signes de la guerre : sur ses deux berges sablonneuses, des troupes en grand nombre creusaient des tranchées. Hindous et Anglais acclamèrent le corps australasien à son passage, tandis que l'équipage d'un vaisseau de guerre français l'accueillait au chant de *la Marseillaise;* à bord des trente-deux vapeurs, trente mille voix répondirent par le *God save the King*.

C'est à Port-Saïd que les Anzacs devaient être informés de la destination qui leur était assignée : le 4 décembre, ils débarquaient à Alexandrie, après sept semaines de navigation ininterrompue.

Durant plusieurs jours, une vie intense se déversa sur les vastes quais du grand port égyptien. Le ciel était coupé par l'incessant va-et-vient de soixante grues, qui débarquèrent chevaux, canons, voitures, matériel de campement. Puis, tous ces hommes, tous ces chevaux, tout ce matériel s'ébranlent. C'est un nuage de poussière, d'où émerge une longue coulée de têtes, d'encolures, de bâches, où le soleil allume des clartés dans le reflet de l'acier. C'est un sourd murmure qui se perd dans le lointain, devant la merveille de cette nouvelle course aux Pyramides. Le 5 décembre, au soir, les Néo-Zélandais commençaient d'atteindre le camp de Zeitoun, à 1 500 mètres d'Héliopolis, qui allait aussi attirer à elle les Australiens, un moment campés devant Mena. Sur l'aérodrome, les tentes s'élèvent, les rues se forment, les magasins s'organisent. Et les chevaux mesurent leur cadence, heureux de se détendre après une longue immobilité.

A partir de ce jour, le Pacifique se trouva représenté dans le camp des Alliés par une force considérable. Le général Godley en prit le commandement, et l'on désigna ce corps sous la dénomination encombrante de *Australian and New-Zealand Army Corps*, qui devait être remplacée, bientôt, par le commode diminutif *Anzac*, d'auteur inconnu, et réservé à une prompte illustration.

Héliopolis connut, alors, une vie pour laquelle ceux qui avaient présidé à sa somptueuse installation ne l'avaient certainement pas faite. En la ressuscitant des sables qui, jadis, ensevelirent les restes de la cité lumineuse, ne l'avaient-ils pas destinée à devenir le plus agréable des séjours pour les hivernans d'Égypte? Et voici que la guerre s'en emparait. Il fallait soumettre à un entraînement intensif et sévère les Néo-Zélandais, peu accoutumés aux manœuvres longues et pénibles. Tout de suite, en dépit de la température excessive qui règne en Égypte, on débuta en plaçant sur le dos de chaque homme un équipement de quarante livres. Puis, sous un soleil torride, on les fit marcher, marcher encore et sans cesse sur ce sable mou qui fuit à la moindre pression et triple la longueur des étapes.

Aux premières lueurs de l'aube, dans l'or pâle du ciel, les clairons sonnent et le camp s'éveille. Les préparatifs de départ sont vite terminés; les colonnes s'ébranlent dans la fraîcheur

matinale; une allégresse se peint sur tous les visages. Mais bientôt, à mesure que le soleil darde plus droit ses rayons, la chaleur augmente et les hommes commencent à souffrir. Après une ou deux heures, les souliers, les armes sont surchauffés, au point que leur seul contact donne une impression de brûlure. Un nuage de sable monte toujours plus haut, toujours plus épais autour de la colonne en marche. La soif grandit et, cependant, on refuse au soldat altéré la boisson dont un mirage lui fait imaginer le délice, car ce serait diminuer, sur-le-champ, ses moyens de résistance. Silencieux, obstinés, les Anzacs, — tous volontaires de guerre, — continuent de marcher, les yeux brûlés et la bouche sèche avec, entre les dents, des grains de ce sable fin qui les exaspère. Enfin, quand le clairon sonne : fin d'étape, les hommes se groupent dix par dix, déposent le sac, se restaurent d'une ration de pain et de fromage. Et la marche reprend, interminable, sur la route sablonneuse et brûlante qui de Suez s'allonge, éclatante de lumière, vers la lointaine et pourtant proche Héliopolis.

Nulle fatigue, nulle contrainte ne rebuta les Anzacs, pourtant si peu habitués à la discipline, si jaloux de leur indépendance. Ainsi, cette armée sans passé, sans tradition, née d'un jour, si on la considère au regard de ses nouvelles obligations, devint un corps puissant, entraîné, d'une souplesse exemplaire. Les Anzacs allaient constituer une élite.

Des trente mille Australiens et Néo-Zélandais réunis à Héliopolis, le lieutenant-général Birdwood qui les commandait fit une division mixte qu'il confia au général Godley, auteur de l'organisation militaire de la Nouvelle-Zélande. Et aux premiers jours de février 1915, sur un ordre soudain, nos alliés du Pacifique montaient en chemin de fer, dirigés vers le canal de Suez.

A ce moment, la menace de Djemal pacha contre cette ligne de communication essentielle, sinon vitale pour l'Entente, se révéla d'une gravité insoupçonnée. Le haut commandement égyptien fit appel à toutes ses forces. L'attaque s'annonçait imminente. De leurs courses lointaines par-dessus la péninsule du Sinaï, les aviateurs rapportaient l'annonce de fortes concentrations d'armées. Les points d'eau leur avaient paru grouiller de monde ; et ils ne se trompaient pas. Les informations aériennes se trouvèrent confirmées, lorsque, sur les côtes dorées du désert, les patrouilles britanniques virent se profiler les pre-

miers chevaux kurdes. Et cette vision étonnante ne fut pas inutile pour convaincre certains esprits sceptiques qui persistaient à juger infranchissable par une armée l'immensité désertique tendue à l'Est du fameux canal.

Un matin, comme l'aube venait à peine de poindre, les yeux encore lourds d'un sommeil trop tôt interrompu, les Néo-Zélandais durent s'ébranler. D'un vigoureux coup de reins ils hissèrent sur leurs épaules le pesant sac de marche et, de leur pas cadencé, gagnèrent par la berge blanche El Ferdan, à six milles au Nord d'Ismaïlia. Là, sur la rive d'Asie du canal, deux compagnies de Gourkas tenaient une tête de pont solidement occupée. Le matin même, armés de leur redoutable kukris, ils venaient de surprendre une patrouille ennemie. Aussi, sentant l'attaque proche, l'état-major leur dépêcha-t-il du renfort, et ce furent deux compagnies du régiment néo-zélandais de Canterbury qui rallièrent l'avant-poste, dans la nuit du 1er février 1915.

Le soir tombe et l'immense lagune d'Ismaïlia s'illumine subitement de feux inconnus. En temps de paix, ses eaux sans profondeur ne s'éclairaient que des pâles clartés lunaires, tandis qu'à l'Orient scintillaient les lumières d'Ismaïlia. Mais, ce soir-là, tous les projecteurs du croiseur *Clio* flamboyèrent soudain et par-dessus la lagune se tendit une voûte d'acier faite des obus qu'échangeaient le vaisseau et les canons ottomans. Et ce fut au son des grosses pièces de marine, à la lumière des flammes géantes qui sortaient de la gueule des canons, que les Néo-Zélandais reçurent le baptême du feu, tandis que, en dépit des éclaircies subites qui les indiquaient aux coups de l'ennemi, un bac mené par les Gourkas les conduisait sur la rive orientale.

Le lendemain, ils occupaient la gare d'El Ferdan.

Dans la nuit suivante, les Anglais avaient atteint le passage entre Ismaïlia et Tussum, lorsque la XXVe division turque déclencha son attaque. A la lueur des obus, sous la clarté fulgurante des projecteurs, illuminés par le parasol multicolore des fusées, les Anzacs voyaient distinctement des formes noires se profiler sur la rive opposée. Dans le lointain, des feux de bengale de leurs flammes rouges, vertes et bleues, lançaient autant d'ordres d'attaque aux soldats de Djemal, tapis dans les rides du sable. Et les Anzacs, saisissant alors leurs larges pelles au manche court, se creusèrent, en hâte, des tran-

chées sur la berge. Mais à peine avaient-ils commencé qu'en face d'eux l'ennemi annonçait sa manœuvre. Et l'on vit, spectacle stupéfiant, de larges bacs de tôle noire qui, poussés par d'invisibles bras, s'avançaient vers la raie à peine ridée des eaux. Ainsi donc, les Turcs avaient pu traverser le Sinaï entraînant à leur suite tout cet encombrant et lourd train d'équipage!

Les mitrailleuses néo-zélandaises commencèrent, aussitôt, d'entrer en action et les balles, frappant sans trajectoire les pontons métalliques, y battirent un infernal branle-bas jusqu'à ce que ceux-ci, troués de part en part, demeurèrent incapables d'aucun service. Décontenancés, les Turcs se rejettent en arrière et s'abritent, en hâte, dans des trous d'obus. Mais ils n'y peuvent demeurer longtemps, car les 305 des cuirassés anglais ancrés dans le lac Timsah et les 274 du garde-côte français *Requin* bouleversent le sol, soulevant, dans un indescriptible mélange, de blondes gerbes de sable et des débris humains.

La nuit suivante fut marquée par de nouvelles angoisses : la canonnade fit rage. Or, au matin, on s'aperçut que les Turcs battaient en retraite. Des centaines de cadavres, à demi enfouis déjà sous le sable, disaient assez ce que coûtait à Djemal pacha sa tentative avortée. Un officier allemand gisait à moins de cent mètres du canal. À ses papiers on le reconnut pour le major von dem Hagen; et, tandis que des Indiens creusaient de larges fosses pour y ensevelir les morts, on fit à l'officier allemand les honneurs d'une tombe à part. Sur un large espace le sol était jonché de débris de toute sorte, fusils, cartouches, boîtes à munitions déjà remplies de sable. Au loin, dans un nuage mouvant que rosissait le soleil, un parti d'infanterie néo-zélandaise tiraillait contre l'arrière-garde ottomane. Puis, de nouveau, un calme relatif renaissait autour du canal. Le danger semblait éloigné; les Anzacs rentrèrent à Héliopolis et reprirent le même et monotone entraînement, creusant, le matin, des tranchées d'exercice qu'au soir le sable du désert poussé par le vent remplissait à demi.

VERS GALLIPOLI

Si le rôle des Anzacs dans la campagne du Sinaï était demeuré, jusqu'ici, à peu près inconnu, il n'en va pas de même pour leur superbe conduite aux Dardanelles. Les combats soutenus par

les troupes du Pacifique aux portes de Constantinople, leur résistance indomptable contre de furieuses contre-attaques, leur ardeur offensive ont créé dans ces troupes d'élite un esprit de corps désormais célèbre dans l'Empire britannique tout entier; on dit couramment : « The spirit of Anzac. »

Aux premiers jours d'avril 1915, les Néo-Zélandais quittaient le sol des Pharaons par le port d'Alexandrie, à bord de vapeurs allemands capturés, comme le *Lützow* et le *Derfflinger*, qui apparurent, bientôt, devant la rocheuse île de Lemnos. Et voici que dans la rade de Moudros, voisinent tous les pavillons alliés. A côté des quatre cheminées si caractéristiques du croiseur russe *Askold*, se profilant sur le ciel, les tourelles du *Gaulois* et du *Bouvet*, aujourd'hui glorieux disparus, dominent les monstrueux canons de la *Queen Elisabeth.* Autour, c'est l'incessante allée et venue de petits navires : une vedette automobile coupe le sillage d'un sous-marin anglais qui revient de la Marmara, un destroyer appareille pour une exploration des côtes turques. Un navire-hôpital oscille lentement sous l'effet du roulis, tandis qu'au mât du sémaphore montent et descendent dans leur langage figuré des drapelets multicolores. L'île elle-même n'est qu'un vaste camp où les Néo-Zélandais, venus des antipodes, voient, comme dans un kaléidoscope, défiler tous les types de l'humanité. Ces hommes agiles et vigoureux en kaki, là-bas, sur la route, ce sont les Anglais du Lancashire : ils croisent, en échangeant de joyeux bonjours, une colonne de Sénégalais au sourire d'une blancheur éclatante. Ces courtes tentes qui s'étagent au flanc de la colline abritent des coloniaux français, ces marsouins, la vieille garde de la troisième République. Ceux-là, ils sont allés partout : en Indo-Chine, au Sahara, à Madagascar, au Congo, avant que l'année 1914 les rappelât en Europe pour de nouveaux combats. Plus loin, de grands cols bleus et des bérets étroits : ce sont les marins de la division navale anglaise. Ici, des artilleurs caressent la gueule grise des légers 75, tandis que passent des Martiniquais portant la soupe à l'escouade. Ailleurs, c'est la Légion étrangère, qui va, bientôt, mériter une des premières parmi ces citations qui lui ont valu, depuis, la fourragère jaune et verte.

Vint le jour où ces multitudes bariolées s'engouffrèrent dans les flancs profonds des navires : le 24 avril, tous ces vapeurs appareillaient, tandis qu'à bord des cuirassés les musiques mili-

taires entonnaient les hymnes nationaux. Le lendemain, déjà, beaucoup des Néo-Zélandais partis joyeux, la veille, dormaient leur dernier sommeil entre les buissons épineux de Gaba Tepe.

* * *

Ce fut une lamentable aventure que nous ne redirons pas ici. On sait que deux débarquemens avaient été prévus dans la péninsule de Gallipoli : l'un, à son extrême pointe, au cap Hellès ; l'autre, plus au Nord, à Gaba Tepe, et c'est là que, le 25 avril, les Anzacs commencèrent d'écrire leur prestigieuse histoire.

Sur plusieurs points de la presqu'île fatale, les collines abruptes de l'intérieur descendent à la mer en pente douce. Ailleurs, des plages spacieuses pouvaient faciliter un débarquement. Ailleurs encore, l'absence de forces turques eût permis de rapides succès. Enfin, il se trouvait des endroits inabordables, faits d'à-pics plongeant dans les eaux. Expliquera-t-on jamais pourquoi sir Jan Hamilton fit descendre les troupes du Pacifique au point géographiquement et militairement le plus difficile de toute la péninsule? Un mystère pèse sur cette détermination qui allait coûter tant de vies humaines!

Imaginez, surgissant de la mer, face au spectateur, et montant vers la droite, une côte étroite et abrupte, couronnée d'une crête qui serpente, ensuite, vers la gauche entre des broussailles noires et basses. Puis, montant toujours, cette crête finit par rejoindre le sommet dont le profil se continue parallèle à la mer. Là-haut, dans les tranchées, canons et mitrailleuses guettent la folle équipée où l'on mène les Anzacs. Les cuirassés de l'amiral Thursby vomissent flammes et mitraille. A l'entour, jaillissent des gerbes d'eau que soulèvent les obus turcs tirés de la hauteur. Cependant, les Anzacs se jettent à l'eau, abandonnant au rivage chaloupes, pontons, barques, chalands et remorqueurs dont le grouillement couvre la mer au pied de la falaise. A terre, quelques mètres de sable séparent à peine l'eau des talus épineux. Et c'est là que se pressent hommes, canons, chevaux affolés et qui se cabrent, approvisionnemens, postes de secours, — toute une armée!

D'en haut, les Turcs ajustent leur tir. En bas, à mi-côte, grimpant toujours et quand même, les splendides Anzacs. Sur

un sentier, où peuvent à peine tenir trois hommes de front, ils montent, en file indienne, courbés sous le sac, d'un geste rythmé balançant leur fusil. Puis, un moment vient où, exaspérés par la mousqueterie turque, les Néo-Zélandais jettent leur équipement, s'agrippent aux flancs de la sanglante falaise et par bonds escaladent la pente. Ainsi, une première, puis une seconde tranchée sont conquises. Mais, sur le sommet, c'est une autre mêlée. Des chevaux attelés par huit se tendent douloureusement sous le claquement des fouets et le cruel appel des éperons. A travers le sable où s'enfoncent les roues, ils amènent des canons de renfort et les obus plus nombreux partent, arrivent, tombent, éclatent. Et la lutte se poursuit toujours plus confuse et s'augmente l'enchevêtrement des effectifs : groupes épars et privés de liaison, débris de sections anéanties. Le pire dommage venait de pièces Krupp, amenées à Gaba Tepe, qui démolissaient des lignes entières d'assaillans. C'est alors que les 9e et 10e bataillons néo-zélandais s'enlèvent dans un nouvel et frénétique assaut et viennent clouer sur leurs pièces artilleurs turcs et allemands. L'entreprise avait été commencée à quatre heures. A quatorze heures, 12 000 hommes qui avaient réussi à débarquer hissaient sur la pente dix légers canons indiens. L'ordre commençait de se rétablir; mais il fallut en rester là : le sommet était tenu, maintenant, par 20 000 Ottomans, au moins. Le seul résultat acquis, c'était une bande de terrain entre Gaba Tepe et Ari-Burnu. Au terme de cette journée, funeste entre toutes, les Anzacs combattaient coude à coude, tandis que, tous leurs officiers morts, de simples soldats commandaient des compagnies.

Nous n'avons pas à entrer dans le détail des opérations militaires aux Dardanelles : nous nous proposons seulement de dépeindre ce que fut la vie des soldats venus du Pacifique à Gaba Tepe. La résistance ennemie s'est organisée. Il faut renoncer à l'espoir de succès rapides et se contenter du terrain conquis. Ainsi, jusqu'au mois d'août 1915, les *trente mille* soldats d'Australasie devront vivre et combattre sur *quelques centaines de mètres carrés* de sol turc. Accrochés aux flancs du massif de Sari Bahir, dominés de toutes parts, ils vont se retrancher en gradins échelonnés de la côte au sommet. A travers les buissons défrichés, ils taillent des routes au bord desquelles les quartiers généraux s'installent dans des bâtimens faits en sacs de

sable. Trous, tranchées, abris profonds couverts de toile tendue. Dessus, un soleil cuisant; dessous, des hommes ruisselans de sueur. Les Wellington Mounted Rifles s'établissent sur une côte particulièrement abrupte que protègent des ensablemens rocheux qui la dominent. Sur le sol, taches grises des roches et taches sombres des broussailles alternent. Des escaliers permettent de monter d'abri en abri, de gradin en gradin. Là, flotte une toile de tente moins fripée; c'est l'abri du colonel. Tout en bas, au pied même de la falaise, entre mur et vagues ourlées d'écume, une sape longue contient des chevaux, qui paisiblement broient leur avoine. Ainsi, ce peu de terrain conquis dut être organisé pied à pied, transformé en une redoute multiple, car les Turcs eussent-ils réussi dans un nouvel assaut que ces trente mille hommes, ces milliers de chevaux, ces centaines de canons et de mitrailleuses, ces ambulances, ces caissons roulaient pêle-mêle dans la Marmara! Sous le coup de pareilles nécessités, se révélèrent des talens militaires aussi remarquables qu'imprévus : tel cet avoué d'Auckland, transformé par la guerre en officier, le colonel Malone, qui déploya d'étonnantes facultés d'ingénieur, parvenant à muer le plus périlleux endroit des lignes, le Quinn's Posten, en un salon de toute sécurité.

Les Néo-Zélandais prirent une part glorieuse aux tristes journées d'août 1915. Lors de l'évacuation des Dardanelles, en décembre 1915 et janvier 1916, ils firent preuve d'une ingéniosité particulière. Il s'agissait de partir sans être aperçus des Turcs. Progressivement, les hommes s'en allèrent, et il vint un moment où ils ne furent plus qu'une centaine à défendre un front que, la veille encore, tenaient des milliers de baïonnettes. Il va sans dire que ces cent hommes se donnaient du mouvement comme s'ils eussent été des milliers, tirant des coups de fusils, jetant des grenades, faisant partir des lance-bombes. *Même après leur départ* ces bruits variés continuèrent, des cordons à longue combustion faisant partir des mines.

Ainsi put-on dire, non sans mélancolie, que ce qu'il y eut de plus réussi dans l'expédition des Dardanelles... ce fut l'évacuation. Les Turcs gardèrent le gant d'où nous retirions notre main.

RETOUR EN ÉGYPTE. EN LIBYE

La presqu'île de Gallipoli évacuée, la division néo-zélandaise regagne l'Égypte où elle se renforce d'effectifs nouveaux, venus directement du Pacifique. Parmi ceux-ci, il y eut, notamment, une Rifle Brigade qui, à peine débarquée près du Caire, fut engagée sous les ordres du général Wallace contre les Senoussis. Et le plateau libyque devint le champ d'étonnantes batailles, tandis qu'un autre groupe néo-zélandais assurait et maintenait libres les communications de cette audacieuse entreprise. Ce fut cette Rifle Brigade qui, le 23 décembre dernier, attaqua, aux côtés du 15e Sikhs, les Senoussis retranchés dans le Djebel Medua, emportant une crête jugée inexpugnable aux mains des Arabes révoltés. Si les nôtres y laissèrent 64 des leurs, l'ennemi perdit 370 tués et 82 prisonniers. Des Maoris, dont on n'a pas oublié les manifestations loyalistes en 1914, s'y distinguèrent et on les vit revenir dans une triomphale chevauchée, montant des chameaux captifs.

Les Néo-Zélandais abandonnèrent, alors, ce domaine des sables et des rochers désertiques du plateau libyque pour se reformer devant les bords connus du canal de Suez. Mais ils n'y vinrent plus pour défendre cette ligne de communication capitale. Le temps avait marché depuis et, maintenant, on passait à l'offensive. Sir Archibald Murray commençait ces marches conquérantes qui l'amènent, aujourd'hui, aux portes de Gaza, à la tête d'effectifs dont l'importance étonnerait si, sans indiscrétion, on pouvait les chiffrer. Maintenant, son successeur, le général sir Edmund Allenby, s'y prépare de nouveaux lauriers. Et voici encore, sur ces pistes solitaires, les Néo-Zélandais membres de cette glorieuse Anzac Mounted Division qui, par ses épiques chevauchées avec le Bikamir Camel Corps, vinrent cueillir des milliers de prisonniers dans El Arish.

Les Néo-Zélandais encore, le 3 août 1916, défendirent le mont Royston contre de furieux assauts turcs, enlevant à l'adversaire 4 000 hommes d'un seul coup, plus 1 251 tués qu'abattit, pour sa part, la Canterbury Mounted Riffles.

Ces derniers incidens ne retenaient, à vrai dire, qu'une faible partie des troupes néo-zélandaises. Considérablement renforcés par de constans apports, les Anzacs formaient autour du

Caire deux corps d'armée à trois divisions qui, à leur grande joie, partirent pour la France. Et Marseille vit, durant plusieurs semaines, se déverser sur ses quais un torrent d'hommes vêtus de kaki verdâtre et coiffés d'un feutre cavalièrement retroussé. Le 1er corps était commandé par le général Birdwood; le 2e par le général Godley. Les Néo-Zélandais s'entraînèrent encore quelque peu à l'arrière; puis, ils furent affectés au secteur d'Armentières, où la hardiesse de leurs raids devait bientôt leur faire, auprès des Allemands, une redoutable célébrité.

SUR LE FRONT FRANÇAIS

C'est le 15 septembre 1916, entre la Somme et l'Ancre, que nos alliés du Pacifique livrèrent leur premier combat important sur le front occidental. Depuis quelque temps déjà, la division néo-zélandaise était arrivée en France; la bataille de Picardie, commencée le 1er juillet 1916, avait amené, vers le 14 septembre, les Anglais à portée d'assaut des principales lignes ennemies. Le moment était venu de frapper un grand coup, en liaison avec les armées françaises des généraux Fayolle et Micheler.

Les IVe et Ve armées britanniques, commandées par sir Hubert Gough et sir Henry Rawlinson, avaient pour objectifs les positions adverses, établies sur la crête de Thiepval à Comblès, et jalonnées par des lieux désormais illustres : la ferme du Mouquet, Martinpuich, les bois des Foureaux et des Bouleaux. La tâche spéciale des Anzacs était de déborder par l'Ouest le village de Flers. L'attaque, préparée avec un soin minutieux, fut fixée au 15 septembre.

On comptait beaucoup, pour le succès de la journée, sur un engin nouveau dont la préparation avait été tenue secrète et qui est aujourd'hui fameux : le *tank*, portant officiellement le nom de « cuirassé de terre de Sa Majesté » *(H.-M. Land-Ships)*. Deux d'entre eux, surnommés « Crème de Menthe » et « Cordon Rouge, » devaient appuyer les Anzacs.



A l'aube du 15 septembre, plus de 1 200 canons britanniques ouvrirent, soudain, un terrible feu en rafale, qui se prolongea jusqu'à 6 heures 20. A cette minute précise, l'armée anglaise

sauta sur le parapet de ses tranchées. Les Néo-Zélandais, composés surtout d'élémens originaires d'Auckland, Canterbury, Otago et Wellington, avaient cinq cents mètres à franchir avant d'en venir au corps à corps. Ils partent en plusieurs vagues, franchissent un double barrage de shrapnells et de mitrailleuses, semant derrière eux une sanglante traînée de cadavres et tombent sur leurs adversaires. Ce fut un terrible combat à l'arme blanche où succombèrent les derniers défenseurs allemands.

Après un instant d'arrêt qui permit aux artilleurs d'allonger leur tir, les nôtres s'étaient reformés et repartaient sur la deuxième ligne allemande, distante de huit cents mètres, constituée par une double tranchée garnie de fils barbelés. Ils marchèrent comme à la parade, alignés et sans s'arrêter, malgré de lourdes pertes. La situation était délicate : les positions adverses, quoiques « pilonnées » avec soin, contenaient encore des défenseurs. Elles demeuraient même intactes sur certains points. Les *tanks* vinrent sauver les Anzacs. Leur avance lente les avait laissés en arrière, tandis que les soldats bondissaient en avant. Mais, voici leur heure venue. Dépassant l'infanterie, ils malaxent les fils barbelés et s'établissent à cheval sur une tranchée qu'ils balayent de leurs mitrailleuses. En vain, mal remis de sa stupeur, l'ennemi riposte-t-il par une pluie de bombes ; en vain, une batterie de 77 les prend-elle dans son tir, de plein fouet, à quatorze cents mètres : ils demeurent invulnérables, entraînant à leur suite, dans un sillage victorieux, les fantassins qui submergent la garnison et criblent de balles le ravin situé à 1 500 mètres au Nord-Ouest de Flers. Le terrain qu'ils avaient ainsi gagné dans cette glorieuse journée, les Anzacs surent aussi le conserver. Le lendemain, il en fut de même avec un accroissement de pertes pour l'adversaire et, peu après, les Néo-Zélandais étaient relevés, ayant pris la part la plus brillante à ce succès et capturé un grand nombre des 5 000 prisonniers faits en cette occasion (1).

Depuis, les Anzacs, le 7 juin 1917, dans la prise de Messines-Wytschaete à la bataille des Flandres, rendirent à notre cause un inoubliable service. Ils eurent la gloire de prendre d'assaut le premier de ces deux villages. Le 4 octobre, par un nouveau bond vers Passchendaele, ils enlevaient Gravenstafel.

(1) Ajoutons que le corps canadien, sous les ordres de sir Julian Byng, se couvrit aussi de gloire en cette journée.

C'est la voie par où s'annonce un résultat d'immense importance.

Aussi bien, et on ne le devine que trop, ce n'est pas sans de cruelles pertes que ces succès furent obtenus. Deux généraux, notamment, tombèrent au champ d'honneur. Le premier, le général Brown, fut tué à Messines par un éclat d'obus. Il était adoré de ses hommes, qui lui firent d'émouvantes obsèques. Ses deux fils, engagés volontaires, menaient le deuil. Le second, le général Johnston, avait commandé une brigade néo-zélandaise, depuis le début de la guerre. Aux Dardanelles, il menait à l'assaut, le 6 août, une des colonnes qui s'emparèrent de Shunuk Baïr. Le 8 août 1917, un tirailleur allemand le tua d'une balle.

*
* *

En 1917, les forces néo-zélandaises furent réorganisées. Un certain nombre d'entre elles s'entraînent encore aux antipodes; d'autres, sous les ordres du général Chaytor, se trouvent devant Gaza, en Palestine, mais le gros est en France avec le général Russell. L'ensemble de toutes ces troupes est commandé par le lieutenant-général Godley. Quant au service des hôpitaux, organisé en Angleterre, il dépend du général Richardson.

*
* *

Il faudrait encore mentionner le rôle de la Nouvelle-Zélande dans la guerre maritime. Avant 1914, sa contribution en argent aux besoins de la métropole avait permis à celle-ci de construire un beau croiseur de bataille, jaugeant 18 750 tonnes, armé de huit 305, seize 101 et filant 27 nœuds. Ce navire, — nommé justement *New-Zeland*, et placé sous les ordres de l'amiral Beatty, — prit, le 24 janvier 1915, une part glorieuse à la bataille du Dogger Bank. Il accabla de ses gros obus le croiseur cuirassé allemand *Blücher*, qui, comme on sait, finit par être coulé. Son chef, le capitaine Halsey, avait reçu, en 1913, des chefs Maoris, un certain nombre de fétiches qu'il conserva précieusement dans la tourelle de commandement pendant toute l'action. Le navire n'ayant eu aucune perte, on leur accorda, désormais, une confiance illimitée et le capitaine Halsey les transmit à son successeur qui, à la bataille du Jutland, le 31 mai 1916, gagna son poste de combat en portant les mêmes insignes

maori; et, de nouveau, le *New-Zeland* mit l'adversaire à mal sans souffrir lui-même beaucoup. C'est pourquoi, sur les bords du lac Taupo et dans les montagnes abruptes de la Nouvelle-Zélande, les femmes maori racontent à leurs enfans la légende de ces fétiches qui sauvèrent la vie de tant de blancs intrépides!

***

La venue des Néo-Zélandais sur les champs de bataille européens, — comme celle des Canadiens, Australiens et Sud-Africains, — est une des meilleures preuves de la justice de notre cause. Les services rendus par la Nouvelle-Zélande, depuis la guerre, expliquent la place éminente que M. Massey, président du conseil néo-zélandais, a tenue dans la conférence impériale de Londres. Liées à la métropole par des engagemens formels, les deux îles du Pacifique eussent pu limiter leur effort à l'envoi du corps expéditionnaire promis. Mais, au lieu de 8000 hommes qu'il comportait, elles nous en ont envoyé déjà 80000. C'est que la Nouvelle-Zélande a compris le véritable sens de la guerre actuelle. Encore faut-il dire qu'il s'agit du pays peut-être le plus avancé dans les idées politiques, car le parti socialiste en est l'arbitre et, depuis 1893, le suffrage universel y a été accordé aux femmes.

Mais parce que de l'écrasement de l'Allemagne dépend l'avenir du monde, les Néo-Zélandais ont versé sans compter leur or et leur sang.

CHARLES STIÉNON.

REVUE LITTÉRAIRE

UNE NOUVELLE VIE DE SAINTE CLAIRE (1).

Thomas de Celano, qui a écrit la vie de saint François, a écrit également la vie de sainte Claire. Celle-ci, du moins, il ne l'a peut-être que rédigée, utilisant les mémoires de l'évêque de Spolète Barthélemy, de frère Ange et de frère Léon. Avec le testament de sainte Claire, avec ses lettres et la bulle de sa canonisation, c'est le document principal sur l'abbesse et qui se disait la servante des Pauvres dames. L'on trouvera aussi beaucoup d'anecdotes précieuses dans les *Fioretti;* et on les trouvera particulièrement jolies dans la traduction qu'a donnée M. André Pératé en un langage imité de saint François de Sales. Mais, il y a quelque vingt ans, M. l'abbé Cozza Luzzi a découvert à la Bibliothèque florentine un manuscrit des premières années du XVIe siècle et qui contient la vie de sainte Claire par Thomas de Celano, mise en italien et, comme l'explique le traducteur, augmentée assez largement. Ce traducteur, on n'en sait pas le nom. Ce qu'on peut dire, c'est qu'il a de bonnes intentions. Il a choisi, pour son ouvrage, la « langue vulgaire, » afin que « les dévotes et bien-aimées filles de Madame Sainte Claire » le pussent lire : Thomas de Celano écrivait en latin. L'avantage de Celano, c'est qu'il était le contemporain de sainte Claire, plus jeune qu'elle de six années environ. Il l'a connue. Il a recueilli le témoignage vivant. Ce qu'il

(1) *Sainte Claire d'Assise, sa vie et ses miracles, racontés par Thomas de Celano et complétés par des récits tirés des Chroniques de l'ordre des Mineurs et du Procès de canonisation ; traduit d'après un manuscrit italien du XVIe siècle, avec une introduction et des notes,* par Madeleine Havard de la Montagne (Perrin, éditeur).

n'a pas dit et qu'on lit dans le récit du xvie siècle ne mérite probablement pas la même confiance. Pourtant l'anonyme du xvie siècle n'a pas l'air d'inventer ce qu'il raconte. Il a sans doute une certaine coquetterie de style; mais, pour les faits, il a consulté les chroniques de l'ordre des Mineurs et les pièces fournies au procès de canonisation. Mme Madeleine Havard de la Montagne vient de traduire, avec une simplicité gracieuse, la vie italienne de sainte Claire.

Vaut-il mieux dire la légende de sainte Claire? Comme on voudra. Le volume de Mme Havard de la Montagne est précédé de trois lettres, du ministre général de l'ordre des Franciscains, du ministre général de l'ordre des Capucins et du maître général de l'ordre des Frères-Prêcheurs. Aucun de ces trois religieux n'atteste la rigoureuse vérité de tout le récit. Voire, le R. P. Venance de Lisle-en-Rigault, ministre général de l'ordre des Capucins, écrit : « Peut-être quelque savant, en les examinant à la loupe, — ces petites fleurs de sainte Claire, — protestera-t-il bien haut que, dans le nombre, il s'en trouve d'artificielles, que certains récits manquent de base historique... » Le R. P. Venance ne souhaite pas de réfuter le savant méticuleux. Il est possible que les miracles de sainte Claire semblent fabuleux à diverses personnes qui réservent à la Science une crédulité souvent mise à de rudes épreuves. Ces miracles sont déjà dans la vie rédigée par Thomas de Celano, pour la plupart. Ils ont été recueillis avec autant de précaution qu'il se pouvait et, en tout cas, notés avec bonne foi. Messire Barthélemy, évêque de Spolète, avait reçu du Pape Innocent IV la mission d'aller, dès après la mort de Madame Claire, au monastère de Saint-Damien, prendre toutes informations et faire, comme on dit maintenant, une enquête. Il était accompagné de messire Léonard, archidiacre de Spolète, de messire Jacques, archiprêtre de Trevi, des saints frères Léon et Ange de Rieti, compagnons de saint François, — frère Ange qui ne quittait jamais le petit pauvre d'Assise, et frère Léon qui, dans la confrérie, avait le surnom de la Brebis de Dieu; — il emmenait encore un notaire, sire Martin, qui devait consigner les témoignages. Ces dignes hommes interrogèrent les Pauvres dames et attribuèrent plus d'importance aux réponses que firent « quelques sœurs âgées et de vertu constante. » Thomas de Celano et l'arrangeur du xvie siècle ont très bonnement laissé dans la narration les traces de l'enquête menée par l'évêque de Spolète et ses collaborateurs. Un jour que Madame Claire était malade, un prêtre lui apporta la sainte communion. Et alors, l'une des sœurs, nommée Françoise, vit sur la tête de l'abbesse une

grande lumière; et l'hostie avait l'apparence d'un petit enfant très beau... L'évêque de Spolète écouta ce que sœur Françoise relatait : mais il lui demanda si une autre sœur avait pareillement vu ce prodige. Elle répondit qu'elle n'en savait rien. Le notaire Martin consigna cette vision de sœur Françoise et que sœur Françoise était unique témoin. Une autre fois, — ce fut le jour des calendes de mai, de quelle année? — sœur Françoise vit de nouveau le petit enfant très beau, sur la poitrine de Madame Claire et sut que c'était l'enfant Jésus; et, sur la tête de la sainte, elle vit deux ailes, plus brillantes que le soleil, qui se levaient et s'abaissaient, couvrant, lorsqu'elles s'abaissaient, la sainte tout entière. L'évêque de Spolète pria sœur Françoise de lui vouloir dire si d'autres sœurs avaient contemplé cette grande merveille : « Elle répondit que non et qu'elle-même n'en avait jamais parlé à personne... » Elle en parlait tardivement « pour la gloire de Dieu et de sa sainte mère Claire qu'elle aimait tant... » L'évêque de Spolète n'eut pas à douter de l'amour que gardait sœur Françoise à la mémoire de Madame Claire. Au monastère de Saint-Damien, Madame Claire faisait venir de pieux et touchans prédicateurs. Un jour, ce fut frère Philippe d'Antria et Thomas de Celano dit qu'il était doué d'une céleste éloquence. Tandis qu'il parlait, sœur Agnès d'Assise, — mais il y a deux Pauvres dames de ce nom; l'une était la sœur de Madame Claire, un peu plus jeune, entra au monastère peu de jours après elle, mourut peu de semaines après elle : et c'est de l'autre qu'il s'agit, — sœur Agnès vit auprès de Madame Claire un jeune enfant d'une extraordinaire beauté. Vite, elle se mit en oraison, suppliant Dieu de ne permettre pas qu'elle fût induite en illusion par le Malin : car elle avait cru reconnaître en ce jeune enfant le divin enfant Jésus. Alors, elle entendit ces paroles : « Je suis au milieu de vous. » Elle comprit que Dieu était au milieu des Pauvres dames, lorsque celles-ci étaient parfaitement ferventes et attentives à la prédication. L'évêque de Spolète pria sœur Agnès de se rappeler toutes les circonstances du miracle, et les dates précisément. Elle répondit que c'était dans la semaine du temps pascal, et quand on chante *Ego sum pastor bonus.* Si l'on s'étonne que sœur Agnès n'eût point écrit, dès le jour même, un tel souvenir, eh! bien, non. Très probablement sœur Agnès ne savait pas écrire. Madame Claire, abbesse des Pauvres dames, et qui était de grande famille, ne le savait pas davantage. Quand elle fut à l'heure de rédiger son testament, elle dut le dicter à l'une de ses filles en religion qui, par hasard, était « instruite des lettres. » Sœur Agnès ne put dire l'année : elle se souvint seule-

ment que le chant d'*Ego sum pastor bonus* embellit encore la journée du miracle. Puis l'évêque de Spolète lui demanda si aucune autre sœur n'avait vu le jeune enfant; elle répondit: « Une sœur m'a dit: *Je sais que tu as vu quelque chose...* Je me suis tue, et elle ne m'a plus rien dit; peut-être elle aussi l'avait-elle vu... »

J'aime beaucoup ces passages, qui montrent, comme je disais, la bonne foi du narrateur et la bonne foi des enquêteurs. Ils n'affirment pas ce dont ils n'ont pas la certitude; ils ne repoussent pas non plus ce qu'ils ne savent pas qui n'est pas vrai. Et, si l'on dit que les sœurs Agnès ou Françoise n'étaient que visionnaires et rêveuses, c'est bientôt dit. Au cas où l'on tiendrait à leur refuser créance, le fait de leur illusion, si c'en est une, ajoute au personnage de sainte Claire un caractère qui mérite qu'on l'étudie. Elle avait un prestige singulier, ne semblait pas une créature pareille à toutes les créatures; et elle était de telle sorte qu'il fallait la croire en commerce avec Dieu. Mais, en tout cela, il n'y a très évidemment nulle imposture, et de personne. Les ennemis de ces légendes saintes supposent l'imposture avec trop de facilité. Ces prétendus positivistes, et munis (à les entendre) des méthodes scientifiques, se débarrassent promptement de ce qui les pourrait gêner. S'ils prenaient la peine de regarder avec loyauté ou ne fût-ce qu'avec bonhomie, qui est une vertu de l'esprit et du cœur, ces miracles du cœur, ils verraient que personne assurément n'y a menti et que même beaucoup de vérité s'y révèle, environnée d'incertitude, comme toute vérité.

Au surplus, dans la légende de sainte Claire, — et aussi dans la plupart de ces légendes, — les miracles ne sont pas l'essentiel et ne sont pas indispensables. Les enquêteurs pontificaux, chargés de relever les preuves merveilleuses de la sainteté de Madame Claire, le disent très nettement. Les miracles, remarquent-ils, prouvent « que les œuvres de la vie ont été bonnes et parfaites. » Mais, quoi! Saint Jean-Baptiste n'a fait aucun miracle qui soit connu; et cependant on ne va pas lui disputer la sainteté ni le considérer, parmi les saints, comme le dernier: « La vie de Madame sainte Claire suffirait à établir sa sainteté. » Si néanmoins l'évêque de Spolète confie au notaire Martin le soin de coucher par écrit les visions des sœurs Françoise et Agnès et les autres témoignages de l'efficacité surnaturelle de la sainte, c'est que « le peuple a plus grande foi et dévotion aux saints du ciel quand il voit les miracles que Dieu accomplit par eux. » C'est le contraire aujourd'hui, paraît-il? La vie de Madame Sainte Claire suffit à enchanter les imaginations et à les mener vers de bonnes rêveries.

Elle était née à la fin du XIIe siècle, une douzaine d'années après saint François, dans une très noble famille. Son père s'appelait Favorino de Scifi et comptait huit chevaliers parmi ses ancêtres. Sa mère, Mme Ortulana, n'était pas de souche moins illustre. Et les Scifi avaient de grandes richesses. La petite Claire eut, dans la maison de ses parens, la vie heureuse et une abondante oisiveté : car on lui enseigna peut-être à lire, non pas à écrire. Mais elle apprit l'art de filer, de tisser, de broder. Plus tard, au monastère de Saint-Damien, pendant une longue maladie, elle tissa, au nombre de cinquante paires, les linges très fins sur lesquels doit reposer l'hostie consacrée ; elle les fit envelopper de soie couleur de pourpre et d'amarante et, par les frères, distribuer aux églises pauvres des alentours. Elle broda aussi, pour saint François, une aube qui est précieusement conservée aujourd'hui par les Clarisses d'Assise et qui est un ouvrage très beau. Mme Ortulana, sa mère, était une pieuse dame. Et ce nom d'Ortulana, qui revient quasiment à Jardinière, le chroniqueur franciscain joue avec : il vante la Jardinière, pour la belle plante qu'elle a donnée au jardin du Seigneur. Mme Ortulana eut le désir de visiter les lieux saints ; elle en obtint licence de messire Favorino et, « bien accompagnée, elle se mit en route. » Elle vit le Saint-Sépulcre ; et, à son retour, elle accomplit un pèlerinage à l'oratoire de saint Michel archange, à l'église des Saints-Apôtres et aux divers sanctuaires de Rome. La petite enfant qui serait sainte Claire grandit dans une maison qui réunissait l'opulence et la piété. Elle n'en aima que la piété. Elle était encore toute petite et elle n'avait pas encore de chapelet, qu'elle inventa de compter ses patenôtres en déplaçant des séries de menus cailloux. Et elle était un peu plus grande, mais elle n'avait que douze ans, lorsque ses parens la voulurent marier. Elle refusa, non seulement le parti qu'on lui offrait, mais elle refusa tout mariage et pour jamais. Ses parens la questionnaient : « elle leur exposa la caducité et la vanité de ce misérable monde... » Hélas ! et elle n'a que douze ans : déjà le monde n'a plus rien pour la séduire !... On dira que cette époque du XIIIe siècle commençant n'était pas douce en Italie. Thomas de Celano, dans le prologue de sa *Vie de sainte Claire*, écrit : « En la décrépitude qui accablait ce monde si vieux... » Il y a longtemps que l'humanité se lamente sur la vieillesse du monde : la même plainte se trouve dans le *Timée :* c'est un prêtre d'Égypte qui la formule et qui souhaite qu'un déluge efface le vieux monde afin que cesse un tel ennui et que sous le soleil fleurisse une vie imprévue. Le désespoir est une maladie ancienne et perpétuelle

ici-bas. Il ne faut point accuser du dépit de la jeune Claire le malheur de son époque. Son époque était analogue à d'autres, et analogue à presque toutes les autres, mêlée de calamités et de plaisirs, bouleversée par des guerres féroces, animée de vitalité magnifique : et la barbarie apparaissait fréquemment sous les dehors de la civilisation brillante. La poésie, venue de Provence, chantait dans la vallée d'Ombrie ; et quelquefois les « Sarrazins » de l'empereur schismatique Frédéric II arrivaient, « brûlaient et démolissaient villes, forteresses et châteaux, coupaient les arbres, rasaient les vignes et les jardins, prenaient hommes, femmes et enfans pour les tuer et les mener en prison. » C'est une époque analogue à toutes les autres. En d'autres temps, plus anciens ou plus récens, la petite Claire Scifi aurait eu même occasion de dénoncer « la caducité et la vanité de ce misérable monde. » Elle n'a, du reste, aucun chagrin particulier : car elle est une enfant jolie, aimée... Nous avons une telle passion de ne pas croire aux terribles conclusions des pessimistes que nous cherchons dans leur aventure les motifs de leur mélancolie. Nous plaignons Leopardi avec un zèle empressé : pauvre garçon ! toujours malade ! et les femmes ne l'aimaient pas ! comment alors n'eût-il pas inventé la doctrine de l'*infelicità ?* Il se défend : « C'est par un effet de la lâcheté des hommes, si attachés à ne se pas laisser démentir les mérites de l'existence, qu'on a prétendu traiter mes opinions philosophiques comme le résultat de mes souffrances... » Mais, dans la jeune destinée de Claire Scifi, l'on chercherait en vain les causes de la tristesse et l'argument de ce dédain qu'elle a pour les mérites de l'existence.

Elle entendit saint François. Mais ce n'est pas de saint François qu'elle apprit à mépriser le monde. Elle le méprisait déjà. Elle entendit saint François un matin de carême, en l'année 1210 et quand elle n'était pas loin d'avoir seize ans. Mme Ortulana l'avait, ainsi que sa sœur Agnès, emmenée à l'église. Et elle eut le cœur ému délicieusement de la suavité avec laquelle saint François prononçait le nom de Jésus. Après cela, elle ne rêva que de revoir le Père séraphique, de l'entretenir et de prendre ses leçons. Elle ne s'en ouvrit pas à Mme Ortulana, qui était dévote, mais dans le monde. Elle trouva, pour préparer sa rencontre avec le Père séraphique, une « bonne et discrète personne » qui s'appelait Madonna Buona di Gualfuccio. Et elle raconta vivement à saint François qu'elle avait résolu « d'abandonner le monde et de servir Dieu dans la chasteté, en accomplissant toutes choses selon le bon plaisir divin. » Aussitôt, saint François s'égaye.

Il était occupé de récolter à Dieu beaucoup d'âmes : et voici qu'une âme se présentait, docile, pour être conduite à Dieu ; et il devina probablement que cette âme-ci était d'un prix singulier. Donc, il s'égaye ; et il plaisante ; et il s'écrie : « Non ! Je ne te crois pas ! » Et pourquoi? C'est qu'il se méfie de ces caprices qu'ont les jeunes filles... « Je ne te crois pas !... » Et nous imaginons le sourire qui dut être à ses lèvres, le même qui est dans tous ses propos, dans toute son histoire... « Je ne te crois pas !... Et pourtant, si tu veux que j'aie foi en tes paroles, tu feras ce que je vais te dire... » C'est une épreuve. Juste précaution ! Mais l'épreuve est bien marquée de son génie très volontiers un peu extravagant qui réunit à de grandes sévérités une sorte de badinage : « Tu te revêtiras d'un sac et tu iras par toute la ville en mendiant ton pain !... » Claire Scifi rentra chez elle. Et elle s'habilla d'un sac ; elle mit sur son visage un voile blanc, sortit à la dérobée et s'en alla par la cité, comme l'avait commandé saint François, mendiant son pain. Les gens d'Assise étaient accoutumés à la voir très noblement parée. Ils ne la reconnurent pas. Saint François la reconnut ; et il sut que cette jeune fille avait de l'audace et de l'obéissance.

Pendant quelques mois, saint François et Claire se virent assez souvent. Les parens de Claire ne le savaient pas. Madonna Buona di Gualfuccio lui servait de chaperon. D'ailleurs, les rencontres étaient courtes et n'étaient pas si secrètes qu'on pût en murmurer ou en concevoir de malins soupçons. Claire sortait de ces entretiens pleine d'allégresse, plus décidée à « répudier la beauté du monde. » Les vanités et les plaisirs du monde, elle les juge « immondices et boue. » Elle maudit et maudira « la contagieuse infection » du siècle. Et ces mots, qu'elle choisit les plus répugnans et insultans, elle les dit et les répète avec obstination. Jamais la pauvre vie humaine n'a été plus ardemment vilipendée ; et jamais l'arrangement que l'infortunée humanité a composé pour son séjour involontaire sur la terre, plus violemment jeté aux ordures, que par cette heureuse jeune fille. Voilà le pessimisme de sainte Claire. Et c'est le pessimisme de saint François.

Mais ce n'est point un pessimisme. On chercherait en vain, disais-je, dans la destinée de Claire Scifi, les causes de la tristesse : on chercherait en vain la tristesse de sainte Claire. Quand nous allons lui demander pitié pour la vie humaine, songeant que nous n'avons pas autre chose : « Et la vie éternelle ? » réplique-t-elle. Sainte Claire, et dès son enfance et jusqu'à sa mort, n'est aucunement triste : elle vit

dans l'espérance et la certitude absolue de la vie éternelle. Et vous l'appelez une mystique? Elle a aussi fait un calcul et vous répond de son intelligente économie. Elle écrit à Ermentrude, sa très chère sœur : « Très chère, il est court, notre travail ici-bas; mais la récompense est éternelle! » En somme, elle est chrétienne. Mais, pour entendre la manière si ardente et si gaie de son christianisme, il faut apercevoir qu'elle a été l'une de ces âmes qui subissent terriblement les alarmes de la durée. Je ne crois pas que rien caractérise mieux les âmes que leur sentiment de la durée : les unes qui, là-dessus, n'ont pas d'exigence et qui se contentent de la brièveté; les autres qui tolèrent très bien l'ennui; et quelques-unes qui s'amusent de la brièveté, baguenaudent parmi les instans et goûtent la décevante poésie du plaisir éphémère; et quelques autres, plus avides, qui réclament l'éternité, plus vivantes peut-être et qui pensent mourir avec tout ce qui meurt. Toute petite, et à douze ans, ce n'est pas tant la vilenie du monde que Claire Scifi déplore, mais (dit-elle) sa caducité.

Le dimanche des Palmes de l'année 1212, elle avait dix-huit ans bientôt. Avec Mme Ortulana et ses sœurs, elle assista aux offices. Le Pape Innocent III, dit la légende, — et ce fut peut-être seulement l'évêque d'Assise — donnait les rameaux. Claire, au lieu de s'approcher, demeurait à sa place : et il fallut que l'évêque ou le Pape descendît les marches de l'autel et vînt à elle, lui donnât le rameau; en outre, il la bénit. Pourquoi ne bouge-t-elle pas? Timidité, dit la légende; et humilité. Principalement, elle est troublée; elle est comme interdite. Saint François lui a promis de l'enlever au monde, le lendemain dès l'aube, et de la consacrer. Le jour passe, et les premières heures de la nuit. Et elle va quitter la maison paternelle. Une de ses suivantes l'accompagne, à la fidélité de qui elle se fie. Elle ne sortira point par la grande porte : elle se sauve en cachette. Mais la petite porte est fermée par de grosses pierres, que ses forces ne suffiraient pas à remuer. Elle s'agenouille et fait oraison. Dieu lui augmente ses forces ou bien rend les pierres moins lourdes : elle les écarte sans difficulté. Elle se dépêche, à travers les rues d'Assise endormie. Elle arrive à la Portiuncule, où l'attendent avec beaucoup d'émoi saint François et les pauvres frères mineurs ses compagnons, tous priant pour qu'elle pût accomplir son dessein. Quand elle entra dans l'humble chapelle, ce fut « très grande liesse ». Les frères chantèrent les hymnes de remerciement; et cette église, « tant à cause des nombreuses lumières que du chant très pieux, semblait vraiment un paradis où ne subsis-

tait plus rien de la terre. » Saint François mena la jeune fille à l'autel. Et elle était parée de ses plus riches atours : saint François l'avait ordonné ainsi. Et elle était extrêmement belle. Or, sans doute, la beauté n'est rien ; la beauté est, parmi les faux biens de ce monde, le plus tôt périssable. Et cependant, Thomas de Celano n'omet pas de dire que Claire était ravissante ; il le dit plusieurs fois. Il y a, dans l'église inférieure d'Assise, une fresque de Simone Martini, où l'on suppose qu'est le portrait de sainte Claire, où l'on n'est pas sûr qu'elle y soit ressemblante. Un long visage, et d'un charme étrange. Des yeux longs et minces ; une bouche petite et qui ne sourit pas ; un air de souveraineté nonchalante ; une beauté qui n'est pas attentive à elle-même et, séduisante, se dédaigne. Thomas de Celano veut qu'on sache que sainte Claire était jolie ; et saint François voulut qu'elle vînt renoncer au monde parée de ses plus riches atours. Ce n'est pas qu'à leur gré le sacrifice consenti à Dieu soit ainsi beaucoup plus considérable et digne de la récompense éternelle : entre les vanités de ce monde, ils ne font pas de telles différences ; et pourtant nulle austérité ne les convainc de ne compter pour rien du tout, absolument pour rien, la beauté d'un visage et même d'une robe. Cette condescendance à nos vanités est charitable et courtoise. Claire Scifi, amenée à l'autel, « se dépouilla de ses parures ; » et elle « rejeta les ornemens du monde. » Elle reçut l'habit religieux « et, autant dire, les insignes de la pénitence. » Elle quittait « l'obscurité de Babylone, pour entrer dans la sainte cité de Jérusalem. » Et elle avait une physionomie « joyeuse et angélique. » Saint François coupa les lourdes tresses de ses cheveux ; il la ceignit d'une grosse corde ; et il lui posa sur la tête un voile blanc, puis un voile noir : et il reçut ses vœux d'obéissance, de pauvreté, de chasteté, de perpétuelle clôture ; et il lui dit : « Si tu observes ces engagemens, je te promets Jésus-Christ pour époux et la gloire dans la vie éternelle. » Madame Claire fut conduite au monastère des religieuses noires de Saint-Benoît. Bientôt, en l'église Sainte-Marie-des-Anges de la Portiuncule, où avait commencé l'ordre des Frères Mineurs, elle fonda l'ordre des Pauvres dames.

Les deux ordres, celui de saint François et celui de sainte Claire, sont liés étroitement. La même pensée les anime tous deux : la pensée de saint François ; comme aussi la pensée de saint François anime sainte Claire, qui est un peu l'âme féminine de saint François. Sainte Claire, toute sa vie, a senti sa vie très simple par la seule pratique d'une vertu qu'elle appelait « l'imitation de notre père saint François. » Elle le consultait, aux jours de quelque difficulté. Mais lui aussi la

consultait. Une fois, si fort que fût son entrain, — les plus vaillans ont de ces langueurs, — il crut qu'il n'était pas sûr de ce que réclamait de lui le service divin : Dieu attendait-il que son serviteur François parcourût le monde en prêchant son amour et sa loi; ou bien se contenterait-il que son serviteur François, en un lieu solitaire, lui offrît ses prières épanouies? La question, posée ainsi, trahit quelque lassitude et le désir de ne plus bouger. Saint François douta un instant de son œuvre et de lui. Il envoya frère Masseo demander à Madame Claire son avis et, d'un mot, « le bon plaisir de Dieu. » Le bon plaisir de Dieu était que saint François recommençât de prêcher par le monde, afin de sauver des âmes : sainte Claire le dit à frère Masseo, qui le dit à saint François, qui partit sauver des âmes. Mais enfin, le plus généralement, c'est de saint François que vient toute l'initiative. L'histoire de sainte Claire est à l'histoire de saint François comme la lune est au soleil. La lumière est donnée par saint François à sainte Claire; néanmoins, il y a ainsi une seconde lumière, plus petite, plus douce encore, pénétrante et qui éclaire d'autres parties de la réalité mystérieuse.

Les deux légendes voisinent. Certains miracles de sainte Claire ont de la ressemblance avec certains miracles de saint François. L'un et l'autre ont de singulières intelligences avec le ciel et avec toute la création. L'un et l'autre parlent aux animaux; et les animaux les comprennent, leur sont dévoués et attentifs. Une petite chatte écoute sainte Claire et lui obéit comme à saint François ses frères les oiseaux. Comme saint François mit à la raison le loup d'Agobbio, sainte Claire très souvent fit honte à des loups qui avaient d'abominables projets et les rendit plus innocens que des agneaux. Et, quand Madame sainte Claire envoyait d'aventure une tourière hors du couvent, elle lui commandait de louer le Seigneur à chaque fois qu'il y aurait au bord de la route des arbres fleuris. C'est un commandement digne de saint François. Elle avait pour saint François une amitié sainte et permise; une amitié naturelle aussi et fervente avec grâce. Pendant longtemps, elle fut tourmentée de ce désir : elle voulait prendre l'un de ses repas en compagnie du saint, qui refusait, et sans doute afin de se priver d'un égal plaisir, et qui ne céda que sur le reproche qu'on lui adressa d'être excessivement sévère. Quand saint François reçut les stigmates, il ne le dit à personne; mais il en fit la confidence très secrète à sainte Claire : elle s'occupa de lui coudre des chaussures commodes à ses pieds blessés. Et, quand il fut à la veille de mourir, sainte Claire et ses filles se désolèrent à l'idée

de ne plus le voir. Il leur manda qu'elles le reverraient avant qu'elles ne fussent mortes. Et, quand il fut mort, les frères qui portaient son corps de Sainte-Marie-des-Anges vers Assise n'avaient point à passer par le couvent des Pauvres dames. Ils firent ce détour malgré eux et comme à l'instigation d'une volonté supérieure à eux, « pour que la parole de saint François s'accomplît, » et pour qu'ici-bas sainte Claire eût dit adieu, eût dit à saint François au revoir. Toutes les Pauvres dames pleuraient, orphelines et d'un tel père. Sainte Claire « ne pouvait se détacher du corps et des stigmates. » Elle pleura comme une autre femme. Et les stigmates autrefois, tout miraculeux qu'ils fussent, elle avait tâché de les guérir à saint François. Au monastère de sainte Claire, on garde une compresse qu'elle appliqua sur les douloureuses plaies.

Elle vécut vingt-sept années encore après que saint François fût mort et conserva son enseignement qui d'abord était de pauvreté. La règle de pauvreté est le principe de sa morale et, comme le stratagème du salut, son grand amour. Elle écrit à la fille du roi de Bohême : « Le royaume des cieux n'est promis qu'aux seuls pauvres. Impossible de servir Dieu et l'argent : ou bien nous aimons l'un et nous haïssons l'autre ; ou bien nous servons l'un et nous méprisons l'autre... » Elle qui est si douce et docile, et si humble et si naturellement portée à croire qu'elle se trompe si l'on n'approuve pas son idée, elle a lutté avec ardeur contre le pape Grégoire IX au sujet de la pauvreté. Le Pape, n'ayant pas vu sans inquiétude la sévérité des Clarisses, en avertit bénignement l'abbesse et la pria de relâcher tant de rigueur. L'évêque d'Ostie, protecteur de l'ordre des Pauvres dames, joignit aux remontrances du Pape les siennes. Tous deux conjurèrent l'abbesse d'accepter quelques propriétés qu'ils donneraient à l'ordre, vu la difficulté de vivre en ces temps-là sans rien posséder. L'abbesse refusa. Et le Pape lui dit alors : « Si c'est à cause de ton vœu de pauvreté parfaite que tu refuses, nous te relèverons de ton vœu... » L'abbesse répondit, avec autant de résolution que d'humilité : « Saint Père, je ne crains pas pour mon vœu ; et je sais bien que vous pouvez m'en relever. De mes péchés, je vous prie, absolvez-moi, père très saint. Mais je ne désire en aucune façon de ne pas suivre les traces de mon Seigneur ! » Elle eut, comme saint François, l'amour insigne de la pauvreté. Tard dans sa vie, elle se souvenait du jour qu'ayant renoncé à toute richesse et à toute possession des choses de la terre, elle avait commencé de « courir plus légère sur les pas de Jésus-Christ. » Elle a recherché, durant sa vie entière, toutes les mortifica-

tions, jeûné, porté le cilice et, de mille manières, tourmenté son corps innocent. Elle a supporté la souffrance et l'a convoitée. Or, habituellement, « les maladies mettent la tristesse et l'amertume dans l'âme ; Claire, il semblait que la souffrance du corps augmentât ses félicités spirituelles. » Et, au fort de l'affliction charnelle, son visage était joyeux. Par la pauvreté, par les mortifications, elle tend à l'allégresse. Conséquemment, si elle s'aperçoit que ses filles ne sont pas gaies, elle a soin de les consoler. La nuit, fût-ce l'hiver et par les grands froids, elle se levait, parcourait la chambre des sœurs endormies; elle recouvrait doucement celles qui n'étaient point assez couvertes. Si l'une était languissante ou débile, elle atténuait pour celle-là les austérités de la règle, de façon que toutes pussent « demeurer contentes. » Un pareil souci du contentement, de la gaieté même, dans le dénuement, la misère du corps, c'est la marque franciscaine. Sainte Claire après saint François, auprès de saint François, a inventé, pratiqué ce détachement de l'âme heureuse de son détachement. Un jour, quand elle fut au point de mourir, on l'entendit murmurer : « Va en toute paix; tu as un bon guide pour te montrer le chemin; pars sans crainte... » On lui demanda à qui elle parlait; et elle répondit : « J'ai parlé à mon âme. » Et elle a dit à ses filles les Pauvres dames, dans son testament : « Aimez vos âmes. »

Le R. P. Binet, jésuite, que Pascal a si fort maltraité, je crois, injustement, fit un panégyrique de sainte Claire ; et, comme il avait, avec une piété accomplie, un grand bon sens et une excellente drôlerie oratoire, il ajouta : « Je vous défends très expressément d'imiter cette vierge sainte ; c'est assez pour vous de l'admirer ! » Mais il n'est pas à craindre que le monde finisse par l'universelle imitation de sainte Claire. Et les saints ne risquent pas de perdre le monde par l'excès de la perfection qu'ils proposent. Ils le sauveraient plutôt, par leur exemple un peu suivi. Et sainte Claire, en aucun temps, n'est dangereuse et n'est inopportune, qui rappelle aux vivans qu'ils ont une âme ; qui les invite à supporter l'inévitable souffrance, à la tourner peut-être en bienfait ; et qui oppose un idéal de pauvreté à l'énorme « Enrichissez-vous » qui est la honte et la calamité de nos époques.

André Beaunier.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Depuis longtemps, on annonçait de grands préparatifs allemands dans la Baltique; depuis quelque temps, il n'y avait plus de doute que sur le point où porterait l'attaque; attaque navale, ou double attaque combinée par terre et par mer. L'imminence de ce péril était la première des raisons invoquées dans l'appel, plus patriotique que séditieux, du général Korniloff. L'occupation de Riga, la possession du bassin inférieur de la Dvina, rendaient l'expédition plus facile ou possible; aussi bien l'Empire « invincible, » dont « l'avenir est sur l'eau, » mais le présent dessous, avait-il là, avec un échec à réparer, sa façade d'orgueil à recrépir. Et puis, ce que nous ne savions pas, ce que le monde étonné a appris par l'étrange confession publique de l'amiral von Cappelle, il y avait les équipages mutinés d'une flotte qui se rouillait dans l'inaction à reprendre en main et à guérir d'une indiscipline à laquelle aucune force, même allemande, ne survit ni ne résiste. Une opération de grand style était donc certaine, mais où? Serait-ce en Courlande, sur les bords du golfe de Riga, sur les côtes de Livonie? Ne serait-ce pas en Finlande, où l'Allemagne ne voudrait pas perdre les fruits de la plus savante des préparations, telles qu'elle met tous ses moyens à les faire, et telles que par avance elles lui livrent, pense-t-elle, le pays miné et le peuple corrompu? En Finlande, elle travaillait sur un vieux fonds de séparatisme et d'antipathie qui lui assurait le plein de ses chances, et, pour la dernière secousse à donner, elle savait, les ayant elle-même formés, qu'elle trouverait des « cadres » dressés à la prussienne. Enfin, de Helsingfors, avec de bons yeux et de longs bras, peut-être se flattait-elle de découvrir et d'atteindre Pétrograd.

Nous sommes maintenant fixés, au moins sur le point de départ. Une

escadre impériale, que des informations autorisées se plaisent à peindre « colossale, » — dix dreadnoughts, dix croiseurs, un essaim de torpilleurs, plus de cinquante, — a jeté des troupes dans les îles d'Ösel et de Dagö, qui ferment du côté du Nord le golfe de Riga, en achevant d'un coup précipité la conquête, ainsi que celle de l'île jumelle de Moon, l'élargissant ensuite et en quelque sorte l'éclairant par la prise de deux autres petites îles, deux îlots, deux écueils à bâtir des phares, Abro, toute proche, Rounö, au milieu du golfe.

Voilà, pour le moment, ce que les Allemands ont fait ; mais ce n'est pas le plus important ; le plus important est ce qu'ils vont faire. Pour le moment, ils viennent d'acquérir une base dans le golfe de Riga ; à quelle fin, et vers quel objectif ? Un coup d'œil promené sur la carte fait immédiatement apparaître, sur les rivages de l'Esthonie, par delà l'île Worms, qui flanque Dagö à l'Est, Hapsal, et, en remontant, Port-Baltique, puis Revel, trois têtes de lignes, et puis, au fond, mais tout là-bas, à trois cents kilomètres, Pétrograd. Entre les deux, entre la base et l'objectif, si décidément Hindenburg, obstiné dans son unique idée, n'a jamais détaché son regard de Pétrograd, de multiples et sérieux obstacles, la nature, le sol, le climat, la saison. Difficultés connues, auxquelles s'adjoignent deux inconnues : la capacité actuelle d'effort des Allemands, à court, sinon à bout d'effectifs, mais c'est la moindre ; et, — c'est la principale, — la capacité de défense de la Russie dissoute par l'anarchie, liquéfiée par la trahison.

Divers indices permettent de supposer que l'armée et la marine russes commencent, — il en est temps, — à sentir l'effroyable, et, sans elles, l'irrémédiable danger ; qu'elles n'abandonneront pas la patrie à l'heure suprême, à la dernière minute où, par elles, elle puisse être sauvée ou perdue. Les garnisons de l'île d'Ösel paraissent s'être battues courageusement, et, dans le Soëla-Sund, entre Ösel et Dagö, les navires russes, quoique inférieurs en nombre et en puissance à l'escadre allemande, lui auraient barré la route, infligé des pertes sensibles, l'auraient obligée à se retirer. Kerensky, — que pouvait-il faire? — a adressé un appel à la flotte. Cri émouvant, que renforce l'adjuration du Bureau des Soviets lui-même. Et sans doute on a tort de demander ce que le gouvernement pourrait faire : il devrait commander, mais qu'est-ce que le commandement sans l'obéissance ? Les mœurs révolutionnaires, en général, ne s'y prêtent pas, et le tempérament russe, ployé séculairement par le despotisme à la servitude, se dérobe à l'un et à l'autre, aussi incapable de commander que d'obéir dans la liberté. Tout le monde en Russie voit l'anarchie, et tout le monde,

à peu près, la déplore, mais absolument tout le monde l'augmente. L'autre jour, le ministre de l'Intérieur, M. Nikitine, voulut s'opposer à ses ravages; que fit-il? Il décida de créer des « comités contre l'anarchie. » Ce qui est proprement verser des gouttes d'eau dans le fleuve. Comme si tous ces comités ne devaient pas être de nouveaux facteurs d'anarchie, et comme si, contre l'anarchie, il pouvait y avoir un autre « comité » que le gouvernement! Mais il faut un gouvernement. S'il y avait à Pétrograd un gouvernement, s'il y avait même quelque part en Russie un pouvoir local intact et sain, les généraux Denikine, Elsner et Markoff, qu'on envoie rejoindre Korniloff sous le ciel inclément de la péninsule de Kola, n'auraient pas été livrés sans protection aux exigences injurieuses des soldats, dont beaucoup, probablement, ne leur reprochent, dans le « secret » de leur cœur, que d'avoir voulu les contraindre à marcher.

Néanmoins, une partie de la flotte de la Baltique a entendu l'appel de Kerensky. Les quatre gros dreadnoughts, qui s'étaient enfermés, pour des fins ultra-révolutionnaires, dans la rade de Cronstadt, n'en sont pas sortis. Mais des vaisseaux, malheureusement plus anciens et plus faibles, les mêmes peut-être qui avaient essayé d'interdire à l'ennemi le détroit de Soëla, ont engagé, à l'entrée du golfe de Riga, une vraie bataille navale qui ne s'est terminée que dans le Moon-Sund, et où les Allemands ont payé cher leur avantage. Devant des mastodontes du type *Kaiser* et *Kœnig*, ils ne pouvaient guère que se faire écraser; mais ils l'ont risqué, et c'est l'essentiel. L'essentiel est de restaurer, dans l'armée et la marine russes, l'esprit de devoir et de sacrifice. La Russie commencera à être moins battue, dès qu'elle aura recommencé à se battre. Et, quelque menace qui soit dirigée, de Riga, d'Ösel ou d'ailleurs, contre Revel ou même contre Pétrograd, dès qu'elle se battra comme elle sait, peut et doit se battre, rien ne sera irréparable.

D'autant plus que tout ne se passe pas sur le front oriental. Les communiqués de Ludendorff emploient quelquefois, comme formule de magnificence, cette expression : « De la Baltique à la Mer Noire. » Mais ils sont encore bien modestes. Il faudrait dire : « De la mer du Nord au golfe Persique. » A l'un des bouts de cette immense ligne, il y a les Flandres, Ypres, Langemarck, Poelcappelle; et il y a la Mésopotamie, Bagdad, Ramadié, à l'autre bout. A l'un des bouts, les Anglais tiennent la route par où Falkenhayn devait venir avec les Turcs d'Enver-pacha; à l'autre bout, les armées britanniques des généraux Gough et Plumer, l'armée française du général Anthoine,

quand elles auront gravi les dernières crêtes de Passchendaele et détruit les nids de mitrailleuses dont se hérisse la forêt d'Houthulst, commanderont les trois routes de Staden, de Roulers et de Menin, par où les Allemands s'en iront. Il se pourrait alors que, sans que la côte eût été bombardée, ils fussent décrochés de la côte. Et qui sait si cette perspective ne contribue pas à les rendre plus raisonnables sur le chapitre de la Belgique? Plus raisonnables, exception faite naturellement pour les fous du pangermanisme : encore ces fous-là ne sont-ils pas peut-être aussi incurables qu'ils affectent de l'être, et peut-être y a-t-il dans leur cas une part de simulation. Vont-ils entendre la fanfare, de joyeux augure pour nous, qui s'élève des bords de l'Aisne, au Sud-Ouest de Soissons, par-dessus les 70 canons enlevés et les 8 000 prisonniers faits aux « meilleures troupes de l'Allemagne, » derrière leurs zeppelins abattus ?

La précédente quinzaine avait été pour la diplomatie allemande la quinzaine belge ; celle-ci appartient à l'Alsace-Lorraine. La Wilhelmstrasse, comme les Muses, aime les jeux alternés. Mais sa manière n'est pas de glisser, elle appuie, et sa manœuvre, peu à peu, se dessine et se précise, jusqu'à en découper les gestes en ombres chinoises sur la toile tissée du fil blanc de ses malices. Le prologue de la comédie, ou du moins de cette comédie, de celle qu'on nous donne en ce moment, et qui n'est pas la première, a été récité, non pas à Berlin par le Chancelier, son secrétaire ou ses sous-secrétaires d'État, mais à Vienne par le ministre austro-hongrois des Affaires étrangères, le comte Czernin, au lendemain de l'envoi des réponses à la Note pontificale. « La paix tout de suite, ou la guerre à outrance ! » disait, en somme, le comte Czernin. « La paix, » feignait de dire, depuis sa résolution du 9 juillet, le majorité du Reichstag allemand. Et ce n'étaient que murmures endormeurs, paroles douces, comme chantées, bouche close, à un enfant qu'on berce. La voix allait décroissant, à mesure que la fatigue gagnait. D'abord l'Allemagne, en décembre 1916, promettait seulement de n'être point intraitable ; puis l'Autriche, sous les auspices du nouveau règne, cherchait des accommodemens ; puis l'Allemagne, à son tour, descendant des généralités à la géographie, se montrait avec ostentation arrangeante, ou prête à l'être, ou inclinée à le devenir, tantôt sur un point, tantôt sur un autre, qui changeaient, n'étaient jamais les mêmes, et s'effaçaient, si l'on essayait de les marquer. Elles espéraient que la monotonie du refrain produirait à la longue des effets d'assoupissement. Mais, de temps en temps, quelqu'un faisait du bruit, remuait les meubles,

claquait les portes dans la chambre à côté; et l'Entente était sur ses gardes. Aux avances du comte Czernin, M. Winston Churchill répliquait : « Ce n'est pas l'heure de parler de paix. » Il avertissait les Alliés : « On ne se doute pas combien on a été près de la victoire, avant qu'elle soit un fait acquis. » Pourtant voilà des heures, des jours, des semaines et des mois que l'Allemagne et l'Autriche nous parlent de la paix; et, à force de nous en parler, il s'en est fallu de peu qu'elles nous en fissent parler.

Le procédé a été le même pour l'Alsace-Lorraine que pour la Belgique. L'Allemagne, on l'a dit vingt fois, mais l'on est et l'on sera obligé de le redire sans cesse, porte en soi une puissance de répétition, d'auto-imitation indéfinie. Rien ne l'éclaire, ou rien ne la lasse. Elle monte laborieusement un coup, l'exécute, le manque, et le recommence. Quand elle croit avoir forgé et tenir un levier à ébranler le monde, à peine, si elle voit que le monde ne bouge pas, daigne-t-elle changer le point d'application. Alors elle le tâte, pour ainsi dire, elle promène ses prises à la surface, cherchant l'endroit où l'écorce est le plus faible et pourrait craquer. C'est de la sorte qu'elle a mené son coup de la paix séparée ou de la paix tout court. Paix séparée, dans la pensée allemande, avait un premier sens, qui était : paix de séparation et de brouille entre les nations de l'Entente, suivant la tactique frédéricienne. L'Allemagne, après les événemens de mars, et devant les ravages de son infiltration, s'est imaginé qu'elle allait détacher du bloc occidental la Russie révolutionnaire; n'y ayant pas réussi, elle s'est retournée et s'est efforcée de détacher de la Russie révolutionnaire le bloc occidental. Elle a peint successivement les Alliés comme enclins à faire leur paix avec les Empires du Centre au détriment et sur le dos de la Russie, ensuite la Russie résolue à faire sa paix par l'abandon des Alliés. Le bloc a résisté, malgré toutes les fissures et tout le travail moléculaire qui, au dedans, le secouait. Les deux moitiés, l'Est et l'Ouest, en sont restées jointes. Faute de mieux, l'Allemagne s'est attachée à effriter, à ronger chacune d'elles. A l'Ouest, lorsqu'elle nous a eu ressassé pendant plus de deux ans que nous nous battions pour l'Angleterre qui, elle, ne se battait que pour la Belgique, qui peut-être même ne rêvait que de s'installer souverainement à Calais ou à Boulogne, elle a fait dire à l'Angleterre que, sur la Belgique, il y aurait moyen de s'entendre. Toute la presse d'outre-Rhin s'est remplie comme par enchantement de dissertations, de discussions, de projets concernant la Belgique; on les a un instant rehaussés et dorés d'une couleur diploma-

tique ; et puis, soudain, le château de cartes s'est écroulé, on a démenti.

L'Alsace-Lorraine a pris, dans la machination renversée, la place de la Belgique. L'Allemagne s'est mise en tête d'insinuer à l'Angleterre et, par delà l'Océan, aux États-Unis qu'ils se battaient uniquement pour la querelle française qui se réduisait toute à la revendication de l'Alsace-Lorraine, tandis que la presse allemande se remplissait de projets, de discussions, de dissertations, cette fois sur le sort de la « terre d'Empire. » Des conciliabules avaient lieu à Berlin entre confédérés. La Bavière voulait qu'on la coupât en deux, que la Prusse prît la Lorraine, et qu'à elle-même on donnât l'Alsace. D'autres voulaient qu'on en fît un seul État, un royaume à qui, chez des princes aussi prolifiques, il serait facile de trouver un roi. A nous, cependant, de loin, avec des détours, on versait dans l'oreille que, s'il nous plaisait de « causer de la paix, » on consentirait sans doute à « causer » aussi de l'Alsace-Lorraine. Indirectement, très indirectement, par toute espèce d'intermédiaires, de pays amis, en pays neutre, l'avertissement gracieux se multipliait. La docile Autriche, comme toujours, doublait le rôle, faisait l'écho.

M. Ribot l'a révélé publiquement, à la Chambre, dans sa réponse à l'interpellation de M. Georges Leygues sur « le personnel et l'action diplomatiques. » « Hier, a dit M. Ribot, c'était l'Autriche qui se déclarait disposée à faire la paix et à satisfaire nos désirs, mais qui laissait volontairement de côté l'Italie, sachant que si nous écoutions ses paroles fallacieuses, l'Italie, demain, reprenait sa liberté et devenait l'adversaire de la France qui l'aurait oubliée et trahie... Hier encore, c'était l'Allemagne qui faisait murmurer que, si le gouvernement français voulait engager une conversation directe ou indirecte, nous pourrions espérer qu'on nous restituerait l'Alsace-Lorraine. Le piège était trop grossier pour qu'on s'y laissât prendre. L'Allemagne, restée seule, a alors jeté le masque et fait cette déclaration retentissante de M. de Kühlmann : Des concessions sur l'Alsace-Lorraine ? Jamais ! »

A ce passage : « Si le gouvernement français voulait engager une négociation, nous pourrions espérer qu'on nous restituerait l'Alsace-Lorraine, » le *Journal officiel* note : (*Exclamations*). La Chambre des députés s'est récriée de stupéfaction. L'intrigue n'est pourtant pas nouvelle ; depuis que cette trame s'étire, elle devrait être usée jusqu'à la corde. En février 1915, avant que l'Italie fût entrée en guerre, et tandis qu'il lui promettait, aux dépens de l'Autriche, un *parecchio* de l'odeur duquel il se piquait de l'amener à se satisfaire, le prince de

Bülow tenait des propos analogues ; il n'en demandait pas le secret ; au contraire, et ils furent rapportés devant témoins. Après un grand éloge des vertus déployées par nos soldats dans cette tragique épreuve, et l'assurance qu'il regarderait comme le couronnement de sa carrière de pouvoir dissiper toute haine, toute rancune entre son pays et le nôtre, il ajoutait que l'Allemagne, au besoin, payerait ce bienfait de la restitution de l'Alsace-Lorraine. Et comme son interlocuteur, syncopé, — on l'eût été à moins ! — n'avait pu s'empêcher de faire observer : « Altesse, vous n'auriez pas dit cela au mois de septembre ! — Mais si, aurait vivement riposté M. de Bülow, mais si, dès le mois de septembre ! » M. von dem Bussche, qui n'en est pas à une dénégation près, pourra, encore ici, démentir autant qu'il lui conviendra : ce sont des choses qu'il n'a pas sues, trop occupé qu'il était, en ce moment-là, à enterrer des caisses de bacilles dans le jardin de sa légation de Bucarest.

Entre ces premières ouvertures, ou plutôt, pour employer l'expression même de M. Ribot, ces premiers murmures et les plus récens, se sont sûrement intercalées cinquante tentatives du même genre. Personne n'a songé à les prendre au sérieux. « Nous aurons la victoire, et nous aurons l'Alsace-Lorraine, » a affirmé avec force M. Ribot. Spontanément, immédiatement, M. Asquith, M. Lloyd George, le lord Chancelier en Angleterre, le ministre italien Comandini, le président Wilson et le gouvernement des États-Unis, ont répété et renouvelé le serment. Tous s'accordent à mettre en lumière la valeur de symbole qu'a prise la restitution à la France de l'Alsace-Lorraine, dans cette guerre qui a été entreprise pour la défense et se poursuit pour la réparation du droit. Oui, pour tous les Alliés, l'Alsace-Lorraine française est devenue le symbole de la victoire de l'Entente, à ce point que ce sont comme les deux termes d'une équation fondamentale, dont le second est la traduction, la transcription, la consécration visible et tangible du premier. Mais, parallèlement, et par là même, par le contre-coup nécessaire de ces affirmations solennelles, pour l'Allemagne aussi, l'Alsace-Lorraine a pris la valeur d'un symbole. Lâcher la terre d'Empire, ce sera pour l'Empire avouer sa défaite. Il ne la lâchera donc que la main, le poignet, le bras et les reins brisés. Dire, par conséquent : « Nous aurons la victoire, et nous aurons l'Alsace-Lorraine, » c'est dire bien, mais ce n'est pas assez dire. Nous n'aurons l'Alsace-Lorraine que par la victoire. Victoire, au demeurant, qui peut n'être pas exclusivement militaire, pas exclusivement la victoire des armes, qui, au dernier

quart d'heure de la lutte gigantesque, de la bataille universelle où les peuples sont engagés contre les peuples, sera la victoire des races, des nations, des institutions, des gouvernemens, et, pour tout résumer d'un mot : la victoire des âmes. Nous l'aurons, mais plus sûrement, et plus tôt, et plus facilement, si nous y pensons toujours et si d'autre chose nous ne parlons jamais. Changeons le refrain de la chanson, réveillons ceux qui nous endorment, sortons de l'ombre du mancenillier.

Chez nous, la race est bonne, la nation est saine, les institutions tiennent et se tiennent tant bien que mal, nous sommes couverts par toute notre histoire comme par un bouclier ; le point névralgique, il y a longtemps qu'on le signale ici, c'est le gouvernement. Mais le mal n'est pas seulement un mal français, et même n'est pas seulement un mal commun aux pays de l'Entente, qui seraient en état d'infériorité par rapport à la fameuse organisation allemande. La coalition de l'Europe centrale en souffre tout autant que nous. L'énormité de la tâche que les gouvernemens ont eu à remplir, dans l'un et l'autre camp des Puissances belligérantes, a partout mis à l'épreuve le matériel et partout usé le personnel de gouvernement. En rien, peut-être, l'usure produite par une longue guerre n'est plus marquée. L'Autriche-Hongrie, où ces sortes de crises sont chroniques, paraît pour l'instant apaisée ou assoupie dans la somnolence troublée de cauchemars du second ministère Seidler et du ministère Wekerlé. La Bulgarie et la Turquie ne vivent pas politiquement ; c'est l'Allemagne qui vit pour elles. L'Empire allemand, chef du chœur, suprême seigneur de la guerre, est lui-même en proie aux discordes, et languit de la défaillance de l'autorité, de la carence du gouvernement. Guillaume II, à son retour de Sofia, où le tsar Ferdinand (puisqu'à présent il n'y a plus de tsar que le bulgare), quoiqu'il lui ait épargné les barbarismes de son latin, lui en a dit quand même de fortes, qui montrent à nu les convoitises de ce que le Cobourg appelle son peuple, Guillaume II va avoir à résoudre une difficulté qui n'est pas mince, et qui pourra être double. On a annoncé que le ministre de la Marine, l'amiral von Cappelle, emporté par les révélations singulières sur les mutineries de la flotte allemande, dans lesquelles on lui avait fait envelopper plus ou moins artificieusement une attaque contre les tendances de certains partis du Reichstag, a dû donner sa démission. On a ajouté que cette démission ne serait pas la seule, qu'elle en entraînerait une autre, par quoi, une troisième fois depuis 1914, s'ouvrirait en Allemagne une vacance de la Chancellerie. Ce

sont des signes certains qui dénoncent hautement le malaise. Encore ne veut-on relever par prudence que ce qui se voit; mais il y a bien pis, on le sent. Tout n'est pas fureur de théâtre dans les querelles du parti de la « Patrie allemande » et de la majorité du Reichstag; les lignes du vieil Hindenburg ne sont pas toutes en territoire étranger; tous les communiqués de Ludendorff ne sont pas pour le dehors, ni toutes les torpilles de M. de Tirpitz pour les bâtimens de commerce ennemis et neutres. L'Allemagne politique vacille, plus encore que l'Allemagne militaire.

Mais, il faut franchement le reconnaître : politiquement, c'est-à-dire dans les conditions de la vie politique intérieure de chacun des États qui la composent, l'Entente n'est guère mieux partagée. L'Angleterre a eu ses secousses. L'Italie est au bord de la crise. Les symptômes, depuis cet été, en étaient de plus en plus abondans et de plus en plus aigus. On avait eu, le 12 août, la circulaire adressée aux maires socialistes, par M. Costantino Lazzari, secrétaire du parti, ce Lazzari que quelqu'un a plaisamment baptisé, à cette occasion : *Il Segretario non fiorentino*, et qui, pour le rappeler en passant, aurait assisté à l'une des réunions de notre parti socialiste, à nous, lors des palabres tenues quand fut défait le cabinet Ribot. Ladite circulaire contenait, entre autres beautés, cette phrase monumentale : « Tu connais, écrivait à chacun des « chers camarades maires, » avec le tutoiement civique, le citoyen Costantino Lazzari, tu connais la résolution exprimée à la Chambre par les camarades députés *contre un troisième hiver de guerre.* Un parti comme le nôtre doit, avec honneur et fermeté, maintenir foi à la parole donnée. Les communes sont, sans conteste, un moyen politique très puissant par l'influence directe qu'elles ont sur les populations; eh! bien, celles qui ont été conquises par nous doivent toutes servir, dans un acte concordant et solidaire de protestation et de résistance, à faire triompher notre thèse; *avant l'hiver, la paix.* » Le 25 septembre, M. Lazzari réitérait sa démarche, qui n'avait pas donné tout l'effet attendu, et, le 26, la direction du parti socialiste, que harcelaient, de Rome, de Milan et de Parme, les manifestations hostiles de l'opinion, déchaînée par la publication du document, en prenait avec lui la responsabilité. A Turin se produisait, à propos ou sous prétexte d'un manque de vivres, une échauffourée qui touchait à l'émeute.

Ces agitations se répercutaient vivement sur le milieu parlementaire. Et, tandis que, d'un côté, du côté des « interventistes, » on blâmait la mollesse du ministre de l'Intérieur, M. Orlando,

de l'autre, les « neutralistes impénitens, » les « faiseurs de combinaisons, » les « fatigués, » marchaient à leur pas, qui est plus discret et plus lent, derrière les socialistes. Ils formaient le groupe dit des 45, bien qu'il n'eût d'abord, par le retrait de la signature de M. Sandrini, que 44 membres, puis 47 par trois nouvelles recrues, et qu'enfin il se vantât de dépasser la soixantaine. Groupe mixte, ondoyant et divers, surnommé, du nom d'un de ses fondateurs, par un jeu de mots trop tentant : groupe Speranza; mais à base giolittienne, avec le propre gendre de M. Giolitti, M. Chiaraviglio. La rentrée se faisant dans ces dispositions, le ministère Boselli ne pouvait esquiver l'attaque. Une apostrophe de M. Bissolati au député Grosso-Campana, à tort ou à raison soupçonné d'avoir mis la main dans les troubles, la déclaration simple et nette que, le cas échéant, il l'aurait fait fusiller, déclaration reprise à son compte par M. Orlando, contre toutes les données de sa psychologie, mais aux applaudissemens des trois quarts de la Chambre, a condensé et précipité le débat. Deux grands discours, sur des sujets et des tons différens, mais d'une même inspiration et dans une même direction, ont été prononcés, avec un succès inégal, par M. Canepa et M. Nitti. Quelle que soit la solution, il est clair que l'Italie ne veut avoir, ne peut avoir et ne supportera qu'un gouvernement pour la guerre et non un gouvernement pour la paix, un gouvernement renforcé et guéri de sa *fiacchezza*, seul reproche qu'on ait pu faire à celui de l'excellent et éminent M. Boselli.

Étant entrée dans la guerre comme elle y est entrée, ayant rompu ses anciennes alliances pour se rejeter où l'appelaient impérieusement son passé, son avenir, ses traditions, son idéal, son génie, il est impossible à l'Italie, plus qu'à n'importe quelle Puissance, de sortir de la guerre autrement que par la victoire, car, autrement, c'est elle qui ferait la pire chute et connaîtrait le pire destin. Qui sera-ce ? M. Boselli survivant, M. Nitti, triomphateur d'hier, M. Orlando réhabilité ? Tant que M. Sonnino restera, ce sera M. Sonnino. On peut juger maintenant de la faute commise en ne soutenant pas suffisamment le ministère Salandra. La perpétuité de M. Sonnino à la Consulta en a atténué les conséquences. Pourvu qu'il y demeure, il est secondaire qu'il soit ou ne soit pas président du Conseil, et s'il ne l'est pas, peu importe qui le sera. Parmi les hommes politiques de son pays, M. Sonnino a toujours fait, et il ferait, parmi les hommes politiques de tout pays, une figure originale. Il n'a jamais désiré d'être à une place, n'a jamais accepté que d'être à sa place. Lui aux

Affaires étrangères, pour l'Entente, le gouvernement italien, c'est lui.

En Russie, le cabinet de coalition, formé par M. Kerensky, — six socialistes, neuf bourgeois libéraux ou radicaux, deux militaires, — vient de se présenter devant le « Pré-Parlement, » ou « Conseil provisoire de la République russe. » Sur le titre légal de ce Pré-Parlement, ses droits, ses pouvoirs, sa composition même, il y aurait beaucoup à dire. Mais M. Kerensky tout le premier, et le Pré-Parlement avec lui, ne nourrissent là-dessus aucune illusion. Il s'agit simplement de gagner, comme on le pourra, les élections à la Constituante. Ce qu'il faut du moins indiquer, c'est que le gouvernement s'est trouvé sans délai en butte à l'obstruction aveugle et sourde, mais hurlante, des « maximalistes. » M. Trotsky est sorti, suivi de sa bande, avec des invectives et des défis. Notons, à ce propos, que M. Trotsky s'appelle, à l'état-civil, Bronstein, et qu'il est l'un des séides de Lénine, qui s'appelle Zederblum. A ce propos encore, exprimons le vœu, si les délégués régulièrement investis du gouvernement provisoire doivent être accompagnés, à la prochaine conférence interalliée, d'un « représentant des élémens démocratiques, » ce représentant vienne à visage découvert, sous le nom de son père, et non sous un pseudonyme; que Feldmann ne se travestisse pas en Tchernoff, Nahimkes en Stekloff, Apfelbaum en Zinovieff, Rosenfeld en Kameneff, Furstenberg en Ganetzky, etc. La moindre des précautions que les Alliés puissent prendre, avant d'étaler leurs secrets, est de savoir exactement à qui ils ont affaire.

En France, nous avons côtoyé la crise; mais nous l'avons évitée, ou elle paraît différée, — pour combien de jours? Tout s'est borné au départ de M. Ribot, remplacé par M. Barthou, à qui son intelligence prompte et souple permettra d'abréger son apprentissage. La démission collective du ministère entre les mains du président du Conseil, dont la démission personnelle était refusée, n'a été, au résultat, qu'un simulacre. Pour faire tomber un seul portefeuille, on a fait semblant d'en rendre vingt-neuf. L'origine même de cet imbroglio médiocre doit demeurer mystérieuse. L'intérêt national ordonne de la taire. M. Ribot s'en va, salué par tous ceux qui ont pu mesurer ou peser ce qu'il avait apporté, dans le Conseil, de savoir et d'expérience et ce qu'il en emporte. Il se peut que, du fait de tel ou tel, une erreur ait été commise, mais on ne corrige pas une erreur en y ajoutant une faute. Quoi qu'il en soit, nous avons encore un ministère : nous voudrions être aussi sûrs d'avoir enfin un gouvernement.

Les neutres ne sont pas plus tranquilles. Une crise se prépare en Espagne, il y en a un symptôme dans la retraite du maréchal Primo de Rivera. Peut-être, si elle n'avorte pas, son développement et sa conclusion nous réserveront-ils des surprises. La Suède, en attendant, a résolu la sienne d'une façon qui n'est point banale. Le professeur Eden, chargé de constituer un Cabinet, l'a composé de libéraux et de socialistes, mais là n'est pas la nouveauté. Ce qui est neuf, et ce qui est beau, c'est qu'il n'ait pas craint de mettre à la Marine un lieutenant de vaisseau, à l'Instruction publique un maître d'école, à l'Agriculture un agriculteur, à la Justice un avocat, à l'Intérieur un préfet, aux Affaires étrangères un membre de la Cour de La Haye. Le ministre de la Guerre, il est vrai, est un négociant; mais, pour la Suède, au centre des hostilités, le commerce n'est-il pas une forme de la guerre?

Le trait distinctif de tous ces embarras politiques ou parlementaires des Empires du Centre, des États de l'Entente et des pays neutres, c'est le rôle qu'y jouent, sur la scène ou dans la coulisse, les diverses fractions du parti socialiste. Il est sous notre crise à nous, dans la crise russe, dans la crise allemande, dans la crise espagnole, dans la crise suédoise. Il se manifeste, s'entretient, se grossit, par son action, sa propagande, ses congrès nationaux, Bordeaux, Würzbourg, ses conférences ou ses projets de conférences internationales, Berne, Stockholm; par son ubiquité, son indiscrétion, sa ténacité, son audace. Il pose pour aujourd'hui, et plus encore pour demain, le plus redoutable des problèmes. En vain cherche-t-on, en face de lui, des transitions, des transactions. On ne fait pas au socialisme sa part: dès qu'il pénètre dans le gouvernement, il l'a bientôt envahi tout entier.

CHARLES BENOIST.

Le Directeur-Gérant,

RENÉ DOUMIC.

LA FLAMME QUI NE DOIT PAS S'ÉTEINDRE

I

LA RACE DE FRANCE

La société a des intérêts communs, et chaque homme ses intérêts particuliers. Faire aux uns et aux autres leur juste place est difficile, parce qu'ils n'inspirent pas une sollicitude égale à l'homme, leur arbitre. Pour s'attacher à son propre avantage, même minuscule et éphémère, il suffit d'être égoïste, et qui ne l'est pas? Pour embrasser l'avantage public et permanent de la société, il faut sortir de soi, et combien en sont capables? L'intérêt général ne touche que les plus désintéressés et les plus perspicaces, c'est-à-dire les plus rares des hommes; l'intérêt individuel passionne la foule à qui manquent l'impartialité et la prévoyance.

Comme l'utilité générale ne peut être servie que par la collaboration des particuliers, et qu'ils ne la peuvent servir sinon par certains renoncemens à leur autonomie, l'homme, prévenu contre ces sacrifices, est tenté de croire ennemis l'intérêt public et l'intérêt individuel, et, se préférant, de refuser tout sacrifice à la cause sociale. Or, plus celle-ci est méconnue, plus s'appauvrissent les forces protectrices de l'ordre nécessaire à tous, et, quand la société reste sans défense, les intérêts généraux entraînent dans leur ruine les intérêts particuliers.

Alors apparaît, trop tard, qu'au lieu d'être adverses ils étaient solidaires et qu'il eût fallu, pour protéger ceux-ci, protéger ceux-là.

Telles sont les évidences que mettent en lumière les destins successifs de la famille française. Elle a été l'orgueil, elle est aujourd'hui l'anxiété de la France. Constituée d'abord pour défendre la puissance de la race, puis transformée pour accroître la liberté de l'homme, elle est devenue la victime du conflit entre l'intérêt général et l'intérêt individuel.

I

L'histoire de notre race fut longtemps l'histoire d'une ascension. Depuis la ruine de l'ancienne Rome et durant tout le moyen âge, parmi les multitudes aux groupes divisés et à la grandeur en gestation, la France s'élève de siècle en siècle, sans rencontrer d'égaux. Déjà formée en un tout et massive, elle domine l'Europe qui seule alors compte dans le monde : l'Europe où l'Espagne, tournée vers les Maures, n'agit pas encore, où l'Italie et les Flandres entretiennent avec les profits de leur commerce les discordes de leurs cités, où l'anarchie allemande n'obéit pas à l'Autriche et ne prévoit pas même la Prusse, où la Russie contenue par la Pologne n'a pas pénétré. Les rivaux ne commencent pour nous qu'après la Renaissance : peu à peu les régions éparses et qui cherchaient leur centre se forment en États et gagnent leur taille par les poussées habituelles à l'âge de croissance, tandis que la France continue de grandir avec le progrès ralenti de sa maturité toujours jeune. Entre eux et elle, grâce à l'avance qu'elle avait prise, l'écart subsiste, qui insensiblement diminuera (1). Au XVIe siècle, la race française est, par le nombre, presque la moitié de l'Europe. La France de Louis XIV est le tiers, celle de 1789 le quart ; mais aucun des autres peuples n'a autant de nationaux qu'elle. Après les guerres de la Révolution et de l'Empire, non seulement elle est réduite au cinquième du monde européen, mais les Russes et les Allemands ont conquis la primauté du

(1) Siméon Luce, dans l'*Histoire de Bertrand du Guesclin et de son époque*, a écrit : « Il est maintenant hors de doute que la population de la France, avant la guerre de Cent Ans, égalait au moins, si elle ne dépassait un peu sur certains points, celle de la France actuelle. »

nombre. Durant le XIXe siècle, le renversement de la hiérarchie se continue au profit d'autres races qui, non seulement en Europe, mais dans l'univers, continuent à grandir plus que nous, et, au XXe siècle, la Russie avec 130 millions d'habitans, les États-Unis avec 100, l'Allemagne avec 70, le Japon avec 52, l'Autriche avec 48, l'Angleterre avec 44 devancent la France qui, avec 39, est passée du premier rang au septième. Encore n'est-ce que le début d'un déclin que les années précipitent. Déjà onze fois, à intervalles de plus en plus proches, les décès en France ont été plus nombreux que les naissances. Rien ne croît plus que la stérilité des familles.

Sous François Ier, au moment où l'on commença de constater un affaiblissement de la vigueur ancestrale, on comptait en moyenne sept enfans par famille. Sous Louis XIV, il n'y en a plus que cinq; en 1789, quatre; en 1870, trois; en 1914, deux. Deux enfans par famille, voilà pour une race le nombre de décadence. Il suffirait tout juste à maintenir stationnaire la population, et chaque couple serait remplacé par deux êtres qui prendraient sa place, pourvu que tous survécussent et se mariassent à leur tour. Mais chaque génération a ses jeunes rebelles à la vie et ses réfractaires au mariage. Le célibat, vocation faite surtout par la fantaisie du caractère et du cœur, état le plus rebelle au mesurage et aux moyennes, a pourtant été saisi par la statistique comme un phénomène constant : il recrute du neuvième au sixième de chaque génération. Si le neuvième ou le sixième des adultes s'abstient de perpétuer la race, tout le vide ouvert par la mort ne sera pas comblé par les deux enfans qui, à chaque foyer, prennent la place de leur père et de leur mère. L'amoindrissement de la race est donc inévitable et progressif.

Certains, qui mettent leur courage à ne s'inquiéter jamais de rien, s'accommodent de cet amoindrissement comme s'il marquait non une maladie, mais simplement une date dans notre existence. Un âge viendrait pour les races où elles n'ont plus besoin de grandir pour se conserver, et elles auraient la preuve qu'elles sont parvenues à la plénitude de la force quand l'accroissement du nombre se ralentit. C'est, il est vrai, une règle de nature que les populations sorties de l'adolescence progressent d'une marche plus lente. Mais tant qu'elles sont dans leur maturité vigoureuse, elles ne restent jamais sur

place, et la marque de leur santé est précisément que le croît total de la race compense encore, et au delà, le déclin de la fécondité dans chaque foyer. Dans toutes, si paresseusement qu'elles retardent sur leur ancienne ardeur d'enfanter, la population augmente. Leur force vive est le nombre annuel des naissances, déduction faite des décès, et voici les chiffres. La Russie s'accroît par an d'à peu près 4 500 000 et perd 2 700 000; l'Allemagne gagne 2 000 000 et perd 1 100 000; l'Autriche gagne 1 700 000 et perd 1 100 000; l'Angleterre gagne 900 000 et perd 450 000; l'Italie gagne 1 000 000, et perd 650 000; la France gagne 750 000 mais perd presque autant, parfois un peu plus. L'excès des naissances sur les décès ajoute chaque année plus d'un million d'hommes à la Russie, plus de 900 000 à l'Allemagne, plus de 500 000 à l'Autriche, plus de 400 000 à l'Angleterre, 350 000 à l'Italie. Nos excédens étaient de 30 000, de 20 000 avant qu'ils disparussent. Si nous ne sommes pas tombés plus bas, c'est que chez nous l'on meurt peu. Longtemps les médecins, comme s'ils désespéraient des naissances, ont concentré leurs efforts sur la durée de la vie, et dans la masse des Français la proportion des vieillards augmente. Pour les autres peuples, se conserver, c'est poursuivre d'une allure plus lente la route par laquelle on s'élève. Nous seuls, après une halte devenue pour nous le sommet, avons rebroussé chemin pour redescendre. Chaque mouvement d'eux et de nous augmente la différence de nos altitudes et de nos destinées : ils continuent à monter vers la vie, nous enfonçons dans les avenues de la mort.

La mort elle-même a ses résignés. Ils ne s'étonnent pas qu'après un si long et si grand passé la France soit au bout de son avenir; ils ne se sentent pas coupables que sa vieillesse n'enfante plus. Ils se soumettent à leur sort comme à la nécessité invincible. Mais prétendre que, pour les peuples comme pour les hommes, la vieillesse soit le commencement fatal de la fin est un sophisme encore. Oui, les jours de chaque homme sont comptés, de quelque manière qu'il les emploie, et, s'il les abrège quelquefois par sa faute, ses vertus ne prolongent pas les délais de son passage sur la terre. Mais autres sont les lois qui mesurent le temps aux nations. La mort n'est pas naturelle aux sociétés comme elle l'est aux hommes qui les composent. Aucun terme n'est fixé d'avance à la vie des races, et rien n'est

plus inégal que leur durée. Les unes achèvent en peu de temps leur destin, les autres se perpétuent sans vieillir. Les malveillances de la nature ne sont mortelles qu'aux individus : nulle convulsion du sol, nulle peste, nul fléau ne s'étendent assez pour anéantir les peuples. Ceux qui périssent reçoivent le coup mortel d'une main humaine, soit qu'ils disparaissent dans des guerres d'extermination comme la barbarie les connut et comme la civilisation les a parfois renouvelées, soit qu'eux-mêmes détruisent en eux, par des vices devenus à la longue des poisons, l'aptitude à vivre. Les sociétés ne sont pas faites pour mourir : on les assassine ou elles se tuent, et dans leur fin il y a toujours un crime. Cette loi de responsabilité apparaît dans le sort des races qui, avant le contact de la civilisation, vécurent paisibles en Amérique et heureuses dans la Polynésie. Les unes ont été anéanties par une férocité plus forte que leur courage, les autres ont reçu d'une inimitié moins hâtive, mais non moins atroce, les vices que leur sauvagerie n'a pas su repousser : c'est d'eux qu'elles meurent.

Rien ne ressemble moins à ces lamentables restes que la France. Mais les décadences aussi ont leur jeunesse qui se duperait à faire la dédaigneuse en face des dégradations plus avancées. Les mêmes vices qui ont épuisé les races agonisantes menacent et déjà contaminent les races les plus fières d'elles-mêmes. Médecins, moralistes, hommes de science et hommes d'État dénoncent par un témoignage unanime comme les fléaux les plus redoutables pour l'avenir du genre humain, une trinité empoisonneuse. La pratique des voluptés sexuelles multiplie les contagions que la vieille morale appelait très justement les maladies honteuses : rien de plus commun que les contracter, rien de plus lent que les guérir, rien de plus incertain que leur cure. Elles sont des causes durables de stérilité, et quand elles transmettent la vie, elles la corrompent; c'est d'elles que meurent tant d'enfans en bas âge, par elles qu'il y a tant d'aveugles, de paralysés, d'incomplets, et que se propagent les plus incurables, les plus répugnantes et les pires dégradations de l'espèce. L'ivrognerie, très ancienne compagne de l'homme, et jusqu'à nos jours compagne plus humiliante que funeste, s'est changée en un vice tout nouveau depuis que l'alcool, extrait de tout plus que du vin, est devenu le liquide préféré des buveurs. Or si le vin, même à dose forte, est tonique, l'alcool,

même à faible dose, est vénéneux, il entraîne la diminution de la volonté et de l'intelligence, et parmi les tares transmissibles, la démence, la fureur épileptique et la paralysie générale. Enfin la débauche et l'ivresse fraternisent, s'excitent l'une l'autre, accumulent leurs dommages sur l'être perverti par elles et livrent son corps déchu au mal qu'on pourrait appeler le mal des démocraties: car dans les sociétés où presque tous doivent gagner leur vie, et l'user pour la gagner, l'anémie livre les organes du pauvre à la pire envahisseuse, à la destructrice universelle : la tuberculose. Quand aux excès du labeur s'ajoutent ceux du boire et de la volupté, il faut désespérer de la santé générale. Les chefs de la science médicale proclament que « l'implacable continuité du mal fait la tuberculose autrement meurtrière que les fléaux historiques : la peste, le choléra, les inondations, les tremblemens de terre (1). »

Si cette contamination n'épargne aucun des peuples modernes, sa triple malignité a atteint particulièrement la France. Les excès alcooliques étaient comme préparés à notre pays par l'abondance et la qualité de ses vignobles et la coutume de s'abreuver à grands coups aux vins nationaux, et, hier encore, il se buvait plus d'absinthe dans la France seule que dans le monde entier. L'avarie menaçait une race au tempérament sensuel, et aujourd'hui les professeurs de médecine ne dissimulent pas les ravages du mal (2). Enfin la France a été le pays où la tuberculose allait multipliant le plus les victimes.

Mais si ces trois fléaux préparent une génération qui, affaiblie par leurs malfaisances héréditaires, n'aura plus la force d'enfanter, ils sont lents à produire cette déchéance suprême. Aucun d'eux n'entraîne comme suite immédiate la stérilité. Leur plus redoutable mal est au contraire de transmettre leurs tares. Les nations les plus contaminées par l'avarie comptent parmi les plus prolifiques; l'ivresse, la tuberculose, au lieu d'amortir les instincts sexuels, les rendent plus vifs. La comparaison entre les autres races et la nôtre prouve que la France n'est pas le pays où l'avarie sévit le plus; la comparaison avec

(1) « Ne fauche-t-elle pas sur le globe annuellement, plus de 2 000 000 de vies humaines ? » — (Le professeur Landouzy, en avril 1912, au Congrès international de Rome contre la tuberculose.)

(2) Quinze pour cent, suivant les uns, vingt pour cent, suivant les autres, soit un individu sur cinq à six. — Voir Émile Duclaux, *L'Hygiène sociale*, p. 235.

nous-mêmes établit que, si nous étions au début du xxe siècle la nation la plus malade des deux autres poisons, les mesures d'hygiène très timidement entreprises depuis une vingtaine d'années ont enrayé les progrès de la tuberculose (1); la prohibition de l'absinthe a, depuis la guerre, coupé court à l'ivresse la plus dangereuse. En résumé, si les trois fléaux que l'on s'accorde à considérer comme les plus menaçans pour le genre humain étaient des destructeurs immédiats de population, notre race serait plus forte qu'eux, puisqu'elle maintient encore à peu près le chiffre de sa natalité? et s'ils conduisent à la stérilité quand une longue transmission les a rendus incurables, notre race encore n'est pas leur victime définitive, car il a suffi qu'elle commençât, et combien peu, la lutte contre eux pour ralentir leur progrès; elle est donc capable de les vaincre. Chez nous leur contagion menace plus la qualité que la quantité des naissances.

Or, c'est la quantité qui diminue.

Diminue-t-elle par épuisement de la force génératrice dans notre race? La race française n'existe pas seulement en France. Au Canada vivent les descendans des 62000 Français qui y restèrent quand en 1763 notre domaine nous fut enlevé. Or au Canada les familles d'origine française continuent à avoir en moyenne de dix à douze enfans; et dans les familles d'origine anglaise sept à huit. En Afrique, des colons français, en Alsace-Lorraine les habitans d'origine française ont des foyers féconds. En France même, les ménages sont fort inégalement prolifiques : il y a des régions où la rareté des enfans est devenue contagieuse; il y a des régions dans lesquelles les anciennes mœurs maintiennent la vieille abondance. Et si l'on met en parallèle les diverses races, on constate que les foyers exceptionnels de vingt à vingt-cinq enfans sont surtout des foyers français.

La majorité de la race éprouve-t-elle en France pour le mariage cette satiété jadis mortelle à la Grèce et à Rome? Là, quand la licence des mœurs eut détruit la société conjugale, celle-ci, réduite à une rencontre éphémère où chacun des époux se réservait la séparation des patrimoines, des intérêts, des com-

(1) « Sous l'influence de la chasse qui lui est faite, la tuberculose domine en Angleterre et en Allemagne, tandis qu'elle reste stationnaire chez nous. » *Id.*, p. 165.

pagnies, des amours, et se reprenait par le divorce, inspira autant de dégoût qu'autrefois de ferveur, et, dans l'État où tout déclinait, l'institution la plus impopulaire devint le mariage. Il parut plus simple d'éviter une condition où l'on n'entrait que pour en sortir, et le célibat l'emporta. Les célibataires, s'ils ne représentent plus seulement ce qu'il faut d'indépendance aux aptitudes et aux inaptitudes d'exception, sont les plus dangereux adversaires de la vie, même si leur renoncement n'est pas une abstinence. Le mariage seul crée l'honneur, le rang, la stabilité de la famille : à son foyer seul les enfans trouvent les soins dont leur corps et leur âme ont besoin. Partout le concubinat est plus avare d'enfans et ses enfans meurent davantage (1). Les célibataires de la décadence grecque et romaine étaient assez dissolus pour repeupler leur patrie, si la volupté suffisait : ils ont laissé la terre vide. Mais ils n'ont pas cette malfaisance dans le monde moderne, et, réduits tout au plus au sixième de la population, ils sont assez nombreux pour diminuer sa moralité, pas assez pour compromettre son existence. Le nombre des mariages dépasse dans notre pays 300 000 par an. Si l'on tient compte de la population dans les divers pays, nous tenons un rang moyen parmi les peuples, et le nombre des mariages, loin de baisser, aurait plutôt tendance à monter.

Les mariages sont-ils trop tardifs en France? Trop précoces, les unions épuisent dans les époux trop jeunes la sève féconde; trop ajournées, elles ne donnent à la formation de la famille que des ardeurs refroidies. La femme de dix-huit à vingt ans, l'homme de vingt et un à vingt-quatre parviennent à la plénitude de l'aptitude conjugale, qui va diminuant ensuite. Il semble qu'en France le mariage soit tardif, surtout pour les hommes. Mais cette apparence tient à ce que les gens les plus observés sont les gens en vue : ceux qui reculent le moment du mariage sont ceux des carrières les plus publiques, les libérales. Pour eux, l'ignorance de l'avenir se prolonge et rend difficile leur établissement. Mais plus nombreux sont les obscurs à qui les chances restreintes de leur métier laissent moins d'incertitudes. Grâce à eux, l'âge moyen des mariages ne dépasse pas en

(1) Durant la période de 1900 à 1904, la France a perdu, sur 1 000 enfans, 74,7 illégitimes et 44,7 légitimes, morts au moment de la naissance, et, dans l'année de la naissance, 240 enfans naturels et 129 légitimes (Statistique internationale 1907).

France un peu plus de vingt-sept ans pour les hommes et de vingt-trois ans pour les femmes. Ce n'est pas assez pour que le couple français apporte à son œuvre familiale les prémices de la plus productive saison, mais c'est assez pour qu'il ait encore le temps de fructifier.

Si notre race n'est inférieure à aucune pour les dons de nature, si sa vigueur n'a pas disparu dans un épuisement héréditaire, si ses mariages sont demeurés fréquens, leur stérilité ne tient pas à ce que les époux ne peuvent pas avoir des enfans. Elle tient donc à ce qu'ils ne veulent pas en avoir. Il y a longtemps qu'Auguste Comte a dit : « La maladie de la société est regardée comme physique, tandis qu'elle est morale. » C'est le refus des époux qui fait obstacle au vœu de la nature. C'est l'avarice de l'homme qui rend vaine la libéralité de la race.

II

Quand cette avarice a-t-elle commencé? Pourquoi s'est-elle accrue?

Dès l'origine, la famille française atteignit l'apogée de sa vigueur. Jusqu'à la fin du moyen âge, sans intermittence ni effort, notre vie coula comme de source; et c'est la plus haute des sources, en effet, qui entretenait cette abondance. Notre ancienne société ne se fiait guère aux incertitudes et aux inconstances de la raison humaine, elle avait besoin de rattacher tout ce qui est essentiel à la volonté d'un pouvoir surhumain. Une foi alors universelle considère comme de prescription et de sagesse divines que le mariage soit une communauté indissoluble entre un seul homme et une seule femme, qu'il ait pour but principal la perpétuité de l'espèce, et que les époux doivent à l'abondance de leur famille toute leur énergie créatrice, sans s'inquiéter des charges : car l'enfantement s'impose à eux comme le devoir immédiat, les suites de ce devoir appartiennent à l'avenir, qui appartient à la Providence, et elle a promis son aide à ceux qui lui obéissent.

Pour justifier ses commandemens, la Providence révélait à ses créatures leur destinée. L'homme n'est pas un solitaire fait pour se suffire, mais un compagnon fait pour vivre parmi des êtres ses semblables, et avec lesquels il forme une société. Cette société est aussi un être vivant et qui dure par la succes-

sion de ses hôtes passagers. La société et l'homme ont besoin l'un de l'autre, ont l'un et l'autre des droits, ces droits se mesurent à l'importance de l'un et de l'autre, et cette proportion fait de l'homme le serviteur de la société.

Ce qu'il lui doit d'abord, c'est de la perpétuer. Il a été associé à l'œuvre de la création par le don qu'il possède d'enfanter. à l'homme et à la femme, qui ont reçu en commun cette puissance, de s'unir pour l'exercer. Durer n'est pas le seul besoin de la société : les souffrances qui, sous toutes les formes, en frappant les vivans, la blessent elle-même, doivent être guéries par la bonté et par la science; à la vie sociale il faut aussi la consolation de la beauté, certains sont aptes à répandre ce soulagement par les générosités de l'art et du génie ; la société surtout a besoin de connaître les lois de sa vie et de son avenir, certains sont dignes de lui apporter le présent souverain, la vérité. L'obligation d'être utile est commune à tous, les moyens d'être utile sont divers, particuliers à chacun. Ceux qui donnent leurs soins aux épreuves des autres, leur zèle à l'accroissement des nobles joies et leur existence à la révélation des principes sauveurs exercent une générosité plus grande que celle où les époux enferment leur sollicitude domestique. Si donc, pour mieux accomplir leur œuvre plus universelle, les serviteurs de tous ont besoin de ne pas se clore en un seul foyer, l'un de leurs devoirs les dispense de l'autre. Ainsi le célibat a son rôle comme le genre d'existence qui rend complète l'offrande à de grandes causes. Mais pour la masse des êtres qui n'ont pas ces dispenses d'exception, le précepte divin est de se consacrer à l'œuvre sociale qui exige le plus d'ouvriers, c'est-à-dire de continuer l'espèce humaine. Et tous les actes par lesquels l'homme se sacrifie en ce monde, multiplient les mérites dont la récompense est une vie future, heureuse et sans fin.

La crainte filiale du Père commun fut la plus ancienne, la plus impérieuse, la plus constante des forces qui rendirent infatigablement pères nos ancêtres. La race de France fut le chef-d'œuvre de la morale chrétienne. Toute cette morale établissait comme la loi de la vie présente la subordination des intérêts particuliers aux intérêts généraux. Complice de cette doctrine, l'histoire a montré notre race d'autant plus surabondante et irrésistible qu'elle ne travaillait pas pour elle seule, et d'autant plus amoindrie et inefficace qu'en elle chacun s'est

plus restreint au culte du moi. Si bien que dans les changemens de notre destin séculaire se poursuit l'unité d'une leçon.

Quand la France naissante domine les autres peuples par le nombre et la volonté, elle cherche dans les ruines du monde antique les fondemens d'un monde nouveau. Quand elle assemble par la conquête les diverses nations qui divisaient la Gaule, ce n'est pas seulement pour prendre du territoire, des esclaves et l'hégémonie, elle travaille à l'ordre, l'ordre des âmes par l'union de la foi. Faute de cette sollicitude éducatrice, qui eût fait les vaincus semblables les uns aux autres et tous au vainqueur, la civilisation romaine avait perpétué la barbarie; par cette sollicitude éducatrice, la barbarie franque était déjà la civilisation. Cette civilisation a seulement commencé son œuvre lorsque les Gaules forment un seul État. Par cet effort les Mérovingiens ont forgé la force que les Carolingiens emploient à étendre en Europe, sur les peuples divers d'origine, la communauté d'une vie publique et privée. Cette communauté est le Saint-Empire, union de la puissance spirituelle qui appartient au Pape et de la puissance temporelle qui appartient à Charlemagne. C'est cette communauté politique et morale que l'empereur franc protège contre la ténacité des Saxons, contre les audaces des Normands qui gardent au paganisme l'asile de leurs forêts ou de leurs îles, et contre l'invasion des Musulmans qui, de l'Arabie à l'Afrique, à l'Italie, à l'Espagne, s'avancent pour imposer à la société chrétienne la déchéance de leurs doctrines et de leurs mœurs. La lutte contre l'ennemi public, l'Islam, est la vaste pensée des Capétiens. Ce sont eux qui ont le moins à craindre de lui dans leur royaume, mais il leur est insupportable que le Tombeau du Christ appartienne aux sectateurs de Mahomet; que le sol, les foyers, la liberté, la croyance des races chrétiennes soient perdus et détruits; ils se sentent les défenseurs obligés de la vie morale que la force menace. C'est par eux que sont commencées, soutenues, poursuivies les Croisades, œuvre où l'on retrouve comme partout où agissent les hommes, les traces des passions humaines, mais œuvre unique par la générosité et par la tendresse fraternelle qui voua deux cents ans l'Europe chrétienne, comme à son intérêt suprême, au maintien de la civilisation commune.

Contre cet ordre chrétien la première révolte fut celle de

l'ambition germanique, dès que le Saint-Empire appartint aux princes allemands. Leur longue querelle contre les Souverains Pontifes fut pour émanciper la force de toute dépendance envers le droit, et ils restaurèrent ainsi l'ordre païen où chaque peuple n'avait pour juge de ses cupidités que lui seul. Dès que la féodalité, bâtie sur le morcellement de la terre, ne s'élevait plus au-dessus d'elle-même, pour trouver dans une tâche morale la paix et l'unité, elle devait choir et se dissoudre dans les disputes du sol, et déchaîner la bête pillarde, lubrique et homicide, que la guerre réveille si vite dans le combattant. La discorde ne ravage pas seulement les territoires, elle commence à envahir et changer les intelligences, quand l'antiquité, ressuscitant de son tombeau avec des monumens d'une sagesse et d'une beauté antérieures au christianisme, révéla aux philosophes, aux légistes, aux politiques, aux poètes, aux artistes, aux historiens, comme une puissance indépendante de l'autorité divine, la raison humaine. Dès lors, cette raison devenait la rivale immanente du pouvoir religieux, dût-elle, en fait, se dissimuler quelque temps, par un respect d'habitude, la logique du conflit. Les doctrines de l'Église blessaient, outre les princes, beaucoup d'hommes, les hommes de la pensée et les hommes de la chair. Aux uns elle imposait l'humiliation du mystère, c'est-à-dire d'un pouvoir qui subordonnait la raison sans se justifier devant elle; aux autres elle imposait la contrainte de la pénitence, c'est-à-dire d'une discipline qui contredisait le constant attrait de notre nature vers le plaisir. La Renaissance fut dans toute l'Europe un affaiblissement du catholicisme.

Il gardait pour patrons les chefs mêmes de la France, tant que durèrent les Capétiens, héréditairement respectueux des ordres donnés par l'Église à la conscience, tout occupés d'étendre cet ordre à l'État et, par leur État, à la « république chrétienne, » propagateurs infatigables d'une vie commune, habiles à accomplir de grandes besognes avec de petites gens, amis de la simplicité dans les habitudes, préservés des corruptions par les vertus du travail, passionnés à faire motte à motte leur royaume comme un paysan son domaine, attentifs à la fécondité de leur peuple comme le laboureur à la moisson de sa terre, et constamment prodigues de cette force française à des causes plus vastes que la France. Mais ils s'éteignirent et

laissèrent le trône à la race hautaine, sceptique, voluptueuse, brillante et corruptrice des Valois. Eux jettent la France à d'autres destinées. Leur culte d'eux-mêmes rétrécit leur vision du monde : ils n'ont plus l'âme universelle de leurs prédécesseurs, mais seulement nationale. Leur sollicitude ne s'étend pas au delà du territoire qu'ils possèdent ou ambitionnent, et leur France ne sert plus qu'elle-même. Avec eux, notre histoire commence à préférer l'intérêt particulier à l'intérêt général, car ils tiennent pour adversaires nés les États, croient que le mal de l'un est le bien de l'autre et veulent se dresser sur l'abaissement de tous. L'idée d'entretenir entre les races la communion de l'esprit est devenue étrangère à ces princes qui s'allient contre les catholiques aux protestans et au Turc, cela sans autre dessein que de grandir leur royaume, et eux par leur royaume. Si brillante qu'ait été à certaines heures cette politique, elle était par la portée, la conscience et les profits, inférieure à la vocation première de la France, au dessein de rendre sacrées les unes aux autres les races formées par une même civilisation et de défendre par leurs forces unies contre l'anarchie des races et des croyances inférieures cette « société des nations » que l'on ose à peine espérer au lointain avenir, comme le dernier progrès de la raison humaine, et qui fut, pendant des siècles, la fille de la conscience française.

Or c'est au moment où la mission de la France se rétrécit et s'abaisse que l'abondance de la race commence à faiblir.

Le travail cesse d'être à l'ancienne taille de l'ouvrier. L'unité partout se morcelle. C'est encore l'Allemagne qui donna l'exemple des ruptures. Ailleurs il y avait eu la discordance des particuliers, là il y eut la défection d'une race : ce pays des princes avides se trouva celui des théologiens contentieux et des prêtres sensuels, et par leur coalition la Renaissance engendra la Réforme. L'unité de foi disparue, l'ancienne religion se trouvait réduite, mutilée, même dans les pays où persistait le catholicisme. La France, malgré l'audace des huguenots et les oscillations du gouvernement, demeura catholique par la stabilité de son génie traditionnel ; mais la Réforme s'était trouvée assez répandue pour rendre, par la contagion de l'exemple, les catholiques moins soumis à la doctrine qu'ils prétendaient maintenir. Un goût nouveau de contention et de marchandage, se substituant à l'ancienne docilité, réduisait la part de Dieu

dans la vie de l'homme : chacun, s'enhardissant à l'inobservance des préceptes qui lui étaient plus incommodes, se faisait le maître de sa loi par une Réforme moins collective, moins publique, moins violente, mais destructrice de l'ancien ordre dans le secret de chaque cœur. Le chancelier de l'Hôpital marquait ce changement lorsqu'il disait à ses contemporains : « Je me figure qu'il vous faudra un autre Décalogue, parce que celui du Dieu vivant est trop rude pour vous, et contraire à vos mœurs, à vos appétits, à vos sens naturels (1). »

Cependant cette lumière où s'évanouissait le devoir, si déformatrice fût-elle de la société, n'en caressa d'abord que les sommets. La culture de la pensée et celle du plaisir n'étaient familières qu'à deux élites, celle des lettrés et celle des seigneurs et, même quand elles se mêlèrent en une seule, attirées à la cour par l'aimant du pouvoir royal, les deux indépendances ne réunissaient qu'un petit groupe de « libertins. » Mais ni cette oligarchie quand elle cherche un bonheur nouveau, ni les princes, quand ils favorisent cette émancipation de l'esprit et de la chair, ne songent à changer la croyance qui tient en paix les multitudes et le monde en stabilité.

Conformes à la doctrine religieuse, les lois humaines ont fait de la famille la plus forte institution de l'État. Elle est l'asile indestructible qui attend les siens, les assemble et leur survit. Tantôt par le droit d'aînesse, tantôt par la liberté testamentaire qui permet au père de choisir par une institution d'héritiers « le soutien de la maison, » cette maison a, dans l'intérêt des possesseurs passagers qui se succèdent sur le bien permanent, un gardien unique. Il ne détient pas l'hoirie pour en jouir seul, mais pour empêcher que, chacun emportant sa motte et sa pierre, disparaissent et le logis où nul de ceux qui y naquirent ne sera jamais un étranger, et le domaine dont ils vivent tous s'ils s'emploient à le tenir en état. La famille groupe, en petites sociétés et pour la vie, les cultivateurs qu'on appelle d'un nom aujourd'hui devenu un terme de mépris et alors donné comme une louange : « manans, » ceux qui restent. La famille ressaisit, même hors du foyer paternel, les ouvriers qui, artistes de l'outil et non manœuvres de la machine, satisfont, à l'aide des petits métiers et par petits ateliers, aux

(1) *Traité de la réformation de la justice*, t. II, p. 39.

besoins de clientèles voisines. Elle se reconstitue pour ceux qui habitent en « compagnons » sous le toit et partagent la table du « maître. » Elle a sa part dans le salaire calculé non seulement sur la valeur mercantile de la tâche fournie par l'ouvrier, mais sur sa condition sociale, sur ses charges de mari et de père. Elle est respectée par l'organisation du travail qui tient la femme hors des métiers et, la laissant au foyer, lui permet d'être épouse et mère. A tous ceux qui, par nécessité ou choix, cherchent, hors de leur groupe originaire, leur avenir, le chef de la famille doit aide : faible ou puissante, l'influence de la parenté leur appartient et leur épargne, dans leurs épreuves, au moins la détresse de la solitude et de l'abandon. Les cadets de bonne lignée vont haut et loin sans grand'peine; à son tour, leur importance accroît le tronc qui les porte et duquel, branches parfois gourmandes, ils ne se détachent pas. Chacun de ces arbres innombrables garde et étend ainsi sa ramure sur le sol séculaire, et jamais il n'y eut sous le ciel de plus magnifique forêt. Voilà ce que la France avait fait de la famille et ce que la famille avait fait de la France.

Mais on se lasse de tout ce qui dure, et ce sont les plus beaux arbres qui attirent le bûcheron. Le tranchant de la controverse, après être venu à bout de l'unité religieuse, avait continué à s'aiguiser sur les formules confessionnelles, les contradictions des croyans avaient servi de preuves à l'incrédulité, et le doute, après avoir affronté Dieu, ne fut plus timide à défier les gouvernemens. Au XVIIe siècle, une cure de vertu dans l'Église et le couronnement du pouvoir absolu dans l'État restaurèrent l'autorité. Mais l'effort du clergé fut insuffisant, excessif celui du prince, et le XVIIIe siècle connut le dégoût d'obéir. Contre toutes les institutions si longtemps intangibles, les griefs s'accumulent, et tous se résument en un reproche universel, que la société tienne pour ses intérêts généraux les intérêts collectifs de corps particuliers, royauté, clergé, noblesse, bourgeoisie, métiers, et qu'à ces collectivités soit partout sacrifié l'individu.

Tout n'était pas faux dans cette critique. Le roi, jadis le premier serviteur de la France, s'en était fait le maître impérieux, la vigilance jalouse de l'orthodoxie tenait en laisse courte la pensée, la hiérarchie des castes poussait à l'extrême la diversité des conditions, le régime des métiers réduisait l'indépendance du travail, les liens de la famille emprison-

naient ses membres. Contre ces abus s'éleva une colère plus grande qu'eux. La raison fit comparaître en suspectes les autorités sociales qui régnaient sur l'obéissance de l'homme. Elle mit sa revanche à le dégager des agrégats avec lesquels il faisait corps, des blocs où il était pris. Il leur avait été subordonné comme la partie au tout. Fausse appréciation, rétorquent les réformateurs, elles ne sont pas de même nature. L'individu a une vie antérieure à toutes les institutions sociales, elles ne sont que les servantes révocables de l'individu. Chacun ne doit tenir pour légitime que ce qui lui est bienfaisant, chacun est donc le juge de l'ordre social. Dès lors, la vocation de l'homme change. Pour l'homme perpétuellement subordonné, elle a été le sacrifice; pour l'homme, enfin maître de son sort. elle va devenir le bonheur.

Pour qu'il connût le bonheur dans la famille, la famille devait changer d'institutions. Tenir, quel que fût leur âge, les enfans sous le pouvoir du père, prendre à tous leur part d'hoirie pour perpétuer le bien commun, réserver à l'artisan marié et père un surcroît de gain, étaient autant de torts faits à l'individu. La liberté veut, s'il est en âge de se conduire, qu'il ne soit exproprié de son moi par personne, fût-ce un père; l'égalité, que tous les enfans se partagent les biens héréditaires; la justice, que l'artisan soit payé d'après son travail. Enfin l'esprit nouveau transforme l'institution créatrice de la famille même, le mariage. Que son but essentiel soit la perpétuité de l'espèce et cela par un décret de Dieu même, fait les époux esclaves à la fois de leur Créateur et de leurs enfans. C'est l'espoir d'être heureux l'un par l'autre qui attire l'un vers l'autre les époux. Certes, ils le peuvent être par la famille, mais aussi par le travail, l'ambition, la richesse, le plaisir. Ils sont les juges de leur bonheur, et seuls ils savent si le transmettre le diminue.

Ces clartés ne sont plus les rayons d'aurore qui avaient caressé l'intellect de l'humanisme et la volupté de la Renaissance. L'heure est venue où le jour descend le long des pentes vers les plaines et prend possession de l'espace. Les deux oligarchies de la pensée et du plaisir se sont étendues jusqu'à se joindre et à former, des lettrés, des nobles et des financiers, une nouvelle classe, la plus cultivée, la plus raffinée, la plus défiante de toute foi, et la plus crédule au bonheur. Les philosophes mettent en pratique l'aveu de Montaigne et préfèrent aux enfans

les livres « qui font plus d'honneur. » Les gens de cour et de luxe suppriment du mariage la vie commune, le foyer, les occasions et le goût de survivre en une abondante descendance, et, témoignage de l'inconséquence où se plaît alors l'esprit, c'est quand avoir des enfans n'est plus à la mode, que Jean-Jacques enseigne aux mères la mode de nourrir leurs enfans. Néanmoins si, en France, la société la plus brillante ne fournit plus sa part d'autrefois au renouvellement de la race, c'est un déficit encore insensible dans la fécondité de la nation. Ceux qui parlent ou écrivent, les seuls qui comptent, sont dans la nation une minorité infime. La bourgeoisie presque entière, et toute la masse des ouvriers et des paysans, c'est-à-dire la France presque entière, reste ce qu'elle était, et dans la préservation de ses croyances et de ses mœurs perpétue la vie.

La Révolution française apporta à la minorité le pouvoir de changer ses préférences en commandemens. Au nom de l'individu, le droit de propriété fut aussitôt modifié, la liberté testamentaire cessa d'appartenir aux chefs de famille, à leur mort un droit supérieur à leur volonté produisit la division égale et automatique de chaque patrimoine entre tous les enfans, à chaque génération chaque patrimoine fut désagrégé en débris d'autant plus minimes et avec des frais d'autant plus lourds qu'il y avait plus de copartageans : c'était décourager à la fois les domaines durables et les familles nombreuses. Devant l'individu tombèrent les barrières des métiers, chacun eut licence d'employer ses bras avec le profit qu'il pourrait, sans aide ni contrôle de personne : c'était favoriser le célibat au lieu du mariage. Que l'individu, pourtant, gardât sa foi chrétienne, elle demeurerait sa meilleure défense contre les institutions, nouvelles conseillères de stérilité. Mais Dieu était l'ennemi de la Révolution, le pire des rois : tandis que les autres opprimaient chacun une race, lui opprimait la raison universelle, et il devait être détrôné comme les autres, plus que les autres, et contre lui surtout la violence fut continue, multiforme et atroce.

III

Dans la Révolution le bien et le mal étaient si inextricablement mêlés, les expériences les plus redoutables s'autori-

saient d'apparences si généreuses, les crimes même s'évanouissaient dans un tel éblouissement d'épopée, une telle flatterie de gloire attentait au bon sens des contemporains, que l'incertitude des résultats fut comme abolie par le miracle des promesses, que le bloc des nouveautés demeura debout, même à la chute de l'empereur. Même la vieille famille des rois qui revenait comme la revanche du passé se contenta de porter sur le trône le respect de ces changemens. Pourtant la clairvoyance ne manquait pas plus que l'inimitié à quelques observateurs. Au Congrès de Vienne, lord Castlereagh se consolait ainsi de n'avoir pas infligé une plus complète mutilation à nos frontières : « Après tout, les Français sont suffisamment affaiblis par leurs lois de succession. »

Nous restions affaiblis surtout par une inaptitude nouvelle à nous voir tels que nous étions. L'intellect du XVIII[e] siècle avait faussé la probité rigoureuse de notre raison. Ceux qui s'étaient eux-mêmes appelés philosophes, comme s'ils eussent été les premiers à réfléchir dans un pays si fécond en grands penseurs, étaient les plus démunis d'esprit philosophique, de celui qui discerne les réalités profondes. Ils possédaient seulement l'esprit rhétoricien, sensible aux superficies des apparences. Et ils nous avaient appris à ne plus nous rendre compte des choses et à accepter l'empire absolu des mots. Le déclin de la morale religieuse semble une émancipation de l'intelligence humaine et Charles X lui-même lutte contre le cléricalisme. Le goût croissant du luxe et des jouissances paraît le moteur de l'activité universelle, et le ministre le plus austère de Louis-Philippe donne à la bourgeoisie pour programme : « Enrichissez-vous. » Les risques de confier le gouvernement à la multitude si peu maîtresse d'elle-même ne pèsent rien devant le dogme de l'égalité, et la seconde République, par un acte de foi qu'elle ne discute pas, établit sous sa forme la plus grossière le suffrage universel. Sous le second Empire, on ne se demande pas combien d'hommes perpétuent ce peuple qui n'a pas seulement à gouverner, mais à défendre la nation : ce n'est pas par le nombre, c'est par un privilège de nature qu'il est le premier, l'incomparable, l'invincible et, pour effacer de l'histoire l'humiliation de 1815, la France se jette, les yeux fermés, sur l'épée tendue par l'Allemagne de 1870. La Prusse de 1815 comptait à peine dix millions d'habitans lorsque la France en comptait près

de trente, l'Allemagne de 1870 avait quadruplé presque la masse où elle puisait ses soldats, nous n'avions pas même accru d'un quart la nôtre, et les deux peuples commençaient la lutte égaux en nombre. A l'énorme gain de population l'Allemagne joignait la supériorité de la méthode, de la volonté, de la haine par lesquelles elle nous avait surpris, dominés et vaincus.

Si la France n'acceptait pas comme définitive sa défaite, elle n'avait qu'une chance de revanche : revenir aux disciplines dont elle s'était déshabituée et dont s'était fortifiée l'Allemagne. La France le comprit soudain lorsque, faisant sortir de la défaite l'Assemblée nationale, elle appela au secours le passé. Les hommes du 4 Septembre qui représentaient Paris, l'infaillibilité révolutionnaire de la capitale, l'idolâtrie de l'humanité, l'affaiblissement du pouvoir familial, la restriction volontaire des naissances dans le mariage et le sans-gêne du célibat, disparurent devant les mandataires de la tradition, du catholicisme, des mœurs conservées par la province, des foyers encore féconds. Et, au lendemain de la paix si sombre pour nous et si éclatante pour nos ennemis, on se plaisait à saluer un symbole des changemens qui peut-être se préparent à la fortune présente. Quand, à Berlin, Guillaume, Bismarck et Moltke, trinité triomphale, font par leur accueil peser sur l'ambassadeur de France le poids de la victoire allemande, cette victoire en leur personne même subit une première déchéance : l'avenir lui manque. Guillaume a deux enfans, Bismarck deux, Moltke pas un, et notre ambassadeur, le vicomte de Gontaut-Biron, est père de dix-neuf enfans. Mais l'Assemblée nationale ne sut pas fixer la sagesse vers laquelle s'étaient retournés nos malheurs. Ses dissensions politiques discréditèrent ses doctrines sociales. Son impopularité réhabilita peu à peu le parti qu'elle avait remplacé et, après un interrègne de cinq ans, la politique révolutionnaire, qui déjà était depuis plus d'un siècle devenue notre tradition, revenait au pouvoir, irritée de sa courte disgrâce, impatiente de prendre sa revanche et plus soucieuse de transformer la société que de défendre la patrie.

Au lendemain de cette guerre, perdue surtout par la décadence de la famille, la première campagne du parti, et menée avec le plus d'ardeur, fut contre l'indissolubilité du mariage. La loi qui, dès 1881, autorisait le divorce entre les époux, proclamait le divorce entre les mœurs nouvelles et la vieille foi.

Le catholicisme n'avait jamais transigé sur le caractère perpétuel de l'union conjugale. A sa rigueur, on oppose la tolérance professée par tous les autres cultes, et surtout on substitue au concept d'une institution sociale établie pour la perpétuité de la race le concept d'une société particulière conclue pour la convenance des contractans. Le mariage a pour but le bonheur des époux : leur bonheur commence quand ils se sentent attirés l'un vers l'autre, continue tant qu'ils vivent l'un pour l'autre, cesse dès qu'ils ont assez l'un de l'autre. Leur amour peut durer autant qu'eux, mais leur audace serait trop présomptueuse de se promettre à l'avance une union perpétuelle. Si l'homme et la femme après l'avoir commencée ne la renouvellent pas chaque jour par un acte volontaire et fervent, elle devient la plus lourde des servitudes. On sait les inconstances du cœur : comment engager à vie l'amour que nulle volonté ne saurait maintenir par delà la seconde où il s'est éteint, ni éteindre s'il s'allume ailleurs? Dès que le mariage pèse, s'en décharger devient le droit. Logique tentatrice, et pas seulement pour ceux auxquels le mariage semble assez long, s'il a la durée de leurs fantaisies. Elle devait troubler ces hommes et ces femmes naturellement honnêtes, capables de constance, mais atteints dans leur vie conjugale par des griefs, des mépris, des hontes inguérissables et renouvelés chaque jour. Ces malheureux à perpétuité recevaient de la loi la petite clef, la commode clef, qu'il leur suffisait de tourner pour être hors de la géhenne et libres de refaire aussitôt leur vie. Le nombre des divorces augmente chaque année (1).

Or, ce fait en entraîne un autre, dont les réformateurs ne s'étaient pas avisés. Leur logique eût volontiers prévu que le divorce, rompant des unions odieuses, donc inféconder, et leur substituant des unions mieux assorties, donc moins stériles, multiplierait les naissances. La vérité est, au contraire, qu'admettre la dissolution du mariage est encourager la stérilité. Dans les mariages indissolubles, les enfans deviennent la meilleure consolation des mécomptes qui attristent la vie conjugale : par eux, la prison dont on ne peut sortir a ses fleurs, en eux s'aiment encore le père et la mère qui ont cessé de s'aimer. Mais dès que les époux, ne désirassent-ils pas dissoudre leur société, la savent

(1) Le nombre des divorces a passé de 1 100 à 12 000 par an.

temporaire, cette fragilité les incite à vivre leur présent de manière à ménager leur avenir. Or, pour eux, si jamais ils deviennent des étrangers, la plus maladroite des mésaventures sera l'embarras d'enfans communs. Les bouts de la chaîne en vain brisée traîneront à jamais derrière les anciens conjoints au détriment des intérêts, de l'indépendance, de la nouveauté qu'ils voudraient mettre dans leur vie. Ce passé est redoutable surtout à la femme. Elle devient plus désirable à l'homme quand il croit être le seul à qui elle donne ce qu'il veut obtenir, et s'il a eu des prédécesseurs, il faut qu'elle l'aide à les oublier. Comment oublierait-il, si des enfans étrangers à lui ramènent son amour à la raison en lui rappelant sans cesse les anciens liens, l'ancien nom, l'âge de la femme et tout ce qu'elle lui apporte d'un autre? Ces réflexions agissent si bien que les époux favorables au divorce n'ont pas d'enfans ou en ont peu.

La raison nouvelle, qui s'était éprise de la réforme, ne se laissa pas désenchanter par le résultat. Elle aima mieux le sanctionner, devenant sceptique sur les avantages des nombreuses naissances. Dès la fin du XVIIIe siècle, hors de France, la peur de l'enfant avait fait la renommée de l'homme qui révéla « le principe de population. » Selon Thomas-Robert Malthus, la population, qui tend à doubler en vingt ou vingt-cinq ans, croît suivant une progression géométrique, tandis que les subsistances s'accroissent seulement selon une proportion arithmétique. De là la nécessité de restreindre le nombre des naissances, pour que les êtres créés trouvent à se nourrir. Malthus, chrétien et pasteur, continuait à croire que l'homme a reçu la fonction divine de transmettre l'existence : il ne tenait pour légitime la restriction des naissances que dans la mesure où elles causeraient la famine. Et cette restriction était pour lui une forme religieuse encore du devoir. La Providence, enseignait-il, a attaché une jouissance à la génération, mais comme choses indivisibles, et l'homme n'a pas le droit de corrompre la nature en les séparant. Donc, il ne doit pas s'abstenir de l'acte créateur sans s'abstenir du plaisir sexuel. Et Malthus interdit nommément aux époux « le libertinage, les fraudes contraires au vœu de la nature, la violation du lit conjugal et le secours des artifices. » Il demande la continence qu'il appelle une « contrainte morale. » Et en même temps qu'il déclare homi-

cide la surpopulation, il offre à l'homme, pour unique moyen de sauver le genre humain, une vertu.

La raison nouvelle se déclara malthusienne, en faussant la doctrine qu'elle prétendait rajeunir. Elle n'avait plus en faveur des naissances restreintes les argumens qui décidèrent Malthus. Les études contemporaines prouvent qu'il avait commis une double inexactitude : les subsistances augmentent plus vite et la population moins vite qu'il ne supposait (1). La mise en valeur du globe exigerait deux ou trois fois plus d'êtres que le globe n'en porte, l'univers trouverait plus d'avantages à la multiplication qu'à l'amoindrissement des naissances. Si rapidement qu'elles peuplent l'univers, elles seront sans doute plus lentes que les découvertes de la science, et la chimie tient en réserve pour la subsistance des vivans des énergies non captées et inépuisables (2).

A la restriction des naissances manquait donc le prétexte d'une nécessité. Mais il n'était plus besoin de prétexte. Le devoir de la paternité s'imposait aux époux certains que nul acte et nulle omission n'échappent au regard justicier de Dieu. Mais ce postulat de superstition avait été détruit par la science du doute, croyante seulement aux réalités. Une réalité restait au fond du creuset où s'étaient évanouies en vapeurs les hypothèses de Dieu, d'une loi surhumaine et d'une vie future : c'était l'homme avec son instinct d'être heureux par la vie présente. Sa seule loi de nature est son bonheur, et de ce bonheur chaque homme est le seul juge. Désire-t-il se perpétuer en des êtres semblables à lui, il a le droit de créer. Estime-t-il que son existence deviendrait trop pesante à s'alourdir d'autres destinées, ou que l'existence même ne vaut pas la peine d'être continuée, il a droit de ne pas transmettre la vie. Lui fût-il évident que cette abstention multipliée affaiblirait une race et enlèverait à la longue, avec le nombre, les autres primautés à un peuple, cela ne suffit pas à créer à l'être ignorant de son origine et de sa destinée un devoir envers un avenir où il ne sera plus, et il n'y a pas à s'étonner s'il songe

(1) Voir les réfutations du postulat malthusien par Paul Leroy-Beaulieu, *La question de la population*. Alcan, 1913, p. 91 à 171.

(2) Les formules les plus hardies de cette foi à la science ont été accumulées par Berthelot dans le discours du 5 avril 1894 au banquet de la Chambre syndicale des produits chimiques.

à lui, plus qu'à des inconnus, même, et ne compromet pas le bonheur de sa vie présente, la seule certaine, pour l'hypothétique avantage d'êtres qui ne sont pas encore. Et parce que le plaisir et les convenances de chacun étaient l'unique loi de tous, il n'y avait pas à subordonner, comme Malthus, la restriction des naissances à la chasteté du lit nuptial. La continence avait perdu sa dignité de vertu publique pour déchoir à l'abaissement obscur d'une habitude oiseuse. Si l'homme est son unique maître pour se prescrire le bonheur, la continence, par cela seul qu'elle retranche à ce bonheur, est une révolte contre la loi de la vie, une entreprise de l'homme contre lui-même, un effet sans cause. Les guides de la société moderne connaissaient trop leurs disciples pour leur recommander ce moyen de restreindre les naissances : à ce prix, beaucoup aimeraient mieux être pères que n'être plus époux. Au lieu de réduire les gens à cette contradiction de servir et de combattre à la fois le bonheur, une philosophie plus complète le laissait se faire partout sa place et ne se refuser rien.

La philosophie nouvelle ne confessait pas avec cette brutalité sa doctrine d'égoïsme. Beaucoup de ces adeptes ne voyaient pas jusqu'au fond d'eux-mêmes; les vieilles générosités de la race, qui désertaient les consciences, habitaient encore les imaginations et demeuraient sur les lèvres. Ils accréditèrent leurs réformes en les prétendant les meilleurs moyens de servir l'intérêt général. On donna comme la voix même de la science l'opinion de certains savans que la poussée hâtive marque l'âge ingrat des peuples. L'étouffement, l'écrasement, enseignait-on, n'est pas l'ordre; à une race la qualité des siens est plus nécessaire que le nombre, et il faut réduire le nombre pour accroître la qualité. C'est par la culture de l'intelligence, la primauté du génie, l'affinement du goût, le poli des mœurs que la hiérarchie se fait entre les hommes. La maîtrise de l'univers appartiendra à la société la plus créatrice de progrès par ses découvertes, la plus créatrice de richesse par une concentration de la puissance industrielle dans des mains expertes, la plus créatrice de joie par son art de vivre. S'excluent elles-mêmes celles qui s'exposent à la plus redoutable des invasions, la perpétuelle invasion des nouveau-nés. Pour chaque homme, ne pas étouffer dans une place trop étroite; pour les enfans, échapper aux héritages morcelés qui ne laissaient rien d'intact

dans les habitudes, le rang, presque la dignité ; pour les travailleurs, ne pas louer à vil prix la surabondance de leurs bras : tels sont les avantages d'une sage économie dans la multiplication des enfans.

Que ces argumens aient paru bons prouve une fois de plus combien nous étions devenus dupes des mots. Il fallait l'être immodérément pour oublier que les peuples, même pour élever leur grandeur la plus immatérielle, ont besoin du nombre. Il nous manqua dès lors pour le soutien des anciennes ambitions qui démentaient encore par caprices notre indifférence envahissante. Nous fûmes fiers à cette époque de colonies plus vastes qu'elles n'avaient jamais été. Mais rien, sinon l'habileté de la prise, ne répondait à ce goût d'étendre notre place dans le monde. La race, qui doit se sentir à l'étroit au dedans pour refluer au dehors, vivait trop au large chez elle, et, comme si son amoindrissement eût appauvri jusque dans les intelligences l'émulation des activités, elles sommeillaient, notre richesse n'augmentait plus, notre langue reculait (1). Ce n'est pas à un moindre prix que la France a acheté son infécondité.

Après avoir fait de la stérilité un droit, il ne restait plus qu'à faire d'elle un devoir. La logique déformatrice ne recula pas devant cette conséquence où disparaissait tout prétexte d'intérêt général, où triomphait seul l'égoïsme de l'intérêt individuel. La loi du bonheur immédiat devient une ironie contre les malheureux, les dépourvus, les misérables, ceux qui errent des pires angoisses aux pires privations, ceux qui frappent aux portes toujours closes, ceux qui demanderaient seulement un toit, du travail, du pain, les miettes de la table abondante pour d'autres. N'ont-ils pas le droit de juger la vie mauvaise, et, quand ils l'ont maudite, le devoir de ne pas la répandre? On ne se fia pas à eux de se le dire les premiers dans le secret de leur misère. On les aida à désespérer. La résignation que la foi étend sur la douleur et qui rend la vie sacrée comme un prêt de Dieu offensait la philosophie, et la politique trouvait son compte à exaspérer leurs griefs. Les foules les plus révoltées contre leur sort sont les plus dociles à leurs meneurs, et plus excitable est celle des pauvres, de ceux qui le sont et de ceux qui croient l'être : car, pauvres, nous le sommes plus

(1) V. le tableau de cette régression dans *La France sans enfans*, par Charles Gide, professeur à l'Université de Paris.

encore de ce qui manque à nos désirs que de ce qui manque à nos besoins.

Le service leur fut rendu de montrer leur condition pire qu'ils ne la voyaient, et la paternité criminelle envers eux-mêmes et envers leurs enfans. De pareilles doctrines tombèrent comme une semence dans les âmes labourées profondément par les épreuves et soulevées par la rancune. Cet avertissement de ne pas collaborer à l'œuvre cruelle, ce mot d'ordre : « Devenez stériles, » furent recueillis comme un présent du désespoir. C'était pour ces sacrifiés une piété envers l'avenir, de mettre fin à une duperie atroce, c'était la véritable marque d'amour envers les enfans qu'ils auraient eus de ne pas ouvrir aux plus chers des êtres la demeure des larmes. Sous le couvert de ce mysticisme s'organisa la plus brutale propagande au service des plus pratiques réalités. Le savoir en était ancien déjà, mais secret encore. Cette connaissance publique, générale, familière à tous fut le don du XXe siècle à la famille française. Un plan concerté, une surabondance continue de brochures, annonces, discours, conférences, portèrent le funeste enseignement jusqu'au fond des campagnes. Il prémunit les époux contre toutes les faiblesses de volonté et les inexpériences d'habitude qui les exposaient à accroître la multitude déjà excessive des vivans. C'était la femme surtout dont il fallait vaincre le cœur naturellement maternel. On la révolta contre les épreuves de la grossesse et les douleurs de l'enfantement. On l'humilia par le mépris sur la maladresse des maternités. On lui enseigna qu'elle est la maîtresse de son corps, on lui apprit à n'être ni chaste ni féconde. Jamais un plus ignominieux effort ne s'accomplit avec plus d'impudeur et plus d'impunité. Il n'émut ni la magistrature, ni l'État qu'absorbait alors la tâche de défendre l'école contre les contagions des croyances religieuses. Ce n'était pas assez que la femme devînt experte à n'être plus mère. On lui persuada que, si par malheur elle avait conçu, l'être indésiré appartenait à elle seule pour disposer de lui comme elle voulait, et qu'elle pouvait s'en débarrasser. Des sages-femmes et des médecins facilitèrent cette besogne, à laquelle l'opinion montrait une indulgence croissante ; car, même au cas de scandales publics, les poursuites étaient rares et les acquittemens habituels. Cette complicité générale favorisa les mœurs nou-

velles où l'horreur de la maternité allait jusqu'au crime. D'après des constatations trop concordantes, le nombre des avortemens égale dans les grandes villes, et parfois dépasse le nombre des naissances, et s'élève en France à 300 000 par an.

Rien ne parvint à troubler l'obstination de notre sécurité. « Oui, disait-on, notre race devient inapte aux œuvres brutales qui se réalisent à coups d'hommes; elle n'a plus à compter sur les violences heureuses dont fut faite jusqu'ici la gloire des nations. Qu'importe, si l'affaire essentielle du monde est le bonheur des individus! Si les races prolifiques se contentent d'occuper dans le reste de l'univers la place laissée vide par nous, l'influence et les gains volontairement abandonnés par les Français, cela ne nous prend rien. Si elles nous serrent un peu dans nos colonies trop larges, même réclament une part dans nos empires des moustiques, et restreignent sur les cartes les espaces où s'étend le nom de la France, quel Français sera atteint dans sa vie personnelle ? Si elles viennent, dans notre propre pays, louer la vigueur de leurs corps pour les emplois subalternes que les Français d'aujourd'hui trouvent trop durs ou trop mal payés, elles servent nos propres intérêts. Si ces envahisseurs substituent sur notre propre sol leurs initiatives rivales à la puissance ralentie de notre activité, pour nous commence un dommage, mais ces dépossessions prennent du temps. Le sort de chaque Français, entre le matin et le soir de sa vie, ne lui semblera guère changé, et, dès qu'il n'a pas le souci de cet insensible préjudice, pourquoi s'imposerait-il la fatigue de conserver ce à quoi il ne tient pas, prendrait-il de la peine pour modifier les événemens dont il s'accommode, et s'obstinerait-il à défendre avarement ce qui lui est étranger, quand, pour le défendre, il lui faudra compromettre la seule chose essentielle, le bienfait des habitudes douces et de la vie sans efforts? Pour cette vie, le danger ne commencerait que le jour où la guerre mettrait le peuple le plus faible à la merci des cupidités insatiables. Mais elle n'est plus à craindre depuis que la grande force d'opinion a passé aux ouvriers. Leur socialisme abolit les divisions nationales dans l'unité fraternelle du genre humain. La grève générale a désormais raison de la guerre. Nous sommes donc certains de conserver dans notre patrie d'aujourd'hui les biens, les avantages, les joies auxquels tient chacun de nous. Et nous les

garderons d'autant plus que nous ne provoquerons point par des défiances injustifiées et des armemens militaires les sociétés au cœur pacifique. »

Ces pacifistes parlaient encore, que la guerre de 1914 éclata. On sait ce qu'elle a fait de ce bonheur individuel et de ces intérêts particuliers auxquels tout avait été sacrifié. Dans toutes les régions de la France où l'envahisseur s'est établi, ce n'est pas seulement la puissance de la nation qui a souffert, c'est chacun, dans chacun de ses biens, dans ses proches, dans sa personne. Même où l'ennemi n'a pas pénétré, tout Français a eu chaque jour, depuis plus de trois ans, à faire le sacrifice de ses aises, de ses goûts, de son argent, de son indépendance, lorsque ce ne fut pas de sa vie. Pourquoi le supplice de la France a-t-il été si long et dure-t-il? Parce qu'il n'y a pas assez de Français. Si nous avions gardé à la France les familles fécondes, la guerre n'aurait jamais commencé ou elle serait déjà finie, et la France ne connaîtrait pas les innombrables dommages qui ont frappé les destinées de chacun. Et à supposer que la victoire de demain égale nos désirs, quelle garantie d'avenir nous apportera-t-elle, si nous ne remportons pas une autre victoire sur notre stérilité? Si notre idolâtrie de nos commodités personnelles continue à restreindre les naissances, elle ne nous laissera pas même notre nombre d'avant la guerre, nos trente-neuf millions d'habitans. Il faudra les réduire d'au moins trois millions que cette terrible lutte aura tués ou irrémédiablement épuisés. Que nos ennemis continuent à progresser, comme nous à ne pas croître, en moins d'un quart de siècle, il y aura trois Allemands contre un Français. Ces évidences trouvent encore quelques aveugles, certains Français se refusent à l'effort. « Trop tard, murmurent-ils. Consacrerions-nous durant un quart de siècle toute notre énergie à accroître la race, notre fécondité n'engendrerait que notre ruine. Le chef de chaque foyer en deviendrait l'esclave, et son activité absorbée par son devoir de père suffirait à peine à nourrir les siens. Dépouillés de notre richesse par l'ennemi, dépouillés par nous-mêmes de nos aptitudes à nous refaire une existence nouvelle, nous deviendrions un peuple d'autant plus misérable qu'il serait plus prolifique, et c'est la joie de vivre qui aurait vécu. Notre avenir est un lendemain de tempête, et nous des naufragés; le plus urgent

est de sauver ce qui flotte encore. Instrumens de travail, débris de fortune, d'influence, de prestige, voilà ce qu'il faut recueillir. La besogne exige des hommes libres de leur volonté et de leurs mouvemens. Lorsque cette génération d'adultes vigoureux aura pourvu au plus pressé, en reconstituant notre patrimoine matériel, il sera temps de lui assurer des héritiers. Jusqu'alors, pourquoi multiplier, en élevant beaucoup de fils, les victimes des futures guerres? » De tels argumens établissent que l'égoïsme peut s'élever jusqu'à la stupidité. A la plupart les faits ont trop prouvé que la population la moins menacée est la plus nombreuse et que les races les plus avares de naissances sont les meurtrières des enfans engendrés par elles, car elles leur refusent des défenseurs. Les faits mettent hors de doute que, dans la paix comme dans la guerre, les forts gouvernent à peu près comme il leur plaît le monde, et que le bonheur personnel des nains pacifiques reste à la merci perpétuelle des géans armés. Si nous restons trop peu nombreux pour compter sur nous-mêmes, nous n'aurons pour sécurité au dehors que l'inattention des ambitieux, la douceur des violens, les scrupules des forts. S'ils nous laissent cultiver en paix notre sol, nos goûts, nos facultés, ce sera durant le temps qu'il faut à la moisson pour mûrir; ils se réserveront la récolte, et, pour que nous-mêmes soyons contraints de la conduire dans leurs greniers, il suffira d'un signe. C'est à la merci de ce signe qu'il nous faudra vivre.

Cette évidence a vaincu l'aveuglement. Une lumière enfin s'est faite dans l'intelligence française. Il y a quatre années la France, à tous ceux qui dénonçaient les mariages stériles, répondait comme dans un procès fameux : « La question ne sera pas posée. » Aujourd'hui, la question est posée; aucune n'excite une sollicitude si profonde, si anxieuse, si universelle. Nous savons que tel sera l'avenir de la famille, tel sera l'avenir de la patrie.

Quelles chances nous restent de redevenir ce que nous avons été?

Étienne Lamy.

DU CONSULAT A L'EMPIRE

LETTRES D'UNE MÈRE A SA FILLE[1]

II

PRÈS DE LA PRINCESSE CAROLINE

Comment la transformation du Consulat à vie en empire héréditaire fut envisagée par le général et par Mme Carra Saint-Cyr, on est assez embarrassé pour le dire, car, durant six mois, la correspondance est interrompue, puisque la mère est près de la fille et qu'on n'a point les lettres de Saint-Cyr à sa femme. Toutefois, l'on peut s'en faire quelque idée par une lettre qu'il écrit à Constance, le 16 prairial an XII (5 juin). Saint-Cyr a invité sa femme à quitter Milan, à rentrer à Paris, toute affaire cessante. Il lui a envoyé des passeports du grand juge, qui ont dû lever tous les obstacles, pour elle, pour Devaux et pour leur suite. « Tu as sûrement apprécié, ma chère Constance, écrit-il, les raisons qui m'ont fait insister auprès d'Armande. La situation de notre fortune et ton intérêt même étaient de puissans motifs. D'ailleurs, la manière dont la chose s'est passée est extrêmement flatteuse pour ta maman (2). Elle t'aura sûre-

(1) Voyez la *Revue* du 1er novembre.

(2) Point de détails à ce sujet. Murat a quitté l'Italie pour venir présider le Collège électoral du département du Lot, qui l'a élu au Corps législatif; mais il n'est pas resté longtemps député. Bonaparte en fait le gouverneur de Paris, un maréchal d'Empire, un grand-amiral, un prince, une Altesse, puis une Altesse impériale. Il a vu sans doute Saint-Cyr et lui a fait des propositions pour l'entrée d'Armande dans la maison qu'on formera à la princesse Caroline.

ment communiqué les articles de mes lettres que cela concerne. C'est dans quatre ou cinq jours, aimable Constance, qu'il faudra l'une et l'autre vous armer de courage...

« Tu as dû recevoir le petit écrin que Mme Murat me chargea de te faire parvenir. Tu ne manqueras pas sûrement de lui écrire lorsque tu l'auras reçu. L'Impératrice me fit l'honneur de me dire, dans le temps, que la procuration était partie (1).

« J'ai dîné hier chez le connétable (2). La princesse Louis est toujours bonne, à son ordinaire. Elle me demanda avec beaucoup d'intérêt de tes nouvelles et de celles de ma femme... »

Les titres ne gênent point; l'habitude en semble acquise tout aussitôt, et le cas de Saint-Cyr n'est point isolé. Voici qu'Armande, harassée de son voyage de cinq jours, arrive d'un premier bond, le 17 messidor (6 juillet), à Lyon, où elle s'arrête pour voir des parens de son mari; de là, à Chalon-sur-Saône, encore chez des parens; enfin, chez elle, à Maisons, le 22 (11 juillet). « Je ne puis te donner de nouvelles que par ouï-dire, écrit-elle à sa fille quatre jours après, n'ayant encore voulu faire aucune visite. Cette semaine, je me lancerai dans le monde, et c'est alors sûrement que j'aurai à te raconter. Cependant, d'ici au dix-huit brumaire, je me reposerai, car je crois que je ne serai en activité de service qu'à cette époque, le Couronnement ne devant avoir lieu qu'alors.

« Depuis hier soir, à huit heures, je suis toute seule, Saint-Cyr étant allé à la cérémonie qui se fait aux Invalides, prêter son serment comme l'un des commandans de la Légion d'honneur et recevoir, dit-on, la décoration de cet ordre...

« Je n'oublierai pas tes commissions et je les remplirai avec le zèle que tu sais que je mets à ce qui te concerne. Les robes de cour consisteront principalement en une queue de deux aunes (ni plus ni moins) qui s'adaptera à une robe faite à la mode; deux boucles de cheveux tombant sur la poitrine et deux barbes d'Angleterre sans doute, ou de blonde, tombant par

(1) Pour le baptême de l'enfant. Il n'en est question que dans cette lettre de Saint-Cyr : « J'envoie douze caresses bien gentilles à mon petit-fils. » Plus tard, de Mme de Saint-Cyr, qui l'a tant désiré, silence complet. Il faut penser que l'enfant était mort au bout de quelques semaines. L'Impératrice dit de Constance : « Elle me doit un filleul. » Et, en effet, elle est bientôt enceinte pour la seconde fois d'un enfant que tiennent encore l'Impératrice et Murat.

(2) Louis Bonaparte.

derrière (1). On n'a pas cru devoir adopter les grands paniers.

« Mme Carion sort d'ici : on porte du crêpe, des gazes brochées et unies, des taffetas moirés. On met à ces dernières robes des garnitures de blonde de soie. Elle te fera les modèles des robes dont nous sommes convenues. Elle avait grand'peur que je la quittasse pour prendre Mme Germond qui a la vogue plus que jamais... »

Le 2 thermidor (21 juillet) elle écrit : « Je te dois les détails de l'emploi de mon temps depuis mon arrivée. J'ai été à Paris mercredi de bonne heure. Je fis vite une toilette du matin pour faire les visites dues. Je commençai par Mme Soult qui me reçut, comme de coutume, très bien, qui ne cessa de me demander de tes nouvelles et qui me pria de la rappeler à ton souvenir. De là nous fûmes à Villiers (2), nous ne trouvâmes personne. Nous revînmes à l'hôtel rue Cerutti (3); personne : nous fûmes chez la princesse Louis (4), personne. Je rentrai chez Mme Caillat qui nous avait prêté son appartement (5). Le soir, je fis une grande toilette pour Saint-Cloud. Je ne fus pas plus heureuse. L'Empereur était parti à deux heures après midi et l'Impératrice était incommodée. Nous revînmes donc Saint-Cyr et moi nous coucher... Jeudi je me remis en route, par un temps affreux, pour Villiers. A moitié chemin, je rencontrai M. Fajac qui venait d'avoir une audience du général Murat dont il ne paraissait pas bien satisfait. Je ne lui dis qu'un mot, nous avions chacun nos affaires en tête. J'arrivai donc et fus de suite introduit chez la princesse. Elle était dans son lit, malade d'un commencement de grossesse, à ce qu'elle croit (6). Elle m'a parfaitement reçue, m'a proposé, lorsque je serais bien reposée, d'aller passer un mois avec elle. Ensuite nous avons entamé la conversation sur toi. J'ai parlé du désir que tu aurais de venir à Paris, non pas en retirant ton mari de la

(1) On renonça aux boucles et aux barbes, lesquelles furent reprises à la cour de Louis XVIII, mais on adapta au décolleté de la robe la chérusque qui semble un ressouvenir de la cour des Valois.

(2) La maison de campagne du maréchal Murat, Neuilly-Villiers.

(3) L'hôtel Thélusson, au bout de la rue Cerutti, actuellement Laffitte.

(4) Rue Cerutti. L'hôtel actuellement occupé par la banque Rothschild. Je crois qu'elle est y est déjà installée bien qu'il n'ait été acheté que le 13 prairial (juin 1804).

(5) Rue Neuve-des-Petits-Champs, 99.

(6) Elle accouche le 22 mars 1805 de Louise-Julie-Caroline, mariée en 1825 au comte Rasponi, morte à Ravenne en 1889.

place qu'il occupe, mais lui obtenant un congé. Il m'a paru que cela pourrait avoir lieu... Je restai une bonne heure chez Mme Murat ; je ne parlai de rien d'essentiel parce que Mme de Rocquemont (1) ne nous quitta pas d'une minute. La princesse me dit que nous t'enverrions la gravure des robes de cour, que cela t'amuserait. Le costume est décidé, on y travaille beaucoup à Saint-Cloud, Mme Germond et beaucoup d'autres femmes.

« ...Je ne suis pas encore bien au courant des modes. Il m'a paru que les tailles se portent longues. Pour le matin, en grand négligé, ce sont de grandes capotes de percale ; autour du col des fraises d'organdi empesé, plissé à coquilles si la robe monte haut. Si non, ce sont des fichus de même. Je t'enverrai un des bonnets de chez Mme Despaux qui me plaisent beaucoup. Ils sont de soie torse. C'est une espèce de filet élastique. C'est très joli. Le mien est jaune. Je crois que je le prendrai de même couleur pour toi. En parure, on porte beaucoup de fleurs, non avec des guirlandes, mais des tiges qui s'arrangent sur la tête, feuille par feuille. »

Le 4 thermidor (23 juillet) elle écrit, toujours de Maisons : « Pour moi, je suis souvent seule parce que Saint-Cyr est dans l'obligation d'aller souvent à Paris et que, n'ayant pas encore d'appartement, je préfère rester ici plutôt que de me nicher dans un hôtel garni. Cela est cause que je n'ai fait que les visites d'absolue nécessité et que je n'ai vu personne que Mme Murat. L'Impératrice est partie hier pour Aix-la-Chapelle où elle va prendre les eaux, ce qui me dispense de Saint-Cloud pour quelque temps. Ce voyage ferait croire que celui de l'Empereur se prolongera. On parle beaucoup de la descente et on prétend que tous ceux qui doivent en être ont reçu ordre de partir et n'ont eu que six heures pour leurs préparatifs. Le ministre de la Guerre est parti avant-hier au soir. La formation des maisons princières est donc remise à plus tard : mais Mme Murat ne la perd pas de vue. » « Tu sauras, écrit Mme Saint-Cyr le 7 thermidor (26 juillet), que Saint-Cyr a vu il y a trois jours Mme Murat qui lui dit que je devais aller passer quelque temps chez elle (à ma première visite elle m'y engagea fortement), qu'un de ces jours elle m'écrirait à ce sujet. Ainsi je m'attends

(1) Mme de Rocquemont est gouvernante des enfans de Mme Murat. Elle les suit à Naples et paraît y être restée jusqu'en 1815. Elle appartenait selon toute vraisemblance à la famille Hecquet de Rocquemont, honorablement connue à Abbeville.

la semaine prochaine à aller m'établir à Villiers. Cela me fait croire que si ma nomination n'est pas faite, c'est tout comme. »

En attendant (1), elle reçoit, elle donne à dîner. « Le général Broussier (2) ne put pas venir parce que des affaires de service l'obligèrent de rester à Paris. Mais j'eus Macdonald que j'avais invité et sur qui je ne comptais pas, devant aller chercher sa femme qui est aux eaux d'Aix-la-Chapelle. Il se mit effectivement en route en sortant de chez moi. Tu sauras donc que Mme Macdonald, pour avoir passé des neuf nuits de suite, au bal l'hiver dernier, est tombée dans une fièvre lente, grosse de quatre mois, attaquée de la poitrine et condamnée de tous les médecins (3). Aussi son mari est-il dans une grande affliction. Il a toujours ses deux petites à Saint-Germain (4). C'est aujourd'hui l'exercice chez Mme Campan.

« Je suis allée hier à Paris pour tes commissions... Tu ne recevras cette fois qu'un bonnet d'un genre tout nouveau. Il n'y a que les deux princesses Louis et Murat, Mme Bernadotte (5) et moi qui en ayons jusqu'à présent. Il faut que les cheveux soient plats derrière, car on ne fait plus les choux saillans, et que le bonnet soit placé de côté. Il est tout prêt à mettre et le ruban retourne nouer sur la tête. J'espère que tu le trouveras joli. Du reste, je suis encore très peu au courant de la mode, mais on porte généralement des tailles beaucoup plus longues. Les femmes comme il faut ne peuvent sortir le matin la tête nue. Les cheveux étant coupés à la Titus, il faut absolument ou un chapeau de percale pour le très grand négligé ou bien un chapeau de crêpe lilas très grand, avec une tige de cloches de même couleur. La tige de fleurs sur le bonnet ou le chapeau est de première nécessité. »

On n'est pas sans s'impatienter à Maisons. « Je n'ai encore rien de nouveau à t'apprendre nous concernant, écrit Mme Saint-Cyr le 16 thermidor (4 août).... » Mais ce qui l'agace, ce sont

(1) 9 thermidor (28 juillet).

(2) Jean-Baptiste Broussier, qui s'était illustré dans la guerre de Naples, commandait la ville de Paris.

(3) Morte le 21 septembre 1804.

(4) Anne-Charlotte, qui épousa en 1810, M. Régnier, fils du duc de Massa, et Anne-Élisabeth, qui épousa en 1813 le comte Perregaux, nées d'un premier mariage de Macdonald avec Mlle Jacob.

(5) Bernardine-Eugénie-Désirée Clary, mariée le 17 août 1798 à Jean-Baptiste-Jules Bernadotte, plus tard prince de Ponte-Corvo, roi de Suède.

les quatre lieues à franchir à toute occasion; c'est d'être à Maisons, « l'éternel Maisons. » Ses amis s'entremettent pour le lui faire vendre, surtout Mme Soult, qui est de tout et qui prend constamment parti pour les Saint-Cyr : il faut les défendre, car ils ont le vent en poupe et ils ont bien marié leur fille. Mme Soult, qui vient déjeuner le 16, amène une « Mme Gautier, épouse d'un adjudant-commandant qui est employé à l'Armée de Boulogne, lequel est pressé par le maréchal Murat de faire une acquisition près Paris (1). » Il se présente aussi M. Haller, ancien banquier. Est-ce le Haller de l'armée d'Italie? « Cela paraît lui convenir, mais plus ils ont d'argent, plus ils marchandent. » Deux ou trois autres personnes doivent venir voir. Toujours pas de nomination. « La Cour est absente de Paris, aussi dit-on qu'il est désert, ce qui fait que je me repose ici tout tranquillement. »

Enfin, sans que le décret ait paru, la princesse forme sa maison, — au moins à l'essai, — et c'est de Neuilly où elle est installée que, le 25 thermidor (dimanche 12 août), Mme Saint-Cyr écrit : « Tu ne seras pas étonnée, ma bien chère petite fille, de voir ma lettre datée de ce pays, puisque tu savais que je devais recevoir une lettre qui devait m'y appeler. C'est ce qui m'arriva jeudi au soir, au moment où je montais en voiture pour me rendre à Paris. C'est ce que j'effectuai le vendredi. Je vins ici faire une visite, on m'engagea à rester ce même jour. Je refusai, parce que l'invitation ne portait que pour le dimanche. Je fus aussi, ce même vendredi, faire ma visite à Mme Louis, de qui je n'avais pas encore été reçue. Je la trouvai cette fois, toujours la même, aussi affable, bonne. Elle ne cessa pendant très longtemps de parler de toi, combien tu avais dû avoir de chagrin (2), etc. Elle se rappela avec plaisir qu'elle avait dansé à ta noce. Survint là Mme Campan qui me demanda de tes nouvelles et si tu n'avais pas reçu des Dialogues qu'elle t'avait envoyés (3). Je l'assurai bien que rien de semblable ne t'avait été remis. Elle a engraissé beaucoup et est toujours la même (4). Je sais d'aujour-

(1) Il s'agit vraisemblablement de Gautier (Nicolas-Hyacinthe) né à Loudéac le 5 mai 1774, mort à Vienne en 1809, qui avait épousé Maria-Magdalena de Roberti-Vittori.

(2) De la mort de son premier enfant.

(3) *Conversations d'une mère avec sa fille,* en anglais et en français, dédiées à Mme Louis Bonaparte, Paris, an XII, in-8.

(4) Il s'est trouvé, mêlées aux lettres que Constance avait conservées de sa

d'hui que je suis décidément nommée dame d'honneur de la princesse Caroline et cela accordé par l'Empereur. Les autres nominations ne se feront qu'au retour de Sa Majesté. Saint-Cyr m'a accompagnée ici hier et repartit le soir.

« Je suis embettée *(sic)* aujourd'hui, je ne sais trop pourquoi. Le temps est affreux, le vent souffle de tous les côtés, quoique mon petit appartement soit gentil. Je suis logée tout près de Mme de Rocquemont. Je sais, sous le sceau du secret, qu'elle est nommée gouvernante des enfans. Je vais finir ma lettre parce que je n'ai pas une idée dans la tête, et puis je n'ai pas encore pris l'habitude d'être chez d'autres que chez moi ou chez toi et, à mon âge, on prend difficilement un autre genre de vie. Cependant, je n'ai qu'à me louer des égards et de l'honnêteté de tous. »

Deux jours après : « Maintenant je vais te donner des

mère et de son beau-père, quelques lettres de Mme Campan, à laquelle on a voulu faire une réputation d'écrivain et dont il se peut fort bien que les ouvrages publiés aient été pour le moins fortement retouchés, si l'on juge par une de ces lettres. Je conserve l'orthographe de la prétentieuse institutrice. Elle écrit, après l'accouchement de Mme Charpentier, le 14 prairial (3 juin) :

« J'ai su par votre cher beau-père, ma bien aimable Constance, que vous étiez mère et nourisse ; en vérité, ces deux qualités sont bien raprochées du titre de pensionnaire bleue et du danger de la *table de bois* que votre prudence et votre sagesse vous fesaient cependant éviter malgré vos jeunes années. Recevez mon sincère compliment sur votre nouveau titre, sur votre nouveau bonheur. Vous éprouvez le sentiment le plus doux qui existe, il est souvent accompagné de tourmens et toujours d'une inquiétude qui tient à la tendresse. Vos parens l'ont ressentie pour vous. Chacun a son tour, mais bonne maman va l'avoir pour deux et voilà sa sensibilité doublement employée.

« Mme Neÿ a deux gros garçons, l'un blond, l'autre brun ; l'un, c'est l'aîné, est le général lui-même ; l'autre, c'est Églé. Chacun est satisfait, vous arriverez au même lot. Il fait chaud ici comme en Italie, et cela depuis deux jours. Jamais récolte n'a tant promis en France, bled, vins, pommes, tout sera abbondant. Non les abbricots ni les pêches, mais ce sont jouissances passagères dont je ne fais aucun cas. Ce qui m'enchante, c'est cette multiplicité de tonneaux de vins de Bordeaux, de Bourgogne, ces milliers de bouteilles de champagne dont les bouchons partant avec éclat se mêlent à la gaieté des repas françois et semblent narguer notre implacable ennemie, qui, dans toute l'étendue de son isle couverte d'atteliers, de métiers, ne peut trouver à cueillir une seule grappe de raisin et dont les habitans n'en aiment pas moins à terminer leurs repas en vidant les flacons remplis par les productions de notre heureuse terre.

« Voilà presque de la politique, mais j'espère ne l'avoir pas rendue imposante ; je ne veux jamais l'être en rien pour une élève que j'aime tendrement. Mille complimens au général et sincère amitié à votre bien aimable maman. Adieu, ma chère Constance, je vous embrasse bien tendrement et suis pour la vie,

« Votre sincère et affectionnée amie et institutrice,

« GENET CAMPAN. »

14 prairial de l'an XII.

détails de nos occupations journalières. Nous vivons très retirés. Le soir, quelques aides de camp restent et on joue à des jeux innocens. On se couche entre onze heures et minuit. Ce soir, à huit heures, j'accompagne Mme la Maréchale aux Invalides où il se chante un *Te Deum* pour la fête de l'Empereur et nous revenons coucher ici. Demain, Mme Germond doit venir essayer l'habillement de cour de la princesse. Il est convenu que, quand il sera confectionné, Mme Dupont en fera un semblable sur une poupée qui te sera envoyée. Mme Murat est persuadée que cela t'amusera beaucoup. Au reste, pour ces dames, il sera plus riche que joli.

« ... Le temps continue à être détestable. Il me rend malade, il m'agace les nerfs. J'attends Saint-Cyr qui vient dîner avec nous. Nous avons des toilettes à faire. C'est pourquoi ma lettre ne sera pas longue. »

Qu'elle trouve pesant l'assujettissement auquel elle est contrainte, on s'en aperçoit au premier jour. « Nous ne cessons d'être arrosés, écrit-elle le 30 thermidor (18 août). On ne trouve pas dans la journée une demi-heure pour sortir et tu dois juger de la contrariété que j'en éprouve. Cela m'apprend qu'il faut se faire à tout et je suis vraiment étonnée de ma souplesse. Mme Murat, comme tu le sais sans doute, est très sédentaire, et n'aime pas à voir du monde, de sorte qu'excepté quelques personnes dans l'intimité, elle ne reçoit pas. Cependant, elle s'est décidée à prendre un jour, et c'est les lundis. Ainsi, après-demain au soir, ce sera la grande représentation. Je ne sais pas encore si je m'y trouverai, car mon service ne commencera que le dix-huit brumaire.

« Nous sommes allées, jeudi soir, au *Te Deum*. C'était fort beau, la musique très bonne, mais la cérémonie véritablement ennuyeuse par sa longueur. Nous étions dans la tribune des princesses, de sorte qu'étant derrière elles nous perdions le coup d'œil. Nos soirées se passent en lecture et en conversation. Dans la journée, c'est-à-dire après le déjeuner, je reste avec Mme Murat une couple d'heures suivant les affaires qu'elle a à régler. Alors je me retire dans mon appartement où je lis et écris et où souvent je m'ennuie, parce que je suis bien circonscrite dans mon cercle et que je n'ai pas les mêmes ressources que chez moi. A quatre heures, je fais un bout de toilette et à cinq je me rends à mon poste. Je suis on ne peut plus satisfaite

de Mme Murat. Elle est toute bonne pour moi et d'une honnêteté parfaite. Le maréchal aussi et jusqu'à Mme de Rocquemont qui, entre nous soit dit, n'était pas d'abord très prévenue en ma faveur, je l'ai forcée à en venir là, et nous sommes très bien ensemble maintenant.

« J'ai vu avant-hier Mme Lambert qui vint voir Mme Murat. Elle me sauta au col et me demanda de tes nouvelles avec beaucoup d'empressement. Elle est charmante, elle a un très bon maintien, parle avec facilité et se conduit à merveille. Elle a grandi et pâli ; ses traits ont bien grossi, mais au total, c'est une femme très agréable. J'ai déjà vu aussi assez souvent Mme de Souza, autrefois Mme de Flahaut (1). Tu sais qu'elle est auteur d'*Adèle de Sénanges*, *Charles et Marie*, etc. C'est une femme aimable dans toute l'étendue du terme. Il est rare qu'une femme auteur soit goûtée en société, eh bien ! elle se met à la portée de son auditoire et, avec des petits riens, vous fait passer des heures comme des minutes.. »

Et le lendemain elle écrit : « Hier au soir sont arrivées Mme et Mlle de Lagrange (2). Je présume qu'elles vont passer quelques jours. Cela fait que je pourrai sans inconvénient revoir mon chez moi de Maisons que j'ai quitté depuis onze jours. »

Un temps se passe sans que Constance donne de ses nouvelles. Mme Saint-Cyr est bien inquiète. Le 27 (14 septembre), rassurée enfin, elle écrit de Maisons : « Tu as dû t'apercevoir par les différens lieux d'où j'ai daté mes lettres que depuis plus d'un mois je ne suis fixée nulle part. Je n'ai cessé tout ce temps d'aller de Maisons à Paris, de Paris à Neuilly, et toujours comme cela. J'étais ambulante. Depuis deux jours je suis ici et, ayant pris congé pour quelque temps, je vais me remettre, soit dit entre nous, de la contrainte que j'ai éprouvée. D'ailleurs, je vais avoir la famille de Saint-Cyr...

(1) Adélaïde-Marie-Emilie Filleul, mariée d'abord à Charles-François de Flahaut, comte de la Billarderie, décapité en 1793, puis, en 1802, à Jose-Maria, comte de Souza-Bothello.

(2) Il s'agit ici d'Angélique-Adélaïde Méliand, femme du marquis de la Grange, lieutenant-général en 1784 et de la dernière de ses filles : Adélaïde-Françoise, née à Paris, le 21 mai 1774, mariée le 3 février 1810 à Jean-Louis Mathevon, baron de Curnieu. Il ne saurait en effet être question de sa sœur aînée mariée en 1793 à M. de Cambis, ni des enfans de sa belle-sœur, née Hall, épouse en premières noces de Suleau : il est à remarquer qu'une fille de celle-ci, ayant épousé en premières noces Robert de Lignerac, duc de Caylus, se remaria à L.-J. Carra de Saint-Cyr, comte de Rochemure, fils adoptif du général de Saint-Cyr.

« Je ne pense point encore à t'envoyer des modes, parce que, d'abord, Mme Murat n'a pas été de cet avis, n'y ayant absolument rien de nouveau. Dans le monde, ce sont toujours des tailles très courtes. En négligé, tout robes courtes en percale brodée et garnie en belle dentelle. Ensuite on met, si l'on veut, une juive aussi brodée tout le tour et garnie de même, mais sans taille. C'est une ceinture en percale qui attache devant et, pour cacher cette ceinture, on a une bande de percale, coupée en dents de loup et brodée à jour qui retombe dessus. Les dents sont courtes. Voilà les déshabillés élégans de la princesse. Le soir, elle a de petites robes, rondes toujours, de taffetas de différentes couleurs, les unes garnies en crêpe, les autres de même étoffe posée à cheval et froncée comme avec des rubans. Ce que tu peux te donner qui est très joli et que je lui ai vu, c'est une robe de crêpe rose à queue brodée en coton blanc. C'est très élégant. Quand la Cour sera de retour, c'est alors que je te parlerai modes et que je pourrai faire tes emplettes, mais, en ce moment, Paris est tout à fait désert, il n'y a d'élégance dans aucun genre. »

Elle est encore à Maisons le 30 fructidor (17 septembre) : « Coppe a fait partir douze paires de souliers pour toi ; j'espère qu'il se sera bien rappelé ta mesure. Du moins il me l'a assuré. Il te les fait au même prix que Menier et il t'en enverra huit paires tous les mois comme nous en sommes convenues. On trouve assez généralement que Mme Murat est mal chaussée et il n'y a qu'elle qui se trouve bien. Ses souliers ont le même défaut que les tiens. Ils sont trop couverts et trop pointus. Et puis, elle n'a pas la jambe et le pied aussi jolis et aussi parfaitement faits que les bras et la main. J'aurai de ses nouvelles aujourd'hui par Saint-Cyr qui est allé à Paris hier après déjeuner pour se rendre le soir à l'assemblée de Neuilly. Tous les lundis, les assemblées sont la répétition des cercles de Saint-Cloud, excepté qu'ils sont moins nombreux. Le premier a été mortellement ennuyeux, mais ceux auxquels je me suis trouvée depuis ont été supportables parce qu'on y a joué. J'y ai vu Mme Grua qui est à Paris avec Lechi. (1) Elle a dû être belle, mais tout le monde se moque de sa poitrine qui est maintenant assez basse pour reposer sur son ventre. Il y a

(1) Il y a toute une dynastie de musiciens du nom de Grua à partir du XVIIIe siècle, à Milan et en Allemagne.

encore Mme Saint-Martin qui fait beaucoup d'effet (1). Les autres femmes, ce sont toujours les mêmes. Il n'y a pas de nouvelles beautés remarquables, si ce n'est Mme Mollien (2), dame de l'Impératrice. On ne se présente pas avec plus d'assurance et de décence. Elle est bien, mais je ne la trouve pas belle.

« Il faut apprendre maintenant à faire la révérence, car les petites salutations d'autrefois, c'est-à-dire de la Révolution, ne sont plus de saison. Ainsi exerce-toi d'avance pour les savoir bien faire quand le temps viendra..... »

Le 5 vendémiaire (jeudi 27 septembre), elle écrit : « Je ne suis revenue de Paris qu'hier pour dîner. Tu sais que j'y fus dimanche dans l'intention d'aller à Neuilly lundi soir, ce que j'exécutai. On me reçut fort bien. Le maréchal et madame me dirent pourquoi je n'y étais pas allée dîner, Saint-Cyr y étant et ayant été invité. Ils m'observèrent que je n'avais pas besoin d'invitation. Mais tu ne devinerais pas qui m'obstruait l'entrée du salon lorsque j'arrivai. Deux personnes qui, depuis six mois, n'étaient venues à Paris : Mmes Petiet et Isidore. Elles sont toujours les mêmes. Elles m'ont beaucoup demandé de tes nouvelles, surtout la dernière qui se plaint toujours de ton silence. Il y avait beaucoup de monde et c'est un des plus jolis jours d'assemblée. Mme Talhouet, qui y était, s'informa aussi de ta santé. Mardi, je me suis occupée de tes commissions... Je me suis aussi occupée de faire mes emplettes pour le costume de cour. Beaucoup ont pris du nacarat, du cerise, du ponceau. Je m'étais décidée pour cette dernière couleur, mais je n'en ai plus trouvé. J'ai voulu alors, ne pouvant être remarquée par la couleur la plus éclatante, l'être par une couleur plus modeste et dont à coup sûr il y aura fort peu. Ma queue sera donc d'un velours de très joli gris; il en faut huit aunes et autant de satin blanc pour la doublure. C'est Mme Germond, chez qui je suis allée, qui me l'a coupée, ainsi que la robe de satin, et c'est Mlle Lolive qui me la fait broder. Mon dessin est une guirlande de pommes de pin. La pomme sera en finition

(1) Victoire-Marie-Christine Fresia d'Oglianico épousa Jean-François-Félix Saint-Martin La Motte, d'une des premières familles du Piémont; il fit partie en 1800 et 1801 du gouvernement provisoire, fut préfet du département de la Sesia et sénateur le 1er floréal an XII.

(2) Adèle-Rosalie Collart-Dutilleul épouse, en août 1802, Nicolas-François Mollien, depuis ministre du Trésor public.

en or mat et la tige et les feuilles en laine. La broderie ne peut avoir que quatre pouces de largeur. Voilà, ma chère Constance, en quoi consiste le costume adopté. Tu me vois déjà écrasée sous le poids de vingt-deux aunes d'étoffe sans compter la broderie. Tu dois juger de la figure que je ferai avec cela, mais au reste il y en aura d'aussi embarrassées que moi. »

Le 15 vendémiaire (7 octobre), Mme Saint-Cyr, qui prend la belle résolution de numéroter désormais ses lettres et qui malheureusement ne la tient pas, écrit à sa bien-aimée Constance : « L'Impératrice est de retour depuis hier au soir, c'est ce qui me fait aller à Paris ce soir pour me présenter à Saint-Cloud demain au matin, et, ne l'ayant pas vue à mon arrivée d'Italie, je suis bien aise de me montrer des premières. Le soir, nous irons à Neuilly et je te rendrai compte de tout ce que j'aurai vu (1). Quant au luxe dont tu me parles, c'est toujours tel que tu l'avais vu. Nos costumes de cour par exemple nous reviendront fort cher. Je t'en ai donné des détails par ma dernière et, tout fait, il reviendra *au moins* à deux mille francs. Je ne suis pas étonnée du calcul du maréchal Jourdan et je trouve qu'il a tout mis au plus bas, mais on n'est pas maréchal d'Empire pour rien. »

Évidemment, Mme Saint-Cyr prend difficilement son parti de la sujétion où elle est réduite ; sa fille a remarqué dans ses lettres quelque tristesse. « Cela vient souvent de la situation où je me trouve, répond-elle ; par exemple, de Neuilly ou peu de temps après en être partie, tu me trouveras un style gêné parce que je suis si contrainte et si gênée que cela prend sur mon humeur et sur ma santé. »

*
* *

Elle n'est d'ailleurs pas plus avancée, et rien n'est fait pour les nominations. Elle écrit le 20 (12 octobre) : « Je fus au cercle

(1) Voici comme étaient libellées, à la main, les invitations à dîner, pour Neuilly :

S. A. I. Madame la princesse Caroline
et Monsieur le maréchal de l'Empire Murat,
prient M..... de venir dîner lundi,
16 vendémiaire, à 5 h. 1/2, à leur maison de
campagne de Neuilly.

R. S. V. P.

Paris, le 13 vendémiaire.

de Mme Murat lundi au soir. Elle me demanda de tes nouvelles. Cela me fait rappeler que tu devrais lui écrire, surtout après l'intérêt qu'elle m'a témoigné t'avoir conservé lorsqu'elle t'a su malade. Du reste, elle m'a reçue un peu froidement parce que je ne reste pas à Neuilly; je n'y ai pas un appartement assez commode pour la saison qui commence à être froide et pluvieuse, et puis je suis bien aise de savoir quelle sera décidément la place que je devrai occuper. Je lui ai donné pour excuse le séjour chez moi des frères et belles-sœurs de mon mari.

« J'ai été rendre mes devoirs à l'Impératrice, mercredi matin. Elle m'a reçue comme de coutume et s'est informée de ta santé. Mme Savary me parla beaucoup de toi, ainsi que Mme Talhouet. Mme de Luçay me demanda de tes nouvelles, elle n'a pas embelli, non plus que sa fille. Mme de Colbert (1) y arriva, elle est laide et, je crois, bête. Mme de Larochefoucauld (2), dame d'honneur, beaucoup plus petite que moi, excessivement contrefaite, n'étant plus jeune, mais paraissant avoir de l'esprit et s'exprimant très bien, Mesdames Lauriston et d'Arberg (3), voilà quel était le nombre des dames de l'Impératrice. D'étrangères il n'y avait que Mesdames Fleurieu (4), Chauvelin (5) et moi. J'y arrivai à deux heures et n'en repartis qu'à quatre.

« L'Empereur est arrivé hier matin et la princesse Louis est accouchée avant-hier d'un second prince (6). Je compte aller après déjeuner chez Mme Murat.

« J'espère que bientôt Saint-Cyr et moi nous connaîtrons notre sort. Et à moins qu'il n'ait une destination dans une

(1) Marie-Geneviève-Joséphine Cauclaux, mariée, le 30 décembre 1803, à Auguste-François-Marie de Colbert, tué le 3 janvier 1809; remariée en 1814, au marquis de La Briffe.

(2) Adélaïde-Marie-Françoise Pyvart de Chastullé, qui épousa en 1788 Alexandre-François de la Rochefoucault, était la cousine germaine d'Alexandre de Beauharnais, premier mari de Joséphine.

(3) Francisque-Claudie de Stolberg-Gedern, née en 1756, épouse Nicolas, comte d'Arberg et Valengin, est amenée à Paris par Joséphine près de laquelle elle vit avec ses filles jusqu'en 1814. Elle est la sœur de Mme la comtesse d'Albany et de la duchesse de Berwick.

(4) Aglaé Deslacs d'Arcambal, mariée en 1792 à Charles-Pierre Claret de Fleurieu, gouverneur du Palais des Tuileries.

(5) Herminie-Félicienne-Joseph Le Tavernier, mariée en 1792 à Bernard-François Chauvelin, maître de la garde de robe de Louis XVI, sorti du Tribunat en 1804, membre du Corps législatif et préfet de la Lys.

(6) Napoléon-Louis, né à Paris, le 11 octobre 1804, mort à Forli, le 17 mars 1831.

armée active, je me propose de le suivre partout. Le séjour de Paris serait un supplice pour moi sans lui et sans ma chère Constance...

« Je te permets, ma bien-aimée, de couper tes cheveux, mais j'exige de toi, toujours d'après ta déférence à mes conseils, de les laisser grandir quand ils ne tomberont plus. Tu ne les auras plus jamais aussi beaux qu'ils étaient, mais cependant ils pourront bien revenir et tu pourras en avoir encore assez pour n'être pas obligée, au bout d'un certain temps, de mettre un *cache folie*, ce qui n'est pas aimable, je le sais par expérience et tu peux m'en croire. Adieu, ma chère Constance, je vais faire un petit bout de toilette pour voir Mme Murat, elle s'est fait saigner il y a trois jours. »

Pour achever de lui donner le dégoût de sa situation, voici qu'à présent on lui retire la place qui lui avait été promise : « Lundi dernier, écrit-elle le 30 vendémiaire an XIII (22 octobre), en me rendant à la soirée de Mme la maréchale Murat, elle m'annonça qu'elle avait reçu l'arrêté de l'Empereur qui me nommait près d'elle une des dames pour accompagner. Mme de Beauharnais, parente de l'Impératrice (1), dont le mari est sénateur, est sa dame d'honneur. Tu penses, ma bien-aimée Constance, qu'il n'a pas pu exister de concurrence entre elle et moi, et j'ai dû être sensible à la manière toujours aimable dont Mme Murat m'a annoncé qu'en cas de maladie ou d'absence de Mme de Beauharnais, ce serait moi, comme la première des dames pour accompagner, qui remplirais ses fonctions et, à cet effet, elle n'a voulu d'abord présenter à l'Empereur que moi et Mlle de Lagrange (actuellement Mme Adélaïde Lagrange) ; les autres ne seront donc nommées que par un arrêté postérieur au mien. Je ne te parlerai point des autres marques de bonté et d'intérêt que m'a témoignées Mme Murat en cette circonstance. Il te suffira de savoir que je me trouverai satisfaite de mon sort, tant que ma santé se soutiendra aussi bonne qu'en ce moment.

« Maintenant, je vais t'entretenir de ce qui vous regarde,

(1) Suzanne-Élisabeth-Sophie Fortin-Duplessis a épousé, en 1799, Claude de Beauharnais, cousin du premier mari de Joséphine, veuf de Claude-Françoise Gabrielle-Adrienne de Lezay Marnésia dont il avait eu pour fille Stéphanie, plus tard grande-duchesse de Bade ; de sa seconde femme il avait eu une fille, née le 11 décembre 1803. Il était sénateur avec sénatorerie et fut comte de l'Empire, chevalier d'honneur de l'Impératrice Marie-Louise ; il adhéra en 1814 à la déchéance et fut pair de France.

parce que tu sais que je n'ai de pensée que pour toi et de bonheur que par toi. J'ai été à même de remarquer d'une manière non équivoque que le général et Mme Murat n'ont pas vu avec plaisir que Charpentier se fût prononcé (dans la circonstance du couronnement) d'une manière aussi formelle pour rester en Italie. Elle s'en est expliquée avec moi sans détours et le maréchal en a fait de même avec Saint-Cyr. Ils ont pensé qu'il sacrifiait trop à ses intérêts personnels et pas assez à son dévouement pour l'Empereur et son gouvernement. Tu crois bien que nous avons répondu et fait valoir ses raisons comme Charpentier l'aurait fait à notre place. Cependant, nous eussions désiré qu'il eût montré, comme presque tous les autres généraux, le désir de se trouver à la cérémonie du Sacre. Cet acte d'empressement aurait produit le meilleur effet, le refus n'aurait rien changé à sa position et, dans le cas contraire, sa présence momentanée à Paris n'aurait pu qu'être avantageuse à ses intérêts.

« Saint-Cyr n'a toujours point de destination, mais tout prouve qu'il est vu de l'Empereur avec bienveillance. »

Nul n'est dévoué à l'Empereur comme le maréchal Murat, si ce n'est la princesse, et l'on voit comme ils comprennent dans leur inspection des généraux qui ne sont même pas du gouvernement de Paris. La domination ne s'étend pas seulement sur la dame pour accompagner, mais sur sa fille, le mari de sa fille et l'on en verra bien d'autres exemples. « Tu vas te plaindre de mon silence, ma bien chère et bien aimée Constance, écrit Mme Saint-Cyr le 7 brumaire (29 octobre), mais tu jugeras qu'ayant été de service toute la semaine dernière, je n'ai pas de moment à disposer en ta faveur. Enfin, Mme Adélaïde Lagrange a pris ma place hier et me voilà libre pour huit jours. Le service consiste à être rendue chez la princesse entre midi et midi et demi. Il faut recevoir les visites jusqu'à quatre heures et demie. Ensuite, je viens faire ma toilette du soir. J'y retourne le soir pour rester ou accompagner la princesse si elle sort. Voilà nos occupations de tous les jours; je te laisse à en juger.

« J'ai vu chez Mme Murat, Mme Olivier (1) qui y a été présen-

(1) Marie-Anne Lambert épouse en 1789 Jean-Jacques Olivier, général de division du 22 mai 1799, mort en 1813. La fille aînée du général Olivier épousa le fils du général comte de Hogendorp, aide de camp de l'Empereur et Légataire.

tée par la générale Pille ainsi que sa fille aînée (1). J'y ai vu mesdames Lambert et Pannelier qui m'ont chargée de te dire mille belles choses. Mme Petiet a enfin pris sur elle de me faire une visite. Elle me la fit vendredi au soir et, samedi, nous dînâmes ensemble chez la princesse. Le soir, on fit de la musique et on valsa un peu. On saute à présent beaucoup. Depuis que nous avons quitté Paris, la danse a totalement changé. Ce sera des nouvelles leçons que tu auras à prendre, mais tu seras bientôt au fait. Isidore m'a bien priée de te dire qu'elle ne t'a point oubliée et qu'elle t'aime toujours de tout son cœur. C'est aujourd'hui jeudi et jour de cercle et tu penses qu'il faut que je m'y trouve.

« Le Couronnement est renvoyé au 15 frimaire et beaucoup croient qu'il n'aura lieu qu'à Noël. On m'a dit que M. de Melzi (2) devait venir au couronnement. »

On pense bien qu'avec l'existence qu'elle mène, Mme Saint-Cyr a dû quitter Maisons. Elle a pris un appartement au Grand Hôtel du Nord, rue Richelieu. Elle écrit le 14 brumaire (5 novembre) : « C'est aujourd'hui [lundi] que je reprends mon service. C'est le jour de grande représentation. Tu devrais ces jours-là faire toilette et t'imaginer être à côté de moi à faire les honneurs. Tel est notre emploi. Je suis allée à Saint-Cloud jeudi dernier parce que je reçus un billet de l'État-major qui nous avertissait que l'Impératrice recevrait, à huit heures et demie, les dames des généraux qui avaient déjà eu l'honneur de lui être présentées. Elle fit le tour des deux salons qui étaient pleins de monde, dit un mot à chacune et se retira dans ses appartemens à neuf heures un quart. Voilà tout l'emploi de ma semaine. »

Le 21 brumaire (12 novembre), on est enfin fixé sur la date de la cérémonie. « On dit, écrit Mme Saint-Cyr, que le Couronnement doit avoir lieu le 11 prochain. L'ordre pour les généraux est parti hier. Ils doivent être à Paris le 7. Tu vois qu'on ne leur donne pas le temps de délibérer. Au reste, je crois que sur qui que ce soit que le sort tombe, leur empressement prouvera combien ils désirent se trouver à une cérémonie qui ne se voit pas tous les jours. Le général Murat me demande

(1) Louis-Antoine Pille, commissaire des guerres en 1767, volontaire en 1790, général de division en 1795, mort en 1828.

(2) Vice-président de la République italienne, plus tard duc de Lodi.

sans cesse si Charpentier ne vient pas. Il doit en savoir plus que moi et ton mari aussi.

« C'est encore lundi aujourd'hui et cercle, par conséquent. Nous avons eu, samedi dernier, la présentation des ambassadeurs chez la princesse Caroline. A midi, nous étions toutes parées. J'ai vu aussi dans la semaine la princesse Louis qui me demande toujours très obligeamment de tes nouvelles. Mme Mathieu est auprès de Mme Joseph (1), ce que je suis près de Mme Murat. On fait en ce moment, dit-on, un livre d'étiquette, il est attendu avec impatience par chacun pour savoir ce qu'on a à faire...

« Il n'y a point de nouvelles ici dignes de toi. Il existe le luxe le plus recherché sur les étoffes de la saison, et surtout les garnitures en blonde très haute sont très à la mode ; les blondes ont remplacé les tulles pour les manches et le tour de la gorge. Du reste, les tailles sont toujours courtes et les robes lacées derrière. »

Du 23. — « J'ai été avant-hier, dans un cabriolet mené par Saint Cyr, à Villiers, voir Achille (2), qui a repris ses attaques d'épilepsie, qui a été fort mal, et qui n'est pas encore bien ! Le soir, je me rendis au cercle, il fut très brillant. Demain, nous avons une réception d'ambassadeurs chez notre princesse ; ainsi tu vois que, sans être de service, souvent, je me trouve obligée d'être là. »

En effet, — et l'on ne peut dire que ce soit là une sinécure. « Tu as vu par mes précédentes, écrit-elle le 28 brumaire (19 novembre), l'emploi de mon temps dans mes nouvelles fonctions, et, comme cela se répète de huit jours en huit jours, j'ai peu de momens à moi ; mais je crois et j'aime à croire que bientôt notre service ne sera pas aussi assujettissant. Cela dépend du nombre. Nous devons être quatre et nous ne sommes encore que deux. On dit que Mme Saint-Martin, femme de l'ancien préfet de Verceil, va être des nôtres.

« Tu veux des On dit. Eh bien ! on dit que l'Empereur part mercredi prochain pour Fontainebleau, où il recevra le Pape, et qu'il sera marié devant l'Église, ne l'étant pas (3). On dit que

(1) La princesse Joseph Bonaparte.

(2) Achille Murat, né en 1801, mort en 1847, fils aîné de Joachim Murat et de Caroline Bonaparte.

(3) Ceci montre que la situation était connue et que l'on comptait fort bien que le mariage aurait lieu.

les princesses iront aussi à Fontainebleau; j'ignore si, comme dame de semaine, je serais du voyage s'il se faisait. On dit qu'Isidore doit se marier avec le frère du colonel Colbert (1). Tout ce que je sais, c'est qu'on voit partout le mari, la femme, la fille et le benêt de fils. Ils sont tous montés sur leurs grands chevaux (tu sais ce que cela veut dire en parlant d'eux), et je les ai plantés là. On ne parle pas de mari pour Mlle de Luçay. Je vois assez souvent, aux cercles de Mme Murat, Mme Gardanne (2), d'une grande élégance et accostée tantôt de Mme Saint-Martin et tantôt de Mme Regnault de Saint-Jean d'Angely (3). Celle-ci est toujours aussi minaudière que par le passé.

« Le général Murat me dit hier : « Ma foi, si Charpentier veut venir, il ne tient qu'à lui : pour peu qu'il en témoigne le désir au maréchal Jourdan (4), il est sûr d'être choisi. »

Voici qu'à présent on entre dans la période des fêtes, et Mme Saint Cyr ne paraît point très empressée. Elle écrit le 7 frimaire (28 novembre) : « Nous avons, pour les trois derniers jours de cette semaine, des présentations sans fin : demain, jeudi, MM. de Cobentzel (5) et de Lima (6). Après-demain, toutes les ambassadrices et étrangères parmi lesquelles se trouvera Mme de Knobelsdorf (7), que nous appelions, à Constantinople, Mme de Prusse, et, samedi, deux princes. Le Pape et l'Empereur arrivent à midi aujourd'hui. Tous les préparatifs pour le Couronnement se font. Les illuminations des Tuileries seront superbes si le temps est beau, ce dont je doute, car cette nuit, il est tombé beaucoup de neige. J'ignore encore si je serai de semaine dimanche prochain. Si Mesdames Saint-Martin et Lambert sont nommées, j'éviterai le cortège ce jour-là, car nous

(1) Louis-Pierre Alphonse de Colbert Chabanais fut baron de l'Empire, général de brigade en 1814, général de division en 1837; il était frère d'Auguste-Marie-François, marié à Mlle Canclaux, tué à Caballos (Espagne), le 3 janvier 1809.

(2) Anne-Henriette Croze de Lincel, mariée à Claude-Mathieu Gardanne, général de brigade, aide de camp de l'Empereur.

(3) Laure Guesnon de Bonneuil, mariée à Michel-Louis-Étienne Regnault (de Saint-Jean d'Angely), député, ministre d'État, etc., proscrit par la Restauration.

(4) Il a remplacé Murat dans le commandement des troupes françaises stationnées dans la République italienne.

(5) Le comte Philippe de Cobentzel, ambassadeur de S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche.

(6) M. de Lima, ambassadeur de S. A. R. le prince Régent de Portugal.

(7) M. de Knobelsdorf, ministre de Prusse près la Porte, sous le règne de Frédéric-Guillaume II fut chargé par son souverain, en septembre 1806, d'une mission près de l'Empereur.

irons à Notre-Dame; sinon, j'assisterai à l'aller et au retour.

« On dit que, dans le Piémont, on a volé le fourgon du Pape, qui contenait des choses très précieuses pour l'Empereur, l'Impératrice et la famille. Je te donne autant de nouvelles qu'il est possible. J'ai mon habit de cour tout prêt à mettre, fait par Mme Germond et qui va à merveille, mais cette queue de velours de deux aunes trois quarts de long est d'une pesanteur terrible. Cela force à se tenir droit. Ainsi, le jour du Couronnement, tu me vois habillée et coiffée avec mes coquilles blanches, d'après les conseils de la princesse Caroline. Je fais du collier le bandeau; dans les bandeaux je trouve un peigne et un collier. Tout cela remis à neuf sera très bien. Je fais faire une seconde queue de satin bleu, brodé en paillettes, fausses bien entendu. Celle-ci sera pour les petits jours. »

Enfin, voici les détails de la cérémonie : « Par mes lettres de la semaine dernière, écrit Mme Saint-Cyr, le 15 frimaire (6 décembre), je te donnais les détails de tout ce que nous avions à faire jusqu'au dimanche, et cela s'effectua comme je te l'avais dit; mais le dimanche a été pour moi une journée terrible, quoique j'aie été dispensée d'être du cortège parce que Mme Murat obtint, la veille au soir, de l'Empereur la nomination de Mme Saint-Martin, et elle commença tout de suite son service, qui durera jusqu'à samedi soir prochain. Enfin, pour en revenir à moi, il faut te dire que nous devions être spectatrices. Il fallut être rendue à la tribune qui nous était destinée à huit heures du matin. Il faisait un froid excessif. Je me levai à cinq heures; je me fis coiffer à cinq heures et demie. Je ne me mis point en costume, parce que c'était très inutile. Nous fûmes donc à Notre-Dame à huit heures, Mme de Lagrange et moi. Nous y sommes restées jusqu'à la fin de la cérémonie, qui a duré jusqu'à trois heures et demie. Tout a été superbe; mais je n'ai pas une plume assez exercée pour te donner tous les détails du Couronnement, et je te renvoie à la lecture des journaux, qui sont très exacts pour le cérémonial. Je ne fus rendue chez moi qu'à cinq heures. Je n'avais rien pris de la journée, et j'étais si gelée et si fatiguée que je n'eus pas le courage de sortir le soir pour voir les illuminations. Le lundi a été tout entier au peuple. Le mardi, il y a eu repos. Hier, on est allé dans le même ordre au Champ de Mars, pour distribuer les aigles et recevoir le serment des troupes; je n'y ai pas été. On

parle d'une fête donnée à l'Empereur pour dimanche prochain. C'est moi qui serai de service. En voilà bien long sur ce chapitre.

« J'ai attrapé un bon rhume de cerveau. S'il me tombe sur la poitrine, j'en aurai pour tout l'hiver. J'ai oublié de te dire que nous avons accompagné la princesse, vendredi dernier, chez le Pape. Il ne nous a pas donné de chapelet. »

Peut-être a-t-il manqué là une occasion de convertir ces dames, car pas une fois, dans les lettres de Mme Saint-Cyr à sa fille, il n'est question de morale, de culte ou de religion et pour la nièce d'un évêque, même constitutionnel, cela est peu.

*
* *

Il faut attendre au 28 frimaire (19 décembre) pour que la conversation reprenne. « J'étais de service la semaine dernière, écrit Armande, et toutes mes journées ont été employées de manière à n'avoir pas un moment à moi. Voici comment : le lundi nous eûmes une réception de tous les princes étrangers, et pour cela il fallut être prête, c'est-à-dire parée à midi. Nous fûmes sur nos jambes jusqu'à cinq heures. Nous dînâmes à la hâte et, à sept heures, j'accompagnai la princesse Caroline aux Tuileries; je rentrai chez moi à onze heures. Le mardi, il n'y eut rien d'extraordinaire, mais je restai là toute la journée. Mercredi, je m'y rendis le matin comme de coutume; le soir, nous fûmes toutes ensemble au bal du ministre de la Guerre. Les princes et princesses Joseph, Louis et Caroline y furent. Ce bal a été superbe; il n'y manquait que ma bien-aimée. Il dura fort tard et nous ne nous retirâmes qu'à trois heures du matin. Le jeudi, je dînai avec ma princesse et toute la famille chez le prince Joseph, au Luxembourg. Le vendredi, il a fallu être prête et parée à midi, pour être présentée à S. M. l'Impératrice comme attachée à la princesse Caroline. Les présentations sont courtes, et, dans le peu de temps que j'ai eu à lui parler, c'est de toi qu'elle m'a entretenue. Elle m'a demandé de tes nouvelles, si tu te plaisais en Italie, si tu ne reviendrais pas, etc. Le soir, il y avait, chez Mme Murat, soirée et bal donné à l'Empereur. Il y vint effectivement, il dansa une contredanse et se retira à dix heures. Après quoi on soupa, on dansa jusqu'à minuit et peu à peu chacun défila, et je me retirai chez moi à une heure. Le samedi, je n'eus qu'à me rendre chez la princesse où je restai jusqu'à

dix heures et demie du soir. Dimanche, j'étais malade, et je dis heureusement : cela m'a dispensée d'être de la fête de l'Hôtel de Ville; la voilà passée. Demain, il y a bal chez le ministre de la Marine. J'irai ce soir prendre les ordres de Mme la maréchale. Samedi, tous les généraux donnent à dîner aux princes et aux grands dignitaires de l'Empire; vaudeville et bal à la suite.

« Je te conseille d'économiser sur ta pension pendant que tu es en Italie, car ici tout ce qui est objet de luxe est d'une cherté affreuse, et vingt-cinq louis par mois à Paris, pour peu qu'on veuille être un peu au courant de la mode, vingt-cinq louis, dis-je, sont bientôt passés. On m'a dit qu'à présent Mme la maréchale dépense par mois, pour sa toilette, trente mille francs (1), et cela ne m'étonne pas. C'est une recherche incroyable, des broderies de tous les genres, de toutes les sortes, etc.

Mme Saint-Cyr est si fort occupée que sa correspondance languit et qu'elle reste parfois une semaine sans écrire. « Tu sauras, écrit-elle le 5 nivôse (26 décembre), que les grands plaisirs de Paris commencent à se ralentir. Il y eut jeudi dernier le bal du ministre de la Marine, qui fut très beau, très nombreux et très brillant. Les princesses Louis et Caroline ouvrirent le bal par une seule contredanse. Ces dames ont défense de l'Empereur de valser et, à leur grand regret, elles se sont abstenues. Ce soir, il y a bal chez Eugène. Je l'ai vu un moment hier chez Mme Murat, il m'a demandé de tes nouvelles.

« C'est encore Mme Récamier qui a emporté la pomme au bal du ministre de la Marine. Je ne t'ai pas raconté l'événement arrivé à Mme Saint-Martin, notre collègue, au bal du ministre de la Guerre. En valsant, elle est tombée tout de son long à la renverse et son cavalier avait les pieds si bien engagés dans les jambes de sa dame qu'il ne pouvait parvenir à la relever. Tu te doutes qu'une grande partie du monde s'est mise à rire, je n'ai pas été la dernière, mais cela a valu à Mme Saint-Martin une forte réprimande de la part de la princesse Caroline ; elle lui a dit qu'elle était trop coquette, etc.

« ... Nous avons déjà un froid bien rigoureux. J'ai fait faire, pour sortir à toutes les heures du jour, une robe de velours noir sans garniture, faite en spencer, à manches en amadis, et, avec

(1) L'Empereur accordait à la princesse Caroline, comme traitement annuel, 240 000 francs; mais, de plus, il lui faisait des gratifications, comme, par l'ordre du 10 nivôse an XIII, une de 200 000 francs.

cela, je brave toutes les intempéries de la saison. C'est d'autant plus commode que je peux la garder le soir si je n'ai point à faire de visites d'étiquette... »

Encore quinze jours sans lettre et l'on ne peut penser qu'il y en eût d'égarées. Pourtant, le premier jour de l'an 1805 s'y trouve compris. Il faut croire que l'usage de le souhaiter en famille n'était pas encore revenu, mais il était en route : « J'ai été de service toute la semaine dernière, écrit Mme Saint-Cyr le 20 nivôse (10 janvier), et elle a été si employée que je n'ai pas eu un moment à moi pour t'écrire. Il y eut, le jour de l'an, un cercle aux Tuileries qui a été très beau. Toutes les femmes en robe de cour et tous les hommes en uniforme de leur charge ou grade. Il y avait neuf cents personnes invitées et les parties de jeu, rangées dans la grande galerie, faisaient un très beau coup d'œil. La veille, qui était le lundi, je dînai chez Mme Duroc, qui est toujours gentille et qui me demanda de tes nouvelles. Le reste de la semaine, je l'ai passé chez ma princesse. Dimanche, nous l'avons toutes accompagnée au bal qu'ont donné MM. les maréchaux d'Empire à l'impératrice Joséphine. Tu as sans doute lu les détails de cette fête dans les journaux : ils n'ont rien dit de trop, car tout le monde s'est accordé à dire que c'est une des plus belles qui se soient données depuis longtemps. L'Empereur et l'Impératrice se retirèrent à minuit et les princesses Louis et Caroline une demi-heure après, mais je ne pus me retirer qu'à quatre heures, parce qu'il me fut impossible d'avoir ma voiture. Nous étions toutes en robe de cour et les danseuses quittèrent leur queue. Lundi, mardi et mercredi j'ai dormi jusqu'à midi. Ensuite, je me brode une robe de percale en coton blanc, ce qui m'amuse beaucoup. Mon dessin est une guirlande de groseilles : le fruit est en nœud et les feuilles au passé. Elle sera très jolie, mais c'est un ouvrage de patience. Quand tu feras broder à Milan des robes, il faut que tu expliques à la brodeuse que la broderie doit être bombée et, pour cela, sous le point au passé, il faut faire une première broderie. Il faut une doublure enfin, qui forme une broderie mate. J'imagine que tu me comprends. Tu sauras que l'on porte beaucoup de plumes en parure. Il n'y a qu'avec les fleurs qu'on n'en mette pas.

« Il paraît qu'on s'occupe beaucoup en ce moment du gouvernement d'Italie. On dit que Joseph va être roi de Lombardie,

le maréchal Bernadotte général en chef de l'armée et Mathieu, — le nôtre, — ministre de la Guerre. Ce ne sont que des on-dit dont une partie pourra bien se réaliser. »

Six jours après, le 26 nivôse (16 janvier) : « Dimanche, nous avons eu grand cercle aux Tuileries, à la fin duquel, suivant l'usage, l'Impératrice a fait sa tournée. Quand mon tour est arrivé, elle m'a demandé de tes nouvelles, si tu n'étais pas enceinte et, m'a-t-elle ajouté, Constance me doit un filleul.

« Lundi, nous passâmes, Mme Adélaïde et moi, une partie de la matinée chez notre princesse. Elle eut assez de visites le matin et comme elle avait donné congé à la dame de service, elle nous chargea de faire les honneurs. Le soir, nous nous rendîmes toutes chez elle en habit de cour pour la fête du Corps législatif. Le local n'était pas disposé pour recevoir une si grande affluence de personnes, de sorte qu'on y étouffait, et l'Empereur, l'Impératrice et toute la Cour se sont retirés de très bonne heure, c'est-à-dire à dix heures. Hier, j'ai dîné chez Marescalchi (1) pour la première fois depuis mon retour. Il nous a très bien reçus. Il y avait en femmes Mme de Gallo (2) et deux autres : une duchesse allemande et une princesse espagnole. J'étais à table entre Caprara (3) et le prince Giustiniani (4). Ce dernier m'a dit avoir passé une soirée très agréable chez toi, il y a environ un mois. Caprara qui avait fait ma conquête à Milan n'est plus dans mes faveurs, il souffle comme un bœuf. Aujourd'hui, bal à l'Empereur chez notre princesse Caroline ; nous faisons toutes les honneurs. Je serai habillée en robe de mousseline lamée qui m'a été donnée pour mes étrennes et coiffée avec du velours cerise et de la même mousseline que ma robe, j'aurai avec cela deux plumes blanches. Te voilà bien au courant, j'espère, de toutes mes actions, jamais compte rendu n'a été plus fidèle. »

Constance, elle aussi, tient sa mère au courant de tout ce qu'elle fait et de ce qui lui arrive ; la voici enceinte pour la seconde fois, et Mme Saint-Cyr en est très occupée. Cependant elle continue son existence agitée et quand ses journées et ses

(1) Ferdinand Marescalchi, ministre des Affaires étrangères du royaume d'Italie, en résidence à Paris.

(2) La signora Maddalena Mastrillo, marquise del Gallo, femme du ministre de Naples à Paris.

(3) Grand-écuyer de la couronne d'Italie, neveu du cardinal.

(4) Léonard Giustiniani, comte de l'Empire en 1810 (1759-1823.)

soirées ne sont pas aussi remplies, elle est tentée de s'en plaindre : « J'ai fait tristement toute la semaine dernière, écrit-elle le 9 pluviôse (29 janvier), parce que Mme Caroline a été malade et que, par cette raison, elle n'est pas sortie. J'ai donc manqué un bal chez la princesse Louis mercredi et le petit concert des Tuileries le samedi; le même jour, j'étais invitée à dîner chez Mme Soult, mais j'étais un peu incommodée, de sorte que Saint-Cyr m'a excusée. J'ai aussi manqué le grand cercle des Tuileries dimanche. Petit père m'a dit qu'il avait été très beau et surtout brillant de diamans. Toutes les femmes en avaient. Je suis encore restée toute la journée au coin de mon feu et tu dois juger combien j'étais heureuse, sachant le prix que j'attache à ma liberté. Mais aujourd'hui il n'en est pas de même : je dîne chez une puissance, chez Cambacérès. J'y ferai bonne chère, mais je m'y ennuierai. On n'y reste pas longtemps. De là, je ferai des visites. Pendant ma semaine Mme Murat a fait habiller la poupée tant promise. Je l'ai, je vais la faire emballer et à la première occasion je te l'enverrai : tout cela te servira de modèle pour les robes de cour, car, d'après les bruits publics, il y aura bientôt un roi et une reine en Italie, à Milan; il paraît sûr que ce ne sera pas Joseph. Le Pape part de Paris du 10 au 15 février et l'Empereur quinze jours après. On ne parle plus de guerre et j'espère que Charpentier est à peu près rassuré à ce sujet. Je suis bien aise de voir que, dans ce cas, il était résolu à te renvoyer chez nous. Le maréchal Murat prétend qu'il l'a tout à fait oublié. Il dit qu'il y a un siècle qu'il ne lui a écrit. Notre princesse s'occupe du mariage d'Isidore; c'est un secret que j'ai deviné, mais j'ignore encore quel sera l'heureux mortel. Je ne le saurai que quand ma semaine sera revenue. »

*
* *

C'est à présent Mme Charpentier qui, par ses retardemens à écrire, cause à sa mère des inquiétudes qui préparent à un peu d'aigreur. Mme Saint-Cyr écrit le 20 pluviôse (9 février) : « Une chose très extraordinaire, c'est que ce n'est pas moi qui donne de tes nouvelles, ce sont les étrangers qui par les plus grands hasards du monde me procurent l'avantage d'en savoir. Avant-hier, ayant rendez-vous chez l'Impératrice, nous y trouvâmes le maréchal Jourdan, il nous dit qu'il recevait souvent des

nouvelles de Charpentier et que tu étais bien. Hier, étant en visite chez la princesse Caroline, j'y ai rencontré Mme Campan à qui M. Toinon (?) avait parlé de toi. Voilà comme de temps en temps j'attrape quelques mots te concernant...

« Je t'ai envoyé par la messagerie une poupée tout habillée en costume de cour. Ce sera ton modèle si l'Impératrice va à Milan. C'est Mme Murat qui l'a fait faire exprès. Tu devrais prendre ton courage à pleine main et écrire à la princesse pour la féliciter de la nouvelle dignité que l'Empereur vient de conférer à son mari. Il est à présent Altesse sérénissime (1). Mme Lambert est enfin des nôtres. Elle a été nommée samedi et est entrée de service dimanche. Cela me donne trois semaines de repos. L'aumônier est aussi nommé. C'est M. l'archevêque de Barral (2), frère du nôtre (3). Toute la maisonnée est invitée à dîner demain, pour faire connaissance apparemment.

Les plaintes continuent avec un peu plus de vivacité, et les lettres s'abrègent. Le 27 pluviôse (16 février) à la fin, Mme Saint-Cyr écrit : « Je t'en veux de ton excessive paresse, j'espère bien qu'en carême tu voudras bien faire pénitence et, par cela même, m'écrire très souvent. Pour moi, je ne m'aperçois pas trop de la différence de ces deux différens temps de l'année. Je me suis reposée trois semaines et demain je commence mon service de toute la semaine. La princesse ne se presse pas d'accoucher, mais elle ne peut plus aller dans le monde. Elle ne sort que pour aller se promener au ci-devant bois de Boulogne, car il n'existe plus puisqu'il est tout *en allées*. Une autre nouvelle, c'est que Mme Tallien se marie et, avant de recevoir ce nouveau sacrement, elle s'est jetée aux pieds du Pape pour lui demander sa bénédiction (4). Bien des personnes ont paru étonnées de cette ferveur religieuse, mais quelqu'un qui la connaissait sans doute plus particulièrement assura que

(1) S. A. S. Mgr le maréchal Murat, grand-amiral. 12 pluviôse an XIII (1er février 1805).

(2) Louis-Mathieu de Barral, sénateur, archevêque de Tours, né à *Grenoble*, le 20 août 1746, fut après le divorce aumônier de l'impératrice Joséphine.

(3) Le frère de l'archevêque est Joseph-Marie, député au Corps législatif, premier président de la Cour impériale à Grenoble. Il avait épousé Mlle de Tencin et était le propre beau-frère de Mme de Barral-Beauharnais.

(4) Marie-Jeanne-Ignace-Thérèse Cabarrus, mariée le 3 août 1805, à François-Joseph-Philippe de Riquet de Caraman, qui fut prince de Chimay, par diplôme du roi des Pays-Bas, du 21 septembre 1824. Elle avait eu avant ce troisième mariage sept à huit enfans, dont deux étaient légitimes.

cette conduite de Mme Tallien ne devait nullement surprendre, car il l'avait toujours vue vivre *enceinte*. Tu donneras ces deux calembours à deviner. Tels qu'ils sont ici, ils ne sont que pour toi. »

Et voici l'orage. Elle écrit le 9 ventôse (28 février) : « Quoique je sois fondée à croire qu'il suffit que je vous donne des conseils, à ton mari et à toi, pour que vous ne les suiviez pas, cependant il y a des devoirs à remplir dans la vie, que (dont,) dans quelle passe où l'on se puisse trouver, rien ne peut dispenser, et ton mari est dans ce cas-là vis-à-vis du général Murat. Charpentier ne cessait de me dire pendant le séjour que j'ai fait à Milan qu'il lui avait des obligations infinies concernant son avancement militaire et son accroissement de fortune. Comment se fait-il que, dans une circonstance aussi flatteuse pour le maréchal Murat, au moment où il est porté où se bornaient ses vœux, au moment, dis-je, où le sénatus-consulte le fait prince, Charpentier soit le seul qui ne lui donne pas une marque de souvenir? Je sais à n'en pouvoir douter qu'il en a fait la remarque et qu'il y est très sensible. On peut être content de son sort, n'avoir plus d'ambition, mais je crois que, dans la société, il ne faut jamais oublier les procédés et ne jamais manquer aux égards et à la reconnaissance qu'on est en droit d'exiger de vous. Voilà mon mot, faites-en ce que voudrez. »

Il faut croire que cette fois Mme Saint-Cyr avait été prévenue par son gendre et que Murat ne l'avait point mise au courant. Le 25 pluviôse (14 février), Charpentier avait écrit à Murat qui répondit à sa lettre de félicitations le 11 ventôse (2 mars)(1), deux jours après que Mme Saint-Cyr eut envoyé cette leçon à sa fille.

Au reste, le flot passé, elle ne s'arrête pas, et elle arrive aux nouvelles : « Nous avons eu samedi dernier, écrit-elle, un bal chez Mme Soult où ont assisté l'Empereur et l'Impératrice, les princes et princesses Louis et Murat et les maisons de l'Impératrice et des deux princesses. Le bal a été très joli. Dimanche, petit bal chez notre princesse. Il n'y avait que Mme Louis et sa maison, Mmes Savary, Bernadotte, Maret (2), Lavalette (3), Petiet, Isidore

(1) Murat, Lettres, III, 340, n° 1817.

(2) Marie-Madeleine Lejeas, mariée le 21 mai 1801 à Hugues-Bernard Maret, secrétaire d'État, ministre, etc., alors âgé de 38 ans, dame du palais de l'Impératrice.

(3) Émilie-Louise de Beauharnais, nièce de Joséphine, mariée le 18 mai 1798 à Antoine-Marie Chamans-Lavalette, dame d'atours de l'Impératrice.

et nous; il a duré jusqu'à une heure du matin; lundi, je me suis donné pour la première fois la connaissance du bal masqué de l'Opéra; j'étais en domino noir, mais le peu d'habitude que j'en ai m'a fait n'oser parler à personne. Il m'a beaucoup amusée; je me suis retirée à quatre heures du matin.

« Le voyage de l'Impératrice est incertain depuis deux jours; celui de l'Empereur est très prochain.

« La même incertitude règne toujours dans les idées pour savoir qui sera roi de Lombardie. Vous seriez bien étonnés si on vous donnait le prince Eugène (1)... »

Mme Saint-Cyr a été calmée par la lettre du général Charpentier, elle ne parle plus de ses griefs contre sa fille. Elle s'en va, malgré la saison, s'établir pour quelques jours à Maisons où elle imagine de faire des travaux pour mieux vendre sa campagne. De là, elle écrit le 22 ventôse (13 mars) : « J'ai eu hier la visite de Mmes de Lagrange mère et fille. Elles arrivèrent à midi et repartirent à cinq heures. Ma collègue m'annonça que Mme Murat avait grande envie de revenir sur le congé qu'elle avait promis de me donner, lorsque j'en voudrais faire usage, parce que Mme Saint-Martin venait d'en demander un aussi pour aller voir sa famille et chercher ses enfans en Piémont. La princesse trouve que deux dames absentes en même temps, c'est trop; comme je suis de semaine dimanche, Saint-Cyr traitera cela pour l'avantage de tous. On dit toujours que le voyage de l'Empereur est retardé. Ce qui le prouverait, c'est que l'on parle de deux cercles, un dimanche prochain et l'autre le dimanche faisant quinzaine. A ce dernier, les robes de velours ne seront pas admises.

« Les dames qui doivent accompagner l'Impératrice sont désignées : ce sont d'abord Mme de La Rochefoucauld, Mmes d'Arberg et Mme de Serrant (2), Mmes Lannes (3) et Savary iront avec leurs maris, mais non pas comme étant de service. Tu verras au moins une de tes anciennes camarades. J'imagine que tu auras le temps de me dire si tu veux que je t'envoie une robe

(1) Vice-roi d'Italie le 7 juin 1805.

(2) Charlotte-Élisabeth-Marie de Rigaud de Vaudreuil, veuve du conventionnel d'Izarn de Fraissinet, mariée en 1795 à Antoine-Joseph-Philippe de Walsh de Serrant, maréchal de camp en 1784, dame du palais de l'Impératrice.

(3) Louise-Antoinette-Scolastique Guéhéneuc, mariée le 15 septembre 1800 au général Jean Lannes, divorcé de Jeanne-Jacqueline-Barbe Méric, dame du palais de l'Impératrice.

de cour brodée ou non. C'est une dépense trop considérable pour que je prenne sur moi de la faire faire à ma fantaisie : ma queue de velours et la robe de satin blanc, la broderie seule de ces deux objets a coûté 1 400 francs. M[lle] Lolive m'a dit que celle de printemps se faisait en taffetas moiré.

« As-tu coupé tes cheveux? Tu ne m'en as plus parlé depuis que je t'avais permis de t'en défaire? Comme tu serais aimable si tu les avais conservés! La dernière coiffure des jeunes femmes comme toi, ce sont les cheveux bien séparés sur le front, un seul crochet sur les deux sourcils, un rang de perles beaucoup plus bas que la séparation des cheveux de devant et de derrière, lequel rang de perles va se perdre dans le chou derrière. Telle était la coiffure des dames Duchâtel (1), Savary, etc., dans les derniers bals. Elle leur allait très bien. Les robes étaient en crêpe blanc; un ruban pouponné en bas, ensuite trois rubans blancs satinés prenaient du côté gauche jusqu'au bas de la robe du côté droit, à trois doigts de distance les uns des autres, et à chaque ruban, en bas, un bouquet, ou des roses, œillets, hortensias, etc. C'était simple et joli. D'autres avaient des corsets brodés sur toutes les coutures en argent et les basques à dents de loup. C'est un journal de modes que je t'envoie; j'espère que tu seras contente de moi... »

A présent, c'est M[me] Saint-Cyr qui n'écrit pas, mais où en trouverait-elle le temps? « J'ai eu, dit-elle, le 5 germinal (26 mars), ma semaine à faire et dimanche nous avons assisté à la cérémonie du baptême du dernier fils de la princesse Louis, à la suite duquel il y a eu dîner, spectacle, — on joua *Athalie,* — et cercle. Enfin nous fûmes invitées pour quatre heures à Saint-Cloud et nous n'en sommes sorties qu'à minuit et demi. Ma santé se soutient passable. J'ai eu dimanche la visite de M. de Caprara qui venait me demander mes commissions pour toi... C'est à lui que je compte remettre celle-ci. »

Aussi, est-elle brève ; mais elle se dédommage quatre jours après, le 9 germinal (30 mars), où, de Maisons, elle donne « les détails de tout ce que j'ai fait, écrit-elle, depuis le dimanche au matin 26 ventôse (2), où je recommençai ma semaine auprès de

(1) Marie-Antoine-Adèle Papin, mariée en 1802 à Charles-Jacques-Nicolas Duchatel, directeur général des Domaines, âgé de 49 ans, dame du palais de l'Impératrice.

(2) 17 mars.

la princesse. Je la vis peu ce jour-là et je la quittai de bonne heure pour faire ma toilette, dîner et me rendre à Malmaison où j'étais invitée au spectacle. C'étaient deux vaudevilles charmans, à la suite desquels il y eut un petit ballet de circonstance, où dansèrent Vestris, Duport, Mme Gardel, etc. (1). Après le spectacle, on nous fit passer dans la galerie où l'Empereur fit sa tournée et bientôt après l'Impératrice. Elle me dit : « Comment se porte Mme Charpentier, je vais la voir, vous voudriez bien être du voyage, » etc., et nous revînmes à Paris.

« Lundi, je me rendis comme à l'ordinaire à mon poste. Mme Murat se tint quelque temps dans notre salon et, dans un moment où nous étions tête à tête, elle me dit : Le général Charpentier s'est séparé de M. Vautré (2). Je lui répondis que toi ni lui ne nous en aviez parlé et que je savais qu'effectivement il était à Paris. Alors, elle me dit : Sûrement, il est ici, et le général, en le renvoyant, lui a dit qu'il était bien fâché de cette séparation, mais que sa femme ne pouvait pas le souffrir chez elle, et que c'était la seule raison qui les faisait se séparer. Je répondis alors à Mme Murat que cela m'étonnait beaucoup, parce que tu ne te mêlais en rien de ce qui regardait le service et, à plus forte raison, de ce qui regardait les aides de camp de ton mari. Elle insista alors fortement en me répétant que c'était absolument toi qui l'avais voulu. Je finis par lui dire que, si cela était, il était sûr aussi que tu avais eu de fortes raisons pour l'exiger. J'ai su, depuis et d'ailleurs, que M. Vautré a dit de ton mari et de toi toutes sortes de faussetés. Il paraît très soutenu par le prince et la princesse. Il est fortement recommandé par eux au ministre de la Guerre.

« Le mardi, je ne la vis presque pas ; elle avait déjà quelques douleurs ; j'y passai la soirée ; le mercredi je m'y rendis à onze heures, elle était couchée ; j'y retournai le soir et j'y restai jusqu'à onze heures, je ne la vis pas. Elle accoucha à quatre heures

(1) Ballet de Gardel à l'occasion de la fête de l'Impératrice, frais de représentation 1 283 fr. 40.

(2) Le général Charpentier a pour aides de camp, en l'an XIII, Vautré, chef de bataillon, Paitru, capitaine, Halry, capitaine *(État militaire)*. Ce Vautré doit être Victor Vautré, chevalier de l'Empire en 1810, marié vers 1811, à Françoise-Antoinette-Benjamine Giovio, qui fut major en 1808, colonel du 9e de ligne en 1810 et retraité maréchal de camp honoraire en 1817, avec un titre de baron.

du matin, du jeudi (1); le jeudi dans la journée, et jusqu'au samedi au soir, je ne quittai pas ses appartemens que pour dîner chez moi. Voilà comment j'ai passé ma semaine.

« Dimanche, toutes les dames des princesses ont été invitées de se rendre, à quatre heures, à Saint-Cloud, pour assister au baptême de Napoléon-Louis. Nous nous y sommes toutes trouvées en habit de cour. Tu sais peut-être qu'on vient de former la maison de Madame, mère de l'Empereur : M[me] de Fontanges, dame d'honneur (2); dames pour accompagner : M[mes] de Saint-Pern (3), Soult, Davout (4) et Junot (5). Cette dernière ne fera pas de service; elle est à Lisbonne avec son mari. Après le baptême, nous avons dîné à une table dont M[me] de La Rochefoucauld faisait les honneurs. Nous étions trente-six femmes : pas un homme à table. Ensuite, nous sommes allées dans le salon ordinaire de l'Empereur et de l'Impératrice. On a annoncé le spectacle. Nous nous sommes rendues dans la salle et nous nous sommes placées chacune dans les loges de nos princesses. On nous a donné *Athalie*. Après le spectacle, il y a eu un feu d'artifice, et la journée a fini à minuit et demi. Je suis revenue à Paris, n'en pouvant plus du poids énorme de ma queue de velours. Lundi, nous avons été souhaiter la fête à M[me] Murat. Je l'ai vue mardi. Mercredi, je comptais venir coucher ici; mais nous reçûmes des billets de spectacle pour Saint-Cloud, et nous y fûmes. On y joua *Nicomède;* je suis venue ici jeudi matin pour déjeuner, et me voilà.

« M[me] Germond travaille à force à tes parures; voici ce dont je suis convenue avec elle. Tu sais qu'elle fournit tout. Elle te fera une robe de cour de taffetas moiré, blanche, avec une bro-

(1) De Louise-Julie-Caroline, née à Paris le 22 mars 1805, mariée le 25 octobre 1825 à Jules, comte Rasponi.

(2) Caroline Lefebvre, baronne de l'Empire en 1809, née en 1767, avait été mariée en 1782 à François vicomte de Fontanges, maréchal de camp en 1789, lieutenant-général en 1815; il avait servi en Espagne pendant la Révolution. M[lle] Lefebvre était parente des Beauharnais.

(3) Élisabeth Magon de la Lande, mariée le 14 décembre 1790 à Marie-Joseph-Thérèse, vicomte de Saint-Pern, nommée dame pour accompagner Madame le 24 ventôse an XIII, morte au château de Pont le 6 septembre 1806.

(4) Louise-Aimée-Julie Leclerc, sœur des généraux Leclerc et belle-sœur de Pauline Bonaparte, mariée le 12 novembre 1801 à Louis-Nicolas Davout, alors général de division.

(5) Laure-Adélaïde-Constance Saint-Martin de Permon, mariée en 1801 à Jean-Audoche Junot, aide de camp de l'Empereur.

derie légère en or : ce n'est pas même un dessin. La robe de dessous en tulle, brodée en or en plein, laquelle pourra te servir de robe de bal en y ajoutant une ceinture brodée de même que la robe, plus un filet en or pour te coiffer. Tu auras deux robes parées de moire, une robe garnie en chenilles blanches et en lames, et une blanche, garnie en fleurs; ensuite, une robe de bal en crêpe rose avec des bouffettes en taffetas rose parsemées de paillettes d'argent. Aussitôt que ce sera prêt, je te les expédierai. Mme Savary emporte soixante robes; Mme d'Arberg, une quantité prodigieuse aussi; mais il faut laisser faire ces dames. J'ai aussi donné ta robe lamée à Mme Germond. Elle la refera et elle a dit qu'on ne portait plus de tunique, mais qu'elle tâcherait d'arranger la tienne à la russe. Voilà tout pour le moment.

« L'Empereur partira de Fontainebleau le 12, passera par Troyes, Semur, Châlons, Mâcon, Bourg, et arrivera à Lyon le 22; il doit être à Stupinii le 30. Parmi les personnes qui l'accompagnent, celles avec qui nous avons eu le plus de rapports sont Caulaincourt, Caffarelli et Saint-Sulpice, écuyer de l'Empereur. Ce dernier a été avec nous à Bayonne, et nous avons conservé avec lui des relations d'amitié. Il doit être porteur d'une lettre de Saint-Cyr pour Charpentier. »

***

Comme Constance avance dans sa grossesse, Mme Saint-Cyr se décide à l'aller trouver. Faut-il penser qu'elle ait encore le goût des fêtes du couronnement de Milan? En tout cas, elle écrit le 19 germinal (9 avril) : « Saint-Cyr a écrit hier à ton mari, ma très chère Constance, pour l'informer que je comptais me mettre en route pour aller vous embrasser l'un et l'autre le 2 ou le 3 du mois prochain, Il fait part aussi à Charpentier de sa nouvelle destination. Ainsi nous partirons dans le même temps, l'un pour le Nord, l'autre pour le Midi. Je suis revenue de Maisons jeudi. Depuis ce temps, je me suis rendue tous les jours chez la princesse, parce qu'elle reçoit depuis trois heures jusqu'à cinq heures et demie. Elle est aussi bien que possible et compte se faire porter bientôt à Neuilly. Ma semaine commence dimanche prochain, jour de Pâques. Si elle est encore à Paris, je la ferai. Si elle est à la campagne, elle m'en a dispensée, parce que, devant partir tous les premiers jours de la

semaine, j'aurais trop à faire pour pouvoir passer toute la semaine chez elle. Il est dans les choses possibles qu'elle fasse le voyage d'Italie, lorsqu'elle sera remise. Si cela est, je reprendrai mon service près d'elle tout le temps qu'elle resterait à Milan, ainsi que Mme Saint-Martin qui part le 2 pour Turin. Nous nous sommes promis de nous retrouver à Milan...

« Peut-être sais-tu ou ne sais-tu pas qu'il faut être présentée à l'Impératrice et à l'Empereur et, pour cela, il faut en faire la demande à la dame d'honneur, Mme de La Rochefoucauld. Tu pourras t'adresser à Mme Savary pour savoir si tu devras être en robe de cour ou non, car il est très fâcheux ici, et il en sera de même à Milan, de ne pas avoir de costume quand il le faut et de l'avoir quand il ne le faut pas. J'ai vu hier Savary chez la princesse. Il m'a dit devoir partir à la fin de cette semaine et il m'a promis de se charger de ta robe de cour. Toutes les tiennes seront prêtes ce soir. Une fois arrivée, que de choses nous aurons à nous dire!... J'ai vu hier Mme Rapp. Elle ne va pas en Italie. Son mari part dans quinze jours. Tu ne verras pas, comme je te l'avais annoncé, le général Saint-Sulpice, il retourne à l'armée de Brest pendant tout le temps que durera le voyage de Leurs Majestés. Comme je te porterai moi-même de mes nouvelles, peu t'importent les personnes qui pourront t'en donner. »

Mme Saint-Cyr comptait que, sa semaine faite, elle pourrait partir et prendre sa route par Genève. Le 27 germinal (17 avril) elle le pensait encore, mais elle se trouva retardée. Ce n'est que le 11 floréal (1er mai) qu'elle se met en route : elle est à Lyon le 6 mai « pour acheter des gants et des rubans, » et voir quelques personnes, puis Chambéry, Saint-Jean-de-Maurienne, Lans-le-Bourg, Turin, Novare. Elle compte être le lundi 23 à Milan pour dîner.

Si, à son retour d'Italie, au début de l'an XIV, elle ne ramène pas avec elle Mme Charpentier, celle-ci la suit de tout près, car, durant la guerre que viennent de déclarer l'Autriche et la Russie alliées de l'Angleterre, le général, qui est chef d'état-major de l'Armée d'Italie, envoie en France sa femme. D'abord, elle ira faire connaissance avec sa belle-famille qui habite dans le département de l'Aisne les terres de Vailly et d'Oigny; celle-ci dans la forêt même de Villers-Cotterets, celle-là à trois lieues de Soissons, près d'un bourg où l'on trouve des

ressources. Elle y vient passer quelques jours. Elle quitte sa mère le 3 octobre (11 vendémiaire) et celle-ci lui écrit de Maisons le 5 et lui raconte son interminable tête-à-tête avec un vieux voisin qui n'est supporté qu'à cause de ses quatre-vingt-quatre ans.

« A cinq heures arriva Mme Devaux (1) qui me tira fort heureusement de mon tête-à-tête. Nous dînâmes et, à six heures et demie, je reçus deux lettres de Mme de Beauharnais qui nous invitait à dîner à Neuilly, chez la princesse, ce même jour jeudi. Il était trop tard pour m'y rendre, de sorte que j'y suis allée hier. J'ai vu la princesse. Elle m'a demandé de tes nouvelles, m'a dit qu'elle te trouvait très bien, combien de temps tu resterais à ta campagne? Enfin, j'ai su qu'elle n'a point le projet d'aller à Strasbourg, qu'elle passera l'hiver à Neuilly, parce que l'hôtel qu'elle fait arranger (2) a besoin de grandes réparations qu'il faut dix-huit mois pour qu'il soit en état de la recevoir. Ce ne sera donc qu'alors qu'elle quittera sa campagne. Je vis un moment Jérôme qui était arrivé la veille (3). Il est d'un changement incroyable. C'est tout à fait la princesse Élisa, excepté que son teint est tout à fait bien et ses cheveux d'un plus grand noir. Il est d'une maigreur extrême et a un fonds de tristesse dans sa physionomie qui n'est pas ordinaire à son âge. J'ai vu Mme de Lagrange qui fait son service, ainsi me voilà renvoyée à je ne sais quand. Elle m'a appris que Mme de Laplace était restée à Lucques (4). Les autres ont passé à la princesse Borghèse. Je suis revenue coucher ici. Je me repose aujourd'hui. Demain je retourne à Paris. Je verrai le matin Mmes Saint-Martin et Lambert, Mme Mathieu, et, à cinq heures et demie, je serai à Neuilly pour dîner. La princesse recevra. Il faut faire les honneurs. J'y serai vraisemblablement jusqu'à onze! Lundi, je chercherai des appartemens et je reviendrai me caser à Maisons. »

Dix jours sans lettre, Constance va d'un parent chez l'autre, de Vailly à Oigny, elle n'a pas le temps de donner de ses nou-

(1) Sa belle-sœur.

(2) L'Élysée.

(3) Jérôme après avoir quitté miss Paterson est arrivé à Alexandrie où il a été contraint de céder à la volonté de son frère, et il a abandonné « sa femme américaine. »

(4) Marie-Anne-Charlotte Courty de Romange, mariée le 15 mars 1788 à Pierre-Simon Laplace, membre de l'Académie française et de l'Académie des Sciences, ministre, sénateur, etc., dame pour accompagner la princesse Elisa.

velles et sa mère la punit par le silence. Enfin, de Neuilly, le 15 octobre (23 vendémiaire), elle écrit : « Par la date de ma lettre, tu vois que je fais le service. J'ai remplacé M[me] Adélaïde dont le père a eu une attaque d'apoplexie (1). Je suis venue samedi faire mes visites et j'étais de retour dimanche avant midi pour la messe. Depuis ce jour, la princesse a gardé le lit pour cause de petites indispositions. Il fait aujourd'hui un temps affreux, grand vent, froid et pluie. Tu sauras qu'on a reçu avant-hier soir, dans la nuit, la nouvelle d'une grande victoire emportée par le prince Murat sur les Autrichiens (2). Il leur a fait douze mille prisonniers. C'est un beau commencement. Tu as dû recevoir des nouvelles de ton mari, puisque je t'ai renvoyé un gros paquet venant de lui et adressé au ministère de la Guerre. On dit que le maréchal Masséna avait ordre de se tenir sur la défensive (3). Peut-être que cette affaire de l'Armée du Rhin fera changer les dispositions de l'Armée d'Italie. »

Trois jours plus tard, le 26 vendémiaire (18 octobre), elle annonce des victoires dignes du « commencement. » « Les nouvelles de l'Armée du Rhin, écrit-elle, sont on ne peut plus satisfaisantes. Nous avons remporté trois victoires coup sur coup (4) et nous sommes à Munich. L'Armée d'Italie est restée jusqu'à présent sur la défensive. Peut-être aura-t-elle l'ordre, d'après les affaires d'Allemagne, d'attaquer. Cependant je t'assure qu'il n'y a encore rien eu. Je le sais positivement hier du prince Louis, chez qui nous sommes restés depuis trois heures jusqu'à minuit. La princesse Louis a été très étonnée lorsque je lui ai dit qu'avant ton départ, tu t'étais présentée pour la voir. Elle ne l'a pas su, de sorte qu'elle m'a dit qu'elle était un peu fâchée, mais qu'elle ne t'en voulait plus. Elle te verra avec plaisir à ton retour. Nous étions douze femmes rassemblées chez elle le soir et il n'y avait pas un homme. On éprouve une disette extrême de cette espèce d'êtres. Tu ne t'en es pas encore aperçue, mais cela viendra. »

Le séjour à Oigny s'abrège. Le 2 brumaire (24 octobre) M[me] Saint-Cyr écrit à sa fille : « Encore neuf jours et tu seras

(1) Il n'est mort que le 28 avril 1808.
(2) Combat de Wertingen (8 octobre).
(3) Envoyé pour commander l'Armée d'Italie à la place de Jourdan.
(4) Combats de Gruzburg, d'Elchingen et de Memmingen.

dans mes bras... Ne manque pas de venir me voir le onze. Tu n'auras qu'à demander ma voiture pour l'heure où tu la désireras. Denis sera à tes ordres ainsi que Duquet, c'est une affaire arrangée. Mme Murat ne cesse de me demander de tes nouvelles, et tu ne pourras te dispenser de la voir le même jour que tu viendras; mais tu peux te mettre en robe ronde. On ne porte plus autre chose, si ce n'est dans les grands cercles, ou bien dans les dîners priés. Que cela ne te gêne donc pas, car, de quelque manière que ce soit, tu seras aussi bien reçue par elle que par moi. Tu vois que je suis bien sûre de mon fait.

« Les nouvelles de l'Armée du Rhin sont toujours des plus satisfaisantes. Nous sommes allées hier au soir à Paris, à huit heures, chez la princesse Louis pour les entendre. Le résultat est que nous avons pris tous les canons, munitions, magasins des Autrichiens et fait cinquante mille prisonniers. C'est si beau que vraiment on le croit à peine, mais tu sais que rien n'est impossible à l'Empereur. Le prince Murat a été de toutes les affaires et on lui attribue avec raison tous les succès. Exelmans (1) a eu dans la première action deux chevaux tués sous lui. Il en a été récompensé, ayant été désigné par le prince pour présenter les drapeaux pris sur l'ennemi à l'Empereur qui l'a nommé sur-le-champ officier de la Légion d'honneur et lui a promis plus encore.

« On ne sait encore rien de l'Armée d'Italie. Ce qu'il y a de certain, c'est que l'armée autrichienne en Allemagne est tout à fait perdue. Maintenant, c'est aux Russes que nous allons faire voir ce que nous savons faire.

« Je suis encore à Neuilly et vraisemblablement pour quelque temps encore; j'y suis on ne peut mieux, je me porte à merveille, que faut-il de plus?... Tu étais invitée à dîner dimanche dernier chez la princesse Louis. J'y fus parce que la princesse Caroline l'exigea. Lundi, je dînai avec la princesse Caroline chez M. Jérôme. Elle lui a cédé ou prêté son hôtel rue Cerutti. Saliceti (2) y dîna ainsi que Mme de Laplace qui arrive de son grand voyage, plus minaudière que jamais. Il paraît qu'elle reste attachée à la princesse Élisa, car elle n'est qu'en congé à

(1) Remy-Joseph-Isidore Exelmans, constamment aide de camp de Murat jusqu'en 1811.

(2) Christophe Saliceti, député de la Corse de 1789 à 1799, a joué le plus grand rôle dans la vie et la fortune des Bonaparte (1757-1809).

Paris pour six mois, les autres dames qui étaient à cette princesse ont passé à la princesse Borghèse. Voilà bien des nouvelles, ma chère Constance, cela t'amusera pendant ton séjour à Oigny. »

***

Et puis? — Et puis, c'est tout. La conversation entre la mère et la fille s'interrompt sur la capitulation d'Ulm. Est-il une plus belle chute? Qu'arrivera-t-il à présent de la baronne Carra de Saint-Cyr et de la comtesse Charpentier? Seront-elles de nouveau séparées par les emplois de leurs maris ou bien seront-elles dès lors réunies pour vivre dans le même hôtel, comme on les trouve en 1812, au 22 de la rue d'Aguesseau? Saint-Cyr, qui avait commandé au camp de Boulogne jusqu'en 1806, fut employé durant la campagne de Pologne et obtint la plaque de grand-officier après Friedland. Il commanda en 1809 la 2e division du 4e corps et se distingua à Essling et à Wagram. Il avait, en 1813, le commandement de la 32e division militaire à Hambourg. Les forces dont il disposait étaient insignifiantes en présence de l'insurrection menaçante du pays entier et il évacua Hambourg sans tirer un coup de fusil. Commandant supérieur en 1814 de Valenciennes, Condé et Bouchain, il n'eut qu'une escarmouche avec une division qui menaçait Condé. Rallié aux Bourbons, il fut envoyé, en 1817, reprendre possession de la Guyane; il y passa quelque temps comme gouverneur et ne semble point y avoir réussi. Il vint rejoindre à Vailly le général Charpentier qui s'y était installé avec sa femme et sa belle-mère. La carrière active du chef d'état-major de l'Armée d'Italie s'était achevée noblement à Bautzen, à Hanau, à Craonne et à Laon; pendant la première Restauration, il fut inspecteur général d'infanterie dans la 1re division, et membre de diverses commissions; il reçut la plaque de grand-officier et la croix de Saint-Louis. Rallié des premiers à l'Empereur, il commanda la 12e division militaire à Nantes, pendant les Cent Jours. Il resta ensuite trois années sans emploi, entra dans le corps d'état-major en 1818 et fut retraité en 1824; il se retira alors définitivement à Vailly où son beau-père, sa belle-mère et sa femme avaient établi leur principale résidence. Ce fut Charpentier qui mourut le premier en 1831, Saint-Cyr trois ans plus tard : Mme Saint-Cyr lui survécut jusqu'en 1845; enfin,

Constance, comtesse Charpentier, fut notre contemporaine. Elle avait quatre-vingts ans lors de son décès en 1868. Est-ce donc si vieux?

Si elle était pareille à sa mère, comme elle a dû être aimable! Et ne fallait-il pas qu'elles le fussent, si, comme il paraît avéré, elles passèrent ainsi l'une et l'autre un long espace de leur vie dans une bourgade de Picardie! Quel changement en vérité, car quelles existences agitées, non par l'aller et retour de Paris à Constantinople, ce fut là un voyage, mais par le déplacement journalier de Maisons à Neuilly et à Paris, et puis, comme si ce n'était rien, Bayonne, Grenoble, par deux fois au moins l'Italie : qui donc disait que notre temps était le temps de « la bougeotte? » Mme Saint-Cyr en fournit un bel exemple.

Assurément, c'est une mauvaise époque pour les contemplatifs : Mme Saint-Cyr ne philosophe point et n'est guère *lisarde :* une seule fois, au cours de ses cent cinquante lettres, elle exprime une opinion sur un livre qu'elle lit. A la vérité, c'est Saint-Simon. « Tu sauras, écrit-elle, que, depuis que je suis ici (à Maisons), je me suis jetée dans la lecture du siècle de Louis Quatorze. Je lis les *Mémoires* de M. le duc de Saint-Simon qui ne sont pas très clairs parce qu'on a bien perfectionné le style depuis ce temps-là, mais bien écrits cependant et mettant bien au fait des intrigues de cette cour (en politique) et donnant une idée de ce qui arrivera dans ce siècle. Voilà mes amusemens quand je suis seule. » Il faut croire qu'elle est rarement seule; et puis, elle aime le monde, les visites, les dîners, tout ce qui est de la vie élégante ; elle aime la toilette, et il n'est que de l'en entendre parler; si futile pourtant qu'on la pourrait croire, elle a la grande, la première vertu : elle est fidèle en amitié; ceux qui ont traversé sa vie lorsqu'elle était Mme Dubayet demeurent dans son intimité après qu'elle a prouvé, en épousant Saint-Cyr, la persistance de ses affections. Elle se brouille avec les Petiet, mais c'est qu'elle les soupçonne d'avoir attaqué sa chère petite fille. Elle replace près de son second mari un aide de camp du premier, Castéra, et elle continue à voir intimement le général Menant. Elle a gardé avec Grenoble des correspondances assidues et elle ne manque guère d'y venir au moins une fois par année. Elle porte à un degré impérieux cette fidélité, qui peut bien passer pour la qualité essentielle de l'être social. Mais on estime par-

fois que cette vertu privée n'est point de mise dans la politique et qu'on peut en même temps demeurer tendrement attaché à ceux qu'on élut ou qu'on rencontra comme amis, et garder, au plus durant le temps qu'ils sont heureux, les sermens qu'on a prêtés à des princes. On serait embarrassé de dire si Armande est demeurée attachée à « sa princesse. » Heureusement est-on dispensé de résoudre la question. Quand Mme Murat coiffa le bonnet de grande-duchesse de Berg, elle garda sa maison française, mais elle la perdit quand elle ceignit la couronne des Deux-Siciles. Armande libérée conserva en France, de son service, les honneurs de la Cour et l'entrée dans la salle du Trône. Et si elle avait le cœur français, elle dut se trouver libérée.

Et puis, elle pouvait dire qu'elle n'avait point sollicité un emploi dans la maison d'honneur de Caroline. On était venu au-devant d'elle, et son mari, en la rappelant de Milan, avait été chargé d'une commission expresse. On ne pouvait assurément mieux choisir et les femmes d'une certaine maturité, qui tenaient à la Révolution, dont les maris y avaient marqué et qui avaient de la tenue, de la politesse, l'usage du monde, n'étaient point si nombreuses qu'on dût négliger Mme Aubert-Dubayet, ambassadrice à la Porte. Il semblait donc que pour le moins, dans la maison qu'on formait à la princesse Caroline, la première place lui revînt. Il n'en fut rien et, au moins par lettres, elle supporta galamment ce déboire. Mais elle avait vu les agrémens mondains et, comme écrit Saint-Cyr à la jeune Constance, « la situation de notre fortune et ton intérêt même; » et pouvait-elle imaginer les rigueurs d'une étiquette qui n'était pas même codifiée et dont les prescriptions variaient selon les caprices?

Pouvait-elle penser que la nouvelle princesse, avec ses vingt-deux ans tout juste, raffinerait sur les obligations imposées à sa maison, composée pour le moment d'une dame toute seule? La princesse, qui tenait son monde si serré et qui exigeait une continuelle présence, ne se contentait pas du service officiel : elle entrait dans le détail de la vie de celles qui étaient attachées à sa personne et elle s'ingérait à les diriger et à les reprendre. On peut se former ici quelque idée de son despotisme, de même qu'on eût ignoré, sans la publication récente de la correspondance de Murat, l'étendue de son action et la quantité de ses protégés. Malgré qu'elle trouve à certains jours le joug pesant, Mme Saint-Cyr l'accepte pour les occasions qu'il lui fournit

d'aller dans le monde, de sortir, et de se montrer, mais aux bals ou aux cercles, bien plus qu'aux cérémonies qu'elle esquive volontiers. A la vérité, ce sont là des grandeurs qui tournent vite à la corvée; même si l'on est directement intéressé et qu'est-ce que des comparses que ne soutient pas une vanité exaspérée au point qu'ils croient les yeux braqués sur leurs moindres démarches? Et Mme Saint-Cyr n'est pas ainsi faite. Il est difficile de discerner si elle prend ce qu'elle fait autrement que comme un devoir et un agrément mondains. Aussi bien comment penser que l'on ait rebroussé chemin jusqu'à cette forme de culte dont se trouvaient entourées les princesses d'ancien régime, en sorte que leurs dames fussent comme leurs prêtresses? Mme Saint-Cyr ne pouvait admettre vraiment que Mme Murat fût de droit divin. L'Empereur, peut-être, vu les miracles qu'il faisait, mais il fallait que le miracle fût ininterrompu. Une seule fois elle se hasarde à parler de lui et c'est pour marquer sa foi. Mais cette foi résisterait-elle aux épreuves, au malheur, au temps?

En tout cas, ce serait bien l'unique religion qu'elle eût professée. S'il est par deux fois, deux uniques fois, question dans ces lettres de cérémonies catholiques, officielles, c'est d'un ton d'indifférence, sinon de négation. Les femmes de ce temps sont la plupart ainsi, et ce qui reste d'elles, mémoires ou lettres, l'atteste. L'assistance faisant partie de l'étiquette, on s'y astreint, mais cela semble si loin de la pensée, tout occupée par le matériel de la vie, l'ambition, la gourmandise, le plaisir, les affections familiales! — Il y a bien aussi chez certaines l'amour, et l'on peut admettre que ce soit la forme de mysticisme qu'elles ont adoptée. Mme Saint-Cyr la pratique, mais pour son second mari, et elle le raconte tout franchement, à sa fille. Mais ce matérialisme bon enfant est si près de la Nature qu'il ne choque pas comme s'il raffinait. Il y avait dans la France d'il y a cent ans une simplicité dans la vie qui s'exprimait dans le langage et qui ne se voilait pas de phrases mensongères. La pudeur n'y perdait rien, ni les bonnes mœurs; mais la franchise, la netteté, la propreté de l'esprit et du cœur y gagnaient. L'hypocrisie du langage a engendré l'hypocrisie des caractères. Est-ce là un progrès?

FRÉDÉRIC MASSON.

LA MARINE FRANÇAISE PENDANT LA GUERRE

LA DEUXIÈME ESCADRE LÉGÈRE

A LA

RENCONTRE DE LA FLOTTE ALLEMANDE

(2 AOUT 1914)

On ne se rend généralement pas assez compte, surtout en France, du rôle capital que joue la marine dans le formidable conflit auquel nous assistons. Il est cependant hors de doute que les causes profondes de la guerre, celles qui la rendaient inévitable tôt ou tard, ont été les convoitises d'ordre maritime et colonial que nourrissait l'Allemagne. Quant à son issue, je ne crois point exagéré de dire qu'elle dépend de ce qui se passera sur la mer, et en particulier des résultats de l'abominable piraterie sous-marine, pour le moins autant que des opérations engagées à terre. C'est enfin parce que l'empire du large se trouve remis en question, que nous voyons tous les peuples des deux mondes successivement amenés à prendre parti contre la nation de proie qui se proposait de l'escamoter à son profit.

La mer! Avec le gigantesque mouvement d'échanges qui s'est développé entre contrées les plus distantes, on ne saurait mieux comparer son importance actuelle dans la vie du globe qu'à celle du système de veines et d'artères assurant

l'indispensable circulation du sang dans notre organisme. Plus de pays aujourd'hui, même la Suisse au milieu de ses montagnes, qui puisse se passer de ce que l'on va chercher, par delà les océans, partout où il y a quelque chose d'utile, de bon ou de simplement agréable à prendre. Or « quiconque commande la mer commande le commerce; quiconque commande le commerce commande la richesse du monde, et par suite le monde lui-même (1) » — comme le proclamait sir Walter Raleigh, quand il exhortait ses compatriotes à se lancer dans la voie où ils ne devaient pas tarder à dépasser tous leurs concurrens. Et si des millions d'hommes s'entr'égorgent depuis trois ans passés, la principale raison en est que cette mer, ce commerce et cette richesse, dont les Anglais sont devenus les courtiers les plus actifs, l'Allemagne voudrait se les approprier de vive force.

Ce fut dans un conseil extraordinaire, tenu à Potsdam le 29 juillet 1914, on le sait maintenant, que Guillaume II et ses complices se décidèrent à tenter le grand coup dont ils n'attendaient rien de moins que l'asservissement du monde. Le différend austro-serbe leur semblait une occasion de déchaîner la guerre, telle qu'ils n'en retrouveraient jamais, le seul aléa restant l'attitude que prendrait l'Angleterre. Ils avaient en effet partie gagnée d'avance, si cette dernière gardait la neutralité, ainsi qu'ils se croyaient autorisés à l'espérer par son désintéressement des questions balkaniques et ses graves difficultés en Irlande. Peut-être comptaient-ils également sur le prestige que le Kaiser s'imaginait avoir acquis vis-à-vis des Anglais, par le genre bon garçon et le zèle pour le *yachting* qu'il affectait afin de mieux les duper. Quoi qu'il en soit des illusions qu'ils se faisaient, leur plan consistait à s'emparer des meilleurs ports de la mer du Nord et de la Manche, — sans laisser à la Grande-Bretagne le temps de se ressaisir, — en lançant deux millions d'hommes à travers la Belgique et le Nord de la France. Manœuvre dès longtemps préparée dans ses moindres détails, et qui présentait le double avantage de comporter des réalisations immédiates

(1) *Whosoever commands the sea, commands the trade; whosoever commands the trade of the worlds, commands the riches of the worlds, and consequently the world himself.* Cité par M. J. Tramond, dans son récent *Manuel d'histoire maritime de la France*, ouvrage dont je ne saurais assez recommander la lecture à qui désire juger de la place que nous avons tenue et devrions nous efforcer de reconquérir sur mer.

du côté de la mer, en même temps qu'elle tournait notre seule ligne de défense. Malgré les nombreux avertissemens reçus, nous n'avions jamais voulu croire à une attaque venant de ce côté, de sorte que les Allemands avaient tout lieu de tabler sur sa réussite la plus complète.

Il est de la dernière évidence que, sans l'appui de la marine anglaise, notre situation eût été des plus critiques, pour ne pas dire davantage. Livrés à nos seules forces navales, les Russes ne pouvant sortir ni de la Baltique ni de la Mer Noire, nous restions, en face des flottes austro-allemandes, dans la proportion de 2 contre 5 et, infériorité plus sérieuse encore, n'ayant que 4 dreadnoughts (10, si l'on ajoutait nos 6 cuirassés du type *Danton*, bien que pas tout à fait du même échantillon) à opposer aux 24 de l'adversaire. Quant à nos sous-marins, il ne fallait pas songer à leur demander ce que l'Allemagne obtiendra des siens, tous pourvus d'excellens moteurs qui nous manquaient, non plus qu'à en multiplier le nombre, comme le lui ont permis ses immenses ressources métallurgiques et industrielles. D'où la conclusion que nous aurions été étroitement bloqués au bout de peu de jours. Ce qui, dans l'état d'impréparation où nous surprenait la guerre, signifiait le manque de tout à brève échéance, nos villes du littoral bombardées et rançonnées, avec la possibilité désastreuse qu'une armée fût débarquée quelque part pour nous prendre à revers.

Nous étions donc comme l'honnête homme dont parle Voltaire, auquel ne restait plus qu'à prier Dieu que ses ennemis fissent des sottises. Celles des Allemands furent heureusement telles qu'il devint impossible à l'Angleterre de ne pas s'apercevoir du danger qu'elle courrait en nous abandonnant. Malgré l'opposition d'abord manifestée par les partis avancés, qui, par leurs aberrations pacifistes, ont fait partout le jeu de l'Allemagne, elle exécuta, au dernier moment, le geste dont la menace aurait peut-être suffi, quelques heures plus tôt, pour éviter la guerre, — cette fois-là du moins, parce que, depuis Agadir, il n'était au pouvoir de personne d'empêcher que finît par éclater l'orage qui montait de Berlin. Hâtons-nous d'ailleurs de reconnaître que le concours *in extremis* de la Grande-Bretagne nous a aussi incontestablement sauvés que, un mois plus tard, la prodigieuse victoire de la Marne sauvait le monde entier de la barbarie allemande.

Chacun sait, ou à peu près, de quelle manière les événemens se sont déroulés à terre, mais bien peu savent comment la lutte a été engagée sur mer, et dans quelles circonstances angoissantes s'est opérée la jonction entre la *Great Fleet* de l'amiral Jellicoe et nos flottilles de la Manche. C'est cette lacune que je voudrais essayer de combler, en racontant l'histoire de la Deuxième escadre légère aux premières heures de la guerre, quand un ordre rappelant les beaux jours de la Convention l'envoya barrer le chemin à toute la flotte allemande.

ENTRE PARIS ET LONDRES

Afin de saisir l'enchaînement des faits, il est nécessaire de se reporter au dimanche 2 août, premier jour de la mobilisation générale. Si l'on veut bien me suivre, nous monterons au ministère de la Marine, d'où va être expédié l'ordre télégraphique à l'exécution duquel nous irons assister sur place. Quoique les marins n'y règnent plus en maîtres, le titulaire actuel du portefeuille étant alors M. le sénateur Gauthier, leur esprit de devoir et de sacrifice ne continue pas moins de l'animer. Vieille maison qui, depuis Monge, — savant fourvoyé dans la politique, que la première République eut le tort d'enlever à ses études pour le mettre à la tête de la Marine, — fut celle, entre autres, de l'amiral Decrès, de Ducos, de l'amiral Hamelin, de Chasseloup-Laubat et de l'amiral Aube. Au premier étage de l'élégant pavillon, chef-d'œuvre de Gabriel, formant le coin de la place de la Concorde et de la rue Royale, est le cabinet du ministre. Pour mieux l'inspirer sans doute, on y avait placé la propre table de Colbert, meuble splendide du plus pur style Louis XIV. Mais, est-ce que sa vertu n'opérait plus? la précieuse relique a fini par être remisée au musée des Arts décoratifs. A droite, le chef de cabinet et les officiers d'ordonnance. Vers la gauche s'étend une suite de salons, où sont installés de nombreux attachés civils. Les appartemens privés du ministre occupent, à leur extrémité, un pavillon faisant pendant avec le premier. C'était là que Louis XVI, encore dauphin, et Marie-Antoinette descendaient quand ils couchaient à Paris. Il y reste des merveilles de cette époque infiniment gracieuse. Un peu partout, des portraits de nos gloires navales, et d'anciens tableaux représentant les hauts faits de la marine à voiles;

quelques-uns plus récens, mais déplorablement médiocres, comme les deux épisodes de la guerre de Crimée dont on a orné le salon d'attente.

Ici, rien de la fièvre ni de la bousculade qui sévissent au ministère de la Guerre, de l'autre côté de l'eau. Contraste dû à la dissemblance radicale entre les conditions où nos armées de terre et de mer fonctionnent en temps de paix, bien plus encore qu'à l'énorme disproportion de leurs effectifs. Car, à bord, on est toujours en présence de l'irréconciliable ennemi qu'est l'Océan, l'autre ne venant que par surcroît, et tout voyage peut être considéré comme une « campagne, » ainsi qu'on les appelait naguère. Que le navire soit chalutier, croiseur ou dreadnought, qu'il « arme, » — autre terme non moins significatif, — pour la pêche à la morue sur le banc de Terre-Neuve, pour un tour du monde, ou doive stationner le long des côtes, ses préparatifs ne différeront guère de ceux que suppose la chasse aux sous-marins ou une sortie pour livrer bataille. Donc les bateaux étaient prêts, et je puis ajouter, admirablement entraînés. A ce point de vue, ils forceront même l'admiration des Anglais, les meilleurs juges en la matière. Après quelques dispositions rapidement prises au fur et à mesure que l'horizon se chargeait, telles que rappel des officiers et matelots permissionnaires, complétement des approvisionnemens et munitions, fermeture des écoles, concentration des diverses unités autour des chefs de groupes, nos escadres n'attendaient plus que le signal de se rendre à leurs postes de combat.

En ce qui concernait la guerre avec l'Allemagne, deux alternatives avaient été admises, suivant que l'Angleterre se rangerait ou non de notre côté. L'Entente cordiale rendant la première de beaucoup la plus probable, nous avions concentré tous nos cuirassés de bataille dans la Méditerranée, que nous nous chargions de défendre, ne conservant dans la Manche que de vieux croiseurs démodés et des flottilles destinées à agir en liaison avec les forces britanniques. Nous verrons tout à l'heure de quelle manière. Mais notre dispositif prévoyait aussi le cas où nous resterions seuls, comme on put le craindre un instant. Les positions initiales que devaient prendre nos divisions du Nord étaient à peu près les mêmes dans l'une ou l'autre supposition, pour conduire, bien entendu, à des opérations totalement différentes, suivant celle des deux qui se réaliserait.

Comme il n'a pas été fait usage du plan sans les Anglais, et qu'il pourrait resservir à l'occasion, on comprendra que je m'abstienne de toute précision à son endroit. Il suffira d'indiquer que des escadrilles de torpilleurs et de sous-marins devaient former barrage aux étranglemens de la Manche, couverts par nos croiseurs qui se tiendraient prêts à attaquer tout détachement ennemi avec lequel ils pourraient se mesurer sans trop de désavantage. Tactique du reste renouvelée de celle que les Anglais employèrent dans les mêmes parages, contre l'« invincible Armada » de Philippe II.

Or, le 2 août, vingt-quatre heures après que l'Allemagne eut déclaré la guerre à la Russie, et vingt-quatre heures avant qu'elle l'eût déclarée à la France, nous ne savions pas encore à quoi se déciderait l'Angleterre. Et comme ses hésitations ont déterminé les instructions que la Deuxième escadre légère reçut à la dernière minute, nous profiterons de ce qu'il est aujourd'hui possible d'en dire un peu plus long qu'auparavant, pour résumer les tractations entre Paris et Londres jusqu'au moment où la Grande-Bretagne vint, loyalement et résolument, nous apporter le renfort de toute sa puissance. La chose offre d'autant moins d'inconvéniens qu'elle démontrera une fois de plus que, loin de songer à devancer qui que ce soit sur le sentier de la guerre, la France et l'Angleterre ne s'étaient malheureusement pas assez entendues contre les entreprises des plus enragés ennemis de la paix du monde.

* * *

Ce qu'on appelait « Entente cordiale » ne consistait, à tout prendre, que dans un échange de conversations au cours desquelles les deux gouvernemens s'étaient préoccupés de ce qu'il conviendrait de faire dans l'hypothèse, de plus en plus à redouter, où l'Allemagne nous provoquerait. A cet effet, les états-majors généraux avaient reçu mission de jeter les grandes lignes d'une action combinée, ne comportant d'ailleurs que des mesures *exclusivement défensives*, comme nous aurons bientôt occasion de le constater.

En passant, il ne sera que justice de rappeler que c'est à la sage prévoyance, à la sollicitude patriotique de M. Poincaré, alors président du Conseil, que nous devons ces prémisses de l'alliance qui, par la suite, a si utilement contribué au salut mutuel.

L'acharnement que mettent les Allemands, avec leur mauvaise foi coutumière, à essayer de rejeter sur lui la responsabilité de leur injustifiable agression, est la meilleure preuve de l'immense service qu'il nous a rendu, avec la collaboration la plus active et la plus dévouée de notre ambassadeur à Londres, M. Cambon.

Mais l'Angleterre avait toujours refusé d'aller plus loin. Son isolement ne lui faisait pas sentir, aussi impérieusement qu'à nous, le besoin de se concerter en vue du danger qu'offraient les ambitions de plus en plus démesurées d'une Allemagne armée jusqu'aux dents. Par une lettre du 22 novembre 1912, adressée à M. Cambon, sir Edward Grey s'était même attaché à enlever tout soupçon de caractère contractuel aux avant-projets ainsi établis. On y relève notamment que : « Ces consultations entre experts ne sont pas et ne doivent pas être considérées comme obligeant l'un ou l'autre gouvernement à agir dans une éventualité qui ne s'est pas encore produite et qui peut ne jamais se présenter. Par exemple, les dispositions actuellement envisagées pour les flottes française et anglaise ne sont point basées sur un engagement de coopérer en cas de guerre. Vous m'avez fait néanmoins observer que, si l'un des deux gouvernemens avait de graves raisons de s'attendre à une attaque non provoquée venant d'une troisième Puissance, il pourrait devenir essentiel de savoir si, dans un cas semblable, il aurait à compter sur le concours armé de l'autre. Je suis d'accord que, si l'un des deux gouvernemens avait de graves raisons de s'attendre à une attaque non provoquée, ou si quelque chose menaçait la paix générale, il aurait à discuter immédiatement avec l'autre si tous deux devaient agir ensemble pour prévenir l'agression et conserver la paix, et, dans l'affirmative, quelles mesures ils se prépareraient à prendre en commun. Si ces mesures allaient jusqu'à une action, les plans des états-majors seraient pris en considération, et les deux gouvernemens décideraient alors de l'effet qu'il conviendrait de leur donner. » Tel est, dans sa prudence diplomatique, et avec toutes les réticences de la plus circonspecte des chancelleries, le document à propos duquel Guillaume II et M. de Bethmann-Hollweg ont eu l'audace de nous accuser, les Anglais et nous, d'avoir prémédité la guerre ! A le prendre pour ce qu'il est, on ne saurait en tirer autre chose que la preuve de notre déplo-

rable aveuglement à l'égard d'une Allemagne ne guettant que l'occasion de se jeter sur ses voisins.

S'il eût existé un instrument diplomatique quelconque liant nos deux pays, comme le traité franco-russe ou celui qui garantissait la neutralité de la Belgique, le roi George V n'aurait pas été réduit à répondre à la belle et pathétique lettre où, le 30 juillet, M. Poincaré le faisait en quelque sorte l'arbitre entre nous et l'Allemagne, par la très peu compromettante affirmation que « son gouvernement continuerait à discuter franchement et librement avec M. Cambon tous les points de nature à intéresser les deux gouvernemens. » Réserve due au fait qu'en l'absence d'un acte formel, le gouvernement britannique ne pouvait aller de l'avant qu'avec l'approbation du Parlement, reflet de l'opinion publique. Or, celle-ci était tellement peu favorable à une intervention militaire que, le 1er août, on lisait dans le *Daily News*, organe des radicaux, que « l'entrée de l'Angleterre dans un semblable conflit serait un véritable crime. »

Il fallut le refus de l'Allemagne de s'engager à respecter la neutralité belge pour provoquer un revirement, — mais un revirement complet, — chez la noble nation anglaise, gardienne de la foi jurée. A l'issue du conseil tenu le matin du 2 août, sir Edward Grey peut déjà donner à notre ambassadeur l'assurance que : « Si les Allemands pénètrent dans la Manche ou traversent la mer du Nord, afin d'entreprendre des opérations de guerre contre la marine marchande ou le littoral français, la flotte britannique prêtera toute l'assistance en son pouvoir. Cette assurance, — ajoute-t-il néanmoins, — est fournie sous réserve que la politique du gouvernement de Sa Majesté sera approuvée par le Parlement, et ne doit pas être considérée comme obligeant le gouvernement de Sa Majesté à agir tant que l'éventualité d'une action de guerre de la flotte allemande ne se sera point produite. »

Or, la Chambre des Communes ne se prononcera que dans la soirée du 3, lorsque sera remis à Bruxelles l'ultimatum exigeant libre passage pour les troupes allemandes sur le territoire belge. Sir Edward Grey vint alors déclarer que l'Angleterre, saisie d'une protestation du roi Albert, affirmait sa volonté de maintenir la neutralité de la Belgique, et que la marine britannique garantirait les côtes de France contre toute incursion de la flotte allemande. A quoi le Parlement répondit en votant un

crédit de cent millions de livres sterling pour les premières dépenses de guerre. Mais, jusque-là, il n'y aura toujours rien de fait.

UN TÉLÉGRAMME HISTORIQUE

Entre temps, les avant-gardes allemandes envahissaient le grand-duché de Luxembourg et violaient notre frontière sur plusieurs points, commettant de nombreux actes d'hostilité. Cela dans la seule journée du 2 août. Aussi, le soir, du ministère de la Marine, où nous étions il n'y a qu'un moment, partait la dépêche suivante, à l'adresse du chef de nos forces navales dans le Nord :

Appareillez demain matin cinq heures pour prendre positions initiales du plan d'opérations, mais attendez ordres précis pour commencer hostilités.

Mesure de précaution dont l'urgence s'imposait. Une demi-heure plus tard, on apprenait à Paris que les deuxième et troisième escadres allemandes, de 8 cuirassés chacune, avaient traversé le canal de Kiel, et se tenaient en partance à l'embouchure de l'Elbe. Il y avait donc lieu de prévoir leur brusque survenue, et à tenir compte du doute qui continuait à subsister sur les résolutions définitives de l'Angleterre. Le conseil des ministres en délibéra séance tenante et, contrairement à toutes les combinaisons antérieures, arrêta que nos croiseurs et flottilles de la Manche se porteraient à la rencontre de l'ennemi, et lui livreraient combat, malgré son écrasante supériorité, s'il franchissait le Pas de Calais.

Ainsi advient-il souvent des plans où l'on a voulu parer à tout, mais qui n'ont justement pas prévu le seul cas qui se présente. Nous avions préparé une double défensive, avec ou sans les Anglais, et on ne savait pas encore s'ils seraient neutres ou belligérans ! Et comme, sur mer, tout dépendait de leur décision, le plus important pour nous devenait de la provoquer telle que nous la souhaitions, telle que l'exigeait pareillement leur propre salut. Car c'était question de vie ou de mort pour les deux pays. Voilà, j'imagine, le point de vue que M. Poincaré dut soumettre à l'examen de ses ministres. La conclusion fut que notre escadre du Nord irait au-devant des Allemands, prête à exécuter un geste de protestation désespérée qui forçât

l'Angleterre à se déclarer. C'était l'envoyer au sacrifice. Mais, du même coup, nous enlevions aux Allemands la chance d'opérer d'importantes destructions sur notre littoral préalablement à la déclaration de guerre, puisque nous considérions leur apparition en Manche comme son équivalent. En conséquence de quoi, à minuit 30, était expédié en toute hâte le radiotélégramme dont voici la teneur :

Marine Paris à amiral (Marseillaise). — *Appareillez immédiatement et défendez par les armes le passage de la flotte de guerre allemande partout à l'exception des eaux territoriales anglaises. Accusez réception par télégramme.*

Quant à l'accomplissement de ce nouveau programme, l'amiral commandant en chef devenait seul juge des dispositions à prendre pour faire au moins payer le plus chèrement possible un passage qu'il ne pouvait en aucun cas empêcher. Je ne suis jamais parvenu à découvrir par qui a été rédigé ce document télégraphique, destiné à rester fameux dans les annales de la marine française. Il ne semble pas de la main d'un marin, et « défendre par les armes le passage d'une flotte » est une tournure de phrase totalement inusitée. Mais quel que soit le jugement de l'histoire sur l'ordre à la Danton ainsi libellé, on ne manquera point de lui trouver fière allure. De plus, il établit surabondamment le défaut de toute connivence avec les Anglais, puisqu'il y est spécifié de respecter leurs eaux territoriales comme neutres.

* * *

Transportons-nous maintenant dans la Manche, où achèvent de se rassembler les divers élémens de la Deuxième escadre légère. Sous ce nom qui évoque bien une simple formation de couverture, était groupée, autour d'un noyau de croiseurs, une quantité considérable de petits bâtimens, mais dont le nombre ne compensait nullement la faiblesse. En voici la composition :

Croiseurs cuirassés. Première division : *Marseillaise* (pavillon du contre-amiral Rouyer), *Condé*, *Amiral Aube*, trois vieux croiseurs de 10 000 tonnes, filant 21 nœuds et portant XI pièces de 194, VIII de 164 et IV de 100. Détaché dans le golfe du Mexique, le *Condé* se trouva remplacé par la *Jeanne d'Arc*, école d'application des aspirans qui rentrait de sa croisière annuelle.

Deuxième division : *Gloire* (pavillon du contre-amiral Le Cannelier) *Dupetit-Thouars* et *Gueydon*, avec les mêmes caractéristiques que les précédens. Écoles des gabiers, timoniers, charpentiers, etc., ils faisaient partie de la division d'instruction de l'Océan et ne venaient se ranger sous les ordres de l'amiral Rouyer qu'en cas de mobilisation générale.

Torpilleurs. Première escadrille : *Obusier, Branlebas, Oriflamme, Tromblon, Étendard, Carquois*, tous de 350 tonneaux; *Capitaine Mehl* et *Francis Garnier*, de 800.

Deuxième escadrille : *Glaive, Gabion, Fanion, Stylet* et *Claymore* (350 tonnes).

Troisième escadrille : *Catapulte, Rapière, Épieu, Bélier, Bombarde* et *Arquebuse* (350 tonnes).

Sous-marins. Première escadrille (à Cherbourg) : *Archimède, Watt, Floréal, Pluviôse, Berthelot, Thermidor, Giffard, Prairial, Fructidor, Germinal* et *Ventôse*, avec les torpilleurs *Francisque, Fauconneau* et *Sabre* comme divisionnaires.

Deuxième escadrille (à Calais) : *Frimaire, Mariotte, Brumaire, Newton, Euler, Volta, Nivôse* et *Foucault*, avec les torpilleurs *Escopette* et *Durandal* pour chefs de groupes.

Troisième escadrille (à Cherbourg) : *Amiral Bourgeois, Franklin, Montgolfier*.

Mouilleurs de mines : *Cerbère* et *Pluton*.

Le commandant supérieur des flottilles de torpilleurs et de sous-marins était le capitaine de vaisseau Lavenir, ayant son guidon sur le torpilleur d'escadre, le *Dunois*.

En tout, une soixantaine de navires armés dès le temps de paix, auxquels se joindront, quelques jours plus tard, à peu près autant de petits croiseurs, paquebots mobilisés, vapeurs réquisitionnés, dragueurs, chalutiers et autre poussière navale. Nous avions en outre : 1° 12 torpilleurs stationnés à Dunkerque, avec le capitaine de frégate Saillard comme chef de groupe (guidon sur le *Simoun*), flottille qui passait sous les ordres de l'amiral Rouyer à la mobilisation ; 2° les escadrilles de torpilleurs et de sous-marins constituant les défenses fixes ou mobiles de Cherbourg, de Brest et de Rochefort. Voilà toutes les forces dont nous disposions dans le Nord. Inutile de faire ressortir leur impuissance, si on les compare aux 42 cuirassés, 56 croiseurs, 180 destroyers et environ 50 sous-marins que l'Allemagne était en mesure d'acheminer vers la Manche, même

après déduction de ce qu'elle pouvait être obligée de conserver chez elle pour opposer aux 12 cuirassés, 13 croiseurs, 60 destroyers et 30 sous-marins russes de la Baltique. Ajoutons que nos bâtimens du Nord étaient d'ancien modèle, inférieurs sous tous rapports, y compris l'artillerie et la vitesse, à ceux de l'ennemi.

Au moment de la mobilisation, la première division de croiseurs se trouvait à Cherbourg, la deuxième à Brest où elle complétait ses effectifs avec les ressources des navires-écoles, *Borda* (école navale), *Armorique* (apprentis marins), *Magellan* (moussés), etc., lesquels rentraient dans l'arsenal afin d'y être désarmés. Aussitôt reçue la dépêche de mobilisation, la division Le Cannelier allumait les feux et allait rejoindre l'amiral Rouyer. L'appareillage s'effectua au milieu d'un enthousiasme indescriptible. Parmi les bateaux sur rade qui saluaient les partans de leurs hourrahs les plus frénétiques, étaient les deux dreadnoughts *France* et *Jean Bart*, retour de Russie avec le Président de la République, et charbonnant bien vite pour rallier notre armée navale de la Méditerranée. Pendant la nuit du 26 au 27 juillet, un singulier hasard leur avait fait croiser sans le voir, dans les eaux danoises, l'empereur Guillaume à bord de son *Hohenzollern*. Il rentrait hâtivement de Norvège, laissant derrière lui 28 cuirassés et 18 croiseurs, lesquels ne rallieront Kiel que le 29 juillet. Puis, en Manche, ils avaient reconnu de loin 36 cuirassés et 9 éclaireurs anglais se dirigeant vers le Pas de Calais. C'était partie de l'immense flotte que le roi George V venait de passer en revue à Spithead, qui gagnait le grand fjord entre l'Angleterre et l'Écosse, où elle attendra les événemens.

De ces rencontres nos marins avaient conclu à une prompte jonction avec les Anglais, pour courir tous ensemble à la recherche de cette orgueilleuse flotte allemande dont les prétentions ne visaient rien de moins que la suprématie des mers. Ils ne se doutaient guère de la surprise qui leur était réservée à Cherbourg, d'apprendre que, les Anglais n'entrant pas encore en ligne, il s'agissait pour eux, non plus d'une bataille à livrer entre adversaires de forces à peu près comparables, mais d'aller froidement se faire couler, en tâchant de sauver l'honneur du pavillon. Ils ne soupçonnent pas davantage que, bientôt réunis à nos amis devenus nos alliés les plus fidèles, trois ans de

guerre s'écouleront sans qu'ils aient pu joindre un ennemi qui se dérobera toujours; qu'il leur faudra laisser toute la gloire des combats à leurs frères d'armes, les incomparables « poilus » et « tommies », pour entreprendre la plus pénible et la plus décevante des luttes, contre l'atroce piraterie sous-marine par quoi les Allemands essayeront de remplacer la guerre de surface; qu'ils seront condamnés à ne jamais se battre, du moins au sens propre du mot, tout en risquant sans cesse de finir soit éventrés par une mine, soit coupés en deux par une torpille, à la suite de quelque effroyable drame que les communiqués passeront sous silence; mais que ce sera grâce à eux, grâce aux arrivages que permettra leur incessante et périlleuse veille sur les grands chemins du large, que deviendra possible la victoire finale de nos armées de terre; enfin que l'empire de la mer sera gagné ou perdu, sans que soit peut être livrée une seule bataille navale définitive. Certes non, rien de tout cela n'apparaissait à ceux qui appareillaient de Brest, conservant l'illusion qu'une guerre avec l'Allemagne pouvait être loyale et de franc jeu.

***

Ayant doublé Ouessant dans la nuit du 1er août, la division Le Cannelier arrive à Cherbourg le lendemain à trois heures du soir, et complète immédiatement son charbon. La première division achève ses derniers préparatifs. Les escadrilles de torpilleurs et de sous-marins occupent déjà leurs postes de grand'garde. La communication avec la terre est autorisée jusqu'à six heures, où tout le monde devra rallier le bord. On imagine les scènes qui devaient se passer dans les rues de Cherbourg, par ce brûlant après-midi d'été, quand des milliers de matelots en pantalon et chemise de toile blanche faisaient leurs adieux à la terre, et peut-être à la vie! En voici un aperçu, emprunté à M. l'enseigne de vaisseau Guichard, qui sortait de l'École navale et venait d'embarquer sur la *Marseillaise* : « Cinq minutes avant que pousse le canot-major, je songe qu'un carnet de notes s'impose avant de partir en guerre. J'ai acheté celui-ci dans une librairie du quai. La porte de la boutique encadrait, sous un pan de ciel bleu, les embarcations de l'escadre attendant leurs permissionnaires et laissant claquer en pleine lumière les pavillons du dimanche, tout fiers de leur

neuve dignité. Les Cherbourgeois en promenade dominicale discutaient devant les affiches de mobilisation à peine sèches; des matelots embarquaient, lourds, se demandant pourquoi rentrer si tôt un jour de bordée, et des femmes en cheveux, dans les groupes de cols bleu clair, mêlaient leurs adieux aigus aux objurgations des patrons de canots à leurs brigadiers. Ce départ a peu différé des autres. Des marins qui s'en vont au large partent toujours vers l'inconnu, et vers un inconnu hostile, qu'il y ait ou non bataille en perspective... Quelques derniers pas sur la terre ferme, en songeant aux familles inquiètes et lointaines auxquelles nous tenons encore par le sol, et puis nous embarquons joyeusement, à notre tour. La rade, cependant limitée aux lignes rases de la digue interminable, était souriante et sans ride, et dans l'agitation ensoleillée du premier dimanche d'août, une *Marseillaise* de circonstance sanguinolait dans un accordéon plaintif. »

Le soir, toutes les chaudières sont poussées, les équipages mis aux postes de veille. Le *Dupetit-Thouars* est désigné pour appareiller et ouvrir le feu contre tout zeppelin qui se montrerait : engins encore nouveaux que l'on redoutait beaucoup plus qu'ils ne le méritaient. A minuit cinquante, arrive le premier ordre de départ, fixé à cinq heures du matin. Ensuite, l'avis relatif aux mouvemens des escadres allemandes, ce qui porte la fièvre de l'attente au paroxysme. Les anciens songent à tout ce qu'il ne faut pas oublier en vue du combat, tandis que les jeunes s'endorment en faisant des rêves de gloire. Enfin, à deux heures, c'est le radiotélégramme enjoignant d'aller sur-le-champ barrer la route à l'ennemi. J'avouais, un peu plus haut, ignorer le nom de son rédacteur. Mais, quel que soit celui qui l'a rédigé, la responsabilité en appartient au ministre d'alors, le sénateur Gauthier, ainsi qu'à son chef d'état-major général, le vice-amiral Pivet, — les deux mêmes qui, le lendemain, prescriront au commandant en chef de notre armée navale en Méditerranée de suspendre tout autre mouvement afin de courir sus au *Goeben* et au *Breslau*. Et profitons de l'occasion pour reconnaître qu'ils surent prendre les graves initiatives commandées par une situation des plus difficiles. Nous avons dit ailleurs (1) comment furent conduites les premières opérations

(1) Dans *Nos Marins à la guerre*, 1 vol. chez Payot.

dans la Méditerranée. Il nous reste à relater celles de la Manche et de la mer du Nord, peut-être encore plus ignorées du public. Officiers et matelots de la Deuxième escadre légère ont pourtant donné, et largement, tout ce qu'on leur a demandé, habileté tactique, froide résolution, abnégation complète, ainsi que mépris le plus complet de la mort : ce n'est pas de leur faute si, envoyés aux Thermopyles, ils en sont revenus sans avoir trouvé occasion de renouveler le plus beau geste de l'antiquité. Rien n'a manqué, que les Allemands, à un épisode qui montre à quel degré la France pouvait compter sur le dévouement le plus absolu de ses admirables marins.

LA MARCHE AU SACRIFICE

Au reçu du télégramme en question, le signal d'appareiller est allumé par la *Marseillaise* et bientôt répété par toute l'escadre, dont l'illumination fait pâlir les étoiles du ciel. Les croiseurs de la 2e division mouillent sur place leurs chalands de charbon, et lèvent l'ancre. Les autres suivent aussitôt. Torpilleurs et sous-marins se glissent par où ils peuvent. Car, des deux passes ouvertes entre la digue et la terre, celle de l'Est étant fermée depuis la mobilisation, il faut que tout le monde prenne par l'autre. Malgré qu'il fît encore presque nuit, aucun accident, aucune erreur ne vint ralentir ce tour de force de manœuvre que n'oublieront jamais ceux qui en furent témoins. Les hommes du métier ne trouveront pas le terme exagéré, quand j'aurai ajouté que le défilé de cinquante et quelques navires entre les deux musoirs de sortie s'effectua en moins d'une heure, ce qui ne représente guère plus d'une minute pour chacun. Ouvrons le carnet tout neuf du même jeune enseigne que nous citions précédemment :

« L'ordre d'appareiller arrive à l'instant. De la passerelle avant de la *Marseillaise*, je contemple les signaux de nuit qui vont s'allumant de torpilleur en torpilleur. La rade est tout illuminée de feux rouges et blancs qui s'allument, s'éteignent et clignotent à chaque mât. Vieux signaux endormis dans les livres de tactique, après avoir si longtemps ordonné des manœuvres pour rire et des départs sans danger, pour la première fois, en cette nuit étoilée, vous n'êtes plus des signaux morts. Vous ressuscitez en ce moment, et vous voilà désormais

chargés de vie et de sens parce que vos reflets dans l'eau paresseuse signifient des ordres de guerre et le commandement de marcher à l'ennemi. En songeant au mouvement dans les casernes, à la cohue des gares, aux anxiétés, à toute l'agitation dont nous sommes si éloignés, notre isolement me paraît presque enviable, et aussi la simplicité de notre rôle. La guerre dérange peu nos habitudes, nous accomplirons notre tâche naturellement, ayant tout à portée de main, quel que soit l'endroit où nos bateaux nous mèneront. Le départ est silencieux et rapide. La ville dort encore, et sera bien étonnée demain, de voir la rade vide. L'escadre défile hors de la passe. Le jour est maintenant levé complètement, et l'on peut distinguer la ligne entière des croiseurs qui défile à toute vitesse vers l'Est, sur la mer grise. »

***

Le chef de cette armée navale en miniature, celui à qui revient l'honneur de la conduire au sacrifice, en s'efforçant de le rendre aussi coûteux que possible pour l'ennemi, est le contre-amiral Rouyer. Premier de sa promotion à la sortie de l'École navale, il passe à juste titre pour un des plus brillans officiers généraux de la marine. Mathématicien et technicien hors ligne, c'est de plus un manœuvrier remarquable. On lui confia jadis le commandement de certain croiseur qui, gouvernant très mal, avait causé des accidens après lesquels personne n'en voulait plus, et dont il sut venir à bout ni plus ni moins que s'il se fût agi d'un cheval rétif à dresser. Car Rouyer est par-dessus le marché un excellent cavalier. Souple et nerveux comme une lame d'acier, il en a la finesse et la trempe, naturellement aussi le tranchant, avec quelque chose de son éclair bleu dans le regard. Le coup d'œil rapide et la parole brève sont de quelqu'un qui saisit vite et se décide sur-le-champ, sans redouter aucune responsabilité. Le connaissant depuis le collège de Cherbourg, j'en attendais beaucoup, si jamais il trouvait son heure. Les dispositions qu'il imaginera pour barrer le Pas de Calais sont d'un marin consommé.

A côté de lui se place la calme figure de l'amiral Le Cannelier. Un Normand que l'on serait tenté de prendre pour un Breton, tant il en a l'aspect solide et ramassé. De bons yeux pleins de décision, où se lit le devoir partout et toujours

"REVUE DES DEUX MONDES"

CARTE NAUTIQUE POUR SUIVRE LA MARCHE ET LA TACTIQUE DE LA DEUXIÈME ESCADRE LÉGÈRE

accompli comme la chose la plus simple du monde. Ainsi que Collingwood, l'illustre second de Nelson, mais sans que le combat soit venu couronner ses longs efforts, il a tenu pendant près d'une année le blocus au large d'Ouessant. « A commandé durant huit mois la surveillance en Manche occidentale, dur et pénible service dans une région constamment battue par les mauvais temps d'hiver ou menacée par les sous-marins allemands. Grâce à son expérience de marin, ainsi qu'à son habileté, a rempli très efficacement sa difficile mission, sans une perte ni un accident causé par la mer ou par l'ennemi » — dit sa citation à l'ordre de l'armée.

L'un commandant en chef et l'autre en sous-ordre, ils avaient donc la redoutable charge de « défendre par les armes le passage de la flotte allemande ». Or, nos forces consistant surtout en flottilles de torpilleurs et de sous-marins, il était évident que leur meilleure utilisation consisterait à les grouper dans l'endroit le plus resserré de la Manche, c'est-à-dire dans le Pas de Calais lui-même où, collées contre terre, elles attendraient l'ennemi, qui, ailleurs, passerait plus facilement par mailles. Quant aux croiseurs, ils feront masse comme ils pourront. C'est pourquoi, à peine hors des passes, la Deuxième escadre légère met le cap sur Griz-Nez, à toute la vitesse que permet sa suite de sous-marins. Le point à atteindre reste à 360 milles de l'embouchure de l'Elbe, et à 150 de Cherbourg. Si les Allemands sont partis dans la nuit, ils ne peuvent guère se présenter que tard l'après-midi. L'amiral Rouyer a donc le temps de les devancer, et de préparer son plan. Mais la compréhension de ce dernier supposant une connaissance préalable de la zone des opérations, il ne sera pas hors de propos de commencer par en donner un aperçu.

*
* *

Qui consulte une carte nautique pour la première fois, est tenté de prendre la terre pour la mer, et réciproquement. Cela tient à ce que, contrairement aux cartes géographiques, les parties terrestres s'y montrent presque vides d'indications, sauf sur le littoral où sont marqués les points de reconnaissance, ou « amers, » qui servent à la navigation. Ici, c'est sur les espaces réservés à la mer que se pressent les signes et annotations, chiffres, contours pointillés ou caractères minuscules : les chif-

fres représentant les profondeurs, les courbes circonscrivant les hauts-fonds, et les lettres donnant soit la nature du fond (sable, vase, gravier, coquilles brisées, etc.), soit les noms des bancs ou écueils, objet de la constante préoccupation des marins. Des ronds jaunes pour signaler les phares, les hiéroglyphes du balisage et l'infinité des petits rochers teintés de gris, comme la terre qu'ils prolongent dangereusement, complètent le tableau.

Sachant maintenant la lire, prenons la carte de la Manche (n° 5400), dont on trouvera ici une réduction. C'est entre le cap Gris-Nez et Douvres que le Pas de Calais offre sa plus petite largeur, 18 milles (33 kilomètres). Mais, presque au milieu du détroit, s'allongent deux bancs, le Varne et le Colbart : le premier un peu plus rapproché de la rive britannique, le second plus voisin de la nôtre, avec sa queue par le travers de Boulogne. Les instructions du service hydrographique, gros livre à couverture rose qui est le « guide » du navigateur, recommandent de ne jamais s'y aventurer avec un navire de fort tirant d'eau, même aux environs de la haute mer. Un chenal étroit les sépare, dans lequel il est certain qu'une escadre ennemie hésitera toujours à s'engager, crainte que le balisage n'ait été faussé ou enlevé. Et la même raison qui nous interdisait les eaux anglaises devait, encore bien davantage, pousser les Allemands à s'en écarter. Il y avait donc toutes les raisons de prévoir qu'ils passeraient entre Gris-Nez et le Colbart, où le couloir n'a que 8 milles de large. Premier repère.

Mais comment donne-t-on dans le Pas de Calais, quand on descend de la mer du Nord? Nulle part les lignes pointillées qui dessinent les bancs de sable sur la carte ne se montrent aussi multipliées que le long des côtes de France et d'Angleterre, à l'ouvert du détroit et parallèlement à ses rivages. Prolongeant au loin les plages du Kent, de Douvres à l'embouchure de la Tamise, ce sont les larges basses Goodwin : en face, une multitude de petites dunes sous-marines, alignées et serrées comme des rides, et dont les principales s'appellent le Dyck, les Ruytingen et le Hinder, s'étendent à une quinzaine de milles devant Dunkerque. Entre les deux s'ouvre un canal, d'environ 11 milles de largeur, que doit suivre toute flotte faisant route sur le Pas de Calais. Mais, à peu près dans l'axe, se dresse l'épi du Sandettie, symétrique, ici en dehors, avec le Varne et le Colbart en dedans. Second repère. Et retenons ces appellations de

bancs, ainsi que leurs emplacemens, parce qu'ils vont dicter la tactique de l'amiral Rouyer.

***

Formée en ligne de file, la Deuxième escadre légère était éclairée à cinq milles devant par la *Jeanne d'Arc*, que précédaient elle-même la 1re et la 2e escadrilles de torpilleurs, également en lignes de file, et placées à 10 milles de part et d'autre de son avant. Telles les antennes d'une bête marchant à la découverte, sur un terrain où quelque mauvaise surprise serait possible. En cas d'alerte, la *Jeanne d'Arc* prendra le poste n° 3 dans la ligne des croiseurs, tandis que les torpilleurs viendront se ranger en queue, prompts à s'élancer. Aussitôt chacun à sa place, signal d'approvisionner les parcs des différentes pièces et de procéder aux dernières dispositions de combat, celles que l'on ne prend que lorsqu'on s'attend vraiment à livrer bataille. Alors fut jeté à la mer tout le matériel qui n'était pas strictement indispensable et pouvait alimenter un incendie, comme embarcations de trop, linoléum dont sont recouverts les ponts en tôle, bancs et tables de bois sur lesquelles mange l'équipage, paperasses, meubles des cabines, fauteuils, matelas et coussins des « carrés », rambardes inutiles, ainsi que quantité d'objets de simple commodité dont l'absence va rendre les navires à peu près inhabitables. En revanche, ils redeviendront ce pour quoi ils ont été uniquement construits : des monstres machinés en vue de la lutte suprême, hérissés à tous les étages de longues gueules de canons, de projecteurs électriques, de télémètres, de fils et d'antennes, de herses à fanaux, et de tous les appareils que la science a inventés pour envoyer la mort plus sûrement et de plus loin. Comme il faisait très chaud, les hommes étaient à demi-nus, en pantalon de toile et tricot, les servans des pièces avec une espèce de casque à oreillettes pour ne pas être rendus sourds par l'effroyable vacarme qui peut éclater d'un moment à l'autre. A l'exaltation du départ avait succédé un calme impressionnant. Voyant faire des préparatifs qui indiquaient l'imminence du combat, sans qu'il fût question des Anglais, les matelots eurent conscience de ce que la Patrie exigeait d'eux, et n'en devinrent que plus farouchement déterminés à remplir leur devoir, tout leur devoir.

« Nous avons tous pensé que l'action était proche, dit une

lettre du capitaine de vaisseau Grasset, commandant de la *Jeanne d'Arc*. Nous ne savions pas si l'Angleterre marchait avec nous, et nous allions nous trouver avec nos six malheureux vieux croiseurs en face de toute la flotte allemande. C'était le sacrifice. J'ai harangué mes hommes, qui serraient les poings. Ils étaient résolus. J'ai ensuite fait crier trois fois : « Vive la France ! » Évidemment, tout cela n'émeut plus autant, du moment que la rencontre n'a pas eu lieu. Mais il faut se mettre à la place de gens chez lesquels ne pouvait subsister aucune espèce de doute sur le sort qui les attendait, et l'acceptant avec la plus héroïque résignation, non sans se promettre de vendre à bon prix la vie dont ils faisaient oblation par avance. Car si, à terre, on peut encore se tirer d'une mauvaise affaire, ou devenir prisonniers comme les braves de Douaumont, à bord c'est la destruction totale et sans remède, la grande descente en tourbillon du navire crevé et chaviré, entraînant tout son monde dans les profondeurs où l'eau achèvera ceux qui n'auront pas été tués par le feu.

* * *

En attendant que la Deuxième escadre légère vînt le couvrir, le Pas de Calais ne demeurait pas complètement dégarni. La seconde escadrille de sous-marins, qui comprenait 2 divisions de 4 submersibles chacune, avait Calais comme base et ne le quittait que très exceptionnellement. De même pour la flottille de 12 torpilleurs stationnée à Dunkerque. Les deux groupes constituaient nos avant-postes dans la mer du Nord, et se tenaient toujours prêts à former barrage, les torpilleurs du soir au matin, les sous-marins inversement : alternance dont la cause est que ceux-ci n'y voient pas clair la nuit, et que les autres sont trop visibles de jour. Leurs commandans avaient des instructions secrètes pour le temps de guerre, avec ou sans le concours des Anglais. Depuis la mobilisation, tous ces petits bâtimens étaient en appareillage, les feux allumés et chacun à son poste de veille. Pendant la nuit du 2 au 3 août, ils avaient reçu la même dépêche que la *Marseillaise* et, comme il était à ce moment-là trois heures du matin, ce furent les torpilleurs de Dunkerque qui sortirent pour occuper leurs positions initiales, quelque part dans le détroit. Mais ils rentrèrent à six heures, remplacés par l'*Escopette* (guidon du capitaine de

frégate Mercier) et les deux divisions de submersibles de Calais, qui s'établirent en surveillance à peu près dans les mêmes parages, — on comprendra que je m'abstienne d'indications plus exactes.

C'est à ce moment que parvient la première communication de l'amiral Rouyer, annonçant sa prochaine arrivée. « Ce télégramme, dit le commandant Saillard, laissait subsister un doute dans mon esprit sur l'attitude de l'Angleterre, que certains renseignemens dignes de foi reçus à Dunkerque présentaient comme une alliée entrant en ligne immédiatement. » Et si j'insiste sur l'incertitude alors régnant au sujet de la Grande-Bretagne, c'est pour la raison qu'on ne s'en est nulle part autant préoccupé que dans les milieux maritimes, où c'était la question essentielle ; et aussi parce que, seule, elle justifie l'envoi de la Deuxième escadre légère au-devant des Allemands, et lui donne son véritable caractère de marche au sacrifice.

Sur les croiseurs, la matinée avait été consacrée à des exercices de combat. Il faisait le plus beau temps du monde, un soleil torride, et la vue portait loin. On ne rencontrait plus aucune de nos barques de pêche, si nombreuses d'ordinaire, toutes étant rentrées au port par suite de la mobilisation. Des navires de commerce à peu près comme d'habitude, quoique l'absence des Allemands se fit déjà remarquer. L'*Escopette* arrêtait cependant un grand quatre mâts des leurs et recevait immédiatement ordre de le relâcher. Nos sous-marins en faction dans le détroit signalaient leur position par T. S. F. Mais ce que longues-vues et jumelles scrutaient le plus avidement, c'étaient les eaux anglaises, où ne se révélait aucun mouvement insolite.

Enfin, vers les quatre heures du soir, on arrive à hauteur du cap Gris-Nez, lequel dessine un brusque saillant entre la mer du Nord et le Pas de Calais : falaise à pic d'environ cinquante mètres de hauteur, dont les rochers, d'un gris foncé, s'empourprent aux rayons du soleil couchant. C'est au Nord de la ligne à peu près Est-Ouest, reliant Gris-Nez à la pointe Dungeness sur la côte opposée, que l'amiral Rouyer a décidé de s'établir en croisière. Quatre divisions de sous-marins sont postées en arrière, formant double chaîne d'un bord à l'autre du détroit. Si l'ennemi se présente, les croiseurs chercheront à l'entraîner vers les barrages de sous-marins qui, dirigés eux-

mêmes au moyen de la T. S. F., torpilleront tout ce qui passera à leur portée. Au point de vue militaire, la conception de l'amiral répondait, autant qu'il était humainement possible, aux ordres qu'il avait reçus. « Sans doute, a écrit le capitaine de frégate Vindry, son très distingué chef d'état-major, notre force navale ne pouvait guère s'opposer victorieusement au passage de la flotte allemande, ni même d'un détachement de croiseurs modernes. Mais il apparaissait clairement qu'un geste de sacrifice était demandé, dont les conséquences pouvaient être grandes. Au surplus, l'action de nos sous-marins permettait d'escompter une pénalité sévère pour les bâtimens ennemis pénétrant dans une mer étroite. »

LE DISPOSITIF ANGLO-FRANÇAIS

La fin de l'après-midi se passa à faire le serpent entre Gris-Nez et Dungeness, à la vitesse de 10 nœuds, toutes les vigies explorant l'horizon du côté d'où pouvaient surgir les Allemands. Vers six heures du soir, la *Jeanne d'Arc*, toujours en éclairage, signale 19 destroyers britanniques sortant de Douvres et faisant route vers le Nord, sans que rien permette de deviner leurs intentions. « A la nuit tombante, relate l'enseigne de vaisseau Meunier-Joannet, nous rencontrons la malle de Boulogne, qui paraît plus bondée et plus pressée que de coutume. Elle est pleine de Français allant rejoindre leurs régimens. Ils nous ont acclamés et l'équipage a répondu par des hourrahs. Puis ceux de la malle ont chanté *la Marseillaise*. Toujours pas d'ennemi en vue. »

Arrive l'heure de prendre les dispositions pour la nuit. Devenant inutiles pendant l'obscurité, les sous-marins regagnent leurs bases, relevés par les 1re et 2e escadrilles de torpilleurs auxquels se joint la flottille de Dunkerque. En cas d'attaque, leur rôle sera de se replier sur les croiseurs, dont la ligne est reportée en deçà du détroit, et de profiter du moment où l'ennemi se trouvera engagé avec eux pour foncer dessus. La *Jeanne d'Arc* a repris sa place dans le rang, et la fin doit toujours se dérouler comme il a été dit ci-dessus. « D'une heure à l'autre toute l'escadre allemande débouchant de la mer du Nord peut, si les Anglais n'interviennent pas, tomber sur nos croiseurs antiques et nous envoyer par le fond avec le sans-

gêne d'un train passant à travers une haie. Tout notre rôle se bornera à faire payer le passage et à couler au bon endroit. A bord, rien n'est changé. On se croirait aux manœuvres. Personne ne parle du danger possible, et, s'il est souvent question de ce qui doit se passer à terre, nul ne se préoccupe de ce qui peut arriver ici. Je voudrais tout de même bien savoir ce que vont faire les Anglais. » (Enseigne de vaisseau Guichard.)

A dix heures du soir, les antennes de la télégraphie sans fil recueillaient le message suivant :

Marine Paris à amiral Marseillaise. — *Vous pouvez communiquer avec commandant forces anglaises.*

Grande, excellente nouvelle, qui autorisait tous les espoirs! L'Entente ne resterait décidément pas un vain mot. Mais, à trois heures du matin, l'amiral Rouyer informait Paris qu'il n'avait pas encore réussi à se mettre en relation par T. S. F. avec nos alliés. A peu près à la même heure, il apprenait que la guerre était officiellement déclarée par l'Allemagne à la France. Désormais, la marine pouvait répondre : Parée!

Devant les premières blancheurs de l'aube, les torpilleurs rentrèrent au port, comme une nuée d'oiseaux nocturnes regagnant leurs aires. La grande nuit d'attente et d'angoisse était passée. Quand reparut le resplendissant soleil d'août, sur la mer semblable à une nappe d'huile fumante, nos vieux croiseurs cuirassés étaient toujours là. L'holocauste n'avait pas été consommé. Mais le rôle est-il moins dramatique, et le dévouement moins admirable, de ceux qui avaient si noblement accepté le sort cruel pour lequel ils avaient été désignés? « On sourira peut-être dans la marine, se demande l'enseigne Guichard. Mais songera-t-on, après avoir souri, à l'abnégation de ceux qui, recevant l'ordre de se sacrifier, s'y sont rendus de toute la vitesse de leurs vieux croiseurs démodés? Est-ce de notre faute si l'ennemi n'est pas venu? Tout de même, me dit le commandant, les habitans de Douvres ont dû avoir une fameuse émotion en apercevant hier nos silhouettes grises! »

Dans la matinée arrive à toute vitesse un grand destroyer anglais, en tenue de combat. Défilant à contre-bord de la *Jeanne d'Arc*, qui a repris sa place en flanc-garde, il la salue le premier de son pavillon national, ce que ne fait jamais un bâtiment de guerre, et les équipages échangent des hourrahs. Il apporte confirmation de l'entrée en guerre de son pays. Par-

venu à hauteur de la *Marseillaise*, il stoppe et met à la mer une embarcation qui amène un officier d'état-major avec des timoniers-télégraphistes. On imagine avec quel enthousiasme ils furent accueillis ! La jonction entre les deux flottes amies s'opérait à distance. Mais ce fut seulement à deux heures trente que l'amiral Rouyer reçut avis de se conformer aux dispositions du plan élaboré en prévision de la coopération à laquelle la violation de la Belgique par l'Allemagne entraînait l'Angleterre.

***

Ce plan comprenait trois parties. L'une, applicable à la Méditerranée, dont nous n'avons pas à nous occuper ici. Les deux autres concernaient la défense du Pas de Calais et de la Manche occidentale. Tombées en désuétude par suite de la marche des événemens, il n'y a plus aucun danger à les publier. Voici la première, dont la rédaction remonte au 23 janvier 1913 : « Dans le cas d'une alliance avec le gouvernement français dans une guerre avec l'Allemagne, — et nous avons vu combien cette alliance était loin d'être conclue, aussi malheureusement pour les Anglais que pour nous, — la marine britannique prendra la responsabilité de défendre le Pas de Calais, à la fois de jour et de nuit, contre le passage des navires ennemis. Les bâtimens anglais employés à cet effet seront : une flottille de contre-torpilleurs et deux flottilles de sous-marins basées sur Douvres, avec leurs petits croiseurs annexes.

« La marine française soutiendra cette opération au moyen de flottilles de sous-marins basées sur Calais et Boulogne ainsi que des bâtimens de la défense mobile. Les bâtimens de la défense mobile limiteront leurs opérations au voisinage de leurs propres côtes, en dedans des bancs du Dyck, à l'Est de Calais. Les sous-marins français opérant depuis Calais ou Boulogne surveilleront la ligne Cap Gris-Nez, banc du Varne. »

La seconde partie du plan est datée du 10 février 1913. Avec le même protocole que la précédente, elle prévoit que la protection de la Manche occidentale sera placée sous le commandement d'un amiral français disposant des forces suivantes : (bâtimens français) 6 croiseurs cuirassés, 2 croiseurs protégés, des paquebots réquisitionnés, 3 escadrilles de 6 contre-torpilleurs, 1 escadrille de torpilleurs basée sur Cherbourg, 2 escadrilles de 6 grands sous-marins, 1 escadrille de petits

sous-marins basée sur Cherbourg; (bâtimens anglais) 4 croiseurs protégés.

Passant à l'exécution de ce nouveau schéma, l'amiral Rouyer renvoyait à Cherbourg le *Dunois* ainsi que la première escadrille de sous-marins (la seconde restant dans le Pas de Calais), et les première et troisième escadrilles de torpilleurs (la deuxième devant le suivre). Il était peu après averti que l'amiral anglais Wemyss le rallierait le lendemain mercredi 5 août, par 49°40′ de latitude Nord et 6°32′ de longitude Ouest de Paris, au beau milieu de la Manche occidentale, avec *Charybdis, Diana, Eclipse* et *Talbot,* vieux croiseurs dont les trois premiers avaient 5 750 tonnes, 21 nœuds de vitesse et XI pièces de 152, le *Charybdis* un peu plus faible. Lui-même quittait le Pas de Calais à cinq heures du soir le 4, laissant le commandement supérieur de nos escadrilles au capitaine de frégate Saillard (sur le *Simoun*). Il se trouvait au rendez-vous convenu le lendemain matin, et pouvait télégraphier dès quatre heures de l'après-midi que le dispositif anglo-français était réalisé.

* * *

En ce qui concernait la Manche occidentale, il s'agissait de parer à toute attaque de croiseurs ennemis, ceux tenant encore la mer comme ceux qui auraient pu venir d'Allemagne en faisant le tour par le Nord de l'Écosse, de visiter et de capturer éventuellement les navires de commerce arrivant de l'Atlantique, et enfin de protéger les transports de troupes qui allaient commencer. Pour remplir ce triple objectif, une croisière fut organisée dans des parages que les coups de vent de suroît l'hiver, les brumes l'été, et les courans en toute saison, rangent parmi les plus mauvais qui soient au monde, et dont les innombrables écueils, aux noms sinistrement évocateurs, offrent encore plus de dangers que les bancs de sable semés à profusion le long des rivages du Pas de Calais.

Sous le commandement supérieur de l'amiral Le Cannelier, nos six croiseurs *Gloire, Gueydon, Dupetit-Thouars, Desaix, Kléber, D'Estrées* (les trois derniers armés depuis la mobilisation) et les quatre anglais, prirent une garde qui devait se prolonger jusqu'au mois d'avril. Jour après jour, nuit après nuit, sans trêve ni relâche autre que pour aller charbonner à Brest, ils sillonnèrent les flots verts ou bleus, calmes ou démontés, de ce

que les Bretons appellent la mer d'Occismor, une de celles qui ont la pire réputation parmi les marins. Quelque temps qu'il fît, du lever au coucher du soleil, ils parcouraient, chacun sur une parallèle au chenal, l'espace compris entre deux traversales tracées sur la carte, et revenaient en sens inverse du coucher au prochain lever, dessinant avec leurs sillages la trame vite effacée d'un autre voile de Pénélope. Pas de plus dur ni de plus ingrat métier!

Une seconde barrière, de précaution, était constituée en arrière, par des sous-marins et des torpilleurs. L'amiral Rouyer se tenait à Cherbourg avec *Marseillaise*, *Jeanne d'Arc*, *Amiral Aube*, *Cerbère* et *Francis Garnier*, prêt à intervenir comme soutien.

Dans l'Est, c'étaient les Anglais qui barraient le détroit avec notre appui. Quand les sous-marins allemands commencèrent à se montrer, on sait comment ils le fermèrent au moyen de filets, sans que les requins allemands soient jamais parvenus à arrêter ni même à troubler le formidable mouvement de va-et-vient que représentaient le transport, l'approvisionnement et la relève des centaines de milliers d'hommes auxquels atteignait bientôt la « misérable petite armée anglaise. »

Peu à peu ralliait à Cherbourg ce que l'on pouvait mettre dehors en fait de vieux croiseurs au rancart, ainsi que quelques paquebots transformés en croiseurs auxiliaires. Des vapeurs étaient réquisitionnés, que l'amiral Rouyer armait avec des canons pris sur ses propres unités. Ils procédaient à leur entraînement et effectuaient leurs écoles à feu sur le terrain de croisière, où ils étaient aussitôt expédiés. C'est ainsi que la Deuxième escadre légère se trouva successivement renforcée par les croiseurs cuirassés *Kléber* et *Desaix*, les croiseurs protégés *Châteaurenault* et *Guichen*, et les paquebots mobilisés *Provence*, *Lorraine*, *Savoie*, *Flandre*, *Champagne* (transatlantiques), *Rouen*, *New-Haven*, *Pas de Calais* (malles d'Angleterre), *Malte*, *Au Revoir*, *Timgad*, *Europe* (services divers). Ces derniers furent employés, soit à renforcer la ligne de surveillance, soit à des transports de troupes ou de réfugiés. Quelques-uns passèrent en Méditerranée, d'autres furent rendus à leurs compagnies. Le *Rouen* remplaça un peu plus tard le *Dunois* comme bâtiment du chef de division de flottilles; l'*Au Revoir* devint dragueur de mines.

*
* *

Jusqu'au 24 août, le dispositif commun ne reçoit guère de modifications. Mais la marche de la guerre amène bientôt de nouvelles nécessités à satisfaire. Le *Guichen* et le *Surcouf* sont envoyés dans le golfe de Gascogne, où il y a lieu de redouter un raid du croiseur allemand *Stettin*, dont on a perçu des appels de T. S. F. rapprochés, et de veiller sur des cargos signalés comme devant quitter Bilbao. Le *Guichen* ira ensuite stationner dans les eaux marocaines. Par suite de l'avance des armées ennemies en Belgique, on remplace provisoirement le Havre par Saint-Nazaire comme base de l'armée anglaise, d'où une modification et un allongement dans la couverture des transports. Il faut même prévoir l'évacuation de nos ports du Nord, ce qui n'empêche pas d'avoir à défendre nos côtes et à agir contre celles des Flandres. Deux contre-torpilleurs construits à Nantes pour la République Argentine, l'*Aventurier* et l'*Intrépide*, sont envoyés à Dunkerque avec le *Capitaine Mehl* et le *Francis Garnier*, sous la direction du *Dunois*, pour soutenir l'aile gauche des Alliés. Ils coopèrent avec des canonnières et des torpilleurs anglais au bombardement de la côte belge, le long de laquelle les Allemands ont progressé. L'établissement par ces derniers de batteries de gros calibres sur les dunes et dans l'Ouest d'Ostende, l'inondation de la région de Nieuport et le mouillage de mines ne tarderont pas à limiter leur utilisation. Ils resteront néanmoins à Dunkerque et rempliront les missions les plus variées. Enfin, il y avait à évacuer les émigrés belges et à transporter des divisions françaises de renfort, envoyées dans le Nord *vià* le Havre et Cherbourg.

Les contre-torpilleurs fournissaient un service des plus pénibles, à commencer par les escortes nécessaires à la protection des transports de toute espèce. Une escadrille se rendait au Havre afin d'assurer la sécurité de la nombreuse flotte commerciale qui en fréquentait le port. Lorsque la bataille de l'Yser eut définitivement écarté la menace allemande sur Calais, une autre escadrille fut détachée pour patrouiller dans le couloir demeuré libre entre la côte française et la zone des filets. Les atterrages de Dieppe et de Cherbourg demandèrent aussi à être défendus par des détachemens de torpilleurs. Et tout cela, dont la statis-

tique serait saisissante, sans le moindre relâchement dans la croisière en Manche occidentale.

Quant à nos sous-marins, ils furent d'abord employés comme nous l'avons expliqué d'autre part. A la fin de septembre, la raréfaction des croiseurs allemands ayant permis d'alléger la surveillance sur les lignes du Cotentin, l'amirauté britannique nous demanda de participer à certaines expéditions de submersibles dans la mer du Nord, sur lesquelles je m'abstiendrai de fournir le moindre détail, parce qu'elles pourraient se renouveler. Un des nôtres prit part entre autres à un raid contre Héligoland, et rentra avarié à Cherbourg (décembre 1914). Nos sous-marins n'avaient décidément pas d'assez bons moteurs pour entreprendre d'aussi longs parcours. Comme nos torpilleurs, ils eurent vite besoin de réparations importantes, dues aux économies réalisées sur leur entretien pendant la paix. Des retubages de chaudières et des réfections de tous genres s'imposèrent assez vite, et on eut grand'peine à les réaliser en combinant les ressources des quatre premiers arrondissemens maritimes. Oh! les misères que ces petits bâtimens endurèrent pendant l'hiver 1914-1915, et la rage de leurs officiers et équipages de ne pas être mieux outillés pour combattre!...

***

Tel est le rôle de la Deuxième escadre légère, depuis le début des hostilités jusqu'au jour où la destruction des dernières unités de surface que l'ennemi eût encore à la mer, et l'apparition de ses sous-marins, vinrent rendre le maintien de grands bâtimens de guerre au large aussi inutile que dangereux. Les croiseurs de l'amiral Weymiss étaient déjà rentrés au port depuis plusieurs semaines, lorsqu'on se décida à rappeler les nôtres. Durant leur morne et rude faction de plus de huit mois, ils n'avaient pas parcouru moins de 40 000 milles marins, presque deux fois le tour du monde. Mais la garde fut si bien montée par eux et par nos flottilles que, malgré l'appât représenté par le prodigieux mouvement de transit que la guerre a développé entre la France et l'Angleterre, les Allemands n'ont jamais osé pénétrer en Manche, exception faite pour quelques courtes et très rares incursions de submersibles. Nos officiers et équipages ont d'ailleurs assez amèrement regretté de ne pas avoir été aussi favorisés que les Anglais

lesquels eurent plusieurs heureuses rencontres avec l'ennemi dans la mer du Nord, dont les deux belles victoires navales du Dogger Bank et du Jutland, « Si au moins nous tombions sur quelque croiseur allemand rentrant de campagne, fût-il beaucoup plus fort que nous ! » — m'écrivait un jeune officier. Faute de quoi le public a pour ainsi dire ignoré la part considérable qui revient à nos marins du Nord dans le succès de notre résistance contre l'envahisseur. A leur actif il n'a retenu que le nom de Dixmude, que lui ont fait connaître les communiqués du généralissime et que M. Ch. Le Goffic a célébré ici même en des pages fameuses. A n'en pas douter, ceux qui arrêtèrent l'armée allemande en marche sur Calais sont des héros et jamais on ne leur rendra assez hommage. Mais parce que les autres n'ont pas eu l'occasion de se faire tuer avec éclat, les horribles disparitions par suite de mines ou de torpilles dues à la guerre sous-marine ayant fini par devenir presque banales, faut-il oublier que, sans eux, les victoires de la Marne et de l'Yser n'auraient pas eu de lendemain?

Le remplacement de l'amiral Rouyer (27 octobre 1914) marque la fin d'une phase caractéristique des opérations dans la Manche et dans le golfe de Gascogne. Partout chassés de la surface des mers, les Allemands vont avoir recours aux submersibles, et en faire un emploi que nous n'avions pas su prévoir, malgré les enseignemens de l'amiral Aube, dont s'inspirèrent nos ennemis. Jugeant des leurs d'après les nôtres, nous nous refusions à en admettre l'efficacité. Il fallut les sanglantes leçons de l'expérience pour qu'on y cherchât remède. Ce furent d'ailleurs les Anglais, beaucoup plus menacés que nous, qui recoururent les premiers à l'armement des chalutiers, lesquels vont remplacer les navires proprement dits de combat dans la chasse aux sous-marins. Braves petits chalutiers ! C'est sur leur entrée en scène, véritable révolution dans les méthodes de la guerre navale, que je terminerai ce récit, me réservant pour une autre fois de conter leurs inlassables et trop souvent mortelles randonnées, à la poursuite d'un invisible et insaisissable ennemi.

Commandant ÉMILE VEDEL.

CE QUE LE MONDE CATHOLIQUE
DOIT A LA FRANCE

I

LA FRANCE AU BERCEAU DE L'ÉGLISE
CROISADES ET PROTECTORAT
LES ROIS TRÈS CHRÉTIENS

On a dit fréquemment ce que la France doit au catholicisme : ceux-là seuls l'ignorent encore qui veulent l'ignorer. L'heure d'histoire que nous vivons nous commande d'indiquer, inversement, ce que le monde catholique doit à la France. Dans l'univers en armes, quelques nations se rencontrent, dont les chancelleries s'affirment toujours neutres; mais partout les cœurs ont commencé d'opter. L'option de certains catholiques « neutres » est parfois douloureuse pour nous : leur presse, leurs manifestations, leurs silences semblent attester qu'entre la France qui ne suivit pas Calvin et la Prusse qui suivit Luther, c'est vers celle-ci qu'ils inclineraient. Nous osons croire qu'un regard sur quelques pages de notre passé, sur quelques traits de notre génie, leur persuaderait de reviser leur jugement : au nom de l'équité, au nom de la communauté de foi, nous espérons de leur impartialité ce début de résipiscence.

Ils pourront continuer de dénoncer nos fautes et d'accuser nos péchés : tout homme est pécheur et tout peuple est pécheur.

La France, non moins qu'eux-mêmes, est soumise à cette loi. Mais nous avons le droit de dire qu'ils connaissent mal la France, lorsqu'ils ignorent ou lorsqu'ils taisent l'attrait permanent d'un certain nombre d'âmes françaises pour les besognes rédemptrices et pour les héroïques activités du repentir. Les « convertis » et les pénitentes dont l'humilité fut l'une des gloires de notre dix-septième siècle, et les troupes mortifiées de religieuses dites « réparatrices, » que notre dix-neuvième siècle multiplia, représentent à leur façon l'un des aspects de la France. Aux justiciers improvisés qui dressent avec âpreté le bilan de nos défaillances, qu'il nous soit permis d'opposer un autre bilan, celui des expiations volontaires qui tenacement en poursuivaient le rachat.

Fatigués à la longue de nous interpeller sur nos torts, ils nous reprocheront, peut-être, d'attacher trop de prix à nos services. Et s'ils veulent dire, simplement, qu'il n'y a pas de commune mesure entre les bienfaits que l'Église réserve à ses ouailles et les bons offices qu'elles peuvent lui rendre, nous en conviendrons aisément, joyeusement; car l'insolvabilité, qui vis-à-vis des hommes est un tourment, devient, vis-à-vis de Dieu, la suprême joie de l'amour. Loin de nous la pensée de poser ici notre France en créancière de la puissance spirituelle! Il ne serait plus un fils de l'Église, le peuple qui cesserait de se sentir son débiteur. Les révélations qu'elle projette sur nos vies, les disciplines dont elle les encadre, les grâces dont elle leur propose l'acceptation, apparaissent à ceux qui croient en elle comme échappant à l'évaluation des comptabilités humaines : leur foi même leur remontre qu'ils ne pourront jamais lui rendre l'équivalent de ce qu'ils lui doivent, et que leur dévouement n'acquittera jamais leur gratitude.

Mais s'il est exact d'affirmer que dans le corps de l'Église chaque peuple a son rôle à jouer, — un rôle de membre, — et que tous les peuples, « membres les uns des autres, » sont appelés à collaborer, et que de l'enchevêtrement de leurs rôles résulte la vie collective du corps commun, le membre qu'est la France peut, sans fatuité, réclamer des autres membres reconnaissance et respect. Se tournant vers les catholiques du dehors, la France a le droit de leur dire : « Que vous le vouliez ou non, je tiens une place dans l'histoire de vos âmes; je la tiens par mes soldats et par mes missionnaires, par mes

penseurs et par mes artistes, par mes saints et par mes sanctuaires; rentrez en vous-mêmes et connaissez-vous vous-mêmes; vous y retrouverez quelque chose de mon apport. Bénéficiant de la vie de l'Église, vous tirez dès lors avantage de tout ce que j'ai fait et de tout ce que je fais en vue d'enrichir et d'épanouir cette vie. Et si, remontant dans le passé de votre peuple, il vous advient peut-être de discerner mon influence à certains tournans de sa vie spirituelle, j'ai confiance qu'alors, vous qui diffamiez une partie de moi-même et négligiez d'observer l'autre, vous commencerez au moins de m'accorder votre justice, et le reste par surcroît. »

I

La première page de l'histoire franque, — celle dont Clovis est le héros, — fut décisive pour la fortune du Christ. Observons l'Occident vers le milieu du cinquième siècle : au nom de l'Empire et contre l'Empire, des barbares règnent partout, sur les populations romaines. Ils s'appellent Genséric en Afrique, Ricimer en Italie, Théodoric et Euric en Aquitaine; et tous se font du Christ une idée qui n'est pas celle de l'Église de Rome. Ils adorent un Christ diminué, déchu de son éternité, un Christ qui n'ose plus être pleinement Dieu, le Christ d'Arius. Derrière leurs armes victorieuses, c'est ce Christ-là qui chemine : Gépides et Ostrogoths propagent en Germanie sa gloire pâlie; et les Wisigoths, surtout, sont pour lui d'infatigables fourriers. Ils le portent chez les Suèves d'Espagne, chez nos Bourguignons; et les uns et les autres cessent d'être catholiques. « La nation wisigothe, écrit Jornandès, attire de toutes parts aux pratiques de la secte arienne tous les peuples qui parlent sa langue. » Le Christ de Rome et de Nicée, le Christ d'Athanase et du pape Jules, garde ses évêques, ses prêtres, ses fidèles, parmi les populations romaines sur lesquelles s'asseoient les souverainetés barbares. Mais Euric se fait persécuteur; il emprisonne, il exile; et l'évêque Sidoine écrit douloureusement : « Le nom de catholique est tellement odieux à sa bouche et à son cœur, que l'on peut douter s'il n'est pas plutôt le chef de sa secte que le roi de sa nation. » Il semblait que saint Prosper eût triomphé trop tôt lorsqu'il avait chanté Rome « s'assujettissant par la religion ce qu'elle n'avait pu subjuguer par les armes. » Avec les barbares et par

les barbares, l'arianisme régnait, et menaçait l'Église de Rome de n'être plus qu'une vaincue.

Un nouveau flot survint : Clovis le conduisait. Ce flot descendait de la région de Tournai, où les ariens venaient de déposer un évêque catholique; et l'arianisme, guettant cette nouvelle famille de barbares, avait déjà séduit la sœur même de Clovis. Mais l'ascendant de sa femme Clotilde, — une Burgonde demeurée catholique, — fit prévaloir auprès de lui les démarches des évêques gallo-romains; il élut un de leurs baptistères, celui de Reims, pour être fait chrétien. « La Providence divine, lui écrivait aussitôt des lointains bords du Rhône l'archevêque saint Avit, a découvert l'arbitre de notre temps. Le choix que vous avez fait pour vous-même est une sentence que vous avez rendue pour tous. Votre profession de foi, c'est notre victoire à nous. » Il y avait enfin, pour la première fois depuis cent ans, un chef barbare dont l'âme cherchait à Rome son *Credo ;* et ce chef était un conquérant.

Entre lui et les Wisigoths ariens, la lutte s'engagea : il fut vainqueur. « Le roi Clovis, commentera plus tard Grégoire de Tours, confessa l'indivisible Trinité, et puis, aidé par elle, il accabla les princes hérétiques. » Repliés à jamais vers les Pyrénées, ils durent les repasser, en 531, sous une dernière poussée du Franc Childebert. La puissance politique sur laquelle s'appuyait de préférence le Christ arien était déracinée de la Gaule par les Francs. Ce fut en 534 le tour de l'autre royaume où l'arianisme un instant s'était complaisamment étalé : la Burgondie. Elle succombait devant les armes franques. Romains et barbares, en Gaule, avaient désormais la même foi, qui scellait la fraternité nouvelle de leurs âmes : Clovis et sa famille avaient, en faveur de Rome, opéré cette révolution.

Mais saint Avit ouvrait aux Mérovingiens de plus vastes horizons. « Puisque Dieu veut bien se servir de vous pour gagner toute votre nation, écrivait-il à Clovis, offrez une part du trésor de foi qui remplit votre cœur à ces peuples assis au delà de vous, et qui, vivant dans leur ignorance naturelle, n'ont pas encore été corrompus par les doctrines perverses ; ne craignez pas de leur envoyer des ambassades, et de plaider auprès d'eux la cause de Dieu qui a tant fait pour les Francs. »

Saint Avit dessinait ainsi la vocation missionnaire de la France : il montrait au loin les païens. Mais tant qu'il resta

des ariens, c'est d'eux, tout d'abord, que la famille mérovingienne s'occupa : elle leur envoya des ambassadrices. Une Clotilde, une Ingonde s'en furent au delà des Pyrénées préluder à la conversion de l'Espagne wisigothe ; une Clodoswinde, mariée chez les Lombards, mettait en ligne, contre l'arianisme, les argumens que lui expédiait, de Trèves, son correspondant saint Nicet. Le nom d'arien allait bientôt devenir une façon d'outrage dont on stigmatiserait, jusqu'en plein Moyen âge, quiconque serait suspect d'hérésie; et le Christ de Clovis, le Christ de Reims et de Rome, successivement adopté par les diverses nations barbares, régnait définitivement sur l'Europe occidentale, en Fils éternel du Père, tel que les grands conciles l'avaient défini.

II

Sa royauté, au bout de deux siècles, fut l'objet d'une formidable menace. « Les royaumes du monde, avait dit Mahomet, se sont présentés devant moi, et mes yeux ont franchi la distance de l'Orient à l'Occident. Tout ce que j'ai vu fait partie de la domination de mon peuple. » Les Arabes voulurent que l'Espagne et la France, peuple du Christ, devinssent le peuple de Mahomet. Les colonnes d'Hercule barraient les portes de la chrétienté : Tharik fit effraction, leur imposa son nom, Djebel-Tarik, Gibraltar; et il passa. Un autre flux envahisseur succéda, s'épandant sur toute l'Espagne : Moussa, d'avance, en avait tracé la route ; au delà de l'Espagne, il visait la « Grande Terre, » la France, et voulait s'en retourner ensuite vers Damas, par l'Allemagne, par les Balkans, par l'Asie-Mineure. Parmi les compagnons de ce visionnaire octogénaire, il en était un, son aîné de vingt ans, qui avait connu Mahomet : dans ces têtes branlantes, toutes les ambitions de l'Islam avaient conservé leur jeunesse; elles voulaient que les vagues islamiques, submergeant l'Europe, franchissent la distance de l'Occident à l'Orient, comme s'étaient promenés, de l'Orient à l'Occident, les regards du Prophète. Entre le rêve et l'exécution, un obstacle s'interposait : la France.

L'Islam, en 721, commença de la violer. Le duc Eudes d'Aquitaine, sous les murs de Toulouse, fit payer cher aux Arabes d'Elsamah cette première tentative. Narbonne pourtant

succomba, et l'on put croire que la Méditerranée serait bientôt une mer musulmane. D'autres incursions survinrent, insultant Lyon, Mâcon, Dijon, pillant les couvens et les églises, et traînant chez nous des hommes de l'Atlas, et du Sahara, et de l'Arabie, qui venaient s'installer. Un jour de 732, toute cette cohue cessa de s'éparpiller : Abdérame la lança vers la vallée de la Loire. Au passage de la Dordogne, il y eut tant de chrétiens tués, que « Dieu seul put se faire une idée de leur nombre, » et dans cette armée, folle de vaincre, le butin s'entassait. Elle visait Saint-Martin de Tours; elle rencontra Charles Martel. « Tel le marteau, lit-on dans les *Chroniques de Saint-Denis*, qui brise et froisse le fer et l'acier et tous les autres métaux, ainsi Charles froissait-il et broyait-il par la bataille tous ses ennemis. » La plaine de Poitiers, comme la plaine de Toulouse, devint pour la foule musulmane le pavé des martyrs. L'Islam, après sept jours, recula, et plus jamais il ne revint. Il y avait cent ans exactement que Mahomet était mort ; la semaine de Poitiers termina brutalement, par un définitif reflux, un siècle d'expansion progressive, incoercible. L'épée de Charles Martel signifiait aux deux moitiés du monde, la moitié islamique et la moitié chrétienne, que Mahomet n'irait pas plus loin. A l'abri du mur qu'avaient opposé les Francs, et dont Pépin le Bref consolida les assises en reprenant aux Arabes notre littoral méditerranéen, la chrétienté occidentale pouvait désormais se constituer, à l'écart de l'Islam, contre l'Islam.

III

Mais autour du Latran, cime de cette chrétienté, les nuages s'accumulaient. Les équipées lombardes, chaque jour plus indiscrètes, apparaissaient aux Romains comme l'humiliant prodrome d'une domination barbare. « Peuple spécial de saint Pierre, de l'Église, » ils tenaient à rester Romains, et le Pape voulait ce que voulait son peuple. La pompeuse faiblesse de Byzance ne pouvait plus rien pour lui. Et les Lombards, rôdant aux abords de la Ville Éternelle, commençaient de saccager ces colonies agricoles dont les revenus aidaient le Pape à faire vivre, dans Rome, le menu peuple chrétien. C'était là grand dommage et grand deuil pour le « vénérable clergé de la sainte Église de Dieu, » car il avait besoin de ces petites gens pour

tenir en respect l'aristocratie militaire, toujours menaçante pour sa liberté spirituelle. Ainsi chancelait l'équilibre du fragile et précaire édifice où la Papauté vivait au jour le jour, disgracieusement logée.

Moralement responsable du sort de Rome vis-à-vis des Romains, effectivement responsable des libertés de l'Église vis-à-vis de Dieu, le pape Étienne II s'inquiétait. Au déclin de l'année 753, il passa les Alpes, pour aller voir Pépin, fils du glorieux Martel, ce Pépin dont son prédécesseur, le pape Zacharie, avait ordonné qu'il fût roi. Étienne l'implora « pour la cause de saint Pierre et pour la république des Romains. » Pape et roi conférèrent : Pépin accepta d'être « commis par Étienne, — lui et ses fils, — à la protection de l'Église et du peuple de Rome. » Le titre de patrice des Romains, dont Étienne décora Pépin, marquait au duc de Rome, — et même à l'exarque de Ravenne, si d'aventure il en existait encore un, — que ces autorités byzantines étaient périmées, et que la seule puissance séculière dont désormais les Romains voulaient entendre parler était celle des Francs.

Astolf, roi des Lombards, apprit bientôt à ses dépens que cette puissance ne chômait point. Deux fois vaincu, il dut rendre au roi des Francs toutes les terres qu'il avait conquises sur l'empire de Byzance : et le roi des Francs les céda « pour toujours » à l'apôtre Pierre. Charlemagne les défendit, les arrondit, et l'acte par lequel le pape Léon III, à la Noël de l'an 800, fit de lui, dans Saint-Pierre, l'empereur des Romains, ratifia cet autre geste par lequel la tutélaire puissance des Francs avait remplacé, près du Pape, l'impuissante et inconsistante tutelle des empereurs de Byzance.

« Pour toujours, » avait stipulé Pépin dans sa donation. Entre la générosité du roi franc et les éloquens et suprêmes plaidoyers d'un Dupanloup réclamant en vain pour le pape Pie IX l'intégrité du don fait au pape Étienne II, onze siècles passèrent. Pépin, pour onze siècles, avait logé la papauté : problème ardu s'il en fut. Jésus la laissa sur terre, derrière lui. Il faut qu'elle s'y enracine, et qu'elle y besogne, et qu'elle s'y tienne à la disposition de tous, à proximité de tous, servante des serviteurs de Dieu ; et d'autre part, pour être respectée, il faut qu'elle apparaisse libre, indépendante de toute souveraineté terrestre, étrangère à toute influence terrestre, dégagée, si faire

se pouvait, de tout voisinage terrestre. Voilà son vouloir, et voilà le vouloir des consciences chrétiennes. C'est apparemment un paradoxe qu'un tel vouloir; car on ne peut être, à la fois, sur terre et au-dessus de la terre. Mais dans ce paradoxe même, il y a une idée-force, avec laquelle les réalités politiques devaient entrer en compromis : l'établissement territorial que constitua Pépin fut un essai de compromis, dont la longue durée mérite l'hommage de l'histoire.

Le don de Pépin au Saint-Siège n'est plus qu'un souvenir; le don du Saint-Siège à Pépin subsiste. Le pape Paul, en 757, avait, à la demande de Pépin, dédié dans Saint-Pierre un sanctuaire à sainte Pétronille, réputée fille de l'Apôtre : la France, dans cette chapelle, se considérait comme chez elle. « Rome mérite qu'on l'aime, écrira plus tard Montaigne, confédérée de si longtemps et par tant de titres à notre couronne. » La chapelle de sainte Pétronille attestait cette « confédération. » La France avait là des droits que, de temps à autre, nos diplomates exhumaient : une dépêche du cardinal d'Ossat, une dépêche de Chateaubriand, faisaient valoir notre patronat sur ce petit sanctuaire. Le pouvoir temporel avait depuis dix-neuf ans disparu, lorsqu'en 1889 le cardinal Langénieux et les pèlerins de la France ouvrière, l'ambassadeur Lefebvre de Béhaine et le pape Léon XIII, se trouvèrent d'accord pour restaurer en tout son éclat l'antique fondation. L'offrande d'un nouveau reliquaire revivifia les souvenirs; et sur le reliquaire cette inscription s'alignait : « Garde sous ton patronage, ô Pétronille, le pacte d'alliance aujourd'hui ressuscité que conclurent jadis, sous tes auspices, la mère Église et la France sa fille aînée, 757-1889. » De telles alliances de dates n'étaient pas pour effrayer Léon XIII : il remplissait encore les fonctions de pontife, en jetant à travers l'histoire, d'un geste imprévu, certaines arches de pont.

IV

De Maistre écrit en son livre *Du Pape* : « Les Français eurent l'honneur unique, et dont ils n'ont pas été à beaucoup près assez orgueilleux, celui d'avoir constitué (humainement) l'Église catholique dans le monde, en élevant son auguste chef au rang indispensablement dû à ses fonctions divines. » Quelque unique que fût cet honneur, un autre, plus insigne encore, atten-

dait la France. Pépin venait d'installer l'armature terrestre dans laquelle devaient s'encadrer, conformément à sa constitution divine, la vie et l'action de la papauté. Des siècles succédèrent, le dixième, le onzième, où, malgré les commodités territoriales dont jouissait désormais le Saint-Siège, la constitution divine de ce pouvoir parut elle-même se voiler. Il devint la propriété des hautes familles romaines, puis des empereurs saxons; et la chrétienté s'aperçut un jour, suivant le mot de Mgr Duchesne, qu' « on devenait pape à l'avancement, dans la hiérarchie de l'Église germanique. » Il fallait un instrument bien fort, pour extirper ces abus : l'instrument se forgea en France.

En l'année 910, au lendemain même de certains scandales qui ternissaient le prestige de la papauté, Guillaume, duc d'Aquitaine, avait offert « aux apôtres Pierre et Paul » un rendez-vous de chasse, qu'il possédait dans le Mâconnais : il voulait qu'à la turbulence des chenils succédât, dans ce coin de terre sauvage encore, la pacifique prière des Bénédictins, et que ces moines ne relevassent que du Saint-Siège. De cet acte de confiance envers une papauté qui paraissait décadente, l'ordre de Cluny était né. Parmi l'immense morcellement féodal, le Siège Apostolique faisait l'effet de n'être plus qu'un pouvoir local. Planant par-dessus l'éparpillement des fiefs et la variété même des nations, l'ordre de Cluny rendit à l'Église la notion d'unité et aux Papes la conscience de leur souveraineté.

Odon, qui mit vraiment l'Ordre en branle, avait quitté sa stalle de Saint-Martin de Tours pour s'en aller à Rome : il s'en était revenu, plein de tristes visions. Tout autre en eût conclu : Rome se meurt. Mais les Clunisiens, comme le dira plus tard Grégoire VII, imitèrent les saintes femmes de l'Évangile, venant veiller et prier devant le sépulcre du Maître. Ils croyaient, — d'une foi qui savait, — que pour le vicariat du Christ l'heure de la résurrection était proche. Tels les Grecs du VIIe siècle avant notre ère, qui s'en allaient jalonner de leurs industrieuses colonies le littoral barbare, tels les moines clunisiens, s'éloignant douze par douze de leur patrie la France, édifièrent à travers l'Europe deux mille foyers de prière, de travail et d'influence spirituelle, d'ardente et laborieuse confiance dans le renouveau de l'Église de Dieu. « C'est le plus noble membre de mon royaume, » dira Louis VI au sujet de Cluny; et un abbé de l'Ordre pourra se flatter, au XIIe siècle,

d'avoir pour amis presque tous les prêtres de l'Église latine.

Les Clusiniens connurent cette bonne fortune, à l'heure où la Papauté avait besoin d'eux, de posséder des abbés qui avaient une longévité de patriarches. Saint Mayeul, saint Odilon, saint Hugues, remplirent à eux trois, de 965 à 1109, une période de cent quarante-quatre ans, et, durant cette période, la Papauté fut sauvée. Le libre monastère qui ne dépendait que du Pape voulait que le Pape ne dépendît plus que de Dieu. Cluny, d'abord, se servit des empereurs pour affranchir le Saint-Siège du joug des barons romains : Odilon collaborait avec Otton III pour l'avènement à la tiare du moine Gerbert, un Français qui venait de Saint-Géraud d'Aurillac, abbaye réformée par Cluny. Après le joug féodal, le joug impérial devait fléchir à son tour : Hildebrand, formé sur l'Aventin par les maximes clunisiennes, concerta sa ruine. Il revendiqua pour l'Église la pleine liberté des élections pontificales ; et lorsque sous le nom de Grégoire VII il coiffa la tiare, Hildebrand, pour sa grande œuvre de réforme, fit appel à Cluny.

La force multipliée de ces « moines noirs » militait en tous pays pour l'indépendance du Pape : force souple et rigide, tentaculaire et tout en même temps unifiée, qui par le seul fait de son existence assurait la circulation de la parole pontificale à travers l'Europe. Le jour où Grégoire VII voulut porter à la connaissance du monde chrétien l'encyclique où il déclarait que les princes n'avaient conspiré contre lui que parce qu'il n'avait pas voulu se taire sur les périls de l'Église et céder à ceux qui la mettaient en captivité, il ordonna que cette encyclique fût tout de suite portée à Cluny. Il savait que nulle puissance humaine ne pouvait étouffer les échos de Rome, quand c'était Cluny qui les répercutait. En ce coin de France fonctionnait une sorte de télégraphie spirituelle, qui libérait de toute entrave le verbe du Pape ; elle projetait ses antennes jusqu'en Allemagne, jusque dans la terre obstinée qui, suivant le mot de Guibert de Nogent, « ne faisait rien que ce qui pouvait peiner et ennuyer le Pape, et résistait toujours aux commandemens de Rome. »

Et la grande œuvre collective, où Rome et Cluny s'associaient, fut parachevée par trois papes issus de Cluny : Urbain II, l'ancien grand prieur ; Pascal II, l'ancien novice ; Calixte II, l'ancien élève de saint Hugues. La solution très pondérée, très

libérale, qui mit un terme à la querelle des investitures, fut l'œuvre de ces deux derniers papes, et fit accepter par la chrétienté laïque les prérogatives légitimes du sacerdoce, telles que les avait précisées, avec le concours des bons canonistes de Liége, le bon sens français.

Six siècles d'histoire, dont l'Église sortit forte et fière, nous ont montré la France de Clovis remettant sous les yeux du monde barbare le Christ en toute sa gloire ; la France de Charles Martel consolidant pour toujours, à l'Occident, la frontière défensive de la chrétienté; la France de Pépin donnant aux papes pignon en Europe ; la France des Clunisiens préparant la transformation d'une Papauté à demi serve en une Papauté pleinement souveraine : voilà l'œuvre de la poigne française et de la vigilance française durant la période de fondation de l'établissement catholique.

V

Il n'est peut-être pas un mot, dans la langue humaine, qui soit plus riche d'ambitions que le mot « catholique. » Il vise, sur toute la terre, toutes les âmes, et, dans chacune, le tout de l'âme. C'est un mot qui devant nous fait reculer l'horizon ; et les seules limites qu'il permette à nos regards sont celles que s'assigna lui-même, au jour où fut créée la terre, le geste de Dieu. Le catholicisme est une expansion toujours en acte ; et dans cet acte incessant il eut toujours la France pour outil.

La croisade fut par excellence une besogne française, issue d'une idée française. *Il popol franco* : c'est ainsi que le Tasse, au XVI[e] siècle, qualifie les croisés. « Les temps étaient venus, dit un chroniqueur, que le Christ avait fixés dans son Évangile, lorsqu'il dit : Qui est avec moi prenne ma croix et me suive; et ce fut en Gaule que le grand mouvement s'ébranla. » Urbain II, qui venait d'excommunier le roi de France pour adultère, préside au concile de Clermont : il entraîne l'Europe à la suite des chevaliers et des manans de France, et la première croisade se met en branle, à la voix de ce Pape français. La voix de saint Bernard, un autre Français, signifie à l'Allemagne, pour qu'elle se mobilise, l'élan que le roi Louis VII va prendre vers Jérusalem, et la seconde croisade vogue à son tour vers l'Orient.

Pierre le Vénérable, dans une lettre à Louis VII, commente sa vocation de croisé :

Les princes juifs, de l'ordre de Dieu et par la force des armes, détruisirent les nations profanes et conquirent leur territoire pour Dieu et pour eux-mêmes. Le roi des chrétiens, par le commandement du même Dieu, vaincra les Sarrasins, ennemis de la vraie foi, et il s'efforcera de s'emparer de leur territoire pour Dieu, et non pas pour lui-même.

« Non pas pour lui-même, » remarquez le mot ; et de fait, les rois de Jérusalem se souvenaient toujours, et les patriarches leur rappelaient au besoin, que Godefroi de Bouillon avait reçu l'investiture de cette ville avec humilité, comme un ministère d'Église, et que l'Église lui avait dit : « Tu es l'homme du Saint-Sépulcre, tu es le nôtre, *homo sancti Sepulcri ac noster effectus.* » Et ce désintéressement, dont à Jérusalem ses successeurs français acceptèrent l'héritage, convenait bien à l'idéalisme de notre race. Les épopées germaniques prédisposaient mal à de pareilles vertus de détachement les combattans d'outre-Rhin : elles faisaient mouvoir tout un monde de héros fiévreusement acharnés à la poursuite d'un trésor, et non point à la victoire d'une idée. La Germanie mettait son cœur où était le trésor des Niebelungen, et près du sépulcre du Christ, il y avait le cœur de la France.

On enrageait, au delà du Rhin, de cette pieuse gloire que s'acquéraient les Français, — les « Francons, » comme les appelait d'un terme de mépris, au XIIe siècle, certain archidiacre de Mayence. Ce prêtre était mécontent parce que Pascal II, — un Pape qui déplaisait à son empereur, — avait trouvé asile en France. Et Guibert de Nogent de lui répliquer : « Si vous tenez les Français pour tellement faibles et lâches que vous croyez pouvoir insulter par vos plaisanteries un nom dont la célébrité s'est étendue jusqu'à la mer Indienne, dites-moi donc à qui le pape Urbain s'adressa pour demander des secours contre les Turcs? N'était-ce pas aux Français? » Mais oui, c'était à eux ; et le chanoine Jean de Wurzbourg, qui dans le courant du siècle visitait la Palestine, ne pouvait s'en consoler. Il traitait de « partiales » les histoires qui attribuaient la prise de Jérusalem aux seuls Français, et de partiales les inscriptions qui près du Saint-Sépulcre parlaient comme les historiens. « On passe

sous silence le nom des Allemands, » grognait-il. Il allait de forteresse en forteresse, de marché en marché; et sa plume notait avec une mélancolie bien amusante : « Pas une place n'a été laissée aux Allemands ! »

N'en déplût à ce naïf précurseur de l'*Alldeutschland* et à son hypocondre confrère de Mayence, l'ouvrage de Guibert de Nogent sur la croisade l'avait, en son titre même, expressément définie : *Gesta Dei per Francos,* les gestes de Dieu par les Francs. L'âme de ce moine sut enfermer en quatre mots l'âme d'une époque et d'une race. Le monastère de Nogent-les-Vierges, où il vivait, s'asseyait entre Soissons et Laon, sur une petite rivière à laquelle la Grande Guerre a fait un nom : l'Ailette. Un peu au Sud-Est, à Reims, la France avait reçu le baptême. La devise de gloire, lapidairement libellée par l'abbé de Nogent-les-Vierges, pouvait apparaître au monde chrétien comme le renouvellement des vœux baptismaux de la France. « C'est par une grâce particulière de l'éternelle Providence, écrivait à l'abbé du Mont-Thabor Pierre le Vénérable, que *notre et votre France* a été choisie, parmi toutes les parties du monde, avant tous les peuples de l'univers, pour délivrer du joug des impies les Lieux Saints. »

La civilisation franque tout entière fut transportée sur cette terre auguste, avec sa hiérarchie, ses coutumes féodales, son art. Toutes les églises historiques de Terre Sainte, à trois exceptions près, sont d'architecture française; toutes sont filles de l'art de Cluny; et les constructions mêmes du Saint-Sépulcre portèrent l'empreinte de la France. Deux mille lances consacrées à Dieu, — lances de Templiers, lances d'Hospitaliers, — veillaient sur cet essai de royaume de Dieu, où malheureusement la lascivité des mœurs orientales eut tôt fait de s'implanter. « Les guerriers bien-aimés, les Machabées nouveaux choisis par le Seigneur : » ainsi le pape Adrien IV qualifiait-il ces moines soldats. Les Hospitaliers, fondés par des marchands d'Amalfi pour le soin des pèlerins, devaient à un Français, Raymond du Puy, le caractère militaire qui fut l'origine de leur gloire; les statuts des Templiers, dessinés par Hugues de Payens et dix autres gentilshommes de France, furent approuvés à Troyes, par un concile français.

En Europe, dès qu'à l'encontre de l'infidèle un coup d'épée s'imposait, la France tenait à être là. Le quart de siècle qui

précéda la première croisade fut marqué, presque annuellement, par de pieuses chevauchées que les moines de Cluny lançaient au delà des Pyrénées : ils recrutaient des courages, en Bourgogne, pour marcher à la rescousse de la Navarre, et de la Castille, et de la Catalogne; sous les drapeaux d'Alphonse VI, aux côtés du Cid, des Français travaillaient à reprendre Tolède sur les Maures. Les détresses de l'Espagne chrétienne et ses exploits superbes obsédaient les consciences croyantes; et nos aïeux aimaient que la merveilleuse chanson de Roland leur parlât de l'Espagne, au temps même où Urbain II venait leur parler de Jérusalem. Le siècle qui suivit la dernière croisade vit Boucicaut faire trois expéditions « ès glaces gelées des marais de Prusse, » pour aider l'Ordre teutonique à combattre le roi de Letho, ce « Sarrasin; » et dans un grand banquet au château de Marienburg, le grand maître de l'ordre, entouré de chevaliers français, célébra le pacte par lequel les Sarrasins de Letho, c'est-à-dire les Lithuaniens, venaient de s'engager à ne piller et à ne brûler aucunes églises des chrétiens. Les chevaliers teutoniques auront, hélas! des successeurs, qui les spolieront au nom de Luther, et puis pilleront et brûleront les églises : ils s'appelleront les Hohenzollern.

Tandis que nos hommes d'armes promenaient à travers l'Europe l'esprit de croisade, poètes et chroniqueurs, remontant les siècles, cherchaient un passé, des devanciers, une sorte de généalogie morale, pour les croisés de France. Les Français du temps jadis, un Charlemagne, un duc Guillaume, prenaient, dans le recul de l'histoire, relief de croisés. Charlemagne combattant les Maures en Espagne ne suffisait plus aux imaginations : elles l'expédiaient à Jérusalem : elles avaient besoin, — je reprends le langage du bon moine Jocundus, — qu'il eût « parcouru la terre entière en combattant ceux qu'il voyait rebelles à Dieu. » Toute une partie de l'histoire poétique du grand Empereur se déroulait ainsi comme un poème de croisade; et les croisés à leur tour se donnaient la splendide illusion, lorsqu'ils traversaient la Hongrie, de suivre « la route que Charles, empereur merveilleux, avait fait construire longtemps auparavant jusqu'à Constantinople. » La croisade, pour se donner élan, inventait dans le passé d'autres croisades, françaises également.

Le prestige du roi saint Louis acheva d'habituer l'Europe

chrétienne à incarner dans notre race l'idée de croisade. Il en fut le confesseur en Égypte, par sa captivité; il en fut le martyr à Tunis par sa mort, — martyr que l'Islam lui-même vénérait, puisque, au dire du moine Guillaume, célerier de Saint-Denis, « les Sarrasins montraient grande révérence au tombeau du feu roi, et baisaient les pieds de sa statue. » Avant ses croisades africaines, peu s'en était fallu qu'à titre de « principal défenseur de la foi orthodoxe et de la liberté de l'Église, » comme le nommait Innocent IV, il ne suscitât une croisade contre son voisin de Germanie, le méphistophélique Frédéric II. Malgré ses charitables efforts pour l'union du sacerdoce et de l'Empire, saint Louis, qui « considérait les affaires de l'Église plus que comme siennes, » — nous dit son panégyriste Guillaume de Chartres, — fut à la veille de faire « proclamer le ban de Notre Seigneur Dieu et du roi Loys son sergent, » en vue d'une guerre sainte contre l'Empereur. Et le pape Innocent IV, tout en faisant ajourner ce dessein, lui écrivait : « Toi seul, pendant que d'autres se taisaient, toi qui émerges avec éclat parmi les rois de la terre, toi seul as eu cette pensée... Que les cieux se réjouissent et que la terre exulte! »

VI

Un jour vint où l'élan des croisades fléchit, sous l'impropice poussée d'une politique plus réaliste. Philippe le Bel demeura sourd aux attirantes propositions que lui faisait apporter, du fond de l'Asie, l'empereur des Tartares, pour une lutte commune contre les Turcs. L'un des publicistes du règne, Pierre Dubois, encore qu'il intitulât son livre : *Le recouvrement de la Terre Sainte,* se préoccupait moins, semble-t-il, de ce but auguste et lointain que des remaniemens européens qu'il préconisait. Mais l'obsession du Saint-Sépulcre continuait, chez nous, d'enfiévrer certaines âmes. L'étranger le savait, et ceux qui chez lui rêvaient encore de croisade regardaient fidèlement du côté de la France. Charles de Valois, Humbert dauphin de Vienne, se croisaient avec éclat, et faisaient peu de besogne : l'attente des âmes, pourtant, ne se décourageait point. En 1332, c'est au roi de France que songeait, pour libérer la Terre-Sainte, le dominicain allemand Brocard, dans son *Directorium;* c'est vers Louis, duc d'Anjou, que se tournaient en 1376 les vœux de sainte Cathe-

rine de Sienne. Le Picard Philippe de Mézières, conseiller de Charles V, dévouait sa plume, son rêve et sa prière, à la fondation d'une milice de la Passion du Christ : les seigneurs, trop souvent fourvoyés par « Vaine Gloire, » n'y devaient point figurer; il aspirait à mobiliser, contre le Croissant, « les gens d'honneur du moyen état de la chrétienté. » L'ami de Philippe de Mézières, Pierre Thomas, un carme natif du Périgord, s'égalait aux plus grands prédicateurs de croisades, en convoquant l'Europe sous l'étendard du roi français de Chypre, Pierre de Lusignan, qui crut un moment, en 1365, retrouver par Alexandrie la route de Jérusalem.

La victoire de Lusignan fut sans lendemain ; trente ans plus tard, à Nicopolis, nos chevaliers trouvèrent en une folle bataille une vaillante mort. Mais l'idée de croisade avait la vie dure; et comme la guerre de Cent ans sévissait, comme elle permettait aux Turcs d'exploiter les discordes de l'Europe, c'est au nom de l'idée de croisade que Robert le Mennot, l'éloquent gentilhomme du Cotentin, et que le poète Eustache Deschamps, et que Jean de Gand, l'étrange ermite jurassien, conviaient à la paix les rois de France et d'Angleterre. Jeanne d'Arc surgit, préparant pour Charles VII la seule paix durable, celle qui lui rendrait la France : l'Occident curieux observait la jeune fille. Des rumeurs s'accréditaient, — le marchand vénitien Morosini s'en faisait le messager, — d'après lesquelles Jeanne mènerait un jour jusqu'en Terre Sainte, vêtus d'une étoffe grise qu'une petite croix constellerait, Anglais et Français réconciliés. Et Jeanne, toute première, écrivait aux Anglais : « Vous pourrez venir en la compagnie du roi de France, là où les Français feront le plus beau fait qui jamais fut fait pour la chrétienté. » L'héroïne par excellence de l'idée de nationalité française apparaissait aux contemporains et se régardait elle-même comme une dépositaire fidèle de la vieille idée de chrétienté et du séculaire programme de croisade (1).

Soixante ans plus tard, la guerre de magnificence que conduisait en Italie la romanesque juvénilité de Charles VIII n'était dans sa pensée, — il l'écrivait au pape Borgia, — que le prélude d'une expédition d'outre-mer « pour le service de Dieu, l'exaltation de la foi et le rachat du peuple chrétien. » Aspira-

(1) Voir notre livre : *Les nations apôtres, vieille France, jeune Allemagne.* Perrin, 1903.

tions vers Jérusalem, aspirations vers Constantinople, hantaient sa fumeuse cervelle : il leur donnait, tout à la fois, la valeur littérale d'un héritage légal, — héritage des rois de Jérusalem, héritage de la maison d'Anjou, — et la grâce enchanteresse d'un rêve un peu fuyant. Louis XII prolongea le rêve : en 1499, soixante-douze ans avant don Juan d'Autriche, la flotte du roi de France, treize jours durant, engagea contre l'Islam une première bataille de Lépante, qui, sans l'inertie des Vénitiens nos alliés, aurait eu des résultats décisifs (1).

Soudainement, dans le premier quart du XVIe siècle, la nation germanique fut l'ouvrière d'une grande dislocation : une affiche théologique, apposée dans Wittenberg, prépara le déchirement de la chrétienté. Villiers de l'Isle-Adam et quatre mille Hospitaliers, après avoir défendu Rhodes magnifiquement, mais en vain, errèrent comme d'héroïques épaves à travers la Méditerranée, jusqu'à ce que Malte les abritât. A Lépante, en 1571, la France fut absente ; la voix de l'évêque François de Noailles suggérant à Charles IX d'établir le protectorat de la France sur l'Algérie et lui affirmant qu' « on pourrait faire avaler aux Turcs cette tiriaque, » resta sans écho. Mayenne prenait trois cents hommes pour s'en aller jouter contre les Turcs ; il semblait que l'idée de croisade n'inspirât plus que des parties d'escrime. Elle n'était plus qu'une gêne pour les Puissances de l'Europe, depuis que la division des âmes chrétiennes avait permis aux manœuvres diplomatiques de l'Islam de s'insérer dans la politique de l'Occident.

Elle survivait, pourtant, dans les imaginations, comme survivait au fond des consciences le souvenir de la vieille chrétienté ; et ces deux idées jumelles, celle de croisade, celle de chrétienté, firent encore effort, à travers le XVIIe siècle, pour se relever du coup formidable que le XVIe leur avait assené. Le Père Joseph, — l'éminence grise de Richelieu, — pensait sans relâche à la croisade, et quelquefois il en parlait. Un jour, courant à Rome, il mit sur pied, d'accord avec Paul V, un projet de campagne dans le Levant, que devait exécuter Charles de Gonzague, duc de Nevers ; et comme les routes étaient longues dans l'Europe d'alors, il composa, tout le long de son retour, quatre mille six cents vers latins qui s'appellent la *Turciade* : le Christ

(1) Le fait a été révélé par M. Charles de la Roncière dans son *Histoire de la Marine française*, III, p. 38-46. (Paris, Plon, 1906.)

lui-même y prenait la parole pour persuader aux rois de se croiser, et pour réserver aux destinées françaises le soin d'ensevelir l'Islam, *servari Francis Mahometica funera fatis.*

Les calendes grecques, une fois de plus, furent profitables aux Turcs; les plans de Charles de Gonzague tombèrent dans l'oubli, mais la foi dans ces « destinées françaises » subsistait toujours. Louis XIV domina l'Europe; et comme on voulait sur sa tête accumuler toutes les gloires, d'aucuns pensèrent, — et des plus illustres, — que celle même de croisé ne devait pas lui manquer. C'est à lui, non à l'Empereur, que Leibnitz adressait l'exposé d'un grand dessein sur l'Égypte : « La France, insistait le philosophe, semble réservée par la Providence pour guider les armes chrétiennes dans le Levant, pour donner à la chrétienté des Godefroi de Bouillon, et avant tout des saint Louis. » Ce fut grande liesse dans les faubourgs de Paris, lorsque les armes chrétiennes, sous les couleurs de France, allèrent du moins jusqu'à Candie; et laborieusement Boileau s'exaltait, pour assigner au monarque un plus lointain rendez-vous :

Je t'attends dans deux ans aux bords de l'Hellespont.

Fénelon voyait encore plus grand :

La Grèce entière s'ouvre à moi, écrivait-il en 1674; le Sultan effrayé recule; déjà le Péloponèse respire en liberté, et l'église de Corinthe va refleurir; la voix de l'apôtre s'y fera encore entendre. Quand est-ce que le sang des Turcs se mêlera avec celui des Perses sur les plaines de Marathon?... Je vois déjà le schisme qui tombe, l'Orient et l'Occident qui se réunissent, et l'Asie qui voit renaître le jour après une si longue nuit.

Nous connaissions surtout l'auteur du *Télémaque* par son imagination païenne; on voit qu'à certaines heures elle pouvait devenir chrétienne. Mais il y a dans ces lignes juvéniles autre chose qu'une rêveuse emphase. Car à ce moment même du grand règne, un capucin tourangeau, le Père Justinien, qui avait étudié à Alep, dédiait deux livres à Louvois, pour lui apprendre « les moyens dont on pourrait se servir pour détruire la puissance ottomane et pour rétablir la religion chrétienne dans les pays d'où elle s'est communiquée au nôtre. » Louvois demeurait attentif, mais Colbert était rebelle; et nombre de pamphlets, inspirés toujours par l'idée de croisade, furent dirigés contre

Colbert au moment où, devant Vienne, Sobieski fit reculer les Turcs sans que la France fût là.

A l'école de son maître Bossuet, le grand Dauphin s'animait contre le Turc. « Je me souviens, écrivait Bossuet au pape Innocent XI, qu'ayant un jour loué Alexandre d'avoir entrepris avec tant de courage la défense de toute la Grèce contre les Perses, le prince ne manqua pas de remarquer qu'il serait bien plus glorieux à un prince chrétien de repousser et d'abattre l'ennemi commun de la chrétienté, qui la menace et la presse de toutes parts. » La politique, souvent, commandait une autre ligne de conduite à l'endroit des Turcs; mais, à l'écart des conseillers royaux qui concertaient cette politique, le précepteur royal et son élève concevaient encore à la façon d'un duel les rapports entre la Croix et l'Islam. Le panégyrique annuel de saint Louis, qu'entendaient la Cour et l'Académie, perpétuait l'évocation des croisades; et cela, durant le XVIIIe siècle, résonnait comme un archaïsme.

Mais certains archaïsmes apparens demeurent des forces : ils peuvent, s'adaptant aux circonstances, faire ressusciter, sous une forme plus neuve, plus opportune, l'idée dont ils furent l'expression momentanée; éprises de sa grandeur, mais lasses de ses lenteurs, certaines âmes deviennent inventives de méthodes nouvelles, où elles se satisfont, et qui libèrent et mettent en branle ce que l'archaïsme recélait d'activement vivant. Parmi les missionnaires français dont un autre article dira les périples, combien, venus plus tôt dans des siècles moins vieux, eussent été des croisés! En fait, aux XVIIe et XVIIIe siècles, l'idée de croisade se transformait, se transfigurait; elle promenait à travers le monde, par le bras des missionnaires, une croix désarmée; mais c'était toujours la croix, et la ressemblance de cette croix avec la croix du Calvaire était même devenue plus pure, puisque l'épée qui jadis faisait escorte, — tout comme le glaive de Pierre rengainé par ordre du Christ, — était désormais maintenue dans le fourreau. Nos philosophes, aussi indifférens à nos missions chrétiennes qu'à nos colonies nationales, considéraient l'idée de croisade comme atteinte de cachexie ; ils se trompaient. Les âmes d'apôtres qui la réalisaient jugeaient autrement qu'eux.

Politiquement, d'ailleurs, elle avait encore quelques soubresauts de vitalité. Lorsque, en 1830, la branche aînée des Bour-

bons, renversée du trône, laissait à la France comme suprême cadeau la précieuse terre d'Algérie, où sous nos trois couleurs trois diocèses allaient fonctionner, l'Église put constater que, depuis la prise de Constantinople par les Turcs, c'était la première grande conquête faite sur l'Islam, et que cette conquête était l'œuvre de la maison de France, fille de saint Louis, et que l'expédition de 1270, douloureusement terminée sur la côte de Tunis, n'avait pas été la dernière croisade, puisque, six siècles plus tard, une autre expédition, celle d'Alger, paraissait en quelque mesure en avoir vengé l'échec.

VII

Il y avait antagonisme, nous l'avons laissé voir, entre les survivances de l'idée de croisade et les maximes nouvelles de tractations avec le Turc : le dessein médiéval de reculer, aux dépens de l'Islam, les frontières de la chrétienté n'avait rien de compatible avec les modernes pratiques de chancellerie qui sollicitaient et marchandaient l'alliance du Turc. Le geste de François I[er], négociant en 1521 avec le sultan Soliman, fut une poignante surprise, voire un scandale, pour les contemporains : le roi de France serrait la main du Turc et s'alliait à lui contre l'Empereur! Mais de la main du Turc un cadeau tombait bientôt, qui s'appela, dans l'histoire, les Capitulations de 1535. En vertu de ce cadeau, les Français voyageant en Orient étaient libres d'observer leur religion, et le Pape, les rois d'Angleterre et d'Écosse pouvaient, en se joignant au traité, obtenir pour leurs sujets les mêmes libertés. Un membre de la catholicité, le membre français, à la faveur même de son pacte avec le Grand Turc, visait à rendre libres, en terre d'Islam, le Christ et les chrétiens. Henri II voulut que son ambassadeur d'Aramon s'en allât jusqu'en Palestine pour examiner, sur place, la situation des religieux latins, et pour la faire améliorer, au nom du roi de France.

Les souvenirs de Charlemagne recevant de Haroun al Raschid les clefs de Jérusalem et obtenant là-bas, dans le quartier de « Latinie, » certaines prérogatives protectrices, les souvenirs de saint Louis promettant « protection à la nation des Maronites, comme aux Français eux-mêmes, » planaient sur ces tractations mêmes, qui faisaient l'effet d'une désertion du passé.

C'était encore en quelque mesure imiter saint Louis, que de multiplier en terre islamique certaines variétés de clientèles, dont la France, en vertu des traités ou même seulement en vertu d'une pratique coutumière, ferait protéger les consciences et respecter la foi. Les Mirdites, tout comme les Maronites, allaient peu à peu devenir nos cliens, en vertu de l'usage ; et la Porte ne s'opposera jamais, — elle en assurera, sous la Restauration, le général Guilleminot, — à ce que nous plaidions auprès d'elle pour les diverses chrétientés ses sujettes.

Mais en ce qui regarde les chrétiens latins, nous demandons à la Porte des textes, et nous les obtenons ; de règne en règne, ils se font plus souples, plus amples et plus riches ; l'admirable édifice des Capitulations, patiemment construit, couvre peu à peu du pavillon de France tous les catholiques des nations occidentales, prêtres, fidèles ou pèlerins du christianisme latin sur les terres du Sultan. Ce n'est plus la méthode des Croisades, et ce n'en est plus l'allégresse fougueuse; mais dans cet effort diplomatique, quelque chose de leurs intentions survit, et l'esprit de croisade n'est pas encore bien loin. Confrontons, pour nous en assurer, deux petits écrits de M. de Brèves, qui fut ambassadeur d'Henri IV auprès du Turc, et qui négocia la précieuse « Capitulation » de 1604.

L'un de ces écrits s'appelle : *Discours abrégé des assurés moyens d'anéantir et ruiner la monarchie des princes ottomans.* Le titre est éloquent. Vingt-deux ans durant, de Brèves a traité avec le Turc ; il rentre en France, et reprend le langage d'un croisé : « Si les princes chrétiens se voulaient résoudre à une union générale, affirme-t-il, dès la première année, ils bouleverseraient le Turc par mer et par terre. » Mais l'autre écrit s'appelle : *Discours sur l'alliance qu'a le Roy avec le Grand Seigneur, et de l'utilité qu'elle apporte à la chrétienté ;* et le même homme, qui tout à l'heure semblait suggérer à Louis XIII un rêve de croisade, énumère maintenant, en diplomate pacifique, tous les beaux cadeaux obtenus du Turc :

Pour donner quelque chose à notre amitié, écrit-il, le Grand Seigneur permet qu'il y ait six ou sept monastères dans la ville et faux-bourgs de Constantinople, lesquels sont remplis les uns de religieux cordeliers conventuels et observantins, les autres de jacobins et, depuis peu, les Pères Jésuites y ont établi leur collège, tellement que Dieu y est servi avec le même culte et presque pareille

liberté que l'on peut faire au milieu de la France; sans mettre en considération un nombre infini de chrétiens grecs et arméniens, lesquels en leurs plus pressantes nécessités, et lorsqu'ils se sentent oppressés, n'ont recours plus assuré, et ne cherchent autre protection que le nom puissant de nos rois, qui les met à couvert par le ministère de nos ambassadeurs... Tous les évêques des îles de l'Archipel subsistent par le seul nom français et se maintiennent avec cette protection.

Puis de Brèves passe aux Maronites, ces autres Français. Mais brusquement transparaît de nouveau, sous la satisfaction du diplomate justement fier de ses œuvres, l'aspiration séculaire, mortifiée, mais frémissante encore, vers la Croisade :

Serait aisé, *si jamais on faisait entreprise pour la conquête de la Terre-Sainte*, de tirer quinze ou vingt mille arquebusiers du peuple maronite, lequel affectionne grandement la religion catholique, mais particulièrement le nom français, auquel ils ont tout leur recours; ce qui rend *d'autant plus considérable* l'intérêt de cette amitié.

Le souffle de croisade se prolonge ; et les lignes suivantes donnent presque l'illusion que le but des croisades fut atteint :

Quelle gloire au roi de France très chrétien, d'être seul protecteur du saint lieu où le Sauveur du monde a voulu naître et mourir! Quel contentement de voir que le Saint-Sépulcre soit servi de trente ou quarante Cordeliers choisis de toutes les nations, lesquels prient Dieu continuellement pour la prospérité des princes chrétiens, et particulièrement pour notre Roy leur seul conservateur, sous l'aveu duquel ils ont pouvoir d'habiter en Hierusalem, y faire librement le service divin, et recevoir les pèlerins de toutes nations!

Une voix se rencontre, à l'instigation des ennemis politiques de la France, pour protester, néanmoins, contre ce « très chrétien » Louis XIII, qui a l'audace de forniquer avec le Turc : c'est la voix d'un étranger. qui signe Armacanus, et l'ouvrage, daté de 1635, s'appelle le *Mars Gallicus*. L'intransigeant personnage qui crie si fort à la mésalliance n'est autre qu'un prélat qui occupe le siège épiscopal d'Ypres; il a nom Jansénius. Sa politique est plus puriste que sa doctrine théologique n'est pure.

Mais ce même Père Joseph que nous avons vu préparer la croisade et même, faute de mieux, la chanter, a répliqué d'avance à l'hérésiarque dans un petit opuscule qu'il intitulait :

Les Alliances du Roi avec le Turc et autres, justifiées contre les calomnies :

Peut-on ignorer que de cette alliance avec le Turc ne résulte un très grand profit *non seulement aux Français, mais à tous les chrétiens?* Ceux qui, par une malice diabolique, blâment cette alliance, pourraient-ils nier qu'ils n'en reçoivent beaucoup de bien? N'est-ce pas en considération de nos seuls rois que tant de chrétiens vivent et font exercice de leur religion ès pays du Grand Turc, que le Saint-Sépulcre y est conservé et visité par tant de pèlerins?

Ces exposés de M. de Brèves, du Père Joseph, projettent une belle lumière sur le mélange d'idéalisme religieux et de sens des réalités politiques qui distingua ces âmes de diplomates catholiques : ils nous permettent de ressaisir, sous les ondoyantes diversités des méthodes et sous l'apparente contradiction des politiques successivement possibles, une réelle et profonde continuité d'esprit, et véritablement une suite, dans l'action religieuse de l'ancienne monarchie française. Un jour de 1673, le crieur public descend dans les rues de Paris, pour annoncer le succès des négociations que l'archéologue Nointel vient de conduire à Constantinople, de la part de Louis XIV. Et voici ce qu'il proclame : « Renouvellement de l'alliance du Grand Seigneur avec le Roi et rétablissement de la religion catholique au Levant. » Les deux faits sont criés comme étant connexes : l'amitié de la France avec le Croissant se flatte d'être un avantage pour la Croix, et elle le prouve.

Tout le long du grand siècle, le roi de France, — « le plus parfait ami, » comme disait le Sultan, — manœuvre auprès de Sa Hautesse pour avoir un consul à Jérusalem : en 1713, ce consul s'installe, il n'en bougera plus. La fin du XVIIIe siècle est tragique : il n'y a plus de roi de France. M. de Herbert Ratkul, internonce impérial, s'agite beaucoup, au nom de l'Empire d'Allemagne, pour faire transférer à son maître les prérogatives de la monarchie défunte; à Rome, le préfet de la Propagande demeure froid, il a encore confiance dans la France. L'Espagne, aussi, songe aux chrétiens de là-bas; elle est toute prête à les protéger à son tour, et le fait savoir au Directoire; le Directoire refuse. Il n'y a plus de roi, mais la France reste.

En 1796, elle a pour représentant à Constantinople Aubert-Dubayet : à la demande du Père Hubert, préfet apostolique des

Capucins de Grèce, il recommande à tous nos agens du Levant la protection des églises chrétiennes. Quelques années se passent, et notre ambassade, ne se contentant plus d'être protectrice, favorise activement, là-bas, l'expansion du nom chrétien. Dès le 10 mars 1802, notre chargé d'affaires Ruffin, dans une curieuse lettre au préfet de la Propagande, le supplie d'envoyer en Grèce un renfort de Capucins, et comme ils se font attendre, le voilà qui suggère qu'on pourrait envoyer des Capucins étrangers, même des Allemands (1). Des agens comme Aubert-Dubayet, comme Ruffin, prévenaient toute solution de continuité entre la France d'hier et celle de demain. La France de demain, c'était Bonaparte; et comme Premier Consul, en octobre 1802, Bonaparte écrivait : « L'ambassadeur à Constantinople doit reprendre sous sa protection tous les hospices et tous les chrétiens de Syrie, d'Arménie, et spécialement toutes les caravanes qui visitent les Lieux Saints. »

Un autre Bonaparte, un demi-siècle après, réclamera pour les chrétiens latins la possession des Lieux Saints : d'anciens firmans se retrouveront dans les archives de nos rois, pour appuyer la revendication. Les régimes succèdent aux régimes, les systèmes aux systèmes; mais le protectorat de la France subsiste : on dirait qu'il participe de l'immobilité de l'Orient. Sous une façade d'immobilité, il y a un dynamisme, qui toujours agit.

La troisième République s'établit, fait l'inventaire de l'héritage qu'elle recueille : elle y trouve ce dynamisme, et sa maxime est de le maintenir. En 1878, elle s'entend avec l'Europe, en 1888, elle s'entend avec Léon XIII pour que le protectorat religieux, avec tous ses droits, avec tous ses devoirs, continue d'être son privilège, à elle. Depuis Jean de la Forêt qui, soixante-douze ans après l'entrée des Turcs à Constantinople, demande et obtient d'eux, au nom de François Ier, tolérance et respect pour les catholiques d'Occident, jusqu'au comte Lefebvre de Béhaine, qui fait en 1888 stipuler par la Propagande que les missionnaires de tous pays, s'ils ont besoin d'aide, doivent recourir aux consuls et agens de la République française, la France apparaît constamment comme la protectrice des intérêts religieux dans le Levant.

(1) Voir l'ouvrage du P. Hilaire de Barenton : *La France catholique en Orient durant les trois derniers siècles d'après des documens inédits.* (Paris, Poussielgue, 1902.)

Lorsque le sang français, de 1854 à 1856, coula pour la question des Lieux Saints, lorsqu'en 1860 il coula pour les Maronites, Rome et l'Europe apprirent que, même au XIXe siècle, notre glorieuse prérogative nous imposait d'austères devoirs et parfois d'onéreux sacrifices, et qu'allégrement nous les acceptions. Elle s'est maintenue jusqu'au matin de la Grande Guerre : aujourd'hui l'avenir en est indécis comme toutes les destinées du monde. L'histoire a d'amusans retours : on verra peut-être ce protectorat, dont l'origine fut une causerie un peu compromettante entre la vieille France et l'Islam, devenir un jour le point de départ d'une reprise de conversation entre une tout autre France et une autre souveraineté religieuse.

Les méthodes de notre protectorat dans le Levant furent à certains égards calquées en Chine par le second Empire. La monarchie de Juillet avait obtenu que la liberté d'être chrétiens fût rendue aux Chinois; le baron Gros, ambassadeur de Napoléon III, compléta l'œuvre. Après avoir fait déclarer inviolables les propriétés des missionnaires, il s'entendit avec le Céleste Empire pour élaborer des formules de passeports spéciaux qui seraient délivrés aux missionnaires de toutes nationalités sur la demande exclusive de la légation de France. La France aspirait, dans l'Extrême-Orient comme dans le Levant, à devenir, si l'on ose dire, l'universelle chargée d'affaires de l'Église catholique. Rome, il y a trente ans, songea sérieusement à installer un nonce à Pékin : Lefebvre de Béhaine intervint. L'activité de son rôle, à défaut même de souvenirs qui nous sont chers, suffirait pour ramener souvent son nom sous notre plume. Il remontra obstinément qu'une nonciature était inutile, puisque là-bas il y avait la France; M. de Freycinet encourageait sa fermeté. Et la France garda, là-bas, ses devoirs et ses privilèges.

Onze siècles en arrière, saint Boniface, — un saint très discuté par certains Allemands d'aujourd'hui parce qu'il tentait, au nom du Pape, de civiliser la Germanie, — écrivait à Daniel, évêque de Winchester : « Sans le patronage du prince des Francs, je ne puis ni gouverner le peuple des fidèles, ni corriger les clercs, les moines et les nonnes; sans ses instructions, je ne puis parvenir à empêcher en Germanie les rites des païens, les sacrilèges des idoles. » Voilà l'un des premiers textes de l'histoire, concernant la protection française donnée aux mis-

sions. Avant de réinstaller le Christ en terre d'Islam par son protectorat religieux, avant de renverser devant le Christ, à coups de traités que précédèrent souvent des coups de canon, les barrières qu'opposait l'Extrême-Orient, la France avait tout d'abord, avec Charles Martel, Pépin, Charlemagne, besogné au delà du Rhin, pour le Christ, contre Odin. Le Christ que les princes francs présentaient à la Germanie du VIIIe siècle exerçait, du fait de leurs mœurs, une certaine dureté de joug; et le bras de Charlemagne avait d'autres méthodes, pour édifier les autels, que la diplomatie du XIXe siècle.

Le bras de Charlemagne, instrument de l'absolue souveraineté du Christ, voulait qu'il régnât sans partage; la diplomatie du XIXe siècle, ambassadrice de l'idée de tolérance, voulait qu'il cessât d'être un banni et que des religions jusque-là jalouses partageassent avec lui la liberté d'action sur les âmes. Mais par l'effet d'une paradoxale harmonie, le vouloir de ces deux Frances, si distantes par les dates et si diverses par l'esprit, servit continument la diffusion de l'Église. Dans la culture orientale du XIXe siècle comme dans la barbarie germanique du VIIIe, c'était toujours le Christ qui faisait son entrée, sous la protection de la France.

VIII

Les Papes aimèrent, à travers l'histoire, cette puissance qui se faisait officiellement la fourrière du Christ; et pour lui exprimer leur cœur, ils trouvaient d'étincelantes formules, dont certaines sont comme des bréviaires d'histoire. Écoutons Grégoire le Grand s'adressant à Childebert II :

> La couronne de France est autant au-dessus des autres couronnes du monde, que la dignité royale surpasse les fonctions particulières. Régner est peu de chose, puisque d'autres que vous sont rois, eux aussi ; mais ce qui vous constitue un titre unique, que les autres rois ne méritent point, c'est d'être catholique. Et de même que c'est dans les ténèbres d'une nuit profonde qu'un flambeau brille de tout son éclat, la clarté de votre foi brille et resplendit au milieu des ténèbres d'infidélité qui enveloppent les autres peuples.

La chancellerie romaine, dès cette date reculée, commençait d'appliquer aux princes francs le titre de très chrétiens.

Rome, peu à peu, compta de nouveaux rois parmi ses fidèles : il lui advint de les décorer, eux aussi, de ce superlatif. Au XIIe siècle, lorsque les papes, traqués par les Césars allemands, trouvèrent en France un fidèle asile, leur gratitude accrocha l'épithète, d'une façon plus instante, au nom de nos rois. « Entre tous les princes séculiers, disait à Philippe-Auguste Innocent III, vous avez été distingué par le nom de chrétien. » Mais l'épithète, même alors, continuait d'honorer, parfois, certains souverains étrangers. Peu à peu, l'opinion française se montra jalouse pour ses rois. « Vous êtes et devez être, écrivait à Charles V, en 1375, son conseiller Raoul de Presles, le seul principal protecteur, champion et défenseur de l'Église. Et ce tient le Saint-Siège de Rome, qui a accoutumé à écrire à vos devanciers et à vous singulièrement, en l'intitulation des lettres : *Au très chrétien* des princes. » Philippe de Mézières, fièrement, indiquait l'origine du titre : c'étaient « les très grandes vaillances touchant à la foi. » La monarchie se laissa facilement convaincre : « Nous avons pris la résolution, signifiait Charles VI, de conserver ce très saint surnom conquis par nos prédécesseurs. » Il le conserva, et il le monopolisa : au XVe siècle, ce fut une loi de la chancellerie papale de ne décerner qu'aux rois de France le nom de très chrétiens : « Vos ancêtres, disait à Charles VII l'empereur Frédéric III, ont assuré ce nom à votre race comme un patrimoine qui se transmet à titre héréditaire. »

L'Empereur, le Pape, le Roi, étaient désormais d'accord : en formule de style, il n'y avait plus de « très chrétiens » que nos rois, et depuis 1464 la formule figura, non plus seulement dans le corps des lettres que Rome leur expédiait, mais même sur les adresses. Une assemblée du clergé de France, en 1478, commentait, dans un message au pape Sixte IV, l'imposant superlatif :

Si Notre-Seigneur Jésus-Christ, y lisait-on, a investi de l'office pastoral saint Pierre, prince des apôtres, et ses successeurs, c'est lui aussi qui a constitué les rois de France conservateurs et protecteurs, particuliers et spéciaux, de la foi catholique, de la sainte Église romaine et des souverains pontifes ; à tel point que chaque fois qu'on a vu le Pape attaqué par les infidèles ou même chassé du siège apostolique de Rome, on a vu aussi le roi de France appeler ses armées et sa noblesse, se transporter en personne près du Pape ou ailleurs, attaquer l'adversaire, et avec la grâce de Dieu vaincre, et

replacer les souverains pontifes sur leur siège, c'est pourquoi ils ont bien mérité et obtenu le titre de rois très chrétiens et l'empire dans leur royaume.

Et le clergé de France redisait les succès de la foi chrétienne sur Aquitains et Normands, Saxons et Hongrois, Bohémiens et Polonais, Lombards et Sarrasins; et tour à tour il demandait quel avait été l'ouvrier de ces succès; et invariablement il répondait : « *Gallus... Certe Gallus... Idem Gallus;* le Français, le Français évidemment; le Français, toujours lui. »

La Vierge elle-même, vers la même époque, s'adressant à Dieu dans le *Mystère du siège d'Orléans*, et réclamant sa pitié pour la France, lui criait :

C'est le royaume qui tout soutient
Chrétienté et le maintient.

Et dès le XIIe siècle, le trouvère Jean Bodel avait chanté :

Le premier roi de France fist Deus, par son comment,
Coroner à ses anges, dignement en chantant,
Puis le comanda estre en terre son serjant,
Tenir droite justice et la loi mettre avant.

Il était chrétien, il soutenait le poids de la chrétienté, il avait été couronné jadis par les anges de Dieu; il ajoutait tous ces prestiges au caractère sacré que lui conférait son sacre. « Il est le *pugile* de l'Église, expliquait le juriconsulte Nicolas de Bologne; et s'il s'entend avec le Pape, à eux deux ils peuvent tout (1). »

Allaient-ils toujours s'entendre?... Les lignes du clergé de France que tout à l'heure nous citions ne se déroulaient peut-être en si long méandres que pour amener les quatre mots qui les terminaient : « Les rois ont bien mérité... l'empire dans leur royaume; » et ces quatre mots survenaient, sinon même toute la lettre, parce que Louis XI et Sixte IV avaient un différend. Derrière cette emphase de chancellerie, derrière ces glorifications presque mythiques, qui sanctionnaient l'ascendant du roi de France, des tentations d'orgueil pouvaient surgir.

Mais ces tentations portaient en elles-mêmes leur remède. L'exemple même de Charlemagne et de saint Louis, le titre

(1) Hanotaux, *Jeanne d'Arc*, p. 75-77.

unique de noblesse chrétienne, — très chrétienne, — par lequel le roi se sentait distinct des souverains ses pairs, lui rappelaient sans cesse certains devoirs, et tout spécialement le devoir d'être orthodoxe. C'était nécessaire, puisqu'il était le roi très chrétien. La nécessité fut comprise, et ce fut grand profit pour la foi, grande sécurité pour le Pape. Bossuet, prononçant l'oraison funèbre d'Henriette de France, glorifiait notre nation comme « la seule de l'univers qui depuis douze siècles presque accomplis que ses rois ont embrassé le christianisme, n'eût jamais vu sur le trône que des princes enfans de l'Église. »

Gallicans souvent, c'est vrai; mais toujours soucieux d'être orthodoxes dans leur gallicanisme même.

Confrontez deux grands outrages faits à la Papauté : l'attentat d'Anagni en 1302 et le sac de Rome en 1525 : le premier, dont le roi de France est responsable, est un geste de colère, provenant d'un désaccord; le second, par lequel le luthéranisme germanique inaugure son vandalisme, est une rage de destruction, provenant d'une négation. Il y a un souci de l'unité, encore, dans la misérable prétention qu'émet Nogaret de traîner Boniface VIII devant un concile général; ce souci, la France, même gallicane, ne le perdra jamais. Quarante ans après Anagni, l'empereur Louis de Bavière entre en lutte avec le Pape; et dans sa stalle du dôme de Mayence, le dévoué chanoine Conrad de Megenberg, naturaliste et chroniqueur, médite un petit écrit qu'il intitule : *Lamentations de l'Église au sujet de la Germanie.* La Germanie, en un endroit de l'opuscule, menace Rome de se détacher d'elle, comme s'est détachée la Grèce.

La scission; *Los von Rom!* Voilà la menace germanique, qu'au XVIe siècle Luther réalisera, et qui s'ébauche encore au XXe, sur des lèvres allemandes, pour essayer d'intimider le Vatican. L'Allemagne du XIVe siècle parle déjà de schisme; la France, au contraire, en installant la Papauté dans Avignon, concerte un moyen, fort médiocre d'ailleurs, d'écarter les malentendus entre le Pape et le Roi. Le séjour d'Avignon doit, entre ces deux puissances, créer un lien. Le lien risquera, parfois, d'être une chaîne pour le Pape, ou tout au moins de le paraître, — ce qui sera déjà trop; — mais le Pape, dans Avignon, demeurera du moins plus libre et plus respecté, qu'il ne l'avait été dans Rome même, quelques siècles plus tôt, sous la botte des empereurs germains.

Le Grand Schisme éclate : Charles V prend parti pour le pape d'Avignon; c'est un acte d'immense portée, par lequel il espère, très sincèrement, hâter le rétablissement de la paix. « Si je me suis trompé, dit-il en mourant, mon intention était d'adopter et de suivre toujours l'opinion de notre Sainte Mère l'Église universelle. » Le gallicanisme prend corps durant cette période de troubles; et cela s'explique. On ne voit plus bien où est Pierre, on tâtonne, on cherche, en dehors de Pierre lui-même, une assise pour rétablir l'unité de l'Église.

En vue de ce rétablissement, la France travaille, de 1394 à 1409, à provoquer l'abdication des deux pontifes rivaux ; à cette même fin, elle multiplie ensuite les démarches pour faire prévaloir l'élu du concile de Pise. Elle entremêle à ses efforts pour l'unité tout un système d'idées gallicanes ; elle exploite ce système contre les pontifes qui ne veulent pas abréger le schisme en démissionnant. La phraséologie gallicane, sur certaines lèvres, est plutôt un expédient dirigé contre ces équivoques porteurs de tiare, qu'une atteinte systématique à la majesté même de la tiare. Ces gallicans du xve siècle sont ardemment soucieux de l'unité de l'Église, unité de corps, unité de foi. C'est parce qu'ils ne veulent pas la juxtaposition de diverses tiares régnant simultanément sur divers groupes de nations, c'est parce qu'ils ne caressent pas un seul instant la pensée de fonder une Église nationale par rupture de l'unité, qu'ils veulent superposer aux Papes le Concile. Et leur gallicanisme n'est en somme qu'une méthode incorrecte, définitivement inacceptable depuis le concile du Vatican, en vue d'une fin légitime, catholique en son essence, en vue d'une fin qui était urgente : l'unité. Écoutez un moment les gémissemens de Gerson :

O si Charlemagne le Grand, si Rolland et Olivier, si Judas Machabaeus, si Eleazar, si saint Louis et les autres princes étaient maintenant en vie, et qu'ils vissent une telle division en leur peuple et en sainte Église qu'ils ont si chèrement enrichie, augmentée et honorée, ils aimeraient mieux cent fois mourir que la laisser ainsi durer.

Il ne faut pas que la division dure, voilà le but : le gallicanisme, voilà l'argument.

La France du xve siècle veut qu'au schisme l'unité succède. La France du xvie siècle, vis-à-vis de la Réforme calvinienne.

tout authentiquement française que soit cette Réforme, demeure attachée à l'unité, et elle se fait Ligueuse pour que le trône, aussi, y soit inviolablement attaché. La France du XVIIe siècle, où le gallicanisme participe du prestige de Louis XIV, formule cette doctrine en un sermon que Bossuet intitule *Sermon sur l'unité de l'Église*, et dont une moitié au moins est un hymne en l'honneur de Rome : les Quatre Articles sont aujourd'hui périmés, et l'hymne subsiste. Et par-dessus tous les débats théologiques ou toutes les chicanes parlementaires, le fait capital, c'est qu'on ne veut pas se détacher du centre romain : le Roi ne le veut pas, le peuple non plus ; la France est dans l'Église, elle est de l'Église. L'unité est un besoin, le sens de l'unité est un instinct : Rome le sait, et c'est pourquoi ses mélancolies au sujet de la France, lorsqu'elle en éprouve, sont toujours prêtes à s'apaiser, et à pardonner.

Tout d'un coup, à la fin du XVIIIe siècle, quelques années s'entassent l'une sur l'autre, aussi remplies que des siècles : Rome apprend que le trône chancelle, que le gallicanisme devient carrément schismatique, que les prêtres sont massacrés, exilés, que le Fils de saint Louis monte au ciel par l'échafaud. Rome à travers l'histoire a toujours su, — elle le sait encore, — qu'il y a dans la France, même révoltée, des réserves de fidélité et d'irrésistibles impulsions à l'obéissance finale. Rome attend : elle n'a même point à attendre dix ans, pour constater qu'entre elle et la France, les liens sont renoués et que le gallicanisme, cette fois, est frappé d'un coup mortel.

Un fils de la Révolution, Bonaparte, a signé un concordat en vertu duquel le Saint-Siège, disposant souverainement des mitres, rompant souverainement le lien des évêques avec leurs Églises, va demander aux anciens évêques de France leur démission ; et l'on ne peut concevoir une négation plus décisive de la doctrine gallicane, un exercice plus éclatant de la primauté suprême du Pape. Beaucoup de ces prélats étaient teintés de gallicanisme ; ils auraient pu faire usage des maximes gallicanes pour garder leur mitre sur leur tête ; on les voit pourtant la sacrifier, toujours pour l'unité. Et Montalembert pourra dire plus tard, en une lumineuse formule : « Détruites en théorie par les écrits de deux grands écrivains, le comte de Maistre et M. de Lamennais avant sa chute, les doctrines galli-

canes l'ont été, en fait, par un théologien de toute autre nature, le premier consul Napoléon Bonaparte. »

La période concordataire, ouverte par l'immense sacrifice que demandait Pie VII aux évêques de France, et qu'il obtint, s'est terminée, il y a onze ans, par l'immense sacrifice que demanda Pie X à tout le clergé de France, et qu'il obtint : par obéissance au centre de l'unité, le clergé de la République, en présence du veto papal qui prohibait les cultuelles, fut aussi docile à s'appauvrir, que l'épiscopat du Consulat, par obéissance, avait été docile à démissionner. Au cours des longs siècles d'histoire où nos rois, lors même qu'ils chicanaient Rome, voulaient demeurer et demeuraient ses fils, le sens catholique de la France se développa, s'affina : les rapports entre Rome et le catholicisme français, jusque dans la période contemporaine, ont bénéficié de cette éducation séculaire, délibérément hostile à toute idée de schisme. La préoccupation de l'unité de l'Église, l'effort sincère pour la maintenir et pour s'y maintenir, fut l'un des traits caractéristiques de la « royauté très chrétienne : » l'active signification qu'attachait la lignée de nos rois à leur titre de rois très chrétiens, et les conséquences qu'ils en tiraient, ne furent pas moins efficaces, pour l'intérêt général de l'Église et pour la formation de l'âme française, que leur action militaire et diplomatique au service de la Croix.

L'État français n'a jamais résumé toute la France ; et lorsqu'on a marqué ce qu'il fit pour l'Église, on n'a pas dit encore, sur la France elle-même, tout ce qui mérite d'être dit. Tantôt sous les auspices de l'État, et tantôt à l'écart, une personnalité religieuse qui s'appelait l'âme française épanouissait, devant Dieu et devant le monde, des initiatives de pensée qui servaient la doctrine, des initiatives d'apostolat qui la propageaient, des initiatives de beauté qui projetaient vers le ciel l'élan de la prière, des initiatives de piété qui dans l'Église multipliaient la vie : un prochain article les exposera.

GEORGES GOYAU.

(A suivre.)

LES VOIX DU FORUM[1]

III[2]

LE JET DU DISCOBOLE

XIV

Gino avait dit à celui qu'il appelait son maître : « Je vous ai conduit ici pour que vous y retrouviez la paix. » Et en effet, depuis que Remigio l'avait suivi à Pise, fuyant le tumulte belliqueux de Rome, il semblait avoir recouvré le calme qu'il avait perdu. Dans cette ville où toutes les tours sont penchées, où toutes les façades sont muettes, où toutes les âmes sont recueillies, il s'était senti soudain dans l'état d'un convalescent qui a échappé aux tourmens de la fièvre. Le silence et la solitude, comme deux anges aux ailes pareilles, entouraient la maison aux arcades rondes où Gino était né et où il avait vécu jusqu'à sa trentième année. Maintenant cette demeure, fermée depuis tant de jours, s'était rouverte ; les deux hommes y avaient installé leur nouvelle existence et transporté leurs méditations habituelles, que rien ne venait interrompre ni troubler. Non loin d'eux, la plus vieille Université de l'Italie, la Sapienza, dormait au fond de sa cour déserte, tandis qu'entre les quais de pierre grise, l'Arno, moins impétueux que le Tibre, coulait en emportant les parfums de la plaine toscane.

(2) Voyez la *Revue* du 15 octobre et du 1er novembre.

Souvent Remigio sortait seul pendant que Gino, qui avait retrouvé des relations anciennes, allait au café de Neptune lire les dépêches et s'informer de ce qui se passait là-haut, sur les crêtes des Alpes Juliennes, où les soldats italiens luttaient contre l'ennemi séculaire. Leur bravoure, leur endurance étaient portées aux nues et faisaient l'admiration de ceux qui ne pouvaient comme eux prendre part à la terrible bataille. Cette fois, c'était la patrie elle-même qui était engagée, et non plus seulement les nations voisines. Gino suivait avec une émotion indicible les phases de cette épopée ; il aurait voulu tout apprendre, tout savoir dans les moindres détails; mais les informations étaient brèves, presque sibyllines. Il fallait se contenter de les interpréter entre soi, ou d'en chercher le commentaire dans les journaux. Tous les gens qui étaient là avaient l'esprit tendu vers les nouvelles et ne pouvaient penser à autre chose. Gino faisait comme eux. Quand il revenait à la maison, il rapportait cette inquiétude dominatrice ; et si Remigio n'était pas rentré encore, il continuait de penser à cela, d'évoquer ces tableaux fantastiques que les gestes des jeunes hommes traversaient comme des éclairs. Sa classe à lui n'était pas appelée encore; elle ne le serait sans doute pas de longtemps; et, d'ailleurs, débile comme il l'était, pourrait-il faire un soldat? Il n'envisageait pas cette éventualité, mais il s'associait à tant de douleurs, à tant d'espérances; et, bien qu'il détestât la guerre, il vivait en elle passionnément. C'était seulement quand Remigio reparaissait que ses idées prenaient un autre cours. L'ardeur studieuse le ressaisissait, avec le goût des spéculations philosophiques. Assis en face du maître qu'il chérissait, il redevenait le paisible Gino, celui d'autrefois, dont l'idéal planait au-dessus des contingences terrestres ; et la soirée s'écoulait, tranquille, dans ce tête-à-tête silencieux. La fenêtre ouverte sur la rue ne laissait passer aucun bruit. Le ciel s'illuminait d'étoiles; parfois, entre ces astres clignotans et qui paraissaient cloués à la voûte d'azur, une longue flamme errante filait; elle éclairait d'une lueur plus vive la constellation tout entière. Ce devait être par des nuits semblables que Galilée le Pisan interrogeait le mystère de l'infini ; de sa petite maison, située sur l'autre rive de l'Arno, à cette même heure, dans la reculée des siècles, il contemplait ce même ciel, ces mêmes étoiles, et consultait la course éperdue de ces mondes, suspendus dans l'espace et qui

semblaient immobiles. « *E pur si muove !* » devait-il proclamer plus tard, devant les juges inclémens qui l'accusaient d'hérésie. — « Et pourtant elle tourne ! » — Pauvre terre, fragile planète, emportée elle aussi autour du soleil, sans que rien puisse arrêter son élan !... Au milieu du vide éternel, elle continuait sa vertigineuse poursuite, tandis que sur sa croûte durcie on se tuait, on se menaçait, on inventait des moyens de donner au mal plus de puissance, à la mort plus de traîtrise. Alors cette douceur, cette paix qui descendaient des plages célestes n'étaient qu'illusion et absurdité? Partout où des êtres étaient nés par le jeu des forces créatrices, les mêmes actes de cruauté, les mêmes épouvantables tueries se perpétuaient sans doute? Remigio n'osait plus lever la tête vers les astres. S'il eût été seul, il eût tiré un rideau noir, un rideau épais entre la cellule où il travaillait et ce leurre décevant de l'infini. Mais Gino, par instans, attachait ses regards sur l'azur sombre fourmillant de clartés; un vague sourire passait sur ses lèvres pâles. Peut-être, comme Galilée, cherchait-il là-haut l'explication de son âme plus encore que celle des mondes? Peut-être sentait-il dans son âme autant de secrets irrévélés qu'en recélaient les étoiles? Remigio respectait sa fervente contemplation. Lui aussi, il avait cru longtemps que la sagesse, l'ordre et la bonté habitaient le firmament radieux et la conscience des hommes.

Ce soir-là, il faisait si beau qu'en sortant de table Gino avait décidé son ami à faire avec lui la promenade qui lui était la plus chère, celle de la place du Dôme, où quatre monumens incomparables, voisinant dans un décor désertique, surgissent de l'herbe à peine foulée comme une prodigieuse végétation de pierre et de marbre.

Certes, la beauté de Rome était encore dans leurs yeux, beauté multiple et robuste qui, même dans les ruines, semble porter un défi à tout ce qui se meut autour d'elle; le contraste était saisissant entre le sentiment qui animait les unes et les autres de ces œuvres, aussi saisissant que celui qui existait entre l'agitation incessante de la capitale et le calme de cette petite cité dont la vie actuelle était en disproportion avec son passé. La beauté de Rome, la beauté de Pise, — celle-ci consolant de celle-là, comme une amitié rafraîchissante après les vives ardeurs de la passion... Quand ils arrivèrent sur la vaste place isolée à l'extrémité de la ville, Remigio et Gino se crurent

transportés dans le pays des songes : un clair de lune féerique recouvrait l'herbe comme une neige récemment tombée et enveloppait d'une molle blancheur les architectures géantes. La puissante coupole de la cathédrale, la haute tour du campanile, le nid de colombe du baptistère, reconstituaient la Trinité symbolique, tandis que plus loin le Campo Santo s'alignait, évoquait la vie et la mort auprès de l'Idée éternelle. Ce fut de ce côté qu'ils portèrent leurs pas, et Remigio, devant la porte close de l'édifice, ne put s'empêcher d'exprimer le regret de n'y pouvoir pénétrer. L'artiste qui persistait en lui, étouffé sans cesse par les exigences d'une carrière différente, se réveillait et s'émouvait devant cette jouissance refusée. Mais Gino avait prévu son désir. Il s'empressa d'aller frapper chez le gardien dont il connaissait la demeure étroite, cachée dans un repli de la place; le seuil en était de marbre, comme celui d'un palais, et à l'intérieur, de petites fenêtres ogivales éclairaient d'un jour de chapelle les humbles vies qni s'écoulaient là. Bientôt, il revint avec les clefs du vieux cimetière, et Remigio sourit en le voyant approcher.

— Voilà une idée romantique, fit-il, comme pour s'excuser de l'avoir eue le premier.

— Romantique! Les vieux maîtres pisans ne connaissaient point cela, répondit Gino avec assurance; ils aimaient avant tout la réalité, et s'inspiraient de rudes modèles. Mais, dans cette clarté lunaire, leurs images prennent une expression mystérieuse qui en prolonge le charme. On se croirait dans quelque hypogée. Vous allez en juger par vous-même.

Ils pénétrèrent sous le portique orné de figures décolorées, mais belles encore; et tout de suite ce qui se présenta à leurs yeux, ce fut la figure creuse de la Mort, son triomphe! Elle triomphait sur ce mur de cimetière comme dans les champs de bataille, comme dans les hôpitaux où les blessés et les agonisans sentaient sur leurs fronts son haleine. Elle triomphait, sûre de son œuvre, maîtresse des lendemains. Elle régnait dans cet enclos peuplé de sépulcres; mais le peintre qui l'avait placée là pour la durée des siècles savait bien que son règne était partout et que son triomphe serait éternel; — avait-il prévu cependant le sanglant holocauste que lui préparaient les générations futures? Quel visionnaire, quel halluciné aurait pu concevoir le carnage qui devait donner à la mort ces millions

d'adolescens pleins de vie, fauchés à l'aurore de leurs jours? Elle-même, si avide, si insatiable, ne se serait-elle pas détournée, lasse, repue et dégoûtée enfin?...

Les deux hommes contemplaient la fresque funèbre que le clair de lune animait de furtifs reflets. Un peu de vent s'était levé, promenant des ombres autour de ces visages anciens, attisant le feu vague de leurs prunelles. Le long portique, couvert de ces évocations d'outre-tombe, frémissait d'un bout à l'autre et semblait frappé de résurrection. Mais Remigio ne voulut pas aller plus loin. Encore une fois son esprit avait été projeté dans la tourmente; la paix le fuyait; il pensait que nulle puissance ne pouvait plus arrêter le geste de mort qu'une seule voix avait suffi à déchaîner.

Sur la vaste place où le campanile, le dôme et le baptistère continuaient leur silencieux colloque, il passa, les yeux baissés; et tutoyant Gino, ainsi que le maître son disciple, il lui dit :

— Je marche comme un aveugle à ton bras.

XV

Alda était restée à Rome, mais on l'attendait chaque jour. Elle arriva un après-midi, alors que Gino était seul dans la vieille maison de ses pères. Ce fut donc lui qui la reçut. Et il s'étonna qu'elle vînt à pied, sans bagages, comme une simple visiteuse.

La fille de Remigio lui avait toujours témoigné beaucoup de confiance. Cependant, il n'osait l'interroger. Il la sentait aujourd'hui différente de ce qu'elle était autrefois, plus réservée et plus grave; elle s'assit près de la fenêtre qui s'ouvrait sur la rue silencieuse.

— Mon Dieu! soupira-t-elle, quelle tranquillité! On se croirait à cent lieues du monde vivant.

— Oui, dit Gino; cela ne ressemble guère au tumulte de la place Navone.

Elle sourit; puis ses grands yeux clairs resplendirent :

— Rome est admirable en ce moment, et je ne comprends pas qu'on la quitte! Le moindre passant porte avec soi toute l'âme de la patrie. Il y a dans l'air un souffle d'héroïsme et de grandeur qui dépasse les gloires antiques. On y vit dans une perpétuelle ivresse.

— Pourtant, essaya-t-il, vous vous êtes décidée à vous en éloigner?

— Pas pour longtemps! fit-elle brièvement.

Il la regarda, pris d'une vague inquiétude. Il lui parut évident qu'elle cachait un secret. Autrefois, elle lui parlait en toute simplicité, et même souvent elle le consultait de préférence à Remigio pour l'accomplissement de ses projets; mais alors elle avait les cheveux flottans sur les épaules comme les très jeunes vierges, et son cœur ne s'était pas encore fermé.

Elle poursuivit, sans tourner ses regards vers lui :

— Depuis votre départ, tout s'est transformé encore. On est entré dans une nouvelle phase. Plus de rixes, plus de querelles. Les voix s'unissent pour chanter les hymnes guerriers. Oh! ces voix le soir, à travers les vapeurs errantes!... Elles se rapprochent et s'éloignent, elles vont et viennent comme le flux et le reflux de la mer... Elles sont belles, puissantes et sonores. Quand je les entends, j'ai envie de me jeter à genoux.

— C'est pourtant pour les fuir que votre père m'a suivi jusqu'ici, dit Gino, un peu troublé.

— Oui, pour cela et pour autre chose. Il a bien fait; il souffrirait trop d'assister à ce retournement des consciences. Moi-même, j'en ai souffert les premiers jours à cause de lui. Maintenant, la transition est faite : je suis de cœur avec ceux des nôtres qui combattent.

— Cela se comprend; l'enthousiasme est naturel à votre âge; si j'avais votre âge, je penserais sans doute comme vous.

Cette fois elle le regarda en face :

— Avouez, insinua-t-elle, que c'est par fidélité à mon père que vous ne pensez pas autrement?

Il allait répondre, mais à cet instant Remigio rentra. Elle courut au-devant de lui. Tandis qu'ils s'embrassaient avec effusion, Gino partit discrètement. Il ne voulait pas gêner leur entretien; puis il éprouvait le besoin de secouer la vague déception qui venait de le surprendre; il avait compté que la présence d'Alda mettrait un peu de joie dans la maison austère, et voici qu'elle se dérobait, sans qu'il pût connaître les raisons de cette soudaine volte-face. Sans doute un élément nouveau était entré dans la vie de la jeune fille; l'intimité calme et charmante des jours révolus ne se renouvellerait pas entre les trois âmes qui avaient communié longtemps à la même table

spirituelle; et décidément il resterait seul, tout seul, pour consoler Remigio du complet effondrement de ses rêves.

Alda n'avait pas attendu que son père l'interrogeât; tout de suite elle lui avait jeté au visage le nom de Bernard. La déclaration de guerre de l'Italie à l'Autriche avait sans doute surpris le fils de Cristina à Vienne, où il ne devait rester que quelques jours et d'où il n'était pas revenu. Où se trouvait-il maintenant? Quelle dictée de sa conscience allait-il suivre? Il ne donnait plus de ses nouvelles et l'on avait multiplié les démarches diplomatiques sans parvenir à rien apprendre sur son sort. Maintenant on redoutait presque de recevoir la lettre depuis si longtemps espérée; on la désirait, cette lettre, et, si elle arrivait, à peine aurait-on le courage de l'ouvrir...

— Sa mère se désole, ajouta Alda en retenant un sanglot. Elle voulait à tout prix le rejoindre, essayer de le ramener auprès d'elle; mais le voyage est devenu impossible, la frontière est étroitement gardée; il faut se résigner et attendre. Chaque jour passe en augmentant nos tristesses, nos incertitudes. Je ne pense pas qu'il y ait en ce moment aucune autre femme qui souffre ce que nous souffrons toutes deux.

Comme Remigio restait silencieux, Alda reprit :

— Pourrais-je en un pareil moment m'éloigner de Rome et de la comtesse de Lodatz? Ma fidélité lui est nécessaire et nous nous ingénions l'une l'autre à chercher quelque remède à notre affliction. Je lui ai même promis d'aller m'installer auprès d'elle à la villa Forba jusqu'au retour de Bernard.

Ses yeux sollicitaient l'approbation paternelle.

— C'est bien! dit Remigio. Je comprends que tu veuilles te rapprocher de celle auprès de qui tu seras appelée à vivre un jour. Mais si Bernard revenait, quelle inspiration lui suggérerais-tu? Seriez-vous d'accord, sa mère et toi, pour lui donner le même conseil?

— Absolument! répondit Alda d'une voix ferme. Nous n'hésiterions pas à lui démontrer que sa véritable patrie est la même que la nôtre, et qu'il doit la servir sans défaillance.

— Et s'il prenait la décision contraire? S'il se croyait obligé de combattre pour sa patrie paternelle? Alda, parle-moi en toute vérité, lui enlèverais-tu, pour cela, l'espoir que tu lui as donné?

Alda était devenue blême; elle cacha son visage dans ses mains :

— Ne me demandez pas cela! c'est trop affreux! Cette pensée-là me tuerait! Je ne veux pas m'y appesantir davantage. Je la chasse de mon esprit! N'est-ce pas déjà trop de se représenter chaque jour à toute heure quel doit être le supplice que Bernard endure? Mon pauvre Bernard! Mon cher compagnon d'enfance! Mon premier et mon dernier amour!

Elle avait fondu en larmes; Remigio, quelle que fût l'émotion qu'il éprouvât, se sentait impuissant à la consoler. Il découvrait que sa mentalité n'était plus en accord avec celle de cette enfant, devenue tout à coup une femme, et qui échappait à ses sollicitudes. Comme le tendre bourgeon, à l'heure propice du printemps, brise l'enveloppe qui le protège et s'élance seul vers la lumière, Alda était arrivée à ce moment de sa vie où elle prenait possession de son individualité. Remigio était trop respectueux de la liberté de chaque être pour ne pas s'incliner devant le fait accompli. Les larmes de sa fille le touchaient profondément; mais ces larmes, ce n'était plus lui qui les pouvait étancher; lui-même en verserait sans doute d'aussi amères qu'Alda ne connaîtrait point...

Ils restèrent un moment silencieux. Cependant Alda s'était refait un visage tranquille; elle jeta un coup d'œil à la petite montre discrète qu'elle portait en bracelet.

— Il faut que je reparte! Il est quatre heures et demie, et mon train est à cinq heures.

Elle s'était levée, et elle allait prendre congé de son père lorsque Gino reparut; ce leur fut une diversion heureuse.

— Nous allons te reconduire, dit Remigio.

Elle marchait entre eux deux, le long du quai de l'Arno, où se portait le mouvement de la ville. Cette fin d'après-midi avait la couleur rose d'une aurore; les vieilles pierres des maisons hautes et celles du pont qui traversait le fleuve se revêtaient d'une teinte infiniment douce, comme celle des pêchers en fleur. Les choses semblaient rajeunies et nouvelles, et l'air était chargé de langueurs voluptueuses.

— Ah! dit Alda tout à coup, s'il n'y avait pas la guerre, comme il ferait bon vivre ici!

Gino la remercia du regard :

— Oui, on ne connaît pas assez la douceur de Pise, sa

douceur et sa force aussi. Il y a des soirées divines, et des matins ardens et clairs où, malgré le silence qui plane, on sent passer à travers la ville des appels qui vous font redresser la tête. Cette sensation-là, je ne l'ai jamais éprouvée à Rome; je ne l'ai jamais éprouvée qu'ici.

— Peut-être est-ce parce que c'est ici que vous avez perçu vos premières révélations d'enfant? N'y a-t-il pas entre les êtres et les lieux où ils sont nés des harmonies subtiles qui échappent aux étrangers?

— Peut-être!... Vous n'avez jamais vu notre place des Cavaliers, l'ancien Forum de la République? C'était là que se réunissaient les jeunes Pisans qui prenaient les armes pour la défense du sol. Elle est pleine encore de la passion secrète qu'y ont laissée tant d'héroïques sentimens.

Elle l'examina, étonnée :

— Vous aussi, vous exaltez les vertus guerrières? Vous admettez que l'on sacrifie tout à la cause de la patrie?

— En doutez-vous? dit-il en s'animant.

Sans y prendre garde, ils avaient pressé le pas; ils marchaient maintenant côte à côte, laissant Remigio derrière eux. La haute taille de Gino dépassait celle d'Alda et, pour lui parler, il se courbait un peu vers elle. Leur couple avançait dans cette clarté rosissante et y puisait un prestige de poésie et de grâce. Mais ils ne s'en apercevaient point; ils continuaient à échanger des paroles brèves qui retentissaient au fond de leur conscience. Ce fut seulement quand ils arrivèrent à la hauteur du Pont du Milieu qu'ils s'arrêtèrent, confus d'avoir oublié Remigio. Celui-ci s'approchait lentement, le front baissé, portant dans sa poitrine une âme trop lourde.

— Comme il a l'air accablé! dit Alda.

— Hélas! dit Gino. Les événemens l'ont subitement vieilli; mais qu'un revirement se produise, qu'un peu de bonheur lui revienne, et il retrouvera cette alacrité merveilleuse que nous admirions tant en lui.

Remigio les avait rejoints, et doucement leur souriait. On eût dit qu'un peu de joie voltigeait autour de ses tempes. Il reprit place entre eux deux. Ainsi ils passèrent au-dessus des petites vagues serrées de l'Arno que le soleil à son déclin jonchait de pétales roses. Sur la rive gauche du fleuve, ils tombèrent de nouveau dans le silence. La longue avenue plantée

d'arbres qui conduisait à la gare semblait une allée de parc paisible et discrète aboutissant à quelque palais endormi. Alda avait pris le bras de son père et s'y appesantissait un peu. Sur le point de rentrer dans la Rome magnifique et ardente dont elle avait parlé à Gino, elle se laissait aller à goûter le charme de cette soirée unique.

— Tu es fatiguée? lui demanda Remigio, se méprenant sur ses sentimens; ne pourrais-tu rester avec nous jusqu'à demain?

Elle hésita une minute. Puis le souvenir de Cristina qui devait l'attendre fit évanouir sa velléité de céder à la tentation du repos. Près de Cristina, elle se sentait plus près de Bernard; elle pouvait parler de lui sans nulle contrainte. Près de Cristina elle respirait un air chargé d'amour et de gloire, qui la soulevait au niveau de l'effort héroïque de la nation. Si elle passait une nuit dans cette calme atmosphère de Pise, demain la séparation lui paraîtrait plus pénible encore.

— Je reviendrai, assura-t-elle. Ce soir il faut que je parte.

On entendait déjà siffler le train dans la gare. Quelques passans se pressaient aussi vers ce but. Alda prit congé de ses deux compagnons, sans leur permettre de se hâter pour la suivre. En serrant la main de Gino, elle lui dit tout bas, désignant son père qu'elle venait d'embrasser :

— C'est à vous que je le confie. Il vous aime si tendrement!

Gino acquiesça d'un battement de paupières. Lui-même sentait un pareil besoin de réconfort et d'assistance. Ce timide au cœur chaud n'avait de joie que dans l'intimité quotidienne. Il comprenait qu'Alda était nécessaire au mince bonheur de Remigio et que sans elle leur vie ne tarderait pas à se décolorer et à décroître comme un jardin privé de soleil.

XVI

« — Jeune soldat, où vas-tu?

— Je vais combattre pour la justice, pour la sainte cause des peuples, pour les droits sacrés du genre humain.

— Que tes armes soient bénies, jeune soldat! »

« — Jeune soldat, où vas-tu?

— Je vais combattre contre les hommes iniques pour ceux qu'ils renversent et foulent aux pieds, contre les maîtres pour les esclaves, contre les tyrans pour la liberté.

— Que tes armes soient bénies, jeune soldat! »

« — Jeune soldat, où vas-tu?

— Je vais combattre pour que les pères ne maudissent plus le jour où il leur fut dit : un fils vous est né; ni les mères celui où elles le serrèrent pour la première fois sur leur sein.

— Que tes armes soient bénies, jeune soldat! »

« — Jeune soldat, où vas-tu?

— Je vais combattre pour chasser la faim des chaumières, pour ramener dans les familles l'abondance, la sécurité et la joie.

— Que tes armes soient bénies, jeune soldat! »

« — Jeune soldat, où vas-tu?

— Je vais combattre pour renverser les barrières qui séparent les peuples et les empêchent de s'embrasser comme les fils du même père, destinés à vivre unis dans un même amour.

— Que tes armes soient bénies, jeune soldat! »

« — Jeune soldat, où vas-tu?

— Je vais combattre pour les lois éternelles... »

Ces citations des *Paroles d'un croyant*, Gino les avait retrouvées dans un dossier poussiéreux où se trouvaient réunies les leçons qu'il avait données à la Sapienza, alors qu'il y professait la littérature et l'histoire...

Quand il eut refermé le dossier, les flamboyantes *Paroles* continuèrent à occuper son esprit. Elles le subjuguaient et le possédaient; elles étaient logées au plus vif de sa sensibilité. Puissance des voix qui persistait à travers les tempêtes, et, du vent qui passe, prenant une sonorité grandissante! Voix qui persuadent mieux que celles des vivans, parce qu'elles portent en elles la vérité dégagée de ses ombres... Gino, de ses débiles yeux, n'osait envisager cette vérité en face, comme un oiseau craint l'ardeur resplendissante du soleil. Cependant il en était ébloui et réchauffé. Il sortit pour chercher une diversion à son trouble.

Dehors, régnait une agitation insolite. Le long des quais et sur les ponts passaient des groupes qui semblaient tous se rendre vers un même but. Des gamins, sortant des rues voisines, couraient pour les joindre; des vieillards, des femmes, les mains chargées de fleurs, se bousculaient à la traversée du fleuve. Gino fit comme eux. Il ne savait pas où cette foule en

marche allait le conduire, mais il comprenait qu'il s'agissait d'une manifestation patriotique à laquelle il éprouvait l'irrésistible désir de prendre part. La fièvre le brûlait; il entendait son cœur frapper à coups redoublés contre sa poitrine. Jamais, dans les grandes journées de Rome, il ne s'était senti envahi par une semblable émotion, par la contagion de l'exemple. Il avançait comme un homme ivre au milieu de ces gens exaltés.

« Mon Dieu, se disait-il, serait-ce donc que je coure à mon destin? »

A la gare, où l'avait porté le flot populaire, d'autres groupes étaient arrivés déjà. Gino reconnut parmi eux les représentans du parti socialiste avec lesquels il avait été en relations lorsqu'il habitait la ville. Mais il se tint à l'écart; il ne voulait pas s'engager aveuglément. Dans le bouleversement des opinions et des idées, les programmes politiques avaient changé de signification; des ennemis étaient devenus amis, et d'autres, qui s'aimaient, s'étaient reniés violemment; les élémens étaient mélangés, une force souveraine n'avait pas encore séparé les eaux du chaos, ni les ténèbres de la lumière. Et Gino retrouvait en lui ce même désordre chaotique, cette confusion et ce trouble qui précèdent l'avènement de la clarté. Il se tenait donc à l'écart, ignorant ce qui allait se produire; au loin, le sifflement d'une locomotive annonçait l'approche d'un train. La foule s'était précipitée le long de la voie. Des cris s'échappaient, étouffés dans le déchaînement d'autres bruits : « Ce sont eux! Les voici! Ils arrivent!... » Cependant le train ne paraissait pas encore; il roulait sur la longue plaine toscane et de temps en temps semblait se dérober au tournant des tunnels profonds. Enfin, il se manifestait d'abord par un panache de fumée; il ralentissait; il découvrait peu à peu sa longue carcasse métallique. Des drapeaux flottaient aux portières, entre lesquelles des visages pâles se montraient. Puis brusquement cette chose mouvante s'arrêta; il y eut une minute de silence...

Les portières où flottaient les drapeaux s'étaient ouvertes, et toutes les voitures se vidèrent. Ceux qui en descendaient, les jeunes hommes aux pâles visages, se ressemblaient tous étrangement; ils se ressemblaient non point par les traits, mais par l'âme, par l'expression de leurs regards calmes et purs, par un air de sérénité et de recueillement qui contrastait avec tant

de fièvre répandue autour d'eux. Mais déjà une acclamation immense les saluait. Des bras se tendaient vers eux; des lèvres inconnues leur donnaient l'accolade fraternelle. Mêlés à tous ceux qui étaient venus les attendre, ils répondaient à ces témoignages d'affection. C'était comme un pacte d'union qui se scellait dans ces courts instans. Puis de nouveau la locomotive siffla et, presque portés en triomphe, les pâles jeunes hommes regagnèrent les places qu'ils venaient de quitter. Le train s'ébranla; alors le même cri sortit à la fois de toutes les bouches : « Vivent les séminaristes! Vive la guerre! » Ce cri se prolongeait sous la voûte, poursuivait le convoi en partance, l'accompagnait dans son élan vers la gloire avec les drapeaux et les palmes : « Vivent les séminaristes! Vive la guerre!... »

Gino seul n'avait pas crié.

La scène à laquelle il venait d'assister dépassait toutes ses prévisions. Elle lui apportait un démenti formel à des idées qu'en accord avec Remigio il avait crues irréductibles. Certes, il avait déjà reçu les leçons de l'héroïsme national; il avait vu, dans Rome, aux inoubliables soirées de mai, les dirigeans et le peuple fraterniser devant l'image de la patrie. Mais ici, c'était autre chose. Et il ne s'y trompait pas. C'étaient les deux catégories d'hommes, qui par principe devaient être les plus opposés à l'effusion du sang, qui l'acceptaient comme une nécessité sainte, avec le même enthousiasme illuminé; c'était le socialisme militant qui poussait les jeunes séminaristes aux fronts pâles jusque dans les bras de la mort. Gino ne pouvait comprendre par quel miracle cette fusion avait pu se produire, — la seule à laquelle il ne se fût pas attendu, — ni comment ses anciens amis s'étaient tout à coup trouvés rapprochés de cette Église catholique dont les membres suivaient une discipline toute différente; les uns et les autres avaient évidemment obéi à leur conscience, mais leur conscience s'était éclairée d'une révélation pareille, — et c'était là ce qui surprenait et déconcertait Gino. Il admettait qu'un Lamennais vieilli et libéré de ses attaches eût pu jeter au monde les prophétiques paroles; jamais il n'aurait pu croire que ces paroles se réaliseraient dans leur portée sociale et chrétienne au sein du plus grand cataclysme qui ait jamais bouleversé l'humanité. Et il se rappelait les paroles d'un autre maître qu'il avait aimé : « S'il faut une philosophie antérieure à l'action, c'est celle qui délivre

des calculs, des hésitations, des prévisions. La règle suprême est qu'il faut sortir de la règle. *L'homme doit être comme un Discobole, qui, après avoir lancé son disque, regarde où il va* (1). »

Ce jet du Discobole, qui agit sans se préoccuper des lois étrangères à son dessein, voilà ce qui, en ce moment, attachait l'esprit de Gino. Et il se sentait dans une sorte d'infériorité morale, lui qui n'agissait point, et assistait en spectateur philosophe au merveilleux travail d'une nation se dépouillant des scories impures, afin de s'élever plus haut dans la lumière. Ainsi ces jeunes hommes qui venaient de quitter la soutane pour prendre l'habit guerrier, tous ces jeunes Discoboles au front pâle emportaient avec eux le même idéal; ils étaient capables de vivre et de mourir côte à côte, les yeux fixés sur le drapeau comme sur l'hostie. Gino enviait presque leur sort, la solidarité puissante qui les entraînait tous ensemble, l'ardeur de leur foi et de leur amour.

Les cloches maintenant sonnaient l'*Ave Maria* du soir; c'était le dernier bruit de la ville avant que les ombres de la nuit l'enveloppent : tant de poésie, tant de rêve flottait dans l'air!... On se sentait plus tendre et meilleur.

Cependant Remigio ne paraissait point. Ces minutes étaient solennelles. La cour silencieuse de la Sapienza, la tour de Saint-Nicolas penchée comme celle du Campanile, prenaient l'aspect des choses endormies pour l'éternité; les vivans rentrés dans leurs demeures, les grands morts semblaient accourir à leur place, surgissant au coin des ruelles désertes. Gino croyait voir Dante et Galilée, Lamennais et Vico; et aussi la silhouette romantique de Byron, cherchant sur cette rive de l'Arno les dernières strophes de son *Don Juan*, avant d'aller tomber dans la tourmente de Missolonghi. Ah! que la mort semblait peu redoutable quand les grands morts revenaient ainsi portés sur leurs œuvres resplendissantes comme sur des ailes d'archanges! Gino se sentait devenir amoureux de la Mort; il en éprouvait le désir et le vertige; il aurait voulu se jeter, lui aussi, dans la tourmente... Il aurait voulu partir... Mais un pas rapproché frappa la dalle : Remigio, sortant de l'obscurité grandissante, se trouva tout à coup devant ses yeux. Et tous les songes confus disparurent.

(1) Benedetto Croce, *Philosophie de la pratique.*

XVII

Gino savait maintenant qu'il partirait; la résolution inébranlable s'en était installée en lui, contre laquelle il n'essayait plus de lutter. Quand et comment partirait-il? Cela, il ne le savait pas encore; il attendait une occasion propice d'en informer Remigio; puis il partirait avec l'agilité d'une conscience libérée de toute contrainte.

Certes, quitter son ami, son maître, était pour lui une extrémité à laquelle il ne se résignait pas sans une douleur profonde; pourtant il le fallait. Les fils ne quittaient-ils pas leur père, les époux leur femme, les amans l'objet de leur amour? Il le fallait! C'était la rançon morale qui rehaussait la beauté du sacrifice. C'était le devoir, et, bien que l'obligation militaire l'eût laissé de côté jusqu'ici, il voulait aller au-devant et agir dans la plénitude de sa liberté.

Ces journées d'attente étaient pleines pour Gino d'une lassitude écrasante. Attendre quoi? Il ne savait pas au juste, mais il était sûr que l'instant viendrait, comme l'heure sonne, comme le soleil se lève ou se couche, comme le raisin mûrit; il était sûr que l'instant viendrait où ce qui le retenait encore tomberait et le laisserait tout entier à son nouveau devoir. Ce n'était pas sur un hasard imprévu qu'il comptait, mais sur la force même des choses. Il était prêt, il avait consenti l'offrande que les circonstances exigeaient de sa docilité. Maintenant il s'isolait le plus possible, afin de ne considérer que le signe auquel il allait obéir. Peut-être aussi voulait-il habituer Remigio à la solitude qui allait bientôt l'envelopper. Le matin, il quittait la maison, tandis que son ami reposait; il se rendait à la Sapienza dont presque toutes les salles restaient désertes; professeurs et élèves étaient dispersés; quelques vieillards et de très jeunes hommes continuaient seuls à s'exercer aux spéculations de l'esprit. Gino se sentait dépaysé et comme de trop entre ces murs où il avait tour à tour écouté et enseigné; il gagnait la salle de lecture, pour y chercher une pensée qui répondît à la sienne. Mais rarement il parvenait au degré de recueillement nécessaire pour s'identifier aux œuvres sereines du passé; et cette consultation le laissait agité et plus pressé toujours de partir. Il eût voulu entendre une autre parole qui

palpitât de la même émotion dont il était animé, une parole proche et fraternelle. Certes, il savait qu'en Italie comme dans les autres nations en guerre, les écrivains, les penseurs, les philosophes avaient largement versé leur sang pour la religion de la patrie. Il pleurait encore la fin d'un de ses anciens camarades, Renato Serra, tombé pendant un assaut contre les tranchées autrichiennes. Celui-là aussi était un lettré, un intellectuel ; bibliothécaire à la Malatestiana de Cesane, il avait tout quitté pour marcher au feu. Et il était mort simplement, héroïquement ; tous les journaux lui avaient consacré de vibrans articles, et une Revue avait fait, en exaltant l'esprit latin, le récit des derniers momens du lieutenant Renato Serra : « Les soldats se cachaient derrière les rochers pour combattre ; au delà, il y avait d'autres soldats et une position à conquérir. Derrière lui et autour de lui, le vide ; le vide devant lui, sur le sol où s'élevait Gorizia, et qui se découpait à travers les rocs et les cavernes jusqu'à Trieste... Ses soldats lui recommandaient de se couvrir : il resta toujours debout et tint le front haut... Que serait-il devenu, une fois fini le bruit de la bataille, une fois passé le tourbillon de la guerre, laissant au milieu du sang et des lamentations des blessés, des débris de philosophies et de doctrines, le monde changé et méconnaissable ?... »

Gino avait appris cette mort avec une surprise douloureuse ; maintenant il la comprenait ; il était prêt à l'imiter. Il savait que Renato Serra, avant de prendre la décision suprême, — et pour expliquer cette décision, — avait écrit une sorte de testament moral, un examen de conscience que ses amis devaient publier. Voilà les pages dont il aurait eu besoin, et qu'il souhaitait passionnément de lire ! Voilà le miroir où il retrouverait l'image de sa pensée !... Sans doute une évolution pareille les avait conduits l'un et l'autre du fond de la rêverie platonique aux nécessités de l'action. L'examen de conscience tardait à paraître. Un jour Gino trouva les volumes à la salle de lecture de la Sapienza ; les feuillets n'en étaient pas coupés encore ; il les prit avec une tendresse ardente ; c'était bien la voix proche et fraternelle qu'il attendait : le jugement d'un homme de lettres sur la psychologie de la guerre.

« On a dit que l'Italie pourrait s'en tirer, même si elle manquait l'occasion offerte, écrivait Renato Serra ; mais nous, comment en sortirons-nous ? Nous vieillirons, pâlirons, nous

serons ceux qui auront manqué leur destinée. Entre mille millions de vies, il y avait une minute à nous destinée ; et nous ne l'aurons pas vécue. Nous aurons été sur le rebord, à la limite extrême. Le vent nous frappait au visage, soulevait les cheveux sur notre front ; nos pieds immobiles tremblaient du vertige de l'élan qui montait en nous... »

Et, plus loin :

« Je ne crois pas qu'il y ait quelque chose de fatal et de mystérieux dans mon désir. La fatalité de la race, l'instinct de l'humanité recouvré, ce sont des mots qui n'éveillent en moi aucun écho précis. Qu'est-ce que j'ai aujourd'hui de plus sûr, à quoi je puisse me fier en dehors du désir qui m'étreint toujours plus fortement? Je ne sais pas et n'en ai pas souci! Tout mon être n'est qu'un frémissement auquel je m'abandonne sans demander rien d'autre. Je sais que je ne suis pas seul. C'est là toute la certitude dont j'avais besoin. Je n'ai pas besoin d'autres assurances sur un avenir qui ne me regarde pas. Le présent me suffit ; je ne veux ni voir ni vivre au delà de cette heure de passion. »

Et l'heure de passion, il l'avait vécue tout entière ; il était tombé dans le grand frémissement de cet amour ; il appelait à sa suite ceux qui n'avaient pas bougé encore : « Je sais que je ne suis pas seul ; c'est là toute la certitude dont j'avais besoin. »

Gino rentra, ce matin-là, décidé à informer Remigio de la séparation nécessaire ; il ne pouvait tarder davantage. Chaque jour perdu lui semblerait désormais un vol fait à la patrie, et un manquement à l'honneur. En traversant la vaste cour de la Sapienza, il marchait vite, pressé de profiter de cette disposition vigoureuse qui le poussait et faisait de lui un homme nouveau. Arrivé en face de la maison, il leva la tête. Il aperçut, à travers les vitres du cabinet de travail, Remigio assis, penché sur la table. Cela lui donna un petit choc au cœur ; mais courageusement il monta l'escalier. Son ami leva la tête et lui sourit ; leurs mains se serrèrent. A cet instant, comme midi sonnait, le vieux domestique vint annoncer le déjeuner. Ils passèrent ensemble dans la salle.

— Quelles nouvelles? demanda Remigio.

Alors Gino se lança avec fougue dans le récit des événemens. Les dernières dépêches des journaux apportaient un heureux

bulletin ; elles annonçaient la conquête complète du Mont Sabotino, ainsi que celle du Mont Saint-Michel, pivot de la défense ennemie vis-à-vis de Gorizia.

— La route sera encore longue de Gorizia à Trieste, dit Remigio.

— Sans doute ! Mais il faut avoir confiance dans les destinées de l'Italie.

Gino parlait sans chercher à dissimuler l'ardeur de ses sentimens. Et Remigio l'observait en silence, douloureusement. Mais lui ne prenait pas garde à ce trouble que ses paroles suscitaient ; il négligeait les précautions timides ; il s'abandonnait au courant de sa passion, découvrait la nudité de son âme dépouillée des alluvions anciennes ! Le repas s'acheva ainsi. Ce fut seulement lorsqu'ils se retrouvèrent dans le cabinet de travail que Gino s'aperçut qu'il n'avait pas encore fait part de sa résolution à Remigio : en même temps, il comprenait qu'il avait manqué à leur amitié en ne commençant pas par là.

Il allait enfin révéler son secret. Il se tenait debout, prêt à prononcer les phrases décisives ; cependant il hésitait encore. Remigio le prit aux épaules, plongea ses yeux dans les siens et le tutoyant comme aux minutes suprêmes :

— Va, pars ! Je sens bien que nulle puissance au monde ne pourrait plus te retenir...

Gino avait réclamé la faveur de servir dans le même régiment où Renato avait trouvé une fin si magnifique. Malgré sa complexion délicate, on avait fait droit à sa demande. Il s'en allait vers les hauteurs dangereuses où le canon faisait rage, où la mort se cueillait à chaque pas. Il n'avait pour l'entraîner ni le coude à coude des compagnons, ni la folle témérité de la prime jeunesse. C'était gravement, solitairement, qu'il partait, et aussi sans espérance de retour. Il avait fait complet son sacrifice : aurait-il pu marchander avec le devoir qui l'appelait d'une telle violence ? Il se serait cru amoindri, s'il eût emporté un autre espoir que celui de donner à sa mort individuelle le même sens sublime qu'avaient eu tant d'autres morts précédant la sienne.

La veille du départ, Remigio lui avait annoncé l'intention de le conduire jusqu'au train qui devait l'emporter. Il ne lui témoignait ni regret, ni sollicitude importune. — Était-ce la

fierté d'un cœur offensé, ou simple acquiescement à une volonté dont il respectait le libre exercice?... Gino retournait ces pensées, tout en se dirigeant vers la gare. Il avait déjà revêtu l'uniforme, et sa démarche en était changée. Remigio ne s'appuyait plus à son bras ; ils avançaient l'un à côté de l'autre, différens de ce qu'ils étaient naguère, lorsque, silencieux et remplis de la même idée éternelle, ils se dirigeaient vers la place vaste et déserte où les monumens attentifs semblaient attendre leur visite. Ce soir, ils marchaient d'un pas brusque et inégal ; parfois leurs épaules se heurtaient ; parfois aussi ils se trouvaient tout à coup séparés, sans qu'un obstacle visible eût surgi entre eux. Ainsi ils arrivèrent au quai du départ. Il y avait juste un mois qu'à cette même place Gino s'était trouvé mêlé par hasard à l'ovation dont les députés socialistes avaient salué le passage des jeunes prêtres allant rejoindre les drapeaux. C'était, — il s'en rendait compte, — ce spectacle qui avait déclenché en lui le ressort de son patriotisme ; à partir de cet instant, il avait compris qu'il n'avait plus le droit de vivre en paix, comme il avait fait jusqu'alors. Son amour de la paix était devenu son tourment ; il avait souhaité la vie ardente, tumultueuse, le risque des batailles, le danger qui donne à l'homme la conscience de sa force. Et à partir de ce jour aussi, il ne s'était plus senti dans la même étroite communion avec Remigio ; les années qui les séparaient avaient commencé de marquer la différence qui ne pouvait manquer d'exister dans leurs tempéramens, mais dont il s'était à peine aperçu jusque-là, tant il s'était appliqué à se modeler sur lui. Il avait fallu cette violente secousse, cet avertissement magnifique pour que Gino retrouvât sa jeunesse et toutes les ressources qu'elle recélait encore.

Cependant il redoutait la minute inexorable des adieux ; le train était signalé en retard, et l'attente usait son courage. Quelques rares voyageurs espacés le long du quai se tenaient prêts à partir. Une jeune femme avait accompagné son mari et l'embrassait longuement, frénétiquement, sans s'inquiéter des regards ; tout à l'heure, elle rentrerait seule dans sa maison vide : oublierait-elle l'absent, ou resterait-elle attachée tout entière à son souvenir ? Gino ne put s'empêcher de montrer à Remigio le couple enlacé :

— Comme ils ont l'air de s'aimer ! dit-il.

Remigio avait détourné les yeux. Il comprenait que ce qui manquait à Gino, au moment de rompre avec la vie naturelle pour aller affronter la mort, que ce qui lui manquait, c'était cette étreinte à la fois déchirante et douce ; et que l'amour était un viatique plus puissant que l'amitié. Il ne trouvait aucune parole, aucun geste pour réconforter celui qui si longtemps avait participé à toutes ses aspirations et qui demain, loin de lui, ne serait plus qu'un soldat au service de la force. Déjà il le sentait transformé, et comme gêné par le passé qui le possédait quand même ; bientôt entre eux tout serait consommé...

Brutal, le coup de sifflet de la locomotive déchira l'air. Remigio se raidit, comme si la balle d'un shrapnell allait le frapper au cœur. Il se raidit de toutes ses forces pour ne pas laisser voir la douleur qui le meurtrissait. Gino, après avoir fait deux pas en avant, s'était retourné vers lui. Il était pâle, mais sur son visage brillait l'étrange ardeur du sacrifice. Il ne souffrait pas ; il était comme entré dans son immortalité ; — à peine eurent-ils le temps de se serrer, poitrine à poitrine.

XVIII

Chaque jour, le courrier apportait à Remigio des lettres qui lui étaient envoyées de Rome. Ses plus chers amis s'inquiétaient de son absence. On le pressait de rentrer au milieu des siens, de faire entendre de nouveau sa parole au peuple. Cependant il restait sourd à ces invites ; il ne se décidait pas à prendre parti. Résister à la guerre, il ne le pouvait plus ; le départ de Gino en avait été pour lui une preuve tangible ; contre le fait accompli sa volonté restait impuissante : à quoi bon, dès lors, eût-il cherché à refréner l'enthousiasme de cette jeunesse dont il avait jadis dirigé les plus beaux élans?

Ce matin là, — c'était le 18 octobre, — un seul pli fut laissé par le facteur. D'où vint qu'en le recevant Remigio eut l'intuition qu'il contenait quelque grave nouvelle? Il tardait à ouvrir l'enveloppe ; il regrettait que Gino ne fût pas là pour lui rendre ce service et lui donner lecture de ces lignes dont il redoutait de prendre connaissance.

C'était une lettre de Bernard, portant le timbre de Vérone ; l'écriture calme et droite dans les pages régulièrement remplies témoignait que cette lettre avait été composée avec soin, copiée

peut-être sur un premier brouillon; une impression de fermeté et d'élégance en émanait.

Or, voici ce que Bernard avait écrit :

« Permettez-moi de vous appeler mon père; c'est le nom que je vous ai donné dans mon cœur depuis l'instant où j'ai compris que je pourrais un jour devenir vraiment votre fils; et à cause de cela je vous dois ma confession tout entière :

« J'étais resté longtemps sans me douter que j'aimais Alda autrement que comme une petite compagne de jeux, la compagne de mes douze ans, dont la gaîté avait charmé ma mélancolie précoce, lorsque j'étais venu vivre à Rome, sous les ombrages de la villa Forba. Plus tard, adolescens, nous avions continué à nous rejoindre sans aucune arrière-pensée et dans une simplicité telle que jamais le moindre trouble, le moindre émoi n'avait gêné nos relations quotidiennes. Peut-être, si j'avais pu prévoir l'évolution de nos sentimens, me serais-je défendu davantage; j'aurais craint d'entraîner ma jeune amie dans le courant de ma destinée que je pressentais déjà devoir être tourmentée et brève. Quand mes yeux se sont ouverts, il était trop tard; l'amour nous avait touchés tous deux et nous contraignait à nous promettre l'un à l'autre.

« Ce fut alors que j'allai vous demander de ratifier nos promesses; le jeune homme inquiet que j'étais, tremblait de se présenter devant vous et de vous découvrir son être intime. Avec quelle bonté vous m'avez indiqué la voie que je devais suivre pour mériter le bonheur dont je venais d'apercevoir le lumineux sillage! Ce rêve, qui me paraissait si beau, j'allais le toucher de la main! Mais la réalité déchire le rêve de ses dents aiguës et cruelles; elle ne m'a pas permis d'être heureux plus d'une journée. Je vous avais quitté plein d'une vive espérance; c'était même avec joie que je m'éloignais de Rome, dans la certitude d'y revenir bientôt. Mon premier devoir, vous en conveniez aussi, était de retourner au lieu de mon berceau, dans ce château de Lodatz, où se trouvait la sépulture de tous mes ancêtres paternels. Je devais veiller à ce patrimoine, restaurer les tombes, mettre enfin l'antique demeure en état de recevoir plus tard la visite de ma jeune épouse. C'était un pèlerinage que j'accomplissais, une sorte de retraite pieuse que je m'imposais, avant de me sentir tout à fait digne de recevoir la main d'Alda dans la mienne. Puis, vous l'avouerai-je? les sou-

venirs de mon enfance n'avaient jamais cessé de commander ma pensée et de m'attirer. Je suis l'homme qui a deux patries et par conséquent deux âmes.

« A peine étais-je arrivé en Autriche que j'appris la déclaration de guerre de l'Italie; bien que prévue, cette nouvelle me jeta dans une angoisse terrible ; j'allais avoir à prendre la décision la plus difficile à mon libre arbitre, celle d'opter pour l'une ou l'autre de mes deux patries... Mais, quoi que je fisse, il me faudrait porter les armes contre un sol qui m'était sacré, et par conséquent commettre presque un sacrilège. Autrichien, oserais-je combattre l'Italie, cette terre de ma mère et de ma fiancée, cette terre enivrante et bénie où j'avais connu l'amour? Italien, oserais-je combattre le pays de mes pères, le pays où dormaient mes ancêtres et avec lequel j'avais conservé tant de corrélations intimes et puissantes? Ma race me le défendait, ma race vivait en moi, me remplissait la poitrine, m'ordonnait de ne pas devenir fratricide : car c'étaient bien mes frères, ces jeunes hommes de mon âge qui couraient sous le drapeau marqué de la couronne impériale, et bientôt allaient se ruer aux frontières des Alpes. Je ne pouvais ni les suivre, ni les devancer pour me retourner contre eux... Je ne pouvais rien contre cette malédiction du sort...

« Être lâche? Me dérober au devoir qui incombait à tous? Rester inerte au milieu du double péril? Cela non plus je ne m'y résignais point. D'ailleurs, l'heure approchait de la décision fatale; je quittai le château de Lodatz, après avoir une dernière fois porté des fleurs au tombeau de mes ancêtres.

« Je revins en Italie. J'étais arrivé à cette conclusion que, puisqu'il me fallait garder ma nationalité paternelle, je pouvais du moins embrasser ma mère, Alda, vous revoir!... J'arrivai ainsi jusqu'à cette ville de Vérone, où je m'arrêtai pour des formalités de chancellerie; obligé d'y séjourner quelque temps, je me sentais occupé et repris tout entier par ma seconde patrie. Combien je l'aimais! C'était Alda au doux visage, son charme, sa grâce, sa douceur! C'était elle que je respirais dans les jardins et sur les terrasses bordées de jacinthes; c'étaient ses traits qui m'apparaissaient dans les tableaux de Cavalozza et de Véronèse. L'Adige au cours tumultueux dans la ville mystérieuse me rappelait les violens battemens de son cœur dans sa chaste poitrine de vierge, un jour que, me penchant sur elle, je lui

avais donné mon premier baiser d'amour. Ce baiser serait-il le dernier? Serions-nous condamnés, comme les jeunes amans immortels, dont le souvenir plane au milieu de ce silence, à ne jamais goûter que les prémices de notre joie? Et la rivalité des races nous séparerait-elle comme Roméo et Juliette à l'heure exquise de notre printemps? Plus terrible que celle des Capulets et des Montaigus, la haine qui précipitait l'une contre l'autre nos deux patries ne nous permettrait plus de nous rejoindre. M'unir aux ennemis de l'Italie, c'était renoncer à Alda, et briser mes espérances. *Et cela était aussi impossible devant mon esprit que de marcher contre le pays de mes pères.*

« Voilà dans quelles alternatives j'ai vécu au lendemain de ce rêve lumineux, aujourd'hui réduit en cendres. Plus je descendais aux profondeurs de ma conscience et plus j'entrevoyais le sort fatal auquel je ne pouvais échapper. Une issue était ouverte devant moi, une seule. Je vous supplie de me pardonner! Avant de prendre ce parti extrême, j'ai réfléchi longuement. Toute ma jeunesse se révoltait devant une fin aussi prompte... Certes, j'eusse préféré mourir avec les jeunes hommes, mes frères, porté par le souffle héroïque qui fait envisager la mort comme une volupté plénière. Je mourrai obscur, solitaire, inconsolé, n'ayant pu étreindre ni la gloire, ni l'amour, avant que de terminer ma course.

« Ce matin, sous les cyprès des jardins Giusti, j'ai recommencé pour la centième fois l'examen de ma conscience. Pouvais-je sans remords abandonner Alda et causer à ma mère un deuil cruel? Oui, je le pouvais; la responsabilité de ces événemens ne pèse pas sur ma tête; je n'ai voulu ni ma naissance étrangère, ni cette folie des pasteurs des peuples qui les précipitent dans la sanglante mêlée. Je suis innocent de ce sang et de ces larmes. Sous les hauts cyprès qui ont vu passer comme une procession douloureuse tant des opprimés de ce monde, j'ai envisagé ce qu'eût été mon bonheur avec Alda et ce que sera sans moi son bonheur. Les fleurs renaissantes et l'herbe nouvelle poussant sous les arbres noirs m'ont enseigné que les chagrins tombent des cœurs comme des feuilles flétries que d'autres feuilles remplacent. Alda ne m'oubliera point; son cœur est trop noble pour cela; mais elle laissera la force de la nature agir en elle, et plus tard, bientôt peut-être, elle connaîtra la consolation...

« Adieu... c'est encore en vous appelant mon père que je vais franchir l'abîme qui a été placé entre la connaissance et l'infini... Ce sera bref et définitif. Que trouverai-je de l'autre côté de l'abîme? Je ne veux point penser; je veux être maître de moi jusqu'au bout. »

Remigio posa la lettre dont les feuillets tremblaient dans ses doigts. Une immense pitié montait en lui. Il revivait les luttes qui avaient dû déchirer le cœur du fils de Cristina jusqu'à ce qu'il se fût décidé à terminer sa courte existence. Une question torturante se posait devant son esprit : qu'aurait-il fait lui-même si le Destin l'eût placé dans un cas semblable?... Il cherchait à se souvenir de l'homme qu'il était à vingt ans, et des ressources dont il disposait alors pour faire face aux complexités de la vie; il ne trouvait rien, aucune solution, sinon celle à laquelle Bernard s'était stoïquement résigné...

Il apparaissait le jumeau de ces victimes antiques, offertes en sacrifice aux divinités implacables; mais son geste était volontaire et son sacrifice consenti. L'immolation de cet enfant renonçant à la vie plutôt que de trahir l'un ou l'autre de ses devoirs apaiserait-elle au moins les divinités maudites? L'insatiable Moloch qui broyait sous ses dents de fer tant de fragiles existences cesserait-il enfin de réclamer de nouvelles proies! Sans ses puissances du mal, Bernard eût sans doute joui du bonheur mélangé qui est le lot de chaque créature. Il eût accompli ses jours et apporté à la communauté humaine sa part d'activité et de rayonnement. — Mais cette mort, cette mort stérile, inféconde, n'était-ce pas la plus triste condamnation des luttes fratricides entre les peuples?

Il avait mis la main sur son front et pleurait; ce deuil dépassait pour lui la mesure des deuils ordinaires; il entraînait dans le néant de l'irréparable d'autres tenaces espérances. Il songeait à la douleur de Cristina frappée dans sa chair et dans son sang, par une volonté fatale. Il songeait surtout au désespoir de sa fille, privée tout à coup de son rêve éblouissant. Elle aussi était une victime innocente, une sacrifiée du destin. Il la revoyait telle qu'elle était venue à Pise quelques semaines auparavant, mystérieuse, concentrée, toute pleine du feu secret de l'amour. Aujourd'hui elle courbait la tête sous le coup qui l'accablait... La relèverait-elle jamais, cette tête charmante

et douce, faite pour être couronnée de fleurs? Remigio aurait voulu avoir la puissance de consoler tant de larmes. Il éprouvait jusqu'à l'angoisse le sentiment de son inutilité présente et comme le remords de ne porter le poids d'aucune douleur.

XIX

Remigio cependant ne s'était pas laissé dominer par le chagrin.

Cette sorte d'ivresse que donne la complète solitude aux êtres assez forts pour la porter le soutenait et l'élevait au-dessus des épreuves de sa vie. Volontairement il prolongeait cet état d'expectative, cet arrêt au milieu de l'agitation universelle. Le départ de Gino, le suicide de Bernard, c'était la double blessure dont il saignait; mais il s'en connaissait une autre, plus profonde, plus secrète, et qui n'avait pas cessé de le faire souffrir. Rien de tout cela ne devait influencer son jugement; l'idéalité pure, le sentiment du devoir à remplir devaient seuls diriger ses actions prochaines. — Or, ne s'était-il pas trompé jusque-là? N'avait-il pas pris pour la vérité positive les conceptions de son esprit? Lui faudrait-il renoncer, devant la leçon brutale des faits, à cet évangile de fraternité humaine dans lequel sa pensée s'était cristallisée, qu'il avait prêchée à ses semblables avec une foi ardente? Telles étaient les questions qu'il se posait au cours de ses méditations silencieuses, prêt à se renoncer soi-même, plutôt que de s'obstiner dans l'erreur. Mais il n'apercevait pas encore la vraie lumière, celle qui éclaire tout homme venant en ce monde et que presque toujours les nuages de la raison obscurcissent ou voilent.

Depuis que Gino n'était plus là, il suivait chaque matin le bras du fleuve jusqu'au coude où se découvrait la maison de Galilée. Il conversait avec ce persécuté triomphant sorti de l'obscurité où on avait voulu le plonger; de même que tant d'autres précurseurs, Galilée avait souffert de son vivant de la médiocrité de ses semblables; mais la postérité lui donnait raison et se chargeait de rompre ses chaînes. C'était donc l'avenir seul qui décidait de la valeur des points de vue humains; dans le présent, tout était mobile, insaisissable; le terrain mouvant ne s'affermissait que lorsque les générations succes-

sives y avaient passé avec leurs fardeaux de douleurs et d'incertitudes. Dans cette Pise recueillie, l'image de Galilée resplendissait comme le soleil qu'il avait interrogé de ses yeux ardens et dont il avait connu l'immuable splendeur. Consolation... délivrance... Ce bond en avant de l'espoir replaçait Remigio dans une condition meilleure. Il rentrait chez lui plus confiant dans le lendemain.

. . . .

Comme il traversait ce jour-là le pont du Milieu, le jeune Pisan aux boucles brunes, qui avait coutume de lui vendre les journaux, lui tendit les feuilles dépliées avec un geste de colère :

— Ah ! signor, lisez vite : ils ont assassiné Battisti !

Et l'adolescent, déjà gagné à la cause de l'irrédentisme, ajouta :

— Ils ont fait de lui comme d'Oberdan ; ils l'ont pendu ! l'un à Trieste, l'autre à Trente. Est-ce que ces méfaits abominables ne seront pas bientôt vengés ?

La nouvelle remplissait toutes les colonnes des journaux. Le célèbre député du Trentin, fait prisonnier sur le front des Alpes, avait été condamné à ce supplice ignominieux et exécuté comme un malfaiteur. C'était un nouveau défi au droit des gens et à la conscience universelle ; mais c'était surtout un outrage direct que l'ennemi séculaire infligeait à l'Italie, un crime pareil à celui qui, trente-quatre années plus tôt, avait soulevé d'indignation l'Italie entière. Oserait-on, malgré cela, compter encore sur l'étreinte fraternelle des peuples ? Oserait-on demander au peuple outragé de pratiquer le pardon des offenses ? Il avait tendu la joue gauche après que la droite eut été souffletée, et sa face convulsée, meurtrie, se tournait maintenant vers le bourreau avec un sursaut de rage. Oui, cet adolescent avait exprimé toute l'idée de la nation lorsqu'il avait dit : « Est-ce que ces méfaits abominables ne seront pas bientôt vengés ? » — Remigio avait envie de retourner sur ses pas pour lui répondre : « Tu as raison, mon petit ; il faut que l'honneur soit sauf. »

Il respirait mal en se hâtant vers la maison. Ce sentiment violent l'étouffait ; des lueurs rouges passaient devant ses yeux ; il avait connu Battisti, il l'avait aimé. Il se souvenait de la dernière visite qu'il avait reçue de ce martyr, suspendu au gibet

pour avoir défendu la cause du droit et de la justice. Celui-ci aussi avait cru à la fraternité des peuples et à la puissance de l'amour. Il était mort avant que fût mûre la moisson. Celles qui se levaient maintenant dans les champs du monde, c'étaient les moissons de la haine et de la vengeance. Il en était ainsi ; il en serait ainsi jusqu'à ce que l'on eût étouffé l'ivraie qui empêchait le grain de mûrir...

Dans le cabinet de travail où il entrait la tête basse, Cristina, debout, lui apparut; elle était vêtue de noir et sous ses voiles elle semblait plus auguste et comme chargée d'une mission divine. En la voyant, Remigio se troubla et crut défaillir. Tant de fois il s'était défendu de l'évoquer au cours de ses heures inquiètes et vides ! Habitait-elle encore une des demeures de son âme ? Une de ces demeures mystérieuses dont on redoute de pousser la porte ? Elle était là, devant lui, pareille à celle qu'il avait aimée ; l'éclat de ses yeux et de ses lèvres enluminait la pâleur de son visage ; et, comme jadis, toute sa beauté profonde était écrite sur son front resté jeune en dépit du temps. Pourquoi était-elle revenue ? De quels reproches, de quelles plaintes allait-elle l'accabler ? Certes, elle avait souffert plus que lui sans doute et d'une façon plus réelle et plus vive. Cependant il n'osait parler le premier ; il hésitait à porter le poignard des mots sur ce cœur qui saignait encore. Il la regardait, anxieux, attendri, prêt à tomber à ses genoux.

Elle posa la main sur son bras qui tremblait, et dit simplement :

— Il faut rentrer dans Rome ; votre place n'est plus ici !

Jean Bertheroy.

(La dernière partie au prochain numéro.)

DANS LES RUINES

DE

NOS MONUMENS HISTORIQUES

CONSERVATION OU RESTAURATION?

Les journaux qui annonçaient, au mois d'août dernier, l'incendie de la Collégiale de Saint-Quentin publiaient un extrait de la presse artistique d'outre-Rhin, signifiant, non sans ostentation, au monde qu'avant de faire sauter, au prix de milliers de tonnes des explosifs les plus perfectionnés, les ruines légendaires du château de Coucy, les ingénieurs allemands en avaient dressé des relevés et plans si remarquables que rien ne serait plus facile, la paix revenue, que de les restituer dans leur état primitif...

Est-il rien de plus caractéristique de la barbarie vraiment nouvelle contre laquelle nous nous défendons, que le simple rapprochement de ces deux citations? L'hypocrisie et le pédantisme s'y mêlent à la sauvagerie. Ils accumulent en même temps les ruines et les fiches, des monceaux de décombres fumans et des tas de papiers imprimés. La Collégiale de Saint-Quentin, l'immense reliquaire qui surgissait au milieu de la ville, est en flammes? Mais voici une monographie doctement compilée par un de ses incendiaires... Reims a déjà reçu plus d'obus qu'elle ne comptait de moellons et de pierres? Mais depuis deux ans déjà, en place d'honneur dans leurs prospectus

de librairie, on a pu lire l'annonce d'une définitive et colossale histoire, description et explication de la cathédrale, dès maintenant sous presse, « et qui paraîtra bientôt... » Ils ont emporté les pastels de Latour? Mais voici des reproductions en couleurs, avec commentaires inédits, critiques et esthétiques d'un des déménageurs... Le sépulcre de Ligier Richier à Saint-Mihiel? Mais c'est eux qui l'auront sauvé! On pourra dresser après la guerre (et ils n'y manqueront pas)... une longue bibliographie de toutes les dissertations publiées au cours de l'invasion et des pillages par leurs *privat-docent* mobilisés, dans leurs « imprimeries d'étapes! »

Comment les accuser après cela d'avoir déchaîné sur la Belgique et sur la France leur frénésie dévastatrice? N'ont-ils pas tout prévu au contraire, tout fait pour préparer et faciliter l'œuvre réparatrice de la civilisation dont ils prétendent, demain comme hier, après comme avant leurs forfaits, rester les protagonistes brevetés? A mesure que leur recul « stratégique » les obligera à se dessaisir de leurs derniers gages, il faut donc nous attendre de leur part à un redoublement simultané de malfaisance et de « contributions » sur les monumens mutilés par eux.

Laissons-les, pendant qu'ils détruisent encore, prodiguer à leurs victimes les marques d'une sympathie désolée et les meilleurs avis pour les restaurations futures. Mais nous, les propriétaires et héritiers légitimes des chefs-d'œuvre assassinés, quels vont être demain notre devoir et notre tâche? Quand les dernières hordes auront disparu, quand nous reviendrons dans nos villages, — ou sur l'emplacement de nos villages, — rasés, quand nous rentrerons dans nos villes violées et leurs sanctuaires éventrés, nous ne pourrons nous borner à nous asseoir en pleurant sur des ruines. La plus belle partie de notre terre, la plus aimée parce qu'elle a été le plus souvent martyrisée par le même ennemi, — celle où, dans un accord providentiel de la nature, de la race et de l'histoire, se formèrent la douce France et son art national, où se conservait, dans le cadre harmonieux et fraternel des paysages inspirateurs de nos plus grands peintres modernes, le trésor de l'architecture chrétienne, attestent nos droits d'aînesse dans le grand œuvre de la civilisation, — n'est plus qu'un vaste cimetière où nos morts bien-aimés reposent à côté des églises, des fermes, des mai-

sons, de tous les foyers du souvenir, de l'espérance, de la famille et du travail, qu'ils couvrirent de leurs corps sacrifiés et de l'héroïsme de leurs âmes immortelles... Que ferons-nous pour y ramener la vie, pour préserver de la mort totale tout ce qui pourra être encore sauvé du patrimoine des ancêtres? Comment concevoir, conduire l'œuvre redoutable des restaurations nécessaires ou prendre parti sur les abandons inévitables?

Pour répondre à ces angoissantes questions, il est indispensable de mettre à profit l'expérience d'une histoire, trop abondante, hélas! en destructions et en crises iconoclastes; pour éclairer l'opinion publique et l'empêcher de céder aux entraînemens d'un sentiment mal informé et trop prompt à désespérer, il faut lui rappeler un passé riche en « précédens. »

* * *

La France a été la première parmi les nations européennes à constituer chez elle une catégorie de monumens « classés » et « historiques » et à instituer un service spécial pour veiller à leur surveillance, entretien et restauration. A qui voudrait se rendre compte de la nature et de l'importance de ce service, de son organisation actuelle, de sa tâche et de ses responsabilités, on ne peut que signaler un livre récemment paru : *Les Monumens historiques* (1). L'auteur, M. Paul Léon, chef de division des services d'architecture au sous-secrétariat d'État des Beaux-Arts, était mieux placé qu'aucun homme de France pour en révéler au public l'histoire très mal connue. Il y a apporté les meilleures qualités de l'historien formé à bonne école, l'intelligence la plus lucide, un style net et sobre, dont Mérimée qu'il cite souvent eût aimé l'élégance nerveuse.

Son rôle ne pouvait être d'écrire un réquisitoire; du moins s'est-il soigneusement gardé de l'apologie et du plaidoyer. Ce qu'il nous apporte, en somme, c'est un grand rapport, impartial et vivant, documenté de première main, où la critique est peut-être çà et là discrètement atténuée, mais d'où la vérité se dégage toujours reconnaissable et efficace... Nous n'apportons pas ici un compte rendu critique qui nous détournerait de notre sujet principal; mais il fallait mettre à profit les renseignemens et les enseignemens d'un tel ouvrage, avant d'aborder l'examen

(1) Paris, grand in-4°, 1917 (Laurens, éditeur).

des problèmes que le service des monumens historiques aura à résoudre au lendemain de cette guerre, — et dans quelles conditions plus pathétiques et émouvantes qu'à aucun autre moment de notre vie nationale!

M. Paul Léon l'avait complètement écrit avant la guerre. Si une ou deux des photographies qui l'illustrent très utilement portent çà et là la trace des blessures reçues depuis, — par la cathédrale de Soissons, par exemple, — le texte ne fait aucune allusion aux catastrophes qui viennent de mettre à mal tant des plus illustres cliens du « service, » — ou de la clinique, — ceux-là même auxquels il conviendra d'appliquer demain, dans quelle mesure et pour quelles fins? les méthodes dont, après un siècle de controverses, la commission des monumens historiques, les inspecteurs généraux et les architectes en chef ont, sous la direction de M. Paul Léon, l'initiative, le contrôle et la responsabilité. De tout temps, l'opinion publique, plus ou moins bien informée, est intervenue, souvent avec passion et violence, dans la discussion et l'appréciation des travaux ainsi exécutés. Aujourd'hui plus que jamais, elle est avertie, attentive, exigeante. Elle trouvera dans la lecture du remarquable exposé de M. Léon tous les élémens d'information et le moyen de se rendre équitablement compte de la complexité des problèmes que pose la moindre intervention, — médicale ou chirurgicale, — dans le traitement d'un vieux monument, malade ou blessé.



Sous l'ancien régime, — encore que les exemples y soient plus fréquens qu'on ne croit de la survivance ou de l'imitation des styles du moyen âge, aux XVII[e] et XVIII[e] siècles, par les vieilles corporations provinciales de maçons (M. Brutails pour la Gascogne, M. G. Durand pour la Picardie nous en ont révélé un grand nombre), — la règle générale était que les générations nouvelles, quand elles intervenaient, pour le réparer, l'agrandir, le remanier ou « l'embellir, » dans la vie d'un vieux monument, le faisaient sans aucun souci de respecter, comme nous disons, le « style » des époques antérieures. Chaque siècle, créateur à son tour, le marquait de son empreinte, le transformait selon le goût régnant. Louis XIV, en accomplissant à Notre-Dame de Paris le vœu de Louis XIII, renouvelait

entièrement le décor et l'aménagement du chœur, y multipliait les revêtemens de marbres polychromes, pour dissimuler autant que possible « la mauvaise architecture gothique, » et ces marbres, extraits des belles carrières pyrénéennes, s'accordaient avec les tons vifs des étendards pris à l'ennemi, qu'un « tapissier » victorieux y venait accrocher. Au XVIIIe siècle, pour faire place au dais des processions royales, Soufflot ne se faisait aucun scrupule de supprimer le tympan et le trumeau de la porte centrale où se dressait la statue du Christ enseignant, frère sans doute du « beau Dieu » d'Amiens; à Reims, Louis XV faisait ajouter sans façon, aux portes de la façade occidentale, les charmans tambours « rococo » qui ne sont plus qu'un tas de cendres; à Bourges comme à Paris et à Chartres, les chanoines détruisaient d'admirables jubés...

Ces pratiques consacrées par un long usage, la Révolution les exaspéra jusqu'à la frénésie dans sa folie furieuse de supprimer tous les « vestiges de la tyrannie, de la superstition et de la féodalité. » Mais elle n'avait rien à mettre à la place de ce qu'elle brisait, et la déesse Raison, installée en souveraine dans les sanctuaires devenus ses temples, n'a laissé de son culte éphémère et stérile aucun témoin digne de prendre place dans l'histoire de l'art français.

Aussi, quand ses ravages eurent pris fin, par lassitude de détruire plus encore que par un retour d'autorité réparatrice, quand on se mit à constituer des « Commissions des monumens et des arts, » à dresser des inventaires, on ne put que recueillir les épaves du cyclone, de façon bien incomplète et sans un discernement suffisant. Peu à peu, l'opinion émue par les élégies des précurseurs du romantisme, enthousiasmée par les commentaires magnifiques autant qu'erronés d'un Chateaubriand, s'alarmait des effets d'un vandalisme trop funeste, visitait pieusement le musée de Lenoir, faisait aux pouvoirs publics un devoir de relever et « restaurer » tant de témoins vénérables d'un passé que les historiens et les archéologues allaient jour à jour déchiffrer.

C'est sous la monarchie de Juillet, où les historiens eurent une si grande place dans le gouvernement, que s'organisa vraiment le service des « monumens historiques. » C'est elle qui inventa le mot, créa, si l'on peut dire, le « genre; » et les noms de Victor Hugo, de Montalembert, de Guizot, de Thiers, de

Montalivet, de Vitet, de Prosper Mérimée, de Lassus et de Viollet-le-Duc sont restés et resteront à jamais attachés à ce chapitre de notre histoire intellectuelle et morale. C'est d'ici, dans le numéro du 1er mars 1833 de cette *Revue*, où parut la lettre du comte de Montalembert au vicomte Victor Hugo *Sur le Vandalisme* en France, que partirent le cri de ralliement et l'appel décisif. Comment rendre à la France la parure de tant de témoins mutilés ou branlans de son histoire et de son génie, que les destructions de l'époque révolutionnaire, suivie de plus de trente ans de presque complet abandon encore aggravé par les menées et profanations de la « bande noire, » livraient aux générations nouvelles dans un état de délabrement pitoyable?

Il ne s'agissait plus dès lors de préserver simplement, mais de *restituer*, — et c'était un danger nouveau qui allait menacer les glorieux blessés, en faveur desquels les voix les plus éloquentes multipliaient les appels à la pitié et à la vénération du peuple français... Les architectes de Louis-Philippe n'avaient plus, comme ceux de Louis XIV, de Louis XV et de Louis XVI, un style héréditaire à la fois et original, toujours en renouvellement dans la tradition maintenue, sûr de ses principes, fort de ses chefs-d'œuvre, à substituer tour à tour ou à ajouter au gothique « primitif, » « lancéolé » ou « flamboyant, » comme l'usage s'établissait d'en étiqueter les différentes époques. Mais, encore qu'on fût bien loin d'être arrivé au degré de compréhension où les « dissections » d'un Viollet-le-Duc et les leçons d'un Quicherat et de ses continuateurs devaient nous élever, l'intelligence des principes inspirateurs de nos grands constructeurs du moyen âge avait assez fait de progrès déjà pour susciter une « doctrine. » Que de théories, dès lors, de polémiques, d'inévitables et irréparables erreurs!

Quand on écrira l'histoire critique, complète et documentée de la restauration de Notre-Dame de Paris, — (un de nos jeunes confrères en ce moment prisonnier de guerre en Allemagne l'avait projetée et entreprise et reviendra, s'il plaît à Dieu, la reprendre bientôt) (1), — on verra comment évoluèrent, à mesure qu'on avançait dans ce grand travail, et s'élargirent les projets primitifs et la doctrine de ses promoteurs et auteurs. Plus de vingt ans s'écoulèrent de travaux presque sans interruption,

(1) Voyez : *La cathédrale Notre-Dame de Paris, notice historique et archéologique*, par Marcel Aubert, archiviste paléographe. Paris, Longuet éditeur, 1909.

depuis le jour où la proposition de restauration présentée à la Chambre des pairs par Victor Hugo, appuyée par Montalembert et soutenue par Vitet, promu inspecteur général des monumens historiques, jusqu'au 31 mai 1864 où Mgr Darboy célébra la dédicace de la cathédrale restaurée. Le premier crédit de deux millions six cent cinquante mille francs avait été abondamment dépassé.

La science accrue des architectes devenait de jour en jour plus exigeante et plus intransigeante. Mérimée avait d'abord défini le but de toute restauration par cette formule : *conservation de ce qui existe, reproduction de ce qui a manifestement existé* (et la seconde partie de la proposition contenait en germe les pires abus); mais jour à jour, comme nos grands chantiers de restauration devenaient de véritables écoles où se formaient, dans le commerce familier de l'art du moyen âge, des tailleurs de pierre, des appareilleurs, des ornemanistes, une doctrine se constituait qui, nourrie de l'enseignement des maîtres de l'œuvre, tendait bientôt non plus seulement à restaurer nos monumens tels que les siècles nous les avaient transmis, mais, condamnant tout ce que les époques classiques avaient pu y transformer ou ajouter, prétendait les refaire tels qu'ils auraient dû être, selon un certain type idéal de l'architecture du XIIIe siècle érigé dans l'esprit des théoriciens. De là des inventions arbitraires, et, à la place de la vérité historique telle que la vie l'avait faite, des hypothèses contestables, des compositions artificielles et figées, imposées de toutes pièces aux générations futures dont elles ne peuvent que troubler les idées et égarer la critique. Certaines chapelles latérales de Notre Dame de Paris offriraient plus d'un exemple de cet art abstrait et froid, de cet « académisme gothique, » si l'on osait s'exprimer ainsi.

On remplirait une bibliothèque des polémiques qui s'émurent à propos de chacune des « grandes restaurations » de nos cathédrales. Autour de celles d'Angoulême, Bordeaux, Périgueux, Sens, Évreux se livrèrent de véritables batailles et la plus violente se déchaîna quand on entreprit, après le vote d'une loi de l'Assemblée nationale (26 décembre 1875) qui l'avait ordonnée et largement — trop largement! — dotée, celle de la cathédrale de Reims. (Il est juste de rappeler que nous étions alors sous le régime absurde, aujourd'hui aboli, qui classait les cathédrales parmi les « édifices diocésains » et les soustrayait

ainsi au contrôle de la Commission des monumens historiques. Si l'on avait le loisir de s'attarder à des fouilles dans cette littérature vite oubliée, on pourrait en rapporter la matière d'un livre, égayé de citations amusantes et qui ne serait pas sans utilité pour l'histoire de ce qu'on pourrait appeler les idées et le goût archéologiques. M. Anatole Leroy-Beaulieu, revenant ici même (à propos des travaux de la cathédrale d'Évreux) sur ces controverses toujours ouvertes, consacrait à *la restauration de nos monumens historiques devant l'art et devant le budget* (1), un article qui est un modèle pour le bon sens et la large compréhension des élémens très complexes que comportent les problèmes discutés et qui sera bon à relire encore, demain, quand nous allons nous trouver en présence des mêmes questions et sans doute des mêmes discussions.

Nous n'avons aucune envie d'excuser les méfaits des architectes restaurateurs. Il ne faut pas toutefois leur refuser le bénéfice des circonstances atténuantes, si l'on tient compte des conditions et des temps où ils durent opérer; il ne faut surtout pas nier de parti pris les services qu'ils ont pu rendre. Certes ils ont trop « déposé, » trop refait, quand il eût suffi de conserver et de consolider; ils ont trop restitué selon de simples hypothèses ou conformément à des théories trop absolues; mais tout de même, ils ont beaucoup sauvé de ce que M. Maurice Barrès appelait d'un mot si juste « la physionomie architecturale, la figure physique et morale de la terre française. » Rappelez-vous l'émotion qui nous souleva, le cri d'indignation qui monta de tous les points de l'horizon du monde civilisé quand les avions allemands allumèrent dans les combles de Notre-Dame de Paris un commencement d'incendie qu'on sut, par bonheur, aussitôt étouffer. Encore un peu, et c'est la flèche qui flambait, la svelte flèche qui, jaillie du carré du transept, couronne et exalte si heureusement la silhouette de l'immense vaisseau! Qui donc s'avisa de se souvenir alors que cette flèche est l'œuvre, — l'œuvre en son temps très contestée, — de Viollet-le-Duc? *Notre* Notre-Dame, en dépit de tant de remaniemens intérieurs et extérieurs, n'en est pas moins restée dans le cœur des Parisiens et dans la vénération de l'univers entier, la très noble et illustre basilique de Maurice de Sully, de Philippe-Auguste et de saint Louis!...

(1) Voyez la *Revue* du 1er décembre 1874.

Et l'émoi n'eût pas été moins vif et moins indignée la protestation, si la flèche toute voisine, — et non moins moderne, — de la Sainte-Chapelle avait été atteinte par les bombes du taube, qui se perdirent dans la Seine entre le Louvre et le Palais.

*
* *

Donc, restons sévères pour les fautes anciennes, mais soyons équitables et ajoutons, parce que c'est la simple vérité dont nous pouvons témoigner après de longues années de participation aux travaux de la commission des monumens historiques, que dans le « service » réorganisé, où les cathédrales sont comprises comme les palais nationaux et dont relève Trianon comme Reims, un « esprit nouveau » s'est développé, très différent de celui qui nous valut les abusives restaurations d'un passé encore récent. Le temps n'est plus où, comme Henry Roujon aimait à le raconter, Mérimée pouvait commencer un rapport confidentiel à l'Empereur, par cette simple phrase : « Sire, tant que Votre Majesté n'aura pas fait pendre un architecte..., » — où d'Abadie lançait contre les archéologues, « impuissans » gêneurs, bons uniquement à critiquer et à blâmer, un manifeste qui fit à son heure grand bruit, — où enfin, Viollet-le-Duc dans une de ses campagnes au *XIXe Siècle* d'About, accusait Anatole Leroy-Beaulieu qui s'était permis, non sans de valables raisons, de critiquer les travaux de la cathédrale d'Évreux, de servir complaisamment d' « instrument à la cabale cléricale !... »

L'amour des vieilles pierres qu'il faut considérer comme des documens, des témoins qu'on n'a pas le droit de supprimer mais qu'il faut empêcher de tomber, tant que le sauvetage est possible, est aussi sincère dans le cœur de la majorité des architectes que dans celui des archéologues et des « amateurs : » une confiante collaboration a fait place aux anciennes violences et, plus d'une fois, c'est des rangs des inspecteurs généraux et des architectes eux-mêmes que sont parties les critiques les plus sévères contre telle proposition d'excessive intervention chirurgicale. En pourrais-je citer de meilleure preuve que la série des études, des « consultations, » si pénétrantes qu'un architecte, restaurateur de l'Hôtel de Ville de Douai, l'une des plus nobles victimes de cette guerre, notre ami Max Doumic publiait peu de temps avant sa mort héroïque dans *le Correspondant*, sur nos vieilles églises, les dangers qui les menaçaient,

notre devoir et les meilleurs moyens de les défendre contre la ruine imminente?

Si l'on veut bien, avant de se donner le plaisir toujours facile de critiquer, examiner les derniers travaux exécutés à Chartres et à Reims, — à Reims, où je suis convaincu qu'ils ont contribué efficacement pendant les rafales et les secousses des bombardemens à maintenir et à sauver la rose de la façade occidentale — on devra convenir de bonne foi que la manière d'opérer aujourd'hui n'est plus celle des restaurateurs d'autrefois. Qu'on me permette, pour plus de clarté, d'indiquer très sommairement en quoi ils ont consisté.

Tous ceux qui avaient pu visiter, en montant sur les échafaudages et en les examinant, pierre à pierre, les voussures des porches latéraux de Notre-Dame de Chartres, savent à quel alarmant état de dislocation elles étaient arrivées. Il fallait de toute évidence consentir à l'écroulement de ces chefs-d'œuvre entre tous insignes et sublimes de notre statuaire française ou se résoudre à une restauration radicale. Un vice initial de construction, — nos « maîtres de l'œuvre » eux-mêmes ne furent pas exempts d'erreurs, — était la cause lointaine et organique du mal. Au moment de l'adjonction des porches aux transepts Sud et Nord dont ils sont l'émouvante parure, l'architecte eut l'imprudence de couper les contreforts et provoqua ainsi un « porte à faux » qui fit bientôt sentir ses effets et, jour à jour, éclater les linteaux sur lesquels reposaient les voûtes. Plus d'une fois au cours des siècles, on dut employer des moyens de fortune pour conjurer le danger : crampons de fer, étais périodiquement renouvelés arrêtaient pour quelque temps le progrès du mal, mais n'en pouvaient supprimer la cause toujours agissante. En 1856, on plaça de nouveau de robustes étais assez forts pour soutenir toute la poussée des voûtes et soulager les linteaux épuisés; mais ce dernier remède était devenu lui-même impuissant. En 1897, il fallut prendre parti.

Un architecte de science et de prudence éprouvée, le regretté Selmersheim, fut chargé de ce travail délicat et qui entraînait de redoutables responsabilités. Il jugea qu'on ne pouvait se dispenser de déposer, pierre après pierre, tous les élémens des voûtes et les sculptures qui les décorent, afin de refaire sur de nouvelles dispositions et en supprimant la cause du mal d'autres linteaux sur lesquels on remettrait en place les anciennes vous-

sures. Le travail fut conduit, exécuté et surveillé avec d'infinies précautions et les plus méticuleux scrupules.... et pourtant, quand il fut achevé, il devint évident que la double opération de la dépose et de la remise en place des voûtes avait fatalement amené la suppression de certaines irrégularités d'appareil dont les jeux de lumière animaient et coloraient la matière et que quelque chose était changé, compromis, dans l'aspect général, désormais plus dépouillé, plus sec et plus froid. Les années se chargeront d'ailleurs d'atténuer, de patiner, d'harmoniser, et déjà leur action bienfaisante est sensible.

Tout de même, quand le moment vint, en 1907, d'opérer sur le porche septentrional, la commission des monumens historiques, qui avait dès lors les cathédrales dans sa juridiction, demanda qu'avant d'entreprendre les travaux, on tînt d'abord séance dans le chantier, à pied d'œuvre. Les « archéologues » insistèrent vivement pour que, à tout prix, l'architecte renonçât à toute dépose et s'arrangeât pour maintenir les voussures pendant qu'il glisserait sous leur masse les nouveaux linteaux qui devaient en recevoir la retombée. Ce n'est pas ici le lieu d'indiquer par quels procédés techniques il vint à bout de ces difficultés périlleuses; il suffit de constater aujourd'hui l'excellence des résultats obtenus.

A Reims, la grande rose de la façade occidentale s'écrasait sous le poids du pignon qui pesait sur elle. En 1906, il devint urgent d'y porter remède; mais comment le faire sans altérer l'aspect de l'illustre façade? C'est l'emploi des matériaux nouveaux mis depuis vingt-cinq ans à la disposition des architectes qui permit de résoudre la difficulté, sans rien changer à la forme extérieure. Une épine de ciment armé, absolument invisible, passée dans la maçonnerie, rendant les deux tours solidaires, fit office d'arc de décharge et mit l'admirable rose à l'abri d'une ruine certaine. Il est probable que, sous les formidables vibrations des bombardemens qui ont submergé Reims, elle se serait disloquée, écroulée et ne serait plus aujourd'hui qu'un tas de décombres, si ce travail n'avait pas été terminé avant 1914... De pareils exemples ne sont-ils pas pour rassurer ceux qui protestent déjà contre les restaurations futures?

*
* *

Voilà où nous en étions quand le fléau exterminateur

s'abattit sur nous. Nous ne connaissons pas encore toute l'étendue du mal ; nous ignorons surtout où s'arrêtera l'œuvre de destruction et de mort. Tant que nous n'aurons pas pu, après la guerre, visiter, ausculter les glorieux blessés qu'elle aura faits parmi nos monumens, il sera impossible de définir avec précision notre devoir et ce que nous pourrons entreprendre pour maintenir debout et vivans ceux qui tiendront encore. Et c'est pourquoi nous nous sommes permis de trouver prématurées et trop absolues beaucoup de déclarations publiées par la presse et dangereux les mouvemens d'opinion provoqués par des artistes et des littérateurs illustres, inspirés, — est-il besoin de le dire? — des plus patriotiques sentimens, mais que je voudrais rendre attentifs aux conséquences des décisions qu'ils voudraient dès à présent nous faire prendre. Si j'assume le rôle ingrat de résister à des voix si éloquentes, c'est que je suis convaincu qu'à les suivre, nous assumerions vis-à-vis de la France de l'avenir les plus lourdes responsabilités.

Constatons d'abord, avouons, — et que ce soit la juste, mais bien dure expiation des fautes anciennes, — que, dès les premières nouvelles de l'incendie et du bombardement de la cathédrale de Reims, au concert unanime d'imprécations et de malédictions qui s'éleva contre les incendiaires, se mêlèrent déjà nombreuses les protestations anticipées contre les « restaurateurs » éventuels et futurs ! « Elle est si belle avec ses pierres calcinées et comme saignantes ! N'y touchez pas, sous peine d'être à votre tour aussi malfaisans que les Boches, » disait-on à peu près ; je suis même sûr d'avoir lu « plus Boches que les Boches, » ce qui était tout de même excessif. On ajoutait : « Vous n'avez qu'un droit, qu'un devoir, c'est de conserver ces *ruines* à notre admiration, à notre douleur, à notre haine qui viendra s'y alimenter, s'y renouveler de génération en génération... » Les uns admettaient, il est vrai, comme s'exprimait l'auteur d'une lettre qui a ému profondément l'opinion, que, pour les conserver, on les consolidât, on les « couvrît *adroitement* » (adverbe en vérité trop vague et trop commode à ceux qui n'ont pas à assumer la responsabilité de la besogne). Mais d'autres, et des plus illustres, s'opposaient même à la réfection de cette couverture protectrice et ne voulaient pas admettre d'autres voûtes aux sanctuaires branlans, aux ruines augustes et sacrées, que la voûte même des cieux !

Je pourrais aligner ici beaucoup de citations en prose et en vers; il me suffira d'une seule que j'emprunterai au témoin le plus inattendu, Camille Pelletan. Peu de temps avant sa mort, il protestait publiquement et véhémentement contre toute idée de restauration future ; la cathédrale de Reims devait rester une ruine sublime! — mais, pensant tout de même aux fidèles qui, selon le mot si simple et qui dit tant de choses du maire, M. Langlet, voudraient bien que « la cathédrale de Reims continuât d'être dans l'avenir... la cathédrale de Reims..., » il ajoutait dans un élan de générosité, téméraire d'ailleurs : « Une cathédrale? nous vous en construirons une autre! » et l'on ne remarqua pas assez cette déclaration d'un des chefs du radicalisme le plus anticlérical, ce jour-là inspiré par le sentiment de la plus noble union sacrée.

Plus encore que toutes ces proclamations et protestations, la lettre anonyme publiée par M. A. Dayot à laquelle je viens de faire allusion, trouva le chemin des imaginations et des cœurs. Un combattant, un officier, écrivait, en présence de la cathédrale incendiée, au nom, disait-il, de *tous* les officiers (j'en connais pourtant plusieurs qui ont vu Reims bombardée et ne partagent pas son sentiment) pour demander : 1° qu'on ne touche plus jamais aux « ruines, » sinon pour les « couvrir adroitement; » 2° que, dans ces ruines ainsi couvertes, on transporte solennellement, après la guerre, « tous les ossemens » de nos soldats, épars sur les champs de bataille; 3° qu'on inscrive les noms de tous les héros morts pour la patrie en lettres d'or sur des plaques de marbre qui feront à l'immense ossuaire le plus beau revêtement qu'aucune imagination puisse rêver; enfin qu'une haie de canons pris à l'ennemi, plantés debout et reliés par des chaînes fondues dans du bronze allemand, dessine autour du reliquaire colossal une avenue et une clôture symboliques et que, chaque année, représentée par une délégation d'officiers et de soldats précédés de tous les drapeaux, la France entière vienne s'y agenouiller au jour anniversaire de la signature de la paix victorieuse. De M. Rodin à M. Albert Besnard, les adhésions sont arrivées, enthousiastes, et qui ne serait ému à ce vœu magnanime, d'une si noble et si pathétique inspiration? Et pourtant, il suffit de réfléchir un moment pour comprendre que nous sommes ici en plein rêve, hors de toute réalisation concevable.

Vous ne voulez pas qu'on bouche même les trous faits par les obus et vous voulez sceller aux murs et dans les pierres des faisceaux de piliers toujours robustes, plus d'un million de plaques de marbre, — dont vous pouvez par avance vous représenter l'effet, en regardant autour des chapelles adoptées par la dévotion populaire les ex-voto qui alignent leur épigraphie monotone. Un architecte, M. Louis Bernier, vous a fait, avec une bonhomie un peu narquoise, le devis de la dépense, cela n'est rien... Mais jusqu'où ferez-vous monter ces accumulations d'inscriptions? Hélas! qui les lira? Avez-vous jamais essayé d'épeler jusqu'au bout celles qui recouvrent, en caractères héroïques pourtant, les parois intérieures de l'arc de triomphe de l'Étoile? Vous creuserez la terre, plus bas que les fondations, sous les dalles descellées; vous y construirez d'immenses caveaux pour déposer *tous* les ossemens de nos morts, car tous ils ont droit à cette sépulture que vous estimez plus glorieuse. Avez-vous pensé aux conditions de ces exhumations et de ces funèbres transports? Je sais, en tout cas, des pères de famille qui vous demanderont de ne pas toucher aux chères dépouilles de leurs enfans, de les laisser dormir dans le morceau du sol sacré qu'ils ont défendu jusqu'à la mort et qui maintenant les contient, les enveloppe et les abrite. Ils ne conçoivent pas pour eux de plus enviable tombeau.

Ne nous pressons pas de décréter dès à présent le sort et la destination définitive de la cathédrale de Reims. Si, ce qu'à Dieu ne plaise! elle devait n'être plus qu'une vraie « ruine, » ce n'est pas nous qui demanderons jamais qu'on remplace par un vain pastiche et une impossible copie le chef-d'œuvre aboli... Nous n'aurions plus alors qu'à mener sur ces ruines sacrées un deuil inconsolable... Mais si la cathédrale, mutilée, blessée, peut cependant et veut encore vivre; si le rythme de ses puissans piliers reste intact, si son âme et sa beauté restent sensibles et plus émouvantes sous ses blessures, s'il suffit de rebâtir des pans de murs, quelques parties de contreforts et d'arcs-boutans et des travées de voûtes, — de ces voûtes prodigieuses, vraiment royales, à côté desquelles celles même des Notre-Dame de Paris, de Chartres, de Bourges et d'Amiens ne sont que de minces abris, — pour rendre le sanctuaire à sa véritable, à sa seule destination, au culte vivant qui importe aussi, je pense, à sa beauté, aux prières des générations qui s'y succéderont encore et

y retrouveront les souvenirs sublimes qui l'habitent et les ombres héroïques qui la hantent, qui osera se lever pour s'opposer à cette résurrection, pour demander cet abandon, ce suprême arrêt d'inévitable mort ? C'est lui qui porterait le dernier coup, — plus funeste que ceux des Boches ! — et donnerait un fatal démenti à toute notre tradition, à tous nos instincts, à tous les enseignemens de notre histoire.

En réalité, le maire de Reims, M. Langlet, en demandant que la cathédrale des Rémois reste leur cathédrale, ne fait que continuer les échevins ses prédécesseurs qui, à chaque sinistre, n'eurent qu'une pensée : rendre à leur Notre-Dame sa vie. Rappelons leur conduite au lendemain de l'effroyable catastrophe du 24 juillet 1481. Jehan Foulquart, procureur syndic de la ville de Reims, en écrivit la relation, et les historiens de la cathédrale l'ont recueillie. Personne n'eut la pensée de laisser « la cathédrale la plus belle et la plus riche du royaume » dans l'état de détresse où l'avait mise « le plus piteux feu qui se fût jamais vu en une église. » Les bourgeois prirent les devans et, pendant que le chapitre rédigeait en un sonore latin d'école une délibération où s'exprimait la consternation publique *(O quam plorabilem et lamentabilem casum, quod dolenter recitandum est, proh dolor! quod tota insignis et metropolis Ecclesia Remensis... fuit igne succensa...)*, ils envoyaient au très redouté roi Louis XI une députation pour lui annoncer le sinistre et disculper la ville. Le roi fut désolé et furieux; c'est sur les pauvres chanoines qu'il déchargea sa colère, menaçant, « s'il *faisait son devoir,* » de les chasser « pour mettre à leur place les bons moines. » Mais sa consternation fut plus grande encore et plus durable que son courroux ; — il promit son aide, que Charles VIII et Louis XII continuèrent, et pendant plus de trente ans on travailla à réparer les dégâts.... On reprit courage à Reims ; trois chanoines furent nommés d'abord, pour constater avec des gens experts l'état des « ruines; » le chapitre, après quelques démêlés avec l'échevinage, s'entendit sur la nomination des gens de l'art « qui auront la charge d'entendre aux ouvrages et d'aider à les conduire et conseiller. » On fit trêve aux dissensions et l'on ne pensa plus, comme écrit M. L. Demaison, l'historien le plus compétent de la cathédrale, qu'à unir tous les efforts dans l'unique dessein de relever Notre-Dame et de faire disparaître toutes les traces de l'incendie. Princes, bour-

geois, prélats, chanoines, firent assaut de générosité. L'abbé de Saint-Denis en France offrit les biens de l'abbaye, le bois de ses forêts, les chevaux de ses écuries pour le charroi des matériaux; Charles d'Orléans envoya spontanément au chapitre l'autorisation d'exploiter ses futaies d'Épernay pour la réfection de la charpente des combles, — hélas! cet incomparable chef-d'œuvre de charpenterie a été la première victime des artilleurs allemands! — De toutes parts, sous Charles VIII comme sous Louis XI, sous Louis XII comme sous Charles VIII, « pour grant amour et affection pour Notre-Dame et pour compassion du piteux feu naguères allumé en icelle et pour et enfin de la aidier à le reparer, » les donations affluèrent, car elle avait souffert « en grant diformité, ruine et désolacion, la muraille et maçonnerie en grand partie par en hault cuicte et moult endommagée. »

Faisons comme les Français du XVe et du XVIe siècle; si Notre-Dame après la tourmente est encore viable, nous l'aiderons à revivre, mais nous éviterons les erreurs de nos pères. Ceux du XVIIIe siècle eurent le grand tort de vouloir refaire plusieurs figurines des voussures du portail occidental. Nous interdirons à tout sculpteur de restaurer ou même copier aucune statuette ou statue; celles qui auront eu à souffrir de l'incendie et du bombardement resteront mutilées. Nous laisserons béantes ces horribles cicatrices : elles n'importent pas à la solidité du monument, et c'est elles qui témoigneront de la barbarie allemande et suffiront certes à entretenir et à renouveler dans les cœurs cette haine qu'il ne faut pas en effet laisser s'éteindre. Aucune statue ne sera refaite; il y aura des places vides dans le grave et charmant cortège de Saint-Nicaise; la reine de Saba restera décapitée; l'ange, si l'on arrive à rapprocher quelques morceaux de sa tête charmante, ne sourira plus que du sourire blessé et désormais douloureux de son visage affreusement balafré... et les siècles à venir sauront à qui imputer la responsabilité de ces meurtres sacrilèges : « Ici l'Allemand a passé! »

Voilà ce qu'il faudra faire, et voilà ce qu'il faudra empêcher. Les voûtes, les murs, les contreforts, les arcs-boutans, les arcs ogifs, doubleaux et formerets, tout ce qui importe à la vie organique et à la durée de la cathédrale, tout ce qui constitue son ossature et son armature, nous le réparerons partout où besoin sera et dans la mesure qu'il faudra. Nos appareilleurs et

tailleurs de pierre sont dignes d'accomplir et de mener à bien cette œuvre préservatrice. Et quand la vieille aïeule, où tant de générations s'abritèrent, reprendra sa tâche consolatrice et inspiratrice, quand, sous les voûtes restaurées et dans la nef dont l'essor et le rythme n'auront rien perdu de leur sublime majesté, les grandes orgues prolongeront leurs voix profondes et sonores, les Français y reconnaîtront le sanctuaire toujours vivant, l'écho toujours vibrant de leurs plus augustes traditions nationales, — bien mieux que dans des ruines vouées à l'abandon et à l'inévitable décrépitude et qu'il faudrait entretenir et restaurer, elles aussi, pour les conserver à l'admiration et à la curiosité des arrière-petits-enfans de ceux qui demandent aujourd'hui que nous laissions saignantes toutes les plaies faites par les barbares et que nous ne cachions pas la splendeur du ciel apparu à travers la dentelle des pierres.

Je l'ai vu, ce ciel d'azur léger, ciel d'aquarelle lavé par des pluies récentes, au matin du 23 juin dernier, à travers les voûtes crevées de Notre-Dame de Soissons. Une cent cinquantaine de soldats, quelques rares civils assistaient à une messe militaire. Par les travées écroulées, des vols de colombes entraient et sortaient, passaient au-dessus de nos têtes, se posaient sur les chapiteaux, reprenaient leur essor, remplissant de leurs battemens d'ailes et de leurs appels la grande nef où les orgues éventrées par la mitraille restaient silencieuses. Au moment où l'abbé V... monta dans la chaire improvisée, adossée à un pilier du transept Nord, pour adresser à l'auditoire une allocution d'une belle et édifiante simplicité, les avions allemands qui depuis l'aube essayaient de bombarder la ville, pourchassés par les nôtres, revinrent à la charge et de minute en minute la voix du canon qui n'avait cessé de tonner à l'horizon dans la région de Laffaux, scandait en sourdine les paroles du prêtre... Indicible émotion, souvenir sacré dont on voudrait graver à jamais au plus profond de sa mémoire et de son cœur les plus fugitives impressions !

Une heure plus tard, dans la minuscule chapelle protestante, aux murs croulans et crevassés, une quarantaine d'officiers et de soldats étaient réunis pour un culte intime dominical, autour de leur aumônier ; si insignifiante que fût la pauvre bâtisse, dont la disparition n'enlèvera rien à la beauté de la France, elle abritait tout de même, elle aussi, au matin de

cette journée de prières et sous la canonnade, une source de vie morale et les mêmes encouragemens à la constance, au sacrifice pour la même patrie sous le regard du même Dieu... Le jour même, j'eus l'occasion de m'entretenir avec M. l'archiprêtre de Notre-Dame de la beauté émouvante du service auquel j'avais eu le privilège d'assister. Hélas! la contemplation de cette nef démantelée, ces vols de colombes au-dessus de l'autel, c'était son lot de tous les jours, et le prêtre en lui parlait avant « l'artiste. » Il aime de tout son cœur sa chère Notre-Dame; il la connaît et il la comprend bien; mais un culte vivant n'est pas un spectacle à l'usage des purs dilettantes; le ciel n'est pas toujours d'un azur transparent et suave... Le dimanche précédent, l'évêque était justement venu présider la grand'-messe; on avait disposé au-dessus de son siège épiscopal des faisceaux de drapeaux tricolores... Un coup de vent avait soufflé en rafale, tout renversé, et la conclusion de l'archiprêtre était qu'il fallait le plus tôt possible remettre en état les voûtes qui couronnent la nef et abritent les fidèles. Et, de son côté, l'aumônier protestant demandait au major de la place s'il n'y aurait pas moyen de faire boucher les crevasses qui rendraient en hiver toutes réunions impossibles. Je ne sais ce qu'il adviendra de la petite chapelle à qui je souhaite de tout cœur longue et bienfaisante vie; mais la disparition ou la désaffectation de Notre-Dame de Soissons serait une diminution trop sensible de notre patrimoine, une irréparable blessure à cette figure architecturale et morale de la France que Maurice Barrès défendait avant la guerre contre ceux qui la méconnaissaient ou la menaçaient.

Son transept méridional est un des chefs-d'œuvre les plus purs, les plus lumineux en sa simplicité grave et virginale de notre architecture nationale dans sa fleur, à la fin du XIIe siècle, au moment où, après une période féconde de préparation, elle a pris pleine conscience de sa force et entreprend la construction des grandes cathédrales. Il n'a pas souffert du bombardement et il est désormais à l'abri des obus, sinon des avions; mais il est solidaire de tout ce qui l'entoure, chœur et nef, où la mitraille s'est acharnée. J'ai vu les blessures béantes; j'ai profondément senti la beauté de la « ruine » et je déclare pourtant qu'il serait criminel de ne pas panser ses plaies, car, en les pansant, on ne court aucun risque de rien enlever à

la cathédrale de ce qui fait son harmonie et sa noblesse, et ne pas les panser, reculer devant une « restauration, » c'est la vouer à l'inévitable décrépitude, à la déchéance et à la mort.

***

Toutes les « espèces, » il faut bien l'avouer, ne seront pas aussi simples. Il faut répéter, ressasser qu'il est encore trop tôt non seulement pour résoudre, mais encore pour prévoir toutes les questions angoissantes qui s'imposeront à nous, quand nous ferons, après la guerre, le pèlerinage et l'examen de nos « ruines, » — qu'elles soient ou non reliées entre elles, comme le demandait hier un noble Américain, par une grande voie triomphale et douloureuse allant de Belgique en France. Elles ne seront pas moins angoissantes quand il s'agira, non plus du sort de nos grands sanctuaires, mais de ces centaines d'églises de campagne, témoins et ouvrières, dans ces régions consacrées, de la naissance, de l'élaboration et de l'éclosion charmante de l'art que la France allait donner au monde. Nous en avons indiqué ici même (1er août 1916) l'importance et l'intérêt... Que de sacrifices il nous faudra consentir sans doute ! Que de pertes irréparables ! Devra-t-on relever le clocher de Tracy-le-Val, par exemple, dont les débris jonchent le sol ? C'était, au cœur de la vallée de l'Oise, au berceau de l'architecture française, pour la justesse des proportions, le sentiment délicat de l'échelle, la gradation exquise du rythme ascensionnel encore timide, mais si finement conduit, un de ses premiers chefs-d'œuvre. Les anges, de sculpture rude encore, qui déployaient leurs ailes entre les deux étages au point où s'opérait si ingénieusement la transition de l'octogone au carré, étaient les humbles précurseurs de la divine cohorte qui, en dépit de ses pertes, de ses morts et de ses blessés, monte toujours la garde et fait cortège à la Vierge autour de Notre-Dame de Reims... Tracy-le-Val n'existe plus. Aucun pastiche ne nous rendrait le charme, la saveur, la présence réelle du génie créateur qui s'évapore dans les copies les plus fidèles. C'est ici que la génération qui va nous remplacer, — et qui, ayant mis à profit les expériences et les épreuves qui auront été notre effroyable lot, saura peut-être y trouver des inspirations nouvelles, plus hautes, plus simples, plus purement françaises que tous les essais antérieurs d'*art moderne*; — aura de belles occasions d'écrire à son tour un

chapitre inédit dans l'histoire de l'architecture française. Puisse ce qu'elle laissera après elle témoigner devant la postérité, quand le temps sera venu de classer ses créations dans une nouvelle liste des « monumens historiques, » que les Français du xxe siècle n'avaient rien perdu de l'esprit des ancêtres !... Mais quelle que doive être l'église neuve, qu'on place toujours à l'entrée, près du bénitier où tous les fidèles s'arrêtent, une inscription, avec un dessin gravé sur une belle pierre de chez nous par un artiste intelligent des vieilles formes et sensible à leur beauté propre, qui rappelle, avec la date de son assassinat et le nom de ses assassins, le plan et la silhouette du sanctuaire remplacé !

* * *

Nous avons essayé d'indiquer dans quel esprit, par quels organes, avertis par quelles expériences et par quelles erreurs, mais aussi outillés de ressources et de moyens d'action plus souples et plus pratiques, nous devons, pour ce qui concerne nos « monumens historiques, » nous préparer aux grandes tâches de l'après-guerre. Les pertes seront irréparables et les deuils trop souvent sans consolation. Gardons-nous au moins d'aggraver par des abandons trop précipités et par un culte sentimental des « ruines, » belles en soi et monitrices de haine, l'œuvre de mort de nos ennemis. Défendons, conservons tout ce que nous pourrons sauver de ce grand passé de la France, qui reste, en dépit de tant de reniemens, de mutilations et de dévastations, l'honneur de notre race et la parure de notre vieille terre... Et que l'on ne dédaigne pas, à l'heure où les décisions suprêmes devront être prises, de convier l'humble bon sens aux conseils de la nation : il est de bonne race française et digne d'être écouté.

André Michel.

LE RAVITAILLEMENT

DU

NORD DE LA FRANCE ET DE LA BELGIQUE

I. — CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Parmi les conséquences douloureuses de la guerre et de l'invasion, il en est peu d'aussi cruelles que la situation des populations de la Belgique et de nos départemens envahis. Nulle part le caractère nouveau d'une lutte sans merci, dirigée, non pas seulement contre les armées ennemies, mais contre les habitans inoffensifs, les maisons, les monumens, les arbres eux-mêmes, n'a revêtu un degré d'inhumanité comparable à ce que les Allemands ont pratiqué dans les régions qu'ils ont envahies en 1914. Dès qu'il apparut que les flottes alliées rendraient de plus en plus difficiles les importations en Allemagne, les envahisseurs donnèrent clairement à entendre qu'ils laisseraient, sans remords, souffrir d'une nourriture insuffisante les dix millions d'hommes qui demeuraient sous leur joug plutôt que d'entamer leurs propres réserves.

Ce fut en Belgique que, dès le mois de septembre 1914, les premières craintes se firent jour au sujet de l'alimentation. Plusieurs notables se réunirent, se mirent en communication avec des Américains habitant Bruxelles, en premier lieu avec leur ministre, M. Brand Whitlock. Celui-ci écrivit à l'ambassadeur des États-Unis à Londres, M. Page. C'est sous les auspices de ces diplomates, assistés de collègues espagnols et hollandais,

que fut constituée une Commission de ravitaillement, qui acheta quelques cargaisons flottantes et les dirigea vers les ports les plus voisins des pays envahis. Ce fut le point de départ de l'œuvre considérable dont nous allons essayer de retracer l'histoire.

Le principe du ravitaillement, admis ou toléré par les puissances de l'Entente, dut être réglementé, de façon à éviter le secours indirect qu'il aurait pu fournir à nos ennemis. Diverses conditions furent imposées : le ravitaillement devait être restreint, de façon que les populations consommassent d'abord la production locale. On demanderait au gouvernement allemand l'engagement de ne réquisitionner ni les produits indigènes ni ceux que la Commission importerait. Celle-ci devait s'assurer le concours d'un personnel neutre suffisant pour établir le contrôle des distributions de vivres, et de comités locaux surveillant les opérations et en tenant la statistique. L'organisation financière serait telle que chaque commune fût comptable, après la guerre, des denrées qu'elle aurait reçues. Un cycle d'opérations bien établi devait permettre les achats et les ventes aux particuliers sans introduction de numéraire dans les régions secourues.

La Commission se constitua sous la présidence d'honneur des ambassadeurs et ministres des États-Unis, d'Espagne et des Pays-Bas, sous la présidence effective d'un Américain, M. Herbert Clark Hoover, dont le nom est un de ceux qui resteront attachés à cette grande œuvre. A ses côtés fonctionne un conseil composé d'Américains spécialement délégués par le président Wilson, d'Anglais, de Hollandais, de Belges, d'Argentins. Une centaine de membres complètent la liste des hommes dévoués qui ont apporté gratuitement leur concours, comme l'ont fait des experts-comptables, des agens maritimes, des agens d'assurance, des négocians en grains et farines, qui n'ont pas non plus voulu accepter de rémunération. Le siège social est à Londres; des succursales ont été établies à Paris, Bruxelles, Libremont, Gand, Anvers, Namur, Liége, Hasselt, Mons, Rotterdam, Charleville, Valenciennes, Vervins, Saint-Quentin, Longwy, New-York, Buenos-Ayres.

En février 1915, le maire de Lille, d'accord avec ceux de Tourcoing et de Roubaix, chargea M. Louis Guérin de faire à Bruxelles une enquête sur le ravitaillement américain. Après s'être mis en rapport avec MM. Solvay et Francqui, avec le

marquis de Villalobar, ministre d'Espagne, et celui des États-Unis, M. Guérin conclut, avec la commission de ravitaillement de la Belgique, une convention en vertu de laquelle le territoire français occupé fut considéré comme une onzième province belge. Nommé président du comité français, M. Guérin se rendit au milieu des populations secourues et, dans une série de conférences, les mit au courant des méthodes qui seraient employées.

L'invasion, commencée le 6 août 1914, avait atteint ses limites actuelles vers le 15 octobre suivant. Les chemins de fer furent réservés aux transports militaires, l'usage public des téléphones, du télégraphe et de la poste suspendu. Le travail industriel fut arrêté. Le numéraire et les billets de banque disparurent : il fallut créer des monnaies fiduciaires locales. Les villes et les centres qui dépendaient d'un ravitaillement quotidien furent immédiatement en proie à des privations sévères : elles étaient moindres pour les populations agricoles qui disposaient de stocks alimentaires plus considérables.

II. — LA COMMISSION ET LES COMITÉS

La Commission de ravitaillement engagea avec les gouvernemens belligérans des négociations qui ont abouti à des accords sur le transport des denrées expédiées d'outre-mer, l'immunité (promise alors !) des bateaux de la Commission contre toute attaque, l'attribution des denrées importées à la population civile, la protection des denrées indigènes, le droit pour la Commission d'effectuer des opérations de banque et de commerce, en dehors des règlemens de guerre, les subsides gouvernementaux, la liberté de communication et la permission donnée au personnel neutre de circuler dans les pays envahis, en un mot la reconnaissance par les belligérans de l'intérêt humanitaire et de la nécessité de l'œuvre de ravitaillement.

En dehors des accords diplomatiques, l'organisation à établir soulevait deux problèmes essentiels : celui du ravitaillement de l'ensemble de la population et celui des secours aux indigens. Il ne suffisait pas, en effet, d'introduire dans les régions envahies les vivres nécessaires ; il fallait, en présence d'un chômage sans exemple, organiser une aide, faute de laquelle des millions d'hommes auraient péri. Une séparation

a donc été établie entre le département de ravitaillement et celui d'assistance. Une autre division s'est imposée entre le service des approvisionnemens et celui de la distribution : le rassemblement des vivres et des capitaux a été opéré par les soins d'environ deux mille comités organisés à l'étranger, qui ont recueilli des dons en espèces et en nature et prêté leur concours à la Commission pour les opérations de transport. La contribution financière de la Belgique et des autres gouvernemens a d'ailleurs été nécessaire : les besoins étaient tels que la charité privée, si grande qu'elle fût, était insuffisante.

Dans les premiers temps, les dons affluèrent : c'est ainsi que les meuniers de Saint-Louis et de Minneapolis ont envoyé des cargaisons de farine. Tous les mois, le Comité national anglais de secours à la Belgique *(National Committee of relief for Belgium)* envoie à la Commission une somme de 100 000 livres sterling par les soins de M. Good, représentant de l'*Associated Press.*

Afin de réaliser un programme de distribution et de s'assurer notamment que la population civile serait seule à en bénéficier, la Commission a organisé un contrôle complet sur les denrées importées, depuis leur arrivée à Rotterdam jusqu'à leur remise à l'habitant. Elle a également cherché à contrôler les récoltes indigènes en céréales. Un système d'entrepôts et de magasins a été placé sous la surveillance d'agens volontaires. Il aboutit au magasin communal, qui constitue le degré inférieur d'une série de comités régionaux, provinciaux, de district et nationaux. Il existe, dans le Nord de la France, 1882 comités communaux, groupés sous la juridiction de 6 comités de district, et en Belgique 2 775 comités, groupés sous la direction de 11 comités provinciaux. Le chiffre moyen de la population alimentée par chaque comité communal est de 1 040 en France et 3 050 en Belgique. Cette différence s'explique par la grande densité de la population chez nos voisins et alliés. Les membres des organismes locaux, au nombre de 35 000 environ, ont déployé un zèle et un dévouement inlassables.

Au cours de l'année 1915, 186 cargaisons entières et 308 cargaisons partielles ont été débarquées à Rotterdam. De là, elles ont été réexpédiées sur chalands et, en très faibles quantités, sur wagons, aux 4 657 magasins communaux, dont le plus éloigné est distant de 376 kilomètres. Ces magasins fournissent les denrées à la population sur la présentation de bons de pain

et de bons de provisions, donnant droit à une ration quotidienne ou hebdomadaire. Le bénéficiaire s'engage à ne pas vendre ce qui lui est alloué. La consommation de blé, qui était en Belgique de 670 grammes par jour avant la guerre, a été réduite à 300 grammes. Les quantités importées d'autres céréales, du riz, des pois, des haricots, n'ont pas atteint les deux cinquièmes des importations moyennes (exactement 38 pour 100). La réduction du cheptel, par suite de l'invasion et de la disette de fourrage dont il n'a été importé qu'un dixième du chiffre normal, a causé un manque de matières grasses alimentaires et de laitage : on a essayé de le combattre par des importations croissantes de lard et de saindoux.

Les règles générales adoptées par la Commission et qui tendaient à obtenir le résultat maximum avec l'économie la plus grande étaient les suivantes : administration par des volontaires; concours de firmes commerciales, de compagnies de transport et des gouvernemens; achats en gros sur les marchés d'origine; affrètement et administration d'une flotte pour les services de la Commission, dont le pavillon devait la protéger contre les torpillages. Il n'a été introduit que des denrées de premier ordre, ce qui était d'autant plus nécessaire que la quantité d'alimens revenant à chacun était plus faible. Le blé a été acheté et livré aux moulins à un prix inférieur d'environ 8 pour 100 à celui des cargaisons entières à Londres; la moyenne du prix du pain blanc à Bruxelles en 1915 a été de 44 centimes, contre 45 à Londres et 47 à Rotterdam ; et, malgré cela, le profit résultant des opérations s'élevait au 31 décembre 1915 à 1 138 411 livres. Le total des marchandises introduites et facturées aux comités atteint près de 16 millions de livres sterling; les frais généraux ont été de 101 000 livres sterling, moins de 3/4 pour 100 de la dépense totale.

La vente des denrées se fait contre les monnaies fiduciaires locales, qui n'ont cours que dans un rayon restreint, tandis que les achats au dehors ont dû être payés en or. Les fonds ont été fournis par des contributions charitables et des subventions gouvernementales, provenant en partie de crédits budgétaires, en partie d'obligations assumées par des institutions belges ou par des communes françaises, et qui seront liquidées après la guerre.

Les dépenses faites pour les indigens belges, les cartes

de rations donnant droit aux denrées importées, les achats de produits locaux, le maintien des soupes populaires et des ouvroirs, se sont élevées à 8 875 000 livres sterling. Les indigens du Nord de la France sont soutenus grâce à des avances communales. Les dons en nature ont été évalués à 1 279 000 livres, les souscriptions en argent ont été de 2 214 000 livres, soit au total 3 493 000 livres, provenant de toutes les parties du monde.

III. — ORGANISATION DU RAVITAILLEMENT

Voyons maintenant comment s'est effectué le ravitaillement. Trois organismes ont été créés, les deux premiers en octobre 1914, le troisième en mars 1915. Le premier est la Commission de ravitaillement belge, désignée par les initiales C. R. B. *Commission of Relief for Belgium*, dirigée par des neutres, principalement des Américains, qui sont devenus aujourd'hui des belligérans ; le second, le Comité national de secours et d'alimentation C. N., organisation belge, qui compte parmi ses membres des représentans de la Commission neutre ; enfin le Comité d'alimentation du Nord de la France, C. F., organisation française, qui compte également parmi ses membres des représentans de la Commission et du Comité national. En Belgique comme dans le Nord de la France, des Comités locaux se chargent de la distribution de détail et des secours aux indigens. Afin de centraliser l'administration et de simplifier les relations, les comités communaux sont groupés en comités régionaux, ceux-ci à leur tour en comités provinciaux en Belgique et en comités de district dans le Nord de la France.

La Commission neutre de ravitaillement a son siège à Londres. Par son agence de Bruxelles, elle entretient deux organisations séparées pour la Belgique et pour le Nord de la France, collaborant avec le Comité national et les comités français de district en vue de la répartition des vivres. La Commission a un caractère semi-diplomatique ; elle jouit de privilèges pour le transport de ses denrées et ses transactions financières. Elle surveille l'application des garanties internationales, en vertu desquelles les vivres ne doivent sortir de ses mains qu'au moment de la distribution aux consommateurs. La création de cet organisme neutre, avec ses ramifi-

cations, exigeait au préalable la solution de graves difficultés. La question de savoir quel est celui des belligérans qui, légalement et moralement, doit nourrir des populations civiles, dont la situation est sans précédent dans l'histoire humaine; les aspects militaires de l'arme économique qu'est le blocus alimentaire ; les problèmes du transport des denrées à travers les zones de guerre et les frontières des pays ennemis, et de leur distribution, sont de la plus haute importance pour les peuples combattans. Ceux-ci surveillaient donc de près les travaux de la Commission. Cette dernière s'organisait avec l'aide des habitans eux-mêmes qui, en Belgique comme en France, témoignaient d'une énergie admirable. Elle s'efforça de coordonner son action avec celle des associations qui se consacraient déjà aux œuvres de secours. La plupart des institutions charitables de Belgique se groupèrent autour du Comité national.

Les opérations comprennent le ravitaillement, les finances, les secours aux indigens. Trois départemens correspondant à ces trois ordres d'activité ont été créés, non seulement dans le sein de la Commission, mais dans celui des sous-comités, toutes les fois que leur compétence s'étend à plus d'une de ces trois fonctions. Le département du ravitaillement est chargé d'importer, pour 9 500 000 personnes, les denrées qui leur sont revendues par les agens de distribution. Il a fallu, pour éviter les fuites, remplacer le commerce de détail de ces denrées par des comités volontaires, qui les prennent dans 4 657 magasins communaux et les vendent directement aux habitans. Le département des finances et du change emploie la majeure partie des fonds à l'achat de denrées au dehors et le surplus à soutenir les populations. Le département d'assistance reçoit les souscriptions charitables recueillies dans diverses parties du monde ; il y joint les gains réalisés par le département de ravitaillement : le tout est employé à nourrir et à vêtir les indigens. Grâce à ces opérations, ceux qui n'auraient pas eu d'argent pour acheter leur nourriture sont mis en mesure de le faire et s'adressent au ravitaillement dans les mêmes conditions que ceux qui ont conservé des ressources propres disponibles : ayant reçu des secours, ils sont à même de payer leur ration.

IV. — RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE

Le territoire envahi a été divisé par l'armée d'occupation en trois zones. Celle des opérations, située immédiatement en arrière de la ligne de feu, n'est pas accessible au ravitaillement. La zone d'étapes comprend le Nord de la France et la plus grande partie des provinces belges de la Flandre orientale et de la Flandre occidentale : elle est sous les ordres directs de l'État-major. Enfin, la zone d'occupation comprend le reste de la Belgique : elle est soumise à un gouverneur général installé à Bruxelles avec des pouvoirs civils et militaires.

Les autorités allemandes garantirent que les vivres importés par la Commission ne seraient pas réquisitionnés. Les gouvernemens alliés accordèrent la même promesse. Au mois de juin 1915, des négociations furent entamées pour que la récolte des céréales de l'année fût mise à la disposition de la Commission et réservée à la population civile. Un Comité fut établi dans la zone d'occupation ; des représentans des autorités allemandes y siégèrent à côté des membres américains et belges : il prit en main toute la récolte des grains afin d'en assurer une répartition équitable. Dans la zone d'étapes, une convention signée entre la Commission et l'État-major allemand assura à la population civile une allocation par tête et par jour de 180 grammes de farine, prélevée sur la récolte qui avait été entièrement réquisitionnée par l'armée.

La détermination de la nature et de la quantité des importations requises était délicate : elle dépassait le cadre d'un simple problème de physiologie alimentaire. Il fallait tenir compte du caractère et des habitudes de la population, connaître le stock utilisable de produits indigènes, fixer la ration minima, chercher, vu les difficultés de transport, à fournir aux ravitaillés les matières qui, sous le moindre volume, continssent le plus de substances nutritives, écarter les obstacles financiers résultant de l'absence de monnaies métalliques.

La Belgique est le pays le plus industrialisé d'Europe et le Nord de la France la partie la plus industrialisée de son territoire : les agriculteurs comptent pour moins de 30 pour 100 dans la population belge, moins de 40 pour 100 dans celle des départemens français. La majeure partie des habitans est donc actuel-

lement privée des moyens de travailler et, partant, de gagner sa vie. Le total des personnes secourues, sous une forme ou sous une autre, est de 3 à 4 millions. Leur nourriture se compose essentiellement de pain, de légumes et de graisse. Le Belge, en temps normal, consomme près de trois fois, le Français près de deux fois et demie autant de pain que l'Allemand, 670 et 590 grammes par jour contre 240. La production de légumes avant la guerre atteignait 2 kilogrammes par tête et par jour. Il fallait combiner les importations, de façon à procurer aux habitans les albuminoïdes, les graisses et les hydrates de carbone indispensables à leur nutrition. La Commission n'ayant pu importer de blé, du 31 octobre 1914 au 31 octobre 1915, que jusqu'à concurrence du tiers du chiffre normal, a remplacé par du riz, des pois secs, des haricots, des lentilles, le froment qui manquait. Elle a fixé pour l'hiver 1915-16 un programme d'importations mensuelles comportant 60 000 tonnes de blé, 20 000 tonnes de maïs, 5000 tonnes de riz, 4 000 tonnes de pois et haricots, 4 800 tonnes de saindoux et de lard, 1 000 tonnes de produits divers tels que café, thé, sel.

La situation en France est encore plus grave. Dès le mois de février 1915, la région occupée était à court de vivres. Par suite de la mobilisation des hommes valides, de la destruction des animaux de trait et du manque d'engrais, la récolte de céréales de 1915 fut peu importante. Il ne fut prélevé sur cette récolte, pour être distribué à la population, que 100 grammes de farine par tête et par jour. Il eût fallu y ajouter au minimum 200 grammes, représentant une importation mensuelle de 16 000 tonnes de blé : il a été loin d'être atteint. D'autre part, le bétail a presque entièrement disparu et les habitans des villes sont pour ainsi dire privés de viande, de beurre et d'autres matières grasses alimentaires. La récolte de pommes de terre a été très faible : elle n'a pu fournir que 200 grammes, par tête et par jour. Les stocks de sel, de sucre, de café, de savon, ont été épuisés. Dans l'ensemble, la Commission n'a pu importer que 450 grammes par tête et par jour : joints aux 500 grammes indiqués ci-dessus, ils n'ont fourni que 950 grammes, alors que la consommation normale est de plus du double, à savoir 2 kilogrammes. La population souffre donc cruellement. Dans le Nord de la France, elle s'alimente presque exclusivement par les importations de la Commission : celle-ci croyait qu'elle arrive-

rait, au cours de la campagne 1915-16, à assurer à chaque habitant une ration représentant 2300 calories, alors que la normale pour un homme qui travaille est de 3000. Elle est restée bien en deçà du premier chiffre.

V. — ACHATS ET TRANSPORT; DISTRIBUTION

En raison des prohibitions édictées chez la plupart des belligérans, la Commission a opéré ses achats presque exclusivement dans les pays d'outre-mer. Les transports s'organisent à Londres, tandis que les acquisitions se font au dehors par la Commission. La plupart des intermédiaires ont refusé tout honoraire. Les compagnies de chemins de fer ont fait de multiples concessions; elles ont souvent accordé le transport gratuit, des privilèges pour la manutention et la livraison des marchandises. De grandes maisons d'affrètement ont fourni leurs services à titre gracieux. Les banques ont effectué gratuitement les opérations de change, tout en payant à la Commission l'intérêt maximum sur ses dépôts. Les assurances ont été facilitées par les commissaires d'assurances du gouvernement anglais; les arbitres qui fixent le taux de la prime ont consacré leurs honoraires à des souscriptions charitables. Les droits de port ont été supprimés; les compagnies de déchargement ont baissé leurs tarifs. La Hollande a accordé la gratuité des transmissions télégraphiques. Les autorités allemandes elles-mêmes ont aboli en Belgique l'octroi et les droits de canal sur les importations de la Commission; elles ont réduit de moitié les tarifs de chemin de fer et accordé la priorité de passage aux envois destinés à la Commission. Un soin scrupuleux a présidé à l'inspection des denrées.

Les navires sont déchargés à Rotterdam en soixante-douze heures en moyenne. Les cargaisons sont transbordées sur des chalands, qui sont remorqués sur les canaux jusqu'aux magasins et centres de minoterie. Les chalands sont scellés par la Commission et la douane hollandaise : les sceaux ne sont brisés qu'à l'arrivée à destination finale par les représentans de la Commission, qui vérifient le contenu en le rapprochant des bordereaux reçus de Rotterdam et s'assurent ainsi qu'aucun détournement n'a eu lieu.

La méthode de distribution a varié selon les provinces. Dans

les premiers temps, le Comité communal remettait aux boulangers la ration de farine d'après la liste des cliens visés par le Comité. La ration de 250 grammes devait fournir 330 grammes de pain. Plus récemment, un contrat intervint, en vertu duquel le boulanger livre 1 350 grammes de pain pour chaque kilo de farine et reçoit 8 centimes par kilogramme pour frais de fabrication. Les boulangers remettent le pain à un dépôt où les habitans vont le chercher. Chaque chef de famille signe l'engagement de ne revendre aucune des denrées qui lui ont été délivrées ; on a eu grand'peine à faire respecter cette interdiction en ce qui concerne le riz : les populations du Nord manifestaient beaucoup de répugnance pour cet excellent aliment, et cherchaient à en revendre les quantités qui leur étaient allouées. Des inspecteurs à bicyclette se rendent dans chaque village pour y contrôler les ventes des magasins communaux.

VI. — ORGANISATION FINANCIÈRE

L'organisation financière comportait deux problèmes : celui du ravitaillement de la population encore en mesure de payer, et celui des indigens. Le prix du pain et des denrées importées devant être acquitté par l'acheteur, les Comités d'assistance se sont substitués aux indigens pour ces paiemens. Toutefois, ils n'ont eu à intervenir ni à Lille ni à Valenciennes : les allocations distribuées y ont permis à tous les acheteurs de payer comptant. Les comités d'assistance tirent leurs ressources des bénéfices réalisés par le département du ravitaillement et des souscriptions charitables, qui ont toutes été appliquées à la Belgique. Au moyen de ces sommes, ils achètent encore les denrées indigènes qui servent à entretenir les soupes populaires. Les ventes du département de ravitaillement sont faites avec une marge, destinée à couvrir les pertes de change, les risques de destruction, et à fournir des subsides au département d'assistance. Ce bénéfice équivaut à une contribution de la population aisée en faveur des pauvres.

La première difficulté du financement résultait du fait que les achats à l'étranger se règlent en or, tandis que les ventes sont payées en papier, et en papier n'ayant cours que dans un rayon très restreint. La Commission a obtenu que les restrictions imposées par les belligérans fussent relâchées. Ainsi les

personnes du dehors qui désirent faire parvenir de l'argent en Belgique peuvent le remettre à la Commission, qui paie l'équivalent au bénéficiaire en monnaie locale.

Au début, de grandes quantités de vivres en nature avaient été remises à la Commission à titre gracieux pour les indigens. Ces dons étaient variables dans leur composition et arrivaient irrégulièrement. La répartition d'une cargaison entre plusieurs milliers de communes exigeait un système spécial de transports. Il était difficile de les ajuster aux besoins de chaque région. Il fut convenu, pour simplifier, que les dons en nature seraient rachetés à leur pleine valeur par le département de ravitaillement et rentreraient ainsi dans le courant général.

Pour le Nord de la France, l'ensemble des denrées importées est facturé aux comités de district à des prix fixés par la Commission. Les comités de district revendent les denrées aux comités communaux avec une légère augmentation, destinée à couvrir les frais. Les communes revendent les vivres, sans aucun bénéfice, à la population. Pour suppléer au manque de numéraire, chaque commune a émis des billets allant de 20 centimes à 50 francs; elles s'en servent pour payer les services communaux, pour faire aux habitans des avances garanties par leurs propriétés, pour secourir les indigens. Le comité communal accepte ce papier en paiement de ses ventes quotidiennes de nourriture. Il remet ensuite les billets à la commune, qui s'oblige à retirer ce papier après la guerre. Ces engagemens, joints à la garantie donnée par les membres des comités de district, constituent la contre-partie des avances en or qu'obtient la Commission. Les grandes villes sont d'ailleurs créancières de l'État, pour le compte duquel elles ont effectué de nombreux paiemens. Afin de faciliter les règlemens, les denrées sont débitées par la Commission au Comité national belge qui reçoit les obligations communales. La liquidation des engagemens des communes et des particuliers est remise à la fin de la guerre.

Le prix moyen du blé livré par la Commission en Belgique et en France, au cours de l'année écoulée du 1er novembre 1914 au 31 octobre 1915, a été de 12 livres, 17 shillings, 11 pence par tonne, alors que le prix moyen, d'après les cotes correspondantes de Londres, était supérieur d'environ 1 livre, soit 8 pour 100. Sur le seul chapitre du blé, le travail de la

Commission et sa méthode d'achat direct ont procuré une économie d'un demi-million de livres. Le taux des changes obtenus par la Commission a été supérieur à la cote moyenne de l'année : elle a réalisé de ce chef une économie de 500 000 dollars, qui représente plus que le total des frais généraux.

VII. — NORD DE LA FRANCE

Un rapport nous renseigne sur ce qui s'est passé jusqu'au 1er janvier 1917 dans le Nord de la France, c'est-à-dire dans une région de 21 000 kilomètres carrés, sur laquelle restaient, après l'occupation, environ 2 150 000 habitans. Depuis le mois d'avril 1915 jusqu'au mois de décembre 1916, il y a été importé 334 000 tonnes de blé (la plupart sous forme de farine) et 205 000 tonnes d'autres denrées, telles que pois, haricots, riz, lard, saindoux, lait condensé, café, sucre, sel, savon, charbon. 1 197 tonnes de tissus, de vêtemens et de chaussures ont été distribuées. Les envois, à l'exception d'une partie de ces 1 197 tonnes, avaient été payés par la France. Le travail de répartition et de distribution a été fait en vertu de conventions intervenues entre la Commission et l'état-major allemand.

Plus de la moitié de la population ravitaillée se trouve dans les arrondissemens de Lille, Valenciennes et Douai, dont l'alimentation, en tout temps, exige des importations considérables. Dès le début de l'invasion, les autorités locales, aidées par des comités de volontaires, réunirent les approvisionnemens disponibles et cherchèrent à en régler la distribution aussi équitablement que possible. Mais le moment arriva où ils étaient épuisés. Au début de l'année 1915, certaines quantités prélevées sur les stocks belges furent envoyées à Givet, Fumay, Sedan, Charleville, Mézières et Longwy.

C'est le 13 avril 1915 qu'une convention, signée à Bruxelles, entre le commandant en chef des armées allemandes en France et la Commission de ravitaillement pour la Belgique, chargea cette dernière d'entreprendre l'approvisionnement de la population des territoires français envahis. Le commandant allemand s'engageait à ne pas réquisitionner ni saisir les marchandises importées à cet effet. La Commission de ravitaillement belge était autorisée à nommer comme délégués des citoyens américains. Les demandes de ravitaillement seront adressées à

la Commission belge par des *trustees* (fidéicommissaires) français, représentant leurs communautés. D'autre part, deux Américains seront admis, dans chacun des districts de distribution, à surveiller les opérations. Postérieurement de nombreux arrangemens ont été pris entre les autorités allemandes et la Commission, notamment en ce qui concerne les récoltes locales. Des quantités, fixées d'abord à 100 grammes de farine et 200 grammes de pommes de terre par tête, doublées ensuite, furent promises aux habitans : mais les livraisons effectives restèrent presque toujours très en deçà de ces chiffres.

VIII. — ORGANISATION DE L'ADMINISTRATION ET DU PERSONNEL

Une collaboration étroite s'est établie entre la Commission de ravitaillement pour la Belgique, le Comité français d'alimentation du Nord de la France, et le Comité national d'alimentation et de secours de la Belgique. La Commission est chargée de procurer l'appui financier nécessaire, d'acheter et d'importer les denrées, d'en faire une première répartition dans les centres de distribution, de passer toutes conventions avec les belligérans. Le Comité d'alimentation du Nord de la France effectue le transfert des denrées des centres principaux vers les diverses localités ; il veille à l'organisation des distributions gratuites de soupe et de pain, ainsi que des autres secours. Enfin le Comité national belge s'occupe de la comptabilité et des dispositions financières.

Des milliers de Français et de Françaises collaborent à ce travail de ravitaillement, dont le coût est de 35 millions par mois, soit à peu près 17 francs par tête. Aux importations d'outre-mer, effectuées par la Commission, se sont ajoutés les rations de blé et de pommes de terre provenant des champs du pays, les achats effectués en Hollande par la Commission, certains comestibles fabriqués pour les enfans en Belgique, les achats effectués en Hollande par les comités locaux représentant des villes du Nord de la France et les produits des jardins, vergers et basses-cours. Malgré la diversité de ces sources, il n'est que trop certain que la population n'a pas été nourrie d'une façon complète. L'état sanitaire s'en est ressenti. La mortalité a cruellement augmenté : le nombre des décès dus à la phtisie a doublé.

IX. — EXEMPLE D'UN DISTRICT

Les denrées alimentaires et autres produits importés destinés au Nord de la France sont au préalable entreposés en Belgique. Leur répartition donne lieu à un travail considérable. Prenons comme exemple le district de Charleville, peuplé d'environ 150 000 habitans, ne comptant que deux villes de plus de 10 000 âmes, Charleville et Sedan. Ses 335 communes sont groupées en cinq régions. En février 1915, un comité de ravitaillement formé à Charleville constitua un syndicat de communes conformément à la loi du 23 mars 1910. Le syndicat tint sa première assemblée à l'hôtel de ville de Mézières, le 29 mars 1915 : 65 communes étaient représentées, chacune par deux délégués. Les autres centres suivirent l'exemple : quatre syndicats furent fondés pour les régions de Sedan, Poix-Perron, Rethel et Rimogne. Les cinq syndicats se fédérèrent à Charleville le 4 mai et formèrent un district, dirigé par un comité de quinze membres.

Le transport des marchandises, des entrepôts de district qui ont été créés à Charleville jusqu'aux magasins régionaux des comités, est effectué par chemin de fer et de là par voiture aux magasins communaux. Les habitans sont divisés en trois classes : la première comprend ceux qui peuvent et doivent payer ; la deuxième, ceux qui sont actuellement privés de disponibilités, mais qui pourront rembourser plus tard ; la troisième est formée des indigens qui reçoivent les alimens gratuitement. La plupart des communes font la distribution des denrées et comestibles le 1er et le 15 de chaque mois. D'autres ne distribuent qu'une seule catégorie de marchandises par jour. Quelques-unes font vendre les produits par les épiciers et les charcutiers, auxquels elles les cèdent à un prix qui tient le milieu entre celui qu'elles paient elles-mêmes et celui auquel elles les revendraient aux particuliers.

A Charleville, la municipalité avait installé, avant que la Commission eût commencé à fonctionner, des soupes populaires, auxquelles 6 500 personnes environ étaient admises. Lorsque le ravitaillement eut été organisé, de nombreuses familles quittèrent les soupes et demandèrent à être ravitaillées contre paiement différé. Elles prenaient l'engagement de solder, après la

guerre, ce qui leur était actuellement livré sans contre-valeur. Au 1er octobre 1916, sur 10 500 rations, 3 934 étaient délivrées contre paiement intégral; 586 contre paiement de la totalité, sauf le pain qui était remis gratuitement; 265 étaient fournies à un taux réduit (soupes populaires); 230 étaient payables plus tard, sauf le pain, dont le prix était acquitté comptant; 4 599 étaient à payer en totalité ultérieurement; 886 représentaient la part des hôpitaux, des prisons, des enfans en bas âge.

C'est le Comité de district sur qui repose la responsabilité financière. Non seulement il centralise les dettes des comités régionaux comprises dans le chiffre de la dette générale du district envers le Comité d'alimentation du nord de la France, mais il administre le capital disponible, s'élevant à environ deux francs par habitant, qui sert à régler le transport et les frais généraux mensuels des comités régionaux. Il administre également les sommes provenant du « Crédit allemand. » Ce fonds a été créé par la remise au Comité de district d'un cinquième du produit de la récolte de 1915, de moitié de la récolte de 1916 et par le remboursement qu'ont effectué les autorités allemandes d'une partie des frais de la récolte. Enfin le Comité de district administre un compte spécial intitulé *Achats en compte*, constitué par le dépôt qu'effectuent les communes de fonds destinés à l'achat de certains produits, tels que tabac, allumettes, mercerie, quincaillerie, payables en monnaie française ou allemande.

La comptabilité des régions consiste dans le débit que la région inscrit au passif des communes du chef des denrées qu'elle leur livre. Les frais généraux de chaque dépôt sont réglés mensuellement par le district. Les comités régionaux sont responsables de l'administration des communes. Le produit des ventes est tout d'abord appliqué aux frais d'administration, de transport et de distribution; le solde aux emprunts communaux, aux travaux de voirie, au maintien des services municipaux et des écoles, aux impôts de guerre. Les communes s'engagent, vis-à-vis des comités régionaux, pour une somme représentant l'estimation des frais de l'alimentation pendant une période déterminée. Une garantie conjointe et solidaire, fournie par un certain nombre d'habitans, cautionne cet engagement des communes : celles-ci approuvent chaque semaine les comptes présentés par le comptable régional et reconnaissent

leur dette envers la région, le district, le Comité d'alimentation du nord de la France, le Comité national belge et la Commission de ravitaillement pour la Belgique.

Des établissemens de crédit, dont l'activité est limitée aux besoins de l'alimentation, ont été créés dans certaines villes. Ils font des avances aux habitans qui sont temporairement dans l'embarras, mais paraissent néanmoins solvables. Ces avances sont effectuées sur livrets de caisse d'épargne, sur rentes viagères de la Caisse nationale, sur traitemens de l'État, des départemens ou des communes, sur obligations, coupons, effets échus. A Lille, grâce à l'initiative de M. Louis Guérin, une *Banque de prêts temporaires* a été fondée : elle fait des avances sur tous les gages d'une valeur certaine qui lui sont offerts.

La Commission s'est chargée de l'importation de vêtemens et de chaussures. Au début, ses envois n'étaient destinés qu'aux indigens : mais ensuite les communes ont été autorisées à vendre moitié de ces vêtemens aux personnes en état de les payer. Les sommes produites par ces ventes sont versées à la caisse de secours du district et servent à acheter d'autres vêtemens destinés aux indigens. Des ouvroirs ont été établis, qui occupent de nombreuses femmes.

X. — RÉSUMÉ

Malgré tous ces efforts, la situation est de plus en plus sombre. Dans le nord de la France, la viande a presque disparu. Les populations les plus favorisées reçoivent une ration de 125 grammes par tête et par semaine. Le lait de vache diminue de jour en jour; les stocks de lait condensé s'épuisent rapidement. Le beurre a presque disparu, en raison des réquisitions allemandes et, dans certaines régions, de la prohibition de la fabrication du beurre. Les œufs sont extrêmement rares. Les poulets et lapins, dernière ressource des ménages prévoyans, sont également menacés, faute du son nécessaire à leur nourriture. La culture de pommes de terre et de légumes, activement poussée en de nombreux endroits, est seule de nature à conserver quelques ressources aux habitans, qui dépendent plus que jamais de la Commission de ravitaillement. La Belgique et le Nord de la France sont enfermés dans une muraille d'acier qui ne laisse passer aucune des matières premières dont auraient besoin

les manufactures et qui ne laisse sortir aucun produit d'exportation. La seule brèche faite l'a été par la Commission qui a pu importer les vivres et les vêtemens strictement indispensables aux malheureuses populations. Le temps, au lieu d'améliorer la situation, l'empire : car les stocks des négocians, les ressources et les crédits des gens aisés s'épuisent, les vêtemens et les souliers de chaque ménage s'usent. Si les habitans ne meurent pas de faim, c'est parce que la Commission leur fournit tout juste les alimens indispensables à la conservation de la vie.

XI. — ENSEIGNEMENT A TIRER DE CETTE EXPÉRIENCE

On a cherché à dégager de cette vaste expérience d'approvisionnement en commun, imposée par la plus cruelle des nécessités, des conclusions au point de vue de la possibilité d'appliquer à l'avenir quelques-unes des méthodes employées. M. Robinson Smith, membre de la Commission d'assistance belge, a émis à ce sujet certaines idées qui reposent sur une interprétation inexacte des faits observés. Constatant que le pain s'est vendu à meilleur marché dans les pays occupés qu'à Londres, il se demande à quoi est dû ce phénomène : est-ce à la façon dont la Commission a opéré ses achats de blé dans le monde, au mode de transport, à la mouture, à la panification, au mode de vente au détail ?

La Commission a été, en vertu d'une autorisation du gouvernement anglais et de l'acquiescement des autorités allemandes, le seul importateur de denrées alimentaires en Belgique : elle était ainsi investie d'un monopole d'État. Elle importa jusqu'à 100 000 tonnes par mois et devint, avec le Comité belge national, le seul acheteur des récoltes indigènes de céréales. Durant la première année de son existence, elle a payé de 5 à 10 pour 100 de moins que l'acquéreur le plus favorisé. Elle y réussit de diverses manières, par exemple en opérant à Chicago le jour où peu de demandes existaient sur le marché. Quant au riz, elle attendit, nous dit-on, que les prix eussent baissé dans l'automne de 1915 pour acheter 40 000 tonnes. Au lendemain de cet achat, le cours rebondit de 20 pour 100. D'autre part, la Commission s'est assuré des tarifs spéciaux sur les lignes de chemins de fer américains. Elle a une flotte portant à la fois le pavillon belge et le sien. Elle s'arrange de

façon qu'aussitôt que l'un de ses 75 navires arrive dans un port de l'Atlantique, du Pacifique ou de l'Océan Indien, il soit chargé sans délai. N'ayant qu'un seul objet en vue, elle a pu régler les mouvemens de ses vaisseaux plusieurs mois à l'avance. Ils n'abordaient à Rotterdam que lorsque les appareils de déchargement étaient rangés le long du quai : on a vu, en quatorze heures, un vapeur de 7 000 tonnes vidé de sa cargaison, que vingt péniches emportaient par canaux vers vingt directions différentes en Belgique et dans le Nord de la France.

M. Robinson Smith attribue ces remarquables résultats à la qualité des chefs qui ont accepté la charge de diriger l'affaire. La tâche de sauver dix millions d'êtres humains de la famine a paru assez belle à des hommes de premier ordre pour les déterminer à s'y consacrer entièrement. Dans son pittoresque langage américain, M. Smith nous dit qu'un esprit C. R. B. s'est développé parmi eux. Chacun des volontaires attachés à l'un des bureaux de l'entreprise était animé du même zèle. Pourrait-on obtenir, en temps de paix et pour une œuvre dont le but serait d'assurer la nourriture du peuple au meilleur marché possible, des concours aussi éclairés et aussi désintéressés? M. Smith le croit. Il ajoute que ce n'est pas dans le domaine des achats, mais dans celui de la vente, que la Commission a rendu les plus grands services. Si, dit-il, elle a fait une économie de 10 pour 100 en amenant le blé des lieux de production aux points de distribution, elle en a réalisé une de 30 à 40 pour 100 dans la seconde étape, celle qui fait passer le froment du port au moulin, du moulin chez le boulanger et de là dans l'estomac du consommateur. En temps normal, le paysan belge vend son blé 16 centimes le kilogramme au meunier, et l'ouvrier paie le kilogramme de pain 30 centimes. Pendant la guerre, ce dernier prix ne s'est élevé qu'à 38 centimes, alors que la hausse proportionnelle de la matière première avait été bien plus forte. Le paiement au comptant a toujours été exigé. Le Comité de Londres a reçu de cette manière le montant des ventes consenties aux comités provinciaux; ceux-ci opèrent de même vis-à-vis des comités régionaux, lesquels à leur tour exigent le paiement immédiat des communes. Les comités provinciaux, par exemple celui du Hainaut, ont été organisés en sociétés coopératives, conformément à la loi : les actions ont été souscrites par les communes et les habitans, en proportion des

impôts qu'ils paient. Un bureau d'inspection générale, installé à Bruxelles, rayonne sur le pays par l'intermédiaire d'inspecteurs qui se transportent incessamment d'un centre à l'autre.

La Commission ne s'est pas seulement occupée du ravitaillement; elle avait dans ses attributions les secours, le logement, le vêtement, les soins à donner aux nouveau-nés, aux enfans, aux mutilés, le contrôle des récoltes indigènes, l'importation des produits pharmaceutiques, du fourrage, les écoles, les établissemens religieux, les sociétés de prêt, les ateliers, l'emploi des 100 millions de francs recueillis en deux ans dans le monde pour l'œuvre et des 500 000 francs que les Belges expatriés envoient chaque mois à leurs compatriotes demeurés sur la terre natale. La valeur du million de tonnes importées la première année, en y ajoutant les frais de transport et de distribution, représente environ 400 millions de francs. Les prix de vente encaissés ont atteint 460 millions : le bénéfice de 60 millions a été remis aux comités provinciaux, qui en ont donné la moitié aux pauvres et mis l'autre moitié en réserve.

On aurait tort de tirer de l'expérience qui se poursuit la moindre conclusion favorable au socialisme. En premier lieu, l'état de guerre excuse et justifie la mise en œuvre de méthodes qui seraient difficilement acceptables en temps de paix. La force des choses fait que les gouvernemens civils et surtout les autorités militaires concentrent dans leurs mains une somme de pouvoirs arbitraires telle qu'aucun peuple ne la supporterait aux époques normales. Quand il s'agit du salut de la patrie, chacun fait le sacrifice des libertés essentielles, renonce même à critiquer l'usage que les autorités font de la toute-puissance qui leur est momentanément attribuée et immole la plus grande part de son indépendance au but unique et suprême : la victoire. Non seulement le jeu naturel des facteurs qui déterminent en temps ordinaire les résolutions humaines est suspendu, mais les mobiles qui dirigent nos actes ne sont plus les mêmes. Quelle raison une compagnie de chemins de fer aurait-elle, aux époques de paix, d'opérer gratuitement des transports? Elle n'en aurait même pas le droit vis-à-vis de ses actionnaires. Pourquoi des courtiers, qui travaillent à gagner leur vie et celle de leur famille, opéreraient-ils des achats, des assurances, des expéditions sans exiger leur

juste rémunération? Comment un ministre renoncerait-il à percevoir les droits de douane établis par la loi? Pourquoi certains navires auraient-ils, à leur entrée dans les ports, une priorité sur d'autres pour le déchargement? Pourquoi seraient-ils exemptés des taxes de quai, des surtaxes de pavillon? Il suffit de rappeler les avantages concédés à la Commission de ravitaillement pour établir le côté factice de ses comptes, c'est-à-dire pour expliquer les résultats dont elle s'enorgueillit à juste titre, mais qui ne sauraient servir d'argument à ceux qui prétendraient organiser à l'avenir, sur ce modèle, les services d'importation chez les nations modernes. C'est au contraire du libre jeu des rouages économiques, de la faculté laissée à chaque individu d'acheter et de vendre à sa guise, de rechercher, dans son intérêt comme dans celui de ses cliens, la marchandise là où elle est offerte pour l'apporter là où elle est demandée, que résulte le véritable équilibre et la détermination de prix sincères.

M. Robinson Smith estime qu'un but aussi noble que celui d'assurer l'alimentation du peuple à bon marché susciterait des dévouemens semblables à ceux dont témoignent les efforts et le succès de la Commission de ravitaillement. Nous lui répondrons que les hommes politiques, dans les démocraties, cherchent peut-être sincèrement à améliorer le sort de leurs électeurs, mais qu'ils n'y réussissent pas toujours. Les expériences faites en France au point de vue du ravitaillement ne nous portent pas à croire que le résultat eût été pire si les interventions gouvernementales ne s'étaient pas produites.

L'argument tiré de la valeur et du désintéressement des hommes qui ont concouru à l'œuvre de la Commission nous semble venir à l'appui de la thèse individualiste. La plupart de ceux qui y ont collaboré sont des spécialistes, qui avaient acquis dans leur carrière une vaste expérience, et, par leur intelligence et leur honnêteté, s'étaient élevés aux premiers rangs de leur profession. Aux jours d'épreuve, mus par des sentimens altruistes, animés d'un désintéressement qui n'est pas la règle des actions humaines, ils se sont consacrés à une tâche qui leur semblait digne d'eux. Enfin ils ont eu la bonne fortune de trouver pour les diriger, pour coordonner leurs efforts, un homme d'une valeur exceptionnelle, une sorte de génie organisateur, qui s'est dévoué corps et âme à l'œuvre du ravitaillement et qui, par sa puissance de conception et sa volonté tenace, a

surmonté les obstacles et résolu les problèmes. Rien ne saurait mieux le qualifier que le fait qu'il vient d'être nommé, par le président Wilson, ministre du ravitaillement à Washington.

XII. — M. HERBERT CLARK HOOVER ET SES COLLABORATEURS

Quelle fut la carrière de cet homme, qui est devenu une sorte de dictateur des vivres des Alliés, puisque les États-Unis sont le plus grand producteur agricole du monde ? Après avoir terminé ses études à l'université californienne de Leland Stanford, dont il est l'un des régens (*trustee*), il travailla comme mineur dans le célèbre *mother lode*, le gigantesque filon qui traverse une partie de l'Amérique occidentale. De là il partit pour l'Australie, où il avait été engagé comme ingénieur-assistant afin d'appliquer certains procédés nouveaux avec lesquels il s'était familiarisé. Il réussit, se créa des ressources, revint à San Francisco épouser la jeune fille à laquelle il s'était fiancé comme étudiant, partit avec elle pour la Chine, où il s'occupa de charbonnages. Au cours des années qu'il passa dans l'Empire du Milieu, il eut des aventures dramatiques : il fit naufrage, fut recueilli par un train dont la machine s'arrêta. Lui seul put la réparer et la remettre en marche. Lors de la campagne européenne contre les Boxers, il eut occasion de sauver des femmes chinoises de la brutalité des soldats allemands, qui montraient déjà alors ce dont ils sont capables.

Après avoir quitté la Chine, Hoover voyagea. Dans les multiples entreprises auxquelles il s'intéressa, il fit preuve à la fois d'une capacité notable comme ingénieur des mines et d'un talent d'organisateur hors ligne. La guerre le trouva à Londres, où il s'occupa du rapatriement des nombreux Américains qui se trouvaient alors en Europe : en peu de temps, il réussit à calmer la quasi panique qui s'était emparée des voyageurs et à leur donner le moyen de regagner leur pays.

Les hommes, pour la plupart de grande valeur, qui forment la Commission, sont unanimes à déclarer que Herbert Clark Hoover a été le « faiseur de miracles. » L'organisation a été achevée en trois semaines, en dépit de la confusion dans laquelle se débattaient les Alliés durant l'automne de 1914, en dépit de la difficulté qu'il y avait à se procurer des denrées et des navires. A peine avait-il pris les rênes en mains, que Hoover

apportait la vie aux pays envahis. Un état-major américain réalisait les achats et les répartissait par les soins des comités belges, qui s'étaient recrutés parmi les notables du pays. Lord Curzon, dans un discours prononcé à Mansion House, rappelait que trop souvent les œuvres d'assistance sont inséparables de corruption ou d'incompétence, sinon des deux à la fois. Aujourd'hui le travail se poursuit, sur une échelle inconnue auparavant, avec une honnêteté scrupuleuse : aussi les résultats ont-ils été décisifs. Le côté diplomatique n'a pas été le moins remarquable. Il a fallu obtenir des Allemands la liberté d'agir, alors que le parti militaire voulait affamer les populations pour forcer les Alliés à renoncer au blocus. En dépit des conventions, les autorités prussiennes tentèrent plus d'une fois de faire main basse sur les approvisionnemens de la Commission. De telles menaces, connues en Angleterre, étaient de nature à ralentir les expéditions. D'autres difficultés surgirent avec le gouvernement américain. Tous les obstacles furent écartés, et aujourd'hui, alors que les États-Unis, entrés en guerre, ne peuvent plus jouer le rôle de neutres au sein de la commission, celle-ci est assez fortement organisée pour continuer son œuvre. Elle le doit en partie à son président et à la confiance qu'il a su inspirer à ceux qui étaient en rapports avec lui.

N'oublions pas les difficultés particulières de la situation de ces Américains qui, jusqu'au printemps de 1917, étaient des neutres. Ils pouvaient être soupçonnés par les Allemands d'avoir des sentimens trop favorables aux Alliés et par ceux-ci de ne pas faire assez pour eux. Peu s'en fallait au début que de chaque côté on les considérât comme des espions. Le ravitaillement admis, ou toléré en principe, dut être strictement réglementé, de façon à parer aux inconvéniens possibles ou réels d'une aide directe ou indirecte donnée à l'ennemi. Il devait demeurer en deçà des quantités nécessaires à l'alimentation, de façon à contraindre les populations à consommer leur production locale. La Commission, opérant sous les auspices d'agens diplomatiques de pays neutres, avait besoin d'un personnel qui contrôlât les distributions de vivres et de comités locaux chargés d'en contrôler tous les détails : plus de 35 000 agens belges et français veillent aux opérations et ont toutes facilités pour soumettre à la Commission leurs réclamations, immédiatement référées aux agens diplomatiques des nations neu-

tres, sous l'égide desquelles fonctionne l'œuvre tout entière.

La Commission était tiraillée entre son devoir envers les populations qu'elle nourrit, qui réclament sans cesse une augmentation des rations, et les exigences des comités de restriction des Alliés, chargés d'arrêter les exportations vers l'ennemi. Après les déportations de Lille et les protestations indignées qu'elles motivèrent dans la presse alliée, l'état-major allemand se préparait à dissoudre la Commission et à laisser mourir de faim les pays envahis. Hoover passa un jour, au grand quartier général ennemi, à discuter le problème avec des hommes certainement insensibles à tout argument sentimental : quand il repartit, l'existence de la Commission était plus affermie que jamais. En 1916, un grave malentendu s'était produit entre elle et le gouvernement des États-Unis. Hoover s'embarqua pour Washington et vit le Président : deux jours après, un communiqué de la Maison-Blanche invitait tous les bons Américains à donner leur appui à la Commission.

Quand le Nord de la France lui demanda de s'occuper de deux millions d'hommes de plus, Hoover courut à Paris. En dépit de la méfiance qui y régnait à l'égard de tous ceux qui étaient en contact direct avec les Allemands, il ne tarda pas à convaincre nos ministres, et il apporta un utile concours aux grands Français dont l'intervention avait sauvé leurs compatriotes. Lorsqu'en 1917 une partie de notre territoire eut été repris à l'ennemi, c'est dans Noyon reconquis que les représentans des pays secourus adressèrent à Hoover le témoignage éclatant d'une impérissable reconnaissance. Sa bonté est à la hauteur de son intelligence : c'est ce qui explique les succès qu'il a obtenus et l'ascendant qu'il exerce à la fois sur ses collaborateurs et sur ceux qui ont des négociations d'un ordre quelconque à poursuivre avec lui. On raconte qu'au cours de l'un de ses récens voyages dans son pays natal, il fut reçu dans l'une des villes de l'Ouest par le club des Montagnes Rocheuses. Les hommes de sport qui le composent venaient de réunir une somme d'un million et quart de dollars, près de huit millions de francs au change actuel, pour organiser la chasse dans les forêts du district. L'hôte fit une conférence d'un quart d'heure, au bout duquel ses auditeurs renonçaient à leur projet et lui remettaient le million et quart de dollars pour l'œuvre du ravitaillement.

A côté de Hoover, d'innombrables dévouemens ont collaboré à la grande œuvre. Nous ne pouvons nommer ici tous ceux qui ont prodigué leur temps et leur peine au service des populations martyres : mais nous proclamerons l'incomparable vaillance de ces dernières. Une Américaine, Mme Charlotte Kellogg, a consacré un livre aux femmes belges avec ce sous-titre. « Elles ont fait de la tragédie un triomphe. » Dans une série d'émouvans chapitres, l'auteur nous montre comment elles sont demeurées à leur poste, s'occupant de tout et de tous, des malades, des enfans, des nouveau-nés et de leurs mères, organisant des ateliers de couture, des fabriques de jouets, réussissant, par des prodiges d'ingéniosité, à donner du travail aux dentellières. La société des Petites Abeilles fait vivre à Bruxelles 25 000 êtres humains, pour lesquels elle a ouvert des cantines, des dortoirs, des ouvroirs, des gouttes de lait. A côté des femmes, le comité belge, qui compte dans son sein des chefs tels que Francqui, Solvay, de Wouters, Janssen, a multiplié ses efforts et contribué à soutenir non seulement les forces physiques, mais l'inébranlable moral des villes et des campagnes envahies.

Mme Kellogg décrit les souffrances indicibles des familles brisées, des veuves dont le mari a été tué par les Allemands, dont les fils sont au front et qui n'ont plus un sou vaillant. Et au milieu de ces épreuves, ces femmes restent courageuses et souriantes. Leur sœur américaine ne trouve pas de mots pour exprimer son admiration. Elle évoque la figure héroïque du cardinal Mercier, dont les inoubliables lettres pastorales ont apporté à la Belgique un ravitaillement moral aussi précieux que l'autre. Le 21 juillet 1916, anniversaire de la proclamation de l'Indépendance belge, les Allemands avaient ordonné que toutes les boutiques fussent ouvertes. Aucune ne resta fermée; mais le patron et les employés étaient assis de façon à en défendre l'entrée. Le port des couleurs nationales avait été interdit : chacun avait à sa boutonnière un ruban vert, signe de l'espérance, ou une feuille de lierre, emblème de la fidélité. Dans la cathédrale de Sainte-Gudule, où le cardinal dit la messe, des milliers de fidèles se tenaient debout depuis le matin, serrés les uns contre les autres. Pendant des heures ils ont attendu. Quand le prélat apparut, la foule, saisie d'une émotion indescriptible, eut cependant la force de retenir l'explosion de ses sentimens. Elle écouta dans un silence, plus

impressionnant que toutes les manifestations, les prières dites sur le catafalque élevé en l'honneur des soldats belges tombés pour la patrie.

Le Comité du Nord de la France, constitué sous le patronage de l'archevêque de Cambrai, de l'évêque de Lille et de dix-huit notables, présidé par M. Louis Guérin, l'admirable patriote qui n'a cessé d'être sur la brèche, a rendu, lui aussi, d'inappréciables services. Le Comité exécutif, composé de MM. Bruxelles, Dreux, Hermant, Eugène Motte et Turbot, ne fut jamais autorisé par les Allemands à se réunir. M. Labbé, inspecteur général de l'enseignement technique, et M. Collinet, professeur à la Faculté de Lille, ont travaillé sans relâche, avec un inlassable dévouement.

Tous ces efforts convergeaient autour de celui de la Commission, qui en était l'âme et dont M[me] Kellogg résume l'action en termes éloquens : « Le monde aura peine à croire, dit-elle, tout ce qu'a accompli la Commission lorsqu'on écrira son histoire. Il fallait du pain et des vêtemens pour chacun, un toit pour les sans abri, une soupe pour les affamés, des paquets pour ceux qui étaient prisonniers en Allemagne, du lait pour les nouveau-nés, une nourriture spéciale pour les tuberculeux, des orphelinats et des crèches pour les enfans abandonnés, du travail pour les chômeurs, de l'aide pour les négocians, les artistes, les professeurs et tous ceux qui avaient été soudainement privés du moyen de gagner leur vie. »

La Commission a encore trouvé un précieux auxiliaire dans la personne de M. Louis Chevrillon qui, depuis plus de deux ans, est l'agent de liaison entre le siège de Londres et celui de Paris : sa connaissance des États-Unis et son dévouement ont fait de lui l'un des artisans les plus actifs de l'œuvre de la Commission. A celle-ci l'Amérique n'a pas seulement donné un chef dans la personne de Herbert C. Hoover; elle l'a entouré d'une pléiade de collaborateurs. Voici comment le professeur Vernon L. Kellogg, mari de la femme éminente dont nous venons de citer l'ouvrage, termine un article dans lequel il rend compte de ce qu'il a vu au cours de la mission qu'il a dirigée dans le Nord de la France : « J'ajoute, dit-il, un mot d'appréciation de nos jeunes Américains (moi, je suis un vieux), qui ont offert leurs services et accompli leur tâche de façon à réchauffer le cœur et à mettre les larmes aux yeux de ceux qui aiment notre

pays et croient en notre méthode de faire des hommes. La plupart de ces volontaires (un peu plus de soixante-dix ont jusqu'ici été attachés au service) sont de jeunes universitaires, dont beaucoup viennent de la fondation Cecil Rhodes et de diverses branches de l'Université d'Oxford. Quoiqu'ils se soient préparés à tout autre chose qu'au travail très spécial de la Commission, ils semblent avoir d'eux-mêmes appris le métier et acquis des qualités qui, ajoutées à leurs mérites naturels d'adaptabilité, d'honnêteté, de discrétion et d'initiative, ont fait d'eux des acteurs capables de figurer sur la scène du monde. Jetés dans une situation qui exige un tact et une réserve infinis, écrasés de responsabilités, ayant à gérer d'importantes affaires dans des circonstances exceptionnelles, ils s'en sont tirés presque toujours à leur honneur. Ils se sont acquis l'admiration des Belges et des Français aussi bien que des Allemands. Les États-Unis peuvent être fiers d'eux : leur œuvre est un grand encouragement pour nos méthodes d'éducation. Jugées en elles-mêmes, ces méthodes paraissaient insuffisantes à un grand nombre d'entre nous. Jugées par leurs résultats, en tant que la jeunesse américaine est un résultat de l'éducation, elles donnent un démenti salutaire à ce pessimisme. Je reprends ma chaire universitaire avec une confiance nouvelle en l'œuvre éducatrice américaine. »

Cette page méritait d'être citée. Elle résume l'œuvre de la vaillante jeunesse d'outre-mer qui se dévouait alors à un devoir humanitaire et qui vient aujourd'hui combattre à nos côtés. C'est pour nous l'occasion d'exprimer une fois de plus notre reconnaissance aux Américains, nos amis d'hier qui sont nos alliés d'aujourd'hui. Ils ont montré à ceux qui l'ignoraient quelle est la véritable mentalité de ce grand peuple, l'un des plus sincèrement épris de justice et de vraie liberté. A l'épreuve de la lutte dans laquelle ils sont entrés, leur patriotisme va se tremper encore plus solidement. Quand leurs régimens reviendront de nos tranchées, les quarante-neuf États seront plus fermement unis que par le passé. Mais alors même qu'ils n'avaient pas encore pris les armes, les Américains avaient le sentiment du rôle qu'un grand peuple doit jouer dans la société des nations. Avant que les messages du président Wilson eussent porté jusqu'aux extrémités du globe l'affirmation de la conscience qu'ont ses concitoyens de leurs devoirs

envers l'humanité, ils avaient commencé leur tâche en organisant la Commission de ravitaillement.

Les Américains, les Belges et les Français qui ont collaboré à l'œuvre que nous venons d'esquisser n'ont pas seulement sauvé dix millions d'hommes de la famine, mais ils ont entretenu chez eux l'esprit de résistance à l'envahisseur, qui n'a pu à aucun moment obtenir que des Belges ou des Français travaillassent volontairement pour lui. D'autre part, les membres américains de la Commission, qui avaient vu de leurs yeux les horreurs commises par la soldatesque teutonne, ont été aux États-Unis les agens les plus actifs d'une propagande qui a contribué à déterminer l'entrée en guerre de la grande République. C'est par millions que se comptent les souscripteurs qui, de l'autre côté de l'Atlantique, ont envoyé leur obole aux Belges et aux Français du Nord. Ce furent autant de partisans de l'action, à laquelle le président Wilson s'est décidé, le jour où il a senti que son peuple était d'accord avec lui. Ce n'est pas là le côté le plus apparent de l'œuvre accomplie par la Commission, mais c'en est un des plus importans et qui doit fortifier encore les sentimens que nous avons conçus pour elle. Nous rendons en même temps un hommage d'admiration aux représentans de nos vaillantes populations du Nord qui n'ont cessé de prodiguer leur dévouement à l'œuvre commune et dont les noms doivent rester unis, dans notre mémoire, à ceux de leurs collègues américains.

RAPHAËL-GEORGES LÉVY.

ALAN SEEGER

Parmi les poètes morts jeunes, aucun n'est mort plus aimé des dieux, ni pour un idéal plus haut, que le jeune Américain Alan Seeger, tombé en 1916 au champ d'honneur, sur nos tranchées reconquises de Belloy-en-Santerre.

Sa vie brève a enfermé, comme un flacon étroit un violent parfum, les frémissemens enthousiastes, les ravissemens d'âme juvénile, que l'expérience et le chagrin détruisent inévitablement dans l'âme de ceux qui vivent longuement : « Depuis l'enfance j'idolâtrais la vie... Mon séjour terrestre m'était une perpétuelle et tremblante occasion de joie (1)... » Alan Seeger acceptait la vie comme un don glorieux : tous les chants de ses *Juvenilia* entonnent des hymnes à la beauté du monde. Ils appellent les hommes à une fête divine; ils versent dans leurs veines un sang rajeuni d'allégresse, leur font entendre le silence des forêts, la respiration de la mer; admirer la félicité des flots, la diligence de la terre, la bienfaisance du soleil; adorer la puissance de la volonté et l'attente de tous les prodiges.

Avec Gabriele d'Annunzio, le grand animateur latin, Seeger eût pu s'écrier : « Pan n'est pas mort! Moi, je le chanterai. Vie! ô don terrible du Dieu à ma soif, à ma faim d'un jour, ô vie, ne dirai-je pas toute ta beauté (2)? »

La splendeur de l'univers avait, aux yeux d'Alan, une force de fascination telle que même l'existence du mal et de la douleur ne pouvait arriver à l'obscurcir; il avait l'intuition,

(1) Alan Seeger, *Poèmes*, 1916.
(2) Gabriele d'Annunzio, *Laus Vitae* (vol. 1).

au contraire, que ce mal, cette douleur ont leur valeur de contraste, de fond de paysage, si l'on peut dire, à la joie.

Sensible à chaque souffle, attentif à chaque rayon, toujours aux écoutes, prêt à tout saisir, prêt à tout donner, le poète vit plus que mille autres hommes; il voudrait que le pouvoir humain fût infini comme son désir; il ambitionne tout, chaque art l'attire; tout geste, harmonieux ou rude, le tente.

***

L'amour, réservoir de la poésie, jaillit en trois sources distinctes : le sentiment, le lyrisme religieux, le patriotisme. Le plus souvent, la belle nappe d'eau se divise. Alors elle se répand à droite et à gauche, ses forces s'éparpillent. Quand ces trois ruisseaux coulent réunis, ils forment le fleuve lumineux qui réfléchit toute la terre et tout le ciel : c'est Dante, c'est Shakspeare...

Notre jeune héros, Alan Seeger, aurait-il, à la fin, reflété dans son œuvre l'univers? Il se peut. En tous les cas, il était de la lignée des meilleurs poètes modernes de langue anglaise. Byron, Keats, Shelley, Swinburne eussent applaudi à ses vers, l'eussent reconnu comme un des leurs pour sa dévotion à l'esprit de poésie tel qu'eux-mêmes ils l'entendaient, et pour son brûlant, pour son délicat amour du beau : « Mon esprit ne vit que pour contempler le visage du beau (1). » Non pas du beau « étrange » de son compatriote Edgar Poë ou de notre Charles Baudelaire, mais du beau impalpable, du beau éthéré, du beau à la Shelley, et aussi du beau concret : beauté de la terre et beauté des héros, beauté du faste et beauté de la femme :

« Un bruit de vent d'été, qui monte dans les arbres éclairés par les étoiles; un chant où le délire de l'amour sensuel s'élève et s'éteint : tels étaient les rites qui émouvaient mon âme autant que l'âme des dévots est émue lorsque, du chœur illuminé, sonne la cloche de l'autel... Je m'éveillai parmi la pourpre d'un palais orgueilleux. Gravés en arabesques coloriées, sur les murs surchargés de gemmes, étaient les noms des kalifes qui, jadis, tinrent là leur cour. J'allais habiter durant un jour parmi les bocages et les thermes royaux. Il m'apparte-

(1) Alan Seeger, *Poèmes*, 1916.

nait de tirer de leurs corbeilles les joyaux lumineux, les brocards et les soieries brodées, la topaze et la tourmaline; de tordre en fiers caprices sur ma tête les étoffes des turbans, d'y assujettir des plumes, des perles et des saphirs... Je me levai : une lointaine musique attirait mes pas dans une poursuite amoureuse parmi les parquets de marqueterie et sous les péristyles élevés. A travers la forêt des colonnades, de belles lampes étaient des fruits lumineux; sur les mers de la mosaïque bleue, de doux tapis formaient des îles fleuries. Il y avait des cours vertes que surmontaient des arches enguirlandées et où des fontaines jaillissaient en des vasques de lapis-lazuli. A travers les portes énigmatiques, soupiraient de voluptueux accens. Et comme j'avais la jeunesse, je possédais le « Sésame, ouvre-toi (1)! »

Fidèle comme il l'était à la tradition de la littérature anglaise, le jeune Américain avait subi dans certains poèmes de ses *Juvenilia* l'influence des maîtres anciens. Mais, si la forme en demeurait classique et le tour d'esprit sans excentricités, l'inspiration en était neuve et bien sienne. L'âme primesautière, hardie du poète, amant de la vérité, n'aurait pu supporter aucune contrainte étrangère : son art est le beau fruit de sa vision et de son expérience personnelles.



Né à New-York d'une famille d'origine anglaise, Alan Seeger avait passé, dans les pays les plus pittoresques du monde, les années décisives de son enfance et de son adolescence. Il n'avait pas trois ans lorsque les siens s'installèrent au fond de la baie de New-York, sur les hauteurs de Staten Island. Des larges fenêtres de la maison familiale, les enfans, attentifs, voyaient les grands navires de tous les tonnages et de toutes les nationalités passer, en solennelle procession, à travers les méandres des détroits, des larges canaux, pour aborder dans l'animation de la rade, ou encore pour s'en aller, au milieu de l'incessant trafic, chargés des songes et des désirs du jeune Seeger, vers le vieux monde, pays de ses rêves.

Amoureux de la beauté et du rythme, l'enfant aimait à

(1) Alan Seeger, *Poèmes*, 1916.

regarder se dessiner sur le fond fuligineux du ciel la noble silhouette de cette symbolique statue de la Liberté, qui domine le port de New-York. Il éprouvait un plaisir dont il ne se lassait point à suivre des yeux les voilures et les mâtures des vaisseaux auxquels la houle faisait décrire de mystérieux hiéroglyphes dans l'air, à voir le soleil, rayonnant ou morose, jaillir de l'Océan ou s'y replonger, et surtout à contempler les mouvantes constructions des nuages, la splendeur multiforme de la mer.

En cet état d'âme, lorsque vers 1908 la famille Seeger émigra au Mexique, le jeune Alan quittait New-York les yeux éblouis par le scintillement aveuglant des phares intermittens et des affiches lumineuses. Il avait l'esprit obsédé par l'animation fantastique du môle, du belvédère, par le fourmillement criard des quais, par le tintamarre formidable des machines, par l'inénarrable encombrement du pont colossal de Brooklyn; la poitrine oppressée par la hauteur vertigineuse des bâtimens-tours surplombant, de toutes parts, la cité industrielle, par l'atmosphère de cette ville immense où les Affaires, *Business*, étaient devenues une religion, et non pas seulement au sens métaphorique du mot, mais une religion ayant ses prêtres, ses martyrs et ne laissant rien prospérer, sinon sous sa tutelle.

Le contraste d'un débarquement sur une des terres les plus fleuries, les plus silencieuses du monde devait avoir, sur le développement intellectuel d'Alan, une influence vive.

Avec une curiosité passionnée, il se mit à parcourir son nouveau domaine. Il profitait de tous ses jours de liberté pour visiter un coin du pays magnifique. Chaque saison, aux grandes vacances, revenant du collège de Harvard où il faisait ses études, l'adolescent se plaisait à pousser jusqu'aux Tropiques, à parcourir la Havane, à atteindre Vera-Cruz. Il s'emplissait l'âme de libres espaces, les yeux de lumière et de couleurs; dans sa jeune ferveur, il se sentait possédé du désir « d'encercler la terre tout entière de son insatiable besoin de l'admirer, de l'adorer... » Louerait-il les forêts exubérantes, l'amphithéâtre majestueux des pics qui entourent Mexico, à la tropicale verdure, d'une couronne immaculée de neiges éternelles? ou les plaines riches en végétations de toutes sortes, miraculeusement parfumées? Louerait-il les nuages errans, fils floconneux de

l'eau marine, ou cette mer chaude, à la force infatigable, au sourire inextinguible, aux baies multiples : jardins de la mer semés de forêts de coraux et d'algues frémissantes, gemmés de sables diamantés, animés de fuyans et étranges fruits vivans? Quand aurait-il fini de s'émerveiller, de jouir de toutes ces harmonies?

« Étoile du Sud qui, à travers le brouillard d'Orient, au tomber de la nuit, vers Tampico ou Belize, salues le marin, te levant des mers où, tout d'abord, est né en moi ce romantisme qui, par des rêves fabuleux, a chassé mes soucis utilitaires; ô lampe qui guides l'amant mexicain à la peau de sombre couleur vers le rendez-vous d'amour, par delà les étendues de la jungle, vaporeuse d'orangers en fleurs et de tubéreuses, parmi les palmiers où la beauté l'attend... toi, sois mon étoile, lumière des tropiques (1). »

Au moment même où la nature enflamme ainsi les sens du jeune homme, les lectures allument tout autant son esprit, avide de connaissances. La bibliothèque célèbre de Boston le captive plus encore peut-être que les ardens paysages mexicains ne le séduisent. L'art du vieux monde, il le fait son art : il traduit l'Arioste, il traduit Dante ; il raffole des poètes anglais, des poètes français. Son désir est de visiter les lieux qu'ils visitèrent, de baiser, sur la terre ancienne, la trace jamais effacée de leurs pas. Et ce désir l'obsède, le poursuit.

Enfin, vers sa dix-neuvième année, comme sa famille se réinstallait à New-York, il la décida de le laisser partir pour la vieille Europe :

« Là, disait-il, est mon destin. »



Les premières années de Paris furent pour le jeune littérateur américain des années de joie débordante, des années « vécues selon son cœur. » Perché sur la Butte, au milieu des étudians et des artistes, en pleine vie de Bohème, il exultait en son âme romantique : « Il est doux de vivre parmi la foule des camarades et des amans ; partout ici règne une loi qui est saine, un amour qui est libre, et des hommes de toutes nais-

(1) Alan Seeger, *Poèmes*, 1916.

sances, de tous les sangs y sont alliés en une grande fraternité d'art, de joie et de pauvreté (1). » Avec « Julien et Louise, » Alan s'en va, les soirs de printemps, contempler du haut des « fortifs » les milliers d'étoiles qui étincellent sur Paris, la mystique et maternelle cité à laquelle le poète doit les heures les plus radieuses de sa jeunesse : « Auprès des eaux argentées coulant dans les plaines brille l'Ile-Cité, pareille à une constellation, avec ses portes dorées, ses clochers éblouissans et ses dômes brunis, à moitié visibles à travers la brume lumineuse. Oh! avec quelle opportunité, ici, la terre crée! Son ample beauté m'apparaît telle une féerie!... (2) » Le jeune homme se plonge dans cette « féerie, » avec l'extase du voyageur, arrivant de plages lointaines et abordant dans un pays de songe.

Tout l'accueille, tout lui sourit. Rien encore ne l'étreint de ce qu'il nommera, un jour : « Cette sorte d'affliction qui seule peut développer les profondeurs de l'esprit humain. » En effet, alors seulement qu'il aura fait le choix entre cette vie dont il se hâte de reconnaître les mille et mille visages, comme s'il se sentait sans cesse sur le point de la quitter, et les risques terribles de la guerre, Seeger connaîtra la souffrance qui renouvelle, ennoblit l'art, ajoute à la lyre d'ivoire du poète une corde d'airain. Alors seulement, l'âme fervente d'Alan aura été visitée par la Douleur, déesse au noir péplum, mais ceinte d'astres éclatans, régénératrice, inspiratrice, mère des larmes, maîtresse du songe.

***

Seeger était à Londres à la fin de juillet 1914, en train de chercher un éditeur pour ses *Juvenilia*.

Comme un coup de foudre, la nouvelle funeste lui arriva : « Quoi! La France serait menacée? Des barbares voudraient attenter à la beauté du monde? Voiler la lumière? Paris, la ville de son cœur et de son choix, Paris serait en péril? »

Serviteur de l'idéal héroïque et romantique, le jeune homme ne brûlait pas seulement de célébrer, dans ses livres, mais aussi de vivre ce romantisme et cet héroïsme. Une occasion magnifique de gloire se dressait devant lui : il la saisit avec délices.

(1) Alan Seeger, *Poèmes*, 1916.
(2) *Id.*, *ibid.*

Son désir ancien de « vivre dangereusement » remontait en lui. Brave, amant du péril et de la gloire, les risques des batailles l'avaient toujours attiré. En automne 1912, à propos des guerres balkaniques, il avait déjà écrit aux siens : « Qu'il est beau de voir les États balkaniques triompher ainsi ! J'ai été si exalté par la guerre qu'il s'en fallut d'une bien petite occasion pour m'amener à partir. » En l'automne 1914, il devait leur écrire :

« Pourquoi je me suis engagé? Que puis-je répondre? Lorsque le jour mémorable d'août est arrivé, soudain, les maisons se sont vidées, mes compagnons sont partis. Il était inconcevable de leur laisser le danger et d'accepter pour moi le plaisir. Comment continuer de jouir des douces choses de la vie pour la sauvegarde desquelles, à ce moment même, eux, peut-être, ils versaient leur sang? Quelque jour, avec honneur ils reviendront; pas tous, mais quelques-uns : tout sera changé, il y aura une camaraderie nouvelle fondée sur le danger couru en commun, sur la gloire gagnée en commun : « Où avez-vous été pendant ce temps? Qu'avez-vous fait? » La question même sonnerait comme un reproche sans qu'on le veuille. Qui pourrait supporter cela? »

Alan savait qu'en se jetant dans la guerre mondiale qui éclatait, il allait jouer avec la mort un terrible jeu. Mais le sacrifice joyeux n'était-il pas l'essence même de son idéalisme? Si la mort gagnait la partie, l'idéal du héros ne serait-il pas réalisé, son âme sauvée à jamais de faillir, son nom à jamais sauvé de périr?

Une heure comblée de gloire vaut tout un âge sans renom (1).

Désormais, dans la mêlée de sang et de boue, l'art sera, pour Seeger, courageuse ardeur, don de soi, généreuse offrande. En une explosion lyrique, sa volonté de sacrifice demande à se révéler par des actes. Il tressaille de joie profonde au bruit des batailles contre les barbares, qui tentent de fausser l'harmonie des formes et des esprits, harmonie inventée par les races créatrices. Il voit le sang français jaillir des cloaques de boue, comme une lumière rayonnante. L'âme tendue vers la bataille

(1) Alan Seeger, *Poèmes*, 1916.

sublime, il combat dès les premiers jours, aux côtés de la sœur latine.

Après cela, comment souffrirait-il que sa patrie, la magnanime Amérique, demeurât figée en dehors de la lutte, son visage taciturne tourné vers l'Océan, rouge de sang innocent répandu? Les yeux voilés du beau pays d'outre-mer ne se rouvriraient-ils pas à la fin, assainis par le vent salutaire qui souffle du haut de tant de vaillance, de tant de vertu, de tant d'horreurs, de tant d'amour?

Frémissant de remords et de pitié pour les siens, Alan les supplie de regarder avec fermeté le destin. Il leur adresse le « message » de colère et d'espoir, le message ivre de vengeance et d'esprit de sacrifice :

«... Pourquoi tournez-vous le dos à qui vous pousse vers les plus brillans idéals?... Voulez-vous faire de notre patrie la risée des vieux peuples? devenir serviles, méprisables et faibles? être fils d'un pays qui tend l'autre joue? d'un pays, auquel peu importe si son drapeau flotte bravement, et qui répond à une insulte par une note diplomatique?... Depuis trop longtemps j'ai quitté nos rivages pour savoir quel état d'esprit est le vôtre, mais, pour moi-même, je sais bien que je me jetterais au milieu des obus et du feu, que je ferais face à des périls nouveaux, et dresserais mon lit en de nouvelles privations si notre Roosevelt commandait... Mais j'ai donné mon cœur et mon bras pour servir, dans un autre pays, des idéals demeurés lumineux, qui, pour vous, s'obscurcissent... Ici les hommes peuvent tressaillir aux accens de leur hymne national parce que la passion, qui monte dans leur *Marseillaise*, est la même que celle qui enflamme les Français d'aujourd'hui. Quand le drapeau qu'ils aiment passe, ils peuvent, le sein ému et les yeux humides, le regarder en face, car ils savent qu'il flotte encore par la force de leurs mains et la puissance de leur volonté. A travers des périls sans nombre et des épreuves inconnues, chaque homme a fait sien l'honneur de ce drapeau. »

Au moins, une troupe intrépide de volontaires américains aura marché vaillamment et sera obscurément tombée pour la bonne cause :

« ...Ceux-ci moururent pour sauver la grandeur de leur pays; par leur mort, quelque chose, que nous pouvons envisager

avec fierté, a été accompli : les ricaneurs ne sont plus tout à fait sans réplique qui, triomphans, accusaient l'Amérique intimidée de demeurer à l'écart d'une guerre dont la liberté du monde est l'enjeu... »

Et le poète s'attendrit : ses compatriotes suivront l'élan héroïque. Ils n'auront pas la patience de supporter un seul jour encore d'attente. Leur virilité se réveillera aux fiers accens de sa lyre chantant les exploits de la France, ils écouteront la voix du suppliant :

« O amis! si seulement vous vouliez voir comment une race peut s'élever, qui n'a ni l'amour, ni la crainte de la guerre; comment chaque homme peut se détourner de sa tâche coutumière pour que tous agissent en un ensemble parfait; comment une nation, jalouse de son bon renom, peut demeurer fidèle à son fier héritage! O amis! vous regarderiez par ici, et vous prendriez, de la France, l'enseignement. »

Au moment où Alan composait ces vers, les journaux d'Amérique annonçaient faussement sa mort sur le champ de bataille en Champagne : « Je suis navré, écrivait-il à sa mère, de penser que vous avez souffert ainsi. Je me serais arrangé pour vous télégraphier après l'engagement si j'avais su que des bruits aussi absurdes couraient. Ici nous n'avons besoin de faire aucun effort d'imagination pour concevoir que cela ne fait aucune différence pour rien ni pour personne, si l'un de nous disparaît. Beaucoup d'hommes meilleurs sont morts, pourtant le monde tourne juste de même... »

En février de cette année 1916, le poète, atteint d'une bronchopneumonie aiguë, dut, pour la première fois depuis le commencement des hostilités, cesser de se battre : « Je suis à l'hôpital, non pour une blessure de guerre, malheureusement, mais pour maladie.... » Il passa ses deux mois de congé de convalescence, partie à Paris, partie à Biarritz, avant de rejoindre son régiment. Alors, entre deux combats, une langueur d'amour visite sa jeunesse. Une ravissante image de femme passe dans ses « Sonnets. » Elle est drapée de beauté, illuminée de grâce mignonne, et le héros sourit, avec une indulgente et douloureuse gravité, aux caprices, aux petites mines, aux riants badinages, aux façons coquettes et moqueuses de l'aimée rebelle :

« Voyant que vous n'êtes pas venue, je suis sorti seul, et j'ai été content de faire de vous la maîtresse de ma pensée

seulement. J'ai béni le destin qui a été assez bon pour me donner, parmi les agitations de ma vie, ce repos d'un moment, où mes sens ont trouvé le rafraîchissement, et mon âme la béatitude. Oh! consentez à être mon gentil amour pour un court instant? Promenez-vous avec moi parfois. Laissez-moi vous voir sourire. Quelque nuit, veillant sous un ciel d'hiver avant l'assaut, ou sur un lit de douleur, ces souvenirs bénis revivront : ils auront la vertu de me réjouir et de me fortifier. »

Tant de noblesse, tant de douceur résignée, ne touchent point un cœur léger. Le poète ne s'attardera pas en d'amères supplications, le temps n'est plus où il eût tempêté et plaidé. Comme il a appris à sa chair à maîtriser la crainte, ainsi il enseignera à son cœur à maîtriser l'amour. Tant mieux si celle qui eût pu faire sa joie est décidée à le rendre misérable :

« Oui! soyez fantasque, volontaire, n'ayez aucune crainte de me blesser par des méchancetés faites ou dites, de peur qu'une mutuelle dévotion ne rende trop heureuse ma vie, qui ne tient que par un fil si mince, et qu'un amour partagé ne m'énerve le cœur, avant les mois de printemps, où il me reste une suprême partie à jouer. »

Pour un homme d'une telle sensibilité les angoisses de l'amour restent les seules insupportables. Si le jeune héros a pu voir sans terreur les lieux où l'on fait bon marché de la vie humaine; si les pires carnages n'ont pas ébranlé son âme; s'il ne s'est jamais attendri sur ses propres misères; s'il a dormi dans la boue entre les cadavres; s'il a mangé du pain trempé de sang; s'il a supporté sans verser de larmes tous les martyres de la chair, il ressent au contraire, jusqu'au tréfonds de son être, les insoutenables supplices que l'amour de la femme peut mettre au cœur de l'homme :

« Les sots disent que la guerre est atroce : pour moi, j'ai toujours reconnu que rien de ce qu'elle implique n'égale l'agonie des souffrances causées par l'amour pour celui qui aime sans être aimé. J'ai cherché le bonheur : cela n'a été qu'un arc-en-ciel charmant défiant toute poursuite. J'ai goûté au plaisir, cela n'a été qu'un fruit plus beau extérieurement que doux intérieurement. Renonçant à tous les deux, léger flocon dans le tourbillon des armées qui avancent ou reculent, dompté par la fatigue et le labeur, j'ai connu ce qui est le plus près du contentement, car là au moins ma chair était libre du désir qui la

tourmentait comme un taon. Transporté par la guerre loin des déceptions, des discordes et de la meurtrière jalousie, parmi le fracas des armes, je fus en paix. »

Dans cette paix, il ne regrette plus rien :

« Camarades, vous ne pouvez croire combien petits et falots semblent être ceux demeurés à l'arrière, à présent que la crème de l'humanité a été prélevée en vous. La guerre a ses horreurs, mais elle a cela de bon, que sa dureté fait le choix, unit les cœurs braves en une intrépide fraternité, et dédaigne les poltrons et les imbéciles. A présent allons joyeusement vers les grands assauts; non seulement parce que, sur un beau champ de bataille, nous ferons face à un vaillant ennemi et à ses engins meurtriers, mais aussi parce que nous tournerons des épaules méprisantes à ce pauvre monde que nous bafouons et pour lequel cependant nous mourons. Monde de lâches, d'hypocrites et de fous! »

*
* *

Alan Seeger a toujours courtisé la mort; longtemps avant la guerre, il rêvait d'être : « allongé, mort, en un lieu désert, ou bien là où les vagues tumultueuses des batailles laissent derrière elles, sur les sables humides, des restes de vie agonisante, quand leur flot rouge se retire... » Cette pensée de la mort hante celui qui réclame « le rare privilège de mourir bien. » Aux nuits d'accalmie où le grand massacre cesse d'être proche, où les vociférations tombent, où les canons se taisent, il songe à l'au-delà :

« Avec les étoiles et ses hautes pensées pour compagnes. »

Il scrute son cœur, examine sa conscience :

« Je ne sais pas si, en risquant mes meilleurs jours, je laisse complètement derrière moi le rêve qui éclairait mes sentiers solitaires, rêve qu'aucun désappointement n'a rendu moins cher. Parfois, je pense que, derrière le sommet des collines embroussaillées de fil de fer, et derrière le brouillard, la mort pourra tout rendre clair. Au delà de l'horreur et de la douleur je trouverai sans doute, comme une Brunehilde encerclée de flammes, ce qui pourra combler l'immense désir de mon cœur. Là les braves seuls passeront, là les forts seuls arriveront. »

Et voici : Alan Seeger donne rendez-vous à la mort. Tête

haute, cœur enflammé, baïonnette nue, il l'attendra galamment sur quelque parapet disputé, au printemps, alors que l'odeur des pommiers en fleurs embaume l'air :

« J'ai rendez-vous avec la mort à minuit en quelque ville en flamme... Il se peut qu'elle me prenne par la main et me mène dans son noir repaire, et ferme mes yeux, et arrête mon souffle. Il se peut que je passe encore à côté d'elle. Dieu sait qu'il serait plus doux de dormir sur un oreiller de satin, dans les parfums de l'amour... Mais, je ne manquerai pas à la parole donnée : j'ai rendez-vous avec la mort. »

* * *

Ainsi, après avoir érigé son exemple comme un étendard, Alan Seeger a cédé son âme victorieuse, et scellé de son sang le pacte nouveau.

A présent, le silence même de l'aède d'outre-mer est un hymne sans voix; sa croix est lumière : elle n'a pas d'ombre sur nos champs. Entre les invisibles palmes, le feu du pacte nouveau brûle, se révèle, se magnifie.

Vers ce feu qui flamboie sur la tombe du jeune héros américain, ses frères s'élancent à la rescousse. A travers l'antique Océan, sous les étoiles qui tremblent, ils naviguent et se pressent vers la douce terre de France, qui est devenue comme un peu de leur terre, par le sépulcre glorieux.

JEAN DORNIS.

REVUE SCIENTIFIQUE

LA QUESTION DU PAIN

Si l'on veut bien me le permettre, je placerai sous l'égide de Molière la pensée qui me guide en abordant aujourd'hui la grande, la passionnante, l'angoissante question du pain.

Lorsque le bonhomme Chrysale criait à ses pimbêches :

> Je vis de bonne soupe et non de beau langage,

elles considéraient sans doute, et avec elles beaucoup de spectateurs, qu'il disait une grosse sottise, tant l'habitude de trouver à portée de la main, dans « le plus riche pays de la terre, » tout ce qui est nécessaire à la vie, avait presque rendu indifférent à ce qui est précisément essentiel; de même qu'à voir lever tous les jours le soleil, la plupart des gens ont fini par oublier que, sans lui, ils ne seraient pas là.

Il y a peu de jours, l'administration nous a invités à remplir un document hiéroglyphique dénommé « carte de pain » dont l'existence même, le texte et le caractère fournissent bien des sujets de méditation. Prenons-en le texte d'abord : il est tellement ésotérique que je sais des agrégés docteurs ès sciences qui ont renoncé, après de vains efforts, à le déchiffrer, et ont dû s'adresser pour cela au Champollion à manches de lustrine posté à cette fin au guichet de la prochaine mairie. Par là notre bureaucratie a voulu, je pense, nous montrer une fois de plus combien elle est habile pour compliquer les problèmes simples, ce qui évidemment compense un peu son incapacité de débrouiller ceux qui sont compliqués.

Un autre caractère de la « carte de pain » a beaucoup frappé

tous ceux qui, audacieusement, essaient de risquer une légère projection de bon sens en ce domaine : c'est l'obligation pour chacun de ne s'approvisionner que chez un boulanger unique et d'avance désigné. Sans parler d'autres inconvéniens résultant des déplacemens continuels de tous les citoyens, on a réussi ainsi à supprimer d'avance entre les boulangers cette émulation, cette libre concurrence qui seule devait les obliger à donner à leur produit la meilleure qualité possible. A toutes les raisons inévitables que nous allons indiquer et qui ont un peu diminué déjà la qualité de notre pain quotidien, notre bureaucratie en a ajouté, — ou du moins voudrait en ajouter, car heureusement tout cela n'est pas encore appliqué, — une nouvelle très grave et qu'on eût pu et dû éviter. Les Allemands eux, ne sont pas tombés dans cette ornière lorsqu'ils ont établi leur carte de pain. Pourquoi donc cette sotte manie de ne pas vouloir les imiter, même lorsqu'ils font quelque chose de sage ?

Comme on s'est moqué de l'ennemi, lorsqu'il a, peu après le début de la guerre, établi chez lui une carte de pain ! Que d'esprit, de plaisans jeux de mots, de remarques railleuses nous avons décochés sur lui à ce sujet ? N'eût-il pas mieux valu éviter la débauche faite alors de ces projectiles fusans qui nous retombent aujourd'hui sur le nez ? Mais c'est assez récriminer ; la leçon de prudence et de modestie se dégage assez fortement de tout cela pour que, sans y insister, je puisse maintenant entrer sans plus dans le corps de mon sujet.

***

Le pain constitue l'aliment le plus important pour les populations européennes. Mais, de toutes, c'est la population française qui en consomme proportionnellement le plus, et c'est pourquoi le problème du pain est encore plus important pour nous que pour nos Alliés et nos ennemis. Le pain entre pour près de 70 pour 100 dans la nourriture de la majorité du peuple français. Ceci veut dire non pas qu'il constitue 70 pour 100 du poids d'alimens que nous consommons, — car le rendement utile des divers alimens est très variable, — mais cela veut dire que le pain contribue pour près de 70 pour 100 aux 2 500 calories journalières qui sont en moyenne apportées à chacun de nous par les alimens, et qui servent à entretenir la température du corps et des diverses fonctions organiques. Je rappelle, entre parenthèses, que la calorie est la quantité de chaleur nécessaire pour élever d'un degré la température d'un litre d'eau. En étant gros mangeur de pain, le Français est d'ailleurs conduit par un très sage instinct, puisque le

prix d'un nombre donné de calories alimentaires est actuellement, en France, si elles sont fournies par du pain, de 2 à 3 fois moins élevé que si elles proviennent de légumes, de pommes de terre par exemple, et de 5 à 10 fois moins élevé que si on les demande à la viande. En ne se nourrissant que de viande (pour schématiser ma démonstration, je fais là une hypothèse qui est d'ailleurs irréalisable pour des raisons sur lesquelles je reviendrai dans ma prochaine chronique) on dépenserait donc de 5 à 10 fois plus qu'en ne se nourrissant que de pain.

Ces chiffres montrent donc, d'une part, que le pain est notre aliment primordial, d'autre part, qu'il est bon qu'il en soit ainsi.

En temps de paix, et dans les années qui ont précédé 1914, pour satisfaire à son énorme consommation de pain, la France avait besoin d'environ 92 millions de quintaux de blé, dont elle produisait elle-même à peu près 86 millions. La très faible différence de 6 millions de quintaux nous était fournie par l'importation. La France était, avec la Russie, la seule des grandes nations européennes qui pût, au point de vue du blé, se suffire à peu près à elle-même.

Cette situation a malheureusement cessé. En 1915 la France n'a produit que 60 millions de quintaux de blé, en 1916, 58 millions, et d'après des renseignemens récens, la production de 1917 atteint à peine 40 millions de quintaux, soit moins de la moitié de la quantité nécessaire d'après les données de naguère.

Il n'entre point dans mon sujet d'examiner les causes de ce grave déficit, sur certaines desquelles j'ai déjà attiré l'attention ici même, prêchant un peu dans le désert, il y a deux ans : diminution de la surface cultivable (à cause de l'invasion des riches départemens du Nord) et cultivée, à cause du manque de main-d'œuvre et de prévoyance dans son remplacement par la motoculture ; diminution du rendement à l'hectare provenant notamment du manque d'engrais, et passé de 18 quintaux à l'hectare en temps normal, à 11 en 1916, alors que ce rendement moyen était pourtant déjà en temps de paix très inférieur à sa valeur en Allemagne et surtout en Danemark. A cette cause de déficit, il en faut ajouter d'autres qu'on eût pu éviter encore plus facilement, si on avait mieux prévu, c'est-à-dire mieux gouverné : principalement le prix du blé qu'on a maintenu obligatoirement très bas, alors que le prix de toutes choses augmentait, si bien que, d'une part, les paysans ont trouvé leur avantage à remplacer la culture du blé par d'autres plus rémunératrices, et que, d'autre part, le peu de blé qu'il leur restait a été souvent employé par eux à la nourriture du bétail, parce qu'ils pouvaient vendre plus cher les autres céréales et produits

destinés normalement à cet usage. On s'est décidé, — mieux vaut tard que jamais, mais mieux encore eût valu plus tôt, — à faire ici un récent progrès en fixant à 60 francs le prix du blé de 1918. Ce prix est encore de beaucoup inférieur à celui auquel revient le blé américain rendu à nos ports. C'est par suite d'un phénomène analogue que les disponibilités exotiques en froment ont été déficitaires cette année, les agriculteurs en Argentine, par exemple, ayant souvent préféré laisser manger leur blé en herbe par le bétail dont ils tiraient un bénéfice plus élevé.

A toutes ces raisons de déficit, il faut ajouter le gaspillage du pain aux armées et dans les corps de troupes de l'intérieur, dont tous ceux qui sont soldats ont été souvent scandalisés et qu'un peu d'organisation et des mesures stimulatrices très faciles à imaginer auraient pu et pourraient encore diminuer beaucoup.

Tel est l'aspect actuellement assez inquiétant du problème de notre approvisionnement en blé : je n'ai pas le désir de montrer aujourd'hui comment on devrait en améliorer la solution en intensifiant la production qui ne court aucun risque, bien plus qu'en comptant sur l'importation de plus en plus aléatoire.

C'est un autre aspect de la question que je voudrais aujourd'hui examiner, et qui est celui-ci : Étant donné la quantité limitée de blé dont nous disposons, quelle est la meilleure manière d'en tirer parti, d'en obtenir le rendement le plus profitable? Quel est le meilleur mode de placement de notre capital-blé, étant donné que ce capital a beaucoup diminué? Ne peut-on pas en quelque manière compenser sa diminution quantitative par une amélioration qualitative de son usage? Quelle est en un mot la manière de tirer d'une quantité limitée de blé le plus possible de nourriture utile au pays ?

Afin précisément de compenser en partie la diminution de notre provision de blé, des mesures législatives et gouvernementales ont, à diverses reprises depuis la guerre, réglementé d'une manière de plus en plus sévère le taux de *blutage* des farines. Je m'explique d'abord sur ce mot, mot technique, naguère banni des conversations mondaines même les plus averties, que plus d'un lettré ignorait sans doute, et qui est en passe de devenir un des mots essentiels de la langue en tant qu'elle exprime nos pensées dominantes.

Le blé broyé en fines particules entre les meules ou les cylindres de la meunerie peut fournir différentes espèces de farines suivant que les diverses parties qui constituent le grain de froment y entrent en proportions différentes, en totalité ou en partie.

Le grain de blé est constitué schématiquement de la façon suivante : une partie centrale, l'amande farineuse constituée surtout par de l'amidon, dont le broyage fournit de la farine blanche et très fine ; une partie périphérique entourant cette amande, formée de cellules à aleurone et renfermant surtout des substances azotées ; dans une partie excentrique de cette couche de cellules à aleurone se trouve le germe ou embryon du grain de blé qui contient, outre de l'amidon et de la cellulose, des matières minérales et des matières grasses à propriétés excitantes pour l'intestin ; enfin tout le grain est entouré d'une enveloppe de cellulose qui est, comme on sait, une substance complètement indigeste à l'homme.

Les opérations de la meunerie ont pour but d'une part de pulvériser l'amande farineuse du grain de blé, d'autre part de séparer plus ou moins bien la farine ainsi obtenue des débris, également pulvérisés dans l'opération, des enveloppes du grain. On estime en général que l'amande farineuse de celui-ci représente environ 83 pour 100 en moyenne du poids total du grain. A la vérité, les auteurs ne sont pas particulièrement d'accord sur ce point, les uns adoptant plutôt le chiffre 80 pour 100, d'autres celui de 85 pour 100. Adoptons donc le chiffre moyen de 83 pour 100. Si la meunerie pouvait séparer rigoureusement les diverses couches du grain, on pourrait obtenir de la farine blanche à 83 pour 100 ; mais cet idéal n'est pas réalisable parce que la meunerie pulvérise à la fois et simultanément l'amande et les enveloppes ; certes les enveloppes fournissent *en moyenne* des particules plus grosses que l'amande sous un broyage donné, mais il n'en est pas moins vrai que si on les sépare les unes des autres en les tamisant, comme on fait dans les minoteries, la farine blanche contient toujours quelques fragmens d'enveloppes et les « issues, » c'est-à-dire ce qu'on a séparé de la farine, contiennent parallèlement quelques particules de farine.

Or, la farine blanche est parfaitement digérée ; les « issues » ne le sont qu'imparfaitement, et d'autant moins qu'elles sont constituées plus exclusivement par les couches extérieures du grain très riches en celluloses et qui, pulvérisées, s'appellent les « sons. » — Et la question se pose alors : de cent kilogs de blé, combien faut-il extraire de farine et combien d'issues ? Ces issues, ces sons ne sont pas jetés d'ailleurs et contribuent pour une très large part à la nourriture du bétail.

Autrement dit, et pour parler le langage des spécialistes, à quel taux faut-il *bluter* la farine, ce que les appareils de meunerie moderne permettent d'ailleurs de régler à volonté ?

Avant la guerre, la farine à pain blanc ordinaire était blutée à 70 p. 100 environ, c'est-à-dire que de 100 kilogs de blé on extrayait 70 kilogs de farine et 30 kilogs d'issues destinées aux animaux. Cette farine était très blanche, car elle ne contenait pour ainsi dire que des parcelles de l'amande.

Le 16 octobre 1915, une loi a obligé les meuniers à ne vendre qu'une seule qualité de farines blutés à 74 p. 100. D'autres lois sont intervenues ensuite portant ce taux à 77 p. 100 le 25 avril 1916, puis à 80 p. 100, 29 juillet 1916. Enfin est survenu le fameux décret du 3 mai 1917 pris par M. Viollette, alors ministre du ravitaillement, décret qui est cause de toutes les discussions actuelles et qui portait uniformément à 85 p. 100 le taux du blutage imposé à tous les meuniers, c'est-à-dire qui les obligeait à extraire de 100 kilogs de blé à eux fournis, 85 kilogs de farine. Une décision récente de la Cour de Cassation qui remet tout en question vient d'ailleurs d'enlever toute valeur légale à ce décret.

Mais, me dira-t-on, quel peut être l'intérêt pratique de ces petites différences, et y a-t-il là de quoi justifier toute l'agitation passionnée qu'elles ont créée dans les sociétés savantes, à la Chambre et jusque dans le public ? Un mot suffira pour répondre à cette question : si la France dispose l'année prochaine de 60 millions de quintaux de blé (en admettant que 20 millions importés pourront s'ajouter aux 40 millions de la récolte), c'est *près de dix millions de quintaux de pain en plus* qu'on aura gagné en passant du blutage à 70 au blutage à 85 p. 100.

Plus on augmente le taux du blutage, plus on augmente, — et de quantités énormes par chaque fraction centésimale de blutage, — la quantité disponible de farine panifiable. Si toutes les farines, quel que soit leur taux de blutage, fournissaient des résultats identiques pour l'alimentation du pays en pain, il est évident qu'il n'y aurait aucune raison pour ne pas souhaiter l'emploi de blutages de plus en plus élevés, puisque la quantité de pain produite en est augmentée. Mais tous ces pains ne se valent pas, et c'est de là précisément qu'ont surgi toutes les discussions actuelles entre physiologistes, meuniers, boulangers, médecins, discussions dont je voudrais maintenant indiquer l'état présent et que le public suit passionnément, parce que la qualité et la quantité (je devrais dire peut-être la quotité) de son pain quotidien en dépendent.

* * *

Une première chose est certaine, c'est que la nation avait très bien

accueilli toutes les augmentations successives de blutage jusqu'au 3 mai dernier. Le pain à 80 pour 100 qu'on nous servait alors était généralement considéré comme excellent, et c'est à peine si on remarquait sa couleur un peu moins blanche, un peu plus bise, plus grise que celle du pain d'avant. Au contraire, dès qu'à la suite du fameux décret lancé à la date précitée, le blutage a été porté à 85 p. 100, ç'a été le fameux pain que nous avons tous connu depuis cette époque, et dont, surtout au début, beaucoup de gens se sont plaints amèrement, tant au point de vue du goût que des effets pathologiques qu'on lui attribuait.

Mais avant d'aller plus loin et de rechercher si ces griefs étaient fondés, et si on peut y remédier ou s'il vaut mieux revenir aux pratiques antérieures, une remarque préliminaire s'impose : ce qui a peut-être le plus mécontenté les consommateurs depuis l'été dernier, ce n'a pas été tant la qualité généralement médiocre du pain que la variabilité déconcertante de cette qualité. Il arrivait et il arrive encore, quoique un peu moins, que le pain soit bon ou mauvais, acide ou agréable, léger ou indigeste, suivant qu'on le prend dans une boulangerie ou dans une autre, ou même, selon le jour, chez le même boulanger, et surtout selon les régions de la France dans lesquelles on se trouve.

Cette variabilité, en apparence capricieuse, était bien faite pour choquer la population française, pour qui l'égalité devant les petits sacrifices qu'exige la guerre est une des choses les plus chères.

Or, la cause de tout cela était précisément, — chose paradoxale, — le décret du 3 mai, qui avait pour but d'obtenir un pain uniforme et qui avait fixé pour le blutage de toutes les farines le taux unique de 85 pour 100.

C'était aller justement contre l'objet qu'on se proposait, car on n'avait oublié qu'une chose : c'est que 100 kilos de blé ne contiennent pas toujours la même proportion de farine et de son. Cela dépend d'abord de l'épaisseur de l'enveloppe qui varie suivant le pays d'origine du froment; cela dépend aussi de la forme même du grain, car il est clair que les grains ronds contiennent proportionnellement plus de farine que les grains allongés, même si l'enveloppe a la même épaisseur. Cela résulte de cette propriété géométrique bien connue que, de tous les corps, la sphère est celui qui a par rapport à sa surface, le plus grand volume.

C'est ainsi que les blés à grosse enveloppe et de forme allongée (genre Plata) donnent, même si on ne les blute qu'à 80 pour 100, une

farine moins blanche que les blés ronds à enveloppe mince (comme ceux qui viennent d'Australie et des Indes), blutés même à 85 p. 100. Les provinces, comme le Bordelais, qui avaient reçu des blés de cette dernière catégorie ont donc eu du pain très supérieur à celles qui avaient reçu du blé de la première, précisément parce que le blutage était le même. En effet, il n'est aujourd'hui contesté par personne que, plus le pain contient de son, plus il prend facilement un goût acide et désagréable, que cette acidité soit d'ailleurs produite par les impuretés que porte la surface extérieure du grain, par les fermens diastasiques que contiennent les cellules à aleurone de l'enveloppe, ou par les deux causes à la fois.

Il y a une autre raison encore à cette variabilité du pain : un grand nombre des blés fournis aux meuniers contenaient, au moment de la soudure, des corps étrangers (en particulier des graines variées, ivraie, nielle, etc.) Or, ces graines étrangères sont à peu près totalement éliminées dans les opérations de la meunerie. Il n'en reste pas moins que, si on oblige un meunier à extraire 85 kilogs de farine de 100 kilogs de blé contenant, par exemple, 12 pour 100 d'impuretés, il sera obligé d'ajouter une quantité accrue de sons, sous peine d'enfreindre le décret ministériel, et il blutera en réalité à 97 pour 100. Le pain obtenu ainsi contiendra donc beaucoup trop de substances indigestes et génératrices d'acidité.

Or, tel a été précisément le cas d'une partie des farines fournies pendant plusieurs semaines à la région parisienne.

Ainsi on est amené logiquement à cette conclusion à laquelle, tout récemment, à la Chambre, s'est rallié M. Long, le nouveau ministre du ravitaillement : que l'uniformité du taux du blutage est une erreur et qu'il faut, si l'on veut fournir au pays un pain de qualité uniforme et contenant la même proportion de son, établir au contraire des blutages variables, selon la qualité des blés fournis à la meunerie. Il doit être entendu d'ailleurs que ces blés doivent être nettoyés, propres, exempts de tous corps étrangers, les seuls qui puissent être additionnés à la farine étant éventuellement les succédanés acceptables du blé, comme le maïs et le riz, dont la production et le transport rencontrent d'ailleurs les mêmes difficultés que ceux du froment.

Enfin, je ne saurais passer sous silence une troisième cause de la variabilité constatée de la qualité du pain : quelques boulangers, heureusement très rares, ont tamisé les farines qui leur étaient fournies et obtenu ainsi, d'une part, de la farine plus blanche destinée à des res-

taurans privilégiés ou à la pâtisserie, d'autre part de la farine destinée au pain du reste de la clientèle et qui se trouvait ainsi blutée à beaucoup plus de 85 pour 100. Ces fraudes exceptionnelles peuvent être d'ailleurs facilement démasquées.

Étant donc entendu que les blutages doivent être variables, tout en oscillant autour d'un certain taux moyen, ce blutage moyen doit-il être de 85 pour 100, comme le voulait M. Viollette, ou doit-il être amené à 80 pour 100? Ceci est une autre question et fort délicate.

Les discussions, les expériences, les calculs auxquels elle a donné et donne encore lieu, au sein des diverses compagnies savantes, et notamment de l'Académie de médecine, et de cette institution si utile et encore trop ignorée qui s'appelle la Société d'Hygiène alimentaire, sont véritablement passionnantes, autant au point de vue pratique qu'au point de vue de la science pure. Et que peut-il y avoir de plus digne d'intérêt, que les choses qui touchent ainsi à la fois à ces deux pôles de la connaissance?

Cette controverse d'ailleurs n'est pas neuve. Il y a bien longtemps déjà qu'elle créa contre Parmentier et Sage des polémiques non exemptes d'acidité (il y a toujours de l'acidité en cette affaire). — Si cette dispute rebondit à nouveau sur le tremplin de l'actualité, c'est qu'elle peut, dans une large mesure, influer sur l'issue même de la guerre ; c'est aussi que des expériences et des calculs très récens permettent de l'aborder avec plus de précision.

D'abord, une erreur assez communément répandue, même parmi les spécialistes, a été rectifiée. Il y a peu de jours encore, M. Cornu, secrétaire général de l'Association nationale de la Meunerie, écrivait, dans une étude par ailleurs fort intéressante, que « si la population française consommait du pain bis au lieu de pain blanc, elle devrait, pour obtenir le même rendement alimentaire, consommer au minimum sept millions de quintaux de plus. » Or, il est prouvé que c'est là une opinion manifestement erronée.

Cela a été établi avec une force particulière par M. le professeur Lapicque, en partant des résultats des expériences très récentes du physiologiste américain Snyder.

Ces expériences, sur lesquelles je ne puis, faute d'espace, donner des détails techniques, établissent, d'une part, qu'à mesure qu'on élève le taux de blutage, le pouvoir nutritif d'un poids donné de pain, c'est-à-dire le nombre de calories utilisées fourni, diminue ; d'autre part, que la quantité de pain fournie par un poids donné de blé augmente tellement avec le taux du blutage, qu'en dépit de la constatation précé-

dente, elle suffit à compenser, et au delà, la diminution de pouvoir nutritif par unité; finalement donc, la quantité de calories fournies à l'homme par tout le pain qu'on peut tirer de 100 kilos de blé est plus grande, si ce blé est à blutage élevé. — D'après cela, il y aurait *a priori* intérêt à utiliser le blé à 100 pour 100 de blutage, c'est-à-dire sans rejeter rien des issues de meunerie, du son.

Or, on ne le fait pas, et personne ne propose de le faire. Pourquoi? C'est que les blutages très élevés présentent d'autre part certains inconvéniens dont nous allons parler, et sur lesquels les partisans des blutages ne dépassant pas 80 pour 100 ne manquent pas d'insister :

1° La conclusion qu'on peut tirer des expériences de Snyder relatives au meilleur rendement alimentaire des blés, lorsqu'on les blute à un taux élevé, ne serait rigoureusement juste que si on utilisait aussi bien (pour prendre les chiffres sur lesquels on discute) le pain à 85 pour 100 que le pain à 80 pour 100. Or, il semble bien que tel n'est pas le cas : en particulier, il semble qu'on gaspille et surtout qu'on ait gaspillé cet été beaucoup plus le premier. Dans certains quartiers de Paris, les ordures ménagères contenaient, il y a peu de temps, en moyenne jusqu'à 6 pour 100 du nouveau pain; un autre indice de ce gaspillage a été cherché dans le fait que le commerce des croûtons de pain destiné aux animaux est devenu beaucoup plus florissant, en particulier dans les environs de Paris où le son manquait;

2° Les adversaires des blutages élevés se sont demandé si le petit bénéfice énergétique fourni par ces blutages n'est pas contre-balancé par le travail plus considérable que l'intestin doit fournir pour éliminer les résidus considérablement accrus de la digestion et qui, lorsqu'on passe du pain à 80 pour 100 au pain à 85 pour 100, ont un volume quadruplé. M. le professeur Gabriel Bertrand, en particulier, a fait sur ce sujet une intéressante communication à l'Académie des Sciences. Malheureusement, il faut convenir que les données expérimentales manquent qui permettraient de faire sur ce point un bilan numérique et de prononcer à cet égard; la question n'en est pas moins posée avec toutes ses conséquences ;

3° Enfin, on a objecté que les millions de quintaux de son que l'on récupérerait en revenant à un blutage plus faible sont utiles à l'alimentation du bétail et seront plus nécessaires s'ils sont mangés par lui que par nous, parce que les ruminans digèrent et assimilent le son et les cellules à aleurone incomparablement plus et mieux que l'homme.

Les partisans du maintien à 85 pour 100 du blutage moyen du

froment n'ont pas manqué de répondre à leur tour et sous diverses formes aux objections précédentes (dont la seconde d'ailleurs doit être laissée hors de discussion, faute de bases numériques d'appréciation), et ils l'ont fait d'une manière qui ne laisse pas d'être impressionnante :

Il est certain que les issues de la farine blutée à 80 pour 100 contiennent encore une bonne part de farine assimilable à l'homme et dont on récupère la plus grande partie en portant le taux d'extraction à 85 pour 100. En le poussant plus loin, on n'augmente guère le bénéfice, car on finit par ne plus ajouter à la farine que des gros sons complètement inassimilés par l'homme et constitués uniquement de cellulose. Mieux vaut laisser ces gros sons aux animaux qui en tirent parti. Mais ne serait-ce pas folie de diminuer le blutage actuel sous prétexte de ne pas toucher à une des sources d'alimentation du bétail? Les quantités importantes de farine blanche mêlée au son qu'on donnera ainsi aux animaux seront perdues pour l'homme, et est-il permis de mettre en balance sa nourriture et celle du cheptel, alors que d'une part chacun sait que notre alimentation peut sans inconvénient être beaucoup moins carnée (je reviendrai là-dessus dans ma prochaine chronique); alors qu'en outre les meilleurs rendemens en viande obtenus par l'élevage ne dépassent pas 20 pour 100, et qu'en définitive le ravitaillement carné est secondaire à côté du ravitaillement en pain, qui est capital?

Reste la question du gaspillage du pain à 85 pour 100, qui est incontestable; elle est certainement liée au goût désagréable, à l'acidité fréquente du nouveau pain, qui le rend parfois tout à fait impropre à la préparation de cette soupe qui est la nourriture principale de nos paysans.

Cet aspect du problème a tout particulièrement attiré l'attention du professeur Lapicque et de son collaborateur le docteur Legendre; ils ont senti que le maintien du taux de blutage moyen de 85 pour 100, dont l'utilité par ailleurs leur semblait certaine, n'était souhaitable et possible qu'à la condition de supprimer ces causes de gaspillage et de dégoût. Ils se sont donc proposé d'améliorer le goût du pain à 85 pour 100, en particulier d'en atténuer, d'en supprimer même l'acidité. Pour cela, ils se sont attaqués au problème de la panification elle-même, et leurs travaux à cet égard sont d'un haut intérêt.

Le procédé auquel ils sont parvenus finalement est aujourd'hui bien connu sous le nom de procédé à la chaux. Il consiste tout simplement à utiliser en boulangerie dans le travail des levains et de la

pâte, au lieu d'eau ordinaire, de l'eau de chaux. Celle-ci est préparée par un procédé très simple et ne peut jamais contenir, étant donné la très faible solubilité de la chaux, plus de 1 pour 1000 de ce corps, c'est-à-dire une quantité parfaitement inoffensive pour l'organisme. Cette solution très diluée de chaux agit sur le pain comme un alcali, et, d'après les résultats publiés, en atténue et même en supprime l'acidité, et, d'autre part, en améliore la conservation. Il y a là assurément un progrès très intéressant; leurs auteurs ont appelé « pain français » le pain ainsi obtenu, et quels que puissent être les résultats ultérieurs des expériences de longue haleine qui ne manqueront pas de rechercher quel est exactement le mode d'action microchimique de cette méthode nouvelle, elle constitue, à coup sûr, une contribution heureuse à la solution des problèmes alimentaires que nous pose la défense nationale.

Cela ne veut nullement dire d'ailleurs que le problème général posé ci dessus puisse être considéré comme tout à fait résolu. Certes, si l'on veut conserver le blutage moyen au minimum de 80 pour 100, il n'est admissible qu'à la condition de rejoindre le procédé panificateur de MM. Lapicque et Legendre.

Mais même dans ces conditions, la question reste soumise au gouvernement et au gouvernement seul, — car elle englobe des contingences étrangères à la science pure, — de savoir si, étant donné l'état du cheptel, celui de nos cultures et de nos approvisionnemens, les prévisions politiques relatives à la durée et à la tournure prochaine de la guerre, il convient oui ou non de revenir à un taux moyen de blutage inférieur à 85.

A cet égard, la décision du gouvernement ne se trouvera ni liée ni préjugée par le décret du 3 mai 1917, puisqu'une décision prise il y a quelques jours par la Cour de Cassation indique que ce décret ne saurait avoir force de loi et entraîner des pénalités contre les meuniers qui s'en sont tenus au régime légal, antérieur, du blutage à 80.

Rien ne montre mieux l'importance de la décision qui sera prise, que cette remarque saisissante de M. Lapicque : si l'on arrivait à persuader aux États-Unis qu'ils ont intérêt à remplacer leur pain blanc actuel par du pain à 85 pour 100, cela rendrait disponible chez eux presque de quoi nourrir la France entière. Mais avons-nous vraiment les élémens nécessaires à cette démonstration?

CHARLES NORDMANN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Tout se tient, se complète ou se compense dans cette guerre « colossale : » victorieux sur les bords de l'Yser, le maréchal sir Douglas Haig félicite à bon droit le général Allenby des succès remportés à Bir-es-Seba et à Gaza. A plus forte raison encore pour des armées qui opèrent en liaison : leurs chances font bloc en une même fortune. Ainsi de l'action menée par l'armée britannique, avec l'armée Anthoine, dans les Flandres, et de notre dernière bataille de l'Aisne, dont le tableau porte définitivement plus de 11 000 prisonniers faits et près de 200 canons enlevés. Mais ce butin ne mesure pas, n'exprime pas à lui seul toute l'importance de la défaite allemande. L'état-major impérial et son quartier-maître Ludendorff ont beau envelopper l'aveu des commentaires et explications d'usage : recul stratégique, repli élastique, retraite volontaire, manœuvre savante ; le fait crie, malgré eux, plus haut qu'eux, et le fait est que les Allemands nous ont abandonné leurs positions de la vallée de l'Ailette. Nous sommes désormais les maîtres de ce Chemin des Dames, si âprement disputé durant de si longs mois, depuis Laffaux jusqu'à Corbény, par delà la forêt de Vauclerc ; et, de cette crête, nos vues s'étendent au loin. Ce que l'ennemi vient de nous céder là, ce n'est pas seulement un lambeau précieux de notre territoire, enfin libéré; c'est un signe et un gage de notre supériorité militaire qui chaque jour s'affirme et grandit. Réjouissons-nous-en sans réticence, et de tout cœur félicitons-en les chefs éminens et les vaillantes troupes de qui ce beau résultat couronne aujourd'hui le patient effort. Que les numéros de leurs divisions et de leurs régimens, à défaut de leurs noms inconnus, soient inscrits, au-dessous du nom du général Maistre, dans le Livre d'or de la patrie ! Le gouvernement s'est empressé de leur rendre hommage : c'est justice, mais remontons un peu, car ce n'est que la moitié de la justice.

Depuis le matin du 16 avril, où se « déclencha » l'offensive, que de jours se sont écoulés, dont chacun, nécessairement, a été marqué par des sacrifices obscurs et sans avantage immédiat! Peu à peu, par petites sommes, qui ne pèsent leur vrai poids qu'au total, nous avons payé, à l'avance, le grand profit que nous réalisons. Qui sait si, dès le printemps, plus de confiance en nous et de persévérance ne nous aurait pas conduits plus vite au même point, et nous aurait coûté plus cher? Il ne s'agit ni de récriminer, ni d'opposer les méthodes aux méthodes, encore bien moins les hommes aux hommes, ce qui serait tout ensemble absurde et dangereux. Comme on l'a fait remarquer, il y a un temps pour les Scipion, et un temps pour les Fabius : il y a même des momens où il faut que Scipion s'apaise en Fabius, ou que Fabius s'anime en Scipion. Si l'on veut que le destin ne change pas, il faut savoir changer avec les temps et les choses, mais c'est la raison, l'expérience, le coup d'œil, qui doivent en être juges, non l'impression ou le caprice ; cela ne peut être une affaire de nerfs. Sur la manière dont fut arrêtée cette offensive du 16 avril qui contenait tant de promesses, et sur les motifs pour lesquels elle le fut, il reste à établir une responsabilité, au moins morale et historique. Ce n'est pas, encore une fois, par une fureur impie de critiquer et de condamner, mais par besoin et par devoir de dégager la leçon nécessaire.

L'erreur, dans un tel cas, eût pu être désastreuse, c'est-à-dire proprement génératrice de désastres. On n'en saurait exagérer le dommage, direct et indirect. Directement, il y a l'inévitable usure des corps et des âmes, qui, pour être, en des corps endurcis, des âmes héroïques, n'en demeurent pas moins, au bout de trois ans passés de guerre, des âmes et des corps de commune humanité. Si bien que la perte ne se borne pas à ce qui se compte, et qui déjà ne compte que trop : tués, blessés ou disparus ; mais qu'il y a, en outre, le déchet des invisibles, des impondérables, si puissans en réalité, qui échappent aux statistiques. Indirectement, notre attaque largement conçue, franchement poussée, avait permis à Kerensky, à Broussiloff, à Korniloff, de rallumer la flamme vacillante, et presque éteinte, de l'armée russe. Elle est retombée dès qu'en forgeant et répandant nous-mêmes la légende de notre échec, nous avons fourni, à ceux qui guettent, contre nous, ou simplement contre la continuation de la guerre, toutes les occasions, un prétexte de dire : « A quoi bon? Voyez les Français. Leurs tentatives n'aboutissent à rien. » Si la flamme, mieux alimentée, s'était élevée et élargie, peut-être eût-

elle, de son feu purificateur, dévoré l'affreuse anarchie où se dissout, au pire détriment de l'Entente, l'un des plus formidables parmi les Alliés. De même l'offensive d'avril avait empêché les Austro-Allemands d'exécuter, sur le front italien, le coup de longue date prémédité et préparé par Conrad de Hœtzendorff, revu et corrigé par Hindenburg. L'Italie y avait gagné, et l'Entente, bien entendu, y avait gagné avec elle, la liberté de mouvement qui avait porté ses troupes, de l'autre côté de l'Isonzo, sur le plateau de Bainsizza, entre les routes de Laybach et de Trieste.

Ni directement ni indirectement, on ne saurait donc alléguer que l'offensive du 16 avril n'avait pas eu d'heureux effets et que son abandon n'a pas eu de regrettables conséquences. Il s'agit, disons-nous, de fixer une responsabilité historique. L'heure n'en est pas venue, mais elle viendra. En attendant, ne craignons pas de dénoncer la fameuse maxime, ou la maxime, faussement appliquée, qui traîne à travers tout cela. « Au Gouvernement, prétend-on, — et c'est vrai, — appartient la direction politique de la guerre. » C'est vrai ; mais à la condition d'abord qu'il y ait un « gouvernement, » et qu'ensuite il ne revendique, de la guerre, que la direction « politique. » Or, chez nous en particulier, quand un ministère s'est mêlé de la guerre, il l'a fait précisément là où il eût dû s'abstenir avec le plus de scrupule, en intervenant non dans la politique, qui était son domaine, mais dans la stratégie, qui lui était fermée. Et, d'une façon générale, un des points les plus faibles entre toutes les faiblesses des gouvernemens de l'Entente, a été que nulle part, à peu près, — sauf en Italie, où l'on a pourtant commis la faute de croire que Trieste ne serait rachetée que sur le Carso, comme nous avions cru que l'Alsace ne serait reprise qu'à Mulhouse, et comme la Roumanie avait cru que la Transylvanie ne serait conquise que sur le Maros, — nulle part, il n'y a eu une politique de guerre ; jamais la politique n'a guidé, inspiré, orienté la stratégie ; jamais elle ne lui a montré un but, en lui laissant le choix des moyens.

On voudrait le dire avec ménagement ; mais, dans cette guerre, les gouvernemens ont fort peu pensé. Peut-être parce qu'ils manquaient de renseignemens, ils ont manqué d'imagination. Mais, dans la politique de la guerre, comme ailleurs, manquer d'imagination, c'est être privé d'esprit d'initiative. A deux reprises, il eût fallu en avoir. Il eût fallu savoir et voir que, l'État magyar étant l'épine dorsale de la Monarchie austro-hongroise, on devait, si militairement on le pouvait, pendant que la Serbie était intacte, tâcher d'aller à Bu-

dapest briser les reins de la double Monarchie. Ensuite, il eût fallu savoir et voir que, l'Autriche étant la partie molle, l'organe débile de la coalition de l'Europe centrale, on devait, si c'était possible militairement, aller aider l'Italie à essayer, sur les plans de 1797, par un autre Leoben, à quelques lieues de Vienne, d'atteindre le cœur de la coalition. C'étaient des objectifs que la politique aurait dû donner pour étude à la stratégie; hors Salonique, où nous nous sommes aussitôt immobilisés, et qui perdait ainsi la plus grande part de sa valeur, elle ne lui a indiqué ni ceux-là, ni d'autres. Elle s'est contentée de pratiquer cette forme rudimentaire de la lutte, qui consiste à repousser lorsque l'on est poussé; de suivre l'adversaire où il lui a plu d'appeler; lui cédant, sans le lui disputer, le bénéfice du terrain et de la surprise, ne tirant de la formule, qui eût pu être féconde: « l'unité d'action sur un front unique, » qu'une dédicace à mettre au bas d'une photographie. L'Italie expie maintenant ce manque d'imagination et ce manque de coordination.

C'est nous qui aurions dû, ce sont les forces combinées de l'Entente qui auraient dû, avant que l'Autriche, appuyée par l'Allemagne, redescendît dans les plaines d'où elle avait été chassée, nous ouvrir la voie vers Laybach. Il est trop tard, à présent. L'avalanche germanique a de nouveau roulé des Alpes de Carinthie et des Alpes carniques. Elle a englouti, du même coup ou en deux coups, Cividale et Udine, tout le Frioul vénitien. L'invasion s'était amassée à loisir, derrière une muraille de montagnes que les avions ne survolaient pas. Quand le personnel et le matériel en ont été assemblés, le chef est venu. L'archiduc Eugène, généralissime nominal? Le maréchal de Mackensen, conseiller secret? Certainement le général prussien Otto von Below. Combien de divisions? Les premières dépêches ont annoncé la présence de vingt-trois à vingt-cinq divisions allemandes, plus quatre divisions bulgares et deux divisions turques, s'ajoutant à tout ce que rendait disponibles, de troupes austro-hongroises, la défaillance du front russe et la stabilisation du front roumain. En y regardant de près, on n'aperçoit guère, comme ayant été engagées, ayant pu être sûrement identifiées, que de cinq à neuf divisions allemandes et six divisions austro-hongroises. Mais leur irruption a été foudroyante. Elles se sont précipitées des sommets, par les gorges, dans les conques où elles ont bousculé les élémens épars de la deuxième armée italienne, dont certains élémens, au jugement même du général Cadorna, ne leur auraient pas opposé la résistance qu'elles devaient rencontrer, mais dont certains autres, une fois remis

du premier choc, bersaglieri et cavaliers, les régimens de Gênes et de Novare en particulier, se sont généreusement sacrifiés, quelques-uns jusqu'au dernier homme. Cependant, toute la ligne, se trouvant ébranlée par la brèche relativement étroite qui y avait été faite, et les derrières ou les flancs menacés, la troisième armée, celle du duc d'Aoste, s'est vue contrainte d'évacuer sans combat les positions du Carso qui lui rappelaient chacune tant de misères et tant de gloires.

Représentons-nous le pays. On en a une ancienne description, brève, vigoureuse et fortement expressive. « La région du Frioul commence à une plaine qui est auprès de la mer, et incontinent croissant petit à petit en coteaux, est à la fin enlevée en montagnes très hautes, qui closent presque tellement les limites de tous côtés, que ce semble un théâtre de voir le plat pays ainsi remparé de ces montagnes, ainsi comme d'un mur; ayant seulement une étroite ouverture d'un côté, par où on entre, comme par une porte, sur le passage de la rivière l'Isonzo, quand on vient de Trévise. Les Alpes serrent aussi les autres limites partout, tellement qu'il n'y a point d'accès sinon par les ports de mer, ou par les plaines des montagnes, ou par le sommet d'icelles. Elle a beaucoup de havres à son entrée. En ce noble pays, y a des champs larges et arrousez de l'eau qui en sourd, lesquels sont très fertiles. »

Montagnes, plaines, fleuves, lagunes. Quatre lignes d'eaux, à l'Ouest de l'Isonzo. D'abord, le Tagliamento. « Mais, dit le général Mezzacapo, parce qu'il est guéable depuis le débouché des ponts jusqu'auprès de Latisana, il offre une faible ligne de défense. » Sa profondeur varie de $9^m,77$ à $1^m,40$, et, dans les maigres, de $9^m,50$ à $0^m,93$. En fait, le 16 mars 1797, l'archiduc Charles, voulant gagner du temps pour interdire à Napoléon l'accès de la Fella et pour couvrir Trieste, tenta de se défendre sur le Tagliamento. Mais Murat et Duphot descendirent dans le fleuve et le traversèrent avec deux divisions; simultanément, Masséna le franchissait à San Daniello et occupait le passage de Pontebba. C'est la même opération, en sens inverse, que vient d'exécuter la 14e armée allemande. Après s'être assuré, dans la vallée moyenne, du camp retranché de Gemona, elle a passé le Tagliamento à Pinzano, juste à l'endroit où, tous ses filets réunis, qui, ordinairement se perdent dans les sables, commencent à lui donner par places, en cette saison, une largeur de deux ou trois kilomètres. Le Tagliamento n'est donc plus un obstacle : il est tourné.

La Livenza présenterait quelques qualités défensives, si les travaux préalables eussent été faits, en arrière, à Sacile, et, sur le fleuve

même, à Motta di Livenza. Faute de quoi, il faut aller chercher la Piave, qui a vraiment de grands avantages. Avant tout, elle n'est pas facile à tourner, des défilés du Cadore et du Trentin : elle court au lieu de plus petite distance entre la montagne et la mer, elle couvre la plus riche portion du territoire vénitien, elle est le débouché de quatre lignes militaires du Sud et de l'Ouest; alors, notait M. Scipio Slataper, à qui nous empruntons ces observations, qu'il n'y en a que deux qui arrivent à la frontière, et trois au Tagliamento. Mais, quoiqu'elle ne soit pas aisément guéable, Napoléon, le vice-roi Eugène, puis Nugent, l'ont passée sans difficulté. Pour se concentrer sur la Piave, on est contraint d'abandonner préventivement plus de 6 600 kilomètres carrés d'un riche territoire, et malgré tout, la ligne n'est pas excellente, parce qu'elle ne se prête pas à des fortifications. Trévise est en rase campagne, sans hauteurs; et il n'est pas un point de la rive gauche où il soit possible d'opposer une défense efficace.

Resterait la Brenta, si elle aussi n'était pas guéable de Bassano à Brondolo ; à tout prendre, elle ne sert qu'à couvrir, renforcée par le camp retranché de Mestre, Venise et la communication avec le bas Po. Aussi fait-elle déjà partie du système défensif de l'Adige. Il reste par conséquent l'Adige. Eugène de Beauharnais, en 1813, n'ayant pu se maintenir à Laybach, s'était retiré sur l'Isonzo qu'il se proposait de défendre. L'attitude du roi de Bavière, qui faisait cause commune avec les ennemis de Napoléon, l'obligea à se replier sur le Tagliamento et sur la Piave. En face de lui, les Impériaux, d'une part, étaient entrés dans le Cadore et, le long du Tagliamento, tendaient à se joindre à celles de leurs troupes qui, d'autre part, ayant franchi les Alpes juliennes, s'étaient emparées de Gorizia. Ce ne fut que sur l'Adige qu'Eugène parvint à se défendre utilement pendant trois mois ; mais là, sans une complicité insoupçonnée, l'armée autrichienne ne l'eût pas vaincu, bien que de forces supérieures.

Même sur l'Adige, il sera bon de ne pas oublier que dans la frontière alpestre, d'Allemagne et d'Autriche en Italie, ne s'ouvrent pas moins de seize passages. Il y a là-dessus une page bien curieuse de Frédéric Engels, qui, avant de devenir un des trois fondateurs du socialisme international, avait été officier de complément dans l'armée prussienne, et des plus zélés : « De la mer Adriatique au col du Stelvio, a écrit Engels, tous les débouchés qui se succèdent vers l'Ouest conduisent toujours plus bas au cœur du bassin du Pô et par suite tournent toute position d'une armée italo-française qui se trouverait plus avancée vers l'Orient. » Les mouvemens signalés dans

les Giudicarie, à la limite du Trentin, ne sont peut-être qu'une feinte ; mais ce demi-cercle infernal est à ce point hérissé d'embûches que la prudence commande de s'y garder à la fois de tous les côtés.

Telle est la situation. Elle est sérieuse. Elle exige la prompte et pleine reprise des sens de l'armée italienne, le prompt et plein épanouissement des vertus de la nation italienne, la prompte et pleine assistance des Alliés. L'offensive allemande, comme de coutume, a été double : militaire et politique ou psychologique. L'offensive militaire a réussi, sans doute au delà de ce que les Empires du Centre s'en étaient promis. Ils vont, toujours comme de coutume et comme de raison, tout faire pour l'exploiter à fond. Elle va être prolongée, renouvelée, réitérée, répétée, avec toute la puissance de répétition germanique, tant que l'état-major espérera pouvoir en tirer quelque chose, militairement et politiquement. Elle a été, pour l'Italie, coûteuse et douloureuse ; elle pourra l'être encore ; elle ne sera pas mortelle, si l'offensive psychologique a échoué ; et elle est destinée à échouer, car les Allemands sont de bons soldats, mais sont de mauvais psychologues. Dans l'espèce, ils ont spéculé sur la survivance des sympathies qu'ils pensaient s'être ménagées par une infiltration de trente années, par leur association à des milliers d'affaires, par une propagande indiscrète, tenace, au besoin corruptrice ; sur les regrets des neutralistes d'hier ou d'avant-hier, que le malheur aurait réveillés, et naturellement portés à penser : « Nous l'avions bien dit ! Si l'on nous avait écoutés ! » sur les inquiétudes des uns, sur la gêne des autres, sur la lassitude de tous. Mais ils ont trop maladroitement et trop brutalement touché les deux grands ressorts de l'âme italienne : l'orgueil et la haine. Jusqu'ici, tant que l'armée du duc d'Aoste s'avançait, à travers le Carso, de rocher en rocher, vers Trieste, en payant chaque pas d'un holocauste, il pouvait y avoir encore des gens qui faisaient des comptes, comparaient, soupesaient, et continuaient de croire aux mérites du *parecchio*. A cette heure, ce n'est pas à la nouvelle frontière qu'il faut songer ; l'ennemi a foulé l'ancienne ; il n'est plus seulement aux portes, il est entré dans la maison. Que, du fond des temps, remonte le cri immortel, le cri qui a retenti de la Renaissance au *Risorgimento : Fuori i Barbari !* Dehors, les Barbares ! Ils sont revenus, toujours les mêmes, tels que les connurent et les peignirent les vieux poètes : les *Tedeschi lurchi*, les « goinfres allemands, » de Dante ; la *tedesca rabbia*, le *popol senza legge*, le *bavarico inganno*, la « rage allemande, » le « peuple sans loi, » la « ruse bavaroise, » de Pétrarque. Ils n'ont rien fait et ne font rien

pour atténuer ou déguiser leur barbarie; s'ils n'étaient arrêtés, on les reverrait « mettre leurs chevaux dans les chambres de Jules Romain du palais du Té » et « faire cuire leur soupe sur les escaliers de marbre. » Les récits des réfugiés montrent qu'ils y sont allés avec leur grossièreté, leur férocité habituelle, que l'Italie avait jadis apprise, mais que l'hypocrisie de leur pédans et de leurs trafiquans lui ont depuis lors un peu voilée.

Peut-être, dans sa dureté même, l'Allèmand introduit-il quelque calcul. Pent-être escompte-t-il quelque réaction de l'horreur. Mais on n'efface pas par l'épouvante d'une minute quatre siècles d'aspiration à l'unité et à la liberté, achetées et consacrées par le martyre. L'homme qui a tout lu a dû lire quelque part: *Ad ognuno puzza questo barbaro dominio;* formule d'une énergie si rude dans les mots que le français: « A tout le monde répugne cette barbare domination, » ne la traduit qu'en l'affaiblissant. C'est l'instant de s'en souvenir et d'être souverainement énergique aussi dans les gestes et dans les actes; d'évoquer, avec la fierté italienne, la fermeté romaine. En Italie, les nerfs sentent vivement, et le sang est chaud, mais le cerveau est froid et réaliste. Sans phrases, posons bien la question ainsi qu'elle se pose.

Malgré sa déclaration de guerre à l'Empire allemand, le jeune royaume n'avait encore rencontré devant lui que l'Autriche. Mais, à la longue, après une abstention de dix-huit mois, le vrai *Tedesco* est arrivé. Par son assaut, la guerre pour l'achèvement et l'extension de la patrie se resserre et se condense en guerre pour la défense du foyer. La *guerra nostra* se développe en guerre de tous pour tous, ou, d'un autre point de vue, la guerre de l'Italie devient, pour tous ses alliés, la *guerra nostra.* Plus de distinction, plus de séparation. Au début, l'Italie ne se sentait engagée dans une guerre « guerroyée » que vis-à-vis de l'Autriche-Hongrie ; aux autres, à la Bulgarie, à la Turquie, puis à l'Allemagne, elle avait « déclaré » la guerre, mais elle ne la « guerroyait » pas: l'ennemi, lui, a guerroyé toutes ses guerres, qui tout de suite, pour lui, n'en ont fait qu'une. En Italie, aux deux extrémités de la société, il se peut que certains, en un certain nombre, n'aient pas voulu la guerre, même restreinte, ou qu'on l'ait peu voulue, ou qu'on ne la voulût plus : mais c'est une guerre populaire, en ce sens que la masse du peuple l'a voulue et l'a imposée. Si cruelle que soit aujourd'hui l'épreuve, quel que puisse être le détriment subi, sur le Tagliamento, par la puissance matérielle de l'Entente, ses pertes mêmes ne seront pas tout à fait perdues, si la guerre y gagne en intensité, si la qualité belliqueuse de l'Italie, sa

volonté, sa capacité de guerre s'y retrempent, et si elle se rappelle l'antique maxime, frappée à Rome pour l'éducation des peuples, qu'il ne faut jamais désespérer de rien, mais que, dût-on désespérer, il n'y aurait encore de salut que dans le désespoir. Maintenant, voilà les Barbares ; mais voici, aux côtés des soldats du San Gabriele, ceux de l'Yser et ceux de Verdun.

Aussi bien ce suprême effort de l'Europe centrale, en dépit du prestige qu'il lui rend à ses propres yeux, la fait-il, sous les nôtres, de nouveau passer au dynamomètre. Il nous révèle qu'elle n'a pu jouer sa partie dans le Frioul qu'en dégarnissant complètement le front russe, qui lui a été livré par l'anarchie et par la trahison, qu'en raccourcissant et amincissant ses lignes sous Riga. L'état de déchéance physique et morale des hommes que nous lui avons pris au cours de notre dernière bataille de l'Aisne en est un autre signe non moins clair. L'Allemagne se hâte, se tend, s'enfièvre, respire précipitamment, halette, parce que de plus en plus le souffle lui manque. Il lui faut nous ôter le secours du temps, qui travaille pour nous et contre elle. C'est pourquoi elle veut en finir, et c'est pourquoi nous devons à tout prix empêcher qu'elle n'en finisse. Son succès de l'Isonzo et du Tagliamento est très réel, et il est très grand ; mais, sous un second aspect, dans l'arrière-fond, il contient une part et va devenir un instrument de « bluff. » L'Allemagne, quand elle l'aura grossi, gonflé, multiplié par dix, prendra des airs magnanimes ou intéressans, fera montre successivement d'outrecuidance et de générosité. Cette offensive était, à l'origine, une offensive pour la paix, une offensive diplomatique : on en trouverait l'aveu, sans peine, dans la *Gazette de Cologne*.

Auprès de pareils événemens, ce qui serait, en temps ordinaire, les jeux ordinaires de la politique, des crises ministérielles, des changemens de personnes au pouvoir, sont bien peu de chose. Il y en a partout, chez les belligérans et chez les neutres, mais ils ne valent d'être relevés que par rapport à l'influence qu'ils peuvent avoir, s'ils en ont une, sur ces événemens mêmes. En Allemagne, M. Michaëlis a été remercié, au bout du trimestre, par une lettre autographe de l'Empereur. Sa chute aura été rapide : nous l'avions prédite dès son premier discours, le 19 juillet. La faveur l'avait apporté, la disgrâce le remporte : il n'a résolu qu'un problème, qui est d'avoir fait regretter M. de Bethmann-Hollweg.

Pour les autres, il les a plutôt tous embrouillés. Le vice-chancelier Helfferich, illustre déception aussi, le suit dans sa retraite. En revanche, le ministre de la Marine, amiral von Cappelle, trop tôt jeté

par-dessus bord, surnage. L'Empereur, qui n'est pas encore revenu à « son cher Bernard, » au prince de Bülow, semble n'avoir eu que peu de choix. Il s'est résigné à appeler à Munich M. de Hertling, né Hessois, devenu président du Conseil en Bavière, et qui, pour devenir président du Conseil ou premier ministre en Prusse, s'autorise de la fiction de l'indigénat commun allemand. Aux termes de la Constitution, le Chancelier de l'Empire est de droit président du Bundesrath ; et, aux termes du traité conclu entre la Prusse et la Bavière, le 23 novembre 1870, cette présidence du Bundesrath ne peut appartenir, à défaut d'un représentant de la Prusse, qu'à un représentant de la Bavière ; mais, par surcroît, le Chancelier doit être le premier plénipotentiaire prussien au Conseil fédéral, et il ne peut l'être que s'il est le premier ministre prussien ; autrement, il serait exposé à recevoir, comme premier plénipotentiaire, des instructions du premier ministre de Prusse, au-dessus duquel il est placé comme Chancelier de l'Empire. Ce n'est pas une petite difficulté, et qui a déjà fait, dans le passé, renoncer à deux essais malencontreux. M. de Hertling, à soixante-quatorze ans, charge donc ses épaules du triple fardeau de la Chancellerie, de la présidence du Bundesrath et de la présidence du Conseil des ministres prussien. Philosophe non négligeable, professeur réputé, parlementaire expert, administrateur habile, il ne s'assied pas sans atouts à la table. Le comte Hertling n'est point un homme nouveau, un inconnu comme l'était M. Michaëlis. Ceux qui le suivent depuis le plus long temps retiennent surtout son catholicisme, son pangermanisme, son rôle dans l'Association Gœrres, et soulignent que, tout récemment encore, il préconisait le partage de l'Alsace-Lorraine, laissant la Lorraine à la Prusse, pour adjuger l'Alsace à la Bavière, au titre du Palatinat. D'autres, qui le prennent plus près, annoncent qu'il donnera toute satisfaction aux goûts de réformes qu'ont marqués, depuis quelque temps, les partis de gauche du Reichstag. Les malins ou les raffinés se sont piqués d'apercevoir, dans la désignation de ce coryphée du Centre, aux jours de l'invasion en Italie, où ils pensent, d'ailleurs à tort, que certaines dispositions ou inclinations pourraient être utilement cultivées, une combinaison machiavélique. Soit ; mais n'omettons pas non plus d'y voir, comme la Prusse tout entière l'y voit, un symptôme de diminution du « prussianisme » dans l'Empire, et, comme l'y voit toute l'Allemagne du Nord, un accroissement de l'Allemagne du Sud.

Quant à M. de Hertling personnellement, il est probable que, ballotté entre les tendances de son esprit et les exigences de sa position,

il s'ingéniera à être un « chancelier de compromis. » C'est un homme de droite qui sans doute dira vouloir faire une politique de gauche. Si cela se passait autre part qu'en Allemagne, nous avancerions hardiment qu'il sera combattu par la gauche à cause de ses doctrines et par la droite à cause de son programme. Dans ce pays docile jusqu'à la servilité, il peut avoir toutes les opinions pour lui, mais, le vent ou la chance tournant, il pourra réunir toutes les opinions contre lui. « Un vieux renard, » dit-on. Eh! oui, le comte Hertling va faire le renard. Mais c'est toujours Hindenburg qui fait le lion.

En Italie, le ministère Boselli a fait place au ministère Orlando. Les circonstances graves, au milieu desquelles la transformation du Cabinet s'est produite lui enlèvent toute signification. Avec un autre chef, le gouvernement reste le même, autour de son axe immuable, M. Sonnino. M. Boselli est parti, mais du moins que lui soit rendu cet hommage qu'il avait vaillamment assumé dans son grand âge et qu'il a vaillamment accompli une lourde besogne ; que son patriotisme ardent lui a souvent inspiré les accens les plus nobles, et que, si sa pensée et son éloquence avaient parfois une couleur un peu romantique, ce romantisme même faisait de lui un témoin, un exemple et un modèle de l'autre génération parmi les inquiétudes et les hésitations de celle-ci. Il serait oiseux de rechercher si M. Orlando a coupé toutes ses attaches giolitiennes, puisque M. Giolitti lui-même a coupé ses liens neutralistes. En novembre 1915, M. Orlando passait pour ne vouloir que mollement ou modérément la guerre. Le meurtre des passagers de l'*Ancona* lui dicta pourtant, à Palerme, dans le plus martial des discours, une péroraison volcanique sur « la guerre de haine et de vengeance. » Dans les grandes secousses nationales, la nécessité fait l'homme. Qu'importe que M. Salandra, M. Boselli, ou M. Orlando, s'installe au palais Braschi, quand l'Allemand est à dix lieues de Venise?

En Espagne, nous avions dit qu'une crise se préparait, et que, si elle n'avortait pas, sa conclusion nous réserverait des surprises. Elle nous en a donné une de plus que nous n'en attendions. Des renseignemens de bonne source nous avaient fait croire qu'une combinaison Maura était toute prête : un ministère de coalition comprenant toute sorte d'élémens, même régionalistes, et presque socialistes ou libéraux extrêmes, c'est-à-dire radicaux, sous la présidence d'un homme d'État passé lui-même du libéralisme au conservatisme extrême, qui ne se fût pas tenu pour engagé par ses déclarations les plus retentissantes, et du reste les plus énigmatiques, des trois années dernières. Mais, au moment de sauter ou de combler le fossé,

les amis de M. Lerroux, de M. Melquiadès Alvarez, de M. Cambo, n'ont pu se décider. La rue s'en est un peu mêlée, par des manifestations et des bagarres, au cri de « *Maura, no!* » Pas de Maura! M. Maura a finalement échoué, comme avaient échoué M. Sanchez de Toca et, une première fois, M. Garcia Prieto, avant que, du deuxième coup, il aboutît. Le Cabinet qu'a formé de pièces et de morceaux le marquis de Alhucemas est, lui aussi, du type des ministères de coalition. M. Cambo n'y figure pas, mais il y a délégué un de ses lieutenans, et l'on y voit jusqu'à un républicain, M. Rodes. Avec tous ces concours, il n'est peut-être pas très solide. Il a beaucoup promis, et sera sans doute fort embarrassé d'en tenir autant. Ce qu'on peut dire, c'est que la place est provisoirement occupée, et que le vide qui se creusait en Espagne est momentanément rempli. Ce qui serait trop dire, c'est que la crise est désormais conjurée : elle est bien plus vaste et bien plus profonde. Elle est dans les entrailles de la nation, au centre de toutes les institutions, même de celles qui devraient en être le plus jalousement préservées, parce qu'elles sont le suprême appui, la suprême forteresse des autres. Il y aura un jour à en analyser les causes et les effets. Mais que l'art est long et que la vie est brève! Pour nous ici, dans ce bouillonnement de l'histoire universelle, que nos douze pages sont courtes!

A la tout à fait dernière heure, nous apprenons le coup d'État maximaliste et la déposition du gouvernement provisoire de Kerensky. Lénine (Zederblum?) est maître de Petrograd, ce qui n'est pas encore être maître de la Russie. Les gouvernemens de l'Entente ont peut-être quelque chose à faire : nous aimons à croire qu'ils y ont déjà réfléchi.

CHARLES BENOIST.

Le Directeur-Gérant :

RENÉ DOUMIC.

LE NOUVEAU JAPON

I

LES HÉROS ET LES DIEUX

Mes derniers souvenirs du Japon datent des mois qui ont précédé la guerre. Je ne l'avais pas revu depuis quinze ans; et je l'ai quitté le jour même où il lançait son ultimatum à l'empereur d'Allemagne. C'est déjà très loin. Si je n'écrivais pas maintenant les impressions qu'il m'a faites, je sens que je ne les écrirais jamais. Et peut-être n'est-il pas absolument inutile d'essayer d'en fixer la physionomie au moment où les circonstances l'ont engagé pour la première fois dans les conflits européens. Ces circonstances, personne ne les prévoyait. Mes notes sont aussi éloignées de toute préoccupation politique que je l'étais de la France. Une seule prend aujourd'hui, lorsque je la lis, une importance dont je ne me doutais certes pas en l'écrivant. J'habitais l'ancien quartier européen de Tsukiji que les Européens désertent de plus en plus, mais où se trouvent encore la Mission catholique française, son église et son évêché. Un matin, il y eut dans la grande rue pierreuse qui passe devant son portail, et sur les ponts qui entourent ce quartier, un mouvement inaccoutumé d'automobiles, de landaus et de riches *kuruma*. Les ambassadeurs, les plénipotentiaires, des officiers, des généraux, des ministres, le comte Okuma, président du Conseil, en descendirent et entrèrent à

l'église. Ils venaient assister au service religieux que l'ambassade d'Autriche faisait célébrer pour le repos de l'âme des victimes de Sarajevo. Au bout de trois quarts d'heure, ils sortirent et se dispersèrent avec la hâte des gens qui craignent de déjeuner trop tard. Je remarquai la complète indifférence du petit peuple des boutiques que jadis ces uniformes et ces équipages auraient mis en l'air; et ce fut ma seule raison de noter cet incident. Je revois encore l'éparpillement de ces dignitaires chamarrés, qui représentaient les grandes nations, dans ce quartier morne où de vieilles bâtisses européennes écrasent les ruelles japonaises; mais je le revois à la lumière sinistre des jours révolus. Comme ils s'étaient vite séparés et comme ils couraient vers l'avenir! Les trois ou quatre lignes où je m'étonnais de l'absence des badauds sur leur passage sont les seules de mes carnets qui aient gardé un peu d'actualité. Le reste n'en aura que pour ceux qui peuvent distraire un instant leur pensée de tout ce qui nous étreint le cœur et qui désireront se familiariser davantage avec un peuple dont la ferme attitude dans cette effroyable guerre nous montre mieux encore que ne l'ont fait ses progrès matériels de quel côté il place l'honneur et la gloire de la civilisation. Du reste, elle n'influera en rien sur les impressions qu'il m'a laissées; et, en me reportant à ce passé si proche et pourtant si lointain, je ne me soucie que d'exactitude et de sincérité.

I. — PREMIÈRE RECONNAISSANCE

J'avais connu le Japon au moment où, silencieusement, il préparait sa revanche contre les Européens qui l'avaient forcé de lâcher la Chine et le prix de ses victoires. Seule, une grande guerre, où il battrait une nation européenne, pouvait lui assurer la liberté de ses allures dans l'Extrême-Orient. Il fallait que décidément l'Europe comptât avec lui. Mais cela, il ne le disait point; et il ne semblait préoccupé que d'assimiler nos institutions et nos mœurs. Il y mettait un zèle qui ne nous paraissait pas sans danger pour lui. Sa vieille société ne s'ouvrait qu'en craquant aux idées étrangères. Tout semblait menacé : le prestige de l'Empereur, le principe d'autorité, la morale traditionnelle, la conception de la famille, la production artistique et les belles manières. Mais tout demeurait encore à peu près

debout. L'Européen s'irritait souvent d'une imitation maladroite qui était pourtant un hommage rendu à sa supériorité, mais qui lui gâtait le pittoresque qu'il était venu chercher et l'harmonie d'une civilisation si différente de la sienne. Et son agacement le rendait volontiers pessimiste. Les anciens résidens, qui regrettaient la vie moins chère et les affaires plus avantageuses du Japon d'autrefois, annonçaient des révolutions à brève échéance. Quand on parle de ce qui arrivera demain, dit un proverbe japonais, les rats du plafond rient. Les représentans de l'Europe ont souvent fait bien rire les rats des maisons japonaises. Pour moi, je n'avais échappé au pessimisme que par ma confiance dans la vitalité de ce peuple et dans la valeur morale de son armée. Mais j'étais assez convaincu qu'il ne parviendrait pas à concilier avec ses traditions les importations étrangères et que tout ce qu'il avait de singulier et de charmant succomberait tôt ou tard sous l'envahissement des formes de la vie occidentale. Et très sincèrement je le déplorais, sans me dissimuler qu'en reniant ainsi, et à contre-cœur, une grande partie de son héritage, le Japon ne faisait que prévenir la nécessité pour lui mieux obéir, pour lui obéir en maître. Il se déjaponisait par amour de lui-même. Mais enfin, il se déjaponisait. Et maintenant qu'après quinze années retentissantes, après Port-Arthur et Moukden et la mort de son vieil Empereur et ses agitations parlementaires, j'allais le revoir, je me demandais si je n'aurais pas quelque peine à le reconnaître. Je craignais de ne plus y retrouver ce qui naguère m'avait séduit, inquiété ou même gêné; car, si amoureux que nous soyons du changement, nous n'aimons point qu'on nous change les représentations que nous nous sommes faites des choses; et lorsque nous retournons aux endroits dont nous avons installé l'image en nous, et que nous constatons qu'elle ne s'accorde plus avec la réalité, nous regrettons jusqu'aux traits qui nous en avaient déplu.

C'était ce que je pensais par ce matin pluvieux où le paquebot japonais, qui m'amenait d'Amérique, entrait au port de Yokohama. Pendant qu'à travers la pluie drue je cherchais à distinguer la ville, j'aperçus à quelques pas de moi un de nos compagnons de voyage, un officier de marine japonais qui venait de séjourner deux ans en Allemagne. Il avait quitté ses vêtemens civils et revêtu son grand uniforme, la poitrine barrée d'une

brochette de décorations qui étaient les seules splendeurs de ce lever du jour. A peine la passerelle du navire eut-elle touché le quai, un autre officier y grimpa, moins décoré que le nôtre et suivi de deux dames japonaises. Leurs socques de pluie, en forme de petits bancs, s'accrochaient péniblement aux tringles de la passerelle; et le nœud de leur ceinture, qui relevait leur léger manteau de soie noire, leur donnait l'air de ployer sous un fardeau trop lourd. L'une de ces dames, fille de l'amiral Togo, était la femme de notre compagnon. Les deux époux se revoyaient après une longue séparation. Ils ne se serrèrent même pas la main. Elle s'inclina, aspira beaucoup d'air entre ses dents et prononça quelques paroles. Il s'inclina, un peu moins, aspira de l'air, pas tout à fait autant, et prononça quelques mots, plus brefs. Ce petit incident, au milieu du remue-ménage de l'arrivée, me reporta si loin dans le passé qu'il ne me sembla plus que j'avais quitté le Japon. Mieux que tout ce qu'on pouvait me dire, l'attitude de ce mari et de cette femme me prouvait que les rapports entre les deux sexes étaient toujours les mêmes, ou qu'ils avaient du moins gardé leur ancienne étiquette.

Je gagnai rapidement la gare toujours aussi venteuse et aussi délabrée, et je pris le premier train qui partait pour Tokyo. C'était bien le wagon dont j'étais descendu jadis. Les hommes, que je m'attendais à trouver tous en veston ou en jaquette, portaient presque tous le costume national. Des femmes agenouillées sur les longues banquettes fumaient leur cigarette entre leur parapluie de papier huilé et leur paquet enveloppé d'un linge couleur de safran. Elles étaient un peu moins avenantes que la dernière fois que je les avais rencontrées, mais beaucoup plus que la première fois que je les avais vues. Je compris que je n'aurais pas besoin de me réaccoutumer à l'esthétique japonaise, que j'avais été une fois pour toutes vacciné contre les désillusions des premiers jours, que mes souvenirs n'avaient ni défiguré ni transfiguré cet aimable pays, et que de nous deux j'étais le seul qui eût vieilli.

Arrivé à Tokyo, j'eus l'impression que la capitale du peuple le plus révolutionné avait moins changé, dans ces quinze dernières années, que les villes américaines et même que Paris. On l'avait enlaidie, ce qui pourtant était difficile. On en avait augmenté l'incohérence. Des ponts de fer remplaçaient de fameux vieux ponts de bois. Les tramways à trolley pas-

saient dans des nuages de poussière sous un affreux réseau de câbles. Des boulevards s'étaient élargis, comme le célèbre Ginza ; mais les petits saules qui les bordent n'avaient pas grandi d'un pouce. Des maisons européennes, des boutiques à l'européenne, des estaminets à l'européenne s'élevaient un peu partout, mais on n'avait qu'à les voir, et principalement les estaminets avec leur mobilier dépareillé de salle à manger bourgeoise, pour s'assurer que les dieux du Japon, amis de l'harmonie et de la netteté, n'avaient point étendu jusqu'à eux leur bénigne influence. L'immense terrain vague qui se déroule, au centre de la ville, devant les douves et les remparts du palais de l'Empereur et qui servait naguère de champ d'exercices à la cavalerie, était converti en un chantier d'où sortait déjà une rangée d'édifices en brique, banques et agences, qui semblaient avoir été transportés d'une ville américaine. Mais la beauté du parc impérial et son mystère restaient encore intacts.

Je pris un grand plaisir à sentir se ranimer en moi, au cours de ces premières promenades, des images depuis si longtemps endormies et à écouter les échos que réveillaient dans ma mémoire tous les bruits de la ville japonaise. Je m'arrêtai longuement devant les échoppes des écrivains publics. Agenouillés comme des saints dans leurs niches et baissant les paupières, ils semaient du bout de leur pinceau des caractères compliqués et vraiment artistiques, pendant qu'au bord de la rue, assis sur leurs talons, leur vieux client ou leur jeune cliente les suivaient de l'œil, le porte-monnaie à la main. Le long d'une grande bâtisse, où l'on prenait des leçons d'escrime, je ralentis le pas pour mieux écouter le cliquetis des sabres en bois que, depuis des siècles, entend le peuple des Samuraï. Je m'amusai, comme jadis, des salutations qui cassent en deux les passans au coin des rues, surtout quand ces passans sont des femmes et qu'elles portent leur enfant sur leur dos. Au premier plongeon, les deux bébés se découvrent avec étonnement pardessus les têtes profondément inclinées de leurs mères ; puis les corps se redressent, et ils ne se voient plus ; un second plongeon, ils sont heureux de se revoir, ils se reconnaissent ; un troisième, moins prolongé, et ils se contemplent pour la dernière fois. Je retrouvai les fouillis de bicoques coupés de canaux où glissent des radeaux chargés de légumes ; les dédales des ruelles silencieuses qui descendent les vallées et en remontent

les pentes ; leurs palissades de bambou et leurs portes à auvent où le bec électrique remplaçait la lanterne ; et les marchés du soir dans les rues populeuses ; et les grands parcs et les temples et les théâtres avec leurs affiches suspendues à de longues perches comme des oriflammes. J'entrai au Meiji-za : c'était la même salle traversée d'un pont de bois où s'avancent les acteurs, le même public fumant, buvant et mangeant sur les nattes du parterre et des loges, la même scène tournante, la même voix chevrotante des chanteurs, les mêmes sons aigres du shamisen, les mêmes pièces qui reproduisent longuement et minutieusement les petits aspects comiques de la vie journalière.

Mais je ne pouvais supposer que l'ancien Japon fût remonté dans la lune, et le Japonais qui, revenant à Paris, écrirait : « O merveille ! Les Parisiens ont toujours des souliers ou des bottines ; on promène toujours les bébés dans de petites voitures ; les théâtres jouent toujours les mêmes pièces ; les gens chez qui je vais habitent toujours des appartemens, et, au rez-de-chaussée des maisons, on trouve toujours un concierge à qui parler, quand il n'est pas dans l'escalier, » ce Japonais ne me paraîtrait pas plus naïf que l'Européen qui se montrerait agréablement surpris de la persistance des Japonais à se servir de leurs socques en bois et des mères japonaises à porter leur enfant sur leur dos. En somme, rien n'avait changé. Je remarquai seulement que les femmes mettaient plus de bijoux, que leurs doigts étaient souvent chargés de bagues, que leur coquetterie avait quelque chose de plus indépendant et de plus personnel. Au contraire, je crus distinguer chez les hommes un retour aux anciennes modes. Ceux qui étaient vêtus à l'européenne me semblaient beaucoup moins empruntés qu'autrefois. Mais le plus grand nombre était revenu au costume national ; et les élégans se promenaient tête nue et les pieds nus dans leurs *geta*. En revanche, au théâtre, beaucoup s'asseyaient les jambes croisées comme si l'usage des sièges européens les avait déshabitués de leur pénible agenouillement.

Rien n'avait changé non plus dans les opinions et les jugemens des résidens européens. J'entendais les mêmes phrases que jadis sur le charme assez indéfinissable dont le Japon nous enveloppe, sur la difficulté de pénétrer le caractère des Japonais, sur leur façon de raisonner qui ne ressemble pas à la nôtre, sur leur orgueil, sur leur désir d'éliminer l'Euro-

péen et de démarquer ses inventions, sur les révolutions qui se préparent et qui éclateront sans doute la semaine prochaine. Comme l'étranger vieillit peu au Japon et comme il rajeunit quand il y revient! Le personnel des ambassades s'était entièrement renouvelé. La plupart des anciens professeurs, ingénieurs, industriels, avaient disparu. Mais je n'avais qu'à fermer les yeux et à écouter leurs remplaçans pour les croire encore là. Au lieu de m'en réjouir, j'en éprouvai une vague tristesse. Un vieux missionnaire que je rencontrai hésita à me reconnaître, et j'eus la même hésitation, car nous ne pensions pas nous revoir en cette vie. Nous avons commencé par compter les morts. Les vieilles amitiés qui se rejoignent prennent si naturellement le chemin du cimetière! Mais quoi! nous ne mourons pas. La mort n'est qu'une illusion de notre misérable individualisme. Il faut que la pièce continue avec les mêmes rôles. Acteurs et figurans ne comptent guère. Ce sont les paroles qui durent, les vaines paroles. Mon vieil ami sourit et me dit : « L'homme ne repasse pas deux fois par le même chemin sans mélancolie. S'il ne le reconnaît plus, il se sent déjà comme poussé hors du monde. S'il n'y trouve aucune nouveauté, il sent le peu que nous sommes dans l'éternel recommencement de tout. Vous craigniez que le Japon ne fût plus votre Japon; puis vous vous êtes félicité qu'il le fût toujours, et voici maintenant que vous allez vous attrister qu'il le soit trop. Vous vous apercevrez peut-être qu'il l'est plus encore et que c'est en cela qu'il a changé. »

II. — LES FUNÉRAILLES DE L'IMPÉRATRICE

La semaine de mon arrivée, le 24 mai 1914, eurent lieu les funérailles de l'Impératrice douairière. J'avais encore dans les yeux cette matinée d'avril où, en 1898, je l'avais vue près de l'Empereur, écoutant des discours qui célébraient la trentième année de leur règne à Tokyo. Elle portait ce jour-là une robe vieux rose aux reflets d'or qui la guindait. Mais sous cette carapace européenne, et malgré son visage fané, — fané comme une fleur, — où ses yeux faisaient deux points noirs et sa bouche une petite moue à peine teintée, elle gardait la gracilité de la jeunesse et donnait toujours l'impression d'une fragilité diaphane et d'un pas aussi léger que devait l'être son sommeil.

La pivoine rouge tomba dans le vase de pierre précieuse : le bruit éveilla le papillon et l'Impératrice.

Cette courte poésie d'une femme, un des meilleurs poètes du Japon moderne, me la ressuscite encore mieux que mon souvenir. Elle dort aujourd'hui, et l'écroulement de son palais ne la réveillerait pas. Elle est allée rejoindre l'Empereur. Avec elle le grand règne est tout à fait fini. Les impératrices du Japon ne sauront plus ce que c'est que d'adopter à trente ans le corset et les robes d'une Reine d'Angleterre. Elles ne sauront plus jamais ce que c'est que d'avoir vécu toute sa jeunesse dans une pénombre de sanctuaire et d'en être brusquement tirée et de paraître en plein jour au milieu des foules et de monter dans des trains et de visiter des navires de guerre et d'inaugurer des hôpitaux. Désormais elles trouveront naturel d'ouvrir des bals et de recevoir à leur table des ambassadeurs carnivores. Mais la petite princesse, qui aujourd'hui est accroupie dans son cercueil la tête voilée et les yeux clos, a passé par d'étranges métamorphoses, et elle ne trahit rien des émotions de son âme. Elle a tenu jusqu'au bout son rôle en perfection. La Japonaise la plus obéissante ne l'était pas plus qu'elle devant son impérial mari, qui, dans la demi-intimité de la cour ou du voyage, ne daignait point s'apercevoir de sa présence et, confortablement assis, la laissait indéfiniment sur ses pieds. Quand un Européen l'approchait, sa timidité, qui n'était point de la gaucherie, ajoutait seulement à sa dignité naturelle une grâce mystérieuse. Tous louaient sa délicatesse et sa bonté. On la disait curieuse d'apprendre comment vivaient les femmes dans les autres pays et désireuse, pour les Japonaises, d'une condition plus libre. Après la mort de l'Empereur, elle s'effaça; elle semblait s'excuser de lui survivre. Je ne pense pas qu'il y ait eu de souveraine plus vraiment aimée du peuple japonais.

Elle s'était éteinte à Numazu, au bord de la mer. Mais, comme la tradition n'admet pas qu'un membre de la famille impériale puisse mourir hors de la capitale, sa mort ne fut point annoncée ; et le 10 mai, elle rentrait à Tokyo dans la nuit. Les princes et le monde de la cour se portèrent à la gare sans aucun signe de deuil. On avait tendu des voiles entre le wagon funèbre et les assistans. Le grand carrosse rouge s'avança, reçut le cercueil et s'éloigna à son allure habituelle ; et l'Impératrice mourut officiellement, à deux heures du matin.

Ses funérailles furent admirables. Si j'en crois ceux qui virent les funérailles de l'Empereur, les Japonais apportèrent à celles de l'Impératrice un recueillement plus profond, une piété plus intime. De combien de morts illustres peut-on dire qu'ils auraient souhaité la pompe et les hommages sous lesquels nous les enterrons? Il n'y avait pas dans cette longue cérémonie un seul détail dont elle n'eût ressenti la beauté.

Dès trois heures de l'après-midi, on ne pénétrait que muni de carte sur la voie funèbre, qui partait du Palais et traversait toute une partie de la ville jusqu'à la station du chemin de fer où le train attendait la dépouille impériale pour l'emporter dans la ville sainte de Kyôto. Il faut se représenter de larges routes descendantes et montantes, bordées d'un fouillis de bicoques en bois ou côtoyant des terrains déserts, d'immenses quartiers sans caractère dans une ville sans couleur et sous un ciel brouillé. Sur toutes les chaussées on achevait d'étendre une couche de terre meuble et sombre où les pas s'amortissaient. Des deux côtés on ne voyait qu'une foule compacte assise sur ses talons ou sur des boîtes de bois qu'on vendait environ cinq sous. Les boutiques ouvertes avec leurs rangées de spectateurs, les uns agenouillés, les autres debout, ressemblaient à des loges de théâtre pleines. Les auvens servaient quelquefois de balcons; et les balcons disparaissaient sous les grappes humaines. Pas un cri ne sortait de cette multitude évaluée à six ou sept cent mille personnes. Le service d'ordre était assuré par des sergens de ville et des délégués en redingote noire qui n'avaient presque rien à faire. J'étais à l'entrée d'une venelle qui donnait sur un terrain de manœuvres, une vaste plaine inculte. A deux pas de la foule, le silence était tel que j'aurais pu me croire dans un village. Derrière leurs palissades de bambou et leurs petits jardins, les maisonnettes semblaient vides ou endormies. Le champ de manœuvres était sillonné de *kuruma* qui menaient des personnages officiels aux tribunes réservées; et l'on apercevait de loin les jambes noires des coureurs tricotant sous leur veste blanche. Le paysage, les rues, les maisons, les décorations, ces poteaux et ces grosses lanternes blanches, tout, sauf la foule prodigieusement silencieuse, aurait déçu par sa médiocrité l'étranger débarqué de la veille. Mais qu'il prenne patience, l'étranger!

Il est maintenant six heures du soir. Les soldats de la garde impériale apparaissent, et, pendant que les uns font la haie

devant les spectateurs, les autres forment leurs rangs sur la chaussée et attendent, l'arme au pied, le signal de la marche. Le jour tombe : de tristes sonneries de clairons se font entendre. Les lanternes s'allument et les becs électriques donnent des lueurs jaunes. Enfin, ce fut la nuit, la nuit, négation de la lumière, où la tradition japonaise voulait qu'on ensevelît la négation de la vie. A huit heures, un coup de canon annonça que le cercueil de l'Impératrice quittait le Palais. Il n'y eut pas dans la foule le moindre soupir de soulagement, le plus faible murmure. Mais ceux qui avaient acheté des boîtes montèrent dessus, et quelques-unes craquèrent.

La troupe s'ébranla. Les soldats, le fusil tourné vers le sol, commencèrent à défiler. Leurs uniformes kaki se fondaient dans le crépuscule : on ne distinguait bien que la bande rouge de leurs képis. Et leur piétinement, assourdi par la terre molle, faisait le même bruit indéfini que la mer quand elle roule loin de nous dans la nuit brumeuse et calme. Toutes les huit minutes, sans qu'un ordre fût crié, ils s'arrêtaient un instant. Et du bas de la côte, montaient sur ce grand silence les sons de la musique militaire qui jouait la *Marche funèbre* de Chopin. Sans doute, ils déchiraient toutes les oreilles japonaises encore rebelles à la musique occidentale. Du moins, ils ne leur parlaient pas le même langage qu'à nous. Et je songeais à l'Impératrice que ces cuivres avaient dû froisser jadis, les jours de parade. Mais que de choses l'avaient froissée qui lui devinrent peu à peu des signes de grandeur! Cette musique, qui menait son deuil au milieu de ces soldats à l'européenne, avait eu pour elle des marches triomphales, dont les battemens de son cœur avaient scandé les rythmes étranges.

La musique passa : les musiciens, sanglés dans leur tunique rouge, oscillaient en mesure, et les marins de la flotte, qui marchaient derrière eux, suivaient leur mouvement. Sous le costume moderne ils obéissaient ainsi à la règle des cortèges d'autrefois; mais ils corrigeaient l'ancien pas de danse excentrique en un pas simplement cadencé. Les derniers accens de la *Marche funèbre* s'éteignaient à peine qu'une musique perçante, glapissante, de flûtes et de fifres lui répondit, comme du fond des siècles. Les prêtres shintoïstes s'avançaient, coiffés de leur bonnet noir et vêtus d'une robe d'un vert pâle, presque gris dans l'ombre crépusculaire. Leurs torches inclinées éclairaient la

poitrine des soldats immobiles. Ils portaient les emblèmes de la religion nationale, les deux arbrisseaux verts qui ressemblent au camélia, de longues banderolles qui symbolisent le soleil et la lune, des gongs, des boucliers, des arcs, des flèches, des tables pour les viatiques du mort, et ces viatiques : du riz, de l'eau, du sel, des rouleaux de soie blanche et de soie écarlate, une paire de sandales. Ces antiques présens funéraires passaient accompagnés d'une musique de faucheurs asiatiques soufflant dans leurs roseaux. Mais, par intervalles, des clairons coupaient d'une note sonore la voix aiguë des fifres. Le Japon du passé ne pouvait oublier que le Japon moderne était là.

Et tout à coup nous vîmes, se détachant de la pénombre aux flammes des torches et dominant la foule, le chariot funèbre. Il était laqué de noir et d'or, monté sur deux énormes roues et traîné par deux couples de bœufs qu'escortaient leurs piqueurs. Les hommes qui l'entouraient, habillés comme au vieux temps, venaient du village de Yasé près de Kyôto, qui a toujours fourni, au cours des âges, les nourrices des princes du sang et les porteurs de la litière impériale. L'Impératrice s'en allait dans un de ces chars attelés de bœufs comme ceux qui conduisaient, il y a douze cents ans, les Empereurs et leur cour à des plaisirs arcadiens. Aujourd'hui, c'est l'automobile ou le chemin de fer qui les y mène. Mais, le jour de la mort, ils retrouvent le lourd chariot et les bœufs au pas lent ; car ils sont aussi morts que les morts d'autrefois ; ce qui convenait aux uns convient aux autres, et il est bon qu'ils entrent tous de la même allure pacifique dans l'éternité.

A chaque tour de roue, ce char gémissait étrangement. Les essieux avaient été disposés de telle sorte qu'ils produisaient sept notes gémissantes. On me dit que l'artisan de Kyôto, dont ils étaient l'ouvrage, appartenait à une famille où, de père en fils, on se transmettait le secret de ces gémissemens, « qui doivent contracter les cœurs. » Ah ! comme je reconnais bien là le génie japonais ! Il ne se contente pas d'atteindre la grandeur par les moyens les plus simples : il lui faut de l'habileté. Et son habileté, sans être formellement de mauvais goût, a quelque chose de puéril et de précieux qui passe la mesure et qui diminue quelquefois l'impression de grandeur. Cette mécanique destinée à émouvoir m'a un instant gâté la simplicité majestueuse de ces funérailles. Un moment ma pensée s'est

détournée de l'Impératrice morte et de l'immense ville recueillie et de tout ce concert de symboles pour aller chercher, dans sa carrosserie de Kyôto, l'habile fabricant de ces essieux pathétiques. Mais personne autour de moi ne sentait comme moi, et personne n'eût compris ma restriction. En revanche, je crois bien que les Japonais éprouveraient aussi vivement que nous l'ampleur et la mélancolie du vers de Hugo :

Les grands chars gémissans qui reviennent le soir...

Seulement, ils veulent être sûrs que le char gémira; et ils s'y prennent en conséquence.

Derrière les prêtres shintoïstes et tous ces hommes revêtus de costumes anciens, marchaient en rangs obscurs des princes, des généraux, des dignitaires, dont les chamarrures sortaient de l'ombre aux lueurs des lanternes ou des becs électriques, comme les replis des vagues se dorent sous les rayons mobiles de la lune. On n'entendait plus qu'un long piétinement sourd qui se déroulait dans la nuit ; et, de temps en temps, les deux musiques se rejoignaient très haut, au-dessus de la ville.

Près de la station du chemin de fer, dans le quartier populeux de Yoyogi, sur une petite hauteur, s'élevait le temple provisoire où devait se terminer le cortège. Il était en bois blanc ; et son toit recourbé, en écorce de cèdre : une simple hutte, comme l'éternel temple shintoïste, mais d'un bois indiciblement pur. La loge où se tenait la famille impériale, celle des musiciens, celle des prêtres, celle où l'on dépose les alimens sacrés, étaient aussi des huttes ; et les galeries pour les invités étaient en bois blanc ; et les grands *torii*, ces portiques dont la poutre transversale a la forme d'une carène, étaient en bois blanc. Mais chaque lampadaire était formé de trois jeunes pins réunis que l'on n'avait point écorcés ; et toute la clôture était faite de bambous verts qui signifient la pureté. Il n'y avait d'autres ornemens que des cordes de paille, emblème shintoïste, et, sur les bambous, des cravates de crêpe noir, emblème européen. Aucun encens ne montait dans l'air, mais une odeur de forêt coupée. Le chariot funèbre atteignit l'enclos à onze heures et demie. La ville en fut avertie par un coup de canon. Les cloches sonnèrent dans les temples ; des sifflemens de vapeur leur répondirent dans les manufactures ; et les tramways s'arrêtèrent trois minutes. Durant trois minutes, le mouvement

cessa d'un bout à l'autre de l'énorme ville en insomnie. Sur les ponts où brûlaient des torchères, le long des boulevards éclairés de lanternes blanches, autour des brasiers dont la flamme découpait des porches d'ombre à l'entrée des petites rues, la foule sembla pétrifiée. Trois minutes : tout ce que la vie peut donner à la mort!

Et maintenant l'Impératrice s'est à jamais éloignée de sa capitale. Elle retourne au Kyôto de sa jeunesse, à ce Kyôto dont le premier nom de *Heian* voulait dire calme, tranquillité. Mais ce n'est point au cœur de la ville qu'elle reposera. On lui prépare de grands ombrages à une demi-heure de la cité, près du tombeau de l'Empereur. J'y suis allé deux mois plus tard. Dans les bois, au flanc d'un coteau, l'Empereur dort sous un vaste tumulus qui couronne des étages de gazon vert, séparés par des murs de pierres sèches. La porte de bronze, où resplendit sur chaque battant un chrysanthème d'or, est le seul ouvrage apparent dont la main des hommes a façonné la matière. Les pierres des murs ont été choisies pour la beauté de leur forme et de leur grain. Les grèves de la Mer Intérieure ont fourni le sable qui recouvre le tumulus. Mais, alors que les tumuli des anciens Empereurs se sont désagrégés sous l'action du temps, celui-ci, fait en béton, résistera aux siècles. Tous les soirs, les lanternes de pierre y sont allumées. Elles le furent jour et nuit la première année. Et chaque jour des premières semaines y amena de vingt à trente mille pèlerins. On en comptait encore cinq mille quand je l'ai vu, et bien que ce fût l'époque des grands travaux de la campagne. Nous descendons par un sous-bois, et nous arrivons tout de suite à l'endroit où l'Impératrice attend son tumulus. La terre ne s'ouvrira pour la recevoir que cent jours après les funérailles. Elle attend dans une chapelle en bois blanc sur le versant de la colline ; et, au-dessous, dans une autre chapelle aussi simple, des offices sont célébrés chaque jour en présence des envoyés de la Maison Impériale. Un peloton de soldats gardait l'enceinte.

Cette pompe et ces spectacles n'avaient rien de très nouveau pour moi. Je savais que les Japonais excellent dans le déploiement de ces solennités où ils collaborent avec la mort et la nature. Il n'est guère de peuple qui tienne davantage aux douceurs fugitives de la vie et qui fasse meilleure figure à la mort. La tristesse qu'elle apporte devient chez eux comme une fête

mélancolique de l'esprit. Et je ne connais point de pays où la force des coutumes et la discipline de la sensibilité donnent aux grandes démonstrations publiques une pareille unité d'impression. Acteurs et spectateurs, tous y concourent. A dire vrai, il n'y a que des acteurs. Ceux qui conduisaient le deuil n'étaient pas plus impeccables que ceux qui le regardaient passer. La foule jouait son rôle aussi parfaitement que les princes, les soldats, les prêtres, les fiers campagnards de Yasé et les nobles piqueurs de bœufs.

Mais c'était précisément cette unité que naguère on avait pu croire en péril. On craignait que les idées égalitaires introduites au Japon y eussent leur effet immanquable de dissocier la communauté japonaise : et elle m'avait paru plus solide que jamais. On redoutait pour la société et pour les âmes le conflit prolongé des deux civilisations. Mais, quand on avait assisté jadis aux tâtonnemens de la vieille culture japonaise et à sa démarche incertaine d'Asiatique éblouie à travers les innovations occidentales, on commençait à soupçonner, devant ces funérailles, qu'elle avait enfin trouvé son équilibre. Les élémens d'origine étrangère s'y accordaient harmonieusement aux rites de l'ancien, du plus ancien Japon. Ceux-là n'y paraissaient pas plus des importations que ceux-ci des archaïsmes. On prétendait que ce conflit émousserait sans doute la délicatesse esthétique du peuple japonais, inséparable de sa délicatesse morale : et elle s'était marquée non seulement dans tous les détails de cette cérémonie funèbre, mais dans l'attitude de la foule. Il nous semblait naguère que le culte de l'Empereur pâlissait, et d'aucune Impératrice le dernier sommeil n'avait été entouré d'une piété plus vive. Sur cette terre, où depuis douze cents ans le bouddhisme a régné, rien dans ces funérailles n'était emprunté à ses rites. La seule religion qui participait aux honneurs rendus à la dépouille impériale était celle dont il avait autrefois étouffé la voix grêle et recouvert la simplicité sous sa liturgie somptueuse. C'était le shintoïsme qui nationalise le Soleil, qui attribue à l'Empereur une origine céleste et qui fait graviter toutes les autres nations autour de la nation japonaise, fille des dieux ; le shintoïsme, la plus ancienne des religions du Japon, la plus orgueilleuse des religions nationales, aussi démesurée et aussi fantastique dans sa mythologie que sobre et naturelle dans son symbolisme.

III. — LE DERNIER SAMURAÏ

Un passé qui meurt lentement, ce sont les tombeaux des Shogun, dans le parc de Shiba. Ces lieutenans généraux de l'Empereur, qui avaient supplanté leur souverain, les Tokugawa, descendent peu à peu dans l'indifférence et dans l'oubli. On ne se souvient d'eux qu'avec hostilité. Ces dernières années, un journal interrogea ses lecteurs sur les héros qu'ils préféraient et sur ceux qu'ils n'aimaient pas : le premier des Tokugawa, le fondateur de la dynastie, réunit presque toutes les voix contre lui. Leurs temples étaient magnifiques. Ils le sont encore; mais leur sanctuaire se dégrade, les châsses se dédorent, les laques rouges s'écaillent; sur les hauts-reliefs, les fleurs et les oiseaux plus éclatans que les fleurs dépérissent. On commence seulement à réédifier le grand temple qui a brûlé depuis huit ans, et l'on ne sait même pas si l'on ira jusqu'au bout. Les deux ou trois fois que je m'y suis promené, je n'y ai rencontré personne. Les desservans se plaignent de leur pauvreté et sont au milieu de ces splendeurs comme le pâtre qui voit mourir son feu. L'idée religieuse s'en est éloignée, et, dès qu'elle s'éloigne, le Temps se réveille et se met à la besogne.

Cependant il y a, dans un des vastes quartiers de Tokyo, une petite maison que les pèlerins visitent assidûment et qui, tout ordinaire qu'elle soit, est plus sacrée que ces temples. C'est la maison du maréchal Nogi, le vainqueur de Port-Arthur. Mais ce n'est point le soldat victorieux dont on vient y adorer l'âme, c'est l'homme qui, le soir des funérailles de l'Empereur, au premier coup de canon, s'ouvrit le ventre, selon le rite des anciens Samuraï. Ce suicide ressuscita brusquement aux yeux du monde un Japon féodal qu'on croyait enterré. L'uniforme européen contrastait violemment avec une mort qui nous reportait à plus de mille ans en arrière, au temps où les serviteurs se tuaient encore sur le tombeau de leurs maîtres. Sa femme, la comtesse Nogi, n'avait pas voulu le laisser partir seul et s'était enfoncé un poignard dans le cœur. Les Japonais oublièrent presque la mort de l'Empereur pour ne plus songer qu'à ce couple sanglant qui le suivait « sur la route du ciel. » Le peuple fut remué jusque dans ses fibres les plus secrètes par tout ce que la beauté de cet acte avait de spécifiquement japo-

nais. Devant ces deux cadavres, il revivait dix siècles de son histoire. Un témoin me racontait que, plusieurs étrangers s'étant écriés, dans un cercle japonais, que le maréchal était stupide ou fou, les Japonais ne s'en étaient point montrés froissés, et qu'ils avaient seulement souri. Ils ont le même sourire quand, au fond d'un temple, ils vous ouvrent avec précaution une boîte qui en contient une autre qui en contient une troisième et qu'ils tirent, emmaillotée dans des linges de safran, une coupe en terre rugueuse et craquelée, d'apparence grossière; vous vous attendiez à un trésor et ils vous voient déçus : ils sourient alors et replacent dans sa boîte cette coupe dont le modelé remplit exactement leurs deux mains et qu'ils ont un instant tournée entre leurs doigts pour en admirer les bords légèrement onduleux. La mort de Nogi rentrait dans la catégorie des biens spirituels et sacrés dont se compose leur patrimoine national et que, par impuissance à en juger la valeur, les étrangers ne peuvent même pas leur envier.

Il faut cependant essayer de comprendre cet homme que le peuple appelle *le dernier Samuraï*. De son histoire que l'on m'a contée et que l'on m'a lue, je retiens seulement quelques épisodes, quelques images, mais qui la résument toute. Elle est un des témoignages les plus curieux de l'ancien Japon d'hier au confluent du Japon moderne.

Vers 1857, le 5 et le 16 de chaque mois, avant l'aube, on aurait pu voir sortir d'une maisonnette de Tokyo, très proche de la maison seigneuriale du prince Mori, un homme d'armes, accompagné d'un petit garçon d'environ huit ans. Ce Samuraï, précepteur du jeune prince,. se nommait Nogi, et le petit garçon était son fils. Ses fonctions lui commandaient d'aller deux fois par mois saluer le tombeau de la famille princière au temple fort éloigné de Sengakuji. Pour l'enfant débile et nerveux, ces sorties matinales étaient à la fois un plaisir grave et un objet de terreur. On risquait toujours, dans le crépuscule, de buter contre un cadavre ou de faire rouler une tête sous son pied. Il existait encore en ce temps-là une coutume, qui ne fut abolie qu'en 1868 : le *Tameshigiri* ou *Essai du sabre*. Le Samuraï, possesseur d'un sabre neuf, se postait au coin d'une rue, la nuit, et en éprouvait le tranchant sur le premier venu qui passait sans escorte.

Mais quand, au jour levant, on arrivait au temple, le petit

Nogi oubliait toutes ses craintes, et, pendant que son père s'acquittait au nom du prince des hommages funéraires, il ne se lassait point de contempler, dans le modeste enclos, quarante-sept tombes rangées autour d'un grand sépulcre, et pieusement entretenues comme des autels. C'était là que reposaient les quarante-sept Ronins, ces hommes d'armes dont l'aventure reste aux yeux des Japonais un des monumens parfaits de leur ancien héroïsme. Le jour même où ils avaient vengé leur seigneur en tuant son meurtrier, ils furent condamnés à s'ouvrir le ventre, et on les répartit dans un certain nombre de demeures princières, afin qu'ils y accomplissent « l'honorable cérémonie. » Plusieurs d'entre eux avaient été envoyés chez le prince Mori, où l'on gardait religieusement leur mémoire. Tous les enfans des Samuraï étaient familiarisés de bonne heure avec l'idée du suicide. Mais on peut dire que, sur ce point, le petit Nogi fut privilégié. Il grandit dans le culte presque intime des suicides les plus excitans de la Légende dorée du Japon.

Deux ou trois ans plus tard, le père et l'enfant, qui portait à sa ceinture les deux petits sabres inégaux des jeunes Samuraï, s'éloignaient de Tokyo. Ils n'étaient pas seuls, cette fois : ils escortaient à pied un palanquin où Mme Nogi avait pris place avec ses fillettes. Le père, dont le caractère inflexible et la franchise déplaisaient au prince, avait été frappé de la peine du *Heimon*, c'est-à-dire de *la Porte close*. Le Samuraï devait regagner son pays et s'enfermer pendant cinq mois dans sa maison. On clouait sur la porte deux bambous entre-croisés. Il lui était interdit de rire, de chanter ou même de parler à haute voix ; et cette défense s'étendait à toutes les personnes de sa famille. La ville où les Nogi se rendaient, Chofu, était au bout du Japon, près de Shimonoseki. Ils contournèrent le mont Fuji, suivirent jusqu'à Kyôto la grande route où montaient et descendaient les cortèges de *daïmio*, et s'embarquèrent à Osaka. Le père expliquait à son fils ce qu'ils voyaient et tout ce qu'avaient vu ces endroits célèbres. Quand ils débarquèrent, parens et enfans changèrent de vêtemens sur la grève avant d'entrer dans une petite auberge. M. Nogi, qui revenait à Chofu pour la première fois depuis dix ans et qui n'y possédait plus rien, finit par louer une bicoque, où toute sa famille se tassa comme dans une arche bien close et pour une longue traversée de silence.

Et voici maintenant le petit Nogi à l'école et dans une école

telle qu'on n'en connaît plus de semblable au Japon. Les élèves faisaient eux-mêmes leur cuisine; ils allaient, au cœur de l'hiver, puiser à la fontaine et ramasser du bois mort dans la forêt. Les maîtres ne leur enseignaient pas seulement la lecture, le calcul, la calligraphie, l'escrime; ils les aguerrissaient contre le froid et contre la chaleur et contre les fantômes que nous portons en nous. Par les nuits les plus noires, ils les menaient dans les tristes lieux hantés. Si quelque bruit de feuille arrachait à l'un d'eux un sursaut ou un cri d'effroi, ses camarades le rouaient de coups et l'abandonnaient aux ténèbres. On ordonnait encore à celui qui semblait manquer de courage d'escalader dans l'ombre l'échafaud où étaient exposés les cadavres des criminels et d'en rapporter une tête coupée. Le petit Nogi, aussi timide qu'une fille, et qui se laissait battre par ses sœurs, souffrit horriblement; mais il se raidissait et ne disait rien. Son père, plus sensible aux marques de sa nervosité qu'aux efforts qu'il faisait pour réagir, ajoutait à ce dur entraînement de l'école. Il l'envoyait souvent jusqu'à la ville de Hagi : dix-huit lieues de chemins impraticables, dans les montagnes, le jour sans rencontrer personne, la nuit au clair de lune, avec la peur des spectres. L'enfant avait pris en horreur le métier des armes, et l'étude lui apparaissait comme le seul refuge.

Quelques années se passent : il atteint sa seizième année et ose avouer à son père son ambition de devenir un savant. Un savant à cette heure où il n'y a pas, dans toute l'étendue de l'empire, un homme d'armes qui ne tende l'oreille aux murmures précurseurs de la guerre civile! On a bien besoin de savans! *Samuraï* ou paysan, qu'il choisisse! Le père était opiniâtre; le fils aussi. Un de leurs parens tenait à Hagi une école renommée, d'esprit très confucéen et de tendances nettement impérialistes, car, dans cette province excentrique, on n'avait jamais accepté l'usurpation des Tokugawa qu'en grinçant des dents. Le jeune Nogi se sauve de chez lui. Le chemin de Hagi lui était familier, et l'espoir qui le conduisait en avait écarté tous les spectres. Mais pour un jeune homme si désireux d'apprendre la philosophie chinoise, c'était un fâcheux début de désobéir à son père. Son parent refusa de le recevoir. Il errait, les yeux pleins de larmes, autour de cette maison de la science aux portes inexorables, quand la femme de ce parent l'aperçut et le prit en pitié. Elle fléchit son mari. On le mit d'abord aux travaux

des champs, sous prétexte que les études demandent un corps aussi vaillant que le maniement des armes. Levé avant l'aurore, il partait pour les rizières; et, le soir, le maître lui payait le salaire de sa journée en lui expliquant les classiques chinois. Cette vie de campagnard fortifia ses membres, et la doctrine confucéenne acheva de lui tremper l'âme. L'amour de l'étude, dont il est possédé, est un des signes caractéristiques de sa génération. Parmi les jeunes gens de son âge, plus d'un se fût jeté à la nage pour gagner le navire européen qui souillait aux yeux de leurs pères les eaux sacrées du Japon, mais qui l'aurait emporté vers ces nouveaux mondes dont les Tokugawa avaient amputé leur misérable univers. Ils rêvent tous d'être savans. Les uns comprennent que la science à conquérir est au delà de leur horizon; les autres, comme Nogi, ne la cherchent encore que dans les livres chinois. La Restauration impériale les en tira brusquement et fit d'eux ses officiers et ses soldats.

Huit ans plus tard, en 1877, le futur maréchal se révéla dans la révolte des Satsuma; il s'en fallut de peu qu'il n'y laissât la vie avec sa réputation naissante. Une première fois, son cheval s'emballa et traversa au galop les lignes ennemies; une seconde fois, une balle lui brisa son épée, et, pressé par trois insurgés, il sauta dans la rivière. Blessé à une troisième rencontre, et transporté à l'hôpital, il n'attendit pas sa guérison et s'échappa furtivement la nuit, ce qui lui valut le surnom exceptionnellement glorieux d'officier déserteur. Une autre fois enfin, son régiment fut cerné; il le sauva; mais l'enseigne fut tué et le drapeau pris sur son cadavre. Nogi considéra qu'il était déshonoré. Ses officiers l'empêchèrent de s'ouvrir le ventre. Il consentit à vivre ou, du moins, à surseoir au châtiment que le code de l'honneur samuraïque lui commandait de s'infliger. Seulement, personne ne put le dissuader d'adresser au Trône une lettre de démission. L'Empereur refusa la démission et répondit qu'il appréciait hautement le courage du jeune capitaine. Ce fut le commencement de leur longue amitié; si toutefois on peut donner ce nom à un sentiment qui ne devait être chez le prince qu'une sympathie intelligente pour un serviteur exemplaire et qui allait chez Nogi jusqu'à la vénération passionnée. Depuis la perte de son drapeau, l'idée que sa vie n'était plus qu'un prêt consenti par la grâce du souverain s'installa dans son esprit et détermina ses actes. Personne ne s'appartint moins

que lui. Dans toutes ses fonctions, il fut la fonction même.

Il avait hérité l'intransigeance de son père, et, à deux reprises, il fut inscrit sur la liste des officiers en retraite. Mais chaque fois les événemens le rappelèrent au service actif, et une volonté, qui ne pouvait être que la volonté impériale, l'y fit rentrer avec un grade supérieur. Les soldats l'admiraient et le redoutaient. Sa bonté naturelle n'intervenait pas plus en ce qui concernait la discipline que la douceur de la température n'influe sur la rigidité d'une barre de fer. Il était rude jusque dans ses saillies d'humour. On raconte que, du temps qu'il était gouverneur de Formose, comme les soldats, anémiés par le climat, se plaignaient de la nourriture et réclamaient de la viande, lui qui en était toujours resté aux menus traditionnels du vieux Japon, il répondit à celui qui lui transmettait leurs doléances : « Ils veulent donc manger du bœuf? — Oui, Votre Excellence. — Mais dites-moi, que mange le bœuf? — De l'herbe, Votre Excellence. — Eh bien, qu'on leur donne de l'herbe! » Ses ennemis l'accusaient d'étroitesse d'esprit, et il avait contre lui les fournisseurs du gouvernement qu'il détestait autant que les bonzes et les femmes.

Au moment de la guerre russo-japonaise, il était général de division, et, à la tête de la troisième armée, il reçut l'ordre de prendre Port-Arthur. Cette place forte, dont le nom, — après celui de Verdun, — restera un des plus grands dans l'histoire des hécatombes, ne s'est pas relevée de ses ruines ni du silence qui suivit la capitulation. Ceux qui la visitent s'étonnent d'y voir adossées à de vastes demeures vides des maisonnettes japonaises qui semblent s'en constituer les gardiennes. Chacune de leurs planches a coûté des centaines de cadavres. Nogi ne serait jamais revenu au Japon si Port-Arthur n'avait succombé. D'ailleurs, dans la défaite, aucun général japonais n'aurait osé reparaître devant ses compatriotes. Le vieil esprit est encore si vivant qu'on ne pardonnerait pas à un vaincu de se dérober au suicide. Des officiers japonais, blessés sur le champ de bataille et prisonniers, ont préféré s'en aller dans la presqu'île malaise, où ils travaillent aux plantations de caoutchouc, plutôt que de retourner chez eux et d'y affronter le mépris de leurs camarades. Les régimens que Nogi précipitait à l'assaut des forts étaient fauchés jusqu'au dernier homme. Un témoin dit : « Nous ne voyions plus la terre. » Quand son fils aîné

tomba, il prononça seulement ces mots : « C'est une belle mort. Vous aurez bientôt à préparer un second cercueil. » Mais ce ne fut pas le sien qu'on prépara ; on n'en prépara même aucun autre, car il voulut que son second et dernier fils, tué bientôt lui aussi, fût enterré sans bière comme les pauvres soldats dont il avait partagé l'héroïsme. On n'avait plus le temps de distinguer entre les cadavres. Pour lui, de son même pas sec et calme, il s'avançait aux endroits les plus périlleux. Mais il paraissait jouir de cette protection particulière accordée aux grands capitaines, même aux plus hasardeux, qui, selon Joseph de Maistre, sont rarement frappés dans les combats et seulement lorsque leur renommée ne peut plus s'accroître et que leur mission est remplie.

Quand on lui avait annoncé la mort de ses fils, son visage n'avait pas eu un tressaillement. Mais le soir, sous sa tente, il pleura, et, selon l'usage immémorial, sa douleur s'exhala dans une de ces courtes poésies qui sont toute la poésie japonaise : *Sur la plaine et sur la montagne, — vestiges aimés des héros — qui tombèrent frappés à mort, — voici que s'épanouissent — des fleurs d'œillet.* Mais par un jeu subtil d'allitérations et de mots poétiques à double sens, où se complaît le goût japonais et qui permet au poète d'obtenir des effets aussi variés que le rythme de ces *uta* est primitif, et d'éveiller des échos aussi prolongés que la forme en est brève, cette poésie signifie en même temps : *Sur la plaine et sur la montagne, — ils sont tombés en héros, — et rien ne reste plus de ces douces fleurs, — mes enfans bien aimés.* M. l'abbé Noël Péri, dont j'emprunte la traduction, ajoute : « Cette plainte d'un cœur de père voilée sous l'évocation des fleurs d'œillet devient poignante. »

Des généraux japonais qui revinrent au Japon, Nogi fut le seul qui ne connut pas l'ivresse du triomphe. Ce n'était pas seulement à cause de son deuil, mais parce que l'image des milliers et des milliers de gens qu'il avait envoyés à la mort ne le quittait pas. Ce vieil homme marchait entouré de plus d'ombres qu'il n'en faut pour peupler des enfers. Lorsque le navire qui le ramenait eut jeté l'ancre et que ses amis impatiens de le féliciter y montèrent, ils ne le trouvèrent ni sur le pont ni dans sa cabine. Ils finirent par le découvrir dans celle d'un domestique et s'arrêtèrent interdits, tant il était triste et abattu. « Je ne puis pas oublier, leur dit-il, tous mes braves

soldats sacrifiés, et je ne me sens pas de force à recevoir les applaudissemens publics. » Il était là devant tout un peuple dressé sur le rivage et qui l'acclamait, devant toute sa patrie soulevée d'enthousiasme, aussi impressionné que jadis dans les ténèbres où sa main d'enfant timide tâtonnait et cherchait à saisir une tête sanglante.

Le sentiment de sa responsabilité continua de l'obséder. Il se demandait si un général plus habile n'aurait pas trouvé le moyen d'épargner un peu plus la vie de ses hommes. Lorsqu'il parut en présence de l'Empereur, les seules paroles qui lui montèrent aux lèvres témoignèrent du trouble de sa conscience. Elle ne retrouva peut-être jamais le calme. Dans ses dernières années, les Japonais, qui n'admirent longtemps et sans restriction que les morts, surpris de la vie très simple et presque réduite des Nogi, — car la comtesse portait plus souvent du coton que de la soie, — reprochaient tout bas au maréchal de thésauriser. On sait aujourd'hui où passait son argent, et les parens des soldats tombés à Port-Arthur le savaient déjà. Chaque fois qu'il rencontrait un pauvre homme dont le fils avait servi sous ses ordres et était mort comme les siens, il se sentait son débiteur et acquittait sa dette. Il essayait ainsi d'apaiser en lui-même les voix anxieuses qui lui répétaient : « Nous ne regrettons pas d'être morts pour la patrie ; mais comme vous avez été prodigue de notre sang ! Un autre que vous n'aurait-il pu faire ce que vous avez fait à meilleur compte ? » Et, dans ses longues promenades solitaires, le maréchal reprenait Port-Arthur plus économiquement. On ne se trompait pas tout à fait en le soupçonnant d'avarice.

L'Empereur le nomma, en 1907, Directeur de l'École des Nobles, choisissant pour les fils et les filles de sa noblesse non pas un brillant pédagogue, mais un homme de caractère. Il fut exactement dans ce rôle ce que son père avait été cinquante ans plus tôt, un éducateur inflexible. Il se couchait en même temps que les élèves, se levait une heure avant eux, partageait leur repas, n'admettait aucune réclamation. Mais on n'était plus au temps où les filles de *Samuraï* supportaient avec fierté les mêmes traitemens que leurs frères. Le vainqueur de Port-Arthur s'aperçut qu'il est souvent plus difficile d'obtenir l'obéissance des jeunes filles que d'entraîner les hommes au feu. L'hiver où il proscrivit les foulards autour du cou, il y eut presque une

insurrection. Et tous les règlemens de toilette qu'il édicta eurent le sort habituel des lois somptuaires. Il fut vaincu dans sa lutte contre les robes de soie. Les fards et les cheveux ornés de riches épingles le bravèrent insolemment. S'il avait connu la Bible, il se serait senti de cœur avec le prophète Isaïe, qui maudissait les filles de Sion parce qu'elles étaient devenues orgueilleuses et qu'elles s'avançaient la tête haute, lançant des regards, et qu'elles allaient à petits pas et faisaient sonner les anneaux de leurs pieds. Les filles du Japon étaient appuyées dans leur résistance par leur Directrice, une dame imposante que la faveur de l'Impératrice rendait inamovible. Et l'entourage suivait d'un œil amusé les péripéties de ce duel entre une vieille institutrice et un vieil homme de guerre.

Pour moi, j'admire que ce vieil homme, arrivé au terme des honneurs et chargé de gloire, ait apporté à ces fonctions toutes nouvelles, dont aucun détail ne lui semblait indigne de lui, la même ardeur et la même conscience que si la réussite de toute une longue vie avait dû en dépendre. Il servait aussi sérieusement son pays à la tête d'une école qu'au front des armées. L'Empereur l'en récompensa en lui confiant l'éducation de ses petits-enfans, et voulut aussi qu'il accompagnât, avec l'amiral Togo, le prince envoyé en Angleterre au couronnement du roi George. A son retour, il réunit ses élèves et leur raconta ses impressions. Il avait été très étonné, dans son séjour à la Cour de Roumanie, que le petit prince et les princesses de la famille royale se fussent présentés chez lui sans aucune espèce d'apparat; et, se tournant vers les trois princes impériaux, présens à sa causerie, il leur dit que le temps ne lui semblait pas venu pour eux d'imiter cet exemple, mais qu'il viendrait peut-être bientôt. Cela parut une grande hardiesse, que personne, même les réformateurs les plus radicaux, n'aurait osé se permettre à cette place et devant cet auditoire. Mais Nogi n'avait point conscience de son audace, car chacune de ses paroles lui était inspirée par l'amour de son souverain et de son pays.

Et l'Empereur mourut. Durant les quarante-cinq jours qui précédèrent les funérailles, on le vit chaque jour au Palais rendre ses hommages à la dépouille impériale; et, chaque nuit, il veilla le cercueil. Le reste du temps, il le passait chez lui en prières et en purifications. Il ne manifestait aucune tristesse particulière. Selon son habitude, il causait familièrement avec

les jeunes officiers qu'il rencontrait. Le matin du dernier jour, la comtesse l'accompagna dans sa visite au cercueil. Leur attitude n'éveilla point les soupçons. Mais ceux qui gardaient la porte remarquèrent qu'en s'en allant, le maréchal était singulièrement ému et que sa femme se cachait le visage sous son mouchoir. Il était rentré chez lui où il avait invité à déjeuner sa sœur, une vieille femme de soixante-treize ans. Il se montra à ce déjeuner d'une gaîté qui la surprit. Et ce qui la surprit davantage, ce fut l'attention qu'il apporta à la toilette de sa femme. Il lui donna même de la main deux ou trois petits coups sur le nœud de sa ceinture. Elle se retourna et lui sourit. Ils avaient prié un photographe de venir. Mais la lumière était mauvaise, et l'artiste, sans les avertir, enflamma un ruban de magnésium. L'explosion de lumière ne les fit broncher ni l'un ni l'autre. Vers quatre heures du soir, ils congédièrent leurs deux domestiques et montèrent dans leur chambre, une chambre nue comme toutes les chambres japonaises. A huit heures, le canon retentit. L'aide de camp et l'ordonnance du maréchal, inquiets du silence extraordinaire de la maison, frappèrent à la porte, puis l'enfoncèrent. Nogi en grand uniforme s'était ouvert le ventre et, n'ayant point de second pour lui trancher la tête, s'était percé la gorge. Sa femme, probablement après lui, s'était poignardée à deux reprises, sans que pourtant ses blessures fussent mortelles. Elle avait alors retiré le poignard de sa poitrine et, avec son doigt humide de sang, elle avait enfin trouvé la place du cœur. Mais il ne lui restait plus assez de force pour enfoncer le fer, et elle s'était laissée tomber sur la pointe. On croit communément que son mari ignorait sa résolution et qu'en tout cas il ne l'y poussa point.

L'enterrement eut lieu au bout de dix-huit jours. Jamais, depuis que le Japon était sorti des eaux, le convoi funèbre d'un simple sujet de l'Empereur n'avait attiré un pareil concours de peuple. Le cercueil du maréchal, posé sur un caisson, était traîné par des soldats; le cercueil de la comtesse le suivait dans une voiture attelée de chevaux. Une foule immense passa la nuit autour des deux fosses; et, encore aujourd'hui, dans le cimetière d'Aoyama, de la porte jusqu'à l'endroit où ils reposent, les marchands d'encens forment une chaîne ininterrompue.

Les grandes âmes sont rarement simples et peut-être moins qu'ailleurs au Japon, où la passion de la gloire revêt les formes

les plus raffinées de la modestie et du désintéressement. Il y a assurément dans le suicide de Nogi, comme dans presque tous les suicides samuraïques, et dans la manière dont il le prépara, et dans le choix de l'heure où il l'accomplit, et dans l'appel du photographe, quelque chose d'ostentatoire qui nous semble, à nous Européens, exclure l'idée d'une douleur irrésistible. Mais cette ostentation un peu théâtrale n'en est pas une pour les Japonais, qui n'y voient que de la décence et de la noblesse et qui, depuis des siècles, attachent au suicide ainsi compris un caractère de grandeur aristocratique et même d'obligation religieuse. La mort de l'Empereur fut moins la cause que l'occasion du *harakiri* de Nogi. Une de ses lettres écrites avant de mourir rappelait l'épisode de la guerre civile où il avait perdu le drapeau de son régiment. « De ce jour, disait-il, j'ai cherché la mort sans la rencontrer, et j'ai continué de vivre et de jouir des faveurs impériales imméritées. » Je n'ose pas dire qu'en se coupant les entrailles selon l'ancien rite, il réalisait un rêve de sa jeunesse, mais il en payait une malchance dont rien dans son âme n'avait recouvert le souvenir. Seulement, il la payait comme un homme qui, ayant engagé toute sa fortune lorsqu'elle était insignifiante, la verserait, une fois millionnaire, à son créancier. Il jetait dans la fosse ouverte non plus l'obscure destinée d'un jeune officier que le hasard a desservi, mais toutes les décorations, tous les honneurs, tout le prestige, toute la gloire d'un maréchal victorieux. Il ne pouvait pas ne pas en avoir conscience. Sa plus vive jouissance d'amour-propre, cette volupté d'orgueil que ses victoires lui avaient refusée, il l'a peut-être ressentie dans la petite chambre où il attendait le signal du canon funèbre, lorsqu'il se représentait l'étonnement du peuple à la nouvelle de sa mort, les millions d'êtres qui en frémiraient d'émotion, et la place que son suicide lui assurait dans l'immortalité impériale.

Beaucoup d'Européens jugèrent son acte insensé. Un certain nombre d'intellectuels japonais, qui eurent bien soin de se taire, l'estimèrent d'un archaïsme regrettable. Nul ne pensa qu'il eût voulu faire de sa mort une protestation contre les nouveautés où risquait de sombrer l'esprit de sacrifice des anciens *Samuraï*. On ne lui prêta aucune intention philosophique. Mais la portée de nos actes les plus graves ne se limite point à notre personne. Et le suicide du maréchal Nogi, qui semble exhumé des vieilles

annales romantiques, était, en un sens, plus actuel qu'il n'en avait l'air. Cette libation sanglante donnait un surcroît de vie à la divinité de l'Empereur.

IV. — UNE NOUVELLE RELIGION.

Depuis une quinzaine d'années, le Japon, s'il ne travaille pas précisément à se rejaponiser, s'est arrêté sur la pente de l'imitation européenne et s'y retient énergiquement à tout ce qu'il a pu trouver de plus vivace dans son passé. Les hommes qui le dirigent ont compris qu'après une révolution dont les conséquences presque immédiates avaient délié tous les citoyens de leurs obligations héréditaires, il importait de leur reconstituer un lien spirituel et, dans l'acception profonde du mot, une religion. Ils avaient bien une religion, ils en avaient même deux, mais l'une incapable de coopérer à l'unité nationale, et l'autre qui paraissait exténuée.

Le bouddhisme divisé en sectes, et chaque secte attendant toujours un réformateur qui ne vient pas, ne satisfait que les classes populaires, dont il entretient les superstitions, et quelques petits groupes d'étudians et d'étudiantes, d'hommes et de femmes du monde, qui se sont initiés à ses arcanes et qui, autant par mode que par besoin de silence, font autour de ses temples des retraites de méditation. Son pessimisme n'a aucune prise sur la classe bourgeoise. L'opinion publique s'en défie. La presse ne cesse de dénoncer les rapines et les débauches des bonzes. Les tribunaux sont à tout instant saisis d'un nouveau scandale. Cependant, le gouvernement ne le tracasse pas; il l'encourage même, chaque fois qu'une de ses sectes, stimulée par l'exemple du christianisme, essaye d'en imiter les œuvres. Le ministre de l'Instruction publique assiste à l'inauguration d'une université religieuse. Le ministre de la Justice non seulement admet dans les prisons les aumôniers bouddhistes, mais il offre l'encens au service annuel qu'ils célèbrent pour les âmes des prisonniers et les félicite de leur ouvrir ainsi la voie de la suprême illumination. Le ministre de l'Intérieur exprime à ses préfets le vœu que les assemblées populaires se tiennent de préférence près des temples. On fonde pour les hôpitaux une association d'infirmières bouddhistes sous le nom de *Aisomé Kwai* (Teinte d'Amour). Les employés des postes sont

invités à suivre des conférences bouddhiques qui les instruiront de leurs devoirs professionnels. Mais la faveur du gouvernement ne s'étend pas plus loin; et le bouddhisme est exclu des cérémonies nationales ou n'y paraît qu'à titre privé. Et, comme toutes ses tentatives de rajeunissement sont opposées à l'esprit qui l'a toujours animé, elles restent superficielles et à peu près inefficaces. Ses crises périodiques d'illuminisme n'ont d'autre effet que de mettre en marche des milliers et des milliers et encore des milliers de pèlerins. On lit dans les journaux que les battemens de mains ont crépité comme des feux d'artifice et que les offrandes ont résonné comme de la grêle. Mais il n'en retire aucune autorité sociale, et chacune de ses sectes peut chanter ces vers d'un vieux poème lyrique : *Le Bouddha du passé nous a quittés depuis longtemps; le Bouddha à venir n'a pas encore paru.*

Quant au shintoïsme, qui, dans ses petits temples primitifs et vides, divinise les ancêtres et l'Empereur, la religion bouddhique avait volé ce pauvre en lui dérobant son culte des morts et quelques-uns de ses héros les plus renommés, et elle l'avait réduit pendant des siècles au plus complet dénuement. Il couchait sur la paille avec ses emblèmes sacrés et ses myriades de dieux. La Restauration impériale aurait dû le relever. Mais le gouvernement, qui garantissait la liberté religieuse, commença par supprimer le « Ministère des Dieux » et déclara qu'il ne reconnaissait aucune religion particulière. Il retint seulement du shintoïsme son enseignement patriotique, c'est-à-dire la soumission aux volontés de l'Empereur, descendant du Soleil. Les prêtres shintoïstes en furent officiellement chargés. Mais, en 1884, il abolit ces fonctions, et le *Kannushi* ne fut plus qu'un préposé à des cérémonies purement civiles.

On en était là lorsqu'une réaction naturelle se produisit contre les modes de l'Europe et que le Japon, plus conscient de sa force, s'affranchit d'une admiration qui allait lui peser comme une servitude. Mais les idées qu'il nous avait empruntées n'en continuaient pas moins d'agir en lui, et, entre autres, la notion, toute nouvelle en Extrême-Orient, d'une morale imposée par des dogmes précis. Le gouvernement en sentit le besoin, et, dans ces quinze dernières années, il a presque réalisé le chef-d'œuvre d'organiser une religion nationale.

Un de mes premiers étonnemens fut d'entendre parler

communément autour de moi du *Bushido*. C'était le Bushido qui avait façonné l'âme japonaise. La grâce du Bushido avait opéré sur les champs de bataille de Mandchourie. Les cartes de visite que les pèlerins déposent toujours sur les tombes des quarante-sept Ronins attestaient la vitalité du Bushido. Le mot signifie *Voie du guerrier*. J'avais beau fouiller dans ma mémoire : il m'était impossible de l'y retrouver. Il paraît en effet qu'avant 1900, personne ne l'employait et qu'on ne le rencontre dans aucun dictionnaire japonais. Il est vrai qu'aucun dictionnaire français ne porte jusqu'à la même date le terme de *nationalisme*. Mais le Bushido n'est pas seulement un réveil du sentiment national sous la menace des influences étrangères. C'est tout à la fois, comme les Tables de Moïse, une théologie et un code de morale; et c'est aussi le plus grand effort qu'ait fait le Japon pour opposer aux nations européennes une institution religieuse analogue aux leurs et qui prouvât sa supériorité morale. Rien n'est nouveau dans cette nouvelle religion que la manière dont elle se présente et dont elle s'impose.

Le dogme fondamental en est tiré du shintoïsme. Il remplit la première page du premier livre d'histoire des écoles primaires. J'ai eu la curiosité de comparer les éditions d'il y a quinze ans avec celles d'aujourd'hui. Le style, m'a-t-on dit, en a baissé d'un ton; le récit est légèrement simplifié, mais les faits sont les mêmes. « *L'ancêtre de Sa Majesté est Tensho Daijin ou Amaterasu O Mi Kami, et ses vertus étaient aussi hautes et répandues que les rayons du soleil. Daijin gu est le temple où nous honorons notre Ancêtre, à Isé. Le Japon a été d'abord gouverné par le prince Ninigi no Mikoto, petit-fils d'Amaterasu. Avant qu'il devienne l'empereur du Japon, sa grand'mère lui dit : « Ce pays est la terre où nos descendans doivent régner; vous allez le gouverner, et votre puissance impériale durera aussi longtemps que les astres et le monde. » C'est sur ces mots que notre Empire est fondé. Et la grand'mère donna à son petit-fils le miroir, le sabre et la pierre précieuse : telle est l'origine de nos trois trésors sacrés... Nous appelons cette première période de notre histoire l'Époque des Dieux...* » On insiste peu sur cette période mythologique. On en a même diminué le nombre des empereurs, et l'on arrive tout de suite au fondateur historique de la dynastie, Jimmu Tenno, dont le couronnement eut lieu le 11 février 660 avant Jésus-Christ.

Donc l'Empereur est le dieu visible et présent. Les progrès de son peuple émanent de sa divinité. Les libertés constitutionnelles qu'il lui accorde ne sont que des présens auxquels ses sujets n'avaient aucun droit. Et les rescrits impériaux constituent l'évangile du Japon moderne. Celui de 1890 est un des plus commentés : « *Nos ancêtres ont fondé cet Empire sur un magnifique et vaste plan; ils ont établi leurs vertus sur des bases solides et profondes; et nos nombreux sujets, loyaux envers leur souverain et pleins de respect pour leurs parens, ont montré dans chaque génération le beau spectacle de l'union la plus parfaite. Tels sont les principes essentiels de notre Constitution nationale. Tel doit être aussi le fondement de notre éducation. Vous donc, Nos sujets, soyez soumis à vos parens, affectueux pour vos frères, aimez-vous entre époux et soyez fidèles à vos amis. Que tout en vous respire la dignité et la modestie... Instruisez-vous et appliquez-vous au travail afin d'élever votre intelligence et de développer vos facultés morales.* »

Ils ont évidemment peu à faire, car, en même temps qu'Amaterasu donnait à son fils l'investiture de l'Empire sur les îles du Japon, l'âme japonaise éclose à sa lumière reconnaissait le symbole de ses vertus naturelles dans les trois trésors sacrés : la pierre précieuse symbolise en effet la compassion et l'humanité; le miroir, la pureté et la droiture; le sabre, la décision et le courage. Ainsi le Bushido remonte à l'âge des dieux. Le guerrier japonais, le *Bushi*, est avant tout shintoïste. Ses plus belles qualités se ramènent à la simplicité de l'esprit et du cœur. Il obéit au souverain; il vénère ses ancêtres; il a une horreur insurmontable pour tout ce qui est tortueux et louche. Il n'a pris aux religions ou aux philosophies étrangères que ce qui lui révélait à lui-même ses généreux instincts. Il aurait inventé la doctrine de Confucius s'il ne l'avait trouvée en lui. Les enseignemens du bouddhisme n'ont fait que mettre en valeur sa résignation à l'inévitable, sa patience, sa politesse, son mépris de la mort. Tel a été, tel est, tel doit être l'homme japonais. La morale du Bushido complète le shintoïsme, mais sans avouer qu'il avait besoin d'être complété. Elle y introduit par un détour ingénieux les règles du confucianisme et quelques-unes des vertus bouddhiques. Elle se suspend au dogme de la divinité impériale comme si elle en dépendait.

Dès 1901, les conférences et les livres la propagèrent à travers le pays. Ce fut une sorte de préparation mystique à la guerre. On l'illustrait par des exemples tirés de la légende ou de l'histoire et habilement dénaturés. Le dévouement féodal au prince se convertissait en dévouement à l'empereur. Toutes les images de vengeances, de suicides, de meurtres héroïques, d'abnégations sublimes, qui défraient le théâtre populaire, repassaient sous les yeux du peuple, non plus comme un divertissement, mais comme un sujet d'édification. L'effet en fut admirable. A Port-Arthur, un régiment refusait de marcher; on lui lut un rescrit impérial : il se rua à la mort. Le Bushido électrisait les troupes. Plutôt que de se rendre, tous les soldats d'un transport, le *Hitachi-Maru*, surpris par l'ennemi, s'ouvrirent le ventre en criant le nom de l'empereur. Ce fut sur les vertus de l'empereur et de ses divins ancêtres que l'on reporta l'honneur des grandes victoires. A chaque nouveau succès, un envoyé impérial partait pour le temple d'Isé et déposait devant l'autel de la déesse du Soleil les hommages reconnaissans de son petit-fils. Comme naguère les canons pris aux Chinois, les canons pris aux Russes furent répartis dans les temples shintoïstes. Jamais tant de gloire n'avait rejailli sur leur toit de chaume. Au temple de Yasukumi, à Tokyo, ou *Temple de l'Invocation des âmes*, élevé en 1869 pour les défenseurs de la cause impériale, le gouvernement fit célébrer des cérémonies émouvantes en l'honneur des soldats tombés à l'ennemi. On allumait, dans ses beaux jardins de pruniers et de cerisiers, des feux qui ne mouraient qu'au lever du jour, car les âmes des braves descendent du ciel avec les ombres de la nuit. On leur offrait des tables de bois blanc, chargées de gâteaux, de poissons et d'herbes. Le prêtre chantait sa longue mélopée, puis il prenait sur l'autel la pierre précieuse où étaient venues se poser les âmes, et allait l'enfermer dans un tabernacle que les fidèles adoraient.

Loin de se ralentir, le mouvement s'accentua au lendemain de la guerre. Le traité de paix avait été pour le peuple une déception cruelle, et, bien qu'il n'en accusât que ses diplomates, on jugea plus nécessaire que jamais d'entretenir en lui cette religion du Bushido, qui interdit aux mécontentemens de franchir le cercle des ministres et des conseillers du Trône et de s'élever jusqu'à l'empereur. On l'intronisa dans les écoles

où le portrait du souverain tient à peu près la même place que jadis dans les nôtres le crucifix. On exhorta les prêtres shintoïstes à la prêcher dans les familles, puisqu'ils sont les seuls ministres de religion en concordance parfaite avec les enseignemens des rescrits impériaux. Les grands enterremens furent remis à leurs soins. Et la bureaucratie, de plus en plus forte, devint une sorte de clergé impérial. Au contraire des hommes de la Restauration, qui avaient trop laïcisé le shintoïsme, ceux d'aujourd'hui travaillent à lui rendre son caractère religieux. Il y a près du parc de Hibya, au centre de Tokyo, un temple shintoïste où maintenant il est de mode dans la haute société de venir se marier. Or, si l'on trouve bien à l'origine du mariage japonais un rite religieux, mais un rite purement domestique, depuis très longtemps les unions n'étaient que de simples contrats civils. Jamais on n'avait eu l'idée de les sanctifier devant les emblèmes du shintoïsme et de la divinité impériale. Imitation européenne à coup sûr, mais où les Japonais prennent surtout ce qui peut affermir le fondement mystique de l'autorité du souverain.

Une des préoccupations les plus constantes du gouvernement et des promoteurs du Bushido est d'atténuer entre l'ancien Japon et le Japon moderne un contraste susceptible d'inspirer des doutes sur l'omnipotence et l'omniscience du Mikado. On ne néglige rien pour donner au peuple l'illusion que rien n'a changé. Dans un livre de lecture populaire, publié en 1910, le comte Okuma inscrivait, en tête de chaque chapitre, une poésie de l'empereur conçue à cette intention : « *C'est en méditant les anciens exemples*, dit l'auguste poète, *que je dois gouverner l'Empire renouvelé*. Et encore : *Mon seul désir est que les lois nouvelles ne dérogent pas aux antiques lois des dieux.* Cet état d'esprit s'accuse quelquefois d'une façon assez déconcertante. Au mois de juillet 1910, la ville de Yokohama, désirant fêter le cinquantenaire de l'ouverture du port aux étrangers, inaugurait la statue du ministre d'un des derniers Shogun, qui, en 1858, sans en référer au fantôme impérial, sous la pression des circonstances, épargna à son pays de graves mécomptes en traitant avec les Européens, et qui, bientôt frappé par les Samuraï du prince de Mito, avait payé de sa vie son courage et sa clairvoyance. Le gouvernement se fit à peine représenter à cette inauguration. Mais, quelques jours plus tard, on fêta les

meurtriers. Le président de la Chambre, les Altesses, les princes, l'état-major visitèrent en grande pompe leurs reliques, et l'empereur encouragea d'un don de cent *yen* leur exaltation. Ce n'était point une manifestation dirigée contre les Européens, ni même contre la politique shogunale, que l'empereur restauré avait reprise et continuée, — car les traités signés restèrent en vigueur trente ans, — mais contre un régime qui avait rabaissé la majesté impériale. On comprend maintenant toute l'actualité du suicide de Nogi et comment il s'encadrait favorablement dans la prédication du Bushido.

Cette nouvelle religion ne rencontre aucune résistance ouverte. « Je n'aime pas ces formes administratives de la tradition, » me disait un professeur de l'Université. Un autre, qui me parlait du Bushido enseigné dans les écoles, lui reprochait de mettre en formules scientifiques la sensibilité japonaise. (Ce qu'il appelait des formules scientifiques, nous l'appellerions plutôt des dogmes.) Mais, en somme, elle ne gêne que l'esprit critique qui n'est pas très développé au Japon. Les historiens sont tenus d'accepter, sous peine de sacrilège, des dates fabuleuses, comme celle du couronnement de Jimmu Tenno, en 660 avant Jésus-Christ, quand jusqu'au v[e] siècle de notre ère il est impossible de trouver la moindre preuve de l'existence d'une monarchie japonaise. Les historiens et les moralistes sont également tenus de supposer que les Japonais ont toujours pratiqué envers leur souverain un loyalisme inconnu dans les autres pays, quand les annales du Japon sont pleines d'insurrections féodales et d'empereurs méprisés, déposés, fugitifs ou réduits à la misère. Il y en eut même d'assassinés : un très sûrement et un autre très probablement, à la veille de la Restauration. Mais enfin les injures que ces monarques eurent à supporter sont moins remarquables que la continuité ininterrompue de leur règne. Si le Bushido n'est pas tout à fait une fiction, il a le tort de s'appuyer sur des fictions et de se solidariser avec des légendes dont il est trop facile de prouver la vanité. Il a le grand tort d'élever autour de l'histoire officielle le même enclos que le shintoïsme autour de ses cérémonies funèbres. Ces barrières peuvent être faites de bambous verts qui symbolisent la pureté de l'intention; elles n'en sont pas moins des barrières hostiles à la pensée et n'enferment que des ombres et des simulacres.

Je crois qu'en général les jeunes gens répugnent au Bushido. Mais la plupart entreront dans les services administratifs, et, par reconnaissance pour la force qu'il leur prête, ils s'en feront les soutiens. Et puis il ne faut pas s'imaginer que les idées, même modernisées, aient au Japon les mêmes arêtes vives que chez nous. Les mots par lesquels nous sommes bien obligés de les traduire, dieu, foi, religion, culte, leur donnent une figure qui produit une impression analogue à celle des paysages japonais dans la peinture européenne, quand on est habitué à la peinture japonaise : ce n'est plus cela. Les conséquences rigoureuses du Bushido rendraient impossible la vie des officiers et des fonctionnaires convertis au christianisme. L'ancien recteur de l'Université de Tokyo faisait preuve de logique, lorsqu'il déclarait que la constitution nationale ne permettait pas de placer au-dessus de l'Empereur et de ses ancêtres le Dieu des chrétiens, et lorsqu'il déplorait que deux cent mille Japonais se fussent mis en opposition avec la loi fondamentale de leur pays. Ces deux cent mille Japonais vivent cependant, non sans quelques tracasseries, mais sans persécution. La religion du Bushido n'empêche pas plus les fureurs de la politique. On n'attaque jamais l'Empereur ; mais on attaque ses conseillers et ses ministres. Les rescrits sont sacro-saints ; mais l'interprétation en reste libre. L'Empereur recommande-t-il à ses sujets l'économie et la simplicité dans les mœurs et dans les vêtemens? On accueille son message avec vénération; mais ceux dont il blesse les intérêts ou les goûts se tournent vers le premier ministre et le blâment âprement d'avoir sollicité ce nouveau rescrit ou de ne pas avoir su l'expliquer. La presse japonaise est une des plus indépendantes du monde. Le gouvernement ne la subventionne pas, et le Japonais écrit beaucoup plus sincèrement qu'il ne parle. L'écritoire lui communique la même franchise que ses petites tasses d'eau-de-vie de riz. Le fonctionnaire, oui, le haut fonctionnaire qui dans ses entretiens ne se départira pas d'une étrange circonspection, le pinceau à la main, critiquera le gouvernement sur le ton le plus agressif.

Ce sera d'ailleurs au nom du Bushido. C'est au nom du Bushido que les hommes politiques, les ministres, les états-majors, les bureaucrates seront violemment pris à partie. C'est au nom du Bushido qu'auront lieu des soulèvemens populaires qui feraient croire à une révolution prochaine. Dans les pre-

miers mois de 1914, le Japon fut bouleversé par un scandale d'origine allemande dont presque toute l'administration de la marine était éclaboussée. Le ministère qui voulut tenir le coup ameuta le peuple contre lui. Le syndicat de la presse résolut d'en appeler à l'Empereur; et, cet appel n'ayant eu aucun résultat, l'opposition parlementaire décida d'envoyer au temple d'Isé des délégués qui présenteraient une protestation motivée à la déesse du Soleil, aïeule de la lignée impériale. La même délégation se rendrait ensuite au tombeau du père de Sa Majesté, près de Kyôto. Avant qu'elle fût partie, le ministère avait donné sa démission. Ce geste des représentans de la nation, qui se tournent vers le Soleil et qui le font juge des noirs desseins ourdis autour de son petit-fils, ne manquerait pas d'une certaine grandeur, s'il ne fallait tenir compte du goût des Japonais pour les attitudes théâtrales et du désir des parlementaires d'impressionner la foule. Mais le moyen qu'ils employaient n'est pas à la portée des parlemens de toutes les monarchies constitutionnelles; et il prouve chez cette foule la solidité d'une croyance dont je n'étais pas le seul à penser jadis que les idées européennes l'avaient mortellement atteinte. J'écrivais en 1902 : « Autant que j'en puis juger, la Restauration impériale aboutirait à l'idée consciente de la patrie moderne : loin de s'en trouver fortifiée, la fidélité à l'Empereur se dissoudrait dans un patriotisme plus large, mais qui, pour la sécurité du pays, gagnerait à s'y condenser. » Il semble s'y condenser de plus en plus. Et c'est tout le Bushido.

Il arrive quelquefois que les idées et les sentimens, comme les êtres et les plantes, ne paraissent jamais plus vivaces et plus beaux qu'à la veille de décliner et de mourir. Sommes-nous en présence d'une vieille tradition manufacturée, galvanisée et qui jette un suprême éclat, ou d'une foi rajeunie, plus profonde et qui aurait puisé jusque dans les toxiques européens une énergie nouvelle? Le Bushido a pour lui des prodiges d'héroïsme et la gloire des champs de bataille et l'orgueil national. Il a contre lui toutes les importations étrangères... Je m'arrête. S'il y a des rats dans ma maison, c'est assez qu'il y en ait : je ne veux pas qu'ils rient.

André Bellessort.

LA FLAMME
QUI NE DOIT PAS S'ÉTEINDRE

II[1]

OÙ ELLE DURE, OÙ ELLE BAISSE

Au début de 1914, une statistique officielle a fait connaître en détail combien la France a de foyers et d'enfans (2). Ses constatations se résument ainsi. Les gens mariés sont au nombre de 12 millions et demi. Parmi eux, près de 2 millions n'ont pas d'enfans, 3 millions ont un seul enfant, plus de 2 millions n'ont que deux enfans, 4 millions ont trois enfans ou davantage. Donc, à peu près deux tiers des ménages laissent diminuer la race et un tiers seulement travaille à la multiplier.

Dans quelles parties du pays et du peuple les familles ont-elles maintenu ou amoindri leur fécondité? Quelles sont les causes de cette persévérance ou de ce déclin?

Au temps où la loi religieuse était la maîtresse des sociétés, rien ne prouva plus sa puissance que la soumission universelle

(1) Voyez la *Revue* du 15 novembre.

(2) Statistique des familles en France : 1 800 000, pas d'enfans; — 2 900 000, 1 enfant; — 2 600 000, 2 enfans; — 1 600 000, 3 enfans; — 987 000, 4 enfans; — 566 000, 5 enfans; — 327 000, 6 enfans; — 183 000, 7 enfans; — 95 000, 8 enfans; — 45 000, 9 enfans; — 20 000, 10 enfans; — 8 000, 11 enfans; — 3 500, 12 enfans; — 1 500, 13 enfans; — 500, 14 enfans; — 249, 15 enfans; — 79, 16 enfans; — 34, 17 enfans; — 45, 18 enfans et plus.

au précepte de croître et de multiplier. Malgré l'inégalité des sacrifices imposés par lui au grand seigneur, au riche bourgeois, au paysan dont tout l'avoir était une pauvre lande, à l'ouvrier propriétaire seulement de ses outils, la prodigalité des naissances, la poussée de la race étaient partout égales (1). Aujourd'hui, l'on se flatte d'avoir supprimé les classes et fondu leur hiérarchie en une seule masse; elles se distinguent, et de plus en plus, par leur très inégal souci de se perpétuer. Constatons les différences de la fécondité familiale dans les multiples sociétés qui forment la société française.

A tout seigneur, tout honneur : préséance est due à notre noblesse. Élite de notre passé et tenue parfois pour morte comme lui, elle prouve qu'elle vit toujours, en enfantant de l'avenir. Son culte même du passé la préserve des déshérences; elle estime qu'il n'y a jamais trop de successeurs à la gloire d'un nom. Trois ou quatre enfans sont l'habitude et comme le droit commun pour ces familles, et le nombre s'élève fort au-dessus dans la plupart de celles qui partagent entre leurs rejetons l'honneur d'une ascendance illustre (2). Malgré les révolutions qui bouleversèrent ses privilèges, elle est restée la première dans la défense de la patrie par la multiplication de la race. C'est pour avoir donné le sang des naissances généreuses qu'elle peut donner le sang des trépas héroïques. Elle a son vivant symbole dans ce Castelnau, marquis de naissance, guerrier par vocation, chef de famille par devoir, qui défend son pays en grand général, et, père de onze enfans, a sacrifié à la France trois fils, soldats comme lui.

Ne rien calculer chichement est une élégance de la noblesse française. Elle tient le compte de ses enfans, comme on lui reproche parfois de tenir ses autres comptes : elle ne les arrête pas. Cette générosité lui est d'ailleurs facile, parce que son opulence a encore de beaux restes échappés aux confiscations.

(1) « En parcourant les censiers et autres registres du XIVe siècle, on est frappé de la multitude des personnes qui y sont nommées dans chaque paroisse. On y remarque que chaque famille renferme beaucoup d'enfans. » Léopold Delisle, *Étude sur la condition de la classe agricole en Normandie au moyen âge*, p. 174.

(2) On trouve, par exemple, des Harcourt avec dix enfans, des Broglie avec huit enfans, des Vogüé avec sept, des Auerstaëdt, des Murat, des Charette avec dix; des Dampierre, des Dreux-Brézé, des Luynes avec six; des Maillé, des Rougé, des Polignac, des Gontaut avec sept; des Lur-Saluces et des Segonzac avec huit; des Vibraye et des La Rochette avec douze; des Courson avec quatorze.

Surtout, la fortune, qui pour tant de gens est tout, est moins pour ceux de naissance. Leur principale fierté leur vient des services rendus par leurs pères à nos pères, et ils ne tiennent pas pour égaux les services que les contemporains se rendent à eux-mêmes en devenant riches. Par cette préséance de l'honneur sur l'argent, ils exercent encore un office public, maintiennent dans un monde trop gouverné par la matière un idéal, et cet idéal s'impose même aux parvenus qui, fortune faite, croient gagner encore, s'ils associent la grasse dot de leur fille au titre nu d'un gentilhomme. Les chances de ces rencontres aident la noblesse à multiplier ses enfans, mais ne lui sont pas indispensables. Dans cette société où chacun a son rang fixé non par l'importance du train qu'il mène, mais par l'éclat des souvenirs qu'il perpétue, les mariages désintéressés sont moins rares qu'ailleurs. C'est encore une aristocratie de tenir pour secondaire la médiocrité des fortunes quand s'unit l'honneur des noms et d'estimer plus intact le blason dédoré par les siècles que redoré trop à neuf. Là aussi l'avenir des enfans, lorsqu'il n'est pas assuré par les ressources de la famille, est pris en souci par le bon vouloir de la caste. On les aide à se produire, on met en jour opportun leurs mérites, on leur prépare les conjonctures utiles, on fait de leur succès une œuvre commune. La solidarité, proclamée comme le nom nouveau d'une vertu nouvelle au service des foules nouvelles, n'existe guère de nos jours qu'entre les plus anciens survivans du passé.

A ces causes adjuvantes s'ajoute la principale : la foi religieuse. Le catholicisme n'est pas seulement la plus sévère des vieilles modes que la noblesse met une coquetterie grave à ne pas abandonner. Il a été le maître des temps aimés par elle, et le respect qu'elle garde à chacune de leurs institutions la tient plus attachée encore à leur commun inspirateur. Il fut tout ensemble la synthèse d'un ordre humain et la révélation d'un ordre surhumain, et il est resté pour elle, même depuis qu'il a cessé d'être la loi de la société changeante, la loi de la vie qui ne finit pas.

A juger d'après les manifestations et le langage, cette foi serait également forte chez tous ceux de cette origine. Leur éducation de bonne compagnie répugne au scepticisme agressif, à l'incrédulité tapageuse, et leur esprit de corps impose silence à l'esprit de controverse. Pourtant, cette société n'est pas si close que n'y pénètre l'atmosphère ambiante, et sa vieillesse se

perpétue par des générations nouvelles qui sont de leur temps. Elle a de jeunes couples que déçoit la monotonie des mœurs traditionnelles et qui s'évadent doucement des demeures ancestrales pour rejoindre la vie. Sous le titre commun de catholiques, la noblesse a deux sortes de pratiquans : ceux de l'étroite et ceux de la large observance. Pour les uns, la foi est assez profonde pour qu'ils vivent et se meuvent en elle comme en une atmosphère ; leur fidélité à Dieu se répand dans leur attachement à tous leurs devoirs ; la différence de leurs destinées s'efface dans la similitude de leur discipline morale, et la paix de leur âme. Les autres, qu'on a peine à suivre de plaisirs en plaisirs, et dont la fièvre trépidante court au bonheur par l'instabilité, conservent dans cette instabilité la tradition des gestes chrétiens. Ils cèdent le pas au prêtre, font maigre sans difficulté, et le dimanche ne manquent point volontiers la messe où ils sont vus de leurs amis et les voient. Mais il leur suffit de ne pas rompre avec Dieu ; ils s'en tiennent avec lui à ces visites, et permettent aux vanités mondaines d'envahir le bref instant où ils sont en face de l'infini. Villégiatures, voyages, théâtres, chasses, raffinemens et luxes ne respectent ni cette économie des dépenses, ni ce repos du corps, ni cette retraite de l'âme, qui sont nécessaires à la fondation des familles. Et la fécondité des foyers est en rapport avec l'énergie de la foi. Ceux qui se laissent gagner le plus au désir de « vivre leur vie » sont ceux qui la transmettent le moins. Ceux qui ont fait en eux assez de silence pour entendre la voix intérieure et lui obéir quand elle leur ordonne de diminuer autour d'eux, par leurs largesses d'argent, de conseils et de bienveillance, la misère et l'abandon et de s'enrichir eux-mêmes par leurs économies de médisance, de paresse et d'injustice, ne marchandent pas davantage à Dieu l'accroissement de leur famille.

C'est d'ailleurs dans la noblesse que la fécondité, même où elle a fléchi, se rétablira le plus aisément. Pour les moins pieux, le catholicisme est un ami négligé, non un adversaire, et l'intelligence historique des intérêts généraux prépare cette classe à consentir les réformes nécessaires à la nation. Mais cette classe, fût-ce par un effort unanime, fournirait à la natalité le plus faible contingent. A la fin de l'ancien Régime, elle ne dépassait guère 400 000 personnes. Depuis, une partie de ses plus anciennes familles se sont éteintes; et tout

augmentée soit-elle de recrues récentes par la libéralité fiscale des chancelleries étrangères qui improvisent des titres, argent comptant, et par l'initiative des autodidactes qui s'anoblissaient à meilleur compte, de leur propre chef, cette classe ne compte point par le nombre. Et bien que demeurée le plus semblable à elle-même, ce n'est pas davantage à elle qu'appartient l'influence. La passivité de la masse attend d'ailleurs la pensée et l'impulsion.

La puissance d'initiative appartient à la classe moyenne. La bourgeoisie se recrute de ceux qui prétendent améliorer leur sort. Des bas-fonds du prolétariat, jusqu'aux sommets du pouvoir, et de la richesse, elle est l'armée de ceux qui montent. L'ascension même rompt toute homogénéité entre l'allure de ces marcheurs, et leur effort les disperse entre les diverses altitudes auxquelles ils sont parvenus. A mesure qu'ils s'élèvent, ils ont davantage le sort qu'ils désirent, et ils deviennent une autre aristocratie gardienne du présent, comme la noblesse est gardienne du passé. Entre la noblesse et la bourgeoisie s'étend une région indivise où elles mêlent leurs sympathies d'opinions, leurs rapports de société, leurs alliances de famille. Déjà, sous l'Ancien Régime, les grands bourgeois se muaient en petits gentilshommes, et il se faisait entre les familles dont les tâches illustres avaient usé les ressources et les familles où le sang était plus pauvre mais la bourse plus pleine, des nivellemens compensateurs. Dans cet échange, devenu plus habituel de nos jours, ont subsisté les caractères qui distinguent ceux de chaque origine.

La bourgeoisie est maintenue dans le culte de la famille par une discipline de plus que la noblesse. Celle-ci, déshabituée d'abord du travail par nos rois, qui la dépossédaient de son rôle par crainte de son indépendance, a été, depuis nos révolutions, presque réduite par les intolérances ou les tares de la politique, aux vertus de l'oisiveté. Ceux qui, dans les campagnes où ils s'isolent, ne s'occupent pas de s'appauvrir par un reste de patronat, se réunissent dans les villes où ils mettent en commun les élégances de leur air, de leurs habitudes, de leur goût. Cette défaveur du destin, en les conviant à n'être pour la société qu'une parure, les prédispose aux coûteuses superfluités qu'on est tenté de compenser par des épargnes sur les naissances. Le travail est au contraire la puissance édifica-

trice, la vertu fondamentale de la bourgeoisie. S'il a rendu les hommes de labeur inégaux en grâces légères aux hommes d'élégance, il les a utilement alourdis du lest qui manque à l'existence vide, il leur a imposé une règle inconciliable avec les dissipations, il leur a rendu plus précieuses les joies toutes proches et reposantes de la famille, il leur a appris un sage orgueil. Ils ont sous les yeux les résultats de leurs efforts, les concurrences des entreprises rivales, l'esprit de conservation les sollicite, pour défendre leur fortune, de développer leurs affaires et, pour développer leurs affaires, de se choisir des collaborateurs. Lesquels sont les plus sûrs, les plus avertis de tout ce qu'il faut connaître et ne pas répandre, les plus inséparables de l'entreprise, sinon les enfans de celui qui dirige l'œuvre à continuer? Les chefs des grandes industries assurent donc, par l'abondance de leurs familles, l'avenir de leurs affaires. Ceux-là trouvent un accroissement de richesse à l'accomplissement de leur devoir paternel. Mais qu'on ne dise pas : leur fécondité n'est qu'un bon placement, car d'autres, ayant les mêmes intérêts sans avoir la même foi, ont moins d'enfans. Pour collaborateurs, ceux-là préfèrent des étrangers qu'ils s'adjoignent au moment précis où ils en ont besoin et dont ils ne payent pas le concours par delà l'heure où il est utile. Ils se libèrent des coûteuses peines qu'il faut pour transformer des fils en auxiliaires efficaces, ils s'épargnent l'embarras des déceptions qui sont parfois le paiement des pères; ils augmentent les commodités ou le faste de leur existence; moins ils sont pères de famille, plus ils prodiguent en fils de famille leurs placemens et leur dissipation. Dans la bourgeoisie, les fondateurs de grands foyers obéissent avant tout à ce qu'ils tiennent pour un précepte absolu de morale, et ils conforment leurs actes à leur croyance.

Ces vérités eurent un jour les honneurs de la séance à l'Académie française. Un philosophe qui s'était fait pardonner grâce au rire de son esprit le sérieux de sa pensée, Labiche, succédait, le 25 novembre 1880, à Sylvestre de Sacy. Arrière-petit-fils d'un notaire royal qui avait minuté sous Louis XIV, parent du Lemaître de Sacy qui fut de Port-Royal, fils de cet Antoine-Sylvestre que sa science de l'ancien Orient fit baron de l'Empire, Samuel-Sylvestre de Sacy était devenu l'un des quarante. Labiche loua cette famille qui, sous son double

visage de vieille bourgeoisie et de jeune noblesse, gardait les mêmes traits; cette hérédité du travail qui avait préparé l'hérédité des honneurs; ce culte de la vie domestique et des solennités intimes où le lettré s'entoure des siens comme un patriarche; cette vaste table autour de laquelle, quand ils sont seuls, ils sont trente-deux; cette vocation ancestrale du père qui, en pleine défaite de 1870, écrit à ses fils et à ses filles : « Ayez autant d'enfans que vous le pourrez ; » cette existence sans fièvre d'un sage, persuadé qu' « où Dieu nous veut est pour nous le devoir »; cette mort sans crainte, « car il était chrétien (1). » Le père de l'académicien avait huit enfans; l'académicien quatre; un de ses fils huit et parmi eux deux filles dont l'une avait quatorze enfans et l'autre huit.

Que la religion du travail, de la foi et de la famille s'attirent, s'unissent et se fortifient l'une par l'autre, il n'est pas besoin pour l'établir de le proclamer sous la Coupole. Les grandes vérités font leurs preuves par des serviteurs inconnus et des témoins obscurs. L'existence la moins publique est sue de ses voisins, la plus retirée est un observatoire d'où l'on a au moins quelques vues des environs, et c'est grâce aux informations courtes de spectateurs sincères en leurs récits, qu'on parvient, à l'aide de fragmens ajoutés, à la connaissance de l'univers. Par cette méthode chacun de ceux que la famille intéresse, s'il regarde et s'informe, retrouvera partout la même loi de formation et de développement. A cet examen l'on ne saurait ajouter ici que le rappel de quelques faits.

Pendant plus de trente années et jusqu'à la fin du XIXe siècle, un infatigable soutien du catholicisme, par les œuvres, la politique et la parole, fut Charles Chesnelong. Il prêchait aussi d'exemple, et avait eu neuf enfans. Tandis qu'un de ses fils et une de ses filles se consacraient à Dieu, les autres perpétuèrent la race. Et, de cette race, douze, aujourd'hui, avec leur dévouement de femmes ou leur courage d'hommes, défendent la France ou sont morts pour elle.

Quiconque n'est pas étranger aux difficultés sociales de notre temps sait que leur principal remède est l'association. Sous le nom de syndicats elle s'est assuré peu à peu une place où elle étouffe encore dans la prison de la loi, mais en fait cra-

(1) Discours de M. Labiche à l'Académie française, le 25 novembre 1880.

quer les étroitesses, et prépare une délivrance à tous. Les ouvriers ont été les premiers et les mieux servis : les plus délaissés, les femmes et les paysans, ont reçu pourtant un double service signé d'un même nom et qui mérite la même gratitude au frère et à la sœur. A Paris, les professions qui emploient l'intelligence et l'habileté des femmes sont groupées, les intérêts des ouvrières soutenus, leurs chômages réduits, leurs mœurs sauvegardées, et la monotonie de leur solitude dissoute dans la douceur d'une communauté affectueuse : rue de l'Abbaye, un pauvre local semble trop exigu pour contenir tous ces bienfaits, ils tiennent dans un asile bien plus petit encore, dans la main de « Sœur Milcent, » fille de la Charité. Ces autres ouvriers qui, dans toute la France, exercent le plus nécessaire, le plus sain, le plus libre, le plus noble et le plus méconnu des métiers, doivent à Louis Milcent la méthode et la pratique des groupemens ruraux, et la Société des Agriculteurs de France, par la place qu'elle a faite parmi ses dirigeans à cet homme de doctrine et d'action pour récompenser cette propagande, l'a aidé à la répandre. Où le frère et la sœur ont-ils puisé leur vocation? Dans l'existence traditionnelle d'une famille terrienne. Elle a gardé dans la Manche son ancien et vaste berceau; la mise en valeur de ce domaine exige la collaboration d'activités nombreuses et rend utiles à ses possesseurs les forces associées dont la plus parfaite est la famille. Le dernier chef de la lignée établie là, M. Ernest Milcent, a eu cinq filles et sept fils. Deux ont été tués à l'ennemi, quatre servent encore, un attend l'âge de combattre; des filles, deux sont religieuses, une est mariée, et deux remplacent dans le gouvernement du domaine leurs frères devenus soldats.

Un autre serviteur de la réforme sociale a obtenu une notoriété assez bruyante qui pourtant ne lui fit pas justice. En Léon Harmel le gros du public voyait surtout l'originalité des bonnes intentions : on s'intéressait avec une sympathie amusée et sceptique à cet industriel qui s'était établi en pleine campagne, à ce centre d'affaires qui s'appelait le Val des Bois, à cette usine close et recueillie comme un cloître, à cette volonté de réconcilier les prolétaires avec l'existence en leur rendant accessible et stable la douceur du foyer, à ce chef d'ouvriers qu'ils appelaient « le Bon Père, » qui les menait en pèlerinage à Rome, et se jugeait payé de tout par une bénédiction du Pape.

Or le Pape, meilleur juge que les plaisans, honorait de ses accueils empressés et tendres un des efforts les plus complets, les plus hardis, les plus prévoyans qu'ait inspirés dans la société contemporaine le culte de la famille. Léon Harmel avait eu huit enfans, un de ses fils et l'un de ses gendres aussi huit (1). Et parce qu'il tenait la famille pour un bienfait, il le voulait assurer non seulement aux siens, mais aux ouvriers dont il se sentait responsable. Il n'ignorait pas que pour l'homme réduit à vivre de son travail, et dont le travail entretient tout juste la vie, l'enfant est une aggravation de misère. Pour concilier l'intérêt social qui a besoin de « tribus familiales » et l'intérêt individuel qui déconseille de devenir père quand on ne peut nourrir des enfans, Harmel jugeait efficace une seule mesure : proportionner le gain de l'ouvrier non aux dépenses d'un célibataire, mais aux charges d'un ménage. Réaliser cette réforme était à la fois accroître les difficultés de la concurrence avec les rivaux qui se gardaient de cette surcharge et s'aliéner le préjugé égalitaire des ouvriers qu'il désirait servir. Ce ne fut pas trop du désintéressement que lui enseignaient ses croyances et de la solitude où il tenait ses travailleurs à l'abri des sophismes pour rendre viable la tentative dans le petit monde où il gouvernait. Et pour cette tentative l'homme mérite d'être honoré comme un précurseur, puisque le premier il donna l'exemple d'un retour vers la sagesse d'une pratique oubliée.

Pour multiplier les preuves que, dans la bourgeoisie, les affaires et les familles s'accroissent ensemble, il suffit de parcourir les principaux centres de l'industrie française.

Marseille et Lyon furent nos plus anciennes capitales du commerce, elles portent encore après Paris les plus superbes de nos couronnes murales et, plus que Paris ouvert aux déracinés de tout notre sol, gardent une originalité de région et de race. Marseille est le triomphe éblouissant et sonore du Midi :

(1) A celui-ci il écrivait : « Quant à l'avenir de la famille, il ne peut être assuré que par le grand nombre des enfans. L'homme restera toujours la première richesse économique en même temps que morale. Celui qui a l'intelligence, l'aptitude ou la chance, aide les autres à sortir de l'ornière. Cette aide entre frères et sœurs explique la prospérité matérielle de nombreuses familles en Angleterre et dans le Nord de la France, tant il est vrai de dire que l'intérêt est toujours d'accord avec le devoir et que Dieu ne laisse jamais sans récompense l'accomplissement de sa loi. Nous l'avons éprouvé nous-mêmes au point de vue industriel. C'est grâce à notre tribu familiale que nos affaires ont prospéré. »

les enveloppemens d'une atmosphère qui vibre et caresse et chauffe épanouissent les êtres comme les plantes, favorisent dans les uns comme dans les autres les sèves expansives et complètent le bonheur d'être. A Lyon se joignent, se fondent et s'équilibrent les climats et les dons du Midi et du Nord. Son ciel connaît l'azur étincelant et embrasé, mais aussi les rigueurs sombres et pluvieuses qui font précieux le foyer et l'existence intérieure; un peu de cette ombre et de ce froid se répandent sur les caractères, forment des natures prévoyantes et closes, mettent de la gravité jusque dans le plaisir. Ces contrastes de tempéramens ne font pas obstacle à la ressemblance des mœurs, quand il s'agit des obligations essentielles, imposées par la conscience et comme elle indépendantes des temps et des lieux.

Aux deux régions, aux deux villes, appartient la famille-type des Bergasse. L'homme qui fit entrer ce nom dans l'histoire, Nicolas Bergasse, l'avocat retentissant contre l'arbitraire de l'ancien régime, le député désillusionné de la Constituante, l'adversaire doctrinal de la démagogie, le conseiller éphémère de l'empereur Alexandre Ier et le fidèle importun de la Restauration était Lyonnais. Son père tenait par ses origines au comté de Foix; il avait continué à Lyon la fécondité de la race et donné à Nicolas huit frères ou sœurs. Nicolas, malgré son mariage en pleine Terreur (1), joli et pur chant d'amour jeté à la tempête, mourut sans postérité et fournit un argument de plus à cette opinion que les grands enfanteurs d'idées sont de moindres enfanteurs d'hommes. Mais un de ses frères, fixé dès 1775 à Marseille, eut sept enfans; l'un d'eux, son principal continuateur, en eut neuf, et parmi ceux-ci deux surtout, Alexandre et Henri, vivent dans la mémoire des contemporains. Henri, l'aîné, mort en 1901, eut huit filles; Alexandre, qui vit encore à 87 ans, eut cinq fils et quatre filles. Des filles élevées par Henri, deux sont devenues religieuses; une, de son mariage avec un Perrier de Revel, a eu six enfans; une, de son mariage avec un Sordet, quatre; une, de son mariage avec un Gailhard-Bancel, dix; une, de son mariage avec un Montroë, cinq. Des fils d'Alexandre, le plus prolifique a eu cinq enfans, mais parmi les filles, l'une devenue une Bovis a eu cinq enfans, l'autre devenue une Mauléon a eu onze enfans dont six fils. Quelle conformité

(1) Avec Félicité du Petit-Thouars.

attira ces familles les unes vers les autres? Surtout celle du sentiment chrétien qui leur avait appris à comprendre la vie et la conduire. Avec chaque fil de même lin de même quenouille s'est tissée l'étoffe belle et inusable. Quels avantages de concours, d'aide, d'affection cette communauté sans cesse plus étendue assure à chacun de ses membres, leur vie le raconte. Combien cette abondance est précieuse à l'État, la guerre actuelle l'a montré : les cinquante petits-fils d'Henri et d'Alexandre Bergasse ont fourni à la France, outre les soldats, seize officiers dont deux généraux, et sur lesquels dix ont été tués à l'ennemi. Il suffit de nommer à côté des Bergasse, les Roux, les Estrangin, les Gravier, les Bernier de Vauplane, et bien d'autres. Ce n'est pas la rareté, c'est l'abondance de ces familles modèles qui oblige à borner la louange.

Lyon plus encore que Marseille abonde en foyers exemplaires. Les Aynard et les Isaac sont de l'honneur français : Édouard Aynard avait douze enfants, M. Auguste Isaac onze. Ne sont-ils pas de l'honneur lyonnais, les Longueville avec leurs quinze enfans, six au front et déjà tombés ; les Émile Sabran et leurs quatorze fils ou filles en qui se continue la tradition ; les Lionel Payen avec leurs neuf enfans de la première génération, leurs trente-neuf de la seconde et leurs quatre-vingt-huit de la troisième ? Cette bourgeoisie lyonnaise a trouvé son image collective, sa Chambre de commerce, lorsque, sous la présidence d'Édouard Aynard, le bureau de cette Chambre comptait cinq membres, élus pour leur supériorité professionnelle et à eux cinq, pères de quarante-deux enfans. M. Auguste Isaac, bon juge des vertus qu'il pratique, les salue dans « la plupart des familles qui ont tenu une place honorable dans les affaires pendant la seconde moitié du XIXe siècle. » Et il ajoute : « Si l'on réfléchit tant soit peu aux causes qui ont favorisé la naissance de ces nombreux enfans, on est obligé de reconnaître que le sentiment du devoir religieux y apparaît au premier rang (1). »

Plus encore que dans ces deux centres, une fécondité de richesse et de vie s'accumule dans le Nord de la France. Là l'agriculture et l'industrie se pénètrent et s'unissent. Là les populations rurales, à force de s'étendre, ont fini par devenir

(1) Auguste Isaac, Notes manuscrites.

urbaines, et le mouvement a gagné les cités elles-mêmes : comme la forêt qui marche, elles s'avancent à la rencontre les unes des autres. Là se forme une race à laquelle un juge pénétrant rendait naguère cette justice qu'elle savait « créer fortement de la vie, avoir beaucoup d'enfans et faire de la richesse (1). » On l'a justement félicitée « d'allier aux vieilles traditions nationales l'esprit aventureux des pays neufs. » Ses dernières nées, Roubaix et Tourcoing, la veille de la guerre, « traitaient annuellement deux milliards de francs d'affaires, distribuaient 150 millions de salaires et exportaient pour près de 500 millions de produits (2). » Nulle part n'apparaît plus indivisible la richesse d'œuvres et la richesse d'hommes.

A Lille, les Bernard ont le même renom que les Bergasse à Marseille, les Isaac à Lyon, et depuis plus longtemps. Dès le XVIe siècle, leur arbre généalogique étend régulièrement ses branches et élève sa cime. A chaque génération le nombre des nouveaux venus n'atteint pas à l'extraordinaire, il monte une seule fois à onze, mais les familles de cinq à neuf ne sont pas rares, celles de six à sept sont habituelles. Ces actes de naissance ont été publiés par un Bernard qui, en 1889, montrait accrue « durant les quatorze dernières années de 142 membres, cette légion française et chrétienne (3). » Elle est un exemple et pas une exception à Lille. A Tourcoing et à Roubaix, le pullulement des familles a popularisé certains noms portés à la fois par cinq, six, sept dynasties distinctes et fraternelles qui ont chacune de sept à douze enfans : les Motte, les Toulemonde, les Tiberghien, les Lestienne, les Glorieux ont répandu dans le monde entier leur inséparable abondance d'hommes et de marchandises.

Mais à mesure que la fortune est moindre, combien la tentation d'épargner sur les enfans devient forte ! La plupart des bourgeois sont des voyageurs plus proches du départ que de l'arrivée. Le jour baisse, tandis qu'ils gravissent et ils veulent achever leur ascension avant la nuit. Pourquoi alourdir sa marche par un poids de plus ? Eussent-ils gravi assez haut pour dominer

(1) Pierre Mille, Discours à la Sorbonne, 19 février 1917.

(2) Alfred Dunez, *Histoire industrielle et commerciale de Roubaix-Tourcoing*, p. 8.

(3) Généalogie de la famille Bernard. Avant-propos de Paul Bernard, Lille, 1889.

déjà les arides régions où se rencontre la faim, leur fortune commencée ne se doit-elle pas à son achèvement? Dans une vie où tout coûte pour que tout rapporte, quelle place reste aux petits êtres qui coûtent sans rapporter? Encore à ces époux qui, au-dessus du besoin, mettent tout au jeu de leur avenir, rien ne manque pour fonder une famille, que la bonne volonté. Mais c'est la détresse que l'enfant, parfois un seul enfant, apporte à la petite bourgeoisie. Que de ménages sont l'union de deux pauvretés vaillantes : l'homme et la femme débutent dans un commerce, et pour y réussir n'ont pas trop de leur double effort. Qu'une naissance d'enfant compromette le précaire équilibre des recettes et des dépenses, les dettes s'accumulent. Donner à l'enfant pour père un failli, est-ce l'avantage du père et de l'enfant? Plus redoutables encore sont les carrières libérales, les plus lentement lucratives : de jeunes époux se sentent assez courageux pour en affronter les risques et en connaître d'abord la misère ; sont-ils de force à supporter une misère autre que la leur? Dans les incertitudes où ils se demandent si leur dernier écu attendra leur premier client, leur premier malade, leur premier lecteur, dans les attentes où la détresse doit mentir par la tenue, le logis, les apparences et pour gagner plus tard dépenser d'abord, tout est sacrifice, angoisse, péril : traversée ou naufrage? Pour que ce soit un naufrage et que deux destinées sombrent, il suffit que s'attache à elles la petite main d'un enfant.

Il est donc naturel que cette bourgeoisie, si elle a pour seule conseillère la prévoyance humaine, hésite à se charger d'autres avenirs avant d'avoir assuré le sien. Et davantage la même prudence sollicite de demeurer stérile la bourgeoisie qui est certaine de ne jamais faire fortune. Il y a en effet des carrières qui sont une renonciation définitive à la richesse, et elles sont les plus nobles. Les premiers serviteurs d'un peuple sont ceux qui veillent sur l'indépendance de ses frontières et de sa pensée ; ces maîtres d'énergie vivent toute leur vie de ressources inextensibles et assez étroites pour ne rien assurer au delà du pain quotidien. Or, si cette élite cessait de se perpétuer, les dons les plus précieux de la race tomberaient en déshérence : nulle perte ne serait plus irréparable.

Mais la bourgeoisie compte jusque dans ces rangs une minorité où les familles les moins riches de fortune sont aussi

riches d'enfans que celles de vieille noblesse ou d'opulence établie. C'est parmi ces dépourvus qu'il est le plus consolant de trouver des prodigues. En voici quelques-uns.

L'ironie de notre langue appelle officiers de fortune les officiers sans fortune. Pour élever dix enfans, le capitaine Maire n'avait que sa solde. Il sortit de l'armée pour recruter une armée, celle qui défendait encore la race. On se rappelle la harangue célèbre de 1796 aux troupes faméliques des Alpes : « Vous êtes mal nourris et presque nus, le gouvernement vous doit beaucoup, il ne peut rien pour vous. Je vais vous conduire dans les plaines les plus fertiles du monde. » Inconnu et seul, le capitaine s'en alla à travers la France tenter le geste de Bonaparte. Aux parens accablés par leur progéniture et d'autant plus misérables qu'ils conservent plus de vie à la France, il osa dire : « Le gouvernement qui joue à la Providence terrestre et surabonde de moyens pour agir sur le sort des hommes, n'a pas de sollicitude, pas de faveurs, pas de ressources, pas de bienveillance, pas d'équité pour vous. Ce qu'il vous refuse, il vous le vole. Que les emplois publics, à égalité d'aptitudes, récompensent, au lieu des célibataires et des fils uniques, les époux et les fils des ménages féconds ; que les secours du budget n'inondent plus les foyers vides et ne se détournent plus des foyers altérés ; que la nation ouvre les places gratuites de ses écoles supérieures aux enfans des vastes familles ; que les lois fiscales cessent d'être spoliatrices aux héritiers nombreux ; que l'État, au lieu de décourager et de dédaigner, honore la paternité. Pères vous êtes, dans une société où le nombre est la force suprême, les créateurs du nombre. Pour constituer votre puissance, il vous suffit de vous réunir. Puisque le maître de l'État est l'électeur, entendez-vous aux jours de vote, ignorez qui vous ignore, et réservez vos suffrages à qui vous promet réparation. L'on comptera avec vous dès que, vous comptant vous-mêmes, vous aurez uni votre multitude en un parti, des partis le plus légitime, car il sauvegarde l'avenir. » Qui inspirait à cet homme tant de hardiesses : accepter les gênes du foyer surpeuplé, affronter la malveillance des politiciens, risquer l'inattention de ceux même qu'il venait secourir ? Il a donné, après l'exemple, le secret de ces témérités ; il n'a pas fait mystère que sa persévérance à être père et à se mettre au service des pères étaient des actes de sa foi chré-

tienne. S'il ne s'est pas lassé d'accroître, en donnant la vie, ses embarras de vivre, c'est parce que la difficulté du devoir ne supprime pas le devoir.

Cette fidélité qui met un rayon de splendeur morale sur les détresses matérielles des ménages militaires n'éclate pas moins dans la modestie volontaire où est fière de se restreindre, pour ne pas restreindre la famille, une élite de maîtres français. La croyance de M. Rambaud et de M. Paul Bureau est également attestée par leur titre de professeurs à l'Institut catholique et par le nombre de leurs enfants : M. Paul Bureau en a dix et M. Rambaud douze. Dans ce monde du savoir une famille, on pourrait dire une dynastie, celle des Jordan, est saluée avec un respect universel. M. Camille Jordan, de l'Académie des Sciences, a eu huit enfans, six fils et deux filles. Les deux filles sont religieuses ; des six fils, un professeur à la Sorbonne, un autre ingénieur des mines, un autre diplomate, un autre inspecteur des finances, deux sortis officiers de l'École polytechnique et de Saint-Cyr se partageaient les plus honorables des carrières où l'on puisse servir un pays. Quand la guerre fit appel à un plus complet dévouement, trois des six donnèrent leur vie. Le professeur à la Sorbonne, Édouard Jordan, a eu dix enfans dont un aussi est mort pour la France ; l'ingénieur des mines en a sept, l'inspecteur des finances en a laissé quatre. Telle est l'arithmétique usuelle des familles auxquelles les Jordan se sont alliés : la sœur de Mme Camille Jordan a été onze fois mère ; l'aînée de ses filles treize fois. Et M. Édouard Jordan a rappelé en quelques pages d'une sincérité bienfaisante (1), que, partout où la religion disparaît, la famille se restreint, mais que la famille ne reste pas intacte partout où la religion semble se maintenir ; que celle-ci survit parfois comme une malade oisive et muette : elle perd alors son autorité sur les peuples qui gardent d'elle une habitude, et ne l'abandonnent pas encore, mais déjà ne lui obéissent plus.

S'il y a une profession où l'athéisme semble à beaucoup enseigné par leur science même, c'est celle des médecins. L'un d'eux constatait la conséquence lorsqu'il poussait récemment à l'Académie de médecine un cri d'alarme, rappelait la nécessité d'avoir au moins trois enfans par famille pour

(1) *Contre la dépopulation*, avec une lettre-préface du cardinal Amette. Paris, Bloud et Cie, 1917.

prévenir le déclin de la race ; adjurait ses confrères de donner l'exemple, et sceptique à leur bon vouloir, proposait les moyens coercitifs, « l'impôt de génération (1). » Ces contraintes n'ont pas été nécessaires pour que le docteur Dauchez, ancien interne des hôpitaux de Paris, élevât onze enfans : lui aussi a donné sa consultation dans une brochure courte et pleine. Il affirme que « l'influence de la religion sur la génération et la natalité est reconnue par tous, même par nos maîtres les plus indifférens. » Et il conclut : « Si la France se dépeuple au lieu de s'accroître, la faute est due à l'affaiblissement de la pratique religieuse, au relâchement du frein que celle-ci apporte aux passions. Nous croyons que les catholiques sincères pourront seuls refaire la race et la nation (2). »

Par quel attrait mystérieux la croyance religieuse tourne certaines âmes vers l'aimant des sacrifices, apprenons-le d'un autre médecin. On m'avait raconté sur lui des choses surprenantes au point d'être invraisemblables : que dans sa carrière il avait connu souvent la compagnie, jamais la crainte de la pauvreté, que ses soins lui semblaient dus par préférence aux indigens, que, dans l'incertitude du lendemain, il avait fondé un foyer, qu'ensemble avaient malaisément grandi sa famille et sa réputation, que sa façon de tenir le manque d'argent pour une chose indifférente avait imposé à notre idolâtrie de la fortune, qu'âgé de quarante-neuf ans, père de onze enfans et vierge de rentes, il n'avait pas souffert dans son prestige d'une originalité où resplendissait la vertu. Cela me donna le désir de le connaître. Et il m'expliqua sa conscience : « Pour tout chrétien, le précepte est d'aimer son prochain, et le prochain le plus proche est l'enfant. Dieu qui ordonne à l'homme de se multiplier a promis secours au fidèle. Si le chrétien se préoccupe des suites qu'aura sa soumission, il usurpe sur la Providence en doutant d'elle. A lui d'accomplir chaque jour son devoir sans inquiétude du lendemain, à la Providence de préparer le lendemain mérité par la docilité du fidèle. Je n'ai jamais fait autre chose que respecter cette division des pouvoirs.

(1) « Tout Français de trente à cinquante ans doit avoir trois enfans ou payer la somme que coûterait l'élevage de trois enfans dans la classe sociale à laquelle il appartient. » Rapport de M. F. Jayles, à l'Académie de médecine. Séance du 3 juillet 1917.

(2) *La France repeuplée volontairement par les catholiques pratiquans*, par le docteur Dauchez. Lyon, imprimerie du *Nouvelliste*, 1917.

Agir autrement eût été nier ma foi, et jamais ma foi n'a été déçue par les résultats. » Comme je lui faisais observer qu'une telle affirmation serait une opportune surprise à opposer au scepticisme de notre temps, il voulut bien me donner sur son existence une note, avec licence de m'en servir et, pour ne pas transformer un témoignage en panégyrique, il me pria seulement de taire son nom.

Voici son idée maîtresse : « J'avais vu que la question d'argent tient la plus grande place dans la vie de la majorité des hommes et qu'elle voile les réalités spirituelles. Et j'ai non pas méprisé l'argent, mais essayé de le classer dans la catégorie des choses secondaires, comme cela se doit. J'ai choisi la médecine, afin d'aimer Dieu et mon prochain d'une façon particulièrement directe et concrète. » Étudiant, il reste chaste pour la compagne à laquelle il pense et qu'il épouse à peine docteur : « Je me suis marié avec la femme que j'avais choisie sans apporter d'attention à autre chose qu'à sa vertu, sa santé, la dignité de sa personne et l'intention que j'avais de trouver en elle la mère honorée de mes enfans. » Les époux possèdent au total 6000 francs; il faut renoncer aux lenteurs onéreuses comme aux chances brillantes des concours et exercer de suite en province. La clientèle vient moins vite que les enfans; néanmoins, quand naît le troisième, un millier de francs forme une réserve d'économies. Mais pour une des familles que soigne le docteur, une aide immédiate d'argent est une question de vie ou de mort; il porte les mille francs et revient plus pauvre que le pauvre dont il a eu pitié. « J'ai donné tout ce que je possédais afin d'aimer les enfans des autres autant que les miens et pour montrer à Dieu que j'avais plus de confiance en sa miséricorde qu'en ma sagesse. » Trop défiée, cette sagesse humaine se venge : il va être saisi pour une petite somme. Un client dont il a guéri le fils s'acquitte à point d'honoraires oubliés et accroît par une propagande efficace les malades du docteur. Mais ils ne laissent pas au père le temps de songer à sa cliente principale, l'âme de ses enfans. Le loisir et la sécurité lui sont offerts ensemble par un grand industriel qui le nomme médecin de ses établissemens ouvriers. Après quelques années, la sécurité redevient la gêne pour la famille plus nombreuse, le docteur se hasarde à Paris, et avec succès, quand la guerre le rejette aux précarités. Comme il a toujours

fait des pauvres sa compagnie préférée, il est prêt à devenir l'un d'eux. Mais sa sollicitude charitable l'a désigné à un philanthrope qui sait faire grand contre la souffrance humaine et a besoin d'un directeur médical. C'est de nouveau la sécurité pour les siens, et la joie de servir ceux qui sont aussi les siens : les infirmes et les vieillards. La fin de la guerre sera peut-être pour lui la fin de cette trève et le commencement de nouvelles étapes. Il est prêt. Il se sent conduit, de relais en relais et par des routes qu'il ignore, vers une destinée dont il ne s'inquiète pas. « Je n'ai jamais su ni comment ni si je pourrais boucler mon budget : il s'est cependant toujours bouclé. Je n'ai jamais vu Dieu nous abandonner et nous avons passé par toutes sortes d'épreuves qui ont été des crises bénies. A partir du moment où un homme et une femme conscients de leur misère naturelle, demandent et reçoivent la grâce dans le sacrement du mariage, ils peuvent braver les difficultés de la vie et les vaincre avec calme, sang-froid, sérénité, conscience de n'accomplir ici-bas qu'un passage. Alors, au lieu de convoiter les biens du prochain, ils cherchent à servir et à ce que leurs enfans servent Dieu et le prochain et ne se croient aucun droit spécial ni à des faveurs, ni à des biens temporels, car le bien suprême, ils le possèdent. »

Si de telles élévations donnent un peu le vertige, ces croyances sont celles de l'Église, et le plus singulier en ce catholique, c'est d'être conséquent. Il déconcerte par l'intransigeance simple de ses certitudes. Mais l'essentiel de cette certitude vit obscure dans les chrétiens qui la sauraient le moins exprimer, dans la multitude muette des simples. Et c'est chez eux surtout qu'elle est nécessaire, car c'est à eux que leurs difficultés quotidiennes conseillent le plus, par toutes les concordances des calculs humains, la renonciation à la famille. Nobles et bourgeois, auraient beau ranimer la fécondité ancienne des foyers, ils ne forment qu'une minorité. Il faut, pour rendre à la France le nombre, la collaboration du nombre, le concours des paysans et des ouvriers.

III

Le paysan qui durant le plus long cours de notre histoire fut presque toute la race en est encore la majorité.

Le paysan est maintenu dans sa fidélité à la famille, par une existence proche de la nature et conforme à la nature. La culture qui utilise tous les sexes et tous les âges aux multiples tâches de l'œuvre collective, rend les enfans précieux au père et tient toute la famille assemblée sous l'œil de son chef. La femme devenue mère aide à la prospérité commune par le gouvernement de son domaine propre, la basse-cour, le jardin potager et les petites industries qui entourent la maison; et le centre de son activité est cette maison que la ménagère tient prête pour les siens, où tous se retrouvent non seulement à la nuit et pour le sommeil, mais plusieurs fois par jour, pour les repas, pour les veillées, pour les causeries où chacun renouvelle sa joie diffuse et profonde d'être adopté, protégé, complété par un tout plus grand que lui. Cette demeure est assez vaste pour que nul n'y soit à l'étroit, et la saine atmosphère des champs renouvelle les forces qui rendent fécond le travail. Et l'atmosphère n'est pas moins salutaire à l'âme, car elle vit plongée dans l'œuvre du Créateur aux dons simples et aux faveurs égales, elle voit peu l'œuvre des hommes qui, dans les villes, accumulent avec l'orgueil du luxe les souffrances de l'inégalité et de l'envie. Le paysan est aujourd'hui dans la nation à peu près le seul qui n'aspire pas à changer de place et d'état. C'est où il est né qu'il préfère vivre, c'est le métier appris des siens qu'il désire continuer; c'est dans la terre qu'ont pris racine ses espoirs; c'est elle, fertilisée et consacrée par ses ancêtres et par lui-même, qu'il a l'ambition de transmettre à ses fils. . . . .

Or, la force de la vocation comme la faveur de la nature sont contredites en France par le pouvoir qui a charge d'entretenir la vie nationale. Par la Révolution la terre a été sacrifiée à un mot, l'égalité. Chaque fois qu'un paysan meurt et que son bien a plusieurs héritiers, tous doivent avoir leur part non seulement égale, mais identique. Peu importe s'ils n'obtiennent pas de leur travail sur un fragment de propriété morcelée le produit que l'activité de la famille unie tirait du domaine total, et si les instrumens agricoles qui étaient proportionnés à son étendue ne donnent plus, après partage, à chacun de ces propriétaires, qu'un des services nécessaires à la culture. Un domaine comme un corps a une vie, et le rompre n'est pas plus en partager la valeur que celle d'une statue, si on la mettait en

morceaux. Plus le défunt laisse d'enfans, plus ils sont réduits à vendre ce qu'ils ne peuvent plus exploiter. Et ici nouveau désavantage pour les familles nombreuses : la plus âpre et la plus inintelligente des fiscalités combine de tels tarifs de vente et de partage que, moindre est la propriété, plus onéreux deviennent les frais, et qu'ils l'emportent sur la valeur du bien pour les petites parcelles. L'homme de la terre expulsé du sol par l'État, voilà le résultat de notre système héréditaire. Que le domaine arrondi avec tant de persévérance dans son étendue, fertilisé avec tant de peine dans sa substance, pourvu avec une telle sollicitude de ses commodités accessoires, et devenu la réputation et la fierté de son maître, soit coupé en morceaux ou vendu, c'est la faillite des espérances, des dépenses, des vertus enfouies là. Comment conserver le domaine? N'en pas multiplier les futurs maîtres (1). Si on blâme les paysans que l'amour de la terre combatte en eux l'amour de la famille, quelle sévérité est due au pouvoir qui, ayant besoin d'hommes pour cultiver le sol et pour le défendre, a, dans un pays où la fécondité de la terre entretenait la fécondité de la race, fait servir l'amour de la terre à la stérilité des foyers!

Ce n'est pas assez. L'ascension continue des dépenses va élevant les impôts; une égalité ici légitime exigerait qu'on les demandât à toutes les ressources. Mais toujours dans ce pays égalitaire et sans classes, il s'est trouvé des classes privilégiées devant l'impôt, grands propriétaires, industriels, gens de bourse, ouvriers, et nombre de taxes poursuivent une richesse qui se cache et s'échappe. Les plus commodes, les seules certaines sont les charges mises sur la loyale terre qui ne se dissimule ni n'émigre. Le paysan est donc devenu la victime de tous. C'est lui qui répare les fautes de conduite et les fautes de calcul, et il paie pour un bien égal deux et trois fois plus que d'autres contribuables. L'impôt proportionnel n'était pas assez productif : pour équilibrer nos dettes, il a fallu l'impôt progressif. Il a été le don du xxe siècle. Il est entré en 1901 dans nos lois. Appliqué aussitôt aux successions, cinq fois relevé

(1) La victime principale de la législation révolutionnaire très insuffisamment atténuée par le Code civil, ce n'est pas le noble ou le bourgeois, c'est l'ouvrier qui, ayant des enfans, a dû cesser d'être propriétaire, c'est le paysan qui, pour rester propriétaire, a dû cesser d'avoir des enfans. H. Roulleaux-Dugage, député, *Natalité et Législation*, p. 24, Lévi, 1917.

depuis, et jusqu'à prélever 34 pour 100 de l'héritage, il n'arrête pas là les menaces de ses nouveautés. Une doctrine se fait jour, que ces prises partielles préludent à la confiscation du reste, que toutes les propriétés privées doivent faire retour à l'État, et hier dans notre Parlement retentissait cette formule : « Les terres appartiennent à la Nation (1). » De telles doctrines ne sont pas faites pour laisser inattentifs ou impassibles les propriétaires dont les plus nombreux sont les paysans. Une augmentation des impôts qui ne leur laisse plus le bénéfice de leur rude vie et la resserre chaque année davantage, une insécurité qui les frappe dans leur affection la plus profonde et décapite leur avenir hâtent le divorce entre l'homme de la terre et la terre.

Néanmoins, le paysan n'a pas encore perdu sa patience tenace. Il jette aux saisons hostiles un espoir plus durable qu'elles, et comme la moisson des blés, la moisson des enfans se perpétue grâce aux mêmes semeurs.

Lesquels? Ceux qui ont su garder intactes les vieilles mœurs contre les atteintes des lois. La famille s'est maintenue nombreuse où elle s'est maintenue groupée. En certaines contrées, l'habitude de l'obéissance et de l'union perpétue entre les enfans, tant que vit le père, cette société filiale et fraternelle. Ils continuent la vie de jadis, et ils en goûtent le double bienfait, d'abord la douceur perpétuée des affections domestiques, meilleure que le dur isolement du droit individuel, puis l'harmonie maintenue entre la tenure du domaine et la force collective de la famille. Alors, rien de cette force, même celle des plus petits n'est perdu; le domaine et le groupe qui le travaille grandissent l'un par l'autre; l'abondance des enfans, au lieu d'apporter la misère, accroît la prospérité (2). Dans les pays

(1) M. Compère-Morel. Chambre des Députés. Séance du 21 mars 1916.

(2) « De ces régions privilégiées auxquelles il convient de demander leur secret, il y en a dans l'Ardèche, dans la Lozère, dans le Pas-de-Calais, dans la Bretagne, il y en a dans certaines portions de la Savoie... La commune du Grand-Romans avait, dit le *Guide Joanne* de 1908, une population de 1 946 habitans. En 1915, elle en a authentiquement 2 050. Presque tous les jeunes gens sont mariés à vingt-cinq ans, tout de suite après le service militaire et d'après des choix déjà faits. L'immoralité y est aussi inconnue que l'alcoolisme. En compagnie, on boit volontiers un verre de vin, mais on ne traîne pas dans les cabarets. Pour les 2 050 habitans, je ne vois pas qu'il y en ait plus de deux... Leur vie est tout agricole, herbagère, elle tient à demeurer telle. Ceux qui sortent de la paroisse ne vont qu'à peu de distance et toujours pour pratiquer le même genre de vie... Viendra naturellemeut pour les nouveaux comme pour les anciens biens la division par l'héritage, mais les mœurs ont assez bien ménagé la tran-

de montagnes, où l'influence des villes lutte moins contre l'amour du sol natal, où la pensée reste enfermée comme le regard et se fixe sur les choses habituelles et proches, persistent les groupes les plus stables des familles paysannes. Il y a en France plusieurs départemens, ceux du Plateau Central, où ce n'est pas assez pour les enfans d'être attachés à cette culture commune et réunis autour du père durant toute sa vie. Même après sa mort, ils s'entendent pour laisser à l'un d'eux le bien de famille, et ce propriétaire, unique par mandat de tous, s'entend avec chacun pour que le régime ne fasse tort à personne (1).

D'un côté, l'œuvre destructrice des lois : pour émanciper l'individu, des nivellemens et des désagrégations qui séparent chaque homme de ses proches, et, pour lui faire sa part dans le brisement du patrimoine commun, réduisant en poussière la place du foyer. D'un autre côté, l'œuvre conservatrice des mœurs : pour perpétuer la famille, des traditions qui la tiennent attachée à elle-même et au patrimoine formé par un travail collectif. Où, par la force dissolvante des lois, la propriété se morcelle et se pulvérise, la famille rurale diminue et se sèche dans ses racines partagées; où, par la résistance des mœurs, le domaine conserve son unité, la famille reste féconde autour de lui. Mais, dans la plus grande partie de la France, les lois ont été plus fortes que les mœurs. Les foyers plus déserts se sont faits plus tristes, les travaux conduits par moins de mains familiales sont devenus plus stériles. La ville, que le paysan a appris à connaître durant son séjour à la caserne, exerce davantage sur lui les attraits de plaisirs plus fréquens,

sition. Il n'est pas rare que le père de famille tienne à éviter ces désaccords et les frais par un partage anticipé et à l'amiable. Plus souvent toutefois, le vieux demeure patriarcalement avec la jeune famille. » *Au Pays des Chasseurs alpins*, par M. Henry Joly, de l'Institut, *Le Mois*, mars 1916. Pour montrer par des chiffres combien ces mœurs favorisent la fécondité, M. Joly a bien voulu ajouter à son article cette note manuscrite : « En 1917, on a renvoyé dans leurs foyers 40 mobilisés, en raison de leur âge ou de leurs charges de famille. La commune a pris la charge de leurs enfans. A eux quarante, ils avaient, en septembre 1917, trois cent trente-trois enfans vivans et présens. »

(1) Procédé en usage dans quelques départemens français. Dans la Corrèze, il est ainsi constaté par un jurisconsulte : « ... Malgré la loi, grâce à des coutumes anciennes que personne ne conteste, on donne à l'avance et par choix, du consentement des héritiers, le domaine à l'un des enfans, à charge par lui de dédommager en argent ses frères et sœurs. » (*L'abaissement de la natalité en France*, par Charles Duchambron, Paris, Jules Rousset, p. 305.) La même coutume est non moins familière à l'Aveyron.

de gains plus élevés, de labeurs moins durs, d'habitudes moins grossières. Les villages se dépeuplent, le paysan se transforme en ouvrier et, dans sa profession nouvelle, trouve des raisons nouvelles de limiter sa famille.

IV

Longtemps les ouvriers ne furent qu'une petite fraction détachée de la masse paysanne, et féconde comme elle. Le nom de « prolétaire » les désignait par leur vertu sociale de prolifiques. Mais deux révolutions presque simultanées changèrent pour lui les lois du devoir et du travail. Au moment où les tutelles sociales de l'ancien régime cédaient à l'émancipation de l'individu, les outils domestiques des métiers étaient remplacés par les puissantes machines des usines. Une concentration soudaine se faisait à la fois dans les capitaux des riches et dans le labeur du pauvre pour créer l'industrie moderne. Au lieu de proportionner ses efforts aux besoins d'une clientèle restreinte et connue d'avance, elle se proposa d'abaisser le prix de chaque marchandise par la surabondance de la fabrication, et de se disputer partout la clientèle par le bas prix des marchandises produites. C'est une politique de guerre appliquée aux travaux de la paix : guerre entre divers pays, dans chaque pays entre les fabriques de chaque espèce, dans chaque industrie entre les patrons soucieux de produire au meilleur marché, quitte à refuser aux ouvriers le nécessaire, et les ouvriers soucieux de défendre leurs salaires, quitte à arrêter par la cherté des fabrications la vente des marchandises. Et pour régler ces différends où se heurtent des intérêts que leur solidarité seule pourrait consolider, la guerre encore, la grève, où les patrons et les ouvriers tiennent à ne rien se céder, l'obstination dût-elle réduire le patron à la ruine ou l'ouvrier à la faim.

Or toutes les conditions de cette lutte détournent l'ouvrier de la famille. Son travail ne lui laisse pas le loisir d'avoir un foyer. Sa demeure est l'usine, son logis la place où l'on dort et non celle où l'on vit entouré des siens. Ce logis, dans les villes, est cher. Plus la famille est nombreuse, plus, entassée dans des espaces trop étroits et dépourvus d'air et de soleil, elle croît chétive, anémique et menacée par la tuberculose. Ces étroitesses mêmes ne s'offrent pas à ceux qui les cherchent, et la

coalition des propriétaires et des locataires se refuse au voisinage bruyant et destructeur des enfans. L'ouvrier vit largement s'il est seul ; s'il est marié, la même somme doit pourvoir à deux existences; s'il devient père, il lui reste pour chacun d'autant moins qu'il a plus d'enfans : il a à choisir entre une vie facile, médiocre, misérable. Il est d'autant moins disposé à engager des dépenses qu'il n'est jamais sûr du lendemain. L'économie est une confiance en l'avenir; lui pense que ce soir commenceront peut-être les longs chômages, et l'épargne lui semble dérisoire. Il croit placer mieux son gain à ne pas épargner sur ses jouissances quotidiennes. Il dépense ce qu'il gagne, mange mieux que les petits bourgeois, boit davantage, est amateur de spectacles. La ville lui rend difficile de résister à ces tentations, et accumule autour de lui les tentations auxquelles il ne peut satisfaire. Le luxe sous toutes les formes l'obsède, le frôle, l'insulte, l'écrase, le provoque à un parallèle perpétuel entre ce qui lui manque et ce dont les passans surabondent, et ranime ses griefs sans cesse aggravés contre son sort.

Ce grief devenait une force le jour où le suffrage universel a fait de la multitude ouvrière une puissance. Il y avait pour les politiques une fortune à gagner avec la haine sociale. La haine croît mal dans les âmes religieuses : il fallait d'abord déraciner la foi qui entretient la paix. Rien de plus facile que de propager chez les prolétaires l'incrédulité à laquelle les prédisposaient la licence de leurs plaisirs, l'humeur frondeuse de leur intelligence et l'organisation même de leur travail. Il les tient toujours assemblés comme en une réunion publique où les réalités disparaissent sous les apparences oratoires, où le sérieux a tout à craindre du rire, où les passions d'une foule préparent l'empire des meneurs. Là s'unifièrent les esprits. Les ouvriers par les accroissemens progressifs du salaire devaient conquérir tout entier le « capital » qui n'avait pas voulu leur faire une part. L'arme, la grève, pour une telle victoire devait être maniée par des soldats résolus et tenaces. Leurs aptitudes militantes furent exactement mesurées. Pour les célibataires la souffrance était moindre et la fermeté plus facile; les autres avaient le cœur plus faible et trop prêt à capituler devant la faim des leurs; la présence et la main de la femme rendent chère à l'homme, dans le moindre foyer, la possession personnelle des plus pauvres biens, et le détachent de cette promis-

cuité collective où tout étant à tous, rien ne reste plus à personne; la répulsion de la femme est instinctive contre les réformes qui la chassent de toutes ses intimités, et son doux entêtement use dans l'époux le prestige des formules communistes; la présence d'enfans plaide sans cesse auprès de tous deux la cause de l'héritage contre les attaques à la propriété. La famille était donc l'ennemi, et pour la vaincre il fallait vaincre dans la femme le désir d'être mère.

A celles qui l'étaient, force était, d'ordinaire, d'ajouter un supplément au salaire de leur mari. Favoriser ce goût du travail entrepris pour les enfans offrait au socialisme le moyen de travailler contre eux. Si la femme cessait d'être toute à son foyer, il suffisait d'élargir le chemin qui la conduirait hors de chez elle. On la dressa à considérer ce gain, dangereux accessoire, comme le principal de sa vie; on lui apprit qu'elle s'élevait à devenir, au lieu de la compagne, l'égale de l'homme; on lui montra sa véritable place non dans la demeure conjugale qu'elle rendait plaisante à son mari, mais dans les ateliers où elle vivait comme lui et loin de lui. De nouveaux métiers s'offrirent tout à propos aux femmes, les tentèrent à la fois par l'argent et par l'indépendance. Pour ne perdre ni l'un ni l'autre, la femme, dès qu'elle devint l'ouvrière, dut tout son temps à la tâche acceptée. Une grossesse, en l'immobilisant des semaines ou des mois, ne la priverait-elle pas tout ce temps de son salaire, peut-être à jamais de son emploi? On la persuada d'être toute à sa propre vie. Les promiscuités de l'atelier, les flétrissans exemples faisaient tomber la pudeur qui, chez la femme, sauvegarde la vertu par l'instinct. C'est auprès des ouvrières que fut poursuivie avec le plus d'activité la propagande de l'union libre et inféconde. C'est dans les villes industrielles que la campagne de stérilité a causé le plus de dommages. Elle y réduit de plus en plus les naissances, même dans ces départemens du Nord qui sont la réserve de notre race et où la famille était l'honneur commun de toutes les conditions (1).

(1) « A Roubaix (Nord), écrivait le regretté professeur Desplats, de Lille (*Journal des Sciences médicales de Lille*, 1908), à la suite des conférences néo-malthusiennes, chaque année on a pu voir la natalité baisser de 200 unités, 1 000 en cinq ans, c'est-à-dire d'une égale proportion de chances de repeuplement. » — Le docteur Variot, dans la *Chronique infantile* (septembre-octobre 1913), a fait une enquête sur place et a démontré qu'à Montceau-les-Mines les ouvriers socialistes, par leurs pratiques néo-malthusiennes, avaient fait baisser de 5 pour 100 le taux

Quelle représaille contre l'inégalité de la richesse que l'anéantissement du genre humain ! S'il y a dans la doctrine socialiste une noblesse, c'est l'acceptation de la lutte et de la souffrance présentes par les vivans qui se sacrifient aux destinées meilleures de leurs fils. Son effort appelle des héritiers, n'a de sens que par eux. Durant la traversée du désert, plus elle a de foi, plus elle doit accroître le nombre de ceux qui se partageront la terre promise. Or ce sont les prophètes de l'ordre futur et de la solidarité dans l'espèce qui conseillent de mettre fin dès aujourd'hui à l'espèce, légitiment la renonciation à la solidarité pour un égoïsme destructeur de l'avenir, et font de la génération présente le tombeau vivant des générations futures. C'est un mystère d'insanité que l'idolâtrie de la vie aboutisse à la destruction de la vie, et que l'espoir des hommes devienne le néant. Ou sont les raisons d'une telle déraison? Cette abjecte science de la vie sans enfans est si contraire au créateur sourire de la France qu'on est conduit à découvrir dans la propagande de stérilité une influence étrangère envahissante et subie.

Plus on étudie, en effet, la genèse de notre socialisme, plus on y reconnaît l'expropriation continue du génie français par la maîtrise d'un esprit tout contraire et plus fort. Quand des ouvriers français créèrent en 1864 la Société internationale, ils sollicitaient, pour la conduite du socialisme qui cherchait l'unité, les aptitudes des différentes races, et préparaient l'obéissance des unes aux autres. Entre elles, la hiérarchie s'établit aussitôt et très différente de ce qu'ils prévoyaient. Les Français avaient les premiers agité la question sociale, mais avec notre idéal d'indépendance et la passion de concilier l'intérêt collectif avec la liberté individuelle. Cette façon de poser le problème compliquait les solutions, elle exposait nos doctrines à paraître incertaines et vacillantes en face des thèses rigides et simples comme sont toujours celles où, au lieu de ménager des intérêts, on sacrifie les unes aux autres. Nul pays n'était plus préparé à cette simplification intellectuelle que l'Allemagne. Longtemps livrée par le morcellement de ses États aux infortunes des faibles, elle avait, par une aspiration séculaire, attendu, comme son salut, un gouvernement qui disciplinât,

des naissances dans leurs milieux. Faits cités dans la brochure : *La France repeuplée*, du docteur Dauchez, p. 7.

armât et manœuvrât toutes les énergies de la race au profit de la puissance nationale. Chez elle, les socialistes ne furent pas partagés d'affections : dès qu'ils jugeaient utile le changement de l'ordre général, ils comptèrent, pour l'accomplir, sur l'État qui était chez eux l'exécuteur des hautes œuvres. De là une réduction énorme du problème. A cette disposition historique du caractère allemand s'ajouta ce fait que l'étude en fut poursuivie par des professeurs, « les socialistes de la chaire : » ils ajoutèrent à la simplicité des thèses une puissance de méthode. Une erreur enseignée comme dogme, à savoir : la condition scientifiquement incurable du prolétariat et la nécessité pour le pauvre de devenir toujours plus pauvre, condamna d'avance tous les efforts de la liberté personnelle et ne permit d'espérer qu'en un effort d'autorité, en un bouleversement collectif, œuvre de l'État. Dans les congrès de l'Internationale, la lutte ne fut pas longue entre la thèse allemande, qui offrait aux passions des prolétaires l'espoir d'une revanche complète, d'une omnipotence vengeresse, et la doctrine française, qui d'avance amoindrissait la revanche, en reculait la date et l'embarrassait dans la contradiction de ses propres désirs. La masse des ouvriers français désavoua les siens; séduite par l'audace, la rigidité, la pédanterie des penseurs germaniques, elle les prit pour maîtres, et il n'y eut plus en France de doctrine socialiste que la doctrine allemande. Ce fut une nouveauté dans notre intellect français, si rebelle à l'asservissement, si prompt à échapper à l'outrance par son instinct de mesure et à s'évader de l'enthousiasme dans l'ironie, que cette dévotion insatiable pour l'infaillibilité allemande, ce goût des férules maniées par des pédagogues dédaigneux.

Or, autant nous mettions d'aveuglement à croire, autant l'Allemagne apportait de calcul à enseigner. L'instinct naturel de l'Allemand à tenir pour inséparables sa propre destinée et la destinée nationale le porte à la fois à se servir de l'État et à servir l'État. En attendant que le socialisme pût se servir de l'État, il servait l'État. Par sa maîtrise internationale, la Sozial-demokratie mettait le socialisme universel au service des intérêts germaniques. Elle maintenait bruyamment la doctrine révolutionnaire pour l'exportation, et à huis clos, dans la mère patrie, mitigeait les applications de cette doctrine incommodes à l'Empire. L'hégémonie allemande sur le

socialisme français nous a constamment engagés dans des expériences où elle ne nous accompagnait pas. Elle avait su inspirer à nos prolétaires une impatience de révolte vaine contre les institutions existantes, tandis que, grâce à elle, l'empire grandissait par des transactions. C'est conformément aux programmes intégraux que les socialistes parisiens faisaient la Commune et se séparaient de la France vaincue, sous les yeux de l'armée allemande où le socialisme gardait ses rangs. Hier encore la leçon d'allemand trop bien apprise chantait toujours dans la tête de nos ouvriers son romantisme révolutionnaire, contre les armées permanentes, la patrie. Le socialisme allemand, fidèle à l'Allemagne, laissait passer les lois militaires; à la veille de la guerre, il refusait de promettre le sabotage de l'armée par la grève générale, et, dans cette armée, il montre, complice de sa race par toutes les pensées et par tous les actes, ce que pèsent la justice et l'humanité en face de l'intérêt allemand.

Or ce socialisme avant tout lié à sa race avait un moyen incomparable de la servir. La foi à la misère nécessairement croissante des travailleurs entraînait comme conséquence la nécessité de limiter cette misère par la limitation des enfans. L'Allemagne, traitant Malthus comme un inventeur, fabriqua de la doctrine restrictive une contrefaçon licencieuse. Elle construisit, ajusta, fournit tous les sophismes faits pour cacher la honte de la stérilité volontaire. Le peuple qui prévoit tout, qui prépare tout, et qui tenait pour inévitable une dernière rencontre avec la France, avait un égal avantage à garder intacte sa puissance prolifique et à réduire le nombre de ses futurs adversaires. Moins il y aurait de travailleurs français, plus la conquête des marchés par les travailleurs allemands serait certaine; et moins il y aurait de soldats français, plus il serait facile à l'Allemagne de réduire à la taille voulue par elle notre décadence politique. Sans doute, il ne se pouvait pas que l'Allemagne échappât à toute contagion de ses principes en faveur de la stérilité, et en effet l'accroissement de sa population se ralentit un peu plus parmi les socialistes que dans le reste du pays. Mais l'État ne leur eût pas permis, et ils n'avaient pas dessein eux-mêmes d'entreprendre en Allemagne les propagandes qu'ils avaient enseignées au socialisme étranger et avec prédilection au socialisme français. Eux n'avaient pas cessé

de travailler pour leur patrie. Or, si les intérêts les plus vitaux commandaient aux socialistes français d'accroître et à l'Allemagne de diminuer la race française, comment expliquer l'obstination des uns à faire ce qui leur était le plus funeste et ce qui était le plus utile à leurs adversaires, sinon par asservissement des uns aux autres?

L'asservissement continuera-t-il? Force est de se le demander puisqu'il est encore certains Français qui ont hâte de reprendre contact avec les Allemands, sous prétexte de négocier avec eux. Que des Français fassent grief à leur gouvernement de ne pas favoriser en pleine guerre des communications avec l'ennemi, cela oblige à leur dire net : « Votre impatience serait excessive, ne s'agît-il pour vous que de serrer la main à l'ennemi, mais il s'agit de retomber dans sa main. En reprenant contact avec l'Allemand, vous retournez à votre péché, et vous n'êtes pas de force contre la tentation. Le socialisme français n'a pas cessé d'être le petit garçon, le serviteur, le jouet, la dupe du socialisme allemand. Cette dépendance n'a jamais été excusable, même quand vous vous obstiniez dans l'illusion qu'il préparait pour vous la ruine des nations au profit de la solidarité prolétaire. Mais cette illusion même est finie. Ce que votre guide voulait détruire, c'est votre race au profit de la sienne. Il ne vous a jamais imposé une plus honteuse soumission qu'en vous persuadant de devenir traîtres à votre propre avenir, adversaires de votre propre sang. Pour vous il n'est qu'une expiation : ne plus accepter, ne plus répandre les leçons de mort, et trouver dans votre repentir envers la France le courage de multiplier des Français. »

V

Comme la masse des paysans et des ouvriers l'emporte assez en nombre pour que les autres classes ne modifient guère le mouvement imprimé par elle à la population, et comme cette masse est, par ses difficultés de vivre, tout entière sollicitée de devenir stérile, le dépeuplement devrait être rapide, universel et uniforme dans l'étendue de toute la France.

Or, il est très inégal. Il y a des régions où la moyenne des enfans par famille ouvrière et agricole dépasse quatre et cinq, et des régions où cette moyenne n'atteint pas même un. Les

statistiques des départemens les divisent en deux groupes, l'un où les décès l'emportent sur les naissances, l'autre où les naissances l'emportent sur les décès, et les départemens du premier groupe sont déjà les plus nombreux (1). Il est plus exact encore de les répartir en trois fractions : la plus considérable, la moitié à peu près, se compose de ceux où la race demeure stagnante; l'autre moitié se divise en deux, un quart où la population baisse d'une façon continue, croissante, et un quart où, d'une façon également continue et encore importante, la population monte. Le bassin de la Garonne, la vallée du Rhône, la Bourgogne sont les principales régions stériles; le Nord, la Bretagne, la Lorraine, le Béarn, les Cévennes restent les sources de fécondité.

Ce n'est pas la différence du climat et du sol, de la plaine et de la montagne, qui fait la différence de l'activité génératrice. Les versans septentrionaux des Pyrénées offrent les mêmes altitudes, les mêmes pentes, les mêmes cultures à ceux qui l'habitent ; aux deux extrémités orientale et occidentale de la chaîne la race demeure prolifique, dans la région intermédiaire elle diminue. La fécondité humaine est égale dans la Lozère, la Haute-Vienne et la Corse, où la nature se ressemble si peu. La différence des occupations n'explique rien : les plus prolifiques des Français sont les tisseurs des Flandres et les marins de Bretagne. La différence des ressources n'est pas davantage la mesure de la natalité, qui ne diffère pas dans les régions pauvres des Hautes-Alpes et des Landes, riches de Meurthe-et-Moselle et de Belfort, ou de richesse moyenne comme la Vendée. Enfin la communauté de l'origine et des traditions provinciales ne répartit point par groupes historiques les familles nombreuses ou restreintes. Nulle des régions françaises n'a de passé plus grand et de caractère plus personnel que l'Auvergne, et le Cantal et le Puy-de-Dôme sont deux noms de la même Auvergne : or ce même volontaire et ordonné Auvergnat accumule dans le Cantal, et dans le Puy-de-Dôme économise les enfans.

(1) Voici, d'après les derniers recensemens, le nombre des départemens où les naissances

	augmentent	diminuent
1909	40	47
1910	53	32
1911	25	64
1912	56	31
1916	49	38

Dans la faible étendue d'un département, d'un arrondissement, la natalité varie du simple au double. Enfin l'instinct naturel de la paternité ne suffit pas à expliquer la multiplication des enfans où ils abondent : car à satisfaire cet instinct un ou deux enfans suffisent, cinq ou vingt sont superflus.

Les départemens où la population décroît le plus vite et le plus constamment sont l'Isère, la Drôme, le Rhône, le Puy-de-Dôme, la Nièvre, la Côte-d'Or, l'Yonne, l'Aube, l'Orne, la Gironde, l'Ariège, l'Aude, l'Hérault, la Haute-Garonne, le Tarn-et-Garonne, le Lot-et-Garonne, le Gers. Entre toutes ces régions il y a une seule, mais éclatante ressemblance. Elles sont celles qui témoignent de leur doctrine collective par la persévérance de leurs votes politiques; celles qui savent gré à leurs élus d'avoir établi dans l'État, comme les nouveaux dogmes de la foi nationale, la souveraineté de l'individu et l'oubli de Dieu; celles où l'abandon général des pratiques religieuses transforme les églises en solitudes. La dépopulation est l'œuvre logique de ceux qui reconnaissent pour maître de l'existence l'intérêt personnel, immédiat, égoïste. Pour qu'ils se bornent au fils unique, il leur suffit que leur commodité soit de ne pas gâter l'héritage en le morcelant, de maintenir intacts leurs aises et leur rang, de « pousser le petit, » par un savoir plus complet, à une condition plus haute que la leur et dont ils aient l'honneur. Pour se refuser même cet unique enfant et tenir le foyer soigneusement vide, il suffit que, pauvres, ils ne veuillent pas le devenir davantage, ou que, riches, ils ne veuillent pas le devenir moins, et préfèrent compléter leur demeure, étendre leur domaine, leur train de culture, leur commerce, le manger ou le boire.

Les départemens où ces tentations ne paralysent pas l'instinct paternel, et où la race continue à s'accroître sont : le Pas-de-Calais, le Finistère, le Morbihan, le Nord, le territoire de Belfort, les Côtes-du-Nord, la Vendée, la Haute-Vienne, la Corse, la Meurthe-et-Moselle, les Vosges, la Lozère, le Doubs, l'Aveyron, les Basses-Pyrénées, les Pyrénées-Orientales, les Hautes-Alpes, la Haute-Savoie, la Corrèze et les Landes. Entre toutes ces régions aussi il y a une ressemblance. Ce sont celles où se sont le moins effacées les croyances chrétiennes. Que le fait plaise ou non, il s'impose à l'examen d'un temps qui se vante de croire seulement aux faits. Or on ne peut nier le fait : les régions sont fécondes en proportion qu'elles sont croyantes. En

Flandre, l'exemple des foyers patriarcaux et prospères, l'aide sociale des patrons à la multitude ouvrière, l'infiltration de catholiques Belges entretiennent la fidélité générale à la famille. En Bretagne, la foi est la plus ancienne, la plus constante, la plus universelle des traditions. Les Vosges, la Lozère, le Cantal, les Hautes-Alpes sont des promontoires que l'incrédulité des plaines voisines entoure sans monter jusqu'à eux ; les Alpes-Maritimes et les Pyrénées-Orientales sont des oasis de fertilité humaine dans le désert familial de la Provence et du Languedoc ; la piété des ancêtres s'y maintient, rajeunie par l'apport d'Italiens et d'Espagnols, et ces fils de races religieuses y multiplient les foyers nombreux. Dans le Doubs, la fécondité de la population varie presque du double selon les arrondissemens et les cantons ; ceux où elle est moindre sont ceux où les populations indifférentes vivent groupées autour de Montbéliard et de Besançon ; elles enfantent avec la même parcimonie que celles du Rhône, et, s'il n'y avait qu'elles, le Doubs compterait parmi les régions dépopularisatrices : il compte au nombre de celles où se perpétue la race parce que sur les hauteurs pastorales de la frontière dure et s'accroît une lignée de familles aux mœurs chrétiennes (1).

Cette force est visible non seulement dans les contrées privilégiées où ces chrétiens forment nombre et se soutiennent de leur société commune, mais aussi dans les régions inhospitalières où ils sont des isolés et s'obstinent dans leur obéissance à Dieu, malgré les ironies et les sarcasmes du scepticisme stérile. S'il est possible de citer les contrées de la France où l'œuvre de la fécondité chrétienne persiste, on ne saurait étendre cet examen à chacune des familles exemplaires qui, sur la plus grande étendue de la France, vivent dispersées, assiégées et comme cachées par la masse des familles restreintes. Toutefois, il est un moyen de saisir sur le vif quelques existences et de rendre, par leur courte histoire, visible aux moins mystiques la raison décisive et toujours la même de leur générosité créatrice.

(1) *Les statistiques de natalité*, par J. Maitre, conseiller général du Haut-Rhin, (*Réforme sociale*, octobre 1915.) A propos de ces cantons, M. J. Maitre ajoute : « Ils sont précisément ceux qui, économiquement, sembleraient soumis à la dépopulation, puisqu'ils n'ont pas l'industrie prospère des régions d'Audincourt et Montbéliard et sont consacrés presque entièrement aux cultures pastorales et forestières. »

Depuis quelques années, plusieurs associations (1) ont surgi, se proposant de grouper, de secourir les familles nombreuses, et ont aidé du moins à les connaître. Là s'allongent les listes douloureuses par la misère qu'elles révèlent et consolantes par la vigueur qu'elles attestent. Parmi ces paysans et ces ouvriers, conservateurs de la famille, citons seulement ceux qu'on en peut appeler les héros. D'après la statistique de 1914, quarante-cinq familles comptent dix-huit enfans. J'ai pu avoir des détails sur vingt d'entre elles : neuf de dix-huit enfans, trois de dix-neuf, cinq de vingt, deux de vingt et un, une de vingt-trois. Voici sous mes yeux les extraits de naissance, avec les commentaires des curés, des maires, des conseillers généraux et des voisins, témoignage des humbles qui louent des humbles. Ce livre d'or des obscurs répète à toutes ses pages les mêmes mots de probité exemplaire, de labeur acharné et, je transcris, de « sobriété jusqu'à la pénitence. » De tels foyers ne sont pas allumés dans les grandes villes, mais presque toujours dans des demeures rurales et par des paysans pauvres. Mais la pauvreté a son aristocratie qui répugne au vagabondage, et sur le sol, si dur soit-il, où elle est, demeure, ni déracinée ni divisée. De ces familles tenaces, les unes sont de petits fermiers, les autres de plus petits propriétaires, comme les Gosselin qui, dans la Manche, avec un hectare et une maison pour tout bien, ont eu dix-huit enfans. Quelques-uns, à s'assurer ainsi des travailleurs, transforment en aisance la gêne quand, semblables à Gosselin, ils savent ne laisser rien perdre, ni les choses ni le temps, et, dans l'Orne, s'abstenir d'alcool. La plupart ne réussissent qu'à durer et non sans dettes, mais consenties pour acquérir de la terre et être chez soi. D'autres, tels Le Gall, manœuvre de Lannion, Briot, contremaître de tissage dans l'Eure, Boulin, terrassier au Pas-de-Calais, n'ont pas même à eux cette place où prendre racine. Encore la solde de contremaître a sa fixité : mais comment des terrassiers, des manœuvres et des femmes de ménage ont-ils osé entreprendre la charge, sont-ils parvenus à subvenir à la dépense de vingt enfans? Parce que c'est pour eux le devoir. Ils le disent, et leur vie le dit mieux encore. Trois

(1) *L'Alliance nationale pour l'accroissement de la population française, — La ligue des familles nombreuses, — La ligue pour la vie, — La plus grande famille*, à Paris, et plusieurs sociétés en province, notamment *L'Aide aux familles nombreuses de la Loire.*

des fils qui représentent au front les Bois sont des religieux devenus soldats. Martin, avant d'avoir ses dix-neuf enfans, fut six mois novice à Sept-Fonds; la vocation s'est transmise plus complète à un de ses fils prêtre, tombé sur le champ de bataille, et se continue en un petit-fils de dix-huit ans, étudiant ecclésiastique. Chez les Fèvre, sur dix-neuf enfans, il y a deux prêtres et trois religieuses. Trouvera-t-on que c'est beaucoup? Le droit de penser ainsi appartient à ceux qui auront comme les Fèvre quatorze enfans pour perpétuer la race et servir le pays.

Fixons les traits généraux de ces familles par un mot sur les trois qui sont les plus fécondes de France.

Les époux Perrotey, cultivateurs à Plainfaing (Vosges), poussent à la perfection le mérite d'être des traditionnels. Tous deux, aussi loin que le regard puisse voir dans l'obscurité de leurs ancêtres, sont de lignée paysanne. Constant Perrotey appartient à une famille de sept, sa femme à une famille de neuf enfans. Le mari et la femme sont nés dans le même village, et, bien que le sol y soit rocheux et maigre, ils ont eu pour seule ambition de lui rester fidèles comme les « anciens. » Leurs vingt et un enfans sont à leur ressemblance : mariés jeunes, les plus âgés demeurent près de la maison paternelle, dans des fermes à la terre avare et au foyer fécond, et l'aînée des filles a déjà donné neuf enfans à son mari. A ce père et à ses vingt enfans toute aide de l'État avait été refusée, mais, s'ils ne sont pas de ceux qui reçoivent, ils sont de ceux qui donnent. Des sept qui sont partis au début de la guerre deux sont morts, deux ont été grièvement blessés. Ainsi s'étend sur les servitudes matérielles de cette existence la libératrice beauté d'une vie morale.

Camille Joffray, colon près de Medeah, aurait voulu fonder sa famille sur la stabilité de la terre; il avait obtenu une concession; mais faute de ressources, il dut y renoncer et, à mesure que se multipliaient ses enfans, il multiplia ses métiers. Il devint aussi par surcroît cantonnier fossoyeur, afin que la mort même nourrît la vie. Mais ce dévouement à la vie engendrait lui-même la mort : la détresse était telle que l'anémie plusieurs fois a éteint dans les enfans l'existence et enfin dans la mère la force d'accoucher. La faim, plus destructrice que l'amour paternel n'est créateur, voilà la tragique vision. Qui empêcha le couple de renoncer vingt fois à sa

misère, et de s'assurer le repos en ayant moins d'enfans? Sa foi en un devoir supérieur à son repos.

De la famille Amet, établie à Cornimont dans les Vosges, M. Méline a dit : « C'est une famille qu'il faudrait encadrer. » Le cadre devrait être de taille, car elle a vingt-trois enfans. L'ombre qui nous dérobe les épreuves et les mérites des humbles commença à se dissiper pour les Amet, quand un journaliste écrivit : « En ce moment où on interviewe à outrance des assassins, des actrices, ou simplement des députés, je vais aller voir la plus grande famille de France. » Il y a plus de trente ans, Amet et une jeune fille se mariaient sans contrat, car on n'y déclare ni sa santé, ni son amour, ni son courage, et ils n'avaient pas d'autres biens. Ces biens peu à peu créèrent les autres et grâce aux enfans qui bien vite furent instruits à se rendre utiles. Tous apprenaient aussi à s'aimer et à se sentir les membres d'un même corps, à ne séparer leurs existences ni de droit, ni de fait, et quand ils devinrent trop nombreux pour le seul travail offert à leur bonne volonté par l'exiguïté du domaine minuscule, ils continuaient leur glane laborieuse par les tâches qu'ils cherchaient à l'entour, et dont ils apportaient le gain au foyer commun. Dans cette collectivité toujours unie, les profits des aînés payaient les dépenses des nouveaux venus, l'économie de chacun accroissait en offrande incessante le bien de tous, et vingt-deux obéissances toujours soumises à une seule volonté assuraient force à son commandement. Aussi les lopins s'agrandirent, puis une ferme fut louée, puis le locataire devint acquéreur, et aujourd'hui le chef des Amet est propriétaire de dix hectares, de huit vaches et d'une maison assez vaste pour loger les fils et les filles qui continuent d'accroître le domaine paternel resté le bien familial. Et si l'on cherche qui enseigne au père si obéi le précepte de son propre devoir, et la constance vingt-trois fois renouvelée des sacrifices et des espoirs, on trouvera dans cette maison même, à la place d'honneur, l'hôte le premier accueilli, et toujours écouté, le Christ devant lequel chaque jour s'agenouillent ensemble le père, la mère et les enfans.

Comment de telles mœurs redeviendront-elles celles de la France?

ÉTIENNE LAMY.

(A suivre.)

CHRONIQUES DU TEMPS DE LA GUERRE

I

L'ASSAUT REPOUSSÉ

A Robert Dartigues, in memoriam.
P. T.

La visite des champs de bataille m'a semblé longtemps une des formes les plus vaines de la badauderie et, pour tout dire, comme un pompeux héritage romantique. C'est à Verdun que s'est opérée ma conversion. La bataille, quand j'arrivai, faisait rage depuis plus de six mois. Le sol harassé, torturé par un acharnement sans exemple, montrait partout les cicatrices, le sceau confus de cent combats; dévasté, supplicié, sans ombres, ses villages, ses bois effacés, il n'offrait plus dans ses reliefs, dans ses traits décharnés que le visage farouche et hurlant de la guerre. Rien de plus saisissant que ce paysage de cataclysme. Mais sa plus grande beauté est de tenir dans un regard. On dirait quelque Colisée, quelque amphithéâtre naturel, quelque cirque servant de champ clos au plus grand duel de l'histoire. Là s'est abîmé pour des siècles l'orgueil des aigles allemandes, tandis que les collines marquent par leurs degrés et leurs plans successifs les bonds de nos armées, et que Douaumont, là-bas, dominant toute la scène, paraît le plus beau piédestal où se soient jamais posés les pieds de la Victoire.

I

Ce matin-là, j'allais examiner quelques travaux que l'on exécutait au fort de Froideterre. J'étais accompagné par mon

ami le capitaine D..., autrefois commandant du fort, à un moment des plus critiques de la bataille. Je savais peu de chose de cette histoire. Presque rien n'en avait alors transpiré dans le public. Bientôt l'attention s'était tournée ailleurs, et puis vinrent les journées triomphantes de l'automne, qui avaient éclipsé les souvenirs du passé. Le capitaine D... s'était trouvé blessé, et c'était la première fois qu'il remontait là-haut depuis ces événemens.

Nous avions quitté la citadelle de bon matin et nous trouvions sur les huit heures au pied de la côte qui mène au fort. Quoiqu'on fût au mois de juin, le temps était fort gris : ciel chagrin, nuages maussades, brèves et froides ondées. Je venais de passer quelque temps dans une autre armée et revoyais, moi aussi, après deux mois d'absence, cette partie du champ de bataille. Je l'avais laissée en hiver et la retrouvais au printemps. Ce qu'il y avait de plus frappant, c'était le calme extraordinaire et le vide du paysage.

Nous avions pris à travers champs pour escalader en ligne droite, et cent détails rappelant les combats de l'autre été se dessinaient sur le terrain. Ces collines, en avril, étaient couvertes encore de neige, enveloppées des blancheurs de cet interminable hiver, comme si jamais rien, jamais aucune vie ne devait plus renaître sur ce monde saturé de mort. Il semblait qu'on ne verrait plus se soulever ce suaire, et que toute cette contrée était devenue un glacier, une espèce de planète polaire qui conserverait indéfiniment les secrets enfouis sous ce vaste évanouissement blanc. A présent, quelques gazons souffreteux s'essayaient par places à reverdir et buvaient avidement l'atmosphère pluvieuse. On rencontrait à chaque pas des traces de la lutte : boyaux ne menant plus à rien, arbres massacrés, abris effondrés, vagues niches creusées dans un cratère d'obus et, de tous côtés, des croix, des croix éparses, sans nom, plantées là à la hâte où chacun était tombé, et qui semblaient la flore de ce paysage d'agonie.

Maintenant nous approchions du sommet, et la terre prenait de plus en plus cet aspect de tempête qui est celui des grandes batailles. C'était la furie du chaos avec tout son désordre et son déchaînement. Nous avions dépassé la région des bois et la limite même des arbustes et des mousses : plus un tronc, plus une touffe pour servir de repère et donner la mesure des

choses. Comme il arrive souvent dans ces capricieux climats, le temps, couvert dès le matin, s'était tout d'un coup rembruni; un coup de vent assez aigre soufflait sur le plateau, et nous nous trouvions brusquement au milieu d'un nuage. Les formes dans cette grisaille fuyante paraissaient plus douteuses et plus étranges encore : rien n'avait plus sa place et ses contours connus. C'étaient de vagues écroulemens, des masses indécises, des escarpemens de blocs à demi dissous dans la brume, qui semblaient avancer, reculer à une distance inappréciable, suivant l'épaisseur du nuage interposé; on voyait surgir des arêtes, des profils, des spectres aigus et tourmentés comme ceux des hautes montagnes, qui se noyaient l'instant d'après dans un nouveau flot d'ombres. Tout prenait sous ce crêpe une apparence rapide et inconsistante de fantômes. On ne pouvait dire dans quelle saison, à quel point de l'espace on se trouvait au juste parmi toutes ces formes incertaines et incolores. Les choses irréelles paraissaient se faire et se défaire comme des songes. Et toujours cette course silencieuse de vapeurs, ce galop de brouillards, cette fantasmagorie d'estompages muets s'effaçant, se dissipant, se poursuivant l'un l'autre dans le même fluide lavis de demi-teinte, dans la même fuite d'ouates spongieuses qui secouaient par instans quelques gouttes de pluie, comme des larmes à travers un voile de deuil. Tout cela avait un air singulier de douleur, on ne sait quel aspect d'au-delà, une physionomie d'outre-tombe. On se serait cru transporté sur une autre terre que la nôtre, au milieu d'un Érèbe sans âge, comme si ce qui s'était passé là s'éloignait déjà dans le fond impalpable des légendes; sans doute c'est sur cette cime que les âmes exhalées de cet immense cimetière se donnaient leurs rendez-vous, et leurs tourbillons innombrables menaient là-haut la ronde taciturne des ombres.

Mais avec cette inconstance d'humeur, cette soudaineté de volte-face fréquente dans ces parages, une saute d'air produisit un nouveau changement de décor. Le ciel se découvrit comme il s'était couvert. Un souffle dispersa les brumes, leurs flocons s'évanouirent et se volatilisèrent, et un rayon oblique, glissant entre les plans supérieurs des nuées, parcourut une minute l'ensemble du paysage. La lueur errante promena légèrement son pinceau le long de la vallée étendue à nos pieds, et se retira comme à regret dans un ciel soucieux. Ce furtif sourire avait

suffi pour transformer le tableau, en chasser les illusions et les chimères nébuleuses. Ce n'était plus le germanique Brocken ou le Walpurgis de tout à l'heure, avec sa poésie de ballade vaporeuse : l'invasion des brumes, le trouble sortilège du Nord venaient une fois de plus d'être mis en déroute sur ce champ de leurs séculaires conflits. On se trouvait sur des ruines, mais du moins sur des ruines solides. Les formes reprenaient leurs dimensions exactes, et même, qui l'eût cru? les couleurs de la vie. Surprise touchante! Au pied de la redoute, la colline était blonde de fleurs. Ces terres blessées, broyées à mort, brûlées par le soufre et le feu jusqu'aux racines et jusqu'aux germes, ces déserts qui semblaient naguère à tout jamais stériles, renaissaient; la nature, sur tant de morts, jetait une profusion de fleurs : tout un printemps sauvage se hâtant de surgir avec une sorte de violence, une folie d'herbes naïves, incultes, tumultueuses, semées on ne sait comment sur ce cadavre de colline, recouvrant ses cicatrices, formant à perte de vue une seule nappe jaune, si bien que sur cet ossuaire et cette destruction infinie la grande Créatrice, ou pieuse ou indifférente, répandait le miracle de ce champ d'immortelles...

II

Ma mission terminée dans l'intérieur du fort, je sortis de nouveau sur la superstructure; je ne pouvais me lasser de cette métamorphose, du spectacle de ce défi, de ce triomphe de la nature. L'éclaircie n'avait pas duré; la pluie, qui menaçait depuis notre départ, s'était mise à tomber; une nuée délicate posée sur la prairie paraissait la couver, la protéger avec amour.

On pouvait s'attarder en toute sécurité. Mon compagnon ne cessait de parcourir le fort, dont chaque coin évoquait pour lui un souvenir; il examinait chaque détail, s'intéressait aux nouveautés, approuvait les perfectionnemens, heureux s'ils se rencontraient avec ses propres idées; il m'expliquait alors avec un amour-propre d'auteur le rôle d'un flanquement, d'une disposition inédite : « Ah! si nous avions eu cela! » ajoutait-il. Ce voyage avait pour lui le sens d'un anniversaire. C'est à pareille époque et presque à pareil jour qu'il avait, il y a un an, subi cet assaut dont l'inconnu m'intriguait. Il y a un an,

les Allemands s'étaient avancés jusqu'ici : on se battait sur ce tertre où nous demeurions si paisibles. Un an, et déjà ce silence! Déjà ces fleurs, déjà cet effacement de l'histoire et ce prodigieux oubli de la nature! Ainsi mon compagnon interrogeait ces ruines et leur réclamait son passé, comme un homme revient dans l'âge mûr aux endroits où il a aimé dans sa jeunesse; il lui échappait quelquefois un mot en s'arrêtant : « Quelle différence, tout de même! » ou bien : « Sont-*ils* tranquilles, maintenant! » (*Eux,* — les Boches, bien entendu.) Et puis il repartait à fureter en tous sens. Il n'était pas enclin à la mélancolie.

L'ouvrage de Froideterre, que nous parcourions ensemble, est un des plus récens de la défense de Verdun. Il forme sur la rive droite le point d'appui occidental de la deuxième ligne des forts. Froideterre domine le défilé de la Meuse et commande à la fois la route de Verdun vers le Nord, le fleuve et le canal, face à la côte du Poivre et à celle du Talou. De sa position en belvédère sur la vallée, on embrasse une vue magnifique sur le coude de la rivière, sur les villages, maintenant rasés, de Bras, de Charny, de Vacherauville, échelonnés au fil de l'eau comme des lavandières, et jusqu'aux ouvrages de Marre et de Belle-Épine sur la rive opposée. Une longue échine réunit Froideterre à Douaumont, — une espèce de dos de vache, avec un garrot vers le milieu, qui porte l'ouvrage de Thiaumont. Le regard plonge à l'Est dans un précipice encaissé, appelé le ravin des Vignes.

La redoute est constituée par un système d'ouvrages séparés, selon le dernier mot de la fortification avant la guerre : coupole de 75, coupoles de mitrailleuses, casemate de Bourges s'alignent en balcon sur la Meuse, assez espacées pour offrir des buts disséminés et aussi peu vulnérables que possible au canon. Au milieu, le casernement ou l'abri pour la garnison. Ce noyau d'ouvrages bétonnés était autrefois entouré de retranchemens en maçonnerie, qui avaient dû former un savant hexagone d'une figure particulière, à présent informe, raturée et totalement illisible. Les talus, les fossés, les cours gisent bousculés, culbutés, concassés pêle-mêle dans une salade magistrale. C'est vraiment un joli travail, qui fait honneur à l'artilleur. La caserne a bien tenu, mais la couverture a reçu un obus : du pansement en sacs à terre qui a servi à boucher le trou sort

encore une tignasse de fils de fer, pareille à une touffe de poils collés à un morceau de crâne ; mais ces poils sont des barres d'acier d'un pouce d'épaisseur. Le projectile les a tordus, hachés, déchiquetés, comme s'il se fût agi d'un simple paillasson.

Tout le reste est un amas de décombres, retourné, bêché, étripé jusqu'en ses fondemens. C'est le paysage de cratères et d'entonnoirs, toujours impossible à décrire faute de termes pour rendre un tel état de dislocation, une telle agitation des lignes, une telle discontinuité et de tels heurts de modelé, ces remous de formes incohérentes comme une vision de géhenne. Pas une ombre, pas un brin d'herbe n'égaie ce triste espace ; la nappe d'or qui couvrait le reste de la colline s'arrêtait au bord du glacis ; le printemps reculait autour de cette désolation. La terre y paraissait scalpée, comme le poil d'une bête s'use à l'endroit du bât. Ainsi la redoute se montrait nue, telle qu'une sorte d'écorché terrestre, avec ces formes grimaçantes comme trahissant un grincement d'os broyés dans la chair, et ces convulsions d'un grand corps à l'état de spasme.

Tout respirait encore le drame ; mais j'étais curieux surtout des pensées de mon compagnon. Il continuait d'aller et de venir et prenait un plaisir évident à se revoir où il était ; il s'amusait à deviner de vieilles connaissances, la porte, une vague piste qui était l'ancienne route, et il ne fallait rien moins que l'habitude qu'il avait des lieux pour s'y orienter sans faute. Des morceaux de la grille d'enceinte pesant une demi-tonne de fonte, arrachés de leurs scellemens, avaient volé à plus de cent mètres comme des fêtus de paille. Il me faisait remarquer avec satisfaction ces témoins du bombardement. J'essayais de le mettre sur la voie des souvenirs et peut-être des confidences ; mais il éludait les questions ou répondait en peu de mots. Au moment de quitter le fort, comme il semblait prêt à se montrer plus communicatif, nous rencontrâmes T..., qui se joignit à nous pour le retour, et ce fut fini de ce que j'attendais pour ce matin-là.

C'est une des singularités de l'existence militaire, au moins telle que cette guerre l'a faite, que l'extrême ignorance où l'on peut vivre les uns des autres. Il arrive de passer un an avec un camarade, et de traverser avec lui de ces momens où l'on dit que l'on connaît un homme, sans savoir de lui autre chose que deux ou trois circonstances insignifiantes. On ne met en commun

que l'énergie, les volontés. Rien n'est même plus rare que d'entendre un récit militaire. On s'imagine que les officiers ne parlent que de la guerre. Ils en parlent sans doute, mais pour en discuter, fort rarement pour le plaisir de conter une aventure. On découvre bientôt que tout ce qui vous entoure, ce sont des figures qu'on n'a jamais vues que de profil, et que des plus connues on ne connaît guère qu'une apparence qui les laisse en réalité assez mystérieuses.

Mon compagnon n'était pour moi qu'un de ces demi-inconnus, ou l'une de ces connaissances dont on s'aperçoit un beau jour qu'on n'en sait rien de précis, comme une de ces images qu'on croit avoir présentes et nettes dans la mémoire : on serait souvent embarrassé d'en reproduire les traits. Je l'avais rencontré à Verdun, où l'on rencontre tout le monde, et l'y voyais assez régulièrement depuis un an. Je n'allais guère à la citadelle, où son service l'attachait, sans le trouver ici ou là, rarement au bureau, toujours actif, occupé, vif, toujours remuant, toujours gai, la main tendue et le képi sur l'oreille et vous saluant de loin d'un joyeux : « Eh! bonjour, comment va? » Il était la bienvenue de cette caserne assez morose. Je ne sais comment il faisait pour conserver sa bonne humeur, mais il avait le secret de ne jamais s'ennuyer. Il semblait être l'ennemi personnel du « cafard, » et pourtant le cafard suinte des murs de cet étrange rocher où l'on ne voit jamais la lumière du jour. Il le poursuivait dans tous les coins, comme une ménagère qui fait la chasse à la poussière. Ce n'est pas qu'il eût beaucoup de ce qu'on nomme esprit, mais il l'avait aimable; et, sans le moindre brillant du monde, surtout sans s'efforcer à plaire, il plaisait par sa simplicité. Il ressemblait à ces femmes qui répandent le bonheur autour d'elles, simplement parce qu'elles sont heureuses. Il ne passait pas auprès d'un des innombrables ouvriers de ce monde souterrain, chauffeurs, mécaniciens, boulangers, sapeurs qui mènent là une vie de taupes à cinquante pieds sous terre, sans lui adresser une question, un bonjour, un de ces mots gaillards qui réveillent et font rire. Il était le boute-en-train de l'énorme bâtiment, l'impresario des soirées, comédies, séances de musique, de chansons ou de cinéma. Tout cela ne l'empêchait pas de faire fort exactement son service; mais dans tout ce qu'il faisait, il avait toujours l'air de trouver un plaisir. Dans cette noire

citadelle, il promenait son léger et gracieux « Midi : » et il faisait soleil aussitôt qu'il s'était montré.

C'était un petit Toulousain de figure agréable et de mine éveillée, avec une jolie barbe châtain naturellement bouclée, les lèvres charnues et, sur toute la physionomie, je ne sais quoi d'enjoué et de voluptueux. Sa plus grande séduction était peut-être un air incroyable de jeunesse, ou de *jenessè*, comme on dit autour de la Dalbade ; à peine lui eût-on donné trente-cinq ou trente-six ans, quoiqu'il eût largement passé la quarantaine. Il s'habillait avec une recherche curieuse et une sorte de dandysme rustique. Quelle tenue! C'était un vieux costume de chasse en velours feuille-morte, avec des houseaux de cuir fauve se boutonnant sur le côté, d'un aspect hérétique et horrible pour tout homme respectueux du règlement. Il est vrai que les boutons étaient à l'ordonnance; encore posaient-ils un problème : c'étaient des boutons d'artilleur, et le capitaine D... servait dans le génie. Enfin, en guise de col, la cravate de soie ou le foulard blanc de Mistral. Le tout faisait un poème extrêmement albigeois. On verra tout à l'heure que ce singulier habit était une relique.

Et sa chambre! Encore une des curiosités de la citadelle : un amour, un bijou de chambre, une petite merveille de luxe et de mollesse. Il y avait de la lumière, un lustre, des glaces, une armoire et toujours dans quelque angle un vase de fleurs ou de feuillages : cela suffisait à nos yeux pour donner à cette boîte assez chiche un aspect de confort et de raffinement. L'ensemble montrait de la coquetterie et un goût de la joie. On voyait aux murs des gravures en couleurs de la *Vie parisienne*, cette imagerie galante, aujourd'hui populaire jusque dans les « gourbis » et les « cagnas » de première ligne; mais ces gravures avaient des cadres, et même on admirait au-dessus de la toilette un grand panneau de toile peinte où quelque poilu décorateur avait brossé une frise d'amours se jouant dans une guirlande d'un « Louis XV » du second Empire. Cela sentait le boudoir, la garçonnière, la loge d'actrice et ce je ne sais quoi du pays fortuné où l'on naît ministre des Beaux-Arts. Le portrait d'une très jolie femme et celui d'un petit garçon d'une dizaine d'années, lui aussi en costume de velours, et qui ressemblait à son père comme une goutte d'eau ressemble à une autre, complétaient le mobilier par une note d'élégance intime. Je savais que

l'habitant de cet amusant logis était, dans le civil, ce qui s'appelle un propriétaire. Il exploitait certaines carrières de gypse dans l'Ariège. Là-dessus, je me figurais, dans quelque vallée du pays de Comminges, une de ces industries immuables qui ont à peine changé depuis les vieux Gaulois : les clairs chantiers à ciel ouvert, les convois de mulets descendant le gypse jusqu'aux fours sur les ponts « que César éleva, » les sacs de plâtre s'acheminant enfin sur des péniches jusqu'aux grandes voies fluviales du Rhône ou de la Gironde. Je voyais mon ami botté, sifflant son chien et venant à cheval donner aux travaux le coup d'œil du maître. Des voyages d'affaires à Tarascon et à Marseille le promenaient périodiquement à travers l'antique province romaine, mais il revenait pour vivre dans cette Toulouse enchanteresse, dont les rues au printemps sentent la violette. C'était une de ces enviables existences provinciales, bien construites, bien rythmées, mêlées d'affaires et de loisirs, sans ambitions et sans soucis, avec une large indépendance et le cours heureux et facile d'une chose naturelle. Il y avait place dans ce cadre pour l'activité et pour le *farniente*, pour le plaisir et l'opéra ; il y avait de l'air autour de la personne, et la figure même de l'homme montrait dans le citadin le hâle du demi-rural.

Il représentait à merveille ce Français de bourgeoisie moyenne, qui se sent ingénument l'enfant gâté de la nature et qui, pour être ce qu'il est, n'a guère pris que la peine de naître. Peu de culture, nulle étude, point d'école, rien d'appliqué ni de livresque, mais une intelligence souple et une certaine confiance tranquille que « tout s'arrange. » Et il est vrai que tout lui avait réussi : un fond de race excellent suppléait aisément à tout ce qui lui manquait. C'est pourtant ce même charmant garçon, si bien fait pour jouir paisiblement du jour dans sa délicieuse Florence de la Garonne, en faisant prospérer sa maison et sa riante fortune, c'est ce bourgeois pareil à une foule d'autres, à qui il était échu de sauver Froideterre et d'avoir dans sa vie cette minute insigne de tenir en échec l'Empereur allemand. Car, Froideterre pris, qui pouvait répondre de Verdun? Il est probable que ce bon vivant, ce bon enfant de Méridional, si cordial, si gai, si innocemment sensuel dans ses goûts d'aises et de toilette, avait infligé au kaiser une des plus rudes déconvenues qu'ait éprouvées Sa Majesté le Prince de la guerre.

J'aurais voulu de tout mon cœur apprendre ce qui s'était passé. J'essayais de relier ce que je savais de mon ami à ce que j'imaginais de cette minute supérieure. La guerre nous a accoutumés à fréquenter des tas de gens qui font tout à coup de très belles choses, mais on ne se blase pas sur ce genre de surprises, et puis les faits réels ont toujours un accent qui dégoûte des plus belles conjectures littéraires. J'étais malheureusement réduit aux conjectures, et si j'essayais de préciser le portrait de l'individu, afin d'en déduire quelque construction vraisemblable, je voyais l'image fondre par les bords, comme si elle s'enfonçait dans le clair-obscur d'une des « écoutes » qui étaient le lieu ordinaire de nos rencontres.

Alors une nouvelle image se substituait à la première : c'était celle de cet admirable « Inconnu » de Greco qu'on voit au musée de Madrid, et qu'on appelle l'*Homme à l'épée;* le visage est d'une pâte plus mate, d'une aristocratie plus fine et comme d'une argile plus fière, mais, — à la seule différence des temps, et à celle qui tient au génie de l'artiste, — c'étaient les mêmes traits hardis, gais et charmans, et ceux de mon compagnon, quoique d'un sang plus humble, leur ressemblaient comme ceux d'un frère.

III

Je revis plusieurs fois D... les jours suivans, sans qu'il fût question davantage de notre visite à Froideterre. Puis il partit en permission, et j'avais renoncé à m'instruire de son histoire, lorsqu'à son retour, après le mess, il me fit signe de le suivre dans son fameux boudoir. Il tira de l'armoire, en soulevant avec précaution une pile de linge, une grande enveloppe jaune, fripée et pleine de paperasses.

— « Tenez, me dit-il brusquement, vous m'avez paru curieux de mon affaire. J'ai là quelques souvenirs, des documens, des notes. Vous pouvez en prendre connaissance. Voyez si cela vous intéresse. »

C'était en effet tout un dossier, tel que les historiens et les fouilleurs d'archives, les Frédéric Masson et les Lenôtre de l'avenir se feront une joie d'en exhumer plus tard, dans les papiers de famille, quand nous serons tous morts, et que nos petits-neveux parleront de la guerre avec le même étonnement

que nous inspiraient naguère les grandes choses de l'Empire. Il y avait là quelques copies de pièces officielles, rapports, extraits de « journaux de marche, » qui sont dans une troupe ce qu'est le livre de bord pour un navire; c'étaient encore des « états, » des listes de présence, des pages de citations à l'ordre, formant un livre d'or des journées historiques.

On voyait que le capitaine avait tenu à conserver le souvenir de tout son monde, jusqu'au dernier des pauvres gens que les hasards de la guerre lui avaient donnés pour camarades. Plusieurs avaient écrit des lettres, souvent gauches et diffuses, mais toutes ruisselantes de choses, comme des sources aux cent facettes, dont chacune reflète des traits épars de la vérité; la lettre du médecin voisinait avec celle du brancardier ou du téléphoniste. Chacun des personnages du drame faisait voir qu'il lui tenait à cœur d'avoir participé à quelque chose d'important et qu'à défaut de récompense ou de titre officiel, il se savait gré de la grandeur du service rendu. Tous se reconnaissaient dans un souvenir commun, qui devenait le lieu, le point de ralliement de leurs existences. C'était une société d'hommes marqués d'un signe, une de ces fraternités qui ne se dénouent qu'avec la vie. Ce recueil émouvant achevait de prendre tout son sens si je levais les yeux sur le portrait du jeune garçon en habit de velours. Je tenais dans mes mains le testament spirituel, l'exemple et le patrimoine que le père léguait au fils comme héritage, comme une noblesse à jamais inséparable du nom : c'est pour cet enfant, et pour d'autres encore inconnus après lui, qu'il avait ramassé, avec une dignité modeste, les témoignages de son meilleur « moi » et les moindres parcelles de son obscure gloire.

Une enveloppe spéciale contenait quelques papiers d'une valeur particulière : non plus des relations, des mémoires, des impressions composées à loisir et toujours plus ou moins altérées par le recul, mais les écrits mêmes qui portaient la date des heures tragiques. C'étaient les « doubles » des bulletins expédiés pendant la bataille par le commandant du fort. Toutes communications rompues avec le monde, le téléphone muet, le télégraphe sans réponse, la redoute désemparée était demeurée quatre jours au centre de l'enfer, sans autre relation avec l'univers vivant que par ce vieux moyen des pigeons voyageurs. L'oiseau s'élançait de la prison, emportait sur les vents la

pensée délivrée; et l'homme, trahi par toutes les ressources de sa science, se voyait sauvé par l'antique messager de l'amour. Là, c'étaient les appels, la voix de la redoute en détresse. Le commandant rendait compte de la situation, demandait du monde, des secours; il informait l'état-major de la menace imminente. De jour en jour l'angoisse devenait plus urgente; enfin le troisième jour, les dépêches se précipitaient, se suivaient d'heure en heure. On sentait haleter le drame.

« *9 heures. Capitaine D... à E.-M. M.* (1). *Avant-garde ennemie se dirige sur le fort. Dispositions prises.*

« *10 heures. Fort encerclé... Les Boches y montent, mais comptez sur nous, nous tenons bon.*

« *11 heures. Tourelle de 75 a dégagé le fort, mais situation critique. Prière faire donner contre-attaque. Esprit de tous excellent. Nous tiendrons jusqu'au bout.* »

Le capitaine lisait sans mot dire par-dessus mon épaule. A quoi bon? Qu'est-ce que des paroles eussent ajouté à ces paroles? Est-ce que toute l'histoire ne tenait pas là en quatre lignes? Pourquoi des commentaires qui n'eussent fait qu'affaiblir? Mais, en replaçant dans l'enveloppe les légers feuillets d'un papier huileux et glacé comme une pelure d'oignon, j'en fis tomber un calepin à couverture de moleskine, un cahier de deux sous, mais que le capitaine devait estimer sans doute particulièrement précieux, puisqu'il l'avait rangé parmi ses trésors les plus secrets. Je jugeais bien ce que c'était et fis semblant de n'avoir rien vu. Qui ne l'a aperçu entre des mains de camarades, le carnet de notes intimes où l'on écrit ce qu'on ne peut confier à personne, ce que l'on cache même aux plus proches, où l'âme s'épanche sans contrainte, et que l'on porte près du cœur? Que de carnets semblables, élégans ou vulgaires, recueillis parfois tachés de sang sur le cadavre d'un ami, contenant chacun son roman, le son particulier d'une vie! Mon ami fit un geste pour reprendre le carnet, mais il se contenta de l'ouvrir, comme s'il en prenait décidément son parti, et plaça la page sous mes yeux. Il y avait quelques lignes tracées d'une rapide écriture couchée, d'une main fiévreuse, mais résolue. Toute une âme s'y montrait, gentille et courageuse, avec ses enfantillages, son bon sens, ses tendresses profondes, ses

(1) Cette initiale désigne le général Mangin, nommé le 22 juin à midi au commandement du Corps d'armée.

facultés d'enthousiasme, tous ses thèmes d'existence, comme une vie entière tient en quelques secondes au moment de la mort, dans un raccourci de vertige.

« *20 juin 1916. — Je demande, si je suis tué, à être enterré dans mon fort, à l'endroit que j'ai fait creuser dans mon poste de commandement, avec mon manteau d'artilleur et mon costume de velours...*

« *21 juin. — Le bombardement recommence, vraiment sérieux. Gros calibre. Hélas! Cinq morts, quatre blessés déjà étendus là, à côté, sous l'éboulement. Dure journée! J'encourage mes hommes. Abris dans l'une des citernes.*

« *22 juin. 9 heures. — Le bombardement continue de plus en plus grave. Les voûtes vont-elles résister? Que va-t-il advenir? Peu importe, je fais mon devoir. J'ai tout mon sang-froid. Quoi qu'il arrive, mon fils sera fier de moi.*

« *11 heures. — Voilà les belles émotions!... Je fais travailler. Je stimule, j'encourage de mon mieux.*

« *13 heures. — Les Boches vont tenter quelque chose. Mais j'ai installé les mitrailleuses pour les recevoir. L'ouvrage est ébranlé, il tangue comme un navire. Il commence à être lamentable avec ses rondins de fer sortant des trous béans. Moral de tous excellent.*

« *23 juin. 9 heures. — Les Boches sont là... Voilà le moment! On va se défendre! Vive la France! Il me semble que je suis à l'Opéra voir jouer* la Navarraise... *Ma femme, mon fils, — chéris! Adieu...* »

Je rendis le cahier, que mon ami serra dans l'armoire, en silence. J'allais prendre congé, de peur de gâter par des remarques inutiles l'impression de ma lecture, quand, ayant refermé l'armoire et glissé la clef dans sa poche, il reprit : « Que faites-vous de votre après-midi? Si vous avez une heure à perdre, nous monterons sur la terrasse. On y est très bien pour causer. »

La terrasse de l'évêché de Verdun mériterait d'être célèbre entre les plus nobles choses de France, comme une beauté de premier ordre. Le palais des évêques, auprès de sa cathédrale carolingienne à deux chœurs, de son église bicéphale, est un des plus parfaits monumens de la Régence. Sur la vieille acropole celtique, le chef-d'œuvre français apparaît comme la fleur d'un long épanouissement. Mais ce qui achève cette beauté,

c'est le voisinage de la citadelle. Sur ces marches lorraines, à cet étranglement du couloir de la Meuse, porte séculaire de la France sur le monde germanique, il fallut de tout temps que la civilisation montât la garde; la paix s'enveloppa de force, le froc vêtit l'armure : il fallut le prêtre et le soldat. Et la citadelle de Vauban auprès de la magnifique résidence des évêques, marque ce point d'harmonie qui est le résultat d'une œuvre de mille ans. Rarement il fut donné à l'architecte d'exprimer sur la vie une vue plus classique, de jeter sur la nature, par des lignes sensibles, un ordre plus grandiose, qu'il ne l'a fait dans ce palais et cette forteresse, dans le double aspect de cette colline militaire et ecclésiastique. Au sommet de cette confusion de restes de tous les âges, près de cette cathédrale hybride et remaniée de siècle en siècle, le monument épiscopal apparaît à l'extrémité d'un développement continu, comme la péroraison d'un discours solennel, comme la conclusion d'une pensée permanente. C'est surtout dans le jardin, suspendu au Midi, vers les faubourgs de Regret et de Glorieux, que l'expression atteint toute son éloquence. Dans ces premières journées d'été, ce parterre aérien semblait un enchantement; on voyait éclater au milieu des herbes sauvages les lueurs des dernières roses. Tout s'accordait pour montrer le prix de ces siècles de culture et d'exquise discipline, de cet écrin de pensées choisies, brutalement menacées par le canon des barbares.

Nous étions seuls; nul importun à craindre dans ce séjour écarté. La journée était d'un calme plat, comme s'il n'y avait plus eu la guerre. Je laissais aller mon compagnon et me gardais bien de l'interroger. Au bout de quelques pas, il commença de lui-même à parler en s'excusant.

« Vous devez penser, dit-il, que je me suis fait beaucoup prier et que c'est très ridicule. J'ai bien peur à présent de vous décevoir d'une autre manière, car c'est peu de chose, en somme, ce que j'ai à vous dire. Vous savez ce que des souvenirs de guerre offrent toujours de presque indicible, comme les impressions s'évaporent et combien elles sont incommunicables par des mots. Peut-être, si je savais parler, y réussirais-je tout de même... Mais surtout, ce que j'ai fait n'a rien d'extraordinaire : cela a de l'importance pour moi, mais vous auriez fait aussi bien à ma place; tout le monde en eût fait autant. J'étais là : j'ai eu de la chance, voilà tout. Du reste, répéta-t-il, tout cela

n'est pas grand'chose. Et par-dessus le marché, je crains d'être un peu long. Vous me direz bonsoir quand je vous ennuierai. »

Je le rassurai. Il continua.

IV

« Je ne vous apprendrai pas ce que c'est que l'attaque du 23 juin. Ç'a été, si vous l'ignorez, le plus furieux, le plus massif, le plus luxueusement monté de tous les assauts boches depuis le commencement. Ils n'avaient rien fait de si soigné depuis le mois de février. Sans doute qu'ils sentaient se mijoter quelque chose et qu'ils se méfiaient de la Somme. Bref, ils étaient pressés de conclure et de brusquer la fin. Ils voulaient Verdun coûte que coûte. On a trouvé des ordres dans les poches des prisonniers : il ne s'agissait pas seulement de Froideterre, mais encore de Saint-Michel et de la batterie de Marceau. Ils calculaient que de ce train-là ils arriveraient en trois jours, tambours battans, place de la Roche. Ils avaient fait venir exprès une masse d'artillerie et six divisions toutes fraîches, bien dressées, bien repues, bien reposées; ils avaient amené les drapeaux, les fanfares. L'Empereur était par derrière, au quartier général. Enfin, c'était un coup rudement machiné. Les ressorts étaient bandés à bloc. On peut dire, sans fatuité, que Verdun n'a jamais été plus en danger. Peut-être que le public ne s'en est pas douté parce qu'il a eu tout de suite à penser à autre chose. Mais vous vous rappelez l'ordre du jour de Nivelle? Du reste, ça n'a plus d'importance, et tout cela doit être à présent dans les livres.

« Bien entendu, je n'en savais pas si long sur le moment. Ce que je vous en dis, je l'ai appris depuis et c'est pour vous aider à mettre les choses en place ; car c'est un lieu commun de dire qu'un combattant n'aperçoit rien de la bataille, mais c'est la pure vérité : il n'y voit pas plus loin que le bout de son nez. On ne connaît que son coin, et c'est de mon coin seulement que je vous parlerai.

« C'est le 25 où le 26 mai que j'arrivai à Verdun, venant d'une brigade où j'avais fait la campagne. Comme officier d'une vieille classe, et ayant besoin de repos, j'étais nommé adjoint au commandant du génie de la citadelle; celui-ci me bombarda tout droit à Froideterre, qui dépendait alors de la Place, pour

faire une cure d'air et pour soigner mes rhumatismes. Comme vous voyez, c'était le *filon* et je tombais au bon moment.

« Quel moment! La bataille, lâchant brusquement l'aile gauche, se rabattait au centre en redoublant de furie. Les Allemands venaient de reprendre Douaumont et s'attaquaient maintenant à la conquête de Vaux. Ils s'y évertuaient avec un entêtement frénétique. Quelle semaine! Vous avez lu le récit d'Henry Bordeaux. Mais, à Froideterre, nous étions moins bien renseignés que les gens de Paris ou de San-Francisco. La crête de Fleury forme une espèce d'écran, qui obstrue complètement la vue de ce côté : ce drame de Vaux, c'était pour nous une tragédie derrière un mur. Comme c'est étrange, quand on y songe! On écoutait toute la journée le bruit de la bataille, ce mugissement de grande cataracte, ce tonnerre nouveau de la guerre qui vous serrait le cœur à la pensée des camarades torturés là-dessous. Et rien, pas une fumée visible, si ce n'est une grande brume immobile dans le bas du ciel, comme une inquiétude qui ne voulait plus se dissiper... On sentait que ça allait mal, pourtant on espérait encore : cela durait depuis si longtemps! Pas de journaux, naturellement; quelquefois la liaison rapportait de Verdun un vieux *Matin* de trois jours et le communiqué de la veille, affiché à la citadelle, ou bien c'était la relève de l'observatoire d'artillerie, avec le dernier *tuyau* de la Division ou du Groupement. Ce fut une obsession de huit jours. Je ne savais même pas le nom du commandant Raynal. Mon histoire n'est qu'une bagatelle à côté de la sienne, et j'ai tort de m'exposer à la comparaison. Mais je ne me pique pas d'être un conteur habile : je cherche à vous peindre l'atmosphère où nous avons vécu. Je devinais clairement que ce n'était qu'un prélude et souvent, en prêtant l'oreille au tonnerre de Vaux, je me prenais à songer : « Demain, ce sera notre tour. »

« En attendant, c'était encore le calme relatif. L'ennemi avait trop à faire pour s'occuper de nous. Nous n'étions pas encore en scène. Je profitais de ce répit pour explorer mon domaine et faire connaissance. A cette époque, le fort était encore très présentable. Les Boches se contentaient de tirer sur l'observatoire et d'arroser les points de passage. C'était plus gênant que terrible. A condition de faire le mort dans la journée et de ne sortir qu'à la nuit close, il n'y avait aucun

danger. La garnison comprenait une centaine d'hommes fort mélangés, un peu de tout : une demi-compagnie d'infanterie, des sapeurs, quelques artilleurs, un poste de secours. Ajoutez deux sous-lieutenans d'une batterie des environs, qui se servaient de l'observatoire et s'y relayaient tous les deux jours. Vous voyez que nous étions passablement tassés. Ma case me servait de P. C., de réfectoire, de chambre à coucher; j'y vivais avec le docteur et l'observateur d'artillerie. Il faisait une température torride. Afin de combattre la vermine, j'avais supprimé les paillasses et chacun dormait sur la planche. Les plus à plaindre étaient les artilleurs de la tourelle : ceux-là n'avaient même pas, comme les fantassins, la distraction d'une corvée, la perspective d'une relève; ils grillaient tout le jour dans leur coque de tôle et, pour dormir, se couchaient en cercle à tour de rôle sur leurs obus, faute de place pour s'allonger; et ils avaient pris à la longue ce teint de rouille des malades du foie, qui est le ton de la fonte oxydée.

« Vous me pardonnerez ces détails languissans. J'arrive au moment décisif.

« Vous voyez d'ici la situation : les deux grosses pièces de l'échiquier, le roi et la tour, Douaumont et Vaux, sont aux mains de l'adversaire. Maintenant, il n'y a plus que moi, — Froideterre, — et Souville, qui formons le soutien de la première ligne, et puis Saint-Michel et Belleville en extrême arrière-garde. A ma droite, le dôme de Souville, le seul point de la contrée qui défie Douaumont et lui parle d'égal à égal : très haut et sévère dans le ciel, comme la clef de voûte du paysage. Devant moi, à un quart de lieue, la croupe de Thiaumont et sa ceinture de petits ouvrages, s'appuyant à la grande dorsale de Fleury, qui ferme la vue comme un cul-de-sac. Nos lignes passent par là quelque part, dissimulées derrière un bourrelet du terrain, un peu flottantes, et tous les jours, sans bruit, l'ennemi les grignote, ronge çà et là une maille, lime sourdement l'étroite marge qui nous sépare encore.

« De mon côté, je me méfiais. Je me mettais en garde. Je me complète en vivres, en cartouches, en grenades. Je me barricade, je condamne les portes et j'y embusque des mitrailleuses; je cloisonne les couloirs par des chicanes en sacs à terre; j'organise toutes choses pour la défense pied à pied. Je distribue les rôles, je poste chaque homme à son créneau, et l'instruis de

ce qu'il devra faire. Les jours se passaient à ces travaux. Le soir, on montait sur le fort, on creusait des tranchées, on refaisait le boyau qui traversait la cour et reliait la casemate aux tourelles extérieures. On plantait des réseaux de fils de fer, que le bombardement détruisait le lendemain. On recommençait la nuit suivante; c'était l'ouvrage de Pénélope. Car le tir devenait chaque jour plus dense et plus compact : ce n'était plus, comme au début, le tir d'*embêtement*, c'était déjà le tir voulu, systématique. On crevait de soif. Il n'y avait dans les locaux qu'une citerne, contenant trois ou quatre cents litres d'une eau malsaine; l'autre citerne était à sec. Il fallait économiser parcimonieusement cette eau si rare, à goût de Javel, comme une ressource précieuse. Tous les jours, au rapport, l'adjudant venait avec sa règle me rendre compte du niveau. Toutes les nuits, une corvée descendait à une petite source distante de quelques centaines de mètres, à mi-côte dans le ravin, et remontait dans des bidons la provision de la journée. Tout cela sous les marmites, les barrages, les rafales de gaz, à travers mille difficultés. Du reste, *rien à signaler,* comme disent les communiqués, et je n'ai pas encore d'histoire.

« Mon histoire, c'est exactement le 21 juin qu'elle commence. La veille déjà, nous avions *pris quelque chose* de si brutal en fait de marmitage, que, dès ce moment-là, je me tenais pour averti. Les Boches ne s'amusaient plus aux bagatelles de la porte : c'est bien à nous qu'ils en voulaient. C'était si clair que je mis mes affaires en ordre, et je pense que chacun en faisait autant pour son compte. L'abbé (il y a toujours un curé chez les infirmiers) n'arrêtait pas de confesser dans un coin du couloir. Il s'est fait tuer deux jours après, et fort bien tuer, le pauvre cher homme... Notez que tout cela se passait sans le moindre affolement, sans trace d'émotion apparente, aussi simplement que tous les jours. Je prenais mes dernières mesures, pendant que je le pouvais encore; il fallait compter que bientôt le téléphone serait coupé : c'est la première chose qui arrive quand on est attaqué, c'est-à-dire au moment où on en a le plus grand besoin. Je fais donc monter des paniers de pigeons, et je finis même par obtenir, tout à fait à la dernière heure, ce que je réclamais à tous les échos depuis quinze jours, quelques caisses de boîtes à mitraille; c'est un moyen bien suranné, bien *vieux jeu*, bien *rococo*, mais mon instinct me disait que je m'en

trouverais bien ; enfin, j'y tenais fort, et vous verrez que j'avais raison. Je distribue mes vivres aux postes isolés. J'achève de me mettre sur le pied de guerre. Tout terminé, je me fais creuser une fosse dans la casemate, en prévision de ma sépulture, et là-dessus me voilà en repos.

« Le lendemain matin, à sept heures, le bal commençait. C'est toujours mauvais signe quand ces messieurs les artilleurs se lèvent de si bonne heure. En effet, j'étais fixé au bout de dix minutes : c'était bien, cette fois, le grand chambardement, — pas un obus par-ci, par-là, ou quelques volées espacées, mais un tir appliqué, studieux, de longue haleine, et rien que du *gros*, — vingt et un court, vingt et un long, alternant comme des coups de marteau sur l'enclume. Jamais je n'ai été mieux *sonné* de ma vie. *Ils* avaient entrepris cela comme un travail, comme une affaire de démolition. Ils s'y étaient attelés à quatre (on comptait les batteries) pour faire la besogne, et je vous réponds qu'ils *y en mettaient*. Quels tâcherons! Ils me piochaient, me binaient, me retournaient comme un champ : ils s'étaient juré d'avoir ma peau. Plus de deux mille obus. Vous avez vu nos ruines : c'est l'ouvrage de la journée. J'étais complètement aveugle, avec mes meurtrières et le créneau de l'observatoire pour toute ouverture sur le dehors; d'ailleurs j'aurais eu beau écarquiller les yeux, rien à voir, n'est-ce pas? que de la poussière et de la fumée. La surface du fort bouillonnait. Notre cimetière, — le petit *campo-santo* du poste de secours, — tressaillait d'une manière lugubre; les morts remués, agités dans des flots de cendres comme des épaves, s'échappaient dans leurs suaires avec de grands gestes d'épouvante, semblaient fuir en sursaut ce cruel songe de la vie qui les tourmentait dans leurs tombes.

« Et quelle musique! Vous connaissez comme moi ce sifflement du *gros noir*, ce long ululement modulé sur deux notes, comme un glapissement de sirène, ou plutôt comme le cri sauvage, le sinistre *Heïha!* de la chevauchée des Walkyries; — et puis, le fracas des éclatemens, ce *rrâ* de ferrailles arrachées, ce bruit abrutissant qui prend aux tempes et aux entrailles. On s'y fait : on se fait à tout. C'est même étonnant de penser avec quelle facilité on s'adapte à toutes circonstances. La veille encore, on m'aurait dit que je serais soumis à ce charivari, je ne me serais pas cru capable d'y tenir : et depuis trois heures

que j'y étais, j'y tenais le mieux du monde. Je n'imaginais même plus qu'il pouvait en être autrement. C'est ainsi : les faits sont de grands maîtres, ou bien nous possédons des réserves nerveuses insoupçonnées. Je me promenais dans la galerie pour tâter le pouls à mon monde : « Eh! les enfans, ça chauffe? » — « Oui, mon capitaine, je crois que la guerre est déclarée. » Braves petits! Ils riaient. Il n'en faut pas beaucoup dans ces cas-là, pour les faire rire.

« Tout allait très bien jusque-là, et je rentrais assez rassuré dans ma chambre, quand il se produisit du nouveau. Un coup de gong soudain, — grave, catégorique, autoritaire comme un ordre, et se détachant avec empire de toutes les autres voix du concert, — venait de faire lever les têtes. Pour des oreilles exercées aux bruits de la bataille, aucun doute : cet avertissement-là s'adressait directement à nous. Et aussitôt après, une sorte de ronflement redoutable de trombe, emplissant tout l'espace, absorbant tous les bruits épars dans son sillage sonore, l'espèce de bruissement d'une chose monstrueuse en voyage, grandissant comme un tourbillon de rapide dans une gare, — puis la secousse, un vacillement de tout, comme une impression de gouffre et d'ouverture d'abîmes. Il était dix heures précises. Décidément, c'était le grand jeu.

« Questions, discussions : qu'est-ce? Quel calibre? Quels dégâts? et le reste. En fait, c'était probablement un 380 de marine amené sur rails dans le bois d'Haumont et qui nous canardait tranquillement à une douzaine de kilomètres. Je lâche un de mes pigeons pour rendre compte et demander la contre-batterie. Mais, baste! notre artillerie n'avait pas le bras si long! De dix minutes en dix minutes, avec une régularité d'horloge, cette chienne de pièce nous balançait son petit *pruneau* de trois quarts de tonne, ses quinze ou seize cents livres de fer et d'explosifs, — sans préjudice des autres *pelots* de moindre importance que nous recevions depuis le matin. Mais ceux-ci, on n'y faisait même plus attention. Et de dix en dix minutes, toujours le même coup de tocsin, suivi de cet énorme hennissement de bolide, et de l'horrible choc qui secouait le fort et soufflait nos lumières, car dans cet ouvrage ultra-moderne, on n'avait oublié que l'électricité. Et, à chaque nouvel obus, la question machinale : « Encore un! Où est-il tombé, celui-là? » Mais il y en avait une autre que nul n'osait émettre,

quoiqu'elle fût présente à toutes les pensées : est-ce que les voûtes sont à l'épreuve? Ont-elles les reins pour encaisser? C'était une nouvelle angoisse qui s'introduisait sourdement au fond de tous les courages, comme une morsure secrète dont on ne faisait part à personne. Jusque-là, nous n'avions pas eu cette inquiétude : nous nous demandions bien ce que nous ferions le moment venu dans nos tranchées bouleversées, mais nous ne craignions rien sous notre carapace. Cette fois, j'en étais moins sûr. La couche de terre supérieure était ratissée depuis longtemps. Restait la cuirasse toute nue : un mètre de béton avec un matelas de fer. Était-ce suffisant? J'avais des doutes. A chaque coup dont le souffle nous plongeait dans la nuit, je pensais que le prochain nous éteindrait de même, et que ma vie ne tenait pas plus solidement à ce monde que la petite flamme de ma bougie.

« Eh bien! cela aussi, on s'y accoutumait. Heureusement les Boches tiraient un peu trop long. L'obus nous passait au ras des cheveux et allait éclater à cent mètres en arrière, dans le fossé. Alors, on sentait le fort s'arracher, se déchausser comme une dent, sauter comme une planche sur des vagues. Nous avions presque fini par croire que nous en serions quittes pour l'émotion. Vers les deux heures après-midi, environ au vingtième coup, une de ces grosses marmites était tombée tout contre la gaine qui conduit à l'observatoire; le coup avait produit une cloque dans la paroi, une espèce de boursouflure, mais sans entamer le béton : deux hommes blessés par les gravats, sans plus, ce qui nous avait rendu confiance dans notre carcasse. Chose curieuse! loin d'être abattu, je me sentais au contraire étrangement surexcité. Je jouissais d'un état exquis de limpidité, de parfaite liberté spirituelle. Je me voyais agir, j'assistais presque en spectateur à tout ce qui m'arrivait. Mes impressions me semblaient belles et même enviables, comme des aventures qui en valaient la peine. Je me souviens que je considérais avec une sorte de détachement ce pauvre bonhomme que je faisais là, ce chétif personnage engagé dans l'épreuve, ce moi militant et terrestre, comme si la partie non mortelle de mon âme était déjà placée dans une région où aucun accident ne saurait plus l'atteindre.

« Cet état d'esprit singulier ne diminuait pas mon attention pour le détail des choses. Ma personne me faisait l'effet d'être

grandie, sans bornes, douée de facultés multiples, comme d'une rapidité de sensations et d'une ubiquité que je ne m'étais jamais connues. J'étais chez moi, sur mes chantiers de l'Ariège, dans le bleu et le blanc de mon pays; et en même temps, j'étais dans ce couloir puant, avec mes pauvres poilus, tout enfarinés de poussière et de poudre comme des maçons. Je parlais, je donnais des ordres; j'avais l'idée de faire construire un abri dans la citerne vide, et d'utiliser pour le couvrir les bancs et les râteliers d'armes. Je surveillais déjà le travail, et je plaisantais même avec le sous-officier chargé de l'exécuter, — je le vois encore : un grand, long, à figure mince de Parisien, blagueuse et un peu triste. Il venait de tomber encore une marmite. Il gouaillait.

« — Je crois, mon capitaine, que j'aurais décidément mieux fait de partir en permission.

« — Allons, mon vieux! est-ce qu'on sait? C'est peut-être au retour que vous écoperiez.

« Pauvre garçon! Dix minutes après, il était tué net, et quatre autres avec lui, par la marmite suivante, la dernière, qui s'abattit, celle-là, en plein sur la voûte au beau milieu du couloir, et la creva, béton et fer, comme une toile d'araignée. J'accourus; l'abbé et le docteur étaient déjà à l'ouvrage, déblayant les décombres. On retira les blessés, puis, au bout d'une heure, les cinq cadavres dans un état de boue sanguinolente. La tête de l'adjudant était écrasée, laminée, hideuse, plate comme une tête de raie.

« Sans doute que les Boches étaient contens, puisqu'ils s'en tinrent là : leur observateur de Douaumont avait signalé le coup au but, ils n'en voulaient pas davantage. Peut-être se figuraient-ils que l'explosion nous avait tous réduits en poudre; ou encore comptaient-ils sur un autre tour pour nous achever, et leur suffisait-il d'avoir pratiqué ce trou pour y enfiler le reste. Mais voyez ce que c'est que la guerre! Les calculs les plus sûrs vous leurrent, les craintes les mieux fondées vous trompent. Ce fatal obus, il est vrai, nous causait un mal cruel; il laissait dans notre couverture une plaie, une avarie béante que je n'avais pas de quoi réparer; c'était un succès pour les Boches, pour nous une menace et une terrible inquiétude. Et c'est ce trou qui nous sauva...

« En attendant, la nuit ne fut pas moins pénible que le jour. Ce fut même quelque chose de pis, ce furent les gaz. Ce n'était

pas une nouveauté que ce genre d'attaque, les Boches ayant pris l'habitude d'inonder presque toutes les nuits à cette sauce-là les creux de ravins, à l'heure des relèves et des ravitaillemens; ils changeaient les vallées en ruisseaux de poisons. Ce qui était nouveau, c'était de nous lancer des gaz sur une hauteur, comme sur un toit, au lieu de les recueillir comme dans un bassin. Alors je m'expliquai la cheminée, et pourquoi, l'ayant faite, ils s'étaient dispensés d'insister davantage; c'est par cet orifice qu'ils se promettaient d'introduire leur saloperie de gaz : comme dans *Hamlet*, la jusquiame dans le tuyau de l'oreille... Ils voulaient nous faire crever comme des rats dans leur trou. Et pour comble de guigne, pas un souffle d'air cette nuit-là! La belle nuit, au contraire, radieuse, étoilée, tranquille, sans une haleine, même sur cette crête perpétuellement éventée! On entendait siffler les vilaines bêtes sournoises, ces marmites particulières qui n'éclatent pas, mais brisent sans bruit, comme un verre se fêle, leurs urnes vénéneuses; et c'était l'asphyxie qui coulait comme une gomme, s'épaississait en nappe rampante dans notre caveau. Mais on ne dormait que d'un œil; l'alarme fut donnée à temps, et en avant les masques, les ventilateurs, les draps mouillés, les vaporisateurs, les tubes d'oxygène, tous les appareils de défense contre cette gueuse de chimie! Au total, encore une nuit blanche; beaucoup de malades, mais pas de *casse*. Rude journée, tout de même. Mais il paraît que nous leur avons resservi quelque chose de plus coquet encore, le 24 octobre, à Douaumont. Car *tel cuide engeigner autrui...* Mais nous avons le temps de faire de la morale.

« La journée suivante fut un peu plus calme, du moins pour nous. Nous autres, nous n'existions plus, *ils* nous avaient *réglés* la veille; aujourd'hui, c'était la suite de l'opération, mais cette fois sur les batteries : même tarif de démolition, à forfait : tant d'obus par pièce; et, le soir, asphyxie, pour le cas où quelque servant aurait eu le mauvais goût de ne pas être tout à fait mort. Oh! ce sont des gens méthodiques. Ils avaient réellement bien monté leur petite affaire.

« Ils continuaient toutefois à nous bombarder copieusement, par acquit de conscience, mais la grosse pièce d'hier n'était plus du programme : elle avait entrepris Souville, et nous fichait la paix. Enfin, pas de nouvel accident, mais la conviction croissante qu'il allait se passer quelque chose et qu'après une telle

ouverture, le lever de rideau ne tarderait plus longtemps. A quoi tient ce pressentiment de la menace encore incertaine? Par lequel de nos sens la percevons-nous dans les choses, comme le changement de température s'annonce dans l'atmosphère? Je lisais sur tous les visages la même évidence sérieuse, et je n'en vis pas un me faire la grimace.

« C'est que pour ces braves gens, ce qui allait arriver n'était pas une surprise : ils savaient ce qu'ils avaient à faire, ils avaient leur place marquée d'avance, et cette connaissance leur suffisait. Le reste ne les regardait plus. C'est une preuve de la confiance touchante qu'ils me vouaient, cette démission absolue de leur volonté dans la mienne, et cette idée qu'ils se faisaient que j'avais le pouvoir de tout voir et de tout juger mieux qu'eux. Hélas! je n'en savais pas tant, et je ne me flattais guère d'avoir tout prévu aussi bien que ces pauvres gens se l'imaginaient. Cette idée me tracassait la nuit, dans mon poste sans lumière, car je ménageais la chandelle. J'étais aux aguets de tous les bruits, de chaque symptôme obscur de l'énigme nocturne. Le bombardement faisait rage partout autour de nous, en arrière, en avant, sur les lignes, arrivait à une cadence ininterrompue de feu roulant. Il me semblait que, derrière nous, la voix de nos batteries faiblissait et ne répondait plus que par saccades intermittentes. Et voilà que la fusillade s'en mêlait à présent. La fusillade, c'est toujours grave : on dresse l'oreille, c'est signe que cela se gâte. Qu'est-ce que veut dire cette pétarade? Attaque? Énervement, — une de ces contagions qui font traînée de poudre et s'allument sur toute la ligne comme une rampe de gaz? Comment savoir? Les balles cinglent, griffent, égratignent, claquent de toutes parts, ou se fichent dans les sacs à terre avec des *pff!* de chats en colère. Le drame approche, mais quel va être le dénouement? Quelle sera la figure de ce qui se dessine, et sous quels traits va tout à l'heure se dévoiler avec le jour la face de l'Événement? »

V

Le capitaine se tut et je respectai sa rêverie. Il était alors bien loin de moi, loin de cette terrasse délicieuse où nous nous promenions côte à côte; il était sur une autre colline invisible d'ici, aux avant-postes de la ville, sur un tertre désolé, au

matin de la journée la plus tragique de sa vie. Au bout d'un moment, il reprit :

« Si je me reporte aux impressions de ce fameux 23 juin, ce que j'y trouve de plus frappant et de plus mémorable, c'est le silence, l'étonnant silence par lequel cette journée s'ouvrit. Succédant à ce tintamarre où nous vivions depuis trois jours, à ce *crescendo* de sons qui venait dans la nuit d'atteindre au paroxysme, à tout ce vacarme, aux explosions, à ces vols de furies déchirant l'air, vociférant depuis plus de soixante heures, ce silence, cette paix avaient quelque chose d'inouï. On eût dit que le chef d'orchestre avait subitement suspendu les tumultes, arrêté dans l'air tous les bruits. Aucun son ne venait des lignes, où tout semblait dormir. Peut-être avais-je à ce moment-là une sensibilité plus vive qu'à l'ordinaire. Un chant d'alouette, s'il y avait eu une alouette dans ce désert, on l'aurait entendu, et peut-être jusqu'au vol d'une mouche.

« Au fond, ce calme insolite ne me disait rien qui vaille. Si les Boches ne tiraient plus, c'est qu'ils se disposaient à attaquer. Mais alors, pourquoi ce mutisme inexplicable de notre artillerie ? J'ai appris depuis qu'elle avait de bonnes raisons pour se taire. Mais je l'ignorais alors et je me perdais en conjectures.

« Du reste, l'entr'acte ne fut pas long. A neuf heures, Roche, le sous-lieutenant de la batterie dont je vous ai parlé, me fait appeler à l'observatoire, d'où je venais de descendre il n'y avait pas une demi-heure. C'était une cheminée très étroite, où il n'y avait place que pour une personne. Il descend, me passe la jumelle, et d'en bas :

— Eh bien ? Vous avez vu ?

— Quoi, voir ?

— Eh ! mais parbleu, les Boches !

« En effet, on apercevait, sur la croupe à droite de Thiaumont, une petite ligne incolore, des points grisâtres qui remuaient. Mais c'était loin, à neuf cents mètres. Je n'en voulais pas croire mes yeux. Les Boches, allons donc ! Si c'était eux, d'abord, on verrait refluer nos blessés, nos fuyards. Et nos réserves, nos soutiens ? Ils ne se seront pas laissé avaler comme cela tout crus, sans un coup de fusil, sans un coup de mitrailleuse. Nous aurions entendu le combat. Ainsi je discutais et j'opposais des raisonnemens à l'apparence encore douteuse.

Roche s'était glissé auprès de moi et reprenait la jumelle :

« — Mais regardez donc, faisait-il, pas de casques, pas de capotes. Ce sont *eux*, je vous dis !

« C'étaient eux. Cela paraissait impossible, bizarre, cette lacune invraisemblable de nos connaissances, cette arrivée de l'ennemi par un trou brusque de nos lignes, sans un cri, sans un mot pour signaler le drame, et cet égorgement muet ou ce coup de filet insoupçonné à deux pas de nous. Tout cela demeurait un problème insoluble ; c'était incroyable, mais c'étaient eux.

« Eux : une reconnaissance d'une cinquantaine d'hommes, une avant-garde de bataillon. On les voyait déjà assez distinctement, avec leurs éclaireurs détachés en avant, puis une ligne de tirailleurs et le reste de la troupe en trois petites colonnes. Ils s'amenaient ainsi en bon ordre, à leur aise, sur l'échine qui relie Thiaumont à Froideterre, — une table rase, nue comme la main, et on l'avait belle, comme on dit, de leur faire payer cette audace assez cher.

« — Je trotte jusqu'à ma batterie, dit Roche. Elle ne répond plus au téléphone. J'ai le temps. On va rire.

« Il revint au bout d'un quart d'heure : la batterie était anéantie.

« Il n'y avait donc plus à compter que sur nous-mêmes. Je n'eus pas à donner un ordre : tout le monde était déjà au fait et savait de quoi il retournait ; cela s'était répandu sans phrases, par un phénomène instantané de cristallisation et de connaissance collective. Nous étions très diminués, réduits de moitié par les gaz, mais je trouvai le reste à son poste, les mitrailleurs à leur créneau, la garnison volante en train de se rassembler dans le couloir. Les hommes examinaient leurs armes et faisaient jouer les culasses. Je pense qu'ils n'étaient pas fâchés de voir enfin le Boche en face, et qu'après le régime des journées précédentes, c'était un soulagement pour tous d'arriver à l'instant de la crise. J'aperçus un de mes mitrailleurs qui riait tout seul, en silence, en caressant sa pièce.

« — Tu rigoles, mon vieux ?

« — Oui, mon capitaine, je suis content : je vais venger mon frère.

« Je brûle mes papiers, mes plans, les ordres, les cartes ; je ne conserve que le carnet insignifiant que vous avez vu.

J'avais retrouvé tous mes moyens, et cette exaltation bienfaisante de l'avant-veille. Il ne m'en coûtait aucune peine de mourir. C'est parfaitement exact que je pensais à ce *finale* étourdissant de Massenet, à ce *Ça ira* de *la Navarraise*. En fait, je n'y étais pas, mais pas du tout, vous allez voir : c'est bien moins beau qu'à l'Opéra, mais je ne pouvais pas savoir... En même temps, je distribue ma réserve de chocolat : « Tenez, les enfans, c'est toujours ça que les Boches n'auront pas!... » Mais j'avise un petit jeunet qui, — passez-moi le mot, — me paraît avoir la colique.

« — Quoi! saligaud! Dans tes culottes! F... moi le camp, tu nous empoisonnes! Tu n'es pas digne de te battre!

« — Pardon, mon capitaine, fait-il en pleurnichant, ce n'est pas de peur, je vous assure!

« Et les copains de rire.

« Mais un troisième, agenouillé sous le créneau qui sert à lancer les pigeons, est en train de glisser dans le tube à dépêches le message que je viens de griffonner à l'adresse du Groupement. L'oiseau, — l'avant-dernier qui me reste, — est, en dépit des précautions, bien malade des gaz de la nuit. Il paraît encore étourdi, languissant. Et l'homme, réchauffant la petite bête dans ses mains, — avec l'affection de ces braves cœurs pour les animaux, — la flatte, lui baise la tête, lui dit de petites choses tendres pour l'encourager dans son vol : « Allons, mon petit pigeon! N'est-ce pas, ma colombe? » Et il lustrait naïvement avec sa grosse patte les ailes fragiles de notre espérance.

« Je remonte à l'observatoire. Maintenant, on peut voir l'ennemi à deux cents mètres : on reconnaît les vestes, les calots plats, les turbans rouges. La troupe, pendant la marche, s'est un peu désunie et se présente en débandade; enhardie d'avoir fait tant de chemin sans obstacle, elle arrive les mains dans les poches, sans se gêner, en promeneurs. *Ils* étaient sûrement persuadés qu'après tout ce qu'ils nous avaient *passé*, il ne restait plus dans le fort personne de vivant. Le lieutenant marchait d'un air dégagé à leur tête. C'était un petit blondin fadasse, comme un fromage blanc, à lorgnon. J'ai su plus tard qu'il était professeur de grec au gymnase de Nuremberg. Il avait d'ailleurs sur lui le plan détaillé de son fort, car il s'en croyait déjà maître. Il était assez crâne, ma foi, ce jeune pédant! Ça

voulait se donner des airs de militaire. Je le vois toujours jouer avec son pistolet, faire le moulinet et tirer son chargeur en l'air, par élégance, comme si ce freluquet n'avait que faire d'armes pour une conquête si aisée.

« Moi, bien entendu, je n'ai garde de le tirer d'erreur. Il était convenu que nous ne *piperions* mot, que je faisais le mort jusqu'à ce que les Boches arrivent à cinquante mètres. A ce moment-là, je me démasque et fauche tout à coups de mitrailleuses. Les hommes étaient dans le secret, et nous attendions tous, la gorge un peu serrée, l'effet de notre petite surprise.

« Les Boches avancent toujours, bien tranquilles, sans se presser. Voici les premiers groupes qui descendent dans le fossé; ils appellent les suivants; les voilà sur le fort. Cent mètres... quatre-vingts mètres : on distingue à présent les numéros des cols. Je *les* laisse approcher encore, je vois s'élever doucement ma coupole de mitrailleuses. Encore quelques secondes... Mais qu'est-ce qu'elle a, cette tourelle ? Qu'est-ce qu'elle a, à ne pas tirer ? Et ses mitrailleuses, pourquoi, au lieu de faire face au Nord, à l'ennemi, mais pourquoi ? pourquoi donc restent-elles braquées bêtement du côté de Bras et de Charny ?...

« Vous est-il arrivé de vous trouver en patrouille nez à nez, à vingt pas d'un officier boche ? Il n'y a pas à prendre la tangente; si vous tournez le dos, vous êtes mort ; vous vous dévisagéz l'un l'autre et sans vous quitter le blanc des yeux, vous mettez fébrilement la main à votre revolver, mais votre étui résiste et ne veut pas s'ouvrir. Voilà un peu ma situation, pire même en réalité, puisqu'il n'y allait pas seulement de ma peau. Je dégringole mon échelle, j'accours; mais rien à faire. La coupole surchargée de terre meuble par les explosions avait pu s'exhausser, mais pour se mettre en direction, elle ne voulait plus rien savoir. Cette maudite terre coulait dans les glissières. Ma tourelle est coincée sans remède. Inutile d'insister. Les Boches pendant ce temps achèvent d'envahir mon fort. Je les entends sur le toit, tandis que nous sommes à l'intérieur. Même j'aperçois, — dure ironie ! — les pieds de l'un d'eux, qui s'est installé tranquillement, jambes ballantes, sur ma traîtresse de tourelle.

« C'était la guigne. Je me voyais pris comme dans une

souricière. Pourtant il me restait le choix entre deux ressources : c'était de tenter une sortie, — parti fort périlleux quand on a des Boches sur la tête, lesquels Boches vous fusillent à l'aise du premier étage pendant que vous débouchez par la porte du rez-de-chaussée. L'autre était d'essayer du canon, et si je ne serais pas plus heureux avec la tourelle de 75 qu'avec la tourelle de mitrailleuses. Mais il fallait faire porter l'ordre. Il y avait cent mètres à faire, sans boyau, sans défilement, car cet architecte de malheur qui avait conçu ce beau système d'ouvrages sporadiques, n'avait pas prévu de galeries intérieures pour les unir. Il fallait que quelqu'un se dévouât. S'il échouait, ce qui était probable, il serait toujours temps de risquer la sortie, car je ne me souciais pas de finir dans ce trou. On se battrait en plein air, les artilleurs comprendraient bien d'eux-mêmes la situation, ils tireraient dans le tas, ou bien nous serions aperçus de Saint-Michel ou de Souville, qui nous foudroieraient tous pêle-mêle de leur bord, et nous aurions au moins la gloire de mourir au grand jour.

« L'homme dévoué, on le trouve toujours : on n'a que la peine de le demander. Le mien s'appelait Neyton, un petit déluré, bien bâti, bon comme le pain et franc comme l'or. Je le regardais avec pitié et admiration ; je le retenais presque :

« — Mon ami, ce n'est pas un ordre que je te donne.

« Il partit. J'étais convaincu que je ne le reverrais pas.

« En effet, il n'avait pas fait trois pas dehors, qu'un Boche l'aperçoit et le vise ; les autres se mettent de la partie, vingt fusils partent à la fois. C'était bien ce que je prévoyais : je tenais mon pauvre Neyton pour un homme mort, et nous autres ne valant guère mieux. Il était évident que mon ordre n'arriverait jamais à la tourelle et que nous n'avions qu'à penser à faire une belle fin.

« C'est alors qu'il se produisit un de ces coups de fortune auxquels on a peine à croire, même après qu'ils vous sont arrivés, et qui réparent d'un seul coup toute une suite de hasards malheureux. Vous vous rappelez ce trou de 380, ce diable d'obus qui m'a tué mon adjudant Petit et ouvert ce puits par où nous pensions tous mourir empoisonnés? Un de mes Boches du toit aperçoit ce trou et, surpris de voir sortir un homme d'un endroit où il jugeait bien qu'il ne devait plus y avoir que des cadavres, ou peut-être intrigué par le son de nos voix, il se

met à lancer des grenades par la cheminée. La deuxième grenade met le feu à un faisceau de fusées éclairantes oubliées dans le couloir. Les fusées jettent une folle lueur de flammes de magnésium, un immense feu de Bengale blanc, rouge, vert, de toutes les couleurs, avec un torrent de fumée qui me fait croire à l'incendie; j'avais près de là un dépôt de six cent mille cartouches. Pour moi, je reste atterré du coup. Après tant de déveines, c'était la dernière déveine...

« C'était le salut, mon ami! Les Boches, voyant jaillir ce flot de flamme et de fumée, croient que tout saute, s'imaginent le fort miné, déguerpissent; ils en oublient de tirer sur mon brave Neyton, qui file sans demander son reste et arrive sans une égratignure. Maintenant, c'était à nous de rire!

« Cet enchaînement de circonstances, dont je reste encore ébloui, ce déclic de hasards incroyables et logiques, se presse en quelques secondes. J'en étais encore à calmer dans le couloir l'émotion des fusées, — mes hommes avaient eu la *frousse* d'une attaque aux liquides enflammés et se voyaient déjà brûlés vifs, — avant de comprendre que la même terreur régnait à la surface. Bienheureuses fusées! Panique salutaire! Boches et Français s'étaient frappé réciproquement l'imagination. Je ne réalisai ce qui s'était passé qu'en voyant se lever la tourelle de 75. Alors tout s'éclaircit et je ne doute plus de la victoire.

« Ah! mes braves boîtes à mitraille! Avais-je eu le flair de me démener pour les avoir! Quelque chose me disait bien que j'aurais à m'en servir. Et il était *moins cinq* quand on me les a données. Bonnes vieilles boîtes! Avec quelle volupté j'entendis la première! Avec quelle joie nouvelle je comptai les suivantes! La tourelle en cracha cent seize, — une grêle de mitraille, à pleine gueule, à bout portant; à chaque coup, j'en sentais sur la tête un rafraîchissement; je me dilatais, je tressaillais d'aise presque à en défaillir, d'un plaisir de revanche quasi insupportable, en écoutant cette colère qui me balayait, m'étrillait, me fouaillait mes Boches et me les faisait descendre de la surface de mon fort, plus vite qu'ils n'y étaient montés. Et elle s'en donnait à cœur joie de culbuter dans une fuite grotesque, à grands coups de pied où vous savez, les confians Bavarois et l'helléniste de Nuremberg.

« Que vous dirai-je? A onze heures, nous restions maîtres du champ de bataille. L'occupation allemande n'avait pas duré

trop longtemps. Nous avions secoué notre vermine. Il restait bien encore quelques Boches accrochés de côté et d'autre, embusqués dans les trous d'obus, car ces gens-là tiennent comme la teigne. Ils tiraient à l'affût sur tout ce qui se montrait, et ils avaient des gaillards qui ne rataient pas leur coup. Mais ce n'était plus mon affaire d'éplucher le terrain, j'y aurais perdu tout mon monde, comme mon aumônier... Il faut que je vous conte ce trait, c'est un hors-d'œuvre, mais très curieux. Nous en étions là, quand je vois monter par le ravin un lieutenant, le nez en l'air, à mille lieues de la situation. Un coup de feu, le voilà par terre. L'aumônier me demande la permission de le communier. Je refuse. Il me supplie à genoux. Que faire? J'ai cédé. Il a fait cinquante mètres, et il est tombé raide. La balle avant de percer le cœur avait traversé la custode, où était une gravure des *Pèlerins d'Emmaüs*. Elle a fait un trou à la place de la tête du Christ...

« Le soir, on me les a rapportés tous les deux. Et alors, c'est ici le plus beau : ne voilà-t-il pas un autre curé (il en sort de partout) qui prend le Saint-Sacrement sur la poitrine de son confrère, et qui avale d'un coup toutes ces hosties assassinées, avec un air d'extase et de béatitude?... On en voit de drôles, à la guerre. C'est le même tireur qui a fait ce *doublé*. Un de mes sergens le nettoyait à son tour, un quart d'heure après, d'une balle entre les deux yeux.

« Mais je ne pouvais pas prendre sur moi, dans ces conditions, la police des environs. C'était aux troupes de contre-attaque de la faire à ma place quand on me les enverrait. Elles arrivaient à midi. C'était un bataillon de chasseurs, qui n'eut pas de peine à ramasser ce qui traînait de Boches valides ou blessés, y compris le *Herr* philologue, déconfit et navré de sa mésaventure. Il ne s'expliquait pas comment on l'avait laissé aller seul si loin, sans personne pour le soutenir. C'est aussi pour moi un mystère, mais je n'étais pas chargé de le lui éclaircir.

« Ainsi prit fin l'apparition des Boches à Froideterre (1). On

(1) Le capitaine D..., blessé dans son observatoire le lendemain de ces événemens, a été, pour ce beau fait d'armes, décoré de la Légion d'honneur et cité à l'ordre du jour du Corps d'Armée, avec le *motif* suivant : « A, par sa fermeté, repoussé une attaque ennemie qui avait pris pied sur la superstructure de son ouvrage. A, en toutes circonstances, donné l'exemple du sang-froid et du courage. *Signé :* Mangin. » (Ordre général n° 136 du 4 juillet 1916.)

ne les y a jamais revus. Au bout d'une heure, les chasseurs les avaient repoussés très au large, jusqu'à Thiaumont. Et puis, ce furent les affaires de l'automne. Vous savez maintenant où ils sont.

« Et voilà, cher ami, le récit de mon histoire, puisque vous avez souhaité de la connaître. Vous voyez qu'elle est assez simple et que mon mérite n'est pas grand. J'ai eu la chance de réussir, mais à quoi en revient l'honneur? Un grain de sable dans une glissière, une fusée qui s'enflamme plus ou moins à propos, un obus malheureux qui me met au désespoir et qui se trouve être mon sauveur... Vous voyez à quoi tout se réduit. »

C'était le soir. Le couchant glaçait d'une lumière rose la façade du palais, et mêlait les parfums aux ombres sur la terrasse. Je contemplais ces beautés, cet ensemble de traditions, de choses séculaires, toute l'harmonie contenue dans ce parterre à la française et qui, un an plus tôt, presque au jour dont celui-ci était l'anniversaire, eût été saccagée, violée, tuée, si là-haut une redoute avait moins bien tenu, et si un boulon eût sauté à la porte de Verdun. C'était l'heure où les avions sortent. Le ronflement de deux fokkers rôdait dans notre ciel, rappelait la menace toujours présente. Des shrapnells qui les poursuivaient de leurs légers flocons blancs faisaient dans le bleu un bruit de cloches.

— N'avais-je pas raison, fit pour conclure mon ami, de vous dire que tout cela était bien peu de chose? Le meilleur pour moi, c'est encore le souvenir des mauvais momens et des heures de misère. Comme dit votre ami le général P..., qui est grand chasseur, vous le savez : « Ne me parlez pas des jolies chasses, de ces belles battues qui ne laissent pas trace dans la mémoire. Les seules journées qui comptent, ce sont celles où je rentre fourbu, boueux, de mauvaise humeur, la carnassière vide, et où je n'ai rien fait. »

Pierre Troyon.

P.-S. — J'ai le chagrin d'apprendre que le capitaine D... vient de succomber subitement, le 22 octobre dernier, aux suites de la commotion qu'il avait éprouvée, le 24 juin 1916, dans la tourelle de Froideterre.

PETITS POÈMES

ANNIVERSAIRE

Oui. Je sais bien que c'est par une aube d'automne
Que la mort vous a pris. Mais tout mon cœur s'étonne
Au sombre souvenir de ce matin de deuil.
Pourtant je vous ai vu, et dans votre cercueil
Mêlé pieusement près de votre visage
A vos cheveux d'argent l'or pourpré des feuillages :
Ceux-là dont vous aimiez les arbres entre tous...
Et nous avons longtemps pleuré tout près de vous.

Et cependant, jamais vous n'êtes mort, mon Père!
Vous n'avez pas cessé depuis cette heure amère
De chérir votre enfant, de la suivre en tout lieu,
Et sa bouche jamais ne vous a dit adieu.
Toujours auprès de moi votre chère présence
M'ordonne en souriant la tendre obéissance
A ce que vous aimiez : des poètes aux fleurs.
Vous êtes là, les jours de joie ou de douleur,
Ne ménageant jamais cette large lumière
Dont vous embellissiez les choses coutumières;
Vous êtes là, lorsque lisant un livre ami
Je sens se réveiller mon esprit endormi;
Vous êtes là le long des promenades douces,
Fumant la pipe longue ou rêvant sur la mousse,

Ou cueillant le bouquet dont on parle au retour.
Vous êtes là gaieté, charme, génie, amour!
Tout ce qui composait votre âme étincelante
A gardé sa splendeur joyeusement brûlante,
Et j'y réchauffe encor mes tristesses d'enfant.
Vous êtes là, rêveur, mais toujours triomphant.
Je vous revois souvent sous cette clématite
Qui coiffait le perron lorsque j'étais petite...
Ou caressant un livre... ou récitant des vers...
Ou bien, aux bords des bois matinalement verts,
Pour surprendre au logis Celle qui vous accueille,
Enroulant votre front d'un rieur chèvrefeuille.
Aussi, lorsqu'on me croit seule sur un chemin,
Je suis toute avec vous. Si je tiens à la main
Une tige nouvelle à la corolle nue,
Vers vous qui saviez tout des choses inconnues
Je murmure tout bas : « Dis-moi quel est son nom? »
O mon Père si beau, si charmant et si bon,
Dont le cœur était fait d'une clarté si pure,
O vous, lié si fort à toute la nature,
Vous êtes là, vivant, tel que vous étiez né,
Car je vous rends le jour que vous m'avez donné.

ALLÉGORIE

On m'a dit qu'Apollôn, tout pareil à l'aurore,
De ses jeux enflammés effrayant les forêts,
Riait, lorsqu'il jonchait les fleurs multicolores,
D'oiseaux resplendissans transpercés par ses traits;

Mais, qu'ayant vu Daphné qui jouait sur la mousse,
Il jeta loin de lui son arc et son carquois
Et courant vers la femme inaccessible et douce,
La poursuivit longtemps dans la torpeur des bois.

On m'a dit que Daphné, haletante et hautaine,
Plutôt que de céder au chasseur furieux,
Se laissa transformer au bord de la fontaine
En cet arbre chéri des héros et des dieux.

On m'a dit qu'Apollôn, désespéré, dans l'ombre,
Et sentant sa splendeur morte avec son désir,
Jusqu'au matin nouveau pleura sous l'arbre sombre
La vivante beauté qu'il n'avait pu saisir...

Mais toi, homme d'un jour, tu dois vaincre la vie!
Qu'importe qu'un beau chant célèbre au fond du soir
La chimère à jamais vainement poursuivie?
Sois plutôt sacrilège : abats le laurier noir.

Va! blesse, s'il le faut, l'habitante sacrée,
La captive invisible emmêlée aux rameaux;
Comprends que chaque coup qui l'atteint, la recrée,
Pendant qu'elle se tord sous l'écorce des mots.

Saccage, arrache, romps! Que toute la Hellade
Retentisse du cri de ton heurt forcené
Et puis, ivre d'avoir délivré la dryade,
Dors, plus heureux qu'un dieu, sur le cœur de Daphné.

LE MATIN

Ma vie, il faut venir. La naissante journée
Déjà me semble triste et trop longue sans toi;
N'entends-tu pas le son de ma flûte alternée,
Et mon plus doux pigeon roucouler sur ton toit?

Viens, printanière, viens! Le reflet de ton âge
N'est pas dans l'argent pur où rit ton front joyeux;
Ton fidèle miroir est mon aimant visage;
Ma vie, il faut venir : viens te voir dans mes yeux.

Pourquoi tant de parure? Et pourquoi ces prières?
Puisque à ton rose seuil à l'envi te guettant,
Les dieux adolescens dansent dans la lumière...
Depuis que je suis né, je crois que je t'attends.

Ma vie, il faut venir. Peux-tu donc être heureuse
Si seule? Hâte-toi, car c'est un triste jour,
Un jour sombre et pareil à la mort ténébreuse,
Que l'on passe, ô mon cœur, sans joie et sans amour.

LE PUITS

Je voudrais me pencher sur le vieux puits, qui songe
Là-bas, au coin du clos où saignent les mûriers,
Et revoir dans sa nuit où la fougère plonge,
Mes rêves d'autrefois, de moi-même oubliés.

Je voudrais me pencher sur la margelle rousse,
Désaltérer mon âme à mon passé dormant,
Et, parmi les reflets des plantes et des mousses,
Tout au fond du miroir, rire à mes yeux d'enfant.

Je voudrais, je voudrais... ô bonheur! ô détresse!
Boire le philtre vert du vieux puits enchanté,
Et grâce à lui revivre un jour de ma jeunesse,
Tout un jour d'innocence et de limpidité.

POUR ELOA

« Nul ange n'oserait vous conter son histoire. »
A. DE VIGNY, *Eloa*.

Non, non! chère Eloa, vous n'êtes pas perdue!
Comme un oiseau blessé précipité des nues,
J'ai bien vu défaillir votre blanc tournoiement,
Capté par la fureur du sombre enlacement.
Sur le noir compagnon de vos amours étranges,
J'ai vu que faiblissaient vos faibles ailes d'ange.
En vain vous lui disiez : « Ne descends plus! » En vain,
Vous vouliez l'attirer vers les astres divins.
« Arrête! — disiez-vous — je m'éteins dans cette ombre;
Je suis la sœur de l'aube et des rayons sans nombre,

O ténébreux ! fuyons le gouffre épouvanté;
Pourquoi donc m'aimais-tu, sinon pour ma clarté? »
Mais lui, funeste, immense, implacable et nocturne,
Accélérait encor la chute taciturne.
Et vous, vous gémissiez : « Je ne vois plus le jour !
Tiens-tu donc à l'enfer plus encor qu'à l'amour? »

Mais Dieu vous pardonna la descente sublime;
Car, pareille au plongeur que fascinait l'abîme,
Ayant vu tout l'enfer, vous avez, ô ma sœur,
Triomphé brusquement de votre ravisseur,
Et, hors du gouffre obscur où le néant respire,
Frappant d'un talon nu l'incandescent empire,
Dans un grand froissement de vos plumes d'azur,
Reparu d'un seul bond, à tout ce qui est pur!

LE RETOUR

Tu reviendras ce soir, portant des fleurs sauvages,
Par les chemins de l'ombre où les arbres sont bleus,
Et, voilant les reflets des fuyans paysages,
Tout le grand crépuscule assombrira tes yeux.

Tu reviendras, portant la liberté des cimes
Dans ces fleurs de l'espace embaumant tes bras nus,
Et penchée en riant sur de profonds abîmes,
Tu goûteras l'amour des dangers inconnus.

Tu reverras, le long de ces pentes brumeuses,
Les noirs sapins bénir les grands gouffres d'azur,
Et tu te sentiras, par tes veines heureuses,
Au geste végétal accorder ton cœur pur.

Tu reviendras, rêvant d'heures immaculées,
Car le seul vrai bonheur est là haut, tu le sais :
Les ailes de la joie y sont inviolées,
La délivrance y rit dans les torrens plus frais.

La sainte solitude en haut de la montagne,
Peut recréer le rêve et charmer la douleur;
Pourquoi donc revenir? Et qui donc t'accompagne
Dans ce sentier paré de différentes fleurs?

Quel est l'esprit obscur qui déjà te ramène
Et malgré toi conduit tes pas sur ce chemin?
... « L'attrait mystérieux de la tendresse humaine
« Qui me parle dans l'ombre et qui me prend la main... »

OFFRANDE A LA VIERGE DE LA MONTAGNE

Marie aux pieds d'argent, qui régnez sur les neiges,
Voulez-vous ce bouquet, ô Vous que nous aimons?
Nous vous l'avons cueilli sur la pente des monts,
Et dans les champs du soir que la rosée allège.

Voici, des hauts rochers, les œillets odorans;
La petite pensée avec la scabieuse
Et, coupes que vers vous lèvent nos mains pieuses,
Les anémones d'eau qui bordent les torrens;

La grande campanule et ses cloches opaques
Blanche ou mauve, ou bien bleue ainsi qu'un jour d'été,
Et la mince clochette où l'azur est resté
Parce qu'elle avait trop carillonné les Pâques;

La bonne menthe; et la houppe que les bergers
S'amusent à souffler dans l'air; la gentiane,
La carline lunaire et dont rêvent les ânes
Et la grêle amourette et ses grelots légers;

Et la nielle rustique et l'aconit étrange
Et la rose de l'Alpe et l'or de l'arnica;
Le myosotis bleu que l'amour invoqua
Et le fruit vaporeux des pissenlits orange;

Acceptez la framboise aux rameaux empourprés
Et tous les papillons fermés des pois sauvages;
Prenez, humide encor des limpides orages,
Vous, Étoile du ciel, cette étoile des prés;

Ce noir petit myrtil; et cette sauge jaune
Qu'après l'avoir souvent cherchée en ces ravins
Où elle croît si haut qu'on l'aperçoit en vain,
Nous avons fait ravir par un agile faune;

Voyez-le comme nous d'un regard indulgent
Et riez à nos fleurs, ô déesse sacrée,
Pour que de nos parfums monte l'âme épurée
Jusqu'au sommet du rêve, à vos chers pieds d'argent.

CINQ CHANSONS

I. — ROMANCE D'AUTOMNE

Viens rêver aux derniers feuillages
Auprès du feu brûlant et beau,
Où la robe des paysages
Se déchire en ardens lambeaux;
Auprès du premier feu d'automne
Viens rêver, mon amie : entends
Dans le chant que la bûche entonne
Le regret des défunts printemps.
Mais surtout, rêveuse indolente,
Auprès du feu resplendissant,
Viens chérir la saison brûlante
Où tout est vrai comme le sang;
La saison des pactes suprêmes
Et des sentimens empourprés
Où tout est plus doux quand on aime
Où tout est pur, simple et sacré.
Viens évoquer le feu magique
Qui tout en haut des cimes luit,
Car les pâtres mélancoliques,
Ne l'allument qu'au bord des nuits.

Quand, de ton rêve ou de ta vie
Tu le vois, clair sur le ciel noir,
Exalter sa force asservie
Vers le charmant astre du soir,
Tu sens que les splendeurs d'une âme,
Rassemblant enfin leurs flambeaux,
Deviendront cette unique flamme
Qui jaillit d'un sommet plus haut...
Qu'importe à l'ardeur sans partage
La brume proche du tombeau?
Viens rêver aux derniers feuillages
Auprès du feu brûlant et beau...

II. — *TRÈS VIEILLE RONDE POUR LES PETITES FILLES*

Les plus tristes amours du monde,
O mon cœur, qui les a chantées?
Saphô? Didon? Yseult la blonde?
Ariane en son île ronde?
Armide aux grâces enchantées?
Les plus tristes amours du monde,
O mon cœur, qui les a chantées?

Les plus tristes amours du monde,
O mon cœur, qui les a vécues?
Grande Hélène en désirs féconde?
Héro tendant les bras vers l'onde?
Cléopâtre deux fois vaincue?
Les plus tristes amours du monde,
O mon cœur, qui les a vécues?

Les plus tristes amours du monde,
O mon cœur, s'en sont vite allées
Dedans la mort noire et profonde...
Donc, dansez bien la belle ronde,
Amoureuses si désolées...
Les plus tristes amours du monde,
Bien vite et tôt sont consolées.

III. — SUR UN AIR ITALIEN ET BIZARRE

Humaine entre les humaines,
O toi qui comprends les cœurs,
Veux-tu qu'un soir je te mène
Mes rêves et mes douleurs?

Par un crépuscule orange,
Vers les murs de ta villa,
Je guiderai, pâtre étrange,
Mon troupeau docile et las.

Nous irons sous les vieux rouvres
Et sous les oliviers tors,
Jusqu'à ton portail qui ouvre
Ses battans de fers et d'ors.

Entre tes cyprès énormes
Et tout enserrés de nuit,
Tu verras passer les formes
De mes plus charmans ennuis;

Au bruit bleu de tes fontaines,
Dans l'ombre qui grandira,
De mes peines incertaines
La plus chère pleurera.

Et sous la lune montante
Qui fait ton jardin plus noir,
Tu sauras que ce qui chante
Est mon très doux désespoir.

Enfin, dans le petit temple
Où jadis venaient les dieux,
Il faudra que tu contemples
Un holocauste odieux.

Car je veux, pour que tu m'aimes,
— Sanguinaire et faux berger, —
Te donner le cri suprême
Du plus beau songe, égorgé!

IV. — BERCEUSE

Lorsque vous me prendrez, inévitable et sombre,
O mort, n'oubliez pas
Que j'ai depuis longtemps bien rêvé dans votre ombre
Et dormi dans vos bras.

Et que j'ai bien toujours, même en le plus bel âge
Des plaisirs éclatans,
Accepté sans gémir, pour vous en faire hommage,
Les traîtrises du temps.

Donc, vous ayant jadis maintes fois célébrée,
Quand vous voudrez venir,
Chantez à votre tour un vieil air qui m'agrée
Et me sache endormir.

Entr'ouvrant un peu plus votre bouche pourrie
Pour un dernier refrain,
Penchez-vous, pour bien voir, nourrice, je vous prie,
S'il ne bat plus, mon sein.

Enfin, vous souvenant que, tendre et sans colère,
J'ai, Madame la Mort,
Tendu les bras vers vous, emportez-moi, ma mère
Comme un enfant qui dort.

V. — IMPRÉCISE

La nuit... la nuit... la nuit... tout est bleu, tout est vague.
Dis? avons-nous vécu la tristesse et le jour?
L'oubli... l'oubli... l'oubli... Jette dans l'eau tes bagues
Avec tous les adieux qui n'ont pas de retour.

Des pleurs... des pleurs... des pleurs... Pourquoi? tout est
[si tendre;
Laisse flotter ton voile au parfum du jasmin.
Le vent... le vent... le vent... Ne veux-tu pas attendre
Le dieu cher et nouveau qui s'appelle Demain?

Des voix... des voix... des voix... Qui parle, qui fredonne
Cette chanson d'amour enroulée à ces fleurs?
O cœur... ô cœur... ô cœur... Tout est si beau : pardonne
Voluptueusement à la vieille douleur.

TERREUR

Apportez-moi ce soir les plus sombres des roses,
Celles dont le parfum me rattache au plaisir;
Ne me faites penser qu'à de terrestres choses;
J'ai croisé les rideaux sur les fenêtres closes...
Le rêve ravisseur ne pourra me saisir.

J'ai peur, de voir sur moi planer de grandes ailes.
J'ai peur, qu'un messager au geste impérieux
Me force à regarder les clartés éternelles :
Trop d'étoiles ce soir m'ont déjà parlé d'elles...
Mon âme! Malgré moi, n'invoquez pas les dieux!

Car ils viendraient, brisant la serrure et la porte,
Et les vivans liens des charmes familiers,
M'appeler par mon nom comme si j'étais morte
Et moi, pâle et glacée au souffle qui les porte
Il me faudrait les suivre, ayant tout oublié.

Mon âme, que je crains vos puissances futures!
Et si le seul bonheur ne peut pas me tenir,
J'irai, toute meurtrie en d'invisibles bures,
Jusqu'au fond du vieux songe, en ces baumes obscures,
Dont aucun pèlerin ne saurait revenir.

EXIL

Il existe un pays plus lointain que mon rêve,
Un pays dont j'aurais été la petite Ève;

Que mes yeux connaîtraient sans en être étonnés :
Est-ce vous, île bleue où mes parens sont nés?

Berceau d'azur où vint s'abriter à son aise,
Ma race aventureuse, espagnole et française.

Là, charmant ma langueur par de chaudes amours,
J'aurais paré mon corps de transparens atours,

Et sucé la saveur des fruits frais des Tropiques
Et vécu de longs jours indolemment tragiques.

La nuit, les yeux levés vers des astres plus clairs,
J'aurais en gémissant chanté d'étranges airs,

Et parmi la torpeur et la mélancolie
Divines, la pensée en l'azur abolie,

Comme une heureuse fleur éclose en son pays,
Donné tout mon arome à mon vrai paradis.

Une sombre déesse aurait été ma muse
Et, jumelle aux yeux creux des négresses camuses,

La mort, à mon chevet, les remplaçant un soir,
Aurait éteint mon cœur sous son éventail noir...

***

Mais es-tu le climat de l'éternité calme,
Belle île caraïbe où palpitent les palmes?

Non, non! Mais seulement la halte du passé,
Car le pas de l'ancêtre en toi s'est effacé.

O songes! ô parfums! ô délices natales!
Je n'entr'ouvrirai pas vos émouvans pétales...

Heureux! ceux qui, vivant où leurs parens sont morts,
Dans l'antique maison les sentent vivre encor,

Et laissent aux enfans le très vieil héritage
D'un jardin à jamais rajeuni d'âge en âge,

Et où, tous, à leur tour, dorment, pieux, contens,
Dans ce sol paternel qu'a fleuri leur printemps!

Heureux! heureux! heureux, celui même qui pleure
A l'abri familier de sa vieille demeure.

Car l'âme qui jamais n'a connu sa maison
Erre, et cueille en chemin des fleurs de déraison

Ainsi qu'une Ophélie au fil des destinées...
Hélas! d'où suis-je? Et de quel exil suis-je née?

ENLUMINURE POUR PÂQUES

L'azur calme était pur au ciel de l'Évangile.
L'amandier dépliait sa corolle fragile,
Et les petites fleurs qui naissent en Avril
Cachaient sous la jeune herbe un parfum puéril;
Dans le verger, encor tout noir de branches nues,
Jouait peureusement une aurore ingénue
Et les oiseaux, charmés par le premier soleil,
En cris frileux et vifs célébraient son réveil.
Moi, tirant du vieux puits l'eau profondément claire,
Je lavais en riant les pieds bruns de la terre,
— Beaucoup de jours sans pluie ayant séché le sol, —
Et je songeais au chant prochain du rossignol...
C'est alors, sur la route à peine printanière,
Que je vis s'avancer un homme jeune, austère,
Portant sur son épaule une bêche où brillait
Le reflet du matin; son manteau violet

Flottait à l'aigre vent, et de ses mains, penchées,
De sombres fleurs montraient, fraîchement arrachées,
Leur racine emmêlée en secrets souterrains.
Et sa robe était blanche et son front souverain.
Or, il venait vers moi, marchant sur la prairie,
Et sa voix dans l'azur semblait voler : « Marie,
Dit-il, — et son regard aussi doux qu'un pardon
Me contemplait : — Marie, au seuil de la maison,
Humble, douce, si simple et rêveusement tendre,
Priant sans t'en douter, tu ne savais m'attendre,
Mais c'est moi que cherchait, et la nuit et le jour,
Ton cher cœur ignorant et tout rempli d'amour.
C'est pourquoi j'ai voulu, servante parfumée
De la terre que j'ai jusqu'à la mort aimée,
Avant de retourner tout au fond bleu du ciel,
T'apporter en passant un sourire éternel.
N'aie pas peur... Continue, ô douce femme, à vivre
Comme jadis. Il ne faut pas encor me suivre.
Mais souviens-toi de moi; plus tard tu me viendras,
Et m'ayant déjà vu, tu me reconnaîtras. »

Alors il s'en alla retrouver la poussière
Du chemin qu'à présent blanchissait la lumière
Et moi, le cœur rempli d'un effroi radieux
Je reculais, avec mes deux mains sur les yeux...

LES LYS

Un pétale est tombé comme l'aile d'un ange...
C'est qu'un bouquet de lis s'effeuille en l'ombre étrange
Où tout semble rempli d'un deuil qu'on ne sait pas.
Que dois-tu donc pleurer, en silence, tout bas,
Dis? ou de quelle horreur pressens-tu le prélude?
Le savez-vous, lis blancs et verts, lis des Bermudes,
Lis royaux, qui venez de si loin pour la voir
Rêver sinistrement aux approches du soir?
Un long pétale blanc, comme une larme nue
Coule encor. Le parfum s'exalte et s'exténue;
Quelque chose de pur, ici défaille et meurt...
Est-ce ton âme, ô femme? est-ce ton rêve, ô fleur?

FRESQUE

Psyché! Psyché! — Quelle est cette divine plainte?
Cette clarté, ce cri, ce souffle, cet émoi?
Qui croise sur mon front des ailes d'hyacinthe?
Pourtant la chambre est close et ma lampe est éteinte...
— O ma Psyché, c'est moi.

Reconnais-moi. Je suis l'esprit puissant et triste,
Celui-là qui vient tard retrouver sa Psyché
Et, frère de la nuit qui l'aime et qui l'assiste,
Dans les airs violets ouvre un vol d'améthyste
Et de fleur de pêcher.

Je suis celui qu'on cherche et ne sait pas attendre
Parce qu'il laisse errer par les aubes de mai
Son fantôme trop beau, trop charmant et trop tendre;
Toi-même, ô ma Psyché, tu n'as pas su comprendre,
Et pourtant je t'aimais.

Celui qui dut chérir entre toutes les femmes
La faible, la coupable et si douce Psyché,
Parce qu'elle est son cœur, parce qu'elle est son âme,
Et qu'il vient à son tour, en abritant la flamme,
Sur son lit se pencher.

Celui qui déroulant tes voiles amarante,
Te rend ta jeune grâce et tes yeux pleins de jour...
O Psyché qui jadis ferma ton aile errante,
Papillon réveillé, vole à ta fleur vivante,
Reconnais ton Amour.

L'Amour vainqueur du temps, des astres et des nombres
Qui, tenant ton cher corps entre ses bras couché,
D'un grand vol sans rival t'enlève enfin dans l'ombre,
Jusqu'au plus haut d'un ciel voluptueux et sombre
Pour toujours, ô Psyché!

GÉRARD D'HOUVILLE.

LA RIVE GAUCHE DU RHIN[1]

III

ENTRE DEUX GUERRES (1870-1914)

I. — LA GUERRE DE 1870-1871

Mener une enquête sur l'état de l'opinion rhénane pendant le conflit qui, en 1870, met aux prises la France et l'Allemagne est chose assez délicate. Les territoires de la rive gauche ne forment pas un État autonome, possédant des Chambres et un ministère. Il n'y a donc pas de débat public sur la question de la guerre, non plus que de négociations diplomatiques où, par la voix d'hommes autorisés, se heurtent les intérêts et les points de vue. Il s'agit de régions conquises, occupées militairement par des troupes prussiennes, administrées par des fonctionnaires prussiens, et dont la population ne peut exprimer librement son opinion. Il est bon également de se défier des journaux, surveillés par la police, et auxquels il ne faut pas demander, en des circonstances aussi graves, de traduire d'autres sentimens que ceux officiellement tolérés. Le 16 juillet 1870, une grande feuille rhénane publie un ardent article

(1) Voyez la *Revue* des 1er octobre et 1er novembre.

d'où l'on conclurait facilement que toute la contrée désire l'écrasement de la France :

Ils ne l'auront pas, le libre Rhin allemand ! Levez-vous, habitans de la côte où l'on pêche l'ambre, vous, braves Prussiens de l'Est qui en 1813 avez ouvert la lutte pour la liberté ! Levez-vous, Silésiens, qui avez rougi de sang français la Katzbach ! Levez-vous, Hanovriens, qui, couverts de gloire, avez combattu le despote en Espagne !... Debout, tout ce qui est allemand ! Au Rhin, au Rhin sacré, et, si c'est possible, avec les ailes de l'ouragan ! Ici nous faisons ce que nous pouvons ! Riches et pauvres, vieillards et jeunes gens, accourez vers les étendards ! Que les classes supérieures des gymnases soient licenciées, puisque les enfans eux-mêmes tremblent de colère et brûlent de venger l'honneur de leur roi et du nom allemand !... C'est une croisade, c'est une guerre sainte !

Mais ces lignes paraissent dans la *Gazette de Cologne*, qui depuis vingt ans soutient la politique berlinoise et mène une campagne francophobe. En outre, l'auteur de l'article est Heinrich Kruse, un immigré, un Prussien de Stralsund qui depuis 1847 est venu se fixer dans la grande ville rhénane. Le document n'a donc aucune signification.

Les plumes allemandes sont très sobres de détails sur l'attitude des populations rhénanes lors de la déclaration de guerre. On peut supposer que dans les grandes villes, où les immigrés étaient en nombre, ceux-ci l'ont accueillie par des démonstrations frénétiques. On peut supposer encore que les élémens ralliés à la Prusse, quoique avec plus de tiédeur, ont pris part à ces mouvemens. Mais il semble bien que la grande masse des habitans se soit cantonnée dans une réserve muette. On ne mentionne pas qu'il y ait eu, comme en 1866, des refus d'obéissance, ni que les réservistes aient tenté d'empêcher la mobilisation : et en effet, les événemens avaient prouvé que l'insubordination n'avait aucune chance de succès. L'attitude générale avait donc été recueillie et grave, dans l'attente d'une délivrance prochaine, sous l'œil soupçonneux de maîtres qui se sentaient menacés par une offensive française, mais qu'il était inutile d'exaspérer.

Car il est certain que les Prussiens, à la mi-juillet, n'étaient pas sûrs de la victoire. Sous les réticences de Kentenich, le dernier historien de Trèves, on peut deviner qu'ils avaient tout

préparé pour une évacuation rapide. La conjecture se transforme en évidence par ce que nous savons des mesures prises à Bonn. Ici nous sommes renseignés par une note du bourgmestre Kaufmann : il raconte que dans des conférences secrètes qui eurent lieu chaque jour entre le colonel commandant le régiment de hussards et lui, les dispositions nécessaires furent arrêtées pour faire passer les troupes de l'autre côté du Rhin dès que les circonstances l'exigeraient. Le recueillement et le silence que nous avons signalés se vérifient d'ailleurs à Mayence, où le roi de Prusse, encouragé par notre inaction, vint établir d'abord son quartier général : il est très remarquable que, parmi les personnages de sa suite, dont beaucoup ont écrit des mémoires, aucun ne mentionne que Guillaume I[er] ait été accueilli par des marques de sympathie. L'on doit en conclure que le souverain et son état-major ont été reçus avec une froideur glaciale, qui contrastait désagréablement avec les ovations dont la vieille Prusse et la ville de Berlin avaient été si prodigues. Pourtant il est des endroits où l'aversion des Rhénans pour leurs maîtres a pris des formes plus actives. Les Prussiens ont avoué qu'en maintes localités les paysans avaient mis des vivres en réserve pour nous les fournir. Le journal des officiers de la sixième division de cavalerie, à la date du 5 août, porte la note suivante qui condense les observations faites pendant leur passage à travers le Palatinat : « Les villages allemands-bavarois de la frontière montrent des sympathies françaises. »

Ce sont à peu près là les seuls témoignages de source germanique que nous ayons pu recueillir. Sans doute ce ne sont pas les seuls qui existent, mais, depuis la fondation de l'empire, on aimait assez peu s'étendre sur ce passé, fixer des dates, des faits et des noms. Emportés par des polémiques de presse, il arrivait assez souvent que les journaux officieux, dans le pays rhénan, reprochaient aux catholiques d'avoir fait dire en 1870 des prières pour le succès des armes françaises. Pour qui sait avec quelle décision les catholiques répondaient aux calomnies protestantes, avec quel acharnement ils menaient leurs campagnes et s'efforçaient de confondre leurs adversaires, le silence qui a toujours suivi ces attaques peut passer pour un aveu. C'est donc que, depuis leur ralliement à l'Empire, le clergé et les fidèles rhénans avaient beaucoup à se faire pardonner. On n'oubliera pas non plus que Bismarck, pendant le Kulturkampf,

a dénoncé à plusieurs reprises le manque de patriotisme du Centre. S'il l'a fait le plus souvent en termes vagues, c'est assurément que ses allusions étaient assez claires pour être comprises de tout le monde, et c'est justement parce que ses imputations étaient gênantes que Mallinkrodt, dans la séance du 16 janvier 1874, utilisant les révélations faites par le livre alors récent de La Marmora, et parlant au nom du parti catholique, a fait connaître à l'Allemagne impériale que Bismarck, en 1866, envisageait comme possible la cession à la France de Coblence, de Trèves et du Palatinat. Ce coup droit n'avait pour but que de forcer au silence le chancelier. Ainsi tout s'éclaire.

Mais, à défaut de documens allemands, il y a d'autres sources qui nous éclairent sur l'état de l'opinion rhénane. Au début de la guerre de 1914, l'auteur de ces lignes a rencontré deux vétérans de l'armée de Metz, le premier, un Alsacien qui n'a pas voulu rester dans son pays natal après l'annexion, le second, petit-fils d'un de ces Saxons qui, après avoir servi sous les ordres de Napoléon, sont venus s'établir en France à la chute du grand empereur. Tous les deux étaient d'anciens engagés volontaires; tous les deux avaient été faits prisonniers au moment de la capitulation et avaient traversé le pays rhénan avant d'être internés en Allemagne. « Nos souvenirs sont lointains, a déclaré l'Alsacien. Je n'ai fait d'ailleurs que passer sur la rive gauche du Rhin et je n'y ai pas séjourné. Je me rappelle seulement que, sur le quai de la gare de Landau, des jeunes filles en grand nombre se sont approchées de notre train. Elles pleuraient en nous voyant et disaient qu'elles voulaient être Françaises. Elles savaient le français mieux que moi... Et puis, j'ai été à Mayence. Là un cordonnier m'a recueilli, m'a caché et m'a offert de me garder. Lui aussi disait qu'il voulait être Français. Mais les gendarmes m'ont découvert, et j'ai été envoyé au bout de quatre jours à Stettin. C'est tout ce que j'ai constaté. »

L'autre prisonnier de Metz a fait une déposition beaucoup plus riche et plus complète. Son récit peut se résumer de la façon suivante. Il a d'abord été dirigé sur Trèves ; dans la foule énorme qui attendait le convoi, il n'a pas entendu un cri hostile ; au contraire, les enfans ont offert des fruits à nos soldats. Au moment où la colonne s'est mise en marche, quelques bourgeois se sont glissés auprès de lui, et l'un d'eux, l'air navré, lui a dit en français : « Pourquoi n'avez-vous pas été

vainqueurs? Nous avions préparé nos drapeaux. » Après un court arrêt, il a continué son voyage. Des chalands traînés par des remorqueurs ont fait descendre le cours de la Moselle au groupe dont il faisait partie, 1 500 hommes environ. Il a passé la nuit dans un gros bourg dont il ne sait plus le nom; les habitans étaient là, chargés de provisions, le curé en tête, qui parlait très bien le français. « Ne vous bousculez pas, mes enfans, il y en aura pour tout le monde. » Ce prêtre a fait coucher les prisonniers dans son église, en prenant d'eux tout le soin possible. Le lendemain, au petit matin, des paysans sont arrivés, ont entraîné chez eux quelques hommes et leur ont fait boire leur meilleur vin, mais ils ne savaient que l'allemand. Quelques heures après, la colonne s'est embarquée de nouveau, et elle a fait halte à Coblence. Dans cette ville, la population avait préparé le ravitaillement; au débarcadère, chaque soldat recevait un gros morceau de pain garni de jambon ou de fromage, avec un verre de punch. « Pauvres Français! » murmurait-on. Le jour suivant, les mêmes chalands descendirent le Rhin. Partout des canots se détachaient de la rive pour apporter des douceurs aux malheureux captifs. Ils atteignirent ainsi Düsseldorf, où ils firent un séjour de trois semaines. Là encore il n'y eut pas un cri hostile; au contraire, des bourgeois s'approchèrent de la colonne et emmenèrent beaucoup de nos soldats dans des brasseries; il fallut l'intervention de la troupe pour arrêter ce mouvement qui serait devenu général. Les prisonniers furent internés dans la caserne des uhlans, dite caserne Napoléon (elle s'appelait encore ainsi); ils n'avaient pas le droit de sortir, mais tous les matins des habitans de la ville, qui parlaient très correctement le français, venaient leur distribuer des vivres, du linge et des couvertures : à travers les grilles, les enfans leur apportaient des pommes et du tabac. Ensuite l'ordre de départ fut donné pour Spandau, auprès de Berlin. A mesure que le convoi s'enfonçait dans la Vieille-Prusse, l'accueil se faisait plus froid. Bientôt même ce furent des pierres, et, dans les stations, des poings tendus et des injures : *Franzosen! Canaille!* A Spandau, le régime ne fut pourtant pas trop dur; le colonel qui commandait le camp était catholique (sans doute un Westphalien); il y avait aussi un jeune lieutenant qui était de Sarrebrück et qui traita nos prisonniers fort convenablement.

Ces deux témoignages suffisaient à indiquer dans quelle voie l'enquête devait être poursuivie. Il s'agissait de feuilleter les mémoires composés par les anciens combattans de 1870. Parmi les soldats de Metz qui avaient traversé les provinces rhénanes, il s'en trouverait certainement qui auraient livré au public leurs souvenirs. De la sorte, les documens oraux que nous avons cités, toujours facilement récusables, recevraient un contrôle et une confirmation. Or, les livres qui répondent aux conditions ci-dessus définies existent, quoique peu nombreux : ce sont ceux du lieutenant-colonel Meyret, du commandant J. Girard, du capitaine Mège, de G. Masson, et il faut y ajouter l'ouvrage du chanoine E. Guers, qui visita en 1870 les camps d'Allemagne où étaient internés nos prisonniers.

Comme tous les récits de choses vues, ceux-ci sont de valeur très différente. Le capitaine Mège, ancien enfant de troupe, n'est pas très renseigné sur l'histoire des pays qu'il traverse. Il ne sait qu'une chose, c'est qu'il est chez l'ennemi, il ne distingue pas les immigrés des indigènes; il raconte les événemens auxquels il est mêlé sans en faire ressortir la signification; il ne nuance ni ne définit. Le commandant Girard et le colonel Meyret sont infiniment plus avertis et observent beaucoup mieux. Le second particulièrement discerne avec une rare sagacité : « Il y a ici, note-t-il, deux populations très différentes d'éducation et de sentimens : le peuple rhénan qui a été français et qui a aimé la France, et le monde des employés prussiens qui nous hait et nous méprise : l'orgueil de ces drôles est devenu incroyable; ils poussent la population paisible à nous insulter, tout en devenant humbles et plats, si l'on fait mine de résister à leurs sottes injures. »

Or, les faits parlent très clairement : en 1870, les Rhénans nous attendaient. Et cela, les Prussiens ne l'ignoraient pas. Ce qui le prouve, c'est la façon même dont ils ont pourvu au transport de nos prisonniers. C'est au début de novembre que nos prisonniers traversent les territoires de la rive gauche. Cette saison n'est pas très propice pour les voyages en bateau, surtout sur des chalands découverts. Mais les longues navigations sur des rivières dont il faut suivre toutes les sinuosités présentent d'autres avantages : ce que veulent les vainqueurs, c'est montrer aux populations des Français captifs, et alors ils s'arrangent pour que le spectacle soit bien vu et dure longtemps.

D'autres prisonniers ont été acheminés par chemin de fer; mais là encore l'intention éclate dans le règlement des haltes et l'allure des convois : « Nous avancions avec une lenteur calculée, écrit G. Masson. On avait soin, à la moindre station, de faire arrêter le train... Les populations pouvaient avoir gardé une vague espérance de redevenir françaises; on voulait leur montrer que cet espoir était vain, que l'Allemagne était venue à bout de ces ennemis si terribles. Nous étions exposés, pendant plusieurs minutes d'arrêt, à la curiosité de tous ces gens accourus là pour nous voir passer. On les laissait envahir la voie, s'approcher des wagons, nous parler, et regarder ces Français réduits à l'impuissance. »

Mais, dans ces campagnes rhénanes, les témoins ne signalent nulle hostilité, au contraire. Le colonel Biottot raconte que dans le Palatinat, comme son train s'arrêtait dans une petite gare, il se pencha à la portière en murmurant : « Où sommes-nous? » Et une voix lui répondit : « Dans le département du Mont-Tonnerre. » C'était un membre de la Croix-Rouge de la région qui lui offrait ses services. Le commandant Girard, qui ne sait pas l'allemand, mentionne, lui aussi, l'affluence des curieux qui viennent voir passer les prisonniers : « Pendant les arrêts, beaucoup montaient sur les marchepieds pour nous regarder de plus près : leurs physionomies traduisaient plutôt la tristesse que la joie arrogante des vainqueurs. » G. Masson ne s'attendait pas aux marques de sympathie qu'il a constatées : « Nous recevions des petits pains et des gâteaux. On nous tendait des cigares et du tabac. Parmi ces hommes et ces femmes, il s'en trouvait même qui nous faisaient part, en s'exprimant en français, des vœux secrets qu'ils faisaient pour le succès de nos armes. » L'accueil, ajoute-t-il, fut tout autre sur la rive droite, au delà de la Wetzlar.

Dans les villes, les sentimens sont les mêmes. Crefeld est le point le plus septentrional sur lequel nous ayons des renseignemens. C'est là que le capitaine Mège a séjourné pendant plusieurs mois, et il y a travaillé dans une fabrique. Il vante l'humanité des habitans qui l'ont traité avec beaucoup de bonté et de courtoisie; le fils du bourgmestre lui a témoigné une amitié particulière; à plusieurs reprises, on lui a demandé de chanter *la Marseillaise*. Le capitaine raconte sèchement et n'explique rien : il faut se contenter des faits tels qu'il les rapporte.

Deux au moins sont intéressans. Un jour, dans une brasserie, l'auteur se prit de dispute avec des employés de chemin de fer qui injuriaient la France; une partie des assistans se déclara pour lui : l'affaire dégénéra en bagarre, avec échange de coups. Le lendemain du jour où l'armistice fut signé à Versailles, dit-il encore, une cavalcade parcourut les rues de Crefeld; tous les généraux français y figuraient avec des têtes d'âne, et des inscriptions outrageantes accompagnaient ces exhibitions; la cavalcade fut interrompue par une bataille. Ces deux scènes s'interprètent très facilement : les employés de chemin de fer et les organisateurs du cortège sont des Prussiens immigrés; leurs adversaires sont des Rhénans indigènes blessés dans leurs sentimens et qui défendent la France.

La ville d'Aix-la-Chapelle a été visitée par le chanoine Guers. En 1870, voisine comme elle l'est du pays wallon, ancien chef-lieu de préfecture, elle n'a encore rien de germanique. Les souvenirs de notre domination, déclare le témoin, y sont encore plus vivaces qu'à Cologne : les habitans, qui parlent notre langue, s'intéressent à nos soldats et font tout ce qu'ils peuvent pour adoucir leur infortune. Ils font même parade de leurs sympathies et les manifestent si bruyamment que plusieurs sont incarcérés par les ordres de Bismarck.

Sur Cologne, les documens sont beaucoup plus abondans. Cette ville a été traversée par le chanoine Guers et par le commandant Girard, mais c'est aussi là que le colonel Meyret a passé tout le temps de sa captivité. Le premier dépeint les misères du camp, où la consigne, comme presque partout, était draconienne. Les deux autres ont circulé librement et sont entrés en contact avec la population, stupéfaits de la réception qui leur était faite. Il y avait foule à la gare de Cologne quand le colonel Meyret y a débarqué. « Nous fûmes étonnés, écrit-il, de l'attitude convenable et presque respectueuse de cette multitude... Des habitans s'approchaient, et demandaient, en saluant, si nous étions les combattans de Gravelotte. » Quant au commandant Girard, il voyage avec un petit groupe d'officiers, arrive jusqu'à l'hôtel sans être remarqué. Mais, dès qu'il sort, ses camarades et lui sont entourés par un grand nombre de jeunes gens, des étudians, qui se mettent à chanter *la Marseillaise*. Immédiatement les gendarmes accourent, arrêtent ceux des chanteurs qu'ils peuvent saisir et les

conduisent en prison. « Pendant toute la durée de notre captivité, les étudians nous recherchèrent au risque de s'attirer les rigueurs de l'autorité et firent tout leur possible pour nous être agréables. » Mais l'auteur ne resta pas longtemps à Cologne et fut bientôt envoyé en Westphalie.

Quant au colonel Meyret, il a habité chez un Rhénan nommé Huberty. Il a connu toute la famille et ne tarit pas d'éloges sur ses hôtes; il a trouvé chez eux un haut souci des convenances et une parfaite délicatesse. Puis, en ville, il a fait d'autres connaissances. Un soir, dans une brasserie, deux bourgeois cossus se sont approchés de lui, et le plus âgé lui a dit : « Je suis M. de la Motte-Fouqué; ma famille, d'origine française, a été forcée de s'expatrier lors de la révocation de l'Édit de Nantes; je suis devenu Allemand, mais notre cœur bat toujours pour la France. Voulez-vous nous faire l'honneur de prendre place à notre table? Monsieur est mon ami. Herr Vilmahser a longtemps habité Paris et aime la France. » Ces braves gens rendirent de grands services à nos officiers; au moment de la paix, M. de la Motte-Fouqué, à lui seul, leur avait prêté 4 700 francs. Plus intéressante que ces secours délicats fut la déclaration que firent un soir au colonel ses deux amis : « Vous avez dû remarquer que la population a accueilli avec respect ces prisonniers de Metz... Nous avions des drapeaux tricolores tout prêts pour votre arrivée, car il y a encore ici beaucoup de sympathies pour la France; mais maintenant la grande Allemagne est faite. »

Plus au Sud, nous rencontrons les deux villes de Sarrelouis et de Trèves. Le capitaine Mège est resté fort peu de temps dans l'une et dans l'autre, mais il en a rapporté des impressions concordantes. A Sarrelouis, nos soldats ont été conduits dans une immense fabrique : les femmes sont venues au cantonnement en procession, chargées de tabac, de chocolat, de foulards qu'elles distribuaient aux captifs. A Trèves, même accueil, et, pour commencer, chaque prisonnier reçoit un tricot et une couverture. La ville n'est pas éloignée du Luxembourg et de la Belgique; il est à la connaissance du capitaine Mège que beaucoup de ses camarades s'évadèrent pendant la première nuit et qu'ils y furent aidés par la population elle-même. D'ailleurs, nous possédons le rapport du bourgmestre, réimprimé par le plus récent historien de Trèves. Ce document n'avoue pas

les sentimens français des habitans, mais il nous livre des détails si précis que nous sommes pleinement édifiés. Le premier convoi arriva le 2 novembre, avec 2 000 hommes. Aussitôt les Trévirois accoururent, portant des vivres et des rafraîchissemens. Les trains se succédèrent : le cinquième entra en gare à trois heures du matin. Ceux qu'il contenait étaient destinés au faubourg d'Euren. Pour ne pas laisser les prisonniers, dont beaucoup étaient malades, passer la nuit à la belle étoile sur la terre froide, hommes et femmes quittèrent leurs lits, les leur cédèrent, et se mirent en devoir de préparer des provisions pour leurs hôtes, sans oublier le café chaud avant le départ. « Par les paysans venus aujourd'hui au marché, écrit le bourgmestre, nous avons appris que les mêmes sympathies se sont manifestées partout, pour chacun de ces grands et nombreux convois, à Pfalzel, Ehrang, Quint, et dans beaucoup d'autres communes de l'Eifel. »

Reste enfin la ville de Mayence. Au camp d'internement, la situation est la même qu'à Coblence, et nos soldats y souffrent beaucoup. Mais, ici encore, ce sont les sentimens de la population civile qui nous intéressent. Le colonel Biottot a noté que les Mayençais regrettaient manifestement notre défaite, et non pas eux seulement, car le grand-duc de Hesse vint en personne visiter les Français et leur fit servir un repas. La déposition la plus intéressante est celle du commandant Girard : il n'a guère passé qu'une journée dans la ville, mais il a logé chez l'habitant. A la porte du restaurant où il est entré pour dîner, il a rencontré, parmi la foule des curieux, un monsieur déjà âgé qui lui a tendu sa carte : « E. Stall, Kapuzinerstrasse 22, offre cordialement l'hospitalité à un officier français. » Il l'a suivi, et son hôte l'a présenté à sa femme et à sa fille ; celle-ci est la seule de la famille qui sache le français, mais elle le parle très bien. La conversation s'engage, et la réception est charmante : on s'informe de la famille du commandant et des misères que l'armée a subies pendant le blocus de Metz ; la jeune fille sert d'interprète. « Enfin, écrit l'auteur, ces trois aimables personnes voulurent me conduire jusqu'à ma chambre, au deuxième étage. M. Stall, un flambeau à la main, ouvrait la marche, Mme Stall et sa fille me suivant de près. Arrivé sur le palier, mon hôte se campa fièrement devant une grande armoire à deux portes, qu'il me montrait du doigt d'un air mystérieux... »

Était-ce là-dedans qu'on voulait me faire coucher? Mais la jeune fille arriva aussitôt et me dit : *Monsieur, nous comptions sur les Français pour délivrer Mayence; dans cet espoir, papa avait fait confectionner, en cachette, des drapeaux pour pavoiser notre maison le jour de votre entrée!* Le père tira de sa poche la clef de l'armoire, qu'il ouvrit à deux battans : elle était bondée de drapeaux tricolores... »

Nous avons tenu à reproduire tous ces documens dans leur sécheresse et leur nudité, tels qu'ils nous sont rapportés par nos témoins. Ceux-ci sont unanimes dans leurs dépositions. En quelque lieu qu'ils aient été, à Crefeld, Aix-la-Chapelle, Cologne, Coblence, Sarrelouis, Trèves, Landau et Mayence, du Sud au Nord, de l'Est à l'Ouest, partout sur la rive gauche du Rhin ils ont constaté les mêmes attentions et la même douleur de notre défaite. Ces drapeaux en particulier, signalés en trois points différens du territoire, et destinés à fêter notre prise de possession, permettent de conclure à un mouvement populaire extrêmement profond et peut-être concerté, qui avait pour but de rendre à notre domination le pays tout entier. Signe émouvant sans doute de la reconnaissance d'un peuple qui avait participé pendant vingt années à notre vie nationale, qui avait partagé avec nous l'enivrement de la période révolutionnaire et la gloire de l'épopée impériale. Mais aussi preuve très évidente de l'inhumaine dureté et de l'injustice de la Prusse, puisqu'en un demi-siècle de travail acharné et de colonisation patiente, elle n'avait réussi ni à gagner les cœurs, ni même à donner une âme allemande à ceux dont elle était maîtresse.

Il n'est pas niable d'ailleurs que les succès de nos adversaires n'aient agi sur l'opinion. A Trèves, au mois d'octobre 1870, des bourgeois de la ville, parmi lesquels il semble bien qu'il y ait eu des indigènes, écrivirent à Bismarck pour lui demander l'annexion de Metz : ils faisaient valoir que la proximité de la frontière faisait planer sur la contrée le risque d'une invasion, puis aussi que les Messins, par leurs mœurs et leur caractère, étaient proches parens des Trévirois. Quoiqu'il soit d'expérience courante que tous les amis ne demeurent pas fidèles dans le malheur, il faut cependant observer que Trèves, chef-lieu de cercle, était par cela même exposée aux progrès de la propagande prussienne, du moins dans certains milieux, et que la présence d'une forte garnison y était la source de gains appré-

ciables. Le 3 mars 1871, lors des élections au Reichstag, la ville donna en effet 1 038 voix au candidat libéral Lantz, l'un de ceux qui avaient signé l'adresse à Bismarck, contre 526 au Dr Thanisch, candidat du Centre, mais ce dernier fut élu par une grande majorité grâce à l'appoint des campagnes, toujours rebelles.

A Worms, la commission exécutive du conseil municipal, peut-être composée surtout d'immigrés, envoya au chancelier un titre de bourgeois honoraire. Elle le félicitait d'avoir rempli les vœux que les cœurs allemands formaient pour l'unité et d'avoir rattaché à l'Allemagne des provinces qui en avaient été séparées pendant des siècles. Elle rappelait que Worms avait subi de terribles souffrances du fait de « l'ennemi héréditaire. » Pourtant Bismarck, le 24 décembre 1870, ne remercia que par quelques mots presque ironiques, où il marqua combien une telle amabilité lui semblait nouvelle : « Si la ville, *maintenant*, en présence de l'essor de la nation allemande, comprend l'importance de cet événement et en témoigne de la joie, on ne peut y voir qu'un signe de l'esprit qui anime le peuple allemand. »

En 1871, de mars à juin, les troupes rentrent dans leurs garnisons rhénanes. Elles y sont reçues selon un cérémonial qui est à peu près le même pour tout l'empire. Des arcs de triomphe sont dressés, des discours saluent les héros vainqueurs, des acclamations retentissent, le conseil municipal est présent, les cloches sonnent, les canons tirent des salves. Que les familles, au moment où leurs fils leur sont rendus, se sentent pleines d'allégresse ; que dans le peuple, par la contagion du bonheur, l'optimisme ce jour-là domine ; que même l'ivresse de la puissance et la fierté de la force allemande exaltent quelques imaginations, cela est plus que probable, cela, peut-on dire, est certain. Mais la griserie passe et la joie est éphémère, car Bismarck réserve aux Rhénans des lendemains douloureux, au cours desquels, par un dernier et éclatant retour, nous allons voir briller encore une fois, vive et fidèle, la flamme des sympathies françaises.

II. — LE KULTURKAMPF

Cette lutte intérieure, dont M. Georges Goyau ici même a fait l'histoire, se présente sous des apparences assez trompeuses.

Il semble qu'il ne s'agisse que d'une querelle religieuse, tout au plus des tentatives faites par la Prusse et l'empire pour établir leurs droits de police et imposer leurs règles administratives. A ce compte, d'autres nations auraient connu de pareils différends. Or, le débat a un objet bien plus haut : il est d'essence nationale. « Il me faut dix ans pour faire l'Allemagne, » avait dit Bismarck en 1871. Le Kulturkampf constitue le moyen même par lequel il espérait obtenir ce résultat. Il est dirigé avant tout contre l'influence française, qu'il a pour but d'anéantir.

Une lecture des *Mémoires* de Hohenlohe, même rapide, suffit à convaincre que leur auteur, pendant son ambassade à Paris, a pour mission de surveiller de très près les hommes politiques français et d'empêcher qu'une entente ne s'établisse entre la République et les adversaires allemands du nouvel Empire : il fait alterner les cajoleries avec les menaces voilées, et il est à l'affût de tous les retentissemens que peuvent éveiller chez nous les persécutions de Bismarck contre les catholiques. S'il est d'autre part un homme bien renseigné sur les tendances et les buts du Kulturkampf, c'est assurément Sybel, député au Landtag de Berlin et professeur à Bonn. Il faut voir en lui l'un des plus anciens agens de la Prusse sur la rive gauche, l'un de ces savans d'État qui, installés dans leur chaire comme à un poste de combat, montèrent la garde au Rhin en missionnaires de la *Kultur*. Il est le fondateur du *Deutscher Verein*, un instrument de germanisation destiné à faire disparaître tout ce qui subsiste encore de welche à l'intérieur de l'Empire, une entreprise d'espionnage dont les ramifications couvrent tout le pays rhénan. En 1874, il écrit contre le catholicisme un factum intitulé *la Politique cléricale au* XIX*e siècle*. Ce qu'il reproche aux prêtres, c'est qu'ils sont les ennemis de la Prusse et les amis de la France : « C'était sans doute agir politiquement, avant la défaite de l'armée française, que de ne pas se laisser émouvoir par l'hostilité cléricale ; mais, après l'écrasement de la France, c'est un devoir d'État pressant que de réduire à l'impuissance l'adversaire de notre cause nationale. Jamais lutte défensive n'a été plus légitime. »

D'ailleurs Bismarck lui-même nous a dévoilé le secret de sa politique. Le 30 janvier 1872, il répond à Windthorst.

Le parti du Centre, affirme-t-il, cache sous son étiquette confessionnelle les desseins qu'il nourrit contre l'Empire et contre la Prusse; il se renforce de protestans qui n'ont de commun avec le catholicisme que leur inimitié contre la monarchie des Hohenzollern; il est soutenu « par tout ce que l'on peut appeler la presse française antiallemande, la vieille presse de la Confédération du Rhin qui a endossé l'habit catholique. » Le 6 mars, il revient à la charge : ses ennemis, dit-il, ont commencé à s'agiter du jour où la Prusse luthérienne a pris son essor, du jour où ils ont entrevu cette possibilité qu'un empire protestant s'établirait en Allemagne; ils ont laissé paraître leur inquiétude lorsque l'Autriche a été défaite, mais ils ont perdu définitivement leur calme quand la France a succombé. A l'appui de ses dires, il lit une lettre adressée au roi par un ambassadeur, Arnim sans doute : « S'il m'est permis d'exprimer mon opinion, écrit celui-ci, je n'ai jamais hésité à croire que la revanche désirée par la France dût être préparée chez nous par des discordes religieuses... Une bonne partie du clergé catholique, soumis aux directions venues de Rome, est au service de la politique française. »

D'un bout à l'autre de la crise, le chancelier reprend ce thème. Au début du conflit, la guerre confessionnelle ne présente encore aucun danger pour l'Empire, car nous nous remettons à peine des désastres de 1870, et les populations persécutées ne peuvent compter sur notre secours immédiat. Mais peu à peu le Kulturkampf s'aggrave; de Sarrebrück à Wesel, les prisons s'emplissent de prêtres, tandis que le parti du Centre continue de braver le chancelier et que le pays rhénan semble sur le point de passer à la révolte ouverte. Peu à peu aussi nous reconstituons notre armée. Si cette renaissance française s'était produite après la soumission complète des ennemis de l'Empire, elle n'aurait pas inquiété Bismarck : mais justement elle se manifeste à l'instant même où le conflit est à l'état aigu. De Paris, Hohenlohe trahit son anxiété; à Berlin, l'on est peu rassuré. C'est alors que va commencer la manœuvre suprême. Le 13 janvier 1874, dans un entretien avec notre ambassadeur, le chancelier lui demande que notre gouvernement sévisse contre quelques évêques, et il le fait avec quelques allusions vagues qui visent évidemment la Bavière et la vallée du Rhin : « Les attaques qui nous viennent

de France, dit-il, ont une gravité exceptionnelle, *parce qu'elles agissent sur des sentimens mal éteints* et parce qu'elles sont un encouragement à des résistances dont nous voulons avoir raison à tout prix. » Le 16, la *Gazette de l'Allemagne du Nord* écrit que la France doit rompre avec l'ultramontanisme si elle veut réellement la paix. La pensée du chancelier est donc très claire : ou bien les catholiques allemands se soumettront, ou bien nous devrons subir nous-mêmes une guerre préventive d'où nous sortirons si meurtris que personne ne pourra plus jamais espérer en notre secours. En mars 1875, l'ambassadeur Hohenlohe vient dire au duc Decazes que l'Allemagne considère nos armemens comme une menace pour elle, et, le 8 avril, la *Post* lance son fameux article : « *Krieg in Sicht?* La guerre est-elle prochaine? » L'alarme dure jusqu'en juin, et seule l'intervention de la Russie et de l'Angleterre détourne l'orage. Mais Bismarck ne renonce pas tout à fait à la solution qu'il a entrevue, et il compte bien recourir aux armes si jamais l'Europe se désintéresse de notre sort. Pendant toute la durée du Kulturkampf ses journaux parlent pour lui : lors du 16 mai encore, ils estiment que le ministère de Broglie, par sa politique cléricale, conduit tout droit à la guerre.

Il importe de se demander si les hommes d'État prussiens, au cours de cette lutte si brutalement conduite, n'ont pas été victimes d'une hallucination collective. Or il apparaît bien qu'ils ne se sont pas trompés. Ce n'est pas ici le lieu de faire l'histoire de la persécution dans la vallée du Rhin, mais bien de dire quelle a été la résistance. Dans la coalition catholique qu'il combat, Bismarck démêle vite que les élémens les plus agissans sont les Rhénans, pour ne point parler des Bavarois, des Polonais et des Alsaciens-Lorrains. Il ne lui échappe pas que leur catholicisme s'est exaspéré du jour où la France a été battue, comme s'ils voulaient fortifier leur opposition en la couvrant de la haute autorité du pape, mais sans en modifier la direction. Avant 1870, ils votaient généralement pour des libéraux, parce que ces libéraux, par leur action parlementaire, tendaient à affaiblir la force prussienne. Mais, dès le 1er octobre 1870, par une lettre écrite au chancelier, Ketteler avait fait connaître que l'annexion de l'Alsace-Lorraine inquiétait les fidèles de l'Église romaine et qu'ils craignaient de voir s'ouvrir « une ère de malveillance religieuse pouvant aller jusqu'à des

essais de protestantisation. » Les Rhénans aussitôt s'étaient rangés derrière l'évêque de Mayence, montrant qu'ils considéraient Sedan comme un second Sadowa. En 1871, comme le parti libéral s'est rallié au gouvernement, ils élisent en grand nombre des catholiques. Aux élections de 1874, ce mouvement s'accentue; les derniers démocrates sont balayés dans les grandes villes où ils se maintenaient encore, à Essen, Crefeld, Coblence, Düsseldorf, Bonn, Aix-la-Chapelle et Cologne; leurs adversaires obtiennent de grandes majorités. Fait significatif assurément, mais qui n'est pas le seul que l'on puisse constater. Et en effet, tandis qu'avant 1871 il n'y avait pas plus de quatre ou cinq journaux catholiques dans le royaume de Prusse, le nombre s'élève en 1874 à 120 quotidiens, dont 85 pour le pays rhénan. Enfin l'on sait à Berlin, où l'attitude des particularistes bavarois cause des appréhensions, que ceux-ci ont partie liée avec les mécontens de l'Ouest, que les évêques ou archevêques de Munich, Spire, Mayence, Cologne et Trèves marchent en étroit accord : on constate le va-et-vient perpétuel des chefs du Centre entre les deux pays, à l'occasion des congrès, colloques, meetings et réunions protestataires qui entretiennent l'agitation.

Pour se rendre compte des tendances du mouvement catholique, ce ne sont pas les débats parlementaires qu'il faut lire, car les députés du parti affirment toujours leurs sentimens allemands, en usant de ces mots vagues qui ne les engagent pas. Ce qu'il faut connaître, c'est ce qu'impriment les journaux, c'est tout ce qui, sous une forme quelconque, nous révèle la pensée profonde des masses. Alors le grand conflit se présente sous son véritable aspect : il est anti-unitaire, anti-prussien et francophile. Dès 1872, ce triple caractère apparaît. Le 8 juillet de cette année-là se fonde à Mayence l'*Association des catholiques allemands*, présidée par le baron F. de Loë, un Rhénan, et dont le comité directeur se compose de Rhénans, de Westphaliens et de Bavarois. A peine constituée, elle lance un appel ainsi conçu : « L'Allemagne catholique passe par des épreuves auxquelles ne pouvaient s'attendre les fils soumis de l'Église, qui ont versé leur sang dans les batailles de la dernière guerre. Ils ont fait des expériences qui ont provoqué des tons discordans dans les allégresses triomphales du nouvel Empire allemand. » Déjà la déclaration est très nette : les fidèles de l'Église romaine

manifestent leur aversion pour l'édifice construit par Bismarck. La *Reichszeitung* de Bonn renchérit encore et menace. « Sur les ruines de l'État moderne, l'Église construira un nouvel ordre de choses, comme elle l'a fait lors de la dissolution de l'Empire romain. »

Lorsque le chancelier a réuni l'Allemagne sous le sceptre des Hohenzollern, il a voulu faire disparaître toutes les oppositions locales. Mais voici que Ketteler prend la plume pour sauver l'existence de ce que Bismarck veut détruire. En 1873, dans un manifeste où, par une précaution d'habile avocat, il concède que le particularisme doit admettre une puissance impériale forte et pleine de vie, il se fait le défenseur de ce particularisme. Il le nomme « un lien de fidélité et d'amour, » un signe d'attachement au pays natal, à la vieille tribu germanique dont on fait partie, un témoignage d'affection pour les anciennes coutumes et tout ce qui est spécial à la province où l'on a vu le jour; chaque région doit avoir le droit de gouverner comme elle le veut ses propres affaires et de se refuser à une centralisation qui est la mort de l'âme : autant de propositions qui sentent la révolte et dont on ne peut croire qu'elles n'aient été pesées soigneusement par leur auteur.

Voilà donc quel est le premier point du programme antiprussien. Il s'agit, on s'en est rendu compte, de ruiner l'œuvre de 1871 et de rendre à l'Allemagne sa liberté d'autrefois. Comme les maîtres du moment sont luthériens, la guerre se développe sur le terrain confessionnel, mais elle est bien une guerre politique : « Si l'État, écrit Conrad von Bolanden, traite en ennemie ou tente d'opprimer l'Église catholique, la conséquence naturelle en sera que les catholiques allemands s'uniront à un protecteur étranger contre l'empereur protestant d'Allemagne. » Or, ce protecteur étranger, J. J. Lindau le désigne publiquement dans une réunion tenue à Mayence en 1872 : il s'appelle la France. Les prélats assemblés le 20 septembre à Fulda, sous la présidence de l'archevêque de Cologne, le laissent également entendre : « La lutte contre Rome, déclarent-ils dans leur protestation solennelle, est une explosion du criminel orgueil produit par les victoires remportées sur la France. » En d'autres termes, la grande puissance catholique vaincue à Sedan laissait par sa défaite le champ libre à l'oppression prussienne. Bismarck ne commettait donc aucune erreur quand il prétendait que

cette pensée était bien celle des ennemis de l'Empire : le second point de leur programme est en effet la conséquence logique du premier.

Que la résistance au Kulturkampf soit la dernière réaction violente de l'ancienne Allemagne française contre des maîtres abhorrés, cela se marque bien plus encore pendant les années où le conflit va atteindre son maximum d'intensité. Après les incidens d'Emmerich, après l'émeute d'Essen, pendant laquelle le sous-préfet est lapidé, et dont le gouvernement ne se rend maître qu'au bout de quarante-huit heures, grâce à l'intervention de huit compagnies d'infanterie, les esprits se montent sur la rive gauche du Rhin, où le schisme vieux-catholique est considéré comme une véritable trahison, et l'effervescence revêt un caractère anti-prussien très accentué. Le peuple, raconte Sybel dans son discours au Landtag du 8 mai 1874, est persuadé que Bismarck va fermer toutes les églises le 15 du même mois et qu'il emprisonnera aussitôt les catholiques qui refuseront de se faire protestans : mais dans le cercle de Sarrebrück, l'opinion se console, car on sait de source certaine que, quinze jours après, les Français arriveront et rétabliront la religion dans ses droits : cet heureux événement doit se produire exactement le 1er juin. Dès 1872, la population rhénane a manifesté contre la fête commémorative de Sedan, et, le 2 septembre, le clergé a organisé des processions pour protester contre les réjouissances prussiennes. En 1874, après que le Centre a voté contre la loi militaire présentée au Reichstag, le mouvement anti-impérial et francophile éclate avec une vigueur inattendue.

Cette fois, ce sont les évêques qui commandent, et on leur obéit. Ils défendent aux fidèles de célébrer la victoire remportée sur la France, sur la vieille protectrice qui seule représente le salut. Le 9 août, à Mayence, Ketteler publie sa *Circulaire concernant la fête de Sedan* : « Le parti qui en est l'inventeur, écrit-il, est celui-là même qui mène le combat contre le christianisme et l'Église catholique. Si donc il exige avec une impétuosité particulière que la religion, cette religion dont il se montre par ailleurs peu soucieux, participe à la cérémonie, il est évident qu'il ne le fait pas par piété. Il célèbre ainsi bien moins les succès du peuple allemand sur la France que ses propres succès sur l'Église catholique. Il veut la contraindre à

figurer dans cette fête, et elle doit jubiler sur ses propres blessures. Sous le prétexte que nous manquons de sentimens patriotiques dont il sait la force, il veut nous contraindre à nous atteler à son char de triomphe. » Le coup droit est porté, et il est terrible, malgré les prudentes affirmations de loyalisme allemand que Ketteler ne néglige pas; il atteint le gouvernement berlinois, où nul n'ignore que l'évêque de Mayence, en relations avec Dupanloup, a soutenu autrefois la politique française de Dalwigk.

Donc Ketteler refuse ses prêtres; il refuse ses cloches; il repousse la demande du général commandant la place, qui voudrait disposer des tours de la cathédrale pour y faire jouer un choral par une musique militaire. L'archevêque de Munich, l'évêque de Spire suivent son exemple. Les journaux du Centre font écho : les catholiques ne célébreront pas Sedan, « jour de deuil et non pas jour de joie, » qui a été le signal de la lutte contre la religion romaine. Le ministère de Bismarck pourtant ne recule pas, et il emploie même la contrainte : dans la vallée du Rhin, il change la date des vacances scolaires; elles commenceront seulement après le 2 septembre, et les élèves, par voie d'autorité, seront ainsi forcés de fêter la victoire prussienne; ils ne devront pas rester ce jour-là dans leurs classes, leurs maîtres leur feront traverser les villes, les mèneront à la campagne et les feront chanter. La cérémonie officielle a donc lieu, avec revue des troupes, mais l'attitude de la population est la même dans le pays rhénan qu'à Strasbourg et en Alsace. Seuls, les milieux prussiens pavoisent Mayence, les habitans ont arboré à leurs fenêtres leurs feuilles de contributions en protestation contre l'Empire; dans la vallée de la Moselle, ils ont exposé non pas des drapeaux, mais de vieux balais. L'année suivante, à la même date, les mêmes scènes se reproduisent, avec les mêmes abstentions et les mêmes divisions. Ketteler lui aussi récidive : Sedan, dit-il, est un « jour de deuil et d'humiliation. »

Nous sommes en 1875; des prêtres sont arrêtés et jetés dans des cachots : la terreur règne dans le pays rhénan. A Cologne, un beau matin, les trois cent vingt et une rues de la ville sont tapissées de l'affiche suivante : « Les évêques maintenant sont en prison. — On pendra le roi, — on brûlera Bismarck; — alors, la religion reviendra chez nous. » La police aussitôt

promet une prime de 3000 thalers à celui qui dénoncera le coupable, et se met en devoir de gratter l'affiche séditieuse. La nuit suivante, des mains inconnues en apposent une nouvelle, qui reproche au chancelier l'indemnité de guerre prélevée sur nous. « Avec tes cinq milliards, tu n'as pas assez d'argent pour payer celui qui a fait cela. »

Pour répondre au congrès vieux-catholique de Bonn, favorisé par le ministère berlinois, les évêques organisent le 28 juillet de grandes fêtes à Mayence. *L'Univers* est le seul journal parisien qui y soit représenté. Son correspondant assiste aux réunions et entend tous les discours, dont l'un, prononcé par le baron de Loë, paraît avoir produit sur lui une très vive impression. Mais il ne le résume pas. « Vos lecteurs, écrit-il, me le pardonneront. Ils savent trop bien qu'il y a des choses que M. de Bismarck est forcé d'écouter en Allemagne, mais dont la presse française ne saurait parler sans commettre le crime de lèse-majesté française, en donnant un sujet de plainte aux puissans de Berlin. » Ces lignes suffisent pourtant pour que l'on devine ce que Loë a pu dire.

Les fêtes du 28 juillet ont, d'autre part, permis au haut clergé de mûrir un projet que la presse fait bientôt connaître : l'archevêque de Cologne, les évêques de Mayence et de Münster combinent un grand pèlerinage rhénan et westphalien. Les fidèles qui y prendront part sous la conduite du comte de Stolberg iront à Paris déposer un ex-voto dans la chapelle de Notre-Dame des Victoires, et de là ils se rendront à Lourdes pour y porter leur offrande, une bannière magnifiquement brodée, représentant en grandeur naturelle saint Boniface, le patron de l'Allemagne catholique. A Berlin, le coup est très vivement ressenti, surtout étant donné qu'il succède au refus de célébrer la fête de Sedan. A Paris, où l'on se remet à peine de l'alerte de mars, l'initiative des évêques suscite une bien compréhensible anxiété. D'après l'*Italienische allgemeine Correspondenz*, l'ambassadeur français auprès du Vatican demande au cardinal Antonelli d'interdire le pèlerinage, mais se heurte à une fin de non-recevoir. Sur une nouvelle intervention directe du duc Decazes auprès du Pape, celui-ci charge l'archevêque de Cologne de donner des instructions spéciales à Stolberg. Alors, les organisateurs proposent de modifier le programme : les fidèles se réuniraient d'abord à Paray-le-Monial et se dirige-

raient ensuite vers Lourdes. On assure aussi que Decazes aurait proposé de barrer la frontière, mais que Berlin aurait décliné cette offre, en constatant que le gouvernement français n'entrait pour rien dans cette manifestation politique. Toutes ces négociations sont assez obscures, mais il est certain qu'une pression fut exercée sur les pèlerins. Ils traversèrent bien Paris, mais ils le firent sans bruit et se rendirent à Notre-Dame des Victoires sans aucune ostentation ; ils y furent seulement copieusement insultés par une bande de protestans allemands qui les y attendaient, et qui, par leurs injures, témoignèrent de la colère prussienne.

Pour venir à bout de l'opposition particulariste des catholiques allemands, Bismarck comptait qu'il lui fallait encore une fois vaincre leur alliée naturelle, la France. Ses premières tentatives pour nous jeter dans le Kulturkampf datent de 1873. A partir de ce moment, Hohenlohe déploya tous les artifices de sa diplomatie pour provoquer l'évolution attendue : il montrait une Allemagne conciliante, si le gouvernement français se décidait à mâter les « ultramontains; » au contraire, s'il se laissait entraîner par eux, la paix demeurerait précaire. Il n'y a rien à changer ici aux démonstrations de M. Georges Goyau. Les premières élections républicaines sont de 1876 et provoquent les commentaires favorables des journaux bismarckiens. Au 16 mai, ils redoutent une victoire de la Droite et ils agitent le spectre de la guerre : les députés adversaires du maréchal emboîtent le pas avec docilité. Dès le 17 mai, Gambetta donne le mot d'ordre : « Les menées cléricales ne sauraient nous amener que la guerre, » mais déjà, quelques jours avant, il a lancé la formule célèbre : « Le cléricalisme, voilà l'ennemi ! »

Sous couleur de libéralisme, l'entente s'établissait donc entre la France, l'Allemagne, et aussi l'Italie. Bismarck, chef de cette coalition, remportait un succès qui lui assurait la consolidation de l'Empire. Les élections ramenèrent à la Chambre les 363, et Mac-Mahon, sans se démettre, se soumit. Ce n'était pas assez pour le chancelier. A l'ancienne Allemagne française il eût voulu montrer sa protectrice d'autrefois sur l'étape même de l'abdication. Au mois d'octobre 1877, il fit répéter par l'un de ses agens à Paris, Henckel de Donnersmarck, que la paix serait assurée si la France renonçait à soutenir le catholicisme, et il le chargea de proposer à Gambetta une

entente sur le terrain anticlérical. Henckel de Donnersmarck fit savoir qu'il ne lui serait pas impossible d'amener Gambetta à Varzin. C'est en avril 1878 que l'homme qui avait été pendant la guerre l'âme de la Défense nationale se vit offrir cette entrevue. Il accepta le 23, puis, au dernier moment, il recula et ne partit pas.

Mais l'impulsion était donnée. A partir de ce moment, la République s'engagea de plus en plus dans les voies de l'anticléricalisme : le fameux article 7 et les décrets de 1880 sont présens à toutes les mémoires. Il n'est pas niable que la France, dans cette période qui suivit le traité de Francfort, ne se soit trouvée aux prises avec d'énormes difficultés. Pourtant, quels qu'aient été les dangers auxquels elle était exposée du dehors, il est certain qu'elle a délibérément sacrifié les intérêts de sa politique extérieure à ceux de sa politique intérieure, abandonnant ainsi les restes d'une clientèle nombreuse, qui avait mis en elle son dernier espoir, et que sa défection déçut cruellement.

On a dit que le chancelier était sorti du Kulturkampf en vaincu. Oui, sur le terrain religieux : mais c'est là sans doute qu'une défaite lui importait peu. Sa grande victoire, il l'obtenait dans le domaine politique : c'était la seule qu'il eût désirée passionnément. Sans canons, ni fusils, ni baïonnettes, il venait d'ajouter à Sedan un complément très appréciable, en brisant l'offensive des particularismes allemands et la résistance rhénane : le temps ferait le reste. En 1880, Gambetta pouvait bien de nouveau se montrer inconciliable et parler de la « justice immanente. » Ce n'étaient plus là que des déclamations sans danger, puisque la France avait renoncé aux alliances qu'elle possédait à l'intérieur de l'Empire. La première collaboration du Centre avec Bismarck date de 1879; l'entente s'accentua de jour en jour, tandis que le pape cédait aux avances que Berlin lui prodiguait. Il reste à savoir pour quelles raisons la rive gauche du Rhin se laissa peu à peu conquérir par la Prusse et l'Allemagne impériale, à dire ce qui restait du prestige de la France, au début de la présente guerre, chez des populations dont l'âme même nous avait appartenu.

III. — L'ORGANISATION DE LA CONQUÊTE

Dans cette vallée rhénane, si profondément francisée, ce fut la bourgeoisie des villes qui se rallia la première, et le mouvement commença dès les premières années du Kulturkampf. Berlin sut provoquer les dévouemens et les récompenser quand ils s'offraient. Le fils de Hausemann fut anobli en 1872. Le docteur Becker, d'Elberfeld, qui avait été condamné pour avoir pris part aux mouvemens insurrectionnels de 1848, *der rothe Becker,* Becker le Rouge, devint premier bourgmestre de Cologne et membre de la Chambre des Seigneurs. Les manifestations de loyalisme, d'abord organisées officieusement, tinrent l'opinion en haleine. En 1875, un comité de Dortmund ouvrit un concours pour la composition d'un hymne en l'honneur de Bismarck, et cet hymne fut exécuté pour la première fois à Düsseldorf, le 22 octobre 1876. La ville de Cologne, en 1875, nomma le chancelier bourgeois honoraire et lui éleva une statue. L'année suivante, elle célébra par de grandes fêtes l'achèvement de sa cathédrale; en présence de l'empereur Guillaume Ier, un poète poméranien, T. Scherenberg, affirma en vers pompeux que les destinées de la cathédrale et celles de l'Allemagne étaient conjointes.

Ce n'était encore qu'un début, et la conquête morale du pays rhénan ne pouvait se faire du jour au lendemain. La pénétration de l'idée impériale et prussienne fut lente : elle s'opéra cependant. En 1830, en 1840, en 1848, en 1866, nous avions reculé devant l'effort nécessaire; en 1870, nous avions été battus. Les derniers espoirs s'évanouirent pendant le Kulturkampf : il semblait bien que nous eussions quitté le Rhin pour toujours, et il eût été chimérique de prévoir notre retour.

Puis les formes de l'administration prussienne et les institutions allemandes avaient été progressivement substituées aux nôtres, selon un plan longuement suivi et que la bureaucratie berlinoise n'abandonna jamais. Les derniers vestiges du Concordat napoléonien s'effacèrent en 1873, quand fut promulguée la loi du 11 mai, qui annulait la distinction jusque-là maintenue entre les curés inamovibles et les desservans. Le système des impôts n'avait plus rien de français. Nos codes avaient disparu l'un après l'autre. Notre organisation judi-

ciaire ne laissa plus de traces à partir de 1877 : cette année-là, la Cour d'appel, anciennement établie par nous à Trèves, transférée à Cologne en 1815, cessa d'exister et fut remplacée par un *Oberlandesgericht*.

L'école, dans la transformation de l'esprit public, joua un rôle considérable. L'Université de Bonn continua la tâche qu'on lui avait assignée de convertir l'opinion à la domination prussienne. On sait quelle propagande y a faite Sybel. Ses collègues l'ont bien soutenu dans sa besogne et n'ont jamais refusé leur concours à la politique du gouvernement. A l'Université de Bonn on avait adjoint deux écoles techniques supérieures, l'une à Aix-la-Chapelle, l'autre à Cologne. Il sortait de tous ces instituts scientifiques, largement entretenus, des médecins, des négocians, des ingénieurs, des avocats, des administrateurs, des professeurs, des prêtres même, qui avaient reçu l'empreinte de l'éducation nationale selon les formules prussiennes.

A tous les degrés, l'œuvre poursuivie par l'école était la même : on pétrissait puissamment les cerveaux et on leur inculquait l'admiration de la grande Allemagne, de sa puissance et de son génie, avec le soin méthodique qui présidait également aux offensives commerciales. L'enseignement primaire déployait dans cette tâche peut-être plus d'activité encore que les autres, car il avait pour mission de former des soldats et de donner une âme à cette armée qui soutenait l'édifice impérial. L'instituteur agissait par le *lied* patriotique, et sa parole exaltait les souvenirs de 1870, des grandes victoires qui avaient permis de fonder l'Empire si fécond en bienfaits, don béni des Hohenzollern autrefois si détestés. Devenu adulte, le jeune Rhénan passait sous l'autorité des sous-officiers, qui complétaient son instruction et lui apprenaient ce qu'il devait à l'uniforme du roi. Au sortir du régiment, il était recueilli par une de ces associations de vétérans dont le gouvernement avait favorisé la création et que l'on voyait figurer avec leur drapeau dans les cérémonies officielles, lorsque l'on inaugurait, par exemple, l'une de ces statues représentant Guillaume Ier, Bismarck ou Moltke, et qui s'élevaient toujours plus nombreuses dans les villes de la rive gauche. Cinquante années auparavant, c'étaient les anciens soldats de Napoléon qui se groupaient et s'organisaient. Or, la tradition militaire prus-

sienne avait remplacé la nôtre à la suite de nos défaites. C'est ainsi que se forme une « nationalité. »

On la formait contre nous. Une presse à gages s'acharnait à nos dépens en des diatribes toujours renouvelées. En face de la France dégénérée, on dressait la vertueuse Allemagne, maîtresse des sciences et des arts, mère des grands peintres, des grands architectes, des grands musiciens, des grands philosophes, de tous les surhommes enfin qui éblouissaient le monde.

Cette campagne de calomnies, commencée dans le pays rhénan dès 1815, durait encore. Pareillement, l'immigration n'avait jamais cessé. Fonctionnaires originaires de l'Est, sous-officiers, ouvriers même continuaient à affluer. On en trouve la preuve dans les statistiques de la population, si l'on considère les chiffres donnés pour les deux religions catholique et protestante. Il y a dans la province de Prusse rhénane 3 804 341 habitans en 1875, 4 287 392 en 1888, 7 121 140 en 1910; à ces trois dates, et sur le nombre total, les protestans figurent pour 906 483, pour 1 171 398 et pour 2 097 619 : les catholiques, au contraire, passent de 2 628 170 à 3 115 994 et à 4 916 022. L'augmentation de la population catholique est donc de 15,6 et de 36,4 pour 100, celle de la population protestante de 22,6 et de 44,1 pour 100 d'un recensement à l'autre. L'accroissement beaucoup plus considérable des protestans ne peut être attribué qu'à une seule cause, à l'immigration.

Cependant, malgré notre renoncement, malgré la disparition de nos formes administratives, en dépit de l'œuvre accomplie par l'école et par la presse, jamais la rive gauche ne se fût faite à son sort, même après l'extinction de la génération napoléonienne, si elle n'eût profité du bien-être et de la prospérité qu'apportait l'Empire. Le vignoble était en décroissance, mais on importait des raisins étrangers, et l'on vendait des imitations de champagne dont le placement, à l'intérieur et même hors de l'Allemagne, était facile. Les villes devenaient formidables : Cologne dépassait 500 000 habitans; Düsseldorf, Essen, Elberfeld, Aix-la-Chapelle, Crefeld, Coblence, Mayence et Sarrebrück prenaient chaque jour une extension plus grande. De 1880 à 1903, le gouvernement avait dépensé 100 millions pour le canal de Dortmund à l'Ems et 250 pour la navigation du Rhin. Sur ce fleuve, le trafic s'était élevé de 6 millions de tonnes en 1880 à 30 millions en 1900. Un chemin de fer lon-

geait les deux rives, reliant le pays à la Hollande, à la Belgique et à la Suisse. Le bassin charbonnier de Sarrebrück s'étendait sur plus de 40 000 hectares, avec des couches de houille qui atteignaient parfois 20 mètres d'épaisseur. En 1897, les filatures de coton, de 40 qu'elles étaient en 1888, avaient passé à 52, et elles utilisaient 267 millions de balles au lieu de 168. Cette même année, les provinces du Rhin et de Westphalie fournissaient 2 683 537 tonnes de fonte; la Sarre et la Lorraine, 2 341 079; la contrée de la Sieg et la Hesse-Nassau, 730 678.

Il est intéressant de rechercher quelle était la situation économique du pays rhénan à une date toute récente. Voici donc les chiffres de l'année 1911, mais valables pour la seule province prussienne, abstraction faite du Palatinat et de la Hesse. Au point de vue agricole, 12 952 hectares de vigne ont donné 461 900 hectolitres de vin; la récolte a fourni 1 787 000 tonnes de pommes de terre, 524 000 de seigle, 498 000 d'avoine, 219 000 de froment, 59 000 d'orge. Au point de vue minier, on a extrait 3 407 tonnes de cuivre, 27 626 de plomb, 65 485 de zinc, 80 325 de manganèse, 42 117 865 d'un charbon qui représentait à lui seul une valeur de 450 millions de mark. Industriellement, il est sorti des usines 306 048 tonnes d'acide sulfurique; les fonderies ont produit 55 319 tonnes de zinc, 53 105 de plomb, 69 654 kilogs d'argent; 31 hauts fourneaux ont livré 5 872 628 tonnes de fer brut valant 335 millions de mark. D'autre part, 1 576 distilleries ont fabriqué 101 706 hectolitres d'alcool et 603 brasseries, 4 809 000 hectolitres de bière. Enfin, 18 sucreries ont donné 613 813 tonnes de sucre brut et 1 200 000 tonnes de sucre raffiné.

Les avantages matériels que le pays rhénan a retirés de l'unité sont donc incontestables. Ce sont eux qui ont permis à l'esprit impérial de s'épanouir. Dans la satisfaction des appétits, les griefs d'autrefois perdaient de leur vigueur, et les gains faciles apportaient l'optimisme. On était Allemands, rien qu'Allemands, et sans doute l'avait-on toujours été, même Prussiens peut-être. On oubliait les persécutions subies sous Bismarck. On oubliait bien d'autres choses encore. J'ai vu débarquer à Mayence, un jour de Pentecôte, des bourgeois de Cologne partis en excursion sur le Rhin. Une musique les accompagnait, et, quand ils s'ébranlèrent, elle se mit à jouer le *lied* du feld-maréchal Blücher : *Was blasen die Trompeten*. Aucun d'eux, sans

doute, n'en ignorait les paroles, et ils allaient joyeusement : les cuivres chantaient la gloire du vieux sabreur, racontaient comment il avait voué aux Français une haine immortelle, comment il en avait tué dix mille à Lützen, comment il leur avait appris à nager dans les eaux de la Katzbach avant de les vaincre encore à la Wartbourg et à Leipzig. La force de l'habitude opérait : d'avoir souvent entendu ce *lied*, il semblait tout naturel de l'entendre encore, et ces Rhénans ne songeaient pas qu'aux batailles de Lützen, de la Katzbach et de Leipzig, d'autres Rhénans, leurs grands-pères, luttaient dans les rangs français pour maintenir contre la Prusse de Blücher l'empire de Napoléon.

Et cependant, il y avait des sentimens profonds qui restaient encore intacts, toute une subconscience qui se réveillait à de certaines heures. Dans l'Empire, les populations de la rive gauche se sentaient différentes de celles du Mecklembourg ou de la Saxe. Elles étaient renseignées sur leurs origines : le sol parlait, et les noms de lieux avec lui; Audernach avait une étymologie celtique, Mayence également, et bien d'autres endroits encore. L'époque romaine avait laissé des monumens; c'étaient le camp et les tombeaux de Bonn, les thermes et la Porte Nigra de Trèves. Charlemagne passait pour avoir apporté la vigne sur les bords du Rhin, et il était enseveli à Aix-la-Chapelle. On n'ignorait pas non plus que les électeurs ecclésiastiques, depuis le milieu du XVIIe siècle, avaient soutenu la politique de nos rois. On savait enfin, et il suffisait de visiter les musées pour l'apprendre, que l'on avait été Français pendant vingt années, au temps de la République libératrice et du grand Empereur.

Au moindre incident, l'esprit particulariste réapparaissait. Les Rhénans s'irritaient de voir affluer chez eux des immigrés venus d'au delà de l'Elbe, des *Ost-Elbier*, comme ils disaient, hôtes arrogans et antipathiques chargés de les coloniser. La cherté de la viande, l'augmentation des impôts, les droits sur le tabac, la bière, les allumettes, indisposaient contre la politique impériale, malgré les avantages qu'elle procurait d'autre part. L'appellation de *Preusse* demeurait un outrage. « Vous confondez trop souvent en France, s'entendait dire à Trèves en 1884 l'architecte Narjaux, la Prusse et l'Allemagne. Rappelez-vous qu'ici, dans les provinces rhénanes, en Bavière, ou

dans les États du Sud, traiter quelqu'un de Prussien, de Prussien de Berlin, est lui adresser la plus sanglante injure. »

Les ultimes manifestations de la résistance à la conquête sont assez difficiles à découvrir, car, depuis de longues années, il y avait des choses que l'on n'imprimait plus, ou du moins fort rarement. Un centre très important était constitué par la Wallonie, où l'opposition se faisait très vive, et dont les habitans, se sentant de plus en plus isolés dans l'Empire, déployaient une grande énergie à défendre leur langue. On peut signaler aussi qu'à diverses reprises, et encore à des dates très récentes, le conseil municipal de Mayence a tenu tête au gouvernement sur des questions d'importance secondaire et toutes locales, mais qui mettaient en jeu certains restes de la domination française auxquels les habitans demeuraient très attachés : la ville n'entendait rien abandonner de son passé. A Trèves, la germanisation fut très longtemps entravée par l'action vigoureuse de l'évêque Korum, un prêtre alsacien qui prit possession du siège en 1882, recommandé par Manteuffel, et dont la nomination, déclare Hohenlohe, fut le résultat d'un malentendu.

Mais l'attitude de Korum n'a pas été un fait isolé, et l'on peut dire que d'autres membres du clergé rhénan, loin d'être éblouis par la prospérité de l'Empire, conservaient entier l'amour de la France. Je n'en veux d'autre exemple que celui de Henri Brück, l'historien du catholicisme en Allemagne au XIX[e] siècle. Il était né à Bingen en 1839, à une époque où la rive gauche se débattait sous l'étreinte des conquérans; devenu évêque de Mayence en 1899, il mourait en 1903. Brück avait certainement désiré notre victoire en 1870. Cela résulte avec la dernière évidence de l'hommage qu'il nous rend quand il parle de l'écrasement de la France, « dont les habitans ont combattu pour leur patrie avec une ténacité héroïque. » Il a osé, dans ces territoires asservis, faire sienne notre protestation contre Bismarck. Dans la page qu'il consacre à la séance du Reichstag où, le 4 décembre 1874, le chancelier, répondant au discours du député Jörg, accusa le cabinet français d'obéir à des influences jésuitiques et romaines, Brück s'indigne : « Ceux qui savent, dit-il, les origines de la guerre franco-allemande, et en particulier les révélations faites plus tard sur la dépêche d'Ems, reconnaîtront l'absolue fausseté de ces affirmations. Avec le père de famille de l'Évangile, on peut crier à cet homme : « Je

« te condamne par ta propre bouche. » Ces lignes sont de 1901.

Notre Code civil a été si longtemps en vigueur qu'il n'est pas inconnu aux générations contemporaines : de très jeunes gens sont nés tandis qu'il régnait encore. Le Code pénal succomba d'abord, mais il fallut des victoires pour faire disparaître le Code civil. Un premier projet présenté après Sadowa, en 1867, échoua devant le Reichstag de la Confédération du Nord. De nouvelles propositions furent apportées en 1871-1872, et reprises en 1873. Il ne fallut pas moins de treize années d'études pour que les commissions se missent d'accord, car les travaux préparatoires commencèrent le 28 février 1874, et la première lecture n'eut lieu que le 27 décembre 1887. Le texte définitif fut adopté le 1er juillet 1896 par 222 voix contre 48, plus 18 abstentions et 92 absences, et peut-être serait-il très intéressant de savoir comment ces votes se sont répartis. Le nouveau Code civil, valable pour tout l'Empire, entra en vigueur le 1er janvier 1900, mais les derniers arrêts rendus dans le pays rhénan en vertu de la législation française datent de 1908.

Il ne semble pas que la rive gauche ait accueilli avec une joie sans mélange le cadeau qu'on lui faisait, et l'anecdote suivante montre que notre souvenir subsiste encore dans les couches profondes de la population ;

Il y a deux ans, écrivait M. Holzhausen en 1902, je suis entré aux environs de Noël dans la vieille auberge d'un bourg prospère aux environs de Bonn. Dans la pièce à côté de celle où je me trouvais, les notables du lieu, devant des verres pleins, discouraient du *Grand Napoléon* et de son Code, tandis qu'ils parlaient avec ironie de certaines créations juridiques récentes. Aussitôt que l'on eut remarqué ma présence, quelqu'un fit observer que la compagnie tenait là *une conversation dangereuse*, sur quoi l'on ferma doucement la porte. J'étais seul dans ma chambre avec mon arbre de Noël, mais j'aurais volontiers donné les légendes allemandes qu'il me chuchotait pour prendre part à cet entretien sur l'homme au manteau gris. Cet incident peut paraître un conte des anciens temps, et pourtant il s'est passé dans les derniers jours de 1899.

En effet, la grande mémoire de l'Empereur, toujours vivante dans l'Allemagne napoléonienne, l'était plus particulièrement encore sur la rive gauche du Rhin. Elle a contribué à maintenir à l'égard de la France une certaine sympathie que les prospérités de l'Empire n'ont pas encore détruite; elle a empêché que

les absurdes calomnies répandues sur notre compte par la presse et par l'école ne trouvassent partout la crédulité que l'on espérait. Malgré les anathèmes officiellement lancés contre « l'aventurier corse » et « l'ennemi héréditaire, » il était encore des gens qui ne maudissaient pas notre domination; il en était aussi qui avaient connu des survivans de l'époque napoléonienne; il était encore des vieillards dont les parens étaient nés Français. Car l'Empire bismarckien, du fait de sa fondation, n'avait pas tué tous les vestiges du passé. Pendant de longues années, ceux-ci se montrèrent encore, comme un rappel inopportun ou comme un témoignage opiniâtre de ce qui avait été. A Aix-la-Chapelle, en 1873, les portraits de Napoléon et de Joséphine, donnés par l'Empereur en 1804, ornaient encore la grande salle des séances du conseil municipal. M. Holzhausen raconte que, tout enfant, il a assisté, dans la petite ville de Rheine, en Westphalie, à l'un des premiers anniversaires de Sedan. Tout à coup, devant les associations de vétérans alignées pour la parade, une apparition fit revivre les jours d'autrefois. On vit s'avancer une petite vieille qui portait au côté un tonnelet de cantinière. « Les honneurs lui furent rendus, lisons-nous, mais un sentiment étrange s'empara de moi quand on me dit qu'en 1812 elle avait accompagné en Russie le grand Corse dont les bruyères du pays de Münster murmuraient tant de légendes. »

C'est toujours à M. Holzhausen qu'il faut avoir recours pour suivre le bonapartisme rhénan dans ses manifestations les plus récentes : les détails qu'il nous apporte nous conduisent jusqu'à la veille de la présente guerre. Il a encore connu ces anciens élèves des lycées de Mayence, de Bonn et d'Aix-la-Chapelle qui défendirent jusqu'à leur dernier jour la gloire de leur idole, gloire dont nous-mêmes ne voulions plus. Vers 1885, un peu plus tard même, on pouvait en apercevoir encore quelques-uns. C'étaient eux qui, à Enskirchen, avant et après 1870, quand ils assistaient au banquet donné pour l'anniversaire du roi de Prusse, attendaient le départ des autorités pour lever leurs verres aux cris de « Vive l'empereur ! » En 1902, comme M. Holzhausen venait de terminer au Gürzenich de Cologne une conférence sur la mort de Napoléon, il vit paraître un vieillard de quatre-vingt-un ans, l'ancien éditeur E. H. Mayer, qui lut à l'assistance un poème dont il était l'auteur, composé en 1840 pour célébrer le retour des cendres :

« Debout! France, debout! — Ouvre tes bras à sa cendre, — Car elle seule peut aujourd'hui t'apporter le salut... »

Les associations des anciens soldats de Napoléon se sont éteintes à mesure que disparaissaient les derniers survivans de la Grande Armée. Mais à Mayence, où se trouve le tombeau de Jean Bon Saint-André, l'ancien conventionnel et préfet du Mont-Tonnerre, décédé dans les derniers jours de 1813, s'élève encore le monument édifié par les vétérans de l'Empereur pour perpétuer leur mémoire et rappeler aux générations à venir des exploits dont ils étaient justement fiers. Les noms de ces morts glorieux, — nos morts, car personne ne peut les revendiquer, sinon nous-mêmes, — se lisent toujours dans la pierre; et sur le large socle qui la supporte, comme un symbole et comme un cri de leur âme, surgit vers le ciel, brillant au soleil, un casque d'officier de dragons français du premier Empire. Le dernier de ces vieux soldats a cessé de vivre en 1883, mais pendant dix-sept années encore, les familles ont maintenu l'association sous prétexte de bienfaisance : elle n'a été dissoute qu'aux environs de 1900.

Il est donc certain que M. Holzhausen n'exagère nullement lorsqu'il fait en 1902 la constatation suivante : « Les sympathies françaises et spécialement napoléoniennes, dont la force, vers 1840, remplissait d'étonnement le Berlinois Gutzkow, ont duré dans les provinces rhénanes bien au delà de 1870, et leurs restes sont encore visibles aujourd'hui pour un œil pénétrant. » J'ai connu moi-même quelques-uns de ces fidèles de la France, bonapartistes par tradition, dont les grands-pères avaient été nos obligés et qui entretenaient avec un soin jaloux des musées particuliers où ils recueillaient pieusement les souvenirs de notre domination. Ils savaient encore que telle route avait été construite par tel préfet, que Napoléon, remontant le Rhin en 1804, s'était arrêté dans telle bourgade. Ils avaient accepté l'empire bismarckien, mais ils ne reniaient point le passé, et même ils avaient conscience que ce passé n'était pas tout à fait mort. « *Wir sind mehr nach Frankreich wie nach Berlin orientiert.* — Nous regardons du côté de la France plus que du côté de Berlin, » me dit une fois un médecin originaire du pays rhénan. Et un avocat me confia de même : « *Wir sind ja halb Franzosen.* — Nous sommes à demi Français. » Un Lorrain annexé avait dû faire en 1912 un long séjour à München-

Gladbach. Il y avait logé chez de très vieilles gens. Son hôte, plus qu'octogénaire, était fils d'un de nos anciens soldats rhénans; il ne savait pas un mot de notre langue, mais il lui avait chanté en français les chansons de route de nos troupiers; son père les lui avait apprises. Le même Lorrain, à Trèves, s'était entendu dire : « C'est grand dommage pour nous que Napoléon ait été battu à Waterloo, car alors les Prussiens sont arrivés, et avec eux le malheur. » Je n'oublierai jamais la rencontre que j'ai faite en 1911 d'un jeune Mosellan. Il portait en épingle de cravate le petit chapeau et avait à sa breloque l'effigie du vainqueur d'Iéna : « Mon grand-père, me déclara-t-il, l'a vu passer chez nous. Il est inutile que l'on me parle de Frédéric II et de Bismarck : nous ne connaissons pas ces gens-là! »

Certes, aucun mouvement d'opinion, à la veille de la présente guerre, ne révélait une hostilité violente contre la Prusse et contre l'Empire. Des statues de Moltke s'élevaient sur les places publiques; les vitrines des libraires exposaient des portraits de Guillaume II; un pur loyalisme semblait animer les populations. Or il n'est pas bien sûr qu'à Berlin on ait estimé que l'assimilation fût complète. Pourquoi donc l'Empereur, après avoir étudié à Bonn, y envoya-t-il plusieurs de ses fils, tandis qu'un autre était expédié à Strasbourg, mais aucun dans les anciennes provinces? N'était-ce point parce qu'on voulait combattre une certaine froideur et susciter un enthousiasme prussien qui faisait encore défaut? Pourquoi, en 1913, et avec grand fracas, fit-on remonter le Rhin par une petite escadre de torpilleurs? N'est-ce point pour la même raison? Tous les ans, le 2 septembre, jour anniversaire de Sedan, les villes rhénanes offraient un bien curieux spectacle : les églises protestantes, pavoisées, étaient en fête et regorgeaient d'une foule recueillie, venue pour entendre de véhémens sermons patriotiques; les églises catholiques au contraire étaient vides et ne s'ornaient d'aucun drapeau, si bien que l'on avait le sentiment que deux populations différentes, l'indigène et l'immigrée, coexistaient sans se confondre et que la seconde avait des allégresses auxquelles ne participait point la première. La Prusse considérait-elle encore comme vacillant le loyalisme des provinces rhénanes? Est-ce à cause de cela qu'elle envisageait assez facilement leur perte après des désastres militaires? « En cas de défaite, disait à M. Ibañez de Ibero une haute personnalité berlinoise

dans les derniers mois de 1914, nous perdrions la rive gauche du Rhin. » Et M. Pierre Boutroux a cité cette phrase d'un journal luthérien imprimé en Westphalie, le *Sonntagsblatt für die evangelische Gemeinde Unna,* du 25 juillet 1915 : « La France, dont la population diminue plutôt qu'elle ne s'accroît, s'arrangerait fort bien des pays et des habitans de la rive gauche du Rhin. »

Ainsi s'achève cette histoire. De 1815 à 1914, la monarchie prussienne ne change ni ses méthodes ni ses buts; mais, à partir de 1880 et au sortir du Kulturkampf, elle procure aux provinces rhénanes une prospérité matérielle inconnue dans les années précédentes, et elle rencontre seulement alors des dévouemens qui s'étaient refusés jusque-là. Il n'est pas niable que sa colonisation patiente n'ait produit des résultats. La conquête, à prendre les choses en gros, semblait terminée, sauf quelques désaccords qui, dans la satisfaction des appétits et l'orgueil de la puissance, passaient au second plan. Il ne s'ensuivait pas d'ailleurs que les anciennes dissensions, pour un moment apaisées, eussent définitivement disparu : elles avaient en effet des causes bien trop profondes et que nous avons énumérées. Elles s'étaient effacées surtout sous l'influence d'un bien-être accru, mais aussi parce que l'opposition eût été stérile et qu'elle n'eût rencontré nulle part l'appui dont elle avait besoin. L'Allemagne napoléonienne, dans ses régions les plus occidentales, ne pouvait résister à la Prusse qu'en fondant ses espoirs sur la France. Or, du jour où il fut évident que la France faisait défaut, elle n'avait plus qu'à se résigner, en profitant le plus possible de la situation qui s'offrait à elle. La rive gauche du Rhin n'y manqua pas. Du moins peut-on dire que, si la Révolution et l'Empire ont porté fort loin leurs armes, si Rome, Amsterdam, Raguse même ont été pendant plusieurs années des villes françaises, en aucun lieu notre domination n'a été plus appréciée, en aucun lieu notre souvenir n'a plus duré que sur ce coin de la terre gallo-romaine où Custine, en 1792, avait planté notre drapeau.

JULIEN ROVÈRE.

LES VOIX DU FORUM[1]

IV[2]

LE RETOUR DES DIEUX

XXI

« Je sens, disait Carducci, la patrie antique frémir dans mon sein, et sur mon front brûlant planer les dieux de l'Italie. »

Telle fut l'impression que Remigio éprouva dès qu'il eut posé le pied sur le sol romain après l'exil qu'il s'était volontairement imposé. Il était cinq heures du soir, mais une clarté totale baignait encore les pentes des collines et semblait les mettre à nu. Tout resplendissait dans la pourpre et dans l'or de cette clarté victorieuse. En face de la gare, les cyprès plantés par Michel-Ange aux jardins des Thermes de Dioclétien étaient des flambeaux allumés devant le massif des gigantesques ruines.

Avant de monter en voiture pour rentrer chez lui, il voulut traverser à pied la place des Cinq-Cents. Cristina, au moment de le quitter, lui avait suggéré ce désir. Elle savait qu'autour du monument élevé à la mémoire des soldats de Dogali, il allait trouver groupés ses amis anciens, ceux qui impatiemment attendaient son retour et auxquels elle l'avait annoncé. Ils étaient là, pressés de revoir ses traits et de serrer ses mains,

(1) Voyez la *Revue* des 15 octobre, 1er et 15 novembre.
(2) *Copyright by* Jean Bertheroy, 1917.

pressés surtout de se sentir de nouveau liés à sa pensée puissante. Quand ils l'aperçurent, ils eurent tous le même geste exalté qui voulait dire : « Le voici enfin! Nous ne nous séparerons plus! » Remigio comprit ce que signifiait ce geste, et il en compléta l'assurance : « D'un seul cœur et d'une seule âme pour le salut de la patrie. »

Cette chaude sympathie lui était douce. Au milieu d'eux il gagna la Via Nazionale. Il ne songeait maintenant qu'à la tâche qui s'imposait à lui, à laquelle ils travailleraient ensemble. Tout en écoutant leurs propos, il s'émerveillait de retrouver la ville plus belle qu'il ne l'avait laissée, plus émouvante et plus sereine. Le deuil de tant de ses fils lui faisait un nouveau visage, un visage que la souffrance avait ennobli et lavé des poussières dont d'impurs contacts l'avaient souillé. Cette Rome resplendissante et douloureuse, redevenue elle-même, rendue à ses dieux, à son histoire, cette Rome sur qui le monde avait les yeux fixés, comme au temps où elle imposait sa loi au monde, cette Rome indestructible, avait-il pu l'abandonner si facilement? Il marchait le long de l'immense voie qui lui semblait faite pour des triomphes égaux à ceux de jadis. De tous côtés les vestiges du passé se mêlaient à l'expansion de la vie moderne; la fauve lumière du soir confondait les pierres et les marbres des édifices, et toute la suite des siècles apparaissait comme une broderie magnifique au peplos de la Rome des Césars, de Jules II et de Garibaldi : c'était bien un amour sensible que Remigio ressentait pour elle, un amour physique et voluptueux qui donnait à son sang une circulation plus forte et assurait l'audace de ses desseins. Il se découvrait prêt à la défendre et à écarter d'elle les embûches, ainsi que ferait un amant pour une maîtresse tendrement servie.

Sur le Corso bruyant et étroit, leur groupe ne se sépara pas encore; les cafés richement éclairés regorgeaient de consommateurs; mais ce n'était plus la foule hétéroclite d'avant la guerre, et l'on était là entre soi; ils s'arrêtèrent dans un de ces établissemens pour vider une coupe d'asti et par ce symbole matérialiser leur union. Dès qu'il pénétra dans la salle où il s'avançait le dernier, Remigio fut reconnu; on le salua d'une ovation discrète; la Renommée aux cent bouches, qui a son temple au pied des collines, avait déjà annoncé sa présence dans Rome et l'heureux espoir de ses dispositions changées.

Il n'en fut pas surpris; aujourd'hui la déesse aux cent bouches s'appelait Cristina; il la sentait autour de lui vigilante et impérieuse; elle avait repris possession de sa volonté; avec une souplesse surprenante elle avait choisi le moment où, par la force des choses, cette volonté devait évoluer vers le but qu'elle avait marqué d'avance.

L'heure passait vite en ces effusions cordiales; ce fut seulement après le tintement de l'*Ave Maria* que Remigio put rentrer place Navone. La vaste place agonale était plongée dans l'ombre; cependant on distinguait encore les masses obscures des trois fontaines et la façade de Sainte-Agnès. De l'autre côté une maison vaguement éclairée semblait l'attendre et lui faire signe; il se hâta davantage; derrière ces fenêtres closes, quelqu'un aussi guettait son retour; tout le ressaisissait, tout l'accueillait. Il était chez lui...

Comme Cristina, Alda était vêtue de deuil; elle portait le deuil de Bernard et, sous ses cheveux dorés, elle évoquait l'image d'une très jeune veuve qui n'aurait pas encore connu l'amour. Sa douleur était résignée et mélancolique; une pudeur l'enveloppait d'un autre voile plus étroit et presque impénétrable. Remigio, en la serrant contre sa poitrine, eut conscience qu'elle ne lui révélerait rien d'elle-même; peut-être l'amertume d'un rêve déçu se mêlait-elle à ses larmes, et gardait-elle un secret ressentiment à celui qui avait choisi la mort, alors qu'il aurait pu trouver en elle la raison et la victoire de sa vie. Jusqu'à quel point Alda avait-elle engagé son cœur dans cette aventure funeste? A peine avait-elle été fiancée à Bernard que déjà il s'éloignait d'elle, et ni l'un ni l'autre n'avaient goûté les joies pures, exaltantes, qui précèdent l'union des êtres et en sont le délicieux prélude; à peine avait-elle eu le temps de consentir à ce don futur qui rend les vierges frémissantes; jusque-là, n'était-ce point dans l'ignorance et dans une sorte de sommeil qu'elle avait écouté les premiers aveux de Bernard? Tous deux ils étaient conduits par l'attrait de leur jeunesse; ils avaient obéi à cette loi naturelle qui rapproche les cœurs et les lèvres de vingt ans. Mais Alda, réveillée tragiquement de ce songe, n'était-elle pas en droit de se demander si Bernard ne s'était pas trompé lui-même, et s'il n'avait pas pris un mirage pour la réalité? La toute-puissance de l'amour n'avait pu l'arrêter au moment fatal; le souvenir de ses promesses

n'avait pu prévaloir contre la tentation d'échapper à une lutte qu'il estimait au-dessus de son courage. Il était parti, désertant l'amour, laissant derrière soi les ruines de deux existences. Voilà sans doute ce qui mettait sur le front d'Alda cette ombre douteuse qui s'ajoutait aux reflets noirs de ses voiles.

Cependant elle essayait d'offrir à son père un visage apaisé; elle avait tout préparé pour que la maison lui parût de bon accueil. Ainsi qu'elle faisait autrefois, elle avait fleuri les corbeilles et disposé sur sa table de travail les objets familiers qu'il aimait. Elle voulait le rendre heureux, et c'était là l'unique forme de bonheur à laquelle elle se crût capable de participer encore. Elle allait commencer avec lui une vie appliquée et studieuse que la présence de Gino rendrait moins sévère. Mais comment Gino ne se trouvait-il pas là?...

Remigio, qui s'était assis à sa place accoutumée, songeait aussi à l'absent; il dit d'une voix hésitante :

— Je ne t'ai pas annoncé le départ de Gino Ralli; bien qu'il fût dégagé de toute obligation militaire, il a voulu, comme les autres, remplir son devoir. Il se bat là-haut dans quelque défilé des Alpes Juliennes. Je suis sans nouvelles de lui depuis le jour où il m'a quitté.

— Est-ce possible? murmura Alda.

Cela lui paraissait invraisemblable, en dehors de toute prévision. Jamais la pensée n'eût pu lui venir que Gino, quelles que fussent les circonstances, se séparerait de son ami, de son maître. Des liens plus étroits que ceux du sang les unissaient : c'était de leur plein gré que l'un et l'autre ils s'étaient rapprochés pour l'œuvre commune de leur esprit. Alda ne comprenait pas...

— Comment n'as-tu pas cherché à le retenir? dit-elle à son père.

Remigio la regarda, surpris :

— Me crois-tu capable d'exercer une pression sur la volonté d'un homme qui agit selon sa conscience? Bien loin de retenir Gino, c'est moi au contraire qui l'ai libéré de toute servitude à mon égard. Son évolution a été plus rapide que la mienne, parce qu'il est plus jeune et plus assoupli. Je suivais depuis quelque temps déjà ce travail d'affranchissement qui se faisait en lui peu à peu. Je le sentais vivre dans une atmosphère de gloire et d'héroïsme, bien que restant toujours à mes côtés.

Dans nos promenades quotidiennes au sein de sa ville natale, cette Pise silencieuse, mais ardente, je devinais son âme en ébullition, prête à l'emporter jusque sur les hauteurs où l'on se bat là-haut, — ce Calvaire! Pauvre ami! Il craignait de m'affliger, de me trahir presque. Il a fallu que je le prenne aux épaules et que je lui crie : « Va-t'en! » pour qu'il se décide à m'abandonner.

Alda avait baissé la tête; elle pleurait silencieusement. Ces larmes montaient du fond ignoré de son être, et elle n'eût pu dire au juste pourquoi elle les versait. Elle s'attendrissait sur son père qui était resté seul, sur Gino qui s'était offert au danger; et le regret de Bernard se mêlait encore à toutes ces émotions obscures. Ah! si le fils de Cristina, s'arrachant à l'affreux dilemme qui l'empêchait de faire comme Gino, eût eu lui aussi la force de comprendre son devoir! S'il s'était élancé lui aussi au sommet de cet éblouissant calvaire où tant de jeunes martyrs recevaient la palme immortelle, la mort l'eût épargné peut-être... Épargnerait-elle Gino, ou bien sa place devait-elle rester vide, la place chère et tiède encore où sur cette table il accoudait son bras pour méditer et traduire en lignes sereines les élévations de sa pensée? Quelle angoisse nouvelle ajoutée à la certitude d'un irréparable deuil! Elle songeait à ce printemps en fleur, à ce printemps vite effeuillé dans lequel elle avait, l'espace de quelques matins, promené ses espérances. Tout maintenant était ruine et deuil. Tout semblait s'effondrer autour d'elle. Et ses larmes lui semblaient jaillir d'une source intarissable.

Cependant, devant la dignité calme de son père, elle eut honte de sa faiblesse. Ne s'était-elle pas promis de lui montrer un visage résigné? Puis n'avait-elle pas envers lui un nouveau devoir, un devoir plus grand, plus complet que celui qu'elle avait prévu? C'est la richesse des nobles cœurs de trouver toujours le secret des consolations. Elle s'approcha de Remigio :

— Regarde, dit-elle, combien le Destin, dans sa cruauté, nous a ménagés encore. Il me laisse tout entière à toi, que j'aurais dû quitter si j'avais épousé Bernard. Désormais nous ne nous séparerons plus.

Remigio sourit, incrédule :

— Chère petite! Ma petite Alda! Ne t'impose pas une réso-

lution aussi extrême. Peut-on savoir à ton âge ce que réserve le lendemain? Tu seras heureuse plus tard, bientôt peut-être... Ce jour-là je te dirai comme à Gino : Pars! va où le destin t'appelle...

— Non! déclara Alda en s'accrochant à lui, je ne te quitterai jamais; je n'ai pas d'autre devoir à remplir que celui qui m'attache à toi. Je resterai ici, dans cette maison où je suis née, où nous avons vécu des années si douces.

Elle jeta un coup d'œil du côté de la fenêtre ouverte sur la vaste place :

— Lorsque je suis rentrée hier, en revenant de la villa Forba, j'ai eu d'abord un moment de souffrance terrible; trop de souvenirs accouraient au-devant de moi. Ah! ces souvenirs, comme ils sont tenaces et angoissans! En passant la porte de la demeure, je me revoyais guettant Bernard qui était allé te confier nos désirs et te demander de les approuver. De cette fenêtre, où je m'étais appuyée, je le voyais encore; c'était lui qui me guettait pour me prendre par la main lorsque je sortais de Sainte-Agnès après la messe matinale; il me conduisait aux éventaires des marchandes de fleurs, et nous choisissions les gerbes, les belles gerbes embaumées qui étaient comme le symbole de notre tendresse naissante...

Elle courut à la fenêtre, qu'elle ferma; puis elle fit tomber sur les vitres les longues pentes de soie verte :

— Si tu veux, ajouta-t-elle en rougissant, cette fenêtre, nous la tiendrons toujours close; nous travaillerons dans ce jour vert et soyeux qui nous séparera des choses du dehors. Ainsi mes tourmens, mes regrets ne se représenteront plus sans cesse à ma mémoire. Et ce sera plus intime et plus sage.

— Et quand Gino reviendra, il faudra bien la rouvrir, cette fenêtre, dit Remigio en essayant de vaincre son émotion.

Mais elle restait palpitante; elle dit tout bas :

— Peut-être ne reviendra-t-il point. Peut-être apprendrons-nous sa mort, sa mort glorieuse et sainte. Peut-être est-il déjà entré dans ce monde des esprits purifiés d'où l'on découvre sans peine les intimes vœux de ceux qui sont restés sur la terre... Ne nous entend-il pas à cette heure? Oui, il me semble qu'il nous entend...

Minuit sonnait ses douze coups lents et graves. Remigio se leva :

— Il faut aller te reposer maintenant. Embrasse-moi, Alda, c'est l'heure de dormir.

Remigio ne s'était pas couché. Il sentait rouler en lui trop d'agitation et de plénitude. Après avoir eu la sensation du naufrage, il se retrouvait au port, mais il gardait au fond de sa poitrine l'incessant tumulte des flots.

Comme sa philosophie sociale était loin de lui maintenant! Elle déclinait à l'horizon, ainsi qu'un astre qui achève sa course.

Cette rentrée dans Rome, qu'il avait redoutée longtemps, lui avait apporté des joies puissantes sur lesquelles il allait vivre. Les voix du Forum, que naguère il avait négligé d'entendre, les voix du peuple, ces voix souveraines, maintenant il en comprenait la portée réelle; il s'associait à elles dans sa volonté d'agir. Ainsi Cristina avait dit vrai en lui prédisant qu'il accepterait leur loi.

— Malheur à l'homme seul! clamaient ces voix menaçantes. Malheur à celui qui, mis sur la terre pour travailler de ses mains à l'œuvre commune, reste immobile dans la contemplation des beautés inaccessibles!

Et Remigio, pareil à cet athlète nu que rien ne distinguait des autres athlètes, se dépouillait de ses dernières passions individuelles pour descendre dans l'arène.

XXII

Presque chaque jour, vers la fin de l'après-midi, Remigio Bente prenait le chemin de la villa Forba. Il était sûr d'y retrouver Cristina entourée de ses fougueux amis et d'y être mis au courant d'une foule de nouvelles importantes et secrètes que les feuilles publiques ne possédaient pas encore. Ces renseignemens lui étaient précieux; mais ce qu'il estimait davantage, c'était l'atmosphère d'ardente confiance qu'il respirait au milieu de ces êtres dont la foi patriotique n'admettait ni le doute ni la crainte.

Dès le premier moment il avait pu se convaincre que son ascendant sur les esprits restait intact; lorsqu'il prenait la parole soit en public, soit dans l'intimité d'une réunion privée, la lumière se faisait tout à coup, et ce qui semblait obscur

devenait lumineux et tangible. Le génie latin, avec sa clarté et sa force, habitait en lui; s'il avait pu se croire usé et même fini après l'effondrement de ses rêves, il constatait que cette période de fatigue n'avait servi qu'à emmagasiner en lui de nouvelles puissances d'attraction. Peut-être aussi était-il soulevé par le mystérieux désir de montrer à Cristina qu'il n'avait pas démérité d'elle; leur collaboration étroite était tout ce qui subsistait des intimités anciennes; si elle triomphait de l'avoir amené à ses desseins, il éprouvait de son côté une satisfaction virile de pouvoir l'aider jusqu'au bout. Quand elle l'accueillait, les mains tendues, avec un sourire qui n'était que pour lui seul, il comprenait l'étendue de la place qu'elle tenait encore dans sa vie.

Un soir, ayant été retenu chez lui plus tard que d'habitude, il s'était fait conduire en voiture jusqu'à la porte Saint-Jean. Là, comme il mettait pied à terre, il rencontra Angelo Ralli, qui par cette même porte rentrait dans la villa. Le vieux musicien, dès qu'il l'aperçut, l'arrêta de quelques mots brefs :

— Ne vous pressez pas, c'est inutile ! La comtesse de Lodatz ne reçoit pas aujourd'hui.

— Serait-elle malade ? demanda Remigio.

— Je ne le pense point; mais, depuis la mort de son fils, elle a parfois des accès de tristesse qu'elle veut cacher même à ceux de ses amis qui pourraient le mieux les comprendre. Alors elle s'enferme, elle évite toute communication avec le dehors. Puis son énergie admirable la ramène bientôt au milieu de son champ d'action. Demain, vous la verrez souriante et stoïque, comme vous l'avez vue hier.

Il se frappa la poitrine d'un violent *meâ culpâ :*

— C'est notre faute, à nous autres hommes, si la sagesse féminine se montre supérieure à la nôtre. Nous nous étions laissé aller à envisager la vie sous les espèces d'une traversée riante sur une mer sans tempêtes. Nous nous dirigions tout doucement vers l'abîme. Pendant ce temps, nos compagnes, nos filles, nos sœurs, usant de cette intuition miraculeuse que la nature a mise en elles pour les avertir du danger, se préparaient à prendre le gouvernail. Quel exemple nous donne une Cristina de Lodatz, frappée dans ses affections les plus chères, et se dévouant quand même à l'affranchissement de la patrie !

— Oui, dit Remigio, la louve romaine n'a jamais cessé d'allaiter les fils du dieu Mars. Notre supériorité sur les nations germaniques ne viendrait-elle pas de cette prédominance de l'élément féminin, qui se montre partout dans notre histoire aux heures décisives, et qui, pendant les heures calmes, embellit notre littérature et nos arts? Cristina incarne ce principe au point qu'on la pourrait comparer à chacune des antiques héroïnes dont nous célébrons encore les étonnantes vertus. Mariée à un homme d'une autre race, elle a su conserver dans son sein le dépôt des forces traditionnelles, et c'est dans cet esprit qu'elle avait élevé son fils, — le fils de l'étranger! On n'ose penser à la désolation qui a dû être la sienne lorsque cet enfant, qu'elle avait cru arracher à l'influence contraire, s'est évadé brusquement de sa tendresse et a préféré mourir d'une mort inutile et obscure, plutôt que d'avoir à choisir entre les deux hérédités qui luttaient en lui depuis sa naissance.

Il s'animait à son insu et maîtrisait avec peine les soubresauts de sa voix tremblante. Angelo Ralli plaignit encore Cristina :

— Nous l'admirons tous sans essayer de la consoler. Nous savons que la seule consolation digne d'elle lui sera offerte par le triomphe de la cause qu'elle défend avec tant de courage.

Remigio eut un mouvement d'impatience :

— Pourquoi toujours anticiper sur les résultats de nos actes et les bénéfices que nous en pouvons tirer? Croyez-vous que la comtesse de Lodatz ait une conception aussi étroite du devoir? Et quand même le triomphe attendu ne viendrait point ou tarderait à venir, le mérite serait-il moins grand et la conviction moins sincère? Le cœur ne se paie pas avec ces raisons intéressées.

— Vous parlez en philosophe, répondit Angelo; mais nous avons déjà fait l'expérience de la vanité des théories philosophiques en face de la grande douleur qui s'est levée devant nos regards; cette douleur universelle, unique, absorbe en elle les cris de toutes les nations et les sanglots de toutes les races; elle est dressée sur le monde comme au sommet d'une immense tour de Babel, et le jour où le socle sur lequel elle s'appuie s'effondrera, ce sera l'ère nouvelle pour les peuples; alors ceux qui avaient cru que leurs larmes seraient sans consolation

comprendront que Dieu n'a pas créé l'homme seulement pour souffrir, mais pour goûter aussi les joies abondantes de la vie.

— Vous êtes plus fou aujourd'hui que je ne l'étais hier, répliqua Remigio en souriant.

Il prit congé du musicien. En dépit de l'avertissement qu'il en avait reçu, il avait hâte de continuer sa route. Si Cristina ne devait point le voir, elle saurait du moins qu'il était venu, et peut-être en éprouverait-elle quelque bienfait fugitif, quelque léger soulagement; ou, si elle l'accueillait près d'elle, ce serait dans l'intimité du tête-à-tête; alors il pourrait lui faire entendre des paroles cordiales et simples, de ces paroles dont l'accent et l'émotion font toute la vertu. Depuis qu'elle l'avait ramené à Rome, pas une fois ils ne s'étaient retrouvés seuls ensemble. Remigio se demandait sur quel mode se placerait leur entretien, et parmi les innombrables nuances de l'amitié, quelle serait celle qui dominerait dans leurs expansions. Il n'ignorait rien des complications de l'âme féminine; si jadis il les avait redoutées, il se sentait maintenant parfaitement capable de ne rien laisser de lui dans ce labyrinthe ténébreux; c'était avec la pleine conscience de sa force qu'il accourait au secours de cette faiblesse. Pourquoi donc marchait-il si vite, et avait-il peine à rétablir son souffle oppressé? Une flamme passait sur son front, la flamme des chers souvenirs. Ce soir, la nature avait repris l'expression ardente et secrète qu'il lui avait connue au temps du bonheur...

Il avait traversé les jardins de la villa Forba, où tant d'ombres fugitives mettaient des baisers sur les paupières abaissées des fleurs; les allées profondes conservaient encore un reste de lumière dorée, emprisonnée entre les lacets des feuillages; le silence et la solitude n'étaient plus que des apparences sous lesquelles la nature infatigable continuait son labeur; ces jardins étaient pleins d'accords invisibles et de présences mystérieuses; ils recélaient une animation féconde, tandis qu'au delà de leur clair-obscur la maison restait plongée dans un halo de ténèbres. Remigio avait ralenti sa marche; il éprouvait la détente que communique aux sens la fin d'une journée calme et radieuse; il aurait voulu que Cristina pût jouir aussi de cette minute bienfaisante; mais rien n'indiquait qu'elle fût debout derrière l'une de ces fenêtres strictement closes; peut-

être dormait-elle déjà, ou, retirée au fond de ses appartemens, se laissait-elle aller à la volupté des larmes?

L'entrée principale se trouvait du côté opposé; c'était par là que les visiteurs officiels étaient introduits; mais Remigio avait conservé l'habitude de pénétrer chez Cristina par un petit atrium précédant l'atelier dans lequel elle se tenait de préférence. Malgré l'heure tardive, il s'y rendit cette fois encore; une haute lampe, voilée de mauve, répandait juste assez de lumière pour qu'il pût se diriger à travers les vases et les statues qui ornaient le seuil; et, comme il avançait lentement, il fut surpris d'entendre les sons d'une musique passionnée, douloureuse, ardente. C'était la *Marche funèbre* de Chopin; il en reconnaissait les premières mesures, et il reconnaissait aussi la façon dont Cristina avait autrefois interprété devant lui le chef-d'œuvre du maître polonais. Mais ce soir il y avait une plainte plus vibrante dans les accens qu'elle arrachait au clavier. Elle jouait de mémoire, le buste penché, la tête errante parmi les boucles dénouées de sa chevelure. Il s'approcha, sans qu'elle l'eût aperçu. Peut-être éprouva-t-il un instant le scrupule de rester ainsi auprès d'elle sans s'être signalé, et comme pour surprendre le mystère de ses dispositions intimes; il n'eut pas cependant le courage de l'interrompre, et il s'assit un peu à l'écart.

La musique gagnait sur lui, telles les ondes d'un océan sur une plage à la courbe docile; elle l'envahissait tout entier, et le mettait à l'unisson de cette douleur qui s'exprimait avec une irrésistible puissance. Il avait fermé les yeux pour ne pas voir le visage en relief de Cristina, sa bouche empourprée, ses narines entr'ouvertes; c'était ainsi qu'il aurait voulu la peindre, si le goût des œuvres plastiques eût pu encore subsister en lui; c'était ainsi qu'il la trouvait en possession de sa beauté accomplie. Pourtant il ne cherchait pas à poursuivre ce rêve; il avait fermé les yeux. Les ondes sonores continuaient à l'envahir, submergeant sa pensée, l'entraînant vers des abîmes infinis.

Cristina s'était levée et s'avançait vers lui.

— Vous étiez là, je le savais; je vous ai senti venir. Merci de ne m'avoir pas interrompue.

Elle jeta un regard vers le clavier resté béant et qui semblait frémir encore de l'attouchement de ses doigts :

— Cette musique funèbre, c'est ma seule consolation; quand je n'en peux plus, quand je sens que le chagrin m'étouffe, j'ouvre mon piano, et je m'évade ainsi de la triste réalité.

— Vous souffrez à ce point? demanda Remigio.

— Oseriez-vous en douter, mon ami? Est-ce que tout ne m'a pas abandonnée? Après mon fils, sur lequel j'avais placé de si chères espérances, c'est Alda, qui était pour moi comme une autre enfant, et qui m'a quittée pour aller vous rejoindre.

— N'est-ce pas vous qui l'avez voulu?

— Dites plutôt que ma volonté a obéi à des causes supérieures. J'ai suivi la logique inflexible des événemens : ce sont eux qui m'ont guidée et dominée.

Elle ajouta, le voyant changer de visage :

— J'ai tort de me plaindre, puisque vous êtes là! Mon but était de vous ramener à Rome, de vous obliger à rentrer dans l'action, à travailler avec nous. J'ai réussi; le reste ne doit pas compter.

Elle était redevenue sereine, presque souriante :

— Demain nous nous retrouverons pour continuer l'œuvre magnifique du salut de la patrie, — notre grand *Resorgimento!* Il n'y aura plus de fléchissement dans mon âme; il faudra oublier cette heure sombre, de même qu'on oublie les pâles angoisses de la nuit lorsqu'une nouvelle aube se lève.

Doucement elle le congédiait du geste; Remigio comprit et s'inclina. Pourtant, avant de sortir, il ne put s'empêcher d'exprimer le sentiment qui l'attristait :

— J'étais venu ici comme un ami, et je repars comme un étranger.

— Vous vous trompez, assura-t-elle; quand vous êtes entré, je me croyais seule au monde. Maintenant, je sens, je sais que le meilleur de vous-même m'appartient encore.

Elle lui tendit sa main; il la serra, sans y appuyer les lèvres.

XXIII

Alda guettait le retour de son père à la maison. Une dépêche venait d'arriver, qu'elle n'osait ouvrir. Beaucoup de lettres et de messages s'amassaient ainsi chaque jour et à toute heure

à l'adresse de Remigio Bente, et jamais elle n'éprouvait aucune envie d'en connaître la provenance; mais cette dépêche qu'on lui avait directement remise l'émouvait, comme si elle eût contenu quelque chose qui dût l'intéresser personnellement.

Une agitation du même ordre l'avait maintes fois remuée l'été passé, lorsqu'à la villa Forba elle attendait auprès de la comtesse de Lodatz des nouvelles de Bernard. — Hélas! le cycle de ces émotions était clos, et Alda ne croyait plus pouvoir s'intéresser aux surprises du destin. Ce soir, l'émotion ancienne la reprenait; elle se demandait avec une anxiété véritable si ce mince rectangle de papier vert que le souffle capricieux du *ponentino* faisait battre de l'aile au coin de sa table comme un oiseau abattu, n'allait pas changer quelque chose dans sa vie. Ce matin, elle avait eu vingt ans! — Seulement vingt ans! — La révélation de sa jeunesse lui avait paru formidable, inouïe... Oui, malgré ses larmes, sa résignation, l'écroulement subit de son rêve, elle était à l'âge où tant d'autres jeunes vierges n'ont pas encore reçu l'annonce miraculeuse du bonheur. Bernard en se tuant avait tué aussi le bonheur et l'amour et toutes les joies promises, désirées, dues en quelque sorte aux cœurs qui les ont pressenties; mais il lui avait laissé ses vingt ans, et l'éternel mirage des illusions. De quel côté du ciel livide le miracle allait-il surprendre ses yeux, pareil à un éblouissant pan d'azur que les nuées, en s'écartant, révèlent? Elle souriait de sa folie, elle s'en accusait comme d'une infidélité à son deuil; — elle avait vingt ans, des cheveux d'or, et sur les tempes le reflet nacré des lis en fleur...

Elle se refusait à toute espérance; son seul patrimoine de félicité, c'était de se dévouer à Remigio. Ce père, dont elle avait appris à mieux apprécier les nobles dons à mesure que le temps usait en lui des qualités excessives, elle s'était promis de ne jamais le priver de ses soins vigilans et tendres. C'était un vœu qu'elle avait prononcé dans le sanctuaire secret de sa conscience, prenant Dieu à témoin de sa sincérité. Il lui arrivait même parfois, en s'exaltant, de s'imaginer que le suicide de Bernard avait été pour elle une sorte d'acheminement à ce devoir filial, auquel elle voulait se consacrer toute, un avertissement à ce devoir. Elle se regardait dans cette haute maison de la place Navone, en face de Sainte-Agnès, comme dans une

tour de cloître au pied de laquelle les bruits et les importunités du monde venaient émousser leurs efforts. Et elle demeurait dans ce recueillement; elle y enfermait sa jeunesse, ceinte du bandeau des vestales.

Dans d'autres temps, elle se serait mise à la fenêtre afin d'entendre le pas de Remigio résonner sur la chaussée; la fenêtre était ouverte, mais elle ne s'y avançait point. Elle redoutait tout ce qui monterait de la place jusqu'à elle, tous ces souvenirs confus du passé qui voudraient lui parler de Bernard, lui chuchoter à l'oreille les paroles qu'ils avaient échangées, tant de ravissemens, d'étonnemens, de confidences naïves... Elle ne se mettait plus à la fenêtre. Quand elle sortait, elle marchait vite jusqu'à ce qu'elle eût tourné l'angle du palais Braschi. Alors, sans savoir comment, elle se trouvait en face du masque bouffi de Pasquino qui semblait la gourmander de son effroi; ou bien, si elle se portait de l'autre côté, elle apercevait au delà du fleuve la masse énorme du Môle d'Adrien sur lequel pesaient les trois civilisations romaines; au sommet, l'archange saint Michel remettait au fourreau la lance qu'il venait de tirer; cette vision la faisait tressaillir; elle se sentait plus petite, plus misérable, un jouet, un atome que la moindre secousse suffirait pour disperser. Elle se livrait à la menace de n'être plus rien demain; elle appelait cet inconnu des fins dernières dont nul ne sait au juste ce qu'elles réservent à l'assemblage fortuit de pensée et de matière, d'intelligence et de néant qu'est une pauvre créature humaine...

Remigio rentra enfin; il embrassa sa fille au front et s'en alla dans sa chambre changer de vêtemens.

— Je vais revenir, avait-il dit.

La dépêche était là, qu'il avait effleurée d'un coup d'œil; il n'était jamais pressé de prendre connaissance de son courrier; quelquefois même, il remettait au lendemain le soin de l'ouvrir. Ce soir, il paraissait soucieux, absent de lui-même. Alda, habituée à épeler les signes de son visage, y reconnaissait une préoccupation qu'elle y avait déjà vue souvent.

« Mon Dieu! se dit-elle, pourvu que ce télégramme ne lui apporte pas de nouveaux sujets d'inquiétude! »

Et tout à coup, elle pensa à Gino :

« Si c'était lui!... »

Le papier tremblait au bout de ses doigts. Elle voulait savoir,

ne fût-ce que pour épargner à son père une commotion trop vive. Elle déchira le timbre.

C'était Gino en effet; en deux phrases brèves, il annonçait son retour, dont la cause restait inexpliquée. Qu'importe! Il allait revenir! Demain il serait là, assis devant cette table... Alda ne songeait qu'au bonheur que son père allait éprouver. Justement, celui-ci poussait la porte. Elle se précipita vers lui :

— Gino! Gino qui revient!

. . . .

Comme si rien ne s'était passé, la vie ancienne avait repris.

Dès son arrivée, Gino s'était assis devant la table de travail. Il paraissait à peine changé, et la seule remarque que fit Alda en l'examinant, c'est qu'il était moins pâle et ne portait aucune trace de fatigue. On eût dit que son corps, pareil à une lame d'acier, trempée rouge dans une eau glaciale, était sorti plus vigoureux de l'épreuve physique qu'il venait de subir. Cependant l'émotion l'étreignait, et, après les premières effusions, il était resté un moment silencieux.

— Comme c'est bon de se revoir! avait-il dit enfin.

— Oui, répondit Remigio; surtout si c'est pour ne plus se séparer.

Une inquiétude perçait dans sa voix. Gino, le comprenant, s'était ressaisi :

— C'est vrai! Je vous dois l'histoire de mes campagnes! Elle est dénuée d'intérêt et de prestige. J'aurais voulu mieux faire; je ne l'ai pu! Le pauvre soldat que j'étais d'abord! Passer brusquement d'une existence réglée, sédentaire, à cette existence d'animal sauvage qui est celle de l'homme de guerre d'aujourd'hui, avoir à lutter à la fois contre un ennemi brutal et rusé et contre toutes les perfidies des élémens, c'était beaucoup, c'était trop... Lorsque, pour la première fois, j'ai dû franchir des sommets abrupts, j'ai cru que je n'irais pas plus loin; mon sacrifice était consenti d'avance; j'aurais voulu seulement qu'il coïncidât avec quelques baisers de la gloire. Mais la gloire n'a pas voulu de moi; sans doute me trouvait-elle trop indigne de prendre part au banquet qu'elle sert si généreusement à tant d'autres.

Il avait souri :

— Pas même une blessure, malgré la fureur que je mettais à m'exposer! Oui, j'étais pris d'une folie du danger comme les mystiques de la folie de la croix. Peu à peu, l'ivresse de l'air et

du sang me rendait pareil à mes compagnons, me faisait ressembler à mes lointains ancêtres oubliés. Je perdais le pli professionnel que j'avais gardé longtemps, je sentais mon dos se redresser, ma poitrine s'élargir. La gageure était gagnée ; je pouvais espérer payer ma dette à mon pays et venger la mort de celui qui, de sa tombe, semblait encore m'appeler, celui qui fut mon camarade de pensée, le frère de mon âme, Renato Serra ! Comme je comprenais maintenant le miracle qui s'était opéré en lui ! Ce miracle, il venait aussi de s'accomplir en moi : l'idée du devoir s'était changée en l'extase de la passion la plus noble, la plus féconde ; le pauvre soldat d'hier était devenu un amant de cette gloire capricieuse et infidèle qui s'obstinait à l'écarter de son chemin... Puis, un jour, l'accident stupide est arrivé ; en descendant les marches taillées à pic dans la neige durcie pour aller jeter des bombardes sur un nid de mitrailleuses à trente mètres de profondeur, le pied me glissa... je faillis me tuer ; j'avais simplement la jambe gauche fracturée en deux endroits. On me releva quelques heures après. J'aurais dû vous écrire de l'hôpital militaire où j'avais été transporté ; quelque chose m'en empêcha, — je ne saurais dire quoi au juste, — la crainte de vous alarmer, et peut-être aussi la honte de n'avoir rien de plus beau dans mon histoire et de rentrer dans la vie privée à laquelle on allait forcément me rendre, sans le moindre héroïque souvenir.

— Pauvre Gino !

Alda avait prononcé cette exclamation avec une pitié sincère ; il l'en remercia d'un regard :

— Ne me plaignez pas trop ! Je ne boite presque plus et je souffre à peine... Mais me voilà voué désormais à reprendre la vie sédentaire dont je m'étais désaccoutumé. J'ai maintenant des fringales de liberté et d'espace. J'ai dix ans de moins que lorsque je suis parti. Et même je ne me souviens pas d'avoir jamais éprouvé dans ma prime jeunesse cette frénésie de goûter aux joies de la nature.

Il s'était tourné vers Remigio, comme pour s'excuser de ses aveux. Remigio avait souri, indulgent :

— Tant mieux, mon ami ! Là est le véritable équilibre !

Un reste de fièvre agitait Gino. D'un même mouvement tendre, Remigio et Alda lui avaient pris la main. Et tous trois ils avaient recimenté l'accord de leur vie ancienne.

XXIV

Le vieux Tibre, chargé des tristesses du monde,
Coule, funèbre et lourd, en ses bords immortels;
Le vieux Tibre pensif, qui roule dans son onde
Plus de divinités que Rome n'eut d'autels;

Comme un torse noueux sculpté par Michel-Ange,
Il se plie et s'étire en un geste lassé;
Et nul, jetant la sonde aux limbes du passé,
Ne pourrait découvrir ce que contient sa fange...

L'automobile suivait le cours du fleuve et filait dans la campagne nue; Rome, pavoisée, éblouissante, étendait encore ses chauds reflets sur ce sol aride et sur ces eaux limoneuses. Puis ce ne fut plus bientôt que le désert qui semblait sans limites. Si près de la grande ville, on entrait dans la zone de désolation et de silence.

Remigio avait accepté l'invitation du Père Semenoti de l'accompagner jusqu'au rivage ostianien, où déjà on se préparait à restaurer les autels de la Paix; — une nouvelle victoire des troupes italiennes sur le Carso septentrional justifiait l'espoir que la fin de la lutte était proche; et tous les visages se tournaient vers la Vierge clémente et auguste, qui devait remplacer l'infernale puissance de la force et du fer.

Le Père Semenoti se sentait heureux; certes il avait, sans aucune restriction mentale, accepté la guerre nécessaire, en soumission à la loi de la patrie; mais le sang ne pouvait couler toujours; le massacre, la douleur et la mort ne pouvaient éternellement exercer leurs ravages; les temps étaient venus de préparer l'avènement de la paix et des œuvres réparatrices. Un autre sentiment de joie éclairait aussi sa face expressive et ronde: longtemps Remigio Bente avait siégé à l'autre extrémité de l'édifice social; et l'on pouvait dire que Remigio, libre penseur et philosophe hégélien, gardait sur la jeunesse contemporaine une influence au moins égale à celle que le Père Semenoti avait conquise en enseignant la foi catholique. Tous deux étaient illustres par leur éloquence et leur ardeur à défendre les idées qui leur étaient chères. Aujourd'hui ces idées ne s'opposaient plus et c'était volontiers que le libre penseur et le religieux s'en allaient de concert étudier les problèmes de l'avenir.

— Oui, disait le Père Semenoti, une immense désolation plane sur le monde, parce que les hommes s'étaient enivrés d'orgueil et avaient cru posséder l'inconnaissable, cette science d'essence divine dont ils ne réussissent à saisir que des parcelles et dont ils n'usent que pour le triomphe de la haine et du mal. Voyez, voyez cette plaine stérile et maudite; jadis elle était fertile, et pleine de douceurs : l'Isola Sacra, le beau rivage d'Ostie, toute cette région qui a presque cessé de vivre, c'était là que nos ancêtres venaient chercher l'abondance et la sécurité! Cérès alors souriait aux cultivateurs tranquilles qui faisaient rendre à la terre le centuple de ce qu'ils lui confiaient. Mais Vulcain est venu et avec lui le règne de la violence et de la cupidité; il a attiré à soi les désirs pervertis des hommes; il les a détournés de la terre bienfaisante pour leur apprendre les œuvres qui dévastent et qui tuent; voilà l'image de ce qui s'est passé hier, de ce qui se renouvellera demain si on n'y prend garde.

— Vous avez raison, dit Remigio. Pouvons-nous oublier l'avertissement qui nous a été donné par un de nos plus lucides esprits (1) : « Il faut au monde énorme et puissant, mais déséquilibré et plein de confusion, où nous vivons, un peu plus d'ordre, de beauté et de mesure; la crise que nous traversons prouve que si nous ne parvenons pas à restaurer notre idéal, la civilisation du fer et de la science finira par une espèce de gigantesque suicide; c'est la lutte entre les dieux de l'Olympe, le dieu boiteux et irascible qui forge le fer et le dieu qui connaît les lois des proportions nécessaires entre les élémens de la vie, c'est-à-dire le secret de la santé, de la beauté et de la vertu. Notre tâche sera de rétablir cet équilibre, d'apprendre à servir de nouveau le dieu cher aux Latins, qui est l'auguste gardien des mesures. » Je pense comme vous que lorsque nos soldats auront déposé les armes, ils devront retourner à la charrue, labourer ce sol délaissé, reconquérir cette terre irrédente qui n'a pas cessé de leur appartenir.

Un troupeau de buffles maigres, mené par un garçon au regard sauvage, aux gestes brusques, traversait à cet instant la plaine inculte. De l'autre côté, le Tibre grossi, courroucé, précipitait ses vagues fumantes vers la mer prochaine.

— Cela serait si facile! poursuivit le Père Semenoti. Quel-

(1) Guglielmo Ferrero.

ques années suffiraient pour rendre à ce pays une nouvelle splendeur. Rien n'est impossible à l'homme lorsqu'il a la volonté d'utiliser toutes ses ressources. L'éternelle Italie, fille de la mer et du soleil, c'est ici que l'on a le mieux l'impression de ce qu'elle fut avant que la patience de ses fils eût orné son front et enrichi son sein d'inestimables joyaux.

Il s'animait, se sentait grandir par le verbe, comme lorsque du haut de la chaire que soutenaient les lions apocalyptiques il parlait aux foules que sa voix électrisait; Remigio l'écoutait, sans sourire de son enthousiasme; il s'était lui-même livré tant de fois à cet excès de lyrisme qui jaillit des sources fraîches de l'âme! Il se plaisait à évaluer d'avance les bénéfices qu'il tirerait de cette collaboration précieuse dans l'œuvre de salut où leur intelligence allait s'appliquer.

Cependant la voiture s'était arrêtée; on était au niveau de la ville antique. Des ruines surgissaient du sol déblayé, avec cette majesté des choses que le temps a conservées plutôt qu'il ne les a disjointes; dans leur forme squelettique elles révélaient encore un peu de l'âme qu'elles avaient contenue. C'étaient les colonnes inégales des temples, les travées obliques des théâtres, les vastes exèdres des Thermes et, le long du fleuve, les rues maritimes que bordaient les maisons basses des marchands. La mer, qui s'était retirée du rivage, luisait comme une immense plaque d'émail à travers les silhouettes tordues des pins parasols; le Tibre, plus fauve à son embouchure qu'à sa naissance, entourait de ses bras impétueux l'Isola Sacra où jadis tant de vie et tant de volupté étaient encloses; à l'autre extrémité, la ville moderne, avec sa cathédrale et son château fort, paraissait plus vide et plus abandonnée que ces ruines, et n'évoquait que les souvenirs d'une époque de violence et de terreur. Remigio et le Père Semenoti suivaient ces voies silencieuses; les mêmes pensées les occupaient tous deux; leur but était le même; leurs désirs pareils : rendre à cette terre désolée sa fécondité ancienne. Aujourd'hui le peuple aussi avait faim; il réclamait le blé et l'épeautre, comme lorsque Tacite, se plaignant déjà que la terre nourricière n'avait plus assez de bras pour l'ensemencer, constatait que l'existence du peuple romain était chaque jour le jouet des flots et des tempêtes. L'âge d'or était loin, l'âge des riches moissons et des nobles travaux agrestes; mais la terre était là toujours, attendant le bon vouloir des hommes;

il fallait remettre l'outil aux mains des travailleurs, et faire revenir sur leurs lèvres les chants des Saisons monotones et certaines.

Devant ce qui avait été l'Emporium, Remigio eut un geste large :

— C'est ici que la paix devrait posséder sa nouvelle église ; elle s'éléverait à cette place, en face des autels détruits de Vulcain ; elle rayonnerait comme le symbole des temps nouveaux, comme la radieuse promesse de la libération humaine ; de la terre, de la mer, et des airs on pourrait l'apercevoir, encourageant le seul effort digne des aspirations de l'esprit.

Son grand rêve, son rêve aux ailes brisées, se refaisait en lui, plus lumineux, plus magnifique. Utopie ou vérité ? Dans sa soutane trop courte, le Père Semenoti tressaillait de joie. Et les deux hommes, perdus dans ces régions désertiques, se prenaient à voir fleurir sur ces rivages une génération meilleure, accourant autour de la paix, comme les foules pieuses de Van Eyck autour de l'Agneau. Et leur bonheur en cette minute était sans limites.

Pour regagner Rome, il fallait se hâter, avant que le soleil eût disparu derrière les franges dorées de l'horizon ; les vingt kilomètres qui séparent Ostie de la capitale furent franchis en une course si rapide que lorsque l'auto, rentrant par la porte Saint-Paul, eut dépassé le petit cimetière des Anglais, Remigio subitement réveillé de ses méditations, jeta un cri de surprise. Il avait eu l'intention de s'arrêter, au retour, à la villa Forba ; mais son compagnon lui suggéra un autre projet :

— C'est chez Angelo Ralli que nous devons aller finir cette journée mémorable ; je suis persuadé que ce qui nous y attend ne peut manquer de compléter nos résolutions.

Il n'ajoutait pas qu'il aimait cette demeure du grand musicien, placée comme une tour de guet au-dessus de l'antique Forum, et d'où l'on découvrait l'incomparable dôme de Saint-Pierre, couronné par les cyprès du Monte Mario. Ce soir, la ville pavoisée et mouvante serait comme un navire qui vient de jeter l'ancre au port après une traversée périlleuse ; les chants de victoire s'entendaient déjà à travers les remous de la multitude ; c'était un bruit confus dont la polyphonie grandissante rappelait les innombrables sons qui s'élèvent du clavier de la mer. Ce soir, sur toutes les places et dans toutes les enceintes, tandis que lentement la clarté du jour achèverait de glorieusement

mourir, ces voix délirantes célébreraient l'héroïsme de ceux qui étaient morts glorieux pour renaître demain au sein d'une plus vive lumière; un besoin d'idéalisme éperdu soulevait ces âmes, comme l'instinct de la vie soulève le noyé, emporté à la dérive et qui n'a pour dernière chance de salut que le faible roseau qu'une main inconnue lui tend.

Angelo Ralli était seul; mais, par la fenêtre ouverte, il assistait à la manifestation qui remplissait le Forum et en débordait les entours; dans ce vallon étroit, encombré de tant de richesses monumentales, la colonnade du Temple de Faustine et d'Antonin portait, intacte encore, sa frise dédiée au couple impérial; et, blottie entre les blocs de cipolin du portique, l'église de San Lorenzo in Miranda semblait une chapelle expiatoire où l'épouse du pieux empereur achevait de purifier son âme. En face, de l'autre côté de la Voie Sacrée, la Maison des Vestales se rajeunissait de la floraison tardive des lauriers-roses; les statues de ces vierges dressées parmi les souples verdures qui en cachaient le socle, montaient vers la lumière dans un essor que rien ne venait arrêter. Cette Maison des Vestales, avec ce qu'elle gardait de fraîcheur, retenait le regard plus que les orgueilleux arcs de triomphe et les imposantes basiliques; elle était le charme, la poésie, la douceur féminine de ce lieu que de si grandes ombres avaient traversé. Et c'était autour de son atrium que se pressaient les promeneurs avides de surprendre quelques traits de ces figures vénérables; — là-bas, le tombeau de Faustulus, caché sous le figuier noir, restait isolé et improbable; mais la demeure des Vestales, ses bassins clairs, ses oléandres en fleur et ses colonnes fragiles, c'était toujours de la vie, de la jeunesse et de l'espoir...

Mystérieux, Angelo avait fait signe à ses visiteurs de s'asseoir devant la fenêtre ouverte; le bruit des musiques lointaines ou proches s'était tu; on attendait autre chose. Les sentimens du peuple avaient besoin de s'incarner dans une glorification unique qui les portât tous ensemble et les magnifiât par les sortilèges divins de l'éloquence ou de l'art; ainsi en était-il chaque fois que quelque grande commotion morale arrachait ce peuple à sa quiétude accoutumée. Ce soir, quelle serait la forme que prendrait cette nouvelle apothéose? On attendait; on chuchotait des noms. Les mânes de Carducci, de Mazzini et de Cavour réclamaient, comme ceux des héros anciens, leur part

en cette fête ; et tous les porteurs de lyre, les orateurs, les entraîneurs d'hommes soulevaient le vallon sacré de leurs puissantes incantations.

Une voix de femme s'éleva dans le silence.

Si pure, si harmonieuse, elle s'accordait avec la clarté rose sous quoi frissonnaient les mosaïques et les marbres ; elle sortait de l'atrium des Vestales, et vraiment on eût dit la voix même de l'une des prêtresses célébrant la force nouvelle de Rome et la vertu invincible de la Cité dont la garde était dévolue à leurs mains. Un accompagnement léger de cithares et de harpes soutenait la voix puissante, unique... Les phrases de la cantate se succédaient avec une ampleur pareille à l'influx de l'inspiration poétique qui les avait dictées. Angelo Ralli s'était mis au piano ; il suivait, lui aussi, le rythme sublime. De la chambre où il dominait l'espace, il envoyait à la cantatrice invisible cet hommage de son génie. Lumière et Beauté !

Cette ivresse pénétrait partout. Le Père Semenoti avait baissé les paupières, tandis que Remigio, courbé sur les balustres de la fenêtre, cherchait à découvrir quelle était celle de qui la voix avait un si grand pouvoir qu'en elle s'incarnaient et se résumaient toutes les autres voix des siècles. Mais la multitude, pressée autour de l'atrium, opposait à sa curiosité une barrière infranchissable ; et c'était seulement par les yeux de l'esprit qu'il croyait apercevoir, vêtue de blanc et couronnée d'asphodèles, la comtesse de Lodatz, entourée d'un chœur de cithares et de harpes...

XXV

Alda venait de traverser la place de l'Esquilin, et maintenant elle contournait l'abside de Sainte-Marie-Majeure. Elle marchait vite, pressée d'arriver au but. Il y avait plusieurs semaines qu'elle se proposait d'accomplir ce pieux pèlerinage à la basilique Libérienne, — la basilique du miracle ! Mais, depuis le retour de Gino, sa vie avait complètement cessé de lui appartenir. Si elle avait pu supposer un instant que la présence de Gino lui rendrait un semblant de liberté, elle s'était vite aperçue que son devoir n'en était que plus étroit et sa tâche plus stricte ; entre ces deux hommes qui absorbaient les énergies de sa raison et de son cœur, les jours passaient sans

qu'elle trouvât le temps de se pencher sur elle-même pour essayer d'y apercevoir l'image fuyante de son destin.

Ce matin pourtant, elle avait quitté de bonne heure la maison. Avant de partir, elle avait dit à Gino : « Je vais faire un grand voyage ! » et, comme il manifestait une surprise mêlée d'inquiétude, elle avait expliqué en souriant :

— J'entends un voyage dont le but dépasse la limite ordinaire de nos courses ; un grand voyage pour mon âme !

Elle avait lu dans ses yeux qu'il avait le désir de lui offrir de l'accompagner ; mais elle voulait être seule ; elle était jalouse de conserver à cette démarche son caractère de foi absolu. Et elle était sortie sans retourner la tête, bien qu'elle fût certaine que, debout derrière la fenêtre, il la regardât s'éloigner.

Elle marchait vite, pressée d'arriver au but... La neige couvrait l'Esquilin d'un duvet blanc et moelleux, ainsi qu'en cette aurore lointaine où, sur le champ immaculé, le patrice Jean avait tracé l'enceinte de la basilique miraculeuse. Mais alors, c'était l'été, et les roses fleurissaient sur l'Esquilin, et cette neige inattendue était le signe d'un grand prodige. Aujourd'hui l'hiver avait défleuri les roses ; et la foi aussi dans beaucoup de cœurs avait perdu la sève par quoi se vivifient les défaillans rameaux de nos espoirs. Cependant l'insigne basilique recevait toujours de nombreuses visites ; et la Vierge de saint Luc, dans son cadre de rubis et d'améthistes, attirait à soi la cohorte de tant de femmes désolées.

Ce fut devant cette effigie vénérable qu'Alda se prosterna avec un grand sentiment d'abandon. Elle était à l'heure inquiète de sa traversée terrestre, celle qui remplit d'angoisse et d'incertitude les plus courageux nautoniers ; l'horizon se trouble, devient un grand lac de ténèbres ; il semble que la douce lumière qui caressait nos fronts au départ soit pour jamais abolie, alors que d'une transe plus vive le désir du bonheur nous étreint. Ce grand désir nostalgique du bonheur, Alda l'éprouvait sans en définir les causes profondes ; c'était dans sa poitrine un poids trop lourd, une conception mystérieuse ; elle en éprouvait de la honte et de l'effroi ; ce qu'elle allait confier à la Vierge apostolique, elle aurait à peine osé se l'avouer à elle-même, encore moins le révéler à une autre créature ; et sa pudeur usait de ce stratagème pour lui permettre de regarder face à face cette vérité troublante.

Elle était restée longtemps à méditer sur ces choses, sans prendre garde aux allées et venues qui se multipliaient autour d'elle ; dans l'immense basilique lumineuse, où tant d'or et de joyaux scintillaient entre les colonnes, la théorie des femmes en deuil s'assemblait devant l'image naïve et auguste dont le temps avait obscurci les traits ; une coïncidence existait entre cette image de la Mère du Crucifié et ces femmes en deuil que la douleur accablait encore ; chacune avait connu son calvaire et souffert dans son fils innocent l'outrage du coup de lance et le couronnement d'épines. Cependant l'espérance divine emplissait toujours ces voûtes; elle se réfugiait dans ce sanctuaire privilégié; elle montait avec la flamme tremblante des cierges et les supplications des âmes; elle jetait comme une auréole fugitive sur ces voiles noirs qui couvraient les pâles visages en pleurs.

Quand Alda releva la tête, elle aperçut Cristina de Lodatz agenouillée à l'autre extrémité de la chapelle ; son beau profil tendu, ses lèvres immobiles la montraient engagée tout entière dans une oraison sans paroles et comme fixée dans quelque rêve suprême. Alda eut l'intuition certaine qu'en cet instant et après avoir répandu tant de larmes inutiles, Cristina ne priait plus pour celui qui avait cessé de vivre, mais pour elle-même, vivante, et accablée de tumulte ; elle priait pour son propre bonheur; elle exigeait une compensation, une consolation à cette injustice qui la laissait seule, triste et passionnée. Alda la regardait avec une pitié sincère. « Tout à l'heure, se disait-elle, elle sortira de son oraison ; elle passera dans la nef qui nous sépare ; alors j'irai la rejoindre et je mettrai ma main dans la sienne. » Elle se disait encore : « Cette femme est presque ma mère; si Bernard n'était pas mort, elle serait maintenant ma mère. Pourquoi donc n'ai-je pas une plus vive tendresse, un plus vif élan envers elle? » Elle ne comprenait pas bien. Elle songeait au temps qu'elle avait passé à la villa Forba, partageant ses angoisses, ses affres mortelles. Le jour où ensemble elles avaient appris le suicide de Bernard, elles avaient mêlé leurs sanglots et leurs cris. Elles avaient parcouru les allées ombreuses du parc en cherchant quelque chose de la présence évanouie : elles avaient dans sa chambre d'adolescent rangé l'une avec l'autre les tristes reliques de cette vie brisée dans sa fleur. Et aujourd'hui la mère et la fiancée se retrouvaient au pied du même autel ; — mais était-ce le même pieux souvenir

qui les amenait devant la Vierge compatissante? Alda s'effarait, s'irritait, n'osait pousser plus avant l'examen de ces nuances infinies de la douleur et de l'espoir. Elle se cacha le front sous sa main; et, quand Cristina quitta la chapelle, elle ne fit aucun mouvement pour la suivre.

A présent elle était dehors, sur la place. Un clair rayon de soleil avait fait fondre la neige au milieu. Des gamins, babillards comme des oiseaux après l'orage, récoltaient ce qui restait de cette neige dure et brillante, et en modelaient des boules dont ils s'attaquaient furieusement; ils jouaient à la guerre, et ce jeu les ravissait; leur force neuve s'y épanouissait avec leurs instincts d'audace; l'ardeur atavique de leur sang renaissait pour de nouvelles victoires. Quand la neige fut épuisée, ils se prirent au corps à corps de la lutte; l'un d'eux, dans la pose du jeune coureur de Subiacò, avait mis un genou à terre, et, le bras levé, attendait l'agresseur prudent. Attentifs, les autres petits athlètes suivaient les péripéties du combat; leurs applaudissemens allaient d'avance à celui qui saurait le mieux ruser pour vaincre. Mais bientôt ils se lassèrent de ces brutales étreintes : une fillette venait de passer, qui leur jetait des fleurs au visage; ils la poursuivirent en riant; leurs voix aiguës avaient ces vibrations singulières que prennent tous les sons dans l'atmosphère purifiée par une averse récente; et cela augmentait ce qu'il y avait d'émouvant et de joyeux dans cette matinée d'hiver où l'on devinait déjà palpiter l'âme nouvelle du printemps. La vie s'efforçait de renaître partout, de réparer partout les désastres de la mort. Et l'amour, que la mort avait cru coucher au cercueil, sortait, nu et vigoureux, de ces emprises funèbres. Il avait fait un pacte nuptial avec la vie; il dédaignait la mort, sa sœur jalouse et cruelle. Et cela était si flagrant que, dans sa poitrine virginale, Alda sentait s'éveiller un désir inconnu; l'amour n'était plus pour elle un rêve précoce et fugace; elle ne songeait plus à ces émois puérils, à cette *primavera* de l'amour qui l'avait charmée naguère, — mais aux féconds lendemains; elle regardait les enfans, les beaux enfans, aux gestes prompts qui s'égaillaient dans l'allégresse; et, pour la première fois, le désir de la maternité entrait en elle, la forçait à s'avouer prête à ce que la vie attendait d'elle.

Et elle comprenait que le miracle des neiges venait encore une fois de s'accomplir.

XXVI

Remigio achevait de mettre les dernières touches au portrait de Cristina.

Un regret, un remords presque, lui était venu d'avoir laissé si longtemps abandonnée cette œuvre à laquelle il avait travaillé jadis avec tant d'ardeur; la toile, retournée contre le chevalet, n'était plus qu'un objet sans regard et sans vie; elle restait en cet état d'humiliation, tandis que sur les murs du vaste atelier, sur les consoles et aux tympans des portes, les dessins, les tableaux, les figurines évoquant l'art des maîtres, consciencieux ou subtils, jouissaient, dans la fine lumière savamment ménagée, de la plénitude de leur existence plastique. La délicatesse de Remigio s'attristait à ce contraste; l'artiste, qui n'avait jamais cessé de vivre en lui, s'en indignait. Un soir, il s'était hasardé à demander à Cristina la permission de terminer son portrait. Elle avait dit d'abord : « A quoi bon? N'avons-nous pas des choses plus utiles à réaliser? » Puis, comme il avait insisté, lui assurant qu'une ou deux séances suffiraient pour donner à sa peinture l'expression qui lui manquait encore, elle avait consenti enfin. Peut-être cédait-elle à la curiosité de savoir si cette fois Remigio réussirait à saisir les élémens fuyans de son âme.

Maintenant l'effigie resplendissait, parée de toutes les grâces du modèle. Pour reprendre la pose, Cristina avait quitté ses habits de deuil; vêtue de blanc et les cheveux couronnés d'une guirlande de laurier noir, elle pouvait se reconnaître dans cette femme à la beauté passionnée et violente; elle reconnaissait l'Erynnis dont Remigio avait vainement poursuivi la ressemblance, celle qui s'était réveillée de son sommeil et qui portait dans son sein le tourment sacré de la vengeance; c'était pour accomplir cette tâche qu'elle avait renoncé à tout ce qui avait embelli sa vie, à tout ce qu'elle avait aimé. Elle s'étonnait de se voir ainsi face à face et mieux que dans un miroir.

Il croyait deviner ce que signifiait son silence. Avant de poser les pinceaux, il lui demanda :

— Est-ce bien? Êtes-vous satisfaite?

— Ah! répondit-elle, pourquoi l'avez-vous fini, ce portrait? Maintenant il y a entre nous quelque chose d'accompli, d'irrévocable, qui nous sépare. Maintenant vous allez me dire adieu!

Elle le regardait avec une angoisse si vive qu'il ne put s'empêcher de frémir.

— Il me semble, suggéra-t-il, que jamais au contraire nous n'avons été plus rapprochés par l'esprit.

— C'est vrai! Nous sommes arrivés à cet accord parfait de nos intelligences, dont j'avais désespéré si longtemps; nous avons mis en commun pour la même cause nos efforts et notre volonté. Cependant jamais en réalité je ne me suis sentie aussi loin de vous.

Elle expliqua :

— Quand vous avez quitté Rome et pendant les longs mois de votre séjour à Pise, un espoir nous unissait encore; le roseau n'était pas brisé, la lampe vacillante donnait une faible clarté. Aujourd'hui tout cela s'est évanoui. Que reste-t-il de nos anciennes espérances? Un peu de cendre et des larmes.

Et, comme il allait protester, elle continua :

— Croyez-vous que nous soyons maîtres de parachever notre vie, comme vous venez de parachever cette image, en lui donnant son sens secret, son expression définitive? S'il en était ainsi, nous ne serions pas les pauvres êtres incertains que nous sommes.

— Hélas! avoua Remigio, rien ne nous appartient entièrement. Un seul but, une seule couronne, voilà tout ce que nous pouvons demander au destin.

Elle s'était avancée pour lui parler, les yeux dans les yeux :

— Avez-vous entendu la voix qui, ce soir récent, s'élevait de la Maison des Vestales. Cette voix, c'était la mienne; en elle les voix du peuple, toutes les voix de la ville passaient, et je croyais alors que rien d'aussi fort, d'aussi enivrant, ne saurait exalter une créature humaine. Mais quand je suis rentrée ici, dans cette demeure vaste et vide, j'ai eu le sentiment profond de ma misère. Le passé s'est levé devant moi, avec ce qu'il m'avait offert de joies et de douleurs, et j'ai compris que c'était le péché d'orgueil, le péché contre moi-même, qui m'avait fait repousser les joies et accepter les douleurs. Je revoyais cet autre soir plus lointain, où vous étiez venu dans cette même demeure déserte; je vous disais mon isolement, mon inquiétude, et vous me tendiez votre main.

— Je m'en souviens, dit Remigio. Avec quelle ardeur sincère je me sentais prêt à vous donner ce qui me restait de

jours et à abandonner pour vous le tumulte dans lequel j'avais vécu! J'étais comme un adolescent qui pour la première fois vient d'apercevoir l'ombre fugitive du bonheur. J'aurais voulu recommencer auprès de vous une existence sans bruit et sans agitation vaine. Je vous aimais, Cristina, comme la femme la plus admirable et la plus digne d'être aimée. Cependant je ne sus pas ce jour-là toucher votre cœur. Vous portiez déjà en vous cette puissance de domination qui s'est manifestée par la suite avec tant d'éclat; vous redoutiez que je vous ôte à la mission pour laquelle vous étiez faite, et vous avez continué à porter seule le poids de vos peines.

— Vous voyez, répliqua-t-elle, que c'est bien le péché d'orgueil, le mortel péché dont je vous parlais tout à l'heure, qui m'empêcha de cueillir ce doux fruit offert. Mais il y avait aussi une raison plus noble, une plus haute visée. Rappelez-vous, Remigio, et ne soyez pas injuste!

Tous deux avaient courbé le front; et subitement vieillis, craintifs et désabusés, ils écoutaient dans le steppe de leur âme passer la chevauchée rapide d'un autre bonheur qu'ils avaient chargée de leurs vœux propices, — ce bonheur jeune et frais, pareil à un matin de printemps et qui tout à coup s'était brisé contre la pierre d'un sépulcre. Cristina, qui avait cru revivre dans cette jouissance maternelle et y goûter les dernières satisfactions terrestres, ne se résignait pas d'avoir été frustrée de sa plus chère espérance. Elle voulait quand même sa part; elle était semblable au voyageur attardé qui frappe à coups redoublés sur la porte lente à s'ouvrir.

— Ah! dit-elle, ce soir nous sommes encore libres de nos destins; nous sommes en face l'un de l'autre, comme à cette heure décisive où vous m'avez tendu cette main... Et c'est moi cette fois qui vous presse de mettre votre main dans la mienne. Quel malentendu pourrions-nous avoir à redouter désormais? Ne venez-vous pas de me dire que jamais nos esprits ne se sont trouvés aussi étroitement unis?

Elle osait de nouveau le regarder face à face, et elle guettait sur son visage les signes d'émoi qu'elle y avait si souvent surpris au temps de leur intimité ancienne. Remigio, en effet, avait pâli; ses lèvres se crispaient dans les affres d'un violent combat intérieur, et il tardait à répondre.

— Vous vous trompez, dit-il enfin, en supposant que nous

sommes encore libres de nos destins; chaque aurore qui se lève nous apporte sa loi inflexible. Je ne suis plus libre, Cristina; je suis lié à des devoirs auxquels je ne saurais me soustraire sans entendre le blâme de ma conscience. Et vous aussi, vous avez des devoirs qui vous contraignent; ne vous êtes-vous pas donnée tout entière à la patrie?

— Je savais bien, balbutia-t-elle, que vous alliez me dire adieu !

Penchée sur le chevalet où son image triomphante avait atteint la perfection immuable, elle eut un rire amer et des lambeaux de phrases convulsifs :

— C'est fini! Je le savais! Plus rien entre nous ne subsiste de ce qui nous rapprochait autrefois.

— Je serai toujours votre ami, dit Remigio.

— J'aimerais mieux que vous fussiez mon ennemi, rugit-elle; du moins aurais-je l'espoir de vous ramener à moi.

Il la vit sur le point de déchirer la toile qui était comme le sceau posé sur ce cycle fermé de leur vie. Mais elle se contint :

— Vous avez raison; une œuvre reste, à laquelle nous continuerons de travailler ensemble : l'avenir de l'Italie!... Il n'y a que cette œuvre-là qui compte; tout le reste serait égoïsme ou lâcheté.

Elle s'était redressée, fière et hautaine, toute pareille à celle que Remigio avait peinte, et dont il avait enfermé l'âme dans la magie subtile des couleurs.

Et ils se quittèrent, comme si rien de formidable ne s'était passé entre eux.

En sortant de la villa Forba, Remigio renvoya la voiture qui l'attendait; il se sentait troublé trop violemment pour rentrer chez lui par ce moyen rapide. Il voulait revenir seul, à pied, en suivant le chemin le plus long, et ne franchir le seuil de sa porte que lorsqu'il aurait retrouvé la maîtrise de soi-même.

Il ne se faisait pas d'illusion : en refusant d'épouser Cristina, il venait de renoncer à la plus belle fin d'existence qu'il aurait pu ambitionner si sa conscience paternelle ne se fût pas alarmée de cette substitution de son bonheur à celui de sa fille. Comment, en effet, accepter de donner à Alda le spectacle d'une félicité conjugale qui lui avait été si cruellement dérobée par le sort? La délicatesse de Remigio ne pouvait

tolérer une situation aussi anormale; mais son sacrifice n'en était pas moins douloureux. Il avait aimé passionnément Cristina; il savait bien qu'il l'aimait encore, quoiqu'il voulût se le cacher à lui-même, et que ce grand feu assoupi ne demandait qu'un souffle furtif pour jeter de nouvelles flammes.

Maintenant tout était consommé. La vieillesse ne tarderait pas à étendre sur son front ses ombres. L'amour qui s'était prolongé jusqu'en son automne n'emprunterait plus de jeunes rameaux pour lui offrir ses fruits.

Il aurait pu s'asseoir sur la colline, respirer l'odeur des lauriers et des myrtes, penché sur l'épaule d'une femme bien-aimée. Il l'aurait pu..., il ne l'avait pas voulu, et il rentrait chez lui ce soir, accablé par sa renonciation, courbé sous le poids de cette ultime défaite.

La ville était plongée dans l'ombre; le long du Tibre, quelques rares lumignons bleus suivaient la courbe molle du fleuve et, sur les gradins du Capitole, ces mêmes lumières tremblotantes indiquaient l'esplanade où la statue de Marc-Aurèle méditait sur la grandeur romaine. Alors Remigio se mit à penser au sublime destin de cette ville unique dans les fastes de l'histoire. Depuis le jour où la charrue de Romulus avait tracé son enceinte, que de merveilles étaient nées en elle, que de voluptueux ou de robustes chefs-d'œuvre elle avait présentés sur ses mains patriciennes aux divins baisers de la lumière! Rome! Le culte de Rome!... Des horizons où la pensée délivrée prend son essor vers le ciel de l'idéal! Des colonnes où s'appuie la foi humaine avant de s'élancer dans l'infini! Remigio se sentait rentré comme Eudore dans « l'antique jeunesse » du monde. Et il évoquait les annales de cette Rome que Marc-Aurèle frôlait encore du sabot de son cheval étrusque.

Était-il assez calme pour regagner sa demeure? Il marchait à travers les rues mouvantes et vides, d'où surgissait presque à chaque pas la vision d'un palais ou d'un temple hantés par des esprits invisibles. Maintenant, la colonnade du Panthéon était devant lui; et, au-dessus des chapiteaux fleuris d'acanthes, les lettres d'or du fronton invoquaient les dieux protecteurs commis au salut de la race. Ces dieux symboliques mais vivans, ces dieux qui étaient la vertu, l'harmonie, le juste équilibre, ces dieux latins offensés et qui avaient voilé leur face auguste, n'allaient-ils pas revenir enfin présider aux nouvelles destinées

de la patrie? La rotonde de pierre, vaste mausolée, vaste coupe remplie nuit et jour par l'abondante lumière céleste, n'allait-elle pas tressaillir dans ses flancs quand s'annoncerait le retour des dieux? Ils étaient là, n'attendant qu'un signe pour manifester leur présence : la terre était saturée de sang; chaque aube, en se levant, éclairait l'horreur et le carnage; la haine et la cruauté, comme des hyènes aux dents insatiables, déchiraient la tendre chair des jeunes hommes; mais les dieux en qui vivaient les idées incorruptibles ne pouvaient avoir sombré dans le désastre universel. Il fallait qu'ils revinssent ou que l'humanité périt. Remigio les appelait de toutes les forces de son âme. Il avait cru en eux. Il ne doutait pas que leur règne ne fût proche. — « Que cela soit! suppliait-il, que le règne désiré arrive, et j'aurai assez vécu pour fermer les yeux sans regret. »

Mais le silence se fit en lui tout à coup. Il venait de traverser le court espace qui le séparait de la place Navone; encore quelques pas, et il apercevait le décor exotique des fontaines, la façade baroque de Sainte-Agnès et sa haute maison étroite. La vie allait le reprendre avec une tyrannie plus forte; le devoir était là, impérieux, austère; jamais son visage ne lui avait paru aussi austère, ni sa voix aussi impérieuse...

Un mince croissant de lune sortait des plages du ciel; il naviguait dans l'azur calme, et jetait une lueur fragile sur ces choses disparates et dures. Quelle paix charmante les baignait! Paix et beauté descendaient ensemble de la nuit bleue comme deux sœurs qu'une même écharpe de gaze lie à la ceinture. Remigio, ayant relevé la tête, vit Alda et Gino qui, par la fenêtre ouverte, contemplaient ces présages de bonheur. Ils se tenaient immobiles et il était évident qu'une entente secrète les unissait. Cette suavité tranquille, qui ressemblait au bonheur, les enveloppait, passait à leurs doigts disjoints l'anneau des noces prochaines...

Remigio monta doucement l'escalier de sa maison.

JEAN BERTHEROY.

ALBERT DASTRE

La tragédie qui, de toute part, nous presse et nous enveloppe se plaît à varier ses effets. Il y a je ne sais quelle ironie stupide dans le contre-coup lointain de la guerre qui, en plein Paris paisible, a broyé, sous un lourd camion militaire follement lancé, cette belle intelligence, ce précieux Français : Albert Dastre.

Je voudrais retracer ici, en quelques pages rapides, ce que la science lui doit, et je pense montrer ainsi que, tout en ayant vécu loin des notoriétés de tréteaux et des tapages fallacieux, il est un des hommes de ce temps à qui le pays doit le plus de ce qui fait son renom dans les milieux pensans de l'univers.

Et puis un double devoir qui m'émeut veut que je dise ici cet adieu au maître dont nous ne reverrons plus le visage si fin et si spirituel — je veux dire si plein à la fois d'esprit et de spiritualité. Pendant de longues années, il a été à cette *Revue* l'interprète et comme la personnification même de la science; il a su l'y faire admirer et aimer; grâce à lui elle y a fait vraiment noble figure. Et enfin comment ne me souviendrais-je pas qu'il fut dans cette maison mon parrain et mon guide, et que c'est lui qui, d'accord avec Francis Charmes, m'a transmis l'honneur d'y tenir une plume qu'avait dû abandonner sa main, défaillante par l'excès même des recherches qui, de plus en plus, réclamaient sa prodigieuse activité?

Albert Dastre avait soixante-treize ans; mais il était demeuré d'une jeunesse physique et morale si vigoureuse qu'il ne semblait point qu'il dût être touché par cette vieillesse qu'il appelait une maladie. Quand on relit, aujourd'hui qu'il est mort et mort de telle manière, les pages nerveuses qu'il a consacrées

à la vie et à la mort, ces grandes et uniques questions qu'il abordait, lui, avec son lucide scalpel de physiologiste, on reste troublé par les vues harmonieuses qu'il avait été conduit à adopter sur ces sujets, et auxquelles sa propre fin donne un dramatique relief.

Après avoir établi que l'immortalité des organismes vivans n'est pas une impossibilité et qu'elle existe précisément chez les êtres les plus simples qu'étudie la biologie, après avoir observé que cette immortalité des protozoaires ne se continue point dans les organismes plus complexes, et que ceux-ci cessent d'être soustraits à la loi douloureuse de la léthalité, il concluait par cette remarque dont on ne sait, sous sa froide apparence, si elle est plus saturée d'ironie, d'amertume ou de sérénité : « La mort apparaît ainsi comme la rançon d'une savante complexité, comme un singulier privilège attaché à la supériorité organique. »

Mais enfin, nous sommes des hommes, et malgré l'étroite filiation qui nous lie aux protozoaires, nous sommes assez dépourvus du sentiment de la famille pour trouver plus d'intérêt à notre sort qu'au leur. Aussi Dastre, dans ses écrits de philosophie scientifique, — où se résume magistralement le bilan de son savoir et de ses propres travaux, — a-t-il donné une attention particulière au problème de la mort dans l'espèce humaine. L'homme ne meurt jamais que d'accident, de maladie ou de vieillesse ; or, la maladie est elle-même un accident. La vieillesse n'en est-elle pas un aussi ? Elle est en tout cas une sclérose des tissus ; mais cette sclérose sénile est-elle, comme toutes les autres scléroses, d'origine morbide, c'est-à-dire évitable ? Grave, angoissante question ; car si elle était résolue positivement, l'homme pourrait entrevoir la possibilité, théorique aujourd'hui, pratique peut-être pour nos arrière-petits-neveux, de reculer sans limite l'échéance de la mort. Nous n'en sommes pas là, d'ailleurs, et c'est peut-être heureux en un sens, car les hommes ont déjà sans cela bien assez d'autres raisons de s'entre-massacrer. Dastre d'ailleurs, comme Metchnikoff, quoique pour des raisons un peu différentes, tendait à croire que la vieillesse est une maladie et que la mort est donc toujours causée par un accident. Hélas !

La vieillesse, en tout cas, cette vieillesse que n'a point connue sa verdeur infrangible, et qui pour lui attendait encore

le nombre des années, lui apparaissait sous un aspect plein d'émouvante sérénité. On connaît les pages dignes d'un Marc-Aurèle, — qui aurait eu un laboratoire perfectionné, — où Dastre pose à l'appui de sa thèse que, si le cycle normal de l'existence était rempli, « le besoin de la mort devrait apparaître à la fin de la vie, comme le besoin du sommeil arrive à la fin du jour. »

Quoi qu'enferme de mystérieux cette cessation de la vie qui a hanté chez Dastre non moins le philosophe que le physiologiste, elle ne peut pas être, dans son cas, ce qu'annonce le mot si tristement concis de Sénèque : « *Post mortem nihil; ipsaque mors nihil.* » Du moins pour Dastre le premier terme de la définition est faux, et c'est ce que je voudrais montrer maintenant par un coup d'œil rapide sur ses contributions positives à la science.

Si parfois dans ses écrits non purement techniques Dastre a effleuré, et d'une main infiniment délicate et prudente, ces éternels problèmes de métaphysique et de mystique qui échappent à la science et que Claude Bernard, il y a un demi-siècle, appelait ici même avec tant de profondeur « les sublimités de l'ignorance, » du moins au laboratoire Dastre n'était plus que l'expérimentateur, esclave du fait ou plutôt de la catégorie du fait, infiniment dédaigneux des apriorismes et des systèmes. Il professait, comme son maître Claude Bernard dont il fut le préparateur avant de lui succéder, après Paul Bert, dans sa chaire de physiologie de la Sorbonne, que les bâtisses théoriques où se complaisent la fantaisie et l'esprit d'hypothèse et de système, ne peuvent être que de quelques types depuis longtemps connus; qu'elles n'ont d'intérêt que pour servir d'abris transitoires aux faits, aux phénomènes seuls perpétuellement enrichis, comme les baraquemens en bois ou en stuc d'une exposition servent d'écrin passager aux chefs-d'œuvre de l'art.

Seuls, les phénomènes, créés et scrutés par l'expérimentation, l'intéressaient. Par elle seule il voulait que la science en appelât des imperfections présentes aux perfectionnemens de l'avenir. C'était la prudente et féconde attitude du déterminisme physiologique que Claude Bernard avait imposée à l'étude scientifique des phénomènes vitaux.

Les découvertes de Dastre ont porté d'abord sur cet étrange système nerveux sympathique qui, parallèlement au système nerveux proprement dit, — comme dans les campagnes les fils du

téléphone sur les routes à côté de ceux du télégraphe le long des rails, — régissent et modèrent le fonctionnement de nos organes. Il a établi l'existence des fibres dites vaso-dilatoires, c'est-à-dire présidant à la dilatation des vaisseaux sanguins, et qu'elles agissent non pas sur les vaisseaux eux-mêmes, mais en paralysant par l'intermédiaire de ganglions — qui agissent comme des centraux téléphoniques — les nerfs antagonistes, dits vaso-constricteurs, qui déterminent la contraction des vaisseaux. Ainsi s'est trouvé éclairé le mécanisme de ces actions étranges qui peuvent faire varier indépendamment l'injection sanguine et la nutrition dans les diverses parties du corps, et qui sont comme des organismes provinciaux autonomes superposés à la centralisation du système nerveux proprement dit.

Le mécanisme des contractions cardiaques, celui de l'inhibition et de divers phénomènes asphyxiques, s'en sont trouvés du coup lumineusement élucidés par Dastre lui-même qui avait l'art de dérouler, quand il découvrait un fait, tout le ruban subtil des corollaires. Dans le domaine des fonctions de nutrition qui sont chez l'animal, — s'appelât-il homme, — les plus importantes de toutes, Dastre a fait les recherches les plus nombreuses et il y a réalisé une ample moisson de découvertes aujourd'hui classiques — que les Allemands eux-mêmes citent abondamment dans leurs traités, ce qui n'est pas peu dire, — et qui ont porté le nom du savant français dans tous les lieux de la terre où « savoir » est tenu pour une noble fin de la pensée.

Ses recherches sur les fonctions du foie sont fondamentales. Claude Bernard avait montré que le foie fabrique les réserves de sucre assimilable nécessaires à l'organisme et en régularise la distribution. A cette *fonction glycogénique* les découvertes de Dastre ont montré qu'il faut en ajouter d'autres : le foie fabrique et retient des pigmens; il accumule le fer nécessaire à la formation des globules sanguins (c'est ce qu'on a appelé sa *fonction martiale*;) enfin il produit des graisses spéciales, des *lécithines*, substances que Dastre avait eu le premier l'honneur de découvrir dans les œufs et qui jouent un rôle important dans les dégénérescences graisseuses; enfin Dastre a démontré, contrairement à l'opinion en cours, que la bile joue dans la digestion des graisses un rôle au moins égal à celui du suc pancréatique.

Il faudrait un volume pour résumer tous les travaux

connexes que Dastre a réalisés à propos des fonctions de nutrition.

C'est lui qui, par l'administration concomitante de l'atropine et de la morphine, a rendu inoffensif l'emploi jadis si dangereux du chloroforme. Toute une nouvelle technique de l'anesthésie est sortie de son laboratoire.

Pour achever de donner une idée très sommaire de la variété de cet immense et fructueux labeur, je ne saurais passer sous silence les travaux de Dastre sur le lavage du sang : ils ont établi la possibilité d'introduire dans le réseau sanguin des quantités considérables d'eau salée et la tolérance surprenante de l'organisme pour cet apport liquide, tolérance dont la limite correspond à une excrétion urinaire immédiate de l'excès d'eau salée introduite. — Ce qu'il y a d'étrange dans ce phénomène, c'est que le liquide éliminé n'entraîne aucun élément essentiel du sang, ni des tissus, mais seulement des produits solubles indifférens, tels que l'urée. Il était donc permis de dire en toute rigueur qu'il y avait eu véritablement lavage du sang et des tissus.

Ces expériences curieuses ont suggéré à Dastre l'idée d'une thérapeutique rationnelle, qui pourra avoir assurément un grand avenir pour le traitement des empoisonnemens et des maladies infectieuses, et qui permettrait d'enlever du sang, par lavage à l'eau salée, tout poison soluble introduit artificiellement ou sécrété par les microbes.

La guerre avait détourné vers des problèmes de défense nationale l'activité de Dastre. Un grand nombre de travaux, qui ont permis de protéger efficacement nos soldats contre les gaz toxiques de l'ennemi, sont sortis de son laboratoire. Enfin, la question si grave du traitement des plaies de guerre ne pouvait manquer de solliciter son esprit : on lui doit sur ce sujet des directives précieuses, et dont la simplicité et l'évidence dont on ne s'était, hélas ! guère avisé avant lui, font penser à l'œuf de Colomb.

C'est l'image radieuse et saignante de la patrie qui, sur son lit de mort, obséda jusqu'à la fin sa pensée. Peu avant de fermer les yeux sur ce monde dont ils avaient percé quelques-uns des étranges mystères, une seule phrase échappée de ses lèvres sembla une révolte contre la mort doucement attendue : « Un Français comme moi ne peut pas mourir sans voir la Victoire ! » — Mot doublement touchant parce qu'il jaillit d'une noble poitrine expirante, et parce qu'aussi on y sent le

désir de savoir et de voir, cette curiosité scientifique qui console de tout ceux qu'elle enflamme, et qui, à cet instant suprême, se fixait sur un grandiose phénomène physiologique : la lutte tragique, sur la face crispée de la vieille Gœa, des forces inhibitrices et des puissances de libre épanouissement.

A côté de cette œuvre scientifique toute bourrée de découvertes importantes et qui restera comme une élégante et solide pierre d'angle dans l'édifice éternellement inachevé, mais éternellement grandissant de la science, Dastre avait cherché et trouvé d'autres manières d'être utile.

Je n'en veux citer qu'une entre beaucoup d'autres : son œuvre d'écrivain et de vulgarisateur. Il n'était point de ces hommes de science, — je ne dis pas de ces « savans, » car il est des mots à ne point prodiguer, — qui croiraient déroger en jetant, de leur tour d'ivoire, un regard sur la foule et qui cachent dans un cercle ésotérique leur spécialisation étroite ; si bien que celle-ci fait songer aux œillères qui, dans le labour, masque au bœuf tout ce qui n'est pas son sillon.

Dastre aimait les idées générales ; il savait que la science est un tout, et qu'on ne connaît point un palais si on ne sort jamais de la mansarde qu'on y habite. Et puis il aimait la vie non seulement en physiologiste, mais en homme ; c'est pourquoi il s'entourait de tant d'élèves venus de tous les points du globe et au milieu desquels il aimait à s'asseoir parfois, cédant sa chaire à l'un d'eux pour qu'il exposât ses plus récentes recherches. C'est pourquoi aussi il se donnait encore dans ses livres, dans ses articles de la *Revue des Deux Mondes*, à des milliers d'autres disciples inconnus, mais chers, et qui communiaient avec lui dans l'amour religieux de la vérité scientifique et de la beauté qu'elle répand sur les choses.

Comme d'Alembert, comme Fontenelle, comme Arago et Claude Bernard, comme Henri Poincaré, il a cru non méprisable mais noble, non inutile mais précieux, de quitter parfois son laboratoire pour enseigner la foule et lui parler silencieusement, avec sa plume, des merveilles que la philosophie naturelle entasse sous les yeux de ceux qui savent regarder.

Les articles qu'il a donnés à cette *Revue*, pendant plus de trente ans, et qui touchent à tous les aspects, à la plupart des problèmes de la science, sont des modèles de lucidité française, de composition bien ordonnée, d'humour, de langue nette et

concise. Peut-être même pourrait-on reprocher à son style d'être trop ramassé, tant il y a de faits et d'idées dans chacune de ses pages, tant il y règne de concentration. Depuis Claude Bernard et Joseph Bertrand, il n'y a pas eu un écrivain scientifique qui l'égalât.

Quant à la portée de son œuvre de vulgarisation, il l'a lui-même définie et défendue avec une si malicieuse précision, vis-à-vis tant du public que des « forts en thème » renfrognés dans leur étroite spécialité, que je ne puis mieux faire que de le citer lui-même à peu près textuellement :

« Les lettrés et curieux à qui je m'adresse pensent avec Bacon qu'il n'y a de science que du général ; ce qu'ils veulent connaître ce n'est pas notre outillage, nos procédés... les mille détails d'expérimentation où nous consumons notre vie dans nos laboratoires. Ce qui les intéresse, ce sont les vérités générales que nous avons acquises, etc.

« Mais j'ose dire que je m'adresse aussi à une autre catégorie de lecteurs : aux professionnels. Il y a parmi nous beaucoup de « rats de laboratoire. » Ils sont guidés dans leur besogne d'investigation quotidienne par un obscur instinct de la marche et des solutions de la science. Peut-être leur agréera-t-il de trouver leurs idées plus ou moins inconscientes exprimées ici sous une forme explicite. »

La carrière de Dastre a eu la calme régularité qui convient à un homme de pensée ; tous les honneurs, les académiques et les autres, toutes les récompenses en usage lui ont été décernés. Il n'importe guère ; ce qui restera, ce n'est pas qu'il fut quelque chose, c'est qu'il fut quelqu'un.

Il sut servir la science, il sut la faire aimer, il sut se faire aimer lui-même. On l'a bien vu l'autre matin dans cette salle toute nue de la Charité où mon bon maître était couché dans l'éternel repos. Ce n'était point l'âcre odeur de l'hôpital, épandue là comme un encens funèbre, qui était cause que tant d'hommes et de femmes avaient porté leur mouchoir à leurs lèvres...

CHARLES NORDMANN.

« L'INVIOLABILITÉ »

DU LITTORAL ALLEMAND

Quand on soutient une thèse qui choque certaines idées reçues, il faut s'attendre à être vivement combattu. Du moins a-t-on, en général, l'avantage de savoir exactement sur quels points portent les objections des adversaires.

Cette fortune m'avait manqué jusqu'ici. Lorsque j'affirmais que le littoral allemand, — même celui de la Mer du Nord, plus difficile que celui de la Baltique, — était accessible et, en maints endroits, parfaitement attaquable, on se contentait de protester « qu'il y aurait folie à compromettre les grandes unités dans des entreprises hasardeuses, en présence des mines, des sous-marins et des batteries de côte... » Argumentation commode dans sa généralité, d'autant plus commode qu'on m'y attribuait des desseins que je n'ai jamais conçus, ayant toujours pensé que dans les opérations côtières, il y a lieu de distinguer soigneusement entre la *flotte de siège* proprement dite, et la *flotte de couverture,* composée, celle-ci, des précieux dreadnoughts.

Le vrai, c'est qu'il fallait constituer fortement cette flotte de siège ; qu'il fallait lui donner, et en abondance, les engins nécessaires, déjà connus mais systématiquement négligés ; qu'il fallait surtout en faire *une force aéro-navale* où les appareils de reconnaissance, de chasse et de bombardement seraient appelés à jouer un rôle aussi important que les navires de surface, que les dragueurs de mines, les monitors ou batteries flottantes, les radeaux armés (1), les destroyers, toujours si

(1) Je rappelle que les Italiens, qui se montrent particulièrement « ingénieux » dans cette guerre navale, ont mis en jeu, dans les lagunes de l'embouchure de

utiles partout, enfin *les sous-marins d'un type approprié à ces opérations spéciales.*

On n'a rien fait de tout cela et, qui pis est, on n'a rien voulu faire parce qu'on s'est attaché avec entêtement à une fausse conception de la guerre, à des procédés d'usure économique de l'ennemi dont le moins qui se puisse dire est qu'on en attend encore le succès et, donc, que du fait de leur exclusive mise en œuvre, la durée du conflit a été fort augmentée. Mais n'insistons pas, et revenons à l'objet de cette étude.

Je puis donc aujourd'hui, à la suite de certaines publications qui se sont produites récemment, défendre mes propositions sur les points précis où on les attaque. Je puis, non pas tout dire, — moins heureux que ceux à qui de simples négations suffisent, je n'aurais pas licence de verser au débat toutes mes preuves, — mais enfin dire l'essentiel sur ces *questions de fait* où il importe tant qu'une opinion avertie connaisse la vérité.

Or la vérité, c'est que la côte allemande, parfaitement unie, et d'abord facile dans la Baltique, — personne ne le conteste plus — est fort accessible dans quelques-unes de ses parties les plus intéressantes, du côté de la Mer du Nord. Je dis fort accessible, et ici il faut s'entendre sur les termes, de même qu'il faut distinguer en ce qui touche les points que pourrait viser une offensive maritime. Il est clair qu'une côte basse est moins « accessible » à d'énormes unités calant entre 8 et 9 mètres qu'aux bâtimens spécialisés de la flotte de siège dont le tirant d'eau varie entre 2 et 5 mètres.

Mais il est, encore une fois, bien entendu que les *dreadnoughts* ne seraient pas à leur place dans les opérations d'attaque rapprochée de ce littoral. Du moins ces grands cuirassés ne devraient-ils entrer en jeu qu'après avoir, *comme armée de couverture de l'armée assiégeante*, définitivement battu et mis hors de cause l'armée de secours, autrement dit la « Hoch see flotte, » qui serait allée les chercher au large, à 80 ou 100 milles, par exemple.

Et, d'autre part, il n'est pas moins évident qu'il faut *distinguer* et exercer un choix judicieux sur les points où l'on verrait avantage à faire agir la force navale. Il semble que cer-

l'Isonzo, des chalands ou radeaux armés qui ont joué un rôle intéressant dans le bombardement des ouvrages du Carso méridional et qui défendent aujourd'hui les lagunes de l'embouchure de la Piave.

tains cerveaux s'hypnotisent sur les difficultés que présente l'estuaire de la Jade, qui se confond avec celui de la Weser. Pourquoi ne considèrent-ils pas de préférence l'estuaire de l'Ems et, mieux encore, celui de l'Elbe? Là, rien de semblable au coude délicat qu'il faudrait faire dans un chenal resserré pour doubler l'île de Wangeroog, qui doit être actuellement garnie de canons puissans. Encore observerais-je qu'il ne faut pas s'en laisser imposer par les chiffres de sondes que fournit la carte officielle allemande pour cette passe. *Ces chiffres sont faux.* « Nous ne nous considérons pas comme obligés de donner des sondes exactes, m'avouait, en 189..., un important personnage. Il suffit que nos altérations systématiques ne puissent nuire, en temps de paix, à la navigation commerciale. » En effet, en inscrivant 7 mètres au lieu de 10, par exemple, on ne fait qu'inciter le capitaine de « cargo » à plus de prudence; mais on prétend faire croire — et on y réussit! — aux marines étrangères qu'il est impossible de faire passer un cuirassé sur le point considéré.

Mais, je le répète, laissons la Jade et la Weser. L'importance que l'on attribue au premier de ces estuaires n'est qu'un souvenir de la guerre de 1870. A cette époque, « on bloquait la Jade, » et l'on eût bien voulu pouvoir y pénétrer. Or, justement, on n'avait pas l'outillage nécessaire pour entreprendre cette opération et pour attaquer Wilhelm'shaven. Je laisse, par parenthèse, au lecteur le soin de méditer sur la valeur des enseignemens que nous avons su tirer de l'histoire maritime.

Et pourquoi bloquait-on la Jade et pas l'Elbe? Parce que c'était dans la Jade que se tenait la force navale de la Confédération du Nord et que, dans ce temps, le canal maritime n'existait pas, qui a si profondément modifié les valeurs stratégiques, dans la Mer du Nord et dans la Baltique.

Cessons donc, ou bien de généraliser à outrance en disant : « les passes des estuaires allemands sont très difficiles, » ou bien de particulariser sans discernement en attribuant à la navigation dans les estuaires (1) de l'Elbe et de l'Ems des difficultés qui n'existent que dans celui de la Jade-Weser.

J'entends bien que l'on contestera que l'Elbe et l'Ems soient si faciles; et, évidemment, il faut s'entendre encore sur la portée

(1) Nous ne considérerons ici que la *partie extérieure* de ces estuaires, celle par exemple, où commence l'emprise des ouvrages de côte sur le plan d'eau.

de ces mots, faciles, difficiles... Disons donc que l'on peut considérer comme facile à suivre, en s'entourant de toutes les précautions que suggère l'expérience et de toutes les garanties que donne un judicieux emploi des bâtimens légers doublés des appareils aériens, une passe dont la largeur atteint environ 180 mètres, qui, sans être rectiligne, cas très rare, naturellement, ne présente pas de coudes brusques, et où l'on peut, sinon se tenir sur un alignement d'*amers* artificiels, du moins se guider au moyen de relèvemens de points à terre suffisamment visibles, et que l'ennemi n'aura pu détruire ou déplacer.

Or, ces conditions sont remplies dans les deux cas qui nous occupent, et il est facile de s'en assurer en consultant une carte hydrographique. Quant aux détails que je pourrais donner, il vaut mieux les taire pour ne pas attirer l'attention de l'ennemi sur les points qui accentuent la vulnérabilité de son littoral.

Pour en finir avec les « difficultés » que de grandes unités peuvent éprouver sur cette côte basse, j'observerai que la pente générale de la cuvette de la *deutsche bucht* est assez régulière pour que la navigation à la sonde soit praticable jusqu'à la limite des fonds de 6 mètres, à peu près. En tout cas, les échouages seraient peu dangereux sur ces *sables vasards*, étant admis que l'on ne marcherait pas à une allure très vive, dans les opérations côtières. On n'en saurait dire autant des parages où la flotte allemande vient d'opérer dans la mer Baltique. Autant la côte allemande est saine, dans cette mer, autant le littoral russe, du détroit d'Irben au Nord de la Finlande, présente de périls, avec la multitude de ses îlots et de ses rochers détachés que prolongent sous l'eau de vraies « chaussées » d'écueils.

Ces difficultés fort réelles, cette fois, n'ont pas arrêté les cuirassés de l'amiral Schmidt. On peut être convaincu que si les positions respectives des belligérans étaient changées, si les Allemands étaient maîtres de la mer du Nord, ils ne se laisseraient pas intimider par les bancs de la côte anglaise, qui cependant sont peu commodes, des Dunes à l'Humber, en passant par la Tamise, Lowestoft et le Wash. Il y aurait beau temps que l'Angleterre serait envahie...

Mais il convient de dire un mot des petites îles qui, en chapelet régulier sur la côte de la Frise orientale (Hanovre), en groupe plus capricieux sur celles de la Frise septentrionale (Slesvig), donnent un caractère particulier au littoral allemand

de la mer du Nord. On a dit que ces îles n'étaient pas abordables et, donc, qu'elles couvraient la côte d'une barrière infranchissable. Il est difficile d'accumuler plus d'erreurs. Toutes les îles de la Frise orientale, sans exception, sont parfaitement abordables sur leur revers Nord. J'en parle savamment. Quand la mer bat en côte, on a la ressource, en dehors de quelques heures de marée basse, de pénétrer dans les chenaux ou « baljen » qui les séparent les unes des autres et dont certains vont jusqu'à la terre ferme. Il est aisé de comprendre le parti que l'on peut tirer de ces chenaux de pénétration pour isoler une des îles et s'en emparer. Il est bien entendu que l'adversaire en supprimera le balisage et qu'il les minera, — du moins qu'il entreprendra de le faire quand l'assaillant prononcera son attaque, car, jusque-là, on ne voudra pas priver de ces passes indispensables les pêcheurs qui contribuent d'une manière sensible, en ce moment, à l'alimentation de l'Allemagne. Mais une « flotte de siège » sait draguer toutes les mines et retrouver à la sonde tous les chenaux, grâce à ses navires spéciaux et à ses bâtimens légers, aidés par les appareils aériens. N'appuyons pas davantage sur ces considérations qui ne rentrent pas dans le cadre de notre étude.

Les îles de la Frise septentrionale ne sont peut-être pas aussi directement abordables du côté de la haute mer, *sauf, précisément, la plus intéressante au point de vue stratégique, — l'île de Sylt*, — mais, en revanche les chenaux qui les séparent et qui, là, portent le nom de « tiefen, » sont beaucoup plus larges, plus profonds et fournissent, quand on en a franchi le seuil (1), d'excellens mouillages. Celui du Listertief, derrière l'île de Sylt, est remarquable par l'étendue de son plan d'eau.

En tout cas, si, géographiquement, les îles en question *couvrent* la côte, *elles ne la protègent pas*, bien au contraire. Ces « nids à bombes, » comme les appelle Napoléon en parlant d'une manière générale des îles littorales, doivent fatalement tomber entre les mains d'un ennemi résolu, maître de la mer, et pourvu des moyens d'action nécessaires. Les Russes viennent d'en faire l'expérience. Dès lors, elles favorisent les entreprises de l'assaillant en lui servant, soit de places d'armes pour pré-

(1) Ces seuils sont franchissables par les navires spéciaux de la guerre de côtes : leur profondeur varie de 1 mètres à 4 mètres à mer basse. La hauteur de la marée sur tout ce littoral va de 3 mètres à 3 m. 50 environ.

parer un débarquement, si elles sont assez grandes et quelque peu éloignées de la terre ferme, soit d'admirables emplacemens de batteries et de parcs d'aviation si leur superficie est médiocre et que leur distance à la côte n'excède pas une quinzaine ou une vingtaine de kilomètres.

Dans l'espèce, le chapelet des îles de la Frise orientale n'est, en moyenne, qu'à 8 kilomètres de l'ourlet de digues de la côte. Pour celles de la Frise septentrionale, cette distance varie de 5 kilomètres à 12, environ.

Toutes les îles sont-elles armées? C'est douteux; en tout cas, celles qui offrent de particuliers avantages au défenseur ou qui, inversement, en présenteraient de très marqués à l'assaillant, si celui-ci s'en emparait. A cet égard, on peut citer l'île de Wangeroog, que borde le principal chenal de la Jade extérieure. Il est clair que si l'on capturait cette île, on se hâterait d'y prendre les dispositions nécessaires pour embouteiller toute force navale existant dans la Jade intérieure. Dans les îles défendues il faut faire rentrer encore les deux îles terminales du front maritime, Borkum, à l'embouchure de l'Ems, et Sylt, du Slesvig, dont je viens de parler; et aussi, et surtout Helgoland.

Arrêtons-nous un moment sur ce point fort intéressant de Helgoland. Un *point*, à la lettre, un faible îlot de 1 800 mètres de long sur 900 de large dans sa maîtresse partie, mais un îlot dont les Allemands ont fait une forteresse.

Cette forteresse a singulièrement exercé les imaginations dans ces derniers temps. Des écrivains maritimes ont donné d'Helgoland et de ses défenses des descriptions qui touchent au merveilleux, au merveilleux dans le colossal, comme on le goûte en Allemagne. N'avons-nous pas lu, par exemple, que l'îlot était ceinturé d'une cuirasse métallique, étrange corselet qu'il ne serait assurément pas facile de fixer sur les falaises en argile rouge, friable, dont la mer ronge constamment la base (1). Je laisse à penser ce qu'il adviendrait de cette ceinture, — à supposer qu'on ait pu, effectivement, la mettre en place — si elle recevait les coups directs des projectiles des canons de 343,

(1) Helgoland était, au moyen âge, beaucoup plus étendu qu'aujourd'hui. Certains documens, qui en fournissent la carte, affirment que l'île était le siège d'un évêché. Elle avait donc plusieurs paroisses, au lieu de l'unique bourgade de pêcheurs qui borde le pied de la falaise du Sud-Est, sur un terre-plein en pente qui n'est qu'un ancien éboulis. C'est d'ailleurs de l'autre côté, à l'Ouest et au Nord-Ouest, — côté du large et des vents régnans —, que l'île s'est le plus « usée. »

356 et 381 millimètres, dont les poids s'étagent de 550 à 900 kilos.

Mais ce n'est pas tout : ce bloc d'argile est profondément fissuré dans le sens vertical et ce sont les fissures qui en favorisent la désagrégation, sous le choc des lames. Que les ingénieurs allemands aient cherché le moyen de supprimer ces failles dont on pouvait justement craindre qu'elles ne s'élargissent sous les réactions brutales du tir des grosses pièces de l'îlot même, c'est fort probable. Qu'ils y aient réussi, c'est plus que douteux. Le moyen dont on nous parle aurait été de couler dans lesdites fissures un béton de ciment ferrugineux. Malheureusement, il n'est pas possible d'obtenir une adhérence durable entre l'argile et le béton. Peut-être a-t-on pu masquer le mal jusqu'au moment où les intempéries d'une part, les secousses des tirs, de l'autre, enfin, en cas d'attaque, les chocs des projectiles ennemis le fassent réapparaître, mais on ne saurait le guérir et rien ne prévaudra contre les forces, patientes, mais irrésistibles, que la nature met là en jeu.

La simple vérité est que l'on a dû employer beaucoup de béton pour l'installation des plates-formes des bouches à feu de calibre élevé qui ont remplacé les quatre canons de 240 du premier armement. C'est ce qui a donné naissance à la légende de la coulée du béton dans les fissures, légende que les autorités allemandes se sont bien gardées de détruire, la jugeant avec raison utile à leurs intérêts.

De même est-il possible que des observatoires cuirassés, ou peut-être des sabords, aient été pratiqués dans les parois les plus solides de la falaise de l'Ouest. Ces sabords seraient, en fait, des ouvertures de caponnières dont les pièces courtes battraient le pied de cet escarpement à pic; précaution d'autant plus judicieuse qu'il y a là une sorte de cuvette assez profonde.

Passons là-dessus, et bornons-nous pour l'instant à combattre deux allégations dont les éditeurs responsables sont, pour la première, les Allemands eux-mêmes, pour la seconde, les marins des puissances alliées qui se laissent hypnotiser complètement par la crainte des mines sous-marines.

Helgoland, disent nos adversaires, n'est pas seulement un admirable poste d'observation avancé, une station de torpilleurs, de sous-marins, d'appareils aériens, c'est la couverture de Cüxhaven et des batteries qui interdisent l'accès de l'Elbe. On ne saurait attaquer cette dernière place sans avoir réduit

l'îlot, *parce que les feux des canons de cet îlot et ceux des canons de Cüxhaven se croisent*, et qu'ils écraseraient les navires assez imprudens pour venir se placer dans l'intervalle.

Il y a exactement 59 kilomètres entre les deux points considérés. Admettons que les bouches à feu qui y sont en batterie soient du calibre le plus élevé et que la portée théorique de ces bouches à feu (1) atteigne, dépasse même 30 kilomètres, on voit que la zone battue à la fois par les deux artilleries est assez faible, déjà. Mais, dans la pratique, dans la réalité des choses, il n'y aurait pas effectivement de danger pour les bâtimens de recevoir, des deux côtés, *des coups efficaces*. On ne peut tirer sur un but aussi mobile qu'un bâtiment que quand on le voit; c'est un tir au vol et qui n'a rien de commun avec celui que l'on peut exécuter, à terre, sur un point fixe, à terre aussi. Or, de bonne foi, pense-t-on que les canonniers d'Helgoland, — les mieux placés, étant à l'altitude de 50 à 60 mètres en moyenne, tandis que ceux de Cüxhaven sont quasi au ras de l'eau, — apercevront souvent les navires, à 30 kilomètres de distance, dans une atmosphère le plus souvent chargée de nuages, en tout cas, toujours humide? On n'est point là dans la Méditerranée...

Mais il y a mieux; il y a une circonstance à laquelle n'ont point songé les gens qui accueillent tout ce qu'il plaît à nos rusés ennemis de leur faire croire.

L'îlot d'Helgoland, beaucoup plus long que large, est orienté à peu près Nord-Ouest-Sud-Est. Or, cette orientation est précisément celle de la route qui conduit de l'îlot à Cüxhaven. Il en résulte que, des quatre tourelles barbettes échelonnées nécessairement dans la même direction sur l'étroit plateau d'Helgoland, une seule pourrait donner des feux sur la zone dont je parlais tout à l'heure. Cela changerait singulièrement déjà la face des affaires, mais il suffit d'observer, pour conclure, qu'aux distances énormes de 30 000 mètres, il n'y a plus aucune précision à espérer du tir d'une bouche à feu. Encore une fois, on peut, dans de telles conditions, bombarder une ville comme Dunkerque ou Nancy, mais il n'est pas permis de tirer sur un bâtiment.

(1) Il ne faut pas perdre de vue que, dans les dispositifs *réguliers* de mise en action des pièces de côte, on perd toujours nécessairement une partie de l'angle de projection qui correspond à la portée maxima.

Il ressort de tout ceci qu'on peut parfaitement attaquer l'embouchure de l'Elbe sans avoir réduit Helgoland. Il serait d'ailleurs aisé de montrer, par l'étude des forces dont disposent les Alliés, que les deux opérations peuvent être conduites simultanément. En tout cas, si l'attaque de Cüxhaven passe la première, une force *aéro-navale* spéciale « masquera » l'îlot et interceptera les navires légers, aussi bien que les sous-marins qui prétendraient sortir de cette base pour se jeter sur les derrières de la flotte de siège. Je ne m'attarde pas à dire quelle devrait être la composition de cette double flottille et de quels engins particuliers elle devrait faire usage (1).

Parlons maintenant des craintes que causent à certains marins les « champs de mines » qui, d'après eux, s'étendent d'Helgoland à la côte cimbrique, d'un côté, à la côte hanovrienne, de l'autre, interdisant ainsi l'accès du fond de l'entonnoir de la *Deutsche bucht*, l'embouchure de l'Elbe.

Je ne sais rien de plus maladroit, d'une manière générale, que les appréhensions excessives que laisse voir certaine École, dès qu'il est question d'amener une force navale quelconque dans des parages où il pourrait exister des *lignes* de mines. Ces appréhensions, proches parentes de celles que causent les sous-marins, mais moins justifiées, ne font que confirmer le public dans l'idée bien établie déjà de l'inutilité pratique des coûteux mastodontes; et il est aisé de prévoir les conséquences que tireront, dans l'après-guerre, de ces fâcheuses constatations, les hommes, les partis, pour dire plus exactement, qui déjà, avant ce conflit, contestaient la valeur des très grandes unités en même temps qu'ils en faisaient ressortir le prix de revient exagéré.

Il est vrai qu'à ce moment-là l'École en question ne manquera pas de rappeler que les dreadnoughts allemands se sont joués, — non sans y mettre, d'ailleurs, le temps et la méthode, comme il convient, — des mines du détroit d'Irben, cependant fort bien disposées, nombreuses, et bien défendues, ainsi que de celles des « sunds » de l'archipel livonien.

Pour l'instant, ce n'est pas ce point de vue qui prévaut et comme il s'agit d'excuser les grands cuirassés des Alliés d'une inertie que d'aucuns leur reprochent, des deux côtés de la Manche, on allègue victorieusement que ce n'est qu'à l'affaiblis-

(1) Voyez, pour ces questions, mon étude sur « L'attaque des côtes » (15 septembre 1917).

sement des organes de toute espèce de la marine russe que les Allemands doivent leurs succès, — opinion que ne justifie pas, sur ce point particulier, l'étude impartiale des opérations d'octobre dernier, où la division navale du golfe de Riga s'est fort bien conduite.

Mais revenons aux mines qui flanqueraient, à l'Est et au Sud, la position d'Helgoland. Il faut compter en moyenne de 20 à 25 milles marins entre l'îlot et les fonds de 8 mètres des deux littoraux. Cela fait 40 000 mètres environ, soit, à raison d'une mine par 30 mètres, 1 333 de ces engins, pour une seule ligne, et 2 666 pour les deux lignes en quinconces que l'on considère comme indispensables pour barrer un passage. En tout, donc, 5 332 mines pour le seul objet qui nous occupe. C'est beaucoup.

Mais nos adversaires ne se sont pas crus obligés, que dis-je? ils ont bien dû se donner de garde d'établir de tels chapelets pour barrer les deux bras de mer et s'enfermer ainsi eux-mêmes dans l'entonnoir dont je parlais tout à l'heure; car les mines ne distinguent pas l'ami de l'ennemi et explosent indifféremment sous toute carène qui les heurte ou glisse sur elles.

On objectera évidemment que les Allemands ont ménagé dans ces lignes des *portières*, des passages libres, dont l'exact gisement est connu d'eux seuls. Sans doute, mais de deux choses l'une : ou bien ces portières sont indiquées extérieurement à la surface de la mer, par des bouées très visibles, peut-être des bateaux du genre des bateaux-feux, fixes et aisément reconnaissables de loin; ou bien on a compté, pour la détermination des ouvertures en question, sur des points à terre. Or, ces points de reconnaissance, fournissant des *alignemens de direction* pour pénétrer dans le fond de la Deutsche bucht, ne sauraient être empruntés à l'îlot même d'Helgoland. Il les faut aller prendre sur la terre ferme, à quelque vingt milles (37 kilomètres) au moins de distance. Voilà qui est bien peu pratique, assurément, et même absurde, pour parler net. Restent les bouées ou bateaux mouillés des deux côtés de la portière, ce qui est simple et commode. Seulement, dans ce cas, l'assaillant peut bénéficier de l'indication fournie par ces corps flottans.

D'une manière générale, d'ailleurs, on peut affirmer qu'il n'est pas possible de garder pendant trois ans, — on oublie toujours que la guerre date du 2 août 1914 ! — le secret du

gisement de lignes de mines *extérieures*, à l'égard d'un adversaire actif, entreprenant, habile, qui dispose de quantité de petits bâtimens rapides et d'un bon nombre de sous-marins, sans parler des appareils aériens. Et comme nous savons fort bien que les marins alliés sont actifs, entreprenans et habiles, autant que courageux et dévoués corps et âme à leur tâche, nous devons conclure que l'on est parfaitement renseigné, là où il faut qu'on le soit, sur les grands « champs de mines » d'Helgoland et sur leurs portières ; à moins que ces « champs de mines » soient du domaine de la légende, réserve faite, bien entendu, des engins de la défense spéciale de l'îlot et de celle du *mouillage des vaisseaux* qui s'étend à l'Est du *Sand insel* (1).

Arrivons aux points essentiels du camp retranché maritime de la Mer du Nord : Borkum et Sylt, à l'aile gauche et à l'aile droite, Cüxhaven en arrière du centre du front de bandière.

Si la défense d'une île de faible étendue est toujours précaire, c'est d'abord qu'il est aisé de la couvrir de feux convergens, et ceci justifie le terme de « nid à bombes » employé par Napoléon, comme je l'ai déjà rappelé, pour caractériser à la fois le point faible de cette défense et la meilleure méthode d'attaque à employer. Encore le grand homme de guerre ne connaissait-il pas les appareils aériens, qui donneront aux bombardemens maritimes une puissance, une justesse incomparables.

Il est évident, d'autre part, que les feux des engins flottans sur le but en question seront d'autant plus efficaces que ce but présentera moins d'altitude, moins d'accidens de terrain, moins de « couverts. » A ces divers titres, on peut affirmer que l'attaque de Borkum aurait, pour qui la conduirait avec méthode, les plus grandes chances de succès.

L'île n'a, en effet, que 9 kilomètres de long sur 5 kilomètres de large. Le centre en reste à 11 kilomètres seulement de la ligne des fonds de 10 mètres la plus éloignée, celle qui court le long du littoral de la Frise orientale. Enfin, une circonstance précieuse favorise la convergence des feux : c'est que les bâtimens qui seraient chargés de l'attaque d'artillerie par le sud-ouest, dans l'Ems occidental, n'auraient à répondre qu'aux

(1) C'est à ce mouillage, dont les limites ne sont d'ailleurs pas définies exactement, que se tenait le plus souvent notre escadre de frégates cuirassées, dans l'hiver de 1870-71 Mais Helgoland appartenait alors à l'Angleterre !...

coups venant de Borkum même, puisque, comme on le sait, *la rive gauche du fleuve est hollandaise,* ainsi que l'île de Rottum, celle qui succède à Borkum dans la chaîne des îles frisonnes.

Ne tirer que d'un seul bord et sur un seul groupe d'ouvrages! Avantage considérable, qu'on apprécie particulièrement quand on lit, dans le livre de *Testis* (1), le dramatique récit de l'attaque des Dardanelles, le 18 mars 1915.

Je pourrais citer une autre circonstance précieuse, cette fois de l'ordre hydrographique et non plus de l'ordre politique. Mais il convient de réserver celle-ci. Notons, pour finir, qu'il restera, sur Borkum même, des *amers permanens* qui favoriseront la navigation aux abords de l'île, navigation toujours prudente, entourée, je l'ai déjà dit, de toutes les précautions que suggère l'expérience de cette guerre et, d'ailleurs, l'expérience de tous les temps (2).

Si, toutefois, ces amers permanens venaient à manquer contre toute probabilité, on disposerait de ceux de la côte hollandaise et des balises de Rottum, sans parler des bouées de la rive gauche de l'estuaire, que les Allemands n'auraient pu enlever sans porter atteinte aux droits souverains de la Néerlande. Quant aux balises de la rive allemande, il est possible qu'elles n'aient point disparu. Dans ce cas, elles auront été certainement *déplacées,* aussi bien que les bouées appartenant à cette rive. C'est une ruse connue, dont on ne sera pas dupe.

Les ouvrages de Borkum sont relativement nouveaux. L'état-major allemand a hésité longtemps à les entreprendre, des raisons d'économie venant appuyer l'effet de principes généraux sur la prééminence de la défense mobile par rapport à la défense fixe, car jamais côte ne fut si pauvrement armée que la côte allemande jusqu'à ces tout derniers temps. Il serait oiseux de rechercher quel peut être le calibre des canons qui sont, là, mis en batterie. Supposons-les du calibre le plus élevé actuellement en service sur les côtes. Ce calibre ne dépasse pas

(1) *L'Expédition des Dardanelles,* 1 vol., chez Payot, éditeur.

(2) Ai-je besoin d'ajouter que l'on aurait encore, dans le cas qui nous occupe, la facilité de se procurer des pilotes hollandais, — en y mettant le prix? On se procurera d'ailleurs dans tous les ports du Nord des pilotes de l'Ems, et surtout de l'Elbe. Il est surprenant que les tenans de l'abstention systématique ne s'avisent jamais de cela.

celui des grosses pièces des vaisseaux, et celles-ci gardent le bénéfice du nombre (1).

Un dernier point : la côte ferme d'Allemagne, — saillans de Greetsiel et de Nordern (2), — est à plus de 25 kilomètres des passes extérieures et de la ligne Borkum-Rottum. L'assaillant n'aura donc pas à craindre l'intervention de bouches à feu placées sur cette côte, pas plus, du reste, que sur l'île de Juist. Cette remarque a son intérêt, non pas seulement pour la conduite de l'opération, mais aussi *pour l'utilisation de l'île*, quand elle sera tombée aux mains de l'assaillant.

Quelle utilisation? — Ici il convient encore de garder le silence. Que l'on soit assuré seulement de la haute valeur de l'île de Borkum, à des points de vue militaires très variés.

Franchissons d'un bond les 100 milles marins qui séparent Borkum de Sylt et étudions un moment cette grande île singulièrement découpée, qui semble avoir été disposée exprès par la nature pour défendre la côte ouest du Slesvig des colères violentes de la mer du Nord.

Du nord au sud, en effet, Sylt oppose un long (3) et solide bourrelet de dunes aux entreprises des vagues rageuses qui accourent de la côte d'Angleterre, poussées par le vent d'Ouest. Les volutes de la houle, brisée sur la pente assez roide de cette frange littorale, déferlent alors avec une violence qui interdirait tout accostage. Mais le tableau change quand souffle le vent d'Est et que quelques jours de beau temps ont aplani la houle. Un débarquement en pleine côte pourrait alors être tenté, que favoriserait justement la grande étendue de la plage abordable, où de fausses attaques, des diversions tactiques seraient nettement indiquées. Mais les défenseurs auraient presque partout l'avantage du « couvert » fourni par la dune de bordure. Les feux des vaisseaux bouleverseraient sans doute ce rempart naturel, mais ne le détruiraient pas. Quoi qu'il en soit de ces chances diverses, — il y en a de très bonnes que

(1) Je rappelle que je ne discute pas ici les questions relatives à la lutte entre navires et batteries. Voir l'étude sur « L'attaque des côtes, » déjà citée.

(2) C'est de là que partent les câbles transatlantiques allemands, avec « escale » sur Borkum même.

(3) 35 kilomètres. La largeur maxima de l'île est de 13 kilomètres, mais elle est très découpée, et sa superficie n'excède pas 95 kmq, ce qui, d'ailleurs, lui donne déjà de l'intérêt comme place d'armes.

je passe sous silence, — de l'attaque purement frontale, il faudrait compter surtout, je crois, sur les attaques de flanc et de revers conduites par les bâtimens de flottille et les navires spéciaux de la guerre de côtes, au moyen des chenaux qui, au Nord, au Sud, à l'Est, bordent les capricieuses découpures de l'île. Le principal de ces chenaux, je l'ai dit déjà, est le Listertief, dont le seuil laissera passer, à marée moyenne, des bâtimens de 5 mètres de tirant d'eau, c'est-à-dire tout l'outillage flottant des opérations côtières.

Que ce passage soit aujourd'hui défendu, alors qu'il y a quelques années à peine, il n'y avait là aucune batterie et qu'on n'y prévoyait la pose d'aucune ligne de mines, c'est ce dont je ne doute pas. Je ne doute pas davantage que les moyens de l'attaque, plus puissans encore que ceux de la défense et concentrant leurs feux sur un petit nombre d'ouvrages *qui ne jouiront pas du bénéfice du commandement sur la mer*, ne viennent à bout de tous les obstacles. Il ne faut pas se lasser de répéter qu'il n'y a là aucun rapprochement à faire avec la situation où se trouvaient les Alliés aux Dardanelles, étroitement serrés entre les longues branches d'une tenaille formidable et obligés de répondre au hasard à des batteries invisibles, jetant leurs projectiles de plates-formes élevées de 150, 200, 300 mètres quelquefois. Je rappelle aussi qu'il ne pourrait être question de l'intervention des mines dérivantes pendant la lutte d'artillerie. Ces engins bénéficiaient, aux Dardanelles, d'un *courant permanent et rapide*, qui les poussait sans relâche sur les navires assaillans.

Je puis dire un mot de la valeur signalée de l'île de Sylt, au point de vue des opérations qui suivraient sa prise de possession, puisque, déjà, en 1915, un exposé de ce genre m'a été permis. D'ailleurs, j'ai à peine besoin d'ajouter que nous n'apprenons rien aux Allemands sur les propriétés stratégiques de tous les points intéressans de leur littoral.

Outre que, par son étendue, Sylt pourrait parfaitement servir de *place d'armes* en vue d'une descente, — au moins à titre de diversion, — sur la côte du Slesvig, qui n'en est distante que de 10 à 15 kilomètres; outre qu'en s'en emparant, on enlèverait aux flottilles allemandes qui opèrent au Nord du camp retranché maritime, le long de la côte du Jutland, un point d'appui, une base de ravitaillement, un abri également

précieux et que ces avantages seraient, du coup, transférés aux flottilles alliées contre ce même camp retranché, il faut signaler comme un point des plus intéressans la faculté de créer dans l'île une grande station aéronautique. Cette station ne tarderait pas à maîtriser celle de Tondern, où se trouvent, on le sait, de grands hangars de dirigeables (1). On y aurait une base excellente pour organiser des « raids » de bombardement et de destruction visant le canal de Kiel, ses ouvrages d'art, ponts métalliques très élevés, écluses, bassins, ponts tournans, passages souterrains ou tunnels destinés au rapide transport des troupes d'une rive à l'autre; *ses berges* qui, sur nombre de points, sont fort peu solides, étant faites de matériaux rapportés, dont les remblais s'élèvent sur des fonds de vases et de sables peu consistans; les établissemens de Brunsbüttel, de Rendsburg, de Holtenau; enfin les navires qui s'engageraient dans cette voie navigable, dans un sens on dans l'autre. De Sylt à Rendsburg, qui est à peu près au milieu du canal, il n'y a que 105 kilomètres, — une heure à peine de trajet pour un bon aéroplane. Quant à Kiel même et à son arsenal d'Ellerbeck, la distance qui les sépare de Sylt n'excède pas 130 kilomètres. Hambourg reste à 180 kilomètres de l'île qui nous occupe, et Lübeck à 175 kilomètres. Le nœud de voies ferrées si important de Neumünster n'en est qu'à 140. Je n'ai pas besoin d'insister sur l'importance de ces constatations, en cas d'opérations combinées sur l'un ou sur l'autre revers de la péninsule cimbrique. Le canal de Kiel avec tout ce qui y touche, de près ou de loin, est l'organe essentiel de la défense des côtes allemandes.

Voilà pour les deux ailes du front maritime de la *Deutsche bucht.* Voyons-en maintenant le centre, le « fort, » le museau de la bête, dont l'estuaire de l'Elbe est bien la gueule puissante. Et ce fort, c'est Cüxhaven.

Une chose qui frappe tout d'abord l'œil le moins attentif, quand on regarde une carte de cette région, c'est que *Cüxhaven est un saillant*, circonstance toujours défavorable à la défense. Cette place est en effet à la pointe de la presqu'île formée par les deux embouchures, très voisines en somme, de la Weser et de l'Elbe. L'idée vient donc tout de suite que Cüxhaven peut,

(1) C'est de là que partent souvent les zeppelins qui opèrent sur l'Angleterre. Des hydravions anglais ont survolé Sylt et sont allés jeter des bombes sur Tondern dans l'hiver de 1915-1916.

presque aussi bien que le serait une île, être battu de feux convergens. Il en est ainsi, en effet, mais pour le faire comprendre au lecteur, il convient d'entrer dans quelques détails.

Plaçons-nous dans l'estuaire extérieur de l'Elbe, à quelques milles marins au Sud du 54e parallèle. Nous avons tout près de nous, à l'Ouest, le banc de sable de Scharhorn, qui émerge continuellement, — point un danger, par conséquent, — et qui sera dans quelques années un îlot habité; au Sud un autre îlot, très bas, mais bien défini, celui-là, et défendu contre la mer, Neuwerk, qui porte depuis des siècles une énorme tour carrée, le phare, le point de reconnaissance essentiel de l'entrée de l'Elbe; plus loin, au Sud-Est, le saillant même de Cüxhaven, avec ses ouvrages, — Kügelbaake, Döse, etc., — trop bas, pour qu'on les distingue, mais dont le gisement est exactement donné par l'agglomération urbaine qui s'étend derrière eux, avec certains « accidens » très visibles.

Scharhorn, Neuwerk, Cüxhaven (ou, si l'on veut, la pointe du saillant, qui est au fort même de Kügelbaake) sont en ligne droite et longés par le chenal principal, disons plutôt le *chenal officiel* du fleuve.

Ces trois points nous apparaissent, sur les cartes géographiques qui se piquent de donner quelques détails d'hydrographie, comme enveloppés par le même immense banc de sable vasard, couvert à mer haute, découvert à mer basse, qui semble s'étendre sans solution de continuité jusqu'à l'estuaire de la Weser. Ce n'est là qu'une apparence. Ces « watten, » d'ailleurs assez fermes pour qu'on puisse aller *à pied* ou *en voiture légère* de Cüxhaven à Neuwerk (1), — ce qui détruit une des allégations favorites de mes adversaires — sont en réalité sillonnés de chenaux assez profonds, les « baljen » dont j'ai déjà parlé plus haut et qui sont fort bien tracés à l'Ouest et au Sud-Ouest de Neuwerk. Que l'on se serve de ces chenaux, — après les avoir balisés à nouveau et dragués, — pour prendre à revers les défenses de l'îlot, s'il en existe (2), en tout cas pour battre d'écharpe les ouvrages de Döse, ou bien que l'on se tienne à la limite des Watten, on restera toujours en dedans

(1) Fait constaté, du reste, dans les « portulans « et instructions nautiques et dont j'ai, *de visu*, constaté l'exactitude.

(2) Un doute peut subsister, si l'on remarque que Neuwerk est, en plein, dans les champs de tir des ouvrages du saillant de Cüxhaven.

de la portée maxima des bouches à feu des bâtimens, par conséquent on exécutera des tirs efficaces sur le saillant de Cüxhaven. Mais les bâtimens dont il est question ici ne peuvent être que des navires spécialisés pour la guerre de côtes, monitors à fond plat, batteries flottantes, canonnières cuirassées, chalands armés, etc. Les bâtimens de haut bord se réserveront le grand chenal de l'Elbe et le vaste espace de mer libre qui s'étend au Nord-Ouest du Medem Sand.

Les feux des deux groupes d'unités désignées pour l'attaque se croiseront ainsi sur les buts à battre, à angle droit, à peu près. Serait-il possible de faire mieux et de prendre à revers les ouvrages de Cüxhaven avec des bâtimens de tirant d'eau moyen, pénétrant dans l'Elbe jusqu'en amont de la ville? Peut-être. Mais c'est encore ici un point réservé. Quoi qu'il en soit, observons que, ni les navires spéciaux opérant dans la région des Watten, ni les grandes unités opérant dans le chenal de l'Elbe ne sauraient être pris entre deux feux. Les premiers ont derrière eux la mer (1); les seconds présentent, d'une manière générale, le flanc de bâbord aux terres des Dittmarschen qui forment la rive Est du vaste estuaire extérieur; mais les points les plus rapprochés du grand chenal, dans ces Dittmarschen, en restent encore à 25 kilomètres. On se trouve donc là, pour des motifs différens, dans des conditions aussi avantageuses que pour l'attaque de Borkum par l'Ems occidental.

Je n'ai pas besoin de dire que les observations qui précèdent n'épuisent aucunement la question de l'attaque de Cüxhaven. Il ne s'agit pas ici de plans d'opérations. Je ne prétends qu'à montrer quelles peuvent être les conditions résultant, pour cette attaque, des véritables caractères géographiques et hydrographiques des points considérés.

Ne nous attardons pas davantage à discuter l'intérêt stratégique de cette position. En fait, il y en a peu de plus importantes sur toute la côte allemande. Et ce n'est pas seulement à cause de la valeur de l'Elbe, du fleuve de Hambourg, de l'artère essentielle du vaste corps de l'Allemagne du Nord, ni, non plus, parce que la belle rade formée, un peu en amont du port, par l'estuaire

(1) Tout au plus ces bâtimens devraient-ils compter avec les feux qui pourraient leur être adressés de la digue littorale qui s'étend au Sud de Cüxhaven; mais il ne s'agirait là que de batteries de circonstance, de pièces de campagne qui tireraient difficilement à 10 000 et 12 000 mètres.

du fleuve, à l'abri relatif du Medemsand, sert de mouillage d'attente à la « Hoch see flotte; » c'est, avant tout, parce que dans cette rade même débouche le canal maritime allemand dont je parlais tout à l'heure à propos de Sylt, de sorte que, pour entrer dans ce canal, par les écluses de Brunsbüttel, ou pour déboucher dans la mer du Nord après en être sorti, il faut passer sous le canon de Cüxhaven. S'emparer de Cüxhaven, c'est donc paralyser complètement les mouvemens stratégiques de la flotte allemande en lui interdisant les « jeux de navette » entre mer du Nord et Baltique en vue desquels, expressément, cette belle voie de communications intérieure a été créée.

Aussi n'est-ce pas sans une vive surprise que j'ai lu, il y a quelques mois, sous la plume d'un officier général de l'armée mieux inspiré d'ordinaire, cette singulière question : « A quoi servirait de descendre à Cüxhaven? » Et l'auteur, ne voyant dans la prise de possession de ce point capital que l'intérêt — fort médiocre, à son avis (1), — d'un débarquement ayant pour objectif une opération dans l'intérieur du pays, ajoutait : « Dût-on réussir dans la descente même, que l'on n'en serait pas plus avancé, au fond. On ne pourrait pas déboucher... »

Ce n'est point, encore une fois, le moment de discuter ces questions, que j'ai d'ailleurs effleurées dans mon étude du 15 octobre 1916; je me borne à observer que la région de Cüxhaven se prêterait bien aux opérations actives qui doivent suivre une descente exécutée avec de grands moyens. Ce saillant, en effet, s'évase rapidement dans le sens de la marche en avant de l'armée débarquée, ce qui facilite le déploiement de celle-ci; et, d'autre part, la disposition des lieux est telle, au double point de vue géographique et hydrographique, que, pendant les deux premières marches, les plus délicates pour l'assaillant, la force navale serait en mesure de flanquer les deux ailes de l'armée en avançant dans les deux estuaires de l'Elbe et de la Weser.

Mais, à n'envisager que les résultats politiques et militaires d'une offensive sur le sol même de l'Allemagne, ce n'est pas sans doute par Cüxhaven et le « Land Hadeln » qu'il conviendrait le mieux de débuter. D'autres points de descente et d'autres

(1) J'ai déjà noté, dans l'article du 15 octobre 1916, sur les « Opérations du débarquement, » les répugnances traditionnelles des officiers de l'armée contre les opérations combinées.

théâtres d'opérations présenteraient des avantages d'une plus grande portée. Et ceci nous conduit tout droit à la Baltique.

Mais avant d'aborder les détroits qui donnent accès dans cette mer fermée, ne convient-il pas de jeter un coup d'œil sur la presqu'île du Jutland, contrée neutre, c'est entendu, mais qui ne le restera peut-être pas toujours.

Or le trait intéressant du « Danemark de terre ferme, » au point de vue qui nous occupe, est précisément que le côté Cattégat de cette presqu'île offre le même caractère de parfaite facilité d'accès que le littoral allemand qui le prolonge au Sud, puis à l'Est, tandis que le côté mer du Nord présenterait au contraire de sérieuses difficultés.

Il semble, en effet, que depuis le cap Skagen jusqu'au Petit Belt, la géographie ait voulu se rendre complice du général qui chercherait à faire du Jutland une base d'opérations contre l'Allemagne. Rien n'y manque : îles littorales à distance convenable, saillans et petites presqu'îles tracés à souhait pour les descentes, golfes, baies, mouillages faciles autant que sûrs, côtes saines, marées peu sensibles, villes importantes en bordure de la côte et qui sont des ports bien outillés. Il y a même, tout au Nord, un refuge à peu près inviolable en cas d'échec, la région du « Vend Syssel, » séparée du reste du Jutland par le bras de mer capricieux du Lymfjord. La seule objection que l'on puisse faire à l'utilisation militaire de la presqu'île, c'est qu'elle se resserre au Sud et que le Slesvig n'a plus que 50 kilomètres de large, au lieu de 120 ou 130. Ce n'est pas là un inconvénient rédhibitoire.

Quoi qu'il en soit, et pour revenir à la Baltique même, répétons, sans nous lasser, qu'*aucun littoral, sans exception,* n'est aussi favorable aux opérations combinées que celui qui s'étend du débouché du Petit Belt aux bouches de l'Oder, c'est-à-dire la bordure maritime de la région la plus importante, à tous égards, de l'Allemagne. On commence à le comprendre d'ailleurs, et les adversaires immédiats des initiatives que je préconise se sont contentés, dans ces derniers temps, de dire : « Oui, mais nous n'en sommes pas plus avancés : le Danemark est neutre et le Grand Belt est miné. Il est donc impossible d'entrer dans la Baltique. » Les objections se sont même, tout récemment, réduites à un seul terme, — qui a paru suffisamment décisif, — et on a entendu aux Communes de l'Angleterre, le premier lord de

l'Amirauté, sir Eric Geddes, déclarer que si la flotte anglaise n'avait pas pénétré dans la Baltique, pour soutenir la Russie dans ses tragiques épreuves, c'était parce qu'elle « aurait dû franchir d'immenses champs de mines. » Il n'était plus question de la neutralité danoise,

Le fait que l'on ne conteste plus la facilité d'abord de la côte allemande, dans la Baltique, simplifie et abrège ma tâche. Je n'ai plus qu'à montrer la vanité, en ce qu'elles ont d'excessif, des craintes que l'on exprime au sujet du passage des détroits par une grande armée navale.

Puis-je faire observer d'abord, qu'il est singulièrement malavisé de proclamer que la côte allemande est inabordable, que l'on se gardera d'y risquer une seule unité de combat; que d'ailleurs les débarquemens sont de pauvres opérations destinées fatalement à de retentissans échecs; qu'on n'attaquera jamais tel point parce qu'il y a de gros canons et qu'on ne passera jamais tel détroit parce qu'il y a des mines?

A supposer que tout cela fût justifié, il faudrait éviter de le dire et, tout au contraire, insinuer qu'on a les intentions les plus hostiles à l'égard du littoral de l'ennemi. Quelque créance que ce dernier donnât réellement aux bruits que l'on ferait courir à ce sujet, il ne pourrait s'empêcher de prendre certaines précautions et d'entretenir sur ses côtes des effectifs relativement sérieux (1). Il serait, du reste, bien facile de le tenir en haleine par des démonstrations et des feintes. Ce sont là des moyens qui, pour avoir été employés de tout temps, — et très fréquemment par la Grande-Bretagne pendant nos grandes guerres de 1793 à 1815, — n'en conservent pas moins leur efficacité. Car enfin, on ne sait jamais... Le belligérant le mieux renseigné hésite, en pareil cas, à passer outre à la menace.

En tout cas, on conviendra qu'il serait sage de ne pas avertir l'ennemi qu'il peut être bien tranquille de tel ou tel côté. Il est surprenant qu'il faille donner cet avertissement.

Ceci dit, remarquons encore que lorsque, pour justifier une

(1) Observons que l'intérêt d'obtenir ce résultat grandit en ce moment où l'Allemagne, déjà relativement épuisée, fournit un effort encore considérable et où il lui serait fort difficile de créer de nouvelles armées. Je rappelle à ce propos qu'en 1870, la Prusse entretint une armée dite *de la défense des côtes* jusqu'au moment où elle acquit la certitude que nous avions renoncé à toute descente.

inertie systématique, on affecte de s'indigner à l'idée qu'un « théoricien » puisse proposer de risquer des dreadnoughts sur des champs de mines, on use de moyens de discussion qui sont peut-être habiles, mais d'une habileté de mauvais aloi. En fait, je le dis encore, il n'a jamais été question de cela. Personne, que je sache, n'a proposé une telle absurdité. Tout le monde sait, en revanche, qu'il y a de nombreux et efficaces moyens, soit de draguer, soit de faire exploser prématurément les mines, soit de les couler. C'est affaire de patience, de méthode, d'engins appropriés, et je ne reviendrai pas aujourd'hui sur le détail de ce que j'ai écrit si souvent à ce sujet. Rappelons toutefois qu'à ces procédés préventifs il ne sera jamais inutile de joindre des procédés de protection immédiate des coques plongées des grands bâtimens, quand ces unités lourdes passeront sur les emplacemens déblayés. Deux précautions valent mieux qu'une. Et puis, vraiment, a-t-on la prétention de faire la guerre sans jamais courir aucun risque, sans accepter d'avance aucune perte?

En ce qui touche enfin, d'une manière particulière, les opérations ayant pour but de faire entrer une force navale très importante dans la Baltique, j'observe, pour conclure, qu'en raison de la très grande supériorité de nombre des flottes alliées, les résultats poursuivis seraient obtenus sans qu'il fût nécessaire d'y employer les « superdreadnoughts. » Ceux-ci, assez nombreux et assez puissans, à eux seuls, pour contenir la *Hochsee flotte*, si cette dernière essayait de prendre à dos l'armée engagée dans les détroits, seraient parfaitement à leur place en un point d'où ils pourraient se porter en peu d'heures soit au-devant de la flotte ennemie sortie du camp retranché maritime de Cüxhaven, soit au secours de la flotte opérant dans les Belts, en cas de besoin urgent.

Mais quels sont les détroits dont il s'agit et où peut-on craindre de rencontrer les « immenses » champs de mines dont on nous a parlé? C'est ce qu'il me reste à examiner.

Les détroits danois sont au nombre de trois : le Sund, entre la Suède et l'île de Seeland, — c'est le détroit que commande Copenhague; — le Grand Belt, entre Seeland et Fionie; le Petit Belt, entre Fionie et le Jutland-Slesvig. Mettons hors de cause ce dernier, bras de mer très étroit et dominé de près par des rives qui doivent être armées depuis le commencement de la guerre, du côté allemand, à partir de l'îlot de Brandsö.

Le Sund n'admet que des bâtimens de moins de 7 mètres de tirant d'eau. On dit volontiers, en présence d'une si faible profondeur, que ce détroit est inutilisable pour une armée qui veut entrer dans la Baltique. Il s'en faut que ce soit exact. Cette armée ne se composerait pas seulement d'unités calant 8 mètres. Tous les bâtimens de tonnage moyen, les innombrables unités légères, les bâtimens auxiliaires, enfin *les transports de troupes et de matériel,* que l'on aurait eu soin de choisir parmi les « cargo-boats » calant, aû plus 6^{m},50, pourraient parfaitement emprunter le Sund, même sans attendre certaines circonstances de vent et de mer où le niveau des eaux s'élève.

On objectera à ceci qu'il y aurait inconvénient à ce que le gros de l'armée fût séparé, au moins, de ses bâtimens légers. C'est entendu. Il y a là une question de mesure. Il est absolument indispensable, évidemment, que le dragage des mines par les navires spéciaux soit protégé par un grand nombre de petits croiseurs et de « destroyers. » Il faut aussi que la « Kielerbucht, » le bassin qui s'étend entre l'archipel danois et la côte du Holstein, soit rigoureusement surveillée, ainsi que le fjord même de Kiel, d'où peut déboucher la force navale allemande, si l'on n'a pas réussi à oblitérer le canal maritime (1).

Quoi qu'il en soit, arrivons-en au Grand Belt et notons tout de suite que ce détroit et son prolongement au Sud, le « Langeland Belt, » sont exclusivement danois. Cette remarque n'est pas inutile si l'on veut bien se rappeler que ce n'est qu'à son corps défendant que le petit royaume a miné la voie d'accès principale à la Baltique, celle des cuirassés. La navigation du Grand Belt ne présente quelque difficulté aux très grandes unités de combat qu'au coude voisin des îlots d'Agersö et d'Omö. Tous les pêcheurs et pilotes du pays, les norvégiens et les suédois, — sans parler de ceux qui ont été formés ailleurs et des officiers des paquebots qui fréquentent la Baltique, — peuvent donner sur ce passage les indications les plus précises. D'ailleurs rien de plus aisé aux bâtimens légers qui précèdent les unités longues et lourdes, que de baliser à nouveau les points délicats.

Les mines danoises draguées, sans qu'assurément il y ait à

(1) Je rappelle encore qu'il ne s'agit pas ici d'un plan d'opérations, qui comporterait naturellement l'occlusion du vestibule du fjord de Kiel par des mines de blocus. Je ne donne que les indications les plus nécessaires, — et très succinctement.

craindre d'opposition, il est fort possible que l'on ait à compter avec des mines allemandes dans le « Langeland Belt. » On affirme en effet que nos adversaires ont pris, pour plus de sûreté, le soin de miner eux-mêmes ce débouché du Grand Belt dans la « Kielerbucht. » Mais, là encore, les deux rives étant danoises, l'opération du dragage ne saurait présenter de difficultés bien sérieuses, — *étant entendu que le fjord de Kiel sera « masqué » par les navires légers* et qu'ainsi les dragueurs seront protégés contre les entreprises de l'ennemi.

Nous arrivons maintenant au vaste plan d'eau, — 60 kilomètres environ, de l'Est à l'Ouest, sur 50 du Nord au Sud, — que les Allemands désignent sous le nom de « Kielerbucht, » baie de Kiel. Ce ne peut être que là, dans des eaux à peu près exclusivement sous le contrôle de la marine allemande, que se doivent situer les « immenses champs de mines. »

Que la plus élémentaire prudence prescrive de draguer la route que suivra l'armée navale pour entrer, par le Fehmarn Belt, dans la Baltique libre, c'est ce que personne ne contestera. Mais qu'il soit nécessaire de draguer tout le plan d'eau de la « Kielerbucht, » évidemment non. D'ailleurs, le bon sens indique qu'il n'est pas possible que cette petite mer intérieure soit minée partout. Il faut bien que le défenseur puisse l'utiliser pour repousser l'adversaire en combattant. Qu'on ne m'objecte pas, là encore, que ce défenseur s'est ménagé des chenaux libres dans ce dédale d'aveugles engins de destruction. Au voisinage immédiat des côtes, par exemple aux débouchés du Grand et du Petit Belt, peut-être. Au débouché du fjord de Kiel, certainement. Mais en pleine mer, à 10, 15, 20 milles de toute terre, comment retrouver les amers indispensables, si le temps n'est pas absolument clair, si, comme je le disais tout à l'heure, on n'a pas un ciel de Méditerranée?

Défions-nous donc de ces jeux d'imagination. Prenons garde surtout que c'est le premier intéressé, l'ennemi lui-même, qui nous suggestionne, aujourd'hui comme il le faisait déjà, il y a vingt-cinq ans, alors qu'en présence des rapports fantastiques qu'il nous faisait parvenir sur l'état de ses défenses côtières, on sentait impérieusement, dans certains organismes maritimes, le besoin de savoir la vérité, — et, donc, *d'aller voir*.

Que dirai-je, pour finir, du dernier détroit, le Fehmarn Belt, que l'on doit supposer miné? Ici, la rive Sud est alle-

mande et les lignes de mines sont certainement défendues par l'artillerie de côte, en position vers Marienleucht de Fehmarn. Heureusement deux circonstances favorisent l'assaillant, D'abord, le détroit a 18 kilomètres de large et la rive Nord, celle de l'île danoise de Lolland, est assez saine pour qu'on la puisse longer de près. A supposer que les bouches à feu de la défense puissent porter à 18 000 mètres, encore faut-il que l'atmosphère soit assez claire pour que les pointeurs puissent discerner ces petits traits noirs glissant sur l'horizon et qui, difficulté nouvelle, se confondront, là, avec la terre danoise. Ensuite, s'il faut absolument engager la lutte contre les batteries de Fehmarn, j'observe qu'on le fera dans les meilleures conditions — *convergence des feux des vaisseaux sur des ouvrages bas*, — si, justement, on a fait passer par le Sund, entre autres élémens de l'armée, les monitors, batteries flottantes, etc., dont le tirant d'eau est certainement inférieur à 6 mètres et qui sont munis de l'artillerie nécessaire à l'attaque des ouvrages à terre.

Toutefois, — prévoyons une ultime objection, — pour atteindre Fehmarn, ces bâtimens auront dû franchir une sorte de défilé formé d'un côté par la côte de la petite presqu'île allemande de Darss, de l'autre, par une ligne d'écueils qui prolonge la pointe de Gjedser, extrémité méridionale de l'île danoise de Falster. Ce passage, miné et défendu peut-être du côté allemand, a quelque vingt kilomètres de large. Mais, de plus, — et il convient de n'en pas dire davantage, — ce défilé peut être tourné, tout comme celui des Thermopyles. Qu'on soit donc assuré que ce dernier obstacle n'arrêtera pas l'armée navale, plus que celui du Fehmarn Belt.

Telles sont les explications que je puis donner sur cette grave question de la soi-disant invulnérabilité des côtes allemandes, sans dépasser la limite de ce qu'il est permis de dire, sans dépasser non plus celle qui s'impose à un article de Revue. Mes lecteurs me feront certainement crédit du reste, qui pourrait aller aisément jusqu'au volume. Il suffit que je leur aie montré sur quelles erreurs, sur quelles équivoques au moins, repose la doctrine de l'abstention systématique de toute opération offensive sur le littoral allemand.

Contre-amiral Degouy.

REVUE DRAMATIQUE

Comédie-Française : *D'un jour à l'autre,* comédie en trois actes, par M. Francis de Croisset, — Reprise d'*Œdipe-Roi.* — Adrien Bertrand.

Qui donc a prétendu que la guerre ne changerait rien à l'atmosphère de notre littérature dramatique ? Ce sombre pessimiste s'était trop hâté de répandre la rumeur fâcheuse : après beaucoup d'autres démentis, en voici un de plus, que lui administre M. Francis de Croisset. Cet auteur s'était naguère distingué dans un genre de théâtre agréablement corrompu ; même, il se laissait gagner à la contagion du théâtre brutal : quelques mois avant la guerre, il avait fait jouer une pièce, dont je n'ai plus le détail très présent à l'esprit, mais dont je me souviens très bien qu'elle mettait en scène d'affreux gredins en habits noirs et robes de la bonne faiseuse. Rien de pareil dans sa nouvelle pièce. Cette fois, nous sommes dans la meilleure société, une société de braves gens, où les moins bons sont encore excellens. Les propos y sont châtiés, et jusqu'à « je vous aime, » tout s'y dit honnêtement... Mais comment, si ce n'était au creuset de la guerre, le plomb vil se serait-il changé en cet or pur ?

De toute évidence, M. de Croisset a voulu faire une comédie légère, presque un vaudeville, empruntant aux choses d'aujourd'hui l'actualité du cadre et des figures, sans rien refléter de leur angoisse : il y a fort bien réussi. *D'un jour à l'autre* est une pièce d'un comique facile, où l'éternuement lui-même n'est pas dédaigné comme jeu de scène. Cela commence le jour de la mobilisation. Mais ne craignez pas d'avoir une fois de plus à revivre la fièvre de ces heures tragiques ! Tout se passe le mieux du monde, sans cet excès d'émotion qui risque de devenir douloureux, et nous avons tout loisir de nous initier aux petites affaires de la famille Chardin. Les vieux

Chardin sont de doux maniaques, le père mélomane et la mère malade imaginaire : c'est elle qui éternue. Ils ont une fille, Marthe, autour de qui va tourner toute la pièce : Mlle Leconte, qui joue le rôle, en a fait une de ses meilleures créations.

Marthe n'a pas eu de chance. Mariée à un M. de Vrécourt, elle a été, en un an et demi, trompée quatorze fois. L'arithmétique tient dans cette pièce une place importante : ainsi on calcule, avec une précision qui ne laisse rien à désirer, que Mme Chardin en est à son quatre-vingt-treizième éternuement, et que ce Don Juan de Vrécourt ébauchait sa quinzième passade lorsqu'est intervenu un divorce, bientôt suivi d'une annulation en cour de Rome : je vous ai dit que nous sommes dans la meilleure société. Marthe vient reprendre chez ses parens sa chambre de jeune fille ; c'est un heureux jour : pourquoi faut-il que, ce jour-là même, les affaires achèvent de se brouiller entre la France et l'Allemagne ? C'est un vrai guignon. Cependant, chacun prend ses dispositions de guerre : M. Chardin renonce à la musique, Mme Chardin renonce à ses migraines, le docteur Marinois, socialiste, humanitaire, renonce à son antimilitarisme et tient à son fils, André Marinois, le langage du plus pur patriotisme.

A voir l'insistance avec laquelle, au cours de ce premier acte, on nous parle des déboires conjugaux de Marthe et de la fameuse annulation de mariage, l'idée nous est tout de suite venue que l'orientation de la pièce devait être cherchée de ce côté. Un ménage est désuni ; la guerre éclate : elle va rapprocher les époux. Vrécourt se conduira en héros ; il sera blessé ; mourant, il se convertira ; Marthe le raimera, le répousera, et d'ailleurs il ne mourra pas... Nous avions mal conjecturé. Ce n'est pas cela. Il y aura bien quelque chose de cela, mais seulement quelque chose... Certes, vous ne voudriez pas que Vrécourt manquât à bien se battre : Don Juan est brave. Nous apprendrons qu'il s'est brillamment conduit, qu'il a été cité, décoré. Le vieux Chardin, à cette nouvelle, ne se sent pas d'émotion et ne parle plus de son « gendre » qu'avec des larmes dans la voix. Il n'a de cesse qu'il ne l'ait ramené auprès de Marthe. Et Vrécourt revient, en effet, avec une aisance parfaite et comme si rien ne s'était passé, gai, aimable, brillant, conquérant, prêt à reprendre la conversation amoureuse avec sa femme, — d'autant plus volontiers qu'elle n'est plus sa femme. Mais il trouve Marthe très entourée. Il y a autour d'elle un certain Michelot, qui fait des affaires et, depuis la guerre, les fait excellentes. Et il y a le jeune Marinois. Camarade d'enfance de Marthe, il l'aime depuis toujours. Fils d'un

médecin de campagne et flambant d'amour pour une jeune châtelaine, vous l'avez nommé : c'est le jeune homme pauvre et c'est le beau ténébreux. Entre Marthe et lui éclate une scène de dépit amoureux, une grande scène, une scène à retournement et à rebondissement, la scène qui termine « le deux. » Des bruits fâcheux ont couru sur ce fils Marinois : on raconte qu'il est embusqué, et Marthe l'a cru comme elle l'entendait raconter. Elle l'a cru, elle a pu le croire, et lui, le fils Marinois, pendant ce temps-là, se couvrait de gloire et collectionnait les citations ! Il les a sur lui, ces citations, il les porte dans la poche de sa vareuse, il les fait lire à Marthe. La preuve est indéniable : le fils Marinois volait au danger; seulement il faisait circuler le bruit qu'il était à l'arrière, afin de ne pas inquiéter Mme Marinois, la mère, qui a une maladie de cœur. C'était pour sa mère ! « Premier prix de bon fils ! » comme disait Croizette, dans Jean de Thommeray. Marthe, désabusée, ravie, se jette au cou du héros, dans un élan d'enthousiasme et d'amour. Mais lui, la repousse, s'étant avisé que ce baiser de femme irait non à l'homme, mais au soldat : et pour cela, il n'a pas besoin de Marthe, il a son général !... A condition qu'on ne nous le donne pas pour cornélien, le mot est excellent.

Donc, au troisième acte, Marthe a le choix entre trois partis. Comme le personnage antique, elle est à l'embranchement de trois routes. Prendra-t-elle la route Michelot ? Mais quoi ! Ce riche est un nouveau riche. Marthe rejette avec horreur celui qui, de cette guerre, source de tant de larmes, a fait jaillir un Pactole. La solution Michelot signifiait : l'argent. Elle est écartée. Vrécourt, qui parle au nom du plaisir, aura-t-il plus de succès ? C'est lui-même qui s'élimine, à la suite d'une conversation avec le jeune Marinois, et, comme jadis Polyeucte résignait Pauline entre les mains de Sévère, conseille à Marthe d'épouser un jeune homme animé de si beaux sentimens. En effet à la théorie de la vie facile et du plaisir léger, tel que le conçoit l'incorrigible Vrécourt, le fils Marinois oppose celle de l'amour austère, le seul qui se pratique en France depuis la guerre, le seul qu'admettent les poilus. C'est ici le contraste de deux générations. Celle d'hier ne songeait qu'à s'amuser. Heureusement, une autre génération va revenir des tranchées : ce qui la caractérise, c'est qu'elle a le respect de l'amour, un amour grave, pur, fidèle, etc. Allons, tant mieux ! tant mieux !

Le public a applaudi du meilleur cœur à ces déclarations d'un si moral optimisme, sans toutefois paraître très convaincu. Je crois, pour ma part, et en dépit de certaines apparences, que c'est M. de

Croisset qui a raison. Et si j'ai semblé tout à l'heure m'associer à l'incrédulité du public, on a bien compris ce que je voulais dire : c'est que, sous cette forme et au terme de cette petite histoire, la démonstration ne me paraissait pas extrêmement concluante. Mais il est bien impossible qu'une nation, destinée à vivre, n'ait pas reçu de la grande épreuve qui a mis son existence en péril, une commotion profonde et durable. Avant 1914 comme avant 1789, nous nous étions endormis dans la douceur de vivre. Encore une fois, le réveil a été terrible ; les vérités méconnues nous sont apparues dans un jour aveuglant et sinistre : nous voyons où nous a menés la dérision de toutes les idées sérieuses et nobles. Nous renaîtrons à la santé, je n'en doute pas un seul instant. Sachons seulement que la transformation ne sera pas immédiate, et c'est ce qui pourra donner le change : le pli est pris et la grimace ne s'effacera pas en un jour. Mais quelques années ne sont rien dans la vie d'un peuple. Et ce n'est pas trop compter sur la vertu du sacrifice consenti par des millions de Français, que d'en attendre pour la France de demain une atmosphère purifiée.

La Comédie-Française a repris *Œdipe-Roi*; elle le devait : le chef-d'œuvre antique est de ceux auxquels notre grande scène littéraire se doit de garder pieusement leur place.

Nous nous étions accoutumés à n'apercevoir Œdipe qu'à travers la magnifique création de Mounet-Sully. M. Paul Mounet n'a pas reculé devant la lourde tâche de reprendre un rôle chargé d'un si grand souvenir. Il y a brillamment réussi, et le succès qu'il a obtenu lui fait beaucoup d'honneur. S'il n'a pas hésité à s'inspirer de la tradition créée par son frère, il a su se garder des dangers d'une imitation trop prochaine. Moins de lyrisme, moins de beauté plastique : le rôle rapproché de nous. En cet Œdipe humanisé, nous ne voyons plus qu'un malheureux qui lutte désespérément, raisonne, discute, se débat jusqu'au moment où la Fatalité le terrasse. La salle a récompensé l'excellent artiste par de vigoureux applaudissemens.

Est-il besoin de redire que l'image de Mounet-Sully était partout présente? Aussi la Comédie a-t-elle été bien inspirée de nous faire entendre les beaux vers de M. Charles Clerc : *A la mémoire de Mounet-Sully*, que Mme Bartet, après le dernier acte, est venue dire avec tout son art et toute son irrésistible émotion. En évoquant en strophes vibrantes le souvenir du doyen d'hier, le poète a su exprimer la fervente admiration de tous pour un des plus grands artistes de notre temps.

Avec quelle tristesse j'ai appris la mort de ce noble et charmant Adrien Bertrand, — à vingt-sept ans! Mort trop prévue; mais parce qu'on le sentait venir, le coup n'en est pas moins rude. La dernière fois qu'il était venu causer avec moi, j'avais eu la douloureuse sensation que je ne le reverrais plus. Et c'était poignant de l'entendre faire des projets d'avenir, dans l'instant même où l'avenir lui échappait.

C'était une des âmes les plus généreuses, les plus vraiment juvéniles, les plus enthousiastes que j'aie jamais connues. S'étant fait de la vie une conception toute chevaleresque, il avait mis dans sa brève existence des pages de roman, exquises de sensibilité et de délicatesse. Ce que d'autres avaient imaginé dans les plus idéalistes de leurs fictions, lui, il l'avait réalisé. Écrivain à ses débuts quand la guerre éclata, tout de suite il se passionna pour son devoir militaire, parce qu'il en avait compris la grandeur. Officier de dragons, il alla au danger avec la même bravoure que son frère Georges, officier de chasseurs. L'un et l'autre, ils avaient même ardeur. J'ai lu de leurs lettres écrites du front; je les ai vus l'un près de l'autre : que c'était touchant, cette communion des deux frères dans l'héroïsme! Grièvement blessé, Adrien Bertrand n'a plus fait, pendant deux ans, que s'acheminer vers la fin. Alors le peu qui lui restait de vie, il l'a consacré à célébrer, — et à enrichir, — ce pour quoi il s'était battu : le patrimoine de l'esprit français. Car c'était le sol de la France qu'il avait défendu les armes à la main, mais c'était aussi la tradition française, la grande tradition classique, cette langue de Racine dont il ne parlait qu'avec un éclair dans le regard et un tremblement dans la voix. Il me l'a dit maintes fois et je tiens à le répéter, pour que ceux qui viennent après lui le sachent et recueillent son enseignement.

Ici nous ne l'oublierons pas. Il avait donné à cette *Revue* son premier roman, cet *Appel du sol* qui restera comme un des livres les plus *vrais* qui aient été écrits sur la guerre. On peut le lire et le relire, celui-là : on n'y trouvera rien dont un Français n'ait à être fier. Adrien Bertrand laisse des manuscrits, vers et prose, tous animés du même esprit. Et il nous laisse avec son souvenir, avec le regret de ce vigoureux talent tranché dans sa fleur, ce chef-d'œuvre : une vie qui, dans son court espace, résume un double culte, celui des lettres et de la terre françaises.

René Doumic.

REVUE LITTÉRAIRE

UN PORTRAIT DE LA FRANCE (1)

Il y a quelques années, M. Vidal de la Blache donnait ce « tableau géographique, » *La France*, où la région de Lorraine et d'Alsace est dépeinte comme les autres portions de la France. Il ajoutait à son volume une carte, et non seulement de la France, mais de la France et de l'Europe centrale, « carte pour servir à l'histoire de l'occupation du sol, » carte géologique, où les frontières politiques ne sont pas marquées. La description, dans le volume, ne s'arrêtait pas aux frontières fixées par le traité de Francfort. Elle allait à Strasbourg et à Metz. L'auteur ne s'excusait pas de dépasser la limite officiellement reconnue à la France; et il ne mettait point de forfanterie à la dépasser : il suivait tout simplement la vérité géographique. Il reprend aujourd'hui cette partie de son tableau. Son nouvel ouvrage, *La France de l'Est* (Lorraine et Alsace), est de la même qualité que le précédent; mais, écrit pendant la guerre et pendant que s'accomplit le grand effort de reconstituer la France de l'Est, il porte la marque de tels jours. Il est tout frémissant d'espoir, frémissant même de certitude; mais la tribulation ne l'a point dérangé de son caractère attentif, honnête ou, comme on dit, scientifique. « Il n'y a pas une ligne de ce livre qui ne se ressente des circonstances parmi lesquelles il a été rédigé. Comment pourrait-il en être autrement ? Il me sera

(1) *La France de l'Est* (Lorraine, Alsace), par M. P. Vidal de la Blache (librairie Armand Colin). Du même auteur, *La France, tableau géographique* (librairie Hachette). Cf. *La relativité des divisions régionales*, dans le recueil intitulé *Les divisions régionales de la France* et *La rivière Vincent-Pinzoni, étude sur la cartographie de la Guyane* (librairie Félix Alcan).

permis de dire cependant que ce n'est pas une œuvre de circonstance. Au cours de mes études sur la géographie de la France... » L'auteur, en un mot, continue; et, si la soudaineté des événemens ne l'a pas déconcerté, ne lui a pas démenti sa méthode et les résultats qu'il en avait obtenus, si la continuité de sa pensée accompagne facilement la continuité des épisodes contemporains, c'est la preuve qu'il était dans la bonne voie, dans le chemin de la vérité, naguère aperçue, et maintenant vue, car elle se dévoile et devient parfaitement claire.

La géographie avait-elle donc tout prévu, quand la politique a bien l'air de n'avoir quasi rien deviné? Je disais que l'œuvre de M. Vidal de la Blache était de qualité scientifique : autant dire qu'elle est prudente, et se méfie de tout, et principalement se méfie d'une fausse rigueur. Nous n'avons que trop accoutumé de nous représenter la science, et toute science digne de ce nom, sous la forme d'un syllogisme ou d'un théorème. D'ailleurs, un syllogisme, si d'aplomb qu'il soit, repose sur des prémisses, qui elles-mêmes ont leur appui sur d'autres; et les dernières nous échappent : le syllogisme nous mène avec assurance devant lui, mais il ne nous invite pas à chercher ses lointaines origines, son mystérieux départ. Et les théorèmes les mieux conduits, Henri Poincaré a montré ce qu'ils contiennent d'essentiellement douteux. En outre, le mot de Science, appliqué à des recherches qui n'ont que très peu d'analogie entre elles, fait illusion. N'est-ce pas Charles Renouvier qui, à ce propos, a donné le premier avertissement? Il suppliait qu'on dît « les sciences, » non « la science, » chacune des sciences ayant, avec son objet particulier, ses procédés, ses moyens d'enquête, ses prétentions légitimes, ses conséquences. Mais on parle de la science comme si elle n'était pas une réunion d'études variées, comme si elle était un ensemble qui fût réel, inachevé encore, en train de se compléter, pour aboutir à un total substantiel et organique. Cette illusion n'est pas uniquement populaire. Elle a pénétré jusqu'en certains laboratoires; elle a nui à plusieurs études, qui voulaient qu'on les traitât doucement, à leur guise, et auxquelles on a infligé d'impitoyables disciplines.

M. Vidal de la Blache est celui de nos savans qui a le plus contribué à faire de la géographie une science. Il l'a dégagée de la nomenclature et du récit de voyage. Il n'a pas inventé de l'enrichir par la géologie, la climatologie, l'économie politique et l'histoire. Avant lui, les atlas contenaient des cartes du terrain, des cartes des courans et des températures, des cartes des empires et de leurs modifications

territoriales, des tableaux du commerce et des richesses nationales. Ce qu'il a inventé, c'est l'ordre qu'il a mis dans tout cela, c'est l'examen des élémens de la réalité dans leurs rapports de phénomènes et de causes, enfin c'est une méthode. Méthode et science ne font qu'un. Mais s'il n'a point appliqué à la géographie « la méthode scientifique, » il a trouvé, pour la géographie, une méthode. Et même, pour les différens problèmes de la géographie, il a soin de varier les méthodes. Et même, à tant de précautions, il ajoute la précaution par excellence, qui est de ne pas croire que ses déductions le conduisent tout droit et presque mécaniquement à la formule de l'absolu.

Dans la préface de *La France de l'Est*, ayant dit que ses études sur la géographie de la France l'ont informé de la contrée qui s'étend de la Meuse au Rhin, de l'Ardenne aux chaînes et aux vallées du Jura, s'il écrit que cette contrée « s'est fixée, après de nombreuses oscillations, du côté où la géographie semblait la solliciter, » il indique déjà que les lois géographiques n'imposaient pas une nécessité pareille à celle qu'on attribue aux lois de la nature et que se partagent les sciences les plus volontiers impérieuses. Il insiste : « La géographie suffit-elle à expliquer ce résultat? » Le résultat, c'est que, tiraillée entre les pays et les influences de l'Europe centrale et de l'Europe occidentale, par la compétition de l'Allemagne et de la France, la contrée d'entre Meuse et Rhin soit allée du côté de la France. La géographie n'établit pas qu'il dût en être ainsi. Plutôt, elle y consentait; si l'on veut, elle le désirait : elle ne l'a point exigé. D'autres motifs ont eu à intervenir. Les gens d'Alsace et de Lorraine ont senti des affinités entre eux et nous ; ils nous ont préférés à leurs voisins de l'Est, pour maintes raisons de toute sorte et qui ne dérivent ni de la configuration des montagnes, ni du régime des eaux, ni de telles conditions géographiques : la contrée d'entre Meuse et Rhin se révèle comme « une personnalité régionale qui, avec pleine conscience d'elle-même, a librement apporté son adhésion » à cette grande patrie, la France. L'idée de choix et de liberté corrige ce qu'ont d'aventureux, en général, les théories scientifiques appliquées à l'histoire humaine. Ni les hommes ni l'humanité ne sont de la dynamique ou de la dialectique.

Ni les hommes, ni l'humanité ne sont hasard, non plus, et caprice. Alors, il n'y aurait presque pas à les étudier ; du moins, il n'y aurait pas à chercher leurs raisons. La réalité vivante, entre la mécanique et le hasard, obéit à des causes très nombreuses, complexes, qui parfois se contrarient, s'annihilent ou se diminuent les unes les

autres et, en tout cas, ne sont jamais toutes perceptibles au patient ou à l'observateur. Le patient n'est pas uniment passif; mais il choisit. Et l'observateur, semblablement, choisit les argumens de son commentaire. La science de la réalité vivante ne saurait se dispenser d'être un art.

Voilà, en résumé, les principes de la science que M. Vidal de la Blache a faite avec la géographie. Et son chef-d'œuvre est d'avoir peint un portrait de la France, deux fois précieux, pour la ressemblance et pour la beauté.

Les peintres de portraits, — s'ils ne sont pas, comme il arrive trop souvent, des peintres d'étoffes et de colifichets, habiles à imiter les plis et les reflets d'une riche parure, — et quelle que soit l'originalité de leur manière, Holbein est leur maître, ou bien La Tour de Saint-Quentin. Les uns, les élèves d'Holbein, assemblent dans une physionomie toute la méditation d'un être, son histoire, ses coutumes et la longueur de sa vie; les autres, les élèves de La Tour, fixent un moment, un sourire, une moue, le rapide éclair d'un sentiment. Les uns peignent plus de passé ; les autres ne peignent que la plus récente minute. Et, comme le passé est immobile, les portraits d'Holbein ont peu de mouvement. Les portraits de La Tour n'ont guère de repos et ne laissent pas beaucoup deviner comment s'apaisent, dans une âme, ses courtes et multiples velléités. Il faut peindre à la manière de La Tour les êtres jeunes qui sont encore à s'étonner de ce qu'ils voient, de ce qui les touche et qui attrapent, à chaque instant de leur vie neuve, une surprise dont frissonnent leurs lèvres, dont rient leurs yeux; et à la manière d'Holbein, les êtres qui ont déjà recueilli en eux-mêmes toute la merveille et le chagrin de leur durée. Il y avait, à la muraille d'une chambre, le portrait d'une dame âgée ; son fils l'avait peinte, l'ayant bien connue et bien aimée, telle qu'il la voyait depuis longtemps et telle qu'elle était devenue jour après jour, et chaque jour ayant laissé sur son visage une trace, et les traces de chaque jour s'étant jointes pour composer très lentement une image de patience et de bonté. Le visage était immobile et avait trouvé son repos. Un des artistes de ce temps les plus hardis à noter nos vivacités, nos agitations et nos folies, regardait cette image grave et, grave lui-même, dit : « C'est bien ; c'est ainsi qu'on peint le portrait de sa mère ! » C'est ainsi que M. Vidal de la Blache a peint notre mère la France : il a donné, à son portrait, de la durée.

Mais la France n'est pas vieille; ou, étant vieille, elle est jeune

aussi, admirablement jeune, remuante, éveillée. Son peintre a su la peindre en jeune, alerte et gaie. Le génie de son peintre, ce fut d'avoir les deux manières, celle de la durée et celle de l'instant, comme elle a aussi la double nature des siècles et de la perpétuelle nouveauté.

Dans le passé de la France, M. Vidal de la Blache remonte loin, très loin, jusqu'à la géologie. « On voit, à Loches, le château des Valois s'élever sur des substructions romaines, lesquelles surmontent la roche de tuffeau percée de grottes, qui ont pu être des habitations humaines... » Et sous la roche de tuffeau?... Nous évaluons ainsi de telles profondeurs et de tels lointains que la pensée risquerait de s'y égarer, si elle n'avait, jusque dans la préhistoire, des jalons sûrs et des lieux d'étape. Il est vrai qu'il nous faut compter avec des âges pour lesquels notre vocabulaire, de même que notre rêverie, manque d'habitude. Examinant la région des Flandres, M. Vidal de la Blache reconnaît que les caractères géologiques passent de l'Artois au Boulonnais et passent du Boulonnais au Weald britannique. Ils se prolongent au delà du détroit. Mais comment se prolongent-ils, si le détroit les coupe? « Le détroit n'existait pas, pendant cette période... » Cette période, c'est l'époque tertiaire en son début : des mouvemens se sont produits, qui ont amené le massif primaire au voisinage de la surface, depuis l'Artois jusqu'au Hampshire. Et, le détroit, « c'est bien postérieurement qu'il s'est ouvert, » la mer ayant rompu la digue énorme qui séparait le bassin de Londres et le bassin de Paris. Et puis ce détroit, ce reste d'un écroulement, devint l'un des passages les plus fréquentés de l'univers : « Les navires y circulent en foule. Les marées y vont et viennent, et continuent d'élargir la brèche qu'elles ont ouverte. C'est peu de chose, que ce fossé de trente kilomètres : par un temps clair, on aperçoit, de Boulogne, les blanches falaises d'en face. Et cependant, de combien de séparations, politiques et morales, cette légère entaille au dessin de la terre n'a-t-elle pas été le principe !...» M. Vidal de la Blache étudie le bassin de Paris, ses rivières. Petites rivières, si sages, et qui vont leur chemin, font leur besogne si docilement qu'on les croirait filles de la civilisation. Mais, pour expliquer leur cours et l'économie de leurs eaux, l'on doit se reporter à leurs ancêtres véritables et aux courans diluviens d'où elles procèdent. Les courans diluviens et nos petites rivières? « Les directions générales des courans diluviens ont guidé les directions de la plupart des rivières actuelles. Le centre d'attraction vers lequel ces masses d'eau se sont portées, du Nord, de l'Est et du

Sud-Est, est bien encore celui vers lequel converge le réseau fluvial. Les rivières principales ont tracé indifféremment leur lit à travers les formations diverses, dures ou tendres, qu'elles rencontraient : elles sont restées fidèles à la pente géologique... » Hormis la Loire, par exemple. Celle-ci, « l'héritière des grands courans que le massif central poussa jadis vers le Nord, » s'est détournée de la voie que l'inclinaison des couches semblait lui indiquer : cela, par suite d'« accidens récens. » Pareillement, le Rhin. Vers le commencement de la période diluviale, ses eaux s'écoulaient dans la direction de l'Ouest. « Une traînée de cailloux et de graviers alpins, qu'on suit au Sud d'Altkirch et de Dannemarie, dénonce l'ancienne liaison qui se forma, aux débuts de la période actuelle, avec la vallée du Doubs. La dépression formée entre la Forêt-Noire et les Vosges s'ouvrit alors pour la première fois aux eaux sauvages des Alpes. Cependant, il fallut encore attendre, pour que la vallée eût son fleuve, que l'enfoncement progressif de son niveau eût détourné vers le Nord l'irruption des eaux rhénanes. Le Rhin prit alors sa direction définitive; il sillonna dans le sens de la longueur cette fosse où il n'avait pénétré que tard et par effraction... » En somme, le Rhin « est un hôte récent dans la vallée qui porte son nom. »

Ces « récentes » aventures de la terre et de l'eau, qui ont ouvert entre le Boulonnais et le Hampshire un détroit, qui ont dirigé sur l'Ouest un fleuve et sur le Nord un autre fleuve, nous reportent à un passé formidable et, en quelque sorte, amènent aussi vers nous ce formidable passé. Récentes aventures, si de nos jours les marées continuent d'élargir la brèche entre le Boulonnais et le Hampshire. Récentes aventures, si les changemens physiques de la terre continuent. Dans un remarquable essai, *La rivière Vincent-Pinzon,* « étude sur la cartographie de la Guyane, » M. Vidal de la Blache nous met sous les yeux l'un de ces changemens. Un litige a existé jusqu'à ces dernières années, et depuis le traité d'Utrecht, entre la France et le Portugal, plus tard le Brésil, au sujet de la partie méridionale de la Guyane. Le traité fixait une limite des États à la rivière Vincent-Pinzon. Cherchez la rivière Vincent-Pinzon. Pour cela, consultez les cartes anciennes : elles ne concordent pas et concordent si peu qu'en 1900 le Conseil fédéral suisse, appelé à résoudre ce différend diplomatique, a identifié la rivière Vincent-Pinzon avec l'Oyapok du cap d'Orange, tandis que certains géographes et, par exemple, M. Vidal de la Blache, la veulent identifier avec l'Araguary. Les argumens des géographes semblent décisifs. Mais, ce qui augmente la difficulté,

c'est « l'instabilité physique » de la côte, dans la région de l'Amazone. Les anciennes cartes marines placent au large de ce fleuve une zone qu'ils appellent « l'eau trouble et fangeuse, » *acqua torbida e fangosa.* Cette eau trouble et fangeuse a déposé, depuis le traité d'Utrecht jusqu'à nos jours, des atterrissemens le long de la côte : déplacemens de chenaux, formation d'îles, éparpillement d'îles, formation de lacs intérieurs ou de marais ont rendu la côte méconnaissable ; et, tout en se ralentissant, la modification des lieux continue. Récentes aventures, celles dont les preuves n'ont pas disparu, et dont les conséquences se déroulent près de nous, à notre avantage ou à notre détriment : celle qui, incurvant à l'Ouest le « blanc ruisseau de Loire étale, » donne à toute une portion de la France la physionomie qu'elle a ; et celle qui, brisant le lien rocheux du Boulonnais et du Hampshire, a séparé la France de l'Angleterre ou, par le chenal d'eau, les a reliées, selon les temps et les modes de navigation ; celle du Rhin qui a créé la frontière idéale de la Gaule et de la Germanie. Les accidens géologiques durent, si l'un d'eux est la raison de nos combats séculaires, de nos angoisses nouvelles et de nos deuils. La géologie préparait tout cela, organisait la destinée de nos provinces, la fertilité heureuse des unes, la vie perpétuellement menacée des autres. Et, si les mots ont l'air de manquer pour le récit des catastrophes qui ont précédé la venue des hommes sur les territoires, c'est que lesdites catastrophes sont inhumaines, ou préhumaines, tandis que les mots sont de nous. Mais elles nous concernent de telle façon qu'il sied pourtant de les raconter comme étant de nous. M. Vidal de la Blache ne craint pas d'appeler déjà le Rhin la masse d'eau qui, vers le début de la période diluviale, se ruait « par la porte dérobée de Bâle » et trouvait à se frayer passage dans la vallée ; et, quand cette masse d'eau se rue entre la Forêt-Noire et les Vosges, tout n'est pas fait : « il faut, dit-il, encore attendre, » pour que le fleuve ait son itinéraire. Attendre quoi ? Certains enfoncemens du sol. Et qui les attend ? Nous, en vérité ; nous qui n'étions pas là ; mais nous qui, des milliers d'années plus tard, vivons sous la dépendance de ces événemens.

Il y a une poésie étrange et magnifique dans les pages où l'auteur de *La France* et de *La France de l'Est* déroule les annales des âges dont nous sommes les héritiers sans y avoir eu d'ancêtres. L'héritage est là, sous nos pieds, à portée de nos mains. Nous en profitons, nous le subissons ; et il fait toutes nos journées.

Peu à peu, dès avant nous, puis avec nous et par notre effort, s'est formée la France : elle a pâti, elle est sortie des tribulations du

sol. Après tant de hasards, mérite-t-elle le nom d'un « être géographique ? » Est-elle, géographiquement, une personne, selon le mot de Michelet? Certes, oui! C'est la réponse qui, du cœur, nous saute aux lèvres. Sa figure nous est si familière! Et, quand la France de l'Est fut arrachée à la France, nous avons eu le sentiment qu'une blessure se marquait à ce visage. Nos mémoires ont refusé de s'accoutumer au visage blessé de la France. Il y a dix-neuf cents ans, Strabon, décrivant notre pays, vantait « la correspondance qui s'y montre sous le rapport des fleuves et de la mer, de la mer intérieure et de l'Océan. » Les marchands, venus de partout à Marseille, voyageaient commodément chez nous et, par nos rivières et par nos vallées, allaient fort loin, d'une mer à l'autre. C'est leur opinion que Strabon reflète; et il dit que la Gaule est composée « comme en vertu d'une prévision intelligente. » Cette courte phrase, et depuis longtemps célèbre, nous chante agréablement à l'esprit. Cependant, la structure géologique de la France n'est pas si homogène que ce soit elle qui accomplisse l'unité de la France. « Le massif central ne peut être considéré comme un noyau autour duquel se serait formé le reste de la France. De même que la France touche à deux systèmes de mer, elle participe de deux zones différentes par leur évolution géologique. Sa structure montre à l'Ouest une empreinte d'archaïsme : elle porte, au contraire, au Sud et au Sud-Est, tous les signes de jeunesse. Ses destinées géologiques ont été liées pour une part à l'Europe centrale, pour l'autre à l'Europe méditerranéenne. » Ainsi, l'unité géologique nous manque. Et alors, l'individualité géographique de la France, il faut la chercher ailleurs, en d'autres qualités. A défaut d'unité, n'a-t-elle pas la variété? Mais la variété est un principe de dispersion : oui, sans doute, à moins que cette variété ne soit dominée par un principe d'harmonie. Et toute la France est là : « une harmonie vivante, une harmonie dans laquelle s'atténuent les contrastes réels et profonds qui entrent dans la physionomie de la France. » Massifs anciens avec leurs terres siliceuses et froides, zones calcaires chaudes et sèches, bassins tertiaires diversement combinés se succèdent, s'arrangent et s'agencent bien. Le bassin parisien, le bassin d'Aquitaine et le bassin de la Saône alternent avec l'Ardenne, l'Armorique, le Massif central et les Vosges. Les régions se répartissent de sorte que nulle d'entre elles ne soit confinée, isolée, revêche à ses voisines. La France est le pays du voisinage. Et cette harmonie heureuse qui, avec tant de variété, réalise l'unité de la France, le sol l'a rendue possible, aisée peut-être : ce sont les habitans du sol qui l'ont achevée, qui l'ont menée à la perfection.

M. Vidal de la Blache ne sépare pas la terre et les habitans de la terre. Nous avons vu que, même dans le récit de la préhistoire, il introduit, ne fût-ce que par le présage de la destinée humaine, l'attente de l'humanité. Ensuite, l'activité humaine, soumise aux possibilités que lui offre la nature, — et soumise en effet, mais à des possibilités, non pas à des fatalités, — multiplie ses trouvailles largement efficaces. On a bien des fois posé, depuis quelques années, la question de savoir si les divisions administratives de la France ne devaient pas être modifiées; et l'on a paru tenté de recourir à une organisation plus nettement régionaliste. Les régions, qui ne distinguent pas les provinces, mais véritablement les pays, ne sont-elles pas des réalités, et ainsi ne fourniront-elles pas un type et même une hiérarchie de divisions naturelles? « Quelques-uns l'ont cru, » répond M. Vidal de la Blache, — dans l'introduction d'un recueil où l'on a groupé quelques essais de plusieurs auteurs, et relatives aux *Divisions régionales* de la France; — « on a voulu chercher dans ces divisions naturelles et dans ces pays le principe de divisions et de subdivisions administratives. Il est dommage seulement que l'élément humain, avec son inquiétude et sa recherche perpétuelle du mieux, ne se laisse pas enfermer dans des cadres fixes. L'homme n'est pas une plante esclave du milieu où elle a pris racine. C'est un être mobile, et qui cherche dans les associations qu'il combine le moyen de subvenir à des besoins variés, dont la somme s'accroît en proportion de ses progrès mêmes. » Éludons ce problème : je ne l'ai mentionné que pour qu'on vît, dans cette réponse, l'importance que ce géographe, et géologue, attribue à l' « élément humain. » C'est, d'ailleurs, ce qu'on voit mieux encore en lisant son Tableau géographique de la France.

Il appelle la géographie une méthode pour interpréter les paysages. Un paysage est un ensemble d'élémens différens par l'âge et l'aspect. Toutes les lignes et toutes les formes ont leur signification : les unes proviennent d'énergies anciennes et mortes; d'autres, d'énergies moins anciennes et diminuées seulement; d'autres, d'énergies en pleine vigueur. Ces énergies ne travaillent point isolément : les dernières du moins, n'agissent que sur le terrain façonné par les précédentes et dans les conditions que l'œuvre des précédentes leur impose. Toutes agissent pourtant; et leur complexité est ce que démêle, avec science et avec art, ce paysagiste, le géographe. « Les formes de terrain ne sont qu'une partie du spectacle étalé sous nos yeux. La végétation et les œuvres de l'homme influent aussi, et combien! sur la

physionomie des paysages : elles ajoutent de nouvelles touches au tableau. Les cultures et les établissemens humains ne sont pas groupés au hasard. L'état du manteau végétal est révélateur de changemens qui intéressent la vie tout entière de la contrée. La tâche la plus élevée du géographe consiste à démêler l'effort incessant par lequel la nature animée cherche à s'adapter à des conditions perpétuellement sujettes à se modifier. » La nature animée, — la nature et les hommes, — voilà ce que M. Vidal de la Blache eut le souci de peindre en chacune de nos provinces, en chacun de nos pays. Sa peinture est savante et a pourtant les plus charmans attraits de la spontanéité. Je veux dire qu'il sait les causes : les ondulations des vallées et leur dessin ne l'étonnent pas. Ne l'étonnent pas, et néanmoins l'émerveillent. Ce qu'il sait ne l'empêche pas de garder une délicieuse fraîcheur de l'émoi ; et nos peintres les plus décidément impressionnistes, qui ne veulent que noter les dehors soudains et momentanés d'un site, n'ont pas aperçu de plus menus détails, plus remuans et fugitifs, ne les ont pas indiqués avec plus de vive justesse, en leur laissant leur frisson. Mais lui ne se contente pas de ces visions rapides ; et il ne se contente pas de ces fragmens épars d'une réalité dont il saisit l'ensemble, et dont il a posé fortement les bases, les soutiens, les tréfonds, et dont il fait frémir les surfaces : ainsi, bien enracinés dans le sol, frémissent les trembles.

Il montre la relation du sol et des habitans. Ceux-ci, le sol les a rendus ce qu'ils sont, laborieux ou nonchalans, selon l'effort que leur demande le sol. Et ils ont emprunté au sol de leur pays les matériaux de leurs maisons, de leurs chaumières, de leurs granges, de leurs étables, qui sont, à cause de cela, de la même couleur que le paysage. Eux aussi, les paysans, prennent la couleur des entours et prennent la forme où les incline leur besogne. Les âmes subissent de pareilles influences : les horizons larges ou étroits étendent ou ramassent leur rêverie...

Sur les plateaux limoneux de la Picardie, la charrue s'enfonce bien, ne risque pas de se heurter à des cailloux, trace facilement ses larges sillons. Sur de tels plateaux se sont prises les habitudes agricoles de la France... « Depuis plus de vingt siècles, la charrue fait pousser des moissons de blé sur ces croupes. Le chemin se creuse dans le limon aux abords des éminences qu'occupent les villages. Entre les champs nus, sillonnés de routes droites qui souvent sont des chaussées romaines, le regard est attiré çà et là, généralement au sommet des ondulations, par de larges groupes d'arbres, d'où émerge un clocher.

De loin, dans la campagne désolée de l'hiver, ces agglomérations d'arbres font des taches sombres qui feraient songer aux îles d'un archipel. En été, ce sont des oasis de verdure entre les champs jaunis. C'est ainsi que s'annoncent, dans le Cambrésis, le Vermandois, le Santerre, les villages... Ces villages sont nombreux, à peine distans les uns des autres. Plusieurs ont recherché les plaques de sable argileux dont l'humidité favorise la croissance des arbres... Presque invariablement, ils se composent d'un noyau de bâtimens contigus, disposés sur le même type. C'est une agglomération de fermes, chacune avec sa cour carrée. On ne voit de la rue que la pièce principale de la ferme, la grange au mur nu, percé d'une grande porte. En face d'elle, la maison, suivie à son tour d'un verger et d'un plant où les peupliers s'élancent entre les arbres fruitiers. Le village est ainsi enveloppé d'arbres... » Tous les traits sont justes, sont vrais, sont à leur place. L'ordre est celui de la réalité ; celui de la logique, en même temps. Si l'on cherche d'où vient le charme de ce paysage, son charme vient de ce qu'en toutes ses parties il est à merveille intelligible, étant conforme à la raison. Or, montrer la réalité raisonnable, et sans l'avoir appauvrie à cette fin, montrer la réalité d'accord avec une intention de l'esprit, c'est le service que nous rend la science et le service que nous rend la poésie : une poésie naît ici de la science.

Ces villages des plateaux limoneux, dans les pays les plus fertiles, ne contiennent qu'un petit nombre d'habitans ; et le nombre diminue à mesure que le travail du sol exige moins de bras et que disparaissent plusieurs industries campagnardes ; « Les maisons où résonne encore le cliquetis du métier se font rares... » Les unités agricoles subsistent, « telles que les conditions du sol les ont très anciennement fixées, dans le cadre monotone et grave des champs ondulans sous les épis : » un contemporain de Philippe-Auguste n'y serait pas dépaysé ; seulement, si l'on abandonne les campagnes !... La description se termine sur des mots inquiets.

Cette inquiétude, M. Vidal de la Blache l'a notée, d'une façon discrète et pathétique, à la fin de son étude sur *La relativité des divisions régionales*. Maisons délaissées, dans nos villages ; bourgs et petites villes très languissantes et qui ne s'éveillent qu'un peu, une fois la semaine, aux jours de marché ; beaucoup de vie naturelle et saine qui va se perdre dans les grandes villes : ces phénomènes sont connus. Les déplacemens de la vie se remarquent, sous le soleil, partout et ne sont aucunement des signes de décadence. Mais le changement se précipite, chez nous, de telle manière qu'il déroute les prévisions.

« Notre pays est encore, surtout dans les parties qu'il expose au soleil méridional, une terre où la vie est douce et qui, grâce aux facilités du climat, prolonge des modes d'existence que condamnent plus promptement les contrées où la nature est plus rude... Mais pour combien de temps? On voit ainsi, dans les calmes automnes, des feuilles flétries et mortes qui ne se décident pas à tomber de l'arbre : quelques jours encore, et elles auront rejoint leurs aînées! » Cette mélancolie enveloppe, menace et, par instans, blesse la méditation de l'écrivain qui, avec tant de fine et tendre intelligence, a étudié les aspects et l'intime raison de la vie française. L'accord ancien, l'entente vitale du sol et des hommes, n'est-ce pas une vérité qui va se défaire? Et, par suite, se déferait l'harmonie des paysages, la réalité française qui, ayant duré, semblait devoir durer. Cette mélancolie achève en doute les certitudes patiemment acquises. Cette mélancolie pourtant ne va pas jusqu'au désespoir de la pensée. Non certes! L'écrivain qui a montré, dans le présent, l'épanouissement du passé borne son œuvre à ce qu'il a vu, mais ne borne point à ce qu'il a vu les ressources parmi lesquelles se compose l'avenir. Il y a, dit-il, dans nos montagnes, nos fleuves, nos mers et dans la totalité géographique de la France, bien des énergies qui attendent leur tour. Cela s'épanouira; et c'est cela qui, tendant au jour, dérange la surface d'hier et d'aujourd'hui. Mais cela même est contenu dans le sol et sera du nouveau que le passé produira. Tout vient de loin; tout vient des profondeurs; tout vient d'un sol. Et, dans le perpétuel changement, il y a continuité s'il y a nouveauté : ce qui change ne s'anéantit pas. La continuité, c'est le sol. Ainsi l'étude des conditions géographiques donne, dans la métamorphose, la réalité permanente. D'ailleurs, cette réalité permanente n'accable point les énergies humaines : elle les appelle, au contraire, et les excite; mais elle doit les diriger. Le sol agit sur nous, en réglant nos habitudes : et il agit sur nous, par nos volontés qu'il aguiche. Entre le sol de France et les Français l'aventure n'est pas finie. Les Français n'ont pas fini de fouiller leur sol, de l'exploiter, de le piller, de le corriger, de rendre ses mines fécondes, ses fleuves navigables, ses routes rapides. Une mélancolie qui semblait émaner du sol tourne à un évangile de confiance et d'activité.

ANDRÉ BEAUNIER.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Les armées austro-allemandes s'appliquent sans relâche à exécuter le mouvement, modelé en quelque sorte sur la nature, afin de tourner par le Nord-Ouest chacune des lignes d'eau qui pouvaient servir de lignes de défense et de frapper dans son flanc gauche l'armée italienne. Successivement, et rapidement, le général Diaz, qui a remplacé au Commandement suprême le général Cadorna, a dû battre en retraite du Tagliamento sur la Livenza, puis sur la Piave (ou sur le Livenza et le Piave, car l'usage en Italie met les noms de tous ces fleuves au masculin). Pour le moment, le front de bataille principal, ou le plus important, ou le plus menaçant, est presque rectiligne, d'Asiago sur le plateau des Sette Comuni à Vidor sur la Piave, en passant par le mont Grappa. En même temps, des contingens ennemis s'efforçaient de franchir la rivière dans son cours inférieur; deux détachemens y réussissaient, mais cet avantage d'un instant tournait vite à mauvaise fin. Entre San Dona et San Michele, des inondations ont pu, comme on dit en style militaire, être « tendues » : les experts croient y reconnaître la main qui arrêta les Allemands sur l'Yser. Le plus grand danger vient toujours de là-haut, de l'arc de cercle des montagnes, où s'est constituée et concentrée la masse de manœuvre austro-allemande. Une grande bataille semble imminente sur la Piave, où l'ennemi a aujourd'hui transporté son artillerie lourde. L'armée italienne reformée attend le choc, et les renforts franco-britanniques sont, assure-t-on, à pied d'œuvre. Puisse un beau coup, et un coup heureux, être joué sur ce magnifique échiquier de la plaine vénitienne, dont chaque case a vu quelqu'une de nos gloires, et dont, à travers les siècles, nos chefs et nos soldats ont pratiqué tous les coins!

Un beau coup a été joué, l'autre matin, à l'Ouest de Cambrai, par le général anglais sir Julian Byng. De la Scarpe au canal de l'Escaut, la ligne Hindenburg a été enfoncée, crevée en plus de vingt endroits. Cela s'est fait au pas de course, sans préparation d'artillerie, par un procédé inédit. Plus de 8 000 prisonniers, et la capture d'un matériel énorme, disent assez la déconfiture des Allemands foudroyés. Mais nos regards, pour être plus attentivement fixés sur les Alpes du Trentin et sur les Flandres, ne sauraient se détourner tout à fait d'autres théâtres qui ne sont secondaires que dans l'ordre de nos préoccupations immédiates. Parce qu'ils sont plus loin de nous, ils n'en demeurent pas moins au centre de la guerre et de l'action. L'armée du général Allenby, après s'être emparée de Gaza et de Jaffa, est arrivée à quelques kilomètres de Jérusalem, qu'elle enveloppe par le Nord et par l'Ouest. L'effet de cette expédition, menée si promptement et si sûrement, sera politique et militaire autant que moral ou religieux ; il se fera sentir bien au delà des Lieux Saints, d'une part en Syrie et en Asie-Mineure, d'autre part jusque dans le royaume arabe. En Mésopotamie, la mort du général Maude, enlevé, jeune encore, au milieu de ses succès, ne compromet en rien l'exécution du plan qu'il avait conçu pour maintenir et élargir ses positions autour de Bagdad. Or, tant que Bagdad n'est point revenu au pouvoir des Turcs, c'est-à-dire n'est point retombé au pouvoir des Allemands, le plus cher et le plus illustre dessein de Guillaume II a avorté ; il a été impuissant à réaliser la pensée profonde de son règne, qui fut la pensée orientale : en termes plus clairs et plus corrects, la pensée de la conquête de l'Orient, par l'influence, par le commerce, au besoin par les armes. Il est prudent de se persuader qu'il n'y renoncera pas aisément, et sage de se souvenir que Salonique, outre qu'elle réveille chez l'Empereur de désagréables impressions de Grèce, lui barre la route de l'Orient. Quelque chose se machine probablement en Macédoine : le Prussien volant, l'ubiquiste Mackensen, est sans doute, de sa personne, plus près du Vardar que de l'Isonzo, où il n'a peut-être jamais été que de son ombre. Il suffit que nous soyons avertis. Nous ferons tête.

Et que l'Orient, non plus, ne nous cache pas l'Occident : la guerre est partout. Elle est toute partout. Elle n'est ni orientale ni occidentale, en ce sens qu'on ne peut opposer l'Orient à l'Occident ; il faut les joindre, au moins dans les combinaisons de la diplomatie et de la stratégie ; elle est orientale et occidentale à la fois. Si la réalité des choses oblige à modifier une formule un peu hâtivement jetée, il

y a pourtant unité de guerre, non sur un front unique, mais sur un double front. De plus en plus cette unité de guerre ressort et apparaît. Toutes les *guerre nostre* des premières années se soudent et se fondent en une *guerra nostra*, qui est celle de tous les Alliés, propre à chacun, commune à tous. Dans la guerre commune, pour la guerre commune, à fin commune, à fortune commune, à forces et ressources communes, il y a un front occidental qui s'étend de la Mer du Nord à l'Adriatique, articulé en trois secteurs, le secteur belge, le secteur anglo-français, le secteur italien. Il y a un front oriental, qui se divise en trois ou quatre parties : Russie, dans la mesure où elle résiste encore ; Moldavie, si l'isolement de l'armée roumaine ne la paralyse pas ; Orient européen, Épire, Thessalie, Macédoine ; Orient asiatique, Mésopotamie, Syrie, et sur la rive africaine du canal, gardant ouvert un des grands passages du monde, protégeant une des artères de l'Entente et la moelle épinière même de l'Empire britannique, Égypte. De Nieuport à Venise, le front occidental se tient d'une seule tenue ; et d'une seule tenue aussi le front oriental, de Vallona au golfe d'Aden et à la presqu'île du Sinaï. Séparés sur le terrain par la loi physique de la distance, ils se relient et se réunissent dans l'esprit par les nécessités de la guerre.

Sur l'un et l'autre de ces fronts, de l'un à l'autre de ces secteurs, et en arrière, dans les divers pays, l'Allemagne promène ses feintes et ses offensives ; ses offensives et ses feintes alternées, souvent conjuguées ; ses offensives qui sont des feintes, ses feintes qui sont des offensives, par lesquelles, à toute heure, en tout lieu, dans toute occasion, elle fait, de toute la puissance de tous ses moyens, la guerre totale. On l'a déjà montré ici : les dialogues et monologues sur la paix lui servent à masquer, pendant qu'elle les monte, des opérations de guerre ; telle ou telle opération de guerre, à provoquer et à essayer d'amorcer des conversations sur la paix ; et tantôt c'est l'opération de guerre qui est la feinte, tantôt c'est le dialogue sur la paix qui est l'offensive. Au point où elle en est, il importe beaucoup moins à l'Europe centrale d'occuper de nouveaux territoires que de commencer à traiter, que de parler, avant l'entrée en scène effective des États-Unis avec l'afflux formidable de tout ce qu'ils apportent et de tout ce qu'ils entraînent à leur suite.

L'intrigue patiente et savante qui, en fait, a neutralisé la Russie est perdue, si la seconde moitié du globe a le temps de se lever vers l'Ouest et de retomber de tout son volume et de tout son poids sur l'Allemagne. C'est ce temps-là que les Empires du Centre veulent

à tout prix nous ravir : c'est ce temps-là qu'à tout prix il nous faut gagner. Il n'y a d'ailleurs pas d'illusion à se faire. Si le besoin de paix pour les Empires du Centre est constant, urgent, croissant, leurs conditions, leurs prétentions ou leurs ambitions sont mobiles, comme leur « carte de guerre. » Le comte Czernin, lorsqu'il lança, avec la complicité de M. Erzberger, ses dernières propositions, espèce de rideau derrière lequel s'assemblaient, dans les Alpes carniques, les hordes de l'invasion, et lorsqu'il déclara que, si ces propositions n'étaient pas acceptées, l'Allemagne et l'Autriche exigeraient davantage, se trouvait dire plus vrai qu'alors il ne le croyait lui-même, car personne, ni lui, ni M. Michaëlis, ni Borœvic, ni l'archiduc Eugène, ni Ludendorff, ni Hindenburg, ni l'empereur Charles, ni l'empereur Guillaume, n'attendait de l'agression préméditée, à beaucoup près, tout ce qu'elle a donné. Mais, précisément parce qu'elle a trop donné, et parce que la coalition germanique, profitant de la circonstance favorable, serait prête à saisir au vol ce prétexte de « causer, » qu'il soit entendu, quant à nous, que, dans cette même circonstance, qui se retourne contre l'Entente, nous ne devons voir qu'une raison de ne pas écouter et de ne pas répondre.

Pour rester plus étroitement dans le domaine militaire, en ce domaine surtout les feintes et les offensives s'entremêlent. L'offensive, dessinée des îles du golfe de Riga et des rivages de l'Esthonie contre Pétrograd, les démonstrations navales au large de la Finlande, n'étaient qu'une feinte. La feinte aux sources de l'Isonzo est devenue une offensive dont l'Allemagne a été habile et ardente à exploiter les chances, mais qui, brisée demain, peut redevenir une feinte par rapport à ce qui serait entrepris dans les Flandres, en Champagne, sous Verdun, ou, à l'autre bout de la ligne, contre Salonique ou contre Bagdad. Offensives ou feintes, ce qu'il en faut retenir, c'est la pensée unique, la volonté unique, la conception unique, la direction unique. Si les malheurs de la deuxième armée italienne, après tant d'autres expériences, nous ont vraiment fait découvrir la vertu de l'unité, et fait désirer non seulement de la proclamer, mais de la réaliser, la leçon aura été dure, elle n'aura pas été vaine.

Nous espérons qu'elle ne l'a pas été. M. Lloyd George et M. Painlevé ont rapporté de Rapallo un arrangement à trois, Angleterre, France, Italie, qui, « en vue d'une meilleure coordination de l'action militaire sur le front occidental, » institue un Conseil de guerre, composé du premier ministre et d'autres membres du gouvernement de chacune des grandes Puissances dont les armées combattent sur le

front occidental, l'extension des pouvoirs de ce conseil aux autres fronts étant réservée à une discussion ultérieure avec les autres grandes Puissances. La mission du Suprême Conseil de guerre est de surveiller la conduite générale de la guerre. Il arrête les propositions qui doivent être soumises à la décision des gouvernemens, veille à leur exécution et en informe les gouvernemens respectifs. Les plans généraux de guerre élaborés par les autorités militaires compétentes sont soumis au Suprême Conseil de guerre qui, sous la haute direction des Gouvernemens, assure leur concordance et propose les modifications quand cela est nécessaire. Chaque Puissance délègue au Suprême Conseil de guerre un représentant militaire permanent, dont la fonction exclusive sera celle de conseiller technique près du Conseil. Les représentans militaires reçoivent de leurs gouvernemens toutes les propositions, informations et documens relatifs à la conduite de la guerre. Ils surveillent jour par jour la situation des forces et des moyens de toute sorte dont disposent les armées alliées et les armées ennemies. Le Suprême Conseil de guerre se réunit normalement à Versailles; ses conférences auront lieu au moins une fois par mois.

Il y aurait bien des réflexions à faire sur les détails de cet accord. D'abord, sur la date où il a été conclu et la manière dont il le fut. A cet égard, il porte la marque des partis que se résignent à prendre « les États mal résolus, qui ne les prennent que par force, et non par prudence. » Trop tard, et ce ne serait rien, car mieux vaut tard que jamais : mieux vaut encore se résoudre par force que ne pas se résoudre du tout. Si le véritable auteur de la convention de Rapallo est bien plus le général Otto von Below, commandant la XIVe armée allemande, dans l'occurrence prête-nom de la nécessité, que M. Lloyd George, M. Painlevé ou M. Orlando eux-mêmes, il n'importe, et voilà le Conseil de guerre créé. Mais n'est-ce pas trop peu? L'accord le qualifie de « Suprême Conseil; » non seulement supérieur, mais suprême. Suprême, c'est-à-dire souverain, et souverain, c'est-à-dire, d'après la moins imparfaite des définitions de l'école: « qui n'a pas de supérieur humain. » Or ce Conseil suprême a un supérieur, plusieurs supérieurs, trois au moins, trois pour le moment, et trois à un certain nombre de têtes; les gouvernemens des grandes Puissances qui combattent sur le front occidental; bientôt quatre, par l'arrivée de l'armée américaine; il pourra en avoir davantage, si l'on étend ses pouvoirs aux autres fronts.

Il proposera, les gouvernemens décideront. Comment? Chaque

gouvernement pour son compte. Et s'ils décident en sens contraire, qui tranchera? Ce ne seront pas les représentans militaires adjoints au Suprême Conseil, puisqu'ils doivent être exclusivement des conseillers techniques, et que ce ne sont pas eux qui élaboreront les plans, mais, dans chaque pays, les autorités compétentes. De telle sorte que le Suprême État-major sera comme le Suprême Conseil de guerre, avec cette différence qu'au lieu d'avoir une série de supérieurs, les gouvernemens, il en aura deux, les gouvernemens respectifs et les états-majors particuliers. Sa seule qualité est la permanence; mais ce n'est vrai que du Suprême État-major; il n'en est rien pour le Suprême Conseil de guerre, qui n'est que mensuel. Vainement on voudrait faire valoir que les difficultés théoriques s'aplaniront du fait qu'une fois par mois le premier ministre et d'autres membres du gouvernement de chacun des pays conféreront : on n'aboutit qu'à une difficulté de plus, peut-être à une impossibilité matérielle; et l'on ne voit guère M. Lloyd George venant tous les mois de Londres, ni M. Orlando, tous les mois, venant de Rome à Versailles. Non; la solution n'est pas une solution, la mesure n'est qu'une demi-mesure. Elle retarde, et elle ne suffit pas. Organe de coordination, nous dit le texte de l'accord. Mais c'est de quoi nous aurions pu nous contenter il y a deux ans. A présent, il nous faut un organe non de coordination, mais de commandement. On ne parle que de coordonner, parce qu'on craint de se subordonner. Pourtant nous n'en sommes plus là. Hindenburg ne coordonne pas, il ordonne. L'Entente réclame un cerveau : on lui fabrique une boîte cranienne, où l'on fera la compensation, le dosage, le mélange des pensées et des volontés. Ce n'est pas ainsi qu'elle vivra et qu'elle vaincra. Comme l'Europe centrale, et plus qu'elle, n'étant pas centrale, étant dispersée, elle appelle une pensée unique, une volonté unique, une impulsion unique, une direction unique.

Notons tout de suite que c'est plus commode à dire qu'à faire, et que l'opinion publique n'y est pas également préparée, même dans chacun des trois pays seulement dont les armées combattent aujourd'hui sur le front occidental. Aussi les critiques adressées en Angleterre à la convention de Rapallo et celles qu'on lui adresse en France sont-elles opposées et contradictoires. Les Anglais lui reprochent son excès, et nous son insuffisance. Ils se plaignent que ce soit trop, et nous que ce soit trop peu. Un supplément de force persuasive nous viendra vraisemblablement lorsque, l'armée des États-Unis étant entrée en ligne sur le front occidental, le gouvernement américain, — par qui? par

quels délégués? — entrera au Conseil de guerre. Déjà l'esprit lucide du Président Wilson s'est prononcé. Et l'esprit vigoureux de M. Lloyd George n'hésitera plus, quand il aura, comme il convient, ménagé, caressé, désarmé tous les égoïsmes, personnels et nationaux. L'amour de la patrie est le premier amour. Mais les temps sont tels qu'on ne peut l'aimer que dans la victoire commune, et le lui prouver qu'en consentant, fût-ce comme un sacrifice (on en a fait de plus cruels), le moyen indispensable et infaillible de cette victoire.

Quoi qu'il en soit, M. Lloyd George et M. Painlevé étaient revenus de Rapallo très satisfaits de leur œuvre. Bien qu'on ne veuille pas leur faire l'injure de rapetisser leurs motifs à cette seule considération, ils s'en promettaient, M. Painlevé particulièrement, de bons résultats parlementaires. Il comptait fortement, pour consolider son ministère chancelant depuis sa naissance, sur ce qu'il avait obtenu à Londres au point de vue économique, en Italie au point de vue militaire. D'autant plus, calculait-il, qu'un adroit aménagement du calendrier par un de ses collaborateurs qui excelle à échelonner les échéances semblait lui assurer un assez long délai. La conférence interalliée était convoquée pour la dernière semaine de novembre. La souscription à l'emprunt de dix milliards s'ouvrait le 26 et ne serait close qu'en décembre. Il était incroyable que d'ici là le Cabinet pût être renversé. M. Lloyd George et lui exprimèrent donc, à la fin d'un déjeuner où il groupa autour du Premier britannique les personnages les plus en situation des deux Chambres, leur joie d'avoir si utilement travaillé. Chacun s'abandonna à son tempérament : M. Painlevé optimiste et lyrique, M. Lloyd George pugnace et amer. Il fit publiquement sa confession, et battit violemment sa coulpe sur la poitrine d'autrui. Sur-le-champ, on eut l'impression que, tout en touchant un point capital de la politique interalliée, le discours de M. Lloyd George était surtout un acte de politique intérieure anglaise. Ce qui s'est passé, la semaine suivante, aux Communes, l'interpellation de M. Asquith, l'a démontré. « J'ai voulu frapper l'attention, a déclaré M. Lloyd George, et, pour la contraindre à m'entendre, je n'ai pas craint de la secouer. » Mais l'ayant bousculée d'un peu plus loin, de Paris, à Londres, il l'a plutôt apaisée, sinon flattée. Sous les différences de forme, ce qui reste, au fond, de ses aveux, c'est que les déceptions, parfois si douloureuses, de l'Entente sont venues de ce que l'unité de front, belle maxime à mettre en exergue sur une médaille, n'a jusqu'ici jamais été qu'un mot. *Words, words, words!* Mais pourquoi? L'analyse de M. Lloyd George était exacte et sévère, mais

incomplète. Il eût dû la pousser d'un degré plus avant, descendre plus bas, et tandis qu'il était en veine de sincérité brutale, le dire à M. Painlevé, et à d'autres peut-être : c'est qu'il n'y avait pas de gouvernement.

Qu'il n'y eût pas de gouvernement, et que tout le monde s'en fût aperçu, explique la facilité avec laquelle le ministère Painlevé est tombé. Dans une de ces manifestations de candeur dont il a été coutumier, l'ancien Président du Conseil ayant posé lui-même la question, le plus clairement qu'elle pût l'être, s'étant avisé de demander : « Ai-je l'autorité nécessaire pour représenter la France à la prochaine conférence des Alliés? » la Chambre des députés se devait de répondre à une pareille franchise avec une franchise égale. C'est ce qu'elle a fait, à une majorité de 90 voix ; pour la première fois depuis le mois d'août 1914, elle a formellement ouvert une crise ministérielle.

Quelque paradoxal que l'événement eût paru il y a vingt ans, il y a dix ans, ou seulement il y a trois ans, le sentiment public presque unanime a désigné M. Georges Clemenceau. Il y a trois ans, le pire blâme, pour ceux qui, avant lui ou avec lui, dénonçaient la faiblesse du gouvernement, était de leur dire : « Vous parlez comme l'Homme enchaîné. » La suite a rendu évident qu'ils n'avaient eu que le tort d'avoir raison trop tôt, mais le tort est plus grand de n'avoir point voulu les entendre. S'ils avaient été mieux suivis, que de fautes eussent été réparées à moins de frais, que d'erreurs évitées ! Maintenant que le mal, en s'aggravant et en atteignant son période aigu, a éclaté à tous les yeux, on demande à M. Clemenceau de nous donner enfin le gouvernement qu'avec une âpre éloquence il accusait tant d'autres de ne pas nous avoir donné. Et c'est là justement que serait le paradoxe, si le Clemenceau des trois dernières années n'avait pu effacer le Clemenceau d'il y a vingt ans, qui démolissait tous les ministères, ou même celui d'il y a dix ans à peine, qui avait commencé par si mal bâtir et fini par si bien démolir le sien.

Chose curieuse : l'opinion, après s'être longtemps refusée, s'est jetée dans les bras de M. Clemenceau autant pour ses défauts, pour la férocité féline qu'elle lui prête un peu gratuitement, que pour ses qualités, qui sont moins connues, car, comme tous les hommes de ce tempérament, il met une espèce de coquetterie à étaler ses défauts et à cacher ses qualités. Nous-même, qui signerons ces lignes, nous avons tracé de lui dans le passé, d'après ce qu'il montrait le plus volontiers de lui-même, deux portraits successifs qu'il jugea peu

aimables. Au bout de cette troisième année de guerre, nous avouons, sans nous faire prier, que deux de ses plus dangereux travers, l'impulsivité et l'incohérence, les seuls dont on puisse encore avoir peur, il semble les avoir maîtrisés. La campagne de presse qu'il a menée quotidiennement, comme son action dans les commissions du Sénat qu'il a présidées, a été remarquable par sa continuité. Il lui reste à devenir comme président du Conseil ce qu'il était devenu comme journaliste, à se transformer au gouvernement comme il avait su se transformer dans l'opposition. M. Clemenceau est capable de le faire. Comme il avait passé la soixantaine, quand il découvrit le gouvernement, ses devoirs, ses difficultés et ses conditions nécessaires, les ayant niés, ignorés ou bouleversés durant un quart de siècle, il ne les sentit que plus vivement, et la guerre les lui a fait sentir bien plus vivement encore. Même s'il ne s'était pas convaincu qu'il faut dans la paix un gouvernement fort, il a appris et tient de toute certitude qu'il en faut un pour la guerre.

A mesure que s'estompent ses deux plus gros défauts, apparaissent en relief ses deux qualités les plus précieuses. Ce n'est pas faire de lui un petit éloge, mais c'est n'en faire que l'éloge mérité, de dire qu'il a au plus haut point « le sens français, » dont la verve parfois outrée, la pointe de gaminerie incorrigible, l'accent de Paris et de Montmartre qui amuse et irrite en M. Clemenceau, ne sont que l'exaspération. Mais le patriote recouvre le jacobin, et le gentilhomme vendéen est dessous. On retrouve la souche et la branche. Par disposition héréditaire, par instinct aristocratique, M. Georges Clemenceau a le mépris des choses basses et des âmes basses. Il est tout ensemble très nouvelle France et très vieille France, très France éternelle. Quoi d'étonnant que, blessée et inquiète, le devinant si parfaitement, si pleinement, si puissamment français, la France se soit réfugiée en lui? Furieuse, pendant qu'elle subit au dehors l'assaut impitoyable des barbares, de se voir rongée au dedans par une lèpre secrète, parmi tous ces scandales et toutes ces obscurités, elle invoque le chirurgien qui tiendra ferme le bistouri, la main rude et bienfaisante qui portera le fer et le feu. De lui, de sa vie et de son histoire, elle n'oublie rien, mais elle lui pardonne tout. La seule défaillance qu'elle ne lui pardonnerait pas, ce serait qu'ayant parlé comme il parlait et écrit comme il écrivait, il eût laissé son énergie dans l'encrier et n'eût de tranchant que la langue.

Ce qu'elle attend de lui est simple : qu'il fasse la guerre et qu'il fasse la justice, qu'il ose faire la justice pour qu'elle puisse faire

la guerre. Quand on dit que c'est simple, encore faut-il le faire. Mais la France veut que l'œuvre salutaire s'accomplisse, et elle n'a élevé M. Clemenceau au pouvoir que parce qu'elle a cru qu'il l'accomplirait. Qu'on ne s'y méprenne pas, et personne, même en Allemagne, ne s'y est mépris : ce vœu général ne marque de sa part qu'une volonté de vie et de victoire. En d'autres termes, la France attend de M. Clemenceau deux choses : la restauration du moral à l'arrière, l'intensification de la bataille à l'avant. Le péril, pour lui, il en a conscience, serait de ne pouvoir tenir, non point tout ce qu'il a promis, mais tout ce qu'on s'est promis de lui. La tâche est lourde. Pour l'aborder, il doit premièrement rendre de l'autorité à la présidence du Conseil et remettre de l'ordre dans le ministère de la Guerre. Puis procéder au nettoyage. En ce pays, foncièrement honnête et sain, il s'était formé, par l'indolence, la négligence, l'indifférence, le laisser-aller, des goûts fâcheux, des habitudes morbides, tout un monde de liaisons suspectes, de compromissions inclinant à la complaisance et frisant la complicité; pour tout dire d'un mot qui ne fuie pas la vérité crue, dans « la République des camarades, » d'affreuses camaraderies ; une atmosphère corrompue; et, sinon la trahison caractérisée, un état de « para-trahison, » — comme les médecins disent : la paratyphoïde. L'épreuve, pour un homme de parti, sera de savoir ou de ne savoir pas se faire l'homme du pays qui entend vivre et vaincre, face aux partis qui entendent régner, et qui, acharnés à leurs disputes, les mêlent jusqu'à la guerre et jusqu'à la justice.

Objet d'accusations terribles, sous le coup desquelles on comprend qu'il ne puisse pas rester, M. Malvy, usant d'un artifice de procédure parlementaire, vient de mettre la Chambre en demeure d'examiner s'il y a lieu de le déférer à la Haute-Cour pour crime commis dans l'exercice de ses fonctions, lorsqu'il était ministre de l'Intérieur. Un citoyen quelconque, qui n'aurait pas été ministre, n'aurait pas eu le choix de la juridiction : il n'aurait pu que traduire l'accusateur en cour d'assises, pour dénonciation calomnieuse ou diffamation. Mais le verdict, rendu avec l'assistance du jury, se fût comme éclairé du reflet de la justice populaire. M. Malvy a préféré la Haute-Cour : son choix ne va pas sans inconvénient pour sa cause, s'il tient à ce que son innocence s'impose, car la valeur d'un jugement entaché de suspicion de partialité politique pourra toujours être contestée. La Chambre, la première, est bien embarrassée de la faveur qu'il lui a faite. La Constitution lui rend, si l'on ergote, malaisé de s'y dérober, mais il y a peu de précédens, sauf le procès des ministres de Charles X, et il

n'y en a aucun d'un cas où l'accusé l'a saisie lui-même. C'est un joli fagot d'épines qu'on lui a posé sur les épaules. Elle n'a que le désir de s'en décharger le plus vite possible. Mais ce souci prouve à lui seul qu'une Assemblée ne saurait être un tribunal.

En toute dernière heure, à la fin de notre chronique du 15 novembre, nous avons sommairement signalé le mouvement maximaliste de Pétrograd. Lenine, disions-nous (et, entre parenthèses, avec un point d'interrogation, nous ajoutions : Zederblum? nom que prêtait à l'agitateur une liste publiée naguère par la *Morning Post*; mais il paraît que décidément il s'appelle Oulianoff, et les gens irréprochables n'ont pas besoin d'un jeu de pseudonymes), Lenine est maître de la capitale, ce qui n'est pas encore être maître de la Russie. Cette note hâtive, après quinze jours ensanglantés par des luttes criminelles, demeure la note vraie. Dans la confusion, la contradiction des nouvelles, voici ce qui semble surnager. Kerensky a eu la velléité de reprendre Pétrograd à Lenine. Mais ce déplorable Hamlet de la révolution russe n'a pu, comme toujours, aller au bout de son dessein : il a commencé par les armes, presque réussi, et aussitôt tout perdu par le bavardage, effrayé de ce qu'il avait gagné, tremblant du geste à demi esquissé. Il a été battu, s'est enfui, terré quelque part, sans qu'on ait retrouvé sa trace, et cette disparition même a comme un air shakespearien. Ainsi que Pétrograd, Moscou a été ravagée. Ses habitans et ses monumens auraient souffert. Les deux grandes villes, la cité impériale et la cité nationale, ont été enlevées au gouvernement provisoire. En revanche, l'hetman des cosaques du Don, Kaledine, domine dans le Sud, assez loin sur les fleuves, jusque vers la Mer Noire et vers le Caucase. La façade sans épaisseur et sans solidité de la Russie unitaire s'écroule, mais quelques morceaux en sont bons : il s'agit de les utiliser.

Nous avons dit aussi, dès le 15 novembre, que nous aimions à croire que les gouvernemens de l'Entente y avaient réfléchi. Pour nous, à première vue, il y a deux choses à faire, ou plutôt une chose à ne pas faire, et une chose à faire. Si le triomphe des maximalistes se confirme, il ne faut, à aucune condition, reconnaître ce faux gouvernement qui n'est que l'usurpation d'une bande délirante d'anarchistes et d'agens allemands. La chute du gouvernement provisoire, qui, lui, avait figure de gouvernement régulier, et envers qui nous avions des précautions à prendre, nous laisse le champ libre. Le radiogramme du « Soviet des commissaires du peuple » proclamant un armistice qui est une défection, a achevé de nous délier vis-à-vis de

Lenine et de ses compères. Au contraire, il faut s'appuyer franchement sur le mouvement cosaque et l'appuyer franchement. Ne faisons pas de roman-feuilleton, mais faisons de l'histoire et de la politique. Le roman-feuilleton, ce serait d'imaginer une puissance cosaque qui, en un clin d'œil, serait à même de reconquérir et de reconstruire la Russie; mais ce ne l'est pas moins, que de nous représenter simplement, sur les récits de 1814-1815, et sur les images d'Épinal, les Cosaques comme des cavaliers « mangeurs de chandelle, » qui naissent et meurent à cheval, entre une grande lance et un grand fouet. La vérité, qu'on doit garder présente à la mémoire, est que les institutions cosaques, bien qu'affaiblies depuis un siècle ou deux par les Tsars, la Cour et la bureaucratie, sont les plus anciennes, les plus robustes, et, ce qui dans l'espèce ne gâte rien, les plus démocratiques de la Russie, dont une partie du moins, les régions du Sud-Ouest, à défaut de l'immense Empire tout entier, peut retrouver en elles une armature. La position géographique ellemême, qui rapproche de la Moldavie ces populations indépendantes et guerrières, indique ce qu'on en doit tirer.

Subsidiairement, il y aurait peut-être à négocier avec le Japon, par l'intermédiaire des États-Unis, à toutes fins utiles et pratiques, conformément à la pensée unique, à la volonté unique, à la direction unique, qui doit être de faire rendre, à tous les États alliés, sur tous les points, tout ce que l'Entente est capable de produire. Voyons, cherchons, essayons. Mais travaillons, aidons-nous. Ne cédons pas trop facilement aux objections d'une diplomatie endormie et timide qui, de rien, se fait des mondes, et craint toujours d'avoir à faire quelque chose qui ne soit pas tout fait. Là encore, si M. Clemenceau peut, dans les mœurs et les traditions du temps de paix, souffler un esprit nouveau, qu'il se lève et souffle l'esprit de guerre.

CHARLES BENOIST.

Le Directeur-Gérant,

RENÉ DOUMIC.

LA JEUNESSE

DE

LOUIS-PHILIPPE[1]

D'APRÈS DES DOCUMENS NOUVEAUX

Louis-Philippe, Duc d'Orléans, premier prince du sang de France, général des armées de la République, exilé depuis la seconde année de la Convention, est, en 1808, à Malte, et les drapeaux de France flottent maintenant sur les villes d'Allemagne et d'Italie.

Ses frères bien-aimés, le Duc de Montpensier, le Comte de Beaujolais, à la fleur de leur âge, ont passé deux ans dans les prisons de Marseille, n'apercevant, du fond d'une petite cour, qu'un lambeau polygonal du ciel bleu de la Provence. Ce long supplice a détruit leur santé; la liberté, trop tard recouvrée, les a trouvés languissans; Montpensier, le premier, est mort, en 1807, à Salthil, près de Windsor, âgé de trente ans. Ses portraits montrent une figure charmante. Les récits de guerre contenus dans ses lettres sont d'un style vif et brillant. Il avait

(1) Pendant une visite à Belmont-House, peu de temps avant la guerre, Mgr le duc de Vendôme avait bien voulu me permettre de prendre connaissance de quelques-uns de ses précieux papiers de famille, et de garder quelques notes qui m'ont été d'un grand secours pour la présente étude. Je prie Son Altesse Royale d'agréer mes remerciemens. Je les adresse aussi à mon vieil et cher ami le marquis de Lasteyrie, qui m'a ouvert les archives de son château de Lagrange.

été le compagnon de campagnes de Louis-Philippe, — aide de camp, âgé de seize ans, d'un lieutenant général de dix-neuf ans, — et plus tard son compagnon de voyages. Un cruel regret avait attristé la fin de cette vie si courte.

A Twickenham, Montpensier s'était pris, pour une voisine de leur demeure, d'une vive passion. Lady Charlotte Randon était issue d'une maison noble et ancienne, mais non royale. Et le frère aîné, fils de Philippe-Égalité, s'était opposé à cette alliance inégale. Dans l'esprit de ces jeunes princes, l'éducation de Mme de Genlis, les leçons tirées de Rousseau n'avaient pas laissé de profondes traces. Montpensier était inconsolable; on s'adressa au chef de la Maison de France, le Roi, depuis la mort du fils de Louis XVI; car entre Louis XVIII et ses cousins une réconciliation venait de s'accomplir, grâce aux conseils du général Dumouriez et aux bons offices d'un fidèle ami de la famille royale, le comte d'Avaray. L'avis du Roi fut conforme à celui du frère aîné, devant lequel s'était incliné déjà Montpensier, étouffant ses larmes.

Il repose à Westminster, sous un monument et une épitaphe latine. Sa sépulture y fut transférée, en 1829, par les soins du Duc d'Orléans.

Le Comte de Beaujolais ne survécut pas longtemps. Les médecins conseillèrent d'éviter les brumes d'un hiver en Angleterre. Louis-Philippe le conduisit à Malte, et Beaujolais y mourut au printemps de 1808. Ses funérailles eurent lieu en l'église de Saint-Jean, suivies par les principaux officiers de la flotte et de la garnison anglaises, et par son frère désolé.

I. — DE L'ANCIEN RÉGIME A LA TERREUR

Le prince dont j'essaie non d'écrire l'histoire, mais de dessiner la figure, montra une tendre et constante affection à ses enfans, ses frères et sa sœur; à sa mère, et à son père même, dont il condamna sévèrement la conduite, sans pouvoir cesser de le plaindre et de l'aimer. Aucun mariage ne fut jamais plus heureux ni plus fidèle que celui qui devait plus tard l'unir à la fille du Roi de Naples.

Et, en ce moment, dans ses promenades solitaires, les souvenirs de sa vie reviennent en foule devant son esprit.

Que va faire le Duc d'Orléans? A Malte, où les Chevaliers

Hospitaliers, il y a dix ans, régnaient encore; dans la Valette, entourée des remparts bâtis par Charles-Quint; devant les tombeaux des baillis et des commandeurs, les pompes et les gloires d'autrefois ont-elles ému l'imagination d'un prince exilé, et dissipé les illusions de sa jeunesse?

Ne cherchons pas un portrait de ce prince parmi les héros de la poésie romantique. Il ne ressemble en aucune manière à Oswald rêvant avec Corinne sur les ruines de Rome. Jamais âme ne fut moins docile à des impressions, moins emportée par l'imagination. Le tumulte de l'extérieur n'obscurcit jamais sa raison. Son solide et froid bon sens se maintiendra toujours en pleine santé, en pleine maîtrise de soi-même à travers les aventures les plus extraordinaires qu'une existence humaine ait traversées. Ce bon sens est la qualité remarquable de son esprit. Mme de Genlis, qui lui apprenait l'Histoire ancienne quand il avait neuf ans, avait dit de lui : « Son bon naturel, dès l'abord, me frappa. Il aimait la raison, comme tous les autres enfans aiment les contes frivoles; dès qu'on la lui présentait à propos et avec clarté, il l'écoutait avec intérêt. »

Il a maintenant trente-cinq ans à peine, et il a vu la cour de Versailles, la Terreur, les guerres, l'essor prodigieux de l'Empire de Napoléon. Il est né au Palais-Royal, et, quand il était enfant, son père lui apprenait à chanter : « Ça ira! » Il est premier prince du sang de France, et général de division de la République, petit-fils de Henri IV, neveu de Louis XIV, et fils de conventionnel. La Convention a fait périr son roi, et peu de mois après le conventionnel, son père, a subi le même sort.

Versailles maintenant, et la Convention, sont des rêves évanouis. La France est aux pieds de l'Empereur. Ses armées victorieuses de l'Europe entière ont bousculé toutes les anciennes monarchies. De quel côté le Duc d'Orléans dirigera-t-il ses pas? Où cherchera-t-il pour sa vie errante un établissement définitif? Comment, après le trouble des débuts, se formeront, s'installeront dans son esprit d'invariables opinions, une doctrine définitive qui, par la suite, est apparue dans toutes ses actions, et les a dirigées et, on peut le dire, commandées?

Nous devons supposer que, vers la douloureuse année de la mort de ses frères et dans les premiers momens de repos qui

succédèrent à une existence fort agitée, à Twickenham, à Malte, à Palerme, il se mit à repasser dans sa mémoire les événemens de sa vie. Il a pensé et écrit beaucoup : non pas au jour le jour, mais après le temps de la réflexion, avec le recul de quelques années. Le style, un peu prolixe, sans viser à l'éclat, est d'une sincérité, d'une précision, d'une clarté de procès-verbal. « J'étais là, » écrit souvent l'auteur. Et à quelles scènes n'a-t-il pas assisté !

Il est né au Palais-Royal, en 1773. Son grand-père, le Duc d'Orléans, vivait encore; son père est le Duc de Chartres, et lui-même, en naissant, reçoit le titre de Duc de Valois. De Versailles, de Louis XVI, il gardera les souvenirs d'enfant que les hommes de mon âge ont pu garder du second Empire. Nous avons couru dans les Tuileries, pour voir passer les Cent Gardes et les grandes voitures aux livrées vertes; en rhétorique, on nous a menés au Corps législatif, pour entendre Jules Favre. Et nous demeurons encore sous l'impression de critiques et d'attaques très vives, qui abondaient parmi les conversations de nos parens, de leurs amis, de nos professeurs, ou de nos aînés déjà admis aux grandes écoles. Sous Louis XVI, le jeune Duc de Valois avait vu non seulement Paris, mais la Cour, étant élevé dans le plus proche voisinage, sinon dans le respect du Trône. Le Palais Royal par tradition ne ménageait pas Versailles; il était le lieu de réunion d'une autre Cour indépendante et opposante.

Louis-Philippe n'a connu que par les récits de ses parens son arrière-grand-père, le fils du Régent; savant et saint homme, occupé d'une collection de médailles et d'un cabinet d'histoire naturelle, et qui, depuis la mort prématurée de sa femme, passait ses jours à l'abbaye de Sainte-Geneviève.

Le grand-père, de mœurs beaucoup moins sévères, avait été un homme aimable et gai, très généreux, très bienfaisant.

Lors de l'installation du Parlement Maupeou, il avait pris parti pour les magistrats dépossédés et défendu contre Louis XV des principes violés depuis par d'autres que Louis XV. Il dut justifier sa conduite auprès du Roi et le Mémoire commençait en ces termes : « Je suis, par conviction et par ce que m'impose ma naissance, le plus zélé défenseur de l'autorité royale... Mais

parce que les parlementaires étaient coupables, fallait-il les détruire, attaquer la loi de l'inamovibilité des offices pour rappeler les magistrats à leur devoir? »

Le grand-père de Louis-Philippe aimait la banlieue de Paris, où nous découvrons encore tant de jolis coins entre les tramways et les usines. Il avait acheté un beau domaine au Raincy, et s'était fait construire à Bagnolet une maison fort agréable. Son fils habitait Saint-Leu. Ce goût de Paris et de ses proches environs a persévéré dans la famille. Le Prince de Joinville a commencé ses délicieux Mémoires par ces mots : « Je suis né à Neuilly (banlieue). »

Aux beaux jours, M. le Duc d'Orléans commandait ses voitures de voyage : ses écuries étaient installées rue Vivienne, en face de la Bourse, en ce temps-là attenante aux terrains de la bibliothèque du Roi, — et il se transportait à Villers-Cotterets. Là, le théâtre de société était une grande affaire ; Mme de Montesson, secrètement épousée, se piquait d'être auteur. L'acteur Grandval venait mettre en scène les œuvres de la dame du lieu ; ou bien Collé et Sedaine, eux-mêmes, importans et gourmés, venaient faire répéter leurs propres œuvres : *Le Déserteur*, *Vertumne* et *Pomone*. Carmontelle dessinait des costumes ou des portraits. Le prince lui-même consentait volontiers à prendre un rôle. Mais un seul convenait vraiment à ses facultés, nous dit Mme de Genlis ; il n'avait qu'une note : il jouait rondement les paysans.

Il mourut à soixante ans, à Sainte-Assise, en l'an 1785. Son fils, Louis-Philippe-Joseph, Duc de Chartres jusqu'alors, depuis Duc d'Orléans, et enfin Égalité, âgé de trente-huit ans alors, avait fort grand air, mais le teint gâté par une vie licencieuse, toujours au dire de Mme de Genlis. Il y a à Chantilly un beau portrait de lui, par Mme Lebrun, en tenue de colonel général des hussards, en bottes de maroquin rouge, la figure pleine, le teint enluminé.

Louis-Philippe-Joseph, quelques années plus tôt, avait refusé de siéger au Parlement Maupeou, suivant en cela les avis de son père qu'il outrepassa bientôt. Après le combat d'Ouessant et le refus du titre d'amiral qu'il croyait dû à ses mérites, il avait attribué cette disgrâce à la mauvaise volonté de la Reine, et, se faisant recevoir franc-maçon, s'était mis à la tête des mécontens.

A l'assemblée des Notables, Louis-Philippe-Joseph n'avait pas manqué de protester contre les édits bursaux, au Parlement, de s'élever contre l'exil des conseillers Sabatier et Freteau. Il fut exilé lui-même : exilé en son château de Villers-Cotterets. Doux exil ! Paris n'était pas si loin qu'une chaise bien attelée ne pût en quelques heures amener deux ou trois philosophes, et Mme de Genlis.

De ce château partent de grandes allées vertes, entre de hautes futaies de hêtres ; plus loin, on découvre les débuchés de Pierrefonds, puis les monts de Compiègne et les détours de la belle rivière d'Oise entre cette ville et Ourscamp, pays merveilleux, au cœur de la vieille France, peuplé de grands animaux et presque toujours résonnant de la voix des chiens de meute et des trompes.

La chasse a ses modes et ses usages et la mode anglaise avait séduit Louis-Philippe-Joseph.

Comparez d'après les peintures d'Oudry, à Fontainebleau, les chasses de Louis XV, au tableau de Carle Vernet que possède le Palais-Bourbon : Chartres, Valois et son tout jeune fils attendent l'attaque, près d'une enceinte ; les selles, les brides, la tenue des veneurs et leur habit rouge sont ce que l'on a maintenant l'habitude de voir. Le grand cheval gris et l'alezan sont de ceux qu'on aimerait monter aujourd'hui : le tout bien différent du luxe des anciens équipages. Chasser à courre, sans perruque, sans bottes à chaudron, marquait un dédain des vieux usages.

Pendant le triste séjour de Malte où son dernier frère vient de mourir, les souvenirs de Louis-Philippe exilé et proscrit le reportaient sans doute beaucoup moins vers Villers-Cotterets, le Raincy, le Palais-Royal, splendides demeures de sa famille, que vers Bellechasse. Bellechasse : ce nom revient sans cesse dans les lettres des jeunes princes, colonels, capitaines de quinze ou seize ans, à peine échappés du nid. C'était leur domaine propre, disposé par leur père pour leur éducation, un petit paradis créé pour eux et où ils étaient chez eux. Il est de vieux parcs ou même de modestes petits jardins, embellis, agrandis par notre imagination d'enfans, où la vue d'une rose de Noël, d'un tournesol, ou bien le sifflet d'un merle ont été pour nous des sensations nouvelles ; là, des joies ont été goûtées entre nous et nos frères, en une foule de petites occasions

sans le moindre intérêt pour le reste des hommes. Elles se représentent à nous, alors que beaucoup d'événemens plus graves sont effacés, et nous jettent dans une émotion que nous ne saurions assez exprimer, tant notre sentiment est profond, et tant la cause qui le réveille est futile!

La rue de Bellechasse n'était percée alors que jusqu'à la rue Saint-Dominique. Le plan de Turgot, qui nous promène dans le Paris de Louis XV, montre au bout de cette rue, et fermant le passage, le couvent des religieuses de Bellechasse, dont les jardins s'étendaient, le long de la rue Saint-Dominique, jusqu'à l'hôtel de Broglie, au coin de la rue de Bourgogne; cet hôtel existe encore. Dans leur largeur, ces jardins couvraient les terrains que la rue Las-Cases occupe aujourd'hui et n'étaient bornés que par ceux de l'hôtel de Villars, mairie actuelle du 7e arrondissement et ceux du couvent de Pentemont.

Dans ce vaste domaine, Louis-Philippe-Joseph avait installé ses enfans; et près de l'ancien couvent abandonné par les religieuses, on peut dire qu'il avait établi une *nursery*. Car ayant remarqué trop de pédantisme chez M. de Schomberg, trop « d'imagination et d'emphase » chez M. de Durfort, il avait jugé bon de donner à ses fils une gouvernante au lieu d'un gouverneur. « Qu'il fasse, avait dit le roi Louis XVI, comme il lui plaira : j'ai des frères! »

La gouvernante avait très vite acquis une considérable influence. Les enfans l'appelaient « mon amie, » et rien ne se décidait sans elle. Stéphanie-Félicité Ducrest de Villeneuve avait épousé un officier de marine, Bruslart de Genlis, celui-ci l'ayant rencontrée avec sa mère dans une somptueuse maison de Passy, où le financier La Popelinière donnait des fêtes, et où la jeune Félicité jouait de la harpe et récitait des vers.

Bruslart, comte de Genlis, plus tard marquis de Sillery, descendait d'un magistrat honoré de la faveur de Henri IV. Par son mariage, Mme de Genlis était devenue la nièce de Mme de Montesson, — qu'elle juge durement, mais qu'à tout propos elle appelle « Ma Tante ; » nièce aussi de Mme de Puisieux, — Bruslart de Puisieux, « ma seconde mère, » dit-elle, avec plus d'attachement encore qu'elle n'en montre à la première. M. de Puisieux, dévoué à M. le Duc de Penthièvre, avait fort contribué à obtenir le consentement de celui-ci au mariage de sa fille avec le Duc de Chartres.

Mme de Genlis avait ainsi, dans la maison d'Orléans, de puissans appuis. Belle d'ailleurs, spirituelle, ayant des connaissances étendues et se prêtant aux idées nouvelles. Elle se défend de les avoir poussées à l'excès et prétend s'être toujours appliquée à modérer M. le Duc d'Orléans, à demeurer royaliste, à ne pas s'avancer plus loin que ne faisait le Roi lui-même. Ses Mémoires donnent l'idée d'une femme très occupée du monde, de ses anciens usages, et non exempte de ses préjugés. Parmi les nombreuses déclarations d'amour dont elle aime célébrer le souvenir, celle d'un médecin non gentilhomme causa à Mlle Ducrest une vraie stupéfaction!

En un passage amusant, elle blâme les mauvaises manières, les formes de langage défectueuses et basses qu'elle trouva à Paris, après la Révolution.

Cependant cette femme du monde, — et de l'ancien monde, — joua le rôle d'une Romaine de la République en tant qu'institutrice. Les jeunes princes eurent de bons maîtres de littérature, mais furent aussi habitués aux travaux manuels. Elle leur fit enseigner un peu de chimie par M. Alyon, maître apothicaire. Elle leur choisit un aumônier, en même temps professeur d'italien, l'abbé Mariottini : choix malheureux, l'aumônier étant un jour, avec de brûlantes déclarations, tombé aux pieds de la gouvernante, au dire de cette dernière.

S'il est vrai qu'elle eût cherché à modérer les opinions de M. le Duc d'Orléans, elle ne prit pas le même soin pour ses enfans. Nos enfans quand ils sont petits acceptent nos idées, et leur affectueuse et encore aveugle confiance les conduit même à les exagérer : c'est une joie que la Providence nous accorde, et une responsabilité dont elle nous charge, tant qu'ils n'ont pas l'âge d'homme et n'ont pas pris possession d'eux-mêmes.

Louis-Philippe rend justice à Mme de Genlis. « Elle avait, a-t-il écrit, l'intention de faire de moi un honnête homme : ma conscience me permet de dire qu'elle a réussi. »

Il ajoute, non sans finesse et sans clairvoyance : « Habituée à tout rapporter à elle-même, elle disait que la meilleure réponse qu'elle pût faire à ses ennemis et aux calomnies dont ils l'avaient noircie, était de donner à ses élèves une vertu austère : cette vertu et cette austérité s'accordaient très bien avec la tendance des idées du siècle et la théorie des principes

démocratiques et révolutionnaires. Mme de Genlis faisait de nous des républicains honnêtes et vertueux. Et néanmoins sa vanité lui faisait désirer que nous continuassions à être Princes. Il était difficile de concilier tout cela. » . . . . . .

Épaminondas, Phocion, Cincinnatus, Épictète, Marc-Aurèle étaient les sujets des conversations habituelles. Les figures de ces grands hommes, peintes sur des toiles de Jouy, ornaient les murs de la maison. Les élèves de Mme de Genlis se créaient des âmes antiques et pensaient voir autour d'eux, au lieu de Paris, cette Athènes de convention, ou cette inhabitable Rome qui décorent le fond des tableaux de David. Le pavillon de Bellechasse, par la variété de la décoration, devait rappeler la maison de Fragonard à Grasse : les délicieuses « Saisons » sur les panneaux du salon, pour le bonheur du maître; de solennels Romains dans l'escalier afin d'édifier les visiteurs. . . .

Elle leur lisait aussi l'Ancien Testament, « omettant les passages dont la pudeur pouvait s'alarmer. » Et il semble qu'elle devait transformer l'Ancien Testament en une sorte d'Ancien Régime. « Que de cruautés, s'écriait-elle, que d'abus! Mais, Notre-Seigneur a été envoyé sur la terre pour abroger l'ancienne loi : nous ne devons la suivre qu'autant qu'elle s'accorde avec la nouvelle, qui est notre guide... Elle s'efforçait de nous rendre très religieux, et nous excitait à braver sur ce point les idées modernes. Elle nous engageait à nous distinguer de la masse de nos contemporains par une dévotion très rigoriste. En un mot, elle faisait de nous de véritables catholiques puritains. »

Elle commentait pour eux ce passage de Rousseau : « Si j'avais le malheur d'être né prince, d'être enchaîné par les convenances de mon état, que je fusse contraint d'avoir un train, une suite, des domestiques, c'est-à-dire des maîtres, et que j'eusse pourtant une âme assez élevée pour vouloir être homme malgré mon rang... » etc.

« Il est facile d'imaginer, fait remarquer Louis-Philippe, de combien d'amplifications et de commentaires ce texte est susceptible. Quelle fermentation ne devait pas produire un pareil levain dans la tête d'une femme exaltée et dans celle de jeunes princes ardens et portés à l'enthousiasme! Ils devaient considérer leur rang de princes comme un fardeau... voir avec transport une grande révolution politique qui s'annonçait sur ces

principes. C'est ce qui nous est arrivé. Nous ne doutions pas que les pertes personnelles que la Révolution nous faisait faire ne fussent un avantage pour l'humanité : cette opinion nous portait à nous enorgueillir de la joie avec laquelle nous faisions notre sacrifice. »

A Bellechasse était admis César Ducrest, très jeune frère de « mon amie; » et cette mystérieuse et belle Paméla, envoyée un jour de Londres, âgée de six ans, sous prétexte de parler anglais aux enfans. Le Duc d'Orléans s'était adressé, ou avait fait semblant de s'adresser à Saint-Denis, son marchand de chevaux, et avait reçu de lui cette lettre : « Je vous envoie, Monseigneur, la plus jolie jument, et la plus jolie petite Anglaise que j'aie pu trouver. »

Au milieu de ces évocations des temps anciens, Louis-Philippe revoit, en de rares visites à Bellechasse, la belle et inquiète figure de sa mère : inquiète, parce qu'elle croyait toujours se voir ravir le cœur de ses enfans. Héritière de grands biens, fille du meilleur et du plus respectable des princes, le Duc de Penthièvre, mais descendante du Comte de Toulouse, fils légitimé de Mme de Montespan, elle s'était crue fort honorée en épousant le Duc de Chartres, fils du premier prince du sang royal. Les idées, les mœurs de ce prince avaient fait hésiter beaucoup M. le Duc de Penthièvre. Son ami Puisieux l'avait décidé à conclure l'alliance. Elle était restée deux ans sans enfans. Après une saison à Forges, sa santé s'était rétablie; elle avait donné le jour à Louis-Philippe, Comte de Valois, à deux autres fils, à deux filles. Ayant pris son parti des habitudes légères de son mari, elle reportait sur ses enfans une affection tendre et un peu jalouse.

Une belle miniature d'Augustin la montre souriante et heureuse pendant un séjour à Spa. La source de la Sauvinière lui avait été salutaire, et ses enfans avaient voulu tracer des allées dans le bosquet de la source et élever en l'honneur de la Nymphe bienfaisante un petit autel orné de guirlandes. C'est la scène qu'Augustin a représentée.

Mais, pour des enfans tendrement attachés à leur père, à leur mère, et aussi à celle qu'ils appelaient « mon amie, » les discussions entre ces trois personnes avaient dû laisser de cruels souvenirs. Ils étaient pris à témoin, au besoin choisis comme intermédiaires. La correspondance autographe que pos-

sède l'Institut (1) qui a paru en partie ici même (2) et dont M. le baron de Maricourt, dans un de ses intéressans ouvrages, a publié quelques lettres, nous donne l'idée de ces querelles de famille.

La Duchesse d'Orléans écrit un jour à son mari : « Vous avez résolu de m'ôter plus que jamais mes enfans. »

« Je prendrai mes précautions, riposte celui-ci, pour les élever dans mes principes et non dans les vôtres. »

La fille du Duc de Penthièvre répond avec une bonté et une résignation touchantes :

« Vous semblez craindre que je communique à mes enfans mes opinions. Vous vous trompez bien. Je les aime trop pour cela. Je sens que ce serait faire leur malheur, que de leur donner de l'humeur contre un état de choses qui s'établit, et sous lequel ils sont destinés à vivre. Je ne les porterai jamais à l'exagération, et je leur conseillerai d'avoir une opinion à eux. »

Cette sagesse est un héritage de son père. Le Duc de Penthièvre, vieux soldat de Dettingen et de Fontenoy, ayant fait avorter en Bretagne un projet de débarquement des Anglais, et mérité le titre de grand amiral de France, passa ses dernières années à Rambouillet dans une pieuse et charitable retraite : si aimé, si respecté de tous que, sans avoir embrassé les idées de la Révolution, il n'eut pas à souffrir de ses excès.

A la lettre touchante de sa femme Louis-Philippe-Joseph répondait brutalement : « Vous m'avez privé de la personne en qui j'avais mis ma confiance pour l'éducation de mes enfans. Je prendrai moi-même les précautions nécessaires pour achever leur éducation dans mes principes et non dans les vôtres. Je me chargerai de décider de tout. Vous ne serez l'instrument de rien. Quant au devoir et au besoin de faire tout ce qui peut me plaire, vous ne vous flattez pas que j'y croie, après ce qui s'est passé hier. Je vous verrai demain entre midi et une heure. »

En effet, après un fâcheux incident, une personne indigne admise au service de la jeune princesse Adélaïde (3), la gou-

(1) Fonds Beugnot.

(2) Voyez dans la *Revue* des 1er et 15 avril 1913, *La Duchesse d'Orléans et Madame de Genlis*, par G. Buboscq de Beaumont et M. Bernos.

(3) « Vous me mandez que vous m'avez toujours consultée. Vous savez que je ne l'ai été sur rien. Toutes les fois que vous m'avez annoncé quelque chose qui avait rapport à mes enfans, c'était toujours chose décidée. Les personnes qui les entourent ont été choisies par Mme de Sillery, comme cette Évelina qui est une fille publique, et qui avait une fort mauvaise réputation avant d'entrer au service de ma fille. »

vernante a été momentanément mise en congé. Mais le père poussait ses enfans à demander le retour de « mon amie. » Ils écrivent à leur mère, ils la supplient; Adélaïde tombe malade d'émotion et de regrets. « Mon amie » revient bientôt de Lyon et Mme la Duchesse d'Orléans part pour le château d'Eu.

Mme de Genlis était fort attachée à sa tâche d'éducatrice; elle tenait à la pousser jusqu'au bout. Elle raconte dans ses Mémoires que sa situation de fortune changea du tout au tout pendant qu'elle était à Bellechasse. Elle y était entrée, comme on l'a vu, sous les auspices de Mme de Montesson, tante de M. de Genlis. Inopinément, une autre tante, la maréchale d'Estrées, laissa à celui-ci cent mille livres de rente. Il voulut emmener sa femme : elle refusa, et le mari céda, mais à la condition d'être nommé capitaine des gardes du duc d'Orléans.

Égalité avait donc un capitaine des gardes. Le petit Duc de Chartres, colonel de dragons à seize ans, écrit aux autres enfans, demeurés à Bellechasse, et signe « colonel du premier régiment de France, et prince français pour mon malheur ! » Non, comme l'a écrit plus tard Louis-Philippe, tout cela n'était pas très facile à concilier.

Les lettres du fonds Beugnot, lettres fort enfantines que les jeunes princes s'adressent entre eux, font connaître le langage qu'on leur a appris. Le Duc de Chartres écrit à sa sœur : « A la citoyenne Adèle-Égalité. » Une autre lettre est du « républicain Philippe au républicain Leodgar. » Le petit Beaujolais, encore dans la princière *nursery* de Bellechasse, écrit à son grand frère : « Ça ira, ça ira; les enrôlemens sont nombreux, tout le monde veut partir. Mais sais-tu ce qui s'est passé dans les prisons? On dit qu'il y a cinq ou six mille personnes de tuées. » Le Duc d'Orléans ne se trouble pas davantage. « Je suis enchanté de ta conduite, écrit-il à Louis-Philippe, colonel des dragons de Vendôme et âgé de dix-sept ans; j'en reçois des complimens de tout le monde... Tu recevras incessamment les cent louis que tu m'as demandés. Tout se passe fort bien ici et est parfaitement tranquille. Je t'embrasse de tout mon cœur. »

Tout se passe fort bien ; tout est tranquille! La lettre est du 27 juin 1791. Et le retour de Varenne avait eu lieu le 22!

Leur mère essayait encore de les retenir, au moins sur le terrain de la religion ; elle s'efforçait, en s'aidant des

conseils du grand-père Penthièvre, de les garder bons catholiques, et recevait du colonel de Vendôme une demi-satisfaction : « Je ne puis parler à maman que de mon opinion personnelle, et quel que soit le prix que j'attache à celle de mon grand-père, non seulement je n'ai aucun scrupule d'aller à ma nouvelle paroisse, mais je regarde ce devoir comme absolument indispensable, parce que je crois fermement que les décrets n'ont porté aucune atteinte aux dogmes de la religion, pour lesquels j'aurai toute ma vie le respect le plus inviolable ; que je regarde toutes les opérations de l'Assemblée comme purement temporelles et que dans cette matière je ne reconnaîtrai jamais d'autre autorité que celle de la Nation. Votre éloignement pour ces principes m'afflige d'autant plus que je crains qu'il ne vous éloigne de nous. Mais je ne doute pas que ma chère maman ne s'en rapproche et qu'alors elle ne rende au tendre et respectueux attachement de ses enfans la justice qu'il mérite ; en particulier celui de son tendre fils. »

Les conseils du père sont autres. Il n'avait pas osé parler de franc-maçonnerie. Mais il ne permettait pas de déserter les clubs. Un jour Mme de Genlis a mené le Duc de Chartres aux Cordeliers : il y a vu des femmes qui interrompaient les orateurs, et prenaient la parole de leur place : en quels termes ! avec quelles propositions !

Louis-Philippe-Joseph l'avait fait admettre aux Jacobins : au début, aux premiers Jacobins, quand cette réunion était fréquentée par des hommes tels que M. Mathieu de Montmorency et M. de Biron.

Le jeune adepte montrait d'ailleurs peu d'enthousiasme. Les assistans étaient rares, dit-il, et de graves décisions étaient adoptées par peu de suffrages. Les séances étaient d'un mortel ennui.

Mais le père insistait. Au lendemain du décret du 29 septembre 1791 (contre les clubs) il écrit au colonel de Vendôme : « Je ne crois pas que ce décret veuille dire grand'chose... Mais je crois aussi qu'on cherchera à s'en servir pour nous donner quelque désagrément. Prenez bien vos précautions, mon cher enfant, ne donnez aucune prise. Mais il ne faut certainement pas pour cela cesser d'aller aux Sociétés des Amis de la Constitution ! »

Ainsi les soins du Duc d'Orléans et ceux de Mme de Genlis

avaient obtenu le résultat souhaité (1). L'éducation est complète. Quand, — en 1791, — le serment civique sera exigé, le colonel des dragons de Vendôme verra partir sans regret ses meilleurs officiers : M. de Martin, M. de Lagondie. Lui-même, se dépouillant de son cordon du Saint-Esprit, écrira à Beaujolais : « J'ai bondi de joie en ôtant la bandoulière aristocratique. »

Il garde cependant ses épaulettes de colonel, et il a dix-huit ans!

I

Lorsque s'ouvre la période révolutionnaire, on trouve le Duc de Chartres, à son rang de prince du sang, dans la suite du Roi. Le 5 mai 1789, il se rend dans le cortège royal, à l'ouverture des États généraux. La Reine était assise à la gauche du Roi sur un trône moins élevé, les princesses à gauche de la Reine, les princes à droite du Roi, les pairs sur l'estrade derrière le Roi et les princes : salle magnifique, séance belle et solennelle, sans incidens, mais rendue fort longue par la lecture d'un Mémoire de M. Necker. Le Duc de Chartres est rentré au château de Versailles entre les rangs des soldats et parmi les acclamations de la foule, dans la voiture du Roi. Le soir, il est parti pour Saint-Leu.

Il est encore à Saint-Leu, le 22 juin, dans le jardin de sa mère, « en habit de coutil : » arrive un ordre du Roi d'être le lendemain matin à sept heures à Versailles, en costume de pair. Il trouve le Roi tout prêt, au bas des escaliers, ses voitures attelées, attendant que les députés aient consenti à prendre séance. Il faut se rappeler que cinq jours plus tôt, le 17 juin, sur la motion de Sieyès, le Tiers État s'est déclaré Assemblée nationale, invitant le clergé et la noblesse à se joindre à lui, abrogeant les impôts existans, et les rétablissant seulement pour la durée de l'Assemblée nationale. Le Roi avait fermé la salle : les députés s'étaient rendus au Jeu de Paume et avaient prêté le fameux serment.

(1) A la Législative, il avait prononcé ces paroles : « Je ne crois pas que vos Comités entendent priver aucun parent du Roi de la faculté d'opter entre la qualité de citoyen français et l'expectative soit prochaine soit éloignée du trône... Si vous adoptez l'article, je déclare que je déposerai sur le bureau une renonciation formelle aux droits de membre de la dynastie régnante pour m'en tenir à ceux de citoyen français. Mes enfans sont prêts à signer de leur sang qu'ils sont dans les mêmes sentimens que moi. » (Fonds Beugnot.)

Le 23, le Roi a cédé, la salle est ouverte ; mais les membres du Tiers État discutent avec agitation devant la porte. D'abord, ils ne veulent plus porter ce nom. Ils sont l'Assemblée nationale, ou tout au moins, les Communes de France, comme il y a des Communes en Angleterre. Ils ne veulent pas être introduits et installés par bailliages. Ils finissent par obtenir gain de cause, accordant seulement ce point : les ordres seront séparés, le clergé et la noblesse garderont leurs bancs.

Le Roi attend, dans un « cabinet » du rez-de-chaussée de Versailles. Il a admis auprès de lui ses deux frères, ses deux neveux et le Duc de Chartres. Celui-ci, fatigué d'être debout, n'ose pas demander la permission de s'asseoir, encore moins la prendre. Il raconte que les autres jeunes princes et lui ont fini par se percher sur une table, les jambes pendantes, derrière le Roi. Le Roi s'est fait apporter un fauteuil, et s'est fait remettre, pour passer le temps, la liste des députés. Il la lit tout au long; à propos des noms qu'il connaît, il fait des réflexions, le plus souvent peu bienveillantes. Il répète : « Que diable celui-ci ou cet autre sont-ils venus faire là? »

« C'est lui-même pourtant, pensait le jeune prince, colonel de dragons de Vendôme, qui a convoqué cette assemblée; c'est par son ordre que le peuple l'a élue. Aimerait-il mieux qu'elle ne fût composée que d'inconnus? Il y en a déjà trop de cette espèce. »

Ainsi raisonnait le futur Roi des Français, entendant les propos de Louis XVI sur les premières élections parlementaires! L'attente dura cinq heures (1).

Vers midi seulement, le cortège royal se met en marche et traverse la ville. Le Roi et sa suite montent sur l'estrade, dans la salle des États généraux. La Reine, les princesses sont demeurées chez elles; M. Necker aussi. Il a voulu s'abstenir. Point de cris de : « Vive le Roi! » comme au premier jour. Point de spectateurs étrangers. Le souverain a pris une grave décision. Il prononce quelques paroles; puis il donne ordre de lire la Déclaration dite du 23 juin. Les arrêtés du 17 juin et des jours suivans sont cassés ; le nom d'Assemblée nationale

(1) Il est possible que Louis-Philippe n'ait pas saisi toute la portée des réflexions du Roi. On lit dans le premier volume de Taine (p. 155, citation de Buchez et Roux, IV, p. 39) : « Le Roi disait en lisant pour la première fois la liste des députés : Qu'aurait pensé la nation, si j'eusse ainsi composé les notables de mon Conseil? »

interdit. Des assemblées provinciales seront organisées suivant un nouveau plan et des États généraux tenus tous les trois ans. Le Roi se retire aussitôt, ordonnant aux trois ordres de faire de même. Le Tiers n'obéit pas et M. de Brézé, qui apporte la sommation du Roi, reçoit la fameuse réponse de Mirabeau : « Allez dire à votre maître que nous sommes ici par la volonté du peuple, et n'en sortirons que par la force des baïonnettes. »

Que se passe-t-il alors? Ces paroles, le Duc de Chartres ne les a pas entendues. Il était parti, avec le Roi et les princes. Mais la suite de cette célèbre histoire est peu connue; et il en fut témoin. Il a vu arriver chez son maître M. de Brézé « tout hors de lui, et très défait... » « Le Roi pâlit de colère : il dit, en jurant : Qu'on les chasse! et se retira tout de suite dans ses appartemens intérieurs où je ne le suivis pas. » Brézé repart toujours courant et dans la salle des États ne trouve plus personne. Le Tiers, sans discours, avait maintenu ses décisions, protesté contre la déclaration royale, et s'en était allé au plus vite.

Le Tiers revint le 24, et trouva encore la porte ouverte. Quelques nouveaux curés et la noblesse du Dauphiné se joignirent à lui. Le 25 juin arrivèrent aussi 47 nobles, — et non des moindres, — les 47 qui se mirent ce jour-là à la suite du Duc d'Orléans, Le 26 continua l'arrivée des ecclésiastiques. Et enfin le 27, vint un ordre du Roi; il cédait au mouvement et il enjoignait au clergé et à la noblesse de se joindre au Tiers-État pour former l'Assemblée nationale.

Citons une autre scène de la Révolution, beaucoup plus longuement racontée dans le Journal, et dont les principaux traits ne peuvent s'effacer de la mémoire d'un lecteur.

Le 5 octobre 1789, le Duc de Chartres est allé avec son frère à l'Assemblée; ils sont assis dans la tribune des suppléans. Il est parfaitement faux, quoi qu'en ait dit le rapport du Conseiller Boucher d'Argis, dans le procès intenté à leur père devant le Parlement, que son frère et lui, de cette tribune, aient crié : « Ça ira! » La vérité est qu'un message de M[me] de Genlis, apporté par un cavalier, lui enjoignit, — enjoignit à ce colonel, pair de France, — de venir la retrouver à Passy, et de passer par Saint-Cloud et le Bois de Boulogne. Il évite ainsi l'avenue de Paris où la foule arrive par la montée de Sèvres, descend de Saint-Cloud à Suresnes, passe la Seine, et enfin, entre

le Rond Mortemart et la Muette, rencontre un groupe de femmes : elles reconnaissent la livrée d'Orléans; elles crient : « Où courez-vous si vite? Vous êtes bien pressé, notre grand Duc! »

A Passy, la garde nationale lui rend les honneurs. Ira-t-elle, n'ira-t-elle pas à Versailles? La compagnie est aussi hésitante que son grand chef La Fayette, actuellement encore à l'Hôtel de Ville.

Il fend la foule, entre dans la maison où Mme de Genlis l'attend, et se met à la fenêtre. Le flot populaire s'avance gaiement. Les marchands de coco crient : « A la fraîche! » Aux jours de grandes eaux de Versailles, la route de Sèvres est presque aussi animée. Cependant il recueille de méchans propos, terribles parfois, contre la Cour, surtout contre la Reine. Le retour, à la nuit tombante, devient sinistre. Il aperçoit dans une grande voiture marchant au pas, le Roi, la Reine, Madame Élisabeth, l'air fort calme. Quelques soldats du régiment de Flandre font escorte, mais débordés et mêlés à la foule. Tout à coup, vision d'horreur : une tête apparaît portée au bout d'une pique. Et il a vu, au milieu des éclats de rire, un perruquier arraché de sa boutique et contraint de friser des cheveux sanguinolens!

Où était le Duc d'Orléans? Mme de Boigne prétend qu'un cavalier poudreux excitait et dirigeait la foule quand elle força la grille de la Cour de Marbre, et que sa femme de chambre, d'une lucarne de la bibliothèque, reconnut le prince. Légende peu vraisemblable. Lui-même a dit avoir voulu se rendre le matin à l'Assemblée et n'avoir pu franchir le pont de Sèvres, un poste ayant arrêté et menacé d'un coup de fusil son jockey anglais, qui poussait en avant, sans comprendre. Et son fils assure qu'il demeura tout le jour à Passy, — et fit bien, — sans réussir à désarmer la calomnie.

Il n'en fut pas moins invité par le Roi, après un procès commencé devant le Parlement et étouffé, à se rendre en Angleterre. La Fayette lui transmit la commission chez Mme de Coigny. Le prétexte était une mission secrète au sujet du Brabant révolté, appelant l'Assemblée nationale à son aide et peut-être souhaitant un souverain. Le Duc d'Orléans demeura à Londres plus d'un an.

Louis-Philippe, arrivant à l'âge d'homme, a la bonne for-

tune de trouver contre la politique un refuge dans l'armée.

Son ardeur enfantine pour les manifestations civiques s'est éteinte. De nouveaux sentimens se sont élevés dans son âme : la passion du métier des armes auquel le colonel adolescent, dès le premier jour, avait consacré toute son intelligence, et l'amour de la patrie, l'horreur de toute connivence possible avec l'étranger. Il trouve de bons exemples parmi les généraux amis de son père, brillans seigneurs de l'ancienne Cour, comme Biron, comme Montesquiou, ayant accepté les idées nouvelles, et couru consacrer leurs talens et leur vaillance à la défense de la frontière : ils y demeurent même quand les troupes ont pris la cocarde républicaine. Troupes commandées par les chefs de l'ancienne armée, conservant heureusement bon nombre de ses soldats, et fidèles à ses traditions. Il veut devenir l'émule de ces généraux patriotes, avec ou sans cordon bleu. Hélas! il subira bientôt le même sort.

Très vite la politique paternelle l'avait inquiété : le premier enthousiasme s'était éteint. Les déclamations des Assemblées, dans lesquelles son père se délectait, étaient pour lui sans intérêt. Ce n'est pas qu'il dédaignât les événemens politiques : il s'est livré à leur sujet à de profondes réflexions, dont nous fournirons plus loin des aperçus. Il est honnête homme, et déteste les crimes; il est plein de bon sens, et se désole des fautes et des faiblesses.

Provisoirement, la Patrie étant en danger, le plus simple, le plus sûr devoir était d'aller se battre pour elle. Il n'y a pas manqué. Un joli mot exprime ses sentimens d'alors. A l'un de ses passages à Paris, Robert Keraglio, collègue de son père, familier du Palais-Royal, lui offre un siège à la Convention. Le Duc d'Orléans approuve l'idée. « Oh! non, répond Louis-Philippe : je ne troque pas contre un banc la selle de mon cheval. »

Le boute-selle fut sonné pour le bon motif, je veux dire pour l'entrée en campagne, en 1791. Enfin! s'écrie le jeune colonel : il attendait ce beau jour à Vendôme depuis deux ans. Lors de la prestation du serment civique, le régiment avait perdu beaucoup d'officiers. M. de Martin, M. de Lagondie lui disaient : « Permettez que nous prêtions serment au Roi en même temps qu'à la loi. » Il n'avait pu le permettre. Vingt officiers sur vingt-huit étaient partis. Il lui restait sept officiers « de fortune »

et deux cent quarante dragons. Mais tout va bien, puisqu'on part pour la frontière! La colonne suit les longues routes de Beauce et pénètre en triomphe dans les petites rues de Chartres; la foule applaudit. Pendant une halte à Paris, le colonel court à Bellechasse : il trouve le salon de Mme de Genlis plein de députés : Pétion entre autres, à qui elle marque une estime particulière. Il part à la hâte, ravi d'entraîner comme adjudant-major, son frère Montpensier, âgé de seize ans. Le colonel en avait dix-huit.

En 1792, soixante mille hommes sont réunis à Valenciennes, Maubeuge et Sedan, autour de Luckner, « un bon vieux hussard (ce mot est de Louis-Philippe) aimant la guerre, » sachant peu le français. « Vous avez carte blanche, lui dit un jour le ministre Lajard. — Carte blanche! Que diable voulez-vous dire? » répondait le vieux soldat interloqué.

Au 20 juin 1792, grand émoi dans les camps. La Fayette s'est rendu à Paris; il a protesté bravement contre l'invasion des Tuileries, et réclamé par pétition la fermeture des Clubs. Il est revenu suspect, avec l'ordre de s'en aller à Sedan. En route, à la Capelle, il s'est arrêté; il a envoyé Duport offrir au Roi de le rejoindre : c'est le 2 juillet, dernier mois de la monarchie. Louis XVI a refusé. La Fayette proscrit a dû fuir à Sedan, et les Autrichiens l'ont enfermé dans la citadelle d'Olmutz.

Le 10 août, le peuple de Paris achève la ruine du vieil édifice : le Roi est enfermé au Temple. Mais le 12 août, aux armées, c'est Valmy! Dumouriez a tout sauvé en tenant ferme dans l'Argonne. Le camp de la Lune a été levé; et Kellermann qui courait à Sommesuippe, pensant trouver Brunswick en marche sur Paris, n'aperçoit plus personne : l'ennemi a rebroussé chemin.

Dès lors, et pendant quelques mois, Paris a été oublié par le prince; l'activité guerrière a absorbé son attention et ses forces; et la joie de vaincre l'envahisseur a enivré son âme. Avoir la passion de l'art militaire, en avoir compris la grandeur et pénétré les secrets, aux côtés d'un chef plein de génie; être général avant vingt ans, et le meilleur général de l'armée, au dire de ce chef: n'était-ce pas de quoi enchanter son âme et occuper toutes ses facultés? — L'ennemi lui fait oublier les factions et les intrigues!

Il suit Dumouriez dans les Flandres; échange le commandement de la brigade des dragons Chartres, contre une lieutenance générale. A Jemmapes, c'est lui, à n'en pas douter, qui a assuré la victoire.

On avait organisé, à Châlons, les demi-brigades; la vieille troupe de ligne était placée au centre pour soutenir les volontaires. « En avant, Navarre sans peur! » criait le vieux commandant Blanchard. On n'avait jamais pu l'en déshabituer. « Et nous, Auvergne sans reproche! » répondaient d'autres vieux soldats. L'ardeur était unanime, et ces anciens cris de guerre ne détonnaient pas au milieu des « Ça ira, » de la troupe nouvelle.

Dans ses souvenirs, Louis-Philippe revoit le champ de bataille de Jemmapes : quelle peine pour débrouiller et ranger ses demi-brigades! Mais sa division occupe le plateau, et s'empare des redoutes en face de Mons, Ferrand l'appuie à gauche, débouchant du village de Cuesmes. Quel beau jour! Patrie, nouvelles et généreuses idées emplissant les cœurs : et devant les yeux l'ennemi en déroute!

Ce bonheur avait peu duré. L'année 1792 finissait mal. Moins d'ordre et de discipline dans l'armée. Il assiste à de ridicules élections d'officiers : un garçon d'hôtel, nommé capitaine, commande un jour : « Sauve qui peut! » croyant fort sincèrement bien faire. Les volontaires de 92, troupe révolutionnaire que Louis XVI avait refusée, étaient loin de valoir ceux de 91.

Dumouriez l'avait envoyé assiéger Maëstricht, inutilement, sous les ordres du médiocre Miranda. Après l'échec de Neerwinden, l'armée abandonnant la Hollande s'était repliée devant le prince de Cobourg et son lieutenant Quasdanovitch, jusqu'à de nouvelles lignes voisines de Tournai.

C'est là que l'odieuse politique, évitée au profit des camps, vint poursuivre le jeune prince patriote. Elle l'amena à fuir l'armée qu'il aimait, où il s'était réfugié; elle l'y contraignit comme La Fayette, comme Montesquiou et tant d'autres. Elle l'arracha de la selle de son cheval, préférée avec tant de raison et d'honneur aux bancs des assemblées politiques.

Une catastrophe, hélas! trop prévue, va fondre sur la tête du Duc de Chartres et de ses frères : une honte, une tache

infligée par leur propre père. Ils ont toujours aimé ce père fastueux, léger, aimable, très affectueux. Ils ont abondé gaiement dans ses idées, avec le sans-souci et la générosité de leur âge, riant de leurs dignités, et oublieux de leur fortune. Mais le roi est en prison; et un crime se prépare.

Que peut-on attendre du Duc d'Orléans, mal conseillé, mal entouré et faible ? — A l'armée, le Duc de Chartres est dévoré d'inquiétude. Que n'a-t-il pu le garder avec lui à la guerre, l'éloigner des clubs et des assemblées? Orléans en avait le désir; mais, en 1791, Lonis XVI avait obstinément refusé un commandement à son cousin. Il était alors venu à Maubeuge, en volontaire, amenant avec lui le petit Beaujolais, le faisant assister au combat de Wevelghem. Il avait voulu aussi suivre Luckner à Metz. Mais le Roi avait défendu au vieux maréchal de recevoir le Duc d'Orléans.

Pendant que Louis-Philippe se livrait tout entier à ses devoirs de soldat, son père, rentré à Paris, s'abandonnait, sans défense, à ses camaraderies et à ses habitudes. On allait tous les jours à la Convention, tous les soirs au théâtre. De cette routine, de cette manie persévérante en des temps si troublés il existe de curieux exemples. Quand les Girondins devinrent suspects au 31 mai 1793, il fut décrété, jusqu'à nouvel ordre, que chacun serait suivi d'un gendarme. Vergniaud échappe à son gendarme, sort de Paris, arrive sur les hauteurs de Saint-Cloud. Là il se retourne : la nuit tombe sur la grande ville, les flambeaux et les lanternes s'allument; c'est l'heure de l'Opéra, tous les autres vont s'y rendre... A cette pensée, la tristesse l'accable. Héros en même temps que maniaque, il descend à la hâte dans Paris, va chercher son gendarme, et court ainsi accompagné au théâtre !

En décembre 1792, Louis-Philippe, ayant obtenu un congé de quelques jours, allait voir son père à Paris.

Le Duc d'Orléans est devenu Philippe-Égalité; le Palais Royal, Palais-Égalité.

Le prince conventionnel habite encore ce palais, alors que toutes les demeures des princes, ses parens, sont désertes ou envahies par des intrus, et que le Roi est prisonnier au Temple.

A la vérité ce Palais Royal ne ressemblait guère à ce qu'il était encore lorsque Camille Desmoulins dépouillait de leurs feuilles vertes les arbres du jardin et distribuait cet emblème

à la foule. Les antichambres vides, sans serviteurs, sans solliciteurs, résonnent sous les pas du jeune vainqueur de Jemmapes.

Les tapisseries des Gobelins et de Beauvais, les portraits des plus illustres personnages peints à partir du siècle de Clouet, par Philippe de Champagne, Rigaud, Nattier, Mme Lebrun, David, le grand tableau entre autres qui représente les enfans au pavillon de Bellechasse, avec Paméla et Mme de Genlis, n'ornaient plus les murs. Les vaisselles d'argent, chefs-d'œuvre de Germain, les boîtes ornées de délicieuses miniatures, images des princesses et des enfans de la famille, tous ces trésors de la maison d'Orléans avaient été, malgré la confiance affectée par le maître en le nouveau régime, portés en des lieux plus sûrs.

Égalité est fort appauvri : la fille du Duc de Penthièvre s'est séparée de lui après « un concordat désastreux. »

Le jeune général aperçoit son père, et son cœur s'émeut. Toutes les fautes, et même le crime final, n'ont jamais effacé chez les enfans du Duc d'Orléans le souvenir de sa bonté et de son affection paternelle.

Il est là, dernière épave de l'ancienne monarchie, premier espoir de la Révolution, abandonné des deux côtés, « isolé, » disent des notes de son fils, « par la politique... Je le défends quand je puis... Je gémis de ce que je ne puis défendre... Personne n'avait voulu le porter au trône et Dieu sait que lui-même n'y pensait pas davantage... » « Il n'y a jamais eu de parti d'Orléans... Tous voulaient s'affranchir du soupçon d'être ses partisans. Les scélérats l'ont envoyé à l'échafaud quand il n'était plus qu'un embarras, un moyen d'attaque ! » Telle était la destinée de ce prince applaudi naguère. Il était un embarras, après avoir été un instrument ; et cela, toujours aux mains des mêmes personnes ; il ne savait pas se dégager d'elles.

Dans le palais presque désert, le dîner a lieu avec les rares fidèles : le petit Beaujolais, Biron, une femme dont la liaison avec le Duc d'Orléans était avouée et que ses enfans appellent la dame de la rue Bleue ; elle avait de bons sentimens et essayait d'exercer sur le prince déchu une salutaire influence.

Le fils a le soir un entretien suprême avec son père : c'est en ces jours de décembre 1792 qu'il le vit pour la dernière fois. « Pourquoi siégez-vous à la Montagne ? — Tous les autres groupes depuis 1789 m'ont repoussé ; j'ai pourtant tout

abandonné, titres et argent. — Renoncez à la Convention, allez vivre en Angleterre, pays que vous aimez. — C'est impossible. — Ou bien en Amérique? — Des plantations, des nègres! Comme Washington! Oh! non. Ici du moins on a l'Opéra. »

Et il y entraîne son fils. Pas un soir il ne manquait d'aller au théâtre. A la fin de la soirée, une actrice, un drapeau à la main, chante les couplets fameux de *la Marseillaise :*

Amour sacré de la Patrie
Conduis, soutiens nos bras vengeurs.

Le public acclame. Le jeune général se sent ému. Il regarde son père : Philippe-Égalité dormait.

Le lendemain, il le suit à la Convention et va s'asseoir dans les tribunes. Citons ici quelques lignes de ses notes :

« Mon Dieu, est-ce là l'Assemblée qui va régler sans frein les destinées de la France?...

« ...Il était impossible de ne pas distinguer son père, tant sa contenance simple et noble et sa tenue toujours soignée faisait contraste... Leurs costumes plus que négligés se ressentaient de l'esprit d'une époque où la grossièreté passait pour une vertu républicaine. »

Lors d'un précédent voyage, il avait vu Marat monter à la tribune, un foulard sale autour de la tête. Marat demandait un verre d'eau. « Apportez, lui crie quelqu'un, un verre de sang! » Marat était venu dénoncer les Brissotins. Personne ne l'écoute. Il appuie sur sa tempe le canon d'un pistolet. Nous imaginons une scène de terreur : ce ne fut qu'une scène grotesque. De toutes parts éclataient les rires et les huées. On se moquait de Marat, dont les restes devaient être quelques mois plus tard portés au Panthéon!

Cependant, le Roi est prisonnier au Temple et va être mis en jugement. Le jeune prince, toujours plein de respect et d'affection pour son père, mais saisi d'une affreuse angoisse, le questionne franchement. « Ne crains rien, répond celui-ci; il est otage pour notre sécurité et aussi pour la sienne. Il retrouvera sa liberté à la paix. — Et si vous aviez à le juger? — Je me récuserais. »

Le Duc de Chartres rejoint donc sa brigade en Flandre. Il

est pressé de reprendre son métier de soldat. Mais, toujours mortellement inquiet, il prie son frère Montpensier d'aller le remplacer à Paris. Il fait plus, il pense avoir trouvé un moyen d'arracher son malheureux père de la Convention ; et il l'essaie aussitôt.

Au moment où va commencer le procès du Roi, un décret est proposé pour exiler les membres de sa famille. C'est peut-être le salut. Il sait quelle peine il aurait eue à décider son père à partir : l'Angleterre, — aimée du duc d'Orléans, — lui est fermée. La force seule pourra le conduire aux États-Unis d'Amérique, dernier asile qui lui soit ouvert.

Le décret n'est pas voté encore ; mais Louis-Philippe le croit voté, et veut se sacrifier lui-même sans retard pour brusquer les choses, et sauver son père. Il écrira au Président de la Convention qu'obéissant à ses ordres sans délai, il va quitter l'armée, et entraîner les siens dans son exil. « Je regardais, a-t-il écrit, ce décret de bannissement comme un coup du ciel. »

Mais le ciel en décida autrement.

Malheureusement, les choses n'étaient pas aussi avancées que Louis-Philippe le pensait. Le décret n'était pas voté. Le vote était demandé seulement par les Girondins.

« Nous sortons, disait Buzot (1), d'un long esclavage... Vous avez immolé Louis XVI à la sûreté publique. Vous devez à cette sûreté le bannissement de sa famille. La liberté... veut éteindre tout espoir de royauté, effacer toute image qui pourrait en rappeler le souvenir... Si Philippe aime la liberté, s'il l'a servie, qu'il achève son sacrifice et nous délivre de la présence d'un descendant des Capets.

« ... Je demande que Louis-Philippe et ses fils aillent porter ailleurs les malheurs d'être nés près du trône. »

A la Montagne, tant d'empressement provoquait des soupçons. Saint-Just répond, et entre les deux orateurs se livre un assaut de la plus affreuse déclamation.

... « Brutus chassa les Tarquins. Mais ici je ne sais pas si on ne chasse pas les Bourbons pour faire place à d'autres Tarquins.... Rome avait des Brutus : je n'en vois pas ici... J'attends Catilina avec son armée. J'abhorre tous les Bourbons.

(1) *Moniteur* du 18 décembre 1792.

Je demande qu'on les chasse tous, excepté le Roi : vous savez pourquoi. *(On applaudit.)* »

Et cætera. Cela voulait dire : « Je suis d'avis d'ajourner la proposition. » Barrère voulut l'amender, joindre aux Bourbons exilés Roland et Pache. Un autre fit remarquer qu'elle méritait plus d'attention, un des Capets se trouvant être représentant du peuple. Bref, elle fut ajournée. Mais Louis-Philippe ne le savait pas, lorsque de Tournai, il écrivit au Président de la Convention, la lettre que voici :

« J'apprends par les journaux qu'un décret nous enjoint de nous éloigner de la France, et de quitter ses armées. Quelle que soit l'amertume de mes regrets, en me séparant de mes compagnons d'armes, je désire informer la Convention nationale de mon entière soumission à ce qu'elle a cru devoir prescrire dans l'intérêt du repos de la France et de la consolidation de la liberté glorieusement conquise par elle. Étranger à tous les partis, animé d'un dévouement à la Patrie et à la cause sacrée de la liberté, égal à celui dont mon père a donné tant de preuves, j'emporterai sur la terre étrangère, avec l'espoir que des temps plus propices me rouvriront les portes de la France, le souvenir si consolant pour moi qu'avant de la quitter j'ai eu le bonheur de combattre pour elle, et de concourir à la délivrer de l'invasion étrangère dont elle vient de triompher! »

Quel contraste entre cet honnête langage, et la rhétorique pitoyable de la Gironde et de la Montagne!

Il prend toutes précautions pour que sa lettre soit remise en propres mains au Président, lue par conséquent par celui-ci à l'Assemblée, et publiée dans *le Moniteur*. Après cela, il n'y aura plus d'hésitation possible.

Comme il veut forcer la main à son père, il prend les plus grands soins pour ne le point avertir de sa démarche. Il envoie à Paris son valet de chambre Gardanne en qui il a toute confiance; il règle le voyage de façon que celui-ci arrive le matin, avant neuf heures. Gardanne ne se montrera ni au Palais-Royal, ni aux écuries de la rue Vivienne avant d'avoir accompli son message : il ira tout droit à la Convention. Le prince sait que son père, régulier dans ses habitudes, n'y paraît jamais avant midi.

Mais ce jour-là est précisément le 18 décembre 1792, jour fixé pour discuter l'ajournement du décret; le Duc d'Orléans

n'a pas voulu assister à la séance où son sort et celui des siens va être débattu; et pour un motif quelconque, il a voulu passer à la Convention le matin. Le fidèle serviteur est occupé à demander accès au cabinet du Président quand une voix bien connue l'appelle : « Hé! que faites-vous ici, Gardanne? Mon fils est-il donc à Paris? » Le voici obligé de tout dire. Il est envoyé de Tournai. Il a une lettre à remettre au prince; mais d'abord une autre lettre à faire parvenir au Président. « Donnez, donnez, je me charge de cela. » Et le message ne fut pas accompli!

Montpensier écrit à Chartres que leur père parla le soir de l'incident, sans humeur : « il n'en avait jamais! »

Mme de Genlis raconte que le Duc de Chartres, « tombé dans le plus grand découragement après la mort du Roi, » se serait décidé à écrire à la Convention, la priant d'approuver son projet de quitter la France. Sur ce projet il aurait consulté son père; et le Duc d'Orléans aurait répondu : « Cette idée n'a pas de sens : n'y plus penser. »

Mme de Genlis ne se trompe pas sur les sentimens des deux princes. Mais elle commet une erreur de date : aucun doute n'est possible sur celle du 18 décembre 1792. C'est avant le procès de Louis XVI que Louis-Philippe, regardant le décret de bannissement comme un coup du ciel, voulut partir le premier, afin d'entraîner son père, et de l'arracher à ce tribunal fatal où ce malheureux allait siéger et voter! Le fils clairvoyant et courageux tentait un effort désespéré pour protéger le père contre sa faiblesse trop connue.

Mais aucun effort ne pouvait l'emporter contre la volonté entêtée de rester à Paris. Voici un brouillon de discours écrit un peu plus tard, après la mort de Louis XVI, par le Duc d'Orléans et destiné à la Convention (1) :

« A la fin d'octobre 1789, La Fayette, sur les sentimens duquel j'étais abusé, ainsi que presque tous les Français, m'engagea à m'éloigner pour quelque temps de France. Aujourd'hui, mêmes discours, mêmes moyens. Je retrouve toutes les mêmes choses, excepté la plate et froide figure de La Fayette. Moi et mes enfans, nous nous soumettrons toujours sans murmurer. Nous ne serons jamais que de simples citoyens français, ou bien rien. »

(1) Fonds Beugnot.

Ou bien rien : cela est écrit peu de mois avant sa propre condamnation à mort !

Sa dernière tentative ayant échoué, Louis-Philippe, du moins, supplie Montpensier de demeurer au Palais Royal et de veiller sur leur père. Il y demeura jusqu'en février. « Ses opinions, a écrit le frère aîné (bien changées depuis) étaient plus voisines de celles de mon père que des miennes. »

Rien ne put empêcher la catastrophe.

Montpensier dîne au Palais Royal la veille du vote. Lui et la dame de la rue Bleue implorent et protestent. « Rassurez-vous, répond invariablement Orléans. Non, je ne ferai pas cela. Je ne puis pas le faire. Je suis incapable d'une pareille action, et d'ailleurs je n'irai pas à la Convention. » Le fils, l'amie se retirent sans trop de crainte. Le matin deux députés arrivent. Ce sont des collègues, habituellement assis auprès d'Égalité pendant les séances et qu'il aime retrouver à ses côtés. L'un d'eux est son conseil, son avocat dans ses affaires de fortune. Ils viennent le chercher. Ils triomphent de ses hésitations.

Quand Montpensier, suivant sa coutume, vient assister à la toilette de son père, on lui dit que le prince est sorti avec MM. Merlin et Treilhard. Orléans s'est défendu encore ; il ira ; soit, mais il ne votera pas... Funeste influence des groupes et des camaraderies parlementaires ! Tyrannie exercée par des figures qui prennent l'air indigné, ou offensé, ou stupéfait, à l'annonce d'une résolution ! Il faut souvent, au Parlement, se fâcher pour suivre son propre avis ; il faut braver des reproches et l'accusation d'abandonner ses amis. Mais si une scène de couloirs explique à la rigueur une faiblesse, elle n'excuse pas un crime. A quel sentiment cet homme a-t-il pu obéir ? Ce n'est pas l'ambition ; il devait en être guéri. Son fils nous assure que jamais personne n'a songé à lui pour la royauté et qu'à proprement parler, il n'avait point de parti. Ce n'est pas non plus la rancune. Le titre d'amiral, tant souhaité et refusé par le Roi, avait fini par lui être accordé le 16 septembre 1791 ; le 18 janvier 1792, Bertrand de Molleville lui en avait apporté la nouvelle. Il est à remarquer cependant que le brevet ne lui avait pas été délivré, et le fut seulement par Monge, le 28 janvier 1793 ! D'autre part, Louis-Philippe-Joseph n'était pas méchant ; l'amour de tous ses enfans en est garant.

Il n'était pas lâche ; il marcha quelques mois plus tard, sans faiblir, au dernier supplice. On est réduit à expliquer un acte monstrueux par de petites raisons, puissantes sur un caractère faible : la tyrannie de l'habitude chez un Parisien que les émeutes et les ruines ne pouvaient éloigner de son banc au Parlement le matin, de son fauteuil à l'Opéra le soir ; la camaraderie, d'autant plus impérieuse que le nouveau camarade s'est donné plus de peine afin de faire oublier aux autres son origine, et de se ranger à leur niveau...

Il vota... A peine les poignées de main et les accolades refroidies, il revint désolé. On l'imagine rentrant dans son palais.

Montpensier, atterré dès le matin à la nouvelle du départ du Duc d'Orléans avec ses deux collègues, et prévoyant un désastre, avait été s'enfermer dans sa chambre où il resta tout le jour. « Mon père (je cite ici le journal) l'envoya chercher. Il le trouva fondant en larmes, assis devant son bureau, et les deux mains sur ses yeux. « Montpensier, lui dit-il en sanglo- « tant, je n'ai pas le courage de te regarder. » Mon frère m'a dit qu'ayant lui-même perdu la parole, il avait voulu l'embrasser et que mon père s'y était refusé, en disant : « Non, je suis « trop malheureux. Je ne conçois plus comment j'ai pû être « entraîné à ce que j'ai fait. »

« Et ils restèrent longtemps dans cette position sans proférer une parole de plus ! »

II. — CONVERSATIONS AVEC DANTON ET DUMOURIEZ

Après cette catastrophe commence pour le Duc de Chartres une période cruelle. Que fera-t-il ? Il veut servir encore, servir plus que jamais : c'est le meilleur refuge dans les embarras de la politique. C'est l'honneur retrouvé, après la chute paternelle. Il avait eu ce pressentiment dès le début de la Révolution ; il s'était promis à lui-même de n'avoir pas d'autre ambition. Bien plus, il avait pris à cet effet un engagement ; et cela dans de terribles circonstances.

Il était venu à Paris, récemment nommé lieutenant général, désirant ne point changer d'armée et demeurer aux côtés de Kellermann. C'était en 1792, peu de jours après les massacres de septembre. Il va chez Servant, ministre de la guerre, pour

présenter sa requête. Il trouve Servant couché, malade, la tête dans un bonnet de coton, orné d'un large nœud de ruban jaune, — une fontange, disait-on alors, — et de fort mauvaise humeur. Il éprouve un refus très sec et se retire. Un homme était dans la chambre, le dos tourné, regardant par la fenêtre. Cet homme le suit, et l'aborde avec ces mots : « Ne vous inquiétez pas de cet imbécile, et venez me parler. — Qui donc êtes-vous, vous qui traitez ainsi les ministres? — Danton. » Et Danton lui donne un rendez-vous.

L'anecdote à été souvent contée. Le prince a pris soin, beaucoup plus tard, après la Restauration, de l'écrire très au long.

Le rendez-vous eut lieu chez le garde des sceaux, déjà installé place Vendôme, au premier étage. Dans la même salle, en 1814, Louis-Philippe rencontrait le chancelier Dambray, qui, dit le prince, faillit tomber à la renverse, quand il entendit le récit de l'aventure et le nom du précédent interlocuteur.

« Demeurer à l'armée de Kellermann, dit Danton, n'est pas possible : le mouvement des lieutenans généraux est décidé. Vous irez avec votre frère, nommé lieutenant colonel, et qui a bien mérité ce grade à Valmy, à l'armée de Dumouriez. »

Cette armée venait d'être séparée de celle de Kellermann. Le prince s'incline, mais non sans exprimer de vifs regrets. L'armée qu'il va quitter conserve plus de troupes de ligne, observe mieux la discipline. Mais Danton, et le fait est digne de remarque, le pressa de se rendre à l'armée de Dumouriez.

Il se retirait. Danton le rappelle par ces mots : « Vous en avez fini avec moi. Mais moi, je n'ai pas fini avec vous. Vous êtes bien jeune, quoique lieutenant général. — Je vais avoir dix-neuf ans! — Vous êtes patriote. — C'est vrai, et ce sentiment domine tout dans mon cœur. »

La conversation se poursuit et bientôt le prince déclare que, dévoué à la cause de la liberté, il souffre de la voir déshonorée par la violence et le sang. On est au lendemain des massacres de septembre...

« Ah! nous y voilà, dit Danton. Je sais que vous ne cachez pas vos sentimens, que vous en *régalez* vos auditeurs... Prenez garde pour vous et pour eux! Ne savez-vous pas que ces gens-là étaient les ennemis de nous tous, que nous avons pris part à la Révolution, comme votre père, de votre famille? Vous avez vu

comme moi la liste abominable publiée à Coblentz. E. R. P. : *écartelés, rompus, pendus.* J'y figure ; votre père aussi. »

« Cette liste est apocryphe, tout le monde le sait, » riposte le prince. Et il maintient son jugement sur d'horribles représailles prises par avance, sans condamnation, contre des gens sans armes.

Danton, enfin (j'ai pu copier ces quelques lignes dans les pages nombreuses du manuscrit), s'écrie : « Savez-vous qui a fait les massacres de Septembre ? C'est moi. » Et, sur un mouvement d'horreur que le prince ne peut maîtriser : « Oui, c'est moi. Remettez-vous et écoutez tranquillement... Au moment où toute la partie virile de la population se précipitait aux armées et nous laissait sans force dans Paris, les prisons regorgeaient d'un tas de conspirateurs et de misérables qui n'attendaient que l'approbation de l'étranger pour nous massacrer nous-mêmes. Je n'ai fait que les prévenir... »

Il a dû voir, à la figure du jeune lieutenant-général, que l'argument semblait médiocre. Il en saisit un autre. « Je ne suis pas dupe, dit-il, de l'enthousiasme patriotique qui transporte notre jeune vertu ! Je crains ces changemens subits qui nous exposent à des terreurs paniques, à des sauve-qui-peut, même à des trahisons. J'ai voulu que toute la jeunesse parisienne arrivât en Champagne couverte d'un sang qui m'assurât de sa fidélité ; j'ai voulu mettre entre eux et les émigrés un fleuve de sang. »

La scène, l'aveu sont vrais, car le récit du témoin, est d'un ton sincère et minutieusement précis. Le Roi avait souvent raconté l'histoire à ses enfans, et je l'ai moi-même entendue redire un jour à Chantilly par Mgr le Duc d'Aumale, avec le terrible mot final.

Danton expliquait un acte abominable par de bien mauvaises raisons ! Quand des armées se rencontrent, elles sont vite séparées par un fleuve de sang : le combat marque bientôt entre elles cette affreuse frontière. S'assurer de la fidélité des siens, en essayant de les compromettre dans de préalables assassinats, est odieux et superflu. Danton avoue, mais ne justifie pas. L'audace n'est pas d'avoir accompli de tels actes : car il ne les a pas accomplis, mais laissé commettre. L'audace, c'est de les prendre à son compte.

Le reste de la conversation se passa en conseils de prudence

politique et d'action militaire. « Vous me faites frémir, avait dit le prince. — Frémissez à votre aise, mais taisez-vous. On a les yeux sur vous. Votre père, simple député, ne marque pas autant dans les rangs de la Convention que vous dans ceux de l'armée. »

Ceci confirme ce que Louis-Philippe a toujours dit du peu d'importance du rôle politique de son père. Il n'y avait pas, a-t-il souvent répété, de parti d'Orléans.

Le jeune général ayant interrompu : « Comment faire taire le cri de ma conscience? » Danton reprit : « On ne demande rien à votre conscience, sinon de ne point juger celle des autres. Enfermez-vous dans votre métier de soldat, sans vous occuper de nos actes, ni vous mêler de politique. Cela est essentiel pour vous, pour les vôtres, même pour nous, et surtout pour votre père... Emportez ces conseils à l'armée. Ils sont dictés par un intérêt sincère. Gravez-les dans votre mémoire, et réservez votre avenir. »

Le conseil : « Enfermez-vous dans votre métier de soldat, » était bon. Le Duc de Chartres l'a fidèlement suivi. Mais le pourra-t-il longtemps? Où sont l'insouciance et la sécurité de conscience que lui donnait l'accomplissement de son devoir militaire? Où sont les beaux jours de Valmy? Malgré lui, d'autres pensées l'assiègent. Il sent peser sur lui le crime de son père. Il doute de l'avenir pour son pays et pour les siens.

Et d'abord, au camp de Dumouriez, il n'est plus seul et détaché de tout : il a charge d'âme. Sa sœur Adélaïde, amie et conseil de toute sa vie, est venue, accompagnée de Mme de Genlis, se mettre sous sa protection. Celle qu'il s'amusait, si peu de temps avant, à appeler la citoyenne Adèle Égalité, est proscrite, fugitive, émigrée : les *Mémoires de Mme de Genlis* nous disent à la suite de quelles aventures.

La gouvernante avait souvent offert de conduire ses élèves à l'étranger : proposition écartée, dit-elle, par peur de nuire à la fatale faveur populaire de la maison d'Orléans. Cependant, au commencement de 1792, Louis-Philippe-Joseph avait autorisé un séjour en Angleterre : Mme de Genlis, Adélaïde et Paméla étaient parties. Elles s'étaient d'abord installées à Londres dans une maison achetée par le prince, puis à Bury. Elles recevaient d'assez nombreuses visites, surtout celles de

Sheridan, qui s'était épris de Paméla. Cette charmante et mystérieuse personne ressemblait beaucoup à l'épouse que l'illustre écrivain venait de perdre. Cette ressemblance, par malheur, avait frappé aussi lord Edward Fitzgerald, fort amoureux jadis de Mme Sheridan; et celui-ci devint l'heureux fiancé de Paméla, ayant, une fois au moins, supplanté le pauvre grand homme.

Tout à coup, en octobre, Louis-Philippe-Joseph avait rappelé sa fille. Le décret de la Convention contre les émigrés avait paru; le délai de rentrée était fixé et une menace de mort suspendue sur cette tête innocente. L'ordre du père fut exécuté trop tard et le délai légal dépassé de quelques jours; Mme de Genlis a raconté par suite de quels étranges incidens.

Une tentative d'enlèvement de la princesse devint manifeste. Des postillons entre Londres et Douvres prirent délibérément une fausse route. Des amis inconnus avaient, au passage des voitures, crié en français : « On ne vous conduit pas à Douvres. » Les cris des voyageuses avaient ameuté le peuple d'un village fort distant de la vraie route, et les postillons, le coup manqué, avaient dû, à contre-cœur et fort lentement, reprendre le chemin de Londres, où Mme de Genlis, la princesse Adélaïde et la belle Paméla reçurent l'hospitalité chez M. Sheridan. Celui-ci, quelques jours plus tard, voulut les accompagner à Douvres. La mer était furieuse, mais le vent favorable, et le navire, enlevé sur les vagues, les jeta, « en cinq quarts d'heures et douze minutes, » sur la côte française. On pense au beau tableau de Turner : *Départ du paquebot de Douvres, par gros temps.*

A Calais, le retour de Mlle d'Orléans avait été joyeusement acclamé par la foule : dernier hommage! De poste en poste, on arrive à Paris. Au Palais Royal, Louis-Philippe-Joseph accueille les trois voyageuses; ses traits expriment la tristesse, l'inquiétude, la fatigue. Il a envoyé un messager, les invitant à rebrousser chemin. On ne l'a rencontré qu'à Chantilly; et Mme de Genlis a voulu passer outre. Il faut repartir au plus vite. Aller où? Il serait dangereux de retourner en Angleterre. Les Flandres sont occupées par nos armées sans être encore annexées à la République. Chartres est général, Dumouriez est un ami : pour ces raisons, la princesse fugitive, sa compagne et sa fidèle gardienne s'en iront le lendemain matin demander asile auprès du camp de Dumouriez.

Mais le soir, — admirons le calme, et aussi l'infatigable santé des héroïnes de ce temps sinistre, — Mme de Genlis, inquiète de l'air consterné du Prince, fait part de ses craintes à son mari. Le capitaine des gardes a perdu son dernier hallebardier; en revanche, il est devenu collègue de son maître à la Convention. « Le Duc d'Orléans obéit aux plus mauvais conseils, dit-il. Il se perd. — Et vous? — Oh! ne craignez rien et ne voyez pas les choses en noir. Robespierre et sa bande sont trop médiocres pour garder longtemps le pouvoir. » Et le mari et la femme, sans plus se troubler du présent ni de l'avenir, — elle descendant de sa chaise de poste, — s'en vont passer leur soirée à l'Opéra, où se donne le ballet de Lodoïska!

Le lendemain, au départ, trouvant le Prince plus sombre et plus consterné que jamais, Mme de Genlis risque quelques conseils. « J'avais toujours, dit-elle, essayé de le modérer. » Il lui fit sa réponse habituelle : « Parlez-moi d'histoire ou de littérature. En fait de politique et d'idées modernes, vous n'êtes pas à la hauteur. »

Les fugitives arrivent sans trop de difficultés à Tournai. Elles y passeront cinq mois au milieu des armées, revenues de Hollande. Le Duc de Chartres n'est pas loin, avec sa division où Montpensier est capitaine. Bientôt Lord Edward vient réclamer sa fiancée; le mariage est célébré, et Paméla, devenue lady Edward Fitzgerald, part entourée des vœux de son amie proscrite. Elle n'a plus d'autre appui que son frère, et celui-ci n'a plus d'espoir qu'en Dumouriez.

Mais Dumouriez lui-même est devenu suspect. Il a suffi pour cela qu'il allât à Paris pendant le procès du Roi et essayât de le défendre. Chartres voit son chef, qu'il aime, menacé du sort de tant d'autres brillans soldats. Depuis longtemps La Fayette est enfermé à Olmutz; le pauvre vieux Luckner est en prison; Montesquiou en fuite; Biron déjà suspect, bien qu'il combatte la Vendée. A l'armée de Belgique, armée qui ne peut faire de grands progrès, — car elle manque de tout, — paraissent, avec des figures sévères, les délégués de la Convention.

Le jeune général, souffrant, s'étant mis au lit au deuxième étage, dans la maison qu'habite sa sœur à Tournai, entend, à travers le plancher, un bruit de grosses bottes et de voix impérieuses; les délégués ont forcé la porte et pénètrent dans le salon de sa sœur. Ce sont des jacobins, Proly, Pereira et

Dubuisson. Ils s'installent bruyamment; ils rédigent un procès-verbal qui paraîtra dans *le Moniteur* du 3 avril 1793, où ils déclarent avoir fait comparaître le général, ce qui est inexact. Il paraît que les malheureux furent guillotinés plus tard, comme complices !

Un soir, — c'était le 22 mars, — dans le « grand bâtiment de Sainte-Gertrude de Louvain, » le général Dumouriez s'enferme avec le Duc de Chartres. Il n'oublie pas, dit-il au Prince, un entretien que tous deux ont eu précédemment à Anvers. Louis-Philippe, attaché à la ligne de conduite qu'il s'est tracée, l'avait ce jour-là signifiée à son chef. « Laissez-moi tout entier à mon devoir militaire, avait-il dit, et ne me demandez jamais aucune coopération politique. » Entre eux, cette convention avait été jurée, Dumouriez ne l'oublie pas; il veut cependant que le Prince sache tout ce qui se passe. Déjà la situation militaire lui est connue : la France est en guerre avec toute l'Europe, sauf quelques pays assez vaguement neutres, la Suède, le Danemark et, Dieu merci, la Suisse, « car elle couvre nos régions les plus vulnérables; » puis les républiques aristocratiques de Gênes et de Venise. Un assaut général se prépare. Quand l'Angleterre s'en mêlera, la guerre deviendra « en quelque sorte circulaire, » cette puissance pouvant faire débarquer des forces sur celle de nos côtes qu'elle choisira.

Ce n'est pas tout. La guerre civile commence; la Vendée se soulève. Que peut opposer la Convention? Quelques troupes mal entretenues, indisciplinées, découragées par de récens échecs comme celui de Neerwinden. A défaut de troupes, elle lance d'horribles menaces sanguinaires, comme en contient le récent projet de Cambacérès, dignes des gens que l'on appelle déjà « les buveurs de sang. »

La nuit s'avance. Représentons-nous deux hommes assis auprès d'une table; deux visages éclairés par une chandelle dans un coin de la grande salle obscure et silencieuse de Sainte-Gertrude de Louvain.

« Que faire? continue le général. Il faut pourtant sauver la France. Les Vendéens sont trop purement religieux et royalistes : ils n'entraîneront pas le reste du pays. Mais on peut s'entendre avec leurs chefs. Je les connais. J'ai commandé à Niort en 1790, et j'ai eu avec eux des entretiens. Gensonné, le Girondin en avait eu aussi. Ils tiennent avant tout au Roi.

s'ils le voient sur le trône, ils accepteront tout : même une Constitution. La preuve, c'est qu'ils n'ont pas protesté contre l'œuvre de l'Assemblée nationale; ils n'ont pas bougé, tant que le Roi a été vivant. Il meurt, et leur révolte éclate.

« Enlevons donc au Temple le fils de Louis XVI. Proclamons-le Roi dans un de nos camps. Et nous donnerons à la Vendée le Roi, à la Nation la Constitution de 1791.

« Il faut pour cela, dit encore Dumouriez, que mon armée soit tenue en rapport avec les armées insurgées de l'Ouest, avec celles qui pourront se former dans le Midi.

« Et il faut d'abord qu'elle existe, et que je ne sois pas écrasé. Vous savez comme moi où nous en sommes. Nous sommes hors d'état de soutenir un combat de quelque importance. Rien n'empêche les Autrichiens de s'insinuer entre nous et la frontière de France. Ils n'ont qu'à marcher droit sur Ath, Mons et Tournai. Le moindre désastre qui puisse nous frapper sera la perte de notre artillerie.

« Aussi, poursuivit le général, sa voix s'abaissant jusqu'à n'être plus qu'un murmure, j'engage une conversation avec le prince de Cobourg. Rassurez-vous, je ne lui ai pas demandé une coopération. Elle nous serait funeste. Mais seulement un armistice. Il sait que je replierai mes troupes, rappelant les garnisons qui sont encore en Hollande et resterai en deçà de la frontière française que lui-même n'essaiera pas de franchir. Il sait que j'enlèverai le jeune prisonnier du Temple, et le ferai roi de France sous le nom de Louis XVII. La Constitution de 1791, remise en vigueur, mettra fin au régime de violence et de sang, et assurera au pays la liberté, la prospérité et la paix.

« J'ai voulu que vous n'ignoriez rien, ajoutait le général. J'estime heureux pour vous que vous soyez séparé de votre père, étant donnée « la déplorable position qu'il a prise dans la Convention Nationale. » Je respecte malgré tout votre piété filiale et ne vous demanderai jamais rien qui puisse la froisser. Au reste, je ne sollicite de vous dans mes projets politiques aucune collaboration. Restez à votre poste, faites votre devoir d'officier et soyez discret : c'est tout ce que je vous demande. »

Nous avons résumé, à l'aide de la mémoire, quelques traits de ce discours fort long. Nous avons copié, en ayant obtenu la permission, la réponse du Prince :

« Je n'avais pas, dis-je à Dumouriez, à examiner les mesures déjà prises ni les projets qu'il venait de me faire connaître. Il savait que c'était au gouvernement de la Convention nationale que j'attribuais les maux que la France souffrait déjà, et les malheurs plus grands encore que la continuation de cette odieuse tyrannie me paraissait devoir attirer sur elle. Mais désillusionné comme je l'étais des lois, des théories gouvernementales dont j'avais été enthousiasmé antérieurement, je m'étais décidé à me renfermer exclusivement, comme il me demandait de le faire, dans l'accomplissement de mes devoirs militaires. Il n'y avait plus pour moi en France de position tenable qu'à l'armée, ni d'autre rôle qui pût me convenir que celui d'un soldat dévoué à son pays. Je voulais donc suivre ou subir le sort de l'armée dans toutes ses phases, et j'étais résolu à ne pas m'en séparer, tant que je n'y serais pas contraint par une nécessité absolue.

« Je le remerciai de la confiance qu'il me témoignait et je lui promis de lui garder le secret. Il n'y eut jamais d'autre pacte que celui-là entre le général Dumouriez et moi. »

Personne ne doutera de l'affirmation de cet honnête homme. Comment jugera-t-on sa conduite? Il faut le reconnaître d'abord : les projets de Dumouriez ne servent aucunement l'intérêt personnel de Louis-Philippe et les prétendues ambitions de la maison d'Orléans. Il s'agit de mettre sur le trône le fils de Louis XVI. Le prince est demeuré ennemi, — il le sera toute sa vie, — de l'émigration. Négocier avec Cobourg le révolte ; il ne le fera jamais. Cependant il a reçu la confidence de son chef. Est-il obligé de trahir ce chef? De livrer le secret, de livrer Dumouriez lui-même à la Convention? A la Convention qu'en ce moment même Louis-Philippe estimait coupable de la ruine de son pays et du déshonneur de son père! Il écrit à ce dernier, lui exprimant son chagrin et ses inquiétudes. La lettre est saisie au camp. Il se tait. Il continue à exécuter les ordres, à faire silencieusement son service.

Mais les événemens se précipitent. A Paris, le rapport de Cambacérès propose la condamnation de tous les Bourbons. Dans le Nord, Dumouriez a ordonné la retraite; ses troupes sont aux environs de Saint-Amand, près de Valenciennes.

Pendant un dîner, arrivent les lettres de Paris. « Voilà votre affaire, dit Dumouriez : vous êtes proscrit. — Je reste

donc comme auparavant à l'armée : elle est mon seul refuge. — Vous y êtes le bienvenu. — Soit : Vous voudrez bien, mon général, envoyer en lieu sûr ma sœur et Mme de Genlis. — Certainement, mais à qui les confier, sinon à Quasdanovitch? » C'est le nom du lieutenant de Cobourg.

Que faire, en effet? Chartres s'occupe encore de son frère Montpensier; il est à l'armée du Var, avec Biron. L'a-t-on prévenu? Un officier a été chargé de cette mission : il arrivera tout juste à temps pour voir arrêter Montpensier.

Le lendemain matin, ils se rendent aux cantonnemens. Les commissaires de la Convention Lamarque, Quinette, Publicola Chaussard, ont harangué les fédérés et les ont emmenés à leur suite. Les deux généraux mettent leurs chevaux au galop et rattrapent la colonne; elle se retourne et tire sur eux. Il faut fuir, Dumouriez perdant ses étriers, prenant les crins. Cette fuite éperdue les jette dans un poste autrichien.

Ils s'arrêtent; un repas leur est offert. Arrivent à ce poste autrichien des officiers de Dumouriez. « Revenez, disent-ils, tout peut être sauvé. Une grande partie de l'armée tient pour vous.

— Le puis-je? répond le général. Ne suis-je pas prisonnier? »

A ce moment Mack, si célèbre plus tard, se présente. Le prince de Cobourg l'envoie : il déclare laisser aux Français toute liberté. Ceux-ci repartent donc et courent à un petit camp près de Brouilh. Le petit camp crie : « Vive Dumouriez ! » L'artillerie est tout près, à Rumegies. Ils s'élancent vers Rumegies. Mais tout est parti, hommes, chevaux et canons. Et les régimens les abandonnent, même ceux qui, une heure plus tôt, criaient : « Vive Dumouriez! »

Celui-ci, serrant les poings, s'écrie: « Eh! bien, la Convention verra! — C'est tout vu, pour ce qui me concerne, dit le Duc de Chartres. Hors de la France et hors de son armée, je ne suis plus qu'un proscrit. »

Il trouve non sans peine une voiture pour sa sœur et Mme de Genlis, et les suit de Valenciennes à Mons, ayant pris congé du général. A Mons, il se présente à son parent l'archiduc Charles. Celui-ci s'efforce de le retenir; les plus brillantes faveurs lui sont offertes. Louis-Philippe n'en accepte qu'une : la permission de s'en aller en Suisse.

Tel est le résumé fidèle d'un long récit. Dumouriez a conspiré. Louis-Philippe l'a su et n'en a rien dit. Que pouvait-il faire? — Dénoncer son chef et se livrer lui-même à la Convention? — Mais depuis la fin de 1792 il s'est attendu à être proscrit; il l'a été en réalité : il avait même, on l'a vu, essayé de hâter cette proscription qui eût sauvé son père et mis les siens en sûreté. Et depuis le 21 janvier, la Convention lui fait horreur! Son courage, sa piété filiale, son bon sens politique, son ardeur militaire n'avaient pu se relever de tels coups. Il était désespéré le 22 mars 1793 quand il reçut à Louvain les confidences de son chef. Il ne les trahit donc pas, mais ne s'y associe pas non plus, répétant : « Je suis soldat et je reste à mon poste, tant que je le pourrai. » Il ne fait pas autre chose pendant les folles galopades du 5 avril que suivre et obéir. L'a-t-on vu mettre au service des projets de Dumouriez les illustres relations de famille qu'il possède en Autriche, et qui, au premier mot, lui valent le plus chaud accueil et les propositions de l'archiduc Charles? En aucune façon. Plus tard, avec son ton simple et honnête, il a écrit, et il en avait le droit : « Je ne rejoignis pas plus le drapeau de l'émigration de 1793 que celui de Gand en 1815. »

Ne jugeons pas à la légère la conduite des gens qui ont vécu dans ces temps effroyables; mais démêlons le vrai, et ne leur prêtons pas des actes qu'ils n'ont pas accomplis.

Denys Cochin.

MADAME FIRMIN[1]

Leur maison était la dernière du village, sur la grand'route qui descend vers Marseille, isolée des autres par un champ bien tenu et un petit verger. Un laurier-rose poussait devant la porte; une peinture blanche rajeunissait les vieux murs; un basilic, dans sa jarre de terre jaune, embaumait le vent qui passait. Cependant les femmes, en approchant de cette maison, tordaient sans indulgence une bouche dédaigneuse, et, quand elles criaient sur le seuil : « Bonjour, madame Firmin! » ce n'était nullement pour marquer de la politesse à celle qui demeurait là, mais bien pour l'insulter en lui jetant ironiquement à la face un nom qui n'était pas le sien.

« Madame Firmin » n'était point du tout mariée avec « Monsieur Firmin. Tout le monde savait cela. Tout le monde savait aussi que dix années d'âge les séparaient l'un de l'autre et que la femme se flétrissait, presque vieille déjà, alors que l'homme demeurait jeune et robuste, et fort beau garçon. A ce déshonneur, comme à ce ridicule, sans doute eût-on montré de l'indulgence, car les gens des campagnes n'ont, à bien des égards, que de petits scrupules. Mais ce couple était heureux, et cela déchaînait autour de lui toutes les haines villageoises, âpres, tenaces, et si promptes à s'engraisser de leur nourriture misérable.

On riait du soin extrême que prenait de sa personne Mme Firmin, et de la voir toujours, mince, grande, brune, avec

(1) *Copyright by* André Corthis, 1917.

des traits fins et de longues rides, plus coquettement coiffée qu'une jeune fille et cambrant son buste long dans des corsages à raies tendres. On riait des attentions qu'avait pour elle M. Firmin et de la façon orgueilleuse dont le dimanche il la menait à son bras, tout éclatante d'une joie amoureuse qui se laissait trop voir. On riait de la façon dont ils travaillaient l'un et l'autre : lui, qui se louait à la journée pour la besogne des champs, s'appliquant comme un petit enfant à bien faire et à n'être point blâmé; elle, ayant pris un métier de rôdeuse, colportant de grange en grange, dans un panier plat pendu à son cou, des broches, des épingles, des peignes et des rubans. Et l'on raillait leur prospérité modeste plus cruellement certes qu'on n'eût blâmé leur paresse.

Ils ne s'occupaient guère de tout cela, prenant trop de plaisir à leur bonne entente pour avoir besoin de personne. Chaque matin, de fort bonne heure, ayant bien fermé leur porte et caché la clef dans la terre ou les trous du mur, à des places toujours différentes, ils se séparaient au seuil de leur maison. Et leur baiser d'adieu avait tant de violence que les commères voisines, si elles venaient à le surprendre, en demeuraient pour tout le jour égayées. Et puis l'homme gagnait l'une ou l'autre des fermes où on l'employait, et la femme s'en allait dans la campagne plate autour de laquelle s'arrondissent les collines aux variables couleurs.

Vêtue l'été de percale claire et fraîchement lavée, l'hiver de lainages bleus ou gris, point grossiers, elle portait toujours des cols blancs bordés d'une dentelle solide, et, sous le vent qui suffoque ou le soleil étourdissant, elle marchait, l'éventaire au cou, les cheveux lustrés d'huile, roulés au fer sur les tempes et relevés par des peignes brillans.

D'une grange à l'autre, il y avait quelquefois plusieurs kilomètres; mais, quel que fût le temps, elle ne s'arrêtait jamais au bord du chemin, et son pas ferme se marquait régulièrement dans la boue ou dans la poussière. Elle allait à la Mesurade, à la Cloche, au Mas de l'Aze; elle allait plus loin encore, au delà de la digue, dans les maisons des « Iles » que le Rhône grondant menace nuit et jour. Sous l'ombre en taches rondes des bouleaux agités, par de petits chemins de raccourci qui sentent la feuille chaude et la vase desséchée, elle avançait dans la broussaille et le silence. Tout d'un coup, de très loin,

elle entendait les chiens de garde hurler sauvagement et se précipiter. Mais elle ne les redoutait pas et savait qu'ils deviendraient paisibles en la reconnaissant.

Au fond des salles obscures où bourdonnent les mouches, les jeunes filles riaient en apercevant la colporteuse, et les femmes, après avoir dit : « Sûr qu'il ne faut rien aujourd'hui, c'était vraiment pas la peine de faire un pareil chemin, » venaient aussitôt soulever la toile qui recouvrait le long panier aux bords plats.

— Tout de même, vous allez vous rafraîchir, madame Firmin.

Mme Firmin acceptait généralement, parce qu'elle savait qu'au bout d'une demi-heure de réflexion, les plus prudentes se laissaient tenter et les plus économes tiraient quelques francs de leur tiroir. Bravement ensuite elle se dirigeait vers une autre demeure, puis vers une autre encore, et, quand le soir approchait, elle s'en revenait vers le village, plus lasse que le matin sans doute, mais sans traîner la jambe et sans courber les épaules. Elle longeait de nouveau les champs de betteraves et de tabac, les blés, les maïs et les fourrages odorans. Enfin, elle apercevait les toits pressés, couleur du pain qui sort du four, et le bouquet de platanes d'où jaillissait le clocher gris tout bourgeonnant de sculptures simples et lourdes.

Elle apercevait sa maison solitaire au bout de son petit champ, au bord de son humble verger, et qui semblait ne s'être ainsi séparée de toutes les autres que pour venir au-devant d'elle. Elle voyait le laurier-rose du seuil avec ses fleurs vives qui brûlaient comme des flammes et ses fleurs mortes, noirâtres et consumées; elle voyait la vigne bien soignée, le puits, le banc, la jarre de terre jaune avec son basilic. Elle voyait un peu de fumée qui sortait, à l'angle du toit, de la cheminée basse; elle pensait que Firmin était là, qu'il l'attendait...; et son bonheur toujours neuf, lui coupant les jambes mieux que la fatigue, elle s'arrêtait un instant. Mais tout d'un coup, elle se précipitait comme une amoureuse de vingt ans, riante et les yeux éblouis, parce que M. Firmin se montrait à la porte, sous le laurier-rose, et qu'il disait doucement :

— *Peuchère* (1)! te voilà... Que tu dois être lasse!

(1) Pauvrette.

*
* *

Elle se pressait contre lui comme elle avait fait le matin, et, comme le matin, ils s'embrassaient passionnément. Et puis elle lavait son visage de la poussière des routes, rajustait son col, soulevait et gonflait de la pointe d'une longue épingle ses cheveux aplatis, et ils s'asseyaient près de la table ronde, devant la petite fenêtre que faisaient plus étroite encore la cage aux parois pleines où pépiait une caille, et un arrosoir suspendu.

Ils ne soupaient point, comme font les gens des campagnes, dans un silence recueilli; mais elle racontait ses courses, il disait ses travaux, et les paroles de chacun avaient pour l'autre un intérêt profond. Leurs voix cependant diminuaient avec le jour, et quand la nuit, autour d'eux, avait cessé de s'accroître, ils se taisaient tout à fait, les coudes à la table, le corps plus pesant, les yeux vagues, et regardant venir les songes de la nuit.

Les braises mouraient dans le foyer; on entendait les grillons; la veste en coutil jaune de M. Firmin faisait dans l'ombre une ombre plus claire qui marquait la forme de ses épaules robustes. A ce moment, quelquefois Mme Firmin s'en retournait vers son passé... Elle le faisait sans amertume, avec, au contraire, une espèce de plaisir farouche, et elle dressait glorieusement sa joie présente devant les vieux souvenirs qui la gonflaient toute d'une haine inépuisable...

Une à une, pour le plaisir une fois de plus de la sentir au fond d'elle se remuer, cette haine, elle regardait derrière elle les années de sa jeunesse, comme on regarde par-dessus son épaule la meute grondante et lointaine à quoi l'on échappa. Elle regardait... Et le mas de l'Olivette, là-bas, dans la plaine grasse et bleue, d'où l'on voit au matin, dans Arles lointaine, se dorer Saint-Trophime au-dessus des toits d'or, levait autour d'elle ses gros murs tout ornés d'armoires luisantes, de vaisselles peintes et de bassines de cuivre. — Qu'elle était donc riche, « Madame Firmin, » du temps qu'elle ne portait pas encore ce cher nom dont les gens l'insultaient, et qu'elle avait eu d'orgueil et de plaisir d'abord, oh! pas bien longtemps! les trois premiers mois de son mariage peut-être, et peut-être seulement les trois premières semaines; oui, trois semaines et pas plus, à moins que ce ne fussent trois journées...

Tout de suite son mari, Vincent Roux, avait bien su lui faire comprendre qu'il l'avait épousée ainsi, pauvre et sans parens, pour qu'elle fût docile et se laissât écraser. Il était dur à tous et si farouche d'humeur que les servantes, jamais, ne renouvelaient chez lui leur engagement annuel. Sa femme, du moins, ferait quotidiennement la besogne utile et ne pourrait se plaindre, ni s'en aller.

C'est cela qu'il avait voulu, Vincent Roux, du mas de l'Olive, et c'est cela qui advint. Opprimée, bousculée, plus chargée de travail qu'un âne misérable, Adeline tomba du haut de ses rêves, et d'abord elle en eut un étourdissement dont elle pensa et souhaita mourir. Mais l'habitude vient vite, et toute sa vie d'orpheline et de pauvre fille l'avait dressée aux sagesses résignées. Elle s'accoutuma donc aux injures et à la besogne, comme font les bêtes domestiques ; et le grand cheval, traînant sous la morsure des taons sa charrette de foin ou de blé, le chien saignant sous son collier trop dur et qui grondait au passant, les moutons grelottans après qu'on avait pris leur laine, ne se soumettaient pas plus qu'elle au machinal devoir.

Son cœur cependant, dont nul ne se souciait, la tourmentait quelquefois. Il lui venait des révoltes, et aussi des langueurs et des rêves. Elle était jolie, avec un visage doré sur lequel semblait toujours poser un peu de soleil, des cheveux lisses et drus, un nez mince, et ces longs yeux sarrasins d'un bleu sombre et velouté qu'ont encore certaines filles en ce pays où des aïeules lointaines connurent les beaux vainqueurs dont le souvenir continue de chanter dans les petits vers bien rythmés du Romancero provençal...

L'été, dans son potager, tandis qu'elle fichait en terre et liait trois à trois les cannes où s'accrocheront les fragiles tomates ; l'hiver, au coin du feu, tout en raccommodant le linge de cet homme qui était son homme et qu'elle n'aimait pas, il lui advenait de dresser son buste las ; ses yeux se détournaient de l'ennuyeuse besogne et son regard tendu cherchait et suppliait la lumière du ciel ou l'ombre de la pièce. Elle soupirait, elle tordait doucement ses mains engourdies. Des larmes gonflaient sa gorge, brûlaient ses yeux. Elle haletait, elle penchait un peu la tête comme cherchant une main où reposer sa joue. Ces minutes avides et désespérées étaient le plus vivant de sa vie.

Quand elle sut que Vincent Roux la trompait avec des filles

d'Avignon, elle n'en souffrit pas. Et quand il prit l'habitude de la battre, les coups ne lui firent mal que dans sa chair meurtrie. Elle était indifférente à tout, et le dimanche, à la grand'-messe, elle traînait sans honte devant tout le monde son pauvre corps et son visage désolé.

Oh! ces dimanches, tous ces dimanches! Vincent Roux, plein de vanité, exigeait qu'elle s'attifât avec un chapeau à fleurs et une jupe de dame, mal coupée par la petite ouvrière à dix sous la journée, et qui pendillait par derrière. Les gens se poussaient du coude quand elle entrait dans l'église. On disait : « C'est l'Adeline Roux, du mas de l'Olivette. Hier, avec la charrette et les deux chevaux, elle était dans le champ à peiner comme un homme; et ce matin encore son mari l'a battue; le valet l'a raconté tout à l'heure en allant boire chez Linsolas. » Oui, on parlait ainsi, elle le savait, elle l'entendait. Cependant, elle gagnait sa place, paisible et morne, insensible à ces murmures, trop profondément malheureuse pour demander la pitié des autres ou pour la redouter.

Elle se rappelait tout cela. Elle se rappelait aussi, après huit années de cette vie maudite, la naissance de son fils et sa joie délirante, — une joie dont craquaient son cœur et son cerveau, — devant le petit paquet laineux, pleurant et chaud. Elle se mettait à genoux devant la barcelonnette de bois clair où étaient sculptées des abeilles, elle chantait tout bas, et sa chanson ralentie devenait une prière et sa prière n'était plus qu'un acte d'amour passionné. Oui, elle se rappelait cela et comme elle le portait dans ses bras pour voir danser les « demoiselles » au-dessus du ruisseau, et comme il riait d'apprendre à marcher et posait fortement ses petits pieds sur la terre. Mais elle ne voulait retrouver ces choses que confusément, parce que, si tout le reste lui donnait un sauvage plaisir, ces choses lui faisaient du mal. Si vite, le père brutal avait entendu le lui prendre, son Pascalet! Il ne permettait point qu'elle lui donnât un ordre, et si elle l'osait cependant, il disait au petit de hausser les épaules, comme il faisait lui-même, et de ne rien écouter. Quand elle voulait punir, aussitôt il supprimait le châtiment et si, au contraire, elle montrait de l'indulgence, il était si sévère que l'enfant haïssait les douceurs de sa mère d'où résultaient pour lui tant de coups et d'heures passées dans la « patouille » au charbon avec les souris prestes et les frôlantes araignées.

Il prit l'habitude de la traiter avec ce dédain dont tout le monde à la maison usait envers elle, et sans doute n'eut-elle point la force de considérer dans sa pauvre âme déchirée qu'il n'en pouvait être autrement! Pascalet eut six ans, huit ans, il en eut dix; il était fort et grand, mais au lieu de s'enorgueillir, Adeline le voyait avec horreur devenir un homme, comme le père; elle le contemplait avec une épouvante haineuse pour tout le mal qu'elle recevait de lui; et elle fermait son cœur devant cet enfant, comme on plie les bras pour se protéger devant qui a toujours la main levée pour vous battre.

Il lui parlait rudement, lui aussi, et lui aussi ricanait bien haut si elle osait montrer de l'indignation. Souvent il lui donnait des ordres, et il frappait le sol du pied et criait des injures si elle n'obéissait point assez vite. Alors le père disait : « A la bonne heure ! » en le voyant tout gonflé envers elle de puérile fureur. Oui, il y avait eu cela dans sa vie, il y avait eu cela! Quelquefois cependant, en des élans subits, Pascalet lui montrait bien quelque chose qui ressemblait à de la tendresse. Il souriait gentiment si elle passait près de lui, il rendait avec force un baiser qu'elle lui donnait, ou bien il portait à sa mère un beau fruit qu'il avait trouvé. Une fois qu'elle eut la fièvre pendant deux jours et ne cessa de gémir à cause de grandes douleurs qui lui traversaient la tête, il pleura. Une autre fois, ils étaient tous à ramasser du foin; un chien errant voulut la mordre. L'enfant se jeta sur la bête et la chassa avec un bâton. Oui... oui... il y avait eu cela aussi, évidemment. Mais ces pauvres douceurs étaient trop petites parmi de trop grandes meurtrissures. Elle avait peur de cet enfant, elle en avait peur! Et parce qu'il avait un peu la mâchoire lourde du père et la couleur claire de ses cheveux, elle ne voyait pas qu'il avait ses longs yeux à elle et sa bouche gonflée, sinueuse et tendre.

Le temps passa. Adeline avait plus de quarante ans. Des coins de sa belle bouche aux ailes de son nez mince, un pli profond commençait à se creuser. Toute sa jeunesse était derrière elle, comme ces étangs d'eau morte qu'on appelle des « lônes » dans le pays, noirs, plats et tristes, remplis d'une vase abondante et tranquille. Et malgré l'âge cependant, et la sagesse douloureuse à quoi son pauvre destin l'avait accoutumée, elle avait quelquefois encore de ces arrêts brusques pendant son travail, et de ces soupirs, et de ces longs regards tendus vers on ne sait quel inconnu.

Un jour, le valet, chassé du logis après une dispute terrible avec Vincent Roux, fut remplacé par un autre qui s'appelait Firmin. Il avait un beau visage à moustache frisottante, les épaules larges, les cheveux épais. — « Il est imbécile, » déclara brutalement Roux dès le troisième jour qu'il l'employait. Mais cet homme était seulement très doux et d'intelligence un peu lente.

Quand il vit de quelle façon la maîtresse était traitée au mas de l'Olivette, il laissa paraître sur son simple visage un étonnement considérable. Cependant il parlait peu et ne fit aucune remarque.

Deux semaines après son arrivée, il était à rentrer les foins dans la grande prairie d'où l'on voit le Rhône tourner et fuir en grondant au bord de la ville. Adeline l'aidait. Elle paraissait lasse. Un orage se préparait au fond du ciel, et, craintive toujours, n'osant une seule minute prendre du repos, elle respirait trop souvent, gênée par la lourdeur de l'air. Firmin hésita pendant une demi-heure et puis il s'approcha d'elle :

— Laissez donc! Est-ce que ce sont des besognes pour une femme... et pour une femme comme vous?

Il lui prit la fourche des mains et accomplit en deux heures, en même temps que son ouvrage à lui, tout le travail qu'elle aurait dû faire. Sur leur tête, le ciel était d'un bleu dur et menaçant. Des grondemens se levaient derrière les Alpilles légères. La sueur luisait aux tempes de Firmin. Elle mouillait son cou et plaquait à ses épaules sa chemise de cotonnade. Adeline le regardait en silence. Elle ne lui dit point même merci, et au retour ils marchèrent côte à côte derrière la grinçante charrette sans que l'une ou l'autre prononçât une parole.

Le lendemain, la pluie n'étant point tombée encore et le ciel gardant sa menace, ils se retrouvèrent devant les grands tas de foin odorant où bondissent les sauterelles, et tout de suite, avec un bon sourire, Firmin enleva la fourche aux mains d'Adeline et lui montra un coin de la prairie où les longs peupliers couchaient leur ombre légère. Il dit : « Reposez-vous, Dame, » et elle obéit. Elle était là, toute pénétrée d'une béatitude qui lui venait d'un alanguissement singulier de son corps au repos et de son cœur détendu, quand Vincent Roux passa derrière les peupliers monté sur la grande charrette peinte en bleu et menant avec lui son fils et deux hommes pour travailler

dans les îles à des coupes de bois. Il vit sa femme étendue à demi dans l'ombre, parmi les herbes ; il vit le grand valet qui travaillait seul ; et, jetant les guides au petit Pascalet, il bondit de la charrette.

Marchant sur Adeline, de la même allure qu'un chien féroce sur un passant haillonneux, il lui ordonna de se lever et elle dut le faire, tremblante et humiliée devant ces hommes qui la regardaient, et devant son fils. A cause de tout ce monde sans doute, il n'osa point la battre, quoiqu'il en eût une envie telle que son gros poing serré tremblait au bout de son bras. Mais il l'injuria grossièrement, la traitant de gueuse et de fainéante, prenant tous ceux qui étaient là à témoin de cette paresse et se lamentant de devoir nourrir une telle créature qu'il avait prise toute misérable et qui, sans lui, bien sûr, n'eût été bonne, pour gagner sa vie, qu'à courir les ruelles infâmes d'Arles ou d'Avignon.

Il employait pour dire ces choses des paroles brutales qui faisaient rire autour de lui ces hommes sans finesse, sauf Firmin dont le simple visage montrait de la stupeur, et le petit qui ne comprenait pas... Enfin, jetant au valet l'ordre d'avoir à le rejoindre dans les bois d'ici vingt minutes, et ricanant qu'Adeline était bien capable de rentrer seule tout le fourrage demeuré sur la prairie, et qu'elle le ferait, Vincent Roux remonta sur sa charrette. On l'entendit gronder encore ; puis sa voix en colère décrut avec le grincement plus lointain des roues. Alors, et pour la première fois, Adeline à son tour serra et tendit le poing. Le sang remontait avec violence à son visage défait.

— Et dire qu'il en a été ainsi toute ma vie, clama-t-elle, toute ma vie ! ah ! — son cri rauque et long lui déchirait la gorge... — ma vie, ce qu'a pu être ma vie !

Elle crachait ce mot avec dégoût, haletante, secouée d'un emportement si vif, le visage en feu et tordant ses deux mains qu'une espèce de folie semblait la posséder. Sa fureur l'étourdissait, et tout ce désespoir qui depuis tant d'années ne s'était soulagé par aucun gémissement. Tout à coup elle chancela ; ses bras étendus rencontrèrent le talus derrière elle et elle glissa parmi les menthes dont les petites feuilles, au froissement de ce corps désespéré, rendirent leur bonne odeur.

— Oh ! Dame ! suppliait Firmin. Dame !...

De son pas pesant il était venu auprès d'elle; il ne savait de quels gestes la secourir, ni de quelles paroles, et cependant il tremblait de pitié. Dans l'herbe où elle s'allongeait, se collant à la terre avec le désir que la terre la gardât, Adeline se redressa tout à coup. Elle regarda cet homme... et elle le regarda encore... et ses yeux avides et douloureux ne se détachaient plus de lui. Peu à peu, lentement, il s'avançait vers ce regard. Enfin, il s'assit auprès d'elle, il considéra le bras dont elle se soulevait, ferme et brun, que découvrait la manche relevée au-dessus du coude, et ses deux mains, violentes autant que pitoyables, s'abattirent sur ce bras nu.

* * *

La nuit qu'ils se sauvèrent tous les deux, Vincent Roux était à la « vote » à Barbentane. Tout de suite, dès qu'elle eut passé la haie vive qui marquait la fin de son domaine, Adeline sentit tomber d'elle toute sa misère. Et cette misère était si grande que, désormais, de ce qui était derrière elle, elle devait lui cacher tout, jusqu'à la minute bénie où l'enfant était né, jusqu'à la petite chambre où il dormait à l'instant de la fuite et où elle n'était pas entrée pour lui dire adieu. Dans le dur wagon qui les emporta, dans l'auberge sale où ils mangèrent à l'aube, en face de Firmin qui prenait soin de sa fatigue et la regardait doucement, elle sentait dans son pauvre cœur couler tout le paradis. De temps en temps elle répétait tout bas : « Ce n'est pas possible ! » Et croyant qu'elle avait encore des scrupules, Firmin essayait de les dissiper par des phrases simples qu'il cherchait longtemps; mais c'était le bonheur qui semblait impossible à cette créature douloureuse.

Ils remontèrent jusqu'au delà d'Avignon pour être plus loin du mas de l'Olivette et de la colère possible de Vincent Roux, jusqu'au delà d'Orange, et, dans un petit bourg du nom de Piolenc, ils louèrent cette maison où ils habitaient aujourd'hui. Firmin bientôt trouva du travail, et d'abord il prétendit que sa compagne n'eût rien à faire qu'à balayer la salle et préparer les repas, donner aux lapins leur verdure et leurs grains aux poules. Mais elle avait trop l'habitude de l'activité. Son bonheur lui donnait une jeunesse et des forces nouvelles et elle souffrait de ne les pouvoir employer utilement, alors qu'ils étaient si misérables, elle et Firmin, sans un billet de cinquante

francs derrière eux pour les tranquilliser aux jours de maladie ou permettre l'achat d'une chèvre. Un matin, après avoir causé longtemps avec un homme qui menait par les villages une grande voiture et vendait de la bonneterie, de la vaisselle et des bijoux faux, elle décida tout à coup de prendre le métier de colporteuse.

Il ne lui parut point trop dur et, le premier jour, elle fit alertement ses douze kilomètres dans la plaine brûlante où grésillent les cigales. Tout lui était aisé maintenant. Le soir, en rentrant, elle trouva que Firmin, revenu avant elle, avait déjà cuit la soupe pour qu'elle n'eût ni le mal de la faire ni la peine d'attendre; il avait mis la table et tiré de l'eau fraîche. Alors, devant tant de tendresse et de soins, elle se mit à pleurer. Ces larmes bienheureuses furent les seules que dans sa vie nouvelle elle devait verser.

Elle ne pensait plus qu'à l'amour maintenant, dont la frénésie terrible l'envahissait toute; elle devenait coquette un peu ridiculement puisqu'elle avait des rides et qu'elle n'était plus jeune. Mais son ardeur justement était plus vive à cause de toutes ces années qu'elle avait derrière elle, vaines et desséchées. Un vent d'ivresse et de légèreté passait sur elle. Elle vendait des peignes brillans et de petites broches, des rubans étroits, des garnitures de chemise et des romans imprimés sur papier gris, avec des titres violens. Dans les granges, tout en offrant ses babioles, elle parlait aux femmes du devoir de se parer pour plaire aux hommes et d'être belles. Elle leur enseignait que, pour être heureuse, il faut provoquer l'amour, d'abord, et l'entretenir ensuite, ce qui est plus difficile. Elle ne parlait pas ainsi dans le seul désir de vendre ses marchandises, mais parce que ces pensées étaient en elle, l'obsédaient, et qu'elle ne pouvait pas les taire. Et son ton âpre et passionné, la façon dont flambaient ses yeux dans sa face flétrie, en troublaient quelques-unes, tandis que les autres, derrière elle, disaient des mots grossiers et haussaient les épaules.

Huit années avaient passé ainsi. Pas une fois les fillettes curieuses qui vont étendre leur linge sur la haie du voisin, ou les cancanières de village traînant sur la route, de porte en porte, leur jupe pendante et leurs talons poussiéreux, ne purent se vanter d'avoir entendu chez M. Firmin la moindre dispute. Seulement, comme il faut bien se moquer quand même, elles

se gaussaient, à défaut d'injures, des « mon chéri, » des « mon amour, » « mon trésor » et « ma belle, » qui revenaient trop souvent dans le tendre langage de ce docile beau garçon et de cette femme sans fraîcheur.

*
* *

Elle marchait non loin du village, un soir d'août, calculant qu'elle aurait le temps de se rendre avant la nuit du mas de la Faïne à la Grange Brûlée, lorsqu'un appel de tambour, pressant, haletant, affolé, roula par-dessus les maisons. Des gens allèrent de ce côté, d'autres en courant revinrent vers les champs où étaient demeurés les travailleurs, et elle sut ainsi que c'était la guerre. — La guerre! — Elle continuait sa route avec plus de lenteur, interdite et répétant pensivement ce mot. Brusquement toute sa signification terrible lui entra dans l'âme et la déchira. — Firmin travaillait chez les Calvier ce soir, au quartier des Frémigières. Elle se mit à courir de ce côté, le cou scié par la courroie du panier qui sautait devant elle. Elle traversa la grand'route, prit un chemin creusé d'ornières dures qu'elle ne regardait pas et où pliaient ses chevilles, puis un sentier presque invisible, filant comme un lézard sous les luzernes moirées. Enfin elle vit la Grange des Calvier avec ses toits inégaux et trois platanes devant la porte, elle sentit l'odeur de la paille, elle vit les tas de blés et l'aire d'où montait encore une vapeur dorée; mais le grand cheval, attelé au rouleau de pierre qui foule les épis, inactif, oublié, cherchait l'herbe qui monte aux fentes des carreaux, et tous les travailleurs avaient quitté la besogne. Adeline vint à leur groupe. Elle appela : « Firmin! » et quand il fut devant elle, elle demanda : « Est-ce que tu vas partir? » d'un ton si farouche que tous les hommes se retournèrent. Ils commençaient même de rire, malgré leur angoisse, de voir cette Mme Firmin avec son visage usé, son cou jaune, ses tempes maigres, et cette grande ardeur d'amour qui la tenait toute. Mais Firmin emmena sa compagne derrière le pailler inachevé. Il lui dit, avec sa tranquille douceur :

— Mais non, je ne pars pas... Tu sais bien... J'ai eu une mauvaise fièvre autrefois au régiment... Ça m'a laissé des suites, comme ils disent, et ils m'ont réformé. Tu sais bien... C'est sur mon livret.

— Ah oui! dit-elle.

Elle réfléchit, mal tranquillisée encore, et elle supplia :

— C'est bien vrai ?

Il répéta simplement :

— Tu sais bien.

L'air était lourd et chaud comme le jour où elle avait commencé de l'aimer et, comme ce jour-là, il avait les tempes et le cou ruisselans de la sueur de son travail. Elle se jeta dans ses bras.

— Ah!... ça m'est égal, alors... ça m'est bien égal...

Des femmes en criant arrivaient par le chemin. Adeline les entendit, fronça un peu les sourcils et, se vengeant des injures de toutes par la plénitude de joie qui gonflait son cœur, alors que les autres souffraient tant, elle répéta haineuse, bienheureuse et farouche :

— Ça m'est égal, la guerre, ça m'est bien égal.

Elle revint chez elle pendue au bras de M. Firmin, serrant contre lui son flanc creux et sa hanche plate, et ne cessant de lever vers lui son amoureux visage. Le plus beau des soirs tombait sur la misère du monde et sur son bonheur à elle. Ce fut la plus légère et la meilleure des promenades qu'elle eût faites encore auprès de son amant.



Son ivresse s'accrut de le tenir là, près d'elle, tandis que les autres femmes, le soir, s'asseyaient seules à leur table et se couchaient seules dans les lits profonds sous les rideaux de percale foncée, à fleurs vives. La nuit, elle se réveillait en sursaut pour le bonheur de penser : « Il est là ! » et le jour, pendant ses marches interminables à travers la campagne, elle se répétait avidement qu'au retour elle le trouverait à la maison et qu'elle sentirait des bras forts autour de sa taille toujours droite.

L'automne merveilleux se suspendait aux branches et l'on eût dit que le mistral avait secoué sur toute la plaine et emmêlé aux branches les longs cheveux d'or de cette reine Jeanne que chanta le poète Aubanel, après beaucoup d'autres poètes. L'air savoureux et vif avait la fraîcheur des pommes acides, et quelques figues, trop mûres, pendaient encore entre les feuilles bleues des figuiers. Dans toutes les granges où elle passait, Adeline ne voyait plus que de sombres visages. Les femmes, harassées et sales, sortaient du fond des étables, ou mettaient les

chevaux à la charrue, ou encore essayaient de se tenir en équilibre sur le siège étroit des faucheuses. Puisque les hommes n'étaient plus là, elles faisaient la besogne des hommes. Quelques-unes, assises, près des carreaux de leurs petites fenêtres, devant un encrier poussiéreux et un cahier de papier blanc, rêvaient longuement.

Elles recevaient bien la colporteuse et lui demandaient si dans ses courses elle n'avait pas recueilli quelques nouvelles de là-haut, de ces nouvelles qu'on ne met pas sur le journal et qui sont plus sûres. Mais elles n'achetaient plus de peignes, ni de bijoux et le commerce allait mal. Adeline ne s'en apercevait pas. Quand le vent glacé la frappait aux épaules ou lui brûlait le visage, quand ses semelles collaient à la terre boueuse, elle pensait seulement, sans pouvoir se rassasier de cette joie : « Il est là! Je le garde. » Et, ne sentant point le froid, elle brûlait toute au contraire du grand frisson qui secouait son corps sec.

L'hiver venu, elle dut comme chaque année interrompre ses courses pendant quelques semaines. La maison était basse et chaude. Firmin, en cette saison, faisait métier de vannier. Il s'asseyait au coin du feu, une corbeille hérissée de joncs entre ses genoux, et Adeline demeurait auprès de lui, à ravauder du linge et quelquefois à ne rien faire qu'à le regarder.

Elle ne s'inquiétait point des nouvelles de la guerre et, quand M. Firmin tenait son journal à la main, elle ne demandait jamais : « Qu'est-ce qu'on dit là-dessus? » Pourtant elle rentra un soir bouleversée d'avoir entendu crier de la route la jeune femme du charron à qui le garde venait d'apprendre la mort de son mari. Et elle plaignit une fille en service chez les Calvier et qui avait perdu son amant. Elle imaginait, comprenait, partageait seulement la douleur des amoureuses, et l'on eût dit que pour elle nulle autre douleur que celle-là ne dût se lamenter sous le terrible ciel. D'ailleurs elle voyait peu de femmes, ne recevait point de confidences, ne s'attardait jamais chez la bouchère malveillante ou l'épicière hostile, et l'hiver semblait isoler encore davantage des autres maisons sa maison isolée.

Un jour de février, où le vent du Nord soufflait avec moins de force, elle voulut recommencer à sortir et s'en aller vendre aux gens des fermes des mitaines en tricot qu'elle avait reçues de Paris. Mais, vers le milieu de l'après-midi, comme elle était très loin, dans les « Iles, » des nuages de nouveau se for-

mèrent dans le ciel et la pluie bientôt tomba avec force. Mme Firmin se mit à courir et vint se réfugier dans une petite grange où vivait, seule en ce moment, son fils étant à la guerre, une femme veuve qu'on appelait la Blaise et qui avait un bon cœur.

— Est-ce que je peux m'abriter un peu chez vous, madame Blaise?

— Sûr, madame Firmin. Entrez donc et chauffez-vous bien. Voyez. Je suis en train à finir mes « caillettes. »

Éclairée par un grand feu de bois et par une petite lampe de cuivre suspendue aux solives enfumées, elle hachait avec de la chair de porc les herbes odorantes de la montagne et elle en faisait de petits pâtés. Quand ils furent terminés, elle planta sur chacun un brin de « farigoule » qui lui fit un panache aigu, se tenant tout droit, et elle les rangea soigneusement dans un long plat de terre brune.

— Je les donnerai ce soir à la boulangère, dit-elle, et elle les mettra dans son four. Demain elles seront cuites et je les porterai à la gare.

Elle essuya ses mains grasses à son tablier de toile bleue. Ses yeux se mouillèrent. Sa bouche trembla.

— Il sera content, le petit, pensez donc, d'avoir des caillettes. Il les aime tant! Il m'a écrit l'autre jour : « Nous ne manquons de rien, mais je voudrais manger des choses de chez nous. » Alors, j'ai fait des caillettes. Ça se conserve bien. Je les mettrai dans une petite caisse pour qu'elles ne lui arrivent pas tout écrasées.

— Elles sentent bon, dit Adeline... oui, elles sentent bon.

Elle regardait cette femme qui pleurait tout à fait, qui se permettait de pleurer maintenant que sa besogne était accomplie.

— C'est trop dur tout de même qu'on nous les prenne comme ça. Ah! je dis toujours, moi, si toutes les mères s'étaient réunies pour crier et empêcher qu'on leur prenne leur fils, ça n'aurait pas été, cette guerre! Sûr, que ça n'aurait pas pu être.

Et la Blaise s'assit en face de Mme Firmin, sur une chaise de paille boiteuse et basse; joignant les mains, ses bras nus allongés entre ses genoux, elle continua de parler lentement en regardant le sol de terre battue.

— Penser qu'on les a faits avec son sang, que pour les avoir on a manqué d'y rester; qu'on a passé les jours, les nuits,

qu'on avait mal dans la poitrine seulement de les entendre tousser; penser qu'on était si fière quand ils savaient lire, quand ils tournaient si bien une lettre que père et mère étaient devant eux comme de pauvres ignorans. Et puis, ça devient fort. C'est des hommes. Ça vous dit : la terre du clos est dure à retourner, n'aie pas peur! j'en viendrai bien à bout. Ça compte, ça discute, ça sait tout faire avec sa tête, avec ses bras. Et puis, voilà, on vous les emmène pour qu'on vous les tue... Il est peut-être mort, le mien, en ce moment... J'ai eu sa lettre hier, mais depuis... Ah! madame Firmin, j'ai honte de parler comme je fais et de pleurer devant vous, mais j'ai trop pensé à tout ça aujourd'hui en faisant mes caillettes... Allez!... faut en avoir pour comprendre ce que c'est, et dans quel état ça vous met et comme ça vous fait mourir, de savoir qu'on vous les tue...

— Oui, dit Adeline... évidemment... ah! c'est dur... c'est dur... oui... pour être dur...

Sa parole était preste d'ordinaire, mais, en ce moment, elle cherchait ses mots avec un peu de peine. Elle attendit quelques instans et puis elle s'approcha de la fenêtre, regarda dehors la terre mouillée, revint près du feu et fut à la fenêtre une fois encore. Elle était comme étourdie. Elle dit à voix haute : « J'aurai pris froid tout de même. » Et elle demeura plus de trois minutes le front aux vitres, avant de pouvoir se rendre compte si la pluie avait cessé ou si elle tombait encore. Enfin elle dit :

— Ce n'était qu'une averse. Faut profiter de l'éclaircie. Je m'en vais, madame Blaise... Au revoir et merci bien.

Elle aurait dû ajouter quelques paroles de réconfort et d'espérance, elle le sentait bien ; mais elle continuait de ne rien pouvoir trouver dans sa tête qui tournait un peu. Elle s'en alla lentement. Et quand elle eut fait deux cents mètres :

— Qu'est-ce je me pense? dit-elle. Voilà que j'ai pris le chemin tout à l'envers.

Elle ne revint point cependant sur ses pas. Elle n'avait pas envie de marcher aujourd'hui et elle se trouva rentrer chez elle plus tôt qu'elle n'avait résolu. La fumée de son toit, comme toujours, fut douce à son cœur. Et quand elle fut dans la pièce accueillante où M. Firmin, près d'un grand feu, tressait des corbeilles, elle oublia son malaise.

Le soir, après le souper, M. Firmin prit son journal et elle

de gros bas qu'elle reprisait. La lampe sans abat-jour les éclairait durement. On entendait le vent se déchirer en sifflant à l'angle de la maison. Le chat blanc, près des cendres, râlait de béatitude. L'édredon qui couvrait le lit de noyer se gonflait chaudement dans l'ombre des rideaux. L'homme tout à coup leva les yeux.

— A quoi donc que tu te penses? demanda-t-il.

Adeline était inactive, l'aiguille aux doigts, la tête penchée un peu, les yeux fixes sous ses sourcils froncés qui faisaient son front plein de rides.

— A rien, dit-elle.

Mais, un peu plus tard, elle interrompit Firmin dans sa lecture.

— Tout de même, dit-elle, ce ravin de la Fille-Morte où ils se battent si fort en ce moment... En voilà un endroit! ça doit porter malheur, un nom pareil!

*
* *

Des semaines passèrent, des mois peut-être. Mme Firmin était toujours coquette et toujours heureuse. Au printemps, elle porta des corsages clairs et des tabliers de soie. Un rayon de jeunesse faisait son visage plus lisse, quand elle passait le soir sur les routes, tendrement suspendue au bras de M. Firmin. Et les femmes, au seuil des portes, n'avaient plus envie de rire devant son bonheur et l'enviaient sombrement.

Elle avait eu l'idée d'adjoindre à la bimbeloterie qu'elle continuait de vendre et que personne n'achetait plus, quelques-uns de ces menus objets que vantent les journaux à leur dernière page comme étant aux soldats d'une utilité extrême : briquets, boutons, épingles ou chaînes. Elle les faisait venir de Marseille ou même de Paris; cela se vendait très bien : toutes les femmes en voulaient avoir pour les glisser dans les paquets qu'elles envoyaient au front. Et les longues courses d'Adeline étaient rarement inutiles; sa fatigue redevenait fructueuse.

Un jour, elle passa devant la grange de la Blaise; ayant réfléchi un moment, elle s'arrêta pour demander si le petit soldat avait bien reçu les « caillettes. » Et de nouveau, sans la moindre nécessité, elle repassa par là la semaine suivante et chacune des autres semaines. Cela se trouvait ainsi. Un hasard. Elle pensait elle-même : « C'est drôle. Voilà que je viens bien

souvent de ce côté maintenant. » Une fois, le lendemain d'une bataille où le chiffre de nos morts avait été très grand et dont on parlait dans tout le pays, elle dit à la mère désolée :

— Tenez, vous enverrez cela de ma part à votre fils. Il ne faut pas me payer. C'est un cadeau.

Elle lui tendait le plus beau de ses briquets. La semaine suivante, elle offrit un savon et deux douzaines d'épingles nickelées. Peu à peu elle prit l'habitude de venir plus souvent. Quand elle arrivait, elle ne demandait plus des nouvelles de l'enfant, elle ne prononçait pas même son nom. Elle disait simplement, avec une émotion visible : « Eh bien ? » Et la Blaise reconnaissante savait ce que signifiait cette question et ce qu'il fallait y répondre. La pauvre femme faisait entrer Adeline dans la maison. Elle apportait les enveloppes jaunes, sans timbre, reçues du front. Souvent elle s'excusait :

— Vous êtes pressée... Je vous fais rester là... Mais je ne vois personne par ici. Ça me fait du bien de parler de lui avec vous.

— Et ça me fait plaisir, à moi, répondait Adeline.

Elle parlait en vérité, mais ne cherchait point à connaître les raisons de ce plaisir dont elle devenait singulièrement avide. Vers le milieu de juillet, un soir, en approchant de la grange, elle s'étonna de voir grande ouverte la porte de l'étable. Les quelques moutons que possédait la Blaise rôdaient sans surveillance dans le potager et broutaient voracement la feuille tendre des haricots et les petits choux qui sortaient de terre. Adeline pour les chasser de là leur jeta quelques pierres. Elle appela :

— Madame Blaise !

N'ayant point de réponse, elle entra dans la salle et ne trouva personne. Mais un gémissement venait de la « patouille. » Adeline poussa la porte derrière laquelle stagnait une odeur de vin, de pommes, de bois et d'oignons. La Blaise était là, couchée sur de vieux sacs, dans l'ombre moisie. Elle ne pleurait pas. Au fond de sa gorge roulait un râle interminable, terrible à entendre, et qu'un désespoir où se roidissaient tous les nerfs empêchait de devenir un sanglot.

— Madame Blaise ! répéta Adeline épouvantée.

L'autre se dressa brusquement, hagarde et d'abord ne la reconnaissant pas. Son regard était sec et trouble. Elle bégayait. Enfin elle prononça :

— Vous ne savez pas... Le garde est venu...

D'avoir parlé la soulagea. Elle cria, les poings aux joues :

— Secours, mon Dieu, secours !

Tout d'un coup elle s'emporta contre cette femme qui était là, près d'elle, immobile et n'osant rien dire.

— Laissez-moi, proféra-t-elle, laissez-moi. Allez me chercher ma sœur qui est au bourg. Vous, d'abord, vous ne pouvez pas comprendre.

— Mais si, dit Adeline, je comprends.

Et elle se mit à sangloter. Elle pleurait à plein cœur, comme pour son propre compte. Ceci sauva la Blaise qui, devant tant de larmes, put pleurer à son tour. Elle tomba dans les bras de Mme Firmin, et celle-ci, la retenant contre elle, sentait toute son épaule mouillée par le ruissellement du pauvre visage, tandis que ses larmes à elle trempaient le cou et les cheveux de la mère infortunée.

Le bêlement d'une brebis, étonnée de sa liberté et qui hasardait deux pattes tremblantes sur la marche du seuil, les sépara. La Blaise, laissant le vent froid sécher son visage, courut dehors, rassembla son petit troupeau, le poussa dans l'étable, ferma la porte ; mais, avide de retrouver sa peine, elle se hâta de rentrer dans la salle où Adeline pleurait toujours, pressant son mouchoir sur ses deux yeux et ne pouvant se calmer.

— Secours ! gémit encore la Blaise. Ah ! secours...

Elles restèrent ensemble plus de deux heures assises côte à côte, pressées l'une contre l'autre et parlant du mort. La mère évoquait des souvenirs. Et voici qu'Adeline, bien que n'ayant jamais connu ce jeune homme, se mit, elle aussi, d'une voix lente et sourde, à raconter des choses de sa petite enfance.

— Il était grand pour son âge. A dix ans on lui en donnait quinze, des fois. Il promettait bien de devenir beau et fort.

— Il était intelligent. Le maître m'avait dit, un jour, quand je l'ai retiré de l'école : « Si vous me le laissez, je l'enverrai dans un lycée des villes. Il n'a qu'à lire une chose pour la savoir par cœur. »

— C'est bien vrai qu'il était un peu colère. Il s'emportait trop vite... il disait des choses...

— Oui, mais si brave au fond, si bon cœur.

— Ce qu'il avait de mauvais, c'était la faute du père, bien sûr !

— Et de la mère aussi. Qui peut savoir? quand ils sont petits, ils prennent tout le mauvais de l'un comme de l'autre. Le bon vient plus tard : quand ils grandissent et quand ils savent comprendre les choses.

— Une fois il s'est jeté devant le chien qui voulait me mordre... Oui... le cœur était bon au fond...

— Une fois qu'ils étaient à prendre des poissons au « Gour » il a repêché un petit qui se noyait. Il m'est revenu tout déchiré, sale, couvert de vase. Je l'ai fâché bien fort. Je crois même que je l'ai battu. Oui, je l'ai battu. Ah! que le bon Dieu me pardonne, qu'il me pardonne, mon petit. On n'a jamais assez d'indulgence pour ses enfans.

— Non... jamais... jamais...

— Et les remords qu'on a après...

— Ah! les remords!...

Elles dialoguaient ainsi, s'imaginant parler d'une même personne, se comprendre, se répondre... Et la Blaise, dans sa douleur, ne songeait pas à s'étonner de certaines incohérences...

La nuit vint, l'heure sonna. Adeline se leva pour partir. Rentrée chez elle, elle ne prit d'autre soin que de relever d'un coup de main ses cheveux tout défaits qui tombaient sur ses yeux et s'assit à table en face de M. Firmin, coiffée en sorcière et toute gonflée de larmes. Il la regarda avec surprise, la trouvant bien vieille, ainsi défaite, et laissant voir toute sa contrariété sur son naïf visage.

***

Elle retourna deux fois chez la Blaise et puis cessa de s'intéresser à elle. Mais une autre mère, dont le fils se battait du côté de l'Alsace, habitait au bout du village une pauvre maison et racontait sa peine à qui voulait l'entendre.

Adeline prit l'habitude de venir chez cette femme; elle portait chaque fois un petit présent et se faisait lire les lettres du soldat. Cette maison n'était pas isolée comme celle de la Blaise. Des gens à tous momens passaient devant la porte. Ils regardaient curieusement, ils entraient même, voyant Mme Firmin installée là et se demandant ce qu'elle pouvait bien y faire.

— Ah!... ah! ricana-t-on bientôt, voici qu'elle ne trouve plus M. Firmin assez frais pour elle... Il les lui faut plus jeunes encore...

Et l'on chuchota quelque temps plus tard :

— Vous ne le saviez pas, que Mme Firmin avait été avec le fils de la Blaise et avec le fils de Mélie Mornas. Elle se dessèche de ce que l'un soit mort et l'autre au danger... Tout de même, cette femme !

M. Firmin entendit parler ainsi un soir qu'il travaillait à la presse à fourrage du côté de Mondragon. Il ne releva pas ces propos et s'écarta seulement un peu de ceux qui les tenaient. Pendant le souper il rapporta la chose à Adeline avec douceur et prudence et sans lui faire aucun reproche.

— Après tout, qu'est-ce que tu as besoin d'y aller tout le temps, chez cette Mélie Mornas? demanda-t-il songeur et lent, cherchant gravement à comprendre, qu'est-ce que tu as besoin d'y aller?

Adeline, accoudée sur la table, regardait fixement la flamme dure de la lampe.

— Ah !...je ne sais pas...dit-elle avec sincérité, je ne sais pas...

Comme elle paraissait n'avoir point envie de bouger, M. Firmin tira devant lui le saladier et se mit en devoir d'assaisonner les petites feuilles de chicorée, dures et vertes, avec les tomates coupées en tranches. Il versa le vinaigre et l'huile, mit le poivre, et battit soigneusement. Ensuite il servit sa femme, lui coupa une tranche de pain et se mit à manger.

— Et... des fois... dit-il après avoir mâché longuement ses premières bouchées, si tu n'y retournais plus chez Mélie Mornas?... Ça vaudrait peut-être mieux.

— Pourquoi? cria Adeline, s'emportant si brusquement qu'il demeura tout interdit. A cause de ce que disent les gens? Est-ce que nous avons à nous en occuper, nous, de ce que disent les gens?

— Sûr, dit M. Firmin parlant pour la calmer plus précipitamment que de coutume, oh ! sûr que ça nous est bien égal...

Il reprit un peu de salade, but du vin dans son gros verre et hocha la tête.

— Tout de même... ajouta-t-il.

*
* *

Le fils de Mélie Mornas fut tué au début de l'automne. Adeline pleura ce jeune homme inconnu comme elle avait pleuré le fils de la Blaise qu'elle ne connaissait pas davantage.

Un camarade ayant écrit aux parens tous les détails de cette mort, elle les entendit avec une avidité sombre. Et elle les redit plusieurs fois à M. Firmin qui l'écoutait avec patience mais s'étonnait un peu. Maintenant, chaque soir, elle s'emparait du journal et il devait attendre qu'elle en eût terminé la lecture. Elle s'indignait, elle grondait en serrant le poing : tout de même, si ça ne devrait pas finir !... Fréquemment elle entrait dans la salle de la mairie, regardait la carte pendue au mur, jaunie, moisie, tachée des mouches, où étaient piqués de petits drapeaux. Et elle disait tout bas, pensivement :

— Ils sont là, alors... ils sont là !...

Elle se lia d'amitié avec une autre mère encore, Jeanne Lignon, qui tenait dans la grande rue un commerce de boulangerie. De tout l'hiver, elle ne bougea point de chez elle. La Lignon n'était point une bonne femme comme la Blaise ou Mélie Mornas, mais elle tolérait la colporteuse à cause des cadeaux que celle-ci apportait et qui permettaient d'adresser au front des envois peu dispendieux. Adeline, plusieurs fois par semaine, venait à la boulangerie. Elle disait : « Bonjour !... Et alors, les nouvelles, toujours bonnes ? » Si Jeanne Lignon consentait à lui montrer une lettre reçue et de petites photographies prises dans les tranchées, où souriaient crânement de jeunes têtes sous des casques bien enfoncés, elle allait s'asseoir au fond de la boutique, dans la poussière blanche de la farine et la bonne odeur du pain chaud. Elle restait là, tenant ces pauvres papiers dans sa main après les avoir lus et les avoir regardés; et tout d'un coup elle se levait, nerveuse, serrant son châle sur ses épaules.

— Eh ! bien ! au revoir, madame Lignon. J'espère que tout va continuer à marcher comme ça, pour le mieux.

Vers la fin de l'hiver, elle vint plus souvent, toujours inquiète et impatiente de savoir, mais elle ne s'asseyait plus et retournait bien vite chez elle, n'aimant point à s'éloigner lorsque M. Firmin était seul au logis, à cause d'une voisine fâcheuse qui lui donnait du tourment. C'était une belle fille d'une trentaine d'années, Mion Madier, qui se disait couturière et ne paraissait que fort peu sérieuse. Elle était venue habiter au bout du verger des Firmin la première maison qui se trouvait là et elle se montrait trop aimable et trop gaie, agitée, chantante, coquette, et riant hardiment à M. Firmin dès qu'il venait dans son jardin.

*
* *

C'était le second printemps de la guerre, et le jour, couleur d'argent, demeurait longtemps au fond du ciel. Dans les jardins broussailleux où bleuissent les figuiers, les femmes vaquaient plus paresseusement à leur travail. Mion Madier, quand elle venait sur sa porte, dégrafait trois boutons de son corsage qui laissaient voir son cou blanc.

Elle était ainsi un matin, appuyée des deux épaules au battant de bois plein, la tête renversée un peu, et tout enveloppée de la brise chaude qui apportait de la montagne le goût des herbes odorantes. M. Firmin, qui était venu jusqu'à la haie tirer de l'eau du puits commun aux deux maisons, la vit et oublia de rentrer chez lui.

— Hé bonjour, Mionet, dit-il, ayant cherché longtemps ce qu'il pourrait dire.

— Bonjour !... dit-elle. Et montrant le seau plein : C'est lourd, n'est-ce pas, par ce beau temps?... Puis voulant plaisanter : Est-ce que vous ne pourriez pas en tirer un pour moi aussi, pendant que vous y êtes?

Il hésita un moment, mais il hésitait toujours avant de parler.

— A votre service! répondit-il enfin.

Alors, en riant, elle prit le seau qui était à ses pieds et le lui tendit par-dessus la haie. Elle se pencha pour le regarder monter du puits noir et quand il fut à sa portée, ruisselant et glacial, elle le tira à elle et le déposa sur la margelle.

— Grand merci, dit-elle, vous êtes complaisant et fort, monsieur Firmin. Mme Firmin a de la chance.

— Hé, riposta-t-il avec une fatuité qui voulait être légère et pleine de finesse, oui, pour sûr, qu'elle en a, de la chance!

Il hésita encore, voulant être aimable et s'embarrassant dans des projets de phrases dont il ne trouvait pas la fin. Il prononça cependant, après trois minutes de silence :

— Pour ce qui est de vous aider, Mionet, chaque fois que je pourrai le faire...

Jamais il n'en avait dit aussi long. Elle le regarda de son regard provocant, qui ne baissait point devant les yeux des hommes, et elle rit doucement, comme si dans ces paroles elle avait su voir des choses qui lui faisaient plaisir.

M. Firmin la suivit du regard, tandis qu'elle s'éloignait entre les cardons et les choux, roulant ses hanches fortes dans son jupon à deux volants. Quand il se retourna, il vit Adeline, debout devant « l'appartement » des lapins. Elle attendait l'eau, pour mettre la soupe qui cuirait pendant son absence, et elle paraissait mécontente et triste. Aussitôt M. Firmin fut tout pénétré de remords. Il retourna vers elle avec un bon regard plein de promesses et de confusion :

— Je ne lui parlerai plus, dit-il, si tu le défends.

Elle haussa tristement les épaules. Mais il la prit dans ses bras. Elle avait mis sur elle un parfum dont elle vendait de petits flacons. Son linge était propre et ses cheveux bien soignés. Et M. Firmin l'embrassa avec un plaisir dont elle sut bien reconnaître qu'il était réel et même violent. Alors elle reprit un peu de confiance :

— Partons ensemble, ordonna-t-elle. Ce soir je rentrerai de bonne heure et tu viendras sur la route au-devant de moi. Je te causerai au sujet de cette fille...

— C'est cela, approuva docilement Firmin.

Ils se retrouvèrent sur la route, au petit pont de la Pierre, comme le soleil venait de disparaître. Et tout de suite Adeline commença de dire ce qu'elle avait tu le matin afin que la journée de travail ne fût gâtée pour personne.

— Qu'est-ce je vais devenir maintenant, s'il faut que je te surveille à toutes les heures du jour? Ce n'est pas une vie. Dès que tu la vois, cette Mion de rien du tout, il faut que tu t'en ailles rôder autour d'elle. Quand je pense que tu lui as tiré de l'eau du puits! Qu'est-ce que je suis, moi, alors, si tu l'aides dans son travail comme moi dans le mien? Est-ce que tu ne m'aimes plus, dis, ou si tu ne veux plus que je t'aime?... Il y a des momens où je me pense : « Mais est-ce que je ne vais pas devenir plus malheureuse encore que dans le temps, quand il m'a emmenée de là-bas?... »

— Oh!... non, supplia M. Firmin avec une désolation si sincère que ses yeux devenaient humides, non! Je promets...

Elle riposta :

— Tu es faible. Sûr que tu ne veux pas me faire de chagrin, mais, si ça se présente, tu m'en feras tout de même.

Humblement il répéta sa promesse du matin :

— Je ne lui parlerai plus, à cette Mion.

— Si, affirma-t-elle, tu lui parleras quand j'aurai le dos tourné, et tu ne t'apercevras même pas que tu fais le mal. Mais vois-tu, si tu lui dis jamais autre chose que bonjour ou bonsoir... Ah !... tu sais !

— Je dirai seulement bonsoir et bonjour, et pas même cela, si tu le défends, ma Deline.

Il prononça cela de telle sorte qu'elle en fut attendrie malgré sa colère ; et elle l'eût embrassé volontiers. Mais à ce moment ils traversaient le village. Des gens les regardaient. Elle ne put que presser contre elle le bras enlacé au sien.

— Ne pas lui dire bonjour, ni rien du tout, c'est difficile. Elle penserait que je suis jalouse, peut-être... Ah ! là... là... Jalouse de ça !... Mais écoute. Voilà comme j'ai pensé qu'on pourrait faire...

Elle s'interrompit brusquement. Ils arrivaient devant la maison de la boulangère ; il y avait là une carriole attelée et Jeanne Lignon montait dedans, toute larmoyante et ne voyant personne. Des voisines, se précipitant à l'aider, lui tendaient de petits paquets, pressaient sa main, et elles crièrent dans la poussière que soulevaient en tournant les roues rapides : Que le bon Dieu vous accompagne !

— Qu'est-ce qu'il y a donc ? demanda M. Firmin. Où va-t-elle ?

— Peuchère !... dit une femme, c'est son fils qui est blessé, dans un hôpital, et qui la demande. La dépêche est arrivée tout à l'heure.

— Savoir, dit une autre, si elle le trouvera encore vivant !

— Savoir ! dit Firmin avec un geste vague et un soupir apitoyé.

Ils passèrent. Adeline ne s'était point exclamée. Elle avait en silence regardé partir Jeanne Lignon et pas un mot de pitié ne lui était venu pour ce jeune homme dont tout l'hiver elle s'était si passionnément inquiétée. Seulement, au bout d'un petit instant, elle détacha son bras du bras de son amant, et elle se mit à marcher plus vite, avec une espèce de fièvre. Firmin, gêné et la croyant tout à coup furieuse, voulut reprendre leur entretien.

— Qu'est-ce que tu disais donc ? demanda-t-il.

— Je ne sais plus, répondit-elle si doucement qu'il vit bien que ce n'était pas par mauvaise humeur qu'elle répondait ainsi.

Et ils ne parlèrent plus de Mion Madier.

Arrivée chez eux, Adeline continua de se taire et après le souper, dans la lumière finissante, elle se mit à disposer son petit éventaire comme elle faisait au moment des grandes fêtes, quand la vente promettait d'être belle.

M. Firmin, inquiet, demandait de temps à autre :

— Tu es fâchée?

— Mais non, répondait-elle avec toute sa tendresse.

La nuit entière, pendant qu'il ronflait à ses côtés, elle demeura soulevée sur le traversin, regardant l'ombre avec ses yeux brillans; et elle se leva vers quatre heures, comme l'aube venait de paraître, paisible et n'ayant point dormi.

— Je m'en vais pour deux ou trois jours, tantôt, dit-elle à M. Firmin comme elle lui servait le café du matin, deux ou trois jours... ou peut-être davantage.

— Tu t'en vas!... dit-il sans beaucoup s'étonner. Puis, ayant réfléchi : Tu ne peux donc pas écrire pour qu'on t'envoie les choses, ajouta-t-il, car il croyait qu'il s'agissait d'un achat d'objets destinés à son commerce... Il vaudrait mieux écrire.

— Non! dit Adeline. Il n'y a pas à écrire. On ne me répondrait pas. C'est chez moi que je m'en vais.

— Chez toi?

Et M. Firmin ne comprenait plus du tout. Il regarda autour de lui les murs peints à la chaux, et il regarda au-dessus de sa tête les poutres du plafond.

— Est-ce que tu n'y es pas chez toi?

Tout d'un coup, il pencha son buste vers sa compagne, inquiet, craignant que le soleil de mai ne lui eût un peu, pendant ses longues courses, dérangé la tête...

— Dis... Deline... ça n'est donc pas ici chez toi?...

— Non, dit-elle.

D'un geste de la tête, par-dessus son épaule, elle indiquait la grand'route qui passait devant la maison et descendait vers le Sud.

— C'est là-bas...

— Là-bas! s'exclama Firmin.

Il avait compris. Il demeura la bouche entr'ouverte et les paupières battantes sur ses yeux stupéfaits. Avec une tranquillité très grande, Adeline expliqua :

— Je veux savoir des nouvelles de mon fils. Il le faut. Je ne peux plus durer comme ça.

— Ah! dit M. Firmin au bout d'un instant... oui... C'est vrai...

Plusieurs fois, depuis que c'était la guerre, il y avait pensé à ce petit que sa mère semblait oublier. Un commencement d'indignation se formait en lui. « Comment peut-elle?... » se demandait-il. Puis il laissait cela, trouvant que ce n'était pas à lui d'en parler et jugeant que peut-être les choses étaient mieux ainsi. A présent, dans son accommodante sagesse, il disait encore : « Tant mieux... » et il lui plaisait qu'Adeline n'eût pas à l'égard de l'enfant ce cœur fermé et monstrueux dont sa simple bonté s'épouvantait un peu.

— Oui... oui..., dit-il encore.

Il la regardait aller et venir dans la chambre, tirer de l'armoire sa jupe de drap bleu et son corsage de soie à raies blanches et vertes. Puisqu'il admettait son projet, il n'avait plus rien à ajouter là-dessus. Il demanda seulement :

— A quelle heure est-il, le train?

— A six heures, répondit-elle brièvement.

Il ajouta, deux minutes plus tard, parce que le silence, en ce moment, le gênait un peu :

— Tu es bien sûre?

— Oh! dit-elle, oui! Je me suis informée déjà il y a plus de trois semaines.

— Bien!... approuva M. Firmin.

Et, quelques minutes ayant passé encore :

— Mais si tu arrives là-bas comme ça, ton mari?...

— Écoute, dit-elle, j'ai pensé à tout. J'arriverai à la nuit. Je ne coucherai pas à l'auberge pour ne pas qu'on me reconnaisse et que personne dans le pays ne puisse dire que je suis là. Je marcherai sur la route. Je m'assiérai sur le petit mur qui borde la propriété de M. Tardier. Les nuits sont chaudes. Quand il fera jour, je tirerai mon chapeau sur mes yeux et je marcherai vers l'Olivette. Vincent Roux ne sera pas là. Pendant dix-huit ans qu'a duré notre mariage, il a passé à Avignon toutes ses nuits du samedi au dimanche et sa journée du dimanche. Ses habitudes n'ont pas dû changer. Il n'y aura à la maison qu'une servante. Et elle ne me reconnaîtra pas, même si c'est une fille du pays... parce qu'en huit années, je me suis faite vieille.

Elle n'avait pas hésité avant de prononcer cette phrase redoutable. Et même, comme Firmin paraissait n'avoir pas entendu, elle insista, cherchant, sans bien savoir pourquoi, à ce qu'on lui fît du mal :

— N'est-ce pas que je me suis faite vieille ?

— Dame !... avoua-t-il simplement.

Un soupir souleva la poitrine d'Adeline. Elle continua bien vite :

— Je m'approcherai. Je dirai à cette fille que je veux lui vendre quelque chose, et nous causerons... Voilà !

Firmin remarqua :

— C'est bien arrangé, mais depuis quand as-tu pu te penser tout ça ?

— Je ne sais pas, dit-elle. Depuis des jours et des mois. Une fois, je trouvais un empêchement et une fois un autre; mais je trouvais toujours aussi le moyen de tout arranger. Hier soir, je me suis pensé : « Ça y est ! Cette fois je n'en peux plus. J'y vais, » mais tout était arrangé déjà dans ma tête, et ça fait que je peux partir tout de suite.

Firmin se leva et alla décrocher sa veste de travail pendue à un clou, entre l'armoire et le lit.

— Comme ça, dit-il, quand je rentrerai ce soir, je ne te trouverai plus à la maison ?

— Non pas, mon pauvre, dit-elle en le regardant avec une tristesse tendre.

— Et tu reviendras quand ?

— Après-demain peut-être... ou plus tard... Quand on est parti, on ne sait pas !...

Dans sa pensée, elle entrevoyait un voyage qui pouvait être long. Si le petit était à un hôpital, par exemple, comme celui de Jeanne Lignon, bien sûr qu'elle prendrait tous les trains qu'il faudrait pour aller l'embrasser et rester un peu près de lui.

— Ce que le temps va me durer ! dit Firmin en secouant la tête.

Songeur, il regardait dehors, cherchant le ciel comme font, sans même y réfléchir, tous ceux qui sont en tourment. Mais ce qu'il rencontra, au bout de son regard, ce fut, au milieu des troènes poussiéreux, le visage frais de Mion Madier. Elle n'était pas coiffée encore. Ses cheveux lâches se gonflaient au bord de

ses joues lumineuses. On voyait ainsi comme ils étaient abondans. Leur masse était sombre, mais des mèches fauves couraient et se tordaient au travers. La belle fille étendait du linge sur une corde, et c'étaient trois chemises à elle, fort courtes et d'une étoffe légère, qui n'étaient point festonnées lourdement à la mode des campagnes, mais garnies d'une dentelle large qui devait faire tout le tour du corps et repasser sur les épaules. Le regard de M. Firmin ne se leva pas jusqu'au ciel ; il demeura là sur cette fille et ses chiffons blancs, et Mme Firmin vit tout cela comme il le voyait lui-même. Son visage flétri se contracta, ses yeux brillèrent, sa bouche trembla. Une dernière hésitation torturante lui fit emmêler et tordre ses doigts. Elle ouvrit la bouche...

Qu'allait-elle dire à son amant ? Quelle défense prononcer ou quelle prière? Mais elle haussa les épaules. Puisqu'il lui fallait partir, de quoi serviraient les paroles dites en ce moment, au moment qu'elle ne serait plus là? Et silencieuse, avec un grand soupir, pauvre être tourmenté par des instincts profonds, passive devant eux comme sont toujours les simples aux grandes heures de leurs petites vies, elle commença de brosser avec soin la jupe qu'elle mettrait tout à l'heure pour voyager.



La nuit de mai, pure et ronde, s'appuyant tout autour de l'horizon sur les petites collines, enferme la plaine. Il y flotte une odeur de terre, d'herbes et de fleurs, légère à respirer et qui cependant oppresse un peu. Mme Firmin est assise sur le mur bas de la propriété de M. Tardier. Elle a posé son éventaire auprès d'elle et joint ses mains sur ses genoux. Tout à l'heure, dans la petite gare, elle a passé si vite, tendant son billet à l'employé et détournant le visage, qu'elle n'a pas eu le temps de se reconnaître. Elle ne pensait à rien, elle n'avait pensé à rien tout le temps du voyage qu'à n'être pas reconnue quand viendrait ce moment-là. Ensuite elle a marché pendant plus d'une heure. Et maintenant, tranquillisée, sachant sa maison là-bas devant elle, au bout de ce chemin, dans le tas sombre que font les chênes et les platanes pressés, elle peut réfléchir. Elle pense. Jamais de sa vie elle n'a pensé ainsi ; elle ne croyait pas qu'on pût le faire et sentir de si violentes émo-

tions sans rien voir, sans rien entendre, sans rien faire que d'être assise sur un petit mur, au bord d'une route nocturne, avec ses deux mains croisées sur ses genoux.

Elle pense à son fils, et c'est une douceur dont son cœur tremble et dont tremble tout son être, une douceur pareille à cette nuit toute pleine de bonnes odeurs et de petits souffles délicieux. Il est là-bas, sans doute, sur le front; mais cependant elle est tout près de lui, parce que c'est être tout près des gens que d'approcher la maison dont les murs ont enfermé chacune des heures de leur vie. Son fils!... Elle a un fils!... Le frisson dont tremble son cœur devient un battement puissant, qui fait courir en elle, avec son sang plus vif, la force et la joie. La Blaise disait : « Faut en avoir pour comprendre ce que c'est. » Elle comprend, puisqu'elle en a un. C'est-à-dire qu'elle a toujours compris, mais elle ne le savait pas. Maintenant, elle sait, et c'est tout le changement. Il y avait quelque chose qui a commencé de la préoccuper un peu, et ce quelque chose est devenu de l'inquiétude, puis du tourment. Et ce quelque chose c'était l'amour de son fils, et ce tourment, depuis la veille, est devenu de la fièvre. Oui, de la fièvre, une impatience dont elle brûle. Elle a besoin à tout moment de se répéter : « Mais je n'ai plus besoin de me presser, puisque je suis là. Je suis toute rendue. » Il n'y a pas un quart d'heure de marche d'ici au mas de l'Olivette. Elle se rappelle le chemin avec ses ornières dangereuses, le petit pont renflé au-dessus du ruisseau, le gros chêne qui laisse à l'automne tomber ses glands.

Oui, un quart d'heure et même... quand le jour sera levé... quand le soleil aura commencé de monter un peu, elle marchera si vite, oh! si vite. Avoir attendu tant d'années et ne plus pouvoir supporter les dernières heures! Comme il y a des choses tout de même qu'on ne peut pas expliquer!... S'il pouvait y avoir un portrait de son fils dans la grande salle! Il faudra qu'elle y entre, pour voir! Elle voudrait tant savoir, après qu'elle saura des nouvelles de sa santé, comment il est devenu! Et s'il était en permission, par hasard? Non, elle a bien réfléchi, elle ne le voudrait pas, parce que dans ce cas le père serait là, sans doute. Ce qu'il y aurait de mieux, c'est qu'il soit blessé un peu, très peu, à un pied par exemple, ou au bras gauche. Elle se ferait donner l'adresse de l'hôpital; elle y arriverait un matin... un si beau matin!... demain peut-être... Elle dirait tout

bas : « Bonjour, mon Pascalet! » et il crierait : « Bonjour, maman! » Elle dirait : « Je t'ai quitté autrefois, c'est mal!... » Et lui : « J'étais bien méchant, c'est mal aussi. » Et elle expliquerait, après qu'ils se seraient embrassés plus de cent fois : « C'est que j'étais bien malheureuse! » Et il expliquerait à son tour : « C'est que j'étais bien petit!... »

La nuit s'avance. Une ligne pâle devient rose peu à peu derrière les collines. Adeline se lève et se rassied tout de suite : « Voyons! je suis folle! Le jour vient de bonne heure au mois de mai. Il est quatre heures peut-être. Les gens dorment. » C'est le petit qui l'attire ainsi, et c'est au petit qu'elle pense pour passer le temps.

Elle se dit : « Comme il s'est bien battu dans les marais de l'Yser! » Mais aussitôt elle secoue la tête. Non! le soldat de l'Yser, c'était le fils de la Blaise, ce n'est pas le sien. Et elle pense un peu plus tard : « Dans un bois... un bois... le bois... ah! je ne sais plus quel bois, on lui a donné la croix de guerre. Je lui ferai compliment. »

Et puis il lui vient envie de rire. « Mais non, voyons, c'était le fils de Mélie Mornas, celui-là, ce n'était pas le mien! Ah! heureusement... heureusement, puisque celui-là est mort! » Et voici maintenant qu'elle pense à Jeanne Lignon, la boulangère, dont le départ brusque lui fit connaître que l'heure de partir était venue. Ce devait être un pressentiment, hier soir, cette chose qui semblait la prendre aux épaules pour la pousser sur la grand'route. Oui, Pascalet doit être blessé. C'est bien cela. Elle aura l'adresse. Elle ira le voir. La ligne rose derrière les collines prend un éclat aigu dont la plaine s'éclaire toute... Ah! Pascal!... mon Pascalet!... Elle l'aime avidement, sauvagement. Il est son fils. C'est l'heure merveilleuse de sa vie, et son cœur gonflé l'éblouit de sa plénitude...

... Les blés verts montaient à sa droite, et les luzernes de la première coupe, à gauche du chemin, se moiraient sous le vent comme un vaste et sombre lac. Adeline ne les regardait point; elle ne se rappelait plus tout ce qui avait coulé de sa sueur sur cette terre féconde et comme elle y traînait ses pieds brûlans par les jours de travail interminable, et elle oubliait de tirer son chapeau sur ses yeux, comme elle avait dit qu'elle le ferait. Elle s'occupait seulement de se presser pour arriver plus vite, pour savoir plus tôt. Et la rapidité de sa

marche, autant que les bonds de son cœur, si violens qu'elle croyait les entendre, la faisaient toute haletante, trop rouge et les yeux dilatés.

Un mur de pierre enfermait le long du chemin la maison et ses dépendances. Et il y avait pour entrer un portail de fer avec des barreaux solides. Combien de fois l'avait-elle ouvert, ce portail, pour laisser passer les charretées de fourrage ou la carriole qui emmenait le maître vers son plaisir! Son grincement déchirait encore ses oreilles, et elle crut l'entendre au moment que sa main fiévreuse se posait sur la lourde serrure. Mais avant que de l'entendre véritablement, elle s'arrêta dans son geste. N'était-elle pas folle de penser aujourd'hui entrer dans cette maison comme on rentre chez soi? Et si Vincent Roux était là? Qui pouvait savoir? Il lui faudrait donc se sauver sans avoir rien appris! Ceci la rendit prudente. Elle observa d'abord, à travers les barreaux, et elle vit la cour où pépiaient de maigres volailles, le fumier jaune et brun, l'étable aux moutons, et l'écurie au-dessus de laquelle s'ouvrait la grande fenêtre du grenier à fourrage. Que d'heures elle y avait passées dans ce grenier, suante, et suffoquée par la poussière qui monte des herbes, à recevoir au bout d'une fourche le foin lourd que lui tendait Vincent Roux, l'injuriant à chaque fois qu'elle s'épongeait le front ou que ses bras fléchissaient de fatigue!

La maison de sa haine était devant elle. Elle n'avait plus envie que de s'en aller après avoir craché sur le seuil. Mais un grand chien tout à coup bondit vers elle en aboyant terriblement et une jeune fille aussitôt parut au seuil de l'étable aux moutons. C'était la servante; tout se passait comme Adeline l'avait annoncé à Firmin. Elle se rappela pourquoi elle était venue, et la tendresse sauvage et profonde dont toute la nuit s'était délecté son cœur. — Et d'abord elle craignit de ne pouvoir parler; mais elle put se remettre pendant tout le temps que la lente jeune fille mettait à traverser la cour.

— Qu'est-ce que vous voulez? demanda-t-elle.

La voix d'Adeline fut ferme et presque dure :

— Le maître est là?

— Non, dit l'autre brièvement. C'est dimanche.

— Et vous?... ne voulez-vous pas voir ce que j'ai là?

— Je ne suis pas bien riche.

— Ce n'est pas bien cher non plus, implora la colporteuse.

— Entrez donc, permit la servante.

Elle poussa le loquet et le grincement détestable de la porte vint déchirer les oreilles d'Adeline. Elle était dans la cour, maintenant, et son talon dur en frappait les cailloux. Sol maudit! Elle regarda autour d'elle. Du fumier mal rangé des rigoles dégoûtantes s'écoulaient au hasard. Les volailles étaient maigres, le chien galeux, l'étable infecte. Et combien cette fille avait d'imprudence qui ouvrait ainsi la porte aux passans de hasard! Tout cela sentait le désordre que font les mauvais maîtres et les serviteurs sans bonne volonté. Adeline se réjouit d'abord, du fond de sa haine. Elle pensa : « C'est bien fait! » Mais aussitôt elle réfléchit que ce bien était aussi le bien du petit et elle s'indigna : « Il faudra que je l'avertisse, » songea-t-elle, en promenant autour d'elle un si lent et lourd regard que la servante insoucieuse commença de s'inquiéter.

Mais Adeline posa son panier sur le banc, près de la porte, sous la treille dont les jeunes feuilles étalaient au soleil un tendre vert traversé d'or limpide, et invitant la jeune fille :

— Voyez... vous pouvez tout examiner à votre aise.

Aussitôt la souillon commença de prendre l'un après l'autre tous les objets brillans rangés dans le panier. Elle secouait de petites boîtes avec un couvercle de verre laissant voir des épingles dorées; elle admirait des broches représentant des coqs ou des cigales. Pensivement ensuite, elle toucha les pipes destinées aux soldats, les briquets avec leurs longues mèches d'amadou; mais elle écarta tout cela pour revenir aux bijoux. Adeline debout devant elle, laissant pendre ses mains jointes, réfléchissait. Elle paraissait peu bavarde, cette fille, malgré son accueil facile à la passante étrangère. Que voudrait-elle répondre, et comment l'interroger? Cela était bien simple et cela cependant paraissait terrible parce que la peur d'être reconnue, une fois de plus, prenait Adeline à la gorge. Elle se demandait si ce n'était pas là quelque enfant du village, devenue femme aujourd'hui et qu'elle ne pouvait reconnaître, mais qui saurait peut-être bien démêler sous sa peau flétrie les traits d'Adeline Roux qui s'était sauvée dans le temps et qui voulait avoir aujourd'hui des nouvelles de son enfant. Et elle demeurait là,

stupide, n'osant rien dire, rien demander. Elle pensait : « C'est l'adresse surtout qui sera difficile à avoir. C'est si long et si compliqué, ces adresses de soldats ! — Et comment est-ce que je vais faire pour la retenir? »

Pendant qu'elle songeait ainsi, tendant et préparant sa pauvre mémoire, la servante demanda :

— Qu'est-ce que vous la vendez, cette broche?

Elle était en argent, ronde et petite, et représentait un trèfle à quatre feuilles. Adeline répondit :

— Trois francs!

Mais aussitôt, voyant l'autre secouer la tête et remettre le bijou dans sa boîte de carton blanc :

— Pour vous ce sera moins cher... deux francs, voulez-vous? et même un franc cinquante.

L'habitude de son commerce lui fit ajouter :

— J'y perds. Faudra me faire retrouver cela une autre fois.

— Je veux bien, mais il faudra venir me voir ailleurs. Je quitte d'ici à la Saint-Jean.

Elle entra dans la maison pour prendre de l'argent. Adeline entendit sonner sous ses talons l'escalier de bois qui menait à la chambre des servantes, et comme la porte de la salle était restée ouverte, elle entra.

Elle entra sans plus d'hésitations, soulevée d'un courage brusque et plein d'imprudence, et plus hardiment certes qu'elle ne l'avait jamais fait quand elle était ici la maîtresse et pénétrait dans sa maison. Au long des murs brunis par la fumée les grands meubles étaient les mêmes, avec leur vaisselle peinte qui ne servait jamais; mais les vieux bois ne luisaient plus et les hautes ferrures, chargées de rouille, s'éteignaient dans l'ombre. La colporteuse remarqua cela vaguement, avec indifférence. Elle regarda la table, les deux bancs, le fauteuil du maître dont la paille ternie, salie, avait pris la même couleur que les deux bras de noyer. Et le petit; où donc s'asseyait-il?... Le passé ne la tourmentait point; elle n'était possédée que par le présent. Elle s'approcha de la cheminée, chercha un cadre pendu avec la photographie qu'elle voulait voir, le portrait de Pascalet comme il était aujourd'hui; et, ne trouvant rien, elle vint ensuite regarder à droite et à gauche du vaissellier. Elle était là, tout absorbée dans sa recherche, trop près des beaux

étains et des chandeliers de cuivre quand la servante reparut et demeura stupéfaite.

— Qu'est-ce que vous faites là? demanda-t-elle effrayée et mécontente. Pourquoi êtes-vous entrée? Il faut vous en aller maintenant.

— Je vous demande pardon, balbutia Adeline. Je... je regardais ces belles assiettes. — Mais, dit-elle précipitamment, comme l'autre la poussait vers la porte, ne voulez-vous rien d'autre? Vous voyez comme je suis arrangeante. Si vous avez un souvenir à envoyer au front.

— Non, je n'ai personne là-bas. Pas de frères... pas de mari... un père trop vieux. Je suis bien heureuse.

Elles passaient le seuil.

— Et... ici? demanda Adeline, voyant bien qu'il ne fallait pas tarder davantage, n'y a-t-il donc personne?...

— Personne, dit la jeune fille. — Elle lui mit dans la main une pièce de deux francs. — Le fils a été tué l'année dernière, et il n'y avait que celui-là. Est-ce que vous avez dix sous à me rendre?

— Ah!... dit Adeline... dix sous... oui!

Elle fouilla dans sa poche. Tout d'un coup, son bras se mit à trembler. Elle mit son porte-monnaie de grosse peau jaune dans les mains de la servante.

— Voilà! voilà!... Ah! oui... (Elle fit un grand effort.) Je voulais encore vous demander... l'adresse...

— Quelle adresse?

Ayant pris ce qu'il lui fallait, la jeune fille rendait le porte-monnaie.

— Allez donc, dit-elle, allez! Si Vincent Roux revenait par hasard et qu'il nous trouve ici, qu'est-ce que nous prendrions, toutes les deux!

— Oui... oui, dit Adeline. Je m'en vais.

Elle comprenait qu'il ne faudrait regarder au fond d'elle-même que quand elle serait dehors, sur la route, mais elle comprenait aussi que tout ce qu'elle saurait jamais de son fils, c'est maintenant qu'il lui fallait le savoir. Et elle avait envie de supplier. Elle demanda :

— Tué... comme cela alors... Et comment?

— Mais comme les autres, riposta-t-elle, presque égayée par la naïveté de cette question, à la guerre.

— Je veux dire... tout d'un coup, n'est-ce pas?

— Oh! que non... Paraît même qu'il a langui trois mois à l'hôpital. Et tout seul encore. Le père est bien allé le voir deux fois, mais quoi?... un père, surtout celui-là... Et la mère, dans le temps, elle s'est sauvée avec un homme. Ah! c'est une drôle de maison, je vous assure! Aussi, je m'en vais à la Toussaint. Je suis engagée du côté de Graveson, au mas de l'Agneau. Vous connaissez? Si vous passez par là, venez me voir. C'est une grande ferme. Il y a trois servantes, et des jeunes filles dans la maison. On vous achètera beaucoup de choses si vous êtes accommodante comme aujourd'hui.

Elle marchait devant l'étrangère un peu vite, ayant grand'-hâte de la voir s'en aller. Et Adeline suivait docilement, ne sachant plus que dire pour demeurer encore auprès de cette femme. — Une oie dandinante, grise et grasse, seule de son espèce parmi les autres volailles, et qui traînait son ventre lourd dans la poussière et le fumier, cancana soudain, le col tendu, ironique et stupide... Éperdue, Adeline la regarda et, prenant ce pauvre prétexte pour s'arrêter une seconde :

— Vous élevez donc des oies, par ici ?

— Non... C'est le garçon, il paraît, un jour.., le dimanche d'avant la guerre, qui a rapporté ça d'un concours de tir où il avait été premier, là-bas, dans une « vote. » Il voulait la manger quand la guerre serait finie. Maintenant, je ne sais pas... Le père ne voulait pas qu'on y touche, mais il dit lui-même que c'est imbécile... La viande devient dure...

— Oh! il ne faut pas la tuer... Il ne faut pas.

Elle touchait à la porte, la porte s'ouvrait devant elle. Alors, sans plus s'occuper de ce que pourrait supposer cette fille, elle demanda encore, et sa voix maintenant commençait à trembler :

— Il devait être fort et beau?...

— Qui ça?... Le garçon d'ici? Je ne sais pas; je ne l'ai pas connu. C'est même avant moi qu'il est mort, alors, vous voyez. Et puis je m'en moque. Il n'en manque pas qui sont plus intéressans que le fils au père Roux... Ah! là! là! le sale bonhomme.

La servante refermait la grille.

— Au revoir, madame... au revoir. Il n'aurait qu'à vous

trouver ici, je vous dis, ça serait terrible, pour vous comme pour moi.

— Adieu donc, dit Adeline...

*
* *

Elle s'éloigna. Elle regardait fixement le sol de la route ; et elle pensait à la Blaise couchée dans la « patouille » à côté des barils. Mais elle n'était encore qu'au début de sa détresse.

Elle fit tout le chemin de son grand pas régulier, et atteignit la petite route ; après qu'elle eut marché pendant cinquante mètres encore elle sentit ses jambes fléchir tout à coup et elle dut s'arrêter. Elle s'assit sur le petit mur de M. Tardier, à l'endroit même où elle avait passé sa nuit et senti si chaudement remuer son cœur mort. La poussière, étincelante au soleil, brûlait ses yeux, mais au-dessus de sa tête, à la cime des bouleaux, s'agitait ce petit bruit de pluie rafraîchissant et fin que fait le vent léger dans les feuilles légères.

Elle ne s'aperçut de rien d'abord, ni du soleil, ni de la brise, mais tout à coup regardant autour d'elle, elle s'étonna d'être là.

« Qu'est-ce que tu es venue faire ici du moment qu'il est mort ? » se demanda-t-elle durement.

Beaucoup de choses tournaient dans son pauvre cerveau. Une petite idée, parmi toutes les autres, la traversa comme une aiguille rougie. Elle tira du fond de son panier une glace ronde devant quoi elle avait coutume d'ajuster ses cheveux pendant ses courses, et elle se regarda longuement.

La glace était petite ; elle n'y pouvait rien voir que ses yeux, longs et bleus, frangés de noir et il lui sembla que c'étaient les yeux de son fils qui la considéraient. Et elle sentit qu'en se regardant ainsi, ce sont ses yeux à lui qu'elle avait voulu revoir. A ce moment, elle se rappela qu'elle l'avait renié, haï presque, pour toutes les ressemblances qu'elle lui trouvait avec le père, et elle gémit tout haut, dans une sorte de stupeur comme si pour la première fois elle découvrait cette vérité émouvante et terrible.

— Il était de moi, tout de même ! ce petit que j'ai laissé... il était de moi.

Ceci la mit debout dans une sorte de soubresaut et lui donna l'envie de fuir. Elle repartit dans la direction de la gare. A

cause d'une grande douleur qui lui serrait les tempes, elle avait retiré son chapeau et le portait à la main. Une carriole passa près d'elle ; se retournant sur leur banc, les gens qui la montaient regardèrent cette passante. Mais elle n'avait plus peur d'être reconnue, et Vincent Roux lui-même, s'arrêtant devant elle pour la dévisager, ne l'eût pas fait tressaillir. Elle promenait sur les champs plats, sur l'horizon lointain et bleu, un œil un peu hagard et qui semblait demander aux choses une explication, mais elle ne pleurait pas; elle attendait le moment épouvantable qui se préparait où elle sentirait tout son mal.

La gare était silencieuse ; le chef en chapeau de paille arrosait les géraniums et les salades de son petit jardin. Mme Firmin resta un moment plantée devant lui, sans plus se rappeler ce qu'elle avait à lui dire, et il commençait à s'étonner. Mais elle put enfin demander :

— A quelle heure le train de montée ?

— Il n'y en a pas, dit-il, avant cinq heures du soir.

— Bien, dit Adeline.

Elle s'assit sur le banc vert placé au-dessous de l'horloge, détacha son panier et croisa ses deux bras sur son corsage de soie à rayures blanches et vertes. Le chef de gare, la voyant s'installer ainsi, crut qu'il s'était mal expliqué. Il lui cria :

— Je vous ai dit qu'il n'y avait pas de train pour vous avant cinq heures du soir.

— J'ai bien entendu ainsi, répondit-elle.

Il était dix heures du matin. Elle n'avait pas mangé depuis la veille ; mais elle ne sentait pas la faim.

Quand le soleil en tournant commença de lui brûler les genoux, elle ne le sentit pas davantage. Et ses paupières battirent à peine au passage d'un rapide lancé d'un bout à l'autre de l'horizon, étincelant, grondant, fumant, qui pendant dix secondes fit vibrer les rails, trembler la terre et sauter les vitres de la petite salle d'attente.

— Il s'en va vers le Nord. C'est là-bas qu'il est enterré. Cet hôpital où il a langui trois mois, tout seul... ça doit être loin...

Elle se répéta.

— Tout seul !

Et elle secouait la tête. Peu à peu une image se formait dans son simple cerveau, mal habile aux imaginations, et peu à peu l'horreur et le désespoir entraient en elle, plus clairs et plus violens, à mesure que passaient et que passeraient les heures, sans qu'il pût y avoir de limite à leur abondance.

— Tout seul, à l'hôpital, comme ça... Et le père?... Il ne l'aimait donc pas, le père...

Elle tirait la petite glace de sa poche et regardait encore ses yeux.

— Il était de moi, ce petit... alors?

Et elle se répétait : « Alors?... » stupidement, sans bien savoir quelle était cette question à laquelle elle demandait une réponse. Vers trois heures de l'après-midi, des jeunes filles en robes claires envahirent le quai. Comme chaque dimanche elles venaient du village et des granges environnantes pour voir passer les trains de soldats qui descendent vers Marseille. C'était la seule distraction d'un temps où il n'était plus permis de se distraire. Elles chuchotèrent de voir cette maigre femme qui occupait le banc où elles s'asseyaient d'habitude. Elles l'examinèrent avec une curiosité méchante, et soudain l'une d'elles, plus âgée que les autres et se souvenant mieux, chuchota, tout animée de ce qu'elle venait de découvrir :

— Adeline Roux!

Tirant ses compagnes à l'écart, elle leur conta toute l'histoire. Et les autres, après elle, s'exclamèrent à voix étouffées, mais qui cependant allaient loin :

— Adeline Roux!... Adeline Roux.

Adeline Roux entendait ainsi siffler vers elle son nom d'autrefois; elle avait redouté cela à l'égal de la mort, et cela désormais la laissait calme et tout insensible. Elle ne s'anima un peu qu'au passage des trains de soldats. Ce fut vers quatre heures. Ils arrivaient lentement, à dix minutes d'intervalle. Des jeunes hommes, tête nue, en manches de chemise, se penchaient aux fenêtres. Adeline dressa le buste, tendit la tête, se leva.

— Ils viennent du Nord, ces garçons. Ils ont marché peut-être sur la terre qui le recouvre...

Elle fit un pas en avant, mais les trains ne s'arrêtaient point. Quand ils furent passés, elle se rassit. Les jeunes filles ricanaient plus fort.

— Qu'est-ce qu'elle voulait leur dire, aux soldats, l'Adeline Roux?

Un souffle plus frais se leva des prairies. Le soleil adouci envoyait vers les arbres de longs rayons rouges. Adeline, déplaçant ses bras croisés, pencha sur sa main sa tête trop lourde. Et elle n'entendit pas, un peu plus tard, le halètement d'une machine, un coup de sifflet, la trépidation de roues qui approchaient.

— Eh bien, mais le voilà, votre train! lui cria le chef de gare.

Il ajouta par plaisanterie :

— A moins que vous ne vouliez attendre encore, si ça vous amuse. Il y en a un autre demain, à six heures du matin.

Elle répondit doucement, sans comprendre qu'on se moquait d'elle :

— Non, monsieur, merci. J'aime mieux prendre celui-ci.

Elle monta, maladroite et lourde comme si, depuis la veille où elle escaladait si lestement le haut marchepied, vingt années eussent passé sur elle.

*
* *

Le wagon sentait le vin, la sueur et la fumée. Il était rempli de soldats qui revenaient de permission et qui criaient et chantaient très fort pour ne pas laisser voir qu'ils étaient tristes. Mais il y en avait un, assis en face d'Adeline, qui ne disait rien et qui avait les yeux bleus. Elle le regarda fixement pendant un quart d'heure et puis elle se pencha vers lui.

— Est-ce que vous venez du Nord? demanda-t-elle.

— J'y étais, dit-il, et j'y retourne.

Elle laissa passer encore cinq minutes.

— Est-ce que vous avez connu... Pascal Roux? demanda-t-elle.

— Quelle arme? interrogea le petit soldat. Quel régiment?

— Je ne sais pas.

— Ah! dit-il en souriant, c'est pourtant la première chose qu'il faut savoir quand on s'intéresse aux gens.

Adeline tressaillit. Elle sentit d'une façon confuse qu'il valait mieux ne plus parler à ce jeune homme parce qu'il continuerait peut-être à la blesser comme il venait de le faire. Et

cependant elle lui demanda presque aussitôt, avec une angoisse dont elle tremblait :

— Est-ce que vous avez une mère?

Il baissa ses yeux bleus sur la musette gonflée et sur tous les paquets qui remplissaient ses mains.

— Pour sûr, dit-il, et une bonne! Grâce à elle je peux dire que j'ai souffert de rien jusqu'à présent... sauf, bien entendu, de ce qu'elle pouvait pas empêcher. Ah!... Et c'est pas qu'elle soit des riches, vous savez!

Il regardait Adeline avec un pauvre sourire qui se mouillait, un sourire d'enfant triste dont la bouche se gonfle et tremble; mais elle crut qu'il l'examinait avec méfiance et que décidément il ne pouvait rien répondre qui ne fût pour la punir et pour lui faire du mal. Elle se rejeta en arrière, appuya sa tête au bois dur, et ne dit plus rien.

La nuit maintenant descendait sur la campagne. Un brouillard blanc où roulaient des fantômes montait des champs tristes. Les soldats se taisaient. De temps en temps l'un ou l'autre jurait ou ronflait. Adeline murmurait, avec ses lèvres qui remuaient sans cesse : « Mon petit... mon petit... » Quelquefois sa pensée inerte et stupide ne parvenait à soulever devant elle aucune image, — mais plus souvent le chagrin la tenaillait d'une façon féroce, et elle ouvrait la bouche à demi, suffocante et ne sentant plus l'air descendre jusqu'à ses poumons.

— A l'hôpital... oui... il est mort comme ça, tout seul... Et pendant les deux ans que ça a duré pour lui, cette vie-là, qu'est-ce qu'on lui a envoyé pour lui faire plaisir? Rien du tout, pour sûr, puisque je n'étais pas là!

Ses deux mains, repliées et crispées sur sa poitrine, étaient comme des griffes sous lesquelles elle eût voulu faire saigner ses épaules.

— Est-ce que ça ne se répare pas, tout ça? Ça ne peut pas se réparer? Et si je veux lui demander pardon, tout de même?

Elle promenait autour d'elle un regard de sombre révolte. S'ils voulaient l'emmener avec elle, ces soldats qui s'en allaient vers le Nord?... Mais qu'est-ce qu'elle pourrait faire puisqu'elle ne connaissait pas le nom de l'arme, puisqu'elle ne connaissait pas le numéro du régiment? La tombe!... Il n'y avait plus

qu'une tombe et elle n'en connaîtrait jamais la place. D'ailleurs, c'est trop simple d'aller se mettre à genoux près d'un mort, et parce qu'on lui dit : « Pardonne-moi!... » de penser qu'on est pardonnée!

Le nom de Piolenc crié tout près d'elle, dans la nuit, la fit tressauter. Elle se leva, passa la courroie de cuir autour de son cou et descendit bien vite. Ce n'était point comme la veille à cette autre gare où elle avait si grand'peur d'être reconnue. L'employé qui prit son billet dit : « Bonsoir, madame Firmin. Et vous venez de promener alors? » La femme du chef de gare lui dit aussi bonsoir. Et la sœur de la Blaise qui était venue avec sa carriole chercher une caisse de volailles lui offrit de la faire monter, ce qu'elle refusa.

Elle était chez elle. Et ce soir serait comme tant d'autres soirs où elle était revenue tard de ses courses dans les granges. L'émoi délicieux du retour à la maison, cette petite fièvre heureuse à laquelle depuis tant d'années elle ne s'était pas habituée encore, secoua ses épaules. Elle allait revoir Firmin... Firmin! Il lui avait fait un peu de chagrin ces temps-ci, à cause de cette Mion Madier. Mais, au fond, il n'y avait pas à se tourmenter beaucoup. Firmin était faible devant cette fille, sans doute, mais plus faible encore devant elle. Elle continuait à se faire obéir de lui et elle s'en ferait obéir toujours. Il l'aimait encore, malgré l'âge qu'elle avait aujourd'hui. Tant qu'elle serait là pour veiller à son bonheur, elle le garderait, elle le savait. Mais il fallait être là, naturellement. Et elle y serait! Elle marcha un peu plus vite, avide de retrouver sa maison bienheureuse, la petite table avec sa toile cirée nette, les chandeliers de cuivre sur la planchette de la cheminée, l'armoire dont elle était orgueilleuse, et le grand lit sous ses rideaux de cretonne à fleurs rouges et violettes, avide d'une façon animale et frénétique — oh!..., plus avide encore de retrouver tout cela après avoir touché le passé maudit de son œil hagard et de son cœur frémissant comme elle venait de le faire! C'était fini, cette détresse que tout à l'heure elle voyait sans fin. C'était fini, bien fini! Dans quelques minutes elle oublierait ce voyage et ce grand coup reçu dont elle était encore tout étourdie. Elle oublierait... oui... Et cependant il était mort à l'hôpital... le petit... tout seul... Il était mort!

Tout d'un coup sur la route noire, cela lui apparut d'une

façon plus réelle qu'elle n'avait pu le connaître encore. Et les paroles de la lourde servante ne l'avaient point déchirée comme elle fut à ce moment. Elle faillit crier. Elle chancela et elle dit : « Mon petit! » tout haut avec une passion telle que ces mots lui semblèrent vibrer et continuer longtemps de bourdonner autour d'elle. Elle répétait : « Mon petit!... mon petit! » Ce n'est point qu'elle le revît aux heures de sa première enfance où il lui avait fait connaître une joie qui comblait tout son cœur! Et ce n'est point qu'elle imaginât ce qu'il avait pu devenir pendant toutes les années où elle avait vécu loin de lui... Non. Elle voyait seulement d'une façon de plus en plus précise, un lit étroit devant un mur triste, et sur ce lit, il y avait un homme qui était Pascalet et qui mourait seul, tout seul. Et cela provoquait au fond d'elle tout un grondement de choses terribles et délicates qu'elle ne comprenait pas, qu'elle ne devait jamais comprendre, mais auxquelles cependant il lui faudrait obéir...

Une nuit aussi douce que la nuit de la veille s'alanguissait sur le village silencieux. Adeline distingua la masse des maisons et la forme de son toit à elle sur le ciel étoilé. Et elle marchait plus vite parce qu'elle ne se sentait plus la force que de s'abattre dans les bras de Firmin et de pleurer toute la nuit. Mais la porte était close, la fenêtre obscure et le loquet de fer ne céda point sous son pouce appuyé. Un instant elle trembla, la gorge trop serrée pour prononcer un mot, le poing trop lourd pour se lever et heurter le battant de bois. Et puis elle se rappela : c'était dimanche, Firmin devait être au café. Les cafés, le dimanche, ferment un peu plus tard. Elle pensa aussitôt qu'il n'y fût point allé si elle-même était demeurée à la maison, et elle remarqua en même temps qu'il n'y avait pas de lumière non plus chez Mion Madier. Sans doute elle se promenait sur le cours avec d'autres filles du pays, légères autant qu'elle-même; elle riait avec les hommes accoudés aux petites tables que poissent le sirop et la limonade, dans la lumière crue des ampoules suspendues aux branches des grands platanes. Tout à l'heure elle regagnerait sa maison : ce serait l'heure même où Firmin rentrerait, et peut-être ils marcheraient côte à côte sur la route qui était obscure et longue...

Mais ces imaginations jalouses qui l'eussent déchirée quelques heures auparavant ne lui faisaient plus de mal. Tout elle-

même se transformait de minute en minute et cela était un vertige tel qu'elle n'avait pas le temps de s'étonner et qu'elle pensait simplement : « La tête me tourne. » Elle s'assit comme une mendiante au seuil de sa maison, les bras croisés, et elle se balança doucement, berçant son cœur pesant et lourd pour engourdir sa douleur. Mais le mal devenait plus aigu. Elle ferma les yeux. Tout ce travail secret et déchirant qui se faisait en elle, elle le subissait en silence. Elle ne suppliait pas, elle ne se révoltait plus. Elle cherchait à sentir ce qui lui était ordonné par les forces obscures qui, plusieurs fois dans sa pauvre vie, et la veille encore, quand elle ne pouvait pas ne point partir, avaient semblé la prendre aux épaules pour la jeter sur les chemins. Et voici, que dans la confusion de son cœur misérable, elle commençait à distinguer quelque chose et elle commençait à dire : « Il faut !... Je ne sais pas... Je ne peux pas m'empêcher... mais il le faut !... »

Dix heures sonnèrent au clocher. Elle se leva brusquement. Elle était résolue maintenant comme le soir de son départ avec Firmin. Comme ce soir-là, elle sentait que ce serait pour toujours et ne regardait point son passé... Et dans la nuit profonde elle s'en alla sur la route droite et longue, au hasard, vers le Nord, ne faisant pas de projets, ne pensant à rien, connaissant seulement qu'elle n'avait plus de droits aux douceurs de sa vie et qu'elle ne retrouverait son petit que sur le lit d'hôpital où elle se coucherait un soir pour mourir, toute seule, sans tendresse, comme il avait fait.

André Corthis.

LA MISSION

DE

M. JONNART EN GRÈCE

I

L'ABDICATION DU ROI CONSTANTIN

Dans les premiers jours du mois de juin 1917, M. Jonnart, ancien gouverneur général de l'Algérie, ancien ministre des Travaux publics et des Affaires étrangères, partait pour la Grèce en qualité de Haut Commissaire des Puissances protectrices. Il arrivait à Athènes et, quelques jours à peine après son arrivée, on apprenait qu'il avait adressé au roi Constantin un ultimatum catégorique ; vingt-quatre heures plus tard, Constantin avait abdiqué, et, le surlendemain, il quittait la Grèce.

Cette heureuse nouvelle provoqua chez les Alliés une immense satisfaction. Deux semaines se passèrent : M. Venizelos, le grand homme d'État hellène, reparaissait dans la capitale grecque et reprenait le pouvoir ; l'unité du royaume était restaurée ; notre armée d'Orient était délivrée du péril qui l'avait menacée ; la Grèce était rentrée dans les voies de l'Entente d'où on n'aurait jamais dû la laisser sortir.

Cette double opération s'était faite avec une extrême rapidité, sans qu'un coup de fusil eût été tiré, sans qu'une goutte de sang eût été versée. Enfin l'Entente obtenait un succès

signalé dans cet Orient où, depuis le début de la guerre, elle avait commis tant de fautes et éprouvé tant de revers! L'affaire cependant présentait de grandes difficultés; et c'étaient, nous disait-on, ces difficultés qui avaient jusqu'alors empêché qu'on ne la tentât. Mais, cette fois enfin, au lieu de tergiverser, d'hésiter, de biaiser, on s'était placé résolument, courageusement, devant l'obstacle; on avait choisi, et c'était l'essentiel, un homme de tête froide, que les responsabilités, si lourdes soient-elles, font réfléchir, mais n'effraient point. Et ce qui paraissait si difficile, presque impossible, avait été aussitôt réalisé.

Je voudrais, en m'aidant de renseignemens inédits et des documens les plus sûrs, présenter, dans son détail et dans sa précision, le récit de cette mission si heureusement remplie.

L'ACCORD ENTRE LES PUISSANCES

On connaît trop, pour qu'il soit besoin d'y revenir, les raisons impérieuses qui nous imposaient le devoir d'écarter du trône le roi Constantin. Son « dossier » pourrait se résumer ainsi :

1° Ce souverain constitutionnel avait ouvertement violé la Constitution garantie à son peuple par les trois Puissances protectrices, l'Angleterre, la Russie et la France. Il avait fait de la Grèce, que tout oriente de notre côté, la complice, presque l'alliée de l'Allemagne.

2° Obligé par un traité formel de secourir la Serbie attaquée, il avait rompu délibérément, cyniquement, ce traité, provoqué par là l'écrasement des Serbes et rendu possibles les victoires de l'Allemagne en Orient.

3° A la suite de machinations tortueuses, il avait attiré dans un véritable guet-apens et fait massacrer une centaine de marins français (1er et 2 décembre 1916) (1).

Au printemps de 1917, la révolution russe prive Constantin de l'appui qu'il trouvait à la cour de Pétrograd. Le ministère Briand cède la place au ministère Ribot, qui, sous la poussée de plus en plus énergique de l'opinion publique et du Parlement, songe à employer en Grèce des moyens plus radicaux. M. Jonnart fait adopter par la commission extérieure du Sénat pré-

(1) Voir dans la *Revue* du 1er mars 1917 : « Les Événemens d'Athènes des 1er et 2 décembre 1916, » par M. Léon Maccas.

sidée par M. Clemenceau un long rapport sur notre politique en Orient. La conclusion en est d'une importance qu'il est à peine besoin de souligner : « L'unité de politique, y est-il dit, nous paraît commander l'unité d'action. *C'est le moment d'envisager la nomination à Athènes d'un mandataire unique des Puissances protectrices, ramassant entre ses mains les rênes éparses du char de l'Entente, capable d'assurer aux résolutions des Alliés l'esprit de suite, la fermeté et la dignité.* » Le mot est prononcée ; c'est de là que tout allait sortir : mission de M. Jonnart, déposition de Constantin, restauration de l'unité hellénique, retour de la Grèce dans les voies de l'Entente.

Jusqu'alors en effet, — et de là provenait tout le mal, — les Alliés n'avaient jamais, à vrai dire, regardé en face le problème grec. Ils avaient négligé de se mettre d'accord sur un certain nombre de principes, très faciles à poser cependant. Leurs représentans à Athènes, laissés sans instructions nettes, sans directions précises, agissaient chacun de son côté. Constantin, au courant de tout ce qui se passait, poursuivait adroitement sa politique germanophile au travers des fluctuations et des tâtonnemens qu'il constatait chez les ministres de l'Entente.

A plusieurs reprises déjà, en avril 1916, en septembre de la même année, il avait été question d'envoyer en Grèce M. Jonnart : n'était-ce pas lui qui avait représenté la France, en qualité d'ambassadeur extraordinaire, aux obsèques du roi Georges, en 1913? Chaque fois, après un examen attentif et minutieux de la question, et en possession de tous les documens diplomatiques, il avait fait la même réponse : sa présence à Athènes ne servirait de rien, tant que deux conditions essentielles n'auraient pas été préalablement remplies :

1° Accord des Puissances sur la politique à suivre,

2° Désignation d'un mandataire unique qui aurait seul qualité pour traiter avec Constantin.

C'est-à-dire : unité dans le plan, unité dans l'exécution.

La commission extérieure du Sénat approuve à l'unanimité le rapport de M. Jonnart. L'idée d'un mandataire unique recrute peu à peu des adhérens. M. Malcolm, sous-secrétaire d'État au *Foreign Office*, adjoint de M. Balfour, vient à Paris en février 1917. Il s'entretient avec M. Jonnart des affaires de Grèce. « Nous serions très heureux, lui dit-il, de vous savoir là-bas. » Revenu à Londres, il en confère avec M. Balfour, qui témoigne des mêmes

sentimens. Le 4 mai, au cours d'une conférence qui se tient à Paris, M. Lloyd George et lord Robert Cecil envisagent nettement la nomination d'un Haut Commissaire des Puissances protectrices. Le nom de M. Jonnart retient de nouveau leur attention. M. Jonnart, président de la Compagnie de Suez, où les administrateurs britanniques collaborent d'une façon continue avec les administrateurs français, les uns et les autres faisant ensemble le meilleur ménage, inspire une absolue confiance en Angleterre : il y est très connu et y compte les plus solides amitiés. On se souvient que le roi Édouard VII l'honorait d'une estime toute particulière. Accoutumé, de très longue date, à traiter avec les Anglais, il sait que, dans les négociations que l'on conduit avec eux, et qu'il s'agisse d'ailleurs de politique, de diplomatie ou d'affaires, la sincérité, la franchise sont les conditions essentielles du succès. Tout le désigne au choix des Puissances.

Enfin, dans les derniers jours du mois de mai, M. Ribot, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. Painlevé, Ministre de la Guerre, se rendent à Londres pour conférer avec les ministres anglais. Il s'agit de procéder à un examen attentif de la situation en Orient : action diplomatique et militaire, effectifs, ravitaillement, etc. Ce sera l'honneur de M. Ribot, chef du gouvernement français, d'avoir compris qu'en Orient le problème le plus important à ce moment, celui dont la solution est la plus pressante, c'est *le problème grec*. Bien décidé à mettre, dans ses entretiens avec les hommes d'État britanniques, cette question au premier plan, à demander qu'on prenne à ce sujet des résolutions énergiques, il prie M. Jonnart de l'accompagner à Londres. L'absence dure trois jours. Les ministres anglais ne font aucune difficulté d'accepter la nomination de M. Jonnart comme mandataire unique des Puissances.

Le Haut Commissaire une fois nommé, quelles vont être ses instructions ? Une seule solution est possible : la déposition du roi Constantin. C'est le moyen, et le seul, de restaurer l'unité du royaume et de ramener la Grèce à nos côtés. Tant que Constantin restera sur le trône, toutes les mesures qu'on pourra prendre, tous les arrangemens qu'on pourra conclure seront exactement comme s'ils n'étaient pas.

Cette solution est, en effet, celle que propose le gouvernement français. Quelle va être l'attitude du gouvernement anglais ?

Aucun gouvernement au monde ne reflète plus exactement que le gouvernement britannique les dispositions et les mouvemens de l'opinion. Or, il y a, au sujet de la Grèce, deux courans chez les Anglais. Comme en font foi la plupart des grands journaux, la majorité du pays est d'avis qu'on en finisse une fois pour toutes avec Constantin, qu'on traite en ennemi déclaré un monarque qui n'a jamais manqué l'occasion de manifester son hostilité contre nous. Mais, d'autre part, un certain nombre de personnes, généralement des conservateurs, n'envisagent pas sans hésitation et même sans déplaisir une politique aussi rigoureuse à l'égard du roi de Grèce. Celui-ci est, ne l'oublions pas, le propre neveu de la reine Alexandra. La déposition d'un souverain, d'autre part, ne risque-t-elle pas de porter atteinte à l'idée monarchique? Ces scrupules, qui aussi bien s'expliquent parfaitement chez un grand peuple, respectueux plus qu'aucun autre des traditions, sont examinés, pesés, placés dans l'un des plateaux de la balance. On met dans l'autre plateau toutes les raisons impérieuses, péremptoires, qui contraignent les Alliés à agir immédiatement contre Constantin : sécurité de notre corps expéditionnaire, nécessité absolue d'arrêter la mainmise allemande sur la Grèce, etc. Veut-on, oui ou non, gagner la guerre? Si oui, il faut la mener énergiquement, et lorsqu'un souverain qui nous doit tout, trahissant tous ses engagemens, se met obstinément sur notre route, ne pas hésiter à s'en débarrasser. Dans cette lutte titanique, où l'Angleterre et la France versent sans compter le meilleur de leur sang, que pèsent des raisons sentimentales?... C'est l'autre plateau de la balance qui s'incline. Les ministres anglais, après une longue délibération, acceptent le principe de la déposition de Constantin. Ici encore l'influence personnelle de M. Ribot et son éloquence ont convaincu les auditeurs.

Il reste à réaliser cette déposition, en évitant, autant que possible, toute effusion de sang, et tout risque de nous mettre sur les bras une lutte armée avec l'armée royaliste. C'est là l'opération délicate qui est confiée à M. Jonnart. Il est décidé qu'il partira le plus tôt possible pour la Grèce. Les Anglais donnent leur consentement à un certain nombre de mesures militaires : établissement de postes en Thessalie, destinés à assurer le contrôle des récoltes; troupes tenues prêtes par le général Sarrail pour occuper l'isthme de Corinthe en cas de nécessité; que si le Roi

essayait de déplacer l'armée du Péloponèse, l'isthme serait immédiatement occupé...

M. Jonnart, tout en remerciant les ministres anglais de ce grand honneur, tout en se déclarant prêt à accepter la lourde tâche dont on le charge, tient à formuler ses réserves touchant la réalisation du projet. Il fait observer que les peuples orientaux, tels qu'il les connaît, et il les connaît bien, sont prompts à saisir la moindre hésitation, à profiter du plus petit retard. Il faut prévoir le cas où Constantin refuserait d'abdiquer. Le Haut Commissaire risquerait alors, faute de pouvoir employer la force à l'instant même, de se trouver en l'air avec *un sabre de bois*. Il est donc indispensable, ajoute-t-il, et il insiste sur ce point, qu'une certaine latitude lui soit laissée dans l'emploi des moyens. Ce sont, en fait, les Français, qui au point de vue militaire assument, pour les neuf dixièmes, les risques de l'opération : les contingens alliés n'y participeront que d'une manière nominale, afin d'affirmer l'accord des Puissances. Un Français en accepte la direction générale : c'est bien le moins qu'on lui laisse sur place le choix des mesures à prendre. Les Anglais expriment le désir qu'on n'ait recours à la force qu'à la dernière extrémité et seulement au cas où Constantin se livrerait à des actes d'hostilité. M. Jonnart est aussi désireux que personne de ne pas employer la violence; mais le meilleur moyen pour atteindre ce but est justement d'avoir la force toute prête. Si l'on adresse à Constantin une sommation menaçante, il faut être en état d'appuyer immédiatement cette menace; si on lui laisse le temps de se ressaisir, d'organiser la résistance, le conflit sanglant qu'on cherche à éviter se produira presque immanquablement...

LE VOYAGE DE M. JONNART

Les ministres français rentrent à Paris le 30 mai. M. Jonnart, sentant la nécessité de faire vite, n'y reste que deux jours, le temps de boucler ses valises. Dès le 2 juin, il part pour la Grèce. Haut Commissaire des Puissances, il a toute la direction, — politique, diplomatique et militaire, — de l'opération : toutes les forces militaires et navales sont mises à sa disposition. Le gouvernement lui donne comme collaborateurs : M. Clausse, conseiller d'ambassade, le lieutenant-colonel Georges, ancien

sous-chef d'état-major des armées alliées à Salonique. La mission doit traverser toute l'Italie, et s'embarquer à Brindisi. M. Dervillé, président du Conseil d'administration de Paris-Lyon-Méditerranée, ami personnel de M. Jonnart, a obligeamment mis à sa disposition son wagon-salon qu'il ne quitte qu'à Brindisi. C'est là que M. Robert David, ancien secrétaire du gouverneur général de l'Algérie, rejoint la mission.

Cependant M. Jonnart, en méditant les instructions qu'il a reçues, se rend compte que sur un point elles sont défectueuses. A la conférence de Londres, il a été prévu un certain nombre de mesures *successives :* saisie des récoltes en Thessalie, ultimatum signifié à Constantin, occupation de l'isthme de Corinthe, débarquement des troupes françaises. Or, pour que le résultat recherché soit atteint dans les conditions les meilleures, il apparaît à M. Jonnart, avec une évidence croissante, que ces mesures ne doivent pas être *successives*, mais *simultanées*. Toute la question est là; il faut déployer l'appareil de la force pour ne pas avoir à se servir de la force. Durant les longues années qu'il a passées en Algérie comme gouverneur général, c'est la règle essentielle dont il s'est inspiré. C'est le principe dont le général Lyautey s'est si admirablement servi, dans la province d'Oran d'abord, au Maroc ensuite. M. Jonnart est donc placé en face de ce dilemme : s'il suit à la lettre le programme établi, il laisse à Constantin la possibilité de résister. L'opération risque d'échouer ou de provoquer un conflit avec les troupes royalistes, de créer un nouveau front, ce qu'il faut éviter par-dessus tout. Pour que l'affaire se réalise aisément, sans conflit sanglant, il est indispensable de modifier quelque peu l'exécution des mesures envisagées. M. Jonnart prend courageusement ce parti, sans se dissimuler que, pour le cas où il ne réussirait pas, sa responsabilité s'en trouve augmentée d'autant.

Durant sa traversée de l'Italie, il lui suffisait de lire les journaux de la Péninsule pour apercevoir un autre aspect du problème, qui, au surplus, ne lui a pas échappé La presse italienne dans son ensemble s'est montrée violemment hostile à M. Venizelos. Elle n'a point caché qu'elle lui préférait Constantin. La *Tribuna* écrivait, à la suite des événemens du 1er décembre : « Les désordres athéniens prouvent que Constantin et son pays s'entendent profondément, que nulle dynastie autant

que la sienne ne fut jamais plus fidèle interprète de l'esprit et de la volonté d'une nation. De là toute la dangereuse absurdité des efforts sentimentaux et magnanimes tentés par les Alliés pour faire revivre et, pis encore, pour reconnaître une autre Grèce, fantastique, inexistante, directe héritière de l'ancienne. Laissons de côté l'Hellade et pensons que nous avons à discuter seulement avec la Grèce. Il est déplorable, — et les événemens récens en sont les tristes effets, — que, dans une certaine presse et même dans les Parlemens de l'Entente, on n'arrive pas encore à reconnaître courageusement cette vérité, et que l'on continue à parler d'une Hellade qui réside tout entière dans la personne de M. Venizelos. » Le *Corriere della Sera*, l'un des plus importans journaux d'Italie, prétendait, à la suite de ces mêmes événemens, que M. Venizelos était d'accord avec Constantin, qu'il était par conséquent plus qu'inutile, insensé, de vouloir remplacer l'un par l'autre.

Certes, le gouvernement italien ne s'associait pas à toutes ces critiques. Toutefois, dans une entreprise ayant pour but la déposition de Constantin et le retour au pouvoir de M. Venizelos, il serait imprudent de ne pas compter avec cet état d'esprit d'une partie du public italien. On risque de voir l'Italie élever sa protestation contre une entreprise sur le principe de laquelle l'accord entre les cabinets de Londres et de Paris a été assez long à établir. Or, l'amitié de l'Italie, l'accord absolu, sans nuages, avec elle, sont choses précieuses, auxquelles nous tenons par-dessus tout. Voilà en perspective des complications nouvelles dans une affaire déjà si compliquée!

M. Jonnart arrive à Brindisi, le 4 juin à midi. Il est reçu par les représentans des autorités navales françaises et italiennes. L'amiral Gauchet, commandant l'armée navale interalliée, n'est pas venu, pour ne pas éveiller l'attention. Des automobiles amènent directement la mission au port où elle s'embarque sur le contre-torpilleur *Mangini* qui, coïncidence curieuse, porte le nom d'un oncle de M. Jonnart.

A une heure de l'après-midi, le *Mangini*, escorté du *Protée* du même modèle que lui, prend la mer par un très beau temps. Les deux navires franchissent à une vitesse de vingt-trois nœuds le canal d'Otrante. On est bientôt en vue de la côte albanaise, près de Vallona et Santi-Quaranta. On contourne l'île de Corfou par le Sud, des mines flottantes pouvant se

trouver dans la passe Nord qui n'a pas été suffisamment draguée. A la nuit, vers neuf heures, les lumières de Corfou apparaissent. Voici la rade Une chaloupe conduit M. Jonnarl et ses trois compagnons à bord de *la Provence*, le magnifique cuirassé où se trouve l'amiral Gauchet qui, par radiotélégramme, les a invités à dîner.

L'amiral reçoit M. Jonnart à la coupée. Il lui présente le chef d'état-major, le commandant du cuirassé. Le dîner a lieu dans le grand salon. Ainsi que le note M. Robert David dans le « journal » très vivant, plein de détails savoureux, qu'il a bien voulu me communiquer et qui m'a été d'un grand secours, il y fait terriblement chaud : aucun hublot n'est ouvert et il n'y a pas de ventilateur; les marins sont en toile blanche, tandis que leurs hôtes sont en costume de drap, d'autant qu'étant partis à l'improviste, ils n'ont guère eu le loisir de préparer une garde-robe variée. « La conversation s'en ressent, remarque M. Robert David. On *fond* en silence. »

Après le dîner, M. Jonnart entre en conférence avec l'amiral. Au cours de son voyage, son opinion sur la nécessité d'occuper l'isthme de Corinthe, de manière à couper le Roi de ses troupes du Péloponèse, n'a fait que se confirmer. Dans l'opération qu'il va entreprendre, il est essentiel que la coopération de la marine et des troupes de terre s'effectue d'une manière parfaite, sans retard et sans flottement. Le moindre retard pourrait tout compromettre. Toutes les dispositions sont dès lors arrêtées pour que la marine protège le débarquement des troupes et assure par sa puissante artillerie de bord le flanquement parfait de leurs positions. On se met en même temps d'accord sur la démonstration navale, qui, pour appuyer l'ultimatum, pour protéger au besoin un débarquement, va être faite aussitôt en vue d'Athènes.

Ces grosses questions réglées, à minuit, par un beau clair de lune, la mission gagne la terre, accompagnée de M. Boppe, ministre de France auprès du gouvernement serbe, qui avait été invité au dîner, — et qui transmet à M. Jonnart les inquiétudes des Serbes au sujet du rétrécissement éventuel du front de Salonique. Des chambres ont été retenues à l'hôtel Saint-Georges. Le lendemain matin, M. Boppe conduit la mission, en automobile, par une superbe route, à travers les bois d'oliviers, jusqu'à la petite terrasse qui domine l'îlot d'Ulysse : c'est un

des plus beaux paysages du monde. Au retour, le général Baumann, gouverneur de Corfou, vient saluer le Haut Commissaire, et l'amiral Gauchet se rend à bord du *Mangini* pour prendre congé de lui.

Le départ a lieu à dix heures. On navigue dans le long canal de Corfou fermé à ses deux extrémités par des barrages, ce qui permet à l'escadre d'y faire en toute sécurité ses tirs de combat. Le barrage Sud franchi, les deux torpilleurs longent la côte Ouest de Sainte-Maure, l'antique Leucade. Voici le promontoire célèbre où Sapho, la poétesse, se précipita dans les flots pour mettre un terme aux dures souffrances d'un amour non partagé. Tout près, c'est l'île d'Ithaque, la patrie d'Ulysse, et de l'autre côté Céphalonie. Voici, à l'entrée du golfe de Corinthe, Missolonghi où mourut Byron!... Mais ces beaux souvenirs ne retiennent qu'un instant l'esprit de nos voyageurs, absorbés par de tout autres préoccupations.

Vers huit heures, les torpilleurs pénètrent dans le canal de Corinthe, étroit couloir de cinq kilomètres, taillé à même le roc. A l'entrée, un détachement français fait le contrôle des fusils grecs expédiés dans le Péloponèse, conformément aux injonctions des Alliés. Après dîner, vers dix heures, les torpilleurs passent en vue du Pirée et mouillent à Keratsini, dans la rade de Salamine. M. Jonnart s'installe sur le cuirassé *la Vérité*. La soirée du 5 juin et toute la journée du 6 sont employées à des conférences avec M. Guillemin, ministre de France, sir Francis Elliot, ministre d'Angleterre, le général Braquet, notre attaché militaire, M. de Castillon, secrétaire de la légation de France, qui va remplir les fonctions de chargé d'affaires, le commandant Clergeau, notre attaché naval.

Ce qui se dégage pour M. Jonnart de ces conversations, c'est qu'à Athènes, ville de bavardages, de graves indiscrétions ont été commises. Constantin, prévenu de tout, sait, à n'en pouvoir douter, ce que signifie pour lui l'arrivée de la mission : il a eu tout loisir de se préparer à la résistance. Des gens qui se prétendent bien informés de l'état des esprits et des intentions du Roi, affirment que l'opération projetée va faire couler des torrens de sang. Et voici qui est plus grave : les craintes qu'ils expriment ont déjà trouvé leur écho dans certaines capitales. Ne sont-elles pas de nature à faire hésiter, à

la dernière minute, les gouvernemens ? La main qui s'apprête à frapper Constantin risquerait alors d'être retenue ou tout au moins gênée.

Pour échapper à ces risques, il n'y a qu'un moyen, toujours le même : précipiter les événemens. A quelque chose, d'ailleurs, malheur est bon. Constantin, précisément parce qu'il sait tout, n'ignore pas les hésitations qui peuvent se produire dans les gouvernemens alliés. Il compte bien en bénéficier une fois de plus. Ce n'est certes pas la première menace qu'il reçoit de l'Entente. Il y a juste un an, une puissante escadre alliée est venue dans la rade de Salamine; elle était suivie de transports qui amenaient un corps de débarquement. L'escadre n'a rien fait; le corps de débarquement n'a pas débarqué; les palabres diplomatiques ont recommencé de plus belle. Pourquoi n'en serait-il pas de même cette fois encore?

M. Jonnart, tout à son désir de presser le plus possible l'opération, décide de partir le soir même pour Salonique. Entre temps, M. Robert David s'était rendu à Athènes où il avait eu une entrevue avec M. Zaïmis, président du Conseil, dont il était depuis longtemps l'ami. M. Zaïmis lui manifeste le désir de venir causer avec le Haut Commissaire dès son retour de Salonique. Voilà qui tombe à merveille. Le Haut Commissaire des Puissances, portant la paix ou la guerre dans les plis de sa toge, ne pouvait guère, pour des raisons que l'on comprend, se rendre de sa personne dans la capitale de Constantin que ses vaisseaux seraient peut-être obligés de bombarder. Le chef du gouvernement grec offrant de venir jusqu'à lui, c'était le fil tout trouvé, par lequel ses messages, même les comminatoires, seraient transmis à leur destinataire.

Le 6 juin, à cinq heures et demie du soir, le *Mangini* appareille pour Salonique. La mer devient forte, la nuit, dans le canal d'Oro. A l'entrée du golfe de Salonique, on rencontre, en plein chenal, une mine flottante. Le *Mangini* fait un crochet pour l'éviter, et le *Protée*, qui suit, tire sur elle un obus qui la fait exploser.

Le 7, à neuf heures du matin, les deux torpilleurs jettent l'ancre dans la rade de Salonique. Le contre-amiral Salaün, commandant les forces navales, monte aussitôt à bord. Il conduit à terre le Haut Commissaire et les membres de la mission. Le général Sarrail les reçoit, accompagné de M. de Billy,

ministre de France auprès du gouvernement de M. Venizelos. Une première conférence a lieu dans la villa occupée par le général à l'ancien consulat de Bulgarie.

LES DISPOSITIONS PRISES

M. Jonnart et le général Sarrail examinent la situation, et règlent les opérations militaires sur lesquelles ils se trouvent en parfait accord. Le commandant en chef des armées d'Orient, sur des instructions de Paris, avait déjà procédé à tous les préparatifs en vue de l'action projetée. On décide, pour éviter toute possibilité de résistance, pour garder à l'opération son caractère pacifique, d'exécuter en même temps :

1° L'occupation de la Thessalie;

2° La saisie de l'isthme de Corinthe;

3° Le débarquement dans la région d'Athènes.

Il est à prévoir que ces trois actions simultanées, rapidement conduites, mettront Constantin hors d'état de tenter quoi que ce soit.

Les résolutions définitives sont arrêtées en conséquence : l'ultimatum sera remis à Constantin le 10 au soir; l'entrée en Thessalie aura lieu dans la nuit du 10 au 11; l'occupation de l'isthme de Corinthe, le débarquement en Attique s'opéreront au même moment, et l'état-major français va régler dès maintenant le départ des troupes expéditionnaires pour qu'elles soient rendues sur place et prêtes à agir à la date fixée. Ce n'est pas une tâche facile d'embarquer toutes ces troupes dans un aussi court délai; mais, grâce à l'activité intelligente de tous les services, état-major, marine, intendance, etc., tout s'exécute dans les meilleures conditions.

Le général et Mme Sarrail reçoivent la mission à déjeuner. M. Jonnart se rend, aussitôt après, chez M. Venizelos, et il a avec lui un très long entretien, qui devait d'ailleurs se poursuivre le jour suivant.

Rencontre émouvante. Les deux hommes d'État se sont connus et appréciés en 1913, quand M. Jonnart vint en Grèce pour les obsèques du roi Georges; ils éprouvent l'un pour l'autre une sympathie des plus vives; ils ont l'un dans l'autre une confiance absolue. Ce qui fait l'originalité, la force, et l'on peut dire le génie de M. Venizelos, c'est la réunion de qualités

qui paraissent contradictoires. Il a la foi impétueuse, le superbe élan, et c'est en même temps la tête la plus froide, l'esprit le plus prudent et le plus réfléchi. Quand il harangue la foule, qui boit littéralement ses paroles, on croirait entendre un apôtre : le discours achevé, le fin politique, l'homme de cabinet, attentif et laborieux, reparaît. De toute sa personne se dégage une impression de loyauté, d'honnêteté et de franchise. De là vient l'influence énorme qu'il exerce sur tous ceux qui l'approchent : il est l'objet d'un véritable culte.

M. Venizelos trouve excellentes les dispositions prises par le Haut Commissaire, d'accord avec le général Sarrail. Il est convaincu que les opérations projetées rendront impossible tout essai de résistance. Venant d'un homme qui connaît mieux que personne la Grèce, cette opinion a une importance capitale. Il affirme encore à M. Jonnart que nos troupes seront reçues en Thessalie comme des libératrices, et que, dès leur arrivée, les populations elles-mêmes chasseront les agens du roi Constantin.

La France et la Grande-Bretagne, en exigeant l'abdication de Constantin, sont résolues à écarter du trône le Diadoque, dont les sentimens germanophiles sont bien connus et qui, au 1er décembre dernier notamment, a tenu sur l'Entente des propos odieux. C'est le second fils du Roi, le prince Alexandre, qui sera appelé à lui succéder. M. Venizelos se prononce en faveur de ce prince. Pour ce qui est de lui-même, il estime qu'une fois le changement de règne effectué, il devra, avant de revenir à Athènes et de reprendre le pouvoir, laisser aux esprits le temps de s'apaiser. Un ministère de transition sera nécessaire : M. Zaïmis paraît le plus qualifié pour en être le chef. Cette période d'attente devra se prolonger peut-être plusieurs mois... Le gouvernement français était, à cet égard, exactement du même avis : M. Ribot et M. Jonnart avaient reconnu la nécessité de ne pas trop presser le retour de M. Venizelos, et d'attendre que les passions se fussent calmées. L'accord, l'identité de vues sont donc complets. Voilà qui est d'un excellent augure pour le succès de l'opération.

La journée du 8 fut employée à mettre au point tous les détails de l'entreprise. L'intendant général Mettas et le sous-lieutenant Bonnier réglent, au point de vue financier, l'achat des récoltes thessaliennes. Nouveau déjeuner chez le général

commandant l'armée d'Orient, avec l'amiral Salaün et le général Regnault, qui prend le commandement des divisions désignées pour débarquer à Corinthe et au Pirée. Dans l'après-midi, M. Venizelos rend visite au Haut Commissaire. On dîne chez M. de Billy avec Mme Argyropoulo, « l'Égérie du parti venizeliste, » comme l'appelle M. Robert David. C'est dans son salon à Salonique que fut constitué, en octobre 1916, le gouvernement provisoire de M. Venizelos. Après le dîner, M. Venizelos et deux de ses ministres, dont M. Repoulis, viennent saluer M. Jonnart.

Le 9 juin, à huit heures du matin, M. Jonnart quitte Salonique à bord du *Mangini*. Le général Regnault l'accompagne; deux de ses officiers s'embarquent sur le *Protée*. Il fait un très beau temps, et la traversée est magnifique. Près du canal de Skopélos, on rencontre nos premiers transports chargés de troupes à destination du Pirée : ils font route, survolés par un dirigeable qui surveille les sous-marins. On arrive à neuf heures du soir en rade de Keratsini (Salamine), où M. Jonnart prend congé du très aimable commandant du torpilleur, M. Magnier, de ses officiers et de l'équipage. La mission s'installe à bord du cuirassé *La Justice*.

A Salonique, M. Jonnart avait eu surtout affaire aux militaires. Tout le côté matériel de l'opération avait été réglé et bien réglé. Le mécanisme était monté, l'organisation était prête qui, ligotant les forces de Constantin, rendrait vaine toute tentative de résistance. L'affaire à cet égard semblait donc en très bonne voie. Mais, dès l'arrivée dans les eaux d'Athènes, voici que surgissent à nouveau les complications diplomatiques. Les ministres des Puissances alliées attendaient M. Jonnart à son bord : ils manifestent une vive émotion à la pensée qu'on va agir si vite, ils craignent pour la sécurité des Légations et de leurs nationaux. Cette inquiétude a trouvé un écho jusque dans les capitales de l'Entente. L'émotion qu'elle y provoque se manifeste déjà par des télégrammes qui parviennent à M. Jonnart. Au dernier moment, alors qu'il est sur le point de remettre son ultimatum au Roi, le Haut Commissaire va-t-il être contrarié, paralysé?

Cet ultimatum, d'après un plan soigneusement étudié et mûri, doit être appuyé d'une double action militaire : occupation de l'isthme de Corinthe, débarquement au Pirée. Mais

voici que des protestations s'élèvent contre cette modification aux mesures envisagées à Londres, où l'on avait conçu cette action comme devant être subordonnée à une menace effective des troupes royales. De nouveau des craintes se font jour : la guerre civile ne va-t-elle pas éclater en Grèce? Les Venizelistes, les sujets des Puissances alliées ne seront-ils pas massacrés dans la capitale? Peut-être vaudrait-il mieux, pour éviter tous ces risques, atténuer un peu la rigueur des premières décisions, et, au lieu d'exiger l'abdication du Roi, se contenter de son éloignement pour la durée de la guerre?

L'ABDICATION DU ROI

L'instant est décisif. Si M. Jonnart faiblit, s'il écoute ces plaintes, s'il cède tant soit peu à ces suggestions, le succès de l'opération est compromis. Toute hésitation permettra à Constantin de gagner un temps précieux, d'amuser le tapis par des négociations où il est passé maître, de s'en tirer par des engagemens et des promesses qui auront le sort des promesses antérieures. L'Entente n'aura à enregistrer en Grèce qu'un échec, qu'une reculade de plus.

Cette fois, l'échec sera particulièrement grave, parce qu'il sera public, patent, connu de tous. Nul ne pourra ignorer que toutes les dispositions avaient été prises, que les troupes avaient été embarquées et qu'au dernier moment, par manque d'accord entre les Alliés ou par crainte des conséquences, on a purement et simplement reculé.

Heureusement, M. Jonnart est inébranlable. On l'a chargé d'obtenir l'abdication de Constantin : il est résolu à remplir cette mission coûte que coûte. L'opération a été préparée : elle s'exécutera à la date fixée. Des retards, des délais ne serviraient qu'à tout gâter. Seulement, pour prouver à quel point il est respectueux des décisions prises à Londres, pour établir qu'il ne les modifie que dans la mesure strictement indispensable, il se résout, après réflexion, à suspendre de vingt-quatre heures l'une des deux actions projetées, à savoir : le débarquement de nos troupes au Pirée. L'autre, l'occupation de l'isthme de Corinthe, est absolument nécessaire, car elle prive Constantin du secours de son armée. M. Jonnart donne ainsi le meilleur gage de ses dispositions conciliantes. Il fera tout ce qui dé-

pend de lui pour garder à l'opération son caractère pacifique.

L'amiral de Gueydon, le général Regnault, le général Braquet ont été convoqués à son bord. Les transports amenant nos troupes doivent arriver le soir même. Par suite de la grande chaleur, il y a de gros inconvéniens à ne pas faire débarquer aussitôt les hommes et surtout les chevaux. M. Jonnart décide de passer outre : il fait accepter par les généraux un délai de vingt-quatre heures, il y a des cas où les nécessités militaires doivent s'accommoder dans une certaine mesure des exigences diplomatiques.

Entre temps, M. Robert David s'est rendu à Athènes où il a un entretien avec M. Zaïmis. Le président du Conseil accepte de venir voir M. Jonnart le soir même. Afin de lui épargner un assez long trajet en canot, on décide que l'entrevue aura lieu, non point dans la rade de Salamine, mais dans le port du Pirée, à bord du croiseur français *Le Bruix*, qui y est ancré.

La baie de Salamine, où se livra la fameuse bataille, est située entre l'île du même nom et la côte d'Attique. Toute l'escadre française s'y trouve. C'est un magnifique paysage de beauté et de lumière. D'un côté, la baie d'Éleusis avec le petit village d'Éleusis dans le fond ; en face, les hauteurs du mont Aegaléos; de l'autre côté, la rade et le port du Pirée.

A l'heure fixée, M. Jonnart quitte le cuirassé *La Justice*, et se rend à bord du *Bruix* pour rencontrer M. Zaïmis. Cette entrevue est d'une extrême importance. Il est essentiel, pour le succès de l'opération, que M. Zaïmis conserve le pouvoir. Il est l'homme de transition, de conciliation rêvé. Au cas où Constantin songerait à résister, à provoquer un conflit, M. Zaïmis peut l'en dissuader, lui démontrer l'inutilité de toute résistance. Constantin écarté, il s'agit de préparer le retour de M. Venizelos, de faire le pont. Ici encore, M. Zaïmis est à même de rendre les plus grands services. Si, par crainte des responsabilités, il quittait maintenant le pouvoir, Constantin ne manquerait pas de le remplacer par un ministère hostile à l'Entente. Avec ce ministère, ainsi qu'avec le monarque, les seuls rapports possibles, au point où en sont les choses, ce seraient des coups de canon, ce qu'il faut éviter par-dessus tout.

M. Jonnart, qui s'en rend bien compte, décide de faire tout son possible pour maintenir M. Zaïmis au pouvoir, pour gagner sa confiance, pour lui représenter la grandeur et l'utilité de

l'œuvre de restauration nationale qu'il peut maintenant accomplir. Afin de ne pas l'effaroucher de prime abord, il a pris la résolution de procéder avec lui par étapes. Il ne lui remettra, au cours de la première entrevue, que les deux notes relatives au contrôle des récoltes en Thessalie et au renforcement de nos postes dans l'isthme de Corinthe : la note exigeant l'abdication du Roi ne lui sera remise que le lendemain. En attendant, il lui expose les desseins et les désirs des Puissances protectrices. « Elles ne cherchent, lui dit-il, qu'à reconstituer l'unité de la Grèce, qu'à accroître sa prospérité et sa grandeur. Si la crise actuelle peut se dénouer pacifiquement, le blocus sera immédiatement levé ; la liberté, les biens de tous les Grecs, sans distinction de parti, seront sauvegardés. » L'entretien reste très cordial. M. Zaïmis ne fait aucune objection au contenu des notes : il semble même un peu étonné qu'on ne lui demande pas davantage. M. Jonnart l'informe qu'il attend cette nuit de nouvelles instructions. Rendez-vous est pris pour le lendemain matin à neuf heures et demie, à bord du *Bruix*.

Une grave question se pose maintenant : faut-il, en prévision des troubles ou des massacres qui pourraient se produire, évacuer d'Athènes les sujets des Puissances alliées ? L'affaire est discutée en présence du ministre d'Angleterre, de M. de Castillon, à qui M. Guillemin, notre ministre, sur des instructions de Paris, vient de remettre les services de la Légation. L'évacuation présente beaucoup d'inconvéniens. Tout de suite, le débat est tranché par l'attitude énergique de notre chargé d'affaires déclarant qu'il n'évacuera pas ses nationaux.

Dans Athènes où tout se sait, où tout se colporte aussitôt, l'arrivée soudaine de M. Jonnart n'a pas, comme bien on pense, passé inaperçue, On ne l'attendait pas aussi tôt; on pensait qu'il resterait beaucoup plus longtemps à Salonique. La présence de ces cuirassés, de ces croiseurs dans la rade de Salamine, l'apparition des transports militaires qui déjà se montrent au Pirée, à Phalère, les allées et venues du président du Conseil, tout cela est gros de signification et fait présager l'imminence des plus graves événemens.

Ce soir du 10 juin, à la nuit tombante, il y eut, à ce que m'ont raconté plusieurs témoins, une assez vive effervescence dans les rues et sur les places d'Athènes. Dans certaines églises, le tocsin sonne appelant les épistrates (réservistes) aux armes. Des

groupes se forment; quelques meneurs royalistes essayent de haranguer la foule; mais rien de sérieux ne se produit. Un communiqué officiel de M. Zaïmis contribue beaucoup à calmer les esprits. Le Haut Commissaire, debout toute la nuit, se fait rendre compte, heure par heure, de la situation, prêt à parer à toutes les éventualités.

Le lendemain, lundi 10 juin, est la grande journée, la journée historique. M. Jonnart, en ce qui concerne notre action militaire, a reçu dès le matin d'excellentes nouvelles. La progression de nos troupes se poursuit en Thessalie sans le moindre incident. Le colonel Boblet, chargé d'occuper l'isthme de Corinthe, a procédé sans coup férir à cette occupation. Nos soldats ont débarqué; ils se sont installés dans l'isthme sans rencontrer aucune résistance de la part des Grecs (IVe corps), qui avaient d'ailleurs reçu de leur gouvernement des ordres en conséquence.

Dans la nuit, de nouveaux télégrammes sont parvenus à M. Jonnart. Le débarquement de nos troupes au Pirée étant de nature à provoquer un vif mécontentement chez l'un de nos plus puissans alliés, on lui demande formellement d'y renoncer. Si les circonstances l'exigent impérieusement, le débarquement pourrait s'opérer à Éleusis. Le Haut Commissaire, avec l'amiral de Gueydon et le général Regnault, se livre à un examen minutieux de cette solution. Tous trois s'accordent pour lui reconnaître les plus graves inconvéniens : une baie peu profonde qui se prête mal au débarquement; insuffisance du matériel pour la mise à terre des troupes; région malsaine et sans eau; la distance d'Éleusis à la capitale étant de vingt kilomètres, les troupes seraient dans l'impossibilité d'agir immédiatement; elles auraient de plus à franchir le défilé de Daphné où l'état-major hellénique pourrait, avec quelques mitrailleuses, retarder singulièrement la marche de nos troupes... Ces raisons sont convaincantes. Le projet est donc écarté. Entre deux maux M. Jonnart choisit le moindre : il préfère maintenir provisoirement les troupes à bord : ainsi, on ne pourra pas l'accuser d'avoir exercé une pression militaire trop directe sur le roi Constantin.

A neuf heures et demie du matin, a lieu l'entrevue avec M. Zaïmis. Le Haut Commissaire remet au Président du Conseil hellénique la note suivante exigeant l'abdication et le départ du Roi :

« Monsieur le Président,

« Les Puissances protectrices de la Grèce ont décidé de reconstituer l'unité du royaume sans porter atteinte aux institutions monarchiques constitutionnelles qu'elles ont garanties à la Grèce.

« Sa Majesté le roi Constantin, ayant manifestement violé, de sa propre initiative, la Constitution dont la France, la Grande-Bretagne et la Russie sont les garantes, j'ai l'honneur de déclarer à Votre Excellence que le Roi a perdu la confiance des Puissances protectrices et que celles-ci se considèrent comme dégagées à son égard des obligations résultant de leurs droits de protection.

« J'ai, en conséquence, pour mission, en vue de rétablir la vérité constitutionnelle, de réclamer l'abdication de Sa Majesté le roi Constantin, qui désignera lui-même, d'accord avec les Puissances protectrices, un successeur parmi ses héritiers.

« Je suis dans l'obligation de vous demander une réponse dans un délai de vingt-quatre heures.

« Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

« Jonnart. »

Le document officiel était suivi d'un aide-mémoire précisant certains points importans : exclusion du Diadoque ; promesse au roi Constantin, après son abdication et son départ de la Grèce, d'un revenu personnel viager d'un demi-million de francs, garanti par les Puissances ; engagement formel de ne tolérer aucunes représailles.

L'émotion étreint M. Zaïmis. Dans les termes les plus chaleureux, les plus pressans, M. Jonnart fait appel à son patriotisme. Il lui montre la Grèce divisée, amputée déjà de quelques-unes de ses provinces, en état de complète anarchie, à la veille d'une guerre civile. « Les Puissances protectrices, lui dit-il, ne veulent pas renverser la dynastie ni supprimer la forme monarchique du gouvernement. Elles ne cherchent qu'à assurer l'unité de la Grèce, sa grandeur et son indépendance. » Le Haut Commissaire, exécuteur de la décision des grandes Puissances, fera ce qui dépend de lui pour que le changement de règne s'accomplisse dans les conditions les plus pacifiques. Mais la volonté des Puissances est absolument

formelle. Elle ne souffrira aucune échappatoire, aucun délai : tout essai de résistance sera impitoyablement brisé. D'ailleurs la résistance est inutile : une puissante escadre est là dont les canons sont braqués sur la capitale. Des troupes françaises, excellentes et nombreuses, se trouvent dans le port du Pirée et au Phalère, prêtes à débarquer au premier signal et à marcher sur Athènes.

« Dans cette guerre, ajoute M. Jonnart, où l'Allemagne a accumulé les férocités et les crimes, où elle a dévasté nos provinces, réduit les populations en esclavage, violé les lois divines et humaines, nous nous défendons; nous défendrons, sans jamais nous laisser abattre, les intérêts essentiels et l'existence de notre patrie. Mon département d'origine, le Pas-de-Calais, est en partie dévasté par les barbares. Arras, où je me trouvais il y a quelques jours, est en ruines. S'il faut que demain je fasse subir à Athènes le même sort, la mort dans l'âme, je le ferai, je vous l'affirme. Les troupes que j'ai amenées de Salonique doivent retourner au plus tôt sur le front macédonien. Je suis pressé. »

C'est sur ces déclarations très nettes que l'entretien prend fin. Un délai de vingt-quatre heures est accordé au Roi pour faire connaître sa réponse. Ce délai expire le lendemain, à midi.

M. Zaïmis rentre en toute hâte à Athènes, tandis que M. Jonnart regagne l'escadre à Salamine. Sur les cuirassés et les croiseurs, le branle-bas de combat est ordonné; toutes les vitres et les glaces sont enlevées. Nos marins procèdent allégrement à ces préparatifs.

Cependant M. Zaïmis s'est rendu auprès du Roi et lui a remis l'ultimatum. Le Conseil de la Couronne est immédiatement convoqué. Il se réunit à midi au palais. Tous les anciens présidens du Conseil y prennent part : MM. Rhallys, Dragoumis, Skouloudis, Gounaris, Lambros, Callogeropoulos, ainsi que MM. Dimitracopoulos et Stratos, chefs de partis. Le secret a été gardé sur cette dramatique séance; on peut cependant, d'après les journaux locaux, d'après quelques récits qui ont filtré, avoir une idée de ce qui s'y passa.

Un examen rapide de la situation militaire fait apparaître tout d'abord l'inanité de toute résistance. La capitale est sous les canons de l'escadre, sous la menace d'un débarquement; l'isthme de Corinthe est déjà occupé cependant que les

troupes françaises s'avancent en Thessalie. Donc impossibilité absolue de résister aux Alliés. Sur ce point, l'avis est unanime... Le Roi fait alors connaître son intention d'abdiquer. Certains voudraient qu'il se laissât faire violence, qu'il ne cédât que contraint et forcé... Cette opinion est rejetée. Constantin décide d'abdiquer immédiatement pour éviter un coup de force et les représailles qui pourraient en résulter.

Le soir même, M. Zaïmis fait savoir à M. Jonnart que l'ultimatum est accepté sans aucunes réserves. Le lendemain matin, il remet au Haut Commissaire la réponse officielle du gouvernement grec :

Athènes, le 11 juin 1917.

« Monsieur le Haut Commissaire,

« La France, la Grande-Bretagne et la Russie ayant réclamé par votre note d'aujourd'hui l'abdication de S. M. le roi Constantin et la désignation de son successeur, le soussigné, président du Conseil des ministres, ministre des Affaires étrangères, a l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que S. M. le Roi, soucieux comme toujours du seul intérêt de la Grèce, a décidé de quitter avec le Prince royal le pays et désigne pour son successeur le prince Alexandre.

« Veuillez agréer, Monsieur le Haut Commissaire, les assurances de ma haute considération.

« Zaïmis. »

LE DÉPART

Constantin avait cédé, — faute de pouvoir faire autrement. Le but principal était d'ores et déjà atteint. Mais il s'en fallait que tout fût terminé. Le Roi, s'il avait abdiqué, n'était pas parti. Une vive effervescence se produisait dans la capitale; des bandes de manifestans massés devant le Palais prétendaient s'opposer au départ du souverain.

Il fallait couper court à ces manifestations, assurer dans le plus bref délai l'embarquement du Roi, préparer le retour de M. Venizelos, rétablir entre le peuple hellénique et l'Entente des relations cordiales et confiantes de manière à parfaire sans incident, sans effusion de sang, ce qui avait été si bien commencé. C'est à quoi M. Jonnart allait activement s'employer.

Le 12 juin, à neuf heures du matin, M. Zaïmis, président du Conseil, remettait à M. Jonnart, Haut Commissaire des Puissances protectrices, la réponse officielle du gouvernement grec, acceptant dans le délai de vingt-quatre heures prévu toutes les demandes des Alliés. M. Jonnart profite aussitôt des dispositions conciliantes de M. Zaïmis pour régler avec lui la délicate question du débarquement de nos troupes au Pirée. L'abdication de Constantin est dès maintenant chose acquise ; on ne saurait prétendre qu'elle a été obtenue par une pression militaire trop directe : les objections formulées contre le débarquement se trouvent, par cela même, supprimées. Le Haut Commissaire informe M. Zaïmis de la nécessité absolue où nous sommes de mettre à terre nos soldats, retenus depuis deux jours déjà à bord des transports. Il exprime le désir que ce débarquement s'opère en complet accord avec le gouvernement grec. Afin de bien établir cet accord aux yeux de tous, il demande qu'un officier de l'état-major grec soit placé à la disposition du commandement français.

M. Jonnart remet une note en ce sens à M. Zaïmis ; la voici, telle qu'elle fut publiée le soir même dans les journaux locaux :

« Vous avez bien voulu, dit cette note, prendre en considération les raisons qui ne me permettent pas de retenir plus longtemps, sur les navires qui les ont amenées, les troupes que mon gouvernement a mises à ma disposition.

« Je suis en effet dans l'obligation de les faire débarquer.

« Un examen attentif de la question m'a conduit à écarter tout projet de débarquement, oit dans la baie d'Éleusis, soit à Salamine.

« C'est au Pirée que cette opération pourra être réalisée de la manière la plus pratique.

« J'ajoute que nos troupes y trouveront les conditions d'installation les plus favorables, jusqu'au jour prochain où elles pourront regagner le front macédonien pour y continuer vaillamment la lutte contre les ennemis héréditaires de la Grèce : les Bulgares et les Turcs.

« Aujourd'hui, après les communications que vous avez bien voulu me faire, nos soldats seront heureux de fraterniser avec les populations helléniques.

« Quand ils rallieront leur poste de combat, fiers d'avoir pacifiquement coopéré à l'unité de la Grèce, ils emporteront,

j'en suis sûr, de leur court séjour sur le sol glorieux de l'Attique, un souvenir attendri et reconnaissant. »

Le débarquement commence aussitôt : il s'opère dans les conditions les meilleures.

Vers midi, le lieutenant-colonel Antoniadis, de l'état-major hellénique, accompagné d'un officier du contrôle allié, s'était rendu au Pirée pour préparer les cantonnemens. Vers deux heures, une brigade française (40ᵉ et 58ᵉ régimens d'infanterie) débarque près du pavillon royal sur le quai de Miaoulis. La garde grecque, qui se trouvait au Pirée, rentre aussitôt à Athènes. L'orphelinat et le théâtre municipal sont occupés par nos troupes, ainsi que l'Hôtel de Ville, où s'installent les états-majors. Une compagnié prend son cantonnement à la place Thémistocle. Le débarquement des autres unités continue : le 4ᵉ régiment russe, un groupe d'artillerie français. Ces troupes s'établissent en arc de cercle autour de la ville. Quinze cents hommes environ s'avancent jusqu'aux prisons de Syngros et aux casernes de Rouf sur la route d'Athènes. Une seconde colonne, forte de huit cents hommes environ, prend le boulevard Syngros et s'arrête à l'église du Sauveur.

Nos soldats reçoivent partout le meilleur accueil. Partout la foule se presse pour les voir défiler. « Ces hommes à l'aspect énergique, au visage bronzé, ont tous une superbe allure, écrit un journal d'Athènes. Certains d'entre eux portent accrochés à leurs sacs des casques à pointe allemands, glorieusement conquis dans les batailles. Nul doute que le camp français du Pirée ne devienne rapidement la promenade favorite des Athéniens ! »

Cette épineuse question, qui préoccupait beaucoup M. Jonnart, se trouve donc réglée. Il s'agit maintenant d'assurer dans le plus bref délai le départ de Constantin.

C'est le 11, vers cinq heures après-midi, que la nouvelle de l'abdication du Roi commence à se répandre dans la capitale. Beaucoup de boutiques ferment aussitôt; des rassemblemens se forment; à tous les carrefours, la nouvelle est commentée, discutée; une foule nombreuse se rassemble devant le palais royal. Dans la soirée, pendant la nuit, plusieurs délégations sont reçues par Constantin au palais royal. Une réunion se tient au Cercle militaire et ne prend fin que vers deux heures du matin. Les esprits y sont très échauffés, affirment les journaux

locaux (le *Progrès d'Athènes*, 13 juin). Après une longue discussion entre civils et militaires, on décide que la population de la capitale sera convoquée au son des cloches, afin d'empêcher par tous les moyens le départ du Roi.

Le lendemain matin, la foule n'a fait qu'augmenter. Une proclamation du Roi annonçant son abdication et son départ est affichée dans les principales rues. On se presse pour la lire. La grande place de la Constitution, devant le palais royal, est grouillante de monde; les épistrates y dominent; on parle, on crie, on gesticule. Les esprits se montent, les manifestans s'excitent : les voitures qui emmèneront le Roi devant nécessairement passer par cette place, on décide de les arrêter.

Vers onze heures du matin, arrive le Métropolite, qui se rend au palais pour la prestation de serment du prince Alexandre. La foule se porte instinctivement vers lui et l'empêche de passer; même, on brise les vitres de sa voiture. Le Métropolite est obligé de rebrousser chemin, de faire un long détour et d'entrer au palais par une porte de service. M. Stratos, qui avait assisté la veille au Conseil de la Couronne, est aperçu par des manifestans : il est aussitôt entouré, injurié et quelque peu houspillé. On lui reproche violemment de s'être déclaré la veille pour le départ du Roi. Il essaie de prononcer un discours pour se défendre, mais on ne le laisse pas parler.

Sans prendre au tragique ces manifestations, il importe cependant d'en tenir compte, et surtout de ne pas les laisser grossir sous peine de fâcheux incidens. Le roi Constantin, la reine Sophie, n'avaient rien épargné pour se rendre populaires dans la capitale. Faveurs de toutes sortes, distributions en argent et en nature, au moment le plus critique du blocus, sans parler des dizaines de millions dépensés trente mois durant par la propagande allemande, avaient servi à constituer une nombreuse clientèle de royalistes dévoués. Il y a là, tout préparé, le noyau d'un soulèvement.

M. Jonnart s'est, dès la veille au soir, transporté de Keratsini au Pirée sur *Le Bruix* pour être tenu, heure par heure, au courant de tout. Il décide d'agir sans retard. Dès le matin, il envoie M. Robert David auprès de M. Zaïmis pour lui demander de presser le plus possible le départ du Roi et de faire dégager par la police les abords du palais. Vers deux heures et demie, deuxième visite de M. Robert David, qui a l'ordre de tenir un

langage énergique. Il insiste à nouveau pour que la foule soit écartée. Si la police ne dispose pas de moyens suffisans, le Haut Commissaire est prêt à envoyer du Pirée quelques compagnies de mitrailleuses.

M. Zaïmis assure qu'il fera tout le nécessaire et que le Roi dans quelques heures aura quitté le palais.

Le départ a lieu en effet vers cinq heures. M. Helleu, secrétaire à la légation de France, en apporte la nouvelle à M. Jonnart. La foule a été avisée des résolutions irréductibles du Haut Commissaire : elle se débande en partie. Pour dépister ceux qui restent, on a usé du stratagème classique. Quelques voitures vides, aux stores baissés, ont quitté le palais dans la direction du Zappeion. Les manifestans se portent immédiatement de ce côté. Pendant ce temps, les automobiles royales sortent du côté opposé et gagnent le boulevard de l'Université. Dans la première se trouvent le roi Constantin, la reine Sophie, le Diadoque et les princesses Hélène et Irène. Les aides de camp du Roi, MM. Paparigopoulos et Lévidis, suivent dans une autre. La petite princesse Catherine est avec sa gouvernante dans une automobile escortée par une voiture où se trouve un général du palais.

Par la route de Décélie, la famille royale se rend à Tatoï, résidence d'été du Roi, située à soixante kilomètres au Nord, non loin de l'endroit où s'élevait la citadelle lacédémonienne de Décélie qui joua un grand rôle dans les guerres helléniques. Le Roi possède là deux villas entourées de beaux jardins d'où l'on jouit d'une admirable vue sur la plaine d'Athènes et sur la mer. Le navire anglais, offert tout d'abord par sir Francis Eliott, n'est pas arrivé. M. Jonnart compte mettre deux contre-torpilleurs français à la disposition du Roi, qui pourra s'embarquer dans le port voisin d'Oropos, sur le canal de l'Eubée. Mais Constantin exprime le désir de partir sur un bateau grec. Il aurait dit, assure-t-on : « J'aime encore mieux souffrir des punaises que recourir à des bateaux français. » Qu'à cela ne tienne : la traversée s'accomplira sur l'ancien yacht royal *Sphactérie*, qui sera escorté par deux de nos contre-torpilleurs.

Constantin avait fait savoir par l'intermédiaire de M. Zaïmis qu'il ne lui serait pas possible de s'embarquer le jour suivant : M. Jonnart répond qu'en aucun cas le départ ne pourra être reculé au delà du 14 juin à midi. Le Roi ayant exprimé le désir

de se retirer en Suisse, les Puissances protectrices déclarent qu'elles n'y voient pas d'inconvénient.

Le capitaine de frégate Clergeau, notre attaché naval en Grèce, est chargé par le Haut Commissaire d'assister à l'embarquement du Roi et de l'escorter jusqu'à son arrivée dans un port italien. Il part pour Oropos avec les deux contre-torpilleurs d'escorte, le *Protée* et le *Faulx*. Le lieutenant de Cazotte, de notre mission navale, l'accompagne. Aussitôt arrivé, il se met en rapport avec M. Theotokis, maréchal de la Cour, chambellan de la Reine, et les colonels Sotiris et Manos, de la maison du Roi. La famille royale s'embarquera le lendemain 14 juin à onze heures du matin.

Deux heures avant, le commandant Clergeau règle avec l'amiral Damianos, commandant le yacht royal, tous les détails de la traversée. Il avait été décidé d'abord que le Roi ferait escale à Corfou et y attendrait d'être fixé sur sa destination. Mais cet arrêt est supprimé. Le roi se rendra directement dans un port italien, et de là il gagnera la Suisse. Le port choisi est Villa di San Giovanni, en face de Messine. Sur la demande de M. Zaïmis, le gouvernement allemand, par l'intermédiaire de l'ambassade d'Espagne à Paris, sera informé de la date du départ ainsi que de l'itinéraire, afin d'éviter les attaques des sous-marins.

A l'heure fixée, la famille royale arrive à Oropos. Une centaine de personnes de la haute société d'Athènes sont venues prendre congé du souverain. Constantin, la reine Sophie, le Diadoque, le prince Paul et les trois princesses Hélène, Irène et Catherine prennent place sur la chaloupe à vapeur qui les conduit à bord du *Sphactérie*. Le roi Alexandre, le prince Christophore accompagnent leur père jusqu'à bord. Le *Spetse*, un petit bateau grec, transporte les personnes de la suite et les bagages.

A midi vingt, les deux navires escortés des torpilleurs lèvent l'ancre. Ils traversent pendant la nuit le canal de Corinthe. Au petit jour, se lève une brise assez forte qui fait rouler le yacht royal. A midi, l'amiral grec informe par signaux le commandant Clergeau qu'il va relâcher dans l'île Oxia. Un aide de camp vient aussitôt informer le commandant que le Roi, pour éviter le roulis, désire remonter la côte, passer entre Corfou et la terre et gagner ensuite le cap Santa Maria di Luca, et le

détroit de Messine. Mais l'amiral aurait besoin pour cela de cinquante tonnes de charbon et de trente tonnes d'eau. Le Roi voudrait aussi que Berlin fût avisé par télégramme du changement d'itinéraire.

Le commandant Clergeau fait immédiatement observer à l'aide de camp que l'amiral français commandant en chef notre escadre, à supposer qu'il dispose sur le moment d'un charbonnier, ne pourrait pas l'envoyer avant vingt-quatre heures. Si la brise, au lieu d'être locale, souffle dans toute la Méditerranée, on aura la mer par le travers pour aller de Santa Maria di Luca à Spartivento. Par conséquent, pour éviter le léger roulis qui incommode les princesses, on risque une mauvaise traversée pendant ce dernier trajet. Il est en outre impossible de franchir la passe Nord de Corfou interdite à la navigation à cause des mines mouillées par les Allemands. Enfin, et ceci est l'argument décisif, les torpilleurs français, pas plus d'ailleurs que les bateaux grecs, ne seraient en sécurité, la nuit suivante, à Oxia. Si un sous-marin ennemi s'approchait, il pourrait fort bien, faute de les avoir reconnus, torpiller les navires royaux.

De tels argumens étaient sans réplique. Quelques instans après, l'aide de camp revient et déclare que le Roi se rend à ces raisons, que le départ aura lieu vers huit heures du soir et qu'on fera route directement vers le détroit de Messine.

Le commandant Clergeau ayant demandé le nom des personnes composant la suite royale, la liste officielle lui en est remise.

Font partie de la suite du Roi : le colonel C. Levidis; capitaine de vaisseau E. Papparigopoulos ; lieutenant-colonel Manos ; médecin-major Anastasopoulos; M. Streit.

Suite de la Reine : maréchal de la Cour J. Theotokis; M[lle] A Contostavlos.

Suite du Prince royal : lieutenant d'infanterie D. Levidis.

Le 17 juin, à neuf heures trente, le convoi royal mouille à Villa di San Giovanni. De là, le Roi et sa famille gagnent la Suisse par un train spécial.

A peine Constantin a-t-il quitté le sol hellénique, que M. Jonnart adresse la proclamation suivante au peuple pour annoncer la levée immédiate du blocus, le rétablissement des relations cordiales entre les Puissances protectrices et la Grèce, la restauration prochaine de l'unité nationale :

Au Peuple hellène.

« La France, la Grande-Bretagne et la Russie ont voulu l'indépendance, la grandeur et la prospérité de la Grèce.

« Elles entendent défendre le noble pays qu'elles ont libéré contre les efforts réunis des Turcs, des Bulgares et des Allemands.

« Elles sont ici pour déjouer les manœuvres des ennemis héréditaires du royaume.

« Elles veulent mettre fin aux violations répétées de la Constitution et des Traités, aux déplorables intrigues qui ont abouti au massacre des soldats des pays amis.

« Berlin commandait hier à Athènes et conduisait graduellement le peuple sous le joug Bulgare-Allemand.

« Nous avons résolu de rétablir la vérité constitutionnelle et l'unité de la Grèce.

« Les Puissances garantes ont en conséquence demandé au roi Constantin d'abdiquer.

« Elles ne prétendent pas toucher à la Royauté constitutionnelle. Elles n'ont d'autre ambition que d'assurer le fonctionnement régulier de la Constitution à laquelle le roi Georges, de glorieuse mémoire, avait toujours été scrupuleusement fidèle et que le roi Constantin a cessé de respecter.

HELLÈNES !

« L'heure de la réconciliation est venue. Vos destinées sont étroitement associées à celles des Puissances garantes. Votre idéal est le même, vos espérances sont les mêmes.

« Nous faisons appel à votre sagesse et à votre patriotisme.

« Aujourd'hui le blocus est levé. Toute représaille contre les Grecs, à quelque parti qu'ils appartiennent, sera impitoyablement réprimée.

« Aucune atteinte à l'ordre public ne sera tolérée.

« Les biens et la liberté de chacun seront sauvegardés.

« C'est une ère nouvelle de paix et de travail qui va s'ouvrir devant vous.

« Sachez que, respectueuses de la Souveraineté nationale, les Puissances protectrices n'ont nullement l'intention d'imposer au peuple grec la mobilisation générale.

« Vive la Grèce unie, grande et libre !

« Au nom de la France, de la Grande-Bretagne et de la Russie,

« *Le Haut Commissaire des Puissances protectrices,*

« JONNART. »

Dès la veille, M. Jonnart s'est préoccupé de faire rechercher à Athènes et au Pirée, tous les stocks de blé et de farine disponibles : ils seront achetés par nos soins et distribués aux plus nécessiteux. Ordre est envoyé par radiotélégramme aux navires chargés de vivres, de rallier au plus vite les ports grecs. Une note à ce sujet, communiquée à la presse, produit la meilleure impression.

Constantin est parti, l'ordre n'a pas cessé de régner dans la capitale, nos troupes n'ont pas eu intervenir. Voilà donc la première partie de la difficile mission brillamment remplie. Tout a marché on ne peut mieux; le plan avait été judicieusement conçu; l'exécution a été parfaite.

L'action simultanée de nos forces sur ces trois points vitaux, — Thessalie, isthme de Corinthe, Athènes, — supprimait toute possibilité de résistance. L'extrême rapidité avec laquelle a agi M. Jonnart a été un des élémens essentiels du succès. Par suite des indiscrétions commises, son intervention était attendue, mais beaucoup plus tard. L'entourage du Roi, le Roi lui-même n'imaginaient pas qu'il pût aller si vite en besogne. Comment supposer qu'il ne resterait que deux jours à Salonique, qu'un temps si court lui suffirait pour mettre sur pied un plan d'action très compliqué, comportant une coopération minutieusement réglée de la marine et de l'armée de terre? L'Entente jusqu'ici n'avait pas accoutumé Constantin à des décisions aussi promptes : elle ne comptait point par jours, mais par semaines ou par mois !

Constantin comptait en outre sur les retards, les hésitations, qui, une fois de plus, rendraient inopérante la décision des Alliés. Des fluctuations faillirent en effet se produire. L'histoire impartiale fera plus tard la pleine lumière sur les graves difficultés dont le Haut Commissaire dut triompher à force d'énergie et d'esprit de décision. La veille même de l'exécution, des voix murmuraient, susurraient à ses oreilles des conseils de compromis : il ne les écouta point. Décidé à remplir sa mission

coûte que coûte, il coupa court à toutes les hésitations, et mit tout le monde en présence du fait accompli.

Les broyeurs de noir avaient annoncé que le peuple d'Athènes se soulèverait comme un seul homme si l'on essayait de toucher au Roi. Or le peuple ne bougea pas. Même les partisans les plus dévoués du Roi, cette clientèle personnelle que Constantin et la reine Sophie s'étaient constituée par leurs largesses, ces épistrates embrigadés pour soutenir la politique personnelle du souverain, tout ce monde se résigna immédiatement à l'inévitable. Ils sentirent tous, — et le mot d'ordre venait d'en haut, — qu'on était, cette fois, en présence d'une force supérieure qui briserait impitoyablement toute résistance.

Pour l'ensemble du pays d'ailleurs, la solution intervenue, quelque radicale qu'elle pût paraître, marquait la fin d'un véritable cauchemar. La situation si troublée, si confuse, redevenait claire. Depuis des mois et des mois, la Grèce étouffait sous l'inimitié des Alliés qui bloquaient ses ports, arrêtaient ses bateaux, rationnaient ses vivres. Elle se demandait chaque jour quelle nouvelle exigence apporterait le lendemain. C'est que la Grèce, maritime et commerçante avant tout, ne saurait vivre dans un état d'hostilité prolongée avec les grandes Puissances maîtresses de la mer. Dans ce pays si intelligent où les esprits déliés et subtils saisissent si rapidement les choses, la plupart se rendaient bien compte que cette situation ne pouvait pas indéfiniment se prolonger. Il fallait en sortir d'une manière ou d'une autre. L'ultimatum de M. Jonnart dénouait cette crise. La vie redevenait normale. On pourrait maintenant se remettre à travailler. Ce sentiment fut pour beaucoup dans l'apaisement et la détente qui se produisirent aussitôt.

Cependant M. Jonnart recevait des télégrammes de Paris lui apportant les chaleureuses félicitations du gouvernement français. M. Ribot, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, faisait à ce sujet une déclaration à la Chambre qui votait l'affichage de son discours.

Raymond Recouly.

(A suivre.)

LA FLAMME
QUI NE DOIT PAS S'ÉTEINDRE

III (1)

COMMENT LA RANIMER?

I

Notre race est donc un champ de bataille où la mort et la vie se combattent. La mort a pris l'offensive et, dans la majorité des familles, marque sa victoire par la stérilité. La vie garde des places où elle est intacte et d'où elle peut regagner l'avance perdue. L'heure présente est la halte qui, dans l'équilibre des décès et des naissances, prépare la France à reprendre sa marche vers les anciennes victoires ou vers la défaite définitive. La France le sait. Son inquiétude est un premier progrès sur l'inertie comateuse qui dormait au péril. Mais croire que le craindre suffise à le guérir serait avoir seulement changé d'erreur, et préférer la fatigue de l'insomnie à l'immobilité de l'inconscience.

Cette anxiété a-t-elle été inspiratrice de remèdes nouveaux et efficaces? Elle n'a que reconnu les sièges du mal. Elle a constaté que si la stérilité la moins excusable et la plus démoralisante par l'exemple est celle de la bourgeoisie, la plus funeste à l'existence nationale est celle du peuple, que le peuple des

(1) Voyez la *Revue* des 15 novembre et 1er décembre.

paysans résiste à la dépopulation, que le peuple des ouvriers la précipite. Elle a vu que le paysan, sans se concerter avec personne, fait obstacle par son sens traditionnel et son obstination silencieuse aux mesures pulvérisatrices du foyer, du domaine, garde la vie à la terre et aux travailleurs de la terre. Elle a vu que l'ouvrier a abdiqué entre les mains de chefs qui font la loi au prolétariat et qui, la recevant eux-mêmes des influences étrangères, cherchent à détruire à la fois, par le collectivisme dans les biens et par la stérilité dans les familles, notre passé et notre avenir. Les nihilismes désespérans de l'ouvrier ont instruit les plus cultivés et les plus sages de la bourgeoisie à réfléchir que pour être si insensé il devait être très malheureux, à se demander dans quelle mesure elle était responsable, à comprendre qu'elle serait la plus atteinte par les dépossessions socialistes, à conclure qu'elle les devait devancer par ses initiatives, rendre à l'ouvrier l'existence assez tolérable pour qu'il l'accepte et la transmette. La sagesse du paysan a fini par étendre jusqu'à l'État, devenu par l'intransigeance des préjugés égalitaires l'aveugle ennemi de la race, quelque lueur des réparations opportunes. L'initiative privée voudrait combattre par des réformes la stérilisante idolâtrie des ouvriers pour la loi, et la loi voudrait, au profit du paysan, se modifier elle-même : qu'ont-elles produit?

Le sort des ouvriers si longtemps abandonnés à ses pires chances comme à des fatalités qui n'accusaient personne, commence à rencontrer une bienveillance consciente qu'elle ne se débarrassera pas de sa tâche envers eux par des aumônes. On répugne à mêler une apparence de mendicité à ce qui doit être un labeur de justice, un relèvement de condition. C'est surtout à l'hygiène qu'on emploie pour l'ouvrier l'argent, sans le lui donner. On a compris combien, pour la foule entassée dans les villes et contrainte aux travaux épuisans de l'industrie, l'insuffisance malsaine des demeures est funeste. Des patrons, des sociétés bienfaisantes, çà et là des municipalités, élèvent des habitations saines, et fortifier la santé des ouvriers c'est préparer la venue des enfans. On ne s'était pas avisé d'abord d'y réserver aux familles nombreuses la préférence, mais cette préférence de plus en plus leur appartient. Depuis 1913, la ville de Paris offre des logemens aux familles d'ouvriers qui ont au moins quatre enfans. A Paris et à Lyon, des sociétés particulières

paient le surplus du loyer aux familles qui abandonnent leur ancien logis pour un plus vaste. De l'intuition ingénieuse que l'ouvrier est un déraciné et qu'il faut le rapprocher de la terre, sont nés les jardins ouvriers. Ils semblèrent d'abord un agrandissement du pot minuscule où Mimi Pinson soigne sur sa fenêtre sans soleil une fleur. L'ardeur avec laquelle ils furent disputés et mis en état, pour le plus grand profit et la plus grande moralité des cultivateurs urbains, donna raison à la tentative de mettre en présence de la mère-nourrice ces émigrés des champs. Les séjours de repos à la campagne ou à la mer pour les enfans ou les adolescens des villes étaient connus : les dames de Villepinte, les admirables ennemies de la tuberculose, avaient les premières constaté l'influence de l'air et du soleil sur les ouvrières que les jours d'atelier et les nuits de mansardes ont anémiées, et c'est sur l'exemple de ces initiatrices que ce joli remède a fait une fortune rapide. Dans tous les pays de France, sous les noms les plus divers, par les générosités les plus multiples, l'hospitalité offerte à la jeunesse ouvrière des villes réduit le nombre des « candidats à la tuberculose, » et s'annonce comme le début d'une bonne habitude. Elle-même, il faut l'espérer, est le commencement d'une cure meilleure. Enlever quelques semaines l'organisme affaibli au milieu qui le débilite est suspendre le développement du mal, mais non en détruire la cause, et un mois d'air rural forme un insuffisant antidote à onze mois d'empoisonnement urbain. Ce qu'il faudrait aux ouvriers, c'est la continuité de l'existence saine hors des villes, l'émigration de l'industrie vers les campagnes. L'art d'utiliser la réserve inépuisable que les hautes montagnes amassent avec les glaciers et de transporter au loin cette force rendra bientôt l'homme plus maître de fixer où il voudra ses places de travail. Si le volume et le poids de certains produits exigent un gigantesque outillage, et si l'économie de fabrication conseille parfois le groupement des travailleurs par masses compactes en immenses usines, beaucoup d'industries plus simples emploient peu de mains, peu de puissance motrice, et la facile division de l'énergie électrique permet de reconstituer, au lieu des usines où père, mère, enfans entrent, demeurent et sortent séparés, l'atelier familial où le père, la mère et les enfans vivront unis, même dans le labeur.

Ce n'est pas assez que le droit de l'ouvrier à la vie soit

défendu contre les contagions malsaines des ateliers et des villes; il faut que l'insuffisance du gain, multipliée par le nombre des enfans, ne devienne pas le plus insurmontable obstacle à la fécondité des foyers. Prévoir cela avait été la plus sociale sollicitude d'Harmel. Les difficultés très multiples de toute association entre le capital et le travail ont laissé sa tentative au rang de ces exemples qu'on admire, mais qu'on n'imite pas; du moins a-t-on étudié une réforme plus simple, l'augmentation de salaire proportionnelle au nombre des enfans. De novateurs déjà nombreux je citerai un seul, qui a apporté à plusieurs problèmes les solutions d'un cœur généreux et d'un esprit réalisateur. M. Michelin, par qui le travail du caoutchouc et la fabrication des pneumatiques sont devenus en France une industrie nationale, n'a pas établi ses usines dans une ville, mais aux environs de Clermont, à Royat; il a assuré à une partie des ouvriers une demeure saine, vaste, gaie et qui, par un jardin, leur fait reprendre familiarité avec la terre; enfin il a accru leurs salaires à proportion que leur famille s'accroît (1).

(1) « L'arrivée de la guerre fit suspendre nos études, mais en voyant sa prolongation, nous nous décidâmes au contraire à réaliser nos projets, pensant que ce serait un excellent réconfort pour les pères de famille qui sont au front de savoir qu'à leur retour ils trouveraient aide et secours.

Comment et sur quelles bases nous avons établi l'échelle de ces supplémens?

Nous donnons, pour un troisième enfant, 540 francs par an. Dans notre pensée, ces 540 francs sont suffisans pour compenser les dépenses supplémentaires qu'amène ce troisième enfant. Chaque enfant ensuite donne droit à un nouveau supplément.

Plus le nombre d'enfans augmente, moins le chiffre par enfant est élevé. C'est que nous considérons, — c'est un fait d'expérience, — que les dépenses du ménage n'augmentent pas proportionnellement au nombre des enfans.

Du reste, si nous avions continué au taux de 540 francs par enfant, nous serions arrivés à des taux tels qu'ils seraient devenus absurdes; il vous est facile de vous en rendre compte.

Nous n'avons pas hésité à mettre une somme importante pour le troisième enfant, car il n'est pas douteux que si les ménages à un enfant sont assez nombreux, si ceux à deux enfans ne sont pas très rares non plus, ceux à trois enfans sont déjà des exceptions. C'est contre cette limitation à deux enfans que nous avons voulu lutter, et nous avons lutté par une pension importante attribuée au troisième enfant.

Nous donnons quelques allocations dès le deuxième enfant. Ce n'est pas là une partie essentielle de notre fondation, mais nous croyons cependant que c'est une bonne chose que l'arrivée de ce deuxième enfant soit accompagnée de quelques avantages pécuniaires, car notre but a été de provoquer la naissance du troisième enfant et des suivans.

Ces premières décisions prises, nous nous sommes aperçus qu'un père de

Cette munificence intelligente, à mesure que s'étendra son efficacité d'exemple, apportera aux ouvriers un secours sensible. Toutefois, elle-même n'est pas la reconnaissance que tout collaborateur a droit à une fraction de la richesse produite; elle n'est pas le contrat social, pour le partage du gain, entre ceux qui dirigent et ceux qui exécutent, entre ceux qui fournissent leur argent et ceux qui fournissent leurs bras. Or, ce contrat est la seule nouveauté qui apporte une chance de paix durable. Les ouvriers tiennent à lui comme à la sauvegarde de leur intérêt, plus encore peut-être comme à la garantie de leur dignité, comme à la charte de leur affranchissement, comme à la consécration de l'égalité entre eux et le patronat. Les plus modérés

famille qui, confiant dans nos rentes, aurait créé une famille, la laisserait dans une situation bien lamentable s'il mourait jeune.

Il y avait là pour lui, ou plutôt pour sa famille, un risque considérable.

Nous avons pensé que ce risque, considérable pour l'ouvrier, l'était beaucoup moins pour la maison, étant donné qu'en somme on meurt peu jeune. Nous l'avons donc pris à notre charge par la création de pensions.

Combien nous coûte l'ensemble de cette création?

Actuellement : 10 000 francs par mois en moyenne. Nous évaluons, — lorsque les mobilisés seront rentrés à l'usine, — que cette dépense sera de 16 à 20 000 francs par mois.

Vous nous demandez si nous avons créé ainsi une œuvre temporaire ou non. Nous pensons bien que cette œuvre durera autant que notre Société.

Et enfin vous demandez comment les ouvriers ont accueilli la réforme. Nous pouvons dire que l'annonce de cette institution a produit le meilleur effet auprès de notre personnel. Ceux même qui n'ont pas d'enfans reconnaissent qu'il est très légitime que l'on vienne en aide à leurs camarades dont les charges de famille sont importantes, et, dès maintenant, nous espérons que le but que nous recherchions sera atteint.

Pour permettre à nos ouvriers de se procurer des appartemens donnant tout le confort et l'hygiène possibles, nous avons fondé une société d'habitation qui a construit, à cette heure plus de 420 logemens, dont 300 dans des maisons séparées, chacun de nos appartemens ayant un jardin.

Cette société vient d'acquérir de grands terrains, et, dès que les circonstances le permettront, elle continuera la construction de logemens qu'elle a l'intention de tripler.

Le prix de nos logemens, quatre pièces avec jardin, est en moyenne de 260 francs; mais nous faisons bénéficier nos ouvriers d'une réduction en raison du nombre de leurs enfans.

Ainsi : Une famille de 3 enfans ne paie plus que 200 francs; une famille de 4 enfans ne paie plus que 180 francs; une famille de 5 enfans ne paie plus que 160 francs; une famille de 6 enfans ne paie plus que 140 francs; et ainsi de suite, en diminuant 20 francs par enfant.

Laissez-moi vous indiquer ici l'argument de fait très simple et, à mon avis, très convaincant qui nous a décidés à entreprendre cette question. Un ouvrier gagne 5 francs par jour; s'il est marié et sans enfant, il a à dépenser 2 fr. 50 par tête; mais s'il a 6 enfans, — je prends ce cas, parce que moi-même j'en ai 6, — il aura à dépenser par tête 5 : 8 = 0 fr. 62. Il ne lui sera pas possible de vivre, lui et les siens. » (Lettres de M. Michelin, 9 juillet 1916 et 10 mars 1917.)

des prolétaires se refusent à admettre qu'un accord si libérateur soit irréalisable et l'attendent pour se réconcilier avec la société et avec la famille.

Les paysans ont-ils obtenu davantage de l'État? Lui aussi, dans ces dernières années, parfois inquiet du vide qu'il voyait se creuser dans le bloc le plus massif de notre race, a esquissé le geste d'encourager par quelques mesures de détail la fécondité. En imposant chaque propriété d'après ce qu'elle rapporte et sans déduction des dépenses qu'elle paie, notre fisc donne au célibataire un privilège aux dépens de la famille. On a entrevu la justice de soustraire à l'impôt le revenu employé par les contribuables à leur entretien : et cela, parce que cet entretien coûte au père de famille des dépenses épargnées au célibataire, parce que le père de famille en élevant des travailleurs et des soldats paie un service public dont le célibataire se dispense, parce que déjà sur le père les impôts indirects pèsent d'un poids multiplié par le nombre des enfans. Ce dégrèvement qui est le droit commun hors de France a été introduit, dans nos lois, mais comme une exception et combien restreinte (1)! Même dans des lois récentes et déjà confiscatrices de la propriété individuelle par l'impôt, on a essayé de rendre plus inébranlable la possession du domaine familial, plus facile l'acquisition de demeures à bon marché (2). On a ouvert à la famille une propriété qui ne puisse être ni saisie, ni hypothéquée, ni vendue, mais la valeur de cet asile inviolable est bornée, demeure et terre, à 8 000 francs (3). La disposition fondamentale de notre régime successoral, le partage forcé et immédiat de chaque bien entre tous les héritiers, soit par lotissement, soit par vente, a reçu elle-même un démenti. Une loi autorise le conjoint ou les enfans du défunt à convenir qu'un seul reprendra le domaine, quitte à assurer aux autres ayans droit leur part en argent; la désignation du fils qui demeurera l'unique détenteur du domaine peut être faite par

(1) La loi de finances du 17 juillet 1889 dispensait de la cote personnelle mobilière les parens de 7 enfans vivans. Mais la loi du 8 août 1890 restreignait aussitôt cette faveur aux parens dont la contribution ne dépasse pas 10 francs et dont les 7 enfans sont mineurs. La loi de finances du 16 juillet 1904 autorise les villes de 5 000 habitans à dégrever les pères de famille de plus d'un enfant, mais les complications de la procédure rendent à peu près vain le don.

(2) Lois des 30 novembre 1894, 12 avril 1906 et 10 avril 1908.

(3) Loi du 12 juillet 1909.

le testament du père, et si l'indivision semble préférable à l'un des cohéritiers, il la peut imposer par sa volonté seule à tous les autres, mais pour cinq années seulement, et ces dérogations encore sont restreintes aux minimes propriétés qui ne dépassent pas un hectare d'étendue et 8 000 francs de valeur (1). En somme, ces repentirs qui, s'ils eussent été larges et définitifs, auraient amélioré la condition de nos paysans, ont été des infidélités minuscules, donc inefficaces, aux erreurs maintenues comme principes, et dans ces tentatives fragmentaires et contradictoires, rien n'est complet sinon l'anarchie de doctrine où s'agitent ceux dont la volonté est notre loi.

Enfin la guerre, qui ne permettait plus à personne de méconnaître l'importance du nombre, a fait ce miracle d'obtenir au plus méconnu, au plus bafoué des services publics, à la paternité, quelques égards et un peu de respect. En 1915, étaient rappelés dans leurs foyers les pères de six enfans. Il fallait la défaveur où était tombée la famille pour qu'on tardât tant à lui rendre son chef. Mais il était rétabli dans sa magistrature domestique, dans sa dignité nationale : de l'aveu de l'État, le père avait une mission égale, supérieure même à celle du combattant. Il était parti accompagné par l'ironique sourire qu'on donne aux dupes, il revenait reçu par les foyers moins féconds avec envie et par l'opinion avec déférence. Ménager la fécondité présente n'était pas assez, il fallait veiller sur la fécondité future. Le gouvernement s'est avisé soudain qu'il la faut défendre dès le sein de la mère et contre la mère elle-même ; il a eu des paroles menaçantes contre les avortemens qui enlèvent chaque année à la France le tiers des enfans conçus, il a songé à gourmander par des circulaires la mollesse des magistrats, il a projeté de retirer ces affaires au jury devenu par trop d'acquittemens un complice plus qu'un juge. Il semblait qu'il voulût mettre un terme aux manœuvres plus destructrices encore des naissances que les avortemens, à la propagande contre la conception, à l'enseignement pratique de la stérilité. Là seraient de vrais remèdes. Si les 300 000 êtres annuellement tués dans le sein de la mère en sortaient saufs, et si les êtres plus nombreux que tant d'époux se refusent à créer étaient admis à vivre, 1 000 000 de nouveau-nés au moins

(1) Loi du 12 avril 1906.

s'ajouteraient aux 700 000 qui chaque année viennent au monde. Et, la mort continuât-elle à nous prendre chaque année 700 000 Français, il nous resterait assez de surcroît pour égaler les peuples prolifiques.

Mais la rigueur des châtimens mît-elle fin aux pratiques abortives, comment obtenir des époux la écondité de leur union? Par quelle persuasion un gouvernement fondé sur la volonté des individus substituerait-il à leur volonté la sienne? Fait pour laisser chacun juge et maître de sa propre vie, par quelle autorité obligerait-il les adversaires de la famille à multiplier leur famille? Établi par eux comme l'intendant de leur bonheur personnel, par quel illogisme obtiendrait-il d'eux le sacrifice de leur bonheur à celui de la patrie? Sa doctrine ruine son autorité. Toutes ses disciplines sont minées par son idolâtrie du libre arbitre. Et c'est pourquoi cette campagne moralisatrice, évanouie en projets, n'a été elle-même qu'un avortement de plus.

Puisque la résurrection de la race devait être obtenue à tout prix, ce prix ne pouvait être que l'avantage présent de l'individu. L'État n'avait à faire appel qu'aux sentimens formés par lui; il lui fallait, pour accroître, les familles, rendre l'accroissement profitable à leurs chefs, offrir des choses qu'il eût sous la main contre celles qu'il désirait, pour obtenir, acheter. Dès qu'il s'agissait d'un marché, il devait s'agir d'argent. L'argent est le commun dénominateur des cupidités terrestres. Il n'est guère de jouissances qu'il n'acquière; le posséder est avoir le droit de choisir entre elles, de se les offrir à sa faim, et d'en changer à son gré. Sous un régime où l'argent est devenu le maître d'à peu près tout, a abaissé l'intelligence qui atterrit au ras des désirs dominés autrefois par elle, et assure non seulement la richesse, mais l'autorité, mais les honneurs, l'idée devait venir, puisque la famille était nécessaire, de la payer argent comptant. Dès le début de la guerre, l'enfant avait valu une allocation à la mère dont le mari devenait soldat. On songea à étendre la méthode de rémunérer la famille, soit par un fonds permanent et confié à l'État, soit par des bourses, soit par des pensions, soit par des primes payées ou à la naissance de chaque enfant, ou quand il aurait franchi ses mois les plus dangereux, ou quand il aurait atteint sa dix-huitième année, ou quand ils seraient déjà quatre au foyer. Les projets de loi ont afflué,

concours de bonnes intentions. Mais le loisir a manqué pour transformer en votes les désirs qui se déclaraient urgens. Ils n'ont qu'une valeur d'indices, comme ces faibles gestes qui précèdent le réveil. Le réveil est encore à venir. Et si quatre ans de guerre n'ont pas obtenu une mesure efficace en faveur de la famille, qu'espérer de la paix?

Un peu de philosophie eût révélé à ces législateurs pourquoi leur méthode était vaine. Plus ils comptent sur l'intérêt, moins ils sont excusables de n'avoir pas prévu l'inefficacité de leurs offres. Les époux formés à l'école positive, et par elle instruits à restreindre le foyer comme on se retire d'une mauvaise affaire, doivent examiner tout marché relatif à ce foyer avec l'esprit qu'on leur a fait. Ils calculeront ce qu'ajoute à leur avoir la création d'enfans. Parmi les projets présentés pour soutenir d'une aide pécuniaire la famille, un seul est devenu loi, la loi du 14 juillet 1913. Elle assure au père pour les enfans qui suivent le troisième, de 60 à 90 francs par enfant de moins de treize ans. C'est pour le père de cinq enfans de 120 à 180 francs par an, et, s'il est veuf, de 180 à 280; pour la mère, si elle est veuve, de 270 à 360 francs. Or des subsides qui commencent seulement à la venue du quatrième enfant et qui disparaissent dès sa treizième année, au moment où la dépense de son entretien augmente, ne détermineront pas les époux avares de leur argent ou de leur peine à accroître leur famille. Le secours de l'État, selon le projet le plus large qui ait été présenté au Parlement (1), serait de 2 000 francs au père de quatre enfans lorsque le plus jeune de ceux-ci atteindrait sa quinzième année. Suivons dans l'esprit calculateur des époux les impressions produites par cette offre. Près de la moitié des nouveau-nés meurent dès leurs premières années : il faudrait que les époux missent au monde plus de quatre enfans pour acquérir des chances à la prime; les dépenses faites pour les disparus ne donneraient droit à aucune indemnité et diminueraient d'autant le bénéfice de l'opération. 2 000 francs partagés en quatre font 500 francs par enfant : 500 francs paieront-ils quinze ans et plus de dépenses? Quand il s'agit de la famille, ce n'est pas seulement la dépense qu'il faut porter en compte, c'est l'esclavage continu, c'est la certitude de sollicitudes successives

(1) Le projet de M. Bénazet, député.

et, pour rançon de joies intimes, la chance de grandes douleurs. S'imagine-t-on acquitter tous ces sacrifices par des bonnes-mains dérisoires? Ne faisons fi de rien : les moindres avantages peuvent déterminer, dans les plus âpres calculateurs, des cupidités créatrices. Mais ne mettons pas notre confiance en de tels dédommagemens. Pourquoi, dira-t-on, le Parlement n'élèverait-il pas les subsides jusqu'à les rendre efficaces? L'argent lui coûte si peu! Au contraire, certain argent lui coûte fort cher. Il faut pénétrer au fond des choses: la générosité envers la famille est incompatible avec certaines doctrines de gouvernement.

II

Un des hommes les plus éminens qu'il m'ait été donné de connaître, l'amiral de Gueydon, me répétait autrefois : « Le célibat mâle est le maître de la France. Il y règne seul sous le faux nom de suffrage universel. Là est notre pire malheur. »

La France a dans sa population d'adultes, à peu près six millions de célibataires qui ne forment pas la majorité. Mais il faut leur adjoindre deux millions d'époux qui n'ont pas d'enfans. Ne sont-ils pas des demi-célibataires les trois millions d'époux qui s'en tiennent à un enfant? On atteint ainsi à onze millions. Les époux qui ont plus d'enfans, — et parmi lesquels plus de deux millions et demi en ont seulement deux, — sont six millions et demi. Donc, en France, l'autorité n'appartient pas à ceux qui perpétuent la race.

Le principe essentiel de la société contemporaine, la religion du bonheur personnel, eût été trahi si les maîtres de l'État n'avaient mis en exploitation, à leur profit, les ressources de l'État : secours, places, faveurs, tous ces avantages matériels se sont trouvés acquis et comme monopolisés par le célibat. La restauration de la famille française, si elle doit se faire à prix d'argent, apporte aux célibataires un double préjudice : il leur faudra constituer des privilèges pécuniaires dont ils seront exclus et qu'ils auront à payer. Ils représentent des intérêts non seulement étrangers, mais contraires à ceux de la famille. Voilà pourquoi la détresse où elle sombre n'a obtenu du pouvoir le plus converti à la toute-puissance de l'argent que l'intention de subsides misérables, et quand ils seraient votés, les époux gagneront trop peu pour conclure le marché. Hors du Parle-

ment, quelques calculateurs ont parlé d'autres chiffres. M. Leroy-Beaulieu a demandé pour le début 175 millions par an, et M. Charles Richet un premier fonds d'un milliard. Milliard plus nécessaire que celui des émigrés, soit; mais c'étaient les émigrés qui se le votèrent, en ne laissant à la nation qu'à le payer, et ce sont les célibataires qui voteraient et paieraient celui-ci. Celui-ci et bien plus : car la France ne sera pas hors du péril avant le jour où elle s'accroîtra, comme elle faisait jadis, comme ses rivaux font encore, de 500 000 à 1 000 000 d'hommes par an. Si c'est avec de l'argent qu'il faut acheter tant de naissances aux époux jusqu'ici satisfaits et félicités de vivre en bons célibataires, quelle somme exigeront-ils et combien les émigrés auront coûté moins cher!

Il s'agit donc pour nos célibataires de rendre pire leur sort? Or notre dernière religion d'État, le culte du bonheur personnel, a livré la société à l'égoïsme. C'est contre ce sentiment que se briseront les efforts tentés pour la famille. Elle n'a pas cessé de paraître à la majorité de ceux qui sont les maîtres en France la créancière importune qu'ils ne sauraient doter sans s'appauvrir. Ceux qui n'ont pas voulu s'embarrasser de leurs propres enfans consentiront-ils à s'embarrasser d'enfans étrangers? Sans doute l'intérêt général commande : mais où ces juges de l'intérêt général ont-ils appris à préférer les autres à eux-mêmes, à constituer un privilège dont ils s'excluraient? Les mouvemens réflexes de leur cupidité saisissent tout ce qu'elle peut dérober au partage pour en jouir seule. Le jour où la velléité de réserver aux enfans de familles nombreuses un rien, fût-ce les bourses des écoles, se transformerait en projet ferme, les pères qui ont consenti tout juste à subir la charge d'un ou deux enfans accepteraient-ils de renoncer à cette éducation gratuite et d'appesantir leur fardeau pour alléger celui d'autres pères? Pour que les fonctions publiques s'entr'ouvrissent comme une récompense aux chefs de nombreuses familles, l'élimination des célibataires devrait être consentie par un gouvernement de célibataires qui perdrait trop à perdre ce moyen d'influence sur les célibataires ses cliens. Moins encore les réductions d'impôts soulageront-elles les chefs de famille, tant que ces réformes seront à la merci de ceux qui ne sont pas chefs de famille. Dans le pays, compterait-on sur la majorité des contribuables pour accepter de bon cœur la formi-

dable surcharge? Et les parlementaires voteront-ils des mesures faites pour détacher d'eux leurs électeurs? Un veto perpétuel des célibataires fera tir de barrage contre les mesures efficaces en faveur de la famille. Où ils resteront les maîtres, elle continuera d'être, au lieu de représentée, sacrifiée.

Que la famille, sans laquelle il n'y a ni individus ni patries, n'ait pas autorité dans l'État, voilà le désordre générateur de tous les autres. Si la société est un être continu dans ses évolutions successives, si chacune des générations a le droit et le devoir de transmettre intact ce qui ne vieillit pas dans l'héritage des pères, il est inadmissible que le destin tout entier de l'être durable soit abandonné à l'arbitraire perpétuellement souverain de passans; que les garanties les plus essentielles à l'avenir puissent être détruites, compromises, maladroitement servies par les haines, les préjugés, les zèles insuffisans de maîtres éphémères; que des êtres déjà vivans ne soient pas admis à protéger leur avenir déjà contemporain. Aujourd'hui, les jeunes gens de dix-huit, de dix-neuf et de vingt ans sont les soldats de la France; ils souffrent, et beaucoup meurent pour des fautes plus vieilles qu'eux, pour la longue imprévoyance des aînés, et parmi ces aînés abondent des solitaires hors d'âge, incapables de se battre, destinés à disparaître demain sans descendans. Les premiers, même quand ils donnent leur existence, n'ont pas d'avis à donner; les seconds gouvernent cet avenir qu'ils ne verront pas. Dans l'État comptent pour rien ceux qui sont la force, la durée et le nombre.

C'est au nombre que le suffrage universel a prétendu remettre l'empire. Il ne l'assure qu'aux majeurs mâles; or, la totalité des adultes n'atteint pas à la moitié de la population. La majorité appartient à la masse des enfans et des adolescens. Pour que la promesse du suffrage universel cessât d'être un mensonge, il ne suffirait pas que la femme, aujourd'hui écartée du vote, partageât avec l'homme la souveraineté. Chez les femmes aussi, les non-mariées et les mariées sans enfans l'emportent : le suffrage des femmes n'assurerait donc pas la représentation de la famille. La réforme essentielle est que les plus nombreux de la famille, les non-adultes, obtiennent une part légitime de pouvoir dans l'État. Dès qu'ils naissent, naît leur intérêt à la sagesse des lois, à l'ordre des finances, à la paix du monde. Ils sont même ceux dont l'intérêt à la prospérité générale est

le plus grand : car ce sont eux qui auront à supporter le plus longtemps le poids des fautes commises, et, quand leurs aînés auront disparu, eux resteront. Il y a donc une iniquité manifeste à ce que nulle influence ne protège contre la dilapidation leurs biens les plus précieux, non seulement leur patrimoine et leur autonomie personnels, mais l'ordre, mais le territoire, mais la force, mais l'honneur de la patrie. Si la génération qui monte est inapte à sauvegarder elle-même son avenir, elle, indispensable à l'État, n'aura-t-elle donc personne dans l'État pour la défendre? Quand un droit existe, l'incapacité de ses possesseurs à l'exercer n'autorise personne à le méconnaître, et, pour qu'il ne soit pas violé, on leur constitue un mandataire. Les enfans ont un mandataire, sans égal par l'attachement, la fidélité, la similitude entre ses propres intérêts et les leurs, c'est le père. Le père ne possède pas la plénitude de son propre droit où il ne peut sauvegarder l'avenir des siens. La société domestique dont il a le poids et dont la nation a le profit est une création nécessaire qui ne saurait être abandonnée au hasard et pour le salut de laquelle son fondateur doit être armé. Et puisque sous notre régime politique la source de l'autorité est le suffrage populaire, le moyen d'assurer à la famille une garantie dans l'État est d'offrir au citoyen, quand il est père, un surplus de suffrages (1).

Tout a tourné contre la famille depuis que la Révolution a donné le pouvoir au célibat mâle; tout deviendrait favorable pour elle le jour où la majorité des suffrages appartiendrait aux pères. N'y eût-il pas d'autre changement, et les mêmes hommes gardassent-ils le pouvoir, tout serait changé. Le même intérêt qui tient fidèles aux désirs des célibataires les candidats ambitieux d'être réélus, attacherait les mêmes empressés, avec le même zèle, à des volontés contraires, si la balance indifférente oscillait sous un poids autre et plus lourd, et les privilèges de la famille paraîtront d'autant moins discutables que des suffrages plus nombreux seront assurés aux pères des plus

(1) « Nos lois électorales pourraient et devraient faire une différence entre le citoyen qui représente tout un groupe, toute une famille, tout un avenir, et celui qui, vivant seul, ne représente que lui-même. » (De Foville.) « Celui qui ne se marie pas n'est pas un ancêtre; il ne contribue pas à créer et à perpétuer la société dont il est partie... ; est-il juste de lui donner, à lui qui n'est qu'un passant au milieu de nous, la même voix délibérative qu'au chef de famille qui est une cellule sociale grosse de l'avenir? » (Charles Gide.)

nombreux enfans. Or il y a six millions et demi de familles. Si le père obtient un double vote, les pères de famille auront treize millions de suffrages; les célibataires et les pères stériles ne comptant que pour huit millions, la prépondérance familiale serait établie. Elle aurait plus d'apparence, peut-être, que de réalité : les pères de deux enfans peuvent être suspectés d'hésitation entre l'intérêt individuel et l'intérêt familial, et les pères d'un seul enfant suspectés de préférence pour l'intérêt individuel. C'est au troisième enfant que les époux commencent à accroître la population et ont pris parti pour le devoir social. Si ces derniers obtiennent plus de deux voix, elles seront fidèles à l'intérêt de la famille; plus fidèles encore celles des pères qui lui auront donné plus de gages et de sacrifices. Si en France le père disposait d'autant de suffrages qu'il représente d'enfans vivans, la famille serait sauve dans ses membres comme dans son chef.

Ceux qui préfèrent au salut la mort selon les phrases refusent de porter atteinte à l'égalité politique entre les citoyens. L'égalité de la valeur civique existe-t-elle donc entre l'homme qui refuse à l'État les travailleurs ou les soldats, s'enrichit des sommes qu'ils auraient coûtées, ne sert que lui-même, et l'homme qui, ne songeant pas à soi, s'appauvrit à l'avantage de la nation? Et si le service rendu à l'État par les uns et par les autres est inégal, pourquoi leur autorité dans l'État serait-elle égale? La justice n'a-t-elle pas aussi sa formule : « A chacun selon ses œuvres, » et l'intérêt public n'exige-t-il pas, quand le grand mal est l'affaiblissement de la famille, qu'un surplus de puissance revienne à la famille dans la personne de ses défenseurs? Si rendre au père sous une forme nouvelle l'ancienne autorité est une nouveauté, innovons. L'audace française, que le goût de donner l'exemple excite d'ordinaire, reculerait-elle devant le prétexte que le droit commun des peuples n'a pas encore sanctionné cette mesure? Tant mieux si, en la prenant les premiers, nous regagnons un peu de l'avance que nous leur avons laissé prendre sur nous. Il ne s'agit pas de subtiliser sur ce que nous devons à l'opinion des autres, ou à nos modes d'hier; il s'agit de savoir ce que nous devons à notre salut. Notre mal permet-il ce salut à prix réduit et avec des ménagemens pour les fautes dont nous mourons chaque jour? Le meilleur régime est le plus contraire

à celui qui nous perd avec la famille, celui qui la ferait la plus maîtresse de son sort.

Le jour où le père de famille deviendrait un citoyen politiquement supérieur au célibataire, et où sa puissance électorale se multiplierait par le nombre de ses enfans, la philosophie de nos institutions sera autre. Ce ne sera pas seulement un remède assuré au plus grave de nos maux. Ce sera la certitude que seront découverts tous les remèdes capables de nous guérir et ignorés de nos médecins actuels. On ne se fiera plus pour chercher des lois meilleures aux auteurs des mauvaises lois, on n'abandonnera pas le soin d'arrêter la dépopulation à ceux qui laissent dépérir la race. Leur bon vouloir fût-il sincère, ils n'ont pas le sens de la famille, de ce qui la touche, l'attire, la paralyse, la blesse, la ressuscite. Les pères épargneront à la réforme essentielle les inerties, les hésitations et les méprises, en se confiant à eux-mêmes le mandat de l'accomplir. Lorsque, mandataires inamovibles de la famille, chacun par droit personnel, ils seront devenus ses mandataires politiques par leurs votes réunis, sera constitué le pouvoir le plus apte à la régénérer. Leur expérience et leur tendresse s'élèvent, quand il s'agit de ce qui leur est le plus cher, à la divination ; à eux le courage ne faillira pas pour mettre où il faudra l'énergie, la constance et le prix nécessaires. Eux, en même temps qu'ils restaureront la race, rétabliront dans notre vie nationale la gravité, la décence, le souci de la bonne réputation, le goût des honnêtes gens ; ils jetteront bas le mur que les gredins ont fait bâtir par les niais entre la vie privée et la vie publique ; ils rappelleront que pour les hommes publics il n'y a pas de vie privée ; ils mettront des bornes à la tolérance infinie dans laquelle pullulent les scandales ; ils ne laisseront pas notre esprit, nos allures et nos affaires infectés par le sans-gêne, la corruption, le cynisme (1). Ces vices ne se développent pas au foyer ; l'existence familiale ne s'accommode pas d'eux ; il y a dans la magistrature du père une vertu éducatrice, et elle le forme lui-même aux traditions saines

(1) La nécessité d'unir toute ces forces, et le rang qui appartient aux forces morales ont été reconnus par l'Académie de Médecine, la moins mystique des autorités, dans son récent débat sur la population où M. le professeur Jayle a dit : « La repopulation de la France ne peut être pleinement réalisée que par la coopération de toutes les classes sociales : l'influence des idées morales et religieuses, les mesures administratives, fiscales et législatives sont de nature à contribuer puissamment au relèvement des bases de notre natalité. »

qu'il enseigne, il se fortifie dans l'atmosphère qu'il crée. Par lui les mœurs de la famille s'étendront à la société. Alors le plus essentiel de l'œuvre nécessaire sera accompli. Car elle est plus morale que politique et s'il importe que le père exerce une autorité politique, c'est surtout afin qu'il rende autorité à la morale, car il faut autre chose que l'énergie humaine pour ouvrir au devoir la dureté des cœurs. Quand du rocher jaillit la source, il n'avait pas été frappé par Josué, mais par Moïse. Et cet autre roc, la stérilité volontaire, se laissera moins vaincre par les armes de la force terrestre que par le commandement de la Foi.

III

Les familles fécondes sont celles où la foi religieuse survit intacte et elles sont d'autant plus fécondes que la foi y garde plus d'empire : voilà une leçon de choses, la leçon continue des choses. Ce serait assez pour qu'elle instruisît un temps comme le nôtre, attentif surtout à l'autorité des faits. Mais outre que ces faits sont en réalité, ils sont tels qu'ils doivent être en raison.

Non pas que cette raison soit incapable de discerner par sa propre lumière nos intérêts et nos devoirs. Mais quand elle statue seule sur le devoir familial, elle est sollicitée par des intérêts contraires. D'une part, elle reconnaît que la fertilité des races est nécessaire souvent à leur salut, toujours à leur influence, que les foyers aux enfans assez nombreux pour former une petite société, vivre en égaux, se supporter, se juger, s'attacher les uns aux autres, ne pas attendre de la fortune paternelle un avenir paresseux et compter sur eux-mêmes sont les meilleures écoles de l'homme. D'autre part, elle constate les surcharges ajoutées à l'existence des époux, par la présence de fils et de filles, par les amoindrissemens que cette tyrannie domestique impose à la liberté, aux plaisirs, aux succès, à la vocation des pères et des mères, quelquefois par la détresse, la faim, le désespoir auxquels, pour donner la vie à d'autres, ils condamnent leur propre vie.

Or, ces intérêts opposés n'exercent pas sur la raison un égal empire. Ceux d'ordre général la surprennent comme lointains, l'obligent à sortir de ses pensées habituelles et, par surcroît, la convient aux renoncemens dont la récompense est future et

l'incommodité immédiate : ils exigent d'elle à la fois un effort et un sacrifice. Au contraire, les intérêts particuliers sont ceux que la raison de chaque homme a l'habitude de connaître. S'il s'agit d'eux, elle n'a pas à se mettre en garde contre ses sollicitudes les plus chères, à sortir de ses familiarités les plus intimes. C'est au milieu d'eux qu'elle habite, ils ne cessent pas de plaider leur cause auprès d'elle, elle a d'avance le goût de les servir, et, comme ils ne lui proposent aucune privation, mais des avantages immédiats et personnels, ils disent ce qu'il lui plaît d'entendre. Et par cela même qu'elle vit en ce moi où règnent nos égoïsmes, entre eux et elle se fait une confusion. Elle leur commande, mais ils lui commandent plus encore. Elle est leur surveillante, mais aussi leur captive. Elle se persuade de nous ordonner ce que nous avons envie de faire et nous justifie de ne pas faire ce qui nous déplaît. Il est donc naturel, si nous sommes seuls arbitres de nos actes, que, sollicités en sens contraire par les deux raisons qui se combattent en nous, nous préférions à la visiteuse austère, incommode et porteuse de contraintes, la compagne accommodante et complice de nos désirs, car c'est cette raison-là que notre égoïsme appelle la raison. Or, seule mérite ce nom celle qui, dégagée de notre égoïsme, est indifférente à nos préférences, n'emprunte rien de son autorité à notre consentement, ne perd rien de ses droits par nos refus, et impose son infaillibilité à nos insoumissions. Si une telle lumière n'existait pas pour éclairer les ombres que l'incertitude des jugemens humains laisse sur le devoir, l'univers serait une œuvre imparfaite. Si cette raison indépendante de l'homme et digne de le gouverner absolument et sans fin existe, qu'est-elle, sinon Dieu lui-même ?

Tel est précisément le caractère que lui reconnaît la foi.

Certes, la foi ne dissipe pas dans l'âme la plus religieuse les inquiétudes de la sagesse humaine, les tentations de libertés, les affres de misères qui s'élèvent contre l'enfant dans le cœur de l'incrédule. Mais entre les deux hommes voici la différence. L'incrédule, qui a pour guide unique de ses actes sa raison personnelle, a pour la redresser, si elle le trompe, une seule autorité, la raison faillible d'hommes semblables à lui. Or, l'influence des uns sur les autres est ruinée par cette égalité d'origine et d'imperfection. Si donc cet homme s'est laissé gagner par les sophismes ennemis de la famille, il y a invrai-

semblance qu'il se laisse convertir au devoir, soit par lui-même, soit par autrui : par lui-même, car les erreurs qui l'ont séduit ne cesseront pas de le tenter; par autrui, car ce serait croire plus à des hommes faillibles comme lui qu'à lui-même. Le croyant est délivré de ces conflits. Entre les craintes qui le détournent d'être père et l'ordre qui lui commande de créer, il n'y a pas égale puissance. Les répugnances sont les fantômes d'une imagination tourmentée par un demain qu'elle ignore; le précepte est la voix du maître qui dispose du présent et de l'avenir. Dès lors, tous les conseils de l'égoïsme sollicitent en vain le croyant, en vain les apparences donnent un air de sagesse à ses craintes. Il y a une sagesse à laquelle il croit plus qu'à la sienne, celle-là lui rappelle qu'il est superflu de prévoir et utile seulement d'obéir, et que Dieu dément comme il lui plaît les vraisemblances au profit des siens. Le fidèle parût-il oublié par cette miséricorde et puni de sa soumission, il sait que toutes les heures ne sont pas celles de la récompense, il accepte celles de l'épreuve, dussent-elles toute la vie préparer la récompense certaine des résignations patientes. Cette foi qui rend le devoir perpétuellement impérieux, malgré les souffrances nées de lui, est la source de la fécondité dans les familles et dans les races. Elle agit, et elle seule peut agir dans toutes les circonstances où l'homme doit sacrifier sa satisfaction immédiate à son vrai bien, ou un avantage personnel au profit d'êtres plus nombreux, plus vastes, plus permanens, la famille, la race, l'humanité. Et l'incomparable service qu'elle rend au monde est de sauvegarder les intérêts généraux qui, sans elle, seraient vaincus dans la raison humaine par l'égoïsme des intérêts particuliers.

Voilà le fait évident et mystérieux. Le but, l'ordre, l'efficacité, la noblesse de la vie sont révélés à l'homme par un pouvoir que nulle contrainte extérieure ne sanctionne, qui dans le plus profond de la conscience préexiste sans avoir été choisi, et règne sans se montrer. La preuve la plus certaine que ce Dieu caché existe est qu'il s'impose à nous contre nous-mêmes; toutes nos passions ont un intérêt constant à ce qu'il ne soit pas, et c'est lui qui obtient notre adhésion volontaire à ce qui nous déplaît et nous coûte. Il accomplit depuis l'origine du monde le plus continu des miracles, puisque l'homme, si jaloux de ne pas servir, joint les mains et les tend aux liens sacrés.

Voilà l'origine de la perpétuité familiale. Sans cette contrainte surhumaine, les lois les plus sages, les avantages les plus habilement offerts par l'État ne parviendront pas à équilibrer dans les calculs de la volonté les mauvais risques apportés par la famille à l'existence individuelle. Par cette contrainte, toutes les oppositions de l'égoïsme sont détruites. Et le père n'obtiendrait pas autorité dans l'État, et les lois continueraient à dissoudre le foyer des paysans, et l'incertitude continuerait à compromettre le sort des ouvriers, et la pauvreté à solliciter de son mauvais conseil la plupart des époux : si la foi restait pleine resteraient pleins les foyers.

Mais, par cela même que la foi nous élève au-dessus de notre nature, elle est un effort et notre nature, par sa pesanteur, nous sollicite sans cesse de redescendre. La terre qui nous attire semble monter vers nous, nous ressaisit, et tous les reliefs du sol, qui grandissent de notre abaissement, nous dérobent l'étendue du ciel. Plus nous descendons, plus, pour le voir encore, il nous faut reprendre nos yeux à ce qui les retient et relever la tête déshabituée de cette fatigue. Les uns, qui se laissent tomber jusqu'à l'enlizement, peu à peu engloutis par la destinée présente, n'appartiennent plus qu'à la matière. D'autres, par une fidélité d'exilés à la patrie lointaine, conservent la croyance divine : mais ici pas d'équivoque. La profession de foi la plus catholique ne confère pas, par la seule vertu des formules, une immunité contre les pires faiblesses. Et ce n'est guère la posséder que l'avoir seulement sur les lèvres. Des chrétiens ressemblent-ils au païen :

... qui sentait quelque peu le fagot
Et qui croyait en Dieu pour user de ce mot,

leur foi ne gouverne pas l'habitude de leurs actes, ne les garde ni du mensonge, ni de l'avarice, ni de l'envie, ni de la cupidité, ni de l'injustice, ni de la galanterie, et leur infidélité habituelle aux devoirs n'a pas chance de se transformer en fidélité au devoir le plus incommode, la fondation des familles. Ce sont des croyans nominaux, leur titre est un titre nu et, à ne pas se distinguer des incrédules, sinon par lui, ils font tort à la religion qu'ils professent, car elle semble ou impuissante à les rendre meilleurs, ou complice de leur duplicité à unir les

beaux préceptes et les laides actions. Elle devient efficace pour ses fidèles le jour seulement où elle les change, c'est-à-dire dans l'exactitude du terme, les convertit. Dès lors et par toutes les victoires qu'ils remportent sur eux-mêmes, elle les habitue à se vaincre plus encore, façonne leur liberté à vouloir le joug, et leur conscience à porter chacun de leurs actes aux pieds du législateur et du juge souverain.

Pour les soutenir dans ce dur exercice, il leur faut un appui et un guide. Ils sont rappelés à chacun de leurs devoirs par l'insistance affectueuse, mais continue, de l'Église. C'est l'Église qui, au moment où le monde antique s'éteignait en débauche stérile et préparait la déshérence de la raison humaine, apprit aux barbares la raison divine de la fécondité conjugale et par eux repeupla l'Europe. La loi avait été si profondément gravée que, jusqu'aux derniers siècles, l'Église n'eut pas à se répéter pour être obéie. Elle se trouva embarrassée de rompre le silence quand les naissances commencèrent à se restreindre. Elle savait que le mal était dû à de vicieuses pratiques, mais c'étaient les vils secrets du petit nombre parmi les époux. Fallait-il, par une condamnation publique des pervertis, apprendre aux irréprochables la tentation du mal qu'ils ignoraient? La prudence parut déconseiller des enseignemens collectifs et trop précis sur des matières si délicates; des conseils discrets offraient moins de dangers et suffiraient peut-être. Et, quand il fut certain qu'ils ne suffisaient pas, c'est l'étendue même du mal qui fit hésiter la parole chargée de sauvegarder la doctrine. Le parti pris de restreindre les naissances devenait si fort que le combattre ouvertement était risquer une révolte publique : ne valait-il pas mieux encore patienter que rompre, laisser à leur bonne foi les époux mal instruits de la faute commise par eux qu'aggraver leur responsabilité en leur donnant la pleine conscience du mal où ils ne cesseraient pas de tomber? Toutes ces considérations ont contribué au silence qui coûtait au clergé et le laissait anxieux comme tous ces compromis faits avec le mal par peur d'un mal pire. Le résultat a été tel qu'il ne laisse plus de place à aucun doute. La prudence humaine cesse d'être légitime où il faut précisément déjouer les calculs de la prudence humaine. L'Église ne doit pas par son silence paraître complice des désordres que sa loi condamne. Si elle amoindrit le devoir dont elle est l'interprète, c'est son autorité qu'elle amoindrit.

Si elle se taisait devant le mal pour conserver comme disciples ceux qui ne sont plus des fidèles, elle se déserterait elle-même. Sa mission n'est pas de l'emporter par le nombre, mais par les vertus de ceux qu'elle guide. Que beaucoup l'abandonnent ne se sentant plus le courage de la suivre, c'est leur faute, mais ce serait sa faute si beaucoup croient qu'ils peuvent être à la fois à elle et à leurs vices. Une minorité de chrétiens véritables s'imposera au respect et par lui accréditera sa morale, une majorité de chrétiens trop semblables aux incrédules ne persuadera pas ceux-ci de venir à elle. Ces règles s'appliquent aux doctrines de l'Église sur le devoir conjugal. Les progrès du savoir licencieux sont tels qu'il n'y a plus grand péril de troubler des innocences parfaites en condamnant avec la précision requise les stérilités volontaires. La loi de procréation contient plusieurs commandemens qui ne sont ni à amoindrir, ni à diviser : elle ne permet ni aux époux de se faire plus prévoyans que la nature, ni aux maîtres de refuser à leurs serviteurs le droit d'être pères et mères, ni aux propriétaires d'interdire systématiquement domicile dans leurs maisons aux enfans nombreux. Tout cela étouffe la race, tout cela doit être déraciné pour la sauver, tout cela appelle l'action courageuse de l'Église (1).

(1) « Rien ne peut dispenser d'aborder de front la question, si épineuse qu'elle puisse être. C'est ce que comprenaient les grands évêques du XVIIe siècle, en présence des premières manifestations du mal dont nous souffrons ; un saint François de Sales, dont l'*Introduction à la Vie dévote*, trop souvent expurgée, contient des pages si nettes et si fermes sur les devoirs du mariage, ou un Bossuet qui, dans son catéchisme de Meaux, n'avait pas craint d'insérer cette demande et cette réponse : « Dites-nous quel mal il faut éviter dans l'usage du mariage ? — « C'est de refuser injustement le devoir conjugal ; c'est d'éviter d'avoir des enfans, « ce qui est un crime abominable. »

« Ce langage serait-il encore possible aujourd'hui ? Je doute qu'aucun catéchisme le tienne. Est-ce un progrès de ne plus pouvoir l'entendre ? Est-ce par l'effet d'une pudeur plus susceptible ? Ou bien parce que nous en avons perdu l'habitude ? Mais pourquoi ne nous le laissait-on plus voir dans tel livre ou le sujet s'amenait naturellement ; même dans les examens de conscience et les manuels de confession ? N'a-t-on pas réservé le sujet pour la confession sous prétexte qu'il était trop délicat pour l'aborder en public ? Et n'a-t-on pas ensuite évité de l'aborder en confession, sous prétexte de ne pas « éteindre la mèche qui fume encore, » et pour laisser à des fautes qu'on n'espérait plus empêcher, du moins le bénéfice de l'excuse et de l'ignorance ? Craignait-on de vider les églises et de faire brusquement apparaître derrière la façade catholique effondrée des réalités décourageantes ? Autant de questions intéressantes qu'il serait prématuré et présomptueux de traiter... L'essentiel est qu'aujourd'hui, sous une forme ou sous une autre, l'enseignement nécessaire soit donné. Et il l'est, témoin les nombreux évêques, qui ont dans ces dernières années consacré à la dépopulation des lettres pastorales ; témoin les initiatives particulières de plus en plus nombreuses et de

Dès 1908, alors que les chaires ne retentissaient pas encore de cet enseignement, un docteur, un philosophe, un évêque, le cardinal Mercier, opposait en Belgique, au fléau de la dépopulation volontaire, la consciencieuse et justicière intrépidité qu'il devait opposer plus tard au fléau de la conquête féroce. Déjà conscient de la solidarité entre son pays et le nôtre, il se sentait sollicité par « le mal dont, disait-il, la France souffre si cruellement, » à préserver d'un destin semblable « les destinées de la patrie belge. » Par une lettre pastorale qui, dépassant les limites d'un diocèse, s'adressait non seulement à la Belgique, mais plus encore à la France, et à toute la société humaine où les ennemis de la famille sont répandus, il rappelait avec la netteté la plus rigoureuse le devoir chrétien à ceux qui « s'insurgent contre l'Évangile et contre Dieu et abdiquent leur dignité d'homme, qui se laissant assujettir par la passion, ou enchaîner par l'intérêt, pratiquent le commerce conjugal en fraude des lois qui régissent la reproduction de la vie (1). » Et chaque page de son mandement prouvait qu'il n'est pas de sujet où la pureté d'un apôtre ne sache jeter sur l'impureté des passions la lumière sanctifiante du devoir. Cette lumière ne manquera pas à la France. Depuis la guerre, vingt mandemens épiscopaux ont dit « les honteuses origines et les désastreux ravages de la dépopulation. Jamais la chaire chrétienne n'avait fait entendre d'enseignemens plus précis sur cette matière délicate et n'avait rappelé avec plus de fermeté « les anathèmes portés par Dieu contre les profanateurs du mariage (2). » La leçon tombée de haut se propagera par les enseignemens de la vie paroissiale, et l'Église accomplira tout son devoir. Mais à son courage il faut l'indépendance.

L'État aussi a un devoir : ne pas combattre l'influence qui rend ce service social. Si le catholicisme a perdu en France, il ne faut pas conclure à l'insuffisance intime d'un postulat ébranlé par les attaques scientifiques du scepticisme contemporain. Les deux principes hostiles ne sont pas demeurés seuls en conflit. Le résultat de la lutte a été faussé parce qu'un tiers est

plus en plus zélées au fur et à mesure que le fléau paraît plus grave. » Édouard Jourdan, *Contre la dépopulation*, p. 30 et 31.

(1) Les devoirs de la vie conjugale. Lettre pastorale du cardinal Mercier, 1908. Imprimerie Wallon, Saint-Étienne, 1916.

(2) Pour l'honnêteté conjugale. Préface au mandement du cardinal Mercier, par le Comité de défense morale et religieuse de la Loire, p. 6.

intervenu, pour soutenir une des doctrines et combattre l'autre. Ce tiers est l'État. L'État s'est fait, depuis longtemps déjà, une foi d'incrédulité; au service de cette incrédulité il a mis le prestige de son exemple, de ses déclarations, de l'enseignement qui, des universités célèbres aux écoles de village, forme les intelligences.

Se fût-il borné à prendre parti entre la philosophie incrédule et la philosophie religieuse, l'État aurait méconnu sa compétence. Il n'a pas pour tâche de créer l'opinion, mais de la servir : il l'avoue en parlant sans cesse de liberté, et quelle liberté est plus jalouse que celle des consciences? Mais cet appui intellectuel aux théories d'impiété leur fut le moindre secours de l'État. Cet État, de tous le mieux organisé pour rendre son inimitié redoutable et sa faveur fructueuse, a employé toutes ses forces, les lois, les budgets, les fonctions et l'arbitraire, à réduire les catholiques à la condition de suspects, d'exclus, d'ennemis intérieurs. Il a changé une lutte de doctrine générale en une lutte d'intérêts particuliers. Ceux qui promettaient respect à toutes les libertés pour entrer dans la place, pour y rester, ont voulu se faire maîtres de tout. Leur contradiction fut leur force; l'immense butin des faveurs gouvernementales distribuées sans scrupule attacha à leur fortune même une partie de ceux qui réprouvaient les luttes religieuses. Le fait que manquer à sa parole assurait l'avenir, devint pour la nation entière une leçon de scepticisme, et le plus grand mal ne fut pas que ce régime déçût la foi aux libertés publiques, mais qu'il la détruisît. Les catholiques même furent tentés, au lieu d'entreprendre contre lui une lutte incertaine et longue, de s'assurer, par l'abandon de leurs croyances, part à la faveur de l'État. Ainsi ont été détachés ceux qui ne sont pas faits pour souffrir, les ambitieux, les timides, les tièdes, les serviles, c'est-à-dire en tout pays, même dans le nôtre, beaucoup de gens.

L'irréligion de l'État se bornât-elle à un apostolat d'idées, on chercherait en vain une excuse à son choix. Combattre une croyance qui donne de la noblesse à l'homme, de la logique à l'existence, de l'infini aux espoirs, et commande à chaque génération et à chaque individu les sacrifices nécessaires à la force des peuples, à la durée de l'espèce; enseigner comme préférable une ignorance qui, n'apprenant à l'homme ni son origine, ni sa destinée future, fixe toute sa sollicitude sur l'heure pré-

sente, comme sur son unique bien, et rend illogique de sacrifier rien aux autres et à l'avenir, est, pour les responsables des intérêts généraux, là plus pauvre des conceptions. Mettre à prix l'impiété des citoyens et la payer avec la puissance et la richesse de l'État est la perversion la plus grossière de l'autorité. Méconnaître que, dans une démocratie, la collaboration au pouvoir doit être accessible à tous, pour le profit exclusif de certains détourner ce qui appartient à la communauté, écarter ceux que leur intelligence de la vie et de l'homme oblige à mieux comprendre et à mieux servir les autres, prendre pour favoris ceux que leur scepticisme destine à chercher et à satisfaire partout et aux dépens de tout leur propre avantage, est doublement trahir l'intérêt public. Encore s'il ne s'agissait que de théories fausses, on pourrait prendre patience, compter sur le temps qui est la pierre de touche des idées; s'il ne s'agissait que des accaparemens iniques, on se dirait que l'injustice est le droit commun des pouvoirs, qu'après celui-ci un autre apportera sinon le dédommagement de pratiques meilleures, au moins la diversion d'autres torts, et que même sous les pires régimes les peuples continuent à vivre. Mais voilà précisément ce qui n'est pas vrai du présent régime. Ses idées engendrent la mort. Par lui le peuple désapprend de durer. Nous n'avons plus le temps d'attendre, puisque le régime détruit l'avenir, qu'il n'égare pas seulement, mais anéantit la race.

Les semeurs de vide, quand ils ont commencé d'étendre au foyer le désert créé par eux dans la conscience, avaient peut-être une excuse : ne pas savoir ce qu'ils faisaient. Avant la guerre, l'orgueil de la prospérité et les mœurs de la richesse conspiraient avec l'enseignement qu'épuiser tous les plaisirs de toutes les heures est la loi de la vie. Et il y avait une rancune assez répandue de cette volupté contre la croyance, qui avec les mots de sobriété et de sacrifice montrait aux gais compagnons sa face de carême. Mais Dieu a une façon de se rappeler aux sociétés qui l'abandonnent. Il détruit en elles ce qui les séparait de lui. Au temps où chacun se choisissait sa vie a succédé un temps où la vie d'un coup a été imposée à tous par le devoir, le devoir qui la rend triste, rude, laborieuse et non seulement la désenchante, mais la sacrifie. Le scepticisme eut la surprise que les attardés se trouvassent des prévoyans. Qu'ils se fussent

tenus prêts pour l'épreuve leur valut un premier retour de considération. Non qu'ils fussent seuls dévoués et braves : ce fut au contraire la beauté de cette heure que la générosité ancestrale survécut intacte chez les égoïstes de la veille : mais, si l'illogisme ajoutait à leurs vertus plus de mérite, la constance assurait à celles des croyans plus d'autorité. Surtout les croyans apportaient à la défense un secours qui ne s'improvise pas, et le plus nécessaire. Quand on vit leurs fils supporter une telle part de la charge commune à tous, on eut quelque embarras que ces Français fussent traités en suspects. Par une intuition de ces changemens, les politiques jusque-là les plus ardens aux luttes religieuses ont, au début de la guerre, en gardant pour eux seuls le pouvoir, concédé du moins les mots d'Union sacrée. Belle parole, si elle n'est pas qu'une parole, si elle est la promesse d'une réforme sincère, complète et définitive.

Elle sera ce que les catholiques la feront. A eux aussi un devoir s'impose. Durant bien des années, ils ont pratiqué surtout celui de la patience. Mal gardés contre les entreprises d'une minorité haineuse par l'indifférence de la multitude, ils redoutaient d'aggraver leur sort par trop d'énergie. L'énergie leur fut plus facile contre l'envahisseur. Elle réhabilita les croyances inspiratrices de belles vertus, à ce point que dans les premiers temps de la guerre, le retour à la foi fut soudain et général. Il donna aux fanatiques de l'incrédulité une épouvante qui dure encore. Ils ont fait tout pour ramener à la matière ce peuple transfiguré par l'idéal. Avec eux a conspiré la longueur de l'épreuve : dans son traité *Du sublime*, Longin constate que la loi du sublime est d'être courte. Beaucoup après le souffle de tempête qui les avait élevés à l'extase, sont retombés où ils étaient. Mais ceux-là même ne sont plus ce qu'ils étaient. Ils ne tiennent plus pour ennemis les hommes dont ils constatent depuis quatre ans le patriotisme, ni la doctrine dont ils ont reconnu, fût-ce un seul jour, la beauté.

La paix intérieure régnera donc si elle n'est plus troublée par les impénitens du fanatisme irréligieux. Et leur tentative de continuer leur passé se heurterait à un obstacle nouveau. La France est infiniment lasse des bavardages intellectuels : elle n'est plus sensible qu'aux simplicités claires. De ces évidences, la plus lumineuse est qu'avant tout il faut sauver la race. Or ceux qui se donnaient pour chefs sûrs ont compromis la race, et

ceux qu'ils tenaient pour adversaires l'ont maintenue. Que, décidément impitoyables à leur pays, ces chefs voient, à la fin de la guerre contre l'étranger, le retour des discordes entre les fils de la même mère, entre les vétérans de la même armée, l'opinion jugera tout sur un fait. La doctrine reniée par l'État est celle qui soutient la famille et perpétue la France. La doctrine adoptée par l'État est celle qui diminue et détruit les nations. Le pouvoir est exercé contre ceux qui peuplent la France par ceux qui la dépeuplent. On ne saurait admettre que le pouvoir soit au service des doctrines mortelles à la France. Plus les incrédules, persévérant à demeurer tels, et, logiques avec une raison qui ne leur révèle pas de devoirs désormais, laissent périr la famille, plus les croyans doivent être encouragés à réparer ces vides, à défendre avec leurs fils nombreux les célibataires et les parens de fils uniques. Quand les incrédules, non contens d'habiter le vide de leur foyer, travaillent, par leur lutte contre les croyances, à amoindrir la race, ils ne sont pas seulement de pauvres philosophes, mais de mauvais Français et les complices de l'étranger.

Les catholiques ont mérité ces destins meilleurs, ils s'en doivent saisir pour la France. Tendre la joue aux humiliations et aux injustices est de la vertu quand on reçoit seul le soufflet. Mais la fin de l'ostracisme n'est pas seulement pour les catholiques la restitution d'avantages individuels auxquels ils pourraient renoncer, elle est la condition d'un service national qu'ils ont à accomplir. Ils n'ont pas le droit de consentir que, par leur condition inégale et abaissée dans l'État, on fasse tort à leurs doctrines, et, en diminuant leur influence, on attente à la race. Ils n'ont pas le droit d'accepter des soufflets qui tomberaient sur la face de la France. Qu'ils n'aient pas peur de la défendre en se défendant, s'il le faut. La justice publique n'accusera pas de troubler la paix ceux qui la demandent. Nulle garantie contre l'impopularité ne vaudra désormais l'apport des belles familles. La revanche des croyans est assise à leurs foyers. Et ce sera pour la civilisation même une grande victoire quand le catholicisme, trop longtemps mis en échec par la coalition des intérêts particuliers, sera réhabilité comme le défenseur manifeste des intérêts généraux.

ÉTIENNE LAMY.

POÉSIES

CELUI QUI MEURT

Regarde longuement celui qui meurt. Voilà
Ce que la guerre atroce à tout instant consomme :
Elle puise en ce corps son effroyable éclat;
La gloire, c'est Verdun, c'est la Marne et la Somme,
Une armée, c'est un flot compact et rugissant
Où nul visage encor n'émerge et ne se nomme,
Où des milliers de cœurs ont confondu leur sang,
        Mais un mourant, c'est un seul homme!

Un seul homme étendu : austère immensité!
Un seul, et tout le poids de la douleur sur lui!
Un seul supplicié sur qui tombe la nuit
Dans les champs. Seul vraiment. Pour lui s'est arrêté
Cet unanime élan de colère et d'audace
Qui l'emportait, puissant, multiplié, tenté,
Épars dans son effort, son espoir et sa race!
Il est seul, il n'est plus de ce groupe irrité
Qui harcèle âprement l'obstacle, et l'escalade!
Il est devenu seul. C'est le plus grand malade.
La mort délie en lui les cordes du héros.
Il est tout seul, avec sa chair, son sang, ses os,
Et toute sa chétive et faible exactitude.
Nul n'est semblable à lui : qui meurt n'a pas d'égaux.
Rien ne peut ressembler à cette solitude!

O corps mourant à qui plus rien n'est marié !
— L'Histoire passe avec ses canons, ses lauriers,
Son tremblement qui moud les routes et les mondes !
Mais cet enfant qui meurt ne sait. La lune est ronde
Au haut du calme ciel où tous les yeux humains
Se posent sans conflit, cependant que les mains
S'acharnent à tuer. Où sont les camarades
De cet enfant qui meurt ? Mais les reconnaît-on
Ces guerriers dans la nuit, ces obstinés piétons
Qui n'ont jamais fini de servir? A tâtons
Ils continuent l'épique et sombre promenade.
— Et que pourraient-ils dire à celui-là qui meurt ? —
Que vous avez vaincu, cher être, on est vainqueur
Quand on est ce mourant sous les astres. Naguère
Un homme seul, pareil à vous, sans qu'on l'aidât,
Et sans que nul scrutât son suprême mystère,
Mourut, pareil à vous, sans se plaindre, les yeux
Semblables à vos yeux pleins d'espace. O soldats,
Dont le sang juvénile a coulé sur la terre,
Soyez bénis, chacun, comme peut l'être un dieu,
Christ de la monstrueuse et de la juste guerre !

ÉPIGRAMME VOTIVE

Victoire aux calmes yeux qui combats pour les justes,
Toi dont la main roidie a traversé l'enfer,
Malgré le sang versé, malgré les maux soufferts
Par les corps épuisés que tu prenais robustes,
Malgré le persistant murmure des chemins
Où la douleur puissante en tous les points s'incruste,
Je te proclamerais divine, sainte, auguste,
Si je ne voyais pas dans ta seconde main,
Comme un lourd médaillier à jamais sombre et fruste,
Le grand effacement des visages humains...

A MON FILS

Mon enfant, tu n'avais pas l'âge de la guerre,
Tu n'eus pas à répondre à ce grand « En avant, »
Pouvais-je me douter, quand tu naissais naguère,
Que je te destinais à demeurer vivant ?

Trois ans, quatre ans de plus que toi, les enfans meurent,
Car ce sont des enfans, ces sublimes garçons,
Bondissant incendie au bout des horizons,
Tandis que ton doux être auprès de moi demeure,
Et qu'au son oppressant et délicat des heures
Ta studieuse voix récite tes leçons.
— Et voici qu'une année aisément recommence!
Mon cœur, de jour en jour, est moins habitué
A la mystérieuse et sanglante démence,
Et je songe à cela, d'un cœur accentué,
Cependant qu'absorbé par l'Histoire de France,
Tu poses sur la table, avec indifférence,
Ta main humble et sans gloire, et qui n'a pas tué.

ODE A UN COTEAU DE SAVOIE

Espiègle soleil, tu ris
Sur la sourcière prairie,
Où trois, quatre sources jettent
Leur eau tintante et replète,
Qui gonfle, et vient humecter
L'herbeux tapis de l'été!
Les petits arbres fruitiers
Sont posés tout de travers
Sur ce coteau lisse et vert!
Un neuf et frêle poirier,
Par ses feuilles sans repos,
Pépie autant qu'un oiseau :
Il frémit, babille, opine,
Sous la brise la plus fine.

Quand, le soir, la lune nette
Le peinture d'argent clair,
Il fait, dans le calme éther,
Un bruit frais de castagnettes!
J'entends ce bruit d'arbre et d'eau
Qui s'obstine et se dépense
Comme si le monde immense
Et les vents qui montent haut
Recherchaient la confidence
De l'humble et faible coteau!

•

— O petite bosse verte
Que le soleil illumine,
Renflement des prés inertes,
Frère cadet des collines,
Coteau dont nul ne saurait
Le vif et pimpant secret,
Si mon œil, en qui tout chante,
N'avait posé sa folie,
Sa foi, sa mélancolie,
Sur ta mollesse penchante,
J'aime tes airs sérieux!
— Petit fragment sous les cieux
De l'univers qui tourmente,
Toi, fier des sources ailées,
De tes hautes roses menthes
Dont les tiges sont mêlées
A l'absinthe crêpelée,
Toi, laborieux autant
Qu'un moulin qui, tout le temps,
Fait mouvoir sa forte roue,
Toi qui travailles et joues,
Ne devrais-je pas aussi
Plier parfois mon souci
A des tâches coutumières?
Mais, cher coteau, je ne puis!
Il faut à mon âme fière
Tout l'univers pour appui.
Non, je ne suis pas modeste,
Je n'ai pas d'humble devoir,

Tous mes rêves, tous mes gestes
Ont les matins et les soirs
Pour témoins sûrs et célestes !
Que veux-tu, j'ai, tout enfant,
Dans le soleil et le vent,
Gravi un secret chemin,
Où ne passe nul humain ;
Un chemin où nul ne passe,
Car il n'a, en plein espace,
Ni bornes, ni garde-fou,
Ni discernable milieu.
Ceux qui franchissent ces lieux
Rendent les humains jaloux !
L'on subit grande torture
Sur ces sommets de Nature !
Plus jamais l'on n'est pareil
A ce qui vit sur la terre,
Mais on est un solitaire
A qui parle le soleil !
Jamais plus l'on ne ressemble
A tous ceux qui vont ensemble
Travaillant, riant, dormant;
On rêve du firmament,
Même aux bras de son amant.
Jamais plus l'on n'est joyeux,
Mais l'on est ivre ! Parfois
On est un martyr en croix,
D'où coulent des pleurs de sang,
Et l'on n'a plus d'envieux.
Mais on est un cœur puissant,
Et l'on appartient aux dieux !

PAROLES DANS LA NUIT

Le soir est un lac pâle; un floconneux nuage,
Tendre comme un œillet, fleurit le bleu du ciel.
C'est l'heure inexprimable où le bonheur voyage,
Invisible, certain, obstiné, sensuel.
Il n'est de ciel vivant qu'alentour des visages :

Aimons. Laisse mon front rêver sur tes genoux,
Bientôt ces soirs si beaux ne seront plus pour nous.
L'on n'y pense jamais, mais la jeunesse passe,
Et puis le temps aussi, et c'est enfin la mort.
Reste, ne bouge pas. Que rien ne se défasse
De tes yeux sur les miens, de tes doigts que je mords,
De tout ce qui nous fait si serrés dans l'espace,
Allégés de souhaits, de crainte et de remords,
Et conformes, enfin, aux éternelles choses
Où tout penche, s'apaise et humblement repose.
Il n'est que de mourir pour échapper au temps,
Et je suis morte en toi. A peine si j'entends,
Dans les confus soupirs de la nuit cristalline,
Le bruit léger d'un train faufiler la colline...

Mais mon cœur que l'amour avait exténué,
Hélas! sent rebondir sa guerrière cuirasse.
Le vent de l'infini sur mon front s'est rué,
Il n'est jamais bien long le temps qui me harasse.
Est-ce qu'un jour mon cœur pourra n'espérer plus?
J'ai toujours attiré tout ce que j'ai voulu.
Vivre, aimer, endurer, c'est toujours l'espérance ;
Si je ne t'aimais pas du fond de ma souffrance,
Je pourrais, mon amour, croire espérer encor
Un autre triste amant dans un autre décor.
Tu comprends, n'est-ce pas, ce que ces mots expriment,
Puisque l'amour permet que l'on rêve tout haut.
Ne te tourmente pas, mon âme est un abîme
De fidélité triste, immense et sans défaut.
Je suis le haut cyprès, debout sur la pelouse,
Dont la branche remue au pas du rossignol,
Mais qui reste immobile et qui bénit le sol.
Tu rirais de savoir combien je suis jalouse
Dès qu'un de tes regards semble fixer au loin
Je ne sais quel espoir par quoi tu sembles moins
Exiger ma prodigue et turbulente offrande.
Mais je t'écoute vivre, et ta faiblesse est grande
Si je compare à toi mon cœur retentissant.
Comprends-moi, l'univers, pensif ou bondissant,

Avec sa grande ardeur céleste et souterraine,
Est toujours de moitié dans mes jeux et mes peines.
Ce conciliabule ébloui où je vis
Avec l'ombre agitée et les matins ravis
M'a donné mon orgueil rêveur et solitaire.
— Rien n'a jailli plus haut du centre de la terre! —
Et parfois, retournant sur toi mes bras chargés
De ce fardeau divin, invisible, léger,
Je te parais, dardant mes yeux mystérieux,
Un monstre lapidant un homme avec les cieux!
Tu ne peux déchiffrer cette énigme qui songe.
Et pourtant, mon esprit, sans masque et sans mensonge,
N'aime que toi, ne veut, ne peut aimer que toi,
Et c'est ce qui me rend souvent chétive et triste;
Il est beau qu'un amour obstinément persiste
Et qu'il soit comme un ciel d'automne, lisse et coi,
Et qu'il connaisse aussi les misérables transes
Que même un sûr désir traîne encor après soi.
Mais quoi! Ne plus goûter la subite présence
D'un bonheur vague encor, d'un brumeux paradis,
Ne plus rêver, d'un cœur craintif qui s'enhardit,
A quelque inconcevable et chaude complaisance...
Hélas! N'écoute pas tous ces mots que je dis.
Mais j'avais tant aimé l'espérance!

DANS LA PAIX DU SOIR

Dans l'éther où la lune luit,
Et verse sur la capitale
Sa grande paix provinciale,
Une horloge sonne minuit.
— A travers les nocturnes voiles,
Elle sonne, on ne sait pas d'où,
Et ce son est si pur, si doux,
Qu'il semble qu'une blanche étoile
Tombe du ciel à chaque coup,
— Douze coups lents, chantans, tranquilles, —
Comme l'argent dans la sébile...

LE SOMMEIL

Je ne puis sans souffrir voir un humain visage
Clore les yeux, dormir, et respirer si bas :
Un mystère m'étreint, j'ai peur, je ne sais pas
Pourquoi soudain cet être est devenu si sage,
Sans défense, lointain, hors de tous les débats...

— Ne ferme pas les yeux! Se peut-il que je voie,
O mon unique enfant, ton clair et jeune corps
Tout plein de vive humeur, de bourrasque, de joie,
De colère, de feu, de raison et de torts,
Emprunter tout à coup, dans la paix qui te noie,
L'humble faiblesse, hélas! et la bonté des morts!

RENONCIATION

J'ai cessé de t'aimer, Vie excessive et triste,
    Mais tu t'agrippes à mon corps,
Mon être furieux veut mourir, et j'existe!
    Et ta force me crie : « Encor! »

Je me hausse en souffrant jusqu'au néant céleste,
    Mais tes pieds d'aigle sont sur moi;
Et plus je te combats, Destin sournois et leste,
    Plus notre embrassement s'accroît.

— Quel plaisir désormais, ou quelle accoutumance
    Mêlerait nos yeux ennemis?
Je ne peux pas vouloir que toujours recommence
    Une chance éclose à demi.

J'ai tout aimé, tout vu, tout su; la turbulence
    M'aurait fait marcher sur les flots,
Tant le suprême excès a le calme et l'aisance
    Des larges voiles des vaisseaux!

Le plaisir, — c'est-à-dire amour, force, prière, —
Eut en moi son prêtre ébloui;
Je ne puis accepter de tâche familière,
J'étais vouée à l'inouï.

Je ne peux pas vouloir que toujours se prolonge
Un chemin qui va décroissant;
Le réel m'offensait, la tempête et le songe
Secouraient mon âme et mon sang.

Certes, j'ai bien aimé la raison, haute et nette,
Elle fut mon rocher rêveur;
Mais ayant soutenu ses volontés secrètes,
Je cède ma force à mon cœur.

— Beau ciel d'un jour d'automne, où vraiment rien n'espère,
Ni l'azur froid, ni l'air peureux,
Accueillez dans le deuil calme de l'atmosphère
Mon chagrin candide et fougueux!

Accueillez votre enfant qu'ici plus rien ne tente,
A qui ce drame prompt survint
D'avoir bu la douleur au point d'être contente
De quitter le soleil divin!

QUE SUIS-JE DANS L'ESPACE?...

Que suis-je dans l'espace? Et pourtant je contiens,
Cependant que le temps me dédaigne et me broie,
L'infini des douleurs et l'infini des joies,
Et l'univers ne luit qu'autant qu'il m'appartient!

Imperceptible grain de la moisson des mondes,
Les flagellans destins me sont des oppresseurs,
Et pourtant, par mes yeux sans entraves, j'affronte
Les astres dédaigneux dont je me sens la sœur.
Nul ne peut contester cette altière concorde
A l'esprit que soulève une incessante ardeur,
Car c'est par le regard que l'être a sa hauteur,
Et l'âme a pour séjour les sommets qu'elle aborde!

SIMILITUDE

Nous sommes surpris tous les deux
D'être nous deux, et d'être ensemble;
Nous devinons que nos yeux tremblent,
Errant sur le calme des cieux,
Et nous croyons, dans la faiblesse
De notre bonheur ample et coi,
Que ce beau ciel aussi nous voit,
Et que sa suave tristesse
Avec compassion s'abaisse
Sur vous qui songez près de moi.
— Ce serait un sublime échange
De tout secret essentiel
Si la musique, comme un ciel
Qui soudain délivre ses anges,
Jaillissait de nous tout à coup,
De mes talons jusqu'à mon cou,
Épandait son langage étrange,
Ce saint langage sensuel
Que seule donne la musique,
Et notre ardeur serait unique,
O mon amour, ma passion,
Si dans nos rêves sans remède
Nous sentions venir à notre aide
Cette ineffable explosion!...

LES ESPACES INFINIS

« Le silence éternel de ces espaces infinis m'effraie. »

PASCAL.

Je reviens d'un séjour effrayant; n'y vas pas!
Que jamais ta pensée, anxieuse, intrépide,
N'aille scruter le bleu du ciel, distrait et vide,
Et presser l'infini d'un douloureux compas!

Ne tends jamais l'oreille aux musiques des sphères,
N'arrête pas tes yeux sur ces coursiers brûlans :
Rien n'est pour les humains dans la haute atmosphère,
Crois-en mon noir vertige et mon corps pantelant.

Le poumon perd le souffle et l'esprit l'espérance,
C'est un remous d'azur, de siècles, de néant;
Tout insulte à la paix rêveuse de l'enfance,
En l'abîme d'en haut tout est indifférent!

Et puisqu'il ne faut pas, âme, je t'en conjure,
Aborder cet espace, indolent, vague et dur,
Ce monstre somnolent dilué dans l'azur,
Aime ton humble terre et ta verte nature :

L'humble terre riante, avec l'eau, l'air, le feu,
Avec le doux aspect des maisons et des routes,
Avec l'humaine voix qu'une autre voix écoute,
Et les yeux vigilans qui s'étreignent entre eux.

Aime le neuf printemps, quand la terre poreuse
Fait sourdre un fin cristal, liquide et mesuré;
Aime l'humble troupeau automnal sur les prés,
Son odeur fourmillante, humide et chaleureuse.

Honore les clartés, les senteurs, les rumeurs;
Rêve; sois romanesque envers ce qui existe;
Aime, au jardin du soir, la brise faible et triste,
Qui poétiquement fait se rider le cœur.

Aime la vive pluie, enveloppante et preste,
Son frais pétillement stellaire et murmurant;
Aime, pour son céleste et jubilant torrent,
Le vent, tout moucheté d'aventures agrestes!

L'espace est éternel, mais l'être est conscient,
Il médite le temps, que les mondes ignorent;
C'est par ce haut esprit, stoïque et défiant,
Qu'un seul regard humain est plus fier que l'aurore!

Oui, je le sens, nul être au cœur contemplatif
N'échappe au grand attrait des énigmes du monde,
Mais seule la douleur transmissible est féconde,
Que pourrait t'enseigner l'éther sourd et passif?

En vain j'ai soutenu, tremblante jusqu'aux moelles,
Le combat de l'esprit avec l'universel,
J'ai toujours vu sur moi, étranger et cruel,
Le gel impondérable et hautain des étoiles!

Entends-moi, je reviens d'en haut, je te le dis,
Dans l'azur somptueux toute âme est solitaire,
Mais la chaleur humaine est un sûr paradis;
Il n'est rien que les sens de l'homme et que la terre!

Feins de ne pas savoir, pauvre esprit sans recours,
Qu'un joug pèse sur toi du front altier des cimes,
Ramène à ta mesure un monde qui t'opprime,
Et réduis l'infini au culte de l'amour.

— Puisque rien de l'espace, hélas! ne te concerne,
Puisque tout se refuse à l'anxieux appel,
Laisse la vaste mer bercer l'algue et le sel,
Et l'étoile entr'ouvrir sa brillante citerne,

Abaisse tes regards, interdis à tes yeux
Le coupable désir de chercher, de connaître,
Puisqu'il te faut mourir comme il t'a fallu naître,
Résigne-toi, pauvre âme, et guéris-toi des cieux...

C^sse^ de Noailles.

LES HÉRITIERS BOIROUGE [1]

FRAGMENS D'HISTOIRE GÉNÉRALE

SCÈNE DE LA VIE DE PROVINCE

FRAGMENT PUBLIÉ PAR LE VICOMTE DE SPOELBERCH DE LOVENJOUL

NOTICE

La première mention connue de cet ouvrage si longtemps projeté par Balzac se trouve imprimée au bas de la page qui, dans l'édition originale d'*Eugénie Grandet*, en suit immédiatement le titre. Elle y fait partie de la table complète, donnée ainsi d'avance, des quatre volumes des *Scènes de la Vie de Province*, dont *Eugénie Grandet* forme le tome premier. Il fut mis en vente le 15 décembre 1833, portant le millésime de 1834.

A cette date, l'œuvre s'appelait seulement *Fragment*, ou *Fragmens d'Histoire générale*. Cette étude, dont de trop courtes pages subsistent seules, doit avoir été écrite vers cette époque. Elle était alors destinée au dernier volume des *Scènes* en question, dont les tomes trois et quatre devaient contenir les récits suivans : *Les Amours d'une laide*, *la Grande Bretèche*, *le Cabinet des Antiques*, *l'Original*, — *Fragmens d'histoire générale*, et *Illusions perdues*. Par malheur, ni *les Amours d'une laide*, ni *l'Original*, ni *Fragmens d'Histoire générale* n'ont jamais vu le jour. Voici la seule épave qui nous soit parvenue de ces trois tableaux de mœurs provinciales.

Pendant les trois ans et deux mois que dura la publication des douze volumes de ses *Études de mœurs au dix-neuvième siècle*, dont

font partie les *Scènes de la Vie de Province*, — 15 décembre 1833-15 février 1837, — le maître recula plus d'une fois, ainsi que le fait se produisit trop souvent à propos des écrits annoncés par lui, les dates fixées pour l'apparition des différens récits que l'ouvrage devait contenir.

Il commença d'abord par inscrire l'annonce suivante au revers de la couverture du tome quatre des *Scènes de la Vie Parisienne*, mis en vente le 1er mai 1835 : « La sixième livraison [des *Études de mœurs au dix-neuvième siècle*], qui paraîtra le 1er août prochain, se composera des tomes sept et huit [tomes trois et quatre des *Scènes de la Vie de Province*]. Ces deux volumes compléteront cette deuxième série, seront complètement inédits et contiendront : *La Grande Bretèche, le Cabinet des Antiques. — Fragment d'Histoire Générale, Illusions perdues.* »

Puis, n'étant pas prêt le 1er août, il fit imprimer ce nouvel avis au revers de la couverture du tome premier, — publié après le quatrième, — des *Scènes de la Vie Parisienne*, lequel parut le 15 novembre 1835 : « La sixième livraison [des *Études de mœurs au dix-neuvième siècle*] qui paraîtra en décembre prochain, se composera des tomes sept et huit [tomes trois et quatre des *Scènes de la Vie de Province*]. Ces deux volumes, qui complètent la deuxième série [et l'ouvrage entier], seront entièrement inédits et contiendront : *la Grande Bretèche, le Cabinet des Antiques. — Fragment d'Histoire Générale, Illusions Perdues.* »

Si, désespérant sans doute d'avoir terminé son œuvre à temps, Balzac renonça définitivement dès le début de 1836 à faire entrer *Fragment d'Histoire générale* dans ses *Études de mœurs au dix-neuvième siècle*, il n'en fut pas de même quant à son intention formelle d'achever cet ouvrage et de le faire paraître. C'est en 1836, en effet, qu'il compléta son titre, légèrement obscur, en le faisant précéder de celui-ci : *Les Héritiers Boirouge.*

On en trouve la preuve dans la lettre qu'au printemps de cette même année 1836 il fit parvenir à Madame Émile de Girardin. Celle-ci étant alors sur le point de publier son spirituel roman : *la Canne de Monsieur de Balzac*, lui avait demandé quelle était l'œuvre dont il s'occupait en ce moment. Sa réponse, dont nous extrayons le passage suivant, est imprimée tout entière dans sa *Correspondance* : « Ma première publication sera *le Lys dans la Vallée;* mais, si le procès qui en retarde la publication est perdu, ce sera *les Héritiers Boirouge.* »

En conséquence, Madame Émile de Girardin termina son livre, qui fut mis en vente en mai 1836 (avant le gain par Balzac du procès en question), par les lignes suivantes : « Qu'est devenue la canne ? dira-t-on. Vous allez le savoir. Elle est retournée aux mains de

Monsieur de Balzac, et... *les Héritiers Boirouge* vont paraître. »

Mais l'écrivain, ayant, en juin 1836, gagné triomphalement sa cause, il en résulta qu'il fit mettre immédiatement en vente *le Lys dans la Vallée*, et qu'il remit de nouveau dans ses cartons les infortunés *Héritiers Boirouge*.

Toutefois, à la fin de ce même mois, Balzac qui se reposait à Saché, chez son ami de Margonne, des longs ennuis causés par ce procès, écrivit à Émile Regnault, le gérant de la *Chronique de Paris*, une longue épître, recueillie aussi dans sa *Correspondance*.

Les lignes suivantes tirées de cette lettre précisent de nouveau son intention de livrer prochainement à la publicité *les Héritiers Boirouge* sans les comprendre dans les *Études de mœurs au dix-neuvième siècle* dont Madame Béchet était l'éditeur : « J'aurai, suivant toute probabilité, terminé les *Illusions perdues* pour samedi prochain. Je crois que cela fera quatre-vingt-dix feuillets, et j'ai bien fait de commencer par là, car alors *le Cabinet des Antiques* suffirait pour compléter les deux volumes de la veuve Béchet ou dame Jacquillat. Elle ne mérite pas que je lui donne *les Héritiers Boirouge*. Cette œuvre, avec *César Birotteau*, remplira la caisse du sieur Werdet. »

Observons ici que les deux derniers volumes des *Scènes de la Vie de Province*, dus à Mme Béchet, comme complément des douze volumes des *Études de mœurs au dix-neuvième siècle*, parurent seulement le 15 février 1837, alors que Werdet lui avait racheté la propriété de tout l'ouvrage. Le contenu de ces deux volumes trompa bien des espérances, car des six études promises dès 1833, ils n'en firent connaître que deux : *la Grande Bretèche* et *Illusions perdues*. *Fragmens d'Histoire générale* et les autres récits, annoncés depuis si longtemps, y furent remplacés par la seule *Vieille Fille*.

Néanmoins, *les Héritiers Boirouge* ne cessèrent pas encore de hanter l'esprit de Balzac. En 1839, au cours de la préface du *Cabinet des Antiques*, — supprimée depuis dans *la Comédie humaine*, — il donna cette fois d'intéressans détails sur l'ouvrage en question. Les voici : « L'auteur [du *Cabinet des Antiques*] n'a pas renoncé non plus au livre intitulé : *les Héritiers Boirouge*, qui doit occuper une des places les plus importantes dans les *Scènes de la Vie de Province*, mais qui veut de longues études exigées par la gravité du sujet. Il ne s'agit pas moins que de montrer les désordres que cause au sein des familles l'esprit des lois modernes. »

Il nous faut parler maintenant d'une sorte d'énigme, dont, par malheur, le mot nous échappe absolument. Il s'agit du deuxième chapitre des *Héritiers Boirouge*, dont le titre seul est écrit sur le manuscrit, l'ouvrage demeurant inachevé précisément à partir de cet endroit.

Or, ce chapitre est intitulé : *Ursule Mirouet*. Tout semblerait donc indiquer que l'œuvre portant ce dernier titre aurait pris, dans *la Comédie humaine*, la place qu'y devaient occuper *les Héritiers Boirouge*. D'une part, le sujet d'*Ursule Mirouet*, aussi bien que certains passages du manuscrit des *Héritiers Boirouge* faisant partie des deux récits, confirmerait absolument cette opinion, si, d'autre part, on ne retrouvait, en 1845, cette dernière œuvre inscrite sur le catalogue détaillé de la future seconde édition de *la Comédie humaine*, établi, comme toujours, longtemps à l'avance par Balzac.

Donc, puisqu'en 1845 *les Héritiers Boirouge* sont encore annoncés parmi ses ouvrages *à paraître*, alors qu'*Ursule Mirouet*, publiée en 1841, se trouve pourtant indiquée aussi sur la même liste imprimée, il faut bien en conclure que les deux romans devaient comporter des sujets complètement distincts.

Laissant de côté cette question, insoluble aujourd'hui, nous terminerons cette notice en rappelant au lecteur qu'*Ursule Mirouet* fit sa première apparition dans *le Messager* du 25 août au 23 septembre 1841, portant la date de juin-juillet de la même année. L'action des *Héritiers Boirouge* se passe à Sancerre, et celle d'*Ursule Mirouet* à Nemours. Il serait curieux d'attribuer ce dernier choix au fait de la mort de Madame de Berny, survenue, comme on sait, le 27 juillet 1836.

En effet, jusqu'à cette date, jamais Balzac, qui venait constamment voir sa *dilecta* à la Bouleaunière, — habitation voisine de Nemours, qu'il connaissait donc parfaitement, — ne prit ce cadre pour y développer l'action d'aucun de ses romans. Mais, en 1841, cette raison de réserve par rapport à Nemours n'existait donc plus pour lui. Aussi Balzac jugea-t-il sans doute, cinq ans après la mort de la meilleure amie qu'il ait jamais rencontrée, pouvoir, sans blesser aucune délicatesse, placer dans cette ville les personnages de son œuvre nouvelle. Il eût été d'ailleurs impossible de les maintenir à Sancerre, ceux de *la Muse du Département* étant déjà établis, depuis 1843, dans cette jolie cité du Cher.

Enfin, s'il reprit aux *Héritiers Boirouge* le nom de sa nouvelle héroïne, il n'en fut pas de même pour celui qu'il avait si bien adapté à toute cette famille de vignerons, *buveurs de rouge*, très à leur place à Sancerre, située dans un pays de vignobles, mais dont l'existence à Nemours eût contrasté comme exactitude avec le souci du détail précis qui poursuivait sans relâche le génial auteur de *la Comédie humaine*. En revanche, il attribua très légitimement ce nom à quelques-unes des personnalités sancerroises jouant un rôle dans *la Muse du Département*.

Comme dernier mot, appelons l'attention sur l'espèce d'analogie existant entre ce début des *Héritiers Boirouge*, et la généalogie beau-

coup moins étendue établie par M. Émile Zola pour ses *Rougon-Macquart.* Il y a là, toutes proportions gardées, une sorte de curieuse rencontre entre le maître du roman moderne et l'un de ses plus puissans admirateurs.

VICOMTE DE SPOELBERCH DE LOVENJOUL.

Villa close, août 1897.

AVANT-SCÈNE

Avant d'entreprendre le récit de cette histoire, il est nécessaire de se plonger dans le plus ennuyeux tableau synoptique dont un historien ait jamais eu l'idée, mais sans lequel il serait impossible de rien comprendre au sujet.

Il s'agit d'un arbre généalogique aussi compliqué que celui de la famille princière allemande la plus fertile en lignes qui se soit étalée dans l'*Almanach de Gotha*, quoiqu'il ne soit question que d'une race bourgeoise et inconnue.

Ce travail a d'ailleurs un mérite. En quelque ville de province que vous alliez, changez les noms, vous retrouverez les choses. Partout, sur le continent, dans les îles, en Europe, dans les plus minces bourgades, sous les daïs impériaux, vous rencontrerez les mêmes intérêts, le même fait.

Ceci, pour employer une expression de notre temps, est normal.

I

Sancerre est une des villes de France où le protestantisme a persisté. Là, le protestant forme un peuple assez semblable au peuple juif : le protestant y est généralement artisan, vendeur de merrain, marchand de vin, prêteur à la petite semaine, avare, faiseur de filles, il trace, il talle comme le chiendent, demeure fidèle aux professions de ses pères, par suite de son obéissance aux vieilles lois qui lui interdisaient les charges publiques; et, quoique, depuis la Révolution, les ordonnances prohibitoires aient été abrogées, le libéralisme et l'aristocratie, ces deux opinions ennemies, [ont] fait moralement revivre, sous la Restauration, les anciens préjugés.

Il y a la riche bourgeoisie protestante, et les simples artisans industrieux, deux nuances dans le peuple. Or, la bourgeoisie

protestante ne se composait que de trois familles, ou plutôt de trois noms : les Chandier, les Bianchon et les Popinot. Les artisans se concentraient dans les Boirouge, les Mirouet et les Bongrand.

Toute famille qui n'était pas plus ou moins Chandier-Popinot, Popinot-Chandier, Bianchon-Popinot, Popinot-Bianchon, Chandier-Chandier, Bianchon-Chandier, Bianchon-Grand-bras, Chandier-Grossequille, Popinot *primus*, etc., ou Boirouge-Mirouet, Mirouet-Bongrand, Bongrand-Boirouge, etc., — car chacun peut inventer les entre-croisemens et les mille variétés de ce kaléidoscope génératif, — cet homme ou cette femme était ou quelque pauvre manouvrier, [ou] vigneron, [ou] domestique, sans importance dans la ville.

Après ces deux grandes bandes, où les trois races primitives se panachaient elles-mêmes, il se trouvait un troisième clan, dirait Walter Scott, engendré par les alliances entre la bourgeoisie et les artisans. Ainsi, le protestantisme sancerrois avait ses Chandier-Boirouge, ses Popinot-Mirouet et ses Bianchon-Bongrand, d'où jaillissaient d'autres familles, où les noms se triplaient et se sextuplaient.

Il résultait de ce lacis constant des familles un singulier fait : le Mirouet pauvre était étranger au Mirouet riche ; les parens les plus unis n'étaient pas les plus proches ; une Chandier tout court, ouvrière à la journée, venait pour quelques sous travailler chez une Madame Chandier-Popinot, la femme du plus huppé notaire.

Les six navettes sancerroises tissaient perpétuellement une toile humaine, dont chaque lambeau avait sa destinée, serviette ou robe, étoffe splendide ou doublure ; c'était le même sang qui se trouvait dans ce corps, cervelle, lymphe, sang veineux ou artériel, aux pieds, au cœur, dans le poumon, aux mains ou ailleurs.

Ces trois clans exportaient leurs aventureux enfans à Paris, où les uns étaient simples marchands de vin, à l'angle de deux rues, sous la protection de *la Ville de Sancerre*. Les autres embrassaient la chirurgie, la médecine, étudiaient le droit, ou commerçaient.

Au moment où l'historien écrit cette page de leurs annales, il existe à Paris un Bianchon, illustre docteur, de qui la gloire médicale soutient celle de l'École de Paris. Quel Parisien n'a pas lu sur les murs de sa cité les grandes affiches de la maison Popinot et compagnie, parfumeurs, rue des Lombards? N'y a-t-il

pas un juge d'instruction au tribunal de la Seine ayant nom Popinot, oncle du Popinot parfumeur, et qui avait épousé une demoiselle Bianchon, car les Sancerrois-Parisiens s'allient entre eux poussés par la force de la coutume, et ils se répandent dans la bourgeoisie avec la ténacité que donne l'esprit de famille?

Portons nos regards un peu plus haut. Examinons l'humanité. Ce coup d'œil sur l'union du protestantisme sancerrois démontre un singulier fait, dont voici la formule. Toutes les familles nobles du treizième siècle ont coopéré à la naissance d'un Rohan d'aujourd'hui. En d'autres termes, tout bourgeois est cousin d'un bourgeois, tout noble est cousin d'un noble. Comme le dit la sublime page des généalogies bibliques, en mille ans trois familles peuvent couvrir le globe de leurs enfans. Il suffit, pour le prouver, d'appliquer à la recherche des ancêtres et à leur accumulation, — qui s'accroît dans les temps par une progression géométrique multipliée par elle-même, — le calcul de ce sage qui, demandant au roi de Perse en récompense d'avoir trouvé le jeu d'échecs, un épi de blé pour la première case, en doublant la somme jusqu'à la dernière, fit voir au monarque que son royaume ne pouvait suffire à l'acquitter.

Il s'agit donc ici d'établir, en dehors de la loi générale qui régissait les trois principales races protestantes à Sancerre, l'arbre généalogique d'un seul rameau des Boirouge.

En 1832, il existait à Sancerre un vieillard âgé d'environ quatre-vingt-dix ans, respectueusement nommé le père Boirouge.

Lui seul, à Sancerre, se nommait Boirouge tout court, sans aucune annexe. Né en 1742, il était sans doute l'enfant de quelque artisan, échappé aux effets de la révocation de l'Édit de Nantes à cause de sa pauvreté, car l'histoire nous apprend que les ministres de Louis XIV s'occupèrent alors exclusivement des religionnaires en possession de grands biens territoriaux, et furent indulgens pour les prolétaires. Que votre attention ne se fatigue pas!

En 1760, à l'âge de dix-huit ans, Espérance Boirouge (1), ayant perdu son père et sa mère, abandonna sa sœur, Marie Boirouge, à la grâce de Dieu, laissa son frère, Pierre Boirouge, vigneron au village de Saint-Satur, et vint à Paris, chez un Chandier, marchand de vin, établi carré Saint-Martin, *au Fort*

(1) Balzac lui avait d'abord attribué les prénoms de « Jacques, Marie, Joseph. »

Samson, enseigne protestante, que tout flâneur pouvait voir encore en 1820, au-dessus des barreaux en fer de la boutique, toujours tenue par un Sancerrois, et où se buvait le vin du père Boirouge.

Espérance Boirouge était un petit jeune homme carré, trapu comme le fort Samson. Il fut second, puis premier garçon du sieur Chandier, célibataire assez morose, âgé de quarante-cinq ans, marchand de vin depuis vingt années, et qui, lassé de son commerce, vendit son fonds à Boirouge, afin de pouvoir retourner à son cher Sancerre. Il y acheta la vieille maison qui fait le coin de la Grande Rue et de la rue des Saints-Pères, en face de la place de la Panneterie.

Cet événement eut lieu vers la fin de l'année 1765.

Vendre son fonds de Paris à Espérance Boirouge n'était rien, il fallait se faire payer, en toucher le prix.

M. Chandier, sa maison acquise, ne possédait que six journées de vignes, et les dix mille livres, valeur de son fonds, qu'il voulait placer en vignes, afin d'en vendre les récoltes au *Fort Samson*, et vivoter en paix.

Il voulut marier le jeune Boirouge à une Bongrand (1), fille d'un marchand drapier, qui avait douze mille livres de dot, mais, en y pensant bien, il la garda pour lui-même, n'eut pas d'enfans, mourut au bout de trois ans de mariage, sans avoir reçu deux liards de ce *coquin* de Boirouge, disait-il.

Ce coquin de Boirouge vint à Sancerre pour s'entendre avec la veuve, et il s'entendit si bien avec elle qu'il l'épousa.

Sa sœur, Marie Boirouge, s'était mariée à un Mirouet, le meilleur boulanger de Sancerre, et son frère, le vigneron, était mort sans enfans.

A trente et un ans, en 1771, Espérance Boirouge se trouva donc allié aux Bongrand, eut, sans bourse délier, *le Fort Samson*, et sa femme lui apporta douze mille livres placées en vignes, les vignes du vieux Chandier, et la maison située au coin gauche de la rue des Saints-Pères, dans la Grande-Rue. Cette maison, il la loua; les vignes, il en donna le gouvernement au sieur Bongrand, son beau-père, en se promettant bien d'en vendre lui-même les produits, et il revint à Paris faire trôner sa femme au comptoir d'étain du *Fort Samson*.

Une circonstance aida à la fortune de l'heureux Boirouge.

(1) Balzac avait d'abord écrit : *Une Mirouet*.

L'Opéra brûla, fut reconstruit à la Porte-Saint-Martin, et comme le *Fort Samson* était réputé pour débiter du vin excellent et non frelaté, tous les gens des bonnes maisons vinrent y boire, en attendant la sortie de leurs maîtres.

La femme de Boirouge était une bonne ménagère, économe et proprette; elle eut trois enfans, trois garçons, l'aîné Joseph, le second Jacques, le troisième Marie. Elle les éleva tous très bien et mourut après les avoir tous établis et mariés à Sancerre, voici comment :

Joseph apprit à Paris le commerce de la draperie, et succéda naturellement à son grand-père maternel, Bongrand; il épousa une Bianchon, et fut la tige des Boirouge-Bianchon.

Le second, mis chez un apothicaire à Paris, vint à Sancerre épouser la fille d'un Chandier, apothicaire à la Halle, dont il prit l'établissement, et fut la souche des Boirouge-Chandier.

Le troisième, le plus aimé de Boirouge et de sa femme, fut placé chez un procureur au Chlet (1), et se trouvait juge à Sancerre, où il avait épousé une Popinot. Il y eut donc une troisième ligne, [celle] de [s] Boirouge-Popinot.

En 1800, le père Boirouge avait rendu ses comptes à ses trois enfans, qui avaient également tous hérité de leurs ayeux maternels, et le bonhomme était revenu habiter sa maison de Sancerre, après avoir vendu le fonds du *Fort Samson* au fils de sa sœur, Célestin Mirouet, qui se trouvait sans un sou.

Ce Célestin Mirouet était, depuis dix ans, le premier garçon de son oncle, et, depuis dix ans, il menait une vie très dissipée, en compagnie d'une mauvaise fille de Sancerre, qu'il avait rencontrée à Paris. Il mourut en 1810, en faisant [une] faillite où le père Boirouge perdit environ dix mille francs, — le prix de deux récoltes envoyées au *Fort Samson*, — et son neveu lui recommandait une petite fille de dix ans, laquelle se trouvait [réduite] à la mendicité.

Madame Mirouet, mère d'Ursule Mirouet, avait quitté son mari pour devenir la maîtresse d'un colonel. Elle fut figurante au théâtre Montansier, et périt misérablement à l'hôpital.

Ainsi, la branche collatérale féminine du père Boirouge se trouvait représentée par une pauvre enfant de six ans (2), sans

(1) Pour : Procureur au Châtelet.

(2) Balzac avait d'abord écrit ci-dessus : *six* ans, puis avait corrigé pour mettre *dix* ans; ici, il a laissé : *six* ans.

pain, sans feu ni lieu. En mémoire de sa sœur, le vieux Boirouge recueillit donc son arrière-petite-nièce dans sa maison de Sancerre, en 1810.

Vers la fin de l'année 1821, époque à laquelle commencent les événemens de cette histoire, le père Boirouge était à la tête d'une immense famille.

Boirouge-Bongrand, son fils aîné, était mort, laissant deux fils et deux filles, tous quatre mariés et ayant tous quatre des enfans, ce qui faisait, de ce côté, quatre hériliers du père Boirouge, ayant chacun des enfans. Or, à quatre par famille, cette branche offrait vingt-quatre têtes, et se composait de Boirouge-Bongrand, dit Ledaim, de Boirouge-Bongrand, dit Grosse-Tête, de Mirouet-Boirouge-Bongrand, dit Luciot, de Popinot-Boirouge-Bongrand, dit Souverain, car chacun des chefs avait, d'un commun accord, adopté des surnoms pour se distinguer, et, dans la ville, ils étaient connus plus sous les noms de Ledaim, de Grosse-Tête, de Luciot et de Souverain, que sous leurs doubles noms patronymiques. Ledaim était drapier, Grosse-Tête faisait le commerce du merrain, Luciot vendait des fers et des aciers, Souverain tenait le bureau des diligences et était directeur des assurances.

La seconde ligne, celle des Boirouge-Chandier, l'apothicaire, s'était divisée en cinq familles, et Boirouge-Chandier avait péri malheureusement en faisant une expérience chimique. Son fils aîné lui avait succédé et gardait le nom de Boirouge-Chandier. Il était encore garçon, mais il avait deux frères et deux sœurs. L'un de ses frères était huissier à Paris; l'autre tenait l'auberge de l'*Écu de France;* l'une de ses sœurs avait épousé un fermier, et l'autre le maître de poste. Cette seconde ligne présentait un total de trente personnes, tenant par ses alliances à toute la population protestante.

La troisième branche issue du père Boirouge était celle du juge Boirouge-Popinot. M. Boirouge-Popinot vivait encore; il avait six enfans, tous destinés au barreau, au notariat et à la magistrature. L'aîné était substitut du procureur du Roi à Nevers; le second était notaire à Sancerre; le troisième, avoué à Paris; le quatrième y faisait son droit; le cinquième, âgé de dix ans, était au collège [à Vendôme]. Le premier enfant du juge était une fille, mariée à un médecin de Sancerre, M. Bianchon, le père du célèbre docteur Bianchon, de Paris, lequel

avait épousé en secondes noces Mademoiselle Boirouge-Popinot. Cette ligne avait un personnel de neuf têtes; mais le juge était le seul héritier vivant direct du père Boirouge. Ainsi, le fils le plus aimé parmi les trois restait le dernier.

A moins de quelque mort nouvelle, en 1821, la succession du père Boirouge se partageait entre neuf pères de famille. Le juge y prenait un tiers; le second tiers appartenait aux quatre Boirouge de la première branche, et le dernier aux cinq Boirouge de la deuxième branche. Le bonhomme avait empli Sancerre de ses trois lignées, qui se composaient de treize familles et de soixante-treize personnes, sans compter les parens par alliance. Aussi, ne doit-on pas s'étonner de la popularité attachée à la vieille maison située dans la Grande-Rue, que l'on nommait la *Maison aux Boirouge*. Au-dessus de cette gent formidable, le père Boirouge s'élevait patriarcalement; uni par sa femme à la grande famille des Bongrand, qui, fleuve humain, avait également envahi le pays sancerrois, et foisonnait à Paris dans le commerce de la rue Saint-Denis.

Toutes ces tribus protestantes n'expliquaient-elles pas les tribus d'Israël? Elles étaient une sorte d'innervation dans le pays; elles y touchaient à tout. Si elles avaient eu leur égoïsme de race, comme elles avaient un lien religieux, elles eussent été dangereuses; mais là, comme ailleurs, la persécution qui resserre les familles, n'existant plus, ce petit monde était divisé par les intérêts, en guerre, en procès pour des riens, et ne s'entendait bien qu'aux élections. Encore le juge, M. Boirouge-Popinot, était-il ministériel; il espérait être nommé président du tribunal, avancement légitimement gagné par vingt années de service dans la magistrature.

Les membres de cette famille étaient donc plus ou moins haut placés sur l'échelle sociale. Quoique parens, les relations suivaient la loi des *chacun à chacun* de la trigonométrie; elles étaient intimes selon les positions.

Enfin, quoique la succession du père Boirouge intéressât treize familles et une centaine de personnes dans Sancerre, le bonhomme y vivait obscurément; il ne voyait personne; son fils, le juge, le visitait parfois; mais, s'il jouissait du plus grand repos, il mettait, le soir, bien des langues en branle, car il était peu de ses héritiers qui, à propos d'une économie ou d'une dépense ne dît : « *Quand le père Boirouge aura tortillé l'œil,*

j'achéterai, j'établirai, je ferai, je réparerai, je construirai; » etc. Depuis dix ans, ce cercueil était l'enjeu de vingt-cinq personnes dans leur partie avec le hasard, et depuis dix ans, le hasard gagnait toujours. Quiconque descendait la Grande-Rue de Sancerre, en allant de la Porte-César à la Porte-Vieille, disait en arrivant à la Place de la Panneterie et montrant la vieille maison aux Boirouge : « Il en a des écus, celui-là! »

Comme dans toutes les villes de province, et dans tous les pays, chacun avait fait un devis approximatif de la succession Boirouge.

Ses enfans établis, sa femme morte, ses comptes rendus, le bonhomme possédait la maison que lui avait léguée sa femme, trente journée de vignes, une métairie de sept cents livres de rente, et, disait-on, une somme de vingt mille francs en écus, de laquelle il avait frustré ses enfans en la gardant toute pour lui, au lieu de la faire porter à l'actif de la communauté lors de l'inventaire. Comme [le] bonhomme avait, pendant longtems, prêté à dix pour cent en dedans, et qu'il vendait avantageusement ses récoltes au *Fort Samson*, ses revenus étaient évalués entre dix et douze mille livres qu'il avait dû mettre de côté chaque année, en grossissant toujours le capital par l'adjonction des intérêts.

Le vieillard avait constamment loué, pour deux cents francs, le premier étage de sa maison, et sa manière de vivre permettait de supposer qu'en ajoutant mille francs à cette somme, toutes ses dépenses étaient couvertes.

Or, vingt-deux ans d'économies produisaient un capital d'environ trois cent mille francs dont il n'existait aucune trace à Sancerre. A l'exception de cent arpens de bois que le père Boirouge avait achetés en 1812, et d'une seconde métairie, d'un produit d'environ neuf cents francs, qui jouxtait la sienne et qu'il avait acquise en 1819, personne ne savait où il plaçait ses économies. Sa fortune au soleil, était évaluée à deux cent cinquante mille francs, par les uns, à cent mille écus par les autres. Mais, généralement, les capitaux mystérieux et les biens territoriaux représentaient six cent mille francs dans l'esprit de chacun. Depuis deux ans, ce capital, fruit de la longévité, devait donc s'augmenter de dix mille écus par an.

Quelle serait cette fortune, si, comme le prétendaient quel-

ques malicieux Sancerrois, il prenait fantaisie au bonhomme d'aller à cent ans!

— Il enterrera ses petits-enfans! disait, au commencement de l'hiver, en 1821, le fils aîné de Boirouge-Soldet, qui servait de commis à son père, et qui était venu parler à sa cousine, la femme de Boirouge-Chandier-fils-aîné, l'apothicaire.

La reine des boutiquiers de la Halle était une Bongrand, célèbre par sa beauté. Elle se tenait sur le seuil de sa porte, et regardait, ainsi que son cousin, le père Boirouge qui marchandait un sac de blé à un de ses fermiers.

— Oui, cousine, ce seront les enfans de ses arrière-petits-enfans qui auront à partager ses biens.

— Beau *venez-y-voir*, répondit-elle. Laissât-il un million, qu'est-ce que ce sera, s'il faut le distribuer à cent héritiers! Tandis qu'aujourd'hui, son fils, le juge, aurait au moins le plaisir de jouir d'un bel héritage, et mon mari, qui aurait le quart du tiers, pourrait en faire quelque chose.

— Ses héritiers auront des noix quand ils n'auront plus de dents, dit le fils du maître de poste, qui venait d'acheter de l'avoine, et qui s'approcha de la boutique.

— C'est vrai, répondit Madame Boirouge-Chandier-fils-aîné; il se porte comme un charme. Voyez! il fait son marché lui-même, il va sans bâton, il a l'œil clair comme celui des basilics dont Chandier vend de l'huile.

— Le bonhomme, voisine, trouve avec raison que c'est malsain de mourir.

— Que fait-il de ses écus? Pourquoi n'en donne-t-il pas à ceux de ses héritiers qui en ont besoin? dit le jeune Soldet.

— Cousin, dit la femme de l'apothicaire, ce qu'il ferait pour l'un, il devrait le faire pour l'autre; et alors il aurait trop à faire.

— Tenez, cousine, dit en souriant le fils du maître de poste, le bonhomme a près de lui une pie qui s'entend à becqueter le grain.

Et il salua la femme de l'apothicaire et le jeune Soldet, après avoir montré du doigt une jeune fille qui, sans doute, venait quérir le père Boirouge, car elle le cherchait au milieu de la foule, le trouva, lui parla, et reprit de compagnie avec lui le chemin de sa maison. Mais le vieillard fut arrêté précisément à quelques pas de la boutique de l'apothicaire par un [de] ses vignerons.

— Croyez-vous, cousine, ce que l'on dit de cette jeunesse? demanda Soldet en montrant Ursule Mirouet.

— Elle pourrait bien écorner la succession; en tout cas, elle aurait gagné son argent, car le bonhomme n'est pas un Adonis.

Ce méchant propos aurait certes blessé l'âme d'un de ces jeunes gens que les romanciers ne mettent pas en scène sans leur donner une provision de beaux sentimens; mais il fit sourire Augustin Soldet, car il pensa qu'Ursule Mirouet serait alors un bon parti.

— Adieu, cousine, dit-il.

Il vint pour saluer la jeune fille; mais en ce moment même le bonhomme Boirouge avait fini ses recommandations à son vigneron, et prenait la Grande-Rue pour descendre chez lui, car la Grande-Rue de Sancerre est une rue en pente qui mène au point le plus élevé de la ville, à une espèce de mail, situé à la Porte-César, que domine cette fameuse tour aperçue par les voyageurs à six lieues à la ronde, la seule qui reste des sept tours du château de Sancerre, dont les débris appartiennent à M. Roy.

Soldet regarda la jupe plissée que portait Ursule, et se plut à deviner la rotondité des formes qu'elle cachait, leur fermeté virginale, en pensant que la femme et la dot étaient deux bonnes affaires qui ne lui échapperaient point. En effet, en passant devant la fenêtre de la salle où se tenait Ursule, il n'avait jamais manqué de s'arrêter et de faire avec elle un petit bout de conversation, en la nommant sa cousine.

II

URSULE MIROUET

Jamais nom ne peignit mieux la personne à laquelle il appartenait : Ursule Mirouet ne réveille-t-il pas dans l'esprit une . . . .

H. de Balzac.

LA FOIRE DE RABAT

II [1]

DANS LE MYSTÈRE DU MOGHREB

VI. — UNE NUIT MAROCAINE

Ces nuits d'été marocaines, je les préfère encore au jour, si traîtresses qu'elles soient avec leur fraîcheur mouillée. L'œil ne ressent plus la fatigue de s'accommoder à la lumière, et dans l'air sont suspendus tant de bruits singuliers que même un aveugle, je crois, y trouverait son plaisir. Mais pourquoi prononcer ce mot si triste : aveugle? Dans ce pays où ils sont innombrables, ceux que ne réjouit plus le spectacle coloré des choses, on ne leur donne point ce nom enténébré. On les appelle des « clairvoyans, » comme si la force de leurs regards éteints s'était retournée vers l'invisible et que Dieu leur permît de lire ses secrets dans la nuit.

Au milieu du quartier des grandes maisons silencieuses, il est une rue de fruitiers, de bijoutiers et de notaires, où chaque jour, à midi, le cadi tient ses audiences dans une petite mosquée assiégée par les plaideurs. A cette heure avancée du soir, le tribunal est fermé. Fermées aussi les armoires où les graves notaires, nonchalamment étendus sur des coussins de cuir, dans leurs vêtemens de fine laine, égrènent un chapelet en

(1) Voyez la *Revue* du 15 septembre.

attendant le client, ou bien, assis devant leurs pupitres de poupée, une plume de roseau à la main, semblent écrire des actes fantaisistes, tant les caractères qu'ils tracent d'une main grasse et légère sont bistournés et gracieux. Il n'y a d'ouvert à cette heure, dans cette rue de la basoche, que les boutiques des fruitiers, gloire de l'été finissant, et chacun s'arrête au passage pour rapporter à la maison des raisins ou un concombre. Le feu du marchand de beignets, allumé sous son échoppe, jette sur tout ce coin de rue une lueur d'enfer. Comment lui-même, assis juste au-dessus de son fourneau, n'est-il pas cuit, recuit, bouillant comme l'huile où crépitent ses petits gâteaux au miel? A la lumière de ce brasier, sous un plafond de cabats éventrés d'où s'échappent des plantes jaunies, l'herboriste-sorcier va chercher dans ses poussières de quoi brouiller un ménage, faire mourir un mari, ramener l'amant infidèle, ou simplement guérir un rhume, — vieille herbe séchée elle-même, vieux débris d'une médecine qui fut verdoyante jadis sous les arceaux d'Espagne, et qui ne vit plus aujourd'hui que d'un rayon de lune.

Non loin du magicien blafard, sous l'auvent du bijoutier, une boîte à musique, parmi les colliers barbares et les bracelets d'or et d'argent, joue d'une voix édentée une musique grêle et mièvre, où, sur un fond langoureux de violons, se détachent les notes aiguës et les sonnettes de quelque chapeau chinois. A force d'avoir tourné dans quelque harem inconnu de Rabat, de Marrakech ou de Fez, cela a pris, à l'usage, je ne sais quel air exotique, plus oriental que l'Orient même, sous lequel je reconnais, tout à coup, avec étonnement, quand la machine a cessé de marcher, ces airs de valses danubiennes qui semblent faire glisser les bateaux sur les lacs de la Suisse allemande.

De chaque côté de cette rue qu'éclairent le four aux beignets et cinq ou six bougies plantées dans des concombres, s'ouvrent, dans la masse des maisons blanches que la chaleur du jour paraît avoir fendues, les crevasses de ruelles profondes où de loin en loin clignote un réverbère municipal.

Les passionnés du vieux Maroc, race irritable et charmante, gémissent avec amertume : « Que n'êtes-vous venu ici il y a seulement quatre ou cinq ans, avant ces odieux quinquets! Rabat, la nuit, quelle poésie! Quelle adorable symphonie d'ombre blanc e et de nuit bleue! Vous ne pouvez imaginer

l'agrément de vagabonder, chacun avec sa lanterne. C'était, d'ailleurs, un des plaisirs des bourgeois de Rabat de circuler ainsi dans l'ombre. La tête sous le capuchon, l'amoureux glissait dans la rue et courait à ses plaisirs. Comme dit le proverbe arabe : « Allah n'y voit pas la nuit. » Voulait-on voir ou être vu, on allumait son falot, et tout le monde était satisfait... »

Ainsi parlent ces délicats. Leur esthétisme un peu fané, leur poésie un peu dolente me font songer à ces Mauresques voilées que l'on rencontre parfois dans la rue, et qui ont la singulière habitude de pousser en marchant de petits soupirs qui étonnent, s'arrêtent comme prises de faiblesse, s'appuient à la muraille comme si elles ne pouvaient supporter le poids de leur corps, repartent, soupirent, s'arrêtent encore, — simple coquetterie, paraît-il, qui témoigne tout ensemble de leur faiblesse et de leur grâce.

Mais, même par le plus beau clair de lune, la lune ne peut être partout. Une ville indigène est une vaste chose obscure. Que seraient ces sombres ruelles sans la lumière de ces quinquets? De loin en loin, ils éclairent, et fantastiquement, de hautes murailles unies qui font penser à des banquises soudainement apparues dans la brume, des tours carrées percées tout à la cime de fenêtres étroites comme des meurtrières, des voûtes, des tunnels, de lourds marteaux de cuivre qui brillent sur des portes fermées; ils éclairent une vie furtive de fantômes vêtus de blanc qui surgissent des ténèbres, s'illuminent un instant et retournent aussitôt à l'ombre; ils créent avec des choses muettes, enveloppées et glissantes, une petite vie nocturne de silence en mouvement qu'une ogive encadre et limite, et que les ténèbres prolongent. Cela paraît sans âge, semble n'appartenir à aucune heure du monde. Une émotion diffuse emplit le cœur et ralentit le pas; volontiers on ferait la femme maniérée qui s'appuie à la muraille; on regarde, on n'avance plus; on remercie la vie un instant favorable, le temps suspendu dans sa course, la poésie arrêtée là, et ce quinquet municipal, magicien fabuleux, lui aussi instrument de songe.

Un marteau qui retombe sur son heurtoir de cuivre ébranle cette rêverie. Une voix sort du profond d'un logis : derrière l'épaisseur de la porte quelque femme parlemente avec le burnous qui frappe. Un colloque de syllabes rauques; la porte

s'ouvre, et se referme comme un soufflet sur la joue, avec cette violence dont se ferment toujours les portes en Islam, ces portes pourtant si accueillantes à l'invité, à l'ami... Des enfans se poursuivent avec des cris aigus, où l'on croit reconnaître les appels et jusqu'aux mots que nous prononcions dans nos jeux. Sous les arceaux d'une mosquée, où brillent des veilleuses et de hauts chandeliers avec des cierges allumés, quelques adolescens, le capuchon relevé sur la tête, sagement accroupis en files, et un livre sur les genoux, écoutent un professeur, assis comme eux sur la natte, commenter d'une voix rapide et nasillarde un passage du Coran, un texte de grammaire, un poème, une loi, des choses que j'ignorerai toujours, mais qui sont justement celles qui conservent à ce coin du monde sa poésie inaltérée et le rendent non pareil... De loin, je ne sais d'où, des ritournelles de tambour et de flûtes, et des voix qui chantent un air triste, comme pour un enterrement, sortent par quelque fente des blancheurs enténébrées. Cela tourne, s'efface, semble se frayer un chemin à travers les banquises blanches, se rapproche et puis s'éloigne, — sans doute, quelqu'un de ces cortèges qui traversent chaque nuit la ville : jeune fille qu'on emmène dans la maison de son fiancé, nouveau marié qui va prendre son plaisir avec ses amis, fête de confrérie, ou bien gens qui s'en vont célébrer chez une accouchée la naissance d'un enfant... Je m'élance à la poursuite de ce bruit qui fuit et tournoie ; et au moment où, de détour en détour, je finis par découvrir les drapeaux et les lanternes, tout s'engouffre dans un couloir au sol badigeonné de rouge qui plonge au dessous de la rue, car la plupart de ces maisons s'enfoncent profondément dans la terre. Les tambours continuent de battre, les flûtes de jouer, les voix de psalmodier un allègre chant de joie. Sous ce couloir en tunnel le vacarme s'assourdit, pour éclater tout à coup, tel une fusée qui s'élève, dans le plein ciel du patio. Et moi, je reste, comme toujours, à la porte, au milieu des mendians en loques, tandis que les litanies succèdent aux litanies, les grands airs d'allégresse aux monotones appels à la protection des saints, et que, de moment en moment, retentissent les you-you des femmes, aussi inattendus dans ce concert de voix qu'un sifflet de locomotive sous une nuit étoilée.

Ah! oui, j'avais raison de dire qu'un aveugle, un clairvoyant trouverait ici son plaisir! Quel musicien de chez nous viendra

s'inspirer de ces musiques non moins curieuses que les couleurs, — airs de cérémonies, de chœurs, de défilés, de récitals et de danses? Il n'y a que dans les beaux couvens, aujourd'hui solitaires, des moines de chez nous, que j'ai entendu ces grands airs de plain-chant, tantôt d'une mélancolie monotone qui renaît sans cesse d'elle-même et ne sait pas s'épuiser, tantôt d'un enthousiasme et d'une étonnante allégresse. Mais ici, chez ces Maughrabins, l'adaptation aux circonstances de l'existence quotidienne donne à ces rythmes tout unis un mouvement qui leur fait défaut dans les demeures monastiques.

Sans doute, pour ceux qui la mènent, cette petite vie nocturne est bien bourgeoise et paisible, et ma seule ignorance la romantise à l'excès. Déjà au milieu de cette ombre et des bruits qui la remplissent, je me sens presque chez moi. Mais comme si la nuit marocaine, offensée de mon assurance, voulait m'étonner et me dire : « Insensé qui te figures avoir déjà fait le tour de ma ceinture étoilée, égrené toutes les perles de mon collier mystérieux; insensé qui t'imagines que je n'ai pas mille ressources pour t'intriguer, te ravir, exaspérer et décevoir ton vain désir de comprendre! » voilà qu'au milieu des ténèbres surgit tout à coup devant moi le monde des esprits souterrains.

C'était au fond d'une impasse qu'éclairaient violemment la lune et des jets d'acétylène qui jaillissaient, en sifflant, de vieux bidons à pétrole accrochés à la muraille. Au pied du mur éblouissant, une foule paraissait attendre comme le lever d'un rideau. Allais-je voir dans ce pauvre quartier se dérouler, sur le fond blanc du mur, un de ces films de cinématographe qui, jusque dans ce lointain Moghreb, font les délices des badauds? Ah! c'était bien autre chose! Un lever de rideau, certes, mais un lever de rideau sur l'invisible et la folie.

Devant un brasero de terre où fumait de l'encens, un nègre était assis, impressionnant de dignité sauvage, des coquillages à son cou, et dans les mains une guitare. Autour de lui, d'autres nègres musiciens agitaient les cymbales qu'Apulée a décrites, quand son âne, comme moi, ce soir, se mêle aux mystères d'Isis. Et cet orchestre de fer déchaînait un furieux vacarme, monotone et précipité, pareil au bruit d'un moteur qui d'instant en instant aurait accéléré son allure.

Et c'était bien un moteur, cette musique infernale. Sous son rythme hallucinant, la foule s'émouvait en silence. On

voyait des corps accroupis commencer à se balancer d'un mouvement presque insensible, et, sur les marches d'un tombeau, dans le fond de l'impasse, des yeux de emme qui s'animaient sous le haïk entr'ouvert.

La lune brillait à son dernier quartier, et l'acétylène sifflante mêlait sa clarté et son bruit à la clarté lunaire et au bruit des instrumens. Un homme se lève, puis un autre; un autre, puis un autre encore. Ils sont dix au moins, maintenant, qui dansent devant les musiciens, sautent d'un pied sur l'autre en frappant le sol du talon, avec une telle violence qu'on sent la terre battue qui tremble. Que veulent-ils? Qu'attendent-ils de cette agitation forcenée? Leurs pieds appellent les Esprits pour les faire sortir du sol, les incorporer à leur être, ou rejeter de leurs corps le démon qui les habite. Celui-ci, armé d'un bâton, trace un cercle sur le sable où il circonscrit sa danse; celui-là se jette à genoux et son torse se balance comme un ver ou un serpent qui se dresse et se tord. Une femme, à quatre pattes, sa chevelure huileuse et frisée répandue sur le visage, lance mille fois de suite en avant et en arrière sa tête qui balaie la poussière de sa crinière échevelée. Par une suite de bonds prodigieux, un vieillard avance à pieds joints, une besace sur le dos, remplie de dattes et de pain dans lesquels son agitation fait passer la puissance des Esprits, et qu'il distribue au public pour qu'il communie avec lui dans les forces infernales. A l'écart, une bédouine, au visage dévoilé, couvert de ces croûtes de fard dont les femmes de la campagne barbouillent leur figure, se lamente avec des pleurs, car le rythme de la musique met, paraît-il, en fureur le diable qui la possède. Des jeunes gens, liés par les mains, épaule contre épaule, font une longue chaîne ondulante, en saluant les quatre points cardinaux, pour convoquer à leur fête les démons épars dans la nuit. Et sous les robes agitées, au milieu des jambes nues, une petite fille, de six ou sept ans à peine, trépigne et danse, elle aussi, du même mouvement frénétique où les cymbales, de plus en plus rapides, entraînent à tout moment un nouveau lambeau d'auditoire.

L'orgie sacrée tourne au délire. Les vêtemens sont arrachés, les torses ruisselans se courbent, se relèvent, se cassent avec des gestes saccadés de pantins en folie; et voilà les premiers qui tombent inanimés sur le sol. On les entraîne dans un coin, et, les saisissant par les jambes, on leur chauffe la plante

des pieds sur le brasero d'encens, pour honorer le bon génie qui vient d'entrer dans leur corps, ou pour frayer à l'Esprit qui les quitte une sortie embaumée. Un parent ou un ami s'approche du corps sans mouvement, l'évente avec son burnous, lui passe la main sur le visage afin de prendre la sueur consacrée et s'en frotter la figure. Ranimé par la fraîcheur, le parfum de l'encens, ce repos d'une minute, le forcené revient à lui. Tantôt, rasséréné, il rassemble ses loques, remet sa chemise et son burnous, baise l'épaule des musiciens et s'éloigne du cercle magique, l'air satisfait d'un paysan qui sort de la voiture du dentiste; tantôt, il rentre péniblement dans la danse, puis, ressaisi peu à peu par le mouvement endiablé, il repart de plus belle, bondit, se disloque, se tord, s'avance vers les musiciens qui, sentant sa frénésie, tendent vers lui les bras et entre-choquent leurs cymbales avec une furie décuplée.

Par une stupéfiante endurance, la petite fille mêlée à ces bondissemens, et qui, d'un pied sur l'autre, se balance depuis une heure, agitant sa tête perdue sous un grand voile noir, n'est pas encore tombée, cependant qu'autour d'elle les plus robustes s'écroulent. La bédouine, qui pleurait tout à l'heure sous ses croûtes de fard, a sans doute enfin trouvé la musique qui convient à son démon, car elle a cessé de pleurer. Parmi le groupe blanc des femmes assises près du mausolée, on en voit qui se convulsent et, sans même entrer dans la danse, s'affalent sur les marches du tombeau. Et dans les maisons muettes de la ville ensommeillée, que d'autres femmes tourmentées par cet éternel malaise qui leur vient des vies cloîtrées, tendent de loin l'oreille à ce concert infernal, balancent, elles aussi, la tête au rythme démoniaque, et supplient leurs maris d'inviter l'orchestre bizarre et le nègre aux yeux blancs, pour qu'ils viennent mener la danse à l'intérieur du patio!

Les mystères d'Éleusis et de la grande Déesse, les bondissemens des Corybantes, toutes les cérémonies dionysiaques de l'ancienne Grèce, étaient-elles bien différentes de cette exaltation sauvage dans ce fond de rue marocaine? la musique plus savante que ces cymbales de nègres? les gestes plus harmonieux que les battemens de ces pieds qui soulèvent une poussière écœurante?... La frénésie religieuse, les esprits, le délire, donnaient-ils plus de grâce aux possédés des collines de Grèce qu'à ces pauvres gens du bas peuple qui s'abandonnent au vertige,

sur cette dune du Moghreb? Les prêtres qui menaient les danses étaient-ils plus solennels que ce nègre avec ses lèvres sanglantes, son collier de coquillages, ses cicatrices et ses yeux blancs?... Et comment s'expliquer le sentiment trouble et voluptueux qui se mêle à cette fête barbare? De temps en temps, la musique semble se ralentir, freiner, se faire aussi câline que du fer choqué contre du fer peut produire de la douceur. Dans ces instans d'apaisement, arrivent de la mosquée voisine les phrases chantées de la prière et l'affirmation du Dieu un. Tout se confond dans cette nuit marocaine, la religion la plus dépouillée et l'émotion la plus obscure, le divin le plus épuré, le sacré le plus ténébreux. La démence des Guenaoua va retentir dans la mosquée sans y gêner la prière, et le chant de la mosquée vient s'achever dans le tumulte qui fait jaillir de terre les esprits.

C'est l'Afrique, la noire Guinée, les fonds troubles de l'âme humaine qui font naître ces cauchemars; ce sont les phosphorescences qui s'enflamment, la nuit, au-dessus des marais du Sénégal et du Niger, et aussi les immémoriales rêveries de ces antiques populations maughrabines qui, dans le cours des siècles, ont subi les empreintes de toutes les religions, sans rien abandonner de leur attachement filial, craintif et reconnaissant aux génies innombrables de la terre, de l'air et des eaux.

Est-ce prudence de la part de ces aïens? Est-ce une hypocrisie de ces dévots des puissances souterraines? Veulent-ils se mettre à couvert de la loi coranique? Ou Allah n'est-il pour eux qu'un démon plus puissant que les autres, qu'ils mêlent à la troupe des diables dont ils peuplent le monde et leur corps? Soudain les instrumens s'arrêtent et les danseurs aussi. Hommes et femmes tendent leurs mains, réunies comme une coupe, dans le geste de l'aumône qui est, ici, celui de la prière; le nègre musicien prononce la formule sainte, le premier verset du Coran; et dans cette accalmie on n'entend plus que l'acétylène qui siffle, des poumons qui halettent, les murmures de la mosquée et le grand bruit de l'Océan qui, vainement lui aussi, s'agite là-bas sous la lune.

Et cela dure interminablement, obsède, me retient sur le bord de ce cercle répugnant et sacré (au plus vieux sens du mot sacré), où montent de la terre des esprits mystérieux aussi

vieux que le monde. Cela dure jusqu'à l'aurore, jusqu'au moment où les muezzins chantent « l'enterrement de la nuit. » De tous les côtés de la ville, leurs lentes phrases désespérées, qui semblent avoir de la peine à se frayer un chemin au milieu de ces ténèbres chargées de choses et de pensées plus obscures encore que la nuit, descendent du haut des minarets. On dirait un puissant effort pour faire triompher le Prophète et l'idée du Dieu unique sur les superstitions flottantes et les multiples divinités qui ont régné dans les ténèbres. Puis, quand l'idée limpide s'est affirmée avec le jour qui naît, alors, dans l'air purifié, se déroulent des modulations joyeuses, une sorte d'alléluia, le grand chant de victoire de la clarté sur les ténèbres, de la vérité sur l'erreur, un salut au Prophète vainqueur des forces souterraines.

Le lion l'a défendu ;
Le chameau l'a salué en lui baisant les pieds;
La gazelle lui a parlé; le nuage l'a abrité ;
L'araignée a tissé sa toile devant la grotte...

Ainsi chantent les muezzins. Et les coqs réveillés répondent à la voix des chanteurs, si bien que je ne sais quel commentateur du Coran interdit d'en tuer aucun, car eux aussi annoncent la fin des nuits traîtresses et la noble lumière du matin. Çà et là, les ânes qui pullulent au fond des caves et des replis souterrains des maisons blanches de Rabat, mêlent leurs longs braiemens candides à cet hymne de félicité sacrée, impatiens, dirait-on, de reprendre leur vie de misère et de faire jaillir sous leurs sabots charmans la poussière de la route ou l'eau limpide de la noria... C'est le jour, la nuit est en fuite. Là-bas, tout en haut de la ville, dans son palais posé au milieu des grandes cours désertes, le Sultan s'arrache au sommeil pour aller faire sa prière.

VII. — UN PARDON EN ISLAM

Entre les vingt-neuf marabouts d'hommes, les dix marabouts de femmes et les treize zaïouas, qui sont l'honneur et la décoration de la banlieue de Salé, le tombeau de Sidi Moussa brille d'un éclat particulier. Ce saint personnage vivait, il y a quelque six cents ans, dans une chambre misérable du fondouk

des huiles, à Salé, nourrissant son esprit de la prière, et son corps d'oignons sauvages. Chaque jour, il consacrait plusieurs heures à ramasser sur la grève les épaves apportées par la marée, et de l'argent qu'il en tirait, il achetait du pain pour les pauvres. Cependant, une fois par an, aux approches de la fête du mouton, qui marque la date du pèlerinage à la Mecque, il disparaissait du fondouk le temps que durait la fête, disant qu'il se rendait à quelques lieues de là, tuer le mouton en famille. Douze années consécutives, on le vit ainsi disparaître. Mais des gens de Salé, qui faisaient le pèlerinage, l'ayant rencontré auprès du tombeau du Prophète, on connut bien que douze fois il y avait été ainsi miraculeusement transporté. Aujourd'hui encore, son tombeau est fréquenté par tous ceux qui portent au cœur le désir de visiter la ville sainte. Il lève les obstacles, fournit les moyens matériels de subvenir aux dépenses du voyage, raccourcit même les distances, et dans la poésie que le très savant, très docte et très intelligent Abbou el Abbas Sidi Ahmed ben Abderrahman el Habi es Slaoui a gravée sur son mausolée, il est nommé le patron des voyageurs.

De son vivant, le saint homme possédait un autre pouvoir, une *baraka*, comme on dit, vraiment inestimable dans ce pays ardent où le stérile asphodèle couvre d'immenses étendues de sa fleur empoisonnée. Il transformait en légumes exquis, en frais concombres, en citrouilles fondantes, la plante désolée des sables. Aussi, lorsqu'il mourut, ne laissant pour payer les frais de son enterrement qu'un Coran et sept *drahem* qu'il avait gagnés jadis comme gardien d'une vigne aux environs d'Alexandrie, chacun voulut l'enterrer dans son jardin. Une véritable bataille s'engagea autour de son corps. Tantôt un groupe l'emportait, tantôt un autre, et cette lutte dura de midi jusqu'à minuit. Il demeura d'abord huit jours dans le jardin de Beni El Kassem, qui avait fini par triompher dans la pieuse bagarre. Mais une personne dévote, Menarra bent Ziadat Allah, le fit transporter, à trois kilomètres de Salé, sur une haute falaise qui domine la grève où il avait couru toute sa vie pour ramasser les épaves, et lui fit élever une Kouba qui lui coûta cinq cents *dinars*.

C'est un lieu qui d'ordinaire est tout à fait sauvage, exception faite du lundi où les femmes stériles viennent se baigner dans une grotte sur laquelle le saint étend sa *baraka*. La falaise

est à pic, très inhospitalière. Elle se creuse en anses profondes, au fond desquelles se disposent de larges dalles en gradins que la mer vient couvrir et d'où elle s'en va de degré en degré par larges nappes transparentes et en cascades d'écume. De chaque côté de ces gradins, le flot s'est creusé des retraites dans la roche noire et poreuse, des défilés, de longs couloirs où pénètre la vague, et qui l'hiver doivent subir de formidables assauts, quand, bondissant sur l'escalier de pierre, l'eau s'élance, emplit la crique, les défilés et les grottes, et vient jeter sa fureur jusque sous les murs du tombeau. Non loin du marabout, à quelque cinq cents mètres, une kasbah ruinée, construite jadis pour surveiller la côte, et toute pareille à celles que j'ai vues de Casablanca à Rabat, augmente encore la solitude. Personne n'y habite plus. Les cigognes même l'ont quittée, sentant venir l'automne, pour appareiller vers le Sud... ou vers le Nord, je ne sais, car nul ici ne peut le dire. Entre la mer stérile et un long champ de vignes, ces rouges murailles édentées semblent plus mortes que le tombeau ; et dans cette solitude, les deux bâtisses sans vie, l'une blanche et l'autre rouge, racontent à la vague impatiente toute une longue histoire de religion et de guerre.

Aujourd'hui, entre la vieille kasbah et le mausolée du saint, de riches tentes bien dressées animent l'étendue habituellement si déserte. Des chants, des violons, des cymbales retentissent entre les hauts murs de toile sur lesquels sont posés tantôt des toits pointus comme le capuchon d'un burnous, tantôt des toits allongés en forme de carènes. Devant les portes relevées flottent des drapeaux multicolores; des cavaliers étincelans galopent dans la poussière rouge. On dirait que tout ce monde fait le siège de ces murs ruinés : c'est un camp au bord de la mer, quelque chose de très ancien, de primitif, de très noble, un chant d'Homère ou de Virgile.

On célèbre la fête du saint, le *moussem* de Sidi Moussa, le grand pardon de Salé. Devant la porte du tombeau, la foule va et vient sans cesse, du même mouvement inlassable que la mer au fond des anses. Les danseurs des confréries forment de vastes cercles blanchâtres, autour desquels se rassemble la multitude des burnous ; et les tambours et les flûtes, déchaînés en tempête pour exciter leurs danses, ne laissent percevoir qu'à de lointains intervalles les salves des cavaliers qui font la fan-

tasia devant la tente du Pacha, et couvrent de leur fracas la musique des violons, des luths, des mandolines, des rebecs et des tambourins à sonnettes, qui, là-bas, sous les riches tentes, célèbrent les femmes et l'amour à la manière d'Andalousie.

Qui ne danse pas devant le Saint sera malade toute l'année. Au-dessus de la foule immobile, je vois des têtes bondissantes, surgir et retomber en cadence comme des têtes de pendus secouées par une corde invisible. Il y a le cercle des Guenaoua, qui sont les gens que j'ai vus, l'autre soir, évoquer les esprits du profond de la terre aux clartés de l'acétylène et de la lune passionnée de tout temps pour ces vertiges. Il y a le cercle des Beni-Hassen, qui font une sorte de ronde, prodigieusement lente, autour d'énormes tambours, tandis qu'un musicien armé des larges et courts ciseaux dont les fabricans de babouches se servent pour découper leur cuir, fait un accompagnement étrange en ouvrant et fermant les deux branches de fer ou bien en les frappant avec un énorme clou. Et la lente, la très lente danse s'en va sautant d'un pied sur l'autre, au rythme des ciseaux et des tambours que, de moment en moment, les musiciens présentent à la flamme d'un brasero pour retendre la peau distendue par l'humidité marine... Il y a les Hamadcha, disciples de Sidi Ali ben Hamdouch, dont le tombeau est à Rabat près du Café du Commerce, et qui se tailladent avec des haches ou jonglent avec des boulets qu'ils se laissent tomber sur la tête. Aux deux bouts d'une longue ellipse, ils forment une ligne d'une cinquantaine de danseurs, qui, tous, se tiennent par la main, plient les genoux tous ensemble, puis se redressent sur les pointes, sans presque quitter la terre, frappent le sol en cadence, lèvent par instant la jambe droite dans ce geste charmant qu'on trouve si souvent inscrit sur le flanc des vases antiques, tandis que, d'un même mouvement, ils projettent en l'air, avec leurs blancs lainages, leurs mains toujours emmêlées. Et au milieu de ce groupe si délicatement harmonieux, des forcenés, la tête déchirée et le burnous en sang, promènent comme un trophée, d'un groupe de danseurs à l'autre, la francisque à double tranchant dont ils se sont meurtris... Il y a le cercle des Aïssaoua, disciples de Sidi Aïssa, dont le tombeau est à Mecknès, et qui répondit un jour à ses élèves mourant de faim au milieu du désert où il les enseignait :

« Mangez ce que vous trouverez. » C'est pourquoi, dans leurs jours d'excès, les uns, qu'on appelle les Lions, dévorent des moutons vivans, et leurs entrailles non vidées, et les autres, qu'on appelle des Chameaux, mangent du verre cassé et des figues de Barbarie armées de leurs ceintures d'aiguilles. En ce moment, rangés devant leurs musiciens, ils se contentent de l'extase que leur procurent la musique et la danse. Les plus grands au milieu, les plus petits aux ailes, ils forment comme un croissant de lune, et, se tenant eux aussi par la main, ils piétinent le sol en cadence, projettent imperceptiblement leur corps en avant et en arrière, puis ils sautent brusquement en l'air, en poussant un cri rauque, une sorte de « han! » qui se traduit par Allah... Il y a le cercle des dévots de Sidi Abd el Kader Djelali, enterré à Bagdad, proche parent du Prophète, patron des aveugles et des infortunés, et dont j'entends tous les jours le nom me poursuivre de rue en rue dans la bouche des mendians. « Un pain pour Sidi Abd el Kader Djelali! Une bougie pour Sidi Abd el Kader Djelali! » C'est un immense cercle de désolation et de misère, de loques couleur de terre et de demi-nudités, où brillent çà et là les fichus de tête éclatans et les bijoux sauvages de quelque femme de la campagne à demi dévoilée. Trois rangs assis, et, derrière, une multitude debout. Au centre, un nègre se démène, ses cheveux noirs, longs et crépus, semés de coquillages blancs, affreux à voir comme des yeux enfilés en chapelet. Une longue canne à la main, il excite un orchestre composé de trois musiciens qui frappent à tour de bras sur de larges tambours, et de deux autres qui, le regard au ciel, la tête renversée sur l'épaule, les joues gonflées et luisantes comme celles d'un dieu marin sur un bois de la Renaissance, soufflent dans de longs roseaux auxquels ils font décrire dans l'air des arabesques mystérieuses. Les tambours marchent vers les flûtes et les flûtes reculent; puis à leur tour les deux roseaux marchent vers les trois tambours, et les tambours semblent fuir, cependant que le danseur aux cheveux dénoués fait des bonds désordonnés en proférant les louanges du saint. Et entre chaque vers, le forcené grimace, agite sa canne, se jette à terre et barbouille dans la poussière rouge son front noir ruisselant de sueur. Sous les haïcks, tous les yeux suivent cette mimique extravagante; parfois une main sort du voile, entr'ouvre la serviette éponge, laisse voir des choses brillantes, des bijoux, un cou ambré, toute une cha-

pelle éclatante. La main jette une pièce blanche : alors, face à la donatrice, le nègre lui chuchote à l'oreille une bonne aventure au nom d'Abd el Kader Djelali.

Et voici un autre cercle, plus haillonneux encore, les adeptes de Sidi Haddi, accroupis autour d'un misérable tapis sur lequel sont posés une pauvre théière et un pot de fer-blanc plein de menthe parfumée. Ce sont des errans, qui ne vivent que d'aumônes, ceux qui sont entrés dans la misère dès le premier jour de l'existence et ceux que la destinée a conduits dans l'infortune par ses mille chemins : des gens ruinés par un caïd, dépouillés par un cadi, trompés par une femme, et qui, dégoûtés des hommes, se réfugient dans le vagabondage, n'attendant plus désormais de secours que du hasard, et de bonheur que du kif qu'ils fument sans arrêt dans leurs pipettes nacrées.

Au milieu de cette foule de danseurs et d'agités, comment démêler dans quelles proportions se mêlent le goût du vertige commun aux religions primitives, les dispositions mystiques de ces populations marocaines, et enfin la misère qui a toujours rejeté vers les puissances occultes les désespérés du monde?... Et tout près de ce menu peuple, pour qui le suprême bonheur semble être de s'évader de la vie par le tournoiement et la danse, quel repos, quelle volupté sous les pavillons de toile où, nonchalamment étendus, les chefs des grandes Confréries, dont les adeptes se démènent dans les cercles frénétiques, les descendans du Prophète, le Pacha, les Caïds des tribus venus assister à la fête, et les riches bourgeois de Salé et de Rabat se livrent au délicat plaisir de l'immobilité, du silence et de la musique!

Rien de plus noblement antique que ces tentes au bord de la mer. Elles sont toutes de toile écrue, décorées à l'extérieur de dessins noirs, en forme de créneaux stylisés pour indiquer que ces murs ont le caractère d'un rempart; mais comme ces créneaux ressemblent davantage à des alcarazas, on croit communément que cette décoration symbolise la fraîcheur de l'eau dans l'aridité du désert. De longs piquets, fichés obliquement en terre, relèvent les portes des tentes, laissant apercevoir les bandes d'étoffes colorées, découpées en arceaux, qui forment la tenture des murailles, les tapis de haute laine fabriqués dans la montagne, ceux de Rabat pareils à des jardins fleuris, ceux de Salé composés de larges lignes noires, blanches, jaunes ou

vertes, et tout autour les matelas, couverts de mousselines ou d'indiennes à fleurs, et chargés de coussins sur lesquels les invités se tiennent assis ou étendus. Dans un coin, les musiciens, les chanteurs; au milieu, le samovar où l'eau bout pour le thé, les grands plateaux de cuivre remplis de verres, de tasses, de théières et de ces poires d'argent à long col qui servent à répandre sur la tête et les vêtemens l'eau de géranium ou de jasmin, et le brûle-parfum d'où sort la fumée du santal.

Du fond de cette ombre odorante, où gémit le violon et ronfle le tambourin, c'est un plaisir homérique de suivre dans la poussière brûlante le galop de la fantasia. Là-bas aussi, jadis, sur les plages de Troie, au son des lyres et des cithares, et couverts d'huile parfumée, les chefs, les prêtres, les devins se réjouissaient à l'écart, en regardant se divertir les guerriers. Ils sont deux cents peut-être qui se livrent, sous le grand soleil, au jeu de la guerre et de la poudre. Par groupes de trente ou quarante, rassemblés devant la porte de la kasbah ruinée, on croirait voir des combattans qui font une sortie hors des murs. Cavaliers de tribus pour la plupart, ils ont de longs visages maigres où la ruse paysanne s'allie à l'air de noblesse que donne la vie au grand air. Les uns portent autour de leur tête rasée une simple corde de chanvre, d'autres un long voile enroulé, d'autres sont coiffés d'un fez entouré de mousseline. Une chemise transparente jetée sur le caftan de couleur laisse à découvert l'intérieur brillant des manches et le bas des robes éclatantes sur les étriers de fer; une sacoche de cuir jaune ou rouge est pendue à leur épaule par une cordelette de soie.

Leurs petits chevaux noirs ou blancs, au cou épais et court, à la longue queue traînante, chargés de hautes selles et de multiples tapis, s'alignent sous les murs de la kasbah. Des gens de la tribu, un esclave, un ami, bourrent le fusil, tassent la poudre dans le long tube argenté, tandis que les mendians, qui savent qu'au moment de s'élancer dans l'arène, un cavalier est toujours généreux, circulent au milieu des chevaux et tendent la main en disant : « Que ta main, ô cavalier, frappe le cœur de ton ennemi ! »

Un cri : « O Dieu ! ô Prophète ! » Et les chevaux s'élancent au galop. Un autre cri : « O nos pauvres enfans ! » comme si tout ce monde se jetait à la mort, et les chevaux précipitent leur allure. Les cavaliers brandissent leurs fusils, abandonnent

les rênes, portent les mains à leur tête, pour montrer qu'ils ne tiennent plus les bêtes, et témoigner qu'ils se placent sous la protection de Dieu, mettent en joue un ennemi imaginaire, déchargent leur fusil tous ensemble, le lancent en l'air, le rattrapent, tournent au galop et s'arrêtent... La fantasia dure sept secondes, l'amour dure sept minutes et la misère toute la vie...

Au pas, la troupe des cavaliers regagne la muraille rouge. Des mendians encore les accompagnent, en célébrant leur éloge : « Vous avez fait une belle chevauchée. Où est un cavalier plus beau que le Caïd des Séouls?... » Dans le vent de la course, une bande de mousseline s'est détachée d'un front, et descend lentement dans la poussière comme un long fil de la Vierge. Au petit trot, un cavalier revient, et du haut de sa selle, du bout de son fusil, ramasse la mousseline blanche. Déjà une autre fantasia s'est élancée dans la poussière, jette ses cris, excite ses chevaux, décharge ses fusils dont on voit briller les flammes, les lance en l'air, s'arrête brusquement, s'en retourne, et inlassablement recommence.

Au-dessus du champ de vigne, la lune semble attendre son heure d'entrer dans la fête, pareille à quelque premier rôle depuis longtemps prêt pour la scène. Le long de la falaise, où la mer devient plus mouvante aux approches de la nuit, de blanches formes assises contemplent le coucher du soleil. Dans la majesté des grands plis, des femmes lentement se dirigent vers la grotte de Sidi Moussa, pour aller baigner leurs pieds nus sur les larges dalles polies où l'Océan, lui aussi, étend ses tapis d'argent. Et cela encore sort du profond des âges, ces femmes vêtues en prêtresses de Diane qui s'en vont vers Aphrodite implorer la fécondité. Le soleil à son déclin répand sur toutes choses des reflets de vermeil qui se dédore. Sitôt qu'il a disparu, toute blancheur devient fantôme. Les cavaliers des tribus regagnent la tente de leur caïd, entravent leurs chevaux et rassemblent les fusils brûlans autour du mât qui soutient le pavillon. Plus tenaces que les cavaliers, les danseurs n'ont pas suspendu leurs inlassables exercices. Devant le tombeau du Saint, où les veilleuses allumées et le lustre du plafond éclatent comme un feu d'artifice, leur frénésie poursuit son train, et le bruit assourdissant du fer choqué contre le fer accompagne, sans jamais faiblir, le bourdonnement de la peau infatigablement martelée. Sur cette sombre rumeur glisse un bruit cris-

tallin, les clochettes des nègres qui traversent la foule altérée, l'outre de chèvre sur le dos, un gobelet de cuivre à la main. Des relens de cuisine, de graisse de mouton, se mêlent à l'odeur de la menthe et des burnous en sueur, au parfum du santal et de l'eau de géranium. Le long des vignes, à ras de terre, sous les cactus où s'accrochent de légers abris de toile, les minces bougies des pauvres gens font des lumières de feu follet dans la poussière qui retombe. Sous les riches pavillons des caïds et des cheurfas, les serviteurs allument les grands cierges de cire dans les hauts chandeliers de cuivre qu'on fabrique à Manchester, et aussitôt qu'une tente s'illumine, je vois de blanches draperies s'approcher d'un personnage appuyé sur des coussins, un visage qui s'incline et le baise à l'épaule en lui souhaitant, avec la lumière qui paraît, une heureuse soirée.

A de pareils gestes imprévus, d'un raffinement si gracieux, on sent mieux sa solitude. On voudrait imiter cette noble tendresse et ne pas être seul à errer sur la falaise, au milieu de cette fête étrangère. Pourquoi écouter seul cette longue caresse de l'eau, ces chanteurs, ces violons, cette musicale allégresse? On voudrait qu'un être cher fût là pour guider sa marche incertaine, prendre sa main confiante, l'aider à enjamber les cordages des tentes, saisir son plaisir dans ses yeux, écarter doucement la tête d'un cheval ou d'un petit âne entravé, comme on écarte dans une allée une branche tombante pour lui faire un passage, l'arrêter, lui dire : « Écoute, » s'en aller sans parler parmi ces bruits discords, ces danses, ces chansons, ces lumières, ces musiques, transformer pour soi cette fête au lieu d'être dévoré par elle, ramasser toutes ces fleurs coupées et les offrir d'un geste tendre au lieu de les laisser à terre.

Oh! ce serait charmant, après avoir marché longtemps ensemble parmi des choses si anciennes, d'entrer d'un air joyeux sous la tente du Pacha... Sous la tente du Pacha, le repas nous attend. Un repas arabe, c'est, pour l'amour, la plus aimable fantaisie. Dix plats s'alignent sur le tapis, dans les bassins de cuivre remplis d'une eau bouillante et recouverts des capuchons de sparterie noire et rouge, où se cache le mystère d'une cuisine originale et savante, qui attend, comme la musique, ses explorateurs et ses peintres, — viandes cuites et recuites, mijotées pendant des journées sous les cendres du bain maure et que l'odeur des fruits pénètre, gâteaux et pâtes feuilletées sur

lesquels se sont posés, durant des heures et des heures, les yeux blancs des négresses, tournant autour des petits feux de braise, dans les cuisines invisibles, avec leurs bras arrondis, qu'elles portent gracieusement ployés et les deux mains pendantes, à la manière de deux ailes.

Pour table, un grand plateau de cuivre; pour chaises, des coussins; pour se servir, les doigts. Vrai repas d'amoureux. Il faut aimer pour trouver son plaisir à cette cuisine embrasée. C'est une charmante douleur d'aller chercher sur la carcasse le blanc de poulet qui se détache et de l'offrir du bout des doigts à d'autres doigts plus délicats qui ont peur de la brûlure. Plaisir plus agréable encore de recevoir de ces doigts malhabiles un morceau de mouton sur lequel est posé un œuf comme une large pièce d'or...

Louange à Dieu, dit la chanson,
qui a créé les doigts pour prendre les bouchées dans le plat
et les dents pour déchirer la viande du mouton et du poulet,
et la langue pour proclamer la douceur du concombre,
des raisins et des grenades!
Louange à Dieu, parmi les hommes libres,
aussi bien que chez les esclaves!
Louange à Dieu, qui nous a gratifiés
du prince célèbre dans toutes les tribus,
notre maître, le glorieux Kouss-Kouss,
et des crêpes trempées dans l'huile,
et des poules farcies d'amandes,
et du très adorable vermicelle au beurre,
et des beignets au safran et au miel,
et de cette pâte feuilletée
garnie de fruits et d'épices indiennes,
et du ragoût, fils des cendres,
et de sa sœur bien-aimée la sefa
aux coings sucrés dans la viande de mouton!

Pendant que les plats se succèdent sur le plateau de cuivre, un violon, une guitare et un tambourin à sonnettes jouent des airs d'Andalousie. La plainte du violon est la voix de l'amoureuse qui gémit d'être loin de ce qu'elle aime; les notes graves de la guitare renflée sont l'appel de l'homme qui soupire après

elle; et le Pacha se penche pour me dire à l'oreille que le tambourin qui s'agite, et va et vient du violon à la guitare, avec son bruit de bourdon et ses folles sonnettes, c'est la vieille entremetteuse, toujours présente dans les amours arabes, et qui s'efforce de réunir et l'amoureuse gémissante et son amant passionné.

Tout à l'heure, visible encore par la porte de la tente, la lune a monté dans le ciel et ne laisse plus voir que la nuit qu'elle illumine et les reflets de sa clarté sur les mendians qui attendent dehors la fin de notre repas pour s'en partager les restes. Elle règne maintenant sur la fête, semble protéger le campement, veiller sur les animaux, animer les fantômes qui errent le long de la falaise, et soutenir de sa magie les orchestres de cymbales dont le tapage continue de se mêler aux mélopées langoureuses des violons et des guitares. Dans cette pénombre lunaire, l'Océan qui, tout le jour, semblait avoir résigné son pouvoir, retrouve sa puissance et domine tous les bruits épars. A quelle heure du temps sommes-nous?... Si un bateau passe au large, voit-il ces pavillons éclairés? Soupçonne-t-il cette fête de religion et d'amour, au milieu des chevaux qui s'ébrouent, sur cette côte rocheuse et brutale? Pas un cri dans cette foule; pas d'autre voix dans cette multitude que la voix des chanteurs; pas d'autre bruit que le mélange des instrumens et des airs, et le tintement des sonnettes qu'agitent les nègres porteurs d'eau. Dans la grotte de Sidi Moussa, les femmes, enhardies par la nuit et cachées dans les couloirs des rochers, se livrent davantage à la mer. Devant le tombeau où brillent les veilleuses et le lustre aux cent bougies, des personnages accroupis devant des chandeliers de cuivre mettent aux enchères les cierges que les pèlerins, dans la journée, ont apportés au marabout. A l'écart de la Koubba, dans un endroit ténébreux, un tas de cailloux consacré, où l'on jette son mal en y jetant sa pierre, sert d'oreiller aux fauconniers d'un caïd; et leurs oiseaux, posés au sommet de ces pierres, toutes chargées de pensées humaines, avec leurs yeux de feu et d'or, semblent les oiseaux du destin.

Les repas sont achevés sous les tentes. Il en est de silencieuses, où les gens étendus sur les coussins se reposent, causent doucement, cependant qu'un serviteur prépare les tasses de thé et les distribue à la ronde. Il en est où l'on joue

aux cartes, sans paroles, avec des gestes compliqués et rapides de muets qui joueraient une manille parlée. Il y en a d'autres qui ressemblent à une véritable mosquée, où tous les hôtes, réunis autour des chandeliers de cuivre, et la main à leur front comme s'ils souffraient de la migraine, récitent des litanies que ponctue le tambourin et qu'embaume le bois odorant : « Il n'y a de Dieu que Dieu. Il n'y a de Dieu que Dieu... » Et cette phrase, reprise interminablement, comme sur un chapelet, emplit tout ce coin de la nuit, jette sa monotone paix sur les gens et sur les choses et sur les petits ânes entravés aux piquets, et qui tendent, comme autour d'une crèche, leurs jolis et fins visages attentifs et résignés.

Mais la plupart de ces maisons de toile sont des chambres de musique, des pavillons de poésie. Partout, la guitare appelle, le violon gémit, le tambourin se démène. En face des musiciens, le chanteur accroupi développe son poème, les yeux fixés tantôt sur le violon dont il excite la plainte, tantôt sur la guitare dont il multiplie les appels, tantôt sur le tambourin qui s'affole. Lui-même agite à ses doigts des castagnettes de cuivre dont il scande son rythme ; souvent, d'autres voix l'accompagnent, et tout ce monde se regarde dans les yeux comme si chacun lisait son chant dans le regard de son compagnon.

C'est toujours le même poème, vieille tradition andalouse, éternellement la même, éternellement rajeunie :

Dieu a créé la terre,
et il nous a envoyé le Prophète.
Il a partagé le monde
entre ceux qui travaillent
et ceux qui ne travaillent pas,
ceux qui vendent des marchandises
et ceux qui s'occupent des moissons,
ceux qui se tournent vers le ciel
et ceux qui restent sur la terre,
les dévots et les amoureux...

O délices! Voici le mot espéré, dont les instrumens se saisissent pour le tourner sous mille faces, le faire briller, s'exalter et gémir :

O mes amis, je suis amoureux

et personne ne sait ce que j'ai.
Une gazelle m'a laissé derrière elle, dans le désert,
sans eau pour calmer ma soif.
Elle s'appelle Chama.
Elle est tatouée sur la figure,
sur la cheville et sur les bras;
et le dessin est aussi bleu que peut l'être l'eau de la mer.
Ses sourcils sont comme deux lames de sabre,
son nez comme le bec de l'aigle.
Elle a une bouche qu'un grain de raisin peut couvrir.

Portrait dont chaque mot, chaque syllabe est l'occasion d'une roulade, d'une arabesque sonore, dessinée avec la fantaisie de quelque miniaturiste qui à la lettre formée ajouterait toujours un peu d'or. Puis, le quatrain fini, tout le monde reprend les derniers vers :

Un nez comme le bec de l'aigle,
une bouche qu'un grain de raisin peut couvrir.

Et pendant que les voix se taisent, longuement, longuement, les violons et les guitares poursuivent leur chant sans paroles, un concert enamouré, monotone et tout chargé de modulations, de nuances et de déconcertans accords.

Puis, comme du milieu d'une arène, bondit la voix du chanteur impétueux, exaspéré, dirait-on, d'être resté trop longtemps silencieux :

O mes amis, demandez à cette gazelle ce que je lui ai fait.
Je suis un homme capable de monter à cheval;
mes ennemis tremblent à mon nom;
ma balle a des yeux et obéit à ma voix.
Moi qui donne des conseils dans la bataille,
je suis dompté par elle.
Quand elle parle, c'est un sultan qui commande,
et moi je n'ai qu'à dire :
Que Dieu protège les jours de mon Seigneur!

Et toute la tente, et tous les instrumens répètent dans le parfum du bois odorant et de l'eau de géranium :

Quand elle parle, c'est un sultan qui commande,
et moi je n'ai qu'à dire :
Que Dieu protège les jours de mon Seigneur!

Sous tous les pavillons, c'est le même poème, les mêmes accens passionnés, la même musique d'instrumens assez pauvres et de voix au contraire prodigieusement souples et fertiles. Ces tentes sur cette falaise brillent comme des kiosques de lumière, de grâce, de raffinement, de politesse et d'accueil. L'Andalousie refleurit sur ces tapis étendus dans le sable. La nuit prête l'oreille, le flot accompagne la fête. C'est une cour d'amour sous la lune. Je ne croyais pas cela possible que tant de volupté pût naître d'une foule qu'une fête rassemble autour d'un mausolée, dans un endroit perdu, où il ne restera demain que le sable, la solitude, le bruit des vagues et le tombeau.

Mais, il y a dans tout ce plaisir quelque chose de plus extraordinaire encore que ces voix, ces musiques, ces parfums, cette politesse. Pas une femme sous ces tentes! pas une femme dans cette fête d'amour! On ne parle que d'elle dans ces chants, et on ne la voit jamais. La musique, les parfums, la poésie, tout est là; mais la femme pour qui toutes ces choses semblent faites, elle est absente. D'un pavillon à l'autre, toujours la même plainte, les mêmes bras tendus, le même appel amoureux, mais la gazelle demeure toujours invisible. Toutes les imaginations sont obsédées par le mirage de sa forme qui fuit, et nulle part elle n'apparaît.... Mais justement cette absence ne fournit-elle pas à ces raffinés sensuels un élément de volupté? Ou bien ces paroles d'amour n'ont-elles pour eux d'enchanté que la musique? Prennent-ils leur plus haut plaisir à l'incantation harmonieuse sans plus s'attacher aux paroles? Est-ce une sorte d'envoûtement par les sons, les roulades, les cordes des instrumens? En artistes subtils se plaisent-ils surtout à la forme du poème? Tout le monde s'accorde à dire que ces hommes qui passent des nuits et des jours à écouter ces gémissemens passionnés sont assez brutaux dans l'amour et qu'ils manquent précisément de ces délicatesses dont leur poésie est remplie et qui vont jusqu'à la fadeur. En vérité, ces personnages, sur les riches tapis des tentes, me demeurent aussi mystérieux dans leurs raffinemens que les Guenaoua dans leurs fureurs.... On pense à leurs prières, à ces appels constans à la divinité. N'y a-t-il là aussi qu'une forme où leur cœur n'est pas intéressé? un rite, une liturgie dans laquelle le sentiment entre pour une faible part? Religieux, mais pas mystiques, sensuels, mais pas sentimentaux, est-ce ainsi qu'il faut les voir?...

A Rabat, tout dormait quand, vers les deux heures du matin, laissant derrière moi sur la falaise les raffinés et les furieux poursuivre inlassablement leur plaisir et leur vertige, je regagnai ma charmante, ma paisible maison arabe. Quelles délices, ce silence, même après le bruit des violons! Mais une nuit marocaine est-elle jamais silencieuse?... Du fond du patio voisin, montent des cris stridens, affreux, avec de traîtres repos qui ne sont là que pour laisser aux vociferatrices le temps de reprendre haleine. Quelqu'un est mort dans la maison, et les pleureuses hululent, emplissent les ténèbres mouillées de cette chose plus sinistre qu'un cri de bête : un cri humain. Après ces litanies d'amour, dont j'ai la tête encore pleine, ces voix paraissent plus lugubres. C'est de la gorge de ces femmes, dont tout à l'heure j'entendais célébrer les enchantemens, que sortent ces plaintes hurlées! Ce sont là ces gazelles, ces bouches, ces lèvres charmantes! Ces belles amoureuses, ce sont ces déchaînées dont les cris donnent le frisson! Après cette veillée d'amour, le rideau se déchire et, au lieu des houris divines, montre les sorcières de Macbeth.

Oh! les sinistres plaintes! Sont-ce même des plaintes? Comment sentir de la douleur cependant qu'on gémit si fort? Ce désespoir forcené, ces cris qui semblent n'avoir d'autre objet que de se prolonger le plus longtemps possible, de se dépasser les uns les autres, ce n'est pas là notre douleur. Ces poésies, était-ce de l'amour? la prière, une prière? cette plainte, une plainte? Ou tout cela n'est-il que tradition, habitude, demi-sommeil, demi-pensée, un curieux décor sans âme?...

J'y suis revenu le lendemain, sur la lande de Sidi Moussa. On dirait que depuis la veille les chevaux n'ont cessé de galoper, les violons de gémir, les chants de célébrer une beauté absente, les tambours de résonner et les danseurs de piétiner le sol d'où monte la troupe des esprits souterrains. Nul sentiment de lassitude ne se remarque dans la fête. Il semble que la satiété soit inconnue de tout ce monde. La répétition fastidieuse paraît ici l'essence du plaisir. Une fantasia succède à une autre fantasia, une chanson à une autre chanson, toujours, infatigablement. Encore! Encore! Chez nous, c'est la variété, la mesure, qui constituent le divertissement. Ici la répétition et l'excès. Les yeux ne se lassent jamais d'un spectacle toujours

le même, non plus que les oreilles de ces monotones variations, ni l'esprit de ces poésies qui tournent autour d'un même thème, ni l'estomac du poulet et du mouton accommodés de vingt sortes différentes. J'avoue que je suis un peu las de ces tasses de thé trop sucré, du parfum un peu fade des eaux de géranium, de jasmin et d'oranger, dont on m'asperge aussitôt que je pénètre sous la tente. Au milieu de ces plaisirs, je commence à bâiller comme au cours d'un chant d'Homère, quand le poète s'attarde et s'endort. Et puis j'ai trop dans l'oreille les cris sauvages des pleureuses, qui, longtemps après l'aube, m'ont empêché de dormir, pour rien imaginer de gracieux sous les chansons.

Mais voilà que tout à coup, en entrant sous une tente qu'une énorme foule entoure, voilà qu'enfin je la découvre, la femme mystérieuse dont j'entends depuis deux jours célébrer inlassablement la louange. Cette tente appartient à la tribu des Séoul. Au milieu de ses hôtes accroupis autour de lui, le Caïd est assis sur une chaise pliante, vrai Numide que je reconnais pour l'avoir vu chez Salluste dans les troupes de Jugurtha, le nez droit et le teint sombre, un collier de barbe noir, l'œil doux, cruel et voluptueux. Devant lui, entre le mât où sont appuyés les fusils, et l'orchestre qui se démène, une femme, au visage dévoilé, chante en s'accompagnant d'un tambourin de faïence posé dans la saignée du bras. Un bandeau blanc sur le front retient ses cheveux noirs. Sur sa tête un foulard de soie dorée, d'où sortent deux nattes mêlées de laine. Voilà sa bouche qu'un grain de raisin peut couvrir, ses yeux qui font la roue d'or, ses pieds nus de gazelle qui laisse derrière elle, au milieu du désert, l'amant endolori. Les ongles des pieds teints au henné brillent comme d'étranges rubis. On devine le corps souple et fin sous l'épais caftan noir voilé de mousseline, qu'enserre une ceinture orangée. Une large main de Fathma en argent tombe sur sa poitrine et sépare doucement les seins qui gonflent la robe. A ses épaules est suspendue une petite aumônière d'argent par une cordelette de soie vert pâle. Des boucles d'oreille en or brillent un peu trop vivement sur la peau mate; une pierre dans un bijou barbare éclaire son petit front obstiné.

Est-ce de l'avoir si longtemps désirée, que je la trouve si charmante? Quel agrément de contempler enfin un visage de femme, et ce corps que n'enveloppe plus la triste serviette éponge, et ces pieds délicats qui ne se cachent pas dans la traî-

nante babouche noire, et ces chevilles que n'emprisonne plus l'horrible caleçon aux cent plis! Face au Caïd impassible, assis sur sa chaise de jardin, au milieu de ses gens, elle chante d'une voix un peu haute, un peu pressée :

« Oh! que suis-je? Rien, une errante.
Rien qu'une pauvre créature,
une paille entre vos mains.
O Monseigneur, qui vivez dans des habits de soie
et montez à cheval avec un fusil,
que suis-je? Que vous ai-je fait?
Pourquoi me torturer, Monseigneur?
Le pauvre peut-il être l'égal du riche?
Le fatigué peut-il coucher dans le lit de celui qui est reposé?
Monseigneur! Monseigneur!
O ma petite sœur, viens me sauver,
mon œil ne se ferme plus.

Alors une autre chanteuse se lève, que je n'avais pas vue en entrant, vêtue d'un caftan rouge, celle-là, moins jolie, plus chargée de bijoux, les pieds dans des chaussettes de soie verte. Ensemble elles esquissent une sorte de pas, se croisent, s'approchent, se rencontrent, appuient leur corps l'une à l'autre; puis celle qui a déjà chanté revient s'asseoir sur le tapis, tandis que l'autre commence sur un ton qui a l'allégresse d'un galop de cavalier :

O Monseigneur, soyez le bienvenu,
Vous le plus beau des cavaliers qui jouent de la poudre.
Que veux-tu, ma sœur, Dieu l'a voulu!
Je vous souhaite bonjour et bonsoir, Monseigneur.
Pour vous, je chante comme le rossignol;
ne repoussez pas mon chant.
Mon cœur m'a forcé de m'attacher à vos pas.
Boire au verre où vous avez bu vaut la vie.
O docteur, quel médicament
pour me guérir de l'amour de Monseigneur?
Ne partez pas, ne partez pas!
Si vous partez, vous n'aurez pas bon voyage.

Elle chante d'une voix un peu éraillée par la fête, hachée

d'arrêts déconcertans. C'est une ancienne favorite du harem de Moulay Hafid. Dans sa bouche brille une dent qu'elle s'est fait aurifier, dit-on, par amour du Sultan, qui, à la même place, portait une dent d'or.

Près de moi, la chanteuse au caftan noir prépare le thé qu'on offre au visiteur. Elle le verse dans mon verre, en levant très haut la théière qu'elle fait descendre vivement et arrête d'un coup brusque; puis, elle prend le verre dans sa main, le choque à droite, ensuite à gauche, sur ses boucles d'oreille, le fait tinter sur ses dents, et me le présente enfin de ses doigts teints au henné. En ce moment, j'ai tout à fait oublié les cris lugubres des pleureuses de la nuit; et, près de cette fille charmante, je pense à Boabdil, dernier roi maure d'Espagne, qui, au milieu de son harem et de ses musiciens, apprenant qu'Isabelle la Catholique et le Capitan de Cordoue étaient aux portes de Grenade, répondit sans s'émouvoir : « Quand il y a le verre et les boucles, rien n'est encore perdu. »

VIII. — AINSI PARLA SIDI MOUSSA

Pour avoir de beaux songes, nul n'ignore en Islam qu'il suffit de s'étendre dans l'ombre d'un saint marabout et de s'abandonner au sommeil.

A l'ombre de son mausolée, Sidi Moussa m'est apparu, un chapelet dans une main, et dans l'autre un asphodèle.

« Qui es-tu ! ô étranger, toi qui ne portes ni le turban, ni le burnous, ni les babouches, me dit le pieux personnage. Que viens-tu chercher près de moi ? Qui t'a conduit vers ces rivages ? A ton vêtement et à ta mine je crois avoir reconnu que ce n'est pas un vil amour du gain. Si c'est le pur désir de connaître, je ne veux pas que tu te réveilles aussi pauvre que tu es venu, et que tu sortes de mon ombre avec les deux mains vides... Sache donc que dans la bien-aimée Salé, où j'ai mené ma vie terrestre, il y a trois choses merveilleuses. Tu verras la première, si tu montes demain, à midi, tout en haut de la ville, à deux cents pas de la grande mosquée, dans la direction de la mer. La seconde, tu la trouveras dans la demeure d'El Korbi, dont chacun, à Salé, pourra t'indiquer la maison. La troisième, c'est au fondouk des huiles qu'elle te sera révélée... Je te laisse avec le bien. »

A ce moment je m'éveillai. Autour de moi s'étendait la solitude de la falaise. La poussière était retombée sur les pistes des fantasias et dans les cercles magiques. Des chiens achevaient de dévorer les os abandonnés dans la ville de toile éphémère. Le tombeau blanc, la Kasbah rouge avaient recommencé leur colloque muet au bord de la mer attentive. Seule, une forme blanche, immobile sur les rochers, semblait oubliée par la fête.

Le lendemain, pour obéir aux commandemens du Saint, je gagnai la grande mosquée, maugréant après les songes qui me jetaient sous le soleil par un de ces midis brûlans où, dans la tête en feu, la pensée s'évapore comme une goutte d'eau posée sur une pelle ardente. Ayant fait deux cents pas du côté de la mer, je me trouvai nez à nez avec un petit âne, qui, les yeux couverts d'un sac, faisait tourner une noria. L'antique engrenage de bois que ce petit âne mettait en branle tirait des profondeurs d'un puits des ustensiles hétéroclites, vieux pots de terre, boîtes à conserves, fixés de distance en distance sur une longue chaîne de jonc tressé, et qui, surgissant tour à tour, déversaient dans une citerne l'eau dont ils étaient pleins.

On les voit dans tous les jardins de l'Espagne et du Maroc, ces noria dont le grincement est un des bruits de la terre africaine. A Salé même, il y en a plus de cent, répandues çà et là, dans les vergers. Les plus charmantes s'abritent sous des mûriers qui leur prêtent leur ombre. Mais celle-là était posée sur un tertre embrasé; aucun arbre ne l'abritait sous ses feuilles; le soleil implacable tombait sur le pauvre animal et sur l'eau éclatante : image d'un supplice qui durait depuis des siècles et durerait des années et des années encore, — image aussi du bon accord du soleil et de l'eau, qui au pied du monticule sur lequel étaient juchés la bête et l'appareil, faisaient pousser avec une admirable abondance un frais jardin dans le désert... Et je compris pourquoi le Saint avait choisi l'heure de midi pour m'envoyer là-haut, et me conduire entre cent noria, jusqu'à cette triste machine. L'infortunée petite bête, lentement obstinée, qui tournait son manège avec une conscience plus qu'humaine, faisait et refaisait indéfiniment le miracle qui lui valait encore, à lui Sidi Moussa, une prière des hommes. Cet âne résigné, aussi saint que lui-même,

transformait, lui aussi, en des fruits délicieux la tige amère de l'asphodèle.

Je caressai l'ânon, et remerciant Sidi Moussa de ne pas ressembler à ces guides importuns qui vous promènent au milieu de ruines illustres que la curiosité de l'univers ruine davantage encore, je me rendis chez El Korbi, à travers le quartier où s'élèvent la grande mosquée, la médersa et les maisons des riches bourgeois de Salé. Fallait-il que la maison d'El Korbi fût superbe, pour l'emporter, au sentiment du Saint, sur ces belles demeures mystérieuses, et sur cette médersa même dont la petite porte disjointe défend des siècles de rêve suspendus dans le silence, des vieux songes défaits, des voix qui se sont tues avec l'eau des fontaines, un passé de science embaumé dans ce sarcophage de stuc, tout un palais croulant, où les poutres de cèdre sculpté blanchissent comme des ossemens sous le soleil et la pluie...

Or la maison d'El Korbi n'était qu'un fort pauvre logis. Son maître, minable lui aussi, sommeillait dans le vestibule qui donne accès à la maison arabe et où l'on goûte, aux heures chaudes du jour, entre la porte entre-bâillée et la cour intérieure, le léger courant d'air, seul mouvement de l'atmosphère embrasée.

Pour réveiller quelqu'un qui dort, engager la conversation et lui demander presque à brûle-pourpoint s'il ne possède pas un trésor, il faut avoir pour soi l'ordre impérieux d'un songe.

— Un trésor! me dit-il en jetant les yeux sur sa misère. Si je possédais un trésor, habiterais-je ce triste logis?

Cependant sa famille n'avait pas toujours été pauvre. Elle était, à ce qu'il me dit, originaire de Cordoue, d'où lui venait son nom d'El Korbi. Au temps du khalife Abou Bekr, elle possédait, à quelques pas de la grande mosquée d'Occident, une maison avec un jardin. Puis aux jours malheureux où il avait fallu choisir entre l'exil, le baptême ou la mort, ses ancêtres avaient quitté la chère Andalousie pour venir se réfugier dans cette ville de Salé, n'emportant de leurs richesses que la clef de leur maison.

— Et cette clef, l'as-tu toujours? demandai-je.

Il se leva, et reparut au bout de quelques instans, tenant une clef de fer rouillée, en tout semblable à celle dont on se sert

encore aujourd'hui pour ouvrir le long verrou des portes musulmanes. Et par enchantement, dès que j'eus dans la main la vieille clef rouillée venue du si lointain passé, surgirent devant mes yeux des pistes poussiéreuses, des jardins dans les sables, de formidables armées noires, des murailles rougeâtres, des cours de marbre éclaboussées de sang, des palais qui s'écroulent pour renaître sans cesse, des chambres parfumées remplies de voix de femmes, de jets d'eau, de musique; je vis Tolède, Cordoue, Grenade, toute la vieille gloire que j'avais traversée quelques jours auparavant pour venir dans ce pays, et je ne les revoyais pas dans leur décrépitude et leur ruine, mutilées par le temps, déformées par les architectes, envahies par les touristes et les commentaires des savans : je revoyais cette beauté vivante, dans sa fraîcheur première, et j'entendais à mon oreille l'antique chanson du « regret » qu'on chante de Tunis à Fez sur les violons et les guitares :

Nous avons passé les beaux jours
à Grenade, ville des plaisirs.
Entre les roses et les bourgeons,
nous avons passé la soirée.
O regrets d'avoir quitté les demeures d'Andalousie
arrêtez de me faire souffrir !

Qu'étaient les riches maisons des bourgeois de Salé et la médersa elle-même auprès de ces demeures nostalgiques? « Garde bien ta clef, El Korbi, c'est la clef du plus beau des songes. En vain chercherais-tu à Grenade ou à Cordoue la serrure où glisser son fer rouillé. Une autre clef ouvre aujourd'hui ta maison de jadis et les palais croulans. Mais si tu veux, ô vieil Abencérage, nous construirons ensemble une demeure nouvelle ; nous y mettrons une serrure que ta clef saura ouvrir, et dans le frais patio, dont nulle trace de sang ne tachera les dalles, ensemble nous écouterons ce que le bruit d'une eau très pure fait entendre d'éternel aux amoureux et aux sages. »

Le fondouk des huiles, à Salé, ressemble à tous les fondouks : des ânes, des mules, des chevaux vaguent autour d'un puits dans l'odeur nauséabonde de la cour intérieure, et au premier étage, le long de la galerie de bois, s'ouvrent de petites cases qu'habitent les prostituées, ou, comme on dit ici, non sans grâce,

les filles de la douceur. Ainsi que la plupart des fondouks, celui-là est un bien « habous, » une fondation pieuse, et les quatre-vingts douros que paie le tenancier servent à l'entretien des mosquées.

Sidi Moussa lui-même avait vécu dans cette hôtellerie. On me conduisit à la chambre qu'occupait jadis le saint homme, et dans laquelle, en ce moment, une fille de la douceur, dans sa toilette brillante, avec une étoile au front, du fard sur les pommettes et une cigarette à la main, faisait sa petite cuisine. Comment le Cadi, les Oulémas, les fidèles du marabout supportaient-ils cette profanation? Pourquoi, là-bas, un tombeau si vénéré? Pourquoi, ici, un oubli si injurieux?

« O raisonneur éternel, me dit alors Sidi Moussa, je ne t'ai pas conduit sans dessein dans cette chambre, qui fut en effet la mienne. Apprends donc, fils d'un autre ciel, par le contraste que j'ai mis sous tes yeux, à ne pas t'étonner. Tu en verras bien d'autres dans ce pays, où maintenant je te laisse aller seul. Continue ton voyage, et cesse de t'imaginer que le plus grand intérêt de la vie, c'est de comprendre. Abandonne-toi simplement aux événemens et aux choses. Et surtout garde-toi de jeter sur le monde le regard du sot qui s'indigne, d'imiter l'orgueilleux qui oppose sans cesse son sentiment à d'autres sentimens, sa pensée à d'autres pensées, et de croire, avec le pédant, que la sagesse est unique. »

JÉRÔME et JEAN THARAUD.

(A suivre.)

L'ŒUVRE DE RODIN

Quand on traverse la première salle de l'*Académie*, à Florence, pour aller vers les Botticelli et les Fra Angelico qui en font la gloire, on a, depuis quelques années, une impression inattendue et singulière. On se croit entré, par mégarde, dans une exposition de Rodin. Des figures puissantes et tourmentées, à peine sorties de leur gangue de pierre, se dressent, se convulsent et paraissent surprises par la lumière comme des êtres qui voient le jour pour la première fois. A la vérité, les plus hostiles au maître du *Penseur* sont conquis cette fois : nul ne refuse son admiration à ces œuvres d'une formidable énergie. Seulement, on entrevoit, au bout de cette galerie, d'autres marbres et des moulages qui rappellent certains chefs-d'œuvre fort connus de la statuaire du XVIe siècle. On se réveille, tout de suite, de l'illusion un instant ressentie. On n'est pas chez Rodin : on est chez Michel-Ange.

Ce sont, en effet, quelques-uns des *Captifs* destinés au tombeau de Jules II, laissés inachevés par le maître et longtemps conservés aux Jardins Boboli, qui produisent cette illusion éphémère. Et je ne la noterais pas si elle était individuelle, mais il n'est guère de visiteurs qui ne l'éprouvent à quelque degré. Elle n'offrirait aucun intérêt, si elle ne faisait que fixer une analogie. Mais elle est révélatrice. Elle révèle que, dans notre pensée, à notre insu, l'œuvre de Rodin est associée à celle de Michel-Ange, et en même temps qu'elle rappelle non pas tout Michel-Ange, mais ce qu'il a laissé d'inachevé. Elle nous fait donc penser à quelque chose de très grand et en

même temps à quelque chose d'incomplet ou, tout au moins, d'indéfini. C'est là un sentiment confus : il n'est pas nécessairement juste. Tout de suite, on aperçoit, à la réflexion, que telles œuvres du maître de Meudon sont aussi complètes que possible, et l'on sait bien que même les plus puissantes ne sont pas du Michel-Ange. Au reste, c'est une chose qu'on décidera dans quatre cents ans. Mais, à ce sentiment complexe, il doit y avoir quelque raison profonde. Il y a, en effet, dans l'idée qu'on se fait aujourd'hui généralement de Rodin, deux choses : il y a, d'abord, le souvenir des projets, des ébauches, des « morceaux, » des intentions, accompagnés de polémiques, de théories et de vaticinations obscures, tout un fatras de littérature que l'avenir ignorera, comme nous ignorons les sonnets qu'on suspendait au *Persée* de Benvenuto Cellini. Il y a, ensuite, la sensation d'œuvres fortes, accomplies, lumineuses, — une partie solide, éprouvée, un bloc que l'avenir ne remuera pas. Je voudrais, ici, tenter de marquer ce qui est de l'un et ce qui est de l'autre.

I

Comment se fait-il que le créateur d'œuvres si parfaites et si achevées fasse au grand public l'effet d'un démiurge responsable de monstres mort-nés, de géans avortés, d'enchevêtremens inintelligibles? C'est que le grand public ne connaît Rodin que depuis la période chaotique de son art. Auparavant, il l'ignorait avec sérénité. Quand l'artiste est devenu célèbre, l'essentiel de son œuvre était fait. *L'Age d'airain* est de 1877, le *Saint Jean-Baptiste* de 1882, *les Bourgeois de Calais* de 1889, les plus beaux bustes, y compris celui de Puvis de Chavannes, sont antérieurs à 1893. Mais le *Balzac*, qui est l'œuvre la moins bien venue du maître, est celle qui l'a le plus fait connaître. C'est qu'elle a mis la foule en colère et la colère fait plus de bruit que l'admiration. Depuis le *Balzac*, c'est-à-dire depuis 1898, on n'a guère vu de l'artiste que des ébauches ou des figures admirablement achevées, il est vrai, mais fragmentaires. Le *Victor Hugo*, lui-même, est un fragment où le public ne peut s'empêcher de voir ce qui est, c'est-à-dire plus de matière non travaillée que de matière transformée en statue. *Le Penseur* a paru depuis cette époque, mais il était conçu et

exécuté en maquette bien longtemps auparavant. Depuis vingt ans, ce que le maître montrait, en dehors de ses bustes, c'étaient des intentions de monumens ou de curieuses recherches de modelés destinées à faire jouer, de façons nouvelles, la lumière. Et non seulement il les façonnait pour lui et pour ses amis, pour la joie des yeux habitués à discerner la vertu spécifique du « morceau, » mais il les montrait au public. Il les exposait au plus bel endroit du *Salon*, sous la coupole, après d'interminables conférences sur la mise en place, et souvent même avec un long retard, en sorte que le plâtre pompeusement annoncé et impatiemment attendu faisait son entrée, au milieu de la salle déjà pleine, comme le chef-d'œuvre suprême, le dernier mot de l'Art. Le public se précipitait et ne distinguait rien, ou peu de chose... De là son effarement. Or, c'est une pente invincible de l'esprit humain de frapper tout l'œuvre d'un artiste à l'effigie du morceau qui l'a rendu célèbre, quoi qu'il ait pu faire, avant, de supérieur, — ou d'inférieur, après. Le public n'admet pas qu'un homme ait existé avant qu'il s'en soit aperçu. N'ayant donc aperçu Rodin qu'auprès de son *Balzac*, du *Victor Hugo*, de *l'Homme qui marche* et de quelques projets de ruines, il a retenu de ce nom et de cette œuvre surtout ce qu'ils signifiaient dans la dernière période de sa vie, — vingt ans sur plus de cinquante-sept ans de travail.

Dans cette erreur d'optique, le public fut grandement encouragé par la littérature. Celle-ci était restée fort longtemps avant de s'aviser qu'un génie nouveau pétrissait de la glaise, boulevard d'Italie ou rue de l'Université, de même qu'elle mit soixante-dix ans à découvrir qu'un génie observateur, couché à plat ventre dans un *hermas* de Provence, pénétrait les secrets d'un monde nouveau. Quand elle s'en avisa, pour regagner le temps perdu, elle se précipita dans l'hyperbole. Casanova raconte que, lorsqu'il fut présenté à Fontenelle, qui n'avait pas moins alors de quatre-vingt-treize ans, il lui dit un peu étourdiment qu'il venait d'Italie exprès pour le voir. « Avouez, monsieur, lui répondit Fontenelle, que vous vous êtes fait attendre bien longtemps... » C'est ce que Rodin eût pu dire à tant d'hommes de lettres acharnés à sa gloire. Ils se dépensaient en discours confus et tardifs, lorsqu'un seul mot clair, dit vingt ou trente ans plus tôt, lui eût été plus profitable, et non seulement à lui, mais au goût public et à l'art. Le public,

dans son ensemble, est bien excusable d'avoir identifié le nom de Rodin avec les parties les moins fortes et les plus « intentionnelles » de son œuvre, puisque l'autorité des littérateurs, des philosophes, en un mot de « tout ce qui compte, » lui assurait que c'en était la partie la plus haute, la plus vivante et la plus caractérisée.

Il l'a identifiée encore avec autre chose : avec cette littérature même, avec les formules obscures et hyperboliques destinées à louer l'artiste, avec les sarcasmes décochés à ses confrères, avec des théories transcendantales sur l'Art édifiées par des journalistes pour expliquer aux autres ce qu'ils n'entendaient guère eux-mêmes : — un tel pathos que *le Médecin malgré lui* est clair en comparaison.

Quand parut le *Balzac* en 1898, le public récalcitrant fut mené d'un train qui ne laissa pas de considérablement l'ahurir. On daigna, au début, lui expliquer ce qu'il y avait de beau dans ce plâtre. On lui dit que l'auteur était « arrivé à réaliser un travail de sculpture comparable seulement au travail voilé des artistes égyptiens. » — « C'est bien, là, le Taureau littéraire qu'était Balzac ! » s'écriait l'un d'eux, et il ajoutait pour mieux se faire entendre : « C'est de la sculpture wagnérienne. » Ce « Taureau » était, pour tel autre, une « pyramide accroupie sur le sol, mais dont la cime est dorée par le soleil » et d'ailleurs « plongeant, au delà des extériorités, dans le gouffre des sensations. »

De plus, ce « Taureau, » ou cette « pyramide, » avait des ailes : c'étaient les manches vides et pendantes de sa robe de chambre, « des ailes brisées... » Comme on s'étonnait de l'énorme cou goitreux du grand homme, un romancier expliquait au public que c'était une « poire d'angoisse. » Il fallait donc voir, là, « un bloc, un monolithe, une de ces colonnes espacées dans l'histoire et qui marquent les grandes étapes humaines. » Un ami de l'artiste l'affirmait : « Ce qu'a été le prodige de son travail, ceux-là seuls le savent qui, jour par jour, étape par étape, ont assisté à la réalisation du monument le plus puissant et le plus pathétique qu'il ait été donné à un artiste de créer... » Qu'ajouter à cette définition : « Il a montré son aisance à se projeter, sa manière d'être divinatrice des états humains, sa vision de proie...? » Aussi l'auteur concluait-il allégrement : « C'est la raison de notre émotion

et de notre admiration que nous ne dirons jamais assez. »

Dès lors, les visiteurs des *Salons* se résignèrent à ne rien comprendre, ou plutôt ils comprirent que leur incompréhension même et leur désarroi étaient précisément des signes auxquels on connaissait qu'une œuvre était belle et un artiste en progrès. Moins ils voyaient de choses dans les plâtres de Rodin, plus la critique déclarait qu'il y en avait. Dans *le Penseur*, où le public ne vit qu'un admirable faisceau de musculatures vivantes, on vint lui affirmer qu'il y avait infiniment plus. C'est M. Dujardin-Beaumetz, qui avait trouvé quoi : « *Si son attitude trahit quelque fatigue*, dit-il dans le discours d'inauguration, *c'est qu'il se souvient peut-être des longs siècles de lutte et d'oppression !...* » C'est de quoi, en effet, on ne se serait pas avisé sans le secours de M. le sous-secrétaire d'État aux Beaux-Arts. Quand parurent, ensuite, au *Salon*, des fragmens de sculpture : un torse, une épaule, un bras, le public fut vivement gourmandé de ne pas s'y intéresser autant qu'à des bustes. « Pourquoi sculpter des bustes, c'est-à-dire des visages sans corps et point des morceaux de corps, sans tête ? » La foule s'était figuré, jusque-là, que la vie humaine résidait plutôt dans la tête que dans un bras ou une jambe, pour la raison qu'on a vu vivre des gens sans une jambe, mais non sans tête, et que, quelque émotion que pût témoigner un pied ou une main, ils n'en témoignaient cependant pas de si subtiles, ni de si variées qu'un visage. Mais elle sentit bien que la critique avait changé tout cela. Et, à défaut d'autres clartés, elle se trouva ainsi en possession d'un sûr critère pour juger des œuvres d'art. Il tient en trois aphorismes : les génies rénovateurs en art commencent toujours par être méconnus ; le verdict des grands écrivains d'une époque est toujours confirmé par la postérité ; dans l'œuvre d'un grand artiste, les œuvres les plus discutées sont les plus belles. Toutes les argumentations en faveur des œuvres inintelligibles se ramènent là.

Or, qu'y a-t-il de vrai dans cette apologétique ? Il n'y a rien, et si l'œuvre de Rodin n'était pas là pour se défendre, les commentaires de ses défenseurs en donneraient la plus fâcheuse idée. On se demande, en effet, chez quels Pères Loriquets ils ont appris l'histoire de l'art, — s'ils l'ont apprise, — pour enseigner que les génies puissans et novateurs ont toujours été méconnus, quand, précisément, s'il est une chose qui sur-

prenne quiconque étudie la vie des grands artistes originaux du passé, c'est de voir à quel âge ils ont été populaires! En ce qui touche ceux de la Renaissance, par exemple, le témoignage unanime des contemporains et les documens les moins récusables établissent qu'ils furent admirés dès leur jeunesse. En même temps, l'histoire d'hier nous prouve que nombre de méconnus et de révoltés, de victimes du jury dressés contre l'Institut par une littérature éphémère, ont tellement disparu que leur nom n'éveille parmi nous presque aucun souvenir. Puisqu'il s'agit, ici, de sculpture, deux exemples tirés de l'histoire des statuaires illustreront cette vérité. Il y a un artiste qui, à vingt-cinq ans, était déjà si admiré dans toute l'Italie, que trois princes se disputaient un *Cupidon* dû à son ciseau : nous avons encore la correspondance échangée à son sujet. Il s'appelait Michel-Ange. Il y a un artiste acclamé par la jeune littérature de son temps, la « critique d'avant-garde » qui, à soixante-dix ans, se plaignait encore d'être un inconnu : il s'appelait Auguste Préault. Quand il mourut, en 1879, les chroniqueurs intimidés par l'assurance de ses disciples, écrivirent : « Exclu des *Salons* qui se succédèrent pendant quinze ans, Préault brilla à l'Exposition de 1849, et sa place fut dès lors marquée au premier rang des artistes contemporains. Les œuvres qu'il exécuta pour divers monumens lui valurent, d'année en année, de nouveaux succès, mais la puissante originalité de son caractère et l'irrésistible vivacité de son esprit se pliaient mal aux habitudes du monde officiel... »

Il est un des premiers, peut-être le premier, qui se soit consolé de son impopularité en s'en glorifiant : « L'art, c'est cette étoile, disait-il, je la vois, et vous ne la voyez pas! » et encore : « On me jalouse, on m'envie, on me nie, donc je suis très grand.... » Et le chroniqueur qui rapportait ce mot, à la mort de Préault, terminait ainsi : « Il fut fort contesté de son vivant; nous allons voir maintenant. » Maintenant, on a vu. Sans doute, on pourra dire que Préault est un génie novateur supérieur à Michel-Ange et que le *Cavalier gaulois* du pont d'Iéna ou la *Clémence Isaure* du Luxembourg jouent, dans la vie admirative de l'humanité, un plus grand rôle que le *Moïse* ou la *Nuit*... Mais si on ne le dit pas, il faudra convenir que les talens méconnus et révoltés ne sont pas nécessairement plus grands que les talens acceptés dès leur jeunesse.

La preuve du génie par l'impopularité ne tient pas debout.

Pas davantage, on ne peut invoquer l'autorité de la littérature. Prétendre que le verdict des écrivains d'une époque, même des plus grands, est infaillible en matière d'art, c'est ignorer toute l'histoire du goût. Après tant et de si éclatantes erreurs, commises par les littérateurs, reconnaissons que leur avis, en matière d'art, vaut ce que vaut l'avis de tout le monde, — sans plus.

Il est vrai que les artistes, eux aussi, admiraient beaucoup Rodin, à peu d'exceptions près, mais ils n'admiraient pas, en Rodin, les mêmes choses. L'adhésion des artistes allait à *l'Age d'airain*, au *Saint Jean*, au *Penseur* ou à de beaux morceaux d'exécution, comme *l'Homme qui marche*, aux bustes, enfin aux gracieux groupes de femmes. La littérature s'est déchaînée surtout à propos du *Balzac*, de la *Porte de l'Enfer*, et des « intentions » grandioses avortées. Et elle s'est servie de l'adhésion des artistes en un point pour préjuger de leur adhésion sur tous les autres.

S'ils résistaient, elle a plaidé cette thèse : ce qui séduit le moins dans l'œuvre d'un maître est précisément ce qu'il a fait de plus beau et ce qui séduira l'avenir. « Un grand artiste, disait Rodenbach, — et toute personne au courant de l'art tient M. Rodin pour tel, — ne peut pas se tromper. Il se développe avec la logique d'une année qui a ses saisons, avec la force mathématique d'une tempête... C'est-à-dire que la dernière manière d'un grand artiste est le sommet de lui-même. » On voit, tout de suite, qu'*Attila* est « le sommet » de Corneille et que les *Chansons des rues et des bois* dépassent tout ce qu'avait écrit Victor Hugo. C'est une opinion, mais elle ne s'impose pas avec une extrême évidence. L'histoire de l'art, tout entière, nous montre, au contraire, les maîtres capables d'inégalités ou d'erreurs, et, s'ils ont vécu très âgés, ces erreurs se placent, d'ordinaire, à la fin de leur vie. La prétention de faire de leur œuvre un « bloc » qu'il faut admettre ou repousser d'un coup, — comme cet autre faisait de la Révolution, — n'est qu'un procédé de polémique. On n'imagine pas pourquoi une erreur de jeunesse ou une tentative avortée plus tard, — comme on en voit si souvent, hélas! chez nos meilleurs peintres, — empêcherait les autres œuvres d'être belles, non plus d'ailleurs comment celles-ci, par une sorte d'endosmose, communique-

raient leurs vertus aux erreurs ou aux échecs. L'œuvre d'un artiste n'est pas une et indivisible, et c'est seulement par une dévotion peu éclairée que ses fidèles se refusent à voir ses faiblesses ou ses tares, comme les hagiographes une ombre dans la vie des saints. Qu'on y prenne garde, au surplus : ce sentiment, noble et touchant à son origine, est soutenu par quelque chose d'infiniment moins respectable : par la spéculation. Que deviendraient, en effet, les moindres pochades, les essais manqués, recueillis et accaparés par les gens qui font le *trust* d'un atelier ou d'un artiste, si le goût individuel se mettait à faire la différence d'une œuvre à une autre, à discerner, en un mot à ne pas attribuer la même valeur à tout ce qui porte la même signature? Qu'arriverait-il si l'on considérait une œuvre d'art comme une œuvre humaine, pénétrée de plus ou moins d'émotion, sujette, comme tout ce qui vient de l'homme, aux défaillances et aux erreurs, et non comme un chèque dont la signature assure la valeur? Ce serait la ruine des *trusts*, la déroute des syndicats, le marasme de la Bourse, la fin de tout!

On est d'autant plus surpris de ces lamentables sophismes que Rodin n'en avait nul besoin. A vrai dire, ils n'ont guère commencé de se produire qu'à propos de ses dernières œuvres, qui, elles, en avaient besoin, parce qu'elles n'étaient que des réalisations fort incomplètes de trop obscures pensées. C'est seulement quand l'œuvre de Rodin ne toucha plus par son aspect sensible qu'on se mit à parler philosophie. C'est alors seulement qu'on parle de Wagner, — l'œuvre du maître sculpteur fut comparée à *Parsifal*, — de Beethoven, d'Ibsen, de Nietzsche, de Schumann. Tous les dieux étrangers furent appelés à la rescousse et aussi l'opinion de l'étranger, cette « postérité contemporaine. » Les plus enragés à accourir furent les Allemands... Certes, l'hyperbolique admiration de la gent teutonique pour Rodin ne lui enlève rien de ses mérites, ni de son caractère tout français, non plus que l'épithète de « sculpture wagnérienne, » qu'on lui prodiguait hier comme un éloge et dont on serait, peut-être, un peu plus ménager aujourd'hui. Mais si tout cela ne lui enlève rien aujourd'hui, c'est que cela ne lui ajoutait rien hier. Si Rodin n'est nullement un esprit parent de Wagner ou de Nietzsche, que voulait-on dire quand on disait qu'il l'était? On ne voulait rien dire du tout : on était donc en pleine logomachie.

L'œuvre de Rodin est-elle responsable de toute cette littérature? Assurément non. Il n'y en a pas trace, par exemple, dans ses « Entretiens » sur l'*Art* réunis par M. Paul Gsell et authentifiés par la signature du maître. Il y a là des causeries familières, où tous les mots portent, où toutes les théories sont appuyées par des exemples concrets et délimités. Aucune de ces thèses inventées par les esthéticiens qui sont éloquentes, confuses et inadaptables. Ce sont des exemples de bon sens, de haute raison et de démonstration lumineuse, à placer près du *Traité* de Léonard, du *Journal* de Delacroix, des *Discours* de Reynolds, des *Entretiens* de Théodore Rousseau recueillis par Sensier, des *Maîtres d'autrefois* de Fromentin. Les idées générales sur l'art ne sont pas toujours très nouvelles, mais elles sont toujours justes. Les idées particulières sur la statuaire sont le plus souvent neuves et révélatrices. On y sent l'expérience du bon ouvrier qui parle de ce qu'il sait, et à qui l'on n'en fait pas accroire. Si l'on avait lu davantage ces leçons de l'artiste et moins les gloses obscures dont ses admirateurs l'ont travesti, on se ferait une idée toute différente de son vigoureux esprit.

Ainsi, l'œuvre de Rodin ne saurait nullement être confondue avec la littérature qu'elle a suscitée, mais elle en porte le poids, les stigmates et la teinte générale aux yeux de nos contemporains. Pour la juger avec équité, il faut la décrasser de toute cette sophistique, la dépouiller de ce fatras, de ces bandelettes littéraires où l'on a cru l'embaumer. Il faut la considérer toute seule, en elle-même et pour elle-même, telle que nous la verrions, si nous la voyions sortir de terre dans quelque champ de fouilles antiques, ou telle qu'apparaîtront le *Saint Jean* ou *le Penseur*, dans mille ans, aux yeux des hommes, s'ils viennent à être ensevelis et retrouvés.

II

Imagine-t-on toute l'œuvre de Rodin exhumée de terre, comme le marbre dit le *Niobide de Subiaco*, ou draguée de la mer, comme le bronze dit le *Persée* d'Anticythère?

Ce serait une étrange aventure, dans un millier d'années, qu'une telle trouvaille, pour ceux qui la feraient! Quels reflets dans leurs yeux, quelle surprise sur leurs visages, quels tremblemens de leurs mains! Et, aussi, quelles incertitudes dans

leurs esprits et quelles disputes! Comment définir l'admirable tête de femme, émergeant de la pierre brute comme d'une baignoire, qu'on appelle, de nos jours, la *Pensée?* Ou le *Victor Hugo* encore à demi pris dans sa gangue de pierre, et ces torses de femmes, ces mains, ces morceaux à la fois modelés en perfection et isolés de tout ce qui pourrait les expliquer? Si l'on n'a pas, alors, de textes précis, formels, de témoignages concordans, pour établir que l'artiste les a considérés comme achevés et qu'il les a laissés tels comme les définitives expressions de sa pensée, le croira-t-on? Pourra-t-on le croire, vraiment, lorsque l'exemple de toute l'Antiquité, du Moyen Age, de la Renaissance, montre que les artistes ont toujours cherché à détacher le plus possible la forme humaine de la matière, hors le cas où la figure était destinée à faire corps avec un monument? Non, on ne le croira pas. On croira qu'un événement inconnu a empêché l'artiste de finir son œuvre, qu'un cataclysme l'a engloutie encore en gestation. Quelles hypothèses ne fera-t-on pas? On cherchera une tête et des bras à *l'Homme qui marche*, et, vraisemblablement, on en trouvera. Sera-ce une tête due au ciseau d'Eugène Guillaume ou du comte d'Épinay, — quelque chose qu'on aura trouvé sur le Monte Pincio ou Via Sistina? On frémit, en voyant jusqu'où vont la science et l'ingéniosité des archéologues... Certaines singularités voulues, mais inexplicables, intrigueront comme les trépanations des crânes préhistoriques aujourd'hui nous intriguent et nous laissent béans de stupeur... On ne jugera pas alors l'intention de l'artiste, mais le fait. On ne s'inquiètera guère, si l'auteur était ou n'était pas de l'Institut, en son temps, ni s'il apporta ou n'apporta pas un frisson nouveau dans la sculpture. On n'aimera plus l'œuvre pour sa nouveauté, mais pour sa beauté.

Lorsqu'on se met ainsi, par la pensée, à la place des archéologues à venir en face des œuvres de Rodin, la première chose qui frappe, c'est qu'il sera très difficile de les dater. Aucune d'elles ne porte le costume moderne, qu'on connaîtra fort bien, car il n'y a guère de « création » de nos tailleurs qui n'ait été religieusement reproduite par nos statuaires, sur l'injonction de la Critique « moderniste » et en l'honneur du Réalisme dans l'Art. Rodin n'a traité que des thèmes très plastiques : le nu ou le drapé, et bien moins le drapé que le nu. Vainement, les

théoriciens ont-ils affirmé que notre costume avait sa beauté suggestive de notre état social, qu'il suffisait d'un grand artiste pour en dégager la formule. Lui, qu'on appela le grand « résoluteur des problèmes les plus ardus du métier, » n'a pas résolu celui-là. Il ne l'a même pas abordé. Mais le costume n'est qu'un accessoire. Venons au principal : au caractère même de l'œuvre. On dit, d'ordinaire, qu'il est très moderne : on le dit comme un éloge, on pourrait aussi bien le dire comme un blâme, puisque la marque des grands chefs-d'œuvre statuaires est d'être également de tous les temps. La vérité est qu'éloge ou blâme, c'est tout à fait immérité. Il suffit de les considérer pour éprouver qu'elles manifestent les gestes et expriment les sentimens les plus simples et les plus universels qui soient. Un jeune homme se dresse comme s'éveillant d'un songe, et c'est *l'Age d'airain;* un homme marche avec assurance en professant, et c'est *Saint Jean-Baptiste;* une femme courbe la tête et se cache la figure, et c'est *Ève;* un couple s'enlace, et c'est *le Baiser* ou *le Printemps;* un homme se replie sur lui-même, le coude sur le genou, la tête sur la main, tous les membres ramenés vers la tête, vers le « chef, » et c'est *le Penseur*... Quoi de plus universel, de plus humain, de moins dépendant d'un milieu, d'un moment, d'une race même, étant admis que c'est toujours de la race blanche qu'il s'agit? Il en est de même de ses petits groupes d'enfans, de ses têtes d'expression de femmes : seuls, *les Bourgeois de Calais* poseront quelque problème historique, quelque allusion à deviner... On les attribuera peut-être à différens âges : *les Bourgeois de Calais* au Moyen Age français, *le Penseur* à la Renaissance ou à la basse Antiquité, certains groupes d'enfans, comme *Frère et sœur,* au XVIIIe siècle. Son œuvre, — et je le dis à son éloge, — n'a pas du tout de ces caractères nettement propres à une phase de la société, ou de l'Art, qui se démodent quelquefois, qui datent toujours. C'est parce que nous la savons née d'hier qu'elle nous apparaît si « moderne » : retirée de terre dans quelques centaines d'années, sa figure apparaîtra contemporaine de l'humanité tout entière.

Ce qui frappe ensuite, en ces figures, c'est leur aspect solide, dense et plein, ce qui donne une impression de stabilité, de simplicité, de force et de sérénité. Rien d'étriqué, ni de compliqué, rien de menu, ni de fragile. Peu d'à-jour, pas d'enche-

vêtrement, une silhouette immédiatement perceptible de tous les côtés et, de tous les côtés, se profilant avec une égale ampleur. S'il y a complication de formes, tout se passe en dedans de l'orbe idéal formé par l'ensemble. De là, une masse qu'on peut envelopper aisément du regard, sans rien qui perce l'enveloppe, déborde et disperse l'attention. Rodin citait volontiers un mot de Michel-Ange assurant que les seules bonnes statues sont celles qu'on peut faire rouler du haut d'une montagne sans rien casser. En faisant la part de l'exagération voulue d'une semblable formule, on sent que ses œuvres y répondent, pour la plupart. Et ce n'est pas si banal. Presque tous les monumens dressés depuis cent ans sur les places publiques de l'Europe, depuis Glascow jusqu'à Naples, loin d'offrir aux yeux un aspect solide et ramassé, se projettent en lignes excentriques et souvent avec une telle profusion qu'ils semblent destinés à indiquer à la fois les quatre points cardinaux. Bourgeois gesticulant en agitant les basques de leur redingote comme d'inexplicables élytres, offrant au passant d'un geste engageant une urne électorale, brandissant des tuyaux de poêle, tirant des coups de revolver, croisant la baïonnette, grimpant sur des chaises, affichant, de toutes les manières, leur impatience d'être attachés à un socle ou à un pylône : voilà le spectacle nullement statique, ni monumental, qu'ils nous donnent habituellement. Et je ne parle pas des trompettes qui jaillissent aux bouches des *Renommées*, ni des ailes qui pointent aux épaules des *Gloires*, avec leurs plumes découpées sur le ciel, ni des draperies miraculeusement suspendues dans l'air, ni des engins mécaniques étalés comme pour une vente ou une exposition, ni de ces femmes dévêtues, sous prétexte d'allégories, qui grelottent sous le piédestal où le personnage célèbre trône dans un pardessus fourré, somptueux et inamovible, — tout ce qui, sous couleur de « vie moderne, » attriste le ciel parisien.

Il faut savoir gré à Rodin d'être demeuré insensible, sur ce point, aux suggestions de l'esthétique sociale et de n'avoir pas fait « travailler » ses statues. Ce n'était pas certes timidité, mais sagesse. Il savait qu'il y a des choses dont l'Art ne peut tirer aucune beauté, des choses de fabrication humaine, — et qu' « il y a des lignes, » selon le mot de Delacroix, « qui sont des monstres. » Le geste chez lui est toujours dicté par une émotion ou une impulsion naturelles, jamais par la contrainte

extérieure des choses, ni par un but pratique à atteindre. Aucun travail à réaliser n'astreint sa figure à étendre un muscle plutôt qu'un autre, ou à le contracter. Ses statues ne forgent pas, ne fauchent pas, ne défournent pas le pain, ne triturent pas l'acier, ne creusent pas la mine. La « dignité du travail » est une chose et la beauté plastique de l'homme en est une autre, et s'il peut arriver que l'une s'allie à l'autre, la première n'est pas nécessairement génératrice de la seconde. C'est une fausse notion de l'Art statuaire què de vouloir, d'abord, représenter un *acte* et ensuite de chercher le geste qui le signifie. La forme ne doit pas être dictée par l'acte, mais l'acte choisi pour la forme à mettre en valeur. Il faut non pas plier le corps à bien signifier une action, mais inventer une action qui signifie bien le corps, c'est-à-dire qui le mieux révèle sa force, sa souplesse et sa beauté.

Il semble que Rodin ait été dominé par cette idée. Quand il voulait faire comprendre le grand trait qui distingue l'Art grec, en sa plus belle époque, de l'art de Michel-Ange et du Moyen Age même, il modelait deux statuettes. Dans l'une, animée d'un mouvement à peine sensible, il montrait un corps se développant comme pour offrir le plus de surface possible à la lumière et, pour cela, imperceptiblement renversé en arrière, en forme de C. Cette statuette, pour mieux s'offrir aux rayons venus de tous les côtés, présentait quatre plans se contrariant alternativement. Et voici comment le maître, d'après M. Paul Gsell, définissait son œuvre : « Le plan des épaules et du thorax fuit vers l'épaule gauche; le plan du bassin fuit vers le côté droit, le plan des genoux fuit de nouveau vers le genou gauche, car le genou de la jambe droite pliée vient en avant de l'autre et enfin le pied de cette même jambe droite est en arrière du pied gauche. » De là, « quatre directions qui produisent à travers le corps tout entier une ondulation très douce... C'est à peu près, inversé, le mouvement du *Diadumène*. En même temps, le maître faisait observer, avec raison, le contraste et le bel équilibre qui, dans ce cas, naissent sans effort, entre le côté où le corps se tasse sur une seule jambe, l'épaule descendant et la hanche remontant, et l'autre côté où le corps se développe et montre sa souplesse, l'épaule remontée et la hanche descendue, le pied pouvant quitter le sol, s'il le faut, sans compromettre la statique. Dans l'autre statuette, inspirée de Michel-Ange, il

montrait, au contraire, un corps où les épaules font voûte, où les genoux demi-pliés s'arquent en avant, où le thorax se creuse, et qui offre ainsi le profil général d'une *console*. Là, le poids portant sur les deux jambes à la fois, les membres étant rapprochés du torse, tout donne l'idée de la concentration et de l'effort. Et il faisait observer qu'il n'y avait plus dans cette attitude que deux grands plans principaux au lieu de quatre et qu'ainsi, loin de s'offrir de toutes parts aux nappes de lumière, le corps ainsi contracté produisait des « ombres très accentuées dans le creux de la poitrine et sous les jambes. »

Le maître a fait plus d'une fois cette démonstration. On la trouve notamment très bien comprise et développée dans ses *Entretiens* réunis par M. Paul Gsell. Et voici sa conclusion : « S'il m'est permis de parler un peu de moi, je vous dirai que j'ai oscillé, ma vie durant, entre les deux grandes tendances de la statuaire, entre la conception de Phidias et celle de Michel-Ange. »

C'est vrai, et l'on voit, sans aller plus loin que la salle Rodin au Luxembourg, ce qui est de l'un et ce qui est de l'autre, quoique la conception de Michel-Ange l'emporte de beaucoup sur celle de Phidias. Mais on voit, aussi, un phénomène assez singulier : quel que soit le parti qu'il ait pris, Rodin a toujours trouvé le secret de faire jouer et ruisseler la lumière sur la surface presque entière de ses figures, aussi bien quand elles se concentrent dans des gestes en flexion que lorsqu'elles développent des gestes en extension.

Il y a fort peu de cavernes, de trous d'ombre, en sorte qu'elles peuvent bien paraître moyenâgeuses par leur contrainte et leur effort, elles n'en restent pas moins antiques par le développement de leurs surfaces lumineuses. C'est que le maître a supprimé délibérément les à-jour et les trous que le mouvement général de la figure remplirait d'ombre, il n'a travaillé que les surfaces exposées à la lumière ; le reste demeure attaché à la pierre. C'est très sensible dans la *Danaïde* par exemple et d'une pratique constante dans les œuvres des dernières années.

Ce qui est saisissant, ensuite, dans ces figures, c'est leur mouvement. Il est saisissant parce qu'il est contenu : il anime des masses solides, stables, bien équilibrées. Ce n'est pas une gesticulation périphérique et désordonnée : nulle acrobatie, nulle voltige, rien qui rappelle Jean Bologne ou les Bernins. On

n'a pas, avec Rodin, l'idée du mouvement par un paraphe que décrit la statue dans l'air : on a la sensation, par une légère inflexion, qui modifie profondément la statique de la masse, en portant le poids d'un côté plutôt que de l'autre, et par la coordination harmonieuse d'attitudes différentes, les diverses parties du corps. Il figure, à la fois et sans qu'on s'en doute, les deux temps d'un même mouvement. Les jambes de l'homme réveillé, qui se lève, n'ont pas encore achevé de se dresser, les genoux pointent encore un peu, quand déjà la poitrine se soulève, se dilate avec force, dans une ascension entièrement accomplie pour elle, — et c'est *l'Age d'Airain*. Les deux pieds d'un homme en marche sont fortement attachés au sol et il semble que le pied droit qui est en avant soit seulement en train de s'y poser, mais, déjà l'épaule gauche, qui se hausse, indique un effort pour soulever la jambe gauche, — ce qui n'aura lieu pourtant que dans un instant, — et c'est le *Saint Jean-Baptiste*.

Le maître a fait, lui-même, la théorie de ces mouvemens et il faut lire, dans ses *Entretiens*, sa claire démonstration. Il l'applique au *Maréchal Ney* de Rude, il montre que, dans cette œuvre, l'artiste a laissé les jambes de son héros dans l'attitude qu'elles avaient quand il a dégainé et qu'au lieu de lui laisser le torse dans l'attitude correspondante au même moment, c'est-à-dire légèrement incliné vers la gauche, il l'a redressé, pose qu'il n'a pu prendre qu'un instant après. Et Rodin ajoute : « C'est, là, tout le secret des gestes que l'art interprète. » Le statuaire contraint, pour ainsi dire, le spectateur à suivre le développement d'un acte à travers un personnage. Dans l'exemple que nous avons choisi, les yeux remontent forcément des jambes au bras levé et comme, durant le chemin, ils trouvent les différentes parties de la statue représentées à des momens successifs, ils ont l'illusion de voir le mouvement s'accomplir. » On ne peut pas mieux dire. Le meilleur mouvement en effet, dans l'art, est celui qui indique celui qui a précédé et celui qui va suivre. Le principe est donc trouvé : la difficulté est dans la pratique. Elle est extrême, puisqu'il faut confronter, dans une seule figure, deux attitudes qui dans la nature ne se présentent que séparément. Il est bien vrai que l'œil ne les distingue pas séparément dans la nature, mais la nature bouge, la statue ne bouge pas et si la contradiction des deux mouvemens était trop forte, elle se percevrait à la longue et paraîtrait

une erreur. Il faut qu'elle se sente sans s'affirmer. Rodin y a merveilleusement réussi.

Là même où il n'y a pas mouvement, proprement dit, comme dans ses Bustes, il y a toujours au moins la vie. La vie s'exprime par une variation, à première vue insensible, de la forme qu'aurait un corps dans le repos parfait, ou qu'il pourrait garder, mort. Un muscle travaille plus que l'autre, — et cela suffit. Dès que le personnage se met à lever le bras, à se tenir sur une seule jambe, à ployer exagérément les reins, à prendre une posture qu'il ne peut garder longtemps, ce n'est plus seulement la vie : c'est le mouvement. Ainsi des trois degrés de ressemblance avec la nature humaine, la forme, la vie, le mouvement pour rendre une individualité; la forme n'est pas assez, le mouvement est trop, ce qui convient à un portrait, c'est la vie.

Les Bustes de Rodin n'en manquent jamais. On admirera toujours ses têtes de *Puvis de Chavannes*, de *Dalou*, de *J.-P. Laurens*, de *Rochefort*, de *Falguière*, de *Victor Hugo*, — celle-ci faite d'après une multitude de croquis, — et aussi ses prodigieux bustes de femmes dont le plus célèbre est celui de *Madame V...* au Luxembourg. Outre la vie intense qui y éclate, on ne saurait trop admirer comment le maître a su condenser, masser, accuser le trait individuel et marquer ainsi le caractère. Ce n'est pas que les modèles en aient toujours ressenti un extrême plaisir. Les hommes célèbres ont souvent refusé de se reconnaître dans ces géniales effigies. Les artistes mêmes, lorsqu'ils ont posé pour leur portrait, devant ce grand confrère, n'ont pas raisonné autrement que des Philistins. L'un lui a reproché « amicalement » de l'avoir représenté la bouche ouverte; l'autre ne s'est point voulu revoir dans son buste; un troisième ne s'est pas soucié de le posséder. Puvis de Chavannes a nettement protesté. « Puvis de Chavannes n'aima pas mon buste, dit Rodin, dans ses *Entretiens*, et ce fut une des amertumes de ma carrière. Il jugea que je l'avais caricaturé... » C'est que les plus grands artistes, lorsqu'ils posent pour leur portrait, prennent tout de suite une âme de bourgeois. Tant qu'il s'agit de la tête des autres, ils réclament la vérité brutale, accentuée, « le caractère, » — « tout est beau dans la Nature, » disent-ils; — mais, quand il s'agit de leur propre tête, leur Esthétique change du tout au tout. Ils revendiquent, soudainement, une certaine régularité de traits, ou dignité de maintien, ou élégance, qui fait soup-

çonner que leurs convictions sur l'identité du Beau et du Caractère n'est pas si profonde qu'ils veulent nous le faire croire.

En même temps que ces vertus éclatantes dans l'œuvre de Rodin : plénitude, simplicité, puissance, luminosité, mouvement et vie, on est surpris par des partis pris singuliers dont on ne distingue pas, à première vue, les mérites. Et d'abord, cette coutume de laisser une partie de la figure prise dans sa gangue de pierre, comme une œuvre inachevée. Pour la comprendre, sinon pour la louer, il faut prendre garde aux exigences de l'art synthétique. Elles ne sont pas les mêmes que celles de l'analytique. L'art analytique est celui des primitifs, de quelques renaissans de la première période, et de la plupart des petits maîtres hollandais. Il montre tout ce qu'il peut, en fait de formes, et ne suggère rien. Il est suggestif à sa manière, mais d'idées, non de formes. Le regardant ne cherche pas à prolonger un corps qui se perd dans l'ombre, à imaginer la raison d'une attitude mal définie, à remplir le vide laissé par un trait elliptique. Au contraire, l'art synthétique résume, simplifie, ramasse en une ligne maîtresse ou en un point capital, tout l'intérêt du sujet et laisse le reste dans l'ombre ou le néant. Le regardant voit mieux une chose et est obligé de deviner le reste. Rembrandt, Franz Hals, Turner, en sont des exemples frappans. Cet art répond à un double penchant de la nature humaine : le besoin de clarté et le goût du mystère. Il satisfait notre besoin de clarté en détachant de l'amas confus des apparences, le trait essentiel qui y était confondu, et par là souligne fortement les caractéristiques d'un objet, d'une figure, d'un mouvement, d'un acte, — et il satisfait notre goût du mystère en laissant inexprimé ce qui ne compte pas, ce qui est prévu, banal, ce qui se suppose sans qu'on le montre, mais ce qu'il nous est loisible d'imaginer merveilleux et ce que nous cherchons, malgré nous, à reconstituer.

Supposons le premier problème résolu, c'est-à-dire le trait caractéristique déterminé par l'artiste et vigoureusement exprimé. Que va-t-il faire des autres? Voilà le second problème, bien plus dur à résoudre pour le sculpteur que pour le peintre. Le peintre a, sur le sculpteur, un grand avantage : l'ombre. Rembrandt y rejette mille choses. Le regard fouille cette obscurité mystérieuse, l'imagination la peuple de fantômes et de trésors. Si on la pouvait percer, on n'y trouverait rien que de

banal : la prolongation des objets ou des membres bien connus. Mais le sculpteur?... Il opère dans les trois dimensions et ne peut rien mettre dans l'ombre de la silhouette extérieure de son personnage. L'ombre, pour lui, ou l'impénétrable, ne peut être que le bloc de pierre où il laissera plongé tout un côté de sa figure, tout ce qui n'a pas de rôle expressif, tout le « poids mort. » C'est ce qu'a fait Rodin. L'effet en est certainement excellent. Ses bustes de femmes encore pris à demi dans leur gangue de pierre sont infiniment plus plastiques et plus mystérieusement vivans que s'ils sortaient d'une toilette moderne, même d'une draperie. Et ce n'est guère plus conventionnel, car quoi de plus artificiel et déplaisant que le buste coupé au sternum et emmitouflé de lainages et de soieries à œils de plis et posé sur un socle? Nos meilleurs statuaires font des prodiges d'adresse pour se tirer de cet embarras. Rodin s'en est tiré en ne faisant rien, et l'on ne peut dire qu'il s'en soit mal tiré.

L'autre chose qui choque le plus dans la technique de Rodin, c'est cette multiplicité de ressauts, de bosses minuscules, de « pastilles, » répandus sur la surface de ses bronzes, et de fossettes et de petites ondulations sur ses marbres ou ses plâtres. En même temps, on est toujours surpris de la vie lumineuse qui circule sur ces surfaces. Cela est la condition de ceci. C'est pour capter les rayonnemens de l'atmosphère et les fixer sur ses figures qu'il a usé de ces visibles stratagèmes. Il disait, un jour, à un critique anglais : « Ç'a été le travail de ma vie... Pendant quarante ans, j'ai cherché cette qualité de lumière : je l'ai trouvée dans le modelé : c'est le modelé qui produit l'effet de l'atmosphère, qui donne la vie à la statue. » Il est certain que la lumière ne joue pas sur le grain de la peau, sur un cou, sur une épaule, sur une gorge, comme sur le grain serré du marbre ou la coulée du bronze. La terre cuite, elle-même, qui prend plus aisément que le marbre les moindres inflexions et accuse plus vivement les ombres avec moins de saillies, est, comme matière, trop différente de la chair pour en reproduire les modalités. Au contact de l'air, et du soleil, il y a, sur toute la surface de l'enveloppe tactile, mille frémissemens que n'a pas une colonne de marbre plongée dans la même atmosphère. La nature même de l'épiderme, avec ses mille accidens, n'est pas non plus comparable à celle du marbre : c'est seulement une pierre friable et effritée, vieillie au contact des élémens, ayant

perdu son épiderme poli qui pourrait en donner quelque idée. Est-ce à dire que tous ces accidens devraient être reproduits, que le marbre ou le bronze devraient donner l'illusion de la peau humaine? Pas un instant, cette idée ne vient à un artiste. La matière de la statue est artificielle, incorruptible, conventionnelle et non seulement elle doit l'être pour qu'il y ait émotion esthétique, mais s'affirmer telle. Elle ne peut donc, nullement, imiter le grain de la peau, ni rien de ce qui tend à donner l'illusion de la réalité, — ce que donne parfaitement la figure de cire, cette négation de l'Art. Seulement, — et c'est là le point, — si l'art ne vise pas à faire la matière identique à la chair humaine, il vise à la faire vivante, parce que la vie elle-même est une beauté. Or la multiplicité des accidens et par là des jeux de lumière gradués, est une manière de réaliser la vie. Voilà le nœud du problème.

En vérité, il n'est pas très difficile de le poser : ce qui est difficile, c'est de le résoudre, et c'est en cela que Rodin fut un maître. Il n'y a pas l'ombre de trompe-l'œil dans son modelé, nulle recherche de réalisme grossier. Rien n'est plus conventionnel que ses épidermes et pourtant rien n'est plus vivant. C'est par une transposition complète des apparences sensibles qu'il est parvenu à exprimer la vie. On l'a loué infiniment de son génie modeleur : on ne l'a pas trop loué. Seulement, il a poussé si loin la recherche de ces artifices qu'il les a tous épuisés. Il est, lui-même, son propre aboutissement. On le donne parfois comme un maître à imiter : rien de plus dangereux. Dieu nous préserve des Bernins de ce Michel-Ange !

Et maintenant, que dirons-nous de sa pensée? Qu'elle est tout entière une pensée plastique. L'impression produite, cette impression d'ampleur, de force et de plénitude, avec toutes les souplesses de la forme humaine et les divertissemens des jeux de lumière et les sensualités du modelé, est par elle-même évocatrice de rêves. Des sujets plus définis, construits sur des intentions philosophiques plus arrêtées, Rodin en a rêvé peut-être, mais il ne les a pas réalisés. Sa *Porte de l'Enfer*, qu'il a remaniée sans cesse, d'où il a tiré des morceaux devenus des œuvres capitales, est restée une maquette. Son *Victor Hugo*, qui devait être accompagné de la *Colère*, de la *Méditation* et de la *Mer*, est resté seul sur son rocher. Même ses *Bourgeois de Calais* n'ont pas été assemblés comme il le désirait : les uns

derrière les autres, à même le pavé, sur la place de l'Hôtel-de-Ville. Mais ce ne sont pas les grands sujets, ni les intentions définies qui donnent leur prix aux créations plastiques. « Je donne un titre à mes statues lorsqu'elles sont finies, parce que le public le demande, disait un jour Rodin à un critique anglais; mais les titres ne révèlent que très peu de leur sens réel, » et à M. Paul Gsell : « En somme, on ne doit pas attacher trop d'importance aux thèmes que l'on interprète. Sans doute ils ont leur prix et contribuent à charmer le public, mais le principal souci de l'artiste doit être de façonner des musculatures vivantes. » Et il complétait sa pensée en parlant des thèmes très simples, très plastiques comme celui de sa *Centauresse :* « Ils éveillent, sans aucun secours étranger, l'imagination des spectateurs. Et cependant, loin de l'encercler dans des limites étroites, ils lui donnent de l'élan pour vagabonder à sa fantaisie. Or, c'est là, selon moi, le rôle de l'Art. Les formes qu'il crée ne doivent fournir à l'émotion qu'un prétexte à se développer indéfiniment. »

Celles que Rodin a créées le fourniront longtemps sans doute. Son œuvre, sortie de terre, considérée en elle-même et pour elle-même, fera penser les hommes à venir, comme toute œuvre forte et de main d'ouvrier. Peut-être les fera-t-elle penser à quelque grand monument dont ils croiront voir, çà et là, les morceaux épars, et reconstruiront-ils, dans leur imagination, une œuvre grandiose, comme celle que, dans son imagination, Rodin avait construite... S'ils retrouvent, dans quelque texte, qu'il fit une *Porte de l'Enfer*, sans doute, ils concevront l'idée de quelque chose de formidable... Pour nous, dominés par l'obsession du drame qui, en ce moment, se déroule, c'est à une autre porte qu'il nous fait songer : — à cette sorte de porte qui ne ferme rien, qui ne sert à rien, qui ne s'ouvre sur rien que sur le ciel et qui, pour cela, est la plus belle de toutes : à un Arc de Triomphe. Quand on regarde, sur celui des Champs-Élysées, le *Départ* de Rude, que Rodin admirait tant, on ne peut s'empêcher de songer que le cycle d'Art ouvert par ce chef-d'œuvre attend toujours qu'on le referme et l'on se prend à regretter que soit disparu celui qui, le mieux peut-être, aurait su lui donner un pendant digne de lui et figurer le *Retour*.

ROBERT DE LA SIZERANNE.

REVUE SCIENTIFIQUE

LA FIÈVRE TYPHOÏDE ET LA GUERRE

VACCINS ET LIPO-VACCINS

En des pages célèbres, Joseph de Maistre a vanté jadis les vertus et les héroïsmes qui, comme des étincelles sous le sabot d'un cheval heurtant rudement le pavé prosaïque, jaillissent soudain dans les âmes amorphes quand se lève, frémissante, la guerre. On a beaucoup discuté pour et contre cette idée qui, comme presque toutes les idées, enferme assurément au moins une part de vérité.

Il me semble, quant à moi, que si un peu de bien peut sortir de l'excès de ce mal qu'est la guerre, c'est plutôt dans l'ordre scientifique.

C'est d'un de ces progrès, issus de la guerre elle-même, à cause d'elle, par elle, si j'ose dire, que je voudrais entretenir aujourd'hui mes lecteurs. Il ne s'agit point d'un de ces progrès de la technique, si nombreux et si étonnamment ingénieux, que le raffinement des machines à tuer a diaboliquement multipliés.

Il s'agit, au contraire, d'un perfectionnement important dans l'art, non de tuer, mais de guérir, non d'un nouveau marchepied pour la mort, mais d'une barrière contre elle. Je me propose de montrer comment les conditions toutes particulières que l'état de guerre a créées aux armées a amené des améliorations précieuses et destinées à survivre à la lutte dans le traitement de cette redoutable faucheuse qu'est la fièvre typhoïde, et comment finalement, grâce aux travaux d'un médecin de la marine, le docteur Le Moignic, et de ses collaborateurs,

une méthode nouvelle, générale et puissamment originale a été créée, qui ouvre des voies profondes et neuves aux procédés de vaccination.

Mais auparavant, il est nécessaire, pour la clarté, de situer exactement la question de la fièvre typhoïde, telle qu'elle se pose depuis la guerre.

***

S'il est une maladie qui, malgré ses ravages du temps de paix, — il y a aussi des plaies par armes à feu en temps de paix, — est un des plus grands fléaux que la guerre traîne après elle, c'est bien la fièvre typhoïde. C'est que toutes les conditions sont réunies chez les troupes en campagne pour favoriser l'éclosion, l'extension et la gravité de cette maladie épidémique. Aussi, dans la plupart des guerres récentes, la typhoïde a-t-elle abattu autant ou plus d'hommes que les armes ennemies : tel fut notamment le cas dans les campagnes russo-turque, de Tunisie, du Transvaal, etc.

Et maintenant, pour mieux comprendre, par un contraste, tout le progrès réalisé, si notre pensée franchit d'un bond tous les lents tâtonnemens, tous les perfectionnemens progressifs que je vais résumer, nous voyons, d'après les chiffres officiels communiqués à une des séances récentes de l'Académie des Sciences par le professeur Vincent, que la mortalité par typhoïde était dans notre armée, pour chacun des huit premiers mois de 1917, *inférieure à un homme sur cent mille.* Comment, par quel échelonnement laborieux de découvertes, ce résultat magnifique a-t-il été obtenu; comment peut-on espérer, grâce à la méthode de Le Moignic, améliorer encore pour nos effectifs le rendement de ces méthodes? C'est ce que je voudrais indiquer maintenant. Je n'ai pas la prétention de tracer un tableau historiquement complet de la question, — un volume n'y suffirait pas, — mais je voudrais essayer d'en marquer rapidement les traits principaux, comme fait, la nuit, dans les lignes ennemies, le faisceau mince et soudain d'un projecteur, bistouri immatériel et luisant qui dissèque d'un coup et schématiquement les formes ténébreuses. D'ailleurs, quelques vues rectilignes d'ensemble conviendront mieux ici qu'une incursion en zigzag dans le labyrinthe touffu des faits et des controverses, bonne tout au plus pour le pas menu de ceux que Dastre appelait si plaisamment les « rats de laboratoire. » — Il faut regarder un beau paysage de loin, sinon un brin d'herbe malencontreusement placé devant notre pupille risque de nous masquer le Mont Blanc.

Longtemps on n'a pas su ce qu'était cette mystérieuse fièvre typhoïde (de τυφος = stupeur) dont les symptômes sont bien connus et se caractérisent par une fièvre qui monte lentement, puis redescend (en cas de guérison) suivant un rythme invariable, par de la prostration, par des éruptions cutanées et par divers troubles intestinaux, qu'accompagnent anatomiquement, comme on l'a établi sous l'influence des directives géniales de Laënnec, des lésions spéciales des follicules de l'intestin. Mais les causes mêmes de la typhoïde et de sa transmissibilité ne furent établies que dans la période pastorienne. On découvrit alors que cette maladie est une infection due à la pullulation dans le sang d'un microorganisme pathogène, le bacille d'Éberth.

C'est l'isolement et la culture de ce microbe spécifique qui a été l'origine de tous les progrès réalisés dans le traitement, ou plus exactement dans la prophylaxie de la fièvre typhoïde. Il convient en effet de remarquer qu'aujourd'hui on *ne guérit* guère plus facilement cette maladie qu'il y a cinquante ans ; les essais de *vaccinothérapie* qui ont été tentés à son sujet n'ont pas donné de résultats nets, et finalement on n'a encore rien réalisé de mieux pour sa médication que la balnéation et les ablutions déjà usitées au bon vieux temps.

Mais si on ne sait pas mieux que jadis guérir la typhoïde, en revanche, on sait l'empêcher d'éclater, on sait *immuniser* contre elle. Gouverner, c'est prévoir, ont accoutumé de dire ceux qui, du rivage, projettent avec tranquillité leur critique sur les hommes qui sont ballottés dans le frêle esquif du pouvoir. Ce mot est peut-être encore plus vrai de ceux qui ont la charge de nos santés. Dans l'avenir, quand la médecine sera devenue un art, ou plutôt une science véritable et aura cessé d'être une « pauvre petite science conjecturale, » on dira : être médecin ce n'est pas guérir, c'est prévoir, c'est donc prévenir. Seulement, cette prévision et les précautions qu'elle entraîne, comme les médecins éprouvent toujours, en dépit de Molière, le besoin de se singulariser, ils l'ont appelée baroquement *prophylaxie.*

Donc, puisqu'il faut l'appeler par son nom, la prophylaxie sera l'alpha et l'oméga de la médecine future. Et comme les maladies infectieuses sont d'origine microbienne, c'est en *immunisant* les sujets contre elles qu'il convient d'agir. Le conseil du sage antique : *Si vis pacem, para bellum*, n'est pas moins vrai dans la lutte contre les microbes, que de la guerre contre les primates pathogènes.

Pour préparer l'organisme humain à se défendre en cas d'irruption infectieuse, on n'a rien trouvé de mieux que de le soumettre artifi-

ciellement et avec précaution à des attaques soigneusement dosées de l'infection contre laquelle on veut le prémunir ; de même que la meilleure manière de se préparer à un duel ou à un pugilat est de s'y entraîner à la salle d'arme ou de boxe, avec un masque et une épée mouchetée et des gants. La vaccination immunisante est donc une sorte de traitement homéopathique. Elle est assimilable aussi au mithridatisme dont le nom provient, comme on sait, de l'astucieux roi de Pont, qui s'était habitué à ingérer des doses progressivement croissantes de poison pour se mettre à l'abri des entreprises toxiques de ses fidèles courtisans.

Comment se fait-il qu'on protège l'homme contre une maladie infectieuse quand on en détermine chez lui une forme atténuée? C'est que celle-ci crée et mobilise en quelque sorte dans son organisme, par suite de ses réactions défensives naturelles, des corps nouveaux appelés *anticorps*, qui sont comme des sortes de troupes de couverture et qui sont prêts à combattre et détruire les toxines de la maladie elle-même. Telle est du moins une des théories à la mode, et *se non e vero*... En tout cas, les faits sont là, et incontestables, à défaut des explications qui n'importent guère.

Donc, et suivant cette méthode générale qui dérive directement des travaux pastoriens, pour créer une immunité contre la fièvre typhoïde, on injecte à l'homme, sous une forme convenable, un vaccin antityphique contenant des *bacilles d'Éberth* auxquels on a, si j'ose dire, ôté la plus grande partie de leur pouvoir offensif, et qui lui donne une typhoïde atténuée et anodine.

Le nombre des vaccins antityphiques de diverses sortes préparés par les savans, depuis qu'en 1888, MM. Widal et Chantemesse firent leur première communication sur ce sujet, à la suite d'expériences sur les animaux, est très grand. A des titres divers et entre beaucoup d'autres, les noms des professeurs Widal, Chantemesse, Vincent, Wright sont plus particulièrement attachés à ce problème, à la solution duquel ils ont apporté des solutions remarquables. La première application sur une vaste échelle de la vaccination antityphique a été faite à l'armée anglaise des Indes par Wright, au moyen d'un vaccin où une culture du bacille d'Éberth avait sa virulence atténuée par un chauffage à 60°. Le vaccin de Chantemesse est également préparé par chauffage à une température voisine de celle-ci. Au contraire, dans le vaccin de Vincent, le même résultat est obtenu, non plus par chauffage, mais par action de l'éther qui stérilise convenablement la culture du bacille d'Éberth. Le professeur Vincent a en outre eu le premier

l'idée de faire un vaccin *polyvalent*, c'est à-dire dans lequel on introduisait des races variées de bacilles d'Éberth (car il y a beaucoup de variétés de ce bacille suivant son origine), ce qui avait chance de produire une immunisation plus générale.

A la suite des résultats extrêmement favorables et encourageans obtenus par ces auteurs, dont les statistiques établirent rapidement l'atténuation nette de la morbidité et de la mortalité typhoïdiques sur les sujets vaccinés, le Parlement français vota, très peu avant la guerre, la loi Labbé, qui rendait obligatoire la vaccination contre la fièvre typhoïde par le vaccin de Vincent ou le vaccin de Chantemesse, tous deux autorisés par l'Académie de médecine. La marine choisit celui-ci, l'armée adopta le vaccin Vincent. La loi devait être appliquée en novembre 1914.

***

C'est en cet état du problème que nous surprit la guerre actuelle. Il devait en résulter d'abord quelques tâtonnemens, quelques flottemens qui ne tardèrent pas à aboutir à des mesures d'ensemble heureuses et fermes.

On peut dire que, dès la fin de 1914 et le début de 1915, la vaccination antityphoïdique était à peu près générale dans nos armées. Il était temps, car une grave poussée épidémique de typhoïdes s'y était produite à partir de 1914. Cette expérience unique, qui nous a épargné déjà la valeur de plusieurs corps d'armées et qui portait sur plusieurs millions d'hommes, a bientôt réduit dans des proportions étonnantes les ravages de la maladie parmi nos troupes.

Du 3 août 1914 au 1er septembre 1917, le laboratoire du Val-de-Grâce a envoyé au front 5 513 073 doses de vaccin. La *morbidité* pour typhoïdes, — on verra tout à l'heure pourquoi je mets ce mot au pluriel, — qui, dans chacun des derniers mois de 1914, était d'environ 7 pour 1 000 hommes est tombée dans les premiers mois de 1917 à une valeur *plus de cent fois plus petite*. Un résultat parallèle a, je l'ai déjà dit, été obtenu pour la *mortalité*. — Fait que je tiens à noter, la mortalité s'est montrée à peu près égale au sixième de la morbidité ; c'est-à-dire qu'il mourait à peu près un malade sur six.

Sur cette base et en admettant, par hypothèse, que 4 à 5 millions d'hommes auraient passé sur le front, on peut calculer, que si la moyenne mensuelle des cas de typhoïdes avait continué à être ce qu'elle était dans la période hivernale de 1914-1915, période où la vaccination n'était pas encore généralisée, cela nous aurait coûté au

total plus d'un million de malades et plus de 145 000 morts. Ces chiffres sont peut-être un peu trop forts, car les conditions hygiéniques au front se sont beaucoup améliorées depuis le début, et elles peuvent avoir contribué pour une part à la décroissance de la courbe. — Il n'en reste pas moins que l'ordre de grandeur des chiffres précédens est exact, et qu'il suffit à montrer que c'est une immense armée que la France doit à la vaccination antityphique et qui lui a été épargnée par celle-ci.

On comprend dans ces conditions que ceux qui ont mené à bien cette œuvre aient pu avec une légitime fierté constater que, finalement, les cas de *maladies typhoïdes* observés aux armées sont aujourd'hui sept fois moins nombreux et les décès huit fois et demi plus rares qu'en temps de paix!

Le pluriel que je viens de souligner appelle une explication : les premières séries de vaccinations faites aux armées en 1914-1915 étaient faites avec des vaccins provenant uniquement du bacille d'Éberth. Or, on constata tout d'abord, à la grande déconvenue du service de santé militaire, que si, dans ces conditions, l'épidémie de typhoïde était rapidement jugulée, en revanche les soldats étaient fréquemment atteints d'affections assez semblables à elle, quoique différentes, et que, suivant l'heureuse expression proposée par le professeur Achard, on appelle des *fièvres paratyphoïdes*.

On sait que le bacille d'Éberth ressemble beaucoup à un bacille du côlon ou *colibacille*, hôte habituellement inoffensif du gros intestin, si bien qu'il était d'abord impossible de les distinguer au microscope et que certains auteurs ont cru longtemps que le premier n'était qu'une forme du second différenciée sous l'influence des circonstances occasionnelles. On a néanmoins trouvé bientôt des méthodes de différenciation qui ont établi l'identité très nette et personnelle de ces deux bacilles, si différens par leurs effets, quoique morphologiquement semblables : parmi ces méthodes, à côté du procédé bien connu de l'hémoculture, la plus célèbre est celle du séro-diagnostic inventée par le professeur Widal, qui est une méthode générale s'appliquant à bon nombre d'affections et qui constitue une des plus brillantes contributions apportées à la médecine depuis un quart de siècle. Le séro-diagnostic est fondé sur le fait extrêmement général, découvert par Widal, que le sérum d'un animal ou d'un homme auquel on a injecté un microbe déterminé possède la propriété d'immobiliser, de réunir en petites agglomérations, d'*agglutiner* spécifiquement une culture du même microbe. — Ce procédé permet de différencier

immédiatement sous le microscope le bacille d'Éberth du coli.

Or on a découvert ces dernières années des formes de fièvres tout à fait parentes par leurs symptômes à la fièvre typhoïde, quoique beaucoup moins graves. Le séro-diagnostic notamment a démontré qu'elles sont en général de deux sortes et causées par deux microbes assez voisins à la fois du bacille typhique d'Éberth et du coli, mais nettement différenciés (notamment par leur vitesse d'agglutination). On les a appelés les bacilles paratyphiques A et B, et ils produisent respectivement les paratyphoïdes A et B. — Ces bacilles sont généralement associés au bacille d'Éberth, mais, comme les vaccins faits avec celui-ci n'immunisent pas contre eux, il s'en est suivi que, tout en amenant une diminution de la typhoïde aux armées, les premières vaccinations faites en 1914 ont laissé subsister et s'étendre de nombreux cas de paratyphoïdes. Tandis donc que les non-vaccinés contre le bacille d'Éberth voyaient s'étendre parmi eux la typhoïde, les vaccinés attrapaient des paratyphoïdes. Les statistiques et les courbes publiées à cet égard sont fort curieuses. Il n'en restait pas moins, les paratyphoïdes étant relativement bénignes, que la vaccination éberthienne avait eu au total pour effet de réduire la mortalité et la morbidité aux armées par l'ensemble des infections typhiques.

On ne pouvait en rester là, et il devenait nécessaire de parer à la fréquence de ces paratyphoïdes, considérées avant la guerre comme exceptionnelles, fréquence qui, suivant l'expression de Widal, et Courmont, s'était révélée « le fait épidémique saillant de la guerre actuelle. » — C'est alors que suivant la suggestion de Widal on décida de faire des vaccins contenant simultanément des cultures atténuées à la fois du bacille typhique et des bacilles paratyphiques A et B. D'où le nom des vaccins TAB donnés à ces produits mixtes. Ces vaccins triples ont donné d'excellens résultats immunigènes et sont depuis de longs mois à peu près exclusivement employés aux armées.

***

Tel était, avant les travaux du docteur Le Moignic et de ses collaborateurs successifs MM. Pinoy, puis Sézary, l'état de la question des vaccinations antityphiques. Le tableau que nous en avons tracé pourrait paraître sans défaut, et un coup d'œil superficiel permettrait à tort d'en conclure que tout était donc pour le mieux dans la meilleure des thérapeutiques possibles. C'est que je n'ai pas montré jusqu'ici les ombres du tableau.

Il n'est point, dans la science, d'édifice, si beau soit-il, qui ne

demeure inachevé, et auquel quelque jour, on ne puisse ajouter un étage nouveau, qui l'élève plus haut. Ce qui fait l'orgueilleuse et mélancolique beauté de la science, c'est qu'elle est un perpétuel devenir, et que toujours, au diadème qui la couronne, la patiente recherche du mieux peut ajouter une rangée nouvelle de joyaux.

C'est ce qui est arrivé pour la vaccination antityphique à laquelle les travaux récens de Le Moignic ont ouvert des perspectives imprévues et vastes. C'est de ces travaux, encore trop peu connus et qu'il importe de faire connaître pour le bien général, que je voudrais maintenant tenter une rapide esquisse.

Tous les vaccins antityphiques employés et préparés antérieurement, — et nous avons déjà dit qu'ils sont nombreux, — comportent des cultures des divers bacilles typhiques atténués par des procédés chimiques et physiques variés, et ils ont ceci de commun qu'on les injecte aux hommes à immuniser, en solution aqueuse, soit par la voie intra-veineuse, soit plutôt par la voie sous-cutanée.

L'expérience a montré que, pour procurer une immunisation efficace et durable contre les typhoïdes, il faut injecter au total à chaque homme non moins de deux milliards de chacun des trois bacilles typhiques. C'est ainsi que le sujet doit recevoir, de chacun de ces bacilles, un nombre plus grand qu'il n'y a d'habitans sur cette planétule terraquée. En microbiologie, pas plus qu'en astronomie ou dans la physique atomique, il ne faut s'étonner des grands nombres qu'on trouve, et ceux-ci, bien que n'ayant guère de commune mesure avec ceux qu'on rencontre dans la pratique courante de la vie civile... ou militaire, sont en réalité petits à côté, par exemple, du nombre des phagocytes ou des globules rouges du sang. C'est donc en réalité une dose assez faible de bacilles typhiques atténués qui suffit à la vaccination. Cette dose ne doit pas être tout à fait la même, suivant la nature et la préparation du vaccin employé, et il est clair par exemple qu'il faudra un plus grand nombre de bacilles chauffés à 60° que de bacilles chauffés à 53°. Mais au total la dose que j'ai signalée indique un ordre de grandeur exact. Si on la diminue, l'immunité conférée n'est ni suffisante, ni durable ; si on l'augmente, l'immunisation est plus efficace, mais les accidens toxiques produits par les injections sont plus graves. La dose indiquée ci-dessus correspond donc à une immunisation suffisante, mais n'entraînant pas d'effets trop dangereux. Tout ici-bas, et non moins en thérapeutique qu'ailleurs, n'est que cotes mal taillées et équilibres instables entre des influences et des forces antagonistes.

Or, avec les vaccins, employés jusqu'aux travaux de Le Moignic, et qui sont tous à excipient aqueux, il était impossible d'injecter en *une seule fois* la quantité nécessaire à l'immunisation, car cela eût entraîné généralement des effets toxiques très graves et souvent mortels. Il a donc fallu subdiviser la dose et la faire absorber au sujet en plusieurs injections successives, et convenablement espacées, pour qu'il ait le temps, avant chacune d'elles, de se remettre des effets de la précédente.

C'est ainsi que jusqu'en 1917 les vaccinations antityphiques aux armées ont comporté pour chaque homme quatre injections successives, depuis lors réduites à deux, séparées par quelques jours de repos.

Cette répétition des injections n'a pas peu contribué à rendre impopulaire parmi les hommes la vaccination.

Non seulement celle-ci cause ainsi à trois ou quatre reprises des malaises qui la font redouter des soldats, mais, par suite du repos avec diète obligatoire dans les intervalles, elle détermine pendant deux ou trois semaines et souvent davantage, l'indisponibilité du contingent. Cela a parfois provoqué, et non sans raisons, quelque mauvaise humeur du commandement à son égard, car on conçoit ce que représente au point de vue du coefficient d'utilisation, de la combativité et de la mobilité de l'armée, le fait qu'elle soit tout entière et chaque année rendue ainsi indisponible pendant des semaines. On peut calculer que cela équivaut, — puisque trois semaines sont contenues dix-sept fois dans cinquante-deux, — à une diminution des effectifs et de la valeur de l'armée égale à un dix-septième, ce qui correspond à des centaines de mille hommes. Dans les usines travaillant pour la défense nationale, dans les poudreries, la vaccination antityphique ou antityphoïdique (on dit les deux) est demeurée impraticable, car elle réduisait, dans d'importantes proportions, le rendement de ces établissemens qui doit toujours rester intensif.

La répétition des injections a encore un autre inconvénient; elle expose à la répétition des accidens, surtout cardiaques et nerveux parfois graves, des chocs vaccinaux dont l'intensité n'est pas moins grande à la dernière injection qu'à la première. Enfin il est évident, — et d'ailleurs vérifié expérimentalement, — que plus la dose de vaccin injecté est élevée, plus tôt est acquise l'immunité, et par conséquent l'espacement et le fractionnement des injections laissent pendant trop longtemps le sujet à la merci de l'infection contre laquelle il n'est pas encore immunisé.

Tout cela montre l'importance militaire, sociale et humaine du

problème auquel s'est attaqué avec ses collaborateurs, le docteur Le Moignic lorsqu'il s'est proposé de rechercher une méthode de vaccination antityphoïdique qui permît d'injecter en une seule fois la dose nécessaire. C'était là, comme il l'a si bien dit, « une œuvre de guerre. » En la réalisant, il a apporté à la défense nationale une contribution vraiment utile et noble et dont les chiffres précédens permettent de mesurer l'importance.

Ce n'est point par son mode de stérilisation de la culture microbienne vaccinale que le vaccin Le Moignic se distingue de tous les autres, comme ceux-ci se distinguent entre eux. C'est par la nature du support liquide du vaccin, support qui lui sert de véhicule dans l'injection. Tandis que les autres vaccins antérieurs sont suspendus dans l'eau, Le Moignic suspend le sien dans des corps gras, dans un mélange huileux. De là le nom de *lipo-vaccin* qu'il lui a donné. Il se trouve, — pour indiquer tout de suite le résultat obtenu, — qu'*une seule injection d'un seul centimètre cube de ce vaccin suffit à immuniser, sans effets toxiques sérieux, contre les fièvres typhoïdes.*

Les raisons qui ont conduit son auteur à cette découverte si simple, — souvenons-nous de l'œuf de Colomb, — et si importante, ne procèdent pas, comme il arrive souvent dans les sciences biologiques, d'un heureux hasard expérimental. Elles procèdent à la fois de la théorie et de l'expérimentation les plus rigoureuses.

Il lui est apparu en effet, dans l'hypothèse préliminaire qui a guidé ses recherches, que c'était le mode de suspension aqueuse des vaccins antérieurs qui était cause de leur toxicité, l'eau, d'une part, étant rapidement absorbée par le courant circulatoire et les tissus, et agissant d'autre part, par des phénomènes osmotiques bien connus, en extrayant avec rapidité des cellules bacillaires les substances toxiques incluses. Le docteur Le Moignic a pensé qu'en suspendant les bacilles dans un milieu huileux, on atténuerait à la fois ces deux phénomènes; le vaccin serait alors absorbé avec lenteur par l'organisme, et déterminerait des réactions moins brutales et moins graves que dans l'eau physiologique.

L'expérience a prouvé victorieusement la justesse de ces prévisions et l'hypotoxicité, — c'est ainsi qu'on dit à la Faculté, — du lipo-vaccin par rapport à celle des vaccins aqueux. En opérant sur des chiens des injections de lipo-vaccin ou de vaccin aqueux préparés avec les mêmes doses de mêmes cultures bacillaires, on constate, chez les animaux traités par le premier, des accidens incomparablement moins graves que chez les autres.

D'autres expériences non moins ingénieuses et d'un intérêt encore plus général ont été réalisées par Le Moignic ou ses collaborateurs. Un cobaye meurt si on lui injecte 0 mmgr, 35 de sulfate de strychnine en solution aqueuse. Il supporte, en revanche, une dose 6 fois plus considérable de strychnine si on dissout cette base dans des huiles.

Le rôle de l'excipient huileux est donc manifestement d'atténuer, en la prolongeant, l'action pharmacodynamique, — pardon, ô Voltaire ! — ou toxique d'un produit, par le mécanisme du ralentissement de sa libération et, partant, de son absorption. L'huile ne livre son contenu que peu à peu aux tissus, tandis que l'eau jette le sien d'un coup dans le courant circulatoire. Or ici, comme en beaucoup d'autres domaines fort divers, *chi va piano va sano.*

D'autres expériences ont précisé mieux encore certaines causes de la faible toxicité du lipo-vaccin : on a constaté au microscope que, dans l'huile, les bacilles, au lieu de rester librement suspendus comme dans l'eau, s'agglomèrent en petits amas, en petits grumeaux sphériques. L'absorption des bacilles conglomérés dans ces petits amas injectés dans le derme doit être évidemment beaucoup plus lente que s'ils étaient libres, puisqu'il est d'abord nécessaire que les humeurs désagrègent leur agglomération.

Si j'ose employer cette comparaison qui n'est qu'une analogie, les petits amas bacillaires du lipo-vaccin sont absorbés plus lentement que les bacilles isolés des autres vaccins, pour une cause semblable à celle qui fait qu'un gramme de poudre de guerre en fines parcelles (pareille à celle des fusils) brûle bien plus vite qu'une seule lamelle de poudre pesant un gramme (semblable à celle des grosses pièces de marine).

Il ne suffisait pas de montrer que le lipo-vaccin est moins toxique que les vaccins aqueux antérieurs. Il était indispensable d'établir en même temps qu'à dose égale, son pouvoir immunisant n'est pas inférieur au leur.

Cette démonstration a été apportée d'une manière irréfutable à la fois par l'expérimentation faite sur les animaux et par les résultats, contrôlés au laboratoire, des vaccinations déjà nombreuses faites sur l'homme.

Le lipo-vaccin Le Moignic contient par dose d'un centimètre cube 2 milliards 600 millions de bacilles d'Éberth et 2 milliards 275 millions de chacun des paratyphiques A et B, au total environ 7 milliards de bacilles; ces microbes ont d'ailleurs été tués par les procédés les

moins brutaux et les moins capables d'atténuer leur pouvoir antigène. Cette dose unique est suffisante pour conférer l'immunité.

A la suite des premiers et brillans résultats obtenus, et officiellement contrôlés, qui ont conféré aux soldats vaccinés en une seule injection, et avec des effets toxiques insignifians, une immunité au moins égale à celle des vaccins à injections successives et multiples l'emploi du lipo-vaccin TAB n'a pas tardé à se répandre dans l'armée et la marine. Dès maintenant, une soixantaine de mille sujets ont subi avec succès cette vaccination, dont l'emploi, il faut l'espérer, ne tardera pas à se généraliser largement pour le plus grand bien des troupes et de la population et pour la plus grande sécurité des hommes. Dès maintenant, le gouvernement grec notamment a décidé d'appliquer le lipo-vaccin à toute son armée : voilà de la bonne expansion française.

A son efficacité pratique, si pleine d'avenir et si riche déjà de présent, à son utilité militaire qui prime tout aujourd'hui, la découverte du docteur Le Moignic ajoute cet avantage d'apporter à la science une contribution précieuse et riche de perspectives. S'il n'est en effet de science que du général, la méthode du lipo-vaccin qui aborde sous un angle nouveau le problème des vaccinations, apporte à celui-ci une solution d'ensemble qui déborde de toute part sa première application aux typhoïdes. Il n'est en effet aucune des maladies justiciables aujourd'hui ou demain des vaccins, à la prophylaxie ou à la thérapeutique desquelles elle n'apporte une contribution et une simplification fécondes. Dès maintenant, des recherches en cours permettent de croire que ce procédé permettra de réaliser la vaccination contre des maladies pour lesquelles elle avait été jusqu'ici impossible.

La méthode des lipo-vaccins du médecin de la marine Le Moignic nous apporte des armes nouvelles dans l'éternelle bataille contre la maladie, dans l'art de tuer la mort. Elle est une de ces choses utiles, simples et lumineuses, qui sont nées de la guerre, comme, dans un orage atroce et qui voile la douceur bleue du ciel, on voit jaillir parfois des éclairs.

CHARLES NORDMANN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Derrière le crochet défensif que forment, d'Asiago à la Piave, en se prolongeant par le massif du mont Grappa, les deux gradins du plateau des Sept Communes, et le cours inférieur du fleuve, de Valdobbiadene ou de Vidor à la mer, la bataille, pendant quinze jours, a été comme stationnaire. Stationnaire, mais non immobile ; les assauts se sont succédé vague par vague, en général repoussés et aussitôt suivis de contre-attaques. Remise du grand désordre engendré par le premier choc; et quoiqu'elle eût subi en hommes et en matériel des pertes dont il n'y a pas à dissimuler la gravité, sans compter cette diminution du moral des troupes que les chiffres ne mesurent ni n'expriment, mais qui heureusement n'a pas duré, l'armée italienne a fait tête, et l'avance austro-allemande a été suspendue. Ce peuple, qui sent si vivement, a donné, dans leur ordre naturel, toutes les réactions opposées qu'on devait attendre de lui. Maintenant, l'orgueil ou la fierté, et la haine séculaire du *Tedesco*, non plus seulement de l'*Austriaco*, sont entrés en ligne. Les renforts anglais et français sont arrivés à pied d'œuvre. Mais, depuis une semaine, on signalait de fortes concentrations ennemies, notamment dans le val Sugana, entre Trente et Rovereto, et de petites actions se sont produites, au delà du Pasubio, sur la rive orientale, et même jusque sur la rive occidentale du lac de Garde, jusque dans les Giudicarie. Or, du val Sugana, la Brenta, coupant le plateau des Sept-Communes, conduit à Padoue par Bassano ; l'Adige est la voie qui descend de Trente et de Rovereto sur Vérone ; et, par la Giudicaria, l'on débouche dans la région de Brescia. Ce sont des routes à surveiller. Il ne faudrait pas que le mouvement tournant, commencé vers les sources de l'Isonzo, se continuant et se développant toujours plus à l'Ouest, vînt menacer d'une prise à revers l'armée italienne et les contingens alliés. La violence persistante des attaques sur Asiago donne à réfléchir ;

mais nous sommes avertis, et avoir pensé au péril, c'est y avoir paré.

Sous Cambrai, il était probable que le commandement allemand n'accepterait pas sans regimber la sévère leçon que venait de lui infliger le général Byng. En effet, tout honteux de s'être laissé surprendre à son tour, cet illustre artisan de surprises s'est roidi et piqué au jeu. On avait annoncé que la ligne Hindenburg avait été crevée en vingt endroits; pour sauver le prestige de son fétiche, il a voulu montrer qu'elle était « increvable. » Et, comme, — on est obligé de l'avouer, — nous savons vaincre, mais nous ne paraissons pas encore savoir profiter de nos victoires, il est parvenu du moins à empêcher le succès tactique des Anglais de se changer pour lui en désastre stratégique. Après la ruée des tanks et de l'infanterie, le 21 novembre, le front britannique dessinait un saillant en angle, dont la branche Sud allait des environs de Vendhuile à Masnières, et la branche Nord de Masnières à Mœuvres. En hâte et en masse, l'ennemi a ramené des réserves de partout où il en a pu trouver, et de très loin, puisqu'il a poussé au feu des divisions récemment arrivées de Russie. Il les a jetées contre les soldats de sir Julian Byng, avec un acharnement incroyable, dix fois sur le même point, dans la même journée. Son objectif étant de rabattre les Anglais sur la bissectrice de l'angle tracé par leurs lignes, il a allumé et entretenu cinq foyers de combat principaux, l'un au sommet, à Masnières, et il a contraint le général Byng à évacuer ce village pour se retirer aux Rues-Vertes; deux autres dans la partie Nord, autour de Bourlon et de Mœuvres; les deux derniers dans la partie Sud, autour de la Vacquerie et de Gouzeaucourt. Si Ludendorff n'a pas enflé les résultats, il y aurait, au prix de très lourds sacrifices, assez largement réussi.

Quoi qu'il en soit, le plus important pour nous n'est pas dans ce que les Allemands ont pris ou repris, gagné ou regagné. Il est dans le supplément de ressources, dans le nouvel afflux de forces, vivantes et inanimées, dont ces actions coûteuses témoignent qu'ils ont pu disposer. Ne nous y méprenons pas et ne nous leurrons pas; ce dont ils ont disposé devant Cambrai, ils en disposeront encore ailleurs. C'est le moment de nous méfier, pour toute sorte de raisons. D'abord, parce qu'il leur faut tâcher de conclure, avant que les États-Unis fassent effectivement, positivement leur partie dans la guerre. Ensuite, parce que la défection russe, autant que leur facile victoire du Frioul, les a remontés de ton, et que, déprimés physiologiquement, souffrant dans leurs membres et dans leurs entrailles, leur âme est pourtant restituée et restaurée en toute sa superbe. Ils n'en

ont pas une moindre envie ni un moindre besoin de la paix, mais ce n'est vraisemblablement plus de la même paix. Attention ; attention partout ; à notre armée de Salonique, s'il leur vient à l'esprit que le plus pressant pour eux est de se donner de l'air à l'Orient ; en Italie, s'ils voyaient jour à s'y faire brèche dans l'armée ou dans la nation ; en France, s'ils sont convaincus, ainsi que nous le sommes nous-mêmes, que la décision ne s'obtiendra que sur le front occidental. Ici encore, prévoir, c'est parer. Il n'y a pas à être optimiste, ni pessimiste ; ces mots mêmes n'ont aucun sens, en face des faits, qui sont ce qu'ils sont, et qui ne sont ni meilleurs ni pires ; mais il s'agit d'être réaliste, de ne négliger rien et de n'exagérer rien ; non d'être sûr, ni d'être inquiet, mais d'être prêt.

Plaçons-nous premièrement en face du fait de l'anarchie russe. Nous avons appris, il y a un mois, que Lenine, tout à coup sorti de sa cachette, s'était aisément rendu maître de Pétrograd, et que Kerensky, avec son gouvernement provisoire, s'était évanoui comme une fumée ou comme un son. Il y a quinze jours, nous apprenions que le dit Lenine, ou plutôt Vladimir Ilitch Oulianoff, dit Lenine, avait, sous le nom de « Commissaires du *Soviet* du peuple, » constitué un gouvernement de sa façon, s'il est permis de parler en ce cas d'un gouvernement, où Trotsky, dit Bronstein on Braunstein (voyez la liste de la *Morning Post*), jouait le rôle de ministre des Affaires étrangères, et qui devait bientôt appeler à la dignité de généralissime le vieil adjudant Krylenko, dit « le père Abraham, » ou peut-être Aron Abram, dit Krylenko. Mais un « gouvernement » populaire, révolutionnaire, et même ultra-révolutionnaire, ne peut pas, même investi et institué par sa propre usurpation, même se prétendant émané directement du peuple, ne pas avoir au moins l'apparence de s'appuyer sur un semblant d'assemblée. Aussi Lenine et ses compères en ont-ils immédiatement fait une, composée de représentans spontanés et improvisés, ou soi-disant représentans, — car comment élus et nommés par qui ? — des comités de paysans, de l'armée, des associations professionnelles de postiers et de cheminots. Le truc est grossier : par un cycle de complaisances réciproques, Lenine et ses co-commissaires tirent leur pouvoir de la pseudo-assemblée du peuple, qui tire le sien de l'agrément et de la commodité de Lenine.

De toute manière, ce pouvoir, qui est ce qu'il est et qui vaut ce qu'il vaut, qu'en font-ils ? Et, question préalable, qu'il serait bien utile d'élucider, dans quel rayon exactement, sur quel territoire

s'exerce-t-il ? Être maître de Pétrograd, avions-nous fait observer, n'est point être maître de la Russie. Depuis lors, il est apparu, dans l'incertitude des nouvelles, que les suppôts de Lenine avaient conquis Moscou après Pétrograd, et que peu à peu la contagion s'est étendue Si l'on essaie d'en suivre l'infiltration, à la trace des indications que peuvent fournir les élections à la Constituante, qui ont commencé malgré tout à la date antérieurement fixée du 25 novembre, on trouve que les maximalistes ont la majorité, ce qui n'est pas absolument posséder le pouvoir, outre Pétrograd et Moscou, à Smolensk et à Tamboff, dans la Russie centrale, à Kharkhoff, plus au Sud, et, tout à fait au Sud-Ouest, dans la seule ville de Nikolaïeff, sur le Boug. En revanche, les Cadets l'emporteraient, en décrivant par l'Est un demi-cercle du Nord au Sud, à Novgorod, Kostroma, Nijni-Novgorod, Riazan, Orel, Saratoff, Voronej, Poltava ; les socialistes-révolutionnaires, qui sont modérés par comparaison, sont vainqueurs en Crimée, à Simferopol ; Odessa, Kherson, Ielizavetgrad, dans le Sud, restent le domaine du bloc juif. Aucun parti ne semble en position de créer ou de ressusciter rien qui ressemble à un gouvernement normal. Mais il ne nous vient pas seulement de Russie des rumeurs d'élection, il nous en vient des bruits de séparation, symptômes ou manifestations d'une anarchie bien plus profonde, bien plus irrémédiable encore. On dit que la Finlande se sépare, que l'Ukraine se sépare, que la Crimée se sépare, que la Sibérie se sépare. Chacune des Russies veut avoir son autonomie, ses institutions, son armée, — pour ne pas se battre, — son drapeau, pour le déposer.

Il n'y a plus de Russie, et la vérité perce lentement et douloureusement qu'il n'y en a plus parce qu'il n'y en avait pas, parce qu'il n'y en a jamais eu. Il n'y avait de Russie que dans le Tsar ; non point une nation, mais un régime, et moins un régime qu'une Cour, et moins encore une Cour qu'un autocrate, un patriarche, un « Petit Père ; » un peu comme, pour les musulmans, il n'y a pas de nationalité, mais une foi, une religion, la maison de la croyance, le Dar-el-Islam. Le Tsar et le tsarisme renversés, l'armature ôtée, la Russie s'écroule. Ce n'était qu'un décor, comme ceux que Potemkine dressait pour son impératrice. Mais qu'ont donc fait pendant vingt ans nos diplomates, s'ils n'en ont pas instruit leurs ministres ? Et s'ils les en ont instruits, par quelle aberration ou quelle espèce d'infirmité intellectuelle n'avons-nous pu nous représenter objectivement toutes ces Russies latentes, et ne concevoir qu'une fausse Russie *in abstracto* ?

Mais il serait vain désormais de récriminer. Mieux vaut, parmi les

morceaux de l'immense empire qui gît à terre, chercher s'il n'en est pas qui offre quelque solidité; en quelle province, en quels lieux, l'ordre, un ordre quelconque, se serait réfugié, n'importe quel élément ou quel facteur d'ordre persisterait, survivrait, ou pourrait renaître. On a beau regarder, il n'y a pas deux points, il n'y en a qu'un où il n'ait pas été, dès le début du mouvement maximaliste, et ne soit peut-être pas encore entièrement impossible de fonder une résistance. C'est le Sud, et, plus précisément, ce sont les pays cosaques, sur le Don et la mer d'Azoff, groupés, sous l'autorité de Kaledine, autour de leur capitale militaire et administrative, Novotcherkask. Nous savons mal, évidemment, jusqu'où s'étend en fait cette autorité vers l'Ouest, passé le bassin du Donetz, sur les autres fleuves, le Dniepr, le Dniestr, et les rivages de la Mer-Noire. Nous ne disons par conséquent, et ne voulons pas dire plus que : « Il n'est peut-être pas encore entièrement impossible » que Novotcherkask puisse être comme le noyau autour duquel s'agrégeraient les parties saines de la Russie du Sud ; mais cela, on nous rendra cette justice qu'aussi nous l'avons dit dès le premier jour. Y avait-il un peu de roman ou de rêve? Dans tous les cas, il n'était pas, et bien qu'à présent ce soit tard, il n'est peut-être pas encore entièrement impossible de pénétrer jusque-là, par le chemin le moins long, avec des moyens d'action qui sur place se seraient confirmés et multipliés. L'a-t-on fait, ou tenté seulement? A-t-on fait ou tenté quoi que ce soit? On l'insinue, et nous ne demandons qu'à en être persuadés. Si on l'a fait, ou si on l'avait fait à temps, nous aurons ou nous aurions un gros poids de moins sur notre cœur et notre conscience d'alliés, car ce n'est pas seulement à la Russie, mais à la Roumanie que nous pensons.

Sans doute, du Don au Sereth, il y a, à vol d'oiseau, de 800 à 1 000 kilomètres, et les chevaux cosaques ne les franchiraient pas d'une étape. Mais tout est relatif, et dans l'énormité de la Russie, plus encore dans l'énormité de cette guerre, c'est une distance *relativement* faible. Oui, notre cœur et notre conscience d'alliés ne peut se détourner de la Moldavie. Notre intérêt, comme nos sentimens, nous le défend. Il y avait là, cramponnée au rocher, chaque jour plus battu et de plus près entouré par le flot furieux, une armée, devenue excellente, de plusieurs centaines de mille hommes. De plus en plus, avec l'Europe centrale plus rassurée sur la poitrine, et, dans le dos, une Russie défaillante, elle a été coupée du monde, réduite à vivre sur elle seule, acculée peut-être à une fatalité qui fait frémir. Qu'avons-nous fait pour lui tendre la main; et une autre main que la nôtre, une main plus

proche, ne pouvait-elle lui être tendue ? Cette main, ne pouvions-nous pas nous-mêmes la prendre et la guider pour la lui tendre ? Six cent mille Roumains, trois cent ou quatre cent mille soldats intacts à ramasser dans la Russie du Sud, ce serait en tout une armée d'un million d'hommes, de quoi maintenir un front oriental et fixer une armée austro-allemande. S'il n'est pas entièrement impossible de le faire, et si ce n'est pas décidément trop tard, il faut de toute nécessité y travailler, ne fût-ce que pour rompre le charme mauvais qui, en trois ans, aura fait une Belgique martyre, une Serbie martyre, une Roumanie martyre, sous les yeux d'une Entente, non pas, certes et Dieu merci ! indifférente, mais impuissante. Combien de tort ne nous a pas causé, chez certains neutres, cette épithète qu'on nous a perfidement et obstinément attachée : les « impuissans » Alliés, *los impotentes Aliados !* Pour être les plus puissans, que nous a-t-il manqué, alors que nous avions tout le reste, et que nous l'avions en surcroît? De voir, de savoir, de vouloir et d'agir. De faire la guerre de tout notre pouvoir, de ne pas, en quelque sorte, la laisser se faire d'elle-même, sans la « penser » et sans la diriger. De ne pas la traiter fragmentairement, en décousu, par petits paquets et par petits bouts. En d'autres termes, d'avoir un plan, et, pour en avoir un, d'avoir un commandement et un gouvernement.

Au fur et à mesure que, par la fuite même du temps et la lassitude des peuples, le dénouement se rapproche, la nécessité s'en fait d'autant plus ardemment sentir que le drame se resserre autour de nous, en Occident. A peine entrés dans l'institut Smolny, avec escalade et effraction, Lenine et Trotsky n'ont eu rien de plus pressé que d'ouvrir des pourparlers à fin d'armistice, si ce n'est de publier les traités « secrets » conclus par la Russie avec les autres États de l'Entente, depuis le mois d'août 1914. Reprocherons-nous à ces personnages une incorrection qui, en soi, mériterait d'être taxée très durement? Ce serait montrer plus de dépit ou de ressentiment qu'il ne convient. Ce serait accuser un coup qui ne nous a pas touchés. Il n'y a pas un article, pas un paragraphe, pas une phrase, par une ligne des textes que Trotsky se flatte d'avoir découverts, et par la révélation desquels il espère avoir tué la « diplomatie secrète, » — comme s'il pouvait y en avoir une autre, comme s'il ne convenait pas d'abord de s'expliquer sur la « diplomatie » et sur le « secret ! » — il n'y a pas un mot qui soit pour nous causer la moindre gêne, que nous ne soyons prêts à avouer et soutenir publiquement. Un de nos ministres a cru bon de parler au Tsar non seulement de la restitution pure et simple de

l'Alsace-Lorraine, mais des précautions, d'ordre militaire, politique ou économique, que nous aurions éventuellement à prendre contre l'Allemagne prussienne sur la rive gauche du Rhin? Il a bien fait, il doit en être remercié et félicité; le souci, de sa part, était aussi légitime que sage; et, s'il ne l'avait pas eu, il aurait failli aux devoirs de sa fonction. Trotsky n'a plus qu'à compléter son œuvre en publiant parallèlement, s'il peut mettre la main dessus, les conventions et les propositions des Puissances de l'Europe centrale. En attendant, Lenine négocie avec l'état-major allemand, par l'intermédiaire de quelques fantoches, et le plus scandaleux de l'affaire est que le gouvernement impérial a accepté d'emblée de recevoir ces étranges parlementaires. Un aussi haut seigneur que le maréchal-prince Léopold de Bavière s'est dérangé pour eux; et les plus hauts représentans des deux Empires les plus guindés qui soient au monde ont autorisé la conversation.

Répétons-le ; ce serait tout ce qu'il y a de plus scandaleux, si ce n'était bien plus encore instructif ou démonstratif, et l'on eût écrit : « édifiant, » mais un adjectif impliquant une qualité morale hurlerait trop ici. Rien ne prouve mieux que cette bande d'anarchistes est manœuvrée par l'Allemagne, et on le savait ; mais rien, surtout, ne prouve mieux combien l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ont besoin de la paix, que cette prompte et humble résignation à l'accepter de n'importe qui. Besoin plus fort que la victoire même, puisque c'est au lendemain d'un de leurs plus grands succès de toute la guerre, de leur offensive, étonnamment réussie, sur l'Isonzo, qu'elles se soumettent à cette humiliation. Aussitôt que les commissaires du peuple, dûment et congrûment stylés, ont eu prononcé les paroles magiques, le comte Hertling et M. de Kühlmann ont répondu, de Berlin : « Armistice sur tous les fronts des belligérans; » et la formule demeurait ambiguë : « Tous les fronts des belligérans, » ce pouvait être : les diverses armées de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, d'un côté, de la Russie, de l'autre; mais M. de Seidler a dissipé l'équivoque, en spécifiant, de Vienne : « Dans le dessein de parvenir à la paix générale, » tandis que le comte Czernin saluait tout bas, au nom de l'empereur Charles, sous le déguisement de Trotsky, « le gouvernement russe. »

Le « gouvernement russe, » sensible à ces délicatesses, a émis la prétention de « causer » non seulement pour lui, mais pour nous. Bien entendu, nous avons haussé les épaules. Alors, il a poussé cyniquement sa pointe. Armée par armée, le front oriental est tombé en pous-

sière. Sur le premier moment, il a semblé que seule une de ces armées, la cinquième, consentît à ce déshonneur, Puis, de proche en proche, l'exemple a fait tache. L'armée de Tcherbatcheff, en liaison avec l'infortunée armée roumaine, deux fois trahie, s'était gardée longtemps indemne; elle a, assure-t-on, fini par se pourrir. Le commandant en chef Doukhonine avait repoussé avec mépris le papier infâme : les égorgeurs de Krylenko l'ont assassiné. « Il a été, gémit hypocritement l'aspirant-généralissime, victime de la loi de Lynch. » On connaîtra et on comptera un jour toutes ces victimes innocentes, que la férocité aveugle de la plus ignorante des foules a stupidement immolées. On énumérera tous les renoncemens, tous les abandons, et toutes les lâchetés, faisant suite, souvent chez les mêmes hommes, à tant de dévouement, d'héroïsme et de sacrifices. O splendeur d'hier, misère d'aujourd'hui! Il n'y aura eu ni plus de gloire, ni plus de honte dans aucune histoire.

Quant à nous, il serait indigne de nous-mêmes de rappeler à ceux qui se piquent d'être les interprètes de la volonté russe pourquoi nous sommes entrés dans cette guerre, et il serait, d'ailleurs, parfaitement inutile de leur montrer dix de nos départemens couverts de ruines, la France mutilée, nos enfans morts. Nous n'avons pas cessé de penser qu'un peuple honnête, ainsi qu'un honnête homme, respecte sa signature, et exécute les traités. Où nous avions mis notre encre, nous ne regrettons pas d'avoir mis notre sang. Ce fut notre premier et ce sera notre dernier mot. On ne nous arrachera pas une plainte : nous repousserons loin de nous les conseils de découragement. Pour dire le vrai, l'Entente traverse une série d'épreuves. Mais elle en a vaillamment supporté bien d'autres; si trop de choses paraissent tourner contre elle, n'omettons pas, sans illusion et sans forfanterie, de marquer ce qui est en notre faveur. N'oublions pas que la présente guerre ne ressemble à nulle autre, qu'elle ne se fait pas et ne se décidera pas seulement par les armées et par les armes, mais que c'est la lutte intégrale de quinze nations tout entières contre quatre nations tout entières; et qu'elles y sont engagées de tout ce qu'elles sont, de tout ce qu'elles ont, de tout ce qu'elles font. Est-ce l'Europe centrale, même à demi débloquée vers l'Orient, ou la moitié de l'univers, avec ce que lui fournit la terre et ce que transportent les mers, qui sera usée la première? L'ancien chancelier, M. de Bethmann-Hollweg, aimait à brandir « sa carte de guerre. » Mais cette carte était tendancieuse et incomplète. Il n'y faisait figurer ni les colonies ni les océans. Les colonies? L'Allemagne vient de se voir enlever, dans

l'Afrique orientale, la dernière qui lui fût restée. Elle n'a plus dorénavant un pouce de sol africain, asiatique ou océanien. Opposera-t-elle ses conquêtes en Europe? Mais, outre qu'elles sont loin de lui être définitivement acquises, en Europe même elle a perdu ces espèces de colonies que, par son commerce et sa « culture, » elle avait réussi, pour ainsi dire, à insinuer, à insérer dans les plus vieux et les plus riches pays. « Un empire colonial, s'écriait récemment un pangermaniste, nous est plus nécessaire que jamais pour nous assurer les ressources alimentaires et les matières premières indispensables. » Européennes et extra-européennes, sous sa souveraineté ou la souveraineté d'autrui, l'Allemagne a perdu toutes ses colonies. Il serait prématuré d'en conclure qu'elle a « perdu la guerre. » Mais, en regard de la colonne où elle allonge et étale son actif, ce sont de gros chiffres qui s'inscrivent à son passif.

Ainsi, toujours, dans les deux camps, le bon et le mauvais, les chances et les risques sont en balance. Dans le nôtre, la Russie s'en va, l'Amérique arrive; ce n'est pas une consolation, mais c'est une compensation. Librement, délibérément, les États-Unis pénètrent plus avant dans la guerre. Ils y réclament toute leur part : le Président demande au Congrès de la déclarer à l'Autriche-Hongrie; et, s'il réserve pour le moment « les deux autres outils de l'Allemagne, » la Bulgarie et la Turquie, c'est, dit-il, « qu'ils ne sont pas encore en travers du chemin direct de notre action nécessaire. » Résolus à aller « partout où les nécessités de cette guerre nous conduiront, il me semble, ajoute M. Wilson, que nous devrions aller seulement là où les considérations immédiates et pratiques nous conduisent. » Voilà du moins qui est très net et très clair. Tous les traits essentiels de ce message sont aussi clairs et aussi nets. Si, à la première lecture, l'opinion française est restée un temps, du reste très court, déconcertée ou hésitante devant certains passages plus vagues ou plus généraux, c'est que le ton et le style s'en accordent encore assez mal à nos habitudes. Un tel programme, un tel langage politique, où il entre quelque chose de si nouveau, et d'un peu plus neuf que nouveau, et d'un peu plus jeune que neuf, s'écartent trop de nos formes de penser et de parler latines, coulées dans le monde classique. Et, à côté de ce qui est communément américain, il y a ce qui est personnel au président Wilson. Il y a donc une abondante affirmation d'idéalisme, une large exposition ou profession de principes, et il y a de la leçon et du prêche, du juriste et du piétiste. « Le peuple des États-Unis désire la paix par la défaite du mal, » prononce solen-

nellement M. Woodrow Wilson, qui termine : « Les yeux du peuple sont ouverts et ils voient. La main de Dieu est tendue sur les nations. Il leur montrera sa grâce, je le crois pieusement, seulement si elles s'élèvent vers les lumineuses hauteurs de sa propre justice et de sa propre miséricorde. » Les hommes d'État de la vieille Europe, « en cette heure de midi de la vie du monde, » n'ont pas coutume de s'exprimer ainsi. Peut-être aussi avons-nous le tort de nous en tenir, pour les morceaux de doctrine, à des versions trop littérales, et une véritable traduction voudrait-elle une transposition, quelquefois un commentaire. Qu'on se souvienne de deux des messages précédens, celui du 2 avril et celui du 22 janvier 1917, au fond identiques au dernier. Notre première impression ne fut pas sans mélange; cependant l'homme qui les avait écrits est le même qui devait tout de suite ou bientôt déclarer la guerre à l'Allemagne. Qui sait si ces périphrases qui nous embarrassent ne sont pas simplement des précautions oratoires, à l'usage du peuple américain, que, tout juriste et piétiste qu'il est, le président Wilson connaît et manie supérieurement? Quant à ce qui est de ses idées sur l'Europe et aux perspectives qu'il lui plaît de s'ouvrir sur les progrès d'un peuple allemand délivré du militarisme et transformé par la démocratie, il nous sera permis de remarquer qu'il ne voit l'Europe qu'à travers l'Atlantique, tandis que nous sommes, à cru et à vif, au contact de l'Allemagne, dont le naturel n'a pas changé depuis le commencement et ne changera pas jusqu'à la consommation des siècles. C'est ce qu'il ne refusera point d'entendre. Il nous a déjà entendus. On s'est étonné que M. Wilson, entre les réparations que la paix apportera, n'ait pas mentionné l'Alsace-Lorraine. L'unique raison de ce silence est, nous croyons pouvoir l'assurer, que le jugement du Président et le jugement du peuple américain sont à présent fermes, définitifs et inébranlables là-dessus. Ils ne connaissaient qu'imparfaitement cette question, qui était pour eux une question lointaine; dès qu'ils l'ont mieux connue, ils l'ont tranchée selon la justice et le droit. Le droit et la justice sont des choses qui vont sans dire.

Mais, de tout ce que dit M. Woodrow Wilson, voici, en plein relief, ce qu'il faut retenir, ce qui donne au message présidentiel son accent et son caractère. A deux reprises, avec une énergie redoublée, il en fait le serment : « Notre objet est de gagner la guerre, et nous ne faiblirons pas, nous ne souffrirons pas d'en être détournés jusqu'à ce qu'elle soit gagnée. » Et encore : « Qu'il n'y ait pas de malentendu. Notre tâche présente et immédiate est de gagner la guerre, et rien ne

nous en détournera que ce ne soit accompli. Toutes les forces et toutes les ressources que nous possédons en hommes, en argent ou en matériel seront consacrées à cette tâche jusqu'à ce qu'elle soit achevée. A ceux qui désirent amener la paix, je conseille de porter leurs avis ailleurs. Nous n'en aurons cure. »

« Gagner la guerre, » c'est à merveille. On veut la victoire. Tout le monde la veut, et la malencontreuse lettre de lord Lansdowne tombe dans le vide ; mais, en conséquence, on doit vouloir les moyens de la victoire. Nous avions espéré que la Conférence interalliée, qui a siégé à Paris durant toute une semaine qu'on nous avait promise décisive, nous aurait dotés enfin du premier et du plus efficace de ces moyens, l'unité du commandement. La fin nous laisse quelque déception. Nous n'avons eu que des mesures éparses, concernant respectivement les finances, l'armement et l'aviation, les importations, les transports maritimes, le ravitaillement, le blocus; et nous n'en nions pas l'intérêt, mais ce n'est pas ce que nous attendions. On nous dit bien que la « création d'un Comité naval suprême interallié a été décidée, » et que, « au point de vue militaire, l'unité d'action a été mise en voie de réalisation certaine par l'état-major interallié qui est au travail d'après un programme établi sur toutes les questions à l'ordre du jour. » Mais encore nous attendions et nous espérions davantage. Une question demeure qui domine « toutes les questions à l'ordre du jour. » On l'a posée en ce raccourci saisissant : « Qui contre Hindenburg ? » Ce qui ne veut pas dire : « Quel autre génie contre ce génie ? » mais tout bonnement : « Quel chef unique contre ce chef unique ? » Assurément, en changeant deux fois notre commandement, en annulant l'axiome pourtant certain que l'homme ne vaut pas seulement ce qu'il vaut, mais ce qu'il vaut plus ce qu'on croit qu'il vaut, et que son mérite se multiplie par sa légende, nous n'avons pas rendu le problème plus facile à résoudre. Pour avoir un contre-Hindenburg, il eût fallu garder quelqu'un qui fût consacré et sacré ; osons le dire, qui fût *tabou*. Il eût fallu garder, à la romaine, le consul même malheureux ; à plus forte raison, le consul heureux ; et nous pouvons mesurer maintenant toute la gravité et toute la portée de l'erreur commise en ne le gardant pas. D'autres objections plus théoriques, et du domaine constitutionnel ou quasi-constitutionnel, ont été soulevées. Un des alliés aurait fait comprendre que ses traditions interdisaient à ses armées de servir sous un chef étranger. Mais cette nation est la même que la guerre a contrainte à renverser toutes ses traditions, qui lui interdisaient aussi de décréter

l'obligation du service militaire. Aucun de ces argumens, si forts qu'ils paraissent, n'était sans réplique, et le meilleur ne tenait pas une seconde devant la nécessité. C'est bien assez que les coalitions portent en elles-mêmes ce germe de faiblesse congénitale, d'être des coalitions : il est dangereux, il peut être mortel de le cultiver, et on le cultive, si on ne l'extirpe pas. Ce sont des machines lourdes et dispersées qui ne s'allègent et ne se concentrent que rassemblées dans une seule et même main. Mais la puissance des États se détermine moins par leur volume que par leur densité; or, la densité de l'Europe centrale fait échec au volume de l'Entente. Elle a réalisé, — l'Europe centrale, la *Mittel-Europa*, — plus que le commandement unique, presque le gouvernement unique. Les plus belles considérations sur la supériorité de nos institutions et de nos mœurs politiques, sur notre amour de la liberté et notre passion de l'indépendance, n'y changeront rien. Nous voulons vaincre? Un chef, un chef, un chef. C'est, entre les Alliés, « la place, la place, la place, comme disait Dante, qui est vacante, à la face du fils de Dieu. »

A l'intérieur, qu'on en finisse avec les scandales, de la seule façon qui doit en finir vraiment, par une exacte, stricte, égale et impitoyable justice. La France en est impatiente. Parce que M. Clemenceau s'est présenté à elle comme l'opérateur qui ne tremblerait pas, elle l'a appelé de ses vœux et accueilli avec confiance. Mais qu'il n'aille point s'y tromper : le crédit qu'elle lui a ouvert, illimité dans les pouvoirs qu'elle lui accorde, est au contraire très limité dans les délais qu'elle lui assigne. On lui a tant dit : « Vite et tout! » qu'elle veut tout, et qu'elle le veut vite. M. Clemenceau s'est évertué à lui faire croire qu'il n'était pas comme les autres; il serait fâcheux pour lui qu'elle crût constater, à ses œuvres qui ne seraient encore que des discours après des articles, qu'au fait et au prendre, il est comme les autres. Vite et tout. Otez-nous de la tête ces histoires empoisonnées. Assez de préoccupations nous obsèdent : Salonique, l'Italie, l'Escaut, l'Aisne, Verdun, Belfort. Nous entendons pouvoir, en toute tranquillité, en toute sécurité, ne regarder que vers le front et regarder vers tous nos fronts.

CHARLES BENOIST.

Le Directeur-Gérant :

RENÉ DOUMIC.

SIXIÈME PÉRIODE. — LXXXVII[e] ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

QUARANTE-DEUXIÈME VOLUME

NOVEMBRE — DÉCEMBRE

Livraison du 1[er] Novembre.

Livraison du 15 Novembre.

Livraison du 1er Décembre.

Livraison du 15 Décembre.

Paris. — Typ. Philippe Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — 54068.

